~~14 déc 1852~~
~~1 Janv 1853~~
~~3 " 1853~~

A. Jaquet

1 Janvier 1853
15 "
1 Janv 1853

REVUE

DES

DEUX MONDES

Albert Lemoine

XXIIIe ANNÉE

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE

TOME PREMIER

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOÎT, 20

1853

THE GETTY CENTER
LIBRARY

PROMENADE

EN AMÉRIQUE.

PREMIÈRES IMPRESSIONS.

TRAVERSÉE. — NEW-YORK. — BOSTON. — UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE. — UN POÈTE AMÉRICAIN.

Quand on a parcouru l'Europe du nord au midi et mis le pied dans les deux autres parties de l'ancien monde, quand on a étudié l'antiquité en Grèce, en Italie, en Egypte, — le moyen âge et les temps modernes en Scandinavie, en Allemagne, en Espagne et en Angleterre, — le monde musulman, dont le caractère dominant est l'uniformité, au Caire et à Constantinople, — si on veut voir quelque chose d'entièrement nouveau, je crois qu'il faut aller en Amérique, du moins tant que la Chine ne sera pas ouverte et que la lune ne sera pas accessible. Voilà pourquoi je vais m'embarquer aujourd'hui à Southampton pour les Etats-Unis. Ce départ surprendra peut-être un peu ceux des lecteurs de cette *Revue* qui ont bien voulu me suivre dans d'autres pérégrinations, dont le motif se rattachait à la littérature ou à l'érudition; à ces lecteurs assez bienveillans pour se souvenir de mes travaux, je répondrai qu'après avoir contemplé les monumens des sociétés du passé, j'ai été tenté d'observer dans son progrès une société nouvelle. Il était curieux sans doute de chercher à déchiffrer, sous des hiéroglyphes de quatre mille ans, une civilisation presque effacée; il ne l'est pas moins peut-être de chercher à lire dans les traits d'une civilisation encore jeune ce qu'elle sera un jour. Les prodiges de l'industrie humaine, appelée à changer

rapidement la face du globe, ne doivent pas être méprisés, quelque admiration que méritent les statues de Phidias et les vers de Dante ou d'Homère. Or, de notre temps, il s'est formé ou plutôt il se forme une société à laquelle un immense avenir semble promis. Nulle part sous le soleil une plus grande activité n'est déployée dans le champ de la civilisation nouvelle. J'ai été tenté de donner à mes yeux et à mon esprit ce spectacle après tant d'autres spectacles. Ajouterai-je que le beau livre de M. de Tocqueville sur *la Démocratie en Amérique* et les entretiens de l'illustre auteur, qui veut bien m'appeler son ami, ont encore excité mon désir en l'éclairant? Dirai-je enfin que, sur ce continent utilitaire, à travers la fumée des usines et des locomotives, j'ai entrevu, pour les curiosités du savoir, quelques antiquités sur les bords de l'Ohio et sur le plateau mexicain; pour les plaisirs de l'imagination une poétique nature, la chute du Niagara, les palmiers des tropiques? Je m'arrête; j'en ai dit assez pour m'excuser d'écrire, si, en finissant, le lecteur me pardonne d'avoir écrit.

27 août 1851. Southampton.

Hier j'étais à Londres, dans le *palais de cristal*. Je viens d'assister à l'*exposition universelle*, le premier fait vraiment universel dans l'histoire des hommes. Oui, c'est la première fois, depuis le commencement du monde, que les hommes font quelque chose en commun, que tous les peuples se réunissent dans l'unanimité d'une même entreprise, sans distinction de patrie, de race ou de croyance : événement mémorable et prophétique, car il annonce et inaugure, pour ainsi dire, l'unité future du genre humain.

Aujourd'hui je vais quitter l'Angleterre pour les Etats-Unis; je vais aller contempler dans toute la liberté de son action cette puissance de l'industrie, dont j'ai admiré à Londres les résultats cosmopolites; mais avant de laisser derrière moi le rivage de l'Europe, je demande la permission de raconter une rencontre que j'ai faite et qui a été pour moi une piquante et gracieuse anticipation de l'Amérique.

Dans le wagon qui m'a amené de Londres à Southampton, ainsi qu'un Américain très-distingué, M. Sedgwick, avec lequel je vais m'embarquer, se trouvait une dame anglaise, qui accompagnait la mère et la sœur de M. Sedgwick. Cette dame me frappa tout de suite par la fermeté de son langage et le tour original de son esprit : c'était Fanny Kemble, dont le capricieux et poétique volume sur les Etats-Unis, vrai livre de jeune fille, m'avait charmé il y a bien des années, et, bien qu'un peu sévère pour les mœurs américaines, m'avait donné pour la première fois l'envie de faire le voyage que je fais aujour-

d'hui. La nièce de Mme Siddons a sur le front, dans le regard, dans tout l'ensemble de sa personne, un reflet de Melpomène. Bien des choses se sont passées depuis qu'elle écrivait ce qu'elle appelle aujourd'hui ses *impertinences* sur les mœurs américaines et ses courses à cheval au bord de l'Hudson, et les vers charmans que ces lieux lui inspiraient. Quoiqu'elle ait emporté de tristes souvenirs du pays qu'elle avait choisi, elle comprend mieux aujourd'hui les avantages sociaux de ce pays, où, me disait-elle, on a le sentiment que personne ne souffre de la misère autour de vous; mais elle paraît refroidie sur les beautés naturelles qu'il peut offrir. Pour moi, je m'en tiens, sous ce rapport, à ses impressions de vingt ans.

M. Sedgwick, avec lequel j'ai le bonheur de faire la traversée, est un avocat et un jurisconsulte éminent de New-York; il a toute la vivacité d'esprit et tout l'entrain qu'on attribue à nos compatriotes. Du reste, en vrai voyageur américain, il ne se presse point, regarde tranquillement sa montre, et déclare que nous avons encore un quart d'heure pour nous rendre à bord, comme s'il s'agissait d'aller de Paris à Saint-Cloud. Les dames ne sont pas plus agitées que lui. En effet, nous arrivons à temps, et au bout de deux heures nous sommes sur le *Franklin*, parti ce matin du Havre, et qui attendait à Cowes, dans l'île de Wight, la correspondance de l'omnibus à vapeur de Southampton. Nous ne partirons pas ce soir, parce qu'il y a du brouillard. Cette prudence chez un capitaine américain m'étonne; mais M. Wooton est un officier aussi sage que hardi. Pour tempérer l'audace naturelle aux marins des Etats-Unis, le capitaine d'un bateau à vapeur de cette compagnie doit avoir 28,000 dollars à bord, environ 150,000 francs.

28 août.

Je me suis levé avant que le bâtiment fût en marche. Tout à coup les roues ont commencé à tourner, et nous voilà en route pour l'Amérique.

Tandis que nous longions l'île de Wight, un Américain m'a dit : C'est à peu près comme *Long-Island*, en face de New-York. Le premier trait de caractère que je remarque sur ce bâtiment où la grande majorité des passagers appartient aux Etats-Unis, c'est l'occupation constante et la glorification perpétuelle de la patrie. L'Amérique est l'idée fixe des Américains : la conviction de la supériorité de leur pays est au fond de tout ce qu'ils disent; on la retrouve même dans l'aveu de ce qui leur manque. Ainsi chacun a soin de me prévenir qu'il ne faut pas m'attendre à trouver dans une société nouvelle les raffinemens des vieilles sociétés de l'ancien monde : rien de plus sensé; mais dans cet empressement à m'avertir de ce qu'il ne faut

pas chercher aux Etats-Unis, je reconnais les précautions d'un patriotisme inquiet, toujours en défiance des jugemens de l'étranger. Ces précautions ressemblent assez aux avertissemens d'un auteur invitant, dans sa préface, à ne point chercher dans son livre des qualités qu'il ne serait pas fâché qu'on y découvrît. Les Américains diraient volontiers de leur pays, né d'hier : *Nous n'avons mis qu'un quart d'heure à le faire.* Il est vrai qu'il serait souverainement injuste de leur répondre avec le misanthrope :

.... Le temps ne fait rien à l'affaire.

Je n'entends guère articuler de louanges directes des Etats-Unis, mais je ne sais comment il arrive que, dans tout ce qu'on en dit, ils se trouvent toujours avoir l'avantage. Les farines françaises sont excellentes, mais les farines de Virginie sont encore meilleures; les huîtres qu'on mange aux Etats-Unis sont supérieures à toutes les huîtres. Ce sont de petits faits qui viennent se placer naturellement dans la conversation, à titre de renseignement, et dont on vous laisse tirer la conséquence. Je ne saurais me défendre de la pensée que c'est un chagrin pour les habitans des Etats-Unis de ne pouvoir prétendre qu'un Américain a découvert l'Amérique. Du reste, ce sentiment de prédilection pour leur pays n'a jusqu'ici rien d'offensant ni d'agressif; j'ai plaisir à le voir percer sans cesse. Les occasions qu'il saisit pour se produire peuvent me faire sourire, mais en somme il m'inspire de l'estime pour le peuple américain. En France, surtout depuis quelque temps, nous faisons trop bon marché de nous-mêmes, nous sommes trop dénués d'illusions sur notre propre compte. Il vaut mieux, pour une nation, se respecter et même s'admirer un peu trop, que se dénigrer à plaisir et se prendre philosophiquement en pitié.

Sur ce bâtiment, je trouve déjà l'occasion d'observer comment le principe d'égalité se combine avec les inégalités que l'éducation et les habitudes tendent inévitablement à établir entre les hommes. Parmi les passagers, nul n'a de titre ou de rang fixe, mais il arrive tout naturellement qu'il se forme des associations entre les personnes dont la condition sociale est analogue. Il y a une table où se trouvent réunis le fils et la fille du gouverneur de l'état de New-Jersey, M. Sedgwick et sa famille, un planteur de Virginie dont les manières et la tournure sont tout à fait européennes, et qui, avec sa jeune et charmante femme, vient de visiter l'Italie, la Grèce et Jérusalem. Des négocians de la Nouvelle-Orléans se sont assis à une autre table, des Français qui vont en Californie à une troisième : il n'existe aucune séparation absolue entre ces différens groupes, rien n'empêcherait ceux qui font partie de l'un de se mêler à l'autre; mais cela n'arrive point,

et je commence à comprendre comment des mœurs démocratiques peuvent ne pas entraîner nécessairement un pêle-mêle universel.

On parle beaucoup politique autour de moi; j'écoute avec un grand empressement ces conversations; elles roulent rarement sur les intérêts généraux de l'Union, presque toujours sur les intérêts particuliers des différens états dont la fédération se compose, et qui, comme on sait, ont chacun leur code et leur gouvernement. En ma qualité de Français, il m'est arrivé de demander comment tel ou tel point de droit, tel ou tel détail de l'administration étaient réglés aux Etats-Unis; on me demandait à mon tour duquel des vingt-trois états je voulais parler. Il y avait quelquefois vingt-trois réponses à ma question. Les hommes, fort éclairés du reste, que je consultais me paraissaient connaître surtout la législation et l'organisation politique de leur état; bien qu'un esprit analogue pénètre dans toutes les parties de l'Union, les diversités de détail sont grandes. L'indépendance et la vie propre des états, en tout ce qui ne touche point à l'intérêt universel de la fédération, sont un des premiers traits qui frappe un Français dans les institutions américaines.

Un autre résultat de ces institutions, c'est la facilité avec laquelle elles peuvent être modifiées sans secousse et sans danger. J'entendais sans cesse parler de *conventions* et de *révolutions* auxquelles plusieurs personnages présens avaient pris une part active. Chez nous, ces mots réveillent des idées terribles. Aux Etats-Unis, le jour où l'on veut changer quelque article de la constitution d'un état, on s'adresse à la législature, qui propose la réunion d'une convention. Le peuple consulté prononce que la convention sera convoquée. La constitution amendée par celle-ci est soumise à la ratification du suffrage populaire. C'est ce qu'on appelle ici une *révolution*.

Une de ces révolutions a changé dans l'état de New-York l'organisation judiciaire, et ce changement a été imité dans plusieurs autres états; il consiste à faire nommer les juges par les électeurs. C'est une application bien étrange et bien extrême du principe de l'élection que de faire voter ceux qui doivent être pendus pour la nomination de ceux qui doivent les pendre, d'autant plus que les juges ainsi élus ne le sont que pour un temps et pour un temps assez court. Il me paraît impossible que cette mesure n'ait de grands inconvéniens, ou au moins n'offre de grands dangers. Voilà le droit sacré de rendre la justice, ce droit qu'on doit s'efforcer de maintenir dans une région supérieure aux passions politiques, tombé dans leur domaine et devenu le prix du combat, la proie du vainqueur. On me répond par cette expression transportée du langage de la mécanique dans l'idiome politique des Etats-Unis : *it works well*, cela fonctionne bien. On m'assure que les choix ont été jusqu'ici excellens,

que le discernement populaire a décerné la magistrature aux meilleurs jurisconsultes. Je n'en pense pas moins que ce mode d'élection est un empiétement du suffrage universel sur ce qu'il serait le plus important de lui soustraire, que cette magistrature précaire n'a ni la majesté ni la force convenable, et que les états qui n'ont pas encore essayé de cette *révolution* feront bien de ne pas l'accomplir.

Tout en recueillant ces renseignemens et bien d'autres de la bouche des hommes les plus compétens, en m'initiant par eux aux secrets de la société singulière que je viens visiter, je n'oublie pas la mer et le ciel. Je passe de longues heures tantôt à l'avant du bâtiment, m'enivrant de la brise, plongeant mon regard dans cette étendue si courte pour les yeux, mais que ma pensée déroule devant moi jusqu'aux rivages de l'Amérique, tantôt à l'arrière, suivant du regard l'allée verdoyante que trace le sillage du vaisseau. Je ne trouve point que la mer offre un spectacle monotone, comme on le dit souvent : elle change à chaque instant d'aspect, de couleur, de physionomie. Cette puissance formidable a le charme du caprice : tantôt sombre et troublée, tantôt calme et radieuse, la mer est tour à tour d'azur, d'émeraude, de plomb fondu, d'huile, d'encre ou d'or. La vie de bord ne m'ennuie point. Je vais de groupe en groupe, comme on va le matin à Paris d'un salon dans un autre. A deux pas sont la solitude, la rêverie, l'immensité. En présence de cette immensité, les enfans jouent sur le pont; la partie jeune de la société rit et danse gaîment, tandis que le ciel se rembrunit et que l'Océan commence à gronder. Enfin, après onze jours de cette vie de conversations, de lectures, de promenades même, car le pont du *Franklin* ferait une assez belle allée de jardin, nous approchons du nouveau continent, ayant franchi mille lieues presque sans nous en apercevoir. Avant d'arriver, un brouillard épais nous enveloppe : ce sont les brumes de Terre-Neuve qui s'étendent jusqu'ici et qui sont formées surtout par la condensation de la vapeur de l'eau plus chaude qu'entraîne vers le nord le grand courant maritime appelé *gulf-stream*. La machine s'arrête, et si elle recommence à marcher, on sonne une cloche pour avertir les bâtimens qui pourraient nous heurter. Le capitaine et le pilote s'évertuent à percer du regard ces ténèbres; elles se dissipent enfin. Nous entrons dans la rade de New-York, qui, quoi qu'on en dise autour de moi, ne ressemble point à la rade de Naples, mais qui n'en est pas moins une rade magnifique, et le *Franklin* vient, à l'embouchure de l'Hudson, toucher le quai que borde à perte de vue une foule d'autres bâtimens à vapeur. Nous sommes en Amérique.

Avant de mettre pied à terre, et tandis que nous attendons nos bagages, nous apprenons l'issue de l'expédition de Cuba; elle a échoué, Lopez a été pris et exécuté. Ces nouvelles nous sont données par

un jeune cocher de fiacre auquel M. Sedgwick me recommande après avoir causé un moment politique avec lui. Je quitte le bateau, chargé de lettres de recommandation, comblé d'invitations cordiales pour toutes les parties des Etats-Unis; je n'ai pas lieu de me plaindre jusqu'ici.

Il est vrai que je n'ai pas trouvé les cochers américains aussi aimables que les *gentlemen*. Celui qui parlait si bien sur les affaires de Cuba, et qui devait me conduire à l'hôtel d'Astor pour un demi-dollar, a exigé le double. J'ai fait ce que j'aurais fait en Europe, j'ai demandé en arrivant ce que je devais donner. Deux messieurs étaient au bureau; je me suis adressé à l'un d'eux en lui montrant ma lettre de recommandation pour le propriétaire de l'hôtel. Je dois dire qu'on n'a pas eu l'air de faire la moindre attention à ma lettre, et que l'un des deux employés, sans me répondre, a remis un dollar au cocher avec une facilité qui eût été pleine de bonne grâce s'il eût tiré l'argent de sa poche.

Bientôt le tam-tam, qui remplace la cloche du dîner ici comme à bord, m'a averti d'aller m'asseoir à une table d'hôte de deux cents couverts; je n'ai eu aucune peine à me placer; on ne se précipitait point sur les plats. Suivant l'usage universel aux États-Unis, on buvait de l'eau glacée. Un menu qu'on imprime chaque jour était placé près de chaque convive, et, sur un signe, on était servi par des garçons qui ne manquaient point d'empressement, quoique, ignorant l'usage américain, j'eusse négligé de stimuler leur zèle en donnant d'avance un pour-boire à celui qui, dès lors, se charge spécialement de votre personne. En revanche, on ne donne rien pour le service en partant. Le dîner n'a pas été long, mais il ne m'a pas semblé démesurément rapide. On était très silencieux : ce silence n'était interrompu que par les bouteilles de vin de Champagne, dont les bouchons sautaient en l'air; mais je n'ai pas un tel goût pour les conversations de table d'hôte que j'en aie beaucoup regretté l'absence.

Je ne connais pas de plus grand plaisir en voyage que d'errer au hasard dans une ville inconnue. Chaque ville, en effet, a sa physionomie, son air, et jusqu'à ses bruits particuliers. Ici cet intérêt est plus vif encore. Arrivé depuis quelques heures en Amérique, cette nouvelle ville est en même temps pour moi un nouveau monde. Je suis longtemps la *Large Rue* (*Broadway*), et, au mouvement des voitures et des omnibus, je pourrais presque me croire à Londres, dans le *Strand*. Je marche pendant une heure entre de beaux magasins. *Broadway*, c'est la rue Vivienne de New-York; mais cette rue est plus longue que l'avenue des Champs-Élysées. Ce vacarme, cet éclat, font un singulier effet quand depuis onze jours

on n'a vu que les flots. Je cherche un quartier moins étourdissant; je longe les bords de l'Hudson. Ici c'est une autre agitation, un autre bruit : les ateliers où l'on construit les machines à vapeur retentissent du fracas des marteaux. Sur le fleuve passent et se croisent les bateaux à vapeur qui le montent ou le redescendent. Une très-vive lumière éclaire cette scène, pour moi nouvelle. Mon premier coucher de soleil en Amérique est bien américain : c'est à travers des mâts, et par-dessus des chantiers, que je vois l'astre étincelant disparaître dans un ciel d'or. Suivant alors des rues silencieuses, je crois retrouver l'ancienne petite ville hollandaise, aussi calme, aussi flegmatique que la ville américaine est active et ardente, et dont Washington Irving a raconté si drôlement l'histoire imaginaire : les trottoirs en brique, les arbres qui bordent les rues, aident à l'illusion de la Hollande. Puis je rentre dans la partie animée de New-York ; je m'arrête devant un magasin comme il n'en existait pas dans le *Nouvel-Amsterdam*, comme il n'en existe peut-être ni à Londres ni à Paris ; le *Petit Saint-Thomas* est éclipsé. Je viens de compter cinq étages et soixante-quinze fenêtres. Je n'étais pas seul à admirer; en me retournant, que vois-je? deux sauvages en grand costume, le visage peint, des plumes sur la tête, là, au milieu de cette foule, dans cette rue, devant ce magasin! les propriétaires naturels du sol, devenus étrangers sur ce sol, et presque aussi dépaysés dans la patrie de leurs ancêtres que le serait un Chinois dans les rues de Paris ! Toute l'histoire des deux races est là. Le plus redoutable chef indien, dans ses forêts, aurait moins frappé mon imagination par sa présence, m'aurait moins donné à réfléchir et à rêver, que ces deux badauds du désert flânant dans la grande rue de New-York.

Je rentre ; il y a un concert dans l'hôtel. Je m'endors, la fenêtre ouverte, au bruit de la musique, au murmure d'une eau jaillissante, par un clair de lune napolitain.

De New-York à Boston.

Je reviendrai à New-York ; mais je suis pressé d'aller voir la ville qu'on dit la plus intellectuelle des Etats-Unis, Boston, et l'université de Cambridge auprès de Boston. Trois ou quatre *steamers* partent aujourd'hui ; j'en prends un au hasard. Un domestique noir, en me remettant les numéros gravés sur de petites plaques de cuivre qui doivent me servir à réclamer mon bagage, a soin de les glisser adroitement dans ma main sans la toucher. Ce procédé peut avoir ses avantages, mais il fait faire une réflexion pénible sur le rapport des deux races.

Le bateau à vapeur côtoie une rive bordée de vaisseaux, couverte de magasins, d'entrepôts, dont l'aspect n'a rien de poétique, mais

qui parlent à l'imagination par leur étendue et par leur nombre. Combien tout cela représente de volonté, d'activité, de puissance! A droite, je ne vois d'autres bâtimens que des hôpitaux, des prisons aux murs gris, à l'air triste et froid, nécessités sévères de la civilisation. A mon retour, j'irai visiter ces hôpitaux et ces prisons, comme en Italie j'allais visiter des galeries et des palais. En attendant, j'ai ce soir la nature à contempler. Depuis l'Egypte, je n'ai pas vu un semblable coucher de soleil. Même en Italie, on ne trouverait point ces teintes enflammées et sanglantes. A l'horizon, je découvre en face de moi une fournaise d'où jaillissent des traits de feu et des lignes d'ombre. Bientôt la fournaise devient un volcan au cratère de nuages lézardés de lignes rouges, puis le cratère semble se briser et faire explosion dans le ciel. Voilà ce qu'est la lumière à cette époque dans l'Amérique du Nord.

Ces bords ne sont pas assez élevés et assez hardis pour être pittoresques; mais le pittoresque n'est pas tout, la grandeur est quelque chose, et la grandeur n'est pas absente, surtout quand, dépassant au clair de lune une foule de bâtimens à voiles qui semblent fuir comme des fantômes, on se représente les mêmes eaux alors qu'elles baignaient des forêts séculaires, et n'avaient vu que la pirogue de l'Indien glisser à l'ombre de ces forêts, au lieu d'être labourées comme aujourd'hui par les roues bruyantes de ce char triomphal de l'industrie et de la civilisation. Je salue cette puissance de la vapeur, qui est l'âme de la société américaine, en répétant ces vers prophétiques de Darwin :

« Bientôt, ô vapeur encore indomptée! ton bras traînera la barque paresseuse ou poussera le char rapide, ou bien portera un chariot aérien, déployant ses ailes et fuyant à travers les champs de l'espace. »

Une partie de la prédiction reste encore à accomplir; mais la réalisation de la première semble un garant de l'accomplissement de la seconde.

Sur le bateau, j'ai remarqué, ce qui est assez aristocratique, que les passagers des secondes n'entrent dans la salle du souper que lorsque les passagers des premières sont assis. En revanche, voici qui est très démocratique : après le souper, j'ai demandé un verre d'eau à un garçon; celui-ci, sans répondre, m'a montré un verre, à deux pas, sur la table, avec un geste d'une incomparable majesté.

A moitié route, on quitte le bateau à vapeur pour le chemin de fer. Dans cette partie du trajet, j'ai commencé à faire connaissance avec le caractère américain. On a passé d'un wagon sur un autre. Moi, avec le laisser-aller de mes habitudes européennes, je suis arrivé sans me presser au moment où l'on venait de détacher les deux

wagons, et où ils commençaient à s'écarter l'un de l'autre. Tout le monde avait déjà passé du premier sur le second; j'ai sauté, mais dans cette opération, ma redingote s'est accrochée au wagon que je venais de quitter. L'homme qui les séparait s'est mis à les rapprocher, et, parlant vivement, mais sans élever la voix, m'a commandé l'exercice : « Sautez en arrière ! — Attendez ! — Sautez en avant! » Du reste, ni une explication, ni une excuse, ni un reproche. Il me semble que ce petit incident offre un frappant exemple du sang-froid et du laconisme des Américains. Plusieurs fois déjà j'ai cru voir comme une exactitude militaire transportée dans les habitudes de la vie civile. Souvent les domestiques qui apportent les plats arrivent au pas, les déposent, à un signal donné, sur la table, y placent ensuite les assiettes en exécutant un mouvement uniforme et mesuré, puis les couteaux et les fourchettes, qui retentissent en même temps comme des crosses de fusil frappant simultanément la terre. Ici tout se fait avec ponctualité, précision, rapidité; nul n'a de temps ni de mots à perdre.

Boston, 10 septembre.

Le chemin de fer qui m'amène à Boston suit pendant quelque temps une rue de la ville. Les enfans courent près des portières de nos wagons, et les habitans debout devant leurs portes nous regardent passer. On est loin des précautions européennes; point d'hommes sur la route du train, le bras tendu, tenant un signal. Ici, lorsqu'un chemin de fer traverse un autre chemin, en général il n'y a point de barrière ; seulement on sonne une cloche au passage du train, et un écriteau avertit les passans de faire attention quand la cloche sonnera. Si un passant ne fait pas attention ou ne se presse pas assez, si une vache se trouve sur la voie, il arrive un accident. On met dans le journal un article avec ce titre en grosses lettres : *Horrible catastrophe !* et il n'en est que cela. Les wagons sont très-peu comfortables; il n'y a point de seconde classe, chacun s'établit dans de longs omnibus attachés à la suite les uns des autres, et qui communiquent ensemble par une plateforme; de chaque côté est une banquette à deux places, au milieu un sentier étroit et un poële de fonte. Les dossiers des banquettes ne sont pas assez élevés pour qu'on puisse appuyer la tête. On n'a ni sécurité ni commodité ; mais il y a trois mille lieues de chemins de fer aux Etats-Unis. Ces chemins traversent des forêts où il n'existait naguère que des sentiers d'Indiens. Si on était plus difficile et plus exigeant, on attendrait encore les chemins de fer, qui, malgré leurs imperfections, sont, il faut en convenir, plus commodes que les sentiers d'Indiens.

Boston ressemble plus à une ville anglaise que New-York; on y

trouve un plus grand nombre de rues d'un aspect tranquille et retiré, mais la ville n'a rien de sombre ni de puritain. La brique rouge des maisons est plus gaie que la brique noire de Londres. L'entourage des portes et les marches par lesquelles on y arrive sont communément en granit. Très souvent les maisons font saillie par une sorte de demi-cylindre, ce qui rompt l'uniformité des façades. Les colonnes de grès rouge, les jalousies vertes et les cheminées blanches égaient le regard. Devant la plupart des maisons, on voit un peu de verdure, des arbustes et quelques fleurs. Cependant le vieux puritanisme n'est pas mort; je lis dans le journal d'aujourd'hui que deux jeunes garçons ont été condamnés à l'amende pour avoir joué au bouchon le dimanche.

Dans la promenade publique, une affiche avertit que les infractions aux règlemens de police seront punies plus sévèrement *le jour du Seigneur* que les autres jours. Ceci me semble très caractéristique. Partout ailleurs, les délits que l'on peut commettre dans un jardin public, contre les gazons et les fleurs, sont punis uniquement pour empêcher qu'ils ne se multiplient : ici, ils sont envisagés au point de vue de leur criminalité morale. Il est naturel alors que cette criminalité soit plus grande les dimanches, et que, par suite, les punitions soient plus fortes.

Cette promenade est très agréable. C'est un parc planté sur un terrain incliné; vers le milieu est une petite élévation d'où l'on voit la mer. Un jet d'eau énorme s'élève du milieu d'un bassin en forme de croissant. Cette pièce d'eau est le reste d'un petit lac caché autrefois dans l'épaisseur de la forêt primitive, dont a fait partie un vieil orme qui existe encore, et qu'on entretient religieusement. C'est un bel arbre que l'orme américain, avec son tronc blanc jusqu'à une certaine hauteur, son feuillage élégant qui retombe et qui rappelle à la fois le chêne et le bouleau. Michaux l'appelle le plus magnifique végétal de la zone tempérée. Dans la promenade publique de Boston, on bat des tapis, comme dans celle de New-York on séchait du linge. Le peuple est chez lui, il fait son ménage. L'autre extrémité de Boston a un caractère tout différent : c'est le quartier commercial. Là est le mouvement, l'activité : c'est la ville des Etats-Unis à côté de la ville anglaise.

Après tout ce qu'on a écrit sur le sans-gêne des habitudes américaines, j'ai été surpris qu'un *policeman* m'ait invité à éteindre mon cigare. A Boston, il n'est pas permis de fumer dans la rue. C'était, il faut bien le reconnaître, le Français qui était le barbare.

Quoi qu'on en dise, il y a des souvenirs en Amérique, au moins l'on n'y oublie pas la lutte pour l'indépendance. En 1840, une colonne a été élevée sur l'une des hauteurs de Boston, avec cette

noble et touchante inscription : « Américains, tandis que de cette éminence votre vue se promène sur une contrée fertile, sur les merveilles d'un commerce florissant et sur les asiles du bonheur social, n'oubliez pas ceux qui, par leurs efforts, vous ont assuré ce bonheur. » Il y a même des légendes sur ce passé encore si voisin. Dans le parc, on montre la place où était l'*arbre de la liberté*, le père de tous ceux du continent, qui fut détruit par les Anglais en 1775, et, dit-on, en écrasa un en tombant. Cette grande maison, d'un aspect singulier, avec son toit pointu, ses nombreuses fenêtres, son air d'un autre temps, c'est *Faneuil-Hall*, lieu célèbre dans l'histoire de la révolution par les délibérations patriotiques dont il fut alors le théâtre, et qu'on appelle le *berceau de la liberté*. On pourrait donner ce nom à la ville même de Boston. C'est d'ici que partirent les miliciens qui poursuivirent si rudement les troupes anglaises dans les prés de Lexington, premier combat livré pour la cause de l'indépendance. La ville est dominée par les hauteurs de Bunker-Hill, sur lesquelles s'élève un monument commémoratif de la résistance que ces troupes novices y opposèrent aux soldats anglais. On a placé dans le monument l'ingénieux appareil imaginé par M. Foucaut pour rendre sensible le mouvement de la terre ; un autre appareil semblable existe près de Boston, à l'université de Cambridge. Cette double reproduction d'une expérience curieuse semble indiquer qu'on cherche à se tenir ici au courant des travaux de l'Europe.

On voit à Boston le lieu où est né Franklin, et où fut la boutique dans laquelle il commença, en faisant des chandelles, cette carrière qu'il termina après avoir agrandi le champ des connaissance humaines, après avoir été à la mode dans les salons de Paris, et concouru, ce qui vaut mieux encore, à fonder l'indépendance de son pays.

Franklin est un personnage à part dans l'histoire des Etats-Unis. Homme de science, de raisonnement pratique, de philosophie positive, bien que né à Boston, il est entièrement étranger à l'élément puritain de la Nouvelle-Angleterre. Philosophe du XVIIIe siècle, par la direction de son esprit il a été le lien de l'Amérique nouvelle et de l'Europe. Les autres hommes de la révolution, Washington à leur tête, avaient beaucoup du type anglais. Il est moins marqué chez Franklin : Franklin aurait plutôt quelque chose de l'esprit français, s'il n'était parfaitement Américain.

Je vais commencer le cours de mes visites et de mes conversations. Aux Etats-Unis, ce qui est intéressant, ce ne sont pas les monumens, mais les institutions et les hommes. J'irai donc étudiant les unes et interrogeant les autres. En ce pays, où tout change sans cesse, où tout se fait par le concours des efforts individuels, on ne peut trouver rassemblés nulle part les renseignemens dont on a

besoin ; il faut s'enquérir de toute chose à tout le monde. Heureusement les Américains répondent volontiers aux questions et en général avec une précision remarquable. A propos des hommes distingués dans la politique, la religion, les sciences ou les lettres, que je trouverai sur mon chemin, je dirai ce que j'aurai observé ou recueilli sur les partis, les sectes, les travaux scientifiques, les productions littéraires, car je tâche que ma *promenade en Amérique* s'accomplisse à la fois à travers le pays que je parcours et à travers les idées, les mœurs, la vie sociale et intellectuelle de ce pays. C'est dans ce double sens que j'entends une *visite au Nouveau-Monde*.

Parmi les écrivains renommés de Boston, il en est trois surtout dont la réputation est européenne, et que j'étais impatient de connaître : c'étaient M. Prescott, l'historien d'*Isabelle*, du *Mexique*, du *Pérou* ; M. Bancroft, qui écrit l'*Histoire des Etats-Unis*, et M. Ticknor, l'auteur de l'*Histoire de la littérature espagnole*. Malheureusement, M. Prescott n'est pas à Boston. Tout le monde sait en Europe que M. Prescott est un écrivain judicieux de la famille de Robertson ; on ajoute en Amérique qu'il est un homme aimable et excellent. Je regrette vivement de ne l'avoir pas rencontré ; mais, si je vais au Mexique, j'y retrouverai son histoire. M. Bancroft est également absent ; j'espère le rejoindre à New-York. M. Ticknor a donné la première histoire complète de la littérature espagnole ; il est assez singulier que ce livre soit venu des Etats-Unis. M. Ticknor a résidé longtemps en Espagne ; il y a formé, à l'aide d'un zèle soutenu et d'une assez grande fortune, une bibliothèque espagnole, sans rivale même dans la Péninsule. Cette bibliothèque a servi de base à un livre remarquable surtout par les notions variées qu'il suppose sur une littérature vaste et en général peu connue. C'est un ouvrage que devront consulter tous ceux qui s'occupent de l'histoire de la littérature espagnole. M. Ticknor a vécu à Paris ; il connaît tout le monde ; il a les manières françaises, et parle notre langue sans le plus léger accent, ce que je n'ai guère rencontré chez les Anglais, mais que j'ai remarqué chez plusieurs de ses compatriotes. Sa bibliothèque est celle d'un dilettante, d'un raffiné de la littérature ; il a sur Dante, sur Shakspeare une foule de raretés et de curiosités bibliographiques, et, comme je l'ai dit, sa collection de livres espagnols est certainement une des plus complètes qu'il y ait au monde.

Encore aujourd'hui, en revenant sur la jetée de Charlestown, j'ai été stupéfait de ces teintes empourprées et dorées du couchant, qui me rappellent les plus éblouissantes soirées de l'Orient. La ville avec ses maisons de briques rouges, et noyée dans un reflet rouge, offrait un spectacle extraordinaire. Nulle part je n'ai vu l'atmosphère plus diaphane, les contours des objets plus nets. Cette lumière ne

diffère qu'en un point de la lumière de l'Italie et de la Grèce : elle a quelque chose de sec et de dur, tandis que, dans ces pays favorisés, la lumière est à la fois vive et moelleuse. En ce pays, tout est, comme l'homme, énergique et décidé; il semble qu'il n'y ait place nulle part pour la mollesse et la grâce.

J'ai été aujourd'hui entendre un prédicateur unitairien qui a de la réputation, le docteur Walker. Il est assez remarquable que dans Boston, qui fut longtemps le foyer du calvinisme le plus rigide, où régnaient avec le plus d'empire les doctrines de la nécessité absolue de la grâce et de l'impuissance radicale de la volonté humaine à faire le bien, la secte qui est aujourd'hui en progrès, qui rallie chaque jour davantage la portion la plus éclairée de la société, soit la moins mystique, la plus rationaliste des sectes chrétiennes, l'unitairianisme. On nomme unitairiens tous ceux qui rejettent le dogme de la Trinité. Leur croyance est donc une sorte d'arianisme inclinant au déisme. Ce changement est évidemment le produit d'une réaction. Les *indépendans*, qui furent les premiers colons de la Nouvelle-Angleterre et jetèrent les fortes bases de la nationalité future des Etats-Unis, étaient croyans jusqu'à la férocité. Tandis que les catholiques, à Baltimore, et Roger William, à Providence, donnaient, avant Penn, l'exemple de la tolérance, les puritains de Boston condamnaient cette tolérance comme un crime; tout en protestant de leur attachement à *leur mère l'église épiscopale d'Angleterre*, ils ne permettaient pas qu'on reconnût l'autorité de cette église, et se vengeaient des persécutions qu'on leur avait fait subir en brûlant des sorcières et en pendant des quakeresses. La tyrannie qu'ils imposaient à la communauté, au nom de la religion, fut poussée par eux jusqu'au plus minutieux et au plus ridicule despotisme; il n'était pas permis d'avoir des cheveux longs et de porter perruque. Les femmes ne pouvaient porter des manches courtes ou ayant plus d'une demi-aune de largeur dans l'endroit le plus large. Il était défendu, sous peine du fouet, d'embrasser sa femme dans la rue, et aux mères d'embrasser leurs enfans le dimanche. Il ne fallait pas préparer la bière le samedi, de peur qu'elle ne *travaillât* pendant le jour du sabbat. La Bible était le code de cette société, et, la Bible à la main, on mettait à mort la femme adultère, oubliant le pardon du Christ. Deux théologiens signèrent une déclaration par laquelle ils approuvaient qu'on ôtât la vie à l'enfant d'un chef indien vaincu et tué par les puritains, parce que la race de l'impie devait être exterminée.

La doctrine théologique de ces sectaires impitoyables anéantissait le libre arbitre, elle niait que l'homme fût capable de faire et même de désirer le bien. Leurs docteurs les plus célèbres, Jonathan Edwards et Hopkins, en vinrent à affirmer que le péché, là où il se rencontre,

est, en somme, meilleur pour le monde que ne le serait, à sa place, la sainteté, que non seulement il est permis par le père des lumières, mais, en son lieu, préféré par lui à la sainteté et introduit directement par son action. Enfin on mit en avant ce dogme étrange, « que le désir d'être damné pour la gloire de Dieu est nécessaire au salut. » A ces violences dogmatiques s'était opposé, dès le principe, un parti de théologiens modérés, appelé *le parti des anciennes lumières*; mais les *nouvelles lumières* prévalaient chaque jour davantage. Les Américains apportent dans la religion l'ardeur et l'impétuosité qu'ils mettent en toute chose; même aujourd'hui, dans l'hôpital de Worcester, le nombre des fous pour cause de religion égale celui des fous pour cause d'intempérance. Puis vinrent les *revivals* avec accompagnement de convulsions et de frénésie, les sermons des prédicateurs ambulans, qui insultaient les ministres établis, et décrivaient les tourmens de l'enfer à leur auditoire de manière à lui donner des attaques d'épilepsie. Le méthodiste Whitefield vint deux fois d'Angleterre aviver encore cet enthousiasme, qui touchait au délire. Les chaires, qui s'étaient d'abord ouvertes pour lui, lui furent fermées. Alors il prêcha sous le grand orme du parc, devant trente mille auditeurs. Toute cette exaltation finit par révolter le bon sens des Bostoniens. La résistance à ces saturnales du fanatisme religieux est venue, après plusieurs générations, aboutir à l'unitairianisme. Repoussé par une doctrine qui anathématisait la liberté morale, dégoûté par des excès de convulsionnaires, on s'est jeté, pour ainsi dire, à l'autre extrémité du christianisme, sauf à être tout près d'en sortir. Voilà comment l'unitairianisme a pu faire des progrès si considérables à Boston. Aujourd'hui il y a dans cette ville vingt églises unitairiennes, et il n'y en a que quatorze qui se rattachent au puritanisme, savoir : treize congrégationalistes et une presbytérienne; il y en a dix épiscopales, dix catholiques, huit baptistes; c'est donc l'unitairianisme qui est en majorité.

En attendant le sermon de M. Walker, j'ai parcouru le livre qui contient les hymnes composées pour la congrégation unitairienne devant laquelle il va prêcher. Ces hymnes sont en général consacrées aux vérités de la religion universelle. On y trouve la prière de Pope. Jésus-Christ y est appelé l'*homme du Calvaire*, le *grand prophète*. Cependant deux faits surnaturels sont mentionnés dans ces hymnes : la résurrection et le second avénement du Christ. L'unitairianisme n'est donc point un pur déisme, c'est une secte chrétienne prenant l'Ecriture pour base de sa foi et l'interprétant à sa manière. La forme extérieure du culte est la même que dans les églises calvinistes; mais le sermon ne saurait être accusé de mysticisme, ce sermon me surprend même pour un sermon unitairien. Ce n'est pas un discours

sur la théologie ou la morale, ce sont des conseils sur l'art de se conduire en ce monde, qui peuvent s'appliquer à toutes les professions aussi bien qu'à la profession de chrétien. Le point de sagesse pratique que M. Walker s'attache à développer est celui-ci : « il faut concentrer ses efforts sur un objet déterminé et ne pas les éparpiller sur plusieurs; il faut avoir un plan bien arrêté et le suivre invariablement; il faut, dans ce plan, subordonner les détails à l'ensemble. » Tout cela me semblait être dit au point de vue de la réussite beaucoup plus qu'au point de vue du devoir. M. Walker est cependant lui-même un homme d'une haute moralité; mais la moralité proprement dite manquait presque entièrement à son sermon. Pour le dogme, même philosophique, il n'en a pas été question. Je dois dire que dans la dernière phrase il y a eu un mot sur l'éternité. Je ne voudrais pas juger l'unitairianisme sur le hasard d'un sermon. On me parle d'un autre prédicateur unitairien de Boston qui est plein d'onction, et d'ailleurs les unitairiens n'ont-ils pas eu leur Fénelon dans Channing?

Je suis allé voir M. Charles Sumner. Son nom fait frissonner certaines personnes, car il est *free-soiler* (1) soupçonné d'abolitionisme. Cela ne m'effraie pas trop; du reste on ne m'en a point dit d'autre mal, et on reconnaît généralement qu'il est un des plus brillans orateurs du sénat. En attendant M. Sumner, je remarque dans son salon des vues d'Italie, des souvenirs de Rome. Le goût des arts et de l'antiquité n'est donc pas étranger ici. Allons, quoi qu'on en dise, je ne suis pas tout à fait en pays barbare. Cette veine européenne qui pénètre la société des Etats-Unis mérite d'être signalée, parce que, sans rien changer au caractère fondamental de cette société, elle en modifie considérablement l'aspect. M. Sumner me montre le Capitole, car dans le chef-lieu politique de chaque état l'édifice où se rassemblent les sénateurs et les représentans s'appelle du nom, selon moi trop emphatique, de Capitole. Celui de Boston renferme une belle statue de Washington par Chantrey. C'est bien le héros simple et rigide de la révolution américaine. Tout près, dans l'*Athenæum*, est un buste marqué d'un caractère plus individuel, et qu'on dit la seule effigie vraiment ressemblante du plus pur des grands hommes : Washington, extraordinaire par la rectitude et la simplicité, qui ne fut ni un éloquent orateur ni un subtil diplomate, mais que nul n'a surpassé pour la droiture du cœur et de l'intelligence, et qui eut le vrai génie politique, le génie de la vertu.

M. Sumner ne propose point que le gouvernement intervienne dans la constitution des états à esclaves; une pareille pensée serait

(1) On nomme ainsi ceux qui s'opposent à l'introduction dans l'Union d'un nouvel état à esclaves.

trop contraire à la politique de ce pays, politique dont l'essence est le respect du droit qu'a chaque état de se conduire comme il l'entend. Ce qu'il demande, c'est que le gouvernement ne protége point l'esclavage, que l'esclavage soit, comme il dit, *sectionnel* et non national, que par exemple le gouvernement fédéral ne prête point main-forte aux propriétaires d'esclaves fugitifs, quand ceux-ci viennent dans les états du nord pour les réclamer. C'est au nom de l'indépendance même des états qu'il repousse cette intervention, car, si les états du sud ont le droit d'avoir des esclaves, les états du nord ont le droit de donner asile à ceux qui viennent chercher la liberté sur une terre libre (1).

Cambridge.

Près de Boston est l'université de Cambridge. Professeur moi-même, ayant visité les universités de l'Allemagne et étudié dans l'une d'elles, j'éprouve un vif désir de voir ce que peut être cette université américaine.

D'abord, il n'y a rien ici de pareil à ce qu'en France on appelle *université*. Le gouvernement est entièrement étranger à la fondation de l'établissement, qui remonte presque à l'origine de la colonie (1636) et n'est due qu'à des dons particuliers. Le premier de ses bienfaiteurs, Harvard, lui a donné son nom; on l'appelle *Harvard College*, collége d'Harvard, en l'honneur de ce théologien de la Nouvelle-Angleterre qui lui légua la moitié de son bien et toute sa bibliothèque. De même un particulier nommé Yale fut dans le Connecticut le fondateur du collége de New-Haven, et lui a donné son nom. D'autres ont établi des chaires qui portent également leur nom. A Cambridge, un professeur de grec s'appelle *professeur d'Elliot*, parce que c'est à un M. Elliot qu'est due l'existence de la chaire qu'il occupe. On voit que dès l'origine de la colonie, de simples citoyens ont fait ici ce que faisaient en Europe la royauté et les aristocraties. Il y a aux Etats-Unis le collége d'Harvard, le collége d'Yale, comme il y avait à Paris le collége Montaigu et le collége d'Harcourt. Seulement ce sont des noms de théologiens et de commerçans, au lieu d'être des noms de grands seigneurs.

Aujourd'hui, plus que jamais, les particuliers font pour l'instruc-

(1) M. Sumner vient de prononcer, sur cette thèse, dans le sénat de Washington, un discours très hardi et très brillant, dont le succès coïncide avec le succès immense du roman de Mme Stowe Beecher, *My uncle's Tom Cabin*. A propos des esclaves que possédait Washington, et que, par son testament, il ordonna d'affranchir, l'orateur a dit: « J'en appelle de l'âme de Washington, encore engagée dans les ombres de la vie terrestre, à cette âme déjà illuminée par les clartés d'une autre sphère. J'en appelle de Washington sur la terre à Washington dans le ciel. »

tion ce que font en Europe les gouvernemens. M. Lawrence, le ministre actuel des Etats-Unis à Londres, a créé à Cambridge un ensemble de chaires scientifiques, une sorte de faculté des sciences; il a donné pour cela 500,000 francs. On peut citer dans les annales du collége un grand nombre d'autres dons; mais il n'en est pas de plus touchans que les dons en nature offerts à cette institution dans ses faibles commencemens. C'était peu de temps après l'établissement de la colonie, l'argent était rare, et le zèle se produisait par des offres modestes. Un particulier donna pour le collége une pièce d'étoffe de coton de la valeur de 9 shillings; un autre, un pot d'étain du même prix; un troisième, un plat à fruit, une cuillère, une petite salière et une grande. Les noms de ceux qui firent à la science ces simples offrandes ont été conservés et méritaient de l'être. Cambridge compte parmi ses bienfaiteurs des noms illustres : le chronologiste Usher, le célèbre théologien Baxter, enfin le philosophe idéaliste Berkeley, qui a nié la matière comme d'autres ont nié l'esprit, et qui a vécu plusieurs années en Amérique, où il était venu dans l'intention de travailler à l'éducation des colons et à la conversion des Indiens. Walpole contraria ses généreux desseins; quant à son système, il n'a pas laissé de trace en Amérique : la négation de la matière ne pouvait être la philosophie des Etats-Unis.

Cambridge a toujours été un point lumineux dans la Nouvelle-Angleterre. La première presse établie en Amérique le fut à Cambridge, en 1635, dix-sept ans après l'arrivée des *pélerins*. Le premier journal qui ait paru dans les colonies fut publié à Boston en 1704. Comparez à cela l'état intellectuel de la Virginie, où l'imprimerie ne se montra que quatre-vingt-dix ans après son apparition à Cambridge, et où en 1761 un gouverneur pouvait dire : « Grâce à Dieu, nous n'avons ni écoles, ni imprimerie, et j'espère que nous n'en aurons pas de cent ans, car la science a mis au monde la désobéissance, l'hérésie, les sectes et les intrigues contre le gouvernement. »

En effet, ce fut de la Nouvelle-Angleterre, affligée du double fléau des écoles et de la presse, que sortit le mouvement vers l'indépendance, suivi bientôt, du reste, par la Virginie. Les idées de liberté pénétrèrent à Cambridge bien avant l'affranchissement des colonies. Dès le milieu du XVIIIe siècle, les thèses qu'on y agitait préludaient à l'insurrection. En 1743, Samuel Adams y posait celle-ci : « S'il est légitime de résister au magistrat suprême lorsque la république ne peut pas être autrement conservée, » et il soutenait l'affirmative. En 1745, Gerry en soutenait une encore plus explicite et directement applicable aux discussions qui s'élevaient déjà entre l'Angleterre et ses colonies, savoir : « qu'à une innovation dans les lois financières qui détruit le commerce d'un peuple, les sujets peuvent légitime-

ment se soustraire sans cesser d'être fidèles. » Presque tous les orateurs de la révolution ont été gradués à Cambridge.

Le calvinisme, qui a présidé à la fondation de cet établissement, y est devenu avec le temps presque entièrement étranger. De là un grand soulèvement de l'esprit de secte contre l'esprit tolérant de Cambridge. On permet aux élèves juifs d'observer le sabbat, aux catholiques de célébrer toutes les fêtes reconnues par leur église. Le collége de New-Haven, dans le Connecticut, et le collége d'Amherst sont restés davantage sous l'empire du vieil esprit puritain. Cependant, à Cambridge même, il s'est conservé quelque chose de cet esprit : les élèves protestans doivent aller tous les jours une fois à l'église, et deux fois le dimanche; celui d'entre eux qui s'en est dispensé, sans excuse valable, trois fois en quatre ans est renvoyé.

Dans l'université de Cambridge, on a très bien combiné avec l'indépendance des professeurs la surveillance de l'état et l'intervention du public; l'un et l'autre sont représentés par le comité des surveillans (*overseers*). Ce comité se compose du gouverneur de l'état, du lieutenant-gouverneur, du président du sénat et du président de l'assemblée représentative, de quinze ecclésiastiques et de quinze laïques. Les personnages officiels sont là pour exercer le contrôle de l'état; les autres, celui de l'opinion publique. En somme, le comité surveille, modère, mais ne dirige pas.

La *corporation*, composée du président de l'université, de cinq *fellows* et d'un trésorier, a une importance beaucoup plus grande : c'est entre ses mains qu'est déposée toute la propriété de l'établissement. Les vacances sont remplies par les votes des membres de la corporation et des surveillans, ce qui donne à ceux-ci une large part dans cette élection; mais, une fois élus, les membres de la corporation nomment les professeurs et les maîtres, et font tous les règlemens universitaires, lesquels doivent être confirmés par les surveillans.

L'application de ces lois et de ces règlemens appartient à la faculté, composée de tous les officiers qui sont employés à l'instruction et à la discipline du collége. C'est la faculté qui confère les grades, inflige les punitions, et gère tout le département de l'instruction et de la discipline. Le président des facultés veille à ce que les lois et règlemens soient observés, et dénonce au gouvernement de l'état les abus qui peuvent naître de la violation ou de la lacune de ces règlemens.

Telle est l'histoire et l'organisation de la république littéraire que je vais visiter.

L'omnibus m'a transporté en une demi-heure à Cambridge : il m'arrête *aux colléges*. Je vois de jolies petites maisons de bois semées au milieu des arbres : ce sont les maisons des professeurs. De grands

bâtimens en briques servent de demeures aux étudians; le tout a un aspect recueilli et solitaire. On est bien loin de l'Amérique industrielle, ou plutôt on a l'air d'en être bien loin; mais elle est à une demi-lieue, et je crains que les préoccupations matérielles, le besoin de s'enrichir, ne soient également à la porte de ce séjour scientifique, et n'attirent prématurément les jeunes gens que je vois errer sous ces paisibles ombrages. Comment se plaire longtemps ici avec des livres, quand, à deux pas de soi, on sent l'activité inquiète d'un peuple calculateur et entreprenant? comment ne pas être bientôt entraîné par le tourbillon, et ne pas quitter de bonne heure des occupations sans résultat positif, pour celles qui donnent la fortune, l'influence, la considération, le pouvoir?

Ma première visite est pour M. Sparks, président actuel de l'université. M. Sparks a consacré sa vie à l'histoire de son pays. Il a publié des documens importans sur l'histoire de la révolution américaine; il en a recueilli un bon nombre dans les archives du ministère des affaires étrangères à Paris, et se loue beaucoup de la libéralité avec laquelle ces archives ont été ouvertes à ses recherches. M. Sparks a écrit la *Vie de Washington,* et donné au public la correspondance annotée de ce grand homme. Il est auteur de plusieurs biographies très bien faites sur les principaux personnages qui ont figuré dans l'histoire de son pays. C'est le Plutarque américain.

A ceux qui douteraient qu'on pût rencontrer aux Etats-Unis le type parfait du *scholar* et du *gentleman*, je citerais M. Ed. Everett, qui vit à Cambridge, où il a été président de l'université, comme il a été gouverneur de l'état du Massachusetts et ambassadeur en Angleterre. M. Everett est surtout renommé pour l'élégance de son style; la collection de ses discours offre un modèle classique de la prose américaine. M. Everett a tout à fait les manières d'un homme d'état anglais. Nous parlons des institutions des Etats-Unis; il ne voit pour elles qu'un danger, mais ce danger lui paraît grand : c'est la terrible difficulté de l'esclavage. En abordant ce sujet, sa figure sérieuse et douce exprime une inquiétude profonde, et cet homme si éclairé ne semble voir aucune solution au redoutable problème. Comment ne pas reconnaître, en effet, que l'esclavage est en soi un fait monstrueux et une institution détestable? S'il s'agissait de l'établir aux Etats-Unis, la question ne serait pas douteuse, et il faudrait le repousser comme le repoussèrent à plusieurs reprises les colonies anglaises, quand la métropole leur envoyait, malgré leurs réclamations, à la fois des nègres et des forçats; mais il ne s'agit pas d'établir l'esclavage, il s'agit de le conserver dans les états où il existe, ou bien de l'y abolir. Le conserver est déplorable, l'abolir ne peut se faire que du consentement de ces états, aussi complétement maîtres chez eux, à cet égard,

vis à vis les autres états, que la France le serait vis à vis l'Angleterre. Dans les états à esclaves, beaucoup d'hommes éclairés gémissent de l'esclavage. Des planteurs de la Virginie m'ont dit combien ils préféreraient faire travailler leurs terres par des mains libres. La culture du blé n'a nullement besoin des noirs, et partout en reconnaît tout d'abord les états à esclaves à ce qu'ils sont moins actifs, moins prospères : — il me suffirait de voir le bout d'une haie, disait un Américain, pour savoir si je suis dans un état à esclaves ou dans un état libre; — mais la difficulté est de passer du régime de l'esclavage au régime de la liberté. Comment jeter demain, au sein d'une société dans laquelle la contrainte joue un si faible rôle, et qui n'a pour appui que le bon sens général développé par l'éducation universelle, une population de trois millions d'esclaves brusquement émancipés? Comment leur condition présente les aurait-elle préparés à prendre place dans la démocratie énergique et intelligente des États-Unis? A part la question de race, l'esclavage est peu propre à former des citoyens, et quand les noirs auraient en eux de quoi devenir tels, le préjugé invincible de la majorité des blancs les maintiendrait dans une situation inférieure, dans une humiliation flétrissante. Que pourraient-ils faire alors, si ce n'est, comme il arrive déjà trop souvent, aller grossir d'un chiffre énorme les classes dangereuses de la société? Les états à esclaves défendent avec passion, avec fureur, ce qui est à leurs yeux le droit de propriété : les abolitionistes sont pour eux ce que sont les communistes pour les propriétaires français. De plus, cette odieuse propriété est liée pour eux à la possession des droits politiques, puisque cinq esclaves donnent trois votes (1). Le sentiment si profond aux Etats-Unis de l'indépendance propre à chaque état se révolte à la pensée de l'intervention du gouvernement central dans une question que la constitution a soustraite à l'autorité de ce gouvernement. D'autre part, l'indignation qu'inspire si naturellement l'esclavage gagne tous les jours du terrain dans les états du nord, et s'y exalte de plus en plus. Ce sentiment est fortifié par l'enthousiasme religieux, et l'enthousiasme religieux ne recule jamais.

L'irritation est à son comble entre les défenseurs et les adversaires de l'esclavage; l'Union semble toujours au moment de se dissoudre et ne subsiste que par des mesures de compromis auxquelles la majorité se rallie encore, mais qui sont plus violemment attaquées chaque jour. Si l'on ne se hâte de prendre un parti, la difficulté ne fera que s'accroître avec le nombre des esclaves. Il y en a en ce mo-

(1) Dans la Caroline du nord, l'assemblée représentative est élue par la population fédérale, dont le chiffre est déterminé en ajoutant aux personnes libres les trois cinquièmes des esclaves. Ainsi cinq personnes de couleur comptent pour trois blancs.

ment trois millions; dans un certain nombre d'années, il y en aura six millions. En présence d'une situation si tendue, on conçoit les patriotiques inquiétudes de M. Everett.

Mais je ne suis pas venu dans une université pour ne m'occuper que de politique. Je vais chercher M. Agassiz, ce naturaliste du premier ordre que la Suisse a donné à l'Amérique, que j'ai entrevu à Paris, et qui me semble ici un compatriote, parce qu'il est Européen. Il m'accueille comme un ami, et je crois que dans peu ce nom nous conviendra tout à fait. Certes, la froideur américaine n'a pas gagné M. Agassiz; il est impossible d'avoir l'esprit plus vif, la conversation plus animée, des manières plus cordiales. Les travaux de M. Agassiz sont très-divers. Une grande question sur le rôle des glaciers aux époques anciennes partageait les géologues. M. Agassiz, pour la résoudre en connaissance de cause, voulut étudier de près la nature et les mouvemens des glaciers, l'action qu'ils exercent sur les murs de rochers entre lesquels ils cheminent, sur les débris qu'ils entraînent à leur surface, ou poussent devant eux en marchant. M. Agassiz, en véritable enfant des Alpes, alla camper et vivre plusieurs mois sur les glaciers. M. Agassiz a fourni à cette histoire de la création avant l'homme, que de notre temps l'homme a osé entreprendre, une autre page plus considérable par son grand travail sur les poissons fossiles; il a fait pour les poissons ce qu'avait fait pour les mammifères et les reptiles antédiluviens M. Cuvier, dont il se proclame l'élève reconnaissant et dont il est le digne continuateur. Avec des empreintes fugitives et presque effacées, quelquefois avec une écaille épargnée seule par les siècles, il a reconstruit des milliers d'espèces; de plus, il les a classées en groupes naturels, correspondant aux divers âges de l'apparition de ces êtres. Dans tous ses travaux, M. Agassiz fait marcher de front l'anatomie, la géologie et l'embryogénie, et, dans chacun des grands plans d'organisation établis par Cuvier, les vertébrés, les mollusques, les articulés et les zoophytes, il fait concourir à la classification des êtres les données de ces trois sciences, déterminant la supériorité des divers types d'animaux selon qu'ils sont plus parfaitement organisés et moins anciens dans l'ordre géologique. M. Agassiz étudie tous les êtres vivans, sous le triple aspect de leur organisation présente et de leur organisation antérieure, soit dans le sein de leur mère, soit dans l'état de développement moins avancé atteint aux époques primitives par les espèces qui étaient comme les embryons des espèces actuelles. On sent ce que les harmonies de ces diverses sciences ont de grandeur; mais, pour les cultiver et les approfondir simultanément, il faut l'étendue et l'activité d'esprit qui caractérisent M. Agassiz, qui lui permettent de suivre à la fois plusieurs ordres de connaissances et plusieurs publications entièrement

différentes, et, sous ce rapport, le rendent très-propre, quoique enfant de la vieille Europe, à représenter dans la science l'énergie, l'ardeur et l'impétuosité de la jeune Amérique.

Comment l'Amérique a-t-elle fait une conquête que les corps savans et toutes les capitales de l'Europe pourraient lui envier ? Il faut faire ce récit, qui est à la louange de l'Amérique autant que de M. Agassiz.

M. Agassiz n'avait point de fortune personnelle. Sa jeunesse a connu de mauvais jours. Il m'a raconté comment il s'était trouvé, à Paris, dans un tel dénuement, qu'il n'avait pas même de quoi retourner en Suisse. Un ami, qui n'était pas plus riche que lui, en ayant parlé devant M. de Humboldt, que M. Agassiz n'avait jamais vu, le lendemain celui-ci recevait, dans sa petite chambre d'hôtel-garni, une lettre flatteuse de l'illustre savant qui le priait, de la manière la plus aimable, d'accepter l'avance de la somme dont il avait besoin. M. Agassiz aime à raconter cette histoire. Après me l'avoir racontée, il ajouta : « J'ai demandé à M. de Humboldt de ne pas lui rendre cette petite somme, alors si considérable pour moi. Il me plaît de me sentir toujours son obligé. » J'espère que tous mes lecteurs comprendront comme moi la délicatesse d'un tel sentiment. Au bout de quelques années, M. Agassiz s'était fait un nom dans la science ; mais pour publier son ouvrage sur les poissons fossiles, de grands frais avaient été nécessaires. Il devait cent mille francs à son frère. Ceux-là, il ne voulait pas les devoir toujours. Où, en Europe, aurait-il trouvé à s'acquitter rapidement en faisant des cours ? Il vint aux Etats-Unis et professa la géologie dans l'institut de Lowell à Boston. Cet institut est encore l'œuvre d'un particulier, M. Lowell, que la passion des voyages entraîna en Orient, où il mourut, consacrant, par un testament daté de Louqsor, sa fortune à l'établissement d'un ensemble de cours destinés à montrer l'harmonie de la religion naturelle et de la religion révélée. Ce legs généreux de M. Lowell rappelle celui que dicta également en Egypte à un Français, M. le baron Gobert, un désir semblable d'être utile à la science et à son pays.

M. Agassiz vint professer la géologie à l'institut de Lowell; improvisant dans une langue qui n'était pas la sienne, il produisit un effet immense. Le public payant qui venait l'entendre était si nombreux, qu'il fut obligé de faire deux fois chaque leçon. Les vastes salles de l'institut ne pouvaient contenir que la moitié des souscripteurs. En deux ans, il eut gagné ainsi les cent mille francs qu'il devait. Voilà ce qui s'est passé dans la mercantile Amérique. Il semble que parfois on n'y est pas indifférent au savoir, et que si l'on aime à gagner de l'argent, on sait le dépenser noblement. La démocratie libre, qui a ses petitesses et ses misères, peut donc faire pour les sciences ce que faisaient les anciennes aristocraties, et ce que ne font pas toujours

les gouvernemens. L'examen géologique de deux comtés de l'état de New-York a été exécuté aux frais d'un particulier. Ne vient-on pas de voir un simple négociant, M. Grinnel, équiper deux vaisseaux pour aller à la recherche du capitaine Franklin, perdu dans les glaces du pôle? Le capitaine Franklin est Anglais, M. Grinnel est Américain; le sentiment qui l'a inspiré est donc pur même de l'égoïsme de la patrie, il n'a obéi qu'à l'humanité en consacrant une partie de sa fortune à aller au secours d'un homme qui appartient à une nation et à une marine rivales.

Cambridge a une bonne bibliothèque, un laboratoire de chimie, d'après les perfectionnemens introduits par MM. Liebig à Giessen, et un cabinet d'histoire naturelle, où j'ai vu avec intérêt quelques-unes de ces empreintes si curieuses laissées par des animaux antédiluviens sur le sable humide, qui garde aussi des traces de gouttes de pluie, vestiges durables de ce qui semble le plus fugitif. M. Hitchcock, professeur au collége d'Amherst, a attaché son nom à l'étude de ces pas fossiles, abondans surtout en Amérique, mais dont on a trouvé aussi quelques exemples en Ecosse et en Allemagne. M. Hitchcock a cru, d'après ces indices si certains et si légers tout ensemble, pouvoir déterminer quarante-sept espèces d'animaux : douze quadrupèdes, douze reptiles, vingt-deux oiseaux, etc.; mais il n'a pas, comme un de ses compatriotes, cru y reconnaître l'empreinte de *chaussures de femme.*

Nous sommes allés visiter le cimetière de Mont-Auburn, à une petite distance de Cambridge; je profite de l'occasion pour interroger M. Agassiz sur la géologie de l'Amérique. Chose curieuse, le Nouveau-Monde est le plus ancien. Quand les diverses parties de l'Europe étaient encore envahies par la mer, du sein de laquelle émergeaient seulement quelques îles, déjà l'Amérique était un continent. Aussi, dit M. Agassiz, les animaux et les végétaux de cette partie du monde ressemblent moins aux êtres organisés existant en Europe, dans l'époque actuelle, qu'à ceux des époques antérieures à l'homme. L'Amérique du Nord est physiquement le pays de l'unité. Les formations géologiques y ont plus d'étendue et plus de constance; les mêmes animaux, les mêmes plantes, y habitent de plus vastes espaces que dans l'ancien monde. Il y a des serpens à sonnettes depuis le Mexique jusque dans le Maine, le plus septentrional des états de l'Union; les colibris, qui vivent sous les tropiques, remplissent durant l'été les jardins aux environs de Boston. D'autre part, les oiseaux du nord s'avancent vers le midi beaucoup plus loin que ceux d'Europe ne s'avancent en Afrique. De même, les races indigènes de l'Amérique septentrionale offrent, sur des points éloignés, d'étonnantes ressemblances. M. Agassiz ne croit point à l'origine asiatique

de ces races. Selon lui, la pommette saillante de la joue est autrement placée chez elles que chez les races tartares; elle n'est point à la hauteur de l'œil, mais plus bas.

Nous arrivons au cimetière de Mont-Auburn vers l'heure dont Gray peint si bien la mélancolie dans son élégie sur un cimetière de village. Il est cependant un peu de meilleure heure que dans l'élégie. Ce soleil méridional, dont je m'émerveille toujours, illumine de l'or le plus vif les beaux arbres du cimetière. Ces arbres sont très-variés, car nulle part il n'y a une plus grande diversité parmi les essences des forêts que dans l'Amérique du Nord. M. Agassiz me montre les différences des espèces de pins, de chênes, de noyers; il me dit qu'il y a *quarante* espèces de chêne aux Etats-Unis. — Ce cimetière est un lieu trop charmant pour la mort, mais où l'on reposerait cependant volontiers. Les tombes sont blanches, simples, espacées, au lieu de cette affreuse cohue de sépulcres de nos cimetières. Ici on serait à l'aise au frais, à l'ombre; c'est à donner envie d'y rester. De plus, on serait en bonne compagnie : cette statue est celle de Bowditch, ce simple matelot américain qui a écrit un ouvrage classique dont se servent les marins anglais, et qui plus tard, en dirigeant une compagnie d'assurances, traduisit la *Mécanique céleste* de Laplace. Ce n'était pas une simple traduction; Bowditch a commenté l'ouvrage de l'illustre géomètre français, il l'a simplifié en quelques parties et y a fait entrer les découvertes plus récentes. Laplace disait : « Je suis sûr que M. Bowditch m'a compris, car non-seulement il a relevé dans mon livre quelques erreurs, mais m'a montré comment j'y étais tombé. »

La vie de Bowditch est une des plus belles vies de savant. Dès l'enfance, ses dispositions furent extraordinaires; apprenti chez un *ship-chandler* (fournisseur de navires), il traçait sans cesse des figures et des calculs sur une ardoise. Un voisin qui s'en émerveillait assurait qu'il ne serait nullement surpris si, avec le temps, le jeune apprenti arrivait à être un faiseur d'almanachs. Jamais homme n'eut une âme plus belle et plus pure. Sensible à la gloire et modeste tout ensemble, ses yeux se mouillaient de larmes quand on lui disait qu'il était admiré en Europe, et rien cependant ne l'avait touché autant que de recevoir du fond des bois (*backwoods*) l'indication d'une erreur; car c'était bien une erreur, ajoutait-il. Il disait encore : « Ce simple fait que mon ouvrage eût atteint un homme vivant aux limites de la civilisation, et qui pouvait le comprendre et l'apprécier, m'a causé plus de plaisir que les éloges des savans et des académies. » Bowditch fut toujours soutenu par sa courageuse femme. L'ouvrage devait coûter 500,000 francs; elle l'exhorta à tout sacrifier pour l'achever; dans sa reconnaissance, il voulait lui dédier ce livre, à la production duquel elle avait concouru.

Bowditch avait préparé un plan de Salem, sa ville natale. Ce plan lui fut dérobé, et l'auteur du larcin en annonça effrontément la publication. Bowditch fut d'abord furieux, exprima au plagiaire toute sa colère et tout son mépris, et le menaça de l'attaquer en justice; puis, ayant appris que cet homme était pauvre, il retourna le lendemain chez lui, et lui parla ainsi : « Je vais vous dire ce qu'il faut faire; je terminerai le plan, je corrigerai quelques fautes qui s'y trouvent maintenant, vous le publierez à votre bénéfice, et j'écrirai mon nom en tête de la liste des souscripteurs. »

En véritable savant américain, Bowditch s'était formé lui-même, comme le cordonnier pensylvanien Thomas Godfrey, qui apprit tout seul le latin pour lire les *Principia* de Newton, — comme le jeune Ebnezer Mason, mort à vingt et un ans victime de son ardeur pour les sciences, qu'il avait toutes embrassées, et en particulier de sa passion pour l'astronomie, les veilles ayant achevé de détruire une santé usée par la misère, la maladie, les efforts faits pour gagner sa vie dans les heures qu'il dérobait à l'étude afin d'avoir du pain. L'énergie et la résolution, si éminentes chez le peuple américain, se retrouvent souvent dans la carrière des hommes de science comme dans les autres carrières; ils font eux-mêmes leur savoir, ainsi qu'on fait ici soi-même sa fortune. La tendance de l'esprit scientifique est marquée de ce caractère d'intrépidité et de confiance en soi qui signale toutes les entreprises. Les études de Franklin sur la foudre montrent une combinaison de sagacité, de courage et de sang-froid qui est bien américaine. L'audace poussée jusqu'à la déraison a conduit un mathématicien des Etats-Unis à chercher, pour la géométrie, d'autres élémens que le point sans étendue et la ligne sans largeur. Les tentatives de M. Seba Smith sont un saut hardi dans l'impossible.

Malgré mon goût pour le cimetière de Mont-Auburn, j'aimerais encore mieux rester à Cambridge, y obtenir une chaire, et vivre dans une de ces petites maisons blanches, au milieu des arbres, n'était le climat, qui ne conviendrait nullement à mon larynx; car dans ce lieu, où l'on peut maintenant se croire en Italie, il fait, l'hiver, jusqu'à vingt degrés de froid, et on se chauffe neuf mois de l'année. A cela près, la vie doit y être fort douce. Les professeurs y vivent en très-bonne intelligence. Il n'y a jamais eu à cela qu'une exception: c'est le professeur de chimie qui a tué un de ses collègues, et caché le corps dans son laboratoire; mais on espère que la chose ne se renouvellera plus. Sérieusement, les professeurs vivent très bien ensemble. Tous les quinze jours, ils se rassemblent chez l'un d'entre eux, qui donne un souper et lit une dissertation.

Aujourd'hui nous allons finir la soirée chez un autre professeur étranger, ami de M. Agassiz, Suisse comme lui, et, comme lui, attes-

tant par ses fonctions à Cambridge l'hospitalité américaine. Dans son livre intitulé *la Terre et l'Homme*, M. Guyot a tenté d'expliquer l'histoire par la géographie. Il voit dans la configuration variée des contrées de l'Europe et de l'Asie où la civilisation a fleuri la raison de cette civilisation, et dans la simplicité, l'unité géographique du continent américain, la condition d'un développement commun par le principe de l'association. L'ancien monde a fait l'éducation du genre humain; le Nouveau-Monde est le théâtre magnifique sur lequel doivent s'accomplir les destinées progressives de l'humanité. Cette conclusion ne pouvait déplaire à des auditeurs américains. Le remarquable ouvrage de M. Guyot est le produit d'un cours fait à Cambridge. Un professeur de l'université, M. Felton, avec un zèle d'obligeance pour l'étranger et une abnégation personnelle qui méritent d'être cités, passait les nuits à traduire en anglais les leçons de M. Guyot.

Les langues et les littératures anciennes sont l'objet de l'enseignement de M. Felton. Je trouve chez lui les travaux les plus récens de l'érudition germanique. Lui-même a traduit plusieurs *traités* de Jacobs, donné une édition d'Homère, et publié quelques-uns des chefs-d'œuvre de la poésie et de l'éloquence grecques. Sur sa table, la littérature allemande figure, représentée par l'épopée satirique de *Reinecke Fuchs* et par l'épopée nationale des *Niebelungen*. Il paraît que les jeunes gens quittent trop tôt le collége pour *make money*, gagner de l'argent. S'ils étudient un peu les littératures anciennes, c'est dans l'intention d'acquérir le talent de la parole, talent nécessaire aux Etats-Unis, car la vie y est tout oratoire comme dans l'antiquité, et encore plus; c'est là le fâcheux, selon moi; Démosthène et Cicéron préparaient et composaient un discours qui était un chef-d'œuvre d'étude et d'art; ils n'improvisaient pas tous les jours un *speech* à la fin du dîner. Malgré cette différence et bien d'autres, il y a une certaine analogie entre tous les pays libres, où la parole est la puissance.

Je suis allé visiter l'observatoire de Cambridge, dans lequel se trouve un grand télescope qui est un des premiers du monde; il a coûté 100,000 francs, et le support en granit 25,000. Tout est dû à des souscriptions volontaires. Les noms des principaux souscripteurs sont gravés sur une table de marbre, l'un d'eux a donné 60,000 fr. Les puissans instrumens que l'on a construits depuis quelques années ont permis de pénétrer plus avant et de mieux voir dans les profondeurs du ciel. Les nébuleuses perdues aux plus lointaines extrémités de l'espace, taches blanchâtres qui sont formées de myriades d'étoiles, dont chacune peut être le centre d'un système planétaire pareil à celui où la terre occupe une si petite place, les nébuleuses, si curieusement étudiées par Herschell, ont agrandi l'univers. Herschell con-

sidérait les nébuleuses comme des masses d'une matière sidérale en voie de condensation; mais, observées à l'aide des grands télescopes, ces masses flottantes se décomposent et se résolvent en une immense et lumineuse poussière de mondes. On conçoit les transports que fait éprouver aux astronomes ce triomphe de leurs instrumens, qui leur permet de voir les astres se multiplier pour eux dans le champ de l'infini. « Vous partagerez ma joie, écrivait le directeur de l'observatoire de Cambridge, en apprenant que la grande nébuleuse d'Orion a cédé à la puissance de notre incomparable télescope..... Cette nébuleuse avait résisté à l'habileté sans rivale des deux Herschell armés de leurs excellens réflecteurs. Elle avait défié le miroir objectif de trois pieds de lord Ross, et même quand son grand réflecteur et six forts *speculums* de six pieds furent dirigés vers cet objet, on ne découvrit pas la plus petite apparence d'une étoile,... et notre télescope a fait ce que n'ont pu faire jusqu'ici les plus grands réflecteurs du monde. »

L'astronomie est une des sciences qui sont cultivées avec le plus de succès aux Etats-Unis. Franklin avait déjà remarqué que cette pureté, cette transparence de l'atmosphère, qui m'a frappé moi-même, y était très-favorable aux observations astronomiques. Le goût de cette étude est si général en ce pays, que beaucoup de négocians font construire de petits observatoires d'où ils s'amusent à étudier le ciel. Des travaux plus sérieux ont permis à M. Lomis d'écrire un livre sur les *Progrès de l'astronomie en Amérique*. Dans cet observatoire de Cambridge, M. Bond, qui en est directeur, aidé de son fils, a découvert un troisième anneau de Saturne. Le premier avait été observé par Huyghens, et le second par Cassini. Ce sont des noms à la suite desquels il est glorieux de placer le sien. Les deux observateurs de Cambridge ont ajouté un satellite aux satellites déjà connus de la même planète. Ce peuple ne tire donc pas seulement d'une terre vierge toutes les richesses qu'elle peut produire, il trouve encore dans ses loisirs le temps d'enrichir la science et le ciel.

Non loin de l'observatoire est le jardin botanique. L'étude de la botanique n'est pas étrangère aux Etats-Unis. La flore nouvelle que l'Amérique offrait aux investigateurs de la science a eu ses zélateurs passionnés. Les colonies anglaises, avant leur émancipation, avaient vu naître ce Bartram, qui, selon le génie du pays, s'était formé lui-même, que Linné appelait *un botaniste de nature*, et qui fonda le premier jardin botanique, bien qu'il fût tellement pauvre qu'un naturaliste anglais, son ami, lui envoyait de temps en temps du papier gris pour son herbier et du drap pour se faire des habits. Un second jardin botanique fut fondé par Marshall, qui, comme Bartram, se bâtit lui-même une maison sur un terrain qu'il défrichait, et où s'élève aujourd'hui une ville qui porte son nom. Le directeur actuel du jardin

botanique de Cambridge, M. Grey, est connu par sa *Flore des Etats-Unis*. Il revient d'Europe. J'ai été heureux de trouver chez lui, reproduits par le daguerréotype, les traits d'un botaniste français qui m'est bien cher, de celui qui porte si honorablement la gloire héréditaire du nom des Jussieu.

Tout près de Cambridge, une belle maison de bois s'élève au milieu des arbres; elle a été habitée par Washington, qui, au commencement de la guerre, y avait établi son quartier-général. Elle est doublement historique, car elle est aujourd'hui la demeure d'un poète éminent des Etats-Unis, M. Longfellow. Dans ce pays, où je ne me représentais que des existences tourmentées par l'activité politique et industrielle, je ne m'attendais pas à rencontrer le spectacle d'une existence empreinte d'un calme si noble et si doux. Dans une habitation élégante, près d'une femme aimable et belle, entouré de charmans enfans, M. Longfellow me semble l'idéal du poète heureux, et on dit que ce bonheur a été précédé par un beau roman plein de constance et de délicatesse. Le poète américain a voyagé dans toute l'Europe, il en connaît toutes les langues; il possède une foule de curiosités littéraires, depuis des chants populaires danois jusqu'à des chansons havanaises. Il a reproduit des poésies de presque tous les pays : des ballades allemandes et des vers de Jasmin; il s'est inspiré une fois de M. Augustin Thierry. M. Longfellow a visité les diverses contrées du vieux monde, et sa muse en a gardé de nombreux souvenirs. Il a vu ces mœurs primitives et patriarcales de la Suède qu'il peint si bien dans la préface placée en tête de sa traduction d'un gracieux poème suédois de Tegner, *la Communion des enfans*. Il a vu l'Italie et la France; il a senti le charme des vieilles villes d'Allemagne. A Nuremberg, l'enfant de l'industrielle Amérique a sympathisé avec cette industrie lettrée du XVIe siècle, qui, dans les rangs les plus humbles, suscitait des hommes tels que Jacob Bœhme, le cordonnier philosophe, et Hans Sachs, le cordonnier poète, *the cobbler bard*. Il célèbre ces artisans inspirés. « Tandis que le tisserand maniait sa navette, il tissait les vers mystiques, et le forgeron frappait ses mètres de fer au retentissement de l'enclume. Ainsi, ô Nuremberg, un voyageur venu d'une contrée lointaine, comme il parcourait tes rues et tes places, chantait dans sa pensée son chant rêveur, recueillant entre tes pavés, comme une petite fleur de ton sol, la noblesse du labeur, la longue généalogie du travail. »

M. Longfellow a célébré sa patrie : quel Américain peut l'oublier? Il a écrit *un Chant de Vie* (*a Psalm of Life*), qui exprime avec force le sentiment de l'action, comme il convenait au fils d'une société énergique et travailleuse. C'est une réponse à la parole de l'*Ecclésiaste* : « Tout est vanité ! »

« Ne me dis pas dans tes versets mélancoliques : la vie est un vain rêve, car pour l'âme le sommeil, c'est la mort, et les choses ne sont pas ce qu'elles semblent.

« La vie est réelle, la vie est sérieuse; le tombeau n'est pas le but. Tu es poussière, tu retourneras en poussière, cela ne fut point dit de l'âme.

« Ce n'est pas la jouissance, ce n'est pas la tristesse qui est notre fin, notre destinée, notre voie; c'est agir, afin que chaque lendemain nous trouve plus avant qu'aujourd'hui. Sur le vaste champ de bataille du monde, dans le bivouac de la vie, ne sois pas comme le troupeau muet que le berger chasse devant lui, sois un héros dans le combat.

« Ne te confie pas à l'avenir, quels que soient ses charmes. Que le passé enterre ses morts. Agis, agis dans le présent qui vit, ton cœur dans ta poitrine, et Dieu sur ta tête.

« Les vies des grands hommes nous rappellent toutes que nous pouvons faire notre vie sublime, et en partant laisser derrière nous l'empreinte de nos pas sur les sables du temps.

« Peut-être un autre, naviguant sur la mer solennelle de la vie, un frère égaré et naufragé reprendra cœur en les voyant.

« Debout donc et agissons, le cœur prêt à tout événement, achevant et recommençant toujours; sachons travailler et attendre. »

Toute l'ardeur de l'activité américaine me semble concentrée dans cette énergique poésie; mais le plus souvent M. Longfellow se complaît dans une poésie entièrement désintéressée du présent, amoureuse de l'idéal, le poursuivant partout, le cherchant à la manière de Goethe ou de Tieck. La plume spirituelle de M. Chasles a fait connaître le charmant poème d'*Evangeline* (1), inspiré par *Hermann et Dorothée,* et qui nous intéresse particulièrement, car il célèbre les malheurs de quelques-uns de ces habitans d'Acadie que se disputaient, se prenaient et se reprenaient tour à tour l'Angleterre et la France, qui, Français d'origine, de mœurs et de langage, furent un jour arrachés violemment et soudainement de leur village par un ordre du gouvernement britannique, séparés les uns des autres et dispersés comme une tribu d'Israël. M. Longfellow vient de publier, sous le titre de *Légende dorée* (*Golden Legend*), un poème dramatique qui, certes, ne se rattache en rien à l'Amérique, à la démocratie, au présent, mais qui, du milieu de tout cela, transporte le lecteur en plein moyen âge. Rien ne prouve mieux à quel point les progrès naturels de la civilisation et les communications toujours plus faciles et plus fréquentes des Etats-Unis avec l'Europe tendent à les rapprocher d'elle, que de voir un poète favori du public américain prendre pour sujet d'une œuvre applaudie une légende du moyen âge, de cette époque des sociétés modernes qui est si complétement étrangère aux souvenirs de la société américaine.

(1) Voyez, dans cette *Revue,* la livraison du 1er avril 1849.

Le sujet du poème de M. Longfellow est emprunté à un vieux fabliau français. L'empereur ne sera guéri que si une jeune fille donne sa vie pour lui; la jeune fille se trouve, et, au lieu de mourir, devient impératrice. Cette histoire bizarre et touchante est devenue entre les mains de M. Longfellow comme un cadre gracieux dans lequel il a enchâssé une vue du moyen âge. La scène dans laquelle la jeune Elsie apprend à ses parens qu'elle a résolu de mourir pour le prince et finit par obtenir leur consentement et leur bénédiction, cette scène est très belle. M. Longfellow, qui sent vivement la poésie du moyen âge, a aussi un sourire pour les formes naïves de sa dévotion et de sa croyance. Il connaît les singulières imaginations des prédicateurs de ce temps. L'un d'eux monte en chaire, tenant à la main un fouet qu'il fait claquer sous les voûtes de l'église, puis, feignant de s'adresser au courrier dont le fouet vient de retentir, il lui demande ce qu'il y a de nouveau. « Christ est ressuscité. — D'où venez-vous? — De la cour. — Oh! alors je n'en crois rien; c'est une plaisanterie. » Le fouet retentit de nouveau : c'est un autre courrier qui arrive. « Courrier, quelles nouvelles? — Christ est ressuscité. — D'où venez-vous? — De la ville. — Alors je ne vous crois pas. Poursuivez votre chemin. » Le fouet retentit une troisième fois pour annoncer l'arrivée d'un troisième courrier. Il donne la même nouvelle : «Christ est ressuscité. — D'où venez-vous? — De Rome. — Ah! je vous crois maintenant, il est ressuscité. Allez donc, et galopez de toute la vitesse de votre coursier. » Rien n'est plus charmant que la conversation du prince et d'Elsie chevauchant ensemble à travers les forêts de l'Allemagne. La vie silencieuse et recueillie des religieux fidèles à leur vocation et les désordres qui souillaient parfois les cloîtres mal réglés sont opposés dans ce poème comme dans l'histoire. Quoi de plus naïf, de plus pur, de plus senti que ce monologue du frère écrivain dans le *Scriptorium :* « Que Dieu me pardonne! il me semble qu'une certaine satisfaction se glisse dans mon cœur et dans mon cerveau... Oui, je pourrais presque dire au Seigneur : Voici une copie de ta parole, écrite par moi d'un bout à l'autre avec beaucoup de labeur et de fatigue; prends-la, ô Seigneur! et que ce soit quelque chose que j'aie fait pour toi... (Il regarde par la fenêtre.) Que l'air est doux! que cette vue est belle! Je voudrais avoir un vert aussi charmant pour peindre mes paysages et mes feuilles. Comme les hirondelles gazouillent sous les gouttières du toit! Il y en a une en ce moment qui est sur son nid, justement je puis saisir une vue de sa tête et de sa poitrine. Je ferai une esquisse du joli oiseau dans son tranquille abri, et je la réserverai pour la marge de mon évangéliaire. » Ce morceau me semble d'une naïveté charmante. Il est impossible de se transporter plus complétement loin de la vie ardente et occupée de la société américaine, dans

le calme et le recueillement de la vie claustrale du moyen âge; puis viennent les orgies des mauvais moines, et le terrible comte Hugo, dompté par la religion et l'abbesse Irmengarde, dont les passions réveillées s'endorment de nouveau, bercées par les sons de la cloche.

Le prince et la jeune fille voyagent toujours ensemble. En passant le pont de bois couvert de Lucerne, elle dit : « Le tombeau lui-même n'est qu'un pont couvert conduisant du jour au jour par de courtes ténèbres. » Cette comparaison est charmante. Un des mérites que j'ai remarqués dans les poésies de M. Longfellow, ce sont des comparaisons neuves et ingénieuses. Ailleurs l'aspect de Bruges, la vieille et singulière ville flamande, *the quaint old flemish city*, et le carillon de son antique beffroi évoquent pour le poète étranger les souvenirs du passé, et il ajoute : « Le passé et le présent s'unissent ici sous le courant des siècles comme des empreintes de pas cachées par un ruisseau, mais qu'on voit sur les deux bords. » Ailleurs encore, en parlant du charme d'une lecture faite le soir par une bouche adorée, il s'écrie : « Et le soir sera rempli d'enchantemens, et les soucis qui infestent le jour replieront leur tente, comme font les Arabes vers la nuit, et comme eux disparaîtront en silence. » Revenons à Elsie : quand elle approche de son sacrifice, elle adresse ces paroles vraiment belles à ceux qui la plaignent : « Ne vous alarmez pas au craquement de la porte qui s'ouvre et par laquelle je vais passer, je vois ce qui est par-delà. » Et au prince : « Que mon souvenir reste dans votre existence, non pour la troubler et la déranger, mais comme quelque chose qui doit la compléter, en ajoutant une vie à une vie, et si quelquefois, le soir, près du foyer, vous voyez mon visage se montrer parmi d'autres visages, ne le considérez pas comme un fantôme, mais comme un hôte qui vous aime, plus encore, comme quelqu'un de votre famille dans l'absence duquel quelque chose vous manquerait autour de vous. »

L'auteur a créé véritablement l'ensemble de son œuvre; mais, en lisant ce dernier produit de la muse américaine, on ne peut se dissimuler que *l'Europe a passé par là*.

On a dit : La littérature est l'expression de la société; selon moi, c'est la civilisation que la littérature exprime. Or, aux États-Unis, la société est démocratique, mais la civilisation est européenne. La démocratie ne saurait être littéraire, car la démocratie, c'est la foule. Il peut sortir de la foule des inspirations poétiques, c'est ce qu'atteste partout la poésie populaire; mais nulle part on n'a vu la foule produire ou inspirer une littérature perfectionnée. L'art lui est nécessairement étranger; aussi en Amérique, où la multitude règne, on n'écrit point pour la multitude. Une littérature peut être démocratique par les sentimens, elle ne saurait l'être par la forme, à moins d'être inculte, violente, négligée, c'est-à-dire de n'être plus une littérature. Les masses,

aux États-Unis, ont une presse à leur usage : c'est la presse quotidienne, très importante au point de vue politique, mais qui ne compte point dans la littérature. La presse quotidienne est exclusivement américaine; mais littérairement l'Amérique est en Europe, parce que la civilisation lui est venue d'Europe et lui en vient chaque jour, surtout maintenant que les deux mondes se touchent; car si Louis XIV a pu dire dans son orgueil : Il n'y a plus de Pyrénées! — la vapeur, cette puissance plus conquérante encore et plus souveraine, dit aujourd'hui : Il n'y a plus d'Océan.

Voilà pourquoi un pays dont l'organisation politique est si particulière est entré dans la littérature générale du monde : je dis la littérature générale, car l'uniformité toujours croissante de la civilisation moderne, qui a effacé presque partout la diversité des costumes, efface aussi la diversité des génies littéraires. Peut-être est-ce un malheur, mais certainement c'est un fait. Ce rapprochement entre les littératures des nations européennes a été d'abord une copie servile de la France par les autres peuples ou une contrefaçon de l'étranger par la France. A cette période d'imitation outrée a succédé une ère de développemens parallèles qui ne résultent point d'une reproduction artificielle, mais qui proviennent de la parité du développement social. Les littératures étaient d'abord entièrement différentes, puis elles se sont ressemblé parce qu'elles s'imitaient; aujourd'hui elles se ressemblent sans s'imiter. Or ce qui est vrai des littératures de l'Europe s'applique à la littérature des Etats-Unis. Profondément distincte par son fonds des sociétés européennes, la société américaine tend à s'en rapprocher au moins dans sa portion la plus cultivée par le progrès naturel de la vie policée. La littérature des Etats-Unis ne sera pas un nouveau monde sans doute, mais elle sera une province de plus dans le vaste empire des littératures civilisées.

J.-J. Ampère.

SOUVENIRS D'UNE STATION

DANS

LES MERS DE L'INDO-CHINE.

LA DOMINATION HOLLANDAISE DANS L'ARCHIPEL INDIEN.

Notre long séjour sur les côtes de l'île de Luçon (1) ne nous avait fait connaître qu'une des faces de la colonisation européenne dans l'archipel indien : la transformation morale de la race malaise. Nous avions à observer encore cette action civilisatrice cherchant à se combiner avec les exigences d'une habile exploitation, et appuyant ses progrès sur le développement continu d'une admirable prospérité matérielle. C'est dans les possessions hollandaises que ce grand spectacle devait nous être offert; c'est au milieu de ce groupe d'îles fécondes, réunies par le génie de la Hollande en un vaste faisceau, que la *Bayonnaise* allait passer une des périodes les mieux remplies de sa longue campagne.

Sur deux millions de kilomètres carrés et 23 millions d'habitans qu'une évaluation approximative attribue à la totalité de l'archipel indien, la Hollande revendique la possession ou la suzeraineté de près de quinze cent mille kilomètres et de 16 millions de sujets. Au sud de l'équateur, elle ne reconnaît pour frontières que l'Océan austral et la mer Pacifique; sa suprématie s'étend du 3e degré de latitude nord au

(1) Voyez, dans la livraison du 15 juillet 1852, l'étude sur *la Domination espagnole à Luçon et dans les Philippines.*

10e degré de latitude sud, du 95e au 133e degré de longitude orientale. Ce cadre immense embrasse près des trois quarts de Bornéo et des quatre cinquièmes de Sumatra; il comprend la majeure partie de l'île Célèbes, presque aussi vaste que la monarchie prussienne; — Java, qui occupe sur la carte du monde plus d'espace que la Bavière et le Hanovre réunis; Timor, égale en étendue au royaume des Pays-Bas; Florès et Sumbawa, Banca et Sandalwood, moindres que la Sardaigne, plus grandes que la Corse; Bali et Lombok, dont la superficie représenterait cinq fois celle de l'île de Rhodes; les Moluques enfin, au milieu desquelles la plus importante des îles Baléares, Majorque, tiendrait à peine la place de Waigiou, de Batchian ou de Misole, et ne formerait que le tiers de Bourou, que la cinquième partie de Gilolo et de Céram. La plupart des îles que nous venons de nommer relient par un long soulèvement volcanique les rivages de l'Hindoustan à ceux de l'Australie, ou rattachent les côtes de la Nouvelle-Guinée au groupe des Philippines. Les autres, telles que Célèbes et Bornéo, se trouvent enclavées au milieu de cette partie de la mer des Indes, transformée en lac hollandais. Tel est dans son ensemble l'empire colonial dont les traités du 14 août 1814 et du 17 mars 1824, conclus entre l'Angleterre et le gouvernement des Pays-Bas, ont, à deux reprises différentes, réglé les limites.

Il ne faudrait point cependant se laisser éblouir par l'immense développement de ces possessions. Les îles de Java et de Banca à l'entrée de la mer de Chine, celles de Banda et d'Amboine dans la mer des Moluques, sont encore aujourd'hui les seules portions de ce vaste empire sur lesquelles s'exerce dans toute sa plénitude l'autorité de la métropole, les seules dont les revenus aient jusqu'ici excédé les dépenses. La domination de la Hollande est loin d'offrir l'unité politique qui distingue dans ces parages les possessions de l'Espagne. Rien n'est au contraire plus complexe que les liens qui rattachent l'un à l'autre les divers groupes des Indes néerlandaises. Pour comprendre de quelle façon s'est propagée d'île en île cette suprématie si variable dans ses formes et dans ses conditions, pour apprécier la réalité des droits et l'étendue des priviléges qu'elle confère, il faut se rappeler quelle était, sous le gouvernement des princes malais, l'organisation de l'archipel indien : c'est l'histoire même de cet archipel, avant et depuis l'arrivée des Européens, qu'il faut interroger. On arrive ainsi à saisir le vrai caractère des relations établies entre la Hollande et ses populations coloniales; on embrasse, dans toute la diversité de ses combinaisons, la politique appelée à maintenir ou à étendre sur tous les points de ces lointaines contrées l'action vivifiante du génie hollandais. Cette étude du passé peut seule expliquer les tendances et les actes d'une administration qui n'a point toujours été bien comprise en Europe. Nous nous l'étions imposée avant de songer à pénétrer

dans les colonies dont le spectacle avait provoqué des jugemens si divers. Nous devons la faire servir d'introduction au récit de nos courses dans la partie hollandaise de l'archipel indien, immense arène qui s'ouvrait à nous éclairée et comme élargie par les grands enseignemens de l'histoire.

I.

Aux débuts de ce qu'on pourrait appeler les annales de l'archipel indien, nous trouvons deux forces en présence : d'une part la civilisation hindoue, de l'autre la civilisation musulmane. L'île de Sumatra, voisine de la presqu'île de Malacca, paraît avoir été le principal foyer de la propagande musulmane; la partie orientale de Java fut au contraire le centre où vinrent aboutir, de la côte de Coromandel, les dernières migrations des Hindous. Les brahmes et les sectateurs de Bouddha ont laissé à Java de nombreux monumens de leur passage; ils y ont fondé des villes, élevé des temples, institué des souverains. L'empire de Modjopahit, qui vers la fin du XIVe siècle étendait sa domination jusque sur la côte méridionale de Bornéo et la partie orientale de Sumatra, était un empire hindou. C'est à l'influence de ces migrations que les Javanais ont dû probablement leurs allures patientes et doucement résignées, leur goût pour les travaux agricoles. Il fallut plus d'un siècle à l'islamisme, qui venait d'envahir l'Hindoustan, pour triompher de cette antique civilisation. Enfin en 1476 l'invasion mahométane remporta une victoire décisive. Les princes de Modjopahit s'enfuirent vers l'extrémité orientale de Java, ou cherchèrent un refuge dans l'île de Bali. La destruction de l'empire hindou se trouva consommée, et sur les débris de cet empire s'élevèrent deux dominations distinctes : les provinces de l'est appartinrent au sultan de Demak, celles de l'ouest au sultan de Cheribon. Ces deux états ne tardèrent pas eux-mêmes à se morceler, et Bantam, Jacatra, eurent ainsi que Grissé, Pajang et Mataram, leurs princes indépendans.

L'époque qui suivit la destruction de l'empire hindou fut la période d'expansion de la race malaise. Convertie à l'islamisme, dirigée par des prêtres ou des aventuriers arabes, elle porta le glaive et le Coran jusqu'aux îles Soulou et jusqu'aux bords lointains de Mindanao. Bornéo, Célèbes, les Moluques, les moindres îles de l'archipel indien virent ces guerriers fanatiques inonder leurs rivages et y jeter les fondemens de principautés belliqueuses. Le sultan d'Achem au nord de Sumatra, celui de Ternate au centre des Moluques, les princes de Boni et de Goa dans l'île de Célèbes, balancèrent même pendant longtemps la puissance des sultans javanais; ils eurent des flottes et des armées, et cherchèrent à étendre leur prépondérance sur les autres îles de la Malaisie. Les Portugais se mêlèrent à ces querelles et s'en

servirent pour hâter les progrès qui, avant l'apparition des Hollandais, avaient assis leur domination sur une partie de l'archipel indien.

Ce fut en 1596 que le pavillon des Provinces-Unies se montra pour la première fois dans les mers où il était destiné à jouer bientôt le premier rôle; il trouva la société javanaise se défendant par la force de ses traditions contre les causes d'affaiblissement que lui créaient des agitations toujours renaissantes. L'empire de Mataram, consolidé après de longues luttes intérieures, remplaçait alors à Java l'empire hindou de Modjopahit. Malheureusement la suprématie que le souverain de Mataram, sous le nom de *sousouhounan*, exerçait sur les divers états du littoral, n'avait point délivré les Javanais du fléau des guerres intestines. Les sultans installés sur les autres points de l'île n'en donnaient pas un moins libre cours à leurs rivalités. L'instinct de soumission propre aux races orientales et le culte des anciennes coutumes maintenaient cependant une apparence d'ordre et un certain bien-être dans cette société si divisée. L'anarchie n'était qu'à la surface. Les princes se trahissaient, s'égorgeaient mutuellement : leur personne demeurait toujours sacrée pour le peuple. La société javanaise reposait alors sur cette base qui, après tant de siècles et d'événemens, la supporte encore aujourd'hui : le respect superstitieux des masses pour tout homme dans les veines duquel coulait le sang des anciens chefs.

La noblesse javanaise ne ressemble en aucune façon à la noblesse européenne; celle-ci s'est constituée par la force des armes, en dépit des protestations tacites d'un peuple plus civilisé que ses vainqueurs; l'autre est moins une institution politique qu'un dogme religieux, elle a son origine dans la reconnaissance et l'étonnement des tribus primitives arrachées par leurs conquérans à la barbarie. Les honneurs héréditaires qu'elle a conférés furent, dans le principe, le premier pas de hordes sauvages vers la civilisation. Le Coran ne fit point disparaître ces inégalités sociales, il les compliqua. Les nombreux descendans des prêtres arabes qui vinrent prêcher l'islamisme à Java formèrent, à côté de la noblesse princière, déjà multipliée à l'infini par une polygamie féconde, une sorte de noblesse hiératique. Les titres de *radin*, *radin mas*, *radin mas hario*, indiquaient, à des degrés divers, la parenté impériale. Les fils du *sousouhounan* étaient des *pangherans*, ses filles des *radin-hagous*. Les mésalliances étaient rares à Java; on n'y avait point cependant poussé le fanatisme nobiliaire au même point qu'à Bali, et le *sousouhounan* ne se croyait point obligé, comme le prince balinais de Klong-Kong, d'épouser une de ses sœurs pour perpétuer la pureté de sa race. La société javanaise n'avait rien non plus qui rappelât les castes de l'Inde; elle ignorait les élévations subites et les brusques reviremens de fortune. Le gouvernement des provinces, l'administration de la justice, le comman-

dement des armées, n'appartenaient qu'aux hommes dont la vénération publique avait inscrit les titres de noblesse au livre d'or de la tradition. Depuis la fin du xve siècle, le Coran était devenu à Java la loi écrite, sans altérer en rien les rapports des diverses classes entre elles. La loi orale, l'*adat*, profondément empreinte du caractère immuable des coutumes hindoues, assignait encore à chacun des habitans la limite de ses droits et de ses devoirs. L'*adat* réglait, avec autant de minutie que le *Tcheou-li* des Chinois, les priviléges et les attributs de la souveraineté; il était à la fois un code judiciaire et un code d'étiquette. C'est grâce à lui que la constitution primitive de la société javanaise a survécu aux troubles intérieurs et aux invasions étrangères. Depuis le jour où elle a reçu de l'Inde les premiers élémens de la civilisation, l'île de Java n'a connu pour ainsi dire que des révolutions de palais. La hiérarchie sociale n'en a reçu nulle atteinte, et c'est encore elle qui préside aujourd'hui à l'organisation de la propriété.

D'après l'*adat*, la terre appartenait au souverain. Les communes ou *dessas* n'en avaient que l'usufruit. En vertu de son droit de propriétaire, le prince prélevait le cinquième épi de la moisson; en sa qualité de chef politique, il pouvait exiger que chacun de ses sujets employât un jour sur quatre à son service; mais le droit de propriété du souverain était fictif; celui des *dessas*, établi par les travaux d'irrigation et de défrichement exécutés en commun, était très-réel et très-sérieusement respecté. La propriété existait donc à Java; seulement, au lieu d'être individuelle, elle était collective. Le terrain arrosé, la *sawa*, était un terrain communal. La commune était divisée en groupes ou *tjatjas* de vingt-deux personnes, la *sawa* en parcelles. Il fallait être reconnu membre d'une commune, être un *orang-dessa*, pour pouvoir être compris dans la distribution des terres que le chef du village, le *kappoula-campong*, répartissait chaque année entre les *tjatjas*. Le cultivateur que son inconduite ou l'insuffisance du terrain communal obligeait à quitter la *dessa* se trouvait, par le fait seul de cet exil, déclassé. Il cessait d'être un *orang-dessa* pour devenir un *orang-menoumpang*, véritable paria déshérité de sa part du territoire et condamné à errer de commune en commune pour offrir ses services aux usufruitiers privilégiés du sol. Au-dessous de la classe nobiliaire, on rencontrait donc à Java deux classes distinctes de cultivateurs : les uns, fermiers héréditaires, se trouvaient assujettis, en échange de leur privilége, au paiement de l'impôt; les autres, simples journaliers, n'avaient d'obligations à remplir qu'envers le maître qui les admettait à cultiver son champ et qui se chargeait de leur fournir les instrumens de travail. Le droit de commercer avec les étrangers était encore dans l'archipel indien un des attributs de la souveraineté. Le

Javanais avait la libre disposition des produits destinés à sa subsistance; les épices, le poivre, les plantes coloniales étaient, comme aujourd'hui le coton en Egypte, le sucre en Cochinchine, l'objet d'un monopole (1).

Les premiers navires hollandais avaient été expédiés à Java par une société de marchands qui ne pouvait avoir d'autre but que le commerce. Toutefois les transactions commerciales avaient toujours dans l'Inde et dans la Malaisie un caractère essentiellement politique. La compagnie néerlandaise fut entraînée sur la pente qui devait, dans des circonstances analogues, conduire les marchands anglais à la conquête de l'Hindoustan. Ce fut le monopole exercé par le souverain javanais qui substitua forcément à des opérations pacifiques des démonstrations militaires, à des échanges librement consentis les livraisons forcées et les contingens obligatoires. Après avoir fondé des factoreries à Bantam et à Jacatra, ce fut dans l'île d'Amboine, arrachée à la domination du sultan de Ternate et des Portugais, que les négocians des Provinces-Unies jetèrent les premiers fondemens de leur puissance politique. Bientôt cependant, mieux instruits de l'importance prépondérante de Java, ils cherchèrent un point de station plus rapproché de cette île que le port d'Amboine, situé à quatre cent cinquante lieues du détroit de la Sonde. Après de longues hésitations, ils firent choix de la factorerie de Jacatra, et, vers la fin de l'année 1618, ils entourèrent d'un fossé et d'un retranchement l'emplacement sur lequel s'élevaient leurs magasins.

Les Portugais, qu'il avait fallu vaincre avant de songer à commercer, ne s'étaient retirés des mers de l'Indo-Chine que pour faire place à des rivaux plus redoutables. Ce fut une flotte anglaise qui vint au secours des sultans de Bantam et de Jacatra conjurés contre l'établissement hollandais. L'enceinte inachevée de la factorerie renfermait heureusement une garnison héroïque. Ces braves soldats défièrent pendant six mois tous les efforts des princes indigènes et de leurs alliés européens; ils furent délivrés par les secours qui leur arrivèrent des Moluques, aussitôt que la mousson d'est eut rouvert à l'escadre d'Amboine l'accès de la mer de Java. Sur l'emplacement de la ville de Jacatra livrée aux flammes, les Hollandais élevèrent la future capitale des Indes, la ville actuelle de Batavia. Cette célèbre cité ne grandit point sans combats. L'empereur de Mataram vint deux fois l'assiéger en personne ; deux fois il laissa son armée sous les murs qu'il s'était flatté de détruire. Vingt-sept ans après la fondation de

(1) Ce privilége, les princes musulmans l'exerçaient alors et l'exercent encore, dans les îles qui ne sont pas soumises à la domination directe de la Hollande, par l'entremise d'un factotum connu sous le nom de *sabhandar;* c'est en général un Chinois que l'on trouve, de nos jours, investi de ces fonctions.

Batavia, ce même souverain acceptait l'alliance ou plutôt le joug impérieux de la compagnie.

Le trône de l'empereur de Mataram était sans cesse menacé par des insurrections ou par les attaques des chefs belliqueux de Célèbes. La compagnie entretint une armée pour défendre le prince qu'elle avait pris sous son patronage. Si elle avait eu des idées de conquête, elle eût livré l'île de Java à l'anarchie. Elle n'avait alors en vue que les bénéfices d'un commerce paisible; elle protégea donc de tout son pouvoir l'autorité légitime, comme la seule garantie de l'ordre et de la sécurité, sans lesquels ce commerce ne pouvait prospérer. C'est ainsi que chaque jour engagea davantage la compagnie dans les questions de gouvernement auxquelles son intérêt semblait lui commander de rester étrangère. En 1676, quand l'empereur, fuyant devant les rebelles, abandonnait sa capitale et allait mourir au milieu des forêts de l'intérieur, la compagnie plaçait sur le trône le fils du souverain vaincu, et, après de longs efforts, réussissait à l'y affermir. A la fin du XVIIe siècle, elle était déjà l'arbitre des querelles et des destinées de tous les princes javanais. C'était elle qui choisissait entre les membres de la famille impériale le successeur du *sousouhounan*. Les sultans de Bantam et de Cheribon d'alliés incertains étaient devenus ses feudataires; les princes de Madura commandaient les cohortes fidèles qui formaient le noyau de ses armées. Chaque révolte étendait sa souveraineté et grandissait sa puissance. Deux princes du sang de Mataram résistèrent cependant de 1741 à 1755 à cet ascendant victorieux. Plus d'une fois ils mirent en péril le trône du *sousouhounan* et le pouvoir de la compagnie. Il fallut pactiser avec ces adversaires trop redoutables. Le *sousouhounan* conserva la dignité suprême et sa capitale Sourakarta; mais un des princes rebelles fut élevé à la dignité de sultan, et devint à Djokjokarta le chef d'une dynastie rivale de la souche antique des souverains de Mataram; le second prince obtint le titre de *pangheran* et un riche apanage, sous la condition de ne point quitter la cour de Sourakarta.

On peut regarder cette époque comme l'apogée du pouvoir de la compagnie néerlandaise. Des traités successifs l'avaient substituée, sur la majeure partie du territoire, aux droits des souverains javanais, et la puissance politique était passée tout entière dans ses mains; mais cette puissance qu'elle avait conquise à regret, la compagnie n'en comprenait ni les avantages ni les obligations. Contente d'avoir assuré par des contrats, trop empreints de l'esprit mercantile pour être équitables, les livraisons qui devaient annuellement remplir ses magasins, elle abandonnait entièrement à l'aristocratie indigène l'administration intérieure de ses possessions. Ce despotisme local ne tarda point à produire ses fruits. Livrée aux caprices des régens héré-

ditaires, assujettie, dans la vaste province des Preangers, premier apanage de la compagnie, à la culture forcée du café, la population javanaise se dégoûta des travaux agricoles. Aussi la dernière moitié du XVIIIe siècle fut-elle une époque de décadence pour la prospérité de Java et pour les finances de la compagnie. On peut croire cependant que, s'ils n'eussent possédé que l'île de Java, les négocians hollandais, malgré les fautes qu'ils avaient commises, auraient encore trouvé, dans les inépuisables ressources de ce sol fécond et de cette population laborieuse, le moyen de faire face à leurs embarras pécuniaires; mais les plus grandes entreprises ont leur fatalité, et celle de la compagnie des Indes, basée sur de fausses doctrines économiques, était condamnée à un développement illimité. Le commerce des épices, dont la compagnie voulait s'arroger le monopole, devait la conduire inévitablement à étendre sa suprématie sur la plupart des îles de l'archipel indien. De cette prétention, conforme aux préjugés de l'époque, naquirent de longues guerres, des occupations dispendieuses, une domination politique dont les bénéfices du commerce se trouvèrent impuissans à solder les frais. C'est cependant à ce principe erroné, qui précipita la ruine de la compagnie, que la génération actuelle doit le magnifique héritage sans lequel, avec ses 3 millions d'habitans et son territoire à peine égal à celui de cinq départemens français, le royaume des Pays-Bas n'aurait guère plus d'importance en Europe que la Suisse ou qu'un des états secondaires de l'Allemagne. Les droits incontestés de la Hollande sur les immenses territoires de Célèbes, de Sumatra et de Bornéo sont le fruit d'une politique condamnée à juste titre par le philosophe et par l'homme d'état, mais presque légitimée aujourd'hui par ses admirables conséquences. Il importe donc d'indiquer ici rapidement par quel enchaînement de circonstances ces trois grandes îles, dont les princes malais ou les aventuriers arabes avaient successivement conquis le littoral, se trouvèrent bientôt enveloppées dans la sphère d'influence dont le centre s'était fixé à Batavia.

La partie septentrionale de l'île Célèbes reconnaissait la suzeraineté du sultan de Ternate; elle accepta sans résistance la domination de la compagnie, dès que la compagnie fut maîtresse aux Moluques. Le sud de l'île était divisé en deux états principaux : le royaume de Goa ou de Macassar, qui, depuis sa conversion à l'islamisme, était considéré comme le plus puissant gouvernement de la Malaisie, et le royaume de Boni, dont les sujets, sous le nom de *Bouguis,* sont encore aujourd'hui les plus intrépides navigateurs de l'archipel. Avec l'aide des Bouguis, la compagnie humilia le pouvoir du roi de Goa, et lui imposa un de ces traités d'alliance par lesquels elle préludait à une domination plus absolue : elle fonda, non loin de la capitale de ce sultan

vaincu, le fort de Rotterdam et la ville de Vlardingen; puis, mettant de nouveau à profit les rivalités des princes indigènes, elle brisa l'orgueil des Bouguis avec le concours des populations mêmes que l'assistance du roi de Boni lui avait permis de dompter.

A Célèbes, aussi bien qu'à Ternate, c'était le monopole des épices que la compagnie poursuivait. Ses agens parcoururent les forêts du littoral pour en extirper les girofliers et les muscadiers, et des croisières actives s'occupèrent de mettre un terme au commerce interlope des bateaux indigènes. Dès que ce but fut atteint, les Hollandais refusèrent de pousser plus loin leurs avantages. A l'exception des trois districts de Maros, de Macassar et de Bonthain, que les péripéties d'une longue guerre avaient mis en leur pouvoir, ils laissèrent le reste de l'île sous l'autorité des chefs idolâtres, qui, avec les princes musulmans de Goa et de Boni, s'en partageaient la souveraineté.

Dans l'île de Sumatra, la compagnie avait à faire valoir les droits que le sultan de Bantam lui avait transmis sur le district des Lampongs, qui forme un des côtés du détroit de la Sonde, et ceux que les empereurs de Mataram s'attribuaient sur le royaume de Palembang, fondé par un des princes de la dynastie de Modjopahit à l'embouchure du fleuve qui se jette dans le détroit de Banca. Ces droits, d'une légitimité suspecte, n'assuraient à la compagnie qu'une autorité contestée qu'elle exerçait depuis de longues années sans profit. Sur la côte occidentale de l'île que baigne la mer des Indes, son pouvoir était encore plus limité; car il se faisait à peine sentir à quelques milles des postes fortifiés, sous le canon desquels les navires hollandais venaient chercher, au commencement de la mousson favorable, le poivre dont le monopole avait jadis enrichi le roi d'Achem. Padang était le plus important de ces comptoirs; mais Padang, ville de cinq ou six mille âmes, avait à subir la rivalité de la factorerie anglaise de Bencoulen, qui s'opposait, par tous les moyens possibles, à l'extension de la puissance hollandaise sur la côte occidentale de Sumatra.

Les négocians hollandais, qu'un intérêt purement commercial avait attirés dans les mers de l'Indo-Chine, semblèrent dirigés à cette époque par une sorte d'instinct providentiel. Ils n'eurent pas plus tôt posé à Célèbes et à Sumatra les pierres d'attente sur lesquelles la métropole devait appuyer un jour sa domination, qu'ils se hâtèrent d'aborder un territoire plus important encore par son étendue, celui de Bornéo. Dans cette île comme sur les autres points de l'archipel, les Hollandais avaient été précédés par les Portugais et par les Arabes. L'invasion musulmane y avait trouvé une population douce et inoffensive, les Dayaks, qu'elle avait refoulée dans l'intérieur. Ce peuple opprimé, auquel les Hindous et les Javanais avaient apporté les premiers élémens de la civilisation, conservait tous les signes

extérieurs d'une origine mongole : le front large et aplati, l'angle externe des paupières relevé, les pommettes proéminentes, le teint jaune tirant plus ou moins sur le brun. Depuis que les chefs malais s'étaient partagé le littoral de Bornéo, la plupart des tribus indigènes avaient adopté une existence nomade. La chasse et la pêche leur tenaient lieu des travaux prévoyans de l'agriculture. Elles erraient, sans jamais se fixer nulle part, au milieu de ces terrains d'alluvion qui occupent, dans l'île de Bornéo, de si vastes espaces, et qui rattachent l'un à l'autre les plateaux élevés de l'intérieur; terrains à demi submergés pendant la mousson d'ouest, mais entrecoupés en toute saison d'innombrables cours d'eau, sur les bords desquels se pressent des forêts impénétrables. C'était dans ces déserts marécageux qu'on rencontrait la population dépossédée par la race malaise. Quant aux Malais eux-mêmes, ils s'écartaient peu du rivage de la mer. Ils occupaient en général l'embouchure des fleuves, vivant agglomérés dans de grands villages, dont les maisons, bâties sur pilotis, voyaient, à la marée montante, des *pros* et des pirogues circuler entre leurs longues rangées de pieux, comme les noires gondoles dans les canaux de Venise. Les Malais de Bornéo n'avaient rien perdu des instincts féroces de leur race; ils passaient à juste titre pour les plus audacieux forbans de l'archipel, et leurs chefs n'avaient guère d'autres ressources que la part de butin et d'esclaves prélevée sur le produit d'expéditions qui tenaient en émoi toutes les côtes voisines.

Sous la protection équivoque de ces chefs musulmans, les Chinois du Fo-Kien étaient venus, vers le milieu du XVIIIe siècle, exploiter les richesses minérales que recèle en abondance le sol de Bornéo. Ces industrieux émigrans formaient sur divers points de l'île des communautés populaires dans lesquelles chaque membre, lié par un serment mystérieux, acquérait un droit égal aux profits de l'entreprise, et se tenait prêt à courir aux armes dès que les chefs en donnaient le signal. Quelques-unes de ces communautés pouvaient compter jusqu'à cinq ou six mille combattans et justifiaient par leur turbulence les inquiétudes qu'elles inspiraient aux souverains qui les avaient imprudemment accueillies.

Les frontières des principautés malaises de Bornéo n'avaient jamais été, on le comprendra sans peine, bien exactement définies. Sur le littoral, elles étaient quelquefois marquées par un cap avancé, colonnes d'Hercule que n'avait pu dépasser l'invasion; le plus souvent elles étaient fixées par la vaste et fangeuse embouchure d'un fleuve; mais, en s'avançant vers le centre de l'île, on eût vainement cherché la ligne de démarcation de ces états barbares. On n'eût pu recueillir à cet égard que de vagues et incohérentes traditions. Le sultan de Soulou, du fond de son nid de pirates, réclamait la possession de

toute la partie septentrionale de Bornéo; le sultan de Bruni occupait sur la côte du nord-ouest une longue zone resserrée entre les montagnes et la mer. A l'ouest, et faisant face à la presqu'île de Malacca, s'étendaient les états des sultans de Sambas et l'empire javanais de Succadana; — au sud, non loin de l'entrée du détroit de Macassar, la principauté de Banjermassing. Livrés à de perpétuelles dissensions, inquiétés par les migrations indociles des Chinois, habitués d'ailleurs à la suprématie politique et religieuse des souverains javanais, les sultans de Sambas et de Banjermassing implorèrent plutôt qu'ils ne subirent la tutelle de la compagnie. La principauté de Pontianak, qu'un Arabe avait fondée, vers la fin du XVIIIe siècle, sur les ruines de l'empire de Succadana, se rangea également sous ce joug protecteur. Tels furent les premiers titres de la Hollande à la possession d'une des plus vastes et des plus fertiles portions de la Malaisie. La plupart des colonies européennes, à l'est du cap de Bonne-Espérance, n'ont pas eu de fondemens plus sérieux et plus respectables (1).

Bornéo, Célèbes et Sumatra, malgré les ressources naturelles de leur immense territoire, étaient loin sans doute d'avoir, aux yeux de la compagnie, la même importance que les Moluques : les îles à épices laissaient à Java le premier rang et ne cédaient le second à aucune des autres possessions néerlandaises. Néanmoins, quelque embarrassés que pussent être les marchands d'Amsterdam de l'étendue de leur domination, ils n'étaient plus libres de la restreindre. Le soin d'étouffer dans l'archipel toute concurrence commerciale et d'en éloigner toute influence européenne leur avait successivement commandé l'occupation de Timor, conquête inachevée qu'ils partageaient avec la couronne de Portugal; — de Banca, dépendance de l'état de Palembang, dont les mines d'étain commencèrent à être exploitées par les Chinois à peu près à la même époque que les mines d'or de Bornéo; — de Bintang et de Linga, situées en face de l'île alors déserte de Singapore.

Les princes de Sumbawa et de Florès, les sultans de Céram, les chefs indigènes de Bouton et de Salayer se trouvaient également liés envers la compagnie par des traités dont le réseau flexible s'était insensiblement étendu jusqu'à eux. La seule île cependant dont la possession eût pu avoir un intérêt immédiat pour la sécurité des maîtres de Java, Bali, malgré l'apparente déférence de certains hom-

(1) Il suffit d'étudier ce merveilleux développement de la domination hollandaise dans l'archipel indien pour comprendre combien il importe à la France de ne laisser ni périmer, ni contester les droits que lui ont légués, sur un territoire presque aussi vaste et non moins fertile que celui de Bornéo, les entreprises coloniales qui marquèrent, dans la mer des Indes, les premières années du règne de Louis XIV. Ces droits, nous pouvons en ajourner l'usage; nous ne devons point en méconnaître la valeur ni en accorder le sacrifice.

mages, conservait en réalité la plus complète indépendance. Cette île n'est séparée que par un canal étroit de la province javanaise de Besouki. Avant de recueillir les fugitifs de Modjopahit, elle avait déjà subi l'influence de la civilisation hindoue. Un prince javanais y avait fondé l'état de Klong-Kong, et les descendans de ce premier souverain exercent encore aujourd'hui une sorte de suprématie morale sur les chefs qui gouvernent les huit autres principautés. Le culte de Siwa et l'institution brahmanique des quatre castes se perpétuèrent à Bali pendant que l'islamisme envahissait toutes les îles voisines. La densité de la population, ses mœurs belliqueuses, le dévouement fanatique qu'elle professait pour des chefs revêtus à ses yeux d'un caractère sacré, sauvèrent sa nationalité de l'irruption étrangère.

A l'exception de ce dernier vestige des royaumes hindous, le pouvoir de la compagnie embrassait donc, vers la fin du XVIIIe siècle, la portion de la Malaisie qui s'étend au sud de l'équateur. Il avait suivi pour ainsi dire pas à pas l'invasion musulmane et les progrès de la race malaise; il avait dû s'arrêter partout où ces singuliers pionniers de la civilisation ne lui avaient pas frayé le chemin. Il n'entre point dans notre plan d'énumérer toutes les causes qui finirent par amener, en 1795, la dissolution de cette célèbre compagnie. Depuis près d'un demi-siècle, ses affaires n'avaient fait que décliner sans que son influence politique en eût souffert. Elle remit aux mains de l'état une colonie momentanément obérée et un empire dont les destinées devaient être désormais unies à celles de la nation néerlandaise.

Entraînée dans le tourbillon de la révolution qui venait de s'accomplir en France, la Hollande, pendant plusieurs années, ne put rien tenter pour améliorer le sort de ses possessions d'outre-mer. Vers la fin de 1807, le maréchal Daendels fut nommé au gouvernement de Java. Le génie de cet homme énergique eut à peine le temps de déposer dans l'île le germe des réformes salutaires qui devaient éclore plus tard. Les trois années pendant lesquelles il conserva le pouvoir inaugurèrent l'intervention de l'état dans les affaires des Indes. Ce fut une période de transition marquée par de grandes choses et par de regrettables excès. Les résultats que nous admirons aujourd'hui ont presque tous leur source dans cette vive impulsion d'une dictature que le relâchement de l'administration avait rendue nécessaire.

Le général Janssens venait de succéder, en 1811, au maréchal Daendels quand les Anglais débarquèrent à Java. Leurs efforts furent secondés par l'ébranlement moral qu'apportaient jusqu'au sein des colonies les événemens accomplis en Europe. Ils ne rencontrèrent dans l'île qu'une insignifiante résistance. En moins d'un mois, les Javanais et leurs souverains passèrent sous un nouveau joug. S'il faut en croire des révélations récentes, le cabinet britannique ne

s'était proposé de conquérir l'île de Java que pour l'abandonner au gouvernement des princes indigènes. Il reconnut heureusement les funestes conséquences qu'entraînerait pour la population même de Java cet acte de vandalisme politique, et, mieux inspiré, il laissa ses agens raffermir par quelques mesures vigoureuses le prestige de l'autorité européenne qu'avaient singulièrement affaibli les dernières secousses. En 1816, la Hollande rentra en possession de ses colonies, et une nouvelle ère s'ouvrit pour les peuples de l'archipel indien.

II.

La domination anglaise ne s'était point substituée au pouvoir traditionnel de la Hollande, apportant avec un nouveau drapeau des idées nouvelles, une politique plus libérale et plus aventureuse, sans que cette révolution éveillât chez les peuples de la Malaisie quelques velléités d'indépendance. Le gouvernement de M. Van der Capellen, auquel le régime intérieur de la colonie dut, sous plus d'un rapport, d'importantes réformes, eut surtout pour mission de rétablir dans l'archipel la suprématie politique de Java, et de ressaisir de tous côtés les fils que la main négligente de l'Angleterre avait laissé échapper.

Les huit années que M. Van der Capellen passa dans les Indes revêtu du titre de commissaire-général ou de celui de gouverneur, furent remplies de séditions et de soulèvemens. Les îles d'Amboine et de Saparoua dans les Moluques, la principauté de Boni à Célèbes, la résidence de Pontianak à Bornéo, furent successivement le théâtre des troubles les plus graves. L'énergie des autorités néerlandaises réprima sans peine ces désordres; mais dans l'île de Sumatra la lutte fut plus vive. L'appui secret de l'Angleterre encourageait sur ce point la résistance des indigènes. L'établissement anglais de Bencoulen était presqu'en guerre ouverte avec le comptoir hollandais de Padang. Vaincue en 1821 dans l'état de Palembang, où elle avait soutenu de ses vœux et de ses conseils le sultan révolté, la politique anglaise revint en 1824 à des vues plus loyales. Le zèle des agens de Bencoulen fut désapprouvé par la métropole, et la pensée d'éviter de nouveaux contacts entre les deux dominations fut accueillie par le cabinet britannique. Les Hollandais durent se retirer de l'Inde continentale, et les Anglais consentirent de leur côté à évacuer l'archipel indien. L'île de Banca avait été le prix de l'établissement de Cochin, cédé par le gouvernement des Pays-Bas à celui de la Grande-Bretagne; la ville de Malacca fut livrée par la Hollande en échange de Bencoulen. Les Anglais n'imposèrent qu'une condition à leur retraite : ils voulurent demeurer garans de l'indépendance de l'état d'Achem, afin d'éloigner plus sûrement leurs rivaux des côtes de l'Hindoustan et du détroit de Malacca.

Le traité du 17 mars 1824 était la reconnaissance la plus éclatante, la consécration la moins équivoque des droits de la Hollande sur les anciennes possessions que s'était attribuées la compagnie des Indes. Si l'Angleterre se fût montrée aussi fidèle à l'esprit qu'à la lettre de ce traité, les côtes de Bornéo n'auraient jamais vu le pavillon de la Grande-Bretagne flotter sur l'île de Laboan, et un officier anglais arracher à la faiblesse du sultan de Bruni le titre de *rajah de Sarawak;* mais au moment même où le gouvernement des Pays-Bas s'applaudissait de l'heureuse issue de ces négociations, sa puissance coloniale était appelée à subir une nouvelle crise bien autrement grave que toutes celles qui l'avaient précédée. Cette fois, c'était la base même de l'édifice qui se trouvait menacée. L'administration anglaise, animée d'un sérieux esprit de bienveillance envers la population indigène, et toute préoccupée des réformes libérales par lesquelles elle voulait signaler son passage, s'était peu inquiétée de ménager les priviléges ou les moyens d'existence de l'aristocratie javanaise. Dans l'orgueil de sa force, elle avait considérablement restreint le pouvoir et les prérogatives des anciens souverains. Les Hollandais, remis en possession de Java, virent une nouvelle condition de sécurité dans cet abaissement des princes, et empiétèrent eux-mêmes hardiment sur leurs droits. Ils provoquèrent ainsi des mécontentemens qui trouvèrent bientôt un centre et un chef à la cour de Djokjokarta, où un prince enfant était confié à la tutelle de sa mère et de ses oncles. La révolte éclata sans que le résident hollandais préposé à la garde du jeune sultan eût pu la prévenir. Le chef de ce mouvement populaire était un des tuteurs du prince; il s'appelait Dipo-Negoro, et cachait sous des mœurs austères une ambition effrénée. Sous sa direction, la révolte prit un caractère formidable. C'était une guerre de cinq années dont Dipo-Negoro avait donné le signal. La Hollande triompha enfin de cet audacieux adversaire, dont il fallut poursuivre, de montagne en montagne, les bandes insaisissables. Dipo-Negoro fut déporté à Amboine, puis à la forteresse de Rotterdam, dans l'île de Macassar. La victoire était restée à la métropole; mais un instant d'erreur, — l'oubli des ménagemens dus à la personne des princes et aux priviléges de l'aristocratie javanaise, — lui avait coûté quinze mille soldats, dont huit mille Européens, et cinquante-deux millions de francs.

Pour une administration aussi intelligente que celle de Batavia, la leçon ne fut pas perdue. Répudiant les conquêtes et les traditions de la domination anglaise, le gouvernement colonial se promit de prendre désormais pour base de sa politique les préjugés de la société indigène. Le fanatisme religieux et le fanatisme nobiliaire avaient armé contre son pouvoir la population; il n'essaya point d'ébranler leur empire, mais tenta de les gagner à ses intérêts. L'*adat* et le Coran

devinrent l'étude constante des employés hollandais, et tout progrès fut condamné à l'avance, s'il devait heurter par un point quelconque l'immobilité des coutumes javanaises. On redoubla d'égards envers les régens et les prêtres. Les plus simples réformes furent mises sous la protection de leur égoïsme; leurs revenus et ceux de l'état devinrent solidaires. Ce fut l'âge d'or de l'aristocratie et du clergé indigènes. Les écrivains qui ont jugé si sévèrement le système colonial de la Hollande ont peut-être méconnu combien en réalité ce système est conforme aux idées populaires des Javanais. Ce n'est point sans danger qu'on peut troubler dans leur foi grossière des masses ignorantes. Avertis par la lutte qu'ils venaient de soutenir, les Hollandais ont pensé que l'intervention étrangère pouvait, dans la poursuite de ses desseins les plus généreux, paraître tyrannique et devenir odieuse. L'état d'abaissement dans lequel vit encore le peuple de Java est donc l'effet de ses préjugés bien plus que de la volonté de ses vainqueurs; les misères auxquelles nous compatissons témoignent moins de l'âpreté du fisc que d'un respect exagéré pour la nationalité javanaise.

M. Van der Capellen et M. Dubus de Ghisignies, qui lui succéda en 1826, avaient eu, l'un à se défendre contre des troubles incessans, l'autre à consolider la domination hollandaise dans l'archipel indien. Le comte Van den Bosch, nommé au gouvernement de Java en 1830, avait une autre tâche à remplir : il devait organiser l'exploitation d'une colonie qui, pendant de longues années, n'avait été qu'une charge ruineuse pour la métropole. Les revenus publics se composaient, dans l'île de Java, d'un impôt foncier prélevé en argent ou en nature, et d'un certain nombre de taxes indirectes, dont le produit était généralement affermé à des spéculateurs chinois. La totalité de ces revenus s'élevait à 53 ou 54 millions de francs. Dans les temps ordinaires, en l'absence de toute complication, de pareilles recettes étaient plus que suffisantes pour couvrir les dépenses des Indes néerlandaises; mais l'argent était rare à Java. Le gouvernement s'y était créé une funeste source de bénéfices par l'introduction d'une monnaie de papier et de cuivre. C'était cette monnaie coloniale, ou du riz impropre à l'exportation, que l'état recevait en recouvrement de l'impôt. L'excédant des recettes ne pouvait donc se consommer que dans la colonie. Pour venir en aide à la métropole, engagée à cette époque dans de stériles projets contre la Belgique, il fallait se procurer, en échange de cet excédant, des produits recherchés sur les marchés de l'Europe. M. Van den Bosch ne désespéra point d'y parvenir.

Il existait à Java une vaste province, les Preangers, dont les habitans, depuis le temps de la compagnie, étaient astreints à la cul-

ture forcée du café. Chaque famille devait planter, récolter, entretenir cinq ou six cents arbres et en livrer pour un prix très-modique le produit total aux agens hollandais. Le gouvernement obtenait ainsi annuellement huit ou dix millions de kilogrammes de café, qui laissaient entre ses mains un bénéfice net d'environ 1,200,000 francs. Moyennant l'acquittement de cette redevance, l'habitant des Preangers n'avait à supporter aucune taxe territoriale. Il cultivait librement ses rizières, sans avoir rien à démêler avec le trésor, et, de toutes les impositions indirectes, il ne subissait que la taxe du sel. La condition du cultivateur des Preangers était loin cependant d'être un objet d'envie pour les autres habitans de Java. On ne songea donc point à soumettre ces derniers au système des cultures forcées, mais on leur proposa (l'*adat* autorisait cet échange) de s'affranchir d'une partie de l'impôt foncier par une valeur équivalente de travail. La journée d'un ouvrier était évaluée à 20 centimes environ; l'impôt foncier, suivant la fertilité des terres, au cinquième ou au quart de la récolte. Dès que la contribution moyenne de la commune était connue, il était facile d'établir le nombre des journées de travail qui devaient exempter la *dessa* d'une fraction déterminée de l'impôt. Les chefs des fractions de commune appelées *tjatjas* acceptèrent sans répugnance cette combinaison; ils mirent à la disposition des agens hollandais une partie de leurs terrains et de leurs journaliers, ne gardant pour les besoins de la commune que le territoire et les travailleurs qui parurent strictement nécessaires. Le gouvernement se trouva ainsi en possession d'un certain nombre de bras qu'il pouvait utiliser à sa guise. Il voulut les employer à doter l'île de Java de cultures encore plus profitables que celle du café : il y transporta la culture de la canne à sucre et celle de l'indigo.

Le moment était venu d'invoquer le concours de l'industrie européenne : des contractans se présentèrent; mais l'administration ne leur confia point le soin de diriger les nouvelles cultures. Il fallait, dans ces essais, une prudence, un tact politique, un caractère d'autorité qu'on ne pouvait attendre que d'agens officiels. Les employés hollandais et les fonctionnaires indigènes, également intéressés au succès du système qu'on venait de mettre en vigueur par des primes proportionnelles, furent chargés de la surveillance générale des plantations. Sur les hauteurs, on cultiva le café, le thé et le mûrier; dans les fonds arrosés, le sucre, l'indigo, le riz. 2 ou 3 millions de Javanais, dirigés par des conducteurs de travaux chinois, se trouvèrent ainsi destinés à produire du café; 1 million donna ses soins à la canne à sucre; 700,000 cultivèrent l'indigo, 25,000 le thé, 15,000 le mûrier, tous le riz. Quant au contrat passé avec les entrepreneurs européens, il fut étrangement simplifié. Le gouvernement ne demanda

point à l'industrie privée d'apporter à Java des capitaux, il voulut lui en faire l'avance. Il s'engagea en outre à fournir aux contractans la canne à sucre et les bras dont ils auraient besoin pour faire marcher leur usine, bornant leur rôle comme leur responsabilité à la fabrication du sucre, et réservant pour lui seul les périls, les embarras de l'exploitation agricole. Pour prix de ses avances et de son concours, il stipula qu'il paierait 29 centimes le kilogramme de sucre qui en coûtait 25 au fabricant, et qui en valait communément 44 sur le marché d'Amsterdam.

L'adoption de ce système (1) eut pour premier avantage de faire rentrer l'excédant annuel dans les magasins de l'état sous une forme qui en permît l'envoi en Europe; mais ce fut la moindre conséquence de la transformation de l'impôt. La Hollande dut, en quelques années, à l'heureuse inspiration du général Van den Bosch une augmentation considérable dans ses revenus coloniaux, et, ce qui n'était pas moins important, la création d'une marine et d'une industrie nationales. Java ne cessa point d'être le grenier d'abondance de l'archipel indien, d'exporter chaque année soixante-trois ou soixante-quatre millions de kilogrammes de riz. Cette île produisit en outre presque autant de sucre que le Brésil et plus que l'Hindoustan. Elle devint le second marché de café du monde, balança la production d'indigo des états de l'Amérique centrale, exporta de la cochenille, du thé, du tabac, de la soie, — alimenta, grâce à la création d'une société de commerce privilégiée, la *Handel Maatschappy*, la navigation de cent soixante-dix navires hollandais du port moyen de huit cents tonneaux, — et versa enfin chaque année dans les caisses de l'état un bénéfice net de 43 millions de francs, de 17 millions dans celles de la *Maatschappy* (2).

(1) On peut voir, sur le *système des cultures* et l'*organisation du gouvernement colonial de Java*, la série publiée dans cette *Revue* par M. de Jancigny, livraisons du 1er novembre, 1er décembre 1848, et 1er février 1849.

(2) C'est à Java même qu'aidé par les communications les plus bienveillantes, j'essayai de pénétrer le secret de ce merveilleux *système des cultures*, car tel est le nom désormais consacré pour désigner l'œuvre du général Van den Bosch. Je dus naturellement remarquer avec une certaine surprise qu'en même temps que l'état recevait dans ses magasins du sucre, du café, de l'indigo pour une valeur considérable, la récolte des rizières et le produit de l'impôt foncier, loin de diminuer, ne faisaient que s'accroître. Cette coïncidence semblait indiquer, au premier abord, le cumul des anciennes taxes et des nouvelles cultures plutôt que la conversion de l'impôt en corvées personnelles; mais c'est ailleurs, si je ne me trompe, qu'il faut chercher l'explication du résultat que je viens de signaler. On la trouvera dans l'observation d'un des faits qui honorent le plus et qui peuvent le mieux justifier, aux yeux de tout homme impartial, la domination hollandaise; je veux parler de la progression rapide qui s'est manifestée, depuis 1816, dans le chiffre de la population indigène. De 4,600,000 habitans, ce chiffre s'était élevé, en moins de vingt ans, à plus de 7 millions. Le bienfait de la vaccine, qu'une combinaison ingénieuse a su

A Java, tout système qui ménage les intérêts de l'aristocratie et du clergé musulman a de grandes chances de réussite. L'habileté du gouvernement hollandais est d'avoir su, en toute occasion, s'effacer derrière les chefs indigènes. La population, exploitée au profit d'une domination étrangère, n'est jamais en contact qu'avec l'antique aristocratie qu'elle est habituée à vénérer. Les souverains de Djokjokarta et de Sourakarta, humiliés par l'issue de la dernière guerre, avaient beaucoup perdu de leur influence sur l'esprit du peuple javanais; mais ils couronnaient le sommet d'un édifice social basé tout entier sur les traditions nobiliaires. Les Hollandais respectèrent en eux le sang des empereurs de Mataram. Ils se contentèrent de leur retrancher leurs meilleures provinces, et s'engagèrent à leur payer, à titre de pension, une somme égale au revenu net qu'ils en retiraient. Le prince qui réside à Sourakarta, le *sousouhounan*, garde aujourd'hui 400,000 sujets et une liste civile de 1 million de francs. La part du sultan de Djokjokarta est moins considérable; on ne l'évalue qu'à 7 ou 800,000 francs et à 325,000 sujets. A l'exception de ces deux principautés et de certains districts, apanages de *pangherans* héréditaires, le domaine direct, dans l'île de Java, appartient tout entier au gouvernement des Pays-Bas.

Les possessions asiatiques de la Hollande sont partagées en trente-quatre provinces. L'île de Java seule en contient vingt-trois. Une *résidence* ou province hollandaise se compose de la réunion de plusieurs *régences*. Les régens ne sont point électifs. Le gouvernement les choisit dans les principales familles du pays. Bien qu'ils soient révocables, leurs fonctions sont en quelque sorte héréditaires. Il en est à peu près de même pour les chefs de district, dont le choix est laissé à l'intelligence du résident. Les chefs de village empruntent seuls, comme les autorités tagales aux Philippines, leurs pouvoirs à l'élection. Ces fonctionnaires élus, qui président à la répartition de l'impôt et des corvées, sont en général assistés d'un conseil de notables. L'île de Java renferme dix-neuf mille de ces chefs subalternes. Tel est le mécanisme d'une administration qui, à tous ses degrés, est intéressée au progrès des cultures. Le prêtre musulman lui-même prélève sa dîme sur la plupart des récoltes; son influence s'unit donc à celle de l'aristocratie pour favoriser l'exploitation du sol. Grâce à ce concours de volontés puissantes, il ne reste plus d'autre soin au gouvernement hollandais que de modérer, dans l'intérêt du peuple, le zèle exagéré des chefs qu'il a pris à sa solde.

imposer au fatalisme javanais par les mains des prêtres musulmans, la prospérité matérielle qu'amène à sa suite la paix intérieure, ont soutenu cette progression remarquable, et la population javanaise est le double aujourd'hui de ce qu'elle était en 1816, le quadruple de ce qu'on l'évaluait en 1774.

Dans l'administration même de la justice, la main de l'étranger apparaît à peine. Le Coran est le code suprême ; les juridictions inférieures sont indiennes. Le régent ou le chef du district, assisté du *djekso*, magistrat qui veille au maintien des lois, du *panghoulou*, premier prêtre mahométan, et de quelques *mantris*, hommes versés dans la connaissance de la langue, des institutions et des mœurs, — prononce en premier ressort sur les querelles légères, les discussions relatives aux irrigations, les différends dont la valeur n'excède point la somme de cent francs. Ces *tribunaux d'arrondissement* sont les justices de paix du pays. Au-dessus d'eux sont placés les *conseils de campagne*, qui tiennent leurs séances une fois par semaine au chef-lieu de la province. Devant cette cour de première instance, le *djekso* joue encore le rôle d'accusateur public; le *panghoulou* est également chargé de l'interprétation du Coran ; mais le résident préside, et le secrétaire de la résidence remplit les fonctions de greffier. L'instruction est orale et sommaire. La garantie d'un jugement équitable est dans le procès-verbal dressé séance tenante pour servir en cas d'appel. Il existe à Java, sous le nom de *conseils de justice*, trois cours d'appel dont la composition est tout européenne, et dont la principale mission est de déléguer un de leurs membres, qui prend alors le titre de *juge de circuit*, pour présider les assises ou *tribunaux ambulatoires*. Tous les trois mois, le juge de circuit se rend au chef-lieu de chaque résidence, y rassemble les chefs indigènes désignés par le gouverneur lui-même pour remplir ces importantes fonctions, et juge avec leur concours les crimes que la loi punit de la peine capitale. La haute cour de Batavia, tribunal suprême de la colonie, a seule le pouvoir de réformer les arrêts que ces tribunaux prononcent.

Quand on étudie de près cette grande machine administrative, quand on la voit fonctionner si régulièrement, avec si peu de bruit et d'efforts, ce n'est point seulement le génie pratique des Hollandais qu'on admire, c'est aussi ce besoin instinctif de discipline qui distingue les Javanais entre toutes les races orientales. Il ne faut point s'abuser cependant. Cette société mixte, qui semble graviter avec le calme des corps célestes dans leurs sphères, peut être jetée hors de son orbite par le moindre choc. Il existe dans ses élémens un défaut d'équilibre qui ne peut être racheté que par l'éloignement de toute cause perturbatrice. Ce n'est que par un commandement toujours grave, par un exercice ferme et mesuré de leur pouvoir, que quelques milliers d'Européens, disséminés sur un aussi vaste territoire que celui de Java, peuvent tenir en respect les masses qui les entourent. Il importait donc de prévenir, au sein de cette colonie florissante, tout prétexte d'agitation. Le bon sens du peuple hollandais a jugé le partage de l'autorité incompatible avec les nécessités d'une

domination aussi exceptionnelle. Dans les Indes néerlandaises, l'administration repose tout entière sur ce principe vigoureux : le gouvernement d'un seul. Le conseil des Indes n'a, comme l'audience de Manille, que des attributions purement consultatives. C'est dans cette concentration de pouvoirs qu'il faut chercher l'explication des rapides progrès accomplis à Java de 1830 à 1838.

Après avoir administré la colonie pendant trois années consécutives, M. le comte Van den Bosch fut appelé dans les conseils de la couronne, et de ce poste élevé il continua de présider aux destinées de Java. Quand l'illustre général rentra dans la vie privée, sa tâche était remplie ; il avait mis la dernière main à son œuvre. La place de M. le comte Van den Bosch est marquée dans l'histoire. Il prendra rang à côté des Clive et des Warren Hastings ; mais, plus heureux que ces fondateurs de l'empire indo-britannique, le gouverneur des Indes néerlandaises a pu jouir en paix de sa gloire. La faveur du chef de l'état a soutenu M. Van den Bosch au milieu des premières difficultés de son entreprise, et la reconnaissance publique a devancé le jugement de la postérité. M. Van den Bosch peut se présenter sans crainte devant ce grand tribunal : la postérité ratifiera l'opinion de ses contemporains. Comme eux, elle admirera les vues fécondes et les fermes desseins de cet esprit pratique ; elle le louera d'avoir su résister aux clameurs d'une philanthropie envieuse, et d'avoir, en ouvrant au commerce de la métropole des perspectives jusqu'alors inconnues, préparé par le travail la transformation d'un peuple dont le fanatisme repousse avec la même obstination nos doctrines politiques et notre foi religieuse.

Le seul reproche qu'on ait pu adresser avec quelque apparence de raison à l'habile organisateur de Java, c'est de s'être consacré trop exclusivement à cette œuvre capitale. En négligeant d'assurer les droits de la Hollande sur les parties litigieuses de l'archipel indien, le général Van den Bosch contribua peut-être, en effet, à encourager les empiétemens que méditait déjà l'Angleterre. On ne saurait oublier cependant sans injustice que les progrès de la domination hollandaise dans l'île de Sumatra ont été accomplis sous sa direction et tiennent dans son gouvernement une place importante. La portion de Sumatra dont les Anglais ne contestent point la possession à la Hollande était loin sans doute d'être conquise et pacifiée quand le général Van den Bosch rentra en Europe, aujourd'hui même elle ne l'est point encore ; mais cet homme éminent fut le premier qui substitua une domination politique aux relations incertaines que les comptoirs de la côte entretenaient depuis longtemps avec les peuplades de l'intérieur. Sumatra est l'Algérie des Indes néerlandaises. Il y faut lutter contre les élémens épars d'un gouvernement fédéral, contre un peuple étranger à toute hiérarchie. La sédition ameutée par le fana-

tisme et par de longues habitudes d'indépendance y couve toujours quelque part. Aussi l'occupation de cette île a-t-elle donné lieu à une guerre incessante dans laquelle se sont fondées presque toutes les réputations militaires de l'armée des Indes. En 1831, le général Van den Bosch eut l'honneur de terminer cette guerre désastreuse. Le dernier retranchement des rebelles fut enlevé d'assaut vers la fin de 1833, mais ce ne fut qu'en 1840 que la prise de Baros et celle de Singkel, situés sur les confins de l'état d'Achem, vinrent compléter ce triomphe. L'île de Sumatra occupe aujourd'hui le second rang dans les possessions néerlandaises, et le port de Padang sur la côte occidentale est un des marchés les plus importans de l'archipel indien.

III.

L'organisation agricole de Java et la pacification de Sumatra avaient rempli les quinze années qui s'étaient écoulées entre le départ de M. Dubus de Ghisignies et la mort du quatrième successeur de M. Van den Bosch, M. Merkus. Lorsqu'en 1845 M. le comte de Rochussen fut nommé au gouvernement de Batavia, la sollicitude de la Hollande pour ces deux parties importantes de son établissement colonial était déjà moins exclusive. La présence des Anglais sur la côte de Bornéo, leurs tentatives pour établir des relations commerciales avec les habitans de Bali, dont l'attitude altière semblait un défi permanent porté à l'influence hollandaise, les provocations réitérées de la presse britannique, commençaient à troubler la quiétude dont le gouvernement des Pays-Bas avait joui depuis 1830.

L'administration de M. de Rochussen, si l'on étudie attentivement la portée de ses actes, ouvre une période nouvelle dans l'histoire des colonies néerlandaises. C'est l'époque où l'action gouvernementale se raffermit sur tous les points où elle s'était insensiblement relâchée. La Hollande semble alors réagir par un secret travail d'expansion contre les tendances envahissantes de l'Angleterre. M. de Rochussen n'a point seulement à défendre la prospérité de Java contre les innovations irréfléchies qui la menacent : il lui faut aussi garder de toute atteinte la suprématie morale sur laquelle repose l'avenir de ce magnifique établissement. A l'énergie de ses mesures les peuples de l'archipel indien reconnaissent le bras de leurs anciens maîtres. C'est le dernier sceau apposé aux traités de 1814 et de 1824.

Il faut bien le reconnaître, les empiétemens successifs qui ont arraché à la Hollande des plaintes si amères n'ont eu, en réalité, pour cause première que son défaut de prévoyance. Une politique plus active et plus vigilante eût certainement prévenu, en 1818, l'occupation de Singapore, et jamais les Anglais n'eussent songé à s'établir sur la

côte septentrionale de Bornéo, si les possesseurs de Java eussent mis plus d'empressement à donner aux droits qu'ils tenaient de la compagnie des Indes toute l'extension dont ces droits étaient susceptibles; mais le gouvernement néerlandais avait une entière confiance dans l'esprit qui semblait avoir dicté le traité de 1824. Il croyait les Anglais résolus à ne plus mêler dans l'archipel indien les deux dominations, et trouvait plus d'avantage à consolider l'œuvre de M. Van den Bosch qu'à s'emparer de territoires déserts ou improductifs. En un mot, la Hollande attendait flegmatiquement de meilleurs jours pour étendre sa domination sur Bornéo, ne doutant pas que cette île tout entière ne fût destinée à subir le sort des états de Sambas et de Banjermassing, puisque l'Angleterre n'avait point fait, en faveur du sultan de Bruni, les réserves qui protégeaient à Sumatra l'indépendance du sultan d'Achem. S'il n'eût fallu craindre que les projets du gouvernement britannique, cette confiance de la Hollande n'eût point été peut-être exagérée : le cabinet de Saint-James devait avoir, depuis 1830, d'autres préoccupations que de grossir le nombre de ses embarras et le chiffre de ses colonies; mais l'Angleterre nourrit une race d'agens officieux, touristes enthousiastes qui s'en vont sonder à leurs frais tous les coins du globe, et dont l'ardeur, secondée par les vœux jaloux du commerce britannique ou par la fougue du prosélytisme religieux, a souvent entraîné le gouvernement à sa suite. La première tentative qui vint alarmer la Hollande fut le fait d'un de ces esprits aventureux. En 1835, M. Erskine Murray débarqua en armes sur la côte orientale de Bornéo, à l'embouchure de la rivière Kouti. Cet officier fut tué par les indigènes, et son projet périt avec lui. Sur la côte opposée, une entreprise semblable rencontra un meilleur succès. M. Brooke était, comme M. Murray, capitaine au service de la compagnie des Indes. Riche et avide d'émotions, il parcourut, pendant plusieurs années, l'archipel indien sur un yacht de plaisance. En visitant la partie indépendante de Bornéo, il reconnut dans cette île l'existence d'une race opprimée dont l'affranchissement pouvait servir de base à un plan de colonisation. Cette idée s'empara de son esprit. Il renonça au service militaire, vint s'établir dans les états du sultan de Bruni, et acheta sur les bords de la rivière de Sarawak, au prix d'une rente d'environ 20,000 fr., la propriété perpétuelle de quatre mille hectares de terre. Il ne s'en tint point là; il voulut devenir rajah de Sarawak, et, au mois d'août 1842, l'intervention de la marine anglaise obligea la cour de Bruni à lui conférer cette dignité. Le misérable despote qui régnait à Bruni avait donné alors toute la mesure de sa faiblesse. On lui imposa la cession au gouvernement de la reine d'un îlot peu important en lui-même, puisqu'il n'avait qu'un mille de large et deux milles de long, mais qui commandait toute la baie de Bruni et la capitale même du sultan. Au mois de juin 1846, l'ami-

ral Cochrane prit possession à main armée de cet îlot, placé comme un bastion sur la route de Singapore à Hong-kong. On n'a point oublié les doléances qui accueillirent cette usurpation en Hollande, et l'ardente convoitise qu'éveillèrent en Angleterre les pompeux programmes de M. Brooke.

Au milieu de cette émotion, M. de Rochussen courut au plus pressé. Il se hâta de définir par un acte administratif les territoires de Bornéo dont la Hollande, en vertu de traités formels, pouvait réclamer la suzeraineté ou la possession. Le dénombrement des districts entre lesquels furent divisées les résidences de Pontianak, de Sambas et de Banjermassing embrassa plus de cinq cent mille kilomètres carrés, et n'en laissa pas deux cent mille aux souverains indépendans. C'était restreindre à tout hasard la part qu'il faudrait peut-être un jour abandonner à une ambition rivale. L'intérieur de l'île fut en même temps exploré par des commissions scientifiques. La Hollande, qui, depuis 1816, s'était contentée, vis-à-vis de Bornéo, d'une suzeraineté dédaigneuse, ne parut avoir, depuis l'occupation de Laboan, aucune autre possession plus à cœur. Cette sollicitude, n'eût-elle été qu'apparente, eût encore eu ses avantages : la Hollande eût ainsi écarté le reproche de mettre en interdit, par ses prétentions, des territoires dont elle ne voulait ni ne pouvait tirer aucun parti; mais le zèle de M. de Rochussen en faveur de Bornéo était réel. Ce fut aux explorations qu'il encouragea que les Indes néerlandaises durent la découverte ou du moins la première exploitation sérieuse des mines de houille de Banjermassing, ressource inestimable pour les progrès pacifiques et pour la défense militaire de la colonie. L'occupation de Laboan eut donc cet heureux effet d'obliger la Hollande à porter ses regards et son action administrative jusqu'aux extrémités les plus reculées de son immense empire. L'événement, du reste, ne justifia ni les craintes du peuple hollandais, ni les espérances de la presse britannique. Les Anglais ne trouvèrent point « dans Bornéo un marché insatiable pour consommer leurs produits et des richesses intarissables pour charger leurs navires (1). » Les Hollandais ne furent point inquiétés dans leurs possessions, et le sultan de Bruni lui-même fut maintenu sur son trône. On vit alors le prestige qui avait un instant entouré M. Brooke et son entreprise pâlir insensiblement, puis enfin s'évanouir.

Ce fut surtout dans la question de Bali que M. de Rochussen fit preuve à la fois de prudence et d'audace. Il n'ignorait ni les dépenses, ni les périls dans lesquels il allait s'engager : il alla sans hésitation au-devant des difficultés de l'avenir. Sur un territoire dont la superficie est d'environ six mille kilomètres carrés, l'île de Bali, par-

(1) *Times* du 2 octobre 1846.

tagée en neuf principautés distinctes, renferme une population de 7 ou 800,000 âmes. Les Balinais appartiennent à la même race que les habitans de Java. Ils sont cependant plus forts et mieux conformés que les Javanais. Leur regard a plus de vivacité; leur teint se rapproche davantage de celui des Hindous. On retrouve chez eux l'orgueil héréditaire des castes de l'Inde. Les *brahmanes* et les *wasias* de Bali paraissent descendre des premiers colons de la côte de Coromandel; les *satrias* perpétuent la race du prince javanais qui, avant la chute de l'empire de Modjopahit, vint fonder à Bali l'état de Klong-Kong. Les *souddaras* occupent le dernier rang de la hiérarchie nobiliaire; ils composent la classe des chefs de village. Les Balinais n'ont point la férocité des Maures de Soulou; ils ont le point d'honneur, l'obéissance fanatique, le mépris de la mort qui distinguent encore aujourd'hui les habitans du Japon. L'influence sacerdotale est prédominante à Bali. La caste des brahmanes a le pas sur la caste des princes. Le roi de Klong-Kong, bien qu'il ne sorte point de cette famille hindoue, est cependant considéré par elle comme le chef héréditaire de la religion. Ce prince est à Bali ce que le *daïri* était au sein de l'empire japonais, avant que le *xo-goun* usurpât ses pouvoirs temporels. Les autres souverains reconnaissent sa suprématie et lui rendent un hommage superstitieux. L'île de Bali, comme l'a très-bien fait remarquer un écrivain hollandais, nous montre ce que fut l'île de Java au temps des princes hindous de Padjajaran et de Modjopahit.

Le territoire de Bali est montueux et accidenté. De nombreux ruisseaux descendant des montagnes favorisent dans cette île la fécondité naturelle du sol. Les rizières y donnent chaque année deux récoltes, et c'est le point de l'archipel indien où la culture du coton a le mieux réussi. Les femmes de Bali tissent elles-mêmes la plupart des étoffes qui se consomment dans l'île; les hommes savent tremper et corroyer les lames de leurs kris. Ce n'est donc que pour les armes à feu et pour la poudre à canon que les Balinais sont demeurés les tributaires des fabriques indigènes de Banjermassing ou des importations européennes de Singapore. Les Chinois et les Bouguis, établis sur divers points de la côte, sont les principaux agens de ce commerce, et c'est par leur intervention que les Anglais cherchaient à nouer entre Bali et Singapore des relations plus suivies et plus étendues. Dès l'année 1840, le gouvernement néerlandais avait répondu à ces tentatives du commerce britannique par l'établissement d'une factorerie dans l'île de Bali. La *Maatschappy*, par l'entremise d'un de ses agens, échangeait des étoffes hollandaises ou des produits javanais contre du riz, du coton, de l'écaille de tortue et de l'huile de coco. Les Balinais virent, dans la présence de ce résident étranger sur leur territoire, une première atteinte portée à leur indépendance. Le prince de Bleling, le plus puissant des rajahs de Bali, prit soin

d'attiser ces mécontentemens populaires. Il multiplia ses achats d'armes et de munitions à Singapore, et se montra ouvertement hostile à l'influence hollandaise. Cette agitation prématurée obligea le gouverneur de Batavia à mieux préciser les rapports de la Hollande avec les princes de Bali. Le rajah de Bleling consentit à signer un traité, par lequel il se plaçait sous la protection du gouvernement des Pays-Bas; mais ses menées n'en furent que plus actives, et son attitude n'en devint que plus offensante. Il fallait mettre un terme à cet état de choses. La Hollande ne pouvait tolérer les allures hautaines des souverains de Bali, sans s'exposer à perdre la puissance morale qui maintient sous son joug 16 millions de sujets. M. de Rochussen accepta la responsabilité d'une expédition qui pouvait tout compromettre, mais dont le succès devait aussi tout sauver.

Le 28 juin 1846, 3,000 hommes de troupes régulières, sous les ordres du lieutenant-colonel Backer, furent débarqués à l'est du village de Bleling. Ils trouvèrent 30,000 Balinais retranchés derrière de grossières redoutes formées par deux rangées de troncs d'arbres, dont l'intervalle était rempli de pierres et de claies de bambous. Soixante canons de bronze occupaient les embrasures ménagées dans ces retranchemens épais de deux ou trois mètres, élevés de six ou sept au-dessus du niveau du sol. Ce ne fut point sans de grands sacrifices que les Hollandais réussirent à enlever cette première ligne de défense; mais, une fois maîtres de la plage, ils n'éprouvèrent plus de résistance. Les Balinais s'enfuirent jusqu'à Singa-Radja, capitale de l'état de Bleling, située à trois milles dans les terres. Les Hollandais y entrèrent avec eux, et l'incendie dévora en quelques heures cette ville de bambous. Le rajah s'était réfugié dans les montagnes; il signa un nouveau traité, et contracta l'engagement de payer les frais de la guerre. Les autres princes reconnurent, comme lui, la souveraineté de la Hollande, et firent acte de soumission. Un fort armé de huit canons fut élevé sur la plage de Bleling, et le résident de Besouki fut chargé de remplir auprès des souverains de Bali le rôle de commissaire du gouvernement néerlandais.

Dix-huit mois s'étaient à peine écoulés, qu'une nouvelle expédition était devenue nécessaire. Les princes de Klong-Kong, de Karang-Assam et de Bleling, unis cette fois dans leurs projets de résistance, avaient soulevé contre les Hollandais toute la population balinaise. Le fanatisme religieux prêtait de nouvelles forces au sentiment de la nationalité. Les Balinais avaient détruit eux-mêmes le village de Bleling et la résidence de Singa-Radja. C'était au milieu de leurs montagnes, à Djaga-Raga, dans une position fortifiée avec le plus grand soin, qu'ils avaient résolu d'attendre l'armée hollandaise. Le 9 juin 1848, cette armée se mit en marche, sous le commandement du général Van der Wick. Arrivée sur le plateau de Djaga-Raga, elle

reconnut tous les avantages de la position qu'avaient choisie les princes balinais. Un combat acharné s'engagea entre les Hollandais et les insulaires, retranchés au milieu de ravins presque inaccessibles. Les Hollandais durent enfin céder au nombre, surtout à la fatigue et à la soif dévorante qu'on n'avait aucun moyen d'étancher. L'armée hollandaise comptait deux cent quarante-six morts ou blessés, dont quatorze officiers européens, quand le général Van der Wyck donna le signal de la retraite.

M. de Rochussen soutint avec fermeté ce fâcheux revers, et sa contenance assurée en atténua l'effet. La saison était trop avancée pour qu'il pût donner immédiatement le signal d'une troisième campagne; mais il en commença, sans perdre un instant, les préparatifs. Les Javanais savaient déjà que les Hollandais n'étaient point invincibles. Plus d'une fois, sous leurs yeux, les habitans des provinces de Kedou et de Djokjokarta avaient surpris et dispersé les troupes envoyées contre Dipo-Negoro. Ce qu'ils n'avaient jamais vu, c'était un échec qui eût découragé la Hollande; voilà ce qu'il importait de ne point leur montrer.

L'armée des Indes se composait de seize mille hommes environ, parmi lesquels on ne comptait que quatre mille Européens. Dans les circonstances ordinaires, sept mille hommes gardaient l'île de Java; six mille étaient employés à contenir les populations turbulentes de Sumatra et de Banca; le reste de l'armée était dispersé dans les autres possessions de l'archipel. En présence des complications que pouvaient amener les révolutions européennes de 1848, ces troupes étaient à peine suffisantes pour assurer la sécurité du vaste territoire qu'elles étaient chargées de défendre. Aussi, à la première nouvelle de l'échec de Bali, le gouvernement hollandais avait-il fait partir des renforts considérables pour les Indes. Vers la fin du mois de février 1849, une flotte de soixante voiles et de sept navires à vapeur, réunie à Batavia et à Samarang, était prête à conduire sur la côte de Bleling cinq mille soldats, trois cents *coulis* affectés au transport des vivres et des munitions, deux obusiers, huit mortiers et deux batteries de campagne; il ne restait plus qu'à faire choix d'un général. L'armée des Indes ne manquait pas de braves officiers. Trente-trois années de guerre avaient fondé plus d'une renommée éclatante. Il en était une cependant devant laquelle toutes les autres semblaient disposées à s'incliner, et à laquelle l'opinion publique déférait d'avance le commandement. Le général Michiels était arrivé à Batavia en 1816. Depuis cette époque, il avait pris part à tous les combats qui s'étaient livrés dans les Indes, et avait conquis ses grades l'un après l'autre sur le champ de bataille. La guerre de Java l'avait fait major; celle de Sumatra le fit général. Ce fut sur ce dernier théâtre que grandit sa réputation. Pendant plus de quinze ans, il avait à peine connu

un instant de repos. Intrépide, aventureux, doué du double génie de la guerre et de l'organisation, il avait su entraîner à sa suite les gouverneurs-généraux effrayés et la diplomatie hésitante. Les soldats l'adoraient, et les Malais, qui le trouvaient partout à la tête des troupes, soit qu'il fallût protéger les frontières des possessions hollandaises, ou forcer dans leurs dernières retraites les bandits de l'intérieur, les Malais lui avaient donné le surnom de *kornel madjang* (le colonel au cœur de tigre) (1). M. de Rochussen le fit venir de Padang, où il s'occupait d'organiser les provinces que son épée avait conquises, et lui confia le soin de venger l'honneur des armes néerlandaises.

Les huit états de Bali coalisés contre la Hollande pouvaient mettre sur pied quatre ou cinq mille fusils et plus de quatre-vingt mille lances; mais, incertains du point sur lequel serait dirigée la première attaque, ils n'avaient rassemblé que quinze ou vingt mille hommes à Djaga-Raga. Ce fut là que le général Michiels résolut de porter les premiers coups. Cette position, devant laquelle avaient échoué l'année précédente tous les efforts des troupes hollandaises, avait été rendue, par les soins du chef de la ligue balinaise, le *gousti* (2) Djilantik, régent de Bleling, plus redoutable encore. Des bastions et des retranchemens percés de meurtrières, garnis de canons et de pierriers, précédés de chausses-trappes, ou protégés par des haies de bambou épineux, s'étendaient, sur un développement de plus d'un kilomètre, entre deux ravins au fond desquels coulaient le Sangsit et le Bounkoulan. Le général Michiels partagea ses troupes en deux colonnes. Avec la colonne principale, il marcha droit à l'ennemi. Il chargea un brave officier, le lieutenant-colonel de Brauw, de tourner la position qu'il allait attaquer de front. Le 15 avril 1849, dès six heures du matin, les deux divisions de l'armée hollandaise se mettent en marche; à sept heures elles s'étaient perdues de vue. Le général Michiels arrive, sans avoir été inquiété, en face des ouvrages ennemis; il les fait canonner par ses pièces de campagne et harceler par un bataillon déployé en tirailleurs. Les Balinais répondent par un feu violent de toutes leurs pièces. L'armée hollandaise compte bientôt plus de cent hommes hors de combat; elle se trouve en présence d'un ennemi invisible qu'elle ne peut atteindre qu'en jetant des obus ou des grenades par-dessus les retranchemens derrière lesquels il se cache. Malgré ses pertes, elle gagne cependant du terrain; ses batteries ne sont plus qu'à cent quatre-vingts mètres du bastion qu'elles foudroient. Malheureusement, les boulets s'enfoncent dans les boulevards de terre, que soutient un double rang de troncs d'arbres, sans y pratiquer la moindre brèche. Le général Michiels hésite

(1) En l'absence du lion, inconnu dans la Malaisie, le tigre est devenu, pour les populations de l'archipel indien, l'emblème du courage et non pas celui de la férocité.

(2) *Gousti*, noble, d'origine princière.

à donner le signal d'un assaut qui semble impraticable, quand vers midi une vive fusillade se fait entendre du côté de Djaga-Raga. Le colonel de Brauw a débordé les positions de l'ennemi. Ce jeune et héroïque officier n'a pas craint, pour accomplir sa mission, d'engager la colonne qu'il commande dans le lit du Sangsit. Pendant deux heures et demie, les troupes hollandaises ont cheminé en silence au fond d'un précipice dont les parois taillées à pic atteignent une élévation de soixante-quinze mètres. Si l'ennemi eût découvert ce mouvement, il eût anéanti la division du colonel de Brauw à coups de pierres; mais le succès a couronné une audace dont les fastes de la guerre offrent peu d'exemples. La colonne hollandaise escalade homme par homme le bord du ravin, et vient se ranger en bataille sur le plateau avant que les Balinais aient pu soupçonner sa présence. Ils aperçoivent enfin sur leurs derrières ce corps de troupes qui semble tombé du ciel. L'action s'engage : le colonel de Brauw fait enlever au pas de course les redoutes qui protégent la gauche de l'ennemi. Le général Michiels, de son côté, porte ses troupes en avant; il trouve les abords des fortifications hérissés d'obstacles. Les Hollandais sont encore une fois repoussés avec perte. Ce succès momentané enflamme le courage des Balinais, qui veulent tenter une double sortie et reprendre les positions qu'ils ont perdues. Ils sont accueillis par des charges vigoureuses, et poussés, la baïonnette dans les reins, jusque dans leurs retranchemens. Toutefois ils sont bloqués plutôt que vaincus, car on n'a pu réussir encore à entamer leur position, et déjà le général Michiels redoute les lenteurs d'un siége. Il comptait sans l'intimidation des Balinais, qui prennent le parti, dès la nuit close, de commencer leur mouvement de retraite. Le colonel de Brauw croit distinguer des masses confuses qui, défilant le long des lignes ennemies, se portent à travers champs du côté de Djaga-Raga. Il fait éveiller ses troupes, et marche sur les redoutes avant qu'elles aient été complétement évacuées. Attaqués à l'improviste, les Balinais se battent en désespérés; une centaine d'hommes est passée au fil de l'épée. Au bruit de la fusillade, le corps du général Michiels s'est aussi porté contre les fortifications. L'ennemi fuit de toutes parts, et les premiers rayons du jour apprennent aux Hollandais que leur victoire est complète.

Avec les lignes formidables que l'armée hollandaise venait d'enlever, le *gousti* Djilantik voyait tomber le royaume de Bleling. Echappé au carnage, il avait pris pendant la nuit, avec le rajah de Karang-Assam, la route de cette dernière principauté, où il se flattait de trouver encore les moyens de prolonger la guerre; mais la consternation était générale dans l'île : les soumissions arrivaient de toutes parts, et le succès n'était plus douteux pour les Hollandais. Il fallait

cependant une nouvelle expédition pour briser la résistance des états de Karang-Assam et de Klong-Kong, dans lesquels Djilantik ne cessait d'attiser l'incendie. Le 8 mai, vingt-deux jours après la prise de Djaga-Raga, le général Michiels fit rembarquer ses troupes, et vint attaquer la partie orientale de l'île. Affaibli par les pertes qu'il avait essuyées en secourant le rajah de Bleling, le roi de Karang-Assam n'était plus en état d'arrêter la marche de cette armée victorieuse. Il se vit bientôt abandonné par ses troupes et fut massacré par ses propres sujets. Poursuivi dans les montagnes où il s'était hâté de chercher un refuge, le *gousti* Djilantik tomba également victime de la fureur populaire. En lui périssait le plus implacable ennemi que, depuis Dipo-Negoro, eût rencontré la domination hollandaise.

Gouverné par le chef spirituel de l'île, le *dewa-agoung*, l'état de Klong-Kong avait pris une part moins active à la défense de Djaga-Raga; ses forces étaient presques intactes, et son territoire avait, aux yeux de la population, un caractère sacré qui devait en rendre la défense plus opiniâtre. Le général Michiels savait que la soumission complète de Bali ne pouvait s'obtenir que sous les murs de Klong-Kong. Aussi transporta-t-il, sans perdre un instant, son armée, épuisée par deux mois de marches et de combats, sur ce nouveau théâtre d'opérations. Il fallut une lutte acharnée de trois heures pour s'emparer d'une hauteur qui dominait la baie, sur le bord de laquelle avaient campé les troupes. Les Balinais défendirent pied à pied cette position consacrée par la superstition publique; ils opérèrent leur retraite en bon ordre, et l'armée hollandaise, accablée de fatigue, ne put songer à les poursuivre. Le général Michiels fit bivouaquer ses troupes sur le champ de bataille; chaque soldat se coucha tout habillé, et se tint prêt à saisir ses armes au premier signal : cette précaution sauva l'armée. Vers trois heures du matin, — au milieu d'une obscurité profonde, — des coups de feu et d'horribles hurlemens se font entendre aux avant-postes. Les Hollandais forment leurs rangs en silence. Une troupe de furieux enivrés d'opium se ruent sur eux la lance en arrêt. Victimes volontaires, ces premiers combattans sont destinés à mourir; ils ne cherchent ni n'espèrent la victoire, ils crient *amok* (tue! tue!) et n'ont d'autre but que d'ouvrir un passage aux masses compactes qui les suivent. Leur frénésie vient se briser contre les baïonnettes hollandaises; ils tourbillonnent le long de ce mur d'airain, sans pouvoir en ébranler les assises. Ces fanatiques luttent en désespérés, l'écume à la bouche, jusqu'à ce qu'ils tombent sous les coups qu'on leur porte, ou qu'ils s'affaissent épuisés. Cependant le nombre des combattans grossit sans cesse; l'artillerie européenne fait en vain de larges trouées dans cette cohue que les lueurs de l'incendie ont rendue visible. Au centre de la position occupée par l'armée

hollandaise se tenait le général Michiels, avec deux bataillons formés en carré et une batterie de campagne. Habitué à de pareils assauts, il ne se laissait émouvoir ni par les cris des assaillans, ni par les gémissemens des blessés. On l'entendait donner ses ordres avec calme, et dominer par son énergie l'horreur de cette mêlée confuse. Sa voix claire et brève savait porter la confiance jusqu'au cœur du moindre soldat; il était l'âme de cette bande glorieuse, qui, depuis deux heures, opposait sa fermeté et sa discipline à la furie d'une troupe fanatisée. Tout à coup un corps de Balinais parvient, à la faveur des ténèbres, à se glisser au milieu des lignes hollandaises : une décharge à bout portant atteint le général Michiels, qui tombe, la cuisse droite fracassée par une balle. Le jour vient alors éclairer une scène de désolation et mettre les Balinais en fuite. Près de deux mille morts ou blessés jonchaient le champ de bataille. La perte des Hollandais eût été insignifiante sans le coup malheureux qui avait atteint leur général. Ils n'avaient à regretter que sept morts et vingt-huit blessés, tant le sang-froid et la discipline ont d'avantage sur le désordre d'un courage aveugle! Il fallut amputer le général Michiels sur le champ de bataille; il succomba le soir même aux suites de cette opération.

L'armée pleura ce soldat intrépide, mais ne songea point à le venger. La perte du général dans lequel elle avait mis sa confiance la laissait désormais sans ardeur. Elle comptait d'ailleurs de nombreux malades. Les moyens de transport manquaient, car la plupart des *coulis*, saisis d'effroi pendant la terrible nuit du 25 mai, avaient pris la fuite. Au lieu de marcher sur Klong-Kong, on se retira sur le territoire de Karang-Assam. Les pertes de l'ennemi avaient été heureusement trop sérieuses pour que cette retraite inopportune pût lui rendre son audace. Après quelques tergiversations, il accepta sans réserve les conditions du gouvernement hollandais. Les dynasties de Bleling et de Karang-Assam furent déclarées déchues du trône. Les autres princes conservèrent leur couronne et l'administration indépendante de leurs états, et cependant, malgré cet usage modéré de la victoire, le triomphe des armes hollandaises eut un immense retentissement dans tout l'archipel. Les velléités d'indépendance qu'auraient pu entretenir les déclamations perfides des journaux de Singapore s'éteignirent dans la terreur qui suivit la troisième expédition de Bali.

C'était en ce moment même qu'une chance inespérée ouvrait à notre corvette le chemin des Indes néerlandaises. Java dans tout l'éclat de sa prospérité, Célèbes dans la ferveur de ses espérances naissantes, l'armée hollandaise dans l'ivresse d'une victoire trop chèrement achetée, tels furent les souvenirs que nous conservâmes de notre passage au milieu de l'empire indo-néerlandais.

Nous venons de retracer l'histoire de cet empire depuis les premiers progrès de sa puissance jusqu'aux récentes tentatives que lui ont im-

posées d'inflexibles nécessités. Cette histoire nous indique la voie où tend à s'engager de plus en plus la politique coloniale de la Hollande. L'occupation restreinte vis-à-vis de peuples sauvages, il faut bien se l'avouer, n'est qu'un rêve. Les Hollandais dans la Malaisie, les Anglais sur le continent indien, comme au cap de Bonne-Espérance, les Français en Afrique, se sont vus également contraints d'étendre leurs conquêtes au delà de leurs désirs et de leur ambition. La domination européenne ne sera solidement assise dans l'archipel indien, elle ne portera tous ses fruits bienfaisans que le jour où tant de royaumes divisés, tant de fragmens d'autorité conquis par de misérables pirates qui ne vivent aujourd'hui que d'exactions et de rapines, auront disparu dans la grande unité politique dont Java est le centre. C'est vers ce but que la Hollande doit marcher et que tous nos vœux la convient. Sans l'influence du gouvernement néerlandais, sans son autorité active, sans l'organisation qui est son ouvrage, les peuples de Sumatra et de Célèbes retomberaient dans le chaos de leur anarchie. La Hollande, il est vrai, rassurée sur la possession de Java, ne croit point les autres parties de son empire si bien cimentées qu'une guerre maritime ne pût les détacher de sa domination au profit d'une autre puissance. Elle se sentirait donc disposée à concentrer ses efforts à Java, comme, en cas de guerre, elle y concentrerait ses moyens de défense; mais cette politique timide, si elle pouvait un instant prévaloir, amènerait un jour ou l'autre de dangereuses complications. L'Europe, encombrée d'une population toujours croissante, trop à l'étroit dans ses anciennes limites, ne tarderait point à contester à la Hollande la possession d'un champ que cette puissance n'oserait défricher. L'audace, dans certains cas, peut donc être de la prudence; je ne crains point de la conseiller à l'Espagne et à la Hollande. L'héroïsme des siècles passés leur a ouvert un immense domaine. Qu'elles suivent d'un effort commun cette voie fructueuse! Leur intérêt est de s'entendre et de s'unir. J'ajouterai que le nôtre est de les défendre. Il faut prévoir le jour où la race anglo-saxonne, rapprochée par ses affinités secrètes, ne fera plus qu'un seul peuple sous deux gouvernemens divers. Assise d'un côté sur la rive occidentale du Nouveau-Monde, de l'autre sur les bords du continent indien, cette race envahissante régnerait sans partage dans les mers de l'extrême Orient, si la sagesse de l'Europe ne songeait à lui opposer comme barrière l'indépendance des Indes néerlandaises et celle des colonies espagnoles. Tout ce qui se rattache à l'avenir de ces riches possessions a donc un intérêt européen; c'est à l'Espagne et à la Hollande de juger de quel côté sont leurs alliés véritables et leurs protecteurs naturels.

E. Jurien de La Gravière.

LA PRESSE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

II.

LA PRESSE EN ANGLETERRE.

SON ORGANISATION INTELLECTUELLE ET COMMERCIALE.

I. *The Fourth Estate : Contributions towards a history of news papers and of the liberty of the Press*, by F. Knight Hunt; 2 vols. London, David Bogue. — II. *Report from the select Committee on News paper Stamps*, ordered by the House of Commons to be printed.

Si l'on a suivi avec quelque attention l'histoire de la presse périodique en Angleterre, telle que avons essayé de l'esquisser (1), on y aura remarqué trois phases distinctes. A leur début, les journaux ont pour objet unique de recueillir les nouvelles et de les porter à la connaissance du public; la surveillance jalouse qui pèse sur eux ne leur permet pas d'accompagner de la moindre réflexion le récit des événemens; ils ne sont qu'une spéculation fondée sur la curiosité humaine. Plus tard, au contraire, la politique, qui a voulu les empêcher de naître, les multiplie; les partis voient dans les journaux un auxiliaire indispensable, et les personnages les plus considérables s'imposent des sacrifices, afin d'avoir à leur service un instrument dont ils ont reconnu la puissance, et qu'ils destinent à défendre leurs doctrines et à attaquer leurs adversaires. C'est là, pendant toute la durée du XVIIIe siècle, la situation de la presse en Angleterre. Enfin, à mesure qu'on se rapproche de l'époque actuelle, les journaux se soustraient peu à peu à l'étroite dépendance où les a tenus jusque-là la politique, et brisent les liens qui les attachent aux partis. Les journaux qui sont créés dans cette période ne doivent plus la naissance aux combinaisons de la politique, mais aux besoins nouveaux qu'éprouvent les grands inté-

(1) Voyez la livraison du 15 décembre 1852.

rêts mercantiles ou industriels. Le but de leurs fondateurs n'est plus uniquement de mettre sous les yeux des lecteurs l'apologie constante de certains hommes ou de certaines opinions, il est encore de procurer au commerce et à quiconque en a besoin les avantages de la publicité; la presse n'est plus considérée seulement comme un instrument politique, mais comme un intermédiaire infatigable et fidèle entre tous les intérêts. Les journaux ne se bornent pas à faire une place chaque jour plus considérable aux annonces; ils n'épargnent rien pour conquérir, en fait d'annonces, une clientèle spéciale qui leur assure d'un côté un revenu constant, et de l'autre des lecteurs assidus.

C'est aux derniers jours du XVIIIe siècle que nous avons marqué le commencement de cette troisième période : c'est à cette date, en effet, que se place la naissance ou la transformation des journaux politiques qui existent actuellement en Angleterre (1), et dont nous essaierons de faire connaître l'histoire intérieure et l'organisation. On verra qu'aucun de ces journaux n'a été fondé sous l'influence et avec le concours d'un homme politique, que ce sont de pures spéculations privées. Tous, dès le début ou bientôt après, prennent le caractère de feuilles d'annonces, qui joignent aux nouvelles du jour un commentaire politique, mais qui se préoccupent surtout de recueillir le genre de renseignemens que le public recherche le plus; on peut même citer des exemples de journaux créés uniquement en vue d'une catégorie d'annonces. Ainsi les libraires de Londres, mécontens de voir leurs annonces exclues de la première page, reléguées à la dernière et souvent retardées de plusieurs jours, fondèrent à la fois une feuille du matin, la *British Press*, et une feuille du soir, le *Globe*, qui existe encore, pour faire paraître leurs annonces quand et comment il leur plairait. Ainsi encore, les restaurateurs et les taverniers de Londres, s'étant avisés qu'ils contribuaient puissamment à la fortune des journaux par leurs annonces, et surtout par les exemplaires qu'ils achetaient pour l'usage de leurs consommateurs, se réunirent pour fonder un journal qui aurait seul entrée dans leurs établissemens, et ils affectèrent les bénéfices de l'entreprise à l'association de secours mutuels créée entre eux. Ce journal existe encore dans les mêmes conditions; c'est le *Morning Advertiser*. Dès 1802, chaque journal avait sa spécialité en fait d'annonces : pour le *Morning Post* c'étaient les chevaux et les voitures; pour le *Public Ledger*, les armemens maritimes et les ventes en gros de marchandises étrangères; le *Morning Herald* et le *Times* se partageaient les adjudications d'immeubles; le *Morning Chronicle* avait la pratique des éditeurs. Cette répartition des annonces n'a presque pas changé. On ne peut ouvrir le *Times* sans y trouver trois ou quatre colonnes au moins de ventes immobilières, et le *Public Ledger* ne doit de subsister encore qu'à l'habitude contractée par le commerce de chercher dans ses colonnes les annonces et les nouvelles maritimes.

Grâce à cette prédominance de l'élément mercantile sur l'élément politique, on pourrait presque dire que la presse anglaise est revenue aujourd'hui à son point de départ. Les journaux de Londres, en effet, sont par-dessus tout des *boutiques à nouvelles*, si l'on veut nous permettre cette expression familière.

(1) Le *Public Ledger* date de 1760, le *Chronicle* de 1769, le *Post* de 1772, le *Times* de 1788, l'*Advertiser* de 1793.

Ils peuvent bien encore avoir leur raison d'être dans une dissidence politique, mais c'est le cas le plus rare. Le plus important, le plus prospère des journaux anglais fait profession de n'appartenir à aucun parti, et de n'avoir aucune opinion traditionnelle; les autres représentent ou essaient de représenter chacun une nuance de l'opinion, mais ils n'espèrent ou n'appréhendent rien du triomphe ou de la défaite du parti qu'ils soutiennent. L'objet principal de leurs efforts n'est pas de renverser du pouvoir les hommes qui le possèdent, ni d'y faire arriver le parti qu'ils défendent eux-mêmes; ce résultat, qui pourrait flatter l'amour-propre, n'aurait aucune influence sur leur publicité. S'ils luttent entre eux et avec acharnement, c'est à qui donnera le plus tôt et le plus exactement les nouvelles intéressantes : le journal ministériel, s'il n'est pas le mieux instruit, est assuré de n'être pas lu. Pour avoir la vogue, le crédit, l'influence, les lecteurs, il faut se procurer des renseignemens que n'auront pas les autres journaux, ou devancer ses confrères dans la publication des mêmes documens. Par quelle série de progrès successifs l'esprit de concurrence a-t-il amené la presse anglaise à cette situation? Quels sont les journaux qui ont pu soutenir cette lutte de tous les instans? Quels efforts et quels sacrifices leur impose la nécessité de vivre? Les détails dans lesquels nous allons entrer répondront à ces trois questions, en faisant connaître le développement qu'a pris la presse quotidienne en Angleterre, le nombre et l'importance des journaux actuels, enfin leur budget.

I.

Trois hommes ont fait les journaux ce qu'ils sont aujourd'hui en Angleterre. Leurs noms méritent assurément d'être mentionnés ici. Ce sont : James Perry, du *Chronicle;* le second des trois Walter, et Daniel Stuart, du *Post* et du *Courrier*. Remarquons en passant que deux de ces hommes étaient Écossais, et que beaucoup des rédacteurs qu'ils s'associèrent étaient également Écossais. C'est là une preuve de plus de cette domination intellectuelle que l'Écosse a exercée sur l'Angleterre depuis la fin du XVIIIe siècle, et contre laquelle Byron a protesté avec tant d'emportement. Cette domination n'a pas été moins réelle dans la presse quotidienne que dans la littérature des *revues*, dans la philosophie, dans le barreau et dans toutes les carrières libérales.

Dans les dernières années du XVIIIe siècle et les premières de celui-ci, les deux journaux marquans étaient le *Times*, alors tout nouveau dans les rangs de la presse, et le *Herald*, rédigé par Dudley, depuis sir Bate Dudley. Ce dernier était un ministre de l'église anglicane, que son caractère sacerdotal n'empêchait pas d'être un auteur dramatique en vogue, qui écrivait fort bien, se battait encore mieux, et que le métier de journaliste, grâce à la faveur du prince de Galles et du parti whig, devait conduire aux honneurs et à la fortune. Le *Chronicle*, fondé en 1769 et gouverné jusqu'en 1789 par William Woodfall, avait la vogue pour les comptes-rendus des débats parlementaires, que ce journal passait pour donner d'une manière plus fidèle et plus complète qu'aucune autre feuille quotidienne. Les journaux, du reste, étaient en voie d'amélioration, car Dudley, en prenant possession de la rédaction du *Herald* en 1780, avait cru devoir faire des promesses d'honnêteté qui donnent une idée

de ce qu'était alors la presse anglaise : « Le rédacteur en chef, avait-il dit dans un avis au public, se flatte de montrer bientôt, dans le cours de sa difficile entreprise, qu'il n'a négligé aucune combinaison de nature à procurer au lecteur de l'agrément ou de l'instruction. Comme il a maintenant l'autorité nécessaire pour supprimer toute obscène rapsodie et toute basse invective, il a la confiance qu'aucun article de ce genre ne se détournera jamais de sa voie naturelle pour venir salir une seule des colonnes du *Morning Herald*. Quelles que puissent être ses préférences personnelles pour un système politique, il n'en résultera aucun préjugé qui le détermine à sacrifier jamais les lettres modérées et sensées qui lui seront adressées pour ou contre. Comme il n'a aucun désir de dissimuler une syllabe de ce qu'il écrira, il estime qu'on ne peut raisonnablement exiger de lui rien de plus que d'avouer tous ses écrits, et d'en accepter la responsabilité en toute occasion. Cependant, si jamais un réel dommage est causé à quelqu'un, soit par l'inadvertance accidentelle du rédacteur, soit par la flèche cachée d'un détracteur anonyme, il a la confiance qu'une réclamation convenable ne lui sera jamais adressée en vain. »

C'est à ce moment que James Perry débuta dans le journalisme. C'était un Écossais, jeune, actif, d'opinions très-décidées en politique, intelligent en affaires et d'un esprit inventif. Né à Aberdeen, il y avait fait d'excellentes études. Le besoin de gagner sa vie le conduisit d'abord à Manchester, où il passa deux ans comme commis chez un manufacturier, puis à Londres. Perry, en quête d'un emploi, composait pour se distraire de petits essais en prose et en vers qu'il jetait dans la boîte du journal *the General Advertiser*. Un jour qu'il se présentait chez un libraire auquel il était recommandé, pour savoir si on lui avait trouvé une occupation, le libraire, qui lisait un journal, se prit à lui dire : « Que ne savez-vous écrire des articles comme celui-ci ! » Il se trouva que c'était un article de Perry, qui revendiqua la paternité de son œuvre. Le libraire était un des propriétaires du *General Advertiser*, il conduisit immédiatement Perry au journal, et l'y fit admettre comme collaborateur avec une quinzaine de cents francs par an. Perry fit un instant la fortune de ce journal, lors du célèbre procès de l'amiral Keppel. Il se chargea de rendre compte des débats, et il expédia tous les jours de Portsmouth de quoi remplir sept à huit colonnes. C'était un tour de force que personne n'avait encore fait, et qui valut au *General Advertiser* plusieurs milliers d'acheteurs tant que dura le procès. Bientôt après, Perry conçut l'idée d'un nouveau recueil mensuel, l'*European Magazine*, qu'il fonda et dont il fut quelque temps le rédacteur en chef. Il quitta ce poste pour la rédaction en chef du *Gazetteer*, dont la direction politique et littéraire lui fut entièrement abandonnée. Perry débuta dans ses nouvelles fonctions par une innovation considérable. Les journrux n'envoyaient à la chambre des communes qu'un seul sténographe, qui ne pouvait recueillir qu'un squelette décharné des débats. Quand ils voulaient publier une discussion où les grands orateurs avaient parlé, ils étaient contraints de prolonger cette publication pendant plusieurs jours consécutifs, et il y avait même des journaux qui la continuaient pendant plusieurs semaines après la clôture de la session. Le *Chronicle* faisait exception. Son propriétaire et rédacteur en chef, William Woodfall, doué d'une mémoire extraordinaire, et qu'on avait surnommé *Memory Woodfall*, assistait lui-même aux séances,

et à l'aide de quelques notes prises par lui, à l'aide du maigre sommaire donné par les autres journaux, il parvenait à reconstruire un débat tout entier. Le *Chronicle* ne paraissait que le soir, à cause du travail prodigieux imposé à un seul homme; mais il donnait seul une vraie séance, et il était fort recherché pendant toute la session. Perry lui enleva cet avantage du premier coup; il envoya à la chambre plusieurs sténographes qui se relayaient tour à tour, et, grâce à cette combinaison, il publia des comptes-rendus plus complets que le *Chronicle*, et il les publia dès le matin, au lieu de les faire attendre jusqu'au soir. Il ruina le *Chronicle* dans le cours d'une seule session, et, après l'avoir ruiné, il l'acheta en 1789, avec le concours de quelques amis qu'il s'était faits, et qui avaient confiance en sa capacité.

Maître du *Chronicle* et disposant librement d'un grand journal, Perry consomma la révolution qu'il venait d'opérer dans la presse. La curiosité du public, l'amour-propre des orateurs, les passions politiques lui vinrent en aide; l'étendue et l'exactitude des comptes-rendus du parlement et de toutes les assemblées furent désormais au nombre des conditions d'existence d'un journal. Non-seulement Perry attacha plusieurs sténographes au *Chronicle*, mais pour ne les pas voir se disperser après chaque session et pour s'assurer le concours de collaborateurs expérimentés, il les engagea à l'année. Par ces mesures habiles, il mit son journal en réputation pour la fidélité de sa sténographie, et pendant bien des années le *Chronicle* fit autorité, lorsque l'on voulait citer les paroles d'un orateur ou y faire allusion.

Ce n'est pas là la seule innovation due à Perry. Jusqu'à lui, un journal avait été l'œuvre d'un seul homme, et habituellement de son propriétaire. Nous venons de voir que William Woodfall avait été le propriétaire, le rédacteur en chef et le sténographe du *Chronicle*. Perry, homme du monde, mêlé à beaucoup d'entreprises, propriétaire et amateur d'agriculture, éditeur d'ouvrages, n'aurait pu suffire au fardeau. Il sépara la direction et la rédaction du *Chronicle*. Il se réserva l'administration du journal, dans lequel il n'écrivit plus que rarement, et il en laissa la rédaction à un de ses compatriotes nommé Gray. Après Gray, la rédaction en chef fut confiée pendant plusieurs années à Spankie, qui est devenu un des jurisconsultes les plus estimés de l'Angleterre, mais qui ne répondit pas à l'attente de Perry. Spankie, selon Perry, méconnaissait le caractère essentiel d'un journal, qui est la variété. Après Spankie, le principal collaborateur de Perry fut encore un Écossais, M. Black, qui devint rédacteur en chef du *Chronicle* après la mort du propriétaire et conserva ces fonctions jusqu'en 1843. M. Black était un grand humaniste qui avait débuté dans les lettres par de nombreuses traductions, et qui se délassait de ses travaux quotidiens par l'étude assidue des classiques grecs. Perry lui-même était plein d'esprit et de verve; comme journaliste, il avait le style de la conversation élégante, et s'il ne prenait pas les questions par leur côté le plus élevé, il les traitait au point de vue du bon sens et de la pratique et avec un jugement des plus sûrs. Il parlait infiniment mieux qu'il n'écrivait; il avait fait ses preuves dans les *sociétés de discussion*, qui étaient alors à la mode et que hantaient volontiers les hommes politiques, sans excepter William Pitt. Deux fois on offrit au journaliste puissant et à l'orateur habile d'entrer au parlement; mais Perry, qui aimait son métier, refusa obstinément. La

loyauté de son caractère, la cordialité de ses manières, la générosité avec laquelle il ouvrait sa bourse aux gens de lettres et aux malheureux, lui avaient acquis une légitime popularité parmi les écrivains. On le savait homme d'honneur, d'une discrétion à toute épreuve; il fut le dépositaire de bien des secrets, et, comme il obligeait avec délicatesse, le confident de bien des infortunes. Il était toujours en quête des gens de talent, et, outre les hommes distingués que nous avons déjà nommés, on doit citer encore, parmi ses collaborateurs, lord Campbell, qui occupe aujourd'hui une des fonctions les plus élevées de la magistrature; le poète Campbell, le spirituel et incisif Hazlitt, et enfin Dickens. Ce dernier a débuté par travailler au *True Sun*, concurrence suscitée au journal actuel le *Sun* lors de son apparition; il passa ensuite au *Chronicle*, dont il devint un des plus habiles sténographes, et, s'élevant encore par degrés, il écrivit pour ce journal, sous le pseudonyme de Boz, les premières *esquisses* qui ont fait sa réputation.

Au moment où Perry relevait le *Morning Chronicle*, le *Morning Post*, qui datait de 1772 et qui avait eu quelques années d'une grande prospérité, était tombé dans une complète décadence. Ce journal ne subsistait plus que grâce aux annonces des voitures et des chevaux à vendre, dont il avait et dont il a conservé jusqu'à nos jours le monopole presque exclusif. C'est alors, en 1795, qu'il fut acheté, pour un peu plus de 1,500 francs, par un Écossais du nom de Daniel Stuart. Celui-ci appartenait à une famille de journalistes. Son frère aîné, Pierre Stuart, était depuis longtemps dans la presse : c'est lui qui, lors de la nouvelle organisation des malles-postes par Palmer, profita des facilités nouvelles de communications ainsi créées pour fonder le *Star*, le premier journal quotidien du soir qu'on ait eu à Londres. Comme le *Post* ne vendait alors que trois cent cinquante exemplaires par jour, Stuart y joignit la propriété d'un autre journal, l'*Oracle*, acheté pour 2,000 francs.

Daniel Stuart s'occupa d'abord de recruter des rédacteurs de mérite, et ne recula devant aucun sacrifice pour s'assurer le concours de gens de talent. I demandait à ses collaborateurs de l'application et de l'exactitude, mais il rémunérait libéralement leurs services, et de temps en temps il augmentait de lui-même leurs appointemens. Par son activité, son application aux affaires et l'intelligente direction qu'il donna à son journal, il ne tarda point à lu rendre son ancienne prospérité, et avec les lecteurs revinrent les annonces. Stuart avait sur les annonces une théorie particulière. Il donnait de préférence la première page de son journal aux courtes annonces, et il les encourageait de tout son pouvoir, d'après ce principe que plus les pratiques sont nombreuses, plus on est indépendant de sa clientèle, et plus celle-ci est durable. En outre, plus les annonces sont nombreuses et variées, plus aussi est nombreux et varié le cercle des gens qu'elles intéressent, et qui cherchent dans le journal les emplois vacans, les offres de service, les mises en vente, les marchés à conclure. « Les annonces, disait-il, ont leur action directe et leur contre-coup : elles attirent le lecteur et augmentent la circulation du journal, et la grande publicité appelle à son tour et retient les annonces. »

Perry se réglait sur un principe opposé. Il voulait faire de son journal une feuille essentiellement littéraire, et il visait à lui assurer le monopole des annonces de librairie. Aussi il accumulait dans sa première page les annonces

des livres nouveaux, donnant quelquefois en trois colonnes soixante ou soixante-dix annonces d'une seule maison de librairie, et recommençant le lendemain avec une autre. Cette tactique profitait à la fois au journal et aux libraires. Les amateurs de nouveautés recherchaient le *Chronicle* pour se tenir au courant des publications de la librairie, et le public, en voyant une seule maison faire un si grand nombre d'annonces, s'en exagérait la puissance et l'activité. Il y avait à cela un inconvénient qui se fit bientôt sentir, c'est que les autres industries réclamèrent les mêmes avantages. Aujourd'hui encore les vendeurs à l'encan, pour faire croire à l'importance de leurs affaires et à l'étendue de leurs relations, exigent que toutes leurs annonces paraissent dans le même numéro et à la suite les unes des autres. Les journaux eux-mêmes se sont laissé aller sur cette pente : on en voit qui remplissent leurs colonnes de matières insignifiantes, et qui accumulent pendant quatre ou cinq jours les annonces afin d'en remplir plusieurs pages un beau matin et de donner une haute idée d'une publicité qui leur vaut une si nombreuse clientèle. Stuart ne se laissa jamais convertir par l'exemple de ses confrères. Il craignait, en adoptant une spécialité d'annonces, de se mettre à la merci de ses propres cliens. Il se refusait donc à bannir les petits avis de sa première page et à laisser envahir cette page par des annonces uniformes, par ce qu'on appelait, en termes du métier, les *nuages*, et même, quand on présentait à l'insertion de longues annonces destinées à remplir une colonne ou deux, il les taxait à un prix excessif, afin de les éloigner sans qu'on pût l'accuser de les avoir refusées.

Stuart surveillait avec le plus grand soin l'exécution matérielle de son journal. Il savait que le public est un enfant dont il faut piquer la curiosité et à qui il faut éviter jusqu'à la peine de chercher ce qui l'intéresse. Stuart ne se bornait donc pas à être à l'affût des nouvelles importantes pour être mieux renseigné que les feuilles rivales ou pour les devancer, il avait pour principe qu'il n'y a point une hiérarchie invariable entre les matières du journal, et que la nouvelle du jour, l'objet des préoccupations du moment doit toujours occuper le premier plan. Lorsque des émeutes furent causées en 1800 par la cherté des grains, le *Times* et le *Herald* se contentèrent de courts paragraphes composés en petits caractères et relégués dans un coin de leurs feuilles avec les faits insignifians. Stuart, au contraire, publia jour par jour des récits étendus et complets, rédigés par ses meilleurs collaborateurs, et il imprima ces récits à la plus belle place du journal, en gros caractères fortement interlignés, avec des titres en capitales pour appeler immédiatement l'attention. Lors de la proclamation de la paix d'Amiens, de l'ascension des premiers ballons, et chaque fois qu'un grand incendie, un procès retentissant, même un combat de boxeurs, préoccupa le public et fit le sujet des conversations, Stuart eut recours à la même industrie, et il lui dut la vogue et la prospérité de son journal. Nous n'avons pas besoin de dire que son exemple a eu tous les autres journaux pour imitateurs (1).

(1) Les lettres capitales jouent maintenant un rôle considérable dans les feuilles anglaises; ce sont elles qui indiquent les divisions principales du journal et qui guident le lecteur exercé droit à ce qui l'intéresse. En ouvrant un journal et du premier coup d'œil,

Au nombre des collaborateurs de Stuart et des hommes qui contribuèrent au succès du *Morning Post*, nous trouvons d'abord deux Écossais, George Lane et sir James Mackintosh, le propre gendre de Stuart; puis des noms célèbres dans la poésie anglaise : Coleridge, Southey, Wordsworth et Charles Lamb. Stuart avait essayé, mais inutilement, d'attacher Robert Burns au *Post* : nous avons déjà vu que Campbell collaborait au *Chronicle;* chaque journal avait alors son poète et son faiseur d'épigrammes en titre. Une feuille éphémère, le *World*, avait mis à la mode, pendant sa courte carrière, ce que les Anglais appellent les *jokes*, c'est-à-dire les pointes, les bons mots, les facéties. Les *jokes* ne devaient guère excéder six ou sept lignes et devaient autant que possible avoir trait aux événemens du jour. Charles Lamb a débuté dans les lettres par être l'épigrammatiste en titre du *Morning Post*, à raison de six pence ou douze sous par plaisanterie. La poésie tenait dans les journaux une place plus importante encore que l'épigramme. Les feuilles quotidiennes ne s'adressaient encore qu'à la classe lettrée, pour qui de beaux vers avaient un attrait naturel, et une partie de l'espace occupé aujourd'hui par les renseignemens commerciaux était réservée alors à des pièces de vers qui trouvaient des lecteurs. On a conservé le souvenir de la sensation profonde que produisirent le poème de Coleridge intitulé *the Devil's Thoughts* et le portrait de Pitt par le même auteur, et pourtant ces deux morceaux, lors de leur publication dans le *Post*, n'avaient aucun rapport avec les préoccupations du jour.

Le *Morning Post*, à qui Stuart avait donné une couleur très-libérale, était arrivé au plus haut degré de prospérité, lorsque la cour, à qui cette feuille portait ombrage, en fit acheter sous main presque toutes les actions, et obligea Stuart à se défaire de sa part de propriété. Stuart se consacra dès lors tout entier à son autre journal, le *Courrier*, dont il fit la plus libérale et la plus répandue des feuilles du soir.

Nous arrivons maintenant au plus puissant des journaux anglais, à celui sur lequel tous les autres ont fini par se modeler. Le *Times* a été fondé en 1785 par l'imprimeur Walter sous le nom de *Daily universal Register*. Walter était l'inventeur d'un nouveau système de composition, qu'il appelait *logographique*, et qui consistait à assembler des syllabes et des mots entiers au lieu d'assembler des lettres isolées (1). Walter ne se bornait pas à imprimer le *Daily universal Register logographiquement*, il imprima aussi un grand nombre d'ouvrages, et ce n'est qu'après une longue résistance qu'il se décida à revenir au mode d'impression ordinaire. Son journal avait alors changé de titre

on voit, à la disposition des titres et à la grosseur des caractères, quelle est la nouvelle importante du jour. Pourtant, dans cet emploi des lettres capitales, les feuilles américaines ont laissé bien loin derrière elles les feuilles anglaises. Il n'est pas rare de voir dans un journal de New-York ou de Boston quinze titres consécutifs en tête d'un article un peu long.

(1) Les caractères que Walter employait, et qu'il avait fait fondre tout exprès à grands frais, représentaient les radicaux et les désinences qui se reproduisent le plus souvent dans la langue anglaise, et dont la liste seule avait coûté beaucoup de recherches à Walter. Il se flattait de composer beaucoup plus vite par ce système, et surtout d'épargner les frais de correction. Les fautes typographiques, les *coquilles*, devaient être beaucoup moins fréquentes que par le procédé usuel.

et pris le nom qu'il porte actuellement. C'est en 1788 que ce changement s'opéra, et Walter en donna les raisons dans un avertissement au public en style burlesque. La principale était que le titre précédent, composé de trois mots, *Daily universal Register*, était beaucoup trop long, que le public omettait invariablement les deux adjectifs, et qu'il en résultait une confusion avec tous les autres recueils du nom de *Register*. Le mot *Times*, au contraire, était un monosyllabe facile à prononcer; il arrivait très-net et très-distinct à l'oreille, et il ne se prêtait à aucune confusion, à aucune transformation ridicule. Cet avertissement, rempli de jeux de mots et de calembours, se terminait par quelques lignes plus sérieuses, dans lesquelles John Walter promettait de ne négliger rien de ce que peuvent faire l'activité ou l'industrie, pour donner aux comptes-rendus parlementaires l'étendue la plus complète, l'exactitude la plus minutieuse et la plus stricte impartialité. Ces promesses montrent quelle importance le public attachait aux débats du parlement, et expliquent le succès que Perry avait obtenu au *Gazetteer*, ensuite au *Chronicle*, en attachant à ses journaux des relais de sténographes.

Cependant le véritable fondateur du *Times*, l'auteur de sa prodigieuse fortune, n'est pas John Walter; c'est son fils, qui prit la direction du journal en 1803, et la conserva jusqu'à sa mort, arrivée en juillet 1847. L'idé fixe du second Walter fut de bien établir aux yeux de tous la complète indépendance de son journal : il eut sans cesse pour objet de faire de la presse l'organe et comme la représentation effective de l'opinion publique, et de la constituer comme une puissance rivale à côté du gouvernement, d'en faire, en un mot, un quatrième pouvoir dans l'état. Il a lui-même, en 1810, exposé dans son journal les principes qui dirigèrent sa conduite dès le jour où il prit en main la direction du *Times*. « Le propriétaire actuel, dit-il, avait donné dès le premier jour son appui consciencieux et désintéressé au ministère d'alors, celui de lord Sidmouth. Le journal continua de soutenir les hommes au pouvoir, mais sans leur permettre de s'acquitter envers lui par des communications de nature à diminuer en rien les dépenses de l'entreprise. L'éditeur sentait trop bien qu'en acceptant cette compensation, il aurait sacrifié le droit de condamner un acte qu'il aurait regardé comme préjudiciable au bien public. Le ministère Sidmouth eut donc son appui, parce qu'il le croyait, comme c'est encore son opinion, une administration honnête et digne; mais, ne sachant si cette administration persévérerait dans la même voie, l'éditeur ne crut pas devoir aliéner son droit de libre jugement en acceptant aucun service, même offert de la façon la plus irrépréhensible. »

Quand lord Sidmouth eut été renversé par M. Pitt, le *Times* ne tarda point à se prononcer contre le nouveau ministère. Il en coûta au père de Walter la clientèle des douanes dont il était l'imprimeur depuis dix-huit ans. Walter ne voulut accepter d'aucune des administrations suivantes ni la restitution de ce privilége ni une compensation quelconque, de peur de contracter une obligation. La perte de ce privilége ne fut pourtant pas la seule conséquence de son hostilité pour le gouvernement : le ministère de M. Pitt ne négligea rien pour traverser dans son entreprise le publiciste indépendant. C'était le moment des grandes guerres du continent, et Walter, désireux d'établir la supériorité de son journal, avait organisé un vaste système de correspondances, dans leque

il avait aventuré une partie de sa fortune. Le gouvernement faisait retenir aux ports de débarquement les paquets à l'adresse du *Times*, tandis qu'on laissait passer la correspondance des feuilles ministérielles. Les journaux étrangers à l'adresse du *Times* étaient invariablement saisis ou retardés à Gravesend, et quand Walter porta ses réclamations jusqu'au ministère, il lui fut deux fois offert de laisser toute latitude à sa correspondance, s'il voulait accepter cette concession comme une faveur du gouvernement, et la reconnaître en modifiant la direction de son journal. Walter refusa de s'engager et d'aliéner ainsi son indépendance, quoiqu'il eût soutenu spontanément le ministère sur quelques questions importantes, et il préféra continuer à lutter contre le mauvais vouloir de l'administration.

Cette lutte, du reste, lui fut profitable. En lui interdisant en quelque sorte la voie régulière des paquebots et de la poste, on le mit dans la nécessité d'organiser un service pour le *Times* seul : il eut ses navires, ses malles-postes, ses courriers. Il en résulta pour lui des dépenses excessives, mais aussi une correspondance plus régulière et plus active même que celle du gouvernement. Très-souvent il lui arriva d'être plus vite et mieux renseigné que le ministère. C'est ainsi que le *Times* annonça la capitulation de Flessingue quarante-huit heures avant que la nouvelle en fût connue de personne en Angleterre. Walter mit fin du même coup à un abus qui se pratiquait à l'administration des postes, et qui consistait à retarder la distribution des lettres et des journaux de l'étranger, afin de permettre aux employés de faire imprimer et de vendre sur la voie publique les nouvelles du continent.

C'est donc à Walter qu'il faut rapporter l'initiative de cette organisation si vaste qui fait d'un journal anglais une véritable puissance, disposant de moyens d'action étendus, et aussi bien renseignée qu'aucun gouvernement. L'homme qui s'imposait de si grands sacrifices pour la partie matérielle de son journal et qui dépensait en courriers et en estafettes un revenu princier ne devait pas hésiter à rémunérer libéralement tous ceux qu'il associait à son entreprise. Il avait imité l'exemple de Perry en rétribuant à l'année les nombreux sténographes attachés au *Times*, et, désireux à la fois de ne pas violer la promesse que s'étaient faite mutuellement les propriétaires de journaux de ne pas dépasser un certain taux dans le salaire des sténographes, et cependant de s'assurer le concours des plus habiles, il leur faisait de riches présens, ou leur allouait des gratifications qui équivalaient à un supplément de salaire. En outre, il était toujours en quête des gens d'esprit et de mérite pour les attacher à la rédaction du *Times*. Il publiait en partie et il lisait en totalité les articles anonymes adressés au *Times* ou jetés dans la boîte du journal, et quand quelqu'un de ces articles attestait du talent, Walter se mettait en quête de l'auteur jusqu'à ce qu'il l'eût déterré et enrôlé parmi ses rédacteurs. C'est ainsi qu'il mit la main sur Thomas Barnes, qui, après avoir fait, comme boursier, les plus brillantes études à Cambridge, était venu faire son droit à Londres, et qui se délassait de la jurisprudence en adressant au *Times* des articles anonymes. Walter le découvrit dans son galetas d'étudiant, l'employa d'abord comme rédacteur des chambres, et finit par lui confier la rédaction en chef, lorsque l'éloquent et fougueux docteur Stoddart eut rompu avec le *Times*. A côté de Stoddart et de Barnes, il faut placer au nombre des hommes

qui ont contribué à la fortune du *Times* le capitaine Sterling, dont le talent d'amplification est demeuré célèbre. Walter envoyait à Sterling un sujet avec les deux ou trois argumens à employer, et il en recevait en retour un de ces articles pleins d'éclat, de vigueur et d'entraînement qui ont donné lieu à cette locution proverbiale : *Les coups de tonnerre du Times*. N'oublions pas non plus Henry Brougham, qui a pris plus d'une fois une part active à la rédaction du *Times*. La médisance prétend même que lord Brougham, devenu lord-chancelier d'Angleterre et assis sur le sac de laine, se défendait dans le *Times* et s'attaquait dans le *Morning Chronicle* afin d'avoir à se défendre.

Thomas Barnes est mort en 1841, et la rédaction en chef du *Times* est en ce moment entre les mains de M. John Joseph Lawson, sous la direction suprême du troisième des Walter.

C'est à M. Walter que revient l'honneur d'avoir mis la vapeur au service de l'imprimerie. Dès 1804, il s'était convaincu de la possibilité de substituer cet agent infatigable aux bras des pressiers, et de donner au tirage du *Times* une régularité et surtout une rapidité que la prospérité croissante du journal rendait nécessaires. Les presses du *Times* tiraient à l'heure 250 feuilles imprimées d'un seul côté : avec beaucoup d'effort et d'habileté, et en relevant plusieurs fois les pressiers, on arrivait à doubler ce tirage. On se voyait quelquefois obligé de faire deux, trois et jusqu'à quatre compositions pour ne point paraître plus tard que les autres journaux; trois mille exemplaires en effet eussent exigé douze heures de travail. Walter ouvrit les ateliers du *Times* à un mécanicien nommé Martyn, qui y travaillait dans le plus grand mystère, parce que les pressiers avaient déclaré hautement qu'ils feraient un mauvais parti à celui qui voulait leur ôter leur gagne-pain, et qu'ils mettraient en pièces ses inventions. Après des dépenses considérables, Walter dut renoncer à son entreprise, parce que ses ressources personnelles étaient épuisées et que son père lui refusa de nouvelles avances.; mais avec la persévérance et le ferme vouloir qui était le fond de son caractère, il n'en poursuivit pas moins la solution du problème qu'il s'était imposé, provoquant et récompensant avec libéralité toutes les inventions qui pouvaient le conduire au but. Enfin en 1814 il accueillit les offres de deux Allemands nommés Kœnig et Bauer, et leur livra une vaste pièce adjacente aux ateliers du *Times*, où ils purent construire leur machine sans éveiller les soupçons des pressiers. Au moment de terminer leur œuvre, Kœnig et Bauer perdirent courage et disparurent. On les retrouva au bout de quelques jours, on les ramena, et ils mirent la dernière main à leur machine. Il s'agissait ensuite d'en faire usage. Les pressiers du *Times* étaient venus à l'atelier à l'heure ordinaire : on ne descendit point les formes, et on dit aux ouvriers que l'on attendait des nouvelles importantes du continent. Il était six heures du matin quand M. Walter entra dans l'atelier, un exemplaire du *Times* à la main, et annonça aux ouvriers étonnés que leur besogne était faite par une presse à vapeur. C'est le 29 novembre 1814 que fut tiré le premier journal imprimé à la vapeur. Les presses du *Times* devinrent aussitôt une des curiosités de Londres; les premières tiraient seulement de douze à treize cents feuilles à l'heure; des perfectionnemens ne tardèrent pas à porter ce tirage à 2,000 et même à 2,500 en fatiguant un peu la machine; les presses actuelles, dues à M. Applegath, tirent 10,000 feuilles

à l'heure, et au besoin 12,000; ce sont les plus grandes et les plus actives que l'on connaisse en Angleterre.

C'est encore M. Walter qui a introduit, il y a une quinzaine d'années, dans la presse anglaise le sommaire des débats du parlement. Par suite de la lutte engagée entre tous les journaux, le compte-rendu des deux chambres a acquis l'ampleur de notre *Moniteur :* il n'occupe pas moins de huit ou dix colonnes, et souvent plus, imprimées dans un caractère très-fin, et qui équivalent pour la matière à un volume in-18 ordinaire. Walter comprit que ces comptes-rendus, fort utiles aux hommes politiques et aux lecteurs de loisir, n'étaient d'aucun service aux gens occupés et pressés, qui ne les pouvaient jamais lire et qui avaient cependant besoin de voir en quelques minutes ce qui s'était passé la veille au parlement. Il imagina donc de donner en tête de la partie politique du journal un sommaire des débats qui contiendrait en une colonne la substance de toute la discussion. Il fallait une plume exercée pour résumer dans ce court espace tout un débat, en faisant connaître les points principaux touchés par les orateurs. Walter confia ce travail à l'un des écrivains les plus distingués de l'Angleterre, M. Horace Twiss, qui avait été lui-même membre de la chambre des communes. Tel fut le succès de ce sommaire, que tous les journaux furent contraints d'en donner un semblable, et le soin de le rédiger est devenu un des postes importans de chaque journal.

Le *Times*, le *Post* et le *Chronicle* sont des journaux du matin : quelques mots suffiront pour expliquer la naissance des journaux du soir. La poste ne partant de Londres qu'à la fin de la journée, l'idée devait venir facilement à un homme du métier de retarder jusqu'à ce moment la publication d'un journal, afin de pouvoir donner les nouvelles reçues dans la matinée et d'arriver cependant en province en même temps que les feuilles du matin. On avait, par le fait, sur celles-ci une avance d'une demi-journée. La publication de ces journaux fut nécessairement réglée sur les jours de la poste. Aussi est-ce à la fin de 1727 qu'on trouve pour la première fois en Angleterre un journal du soir paraissant trois fois par semaine, et c'est à la fin du XVIIIe siècle seulement, quand la poste partit tous les jours, que Pierre Stuart fonda le *Star*, le premier journal quotidien du soir. Un second journal parut en 1791, et le nombre s'en est successivement accru jusqu'à cinq. La guerre continentale fut l'époque la plus prospère des feuilles du soir, parce que la curiosité publique était toujours en éveil. Nous avons vu que Daniel Stuart, en aliénant le *Morning Post*, avait gardé le *Courrier*. Avec l'aide de son associé Strutt, il en fit bientôt le journal du soir le plus en vogue et une entreprise des plus lucratives. Stuart était en bonnes relations avec le ministère Percival, et grâce à ces relations, il était toujours bien informé. Ce n'est pas qu'il tirât parti de son dévouement, car un jour le premier ministre lui ayant demandé la suppression d'un article qui pouvait avoir des conséquences fâcheuses, Stuart mit au pilon 3,500 exemplaires déjà tirés, et exigea de son associé la promesse de n'accepter aucun dédommagement pécuniaire, de peur que, le fait venant à s'ébruiter, on ne prétendît que l'article avait été fait pour extorquer de l'argent au ministère. Les journaux du soir étaient alors fort recherchés, parce qu'ils publiaient le cours des fonds publics aussitôt après la clôture de la Bourse, parce qu'ils contenaient toutes les nouvelles des feuilles du matin, et

en outre les nouvelles arrivées dans la journée. Stuart imagina de faire une seconde et une troisième éditions lorsqu'il recevait trop tard des nouvelles importantes. Les crieurs de son journal remplissaient alors de leurs clameurs les rues de Londres. Lui-même a raconté que le jour de l'assassinat de M. Percival par Bellamy, deux éditions ayant à peine satisfait l'avide curiosité du public, on entendit crier tout à coup une troisième édition du *Courrier*, avec de nouveaux détails sur l'assassin du premier ministre. Le public s'arracha aussitôt les exemplaires de cette troisième édition, et y trouva pour toute pâture à sa curiosité les deux lignes suivantes : « Nous suspendons à l'instant notre tirage pour annoncer que ce sanguinaire scélérat a refusé de se laisser raser. »

Les journaux du soir perdirent beaucoup de leur importance après la guerre; néanmoins le *Courrier* demeura une spéculation très-profitable jusqu'au jour où, Stuart s'en étant défait, les nouveaux propriétaires le vendirent au parti tory. Ce changement de politique fut fatal au journal, qui déclina rapidement et finit par périr. Tous les journaux du soir, du reste, sont aujourd'hui en baisse; l'établissement des chemins de fer leur a porté un coup dont ils ne se relèveront pas. Leur grand avantage était de partir le soir par la poste en même temps que les journaux publiés le matin, et d'arriver en même temps que ceux-ci en province, tout en donnant des nouvelles plus fraîches; mais comme la poste n'a pas le monopole des transports en Angleterre, les journaux du matin ont renoncé au bénéfice du transport gratuit que leur assure le timbre; ils s'expédient par les premiers convois du matin, de façon à être distribués dans toutes les grandes villes de province pour l'heure du déjeuner. Ce sont eux par conséquent qui ont aujourd'hui l'avance sur les journaux du soir, et ils ont à peu près expulsé ceux-ci de la province. A mesure que le service des chemins de fer s'étendra, les journaux du soir verront se resserrer leur clientèle jusqu'au jour où ils seront réduits à Londres et à sa banlieue.

Les dix années qui se sont écoulées de 1815 à 1825 ont été l'époque la plus prospère des journaux anglais. On portait alors à 10 millions le capital engagé dans les treize feuilles quotidiennes, savoir : 7 millions dans celles du matin, et 3 millions dans celles du soir; mais il aurait fallu doubler ce chiffre pour avoir la valeur réelle des actions. La propriété du *Times* était déjà évaluée à elle seule à près de 3 millions, celle du *Courrier* à 2 millions, celle du *Globe* à 1,250,000 francs. Aucun journal ne se vendait à cette époque à plus de 7 ou 8,000 exemplaires, la plupart ne dépassaient pas 3,000, et quelques-uns n'atteignaient même pas ce chiffre, puisque le tirage total de la presse quotidienne n'était que de 40,000. Leur revenu était cependant beaucoup plus considérable qu'aujourd'hui. Le *Herald* valait alors 200,000 francs à son propriétaire, et le *Times* 500,000; le *Star*, journal du soir, rapportait 150,000 francs, et le *Courrier* presque le double. En 1820, Perry retira du *Chronicle* 300,000 francs nets. Aucun journal, le *Times* excepté, ne donne aujourd'hui un revenu semblable, malgré le développement qu'a pris la publicité. Les frais des journaux se sont en effet accrus dans une proportion bien plus considérable que la vente et que le produit des annonces. A l'époque dont nous parlons, le format était beaucoup moins grand que maintenant; les journaux paraissaient avec cinq colonnes tant que le parlement siégeait, et ils se réduisaient à quatre colonnes dans l'intervalle des sessions; en outre, les frais de rédaction étaient alors bien

moins onéreux. L'augmentation des dépenses date de la lutte engagée vers 1826 par le *Herald* contre le *Times*. M. Thwaites, devenu copropriétaire et gérant du *Herald*, voulait demeurer seul maître du journal : pour contraindre son associé à lui vendre sa part, il absorba pendant plusieurs années tous les bénéfices en dépenses d'amélioration. C'est lui qui imagina d'établir des correspondans à poste fixe dans les grandes villes d'Europe. Il envoya un de ses rédacteurs en Espagne pour y suivre jour par jour la lutte engagée par les cortès contre le pouvoir royal et les mouvemens de l'armée française. Quand le roi George IV fit un voyage en Hanovre, le *Herald* expédia encore un de ses rédacteurs à la suite du monarque, pour rendre un compte quotidien du voyage royal. Il n'est point de journal anglais qui n'en fasse autant aujourd'hui en pareille circonstance; mais c'étaient alors des innovations, et tous les journaux durent suivre le *Herald* et le *Times* dans cette voie dispendieuse.

II.

Les journaux quotidiens du matin sont aujourd'hui au nombre de sept en Angleterre. Tous se publient à Londres : ce sont le *Public Ledger*, l'*Advertiser*, le *Daily News*, le *Post*, le *Herald*, le *Chronicle* et le *Times*. Le *Ledger* est un petit journal qui a conservé le format d'autrefois, et qui subsiste depuis quatre-vingts ans du produit de ses annonces. Quelques tentatives ont été faites pour l'agrandir et le transformer en un journal complet, sur le modèle des autres feuilles du matin; elles ont échoué, et après chaque essai le *Ledger* est revenu à son mode habituel de publication, qui assure à ses propriétaires un revenu fixe et assez brillant. Telle est la puissance d'une clientèle solide, qu'il ne serait au pouvoir d'aucun des grands journaux de Londres de faire concurrence à cette feuille en apparence insignifiante, dont la rédaction politique est à peu près nulle, et qui ne tente aucun effort pour se procurer cette riche variété de renseignemens qui fait le mérite des autres journaux du matin. Mais depuis quatre-vingts ans les armateurs, les commissionnaires en marchandises, les négocians à l'importation sont habitués à trouver dans le *Public Ledger* les nouvelles de mer, la liste des arrivages, les annonces des cargaisons et des parties de marchandise à vendre, et ils sont tous obligés de recevoir ce journal; précisément aussi parce qu'ils le reçoivent tous, tous les gens qui ont un navire ou des marchandises à vendre sont obligés de mettre leurs annonces dans le *Ledger*. Voilà pourquoi une spécialité reconnue et consacrée par de longues années assure à une feuille des plus médiocres une vente quotidienne qui suffit à ses frais, et des annonces qui lui donnent un assez beau revenu.

Nous avons dit comment l'*Advertiser* fut fondé en 1793 avec le concours des restaurateurs et des taverniers de Londres. Ce journal s'est maintenu depuis sans s'élever jamais à une prospérité bien haute, mais aussi sans voir décroître sa clientèle en quelque sorte forcée. En politique, il soutient les opinions du parti radical, et, sans aller jusqu'au chartisme, il fait une rude guerre à l'aristocratie anglaise et à l'église anglicane. Depuis que M. Cobden et M. Bright n'ont pas dédaigné, dans un *meeting*, de réclamer publiquement l'appui de leurs auditeurs pour le *Daily News*, ce journal, qui est de beaucoup le plus jeune des grands journaux anglais, doit être considéré comme

l'organe de ce qu'on appelle en Angleterre l'école de Manchester. Ce patronage ne semble pas avoir porté bonheur au *Daily News*. On ne saurait imaginer de débuts plus brillans que ceux de ce journal. Dickens y a publié des *Lettres sur l'Italie* et diverses séries d'articles, et les autres écrivains n'étaient point indignes d'un tel collaborateur. Les opinions du journal étaient, en politique et en religion, d'un libéralisme très-décidé, mais qui n'avait rien d'exagéré; elles étaient défendues avec vivacité et avec esprit, mais en même temps avec une modération de langage et un bon goût qui ne sont pas ordinaires à la presse anglaise. Des articles de critique littéraire distingués, des travaux remarquables sur les classes laborieuses et sur les districts manufacturiers répandaient beaucoup de variété sur ce journal, et en rendaient la lecture intéressante. Soit épuisement des écrivains, soit économie, toute cette partie du *Daily News* a disparu pour faire place aux comptes-rendus de l'association pour la réforme électorale et parlementaire et à d'autres remplissages. Dickens s'est séparé du *Daily News* pour fonder et rédiger une revue populaire, et l'on est tenté de croire que de nombreux changemens ont eu lieu dans le personnel de la rédaction, car le *Daily News* a beaucoup perdu de sa valeur littéraire, et le ton habituel du journal est tout à fait changé. Le libéralisme du *Daily News* aurait pu prendre une teinte radicale assez prononcée sans que la forme s'en ressentît; mais ce journal ne se borne plus à censurer l'aristocratie et l'église établie, il les diffame : à des satires fines et spirituelles ont succédé des philippiques violentes et exagérées; la brutalité et la grossièreté ont trop souvent remplacé, dans la polémique, la vivacité et la verve.

Depuis le jour où il est sorti des mains de Daniel Stuart, le *Post* est toujours demeuré fidèle au parti tory. Ce journal a été l'organe spécial de la sainte-alliance, et il est encore l'avocat inflexible de toutes les légitimités déchues : il est carliste en Espagne et miguéliste en Portugal; il a été le partisan déclaré de l'alliance russe, même aux jours où florissaient la quadruple alliance et l'entente cordiale; aussi ses adversaires ne se faisaient pas faute de l'appeler le journal de la Russie. Il est assurément le journal de prédilection de l'aristocratie et du monde élégant, et il reçoit le premier confidence des fêtes et des mariages de haut parage; aussi une partie de l'espace réservé par les autres journaux à la politique est-elle consacrée par le *Post* aux nouvelles du monde fashionable, aux allées et aux venues de la cour et des familles aristocratiques, au compte-rendu des courses et des chasses, à l'analyse des livres et des recueils à l'adresse du grand monde. Ces relations avec le grand monde et la chancellerie russe ont été très-profitables pour le *Post*, qui est longtemps demeuré dans les meilleurs termes avec les représentans des puissances à Londres; c'est à lui naturellement que la diplomatie continentale s'est adressée chaque fois qu'elle a eu besoin de faire démentir un bruit, ou de livrer à la publicité, sans qu'on en sût l'origine, une nouvelle ou un document. Ces communications précieuses étaient un des élémens de la prospérité du *Post;* nous ne savons s'il en conserve aujourd'hui le privilége. En effet, un changement singulier s'est opéré au sein de ce journal il y a maintenant deux ans. Le *Post* était l'adversaire des whigs, et par suite de lord Palmerston; néanmoins on apprit un matin que son rédacteur en chef était nommé à un poste diplomatique très-lucratif. Cette nomination inattendue a eu pour résultat incontes-

table un revirement dans les opinions du *Post*. Ce journal est demeuré tory en politique et protectioniste en économie; mais il a pris assidument et avec éclat la défense de lord Palmerston et de toute sa politique extérieure, et il est aujourd'hui considéré comme l'organe de cet homme d'état éminent.

Le *Herald* a été whig à ses débuts : patroné par le prince de Galles, depuis prince-régent, et ensuite roi sous le nom de George IV, il a suivi ce prince dans toutes ses variations, et il a fini par être conservateur quand son protecteur porta la couronne. Le *Herald* est demeuré fidèle jusqu'au bout à sir Robert Peel, et lorsque cet homme d'état eut rompu avec son propre parti, le *Herald* se trouva pendant quelques mois le seul journal du matin qui soutînt le gouvernement. Le *Standard*, journal du soir, qui appartient, comme le *Herald*, à M. Balduin, suivait naturellement la même ligne : aussi la presse opposante ne manquait pas de comparer ses deux adversaires à Castor et Pollux, et ne tarissait pas en plaisanteries sur les *jumeaux ministériels*. A l'avénement des whigs, en 1846, le *Herald* se rangea de nouveau sous la bannière conservatrice et protectioniste; il a soutenu avec habileté et persévérance lord Derby et M. Disraéli dans leurs campagnes contre lord John Russell, et il était l'organe avoué du ministère qui vient de tomber.

Le *Chronicle* a été pendant cinquante ans l'organe des whigs, et il a dû à ses relations avec ce parti une longue prospérité. La popularité de ce journal subit une éclipse momentanée vers 1822, à l'époque du procès de la reine Caroline, parce que Perry montra quelque hésitation à prendre parti, et tarda trop à se prononcer pour la reine, en faveur de qui l'opinion des masses s'était déclarée avec éclat. Le *Chronicle* arriva à son apogée vers 1834, après la conquête de l'émancipation des catholiques et de la réforme électorale, lorsque le *Times* abandonna quelques mois le parti libéral pour le premier et éphémère cabinet de sir Robert Peel. Beaucoup de lecteurs du *Times* passèrent alors au *Chronicle*, qui vit s'accroître considérablement sa clientèle. Cette grande prospérité fut de courte durée, et le *Chronicle* déclina peu à peu avec le parti whig, malgré d'énergiques efforts pour ressaisir la prééminence. En 1847, les propriétaire, alarmés d'une baisse graduelle et constante dans la vente du journal, baisse qui était déjà d'un tiers sur la moyenne des quatre ou cinq années précédentes, firent une tentative qu'ils croyaient décisive : ils abaissèrent le prix du *Chronicle* de 50 à 40 centimes le numéro. Cet essai n'eut point de succès : il diminua le produit du journal sans ramener les lecteurs. Un changement eut lieu alors dans la propriété. Les anciens collègues de sir Robert Peel, tombé du ministère en 1846, n'avaient pas renoncé, comme leur chef, à tout avenir politique. Cette brillante phalange d'hommes de talent pouvait alors faire pencher la balance du pouvoir par les voix dont elle disposait encore dans une chambre des communes très-divisée : l'éloquence, le savoir, l'expérience des affaires, lui donnaient droit de demander que l'on comptât avec elle. Elle n'avait pas d'organe dans la presse : le *Chronicle* fut acquis et fut placé sous l'influence spéciale de M. Gladstone et de M. Sidney Herbert. Il revint à son ancien prix. Depuis 1849, le *Chronicle*, de défenseur des whigs, est devenu insensiblement, comme les hommes qu'il représente aujourd'hui, l'adversaire le plus vif de ce parti. Il a fait une guerre acharnée à lord John Russell, et dans cette session même, tout en combattant avec acri-

monie le ministère tory, il a soutenu contre lord John Russell les droits de sir James Graham à la direction de l'opposition. Le *Chronicle* défend donc en politique les principes des hommes qui s'intitulent conservateurs libéraux, pour se distinguer à la fois des tories et des whigs. En économie politique, ce journal est le libre-échangiste le plus décidé de la presse anglaise. En religion enfin, le *Chronicle*, comme M. Gladstone, est le défenseur ardent de cette fraction de l'église anglicane qui voudrait affranchir l'église de la tutèle spirituelle de l'état, qui revient à la réforme d'Henri VIII, qui tend à renouer la tradition ancienne, et par là se rapproche de l'église romaine, et qu'on appelle l'école puseyite.

Aujourd'hui le *Chronicle* a pour rédacteur en chef M. Henri Williams Wills. On doit reconnaître que la transformation que ce journal a subie lui a été favorable. Depuis 1849, il a fait une place plus grande et plus régulière à la littérature, et il a publié sur la question religieuse, sur l'éducation, sur l'état des classes agricoles et laborieuses en Angleterre, sur l'agriculture des diverses parties du continent des séries d'articles du plus grand mérite et du plus haut intérêt. Une partie de sa polémique trahit une plume d'un talent élevé et flexible et d'une aisance toute moudaine. Si même il pouvait nous être permis d'assigner des rangs après des années de lecture assidue et de commerce quotidien avec la presse anglaise, nous n'hésiterions pas à dire que le *Chronicle* est le journal anglais dont la rédaction est la plus variée, et offre au lecteur l'intérêt le plus constant. Les correspondances étrangères sont la partie faible de ce journal, surtout la correspondance parisienne, qui fait tache avec le reste de la rédaction; il est impossible de rien imaginer de plus ridicule, de plus niais et de plus ignare que ce recueil de commérages qui trahit une complète ignorance des hommes et des choses de notre pays.

Le *Times* occupe dans la presse anglaise une place à part. Il n'est enrôlé sous la bannière d'aucun parti, et il n'a de relations habituelles et avouées avec aucun homme politique. Il a été longtemps le défenseur des lois sur les céréales, il est aujourd'hui libre-échangiste, mais il a accepté le libre-échange sous toutes réserves, comme un fait accompli et irrévocable plutôt que comme un principe infaillible qu'on doive appliquer partout. Il est de fait l'adversaire du parti protectionniste, et pourtant il ne perd pas une occasion de maltraiter M. Cobden, M. Bright et toute l'école de Manchester, qu'il poursuit incessamment de ses sarcasmes. En politique, le *Times* n'a pas davantage d'opinions arrêtées : il use largement du droit de changer d'avis et du droit de se contredire. Après les orateurs de la ligue, la fraction radicale de la chambre des communes est l'objet favori de ses attaques, et pourtant il vient de se déclarer récemment partisan d'une nouvelle réforme parlementaire, et il a attaqué comme insuffisante la loi proposée l'an dernier par lord John Russell. Le *Times* a combattu avec acharnement la politique de lord Palmerston comme trop tracassière et trop guerroyante : aujourd'hui il est le plus belliqueux des journaux anglais. Chacune de ces contradictions semble augmenter son autorité au lieu de l'affaiblir, et aucun journal au monde n'exerce sur son pays une influence qui approche de celle du *Times* sur l'opinion publique en Angleterre.

La grande fortune du *Times* est du reste toute récente. Il y a quinze ans,

après l'élan considérable que l'abaissement des droits de timbre avait donné aux journaux, la vente quotidienne du *Times* ne s'élevait pas tout à fait à 10,000 numéros. Il était déjà le journal le plus répandu, mais sa circulation n'était pas, comme aujourd'hui, hors de proportion avec celle des autres feuilles quotidiennes. L'activité de ses propriétaires, le mérite incontestable de sa rédaction, le nombre et la valeur de ses correspondances, ne suffiraient pas à expliquer sa rapide prospérité : deux faits y ont contribué, et les raconter fera comprendre quel rôle l'opinion publique en Angleterre attribue à la presse.

Au printemps de 1841, le correspondant que le *Times* avait alors à Paris, M. O'Reilly, reçut secrètement avis d'un plan formé par des escrocs habiles pour dépouiller simultanément les banquiers des principales places d'Europe. Au moment même où il était révélé à M. O'Reilly, ce plan, dont le succès paraissait infaillible et qui devait rapporter à ses auteurs une vingtaine de millions, recevait, par manière d'essai, un commencement d'exécution. Un peu plus de 250,000 francs étaient escroqués avec la plus grande facilité à une maison de Florence. La position des auteurs du complot, qui avaient su se faire admettre dans le plus grand monde, le secret extrême et l'habileté qui avaient présidé à toutes leurs opérations, le soin avec lequel ils faisaient disparaître à mesure toute preuve matérielle, rendaient fort hasardeuse toute tentative individuelle pour dénoncer et faire échouer leur entreprise. Le *Times* n'hésita pas cependant à publier tous les renseignemens recueillis par son correspondant; seulement il data ses lettres de Bruxelles, afin de dépister les conjurés et de mettre M. O'Reilly à l'abri d'une tentative d'assassinat. Le plan fut dévoilé dans tous ses détails, et son exécution devint impossible, tous les banquiers d'Europe étant désormais sur leurs gardes. L'entreprise abandonnée, on aurait pu traiter de roman toutes les révélations du *Times*, sans le commencement d'exécution qu'attestait l'escroquerie commise à Florence, escroquerie que l'on comptait bien renouveler avec tactique, et dont les auteurs sont demeurés absolument inconnus. Le *Times* n'avait à sa disposition aucune preuve valable en justice, et un certain Bogle, qui avait été désigné dans une des lettres de M. O'Reilly comme jouant un rôle tout à fait secondaire dans le complot, se prétendit calomnié et intenta au *Times* un procès en diffamation. Ce procès fut jugé aux assises de Croydon en août 1841. Par suite de l'impossibilité où le *Times* était de prouver contre Bogle un délit matériel, et en présence du texte formel de la loi, les jurés durent condamner le journal, mais ils n'allouèrent à son adversaire qu'un farthing, c'est-à-dire un liard pour tous dommages-intérêts. Les frais du procès, qui s'élevaient à 125,000 francs, demeurèrent à la charge du journal, comme partie condamnée. Mais les débats et les plaidoiries avaient fait connaître les recherches patientes auxquelles s'était livré le correspondant du *Times*, et les dépenses considérables que le journal s'était imposées pour se rendre maître de tous les fils de l'intrigue, enfin les précautions infinies qu'il avait fallu prendre pour faire usage des renseignemens recueillis. Le commerce de Londres s'émut. On proclama d'une voix unanime que le *Times* avait rendu un grand service public, et qu'il n'était pas juste de lui laisser supporter les charges d'un procès encouru pour l'utilité générale. Une souscription fut ouverte pour rembourser le journal de

toutes ses dépenses. Les propriétaires du *Times* déclarèrent qu'ils ne pourraient rien accepter, parce qu'ils n'avaient fait que remplir leur devoir de journalistes. La souscription s'élevait déjà à plus de 60,000 fr.; une réunion fut convoquée sous la présidence du lord-maire, pour décider de l'emploi de cet argent et chercher les moyens de rendre au *Times* un hommage public. Il fut arrêté que deux tablettes de marbre portant une inscription commémorative seraient posées, l'une dans la Bourse de Londres, l'autre dans les ateliers du *Times*, et que le produit de la souscription serait placé en fonds de l'état et consacré à la création de deux bourses appelées *bourses du Times*, pour entretenir perpétuellement à Oxford ou à Cambridge un élève sorti de Christ's Hospital et un élève de l'école de la Cité de Londres.

Dans cette circonstance, la Cité de Londres s'est reconnue la débitrice du *Times*. Le soin qu'a toujours mis le puissant journal à prendre en main et à soutenir les réclamations du commerce, et la facilité avec laquelle il accueille même les plaintes individuelles lorsqu'elles sont fondées, et leur donne l'appui de sa retentissante publicité, ont habitué peu à peu le public anglais à considérer la presse, le *Times* en particulier, comme le défenseur naturel de tous les intérêts lésés. Aussitôt qu'un particulier croit avoir à se plaindre d'un fonctionnaire, ou d'un employé de chemin de fer, ou d'une entreprise privée, son premier mot, pour se faire rendre justice ou pour traduire son mécontentement, est de menacer d'en écrire au *Times*, comme si ce journal était le redresseur de tous les torts, et avait un droit de censure universelle.

Le second fait que nous choisirons entre tous ceux qui ont contribué à la popularité du *Times* est d'une nature toute différente du premier. C'était au temps de la grande controverse sur le libre-échange; le *Times*, qui avait longtemps et habilement défendu la législation sur les céréales, venait de se prononcer un peu brusquement contre elle, et l'opinion publique n'était pas encore remise de l'étonnement causé par cette conversion inattendue, lorsque ce journal annonça un matin que le sort des lois sur les céréales était décidé, que les ministres alors au pouvoir en demanderaient l'abrogation. Sir Robert Peel et ses collègues n'étaient entrés au ministère que pour défendre cette législation; la déclaration du *Times* excita donc une incrédulité universelle. Le *Times* ne se défendit pas, laissa rire les railleurs, et soutint sans mot dire les attaques et les dérisions de toute la presse. Six mois après, à la veille de la convocation du parlement, une crise ministérielle éclatait, et, sur le refus fait par les whigs de prendre le pouvoir, sir Robert Peel gardait son portefeuille et proposait à la chambre des communes l'abrogration des *corn-laws*. La prédiction du *Times* se trouvait complétement justifiée. Ce fait a acquis à ce journal, aux yeux du public anglais, le prestige d'une sorte d'infaillibilité : quoi que dise le *Times*, et quelque étranges que puissent sembler ses affirmations, on n'ose plus révoquer absolument en doute rien de ce qu'il imprime. Par cela seul qu'elle est dans ses colonnes, une opinion acquiert un certain degré de probabilité. Il plairait demain au *Times* d'annoncer que l'empereur du Japon a envoyé une flotte pour conquérir l'Angleterre, qu'il se trouverait de bons Anglais pour prendre peur et pour réclamer des mesures de précaution. Dans toute crise, chaque fois qu'un fait grave se produit, qu'une question difficile est soulevée, la première idée qui vienne au public est de s'in-

former de l'opinion du *Times*. Que dit ou que va dire le *Times*? se demande immédiatement toute la Cité. On ne saurait imaginer, pour un journal, de situation plus forte que celle que font au *Times* cette portée attribuée à toutes ses paroles et cette autorité attachée à chacun de ses jugemens; mais cette situation a un danger auquel le *Times* n'a point échappé: c'est de faire naître chez les écrivains la tentation d'éblouir sans cesse, de frapper chaque matin l'esprit du lecteur. Il ne suffit pas au *Times* que son opinion soit plus comptée que celle des autres journaux, il faut qu'il fasse et qu'il pense au rebours des autres. Depuis plusieurs années, il cherche perpétuellement à se singulariser. Lorsqu'on voit les journaux anglais tomber d'accord sur un fait ou sur une question, on peut être assuré que le *Times* prendra le contre-pied de leur opinion. La révolution du 2 décembre en fournit un exemple frappant : la plupart des feuilles anglaises ayant applaudi les premiers jours aux événemens de Paris, le *Times*, qui jusque-là avait été très-favorable au président de la république, se prononça immédiatement contre lui avec une âpreté et une violence extrêmes.

Le *Times* se prétend libre de tout engagement; il répudie très-haut toute relation avec les hommes politiques; il refuse d'être l'organe d'un parti parce qu'il veut être l'organe de l'opinion tout entière. Il se donne comme le traducteur attentif et fidèle de la pensée populaire; il se place volontairement dans la position où se trouvent forcément les journaux américains; il prend le rôle d'un miroir destiné à refléter toutes les impressions du public. En réalité, il ne revendique son indépendance vis-à-vis des hommes politiques que pour l'abdiquer devant la multitude, dont il est à la fois le pourvoyeur de nouvelles et l'écho. Nous allons laisser le *Times* définir lui-même sa situation. Au commencement de la session dernière, tous les chefs de parti, y compris lord John Russell et le comte de Derby, blâmèrent le langage tenu par la presse anglaise sur les événemens de France, comme excessif, imprudent et de nature à créer des embarras à l'Angleterre. Le *Times* répondit à ces reproches de la façon suivante: « La dignité et la liberté de la presse cessent d'exister dès que la presse accepte une position subalterne (*ancillary*). Pour pouvoir remplir ses devoirs avec une entière indépendance, et par conséquent au plus grand avantage du public, il ne faut pas que la presse contracte d'alliance ni intime ni assujettissante avec les hommes politiques, et elle ne saurait non plus sacrifier ses intérêts permanens aux convenances du pouvoir éphémère d'un cabinet.

« Le premier devoir de la presse est de se procurer la connaissance la plus exacte et la plus prompte possible des événemens contemporains, et, par une révélation immédiate, de faire entrer tous ces faits dans le domaine public. L'homme d'état recueille ses informations en silence et par des moyens secrets; il tient en réserve avec un luxe risible de précautions même le courant des faits de chaque jour jusqu'à ce que la diplomatie soit vaincue dans cette tentative par la publicité. La presse vit au contraire d'indiscrétions; tout ce qui tombe en sa possession prend place aussitôt dans la science et dans l'histoire du temps. La presse chaque jour et à tout instant fait appel à la force éclairée de l'opinion publique : elle devance autant qu'il lui est possible la marche des événemens; elle se tient sur la brèche qui sépare le présent de l'a-

venir, et de là elle étend son regard vigilant jusqu'à l'horizon du monde. Le rôle de l'homme d'état est précisément tout l'opposé du sien. »

C'est sans doute une position très-forte pour un journal que d'être l'organe de l'opinion publique. On peut faire tête à bien des adversaires lorsqu'on sent derrière soi tout un peuple; mais le miroir n'est fidèle qu'autant qu'il reproduit toutes les variations de son modèle : de même on ne saurait se trouver toujours en accord parfait avec le courant des idées populaires, à moins de suivre la foule dans toute la mobilité de ses impressions. C'est une servitude différente de celle contre laquelle le *Times* proteste, mais qui a aussi ses mauvais côtés et ses dangers. Cette perpétuelle mobilité qu'on est contraint de subir et d'absoudre chez la multitude, la pardonnera-t-on à un journal? L'autorité du *Times* sur les classes élevées et intelligentes n'a-t-elle pas déjà souffert des brusques évolutions que ce journal ne justifie que par le besoin de demeurer en communion d'idées avec le public? Pour nous mettre à un point de vue plus élevé, la foule a-t-elle toujours raison, et faut-il la suivre jusque dans ses erreurs? Ce sont là des questions qui, pour être résolues, nécessiteraient une comparaison étendue de la presse anglaise avec la presse française, qui a toujours été essentiellement une presse de partis. Nous devons donc les ajourner, car il nous faut achever avant tout de faire connaître l'organisation intérieure et les moyens d'existence des journaux de Londres.

III.

On ne connaît encore en France que bien imparfaitement ce qu'on nous permettra d'appeler le *mécanisme de la presse anglaise*. Un journal du matin se compose de huit pages grand in-folio divisées chacune en six colonnes, soit en tout quarante-huit colonnes; c'est presque le double des plus grands journaux français. La première et la huitième pages, c'est-à-dite la surface extérieure du journal, sont consacrées aux annonces; la seconde et la troisième contiennent les débats des deux chambres et, à leur défaut, les extraits des enquêtes parlementaires, les assemblées générales des compagnies de chemins de fer, ou bien encore les prix courans des marchés, les documens commerciaux ou industriels qui, pendant la session, passent à la sixième page. Les matières importantes sont réservées pour la quatrième et la cinquième pages, qui forment la surface intérieure du journal : la quatrième contient les annonces des théâtres, le sommaire des séances des chambres et les articles politiques, au nombre de quatre au plus, de la longueur d'une colonne en moyenne. La cinquième page est occupée par les nouvelles du jour, le bulletin de la cour, les audiences ou les réceptions ministérielles, la malle des Indes, celle des Antilles ou celle des États-Unis, selon la date du mois, et la correspondance de France ou celle d'Irlande suivant leur importance. La sixième page est consacrée aux correspondances étrangères et à l'analyse raisonnée de la Bourse, et quand la place est libre, à l'analyse des pièces de théâtres et des livres nouveaux. La septième est remplie par les comptes-rendus des tribunaux.

Telle est invariablement la composition d'un journal du matin. On sera sans doute frappé du peu d'espace qu'y occupe la politique proprement dite,

et de la part considérable qui est faite aux renseignemens utiles. Les articles de fond eux-mêmes ne sont souvent que des résumés où sont analysés en substance et appréciés les documens publiés ailleurs par le journal. Près d'un huitième de l'espace total est consacré aux tribunaux, non pas, comme en France, pour satisfaire la curiosité publique : le côté pittoresque et dramatique est au contraire presque toujours sacrifié au côté juridique; mais en Angleterre la législation n'est pas fixée comme chez nous, beaucoup est laissé à l'arbitraire des tribunaux et à l'autorité des précédens : les opinions et les décisions des juges, les considérans des arrêts, sont donc d'une extrême importance pour les gens de loi et pour les plaideurs. Un autre trait caractéristique de la presse anglaise est l'importance extrême attachée à l'article sur la Bourse, ou, pour prendre le terme consacré, « aux nouvelles du marché à l'argent. » On peut dire que c'est là l'article capital, celui qui est le plus lu et qui peut exercer l'influence la plus décisive sur l'autorité d'un journal. Il ne s'agit pas, comme en France, de résumer en quelques lignes les variations des fonds et de rapporter les bruits qui ont couru; il faut recueillir et donner en substance l'opinion des marchands d'argent et de crédit sur les événemens du jour, et analyser tous les mouvemens des fonds en rapportant les effets aux causes; il faut apprécier à sa valeur chaque affaire à mesure qu'elle se présente sur la place, savoir invoquer et rappeler à propos les faits matériels, les renseignemens statistiques, les documens diplomatiques qui peuvent éclairer sur la condition présente ou l'avenir d'une entreprise ou d'un fonds étranger. C'est donc une des fonctions importantes d'un journal que la tâche d'y écrire chaque jour l'article sur la Bourse. M. Alsager, qui avait su s'acquérir la notoriété en ce genre, et dont les articles faisaient autorité dans le monde commerçant, recevait du *Chronicle* un traitement annuel de 40,000 francs.

Les annonces commencent et finissent le journal anglais : elles occupent au moins le quart de sa superficie, et le *Times* publie plusieurs fois par semaine des supplémens de quatre et même de huit pages remplis tout entiers d'avis au public. Rien de ce que nous voyons dans les journaux français ne peut nous donner une idée de la quantité d'annonces publiées journellement par les feuilles anglaises ou américaines. Les commerçans en France ne se rendent pas un compte suffisant de l'utilité des annonces : ils s'effraient d'une dépense qui doit se renouveler souvent et dont l'effet est lent à se produire; ceux même qui regardent la publicité comme une nécessité croient y satisfaire en s'imposant un sacrifice unique, et recourent à l'affiche, c'est-à-dire à l'annonce la moins efficace et la plus dispendieuse. L'affiche est éphémère, et si passager que soit le journal, il dure encore plus qu'elle. Il est rare que l'affiche échappe plus de deux ou trois jours au crochet du chiffonnier; le journal ne figure que vingt-quatre heures sur la table du café ou du cabinet de lecture, mais de là il part pour la province; il passe successivement dans les mains de cinq ou six familles, et huit jours après sa publication il trouve encore des lecteurs. Tant qu'un fragment en subsiste, les quelques lignes imprimées sur ce fragment peuvent être un avertissement ou une tentation pour celui dont le regard se pose avec le plus d'indifférence sur ce qui n'est qu'un chiffon sans valeur. L'affiche en outre est immobile, et son action est toute locale; la sphère d'influence du journal est illimitée, il pénètre partout. Le

commerçant anglais n'ignore pas cette universalité du journal, et, à mesure que les chemins de fer augmentent la masse des acheteurs qui veulent se pourvoir dans la capitale, il multiplie lui même ses annonces afin de répandre le nom de sa maison. L'annonce est pour lui le principal et presque l'unique moyen de publicité. Par contre-coup, le chaland qui n'a pas d'habitudes faites et qui veut être assuré de trouver du premier coup ce dont il a besoin, ne se met guère en route pour une emplette sans avoir vérifié si son journal ne contient pas l'adresse de quelque maison spéciale et l'indication du prix courant de la marchandise.

La presse anglaise a proclamé l'égalité des annonces. Dans les journaux français, l'annonce tient encore beaucoup de l'affiche, elle recherche la singularité dans la rédaction et dans les caractères, elle prend volontiers des proportions immenses. Rien de semblable ne se rencontre dans les journaux anglais. Toutes les annonces sont imprimées dans le même caractère et en la même forme, avec des titres de la même dimension; il est rare qu'elles dépassent dix ou douze lignes, hormis pour les propriétés à vendre dont la description est quelquefois donnée avec d'amples détails. Ces annonces sont classées méthodiquement, de sorte que toutes celles qui sont de même nature se trouvent à côté les unes des autres. C'est là encore une des causes qui multiplient les annonces, car les maisons dont les noms se trouvent souvent répétés acquièrent, par l'habitude que l'on contracte de les voir à la même place, une notoriété qui constitue peu à peu dans l'esprit du public une certaine prééminence. Il en est résulté une autre conséquence, la spécialité des annonces dont nous avons déjà parlé; par cela seul que le public s'est habitué à chercher dans un journal les annonces d'une certaine nature, tous les gens qui ont des annonces semblables à faire ont intérêt à s'adresser à ce même journal, et cela finit par être indispensable. Le même fait s'est produit pour les mêmes causes aux États-Unis. Le *Times*, pour sa part, a deux spécialités, ou plutôt il a le monopole absolu de deux sortes d'annonces. C'est à lui que s'adressent tous les gens qui cherchent un emploi et tous ceux qui cherchent un employé. Tous les jours deux cents laquais, valets de chambre, domestiques, bonnes, cuisinières, etc., demandent une place par la voie du *Times*, et tous les jours aussi deux cents personnes demandent dans les colonnes parallèles un domestique, une bonne, un commis, une institutrice. Ces annonces, qui n'ont chacune que deux lignes, trois au plus, constituent un des plus beaux revenus du *Times*, parce qu'elles doivent approcher du chiffre de cent mille par an. L'autre spécialité est plus étrange encore. La quatrième colonne de la première page du *Times* est en quelque sorte une poste aux lettres supplémentaire. C'est un moyen de correspondre sans rompre l'anonyme et sans savoir l'adresse des gens. Il ne se passe guère de jours sans que quelque femme abandonnée ou quelque famille attristée n'adresse, par la voie du *Times*, un appel à un époux fugitif, à un fils indocile, à une fille en route pour quelque Gretna-Green continental. Toutes les lettres de l'alphabet s'appellent, se supplient et se menacent réciproquement par la voie de cette quatrième colonne. L'an dernier, pendant près de trois mois, nous y avons vu chaque semaine « une colombe qui n'avait plus qu'une aile » implorer à grands cris le « retour du ramier qui devait la protéger. »

Les journaux anglais ont à supporter des frais énormes : il serait trop long de les énumérer tous, et nous devrons nous borner à en indiquer les principaux. Nous rencontrons en premier lieu les frais préalables, et d'abord le droit sur le papier, qui, tout modique qu'il soit en apparence, n'en constitue pas moins un impôt fort lourd pour les journaux, à cause des quantités de papier considérables qu'ils consomment. Ce seul droit sur le papier est pour le *Times* une charge de 1,500 francs par jour ou de 400,000 francs par an. Vient ensuite le timbre, qui fait office de droit de poste et qui s'élève à 1 penny, c'est-à-dire à 10 centimes par numéro. Comme ces deux impôts s'acquittent en quelque sorte journellement et d'avance, ils exigent de la part des journaux un fonds de roulement considérable qui est un premier obstacle à la multiplication des feuilles quotidiennes. Il est juste cependant de remarquer que le *Times* est presque seul à faire timbrer directement son papier, et que les autres journaux achètent habituellement leur papier tout timbré, en sorte que c'est le marchand de papier qui fait les avances. Le droit sur les annonces, qui est de 1 shilling six pence ou 1 franc 80 centimes par annonce, ne pèse en apparence que sur le public qui l'acquitte; mais il n'en est pas moins funeste aux journaux, parce qu'il porte à 2 shillings et demi, c'est-à-dire à plus de 3 francs le prix d'une annonce de deux lignes, et qu'il empêche ainsi les petites bourses de recourir fréquemment à la publicité. En outre, quand les annonces sont si coûteuses, le public ne se borne pas à en faire moins souvent, il cherche avec raison à tirer le meilleur parti possible de sa dépense, et il ne porte ses annonces qu'aux journaux qui sont le plus répandus et où il est assuré qu'elles seront lues par un plus grand nombre de personnes. Il en résulte qu'un journal qui se fonde ne doit compter sur aucune annonce avant d'avoir prouvé sa vitalité par plusieurs années d'existence, et d'avoir acquis une certaine popularité; encore ne doit-il espérer que le superflu des autres journaux. Il ne faut pas être grand calculateur en effet pour s'apercevoir qu'une annonce de 3 francs mise dans un journal où elle a chance d'être lue par cinq mille personnes, et dans un journal qui a trente mille lecteurs, coûte en réalité six fois plus cher dans le premier que dans le second. Par conséquent, toute personne qui n'aura qu'une seule annonce à faire la portera au journal qui a la clientèle la plus nombreuse. C'est ainsi que le droit sur les annonces a contribué puissamment à créer l'espèce de monopole dont le *Times* est investi. Les journaux sont tenus d'acquitter jour par jour le droit sur les annonces; ils doivent, en faisant leurs versemens, remettre aux employés du bureau du Revenu deux exemplaires de leur numéro, pour servir de moyen de vérification et de pièces de conviction en cas de fraude.

L'inconvénient le plus grave des charges que nous venons d'énumérer est de nécessiter une mise de fonds considérable; mais ce que le journal verse chaque matin au trésor, sous la forme de droit de timbre et de taxe sur le papier et sur les annonces, lui est remboursé dans la journée par le public. Il est d'autres frais bien plus onéreux, qui sont invariables de leur nature, et que le journal doit supporter également, soit qu'il n'imprime qu'un seul numéro, soit qu'il ait plusieurs milliers d'acheteurs : ce sont les frais de rédaction et d'impression. Ces frais se sont démesurément accrus depuis quelques années. Nous savons ce que le *Public Advertiser* coûtait de rédaction

en 1773, un an après la dernière lettre de Junius; la dépense totale, en y comprenant bien des faux-frais, ne s'élevait pas tout à fait à 20,000 francs par an, dont 2,500 pour frais de traduction des nouvelles étrangères, 350 francs d'abonnemens aux journaux étrangers, et 5 à 600 francs d'abonnemens aux journaux anglais. Cependant le *Public Advertiser* était un journal bien fait pour le temps et en grande réputation. Cinquante ans plus tard, en 1821, les seuls frais d'impression et de tirage du *Chronicle* montaient à 1,500 francs par semaine, c'est-à-dire au quadruple des dépenses de toute sorte du *Public Advertiser* de 1773. A la même époque, les dépenses annuelles d'une feuille du soir étaient de 150,000 francs; celles d'une feuille du matin, même avec la plus stricte économie, ne pouvaient se réduire au-dessous de 225,000 francs, et un journal de premier ordre, désireux de conquérir ou de garder la faveur publique, devait compter sur une dépense de 350,000. Les déboursés pour les nouvelles extérieures se réduisaient pourtant alors à un abonnement de 3,000 francs, payé aux employés de la poste, qui recevaient en avance les feuilles étrangères, et en fournissaient à chaque journal l'analyse et des extraits tout traduits. Tous ces chiffres sont aujourd'hui de beaucoup dépassés. Un journal du matin emploie maintenant un premier et un second prote, un metteur en pages spécial pour les annonces, trois premiers et trois seconds correcteurs, de 45 à 50 compositeurs en titre (le *Times* en a 110) et 8 ou 10 suppléans, un mécanicien en chef, un aide-mécanicien, 15 ou 18 personnes pour le service de la machine à vapeur et des presses. La composition, l'impression, le tirage, en un mot la préparation matérielle du journal, reviennent en moyenne à 5,000 francs par semaine, c'est-à-dire à plus de 250,000 francs par an.

Nous devons ranger au nombre des dépenses éventuelles dont il n'est pas possible d'indiquer le chiffre approximatif l'acquisition des publications officielles et les abonnemens aux feuilles de l'étranger, des colonies et de la province. M. Hunt évalue à cent cinquante le nombre des feuilles qu'un journal est obligé de recevoir, et comme nous pourrions citer tel journal français qui en reçoit trois ou quatre fois autant, ce chiffre est loin d'être exagéré. Les frais de poste pour les lettres et les missives des correspondans, les dépêches télégraphiques, s'élèvent chaque mois à une somme importante. Souvent il est nécessaire d'employer un courrier pour devancer la poste ou pour l'atteindre. Un rédacteur du *Times*, en février 1848, a traversé le détroit dans une barque non pontée, pour porter plus tôt à Londres la nouvelle de la révolution accomplie à Paris. Lorsqu'une réunion importante a lieu en province, lorsqu'un personnage politique de premier ordre doit prendre la parole, on est obligé de recourir à un train spécial. Lors de l'élection de M. Hudson à Sunderland, le rédacteur de l'un des journaux de Londres traversa deux fois l'Angleterre en quinze heures, pour aller entendre et sténographier le discours du *roi des chemins de fer*. La dépense d'un train spécial, quand elle doit être supportée par un seul journal, s'élève à 1,200 francs. Ce sont là de lourdes charges, et nous n'avons encore rien dit du personnel de la rédaction.

A la tête de la rédaction est l'*éditeur* ou rédacteur en chef, qui est responsable vis-à-vis de la loi de tout ce qui s'imprime, qui représente le journal dans ses relations avec les hommes politiques et avec le public, et qui seul est

en rapport immédiat avec les propriétaires, quand il n'est pas propriétaire lui-même. Sa fonction est de régler chaque jour la composition du journal, de décider des matières qui seront traitées et de désigner les écrivains qui les traiteront, de revoir les articles politiques, rarement d'écrire lui-même. Le traitement d'un éditeur varie de 25 à 40,000 francs, selon l'importance et les ressources des journaux. Au second rang vient le *sous-éditeur*, qui est chargé de tous les détails, qui lit et dépouille les journaux de la capitale et de la province, qui fait pour le gros du journal ce que fait l'éditeur pour les articles politiques, c'est-à-dire qui revoit la *copie*, la corrige, l'abrége, s'il y a lieu, et la classe. Dans plusieurs journaux, cette tâche laborieuse est partagée entre deux personnes. Un rédacteur spécial, sous le titre de *sous-éditeur étranger*, est chargé de parcourir et d'extraire les journaux étrangers, de lire et de réviser les dépêches des correspondans, et de les classer par ordre d'importance en élaguant tout ce qui est dépourvu d'intérêt. Le traitement du sous-éditeur varie de 12 à 15,000 francs. C'est là l'état-major du journal; mais l'éditeur seul connaît les écrivains auxquels il demande les articles politiques, leur nom n'est jamais prononcé dans les bureaux ni écrit sur les livres. Ils sont rétribués à tant par article, et la dépense de ce seul chapitre ne peut s'évaluer à moins de 40 à 50,000 fr. par an. Les comptes-rendus des deux chambres exigent un chef de la sténographie à 12,000 francs, et quinze sténographes à 8,000. Les comptes-rendus des douze ou quinze juridictions de l'Angleterre, confiés d'ordinaire à autant d'avocats, coûtent un millier de francs par semaine, hormis pendant les vacances des cours. Il y a encore les assises de province et les quinze tribunaux de simple police. Quelques journaux y attachent des rédacteurs spéciaux; d'autres se contentent de ce qui leur est apporté par les coureurs de nouvelles à deux sous la ligne. On voit que la partie judiciaire du journal exige à elle seule toute une armée. La plupart des jurisconsultes célèbres de l'Angleterre ont commencé par être attachés comme rédacteurs à l'un des grands journaux. Le dernier rédacteur important que nous rencontrions est le rédacteur de la Bourse, qui a au moins 10,000 francs de traitement. Deux rédacteurs spéciaux sont en outre attachés aux deux grands marchés de Mark-Lane et de Mincing-Lane, et une petite dépense est aussi nécessaire pour se procurer exactement et de bonne heure les relevés des marchés secondaires, c'est-à-dire des marchés aux bestiaux, aux fourrages, à la viande, au poisson, aux légumes, au charbon. Mentionnons en dernier lieu les rédacteurs tout à fait subalternes qui sont chargés des théâtres, des concerts, des courses et des expositions artistiques.

Cette liste formidable du personnel, et par conséquent des dépenses d'un journal, est loin d'être épuisée, car nous n'avons pas dit encore un mot des correspondances. La malle de l'Inde a été une des plus lourdes charges des journaux anglais, à qui elle a coûté jusqu'à 250,000 francs par an. Il y a quelques années, le *Times*, outre un traitement annuel de 2,500 francs, donnait plus de 2,000 francs par voyage à un courrier, à la condition de faire en soixante-seize heures le trajet de Marseille à Calais, et d'apporter ainsi, avec quelques heures d'avance sur la poste, un sommaire en dix lignes de la malle de l'Inde. Cette dépense se renouvelait tous les mois, et s'ajoutait à toutes celles qu'entraînait le courrier ordinaire. L'achèvement des chemins de fer fran-

çais et l'établissement du télégraphe électrique auront pour effet de diminuer beaucoup tous ces frais. Au premier rang par l'importance, après la malle de l'Inde, est la correspondance de Paris,, qui, avec toutes les dépenses accessoires, coûte de 20 à 25,000 francs par an. Outre le correspondant ordinaire, chaque journal avait autrefois à Paris une personne chargée de recueillir jusqu'à l'heure de la poste les débats des chambres françaises. Des correspondans sédentaires sont établis à Berlin, à Vienne, à Naples, à Rome, à Madrid et à Lisbonne. Ils sont envoyés d'Angleterre aux lieux où ils doivent résider, et leur traitement varie de 4 à 6,000 francs par an. Un journal doit en outre se procurer un correspondant dans chacune des localités suivantes : Hambourg, Malte, Athènes, Constantinople, Bombay, Hong-kong, Singapore, New-York, Montréal, la Jamaïque. Il faut également entretenir un agent à Boulogne pour les dépêches françaises, à Alexandrie pour la malle de l'Inde, à Boston et à Halifax pour les nouvelles des États-Unis et du Canada. Comme la malle des États-Unis part de New-York et fait escale à Boston et à Halifax, on expédie dans ces deux villes, par le télégraphe électrique, les nouvelles arrivées après son départ. Malgré ce grand nombre de correspondans, chaque fois qu'une révolution ou une guerre éclate dans un pays, qu'un événement considérable doit s'accomplir dans une ville, que des fêtes extraordinaires ou de grandes manœuvres sont annoncées, on ne manque jamais d'y envoyer un correspondant spécial. Enfin, pour avoir promptement les nouvelles de tous les arrivages et des sorties des bâtimens, les mouvemens des escadres, les promotions dans la marine, les journaux ont un correspondant attitré dans les douze ou quinze ports principaux d'Angleterre, et spécialement à Douvres, à Southampton et à Liverpool. En résumé, on ne saurait évaluer à moins de 150,000 francs la dépense totale des correspondances; ajoutez-y 250,000 francs pour frais d'impression et de tirage, et de 250,000 à 300,000 francs pour la rédaction proprement dite, et vous arriverez au chiffre énorme de 700,000 fr., indépendamment du droit sur le papier, du timbre et du droit sur les annonces.

En présence de pareils chiffres, on cesse de s'étonner du petit nombre des journaux anglais. La nécessité de réunir un capital de plus d'un million avant de songer à la publication d'un seul numéro, la perspective de voir la plus grande partie de ce capital absorbée en quelques mois par les frais de premier établissement et les dépenses courantes, la difficulté de rassembler un personnel qui ne soit point au-dessous de sa tâche, sont autant d'obstacles de nature à arrêter ceux qui voudraient s'aventurer dans la carrière périlleuse du journalisme. On peut regarder les journaux actuellement existans comme en possession d'un véritable monopole, jusqu'au jour où la suppression du timbre et du droit sur le papier viendra modifier cet état de choses. Aussi est-ce à peine si, depuis le commencement du siècle, deux ou trois tentatives ont été faites pour créer des journaux politiques nouveaux. De 1825 à 1830, on vit un journal, fondé dans la pensée de faire concurrence au *Times*, se transformer plusieurs fois et devenir successivement le *Jour* (*the Day*), le *Nouveau Times*, le *Journal du Matin*, sans obtenir, sous aucun de ces titres, la faveur publique et les moyens d'exister. Vers la même époque, Murray, le célèbre libraire, qui était en relations avec tous les littérateurs du temps, crut qu'avec le concours

des auteurs les plus en vogue il ne pouvait manquer d'éclipser tous les journaux : il fonda à grands frais le *Representative*, qui comptait M. Disraëli parmi ses actionnaires et sans doute parmi ses écrivains. M. Murray abandonna la partie au bout de quelques mois, après avoir perdu près de 400,000 francs. Quelques années plus tard, vers 1836, des écrivains radicaux essayèrent de transformer le *Public Ledger* en un journal politique à grand format auquel ils donnèrent le nom de *Constitutionnel*. Au bout de quelques mois, il fallut renoncer à cette tentative, qui coûta 150,000 francs à ses auteurs. Depuis l'apparition du *Morning Advertiser* en 1793, un seul journal a su triompher de tous les obstacles et se faire une place dans la presse : c'est le *Daily-News*, qui date de 1846, et qui a par conséquent six années d'existence.

Plusieurs des écrivains qui ont fondé le *Daily News* avaient appartenu précédemment au *Chronicle :* ils avaient donc la pratique du métier, et, malgré quelques erreurs coûteuses, ils évitèrent la plupart des fautes qui font échouer les entreprises nouvelles. Le *Daily News*, à ses débuts, parut sur huit pages, et tout à fait sur le même pied que les journaux du matin : seulement, comme il avait besoin de se faire connaître et de conquérir la popularité, il déploya une grande activité et fit de véritables tours de force. Ainsi, lors de la fameuse séance dans laquelle sir Robert Peel développa son plan financier et proposa l'abolition des *corn-laws*, le ministre ne finit de parler qu'entre deux heures et demie et trois heures du matin, et à cinq heures le *Daily News* se vendait dans Londres, contenant *in extenso* le discours du premier ministre; à huit heures, il arrivait à Bristol et à Liverpool par des convois spéciaux; à midi, il était en Écosse, et le lendemain, à dix heures du matin, il arrivait à Paris : le chemin de fer du Nord ne marchait pas encore. Une pareille célérité dans l'impression et la distribution d'un journal était encore sans exemple. Au bout de six mois, quand le *Daily News* eut constaté sa vitalité et montré ce qu'il pouvait faire, il se réduisit tout d'un coup à quatre pages très-compactes, et il se vendit deux pence et demi ou cinq sous. C'était tout ce qu'il en coûtait pour lire les autres journaux dans les cabinets de lecture de la Cité. Le *Daily News* prétendait donner à moitié prix un journal complet : il essayait d'accomplir en Angleterre la révolution qui s'était opérée dans la presse française douze ans auparavant. Ce dessein, hautement avoué, souleva contre le nouveau journal une véritable tempête qui servit à le populariser. Le *Times* entreprit de démontrer, par des calculs, que la tentative du *Daily News* devait conduire promptement ce journal à la ruine. Le *Daily News* sembla le reconnaître lui-même lorsque, le 27 janvier 1847, il se mit à trois pence ou six sous. Il lutta courageusement à ce prix pendant deux ans, et, par l'attrait du bon marché, il arriva à avoir un moment jusqu'à vingt-trois mille lecteurs; mais il ne put se soutenir plus longtemps, faute d'une clientèle d'annonces suffisante, et il dut renoncer à sa tentative. Une circonstance qui avait servi ses débuts contribua à sa défaite. Au moment où naissait le nouveau journal, une lutte acharnée était engagée entre le *Times* et le *Herald*. A la suite d'explorations laborieuses, par des sacrifices d'argent considérables et à force de persévérance, le *Times* avait réussi à accomplir ce que le gouvernement anglais n'avait pu faire : il avait organisé un service mensuel de dépêches entre l'Inde et l'Angleterre par la voie de Suez et d'A-

lexandrie. Pour alléger le poids d'une dépense qui s'élevait à 250,000 francs par an, le *Times* s'engagea à communiquer ses nouvelles en temps utile au *Chronicle* et au *Post*, à la condition qu'ils supporteraient leur quote-part des frais. Le *Herald* fut exclu de cet arrangement. Le propriétaire du *Herald*, homme entreprenant et actif, résolut non-seulement d'avoir des courriers comme le *Times*, mais même de gagner de vitesse ses rivaux. Assuré de la bienveillance du gouvernement français, il organisa de Marseille à Boulogne un service de relais de poste; il acheta en outre à la compagnie commerciale de la navigation à vapeur le meilleur de ses bateaux à vapeur, l'*Ondine*, qui eut ordre de stationner dans le port de Boulogne, de sortir en rade à marée basse et de chauffer jour et nuit, afin d'être toujours prête à transporter en Angleterre, contre vent et marée, les dépêches de l'Inde dix minutes après leur arrivée à Boulogne. Grâce à ces moyens extraordinaires, le *Herald* eut plusieurs fois la bonne fortune de devancer le *Times* pour les nouvelles de l'Inde; mais comme une seule administration ne pouvait supporter de si lourdes charges, il avait mis le *Daily News* de moitié dans la dépense. Ce fut un grand avantage pour le nouveau journal de trouver une organisation toute prête, et les victoires du *Herald* lui profitèrent autant qu'à son allié; mais le *Times*, qui avait surtout à cœur de détruire le *Daily News*, comme représentant du journalisme à bon marché, ouvrit des négociations avec le *Herald*. Un jour, le *Daily News* reçut les épreuves de la malle de l'Inde trop tard pour en faire usage, et trouva le lendemain dans le *Times* et le *Chronicle* les mêmes nouvelles que dans son associé. Le mois suivant, les courriers du *Times* ayant eu l'avantage, le *Times* communiqua fraternellement une épreuve au *Herald*, et le *Daily News* parut seul sans nouvelles de l'Inde. La défection du *Herald* était manifeste; elle eut pour conséquence une rupture. Le *Daily News*, au lieu de lutter à deux contre trois, se trouvait désormais seul contre quatre. Dans ces conditions, il lui fut impossible de conserver ses prix : le 1er février 1849, il reprit le format de huit pages et se mit à dix sous comme les autres journaux. Dès lors, la coalition qui s'était formée contre lui n'avait plus d'objet; ses adversaires lui ouvrirent leurs rangs et cessèrent une guerre onéreuse pour tous. Aucune tentative pour fonder un journal n'a eu lieu depuis le *Daily News*. L'année dernière, nous avons vu annoncer pendant assez longtemps un journal qui devait porter le nom du *Politician;* mais nous ne croyons pas qu'un seul numéro ait paru.

Non-seulement le nombre des journaux ne semble pas devoir s'accroître sous l'empire de la législation actuelle, mais on peut dire qu'il tend plutôt à se restreindre. Si après l'abaissement du timbre, en 1836, tous les journaux sans exception ont vu le cercle de leurs lecteurs s'étendre, cette augmentation n'a pas tardé à faire place à un mouvement en sens contraire, ainsi que cela résulte du tableau suivant, qui présente le nombre des feuilles que chacun des journaux quotidiens de Londres a fait timbrer de 1837 à 1850. Ces chiffres, puisés aux sources officielles, établissent qu'à partir des années 1843 ou 1844, tous les journaux, à deux exceptions près, ont vu décroître régulièrement leur publicité. L'*Advertiser*, qui n'a point perdu, doit ce privilége à sa position toute spéciale, qui lui ouvre tous les restaurans et toutes les tavernes. Quant au *Times*, il a vu quadrupler sa clientèle.

ANNÉE.	TIMES.	ADVERTISER	DAILY NEWS	HERALD.	CHRONICLE.	POST.	SUN. GLOBE. STANDARD.	TOTAL.
1837	3,065,000	1,380,000	—	1,928,000	1,940,000	735,000	2,988,000	12,036,000
1838	3,065,000	1,565,225	—	1,925,000	2,750,000	875,000	3,339,000	13,519,220
1839	4,300,000	1,535,000	—	1,820,000	2,028,000	1,006,000	3,161,000	13,850,000
1840	5,060,000	1,550,000	—	1,956,000	2,075,500	1,125,000	3,318,800	15,084,500
1841	5.650,000	1,470,000	—	1,630,000	2,079,000	1,165,210	3,319,000	15,313,210
1842	6,305,000	1,445,000	—	1,559,500	1,918,500	1,195,025	3,274,050	15,697,075
1843	6,250,000	1,534,000	—	1,516,000	1,784,000	1,900,000	2,966,125	15,950,000
1844	6,900,000	1,415,000	—	1,608,070	1,628,000	1,002,000	2,610,000	15,163,070
1845	8,100,000	1,440,000	—	2,018,025	1,554,000	1,200,500	2,796,500	16,709,025
1846	8,950,000	1,480,000	3,520,500	1,752,500	1,356,000	1,450,500	2,648,000	21,067,500
1847	9,205,230	1,500,000	3,477,000	1,540,000	1,233,000	990,100	2,258,500	20,173,830
1848	11,025,000	1,538,000	3,530,638	1,335,000	1,150,304	964,500	2,265,812	21,809,254
1849	11,300,000	1,528,200	1,375,000	1,147,000	937,500	905,000	2,042,000	19,234,700
1850	11,900,000	1,549,843	1,152,000	1,139,000	912,547	828,000	1,911,500	19,391,843

Ce tableau prouve irrécusablement deux faits : le premier, c'est que les feuilles annuellement envoyées au timbre se sont élevées de douze millions à dix-neuf, et que la publicité générale s'est par conséquent accrue de 50 pour 100; le second, c'est que le nombre total des lecteurs ayant augmenté, et tous les journaux, sauf un seul, ayant perdu des leurs, le journal favorisé a dû bénéficier non-seulement de l'accroissement régulier des lecteurs, mais aussi de tout ce que ses confrères ont perdu. On peut donc dire que le *Times*, qui a déjà la plus grosse part des annonces, tend à absorber graduellement toute la masse abonnable, et prévoir qu'il demeurera seul le jour où ses empiétemens ne laisseront plus aux autres journaux qu'une clientèle insuffisante à couvrir leurs frais. Cette hypothèse serait déjà un fait, si les journaux anglais ne pouvaient compter que sur la vente de leurs numéros, et si les annonces ne leur donnaient les moyens d'exister. Aussi le principal sujet d'alarme des concurrens du *Times*, est-il moins la diminution du nombre de leurs lecteurs que le dépérissement de leurs annonces. Il suffit de feuilleter la collection d'un journal anglais pour se convaincre que l'espace occupé par les annonces est moindre que par le passé. On peut tirer encore de tous ces faits cette conclusion, bonne à méditer pour les législateurs et les écrivains, que partout où des taxes comme l'impôt sur les annonces et le timbre rendent la publicité coûteuse, les annonces, et avec elles les recettes, les moyens d'amélioration, la possibilité des sacrifices, vont où se trouve la publicité la plus grande, que par contre-coup les abonnés prennent le même chemin que les annonces, et qu'il en résulte, au profit du journal dominant, un monopole que chaque jour fortifie. Supposez le droit sur les annonces établi en France, ce qui arrive en Angleterre au *Times* serait, entre des mains habiles, arrivé soit au *Constitutionnel*, soit au *Siècle*.

Il importe d'ajouter que le timbre met obstacle aux envahissemens du *Times* en rendant onéreux pour ce journal l'excès de la prospérité. Pour suffire aux annonces qui affluent de toutes parts, le *Times* s'est mis à publier régulièrement des supplémens, de quatre et même de huit pages, entièrement remplis d'annonces; mais ces supplémens sont assujettis au timbre comme le journal lui-même : il en résulte que la dépense croît avec le nombre des exemplaires; au delà d'un certain chiffre, les frais croissans de papier, de tirage et de timbre

dépassent le produit des annonces, qui demeure invariable, et les supplémens cessent de donner des bénéfices et donnent même de la perte. Le *Times* en est là depuis qu'il a plus de 35,000 abonnés. Pour ne pas décourager sa clientèle d'annonces et ne pas la faire refluer vers les autres journaux, il n'a pas voulu renoncer à ses supplémens; mais il s'est astreint à n'en publier que trois fois par semaine. Ces supplémens qui, tirés à 10,000 exemplaires, représenteraient un revenu énorme, coûtent au journal plus qu'ils ne lui rapportent.

Les journaux du soir sont dans des conditions toutes différentes de celles des journaux du matin. Les plus importans sont le *Globe*, le *Sun* et le *Standard*. Le *Globe* date de 1811; il fut fondé en même temps qu'un journal du matin intitulé *the British Press*, et par les mêmes personnes, qui voulaient faire à la fois concurrence au *Morning Post* et au *Courrier*. Le journal du matin ne tarda pas à périr; le *Globe* fut sauvé par l'habileté et l'activité de son rédacteur en chef, George Lane, et la persévérance de son principal propriétaire, M. Thomas Chapman. En 1824, le *Globe* s'unit à un autre journal du soir, le *Traveller*, dont le nom est encore joint au sien comme sous-titre, et dans les quatre années qui suivirent, il absorba successivement cinq autres journaux du soir, le *Statesman*, le *True Briton*, l'*Evening Chronicle*, la *Nation* et l'*Argus*, dont quelques-uns n'ont eu que quelques mois d'existence. Depuis que le *Chronicle* a changé de mains, le *Globe* est le seul représentant du parti whig dans la presse; il est l'organe reconnu de lord John Russell et de lord Grey. Le *Sun*, qui date de 1792, a langui longtemps; de 1828 à 1830, il dépensa 400,000 francs en améliorations et s'acquit bientôt une grande réputation pour l'abondance, la variété et la promptitude de ses nouvelles. Aujourd'hui encore, c'est le journal le mieux renseigné pour les courses : il donne chaque jour avec une merveilleuse exactitude la liste des chevaux engagés, les prévisions des connaisseurs et l'état des paris, ce qu'on pourrait appeler la cote de la bourse hippique. En politique, le *Sun* soutient les opinions radicales extrêmes; il touche même par certains côtés aux écoles socialistes. En religion, il est partisan du système volontaire; il est par conséquent l'adversaire de toute subvention au clergé, de tout lien matériel entre l'église et l'état. En économie politique, il est l'organe de l'école qui s'intitule *anti-bullioniste*, qui poursuit l'abolition de la monnaie métallique et l'emploi exclusif du papier-monnaie. Le mieux fait et le plus intéressant des journaux du soir, celui dont la rédaction est la plus littéraire, est le *Standard*, fondé en 1827 pour combattre l'émancipation des catholiques et la réforme électorale. Il est encore dirigé, comme au premier jour, par un écrivain à idées très-arrêtées, mais d'un remarquable talent, le docteur Gifford. Les journaux du soir ont à supporter beaucoup moins de frais que les journaux du matin, parce qu'ils sont nécessairement primés par ceux-ci pour une grande partie des nouvelles. Les réunions électorales, les banquets politiques, ayant lieu dans la seconde partie de la journée, les feuilles du soir se bornent à résumer le lendemain les comptes-rendus que les journaux du matin se sont procurés dans la nuit par l'emploi de rédacteurs et de courriers spéciaux. Il en est de même pour les séances de nuit, pour les nouvelles de l'Inde et du continent. Les journaux du soir n'ont donc besoin que d'un petit nombre de sténographes, et ils n'ont point cette armée de correspondans qui surcharge le budget des journaux du matin. Il

leur suffit d'avoir un ou deux correspondans en Irlande, et d'entretenir un agent dans chacun des ports qui sont le point d'arrivée des malles, et spécialement à Liverpool et à Southampton. Cet agent n'attend pas qu'une malle entre dans le port; dès qu'elle est signalée à l'aide de puissans télescopes, il va au-devant d'elle en rade, se fait remettre les lettres et journaux à son adresse, les parcourt chemin faisant, et, en abordant au port, il expédie à Londres par le télégraphe électrique un sommaire des nouvelles apportées de la Péninsule, des États-Unis, du Brésil ou des colonies. Souvent, avant que les passagers aient pu débarquer, les nouvelles venues avec eux sont imprimées et criées dans les rues de Londres, et commentées à la Bourse. Quand le général Parédès, chassé du Mexique, se rendit en Angleterre, il prit passage incognito sur la malle des Antilles qui aborde à Southampton. L'état de la marée n'étant pas favorable, la malle dut attendre quelques heures avant d'entrer dans les docks et de débarquer ses passagers. Parédès croyait que son incognito n'avait pas été pénétré; quel ne fut pas son étonnement en mettant pied à terre d'entendre les vendeurs de journaux crier à l'envi : « Les nouvelles importantes du Mexique! L'arrivée de Parédès à Southampton! » Pendant que la malle remontait la Solent, les nouvelles qu'elle apportait avaient eu le temps d'aller à Londres, d'y être imprimées et de revenir à Southampton. Ce sommaire des nouvelles, dont le détail sera dans les journaux du lendemain, et les dépêches électriques expédiées le matin de Paris après l'apparition du *Moniteur*, de Bruxelles après l'arrivée de la poste de Berlin, constituent aux yeux des hommes d'affaires et des spéculateurs l'intérêt des journaux du soir. Pendant la durée des sessions, on cherche en outre dans ces journaux la première partie des séances de la chambre des communes qui commencent à midi; et le *Sun*, grâce à l'habileté de ses sténographes et à la célérité de ses compositeurs, s'est acquis une incontestable supériorité sur ses rivaux : il parvient à donner les débats parlementaires presque jusqu'à l'heure de la poste; il ne s'écoule pas vingt minutes entre le moment où le dernier sténographe quitte la plume et celui où le journal tout imprimé part pour la province. Dans sa troisième édition qui paraît à dix heures du soir, il donne les débats jusqu'à neuf heures et demie. Mais l'apogée des journaux du soir, ce sont les temps de crise ministérielle où ils font des éditions d'heure en heure pour enregistrer les allées et venues des hommes politiques.

Les emprunts perpétuels que les journaux du soir sont dans la nécessité de faire à leurs confrères du matin devaient naturellement suggérer l'idée d'une combinaison qui rattacherait l'une à l'autre une feuille du matin et une feuille du soir. Nous avons dit que le *Standard* appartient au même propriétaire que le *Herald*, et cette union, qui d'un concurrent fait un auxiliaire, n'est peut-être pas étrangère à la supériorité du *Standard*. La réunion de deux états-majors en un doit entraîner une économie considérable dans les frais généraux, et les propriétaires peuvent utiliser pour le journal du soir les nouvelles dont ils n'ont pu faire usage le matin, et qui risquent d'être défraîchies. Ces avantages sont si bien appréciés, que le *Globe* et le *Sun* sont les seuls journaux du soir qui soient complétement indépendans. L'*Express*, fondé en 1846, est vis-à-vis du *Daily News* dans la même situation que le *Standard* vis-à-vis du *Herald*. Le *Times* est propriétaire de l'*Evening Mail*, qui se publie de deux

jours l'un, et qui n'est que la réimpression, moins les annonces, des deux numéros du *Times*, auxquels il correspond. C'est une combinaison imaginée en faveur des petites bourses qui ne peuvent faire la dépense d'un journal quotidien. Dans le même but le *Herald*, outre le *Standard*, possède encore le *Saint-James Chronicle*, avec lequel s'est fondu le *General Evening Post*, et qui ne paraît également que trois fois par semaine. Le *Chronicle* a publié longtemps un journal quotidien du soir qui portait son nom : après une interruption de deux ou trois ans, il a fondé, sous le nom d'*Evening Journal*, une feuille du soir qui paraît de deux jours l'un, et qui n'est chaque fois que la reproduction des deux numéros précédens du *Chronicle*. Le premier numéro de l'*Evening Journal* a été publié le 6 octobre 1851.

Les annonces des journaux du soir sont généralement peu nombreuses; elles peuvent se décomposer ainsi : quelques ventes immobilières, les livres nouveaux, et spécialement les romans, les revues et les brochures politiques, les annonces des gens qui en mettent partout, débitans de pilules ou de remèdes secrets, montreurs de curiosités, marchands d'objets confectionnés. Ce petit nombre d'annonces permet aux journaux du soir de ne paraître que sur quatre pages au lieu de huit, et leur format, en exceptant celui du *Sun*, est un peu inférieur à celui des grands journaux français. La distribution des matières est à peu près la même que dans les journaux du matin. La première page est consacrée partie aux annonces, partie à la reproduction des articles principaux des journaux du matin ou à l'analyse de leurs correspondances. Les articles politiques, les nouvelles du jour, la bourse, les nouvelles d'Irlande ou du continent, remplissent la seconde page. La troisième et la quatrième sont dévolues aux débats du parlement ou, en l'absence des chambres, aux comptes-rendus des réunions politiques. Les courses, les régates, les tribunaux occupent l'espace qui demeure libre. Le mode de publication de ces journaux nécessite une extrême rapidité dans la mise en pages : aussi chaque matière commence-t-elle en haut d'une colonne, et, quand elle ne suffit pas à remplir la colonne, le vide qui reste est comblé avec des historiettes, des citations de livres, des sentences morales composées d'avance à cet effet. Les journaux du matin ont également recours à ce procédé quand les séances de la chambre des communes, en se prolongeant dans la nuit, leur font craindre de manquer les convois du matin.

Avant de parler des recettes des journaux anglais, citons encore quelques chiffres qui donneront une idée des dépenses que ces recettes doivent couvrir. Le *Times* a paru le 26 mai 1851 avec un supplément; ce jour-là il a versé au trésor public 6,100 francs pour timbre, 1,600 francs pour droit sur le papier, et 2,200 francs pour droit sur les annonces, en tout 9,900 francs. En 1850, le même journal a acquitté 400,000 francs pour droit sur le papier, 500,000 fr. pour droit sur les annonces, et 1,670,000 francs pour timbre, en tout 2 millions 570,000 francs, soit en moyenne 8,210 francs par jour de publication. Quelles recettes ne faut-il pas à un journal pour supporter des charges semblables! Mais le jour où le *Times* acquittait 2,000 francs de droit d'annonces, il contenait de douze à treize cents annonces distinctes, et le supplément seul représentait une recette de 6,750 francs. Tous les journaux de la Grande-Bretagne, pris ensemble, publient annuellement un peu plus de deux millions

d'annonces ou *advertisements*. C'est un chiffre considérable et fort supérieur au nombre des annonces françaises, mais ce n'est guère que le cinquième des annonces publiées aux États-Unis, et qu'on ne saurait évaluer à moins de dix millions par an. Sur ces deux millions d'annonces, la presse de Londres peut en revendiquer 900,000, dont le tiers à peu près appartient au *Times*. En effet, le droit attribué au trésor étant de 1 franc 80 centimes, les 500,000 fr. payés par le *Times* en 1850 représentent, en nombres ronds, 275,000 annonces, et à ne prendre que 10 francs pour prix moyen de chacune, on trouve encore que les recettes du *Times*, de ce seul chapitre, ont dû s'élever à près de 3 millions. L'année 1845, tous frais payés, y compris l'intérêt du capital, a donné au *Times* 750,000 francs de bénéfices nets; nous avons expliqué pourquoi ces bénéfices ont dû diminuer plutôt que s'accroître avec le développement excessif qu'a pris la circulation de ce journal.

La vente des exemplaires est la seconde source du revenu des journaux. Nous disons la vente, parce que l'abonnement n'est point entré dans les habitudes anglaises. C'est une dernière trace de la condition première des journaux, qui étaient faits pour être criés et vendus dans la rue. Plus d'un Anglais répugne à l'idée de s'astreindre à recevoir toujours le même journal, et à s'interdire de prendre au jour le jour la feuille qui se trouvera la mieux renseignée ou la plus intéressante. Joignez-y l'instabilité d'une partie de la population, sans cesse en voyage, et que le journal ne peut suivre dans toutes ses pérégrinations. En France, les abonnés sont servis directement par l'administration de chaque journal; en Angleterre, le public est obligé de s'adresser à un intermédiaire, le courtier ou vendeur de nouvelles (*news vendor*). Le *Daily News*, à sa naissance, a essayé d'introduire le système de l'abonnement, en accordant aux personnes qui s'adressaient directement au journal une légère remise; mais cette tentative n'a point eu de résultat assez satisfaisant pour engager à y persévérer. Chaque administration renvoie à quelqu'un des courtiers toutes les demandes qui lui arrivent directement. Ce système a ses avantages et ses inconvéniens. Le public, habitué à ne traiter qu'avec les courtiers, peut subir dans une certaine mesure leur influence, et le journal peut être rendu responsable d'exigences, d'irrégularités ou d'exactions qui ne sont pas de son fait. En outre, le journal ne connaît jamais le chiffre exact de sa clientèle, et ne peut asseoir sur elle des calculs certains. Il vit un peu au jour le jour, exposé à tirer un trop grand nombre d'exemplaires et à perdre timbre et papier, ou à ne faire qu'un tirage insuffisant un jour où la vente dans les rues et aux stations des chemins de fer aura pris un développement inaccoutumé; mais d'un autre côté l'intervention des courtiers dispense les journaux de frais de bureaux onéreux, simplifie considérablement leur comptabilité, et les garantit contre les non-valeurs. L'abonnement, qui, en France, se paie d'avance, ne s'acquitte en Angleterre qu'à l'expiration du trimestre, et le courtier est responsable vis-à-vis du journal, avec lequel il règle d'ailleurs chaque jour ou plutôt chaque semaine. Les maîtres de postes faisaient autrefois l'office de courtiers, et la législation leur assurait même certains priviléges : leurs journaux étaient reçus, par exemple, jusqu'à la limite du départ. Les chemins de fer ont mis toute cette industrie de la commission entre les mains d'un certain nombre de maisons dont quelques-unes sont fort con-

sidérables, et placent annuellement jusqu'à cent millions de journaux, de revues et de brochures. Ces maisons se chargent de distribuer les journaux dans Londres, elles les font vendre au besoin dans la rue, elles les expédient en province. Le timbre de dix centimes qui frappe les journaux anglais sert en même temps de droit de poste : il leur donne le droit de circuler gratis. Cependant le transport par la poste est l'exception au lieu d'être la règle, l'administration des postes ayant eu l'habileté de ne point contraindre le public à l'employer. Comme la poste n'apporterait les journaux du matin que dans la soirée à Liverpool, à Manchester, à Birmingham, où les négocians tiennent beaucoup à les recevoir avant déjeuner, les maisons de commission expédient les journaux par les convois du matin, et les font distribuer à domicile par leurs employés. Le chemin de fer transporte de Londres à Manchester pour 2 shillings (2 francs 50 centimes) cent livres pesant, qui représentent dix-sept cents numéros des feuilles hebdomadaires et cinq cents numéros du *Times;* les courtiers peuvent donc prendre le transport et la distribution à leur charge, sans être obligés d'augmenter considérablement le prix de l'abonnement. Dans les petites villes, où le nombre des personnes qui prennent des journaux est moins grand, il n'en est plus ainsi, et les courtiers sont souvent obligés d'ajouter un penny ou dix centimes au prix de chaque numéro, ce qui élève l'abonnement d'un sixième.

Le *Times* possède un brevet d'imprimeur, et il cède aux courtiers au prix uniforme de 40 centimes ses numéros, qui sont cotés à 50. Les autres journaux sont imprimés et publiés sous la responsabilité d'un imprimeur patenté qui prend le nom de *publisher*, ou, comme nous dirions en français, d'éditeur ou de gérant du journal. Le *publisher* n'a d'autres fonctions que d'être responsable aux yeux de la loi, de compte à demi avec l'*editor* ou rédacteur en chef. Outre la location de son brevet, il trouve la rémunération du risque qu'il court dans une retenue sur la remise faite aux courtiers, qui ne traitent qu'avec lui. Le journal passe au *publisher* chaque *quire* ou rouleau de vingt-sept exemplaires aux trois quarts du prix fort de 50 centimes. Le *publisher* gagne donc un quart sur chaque numéro vendu isolément dans les bureaux du ournal, il gagne un exemplaire par *quire* sur les numéros vendus aux libraires, aux papetiers, aux petits courtiers qui en prennent moins de vingt-sept et auxquels il ne fait pas la remise entière; enfin il prélève une légère retenue sur les grands courtiers qui prennent plusieurs rouleaux. Ceux-ci lui font à leur tour une remise sur les demandes d'abonnement qui arrivent directement à l'administration et qu'il leur renvoie. En somme, chaque numéro est passé au *publisher* à raison de 3 pence trois quarts, il est cédé aux courtiers aux environs de 4 pence, et il est vendu 5 pence au public. La remise de 20 à 25 pour 100 faite aux courtiers ne paraîtra pas trop considérable, si l'on songe que ceux-ci prennent à leur charge toutes les non-valeurs, qu'ils font l'avance de toutes les sommes représentées par la vente des numéros, puisqu'ils ne rentrent dans leurs fonds qu'à la fin du trimestre; qu'en outre ils sont obligés de faire prendre à leurs frais le journal aux bureaux, de le plier, de le mettre sous bande, de faire écrire ou imprimer l'adresse que porte la bande, et de faire transporter le journal ainsi préparé à la poste ou au chemin de fer.

Voici, du reste, comment se décompose le prix d'un journal anglais.—Avant la diminution du timbre, le prix était pour le public de 7 pence ou 70 centimes. Le timbre, fixé nominalement à 40 centimes, n'en représentait en réalité que 32 à cause de la remise de 20 pour 100 qu'accordait le trésor; le papier, à raison de 70 shillings les mille feuilles, revenait à 8 centimes la feuille, en tout 40 centimes. Le rouleau était vendu aux courtiers 13 shillings ou 53 centimes l'exemplaire, il restait donc 13 centimes par numéro pour couvrir l'intérêt du capital engagé et toutes les dépenses du journal. La loi de 1836 abaissa le timbre de 4 pence à un, mais en supprimant toute remise. On ne tarda point à essayer d'établir des journaux à 3 pence ou trente centimes. De ces 30 centimes, si on déduit 10 centimes de timbre, 10 centimes de papier à cause de la dimension plus grande des journaux et de la rapidité du tirage, qui exige l'emploi d'un papier solide et fortement collé, enfin 8 centimes pour la remise des courtiers, on voit qu'il reste 2 centimes par numéro pour couvrir des dépenses que nous avons évaluées à 700,000 francs pour un journal établi. A un million de feuilles par an, cela ne donnerait que 20,000 francs, et nous avons vu que la plupart des journaux ne vendaient pas même un million de feuilles dans une année. Un journal est donc impossible, soit à 3 pence, soit même à 4. Au prix actuel de 5 pence, la vente d'un million d'exemplaires ne produit encore que 120,000 francs à un journal, et l'oblige à demander 600,000 francs aux annonces pour aligner les recettes et les dépenses.

Nous avions besoin d'entrer dans ce détail pour faire comprendre pourquoi dans un pays où la presse est libre et honorée, où le besoin de s'occuper des affaires publiques est universel, où l'agitation politique est dans les mœurs, les journaux ont une clientèle très-restreinte. Un journal ne peut se donner, nous venons de le démontrer, à moins de 50 centimes le numéro. A ce prix, l'abonnement d'un an revient à 156 francs à Londres et à 170 en province : or il a été dit dans l'enquête parlementaire de 1851 qu'il n'y avait pas en Angleterre une personne sur mille en état de s'imposer une pareille dépense. C'est donc merveille que les journaux quotidiens de Londres, les seuls quotidiens de la Grande-Bretagne, soient arrivés à publier entre eux tous 60,000 numéros par jour, ce qui donne un abonné par 500 âmes sur toute la population des îles britanniques. On peut évaluer à 38,000 la part du *Times*, à 12,000 celle des autres feuilles du matin, et à 10,000 celle des feuilles du soir. Ces chiffres ne sont point à comparer au tirage des feuilles importantes de New-York ou de Paris. Les journaux quotidiens distribuent dans Londres les deux tiers ou même les trois quarts de leurs exemplaires. Ce fait s'explique par le nombre des établissemens publics, hôtels, restaurans, cafés, cabinets de lecture, clubs, qui sont dans l'obligation de recevoir des journaux; mais la presque totalité de ces exemplaires part le soir pour la province. Un nombre très-considérable de personnes ne reçoit les journaux de Londres que de seconde, de troisième et même de quatrième main. Quarante-huit heures après sa publication, le *Times* se place encore à raison de 10 centimes le numéro. L'impossibilité de se procurer à prix réduit une feuille de Londres peut seule déterminer les gens à s'abonner aux journaux reproducteurs. Après avoir passé de main en main, et circulé de Londres à la petite ville et de celle-ci au

village, les journaux ne sont pas encore au terme de leurs pérégrinations. Comme la législation accorde la transmission gratuite aux colonies des feuilles timbrées qui n'ont pas plus de huit jours de date, les courtiers reprennent ou rachètent ces journaux fatigués pour les expédier au Canada, aux Antilles ou en Australie, où s'achève leur destinée.

Les journaux anglais, par cette voie lente et détournée, pénètrent dans toutes les classes et arrivent à la portée de toutes les bourses : il ne faudrait donc pas calculer le nombre de leurs lecteurs par le nombre de leurs souscripteurs directs. On doit reconnaître cependant qu'à l'inverse de tout ce qui a lieu dans les autres pays, la grande publicité n'appartient pas en Angleterre à la presse politique quotidienne; elle est le privilége des journaux hebdomadaires à trois pence, comme le *Lloyd's Weekly Paper*, qui a 50,000 abonnés, le *Weekly Times*, qui en a 40,000, les *News of the World*, qui en ont 60,000, et surtout des feuilles non politiques à 2 et à 4 sous, dont il se vend toutes les semaines plusieurs centaines de mille. Le *Family Herald*, qui tire à 147,000 exemplaires par semaine, et le *London Journal*, qui tire à 130,000, sont à la tête de ces sortes de publications. C'est là un côté curieux et peu connu de la presse anglaise qui mérite que nous nous y arrêtions quelque jour, mais dont l'étude n'entre pas dans le cadre que nous nous sommes tracé.

Nous avons essayé de faire connaître l'organisation des journaux anglais, et de montrer au prix de quels efforts et de quels sacrifices ils se disputent les lecteurs. Au fond, l'idée qui anime les écrivains anglais, c'est qu'un journal est avant tout le serviteur du public, et qu'il ne mérite de vivre qu'à la condition d'être utile. Éclairer et renseigner ceux dont il a obtenu la confiance, rassembler avec exactitude et activité tout ce qui peut instruire, distraire ou servir le lecteur; porter à sa connaissance toutes les nouvelles, tous les faits, tous les documens qui peuvent le guider dans ses plaisirs ou ses affaires : tels sont les devoirs qu'un journal anglais s'impose vis-à-vis du public. Ce n'est donc point à tort que le peuple anglais aime et honore la presse, et met sa liberté au rang d'un besoin national. L'estime et l'influence qu'il lui accorde sont le prix mérité d'incontestables services.

CUCHEVAL-CLARIGNY.

LA

GUERRE DE CHINE

D'APRÈS LES DOCUMENS CHINOIS.

China during the war and since the peace, by sir John Francis Davis. London, 1852.

La guerre que la Grande-Bretagne a entreprise en 1840 contre la Chine, et qui s'est terminée le 26 août 1842 par la signature du traité de Nankin, comptera assurément parmi les actes les plus mémorables du XIXe siècle. Une nation de trois cents millions d'âmes vaincue par une poignée d'Européens, le plus grand empire de l'Asie ouvert au commerce et à la civilisation de l'Occident, tels sont les résultats de cette lutte, qui tient une place à part dans l'histoire contemporaine. La campagne de Chine a été souvent racontée. Les rapports des chefs de l'expédition figurent dans la collection des *blue-books*, si libéralement distribués au parlement. Plusieurs officiers, de retour en Angleterre, se sont hâtés d'écrire, pour l'amusement de leurs compatriotes, les impressions de voyage d'une armée anglaise en pays ennemi. Ici même on a plus d'une fois raconté les événemens dont les côtes de Chine ont été le théâtre de 1840 à 1842 (1). Tout n'est pas dit encore cependant sur la question anglo-chinoise, et une publication récente est venue réveiller l'inté-

(1) A l'époque même où les hostilités étaient ouvertes entre l'Angleterre et la Chine, la *Revue* publiait, sur la question anglo-chinoise, dans ses livraisons du 15 février, 1er mars, 1er et 15 juin 1842, une série de *lettres* de M. Adolphe Barrot, alors consul-général de France à Canton. Plus récemment, dans ses *Souvenirs d'une station sur les côtes de l'Indo-Chine*, M. Jurien de La Gravière a eu l'occasion de retracer les événemens que la Chine a vu s'accomplir depuis 1842, notamment dans les livraisons du 1er septembre 1851 et du 15 mars 1852.

rêt qui s'attache aux relations de l'Angleterre avec le Céleste Empire. Sous ce titre : *China during the war and since the peace*, sir John Francis Davis, ex-gouverneur de la colonie de Hong-kong et plénipotentiaire de sa majesté britannique en Chine, nous montre sous un jour nouveau les grandes affaires auxquelles il a pris part depuis le traité de Nankin; il nous fait toucher du doigt, par des révélations curieuses, quelques-unes des causes qui ont laissé la société chinoise dans un état d'infériorité si marqué vis-à-vis de l'Europe.

Les mœurs politiques et administratives de l'Angleterre permettent à certains personnages éminens de rendre compte des événemens au milieu desquels ils ont joué un rôle. Le gouvernement anglais ne redoute pas ces confidences personnelles, destinées à jeter la lumière sur des faits généralement peu connus. Il sait que les agens investis de sa confiance observeront dans l'exposé ou dans la défense de leurs actes la discrétion et la mesure que commande le patriotisme. Grâce à cette tolérance, qui s'accorde avec les institutions d'un peuple libre, la politique extérieure de la Grande-Bretagne, discutée chaque jour au parlement et dans les *meetings*, possède de nombreux historiens dont nous pouvons dès à présent recueillir le témoignage et que l'avenir consultera avec fruit. C'est dans les rapports adressés ainsi à l'opinion publique que se rencontre l'explication fidèle des incidens qui se sont produits dans les régions les plus lointaines où s'exerce l'infatigable action de la diplomatie anglaise. A ce titre, le livre de sir John Davis présente un attrait particulier : il nous transporte à l'extrémité de l'Asie, au milieu des armées chinoises, au sein même du cabinet impérial, sur un théâtre entièrement neuf, dont l'Europe, hier encore, devinait à peine les scènes étranges et les aspects infiniment variés.

Quelle opinion le gouvernement chinois, avant la guerre de 1840, s'était-il formée de ces *barbares* avec lesquels il se préparait à entrer en lutte? Quelle impression produisaient, à Pékin et dans les provinces, les événemens dont chaque courrier apportait la nouvelle? En quels termes étaient rédigées les instructions transmises aux mandarins et les dépêches que ceux-ci envoyaient à l'empereur? En un mot, que se passait-il à l'intérieur de l'empire pendant que l'escadre et l'armée anglaises promenaient si aisément leurs drapeaux victorieux des rives du Chou-kiang au golfe de Petchili? Voilà, à vrai dire, le point de vue le plus intéressant, le plus nouveau surtout, à étudier dans l'histoire de la campagne de Chine. Les correspondances saisies dans le cours de l'expédition et traduites par le docteur Gutzlaff ont fourni à sir John Davis les tableaux et les personnages du drame singulier qui se jouait derrière le champ de bataille. Il faut suivre les péripéties de ce drame parfois comique, dont le dénoûment amena l'union forcée et médiocrement assortie du Céleste Empire et de l'Europe. Il y a là des enseignemens qu'il est utile aujourd'hui de méditer, en présence du mouvement qui rapproche de plus en plus les intérêts de l'Europe et ceux de l'extrême Orient.

La Chine passe avec raison pour un pays de lettrés. L'instruction y est en grand honneur : chaque village possède une école où les enfans de la condition la plus humble vont recevoir le premier enseignement. Dans les chefs-lieux de districts et dans les capitales de provinces, les docteurs sortis victorieux des

concours expliquent et commentent devant une jeunesse nombreuse les œuvres sacrées de Confucius et de Mencius. La quantité de livres qui s'imprime et se vend dans le Céleste Empire est immense. Comment donc se fait-il que les Chinois n'aient aucune notion sur les peuples étrangers? Un lettré, un membre de la célèbre académie des Han-lin, pourra aisément réciter de mémoire toutes les sentences des *Sse-chou* et remonter, de dynastie en dynastie, aux époques fabuleuses de la mythologie chinoise, mais sa science ne franchira jamais les frontières et ne cherchera point à s'enquérir des événemens qui se sont accomplis dans le monde des *barbares*. Singulière nation, chez laquelle l'ignorance des choses du dehors n'est, pour ainsi dire, qu'un trait d'orgueil! Pour les politiques, pour les poètes, pour le vulgaire, il ne saurait y avoir d'autre pays que l'Empire du Milieu, l'Empire des Fleurs, l'Empire du Ciel : qu'importe le reste? Voyez sur la carte chinoise l'immense étendue de territoire que s'adjuge la patrie de Confucius et l'avare portion qui est laissée, comme par grâce, aux principautés d'Europe! Rien n'est plus sérieux que cette fière confiscation du globe au profit de la race chinoise. Les missionnaires jésuites admis pendant le dernier siècle à la cour de l'empereur Kang-hi ont dressé quelques cartes où l'Europe et l'Amérique sont dessinées avec plus d'exactitude; mais leurs travaux ne sont pas descendus à la portée de l'enseignement populaire, qui se complaît dans l'ignorance classique des géographes nationaux.

A la veille de combattre les Anglais, Lin, vice-roi de Canton, voulut se rendre compte des ressources de l'ennemi. Il savait bien que l'orgueil chinois se faisait de grandes illusions sur la prétendue supériorité du Céleste Empire, et le sentiment de la responsabilité qui pesait sur lui (il avait ordre de châtier les barbares) lui inspira le désir très-naturel d'étudier avec quelque attention la situation respective des peuples européens. C'était s'y prendre un peu tard. Lin se mit bravement à l'œuvre; il fit recueillir en toute hâte les documens étrangers qu'il put se procurer en Chine ou dans l'Inde; il consulta des Américains ou des Russes qu'il pensait être fort peu intéressés dans le démêlé anglo-chinois, et, à force de recherches et d'études, il parvint à réunir les matériaux d'une vaste compilation qui fut imprimée en douze volumes, sous le titre de *Notes statistiques sur les royaumes de l'Ouest*. Les extraits de cet ouvrage cités par sir John Davis contiennent de singulières révélations. Après avoir établi que les Anglais ont dans l'Ouest trois ennemis puissans, la Russie, les États-Unis et la France, le document chinois découvre que la Cochinchine, Siam, Ava et le Népaul inspirent à la Grande-Bretagne de vives inquiétudes. Cela posé, le savant compilateur indique très-sérieusement deux plans de campagne : il propose, soit d'expédier à travers le territoire russe une armée chinoise qui s'emparerait de l'Angleterre, soit d'envoyer une flotte de jonques à la conquête du Bengale. — C'était un personnage éminent, un lettré, un vice-roi, qui écrivait ou dictait de pareilles extravagances à l'usage de la cour de Pékin : voilà les renseignemens qui devaient servir de base aux opérations stratégiques des armées chinoises! Est-il besoin de démontrer quelle influence désastreuse cette ignorance des faits les plus simples exerça sur les destinées du Céleste Empire, sur la conduite de ses négociateurs et de ses généraux?

Toutefois ce qui paraît le plus extraordinaire, c'est que, pendant tout le cours de la lutte, le gouvernement chinois, qui recevait à chaque rencontre de si rudes leçons, s'opiniâtrait de plus en plus dans ses vieux préjugés et repoussait comme une lumière importune les enseignemens que lui prodiguaient de continuelles défaites. Il y avait entre les différentes classes de mandarins militaires et civils une complicité de mensonge qui endormait dans une sécurité fatale la cour de Pékin et transformait en victoires signalées les déroutes les plus éclatantes. Les généraux chinois ne voulaient absolument pas être battus; ils racontaient avec un superbe aplomb leurs fuites triomphales; dans les proclamations qu'ils adressaient au peuple, dans les bulletins qu'ils envoyaient à l'empereur, ils annonçaient en style pompeux la prochaine extermination des barbares. Qui eût osé ne pas les croire sur parole? La nation chinoise est élevée dans le respect du langage officiel : elle accueillait volontiers ces communications, qui lui paraissaient d'ailleurs très-vraisemblables et fort naturelles, car il lui eût été bien difficile de s'imaginer que les troupes impériales pussent être vaincues par une poignée d'étrangers. Aujourd'hui encore, le fait est certain, les provinces intérieures demeurent convaincues que l'empereur a triomphé de tous ses ennemis, et que les Européens ne doivent qu'à son inépuisable clémence la faculté de résider et de trafiquer sur quelques points de la côte. Dans la relation si intéressante de son voyage en Tartarie et au Thibet, M. Huc rend compte d'une conversation qu'il eut avec deux Tartares appartenant aux *bannières de Tchakar*, c'est-à-dire à l'armée de réserve, qui est convoquée seulement dans les grandes occasions : « Les Anglais, disaient naïvement ces Tartares, ayant appris que les invincibles milices approchaient, ont été effrayés et ont demandé la paix. Le saint maître, dans son immense miséricorde, la leur a accordée, et alors nous sommes revenus dans nos prairies veiller à la garde de nos troupeaux. »

Ce fut dans le port de Tinghae (Chusan) qu'eut lieu le premier engagement entre les Anglais et les Chinois. Située en face de l'embouchure du fleuve Yang-tse-kiang, qui traverse le Céleste Empire de l'est à l'ouest, et qui baigne les murailles de Nankin, l'île Chusan est un point militaire et commercial de la plus haute importance. Lorsque le chef de l'escadre fit sommer l'amiral chinois de livrer la place, celui-ci parut fort étonné de voir que les Anglais fussent venus de si loin lui chercher querelle : « C'est avec les gens de Canton que vous êtes en mésintelligence; allez donc attaquer Canton, et laissez-nous en repos. » La logique de cet argument toucha médiocrement sir Gordon Bremer: en neuf minutes, toutes les jonques rangées le long du rivage étaient détruites, et le lendemain les troupes anglaises entraient à Tinghae. On trouva sur les parapets des provisions de chaux pilée destinée à aveugler les barbares qui essaieraient d'escalader les murs. Le gouverneur du Che-kiang ne pouvait guère dissimuler ce grave échec. Dans son rapport, il parle assez légèrement de quelques jonques coulées et de Tinghae prise, ou plutôt surprise par la faute de l'amiral; mais il se hâte d'ajouter : « Attendons que notre grande armée soit réunie, nous attaquerons les Anglais et nous les aurons tous vivans. » Le gouverneur du Kiang-sou, Yu-kien, déploya dans son style plus de bravoure encore que son collègue du Che-kiang. Voici en quels termes il rassurait ses administrés : « Chassés de Canton et de Macao, où ils faisaient le commerce de

l'opium, les Anglais sont venus au Fo-kien, d'où ils ont été expulsés. Ils ont profité d'un vent favorable pour remonter dans le nord. Ils n'ont d'autres ressources que leurs navires, qui tirent soixante pieds d'eau, et qui ne peuvent par conséquent approcher de nos côtes... Que chacun de vous dorme tranquille ! Moi, qui depuis ma jeunesse ai lu une foule de livres sur l'art de la guerre, et qui ai répandu la terreur de mon nom dans le Turkestan, je considère ces ennemis comme de faibles joncs. Malheur à eux s'ils osent venir à nous !... » Un autre mandarin, adressant un long rapport à l'empereur à la suite des mêmes événemens, annonçait qu'il suffirait de lancer quelques brûlots pour incendier la flotte anglaise, et qu'alors on pourrait « ouvrir sur les navires le feu des batteries, déployer la terreur céleste et exterminer l'ennemi sans perdre un seul homme. » C'est ainsi que les documens officiels écrivaient l'histoire !

Cependant l'empereur Tao-kwang fut un moment tenté d'ouvrir les yeux, lorsque l'escadre anglaise, ayant à bord le plénipotentiaire Elliot, entra résolument dans le golfe de Petchili, et vint mouiller à l'embouchure du Pei-ho. Jamais armée ennemie ne s'était aventurée si près de la capitale. Les projets d'extermination furent ajournés. Le mandarin Kichen, qui remplissait alors les fonctions de premier ministre, et qui s'était toujours montré hostile aux mesures de violence prises par le vice-roi de Canton, voyait enfin triompher sa politique, et il fut écouté avec empressement lorsqu'il s'offrit à éloigner les Anglais par les voies de la conciliation. Il fallait à tout prix délivrer l'empereur d'un voisinage incommode. Kichen réussit. Ce résultat doit être assurément compté au nombre des plus beaux succès diplomatiques que la ruse et le mensonge aient jamais remportés. Le mandarin se garda bien de faire connaître à l'empereur les exigences des Anglais, et à M. Elliot les décisions superbes que la cour de Pekin se croyait encore le pouvoir de formuler en face des barbares. Il supprima de part et d'autre les correspondances qu'il avait mission d'échanger; il arrangea à son gré les demandes et les réponses, — laissant croire au plénipotentiaire anglais que ses réclamations étaient favorablement accueillies, et qu'il y serait fait droit à Canton, — persuadant à l'empereur que les barbares étaient repentans et soumis, et qu'ils sollicitaient humblement la faveur de rentrer en grâce. En un mot, il sut mentir tant et si bien, que les Anglais commirent la faute de quitter le Petchili, et que l'empereur, charmé de la fuite de ses ennemis, s'empressa de conférer à Kichen ses pleins pouvoirs pour continuer à Canton l'œuvre de paix si heureusement commencée.

Cependant sur les rives du Chou-kiang les affaires changèrent de face. Le rusé mandarin comptait traîner les négociations en longueur, et il espérait que tout se passerait en conférences. Il avait vu l'escadre anglaise d'assez près pour n'être point désireux de faire parler la poudre. Par malheur pour Kichen, les dispositions de la populace de Canton étaient bien différentes : la découverte d'un complot tramé contre les Anglais amena l'attaque et la destruction des forts de Chuenpi, et Kichen, pour conjurer de plus grands malheurs, se vit obligé de signer avec le capitaine Elliot une convention par laquelle il accordait aux Anglais une indemnité de six millions de dollars et la cession de l'île de Hong-kong, en échange de l'abandon de Chusan.

Comment annoncer à l'empereur ces tristes nouvelles? La situation était délicate. En partant de Pekin, Kichen n'avait-il pas pris l'engagement de mettre l'ennemi à la raison? Aussi rien de plus curieux que ses dépêches : « Canton ne se trouvant pas encore en état de défense, écrit-il d'abord, j'ai dû consentir à un arrangement provisoire; mais ces barbares m'ont causé tant d'ennui, que je veux les exterminer à tout prix, et j'attends mon heure! » — « En vérité, dit-il dans un autre rapport, ces barbares n'écoutent rien! leurs officiers n'ont pas pu les empêcher de s'emparer des forts de Chuenpi. Depuis ce moment, ils ont montré un vif repentir et ils sont pleins de crainte... » Enfin la vérité parvint aux oreilles de l'empereur. Tao-kwang, qui avait ordonné à Kichen « de lui envoyer dans des paniers les têtes des Anglais, » fut naturellement fort indigné de ne recevoir qu'un projet de convention qui lui enlevait son argent et Hong-kong. Voici comment il répondit aux dépêches de Kichen, on ne saurait vraiment trop admirer un pareil langage dans la bouche d'un vaincu : « Les Anglais devenant chaque jour plus extravagans, j'avais prescrit à Kichen de se tenir sur ses gardes et de profiter de la première occasion pour ouvrir l'attaque. Au lieu de cela, il s'est laissé circonvenir et corrompre par les barbares. Livrer Hong-kong aux Anglais, leur permettre de trafiquer à Canton! Est-ce que chaque parcelle de terre, chaque sujet chinois, n'est point la propriété exclusive et inaliénable de l'état? Honte sur Kichen! Qu'il soit dégradé, couvert de chaînes et amené sous escorte à la capitale; que ses biens soient confisqués! » Et l'infortuné Kichen, qui la veille possédait une fortune évaluée, d'après les documens chinois, à plus de deux cents millions, n'avait plus que quelques pièces de cuivre lorsqu'il fut jeté en prison, la chaîne au cou!

Il y a pourtant des juges à Pekin. Kichen fut cité devant leur tribunal, et il eut à se défendre sur treize chefs d'accusation. Son plus grand crime est de n'avoir pas vaincu l'escadre anglaise : on lui reproche d'avoir invité le capitaine Elliot à dîner, de s'être avili par la signature d'un traité, etc. Kichen répond fort humblement qu'il a été victime de son ignorance; — qu'il n'a pas invité à dîner le chef des barbares, mais que, celui-ci ayant faim après une longue conférence, on lui a fait servir une collation; — que le traité conclu n'était qu'une feinte pour tromper les Anglais jusqu'à l'arrivée des troupes, et que lui, Kichen, se proposait bien de ne pas tenir sa parole, etc. On voit, par les pièces de ce singulier procès, quels sont, en matière de droit des gens, les principes des mandarins chinois. Kichen fut condamné à mort, comme coupable de trahison; mais l'empereur daigna lui faire grâce. MM. Huc et Gabet l'ont retrouvé au Thibet; aujourd'hui il exerce les hautes fonctions de gouverneur dans la province du Sse-tchouen, et il a de nouveau amassé d'immenses richesses (1).

(1) Voici un extrait de la conversation fort curieuse que MM. Huc et Gabet eurent à Lhasa avec Kichen : « Kichen nous demanda des nouvelles de Palmerston, s'il était toujours chargé des affaires étrangères... — Et *Ilu* (Elliot), qu'est-il devenu? Le savez-vous? — Il a été rappelé : ta chute a entraîné la sienne. — C'est dommage. *Ilu* avait un cœur excellent, mais il ne savait pas prendre de résolution. A-t-il été mis à mort ou exilé? — Ni l'un ni l'autre. En Europe, on n'y va pas si rondement qu'à Pékin. — Oui, c'est vrai : vos mandarins sont bien plus heureux que nous. Votre gouvernement vaut mieux que le nôtre;

En même temps que Kichen, on voit figurer au premier plan, sur le théâtre de la lutte anglo-chinoise, le mandarin Elipou, qui avait passé de longues années dans le gouvernement du Yunnan, province située au sud de la Chine, sur les frontières de l'empire birman. Il avait donc plus d'une fois entendu parler de la puissance des Anglais dans l'Inde, et il devait apprécier les périls sérieux qui menaçaient son pays, lorsque la confiance de la cour le plaça à la tête des deux Kiang. Elipou se rendit à son nouveau poste. Il ne partageait pas les illusions de Pékin; il n'avait point le feu sacré qui animait la plupart de ses collègues, et cependant il avait reçu, selon l'usage, les instructions les plus énergiques. Il devait protéger la côte des deux provinces qui étaient le plus exposées aux attaques de l'ennemi, chasser les Anglais de Chusan, et soutenir, sur terre comme sur mer, l'honneur du drapeau impérial. On s'empressait d'ailleurs de lui indiquer les moyens d'obtenir une victoire signalée : il ne s'agissait que de construire des canons de fort calibre et de remplacer les jonques chinoises, dont on reconnaissait un peu tard l'infériorité, par des navires de guerre semblables à ceux des Anglais. Les mandarins à bouton rouge, qui tenaient conseil auprès de l'empereur, croyaient avoir trouvé le secret infaillible. Peut-être éprouvaient-ils quelques remords en s'abaissant à imiter les constructions navales de leurs ennemis, et en abandonnant les formes traditionnelles de la jonque; mais la gravité des circonstances justifiait cette dérogation temporaire aux habitudes de l'empire. Le sage Elipou se mit en devoir d'exécuter les ordres qu'il avait reçus. Une immense fonderie fut établie à Chinhae, on y fabriqua de gigantesques pièces de canon; malheureusement la plupart éclatèrent au milieu des artilleurs improvisés que l'on avait fait venir du Fokien. Quant aux vaisseaux de ligne qui étaient destinés à lutter avec tant de succès contre la flotte anglaise, il fut impossible d'en dresser le plan. L'ingénieur que l'on avait chargé de cette honorable commande ne put se tirer d'affaire qu'en se suicidant. Accusé par ses ennemis d'incapacité et de tiédeur, Elipou se vit obligé, à son tour, d'enfler le style de ses rapports et de chanter victoire avec les autres mandarins. D'après la convention provisoire signée à Canton, le capitaine Elliot s'engageait à abandonner l'île Chusan. Dès que les troupes anglaises eurent évacué Ting-hae, le gouverneur général des deux Kiang se hâta d'écrire à l'empereur qu'à l'approche de l'escadre chinoise, composée de cent trente jonques et formant trois divisions sous les ordres de trois généraux, les barbares étaient partis de l'île « dans le plus grand désordre. » Cet innocent mensonge ne sauva

notre empereur ne peut tout savoir, et cependant c'est lui qui juge tout, sans que personne ose jamais trouver à redire à ses actes. Notre empereur nous dit : — Voilà qui est blanc.... Nous nous prosternons, et nous répondons : Oui, voilà qui est blanc. — Il nous montre ensuite le même objet, et nous dit : Voilà qui est noir... Nous nous prosternons de nouveau, et nous répondons : Oui, voilà qui est noir. — Mais enfin si vous disiez qu'un objet ne saurait être à la fois blanc et noir? — L'empereur dirait peut-être à celui qui aurait ce courage : Tu as raison;.... mais en même temps il le ferait étrangler ou décapiter. Oh! nous n'avons pas, comme vous, une *assemblée de tous les chefs* (*tchoung-teou-y;* c'est ainsi que Kichen désignait la chambre des députés). Si votre empereur voulait agir contrairement à la justice, votre *tchoung-teou-y* serait là pour arrêter sa volonté. »

point Elipou. Le pauvre vieillard fut mandé à Pékin pour y rendre compte de sa conduite; pendant trois jours, il attendit à genoux, à la porte du palais impérial, la faveur d'une audience. Jugé comme Kichen, il fut condamné à la déportation sur les rives du fleuve Amoor, où l'on exile les criminels de la plus vile espèce. Second exemple de la grandeur et de la décadence des mandarins!

Kichen avait été remplacé à Canton par un triumvirat de généraux ayant à sa tête Yhshan, parent de l'empereur. Les Anglais remontèrent le Chou-kiang et mirent le siége devant la ville (mai 1841). Bien qu'il eût écrit à Pékin dépêches sur dépêches pour annoncer la défaite des rebelles, Yhshan fut obligé de capituler. Voici enfin un rapport assez modeste; il n'est pas sans intérêt de voir comment un général chinois s'y prend pour avouer qu'il n'a point triomphé de tous ses ennemis : « Nos décharges d'artillerie se succédaient sans interruption; mais il était impossible de repousser tous les navires des barbares. L'ennemi finit par débarquer : il attaqua les forteresses situées au nord de la ville, et il lança tant de boulets et d'obus, qu'une foule de soldats et d'officiers furent tués ou blessés. Les habitans encombraient les rues, criant, se lamentant, nous suppliant de les sauver. A cette vue, le cœur me manqua. J'allai demander aux barbares ce qu'ils voulaient. Ils me répondirent tous qu'ils n'avaient pas encore reçu l'indemnité pour l'opium saisi, dont la valeur s'élevait à plusieurs millions de taëls. Ils ne réclamaient que le paiement de cette somme; après quoi ils promettaient de se retirer au-delà du Bogue. J'insistai alors pour qu'ils nous rendissent Hong-kong; mais ils dirent que cette île leur avait été régulièrement cédée par Kichen, et qu'ils pouvaient en fournir la preuve écrite. Considérant que Canton courait le plus grand danger et que tout, autour de moi, n'était plus que confusion et misère, j'accédai provisoirement à leur requête... Cependant je me mettrai plus tard en mesure de reprendre Hong-kong. En ce moment, il me reste à vous supplier de me punir, ainsi que mes collègues, pour les fautes dont nous nous sommes rendus coupables, et je vous conjure en tremblant, au nom du peuple tout entier, d'approuver les conditions de la paix. »

Lorsque les Anglais s'en furent allés (avec 6 millions de dollars, prix de la rançon), Yhshan changea immédiatement de style. Il envoya à Pékin la tête d'un soldat anglais en la présentant comme celle de l'amiral sir Gordon Bremer. Un tel cadeau devait plaire à l'empereur. « J'ai reçu, dit Tao-kwang, une dépêche de Yhshan annonçant que les barbares, après avoir attaqué la ville, ont été deux fois repoussés. Notre courage a réduit l'ennemi à la dernière extrémité. Les susdits barbares ont demandé humblement que l'on implorât en leur faveur la grâce impériale. Votre sagesse a pensé qu'il ne fallait point leur refuser la faculté de faire le commerce; mais en même temps vous auriez dû leur ordonner de gagner immédiatement la pleine mer... Que les forts soient remis en état de défense... Si les Anglais montrent la moindre velléité de rébellion, vous les taillerez en pièces avec votre armée. » Peu de temps après cette expédition sur le Chou-kiang, l'escadre anglaise fut assaillie par un affreux typhon. Tao-kwang, apprenant par les récits de ses mandarins que la mer était couverte de cadavres, exprima sa satisfaction et ordonna que l'on brûlât dans les pagodes de Canton vingt bâtons d'encens; il fit accomplir la

même cérémonie à Pékin par quatre princes de la maison impériale. Il publia ensuite plusieurs édits annonçant au peuple que les Anglais étaient anéantis, leurs soldats noyés et leurs navires coulés. En réalité, l'escadre avait réparé très-promptement ses avaries, et le cabinet de Londres venait de placer à la tête de l'expédition un nouveau chef, sir Henry Pottinger, qui devait causer aux mandarins et à l'empereur tant de cruelles insomnies!

Les récits qui précèdent ne nous ont laissé voir que les correspondances échangées entre les généraux chinois et l'empereur Tao-kwang : au-dessous de ces nobles personnages, qui, par ignorance ou par calcul, composaient des narrations si divertissantes, que disait et que pensait le peuple? On admet à la rigueur que Tao-kwang, relégué dans sa capitale au fond d'un palais entouré de plusieurs murailles, ait été plus ou moins longtemps dupé par ses plus fidèles serviteurs, et qu'il ait ajouté foi aux bulletins de victoire qu'on lui adressait de si loin; mais les Chinois, les soldats qui étaient si rudement menés par les troupes anglaises, les habitans du littoral, qui voyaient passer et repasser à l'horizon l'escadre des barbares; les citoyens de Canton, qui avaient entendu le canon de l'ennemi et qui venaient de payer argent comptant leur dernière défaite; en un mot ces millions d'hommes, acteurs ou témoins dans les différens épisodes de la lutte, pouvaient-ils conserver la moindre illusion et croire encore à l'invincible majesté du Céleste Empire? Eh bien! tous les documens établissent que les masses populaires, si promptes à fuir devant les forces anglaises, ne perdaient rien de leur imperturbable confiance. Ces désastres matériels dont il eût été bien difficile de contester les déplorables effets, on les attribuait à l'incapacité des chefs, à la faiblesse de Kichen, qui n'avait pas su rassembler à temps les troupes impériales, à la trahison d'un grand nombre de Chinois qui s'étaient glissés dans les rangs ennemis. Ce dernier motif se trouvait reproduit, par une préférence singulière, dans la plupart des manifestes que les lettrés de Canton adressaient à la populace, en paraphrasant les maximes de Confucius. Les Chinois demeuraient ainsi persuadés qu'ils n'avaient pu être vaincus que par des Chinois, et ils prenaient volontiers à leur compte des triomphes déshonorés par la trahison. L'escadre britannique avait à peine quitté les eaux du Chou-kiang, que les murailles de Canton furent couvertes de placards où l'orgueilleux pinceau des lettrés vengeait en ces termes l'honneur national : « Nous sommes les enfans de l'Empire Céleste, et nous sommes assez forts pour défendre notre pays. Nous n'avons pas besoin de nos mandarins pour vous exterminer, et vous avez comblé la mesure de vos crimes. Si le traité signé par nos chefs n'avait point mis obstacle à nos projets, vous auriez éprouvé la puissance de nos bras. N'ayez plus l'audace de nous offenser, car nous sommes décidés à faire un exemple. Vous ne pourriez cette fois nous échapper. » Ces déclamations ridicules, avidement lues et chaudement applaudies par la populace, n'expliquent-elles pas les mensonges officiels que les mandarins entassaient dans leurs dépêches? Dès que l'ennemi n'était plus là, les habitans de Canton se croyaient sincèrement victorieux. Comment les chefs auraient-ils tenu un autre langage? Ils écrivaient pour ainsi dire sous la dictée de l'enthousiasme populaire, et ils annonçaient sur la foi des placards que les Anglais allaient être foudroyés.

Investi du commandement supérieur de l'expédition britannique, sir Henry

Pottinger comprit que le moment était venu de pousser vigoureusement les opérations et d'en finir avec ce système de conventions provisoires qui aurait dû lasser plus tôt la patience du capitaine Elliot. La campagne qu'il entreprit immédiatement, avec la ferme résolution de ne déposer les armes que devant une capitulation régulière, aboutit, en peu de mois, à la signature du traité de Nankin. L'île de Chusan fut occupée de nouveau; Amoy, Koolongsou, Chinhae, Ningpo, Changhai, Chapou, tombèrent successivement au pouvoir des troupes que les *steamers* de l'escadre transportaient de victoire en victoire, à la grande stupéfaction des Chinois, émerveillés de voir des navires sans voiles marcher contre le vent ou remonter le courant des fleuves. Les mandarins ne se faisaient aucun scrupule de placer sous les yeux de l'empereur le récit de leurs prétendus triomphes; leur style nous est connu. Cependant, à mesure que l'ennemi pénètre au cœur de l'empire, les généraux ne paraissent plus aussi sûrs d'eux-mêmes; on peut en juger par les stratagèmes étranges à l'aide desquels ils comptent avoir raison des Anglais et qu'ils laissent discuter sérieusement dans leur camp. Il faut, dit l'un, envelopper les barbares dans des nuages de fumée et les attaquer à l'improviste. Un autre propose d'expédier une troupe de plongeurs qui brisera les gouvernails et pratiquera des voies d'eau en perçant les coques des navires. Celui-ci demande que l'on prohibe l'exportation du soufre et du salpêtre, afin d'enlever aux Anglais les moyens de fabriquer de la poudre. Le vertige s'emparait ainsi de toutes les têtes, et il enfantait les idées les plus grotesques. On trouva un placard qui engageait les Anglais à retourner dans leur pays pour y avoir soin de leurs vieux parens. Ce conseil était sincère, car les Chinois pratiquent religieusement les devoirs de la piété filiale. Dans une autre proclamation, le général Yiking garantissait aux cypayes la vie sauve, s'ils s'abstenaient de tirer sur les Chinois, et il promettait le bouton de mandarin à ceux qui livreraient un officier. Il avait appris que les cypayes, les *hommes noirs*, comme il les appelait, appartenaient à une race conquise par les Anglais; il pensait donc qu'ils saisiraient avec empressement l'occasion de se débarrasser de leurs maîtres. — Enfin, dit sir John Davis, on ramassa, dans un camp que les Chinois venaient d'abandonner, la copie d'une lettre adressée au général anglais pour l'inviter à remettre son armée entre les mains de Yiking, lequel, en retour d'un si grand service, le recommanderait très-vivement aux bonnes grâces du fils du ciel (l'empereur). — Voilà où en étaient réduits ces infortunés mandarins; ils ne savaient plus comment éloigner les barbares : menaces, prières, conseils, mensonges, tout échouait contre les progrès de l'invasion; il fallait donc affronter le courroux impérial, plus redoutable mille fois que l'armée ennemie. On vit alors les généraux, et même les autorités civiles, préférer le suicide à l'aveu d'une défaite. Ces incidens devinrent de plus en plus fréquens. Ajoutons cependant que les suicides, en Chine, ne sont pas toujours mortels. Après l'assaut de Tinghae (Chusan), le magistrat civil prit la fuite avec la caisse, et se réfugia dans une île voisine; mais, au sortir de la ville, il eut soin de déposer sur le bord d'un canal son costume de cérémonie et ses grandes bottes de mandarin. On crut qu'il s'était noyé de désespoir, et il passa naturellement pour un héros! N'était-ce pas bien joué?... Par malheur, au bout de quelque temps, l'espiéglerie fut découverte, et notre mandarin, convaincu

de n'être pas noyé, se vit condamner à mort pour crime de désertion; il eut l'esprit de faire commuer sa peine en celle de bannissement, puis il en fut quitte pour une forte amende; enfin il rentra tout à fait en grâce, et il fut nommé gouverneur civil de Chusan *in partibus*, pour reprendre ses anciennes fonctions le jour où les barbares auraient évacué l'île. Il dut attendre cinq ans. Dans l'intervalle, comme il s'était montré généreux à l'égard des prisonniers anglais et qu'il pouvait ainsi rendre d'utiles services dans les négociations, il fut adjoint aux plénipotentiaires chargés de conclure le traité de Nankin. Telles sont, en Chine, les vicissitudes d'une carrière de mandarin.

Elipou lui-même nous est rendu. Nous l'avons laissé tout à l'heure déchu de tous ses grades et condamné à terminer sa longue carrière sur les frontières de la Sibérie. Il était encore en route pour ce lointain exil, lorsqu'un exprès le rappela à Pékin, où l'empereur, effrayé de la tournure que prenaient les événemens, lui confia pour la seconde fois la direction des affaires. Après avoir si longtemps écouté le parti qui, dans son conseil, prêchait la guerre à outrance, Tao-kwang s'était enfin rallié à la politique de paix et de conciliation dont les mandarins Kichen et Elipou avaient, dès l'origine, démontré l'impérieuse nécessité. Il était las (et cela se conçoit) de recevoir chaque jour un pompeux récit des victoires remportées par son armée et d'apprendre en même temps que chaque jour les Anglais gagnaient du terrain et se rapprochaient de sa capitale. Il ne songea donc plus qu'à arrêter à tout prix la marche des barbares. Tel fut le sens des instructions données à Elipou, qui devait être secondé, dans cette volte-face de l'orgueil chinois, par les lumières et la sagesse du mandarin Kying, destiné à jouer un rôle si éminent dans la politique extérieure du Céleste Empire.

Les deux messagers auxquels Tao-kwang confiait ainsi la branche d'olivier, Elipou et Kying, étaient d'origine tartare. Il convient de placer ici une curieuse remarque qui jette un nouveau jour sur le caractère des deux races établies en Chine. Pendant tout le cours de la lutte, les mandarins qui représentaient, soit à Pékin, soit dans les provinces, l'élément tartare, c'est-à-dire la race conquérante, semblaient pencher vers la paix. Les plus ardens conseillers de la guerre, les fanatiques, les sanguins, ceux qui ne voulaient jamais entendre parler de transaction ni de trêve, c'étaient les mandarins de la race conquise, les Chinois de la vieille roche, toujours prêts à s'indigner de l'indulgence qui épargnait les barbares. Ces lettrés à plumes de paon s'épuisaient à rédiger de fières proclamations et à venger par des phrases le territoire violé; mais, sur le champ de bataille, les autorités chinoises, si éloquentes dans le conseil, ne se distinguaient le plus souvent que par la prudence exagérée de leurs promptes retraites; les chefs tartares, au contraire, se défendaient avec résignation, et ils déployèrent parfois une noble intrépidité, à laquelle les officiers anglais se sont empressés de rendre hommage. Il n'y eut jamais de lutte sérieuse que là où les troupes tartares étaient engagées.

L'escadre anglaise a jeté l'ancre devant Nankin. Toute résistance est impossible : les Tartares viennent de s'ensevelir bravement sous les ruines de Chinkiang-fou; les Chinois, mandarins et soldats, se sentent perdus; une éclipse de soleil, sinistre augure, leur a prédit l'inévitable défaite. Elipou et Kying remplissent alors leur mission; ils subissent la loi du vainqueur, et, dans une

longue dépêche, ils annoncent à l'empereur la triste nouvelle : « Nous proposons, disent-ils (pour notre crime la mort serait un châtiment trop faible), nous proposons d'accueillir les demandes des Anglais. Nous savons bien que leurs exigences accusent une avidité insatiable; elles n'ont toutefois pour objet que l'intérêt du commerce, et elles excluent pour l'avenir toute pensée hostile. Aussi, afin de sauver la province et de mettre fin aux calamités de la guerre, nous sommes-nous déterminés à accepter ces conditions. Nous avons promis aux Anglais, sur la foi du serment, que s'ils montraient quelque repentir pour le mal qu'ils nous ont fait, et s'ils concluaient un armistice, leurs propositions seraient agréées... » Par un autre rapport, les plénipotentiaires chinois rendent compte du progrès des négociations, dont Tao-kwang avait approuvé l'ensemble, sauf quelques réserves. Il s'agit d'obtenir, pour les Européens, la faculté de résider avec leurs familles dans les ports qui doivent être ouverts au commerce. « Nous avons remarqué que les barbares subissent l'influence de leurs femmes et qu'ils obéissent à la voix de l'affection. La présence des femmes dans les ports adoucirait donc leur caractère et nous donnerait plus de sécurité. Si les barbares ont auprès d'eux tout ce qui leur est cher et s'ils voient leurs magasins abondamment garnis de marchandises, ils seront en notre pouvoir, et nous les gouvernerons plus aisément.—Tout bien considéré, disait Kying, nous avons placé notre sceau au bas du traité; au risque d'encourir le mécontentement du grand empereur et d'attirer sur nos têtes les plus sévères châtimens, nous osons solliciter de nouveau la ratification de nos actes... » Et le traité de Nankin, signé le 26 août 1842, fut en effet ratifié par l'empereur Tao-kwang !

L'issue de la guerre de Chine ne pouvait être un instant douteuse. La civilisation européenne et la discipline devaient infailliblement triompher. Cependant l'empereur ne possédait-il pas d'immenses ressources? Maître absolu d'un vaste territoire, il disposait à son gré d'une population nombreuse et fidèle : les impôts ordinaires et extraordinaires, les ventes de titres, les dons, les exactions alimentaient son trésor, et l'on a calculé que les dépenses, durant les deux années de lutte, s'étaient élevées à 250 millions. Les approvisionnemens d'armes répondaient à tous les besoins, puisque les Anglais prirent et enclouèrent, dans les villes et sur les champs de bataille, deux mille trois cent cinquante-six pièces de canon; enfin, même dans les proclamations ridicules dont nous avons cité quelques fragmens, il y avait un vif sentiment de patriotisme, une foi profonde dans l'inviolabilité du sol, une haine ardente de l'invasion étrangère. Devant une escadre anglaise et quelques régimens bien commandés, tous ces élémens de résistance demeurèrent stériles. L'empereur, tremblant dans son palais, dut capituler. L'histoire du monde ne présente en aucun temps le spectacle d'une humiliation pareille. Jamais non plus elle n'a démontré plus éloquemment la loi providentielle qui impose à toutes les nations, à toutes les races, le devoir de se rapprocher, de s'unir, d'échanger leurs idées et leurs richesses, et d'apporter en quelque sorte à la masse commune le contingent de leur génie. Pourquoi la Chine fut-elle si honteusement battue? Suffit-il d'accuser de lâcheté une nation entière? L'explication paraît simple, mais elle serait aussi injuste qu'injurieuse pour l'honneur du Céleste Empire. Les Chinois, et surtout les Tartares, savent braver

le péril et sacrifier au besoin leur vie. Bien qu'ils placent les dignités civiles au-dessus des dignités militaires, ils honorent, comme tous les peuples, le courage déployé dans le combat : ils ont souvent fait la guerre, ils ont remporté des victoires, ils conservent dans leurs annales le souvenir de princes conquérans et de généraux glorieux. Cherchons donc ailleurs le motif de leurs récentes défaites. Ce ne sont point les soldats de l'Angleterre, ce sont les armes de l'Occident qui les ont vaincus : ils sont tombés victimes de leur ignorance, non de leur lâcheté. Quelle résistance pouvaient-ils opposer avec leurs sabres à double lame, leurs fusils à mèche et leurs canons inoffensifs, à ces troupes disciplinées dont chaque décharge lançait la mort dans leurs rangs? Dès que le vent avait dissipé la fumée de leur artillerie qu'ils croyaient si formidable, ils voyaient s'ébranler en bon ordre des bataillons intacts qui les mitraillaient à coup sûr. Les Chinois fuyaient donc, quel que fût leur nombre, et la panique leur donnait des ailes. A leurs yeux, les Anglais n'étaient plus des hommes, mais des démons! Comment la lutte n'eût-elle pas été inégale? La Chine, qui, durant tant de siècles, avait persisté à se séparer de la grande famille humaine, devait expier tôt ou tard son isolement orgueilleux. Pendant qu'elle demeurait stationnaire et se fiait à la solidité de ses vieilles armures, les peuples de l'Occident forgeaient le fer destiné à la conquérir; ils dérobaient à la science les secrets de la guerre. En dédaignant de prendre part à cet enseignement qui se transmet par le contact et se développe au foyer de la civilisation commune, l'Empire Céleste se préparait d'éternels remords, car il en est des peuples comme des hommes : malheur à ceux qui vivent seuls!

La Chine a toujours vécu seule. Étrangère aux progrès accomplis dans l'art de la guerre, elle ignorait également les moyens de se ménager des alliances qui auraient pu, au jour du péril, lui venir en aide, et le caractère de sa politique lui interdisait tout appel aux intérêts ou aux sympathies des autres nations. Méprise grossière, dont les mandarins les plus éclairés du cabinet impérial reconnurent trop tard les funestes conséquences! Dans la lutte engagée contre l'Angleterre, le Céleste Empire ne représentait-il pas, en définitive, la race asiatique attaquée par la race européenne? Et dès lors ne devait-il point rattacher à sa cause tous les peuples de l'extrême Orient? Si les alliés n'avaient point envoyé de troupes à Canton ou à Nankin, ils auraient du moins opéré d'utiles diversions sur les frontières de l'Inde, et peut-être la Grande-Bretagne eût-elle sérieusement réfléchi devant la perspective d'une conflagration générale. En outre, est-il bien sûr que certaines nations de l'Europe et les États-Unis aient applaudi sans réserve à l'initiative prise par l'Angleterre pour forcer à coups de canon les portes de la Chine? L'événement a prouvé que le commerce du monde entier avait largement profité du triomphe obtenu par les armes britanniques; mais, à l'époque où la guerre fut déclarée, on craignait que l'Angleterre ne s'attribuât, après la victoire, des priviléges exclusifs, et ne se fît, suivant son habitude, la part du lion. Ces appréhensions, qui furent complétement démenties, il faut le reconnaître, par les clauses libérales du traité de Nankin, devaient exciter de vives défiances, que l'habileté la plus vulgaire se fût empressée d'exploiter au profit de la cause chinoise. Enfin les conseillers de Tao-kwang pouvaient-ils ignorer à quel point la Russie et les États-Unis sont jaloux des progrès de l'invasion anglaise

dans l'Asie orientale? Il y avait là, pour eux, les élémens d'une imposante médiation qui eût été en mesure de prévenir ou de pallier la honte des derniers désastres. Malheureurement le cabinet de Pékin ne songeait guère à ces détails de politique extérieure, et sa diplomatie n'allait pas si loin.

Dès 1840, les Ghorkas, tribu puissante qui touche à la fois aux frontières de la Chine et à celles de l'Inde, s'abouchèrent avec le ministre chinois qui réside à Lhasa (Thibet), et lui offrirent leur concours contre les Anglais: ils auraient pu, dit le ministre de Lhasa, envahir l'Inde, s'emparer du pays qui produit l'opium, et tarir ainsi la principale ressource de l'ennemi; mais les Ghorkas demandaient qu'on leur envoyât d'abord des canons et des hommes, et plus tard ils jugèrent prudent de demeurer neutres. Les empires d'Ava et de Cochinchine gardèrent la même réserve, en sorte que, par son imprévoyance et par suite du peu de confiance qu'elle inspirait, la cour de Pékin perdit ses alliés naturels et resta seule exposée aux coups des barbares.

D'après les documens chinois consultés par sir John Davis, un officier russe, accompagné d'un détachement de Cosaques, serait arrivé dans le Turkestan, au commencement de 1841, en sollicitant la permission d'entrer en Chine. L'empereur aurait répondu par un ordre d'expulsion et fait ramener l'officier russe et ses Cosaques de brigade en brigade jusqu'à l'extrême frontière. On suppose que le but de cette mission était d'enseigner aux troupes chinoises le maniement du fusil et la manœuvre du canon. Comment vérifier l'exactitude d'un pareil récit? Les historiens du Céleste Empire ne sauraient être crus sur parole, et cette apparition subite d'un officier russe à la frontière, ce refus dédaigneux de l'empereur, cet escadron de Cosaques expulsé si cavalièrement et reconduit entre les rangs de gendarmes chinois, tout cela n'est probablement qu'une fable sortie de l'imagination des mandarins. D'ailleurs, si le tsar avait eu la pensée très-ambitieuse d'apprendre l'exercice aux Chinois, il lui eût été fort aisé de connaître à l'avance les dispositions de la cour de Pékin par l'intermédiaire du collége russe établi dans cette capitale. Les relations avantageuses que la Russie entretient avec la Chine sur le marché de Kiakhta, aux confins de la Sibérie, permettent jusqu'à un certain point de croire que le tsar, désireux d'étudier de plus près la politique suivie à l'égard de l'Angleterre, aurait envoyé dans les provinces du nord des émissaires chargés de lui rendre compte des événemens. Peut-être encore quelque officier de fortune, s'ennuyant au fond d'une garnison de Sibérie, sera-t-il venu offrir son épée et ses services, à l'exemple de ces nombreux officiers français, italiens, espagnols, que l'on retrouve au milieu des armées asiatiques. En tout cas, malgré le secret dépit que devait inspirer au gouvernement russe le triomphe des Anglais, il n'est point présumable que les faits se soient passés officiellement ainsi que le rapportent les documens chinois.

La France n'était point aussi directement intéressée que la Russie aux conséquences de la guerre. Depuis longtemps nous avons à peu près renoncé à disputer à la Grande-Bretagne le rôle prépondérant en Asie : nous avons perdu l'Inde; notre navigation et notre commerce sont presque nuls dans les mers de l'extrême Orient. Fatale abdication que nous ont imposée les secousses révolutionnaires et la triste issue de nos luttes européennes! La France devait donc envisager avec une certaine indifférence les événemens qui mettaient

aux prises, à l'autre bout du monde, l'Angleterre et le Céleste Empire. Peut-être eût-elle vu sans déplaisir l'ambition démesurée de sa rivale se briser contre la grande muraille, car il arrive souvent que le patriotisme, égaré par d'aveugles haines, se complaît dans les désastres d'autrui; mais il faut laisser au vulgaire ces préjugés étroits et stériles. Si l'on observe les choses de plus haut, on reconnaîtra qu'il ne s'agissait point seulement d'une querelle survenue entre l'Angleterre et la Chine à l'occasion de quelques caisses d'opium : la civilisation, l'honneur même du nom européen, combattaient dans les rangs de l'expédition britannique; c'était le génie de la vieille Europe qui se décidait à demander raison d'injurieux dédains et d'humiliations trop longtemps subies. Du jour où la Grande-Bretagne commençait le feu, les autres nations de l'Occident étaient tenues de respecter, sinon d'appuyer, cette initiative qui leur ouvrait les portes du plus vaste empire de l'Asie. Le gouvernement français prit, dès l'origine, cette louable attitude. Il garda la plus stricte neutralité; mais il eut soin d'entretenir constamment sur les côtes de Chine un navire de guerre qui suivait, sans les contrarier, tous les mouvemens de l'escadre anglaise. *La Danaïde, la Favorite, l'Érigone,* commandées par des officiers du plus haut mérite, MM. Ducampe de Rosamel, Page et Cécille, remplirent tour à tour cette mission délicate. En outre, un agent spécial, M. de Jancigny, fut envoyé en Chine à bord de la frégate *l'Érigone,* pour étudier particulièrement les ressources que pouvaient offrir au commerce les marchés conquis par les armes de l'Angleterre.

Il est assez curieux de connaître l'effet produit sur les Chinois par la présence de nos navires de guerre. Tantôt on nous supposait de sinistres projets, et les mandarins donnaient ordre de se défier de nous, vu notre qualité de barbares; tantôt, au contraire, notre pavillon apparaissait comme une menace contre les Anglais. Yhking, qui, après l'occupation de Ningpo, fut placé à la tête des troupes du Chekiang, avec le titre de «général inspirant la terreur,» crut devoir un jour rassurer ses compatriotes en leur disant, dans une proclamation, que les ennemis, réduits à la dernière extrémité, avaient été obligés d'implorer l'appui des Français, « peuple qui leur ressemble par le costume. » On se figure aisément toutes les suppositions auxquelles l'imagination si féconde des mandarins et des lettrés pouvait se livrer sur notre compte. Sir John Davis a recueilli à ce sujet une pièce fort intéressante qui mérite d'être reproduite textuellement : c'est un rapport adressé à l'empereur par Yshan, l'un des généraux de l'armée de Canton.

« Pendant la douzième lune de l'année dernière (janvier 1842), les chefs Jancigny et Cécille arrivèrent à Hong-kong à bord d'un bâtiment de guerre, en annonçant que d'autres navires ne tarderaient pas à les joindre. Tandis que nous prescrivions une enquête sur cet incident, on nous apprit que Cécille était venu à Canton dans une barque, et les marchands hanistes nous dirent qu'il désirait avoir une entrevue avec les mandarins. Nous dûmes considérer que les Français avaient été respectueux et dociles dans leurs relations de commerce, tandis que les Anglais, en se montrant rebelles et en faisant la guerre, avaient entravé le négoce des autres nations et provoqué ainsi de vifs ressentimens. Comme les chefs français ne demandaient qu'un entretien purement officieux, nous avons cédé aux circonstances et nous nous sommes relâchés de

notre dignité, afin de combiner nos plans et de semer la division entre les barbares. Pendant la conférence, Cécille déclara que son souverain avait eu connaissance de la guerre engagée avec les Anglais et qu'il l'avait envoyé en Chine pour protéger les navires français, et, au besoin, pour offrir sa médiation. Nous avons répondu : « Votre souverain a toujours été obéissant et dévoué, nous nous plaisons à le reconnaître. Les Anglais sont pervers, cruels, incorrigibles; aussi ont-ils offensé toutes les nations. Puisque votre roi vous a envoyé ici avec un navire de guerre, déployez votre vaillance, et alors nous nous empresserons d'en référer au grand empereur, qui vous accordera, n'en doutez pas, des faveurs extraordinaires. — Cécille répliqua que, si les Anglais étaient en guerre avec la Chine, ils étaient en paix avec la France, et qu'il n'avait, quant à lui, aucun motif pour commencer les hostilités. — Si je les attaquais sans raison, ajouta-t-il, les autres peuples en seraient indignés; il vaut bien mieux que l'Empire du Milieu cesse de faire la guerre et qu'il arrive à conclure une paix honorable. — Nous lui avons alors demandé comment il croyait possible d'obtenir un arrangement. Il nous dit qu'il s'adresserait aux Anglais, que si ses propositions étaient accueillies, toute difficulté disparaîtrait, mais que si elles étaient rejetées, la guerre était inévitable. Comme à cette époque les Anglais avaient encouru la juste indignation de votre majesté en s'emparant de Ningpo et de plusieurs villes, et que d'ailleurs le général qui répand la terreur (Yhking) avait déjà reçu l'ordre de les exterminer, nous ne pouvions autoriser Cécille à leur porter des paroles de conciliation. L'officier français nous dit alors qu'il allait voir le général anglais, et que, s'il obtenait quelque nouvelle, il se hâterait de nous la communiquer. Pour répondre à ce bon procédé, nous résolûmes de lui décerner une récompense. »

Si l'on dégage de ce récit l'emphase chinoise, sur laquelle nous devons être maintenant fort édifiés, il faut avouer que le sens, sinon le texte, des paroles rapportées par le mandarin de Canton paraît assez vraisemblable. Le cabinet de Pékin eût été très-désireux d'employer à l'égard des Européens les moyens de répression dont il fait usage à l'égard des pirates. On sait que les côtes de Chine sont, de temps immémorial, exposées aux déprédations d'une piraterie parfaitement organisée. Lorsque le pillage devient trop scandaleux, le gouvernement prend le parti d'offrir à l'un de ces forbans une bonne somme et un bouton d'or ou de cristal, à condition que le nouveau mandarin donnera la chasse à ses anciens complices. Cette politique est la seule qui obtienne quelque succès, la marine impériale étant tout à fait incapable de se mesurer avec l'ennemi. Les gouverneurs du littoral s'estiment très-heureux et se montrent très-fiers de battre les pirates avec les pirates. De même ils avaient imaginé de battre les barbares avec les barbares, et la proposition que le général chinois adressait, en janvier 1842, à l'honorable commandant de *l'Érigone* était aussi sérieuse que naïve. Quant aux réponses de M. Cécille, elles ne laissèrent aucun doute sur l'attitude que la France entendait garder entre les deux puissances belligérantes. Les mandarins en furent satisfaits au point de les juger dignes d'une récompense impériale; cependant elles ne pouvaient nous compromettre aux yeux des Anglais, et elles refusaient formellement aux Chinois l'appui matériel que ceux-ci se croyaient en droit de réclamer.

Il y a encore dans le rapport d'Yshan un autre passage bon à citer. « Pendant la seconde lune (mars 1842), Jancigny nous fit remettre une dépêche dans laquelle il traitait également de la paix, en exprimant l'espoir que l'île de Hong-kong serait laissée aux mains des rebelles. Après avoir examiné avec plus d'attention la conduite de ces Français, nous reconnûmes qu'ils étaient amis de l'Angleterre, qu'ils voulaient tirer parti de leur médiation, et qu'ils songeaient à partager nos dépouilles. Alors nous ne les avons plus considérés que comme des gens rusés et imbus des principes barbares. Nous avons repoussé leurs offres, en leur conseillant de ne point aider les rebelles, de peur que les pierres précieuses et les pierres brutes ne fussent broyées dans le même mortier. Toutefois nous leur avons promis une récompense, s'ils voulaient s'employer au service de la Chine, et en même temps nous avons recommandé à nos officiers d'avoir toujours l'œil sur eux... » Ce rapport, dont le début décorait presque un officier français de la plume de paon, et dont la fin nous remet si brusquement à notre place de barbares, ne fut communiqué à l'empereur qu'au mois d'août 1842, c'est-à-dire au moment où Elipou et Kying signaient le fatal traité de Nankin. M. le commandant Cécille, ainsi que M. Page, qui avait intrépidement remonté le Yang-tse-kiang avec sa corvette, étaient conviés à assister à ce grand acte, et dans la suite les mandarins regrettèrent plus d'une fois de n'avoir point compris les paroles sincères et désintéressées que leur apportaient les agens de la France.

Par la conclusion du traité de Nankin, les Chinois s'engageaient à rembourser une forte indemnité, 21 millions de dollars, représentant les frais de l'expédition (les peuples battus par les Anglais paient toujours l'amende). L'île de Hong-kong était cédée en toute propriété à la couronne britannique; les étrangers obtenaient la permission de résider et de trafiquer dans cinq ports, sous la protection de consuls investis d'attributions et de priviléges fort étendus; le monopole des marchands hanistes était aboli, et le commerce devenait complétement libre; les droits d'entrée et de sortie sur les marchandises étaient fixés par un tarif spécial; l'opium ne figurait pas dans ce tarif, il demeurait officiellement prohibé. — En garantie du paiement de l'indemnité, les Anglais retenaient l'île de Chusan, où deux fois le sort des armes avait été si contraire aux troupes impériales.

Les termes de l'amende furent versés, à chaque échéance, avec une exactitude irréprochable. Le commerce légal suivit son cours régulier, et les mandarins fermèrent les yeux sur la contrebande de l'opium (1). Les Chinois attendaient trop impatiemment le jour où les barbares évacueraient Chusan, ils étaient trop désireux de purger l'hypothèque et de rentrer en possession de leur territoire pour ne pas éviter avec soin toute discussion qui eût déterminé l'Angleterre à s'approprier le gage. Chusan est placé dans une situation

(1) « Kying, dit M. Davis, m'adressa en 1844 une note par laquelle il proposait ouvertement de laisser, d'un commun accord, toute latitude au commerce de l'opium. En conséquence, il n'y a pas eu, depuis la paix, un seul édit contre l'opium, et lorsque le consul anglais de Changhai, se conformant aux clauses du traité, signalait aux mandarins les navires qui se livraient à la contrebande, les autorités locales paraissaient peu empressées de recevoir ces sortes d'avis. Il ne manquait plus au commerce de l'opium que la sanction d'un édit impérial, mais cette sanction officielle ne put jamais être obtenue. »

si favorable, que le cabinet de Londres eût été ravi de trouver un prétexte pour ne s'en point dessaisir. Sir John Davis, qui exerçait à cette époque les fonctions de gouverneur de Hong-kong et de plénipotentiaire de sa majesté britannique en Chine, ne fait point mystère des intentions de son gouvernement. Il déclare qu'il reçut l'autorisation de négocier l'achat de l'île; mais, ayant acquis la certitude que les Chinois ne se prêteraient à aucune transaction sur ce point et qu'ils n'écouteraient pas davantage les propositions des États-Unis ou de la France, considérant d'ailleurs que l'importance commerciale de Hong-kong s'accroissait de jour en jour, et que dès lors il était moins urgent d'obtenir la cession d'une autre colonie sur la côte de Chine, sir John Davis ne jugea point à propos de faire usage de ses pleins pouvoirs. Le 7 juillet 1846, il restitua solennellement aux quatre commissaires délégués par l'empereur l'île de Chusan et le port de Tinghae.

A partir de ce moment, les relations diplomatiques entre le gouvernement de Hong-Kong et le vice-roi de Canton devinrent moins cordiales. Kying, qui avait si ardemment défendu les idées de paix, au risque de compromettre son autorité à Pékin et sa popularité à Canton, Kying lui-même, l'ami des barbares, se refroidit tout à coup. Diverses tentatives furent faites pour reconstituer, sous une forme indirecte, le monopole des hanistes : le gouvernement chinois établit, à l'intérieur de l'empire, des droits de transit sur les produits destinés aux cinq ports, afin de neutraliser, par un simple déplacement de perception, les avantages de tarif stipulés en 1842; la cité de Canton continuait d'être fermée aux étrangers, contrairement au texte formel du traité. Enfin la populace, dans un délire de sauvage patriotisme, attaqua les factoreries, où les Européens, privés de la protection des autorités, furent obligés de se défendre eux-mêmes. A ces divers griefs venaient s'ajouter plusieurs attentats isolés, commis dans les environs de la ville contre des sujets anglais. Les consuls et le gouverneur de Hong-kong adressèrent sucessivement à Kying des représentations officielles, en invoquant le droit des gens ainsi que les clauses du traité de Nankin. Évasives d'abord, les réponses du vice-roi devinrent insolentes. Il fallut recourir aux grands moyens. Au mois de mars 1847, sir John Davis, se conformant aux instructions de lord Palmerston, fit embarquer sur les *steamers* les troupes dont il pouvait disposer, entra dans le Choukiang, s'empara des forts, encloua ou jeta à l'eau huit cent vingt-sept pièces de canon, et ne s'arrêta que devant Canton. Ce coup de vigueur, qui aurait pu rallumer la guerre et créer à la politique anglaise de graves embarras, fut frappé si à propos, que les Chinois, mal préparés à la résistance, se confondirent immédiatement en excuses, et souscrivirent, sans hésiter, aux conditions imposées par le représentant de la Grande-Bretagne.

En rendant compte des incidens qui se rattachent aux principaux actes de son administration, sir John Davis envisage l'avenir de la question anglo-chinoise : il exprime l'avis que, jusqu'en 1855, époque fixée pour la révision facultative des traités que le Céleste Empire a conclus avec la France et les États-Unis, il ne saurait être apporté aucun changement à la situation actuelle. Dans trois ans, si les négociations sont reprises, on pourra solliciter l'ouverture d'un plus grand nombre de ports et provoquer le règlement définitif de certains points demeurés en litige. Nous avons déjà essayé de démon-

trer ici (1) que les Anglais et les Chinois sont également intéressés à vivre en bonne intelligence, et qu'ils doivent, au besoin, pratiquer la politique des concessions plutôt que de se lancer dans les aventures d'une nouvelle guerre. La même opinion est exposée et défendue avec beaucoup plus d'autorité par l'ancien gouverneur de Hong-kong. Toutes les idées ne sont-elles pas aujourd'hui tournées vers la paix? La paix n'est-elle pas en quelque sorte le mot d'ordre de tous les empires? Plus qu'aucun autre, l'empire chinois, épuisé d'argent et déchiré par des révoltes intérieures, doit se montrer conciliant à l'égard des puissances étrangères et prévenir les éventualités d'une seconde lutte, qui ne serait pour lui qu'une seconde humiliation, car il ne paraît pas que, depuis 1842, il ait amélioré ses moyens de défense ni fait apprendre l'exercice à son armée.

On pourrait croire que le gouvernement impérial, à peine délivré des Anglais, s'empressa de mettre à profit la rude leçon qui venait de lui être infligée, qu'il comprit la nécessité de se ménager des alliances et de réformer l'organisation de ses troupes. Plusieurs mandarins osèrent en effet appeler l'attention de la cour sur les mesures de salut public que réclamait l'avenir des relations désormais établies avec les nations européennes. Malheureusement la guerre a partout en Chine introduit le désordre, et le jeune successeur de Tao-kwang a hérité d'une bien lourde tâche! Pendant que les Anglais envahissaient le territoire, les généraux chinois imaginèrent de distribuer dans les villes et jusque dans les moindres villages une grande quantité de fusils, qui furent particulièrement recherchés par les pirates et les voleurs. Le brigandage a pris, depuis cette époque, un développement inouï, et il est probable que les armes ainsi gaspillées en 1841 et 1842 se trouvent aujourd'hui entre les mains des rebelles du Kwang-si. A Canton, Kying eut l'idée malencontreuse de créer une sorte de garde nationale qui ne tarda pas à écouter la voix des démagogues, à ouvrir des clubs et à menacer le gouvernement. N'est-il pas permis de sourire à la lecture de ces curieux détails, qui peignent trop fidèlement la situation intérieure de la Chine? Mais, au fond, que penser d'un pays où les autorités ne savent pas même arrêter les voleurs? Peuple étrange, qui conserve toujours à nos yeux son caractère grotesque, et qui ne peut échapper à notre gaieté, alors même qu'il apparaît au milieu de ses désastres! — Nous venons de lire quelques pages de son histoire, écrite en quelque sorte par lui-même; nous avons vu les proclamations victorieuses des mandarins, les éloquentes colères des lettrés, la majestueuse sérénité de l'empereur; nous avons assisté aux scènes à la fois tristes et ridicules qui se sont succédé pendant le cours de ce long drame où se jouaient les destinées du Céleste Empire. Eh bien! cette nation, si naïve en apparence, est douée d'une intelligence supérieure : elle est lettrée, délicate, polie; elle a reçu depuis des siècles les lumières de la civilisation, mais elle n'est point *sociable*. Voilà son erreur, voilà le crime, qu'elle expie cruellement. Voilà l'explication de sa honteuse défaite. Jamais Dieu n'a consacré en caractères plus éclatans les droits et les devoirs sur lesquels repose la société humaine.

C. LAVOLLÉE.

(1) Voyez la *Revue* du 15 février 1851, *la Politique européenne en Chine*.

BEAUX-ARTS.

LA CHAPELLE DE L'EUCHARISTIE A NOTRE-DAME DE LORETTE.

Je ne voudrais proposer à personne l'exemple de M. Périn, car cet exemple est trop difficile à suivre, et le courage manquerait aux plus hardis pour s'engager dans la voie qu'il a choisie. Il y a vingt ans que M. Périn est chargé de décorer à Notre-Dame-de-Lorette la chapelle de l'Eucharistie, et depuis vingt ans il n'a pas perdu un seul jour. Il a voulu accomplir la tâche qui lui était échue avec un dévouement sans limites. Tous les artistes, tous les amis de l'art doivent le remercier de sa persévérance, mais je n'oserais inviter personne à marcher sur ses traces, car pour suivre un tel conseil il faut ne pas attendre le prix de son travail, et bien peu d'artistes se trouvent placés dans une telle condition. M. Périn s'est enfermé dans son œuvre avec la ferme résolution de donner dans cette œuvre unique la mesure complète de ses facultés, et je dois dire que cette résolution lui a porté bonheur. Il a fait sa chapelle comme les poètes d'autrefois faisaient leur livre, et ne s'est pas inquiété des succès bruyans dont le monde s'occupe un jour pour n'y plus songer le lendemain; or, pour s'isoler ainsi, il faut un singulier respect pour la tâche acceptée, une estime profonde pour les juges à qui l'on veut offrir son œuvre, et en même temps une sincère défiance de soi-même. C'est par ces trois motifs que j'explique la persévérance de M. Périn.

Le dirai-je cependant? je crois que M. Périn a dépassé le but en prodiguant toutes ses forces pour l'atteindre plus sûrement. Il n'a rien négligé pour réunir tous les élémens d'information dont il avait besoin, mais je crois qu'il ne s'est pas arrêté à temps. Au lieu de s'en tenir

au texte des Evangiles, qui, du XIIIe au XVIe siècle, a fourni aux peintres les plus éminens de l'Italie tant de compositions émouvantes, il a pensé qu'après avoir épuisé cette source primitive, il devait s'adresdrèsser à une source plus récente, interroger les pères de l'église. A mon avis, c'est une méprise. Si M. Périn, au lieu de manier le pinceau, eût entrepris de nous expliquer la formation du dogme catholique, j'approuverais sa méthode comme excellente, car il y a certainement dans le catéchisme de Meaux, signé du nom de Bossuet, bien des idées qui ne se trouvent pas dans les Evangiles; mais puisqu'il ne voulait aborder ni l'histoire ni la philosophie, puisqu'il ne se proposait pas de scruter le développement du dogme catholique, et de comparer les croyances décrétées par le concile de Trente aux traditions du Nouveau-Testament, il eût agi plus sagement en prenant pour thème unique de ses compositions les évangélistes. Sa tâche ainsi comprise eût été singulièrement simplifiée; saint Matthieu, saint Marc et saint Luc rapportent l'institution de l'eucharistie d'une manière uniforme; il est vrai que saint Jean n'en dit pas un mot, et de la part du disciple bien-aimé, ce silence est au moins étrange; mais comme le récit de saint Jean s'accorde sur les autres points avec le récit des autres évangélistes, son silence sur l'institution de l'eucharistie ne suffit pas à dérouter la foi chrétienne. Ce que je tiens à établir, ce qui demeure évident pour tous les esprits habitués à comparer la tâche du philosophe et de l'historien avec la tâche de l'artiste, c'est que le texte des Evangiles convient beaucoup mieux à la peinture que les commentaires les plus éloquens des pères de l'église. Utiles à consulter dès qu'il s'agit d'étudier le développement historique des croyances, les pères de l'église ne sauraient lutter d'autorité avec le texte des Evangiles, et cette vérité si évidente pour les philosophes n'est pas moins évidente pour les peintres et les statuaires. La tradition des évangélistes nous offre des scènes très simples, et qui se prêtent naturellement au travail du pinceau et de l'ébauchoir, tandis que les commentaires prodigués par les pères des églises grecque et latine, souvent très remarquables comme preuve de finesse et de subtilité, n'ajoutent rien à l'évidence de la tradition, et souvent même réussissent à en troubler le sens à force de vouloir l'expliquer. C'est pour avoir méconnu cette différence, si facile pourtant à signaler, que M. Périn n'a pas obtenu tout d'abord les sympathies et les applaudissemens qu'il mérite. Les qualités les plus solides de son talent sont trop souvent masquées par un raffinement de pensée que les pères de l'église peuvent expliquer, mais que l'Evangile n'accepte pas.

Cependant je ne voudrais pas insister trop longtemps sur cette méprise, car je ne crains pas qu'elle devienne contagieuse. Si M. Périn

a dépassé le but par excès de persévérance, la plupart de ses confrères demeurent en-deçà du but par excès d'indolence. Il suffit donc d'indiquer la faute sans essayer d'en démontrer toutes les conséquences. Toute tradition prise à son origine offre un caractère poétique, et se prête volontiers à toutes les tentatives de l'imagination, peinture, statuaire ou poésie. Expliquée, commentée par les docteurs, philosophes, théologiens, elle se dérobe bientôt à tous les efforts de la fantaisie; à mesure qu'elle devient plus intelligible et plus précise, elle perd une partie de sa splendeur et de sa majesté. On dirait que la discussion, après l'avoir ébranlée, la réduit en poussière, et en effet tous ceux qui ont étudié l'histoire des religions sont en mesure d'affirmer que les croyances ont plus d'une fois succombé sous la défense même des docteurs, qui prétendaient étayer leurs croyances par l'argumentation, et fournissaient trop souvent à leurs adversaires des armes terribles. Au lieu d'affermir le dogme qu'ils défendaient, ils en montraient, sans le savoir, les parties lézardées, et leur apologie aggravait le danger. M. Périn a donc eu tort d'attribuer aux pères de l'église une trop grande autorité; toutefois, malgré ces réserves, son travail mérite une étude attentive.

Le sujet de cette chapelle, l'institution de l'eucharistie, devrait être placé au-dessus de l'autel; mais l'architecte en a décidé autrement. Que mettra-t-on au-dessus de l'autel? Je l'ignore. Ce que je sais, c'est qu'il n'a pas dépendu de M. Périn de peindre *la Cène* dans un endroit mieux éclairé que l'espace demi-circulaire qui domine la porte de la sacristie. Il ne faut donc pas imputer au peintre la faute qui ne lui appartient pas. M. Lebas, lorsqu'il achevait son église, croyait avoir très heureusement imité Sainte-Marie-Majeure; il doit comprendre maintenant qu'il s'est trompé. Si Sainte-Marie-Majeure n'est pas un chef-d'œuvre, ce qui me paraît facile à démontrer, du moins la lumière n'y est pas distribuée d'une main avare; il ne manque aux peintures qui la décorent qu'un solide mérite pour être admirées. Dans Notre-Dame-de-Lorette, la lumière est mesurée avec tant de parcimonie, que le regard le plus attentif découvre à grand'peine ce que le peintre a voulu exprimer. Les deux coupoles placées à droite et à gauche de la porte principale, plus généreusement traitées que les coupoles du fond, laissent pourtant beaucoup à désirer sous le rapport de la lumière. Quant aux coupoles échues à MM. Orsel et Périn, il est impossible d'imaginer une disposition plus hostile à la peinture. La nature des lieux ne pouvant être changée, à moins qu'il ne plaise au conseil municipal d'obliger l'architecte à réparer sa faute en ouvrant à la lumière un nouvel accès, force nous est d'étudier la chapelle de M. Périn, comme si nos yeux pouvaient sans effort en embrasser toutes les parties.

Je reviens donc à *la Cène*. Il y a dans cette composition une gravité qui rappelle les meilleurs temps de la peinture. L'auteur a compris toutes les difficultés de sa tâche et les a franchement abordées. Ce que j'aime surtout dans cet ouvrage, c'est que, tout en respectant la tradition, il est empreint cependant d'une véritable originalité. Aussi religieux dans l'expression que Giotto et Fra Angelico, M. Périn ne s'est pas permis de copier les têtes inventées par ces deux maîtres éminens : il a senti la nécessité de créer des types nouveaux, et non-seulement il a donné pleine carrière à son imagination, non-seulement il a conçu en pleine liberté tous les convives assis à la table du Christ, mais il n'a pas oublié un seul instant qu'il devait, tout en restant fidèle au sentiment chrétien, tenir compte de toutes les conquêtes, de tous les progrès de son art. Il n'y a pas dans *la Cène* une seule figure qui mérite le reproche d'archaïsme, et c'est à mon avis un mérite digne des plus grands éloges. Le Christ, debout au milieu de ses disciples, prononce les paroles rapportées par l'Evangile : « Buvez, ceci est mon sang; mangez, ceci est ma chair. » Ce thème difficile, déjà traité par tant de mains habiles, M. Périn a su le développer dans un style sévère et sans copier personne. Il ne s'est pas contenté d'éviter avec un soin respectueux tout ce qui aurait pu reporter la pensée du spectateur vers le réfectoire de Sainte-Marie-des-Grâces. Il n'a pas montré moins de discrétion envers Rome et Florence, de telle sorte que *la Cène* de Notre-Dame-de-Lorette lui appartient tout entière. L'expression de chaque physionomie est tellement arrêtée, qu'elle doit être née d'une pensée profonde. Il est probable que M. Périn, avant de choisir ses modèles, s'est donné la peine de les prévoir et de les concevoir; puis, une fois en possession de ces types gravés au fond de sa conscience, il s'est mis en quête, et n'a pas tardé à rencontrer l'image vivante de sa pensée. Grâce au travail préliminaire dont je viens de parler, il lui a suffi, pour exprimer fidèlement sa volonté, de modifier ou d'interpréter les modèles qu'il avait sous les yeux. Si cette méthode n'est pas la plus rapide, c'est du moins la plus sûre, et je sais bon gré à M. Périn de l'avoir choisie. Il aurait pu, comme tant d'autres, copier de vieilles gravures ou reproduire littéralement les modèles que la nature lui offrait : les peintres archaïstes, qui prétendent posséder seuls le secret de l'expression religieuse, l'auraient applaudi à outrance, ou bien les *réalistes* l'auraient vanté comme un homme vraiment sage, désabusé de toutes les traditions, et revenu au véritable but de l'art tel qu'ils le comprennent, à l'imitation. M. Périn connaissait de longue main ce double écueil, et, pour passer entre l'archaïsme servile et le réalisme vulgaire, il n'a eu qu'à demeurer lui-même. Nourri des leçons de l'école italienne, il l'embrasse et la conçoit tout entière, depuis ses

premiers bégaiemens jusqu'à sa corruption, depuis Florence jusqu'à Bologne. Il ne croit pas, Dieu merci, que Raphaël soit un païen; aussi, tout en s'efforçant d'atteindre à l'expression fervente des fresques de Saint-Marc, il n'oublie jamais que les fresques du Vatican doivent être consultées à toute heure, comme l'idéal de la beauté. Ce que je dis n'est point une conjecture capricieuse qui doive s'écrouler sous les premiers argumens d'une discussion sérieuse. Il suffit, pour vérifier ce que j'affirme, d'étudier une à une toutes les têtes de *la Cène*. Ferveur d'expression, beauté des contours, harmonie des lignes, tout révèle chez M. Périn l'intelligence complète de son art et la connaissance approfondie de tous les monumens que le passé nous a légués. Il est fâcheux que M. Lebas n'ait pas éclairé plus généreusement la porte de la sacristie.

Les sujets traités dans la coupole, dans les pendentifs et dans les pieds-droits sont destinés à développer la pensée de *l'Eucharistie*. Chacune de ces trois séries mérite un examen spécial. Le soin scrupuleux avec lequel sont rendues toutes les parties de ces diverses compositions tantôt profondes, tantôt ingénieuses, commande le respect à ceux mêmes qui ne partagent pas les idées de l'auteur. Commençons par la coupole. M. Périn a choisi pour thème cinq lignes d'une prose chantée par l'église le jour de la fête du Saint-Sacrement, prose écrite par saint Thomas d'Aquin. On sait que ces hymnes, qui n'ont rien à démêler avec les lois de la versification, sont écrites en latin rimé. « La chair du Christ est l'aliment, son sang est le breuvage. Les bons et les méchans reçoivent le Christ avec un sort différent, de vie ou de mort. Le Christ est la mort pour les méchans, la vie pour les bons. » Dans l'arc placé au-dessus de l'autel, le Christ sort du tombeau. Vainqueur de la mort, il donne la vie et le ciel à qui suivra ses traces. Les anges descendent, présentant l'eucharistie sous les deux espèces. Il est impossible de méconnaître la majesté de cette composition. La figure du Sauveur, tout en rappelant le type du maître au milieu de ses disciples que nous avons admiré dans *la Cène*, a cependant quelque chose de plus solennel. En se dégageant des étreintes de la mort, il a pris une austérité qu'il n'avait pas dans le dernier banquet avec les apôtres. Les anges qui descendent du ciel expriment très bien la ferveur et l'humilité. Dans l'arc opposé au précédent, nous voyons le Christ sur son trône déchirant les sceaux du livre de vie. Messagers de sa colère contre les pécheurs, deux anges descendent avec la trompette et le feu de l'encensoir. Ici M. Périn emprunte à l'Apocalypse l'interprétation de la pensée tracée par saint Thomas d'Aquin. Ce troisième Christ n'est assurément ni moins beau ni moins imposant que les deux premiers. C'est le même type renouvelé, agrandi. Le Christ de *la Cène* exprime la mansuétude; le *Christ sortant du*

tombeau exprime tout à la fois l'enseignement et la promesse; le *Christ jugeant les méchans* a quelque chose de terrible. Pour moi, je ne me lasse pas d'admirer cette prodigieuse variété. Pourquoi les deux anges ne sont-ils pas traités plus hardiment? C'est à coup sûr grand dommage. J'ai peine à comprendre que M. Périn, qui semble posséder tous les secrets de son art, ait reculé devant les difficultés du raccourci. Les deux anges n'offrent au spectateur que deux figures incomplètes; les membres inférieurs sont cachés derrière le Christ. C'est, à mon avis, une faute grave. Le raccourci pouvait seul laisser aux anges le caractère surnaturel qui leur appartient. Tels que les a représentés M. Périn, ils forment aux pieds du Christ une sorte de croissant qui est loin de contenter le regard. Toutefois, cette faute que je signale à cause du respect même que m'inspire l'auteur passera sans doute à peu près inaperçue, grâce à l'avarice avec laquelle M. Lebas a distribué la lumière; aussi je crois inutile d'insister plus longtemps.

Au-dessus de *la Cène*, saint Pierre debout tient et montre les clés. Saint Jean et saint Matthieu, tenant chacun son Evangile, sont assis à ses côtés. En regard de cet arc, saint Paul debout montre la première *épître aux Corinthiens*. Près de lui, saint Marc et saint Luc tiennent leur Evangile. Dans ces deux compositions, l'auteur a voulu exprimer *les bons récompensés*. Quoique saint Pierre, saint Paul et les quatre évangélistes soient traités dans un style très élevé, j'avouerai sans détour que je préfère aux *bons récompensés* — *le Christ sortant du tombeau* et *le Christ jugeant les méchans*. L'élégance et la grandeur de l'exécution ne sauraient dissimuler tout ce qu'il y a d'incomplet dans l'expression, comparée à la volonté de l'auteur. Que saint Pierre et saint Paul par leurs prédications, comme les évangélistes par leurs écrits, aient porté témoignage de l'eucharistie, c'est ce qui est acquis à l'histoire; qu'ils soient les soutiens de l'église, personne ne songe à le contester, mais je n'aperçois pas, je ne réussis pas à deviner comment ces deux faits expriment *les bons récompensés*. Il est vrai que M. Périn ajoute dans le programme de sa chapelle : « Dieu leur prépara des trônes dans le ciel. » S'il était donné à la peinture de rendre cette dernière pensée, je me déclarerais satisfait. Malheureusement le pinceau le plus habile ne mènera jamais à bonne fin une pareille tentative. La peinture n'arrive à l'intelligence que par les yeux, et toute idée qui ne peut pas être *vue* dans le sens matériel du mot doit être bannie du domaine de la peinture. Je m'étonne que M. Périn, qui a montré tant de sagacité dans *le Christ sortant du tombeau* et dans *le Christ déchirant les sceaux du livre de vie*, ait pu tenter d'exprimer une pensée qui échappe à la peinture, ou plutôt, pour parler plus nettement, qu'il ait sous-entendu cette pensée et se soit fié à la pénétration du spectateur. Je

ne crois pas d'une manière absolue qu'il soit interdit à la peinture de traiter un tel sujet, je me borne à croire que pour le traiter il faudrait choisir une autre méthode. Que signifie en effet cette double composition réduite à elle-même, c'est-à-dire à ce que nos yeux voient? Elle nous rappelle les services éclatans rendus à la foi chrétienne par les quatre évangélistes et par les deux plus illustres apôtres; mais je n'aperçois nulle part l'idée complémentaire : « Dieu leur prépara des trônes dans le ciel. » Or cette idée, que j'appelle *complémentaire* parce qu'elle nous révélerait le sens intime de ces deux compositions, si elle trouvait une forme visible, n'est pas moins que l'idée mère de l'œuvre. J'aperçois clairement le mérite des évangélistes et des apôtres; quant à la récompense, l'esprit peut la prévoir, mais l'œil ne la voit pas. C'est pourquoi je n'hésite pas à condamner la méthode adoptée par M. Périn pour traduire l'idée de rémunération exprimée par saint Thomas d'Aquin.

Cette méprise s'explique par le désir immodéré de bien faire. L'auteur, après avoir sondé toute la profondeur du sujet qu'il avait accepté, a voulu rendre toutes les faces de sa pensée; il a résolu de transcrire sur les murailles d'une chapelle toutes les conséquences prochaines et lointaines d'une idée première aperçues par la réflexion. Vivant loin de la foule, seul avec sa conscience, avec le souvenir de ses lectures, il a perdu de vue pendant quelques jours la limite qui sépare la pensée parlée de la pensée peinte. Il a cru naïvement que tout le monde associerait comme lui l'idée de récompense à l'idée de mérite. L'événement nous a prouvé qu'il s'était trompé. Bien des spectateurs qui rendent d'ailleurs à son talent pleine justice se demandent de très bonne foi ce que signifient dans la chapelle de l'Eucharistie ces personnages, groupés trois par trois, qui ne prennent part à aucune action déterminée. Il est probable que M. Périn reconnaît aujourd'hui sa méprise. Malgré la persévérance avec laquelle il a poursuivi l'achèvement de son œuvre, il doit comprendre que les esprits les plus bienveillans, et j'ajouterai les plus éclairés, ne saisissent pas toujours sans effort ce qu'il a voulu dire. J'attribue, sans hésiter, à l'excès de la méditation l'obscurité ou du moins l'ambiguité dont je me plains. C'est pour avoir trop longtemps réfléchi avant de se mettre en route que l'auteur a dépassé le but. Si, au lieu d'analyser avec la patience d'un solitaire toutes les parties de son sujet, au lieu de le décomposer, de l'épeler ligne par ligne, il se fût contenté d'interroger la tradition chrétienne dans sa forme primitive, il n'eût pas manqué de nous offrir des compositions très simples et très faciles à comprendre.

Je sais que son exemple ne sera pas contagieux; je sais que, dans le temps où nous vivons, l'abus de la méditation n'est pas à craindre.

Pour éviter l'abus plus sûrement, le plus grand nombre s'interdit jusqu'à l'usage. Cependant je ne crois pas inutile de signaler le danger d'une telle méthode, car s'il arrive à quelques esprits d'élite de marcher sur les traces de M. Périn, il faut qu'ils connaissent d'avance le sort qui les attend. S'ils ne consentent pas à s'arrêter dans leur travail d'analyse, s'ils s'acharnent à sonder leur pensée, une partie de leur énergie se trouvera dépensée en pure perte. Les intentions les plus excellentes, les idées les plus vraies se présenteront couvertes d'un voile que la foule ne prendra pas la peine de soulever. L'avertissement n'est pas à négliger.

Je passe maintenant aux pendentifs qui nous offrent la pensée de M. Périn sous un nouvel aspect. Si la coupole, malgré les réserves que j'ai cru devoir faire, est à mes yeux une des œuvres les plus considérables de notre temps, sous le double rapport de la composition et de l'exécution, les pendentifs ne sont pas conçus moins habilement que la coupole, ni rendus dans un style moins élevé. C'est plaisir de suivre sur la pierre le développement d'une pensée mûrie à loisir, d'assister à l'accomplissement d'une volonté précise, de voir se dérouler toutes les parties d'une œuvre où le hasard ne joue aucun rôle, où la mémoire n'est appelée qu'à titre d'auxiliaire et ne prend jamais la place de l'imagination. C'est de nos jours une joie trop rare pour que la critique oublie de remercier les hommes qui lui offrent cet imposant spectacle. C'est pour la pensée un salutaire exercice que d'étudier dans leurs moindres détails une série de compositions où rien ne relève du caprice, où la ligne et la couleur s'unissent dans une fraternelle obéissance pour dire clairement ce que l'auteur a voulu dire.

Ayant à couvrir quatre pendentifs, M. Périn ne pouvait se dispenser de peindre, outre la Foi, l'Espérance et la Charité, une quatrième vertu; il a choisi la Force morale, et voici dans quel ordre sont distribuées ces compositions : l'Espérance, la Foi, la Force, la Charité. Ce parti, qui semblerait singulier si l'artiste se fût borné à représenter les vertus par des figures symboliques, s'explique très-bien par les compositions mêmes qui expriment ces quatre vertus. Pour l'Espérance, en effet, nous avons la naissance du Christ; pour la Foi, le Christ guérissant les aveugles et les sourds; pour la Force, le Christ couronné d'épines, et, pour la Charité, le Christ au tombeau. Le Christ naît dans l'étable entre le bœuf et l'âne. La sainte Vierge et saint Joseph adorent sa divinité. Derrière le fils de Marie, un ange tient un lys, symbole de pureté. M. Périn n'a méconnu aucune des conditions que lui imposait un sujet si simple en apparence, mais pourtant si difficile, quand on reporte sa pensée vers les maîtres éminens qui l'ont traité. La Vierge est pleine de grâce et de chasteté; un

divin sourire anime le visage de l'enfant; quant à saint Joseph, il exprime à la fois l'étonnement et l'humilité; c'est dire assez que l'auteur a très-bien rendu ce dernier personnage. M. Périn donne au Christ guérissant les aveugles et les sourds le nom de *Christ enseignant*. Quoique les miracles soient un moyen de persuasion dans les questions de foi religieuse, je crois qu'il eût mieux valu nous offrir le Christ au milieu des docteurs. Il me semble qu'un tel choix eût été plus conforme aux traditions évangéliques. La foule ne comprend qu'à grand'peine comment une guérison miraculeuse est un enseignement. Cette objection une fois soumise à l'auteur, il est juste de reconnaître qu'il a tiré de son sujet un excellent parti. Le Sauveur et les malades qu'il convertit en les guérissant sont d'un beau dessin et d'un grand caractère. Expression des visages, ajustement des draperies, tout est conçu, tout est rendu selon l'esprit du sujet. — Le Christ couronné d'épines ne soulève aucune objection. C'est en effet la représentation éloquente de la force morale. Un bourreau couronne le Christ d'épines; un autre lui donne le roseau; ils rient et l'injurient. Le visage du personnage principal respire le courage et la résignation. Quant aux bourreaux, M. Périn a su donner à leur physionomie l'accent de la brutalité en évitant pourtant de descendre jusqu'à la laideur. En somme, c'est une composition très-digne d'éloges. Enfin, dans le dernier pendentif, nous voyons le Christ près du tombeau, soutenu par saint Joseph d'Arimathie et saint Nicodème. De l'autre côté sont la sainte Vierge et sainte Magdeleine; debout, derrière le Christ, le disciple bien-aimé montre la couronne d'épines et les clous. Il est permis de se demander si le Christ sur la croix n'exprimerait pas la Charité plus vivement que le Christ mort. Cependant je n'oserais blâmer le parti adopté par M. Périn, car la couronne d'épines et les clous rappellent assez clairement le supplice du Sauveur. La Vierge, la Magdeleine, saint Jean, sont empreints d'une douleur profonde; je dirai même que leur douleur a quelque chose de passionné. Saint Joseph d'Arimathie et saint Nicodème semblent contenir leur affliction par pitié pour Marie.

Ainsi les pendentifs ne sont pas inférieurs à la coupole. C'est la même grandeur de conception, la même élévation de style. En contemplant ces murailles animées par la pensée religieuse, il n'est pas difficile de comprendre que toutes ces figures ont été créées lentement, qu'il n'y a pas dans ces compositions un seul personnage improvisé. Chaque mouvement paraît nécessaire, il ne semble pas possible de le concevoir autrement; mais pour atteindre à cette simplicité, à cette évidence, il a fallu passer par de nombreux tâtonnemens. Aux yeux des improvisateurs, c'est un signe de faiblesse; aux yeux des hommes sensés, c'est une preuve de respect pour l'art et pour le pu-

blic. Qu'importent les ratures, puisque nous avons la page mise au net? Les œuvres qui durent s'achèvent lentement. C'est une nécessité que les artistes ne méconnaissent guère sans s'exposer à l'oubli. M. Périn, dont la persévérance même révèle toute la modestie, a pris le moyen le plus sûr de résister aux injures du temps : il s'est défié de lui-même, et n'a rien livré aux hasards de la fantaisie. Aussi le public récompense son labeur par une respectueuse sympathie, et parmi les hommes du métier, ceux mêmes qui ne partagent pas les doctrines de l'auteur, ceux qui préfèrent Venise et Anvers à Rome et à Florence, ne peuvent se lasser d'admirer la coupole et les pendentifs de cette chapelle. Ils regrettent que le coloris n'ait pas plus d'éclat, mais ils sont obligés de s'incliner devant la grandeur du style, devant l'harmonie et la simplicité qui recommandent toutes ces compositions.

Par la ferveur, par la persévérance, M. Périn appartient au passé; par son respect constant pour les progrès de la science, il se place au premier rang de ses contemporains. Comme la mode n'est pour rien dans les nombreux suffrages qu'il a recueillis, je ne crois pas que la mode entame la valeur de son nom. Il vient d'achever une œuvre de conscience, et de telles œuvres sont traitées avec déférence par les artistes même qui n'oseraient les entreprendre. J'ai la ferme confiance que dans dix ans, dans vingt ans, la chapelle de l'Eucharistie ne sera pas étudiée avec moins de sympathie qu'elle ne l'est aujourd'hui. Bien des peintures plus séduisantes au premier aspect, qu'on applaudit comme des prodiges d'habileté, seront alors oubliées depuis longtemps. Les prôneurs les plus empressés s'étonneront de leur engouement, et peut-être même ne s'en souviendront plus. La chapelle de l'Eucharistie, traitée dans un style sobre et contenu, qui n'attire pas le regard par le prestige de la couleur, mais qui offre aux yeux une combinaison harmonieuse de tons fins et vrais, gardera toute sa valeur, parce que l'approbation ainsi conquise n'est pas sujette à repentir.

M. Périn a complété le développement de sa pensée en peignant sur les quatre pieds-droits de la chapelle des sujets purement humains qui se distinguent nettement des compositions précédentes. Il y a dans toute cette série de scènes chrétiennes une simplicité naïve qui étonne bien des spectateurs. Pour les juges peu éclairés, c'est une suite de tableaux de genre. Telle n'est pas la pensée des artistes qui ont pris la peine de pénétrer le dessein de l'auteur. La simplicité n'exclut pas l'élévation. Si le doute était permis, il suffirait pour le résoudre de contempler les pieds-droits de la nouvelle chapelle. Au-dessous de *la Naissance du Christ*, c'est-à-dire au-dessous du pendentif de *l'Espérance*, nous retrouvons l'expression de cette vertu sous quatre formes diverses. Une mère au pied d'un crucifix apprend à son fils à espérer et à se résigner; un prisonnier garrotté voit la liberté

dans le ciel en recevant l'hostie des mains du prêtre; un évêque partage le pain divin entre le pauvre et le roi, tous deux chargés de soucis et de misère; abandonné de tous, un mourant se réfugie en Dieu. Pour ma part, je loue sans réserve l'élégance et l'accent presque familier de ces quatre scènes. M. Périn a suivi très heureusement l'exemple des peintres florentins qui, après avoir représenté une action importante sur le panneau qui leur était confié, peignaient dans la *predella*, c'est-à-dire dans une bande placée au bas du panneau, une suite d'épisodes qui expliquaient l'origine et les conséquences de l'action principale. Il y a d'ailleurs dans toutes les figures une précision, une pureté, qui contentent les yeux les plus sévères. Sous le pendentif de la Foi, le prêtre élève l'hostie et la consacre; les acolytes soutiennent ses vêtemens et s'inclinent. — Plus loin le pape, tenant dans ses mains les saints Evangiles, élève ses regards vers le ciel et y puise ses inspirations et ses décrets. Le passage provisoire de la sacristie n'a pas permis de peindre les deux compositions qui doivent occuper la partie inférieure de ce pied-droit. — Sous le pendentif de la Force, l'auteur a figuré la confession des fautes, le mépris des richesses, le mépris des douleurs, et la table des martyrs. Voici comment sont exprimées ces quatre pensées. Agenouillé près du tribunal de la pénitence, un pécheur attend avec anxiété, tandis que le prêtre remet à celui qui s'est confessé et repenti la discipline dont il doit se frapper. Plus loin, un chrétien plein de confiance dans l'Evangile refuse les richesses que le mahométan lui offre avec le Coran. Un jeune martyr sur le bûcher lève les yeux au ciel et n'entend plus la voix du prêtre des gentils, qui lui présente la statue de Jupiter. Enfin, au sommet du pied-droit, le tombeau du martyr devient l'autel sur lequel Dieu lui-même s'offre en sacrifice. Toutes ces pensées sont très fidèlement rendues et dans un style fort élevé. Parmi les plus habiles, bien peu seraient capables de pénétrer aussi avant dans la foi chrétienne et d'en traduire les préceptes avec autant d'élégance.

Reste le pied-droit de la Charité. Accueillir le pèlerin, secourir le pauvre, pardonner à son ennemi, ensevelir les morts, telles sont les maximes que le peintre a douées de vie. Le riche reçoit le pèlerin, prépare son lit et lui lave les pieds. Un jeune homme donne au vieillard pauvre sa seconde tunique, le pauvre donne son morceau de pain à l'estropié, et regarde l'hostie qui est sur l'autel. Un homme amène devant l'autel celui qui voulait l'assassiner, et qui s'est repenti. Le prêtre partage entre eux le pain sacré comme gage de réconciliation. Un jeune homme soutient le mort, tandis que le prêtre prie le Seigneur, au bord de la fosse qu'il a creusée lui-même.

Après cette série de compositions, on devrait croire la pensée de

l'auteur complétement épuisée, et pourtant il n'en est rien, car sur les revers de ces mêmes pieds-droits, il y ajoute de nouveaux développemens. Je les passe sous silence, malgré le charme et la vérité qui les recommandent, parce qu'ils m'obligeraient à répéter purement et simplement les éloges que j'ai donnés aux faces des pieds-droits.

Quant aux couleurs adoptées pour les fonds de la coupole, des pendentifs et des pieds-droits, il me suffit qu'elles s'harmonisent parfaitement avec la décoration générale de la chapelle, et je ne tiens pas à savoir que le fond d'or signifie la *lumière céleste*, le fond rouge le *sang du Christ*, et le fond vert l'*espérance du chrétien;* toutes ces distinctions sont, à mon avis, de purs enfantillages, et je croirais perdre mon temps, si j'essayais de les discuter. Ce qui est vrai, ce qui frappe tous ceux qui ont visité l'Italie, c'est que le fond d'or de la coupole rappelle très heureusement les œuvres de l'art byzantin et les mosaïques de plusieurs églises de Rome. Il n'en faut pas davantage pour justifier pleinement le parti adopté par M. Périn. Quant aux tons rouge et vert, abstraction faite de leur valeur symbolique, il est facile d'invoquer en leur faveur de nombreux précédens.

Si j'essaie maintenant de résumer l'effet général de ce travail, je crois pouvoir affirmer qu'il laisse dans l'esprit du spectateur une émotion tendre et pieuse, et comme c'est là, sans nul doute, le but que l'auteur s'est proposé, il reste démontré qu'il a réussi. Cependant, malgré la sympathie qui s'est attachée tout d'abord à cette chapelle, malgré l'approbation de la foule qui se laisse aller au plaisir que lui donnent les belles choses, et l'approbation réfléchie d'un grand nombre d'esprits habitués à s'interroger avant de battre des mains, les objections ne manqueront pas, et déjà même nous en avons recueilli plusieurs. Dans le domaine purement esthétique, on reproche à M. Périn d'avoir traité avec trop de dédain l'éclat et la variété des couleurs qui réjouissent les yeux et préparent le spectateur à l'indulgence. Reproche vulgaire et qui ne mérite pas d'être relevé! Si Rome et Florence ont traité la peinture religieuse avec plus de gravité que Venise et Anvers, le bon sens ne conseillait-il pas de consulter Rome et Florence plutôt qu'Anvers et Venise? On ajoute qu'il y a dans cette chapelle un caractère mystique dont notre temps ne saurait s'accommoder. Exprimé dans ces termes généraux, l'argument n'est pas soutenable, car il n'y a pas de religion sans mystères. Il ne sera jamais donné à personne d'identifier la religion à la philosophie. Dans la chapelle de l'Eucharistie, le surnaturel est de droit, et je ne comprends pas qu'on puisse contester une vérité tellement évidente. Mais je crois, et je l'ai déjà dit, que M. Périn n'a pas toujours choisi, pour l'expression de sa pensée, la forme la plus accessible; en d'autres termes, il lui est arrivé plus d'une fois d'interroger les pères de

l'église au lieu de s'en tenir au texte même de l'Evangile. Or les pères de l'église, excellens à consulter dans les questions théologiques, ne sont d'aucun secours lorsqu'il s'agit de représenter un épisode du Nouveau-Testament. Les explications qu'ils prodiguent n'ajoutent rien à l'évidence du fait, et la peinture ne peut tirer aucun profit de ces commentaires, quelque lumineux qu'ils soient. Heureusement la plupart des compositions qui décorent la chapelle de l'Eucharistie échappent à ce reproche. Si l'obscurité s'y rencontre, c'est comme un défaut accidentel.

Ainsi les deux objections principales que j'ai notées ne résistent pas à la discussion. La sobriété de la couleur n'est pas un signe de faiblesse, mais une preuve de sagacité. Les ornemens ingénieux distribués par l'auteur sous les voussures attestent qu'il possède le sentiment de la couleur. Si dans la peinture des figures il a réagi contre son instinct, loin de le blâmer, nous devons lui en savoir gré. Quant au caractère mystique, dont l'esprit de notre temps ne s'accommoderait pas, si l'argument était vrai, il n'entamerait pas la valeur de cette chapelle, car dans ce cas l'auteur se serait trouvé obligé de choisir entre deux partis : omettre le côté surnaturel de son sujet pour se plier au goût de son temps, ou respecter toutes les conditions de la donnée acceptée, sans tenir compte des idées qui règnent aujourd'hui. La question ainsi posée ne me semble pas difficile à résoudre. M. Périn a-t-il trop compté sur le bon sens public? Je ne le crois pas. Il a eu raison de mettre la nature même de son sujet au-dessus des caprices de la mode. Si, tandis que les archaïstes essaient de nous reporter au delà de Fra-Angelico, au delà même de Giotto, jusqu'à Cimabue, jusqu'à Giunta, jusqu'aux Byzantins, et que des esprits non moins étourdis voient dans Rubens et dans Paul Véronèse les seuls modèles dignes d'étude, — il a choisi pour guides les grands maîtres du xve siècle, s'il s'est efforcé de concilier l'expression de la foi avec la beauté de la forme, pouvons-nous sans folie lui jeter la pierre? Il a négligé la mode pour chercher l'idéal, c'est-à-dire qu'il est demeuré fidèle à la mission suprême de son art.

Il serait à désirer que le succès obtenu par M. Périn décidât le conseil municipal de Paris à multiplier les peintures murales dans nos églises, car il n'y a pas de travaux qui développent plus sûrement le talent d'un peintre préparé à cette épreuve par des études sérieuses. Il n'y a pas de sujets plus difficiles à traiter que les sujets religieux, et cela se conçoit sans peine. Pris en eux-mêmes, abstraction faite des précédens, ils offrent à résoudre un double problème, l'expression des sentimens les plus élevés et la représentation de la forme humaine dans les meilleures conditions, c'est-à-dire nue ou traduite par quelques draperies largement disposées; et comme ils

ont déjà été traités mainte et mainte fois par les artistes les plus éminens, ils offrent aux survenans l'occasion d'une lutte glorieuse. J'entends dire qu'il serait temps de renoncer à cette lutte, plus souvent stérile que féconde, et qu'on devrait abandonner les sujets déjà traités par les maîtres. Ce serait à mes yeux une grossière bévue. Les plus belles œuvres, les plus savantes, étudiées de bonne foi, ne mènent pas au découragement. *La Cène* de Léonard, *la Transfiguration* de Raphaël, *l'Assomption* de Titien, *la Descente de Croix* de Rubens, malgré les mérites éclatans qui les recommandent, peuvent suggérer à des esprits ingénieux ou hardis des pensées que ces grands hommes n'avaient pas entrevues quand ils ont pris en main le pinceau. Sans doute, il y a moins de danger à choisir un sujet vierge, on évite ainsi toute comparaison; mais n'y a-t-il pas quelque chose de plus glorieux à réussir en s'exposant à la comparaison?

Si je préfère pour le développement du talent les sujets religieux aux sujets historiques, c'est que trop souvent dans ces derniers l'armure ou le vêtement masquent la forme, et permettent de sous-entendre plus d'un détail ou d'escamoter plus d'une difficulté. Dans les sujets religieux, il est bien difficile de ne pas accuser nettement la limite de son savoir. En peignant Job ou Abraham, comment ne pas trahir son insuffisance, sa maladresse, si l'on n'a pas fait une étude complète de la forme humaine? Les sujets empruntés au moyen âge ou aux temps modernes n'offrent pas le même danger. Une cuirasse, un pourpoint habilement traités éblouissent parfois les yeux de la foule, et permettent au demi-savoir de triompher. Ainsi, au point de vue purement technique, les sujets religieux mériteraient la préférence; mais, en dehors même de la pratique du métier, il se présente d'autres argumens. Depuis la Genèse jusqu'aux Machabées, quelle prodigieuse variété d'épisodes! Quel livre a jamais offert à l'imagination une moisson aussi abondante! La Bible est pour la peinture une source inépuisable d'inspirations. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter l'histoire de l'art depuis le berger prédestiné qui dessinait l'ombre de ses moutons avant de recevoir les leçons de Cimabue jusqu'au divin Sanzio. Quelle histoire purement humaine a jamais trouvé de si nombreux, de si éloquens interprètes? Il faut donc, bon gré, mal gré, accepter la suprématie de la peinture religieuse; mais pour que cette peinture soit vraiment féconde, pour que la génération recueille et mette à profit tous les enseignemens qu'elle contient, il faut que l'autorité municipale distribue les travaux de décoration de nos églises avec plus de discernement. Si les amis de l'art se rappellent avec reconnaissance que M. Hippolyte Flandrin a donné à Saint-Germain-des-Prés des preuves éclatantes de son savoir, ils n'oublient pas, ils ne peuvent oublier que M. Lépaulle a barbouillé sur

les murailles de Saint-Merry de véritables caricatures. Comment et pourquoi M. Lépaulle a-t-il été chargé de travestir et d'enluminer Saint-Vincent-de-Paul? Le devine qui pourra. Quant à moi, j'y renonce; mais il importe au développement de la peinture qu'une bévue aussi grossière ne se renouvelle pas. On peut à la rigueur reléguer un mauvais tableau dans une cave ou dans un grenier : que faire d'une chapelle barbouillée en dépit du goût et du bon sens? Il faudrait la gratter, et souvent la fabrique n'y consent pas, car il peut se trouver parmi les fabriciens des esprits forts qui aiment la peinture de M. Lépaulle.

Les peintures murales de nos églises ne devraient être confiées qu'à des hommes qui auraient déjà donné des gages. Je n'entends pas exclure ceux qui entrent dans la carrière, pourvu qu'ils aient montré ce qu'ils peuvent faire. Ce n'est pas tout. Il ne faudrait pas abandonner aux paroisses le choix des sujets, car elles sont trop souvent disposées à s'exagérer la valeur des faits les plus obscurs, dès que ces faits se sont accomplis dans un rayon donné. Dans ce cas, il arrive aux plus habiles de s'acharner inutilement contre un sujet ingrat. Tous les saints du calendrier ne fournissent pas des sujets de tableau, et malheureusement ceux qui distribuent les travaux, dans les bureaux de la ville, paraissent animés d'une conviction contraire. Ils mettent volontiers Godescard sur la même ligne que l'Ancien et le Nouveau Testament. Tout patron de paroisse a droit aux honneurs de la peinture. Tant que l'autorité municipale ne suivra pas d'autres erremens, elle courra le risque de gaspiller la moitié des fonds qu'elle consacre à la décoration de nos églises. Et non-seulement il est puéril d'obliger le pinceau à s'exercer sur des sujets ingrats, mais il est dangereux d'émietter en parcelles trop nombreuses les travaux d'un même monument. Je ne demande pas qu'on fasse pour toutes les églises ce qu'on a fait pour Saint-Germain-des-Prés : un tel parti serait souvent d'une application difficile; et voyez pourtant comme M. Flandrin a dignement récompensé la confiance du conseil municipal! Croyez-vous que ses peintures derrière le maître-autel seraient d'un aussi bel effet, si une autre main eût été chargée de décorer le chœur? Je souhaite sans l'espérer qu'il s'accommode du voisinage de M. Picot à Saint-Vincent-de-Paul; mais, sans confier à un seul homme la décoration d'une église entière, il est toujours permis d'assortir les artistes qu'on veut associer pour l'accomplissement de cette tâche. Or le conseil municipal ne tient pas compte de cette donnée : il réunit pêle-mêle les talens qui ne sont unis entre eux par aucun lien de parenté lointaine ou prochaine. Ainsi, par exemple, à Notre-Dame-de-Lorette, M. Blondel fait pendant à Roger, c'est-à-dire qu'un praticien vulgaire, qui de sa vie n'a conçu une composition religieuse,

qui ne connaît pas la forme du corps, bien qu'il l'enseigne officiellement, se trouve mis en regard d'un artiste nourri de fortes études, comme Orsel et comme M. Périn. Non-seulement Roger montre tout le néant de M. Blondel, ce qui n'est pas un malheur; mais la coupole de M. Blondel gâte le plaisir que nous a donné la coupole de Roger.

Je sais tout ce qu'on pourra dire contre l'application de mes conseils. On me répondra que l'autorité municipale a bien plus à cœur d'encourager les artistes que d'encourager l'art. Cette distinction n'est à mes yeux qu'un pur enfantillage. C'est grâce à cette distinction, dont Escobar serait jaloux, que souvent les plus dignes se voient écartés, tandis que les incapables sont appelés. Quoi qu'on fasse et qu'on dise, la distribution des travaux de peinture ne saurait être assimilée aux largesses d'un bureau de bienfaisance. Quand il s'agit de décorer les monumens civils ou religieux d'une ville telle que Paris, il faut s'adresser aux plus habiles, et venir en aide à ceux qui n'ont pas encore fait leurs preuves, sans livrer à leur inexpérience les murailles de nos chapelles ou de nos palais.

Je reviens à M. Périn, qui m'a suggéré toutes ces réflexions. Il y a vingt ans, il n'était connu que d'un petit nombre d'amis. Il avait surtout porté son attention vers le paysage historique, et s'était instruit à l'école de Nicolas Poussin. Aujourd'hui nous avons sa mesure, nous savons tout ce qu'il y avait en lui d'énergie et de sagacité, d'invention ingénieuse et de pénétration savante. Il devait au hasard l'indépendance et le loisir qui permettent les œuvres de longue haleine. Il a dignement profité de ces dons précieux. Placé dans une autre condition, il eût été forcé d'abandonner sa tâche ou de l'accomplir imparfaitement. Quatorze mille francs pour un travail de vingt ans, c'est un salaire insignifiant sans doute, mais personne n'est à blâmer, car personne ne pouvait prévoir la durée du travail, et je crois volontiers que M. Périn ne songe pas à se plaindre, car il lui a été donné sinon de se contenter, ce qui est bien rare parmi les artistes éminens, du moins d'épuiser pour réaliser son rêve tous les moyens dont il pouvait disposer. Parmi les hommes qui ont voué leur vie à l'expression de leur pensée, combien peuvent se vanter d'un pareil bonheur?

Si j'insiste avec tant de prédilection sur la chapelle de l'Eucharistie, ce n'est pas seulement parce qu'elle se recommande à l'attention publique par de solides mérites, c'est aussi et surtout parce que j'y vois une protestation éloquente contre les tendances réalistes de notre école. Dût-on m'accuser d'imiter ce vieux Romain qui terminait toutes ses harangues en demandant la destruction de Carthage, je ne me lasserai pas de répéter en toute occasion que la forme sans l'idée, la forme réduite à elle-même dans les arts mêmes du dessin,

qu'on est convenu d'appeler arts d'imitation, ne saurait enfanter de belles œuvres. Rubens et Paul Véronèse ne sont pas aussi matérialistes que le prétendent leurs disciples infidèles. Il y a dans ces deux maîtres une part d'idéal facile à démêler. Seulement, au lieu de poursuivre l'idéal dans l'harmonie des lignes, ils le poursuivent dans la splendeur de la lumière, dans l'exubérance de la vie : on aura beau dire, ils agrandissent leurs modèles, ils inventent à leur manière, et ne se bornent pas à transcrire ce qu'ils ont sous les yeux. Or les réalistes de nos jours n'aperçoivent rien au delà de l'imitation littérale, et malheureusement une partie de la foule accepte comme vraie cette doctrine répudiée par l'histoire tout entière. Il faut donc saisir avidement toutes les occasions qui s'offrent à nous de rajeunir et de raviver tous les argumens déjà produits contre l'imitation pure. A ce titre, la chapelle de l'Eucharistie ne saurait être louée en termes trop sympathiques. Supposez un instant qu'une pareille tâche fût échue au pinceau d'un peintre franchement réaliste, non pas à la manière de Rubens ou de Paul Véronèse, mais à la manière de M. Courbet : qu'aurions-nous maintenant? Une suite d'épisodes où la tradition évangélique se trouverait défigurée par la fidélité même de l'imitation. Et pour que cette conjecture ne ressemble pas à un jeu de mots, je me hâte de l'expliquer. Il y a cent manières de comprendre, le crayon ou le pinceau à la main, la tradition évangélique, depuis Albert Dürer jusqu'à Titien, c'est-à-dire depuis l'austérité jusqu'à la splendeur; mais l'imitation littérale de tous les élémens de la réalité ne dissimulera jamais l'absence de l'esprit évangélique. Et, dans l'*Assunta* même qui se voit à Venise, il y a quelque chose de plus que le mérite de l'imitation.

Je vois dans la chapelle de l'Eucharistie un argument nouveau à l'appui de la doctrine que j'ai soutenue bien des fois déjà, et qui me paraît seule féconde. M. Périn n'eût-il prouvé qu'une intention excellente, je me croirais obligé de lui venir en aide et d'appeler sur lui la sympathie de la foule; mais il ne s'en est pas tenu à l'excellence de l'intention, il a conçu, il a composé, il a mené à bonne fin une œuvre que signeraient avec joie les plus habiles, une œuvre pleine d'enseignemens pour la génération nouvelle. Puissé-je trouver bientôt l'occasion de louer aussi franchement une œuvre qui se recommande par la même profondeur de pensée, par la même élévation de style; car la louange ne réjouit pas seulement l'oreille qui la recueille, mais bien aussi la bouche qui la prodigue : une belle œuvre console des œuvres mesquines; l'expression d'un sentiment généreux efface le souvenir des sentimens vulgaires. C'est pourquoi je remercie cordialement M. Périn.

GUSTAVE PLANCHE.

BEAUMARCHAIS

SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS.

V.

LE PROCÈS GOËZMAN.

I. — LES PARLEMENS ET LA ROYAUTÉ AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.[1]

Le procès Goëzman ouvre la période éclatante de la vie de Beaumarchais. Tour à tour homme de cour, spéculateur, dramaturge, le fils de l'horloger Caron, sur ces chemins divers, n'avait encore rencontré que des succès douteux, contestés, et des inimitiés ardentes: il allait enfin maîtriser la fortune, conquérir pour longtemps la popularité et associer son nom à un fait considérable dans l'histoire de notre pays.

De quoi s'agissait-il dans ce fameux procès de Beaumarchais contre le conseiller Goëzman? Il s'agissait de savoir si la femme d'un juge avait gardé ou non quinze louis reçus d'un plaideur. Pour comprendre qu'un débat si peu important en lui-même ait pu passionner un instant la France entière, prendre les proportions d'un événement historique, contribuer à la chute d'un parlement et à l'avortement d'un coup d'état, il faut d'abord se rendre compte de la situation des affaires au moment où ce procès s'empare de l'attention publique.

L'histoire du gouvernement en France au XVIIIe siècle présente avec

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 octobre, 1er et 15 novembre 1852.

la vie de Beaumarchais cette similitude, qu'elle n'est aussi qu'une longue série de procès. Soixante ans d'anarchie officielle et de conflits de pouvoirs ont précédé et préparé l'état révolutionnaire dans lequel la France s'agite depuis soixante ans. Le règne si brillant, mais si absorbant de Louis XIV avait arrêté l'éducation politique de notre pays. « En établissant pour lui-même, comme l'a dit un sage historien (1), un gouvernement que lui seul était capable de maintenir, » le grand roi léguait à ses successeurs un fardeau difficile à porter. Il avait reçu des mains de Henri IV et de Richelieu une nation dégagée du chaos féodal, et dont la tête au moins était mûre pour des institutions nouvelles; il donna à cette nation tous les genres de gloire, il sut lui faire accepter et aimer, en l'entourant du prestige le plus séducteur, le pouvoir le plus absolu qui eût figuré jusque-là dans notre histoire; il accomplit de grandes et utiles réformes dans toutes les branches de l'administration publique; mais, en même temps qu'il faisait faire un pas immense à la civilisation, il ne préparait rien pour la satisfaction d'un besoin que la civilisation entraîne avec elle et qui allait éclater après lui. Il ne faisait rien pour organiser sous une forme quelconque un contrôle normal du pouvoir, une intervention régulière du pays dans ses propres destinées. Après avoir détruit le peu qui restait des institutions anciennes, concentré en lui toute autorité, il disait : « L'état, c'est moi, » et vivait comme s'il eût dû être immortel, oubliant que la dictature est personnelle et disparaît avec le dictateur. Par l'irrésistible ascendant de sa gloire, par la durée et l'éclat d'un règne de soixante-douze ans, par la suppression de tout élément hostile, nul monarque ne fut, comme lui, à portée de résoudre ce problème impérieux qui épuise et dévore nos générations démoralisées : créer des institutions qui survivent aux hommes. Malheureusement la tendance des pouvoirs illimités n'est pas de se limiter eux-mêmes, et l'histoire attend encore ce miracle d'un souverain tout-puissant usant de sa puissance envers son peuple à la façon d'un père qui prépare son fils à se passer de lui.

Louis XIV est à peine descendu dans la tombe, que déjà commence la dissolution de ce gouvernement dont il était l'âme. Les trois grandes influences sociales d'alors, — noblesse, clergé, parlemens, — qui, formées à la vie politique par une main ferme et investies d'attributions déterminées, eussent pu diriger l'esprit public, présider à la transformation sociale qui se préparait, conjurer l'aveugle et violente irruption des masses, — ces trois grandes corporations, au sortir d'un régime où elles n'avaient appris qu'à obéir en silence, se re-

(1) Droz, *Histoire du règne de Louis XVI*, introduction.

trouvent étrangères à l'esprit de gouvernement et livrées à l'antagonisme le plus mesquin, le plus tracassier, le plus turbulent. Leurs jalousies et leurs discordes implantent l'anarchie au sommet de la société en attendant qu'elle descende dans les couches inférieures. « Il y a, écrivait à cette époque Montesquieu, il y a en France trois sortes d'états, l'église, l'épée et la robe. Chacun a un mépris souverain pour les deux autres. » Tel est en effet le lien des trois classes qui à cette époque composent l'aristocratie française. Tantôt c'est la noblesse d'épée qui triomphe de voir les prétentions des parlemens momentanément réprimées par des lits de justice, et il faut lire avec quelle exaltation de haine et de dédain le duc de Saint-Simon célèbre ce triomphe (1); tantôt c'est la morgue parlementaire qui s'étale dans toute sa splendeur et s'efforce de courber toutes les têtes sous la suprématie qu'elle s'arroge (2). Toutefois cette lutte sourde, invétérée, du patriciat et de la robe, cette lutte entremêlée d'alliances passagères contre l'arbitraire ministériel n'est rien auprès du conflit éclatant, acharné, permanent du parlement et du clergé : conflit sans issue, car chacun des contendans se prétend juge suprême dans la

(1) « Ce fut là, dit-il, où je savourai, avec toutes les délices qu'on ne peut exprimer, le spectacle de ces fiers légistes qui osent nous refuser le salut, prosternés à genoux et rendant à nos pieds un hommage au trône, tandis que nous étions assis et couverts sur les hauts siéges aux côtés du même trône. Ces situations et ces postures si grandement disproportionnées plaident seules avec tout le perçant de l'évidence la cause de ceux qui véritablement et d'effet sont *laterales regis* contre ce *vas electum* du tiers-état. Mes yeux, fichés, collés sur ces bourgeois superbes, parcouraient tout ce grand banc à genoux ou debout, et les amples replis de ces fourrures ondoyantes à chaque génuflexion longue et redoublée... vil petit-gris qui voudrait contrefaire l'hermine en peinture, et ces têtes découvertes et humiliées à la hauteur de nos pieds... Pendant l'enregistrement, je promenais mes yeux doucement de toutes parts, et si je les contraignis avec constance, je ne pus résister à la tentation de m'en dédommager sur le premier président : je l'accablai donc à cent reprises dans la séance de mes regards assénés et forlongés avec persévérance. L'insulte, le mépris, le dédain, le triomphe, lui furent lancés de mes yeux jusqu'en ses moelles; souvent il baissait la vue quand il attrapait mes regards. Une fois ou deux il fixa le sien sur moi, et je me plus à l'outrager par des sourires dérobés, mais noirs, qui achevèrent de le confondre. Je me baignais dans sa rage, et je me délectais à le lui faire sentir. » *Mémoires* du duc de Saint-Simon, édit. in-8°, t. XVII, p. 140 et suiv.

(2) Voici comment le parlement de Toulouse traite un duc et pair, gouverneur du Languedoc, et exécutant les ordres du roi : « La cour, toutes les chambres assemblées, considérant que le duc de Fitz-James, parvenu aux derniers excès de l'audace et du délire, oubliant sa qualité de sujet, aurait osé parler en souverain aux membres de la cour, mettre à leur liberté des conditions insensées, etc., ordonne que ledit duc de Fitz-James sera pris et saisi au corps en la part où il sera trouvé dans le royaume, conduit et amené sous bonne et sûre garde dans les prisons de la conciergerie de la cour, et, ne pouvant être appréhendé, ses biens seront saisis, etc. » Il va sans dire que l'arrêt ne fut point exécuté, mais le duc de Fitz-James fut rappelé, quoique le roi déclarât expressément qu'il n'avait fait qu'obéir à ses ordres.

cause. Décrets de prise de corps contre les curés qui refusent la sépulture aux jansénistes, excommunication des parlemens par les évêques; des prêtres tonnant du haut de la chaire contre des magistrats, ceux-ci contraignant par huissier des prêtres à porter les sacremens; le parlement de Paris faisant brûler le même jour, par le bourreau, le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire et une instruction pastorale de l'archevêque de Paris, et cela au milieu de controverses ridicules dont profitent les philosophes du temps pour déconsidérer la religion : tel est le spectacle qui compose la plus grande partie de l'histoire de France sous Louis XV.

Au milieu de ces querelles, que devient la royauté? Absolue de nom, impuissante de fait, elle s'irrite, sévit, ou cède sans autre règle que l'accident de chaque jour et la fortune momentanée du combat. Si elle agit contre les évêques, ils ferment les portes des églises et suspendent l'administration des sacremens; si elle veut réprimer les parlemens, ils suspendent l'action de la justice et infligent à la société une paralysie périodique. L'embarras de la royauté est bien rendu dans ce tableau d'intérieur que nous a laissé Mme du Hausset dans ses *Mémoires*. « Un jour, dit-elle, le *maître* (Louis XV) entra tout échauffé. Je me retirai, mais j'écoutai de mon poste. — Qu'avez-vous? lui dit *Madame* (Mme de Pompadour). — Ces grandes robes et le clergé, répondit-il, sont toujours aux couteaux tirés; ils me désolent par leurs querelles; mais je déteste bien plus les grandes robes. Mon clergé, au fond, m'est attaché et fidèle : les autres voudraient me mettre en tutelle. — La fermeté, lui dit Madame, peut seule les réduire. — Robert de Saint-Vincent est un boute-feu que je voudrais pouvoir exiler, mais ce sera un train terrible. D'un autre côté, l'archevêque est une tête de fer qui cherche querelle. — M. de Gontaut entra... Le roi se promenait agité; puis tout d'un coup il dit : — Le régent a eu bien tort de leur rendre le droit de faire des remontrances : ils finiront par perdre l'état. — Ah! sire, dit M. de Gontaut, il est bien fort pour que de petits robins puissent l'ébranler. — Vous ne savez ce qu'ils font et ce qu'ils pensent, reprit le roi : c'est une assemblée de républicains. En voilà au reste assez; les choses comme elles sont dureront autant que moi... » *Les choses dureront autant que moi,* tel était déjà le *nec plus ultra* de l'ambition d'un souverain en France. Aujourd'hui un gouvernement qui durerait la vie d'un homme est un phénomène que nous ne connaissons plus. Du reste Louis XV ne se trompait pas en considérant l'opposition des parlemens comme bien plus dangereuse que celle du clergé : par son caractère, sa forme, ses accidens, ses caprices, cette opposition fut au XVIIIe siècle le dissolvant le plus actif de la monarchie.

On sait généralement comment se passaient les choses à Paris quand

le parlement entrait en lutte avec le pouvoir royal : refus d'enregistrement, lit de justice, persistance du parlement, exil ou emprisonnement des magistrats, concessions réciproques, soumission ou victoire du parlement suivant les circonstances, réconciliation d'un jour bientôt suivie de nouveaux combats, telles étaient les phases ordinaires de la lutte à Paris. En province, le conflit d'autorité entre la royauté et le parlement prenait un caractère beaucoup plus grave et plus dangereux. L'éloignement du pouvoir central, l'obligation d'employer des intermédiaires, le mépris de chaque parlement pour tout ce qui n'était pas la royauté elle-même en personne, et, d'un autre côté, la brutalité des agens militaires chargés de faire triompher la volonté du roi, tout cela provoquait journellement des scènes qui démoralisaient les populations. Un remarquable et consciencieux ouvrage publié de nos jours (1) nous met à même d'apprécier ce côté moins connu de l'anarchie officielle au XVIIe siècle. On y voit la royauté s'efforçant en vain de faire reconnaître l'autorité du conseil d'état ou grand conseil, par lequel elle fait casser les arrêts des parlemens; ceux-ci refusant de livrer leurs registres aux huissiers du grand conseil chargés de biffer leurs arrêts. Souvent un huissier du grand conseil et un huissier du parlement de la province viennent intimer aux habitans d'une même commune deux ordres diamétralement contraires, et celui des huissiers qui a des gendarmes fait arrêter l'autre. Plus loin, on voit le roi envoyant un officier-général avec des troupes pour dompter le parlement. Les magistrats le reçoivent sur leurs siéges et refusent de livrer leurs registres. Des officiers de dragons s'emparent des registres, et, la plume à la main, bâtonnent les sentences de la justice. Les magistrats décrètent d'accusation les exécuteurs des ordres du roi et font proclamer leur jugement sur les marches mêmes du palais, devant la population émue. Le gouverneur de la province fait saisir toutes les presses pour empêcher la publication de l'arrêt des magistrats. Le procureur-général, sommé à la fois par les deux autorités en conflit de faire transmettre à tous les juges du ressort deux arrêts contradictoires et n'osant résister à personne, se met en devoir de promulguer en même temps le oui et le non. Le parlement suspend l'administration de la justice pendant quatre mois, jusqu'à ce que le roi ait fait droit à ses remontrances. Tous les autres parlemens prennent fait et cause pour celui qui résiste. Le roi irrité mande les magistrats à Versailles, les réprimande, les exile, puis finit toujours par céder et par révoquer ses propres actes avec les formes les plus impératives, tandis que les magistrats, toujours victorieux avec

(1) L'*Histoire du Parlement de Normandie*, par M. Floquet. Il serait bien à désirer que chacun des douze parlemens de l'ancienne France fût l'objet d'un travail aussi distingué.

les formes du respect, remontent sur leurs siéges au milieu des applaudissemens de la population, des illuminations, des feux de joie, des *Te Deum* et des députations de toute la province qui viennent les féliciter de leur énergie.

C'est sous ce régime pernicieux des conflits de pouvoirs qu'ont été élevés nos pères, c'est ainsi que la France se préparait peu à peu à l'anarchie; c'est ainsi qu'en voyant chaque jour sur tous les points du pays l'église en lutte avec la magistrature, la magistrature en lutte avec la royauté, le peuple contractait de plus en plus le mépris de l'autorité et l'idolâtrie de la force. Certes, les parlemens, fondés d'abord spécialement pour rendre la justice, eussent été embarrassés pour démontrer la légitimité du droit qu'ils s'arrogeaient de représenter la nation et de contrôler l'autorité royale. « Un des plus éclairés, dit Duclos, et des plus zélés parlementaires, à qui je demandais de me marquer précisément les bornes qui séparent l'usurpation d'avec le droit des parlemens, me répondit : Les principes en cette matière sont fort obscurs; mais, dans le fait, le parlement est fort sous un roi faible et faible sous un roi fort. — Un ministre de bonne foi donnerait peut-être la même réponse, s'il était obligé de s'expliquer sur la puissance royale relativement à la nation. » On voit que le droit des parlemens était douteux, mais celui de la royauté ne l'était pas moins; sur la terre de France, le despotisme pur et simple a pu être accepté quelquefois comme un fait, il n'a jamais été reconnu comme un droit. Fatiguée des sanglantes convulsions du XVIe siècle et des troubles de la fronde, la France s'était courbée docilement sous le sceptre glorieux de Louis XIV; mais ce sceptre, tombé aux mains de Louis XV, ne lui inspirait plus de respect; la prétention d'un roi gouverné par des femmes avilies et des favoris méprisés — de disposer d'elle à son gré et de ne rendre compte de ses actes qu'à Dieu — la blessait dans sa fierté. L'esprit de résistance à l'arbitraire était l'esprit général, les parlemens se présentaient comme l'unique barrière qu'on pût opposer aux caprices d'un pouvoir déréglé, et quels que fussent les vices particuliers de ces corps amphibies, à la fois judiciaires et politiques, malgré leur morgue, leur fanatisme du *statu quo*, leur opposition systématique à toutes les réformes, même les plus justes et les plus sages, chaque fois qu'ils entraient en lutte avec la royauté, ils avaient pour eux les sympathies de l'opinion.

Appuyés sur cette faveur de l'opinion, les parlemens voyaient leur ascendant grandir chaque jour. Etroitement unis les uns aux autres, ils se déclaraient les membres d'un seul et même corps indivisible, inhérent, disaient-ils, à la monarchie, organe de la nation, dépositaire essentiel de sa liberté, de ses intérêts et de ses droits, et chacun de leurs combats contre la royauté se terminait par une victoire,

lorsqu'un homme sorti de leur sein, le chancelier Maupeou, caractère audacieux et obstiné, entreprit de les soumettre ou de les briser.

Appuyé sur la faveur de Mme Du Barry, qui gouvernait le roi et qu'animait le ressentiment du duc d'Aiguillon flétri par un arrêt du parlement de Paris, le chancelier Maupeou arrache à l'hésitation de Louis XV l'édit du 7 décembre 1770, qui changeait toute l'organisation des parlemens; celui de Paris proteste et repousse l'édit. Le chancelier, au lieu de suivre la marche ordinaire, casse le parlement, confisque les charges des magistrats, les exile, et installe un nouveau parlement composé des membres du conseil d'état. Les onze parlemens de province adressent au roi les remontrances les plus véhémentes; celui de Normandie va jusqu'à rendre un arrêt qui déclare *intrus, parjures et traîtres* les membres du nouveau parlement, et *nuls* tous les actes émanés de ce tribunal bâtard. Tous les princes du sang, à l'exception d'un seul, refusent de reconnaître le parlement établi par Maupeou; treize pairs adhèrent à cette protestation. La cour des aides proteste également par la voix éloquente de Malesherbes. Le chancelier fait tête à l'orage; il fait interdire l'entrée de la cour aux princes dissidens; il casse la cour des aides, casse successivement tous les parlemens de province, et les remplace au milieu d'une fermentation inouïe. « Ce n'est pas un homme, écrit Mme Dudeffand, c'est un diable; tout est ici dans un bouleversement dont on ne peut prévoir quelle sera la fin... c'est le chaos, c'est la fin du monde.» Briser ces corps antiques et redoutables dont l'existence semblait inséparable de la monarchie, c'était en effet une entreprise des plus hasardeuses. Le chancelier avait eu soin de la colorer, aux yeux des masses, en y mêlant quelques réformes importantes depuis longtemps réclamées par l'opinion : l'abolition de la vénalité des charges, l'abolition des épices payées aux juges, la distribution gratuite de la justice, l'établissement de cours souveraines plus nombreuses, la diminution des ressorts trop étendus, de manière à rapprocher les justiciables des tribunaux chargés de les juger. Ce sont sans doute ces réformes qui, combinées avec la rancune qu'il gardait aux anciens parlemens, déterminèrent Voltaire à se ranger du côté du chancelier; mais il ne fut pas suivi dans ce mouvement, et si la masse du peuple resta assez indifférente au coup d'état, toute la partie éclairée de la nation refusa d'accepter quelques avantages de détail achetés au prix d'une servitude honteuse et se prononça avec énergie pour la magistrature détruite. Ce fut bientôt un déchaînement de fureurs, de sarcasmes et de pamphlets (1) contre le roi, sa maîtresse, Mau-

(1) On trouve dans Bachaumont la mention ou la reproduction de la plupart de ces innombrables pamphlets en prose et en vers.

peou et le nouveau parlement. Celui-ci, composé à la hâte d'élémens hétérogènes et dans lequel on avait fait entrer des hommes peu estimés, n'avait trouvé au début ni avocats, ni procureurs, ni plaideurs qui voulussent paraître devant lui. Cependant Maupeou, comptant sur la mobilité française, opposait la persistance aux clameurs; au bout d'un an, la plus grande partie des avocats s'étaient fatigués du silence, et, sous l'influence du célèbre Gerbier et de ce même Caillard que nous avons vu si violent contre Beaumarchais, ils avaient consenti à reprendre leurs fonctions (1). Les princes dissidens demandaient à rentrer en grâce, les magistrats dépossédés consentaient à la liquidation de leurs charges, les pamphlets diminuaient, les choses reprenaient leur cours ordinaire, tout semblait calmé; Maupeou se tenait pour assuré du triomphe et se vantait d'*avoir retiré* la *couronne du greffe* : il se trompait. Quand l'esprit public d'une nation est profondément blessé, la blessure paraît quelquefois se fermer, mais ne se guérit pas; ce qui a été d'abord une flamme devient un feu latent qui couve sous la cendre et que la moindre étincelle suffit pour ranimer. Il était réservé à Beaumarchais de rallumer, avec un procès de quinze louis, la flamme qui devait dévorer Maupeou et son parlement.

On se souvient de la situation de Beaumarchais au moment où s'instruisait en appel son procès contre le comte de La Blache. Prisonnier au For-l'Evêque, il avait obtenu, aux approches du jugement, la permission de sortir pendant la journée pour aller solliciter ses juges. L'affaire avait été mise en délibéré, et devait être décidée sur le rapport d'un conseiller du nouveau parlement nommé Goëzman. Ce Goëzman, d'abord conseiller au conseil souverain d'Alsace, avait vendu sa charge, et en 1765 était venu s'établir à Paris. C'était un jurisconsulte assez érudit; entre autres ouvrages, il avait publié, en 1768, un *Traité du droit commun des fiefs* qui n'était pas sans mérite. Seulement, à en juger par une foule de renseignemens que je trouve dans les papiers de Beaumarchais, soit que le prix de sa charge en Alsace ne lui appartînt pas, soit qu'il eût été dissipé par lui, il paraît qu'il menait à Paris une existence assez aventureuse et

(1) C'est à ce sujet qu'on fit circuler le vaudeville suivant :

L'honneur des avocats,
Jadis si délicats,
N'est plus qu'une fumée;
Leur troupe diffamée
Subit le joug enfin,
Et de Caillard avide
La prudence décide
Qu'il vaut bien mieux mourir de honte que de faim.

d'une moralité équivoque, lorsque le chancelier Maupeou le fit entrer, en 1771, dans le parlement décrié qu'il venait d'établir pour remplacer l'ancien parlement. Ce juge avait épousé en secondes noces une femme jeune, jolie, mais peu scrupuleuse, et dont les propos étaient de nature à faire peu d'honneur à la probité de son mari et à la sienne, car il fut démontré dans le cours du procès qu'elle avait dit devant plusieurs témoins : « Il serait impossible de se soutenir honnêtement avec ce qu'on nous donne; mais nous avons l'art de plumer la poule sans la faire crier. » On voit que si le chancelier Maupeou avait supprimé les *épices*, quelques-uns des nouveaux magistrats trouvaient le secret de les remplacer avantageusement. Des propos de ce genre étaient fréquemment tenus par Mme Goëzman chez un libraire nommé Lejay, qui vendait les ouvrages du mari et recevait de temps en temps la visite de la femme. Ce libraire ne connaissait point Beaumarchais; mais, apprenant par un ami commun que ce dernier se désespérait de ne pouvoir trouver accès auprès de son rapporteur, il lui fit dire que le seul moyen d'obtenir des audiences et de s'assurer de l'équité du juge était de faire un présent à sa femme, et il demanda pour elle 200 louis. Beaumarchais donna 100 louis, plus une montre enrichie de diamans d'une valeur égale. La dame fit demander encore 15 louis, qu'elle disait destinés au secrétaire de son mari. Les 15 louis furent envoyés; la dame fit dire en même temps que, si Beaumarchais perdait son procès, tout ce qu'il donnait lui serait restitué, excepté les 15 louis, qui resteraient acquis au secrétaire; le lendemain, Beaumarchais obtint une audience du rapporteur Goëzman; deux jours après, ce juge conclut contre lui, et il perdit son procès. La dame renvoya fidèlement les 100 louis et la montre; mais Beaumarchais, s'étant informé auprès du secrétaire, à qui dans le cours du procès il avait déjà donné 10 louis, s'il avait reçu en plus de Mme Goëzman 15 louis, apprit que cette dame n'avait rien donné au secrétaire, et que les 15 louis étaient restés dans sa poche. Irrité déjà de la perte d'un procès aussi important pour sa fortune et son honneur, il trouva mauvais que Mme Goëzman se permît cette spéculation détournée, et il se décida à lui écrire pour lui réclamer les 15 louis. Cette démarche était grave, car si cette dame, refusant la restitution, niait l'argent reçu, si Beaumarchais insistait, si la chose faisait du bruit, il pouvait en surgir un procès dangereux. Ses amis cherchèrent à l'en détourner; mais la démarche, offrant des périls, offrait aussi des avantages. Persuadé à tort ou à raison qu'il n'avait perdu son procès que parce que son adversaire avait donné plus d'argent que lui au juge Goëzman, Beaumarchais, en affrontant le danger d'une lutte personnelle avec ce magistrat, pouvait espérer de le convaincre de vénalité et de faciliter d'autant la cassation du jugement rendu sur son rap-

port. L'éventualité qu'il avait prévue arriva. Mme Goëzman, obligée d'avouer le détournement des 15 louis en les restituant ou de nier qu'elle les eût reçus, prit ce dernier parti : elle déclara qu'on lui avait en effet offert de la part de Beaumarchais des présens dans l'intention de gagner le suffrage de son mari, mais qu'elle les avait rejetés avec indignation. Le mari intervint et dénonça Beaumarchais au parlement comme coupable d'avoir calomnié la femme d'un juge après avoir vainement tenté de la corrompre.

Le fait des présens acceptés et des 15 louis gardés par Mme Goëzman ayant été démontré jusqu'à l'évidence par l'information judiciaire, on s'explique difficilement que le mari ait eu l'imprudence d'intenter un pareil procès. En supposant qu'il ignorât d'abord le trafic auquel s'était livrée sa femme, il était trop bon criminaliste pour admettre, sur la simple dénégation de celle-ci, que Beaumarchais pût être assez téméraire ou mieux assez insensé pour lui réclamer 15 louis qu'elle n'aurait pas reçus. Il dut donc se convaincre facilement, et dès le premier jour, de la réalité d'un fait auquel avaient pris part plusieurs personnes. Je vois dans les papiers remis à Beaumarchais par M. de Sartines qu'avant de recourir au parlement, Goëzman essaya de se débarrasser de ce plaideur incommode au moyen d'une lettre de cachet, et qu'il espéra un instant qu'on lui rendrait ce petit service, car il écrit à M. de Sartines, en date du 5 juin 1773, le billet suivant :

« Je vous supplie que la *punition* ait pour cause d'une manière *ostensible pour moi* l'injure faite à ma femme et par contre-coup à moi. Vous voudrez bien m'informer demain du parti qui aura été pris et compter sur mon éternel dévouement. »

Le gouvernement n'ayant point osé risquer cette iniquité et Beaumarchais continuant à réclamer ses 15 louis, le juge Goëzman prend ses précautions pour le perdre : il fait venir le libraire Lejay, qui a été l'agent de sa femme, et, après l'avoir épouvanté par des menaces et rassuré en même temps sur les conséquences de l'acte qu'il exige de lui, il lui fait copier la minute d'un faux témoignage qu'il a rédigé lui-même, dans lequel Lejay, appuyant le mensonge de Mme Goëzman, déclare que Beaumarchais l'a poussé à tenter de corrompre cette dame en lui faisant offrir des présens, mais que celle-ci a tout rejeté avec indignation. Armé de ce faux témoignage, il se décide enfin à appeler la vengeance du parlement sur la tête d'un homme décrié qu'il espère écraser facilement.

La situation de Beaumarchais était en effet déplorable. Le procès La Blache, perdu sous l'influence de ce même Goëzman, avait détruit sa réputation et jeté le désordre dans sa fortune; l'adversaire triomphant avait fait saisir tous ses biens et ne lui laissait pas un instant

de repos. Au milieu de ce trouble, Beaumarchais se voyait maintenant poursuivi en corruption et en calomnie par un juge devant des juges intéressés à le trouver coupable. Le procès, étant criminel, devait, suivant l'usage du temps, être instruit dans le secret et décidé à huis clos. Le parlement ne pouvait que s'empresser de punir avec la dernière rigueur un homme traduit devant lui pour des faits qui compromettaient l'honneur, l'existence même de ce corps judiciaire, et la jurisprudence criminelle était d'une latitude effrayante, car elle permettait d'infliger à Beaumarchais, pour le fait dont on l'accusait, la peine la plus dure après la peine de mort : *omnia citra mortem.*

Beaumarchais était donc arrivé à cette période extrême où le poète a dit : *Una salus victis nullam sperare salutem.* Placé entre deux chances à peu près égales, d'être perdu s'il se défendait régulièrement par devant ses juges, et d'être au moins ménagé s'il se plaçait avec éclat sous la protection de l'opinion publique, il n'hésite pas. Alors que les esprits les plus clairvoyans doutaient encore de ce pouvoir naissant de l'opinion, Beaumarchais n'en doute pas et s'y confie hardiment. Aucun avocat n'ose le défendre contre un adversaire aussi redoutable que Goëzman; il sera à lui-même son propre avocat, c'est lui qui plaidera sa cause, et il la plaidera par la fenêtre. Il foulera aux pieds tous les règlemens qui ordonnent le secret des procédures criminelles, qui empêchent la nation de juger les juges, et tandis qu'on se prépare à le sacrifier dans l'ombre, il introduira la lumière partout, et appellera l'opinion à son aide; mais pour que l'opinion réponde à l'appel d'un homme qu'elle ne connaît pas ou qu'elle ne connaît que défavorablement, il faut que cet homme sache attirer les lecteurs, les retenir, les passionner, les indigner, les attendrir, et surtout les amuser. La situation de Beaumarchais est telle qu'il est obligé, on pourrait presque dire sous peine de mort, de déployer un merveilleux talent pour donner à une affaire peu intéressante par elle-même tout l'intérêt d'un drame, d'une comédie et d'un roman. S'il se contente de se défendre convenablement, s'il se renferme dans les faits de sa cause, s'il ne sait pas rattacher à cette cause de piquans détails de mœurs et de grandes questions d'intérêt public, s'il n'est pas à la fois très émouvant et très amusant, si en un mot il n'a pas un succès de vogue, il est perdu; le parlement se montrera d'autant plus sévère envers lui, qu'il s'est montré plus défiant de la justice à huis clos du parlement, et il a en perspective... *omnia citra mortem.*

Cette situation, bien faite pour démoraliser un esprit ordinaire, est précisément ce qui aiguillonne l'esprit de Beaumarchais, et lui donne comme une sorte de fièvre, reconnaissable au mouvement rapide et continu de son style, même dans les parties d'argumentation.

Au point de vue du droit, sa cause n'est pas aussi facile que le dit

La Harpe, qui a examiné un peu légèrement le fond des choses. Pour repousser l'accusation de calomnie, il est obligé de prouver qu'il a donné de l'argent à Mme Goëzman; mais alors comment repoussera-t-il l'accusation de corruption? En s'attachant à démontrer qu'il n'a pas voulu acheter le suffrage du mari en payant la femme, qu'il a seulement voulu obtenir des audiences indispensables, qu'il avait le droit de réclamer de la justice du conseiller et que sa femme mettait à prix d'argent. Mais le juge, au début du procès, persuadé que sa femme ne sera point compromise, croit avoir intérêt à prouver l'intention de corrompre; aussi ne manque-t-il pas de faire observer qu'il est peu vraisemblable qu'un plaideur, à la veille d'un jugement, offre à la femme de son rapporteur 100 louis, une montre de même valeur et 15 louis, c'est-à-dire plus de 5,000 francs, uniquement pour obtenir la faveur de présenter quelques observations à un rapporteur impartial. A cela, Beaumarchais répond qu'il n'a rien offert, qu'on a tout exigé, qu'il n'a jamais été question entre lui et Mme Goëzman que d'audiences, que la justice prononce sur des faits et non sur des probabilités; puis, retournant avec une dangereuse adresse sur l'accusateur lui-même l'arme des probabilités, il le montre complice de sa femme, très suspect d'avoir vendu, dans le procès La Blache, la justice au plus offrant, et cherchant à réduire au silence, en l'écrasant, celui des deux plaideurs qu'il a déjà sacrifié. L'intention de Beaumarchais, en payant Mme Goëzman, pouvait paraître douteuse; ce qui toutefois résultait clairement du débat, c'est ce que, s'il y avait eu corruption, elle venait non de Beaumarchais, mais de la maison Goëzman; que Beaumarchais, qui ne connaissait ni la femme du juge ni le libraire qui avait parlé en son nom, n'avait fait que subir les conditions qu'on lui imposait. Ce qui ressortait enfin du débat, c'est que la vénalité sordide de la femme rendait très suspecte l'intégrité du mari, et par suite l'intégrité du parlement Maupeou tout entier. Ce dernier point était la question brûlante du procès; c'est en y touchant avec une habileté audacieuse et prudente à la fois, mêlée d'allusions transparentes et de réticences meurtrières, que Beaumarchais se trouvait tout à coup l'organe des colères et le ministre des vengeances de l'opinion contre le coup d'état qui avait détruit l'ancienne magistrature.

A cet intérêt général se joignait l'intérêt mêlé de surprise qu'excitait un homme, dont les précédens ouvrages semblaient médiocres, se montrant doué du talent le plus original, le plus varié, et donnant à des *factums* judiciaires tous les genres de beauté et d'agrément. Tout a été dit sur le mérite littéraire des *Mémoires* de Beaumarchais contre Goëzman, et nous n'avons pas l'intention d'insister beaucoup sur ce point du sujet qui nous semble épuisé. Nous voulons surtout

nous attacher à mettre en lumière les faces les moins connues de cette polémique célèbre.

Quand nous lisons aujourd'hui à distance les *Mémoires* contre Goëzman, nous sommes parfois choqués de ce qu'ils offrent d'excessif et d'injurieux dans l'attaque et dans la riposte. Un maître éminent, appréciateur exquis en matière de goût, M. Villemain, dans la brillante analyse qu'il a faite de cet ouvrage, ne peut s'empêcher de se récrier contre certaines parties, qui révoltent, dit-il, quelquefois en nous un sentiment de décence et de vérité. Le public contemporain de Beaumarchais était beaucoup moins frappé que nous du caractère violent de cette polémique, et cela tient à deux causes : l'une générale, l'autre particulière.

A cette époque, la publicité n'était point réglée, mais en général prohibée par les lois; elle se produisait, malgré les lois, sous l'influence d'un besoin d'esprit plus puissant qu'elles et par conséquent avec des allures nécessairement désordonnées. Quand on parcourt la masse des ouvrages licencieux et effrénés dans tous les genres qui circulent partout aux temps dont nous parlons, on ne se douterait guère qu'on vivait alors, en fait de publicité, sous le régime légal d'une certaine ordonnance de 1769, qui ne badinait pas, puisqu'elle condamnait tout simplement *à mort tout auteur d'écrits tendant à émouvoir les esprits*. On en concluait que les écrivains plats et ennuyeux avaient seuls quelques chances de n'être pas pendus, et chacun écrivait sans faire plus de compte de la loi que si elle n'eût jamais existé. Les lois, on l'a dit avec raison, qui sont en contradiction flagrante avec les idées et les mœurs d'un peuple, deviennent bientôt pour lui des mots, et rien de plus.

Le même régime légal du secret vainement imposé sur les affaires publiques n'était pas moins vainement établi en principe dans les débats judiciaires. Les tribunaux prétendaient s'entourer de mystère comme le gouvernement, et à aucune époque on ne vit plus de procès scandaleux engendrer plus d'écrits injurieux et envenimés. Aujourd'hui que le régime de la publicité tend de plus en plus à prévaloir, aujourd'hui qu'il est, en général, sanctionné par une législation qui le règle sans l'étouffer, il se tempère par l'habitude, et trouve dans l'opinion un contrôle salutaire et permanent. Quand les portes des tribunaux sont ouvertes à tous, quand tout plaideur, quand tout accusé peut dire ou faire dire publiquement par son avocat tout ce qui est utile à sa cause, quand les journaux existent pour reproduire les débats, les *factums* judiciaires échangés entre des adversaires furieux deviennent rares, inutiles, et quand ils se produisent, ils gardent presque toujours une certaine mesure. Toute polémique imprimée au XVIIIe siècle tirait au contraire de son caractère clandestin quelque

chose d'indécent, d'excessif, qui n'étonnait point et semblait comme excusé par la prohibition même.

Une autre cause qui rendait le public très indulgent pour la vivacité de Beaumarchais, c'est que, s'il était parfois violent, ses adversaires l'étaient beaucoup plus que lui; leurs mémoires, aujourd'hui oubliés, étaient lus en même temps que les siens; on admirait d'autant plus l'énergie et l'habileté de sa défense, qu'on la voyait toujours proportionnée à la violence de l'attaque, et par bonheur pour lui tous ses adversaires étaient non-seulement très-ridicules, mais aussi très emportés et très méchans au moins d'intention « On riait, dit justement La Harpe, de les voir écorchés, parce qu'ils avaient le poignard à la main. »

II. — LES ADVERSAIRES DE BEAUMARCHAIS ET LEURS MÉMOIRES.

Les mémoires des antagonistes de Beaumarchais sont devenus fort rares; je me les suis procurés afin de bien saisir la physionomie de ce combat. En les lisant, on voit mieux à quel point l'homme qu'ils attaquaient était doué du génie comique, et avec quelle puissance de pénétration il saisit et reproduit fidèlement la nuance de platitude et de méchanceté qui distingue chacun de ses ennemis. On reconnaît aussi qu'à tout prendre, la modération est de son côté, et qu'il ne commence à attaquer à outrance que lorsqu'il a été lui-même attaqué sans mesure et sans pudeur. Ainsi, dans son premier *Mémoire*, il se contente d'exposer les faits avec clarté et précision; il discute la question de droit, repousse la dénonciation du juge Goëzman, mais se montre réservé dans son langage et très-sobre de personnalités. A peine avait-il publié ce premier *Mémoire*, que cinq adversaires furieux fondent presque en même temps sur lui. Alors seulement il engage le fer et prend l'offensive avec une vigueur toujours croissante jusqu'à ce qu'il ait mis sur le carreau les cinq champions qu'il nous reste à passer rapidement en revue.

Le premier qui paraît, c'est Mme Goëzman, qui écrit sous la dictée de son mari, et lance à la tête de Beaumarchais un mémoire hérissé de termes de procédure et de citations latines. Rien de plus lourd, de plus hétéroclite que ce langage d'un légiste prenant le masque d'une femme et écrivant : « Je me suis *remplie* de cette cause autant qu'il est au pouvoir d'une femme; » ou bien : « Sa récrimination doit donc être repoussée conformément à cette loi qu'*on m'a citée*, *neganda est accusatis licencia criminandi.* » Beaumarchais résume spirituellement la profonde bêtise de ce mémoire, quand il s'écrie : « On m'annonce une femme ingénue, et l'on me présente un publiciste allemand. » Mais si le mémoire est ridicule dans la forme, il est, quant

au fond, d'une violence extrême : « Mon âme, — c'est ainsi que débute Mme Goëzman, — a été partagée entre l'étonnement, la surprise et l'horreur en lisant le libelle que le sieur Caron vient de répandre. L'audace de l'auteur étonne, le nombre et l'atrocité de ses impostures excitent la surprise, l'idée qu'il donne de lui-même fait horreur... » Quand on songe que l'honnête dame qui parle ainsi a dans son tiroir les quinze louis dont la réclamation excite en elle l'*étonnement*, la *surprise* et l'*horreur*, on est porté à excuser Beaumarchais d'avoir pris à son égard quelques libertés de langage. On sait du reste avec quel mélange de politesse ironique et d'argumentation pressante il réfute, irrite, embarrasse, complimente et confond Mme Goëzman. Tout le monde a lu l'excellente scène de comédie où il se peint dialoguant avec elle par-devant le greffier. La scène est si plaisante, qu'on serait tenté de la prendre pour un tableau de fantaisie. Il n'en est rien cependant. Le second mémoire par lequel Mme Goëzman répond à l'exposé de Beaumarchais confirme pleinement l'idée qu'il nous a donnée d'elle. Ici ce n'est plus le mari qui parle, c'est la dame elle-même; on reconnaît facilement le ton d'une femme en colère : « J'ai *reproché*, dit-elle, le sieur Caron lors de ma confrontation comme un homme *atroce*, reconnu pour tel. L'épithète a paru l'offenser, il faut donc la justifier. » Elle divise son mémoire en *première*, *seconde*, *troisième atrocité*, et après cette belle division elle conclut ainsi : « Cela ne vous a pas suffi, homme atroce! vous avez osé, en présence du commissaire, du greffier et d'une autre personne, me proposer de me ranger de votre parti, chercher à rendre mon mari odieux à mes propres yeux. Vous avez poussé l'impudence plus loin encore, vous avez osé ajouter (pourquoi suis-je obligée de rapporter des propos aussi insolens qu'ils sont humilians pour moi?) vous avez osé ajouter, dis-je, que vous finiriez par vous faire écouter, que vos soins ne me déplairaient pas un jour, que..... Je n'ose achever, je n'ose vous qualifier. »

Cette préoccupation de coquetterie féminine dans une affaire aussi grave donne une idée de la force de tête de Mme Goëzman. C'est par une réponse amusante et légère que Beaumarchais la rassure, se défend de lui avoir tenu, par devant un austère greffier, la plume à la main, des propos de nature à ne pouvoir être indiqués que par des points, et lui rappelle que, si elle l'a d'abord en effet qualifié d'*homme atroce*, elle a fini par le trouver seulement *un peu malin*, à la suite d'une interpellation ainsi conçue : « Je vous interpelle, madame, de nous dire à l'instant, sans réfléchir et sans y être préparée, pourquoi vous accusez dans tous vos interrogatoires être âgée de trente ans, quand votre visage, qui vous contredit, n'en montre que dix-huit? »

Le juge Goëzman, le dénonciateur de Beaumarchais, qui conduit toute l'affaire, n'entre personnellement en scène qu'au milieu du procès. Il avait cru à un triomphe rapide et facile, et voilà que la question se complique d'incidens fâcheux pour lui. Beaumarchais, poussé à bout par les insinuations atroces d'empoisonnement et de faux que ce magistrat se permet dans les mémoires de sa femme, use de représailles, et scrute à son tour la vie de Goëzman. Après avoir prouvé que dans le procès actuel il a induit le libraire Lejay en faux témoignage, il découvre que quelque temps auparavant, pour cacher une conduite déréglée, il a signé sous un faux nom dans un acte de baptême, et il le dénonce de son côté comme faussaire devant le parlement. Un cri public s'élève contre lui, le parlement est obligé de décréter d'ajournement personnel un de ses membres, et voilà le juge Goëzman qui cumule l'état d'accusateur et celui d'accusé. Le début de son mémoire donne une idée très nette de la situation : « Une voix s'est élevée, dit-il; le malheur des circonstances, le plaisir méchant d'inculper un magistrat dans les conjonctures actuelles, ont fait aussitôt une infinité d'échos. La persuasion s'est communiquée comme par une contagion secrète; il s'est formé un orage qui s'est fixé sur ma tête, etc. » Si Goëzman continuait à se défendre de ce ton, il pourrait inspirer quelque intérêt; mais on le voit bientôt s'emporter avec autant de rage que de mauvaise foi contre un homme qui n'a fait que se défendre de sa propre attaque. Dans un moment où il est évident pour Goëzman que sa femme a gardé les quinze louis, et que Beaumarchais n'a employé pour les lui transmettre d'autre artifice que d'accepter l'intervention d'un homme à elle, d'un agent inconnu jusqu'alors à Beaumarchais lui-même, — dans un tel moment, le juge persiste plus que jamais à noircir son adversaire, et cependant, comme il voit que sa dénonciation (une fois que la vénalité de sa femme est avérée) lui fait jouer un rôle odieux, il termine par des protestations d'hypocrite douceur que dément toute sa conduite, et qui prouvent seulement qu'il se sent compromis.

L'influence des *Mémoires* de Beaumarchais se reconnaît même dans les réponses du juge Goëzman. A l'exemple de son adversaire, auquel il a tant reproché de dévoiler au public les mystères du greffe, le juge viole à son tour les règles établies. On sait combien Beaumarchais excelle à faire ainsi dialoguer devant un greffier deux accusés alternativement confrontés l'un à l'autre et interpellés l'un par l'autre. Goëzman se pose interpellant Beaumarchais : «Je l'ai *interpellé*, dit-il, de déclarer pourquoi le lendemain il a fait offrir à ma femme un bijou précieux; — *il a battu la campagne.* — *Interpellé* pourquoi il s'est servi du mot *traiter* dans sa lettre écrite à ma femme; — *a battu la campagnè.* » Et c'est par ce mot *a battu la campagne* que Goëzman

remplace habilement les réponses de Beaumarchais. Le procédé était commode et le dispensait de se mettre en frais; mais le public se permettait de douter que Beaumarchais battît si facilement la campagne, et il se moquait du juge Goëzman en attendant que Beaumarchais publiât sa confrontation avec lui. Cette confrontation devait composer un sixième mémoire (1) qui ne fut point rédigé, le jugement intervenu bientôt après l'ayant rendu inutile; mais on peut deviner qu'il eût été fort comique, d'après le mémoire même de Goëzman, car lorsqu'il s'agit de peindre Beaumarchais l'interpellant à son tour, Goëzman se dispense d'aller plus loin, pour n'avoir pas à retracer, dit-il, une scène révoltante de hardiesse et d'insolence; il nous en donne cependant une idée par le petit trait suivant : « Il (Beaumarchais) me montra, en portant ses deux mains l'une contre l'autre, un espace vide assez considérable qu'il pourrait, dit-il, remplir avec les journaux qu'il s'est clandestinement procurés sur ma conduite depuis que mon existence est devenue intéressante pour lui. Je me suis contenté de lui dire en riant que je voyais bien que, dans un pays d'inquisition, il aurait de l'aptitude à devenir un *excellent familier*, et qu'il est étonnant que le saint-office ne l'eût pas retenu en Espagne, où il a fait un si glorieux voyage, mais qu'en France, où l'espionnage des citoyens est un crime public, ce petit métier-là pourrait le conduire quelque jour à quelques cents lieues de Paris, vers les côtes. » C'est assez spirituel pour le juge Goëzman, mais ce n'est peut-être pas très magistral, et on dirait d'un homme qui a quelque motif de redouter l'*inquisition*.

Les trois autres adversaires de Beaumarchais ne lui sont pas moins utiles que les deux premiers. L'un est une espèce de banquier agioteur nommé Bertrand, qui a été l'intermédiaire entre Beaumarchais et le libraire ami de Mme Goëzman. Effrayé de se voir compromis par la dénonciation du juge et persuadé d'avance que Beaumarchais était un homme perdu, après avoir d'abord déclaré la vérité, il s'était rangé du côté qui lui paraissait le plus fort, et inclinait à charger Beaumarchais au profit de Mme Goëzman. Le premier mémoire de celui-ci le redressait assez doucement et assez poliment. Bertrand lui décocha en réponse un mémoire avec cette épigraphe tirée des psaumes : *Judica me, Deus, et discerne causam meam de gente non sancta, et ab homine iniquo et doloso erue me.* Beaumarchais ne se vengea du *grand Bertrand* qu'en lui infligeant l'immortalité du ridicule. Ici comme toujours la nuance des physionomies est parfaitement saisie. C'est en vain que Bertrand s'efforce d'être excessivement méchant,

(1) On ne compte en général que quatre mémoires de Beaumarchais dans l'affaire Goëzman; mais il y en a cinq en y comprenant le supplément au premier, qui est, après le quatrième, le plus intéressant de tous.

c'est en vain qu'il écrit des phrases comme celle-ci : « Orateur cynique, bouffon, sophiste effronté, peintre infidèle qui puise dans son âme la fange dont il ternit la robe de l'innocence, méchant par besoin et par goût, son cœur dur, vindicatif, implacable, s'étourdit de son triomphe passager et étouffe sans remords la sensible humanité. » Son spirituel adversaire ne s'irrite pas trop contre lui : il nous le peint vulgaire, âpre au gain, indécis, timide à la fois et emporté, mais plus sot que méchant, tel en un mot qu'il se montre lui-même dans les quatre mémoires grotesques qu'il a écrits contre Beaumarchais.

Le quatrième adversaire qui se précipite sur Beaumarchais tête baissée et se fait transpercer du premier coup est un romancier du temps assez célèbre dans le genre sombre, qui se piquait, disait-il, d'avoir *l'embonpoint du sentiment.* C'est d'Arnaud-Baculard, qui, pour être agréable au juge Goëzman, lui écrit une lettre contenant un renseignement faux, et qui, redressé très poliment aussi dans le premier mémoire de Beaumarchais, lui répond dans le style que voici : « Oui, j'étais à pied et je rencontrai dans la rue de Condé le sieur Caron en carrosse, *dans son carrosse !* » Et comme Beaumarchais avait dit que d'Arnaud avait l'air sombre, d'Arnaud s'indigne et s'écrie : « J'avais l'air non pas sombre, mais pénétré. L'air sombre ne va qu'à ces gens qui *ruminent le crime,* qui se travaillent pour étouffer le remords et pour faire le mal..... On vous suit pas à pas dans votre mine, vous marchez à l'éruption... Il y a des cœurs dans lesquels je frémis de lire; j'y mesure toutes les sombres profondeurs de l'enfer. C'est alors que je m'écrie : Tu dors, Jupiter! A quoi te sert donc ta foudre? »

On voit que si d'Arnaud, de son côté, n'est pas méchant, ce n'est pas faute de bonne volonté. Il est peut-être intéressant de reproduire ici la réponse de Beaumarchais; on y verra avec quelle justesse d'esprit il fait la part de tout le monde et quelle sérénité gaie il apporte dans ce combat. Il commence par reproduire la phrase de d'Arnaud sur le carrosse :

« Dans son carrosse! répétez-vous avec un gros point d'admiration. Qui ne croirait, après ce triste *oui, j'étais à pied,* et ce gros point d'admiration qui court après mon carrosse, que vous êtes l'envie même personnifiée? Mais moi, qui vous connais pour un bon humain, je sais bien que cette phrase *dans son carrosse* ne signifie pas que vous fussiez fâché de me voir dans mon carrosse, mais seulement de ce que je ne vous voyais pas dans le vôtre.

« Mais consolez-vous, monsieur, le carrosse dans lequel je courais n'était déjà plus à moi quand vous me vîtes dedans. Le comte de La Blache l'avait fait saisir ainsi que tous mes biens : des hommes appelés *à hautes armes,* habits bleus, bandoulières et fusils menaçans, le gardaient à vue chez moi ainsi que tous mes meubles, et pour vous causer malgré moi le chagrin de me mon-

trer à vous *dans mon carrosse,* il avait fallu ce jour-là même que j'eusse celui de demander, le chapeau dans une main, le gros écu dans l'autre, permission de m'en servir à ces compagnons huissiers, ce que je faisais, ne vous déplaise, tous les matins; et pendant que je vous parle avec tant de tranquillité, la même détresse subsiste encore dans ma maison.

« Qu'on est injuste! On jalouse et l'on hait tel homme qu'on croit heureux, qui donnerait souvent du retour pour être à la place du piéton qui le déteste à cause de son carrosse. Moi, par exemple, y a-t-il rien de si propice que ma situation actuelle pour me désoler? mais je suis un peu comme la cousine d'Héloïse, j'ai beau pleurer, il faut toujours que le rire s'échappe par quelque coin (1). Voilà ce qui me rend doux à votre égard. Ma philosophie est d'être, si je puis, content de moi, et de laisser aller le reste comme il plaît à Dieu. »

C'est par de tels passages, qui abondent dans les *Mémoires* contre Goëzman, que Beaumarchais savait détruire dans le public les préventions répandues contre lui, désarmer les envieux, ramener les malveillans, se faire aimer des indifférens, et intéresser tout le monde à sa cause. Cette page que je viens de citer me semble une de ses meilleures sous le rapport du naturel, de la facilité et de la variété des nuances, surtout si l'on y ajoute ces quelques lignes qui complètent sa réponse à d'Arnaud, et offrent après le miel l'aiguillon : « Pardon, monsieur, si je n'ai pas répondu, dans un écrit exprès pour vous seul, à toutes les injures de votre mémoire; pardon si, vous voyant mesurer dans mon cœur les sombres profondeurs de l'enfer, et vous écrier : *Tu dors, Jupiter, à quoi te sert donc ta foudre?* j'ai répondu légèrement à tant de bouffissure; pardon, vous fûtes écolier sans doute, et vous savez qu'au ballon le mieux soufflé il ne faut qu'un coup d'épingle. »

De tous les adversaires de Beaumarchais, celui qu'il a le plus maltraité dans ses *Mémoires,* celui contre lequel sa plume s'emporte souvent jusqu'à l'excès, c'est le gazetier Marin; mais il faut dire aussi que, de tous ses adversaires, celui-là est sinon le plus violent en paroles, au moins le plus sournois, le plus perfidement venimeux dans l'insinuation, et par conséquent le plus dangereux. Quand on a lu ses factums, on comprend et on excuse l'acharnement de Beaumarchais. Marin était un de ces littérateurs sans talent (2), qui, ne pouvant devenir *quelqu'un,* s'attachent opiniâtrément à devenir *quelque chose*, et arrivent parfois, en se remuant beaucoup, à con-

(1) Beaumarchais affectionne cette comparaison; on se souvient qu'il l'a déjà employée dans une lettre à son père.

(2) Il existe de lui une *Histoire du sultan Saladin,* que nous n'avons pas lue, mais pour affirmer sans scrupule qu'il n'avait aucun talent, il suffit de lire les mémoires contre Beaumarchais, qui sont détestables, et quelques-uns de ses articles de la *Gazette de France,* que les recueils du temps citent souvent avec raison comme des modèles de platitude.

quérir une sorte de situation. Toutefois, comme leur crédit n'a aucune base, ni littéraire ni morale, il s'ébranle et s'écroule à la première secousse. Sorti, comme dit Beaumarchais, du préceptorat, il avait obtenu le privilége lucratif de la *Gazette de France*, où il avait perfectionné ce genre de nouvelles auxquelles on donne aujourd'hui le nom d'un oiseau de basse cour, et qu'on nommait alors des *marinades* (1). Il était de plus censeur, chef du bureau de la librairie, agent du chancelier Maupeou pour la confection et la distribution des brochures destinées à soutenir les nouveaux parlemens. On assurait de plus que, comme il aimait à manger à plusieurs rateliers, il faisait également circuler sous le manteau les brochures très recherchées et très prohibées des adversaires du chancelier. Il passait aussi, à tort ou à raison, pour prêter de l'argent à gros intérêts et pour diriger des bureaux de *nouvelles à la main* où l'on vendait la diffamation au plus juste prix. En un mot, c'était un de ces *publicistes* dont l'espèce n'est peut-être pas absolument perdue. Il n'en était pas moins une manière de personnage assez influent pour que Voltaire, dans un jour de bonne humeur, ait eu l'idée de le patroner comme candidat à l'Académie. « Les Gaillard, écrit-il à Duclos le 22 décembre 1770, les Delille, les La Harpe sont sur les rangs, et ils ont des droits véritables; mais s'il est vrai qu'il y ait des difficultés pour l'un d'eux, je vous recommande très instamment M. Marin, qui joint à ses talens le mérite de rendre continuellement service aux gens de lettres. »

Les petits services que Marin rendait à Voltaire consistaient à faire arriver, sous son couvert de chef du bureau de la librairie, les ouvrages prohibés du philosophe, qu'il colportait lui-même dans les grandes maisons, ce qui ne l'empêchait pas de faire, pour l'exemple, envoyer de temps en temps aux galères de pauvres diables de colporteurs coupables du même délit que lui. Du reste, il est instructif d'étudier Voltaire dans ses rapports avec Marin : on y voit combien il épousait peu les causes perdues, car il le renie et le bafoue à

(1) Marin portait le goût de l'invention jusque dans les documens semi-officiels. C'est ainsi que dans un prétendu recensement de la population il avait presque *doublé* les chiffres. On fit sur lui, à ce sujet, l'épigramme suivante :

D'une gazette ridicule
Rédacteur faux, sot et crédule,
Qui, bravant le sens et le goût,
Nous racontes sans nul scrupule
Des contes à dormir debout,
A ton dénombrement immense,
Pour que l'on pût ajouter foi,
Il faudrait qu'à ta ressemblance
Chaque individu fût en France
Soudain aussi double que toi.

outrance aussitôt que les mémoires de Beaumarchais ont fait de lui une sorte de brebis galeuse.

Marin vivait d'abord en assez bons termes avec l'auteur d'*Eugénie ;* en apprenant le procès criminel que lui intentait le juge Goëzman, il s'était entremis sous prétexte d'arranger l'affaire; mais, dans l'espérance sans doute de plaire au chancelier Maupeou, il ne visait à rien moins qu'à dégager Goëzman aux dépens de Beaumarchais, et voici comment. — On se souvient que toute la force de Goëzman était dans la fausse déclaration imposée par lui au libraire Lejay. Pour obliger le libraire à avouer la vérité, Beaumarchais s'appuyait sur le témoignage du banquier Bertrand, qui avait traité en son nom avec Lejay; or Bertrand, qui avait d'abord contredit Lejay, était l'ami intime de Marin, et c'était sous son influence que, redoutant les suites d'une lutte contre un membre du parlement, il commençait à tergiverser sur la question capitale des 15 louis reçus et gardés par Mme Goëzman. En même temps que Marin poussait Bertrand à se rétracter, il disait à Beaumarchais : « Ne parlons pas de ces 15 louis, j'assoupirai l'affaire. Il n'y aura que Lejay de sacrifié. » Mais le sacrifice de Lejay et la rétractation de Bertrand laissaient Beaumarchais à la discrétion du juge, et tel était, suivant lui, le but de Marin. « Cette manœuvre, dit-il en empruntant le langage de Rabelais, était le joli *petit coutelet* avec lequel l'ami Marin entendait tout *doucettement m'égorgiller.* »

Dans son premier mémoire, Beaumarchais s'était contenté de parer le coup porté par Marin; il ne mêlait à son exposé du fait aucune personnalité, aucune injure. Marin, persuadé comme Bertrand, comme d'Arnaud, que l'homme était perdu, et que le meilleur moyen de lui imposer silence, c'était de l'effrayer, répond par un mémoire des plus outrageans. Tandis que l'agioteur Bertrand emprunte des épigraphes aux psaumes, le gazetier Marin, qui a écrit une *Histoire de Saladin* et qui se pique d'être orientaliste, arbore en tête de son mémoire une maxime persane du poète Saadi : « Ne donne pas ton riz au serpent, parce que le serpent te piquera. » C'est Beaumarchais qui est le serpent; mais Beaumarchais prouvera bientôt à sa manière que c'est Marin « qui, dit-il, au lieu de donner son riz à manger au serpent, en prend la peau, s'en enveloppe, et rampe avec autant d'aisance que s'il n'eût fait autre métier de sa vie. »

Pour signer en même temps que lui, comme le voulait la règle, son premier mémoire, Beaumarchais n'avait trouvé qu'un pauvre avocat obscur nommé Malbête. Marin, qui vise à l'esprit, profite de cette circonstance, et débute ainsi : « On a distribué à toutes les portes de Paris et l'on vend publiquement un libelle signé Beaumarchais-Malbête. » C'était assez joli, mais c'était imprudent, car le gazetier provoquait Beaumarchais à un genre de combat dans lequel tout l'a-

vantage était du côté de l'auteur des mémoires. Aussi la réponse ne se fait pas attendre : « Le gazetier de France, dit Beaumarchais, se plaint de la fausseté des calomnies répandues dans un libelle signé, dit-il, Beaumarchais-Malbête, et il entreprend de se justifier par un petit manifeste signé Marin, qui n'est pas Malbête. »

Si les mémoires de Marin n'étaient que plats, on pourrait trouver cruelles les réponses de Beaumarchais; mais ils sont d'une méchanceté vile et sournoise qui irrite et indigne. Marin prend l'air d'un homme sensible déplorant l'ingratitude de Beaumarchais. Faisant allusion au procès La Blache, il s'écrie : «Il le perdit, ce procès qui compromettait *si singulièrement son honneur* et sa fortune; il me fit part de ce malheur, j'en fus touché, et je courus lui porter dans sa prison le seul secours qui fût en mon pouvoir : celui de le plaindre et de le consoler. Il obtint enfin sa liberté, vint me remercier de mes soins, et, quoi qu'il y eût chez moi plusieurs personnes, il se livra à son indiscrétion ordinaire, et se permit des propos plus qu'imprudens et contre son rapporteur, et contre sa partie, et contre... » (L'honnête Marin met ici plusieurs points : cela veut dire contre *le parlement* et contre *le gouvernement;* puis il continue) : « J'en fus affligé par l'amitié dont je le croyais digne, et je lui en fis des reproches. » C'est la délation politique, on le voit, pratiquée bassement, par insinuation et avec réticence. Les passages de ce genre abondent dans ses mémoires : « Ah! si j'étais capable, s'écrie-t-il ailleurs, d'abuser de ces effusions que l'amitié motive, pardonne et oublie!..... (Ici encore des points.) Il ne se souvient donc pas des propos qu'il a tenus et chez moi et ailleurs en présence de plusieurs témoins, et qui lui attireraient une peine un peu plus grave que celle qu'il pourra encourir par le jugement à intervenir. » Honnête et sensible Marin! la peine qui menace Beaumarchais, c'est *omnia citrà mortem*, et cela ne suffit pas au gazetier! — En effet, dans un autre mémoire, il écrit fort naïvement : « Quand la calomnie répandue dans un libelle déchire la réputation d'un citoyen honnête, ceux qui en sont les auteurs doivent être soumis à des peines afflictives, *souvent même à la peine capitale.* » Aussi a-t-il soin de répéter sans cesse que Beaumarchais parle des ministres et *des personnes en place* avec une hardiesse punissable; qu'il attaque la religion et le gouvernement, que si lui, Marin, n'était pas trop doux pour abuser de ses avantages, il pourrait prouver jusqu'à l'évidence que son adversaire a commis des crimes atroces et qu'il est le dernier des scélérats; « mais il n'est pas, dit-il, dans mon caractère de faire du mal à mes propres ennemis. » Ce ton hypocrite d'un homme qui cherche à poignarder les gens par derrière en ayant l'air de les ménager révoltait à bon droit les consciences, et lorsqu'on voyait Beaumar-

chais poussé à bout s'avancer gaiement et résolument contre ce sycophante, l'aborder de face, l'accabler de coups pressés et vigoureux, on applaudissait avec fureur; on lui pardonnait même, après l'avoir terrassé, de le fouler aux pieds sans miséricorde.

Tout le monde a lu ce beau début du quatrième mémoire, le plus remarquable de tous, où l'auteur, trouvant le secret de rajeunir un sujet qui semblait épuisé, se suppose engagé dans un colloque avec Dieu même, qui lui dit : « Je suis celui par qui tout est; sans moi tu n'existerais point; je te douai d'un corps sain et robuste, j'y plaçai l'âme la plus active : tu sais avec quelle profusion je versai la sensibilité dans ton cœur et la gaieté sur ton caractère; mais, pénétré que je te vois du bonheur de penser, de sentir, tu serais aussi trop heureux si quelques chagrins ne balançaient pas cet état fortuné : ainsi tu vas être accablé sous des calamités sans nombre, déchiré par mille ennemis, privé de ta liberté, de tes biens, accusé de rapines, de faux, de corruption, de calomnie, gémissant sous l'opprobre d'un procès criminel, garrotté dans les liens d'un décret, attaqué sur tous les points de ton existence par les plus absurdes *on dit*, et ballotté longtemps au scrutin de l'opinion pour décider si tu n'es que le plus vil des hommes ou seulement un honnête citoyen. » Beaumarchais se prosterne, accepte sa destinée, et demande à Dieu de lui accorder au moins des ennemis tels qu'ils puissent seulement exercer son courage sans l'abattre, et il part de là pour les passer tous encore une fois en revue et les peindre au complet. Nous ne citerons que le paragraphe où il demande à Dieu de lui donner Marin : « Je désirerais, dit-il, que cet homme fût un esprit gauche et lourd, que sa méchanceté maladroite l'eût depuis longtemps chargé de deux choses incompatibles jusqu'à lui : la haine et le mépris public; je demanderais surtout qu'infidèle à ses amis, ingrat envers ses protecteurs, odieux aux auteurs dans ses censures, nauséabond aux lecteurs dans ses écritures, terrible aux emprunteurs dans ses usures, colportant les livres défendus, espionnant les gens qui l'admettent, écorchant les étrangers dont il fait les affaires, désolant pour s'enrichir les malheureux libraires, il fût tel enfin, dans l'opinion des hommes, qu'il suffît d'être accusé par lui pour être présumé honnête, son protégé pour être à bon droit suspect : donne-moi Marin. »

On ne sera peut-être pas fâché de savoir comment Marin apprécie ce morceau. Il demande au parlement la tête de Beaumarchais, non pas précisément pour l'avoir insulté, lui, Marin, — il est trop désintéressé pour s'occuper de sa propre injure, — mais pour avoir insulté la *Divinité par une imprécation scandaleuse* et un *badinage impie*. A la fin de sa requête, il insiste encore *sur cette prière sacrilége que le sieur Caron fait à la Divinité* en lui demandant de *coopérer*

avec lui à des crimes. « C'est une licence, dit Marin, dont il n'y a pas d'exemple depuis le commencement de la monarchie. » C'est ainsi que Marin justifie l'application que lui fait Beaumarchais des deux vers de Boileau sur Cotin :

Qui méprise Marin n'estime point son roi,
Et n'a, selon Marin, ni Dieu, ni foi, ni loi.

Le second portrait de Marin, qui se trouve dans le même mémoire, est encore plus coloré; mais il est aussi beaucoup plus chargé, et en quelques points il touche au mauvais goût. Beaumarchais se laisse entraîner par les applaudissemens, et il abuse (1). Le fait est que l'infortuné gazetier de France sortit de ce combat blessé à mort; il ne s'en releva plus. Il ne pouvait se montrer nulle part sans se voir assailli de quolibets. Tous les petits théâtres exploitaient la vogue du ridicule attaché à son nom (2). Bientôt le ministère, éclairé apparemment sur quelques méfaits, lui ôta toutes ses places, et sa chute fut aussi rapide que l'avait été son élévation. Cependant, comme il avait su gagner de l'argent, il prit le parti philosophique de se retirer dans son pays natal, à La Ciotat, où il acheta une charge de lieutenant-général de l'amirauté. Après la révolution, quand le souvenir de ses disgrâces eut été effacé par d'autres événemens beaucoup plus importans, il revint à Paris, où il mourut en 1809, à quatre-vingt-neuf ans, doyen des gens de lettres. Il eut encore le temps

(1) On sait que l'interrogation provençale, *quesaco?* (qu'est-ce que cela?) qui termine le second portrait du provençal Marin, parut si plaisante à la dauphine, depuis Marie-Antoinette, que, comme elle la répétait souvent, sa marchande de modes eut l'idée de donner ce nom à une coiffure nouvelle composée d'un panache en plumes, que les femmes portaient sur le sommet de la tête. « Cette coiffure, dit Bachaumont, perpétue l'opprobre du Marin bafoué jusqu'aux toilettes. »

(2) Citons, à ce sujet, un document inédit, émané d'une célébrité du XVIIIe siècle dans le genre burlesque, c'est ce qui m'engage à lui donner place dans une note. C'est une lettre du fameux Taconnet, auteur et acteur du théâtre de Nicolet, qui, envoyant à Beaumarchais une de ses pièces, lui écrit la lettre suivante, où se peint bien, en même temps que la licence des petits théâtres d'alors, la sensation très vive que produisait le procès Goëzman dans toutes les classes de la société. « Voici, monsieur, le motif qui m'engage à prendre la liberté de vous offrir ma petite pièce. L'acteur qui jouait le cocher dans ma pièce, étant arrivé à l'interrogat : *En veau?* page 8, ajouta à son rôle : *En veau marin*, ce qui fut très applaudi, et il le fut de même quand il continua par dire au mot *vache : En vache Goëzman*, affectant de parler allemand pour faire allusion aux vaches suisses, dont le lait est devenu en grande réputation, surtout depuis que les gazetiers en parlent. La pièce continua jusqu'à la scène IV, où Lisette dit : *Mon cher Guillot, laissons ces mauvais caractères;* l'actrice ajouta : *Les marins ne sont pas faits pour être sur terre.* La pensée n'est pas mauvaise; quant à la rime, elle n'est pas exacte, à une lettre près. Au surplus, on ne trouve pas d'*s* dans *Marin;* par conséquent, comme a dit un homme célèbre, *tout est bien.* J'espère, monsieur, que vous pardonnerez mon importunité, je n'ai pas d'autre intention que celle de me dire très respectueusement, etc.

« TACONNET. »

de voir paraître la première édition générale des œuvres de son rude adversaire. Il ne méritait sans doute pas toute la mauvaise réputation que lui valut son démêlé avec Beaumarchais; il faut toujours faire la part de l'excès dans ces sortes de polémiques personnelles, qui heureusement ne sont plus guère dans nos mœurs; mais il est très certain que c'est lui qui avait pris l'initiative, non pas de l'attaque, mais de l'outrage, — et si la polémique de Beaumarchais est parfois choquante pour le goût, la sienne a des allures obliques de délateur et de tartufe qui le rendent très peu intéressant.

Parmi tous les témoignages défavorables pour Marin qui se rencontrent dans les papiers de Beaumarchais, je n'en citerai qu'un, qui emprunte quelque prix au nom de l'auteur. Dans son troisième mémoire, Beaumarchais, opposant aux éloges que Marin se donne à lui-même le témoignage de diverses personnes qui ont à se plaindre de lui, s'exprime ainsi : « Oseriez-vous compter sur le témoignage de M. de Saint-P., qui depuis cinq ans gémit du malheur de vous avoir confié ses pouvoirs pour un arbitrage, et qui ne cesse de demander vengeance au ministère contre vous? » Ce *Saint-P.* n'est autre que Bernardin de Saint-Pierre, qui végétait alors à Paris, pauvre, inconnu, et qui, ayant eu à se plaindre de Marin, répond à Beaumarchais, qui l'interroge, par une lettre dont j'extrais le passage suivant, peu flatteur pour le gazetier :

« Je vous plains, monsieur, d'avoir trouvé dans votre chemin un homme aussi dangereux, aussi profondément pervers, et qui peut emprunter des forces particulières d'un inspecteur de police, son ami, nommé d'Hémery... Je souhaite pour le bien public, pour mon repos et pour l'avantage de la littérature, que votre affaire puisse donner lieu à éclairer la marche de ces gens-là. Il me semble que l'on voudrait que je concourusse à servir de vengeur; mais je le répète, monsieur, je me suis livré à la justice et aux effets de l'exact honneur de M. de Sartines. Le jour où il m'ouvrira la bouche, je parlerai dans les termes les moins obscurs, et l'on ne pourra méconnaître les caractères du galant homme et du bon citoyen. Vous pouvez juger, monsieur, par mes détails, que je n'ai nulle intention de vous désobliger. Je vous prie même d'être bien persuadé que je vous rends tout ce que je dois à un homme de lettres fait pour atteindre à la réputation de Molière, et que c'est avec ces sentimens que j'ai l'honneur d'être, etc.

« DE SAINT-PIERRE,

« Quai des Miramiones, le 12 décembre 1773. »

Indépendamment de l'intérêt qu'offre ici ce témoignage sur Marin, la fin de cette lettre prouve la sagacité de Bernardin de Saint-Pierre, qui, à une époque où Beaumarchais n'a encore publié que des drames, devine, à la seule lecture de ses mémoires qu'il est avant tout né pour réussir dans la comédie.

Marin n'avait épargné à Beaumarchais aucun genre de mauvais procédés; car, non content de lui imputer vaguement les crimes les plus noirs, c'est lui qui le premier a cherché à insinuer qu'il n'était pas même l'auteur des mémoires publiés en son nom, qu'il fournissait seulement les malices, et que d'autres fournissaient les idées et le style. A cette absurde hypothèse, Beaumarchais répondait gaiement à sa manière : « Puisque c'est un autre, disait-il, qui écrit mes mémoires ce maladroit de Marin devrait bien lui faire rédiger les siens. » Gudin affirme que Jean-Jacques Rousseau disait à ce sujet : « Je ne sais pas qui écrit les mémoires de Beaumarchais; mais ce que je sais bien, c'est qu'on n'écrit pas de tels mémoires pour un autre. » En effet, la personnalité de l'auteur perce à chaque ligne de ce singulier ouvrage, dont la lecture suffit pour réduire à néant la ridicule hypothèse de Marin; mais, puisque cette hypothèse a été reproduite quelquefois, et puisque j'ai sous les yeux les *brouillons* mêmes des mémoires, on aimera peut-être à trouver ici quelques détails nouveaux sur la manière dont ils ont été composés. On lit avec plaisir, dans le *Port-Royal* de M. Sainte-Beuve, les détails qu'il a recueillis sur la composition des *Provinciales*. Les mémoires contre Goëzman sont peut-être d'un ordre moins élevé, mais ils ne sont pas sans quelque analogie avec le célèbre ouvrage de Pascal sous le rapport de la rédaction, de la publication et de l'effet produit. Ils embrassent, comme les *Provinciales*, peut-être même plus que les *Provinciales*, une grande variété de sujets. Indépendamment des tableaux de mœurs, des portraits et de la polémique personnelle, on y trouve des discussions de droit, des détails de procédure, des critiques voilées de l'organisation judiciaire d'alors, des aperçus historiques; on y lit même une dissertation sur le baptême, où Beaumarchais cite Marc-Aurèle et Tertullien, et prend le ton austère du sujet en s'excusant d'être obligé de consacrer, dit-il, sa plume *inégale* et *profane* à une question si imposante; il y a de tout enfin dans les mémoires contre Goëzman, il y a même un peu de chirurgie, ne serait-ce que l'énoncé du plaisant problème sur le cerveau de Bertrand, dont les deux *lobes* ne sont pas également sains. La souplesse du talent de l'auteur lui permettait de prendre facilement tous les tons; mais, pour le fond des idées, il était nécessairement obligé de recourir parfois à autrui, et de même que Pascal mettait à profit l'érudition d'Arnauld, de Nicole, et luttait contre les jésuites entouré d'un groupe de jansénistes très-vivement mêlés à tous les incidens du combat, de même Beaumarchais livrait bataille à Goëzman, Marin, Bertrand, et par suite au parlement tout entier, assisté d'une petite phalange d'amis moins austères que les jansénistes, mais non moins ardens, qui se montraient empressés à lui fournir tous les renseignemens, tous les conseils dont il pouvait

avoir besoin. Chacun lui apportait des idées, des notes, quelquefois même des morceaux; il changeait, transformait, fondait tout cela, imprimant à tout le cachet de son esprit facile, animé, flexible et mordant.

III. — LES AMIS DE BEAUMARCHAIS. — LA SENTENCE.

Ce ne sont point, à l'exception de Gudin, des littérateurs de profession qui viennent en aide à Beaumarchais dans sa lutte contre Goëzman; ces collaborateurs sont ses parens et ses amis les plus intimes. C'est d'abord le père Caron, qui, avec ses soixante-seize ans, donne encore son avis sur les mémoires de son fils; c'est sa sœur Julie, dont on connaît maintenant la vocation littéraire, et dont nous allons montrer l'intervention dans les mémoires contre Goëzman; c'est M. de Miron, le beau-frère de Beaumarchais, homme d'esprit dont nous avons parlé ailleurs, et qui fournit des notes pour la partie satirique; c'est Gudin, qui, très-fort sur l'histoire ancienne, aide à composer quelques morceaux d'érudition, et dont la prose lourde et pâle s'assouplit et se colore sous la plume de son ami; c'est un jeune avocat très-distingué, nommé Falconnet, qui surveille la rédaction de l'auteur quand il s'agit de questions de droit; c'est enfin un médecin provençal, nommé Gardanne, qui dirige spécialement la *dissection* des deux Provençaux, ses compatriotes, Marin et Bertrand.

Telle est la petite phalange que Mme Goëzman, dans ses mémoires, appelle une *clique infâme*, et que le grand Bertrand, moins féroce et plus sensé, nomme tout simplement la *bande joyeuse*. Ils sont en effet assez joyeux, tous ces bourgeois spirituels, groupés autour de Beaumarchais, combattant avec lui contre une foule d'ennemis, et non sans courir quelques dangers personnels, car Julie notamment fut dénoncée en forme par le conseiller Goëzman : il y a une requête imprimée de ce juge dirigée spécialement contre elle, mais qui n'eut pas de suite. Tous, du reste, ont subi interrogatoires, confrontations et récolemens; ils ne s'en portent pas plus mal, et leur gaieté entretient le courage et l'ardeur de l'homme auquel ils sont dévoués corps et âme. Le quartier-général n'est pas chez Beaumarchais. Depuis la perte du procès La Blache, il a rompu sa maison : il a placé sa sœur Julie comme pensionnaire libre à l'abbaye Saint-Antoine; son père est en pension chez une vieille amie; deux autres sœurs sont dans un couvent de Picardie. Quoique ses affaires soient très-dérangées, il n'en continue pas moins, comme toujours, à pensionner toute sa famille. Quant à lui, il vit en camp volant, aux prises avec les huissiers du comte de La Blache et les décrets d'*ajournement personnel* du juge Goëzman. Toujours courant, toujours

luttant, il vient préparer et concerter, avec ses amis, ses moyens de défense et d'attaque dans la maison de celle de ses sœurs qui a épousé le célèbre horloger Lépine, et qui demeure précisément dans le voisinage du Palais-de-Justice. C'est dans cette maison qu'on se réunit, c'est là qu'on apporte les renseignemens, les notes, et qu'on discute les élémens de chaque mémoire. Tous les brouillons sont écrits de la main de Beaumarchais; tous les morceaux brillans sont refaits par lui trois ou quatre fois. S'il n'exécute pas à la lettre le précepte de Boileau : *vingt fois sur le métier*, etc., c'est qu'il n'a pas le temps; il n'en est pas moins vrai que, comme tous ceux qui veulent bien écrire, il corrige beaucoup et recommence souvent. Son premier jet, tracé d'une écriture rapide, est presque toujours trop abondant, trop prolixe, il offre souvent des constructions incorrectes, des expressions trop fortes et de mauvais goût. A la seconde rédaction, Beaumarchais coupe, amende, resserre, épure le tout. S'il lui arrive parfois de se contenter trop facilement, il a des amis *prompts à le censurer* et qui ne lui ménagent pas les critiques, à en juger par cette note que je trouve écrite de la main de son beau-frère, M. de Miron, au sujet du manuscrit du troisième mémoire qu'on avait sans doute examiné en l'absence de Beaumarchais avant l'impression.

« *Bovine*, dit M. de Miron, déplaît à tout le monde.

« Ce qui est rayé au bas de la quatrième page paraît absolument de trop et dégoûtant (1).

« Ce qui l'est dans la cinquième semble être de Baculard. On trouve l'exorde trop long. Les avis se réunissent pour raccourcir au moins ce paragraphe.

« Le premier paragraphe de la septième page ne paraît pas clair, à moins qu'on ne retranche *pour bien prouver ce que je n'ai fait qu'avancer*, et qu'on ne mette, en ce cas, *ne plus revenir* au lieu de *me taire*. Voici comme sera la phrase : Que me reste-t-il à faire? ne plus revenir sur ce que j'ai prouvé, prouver ce que je n'ai fait qu'avancer, et répliquer en bref à une foule de mémoires, etc. »

Beaumarchais fait très-docilement son profit de toutes ces critiques; aussi les *Mémoires* contre Goëzman, s'ils ne présentent pas, à cause même de la nature du sujet, tout l'intérêt du *Barbier de Séville* et du *Mariage de Figaro*, n'en sont pas moins le plus remarquable de tous les ouvrages de Beaumarchais sous le rapport du style, celui où les belles qualités de l'écrivain sont le moins mêlées de défauts. Il y a des morceaux d'une perfection achevée. Plus tard, après le grand succès des mémoires, l'auteur devint plus rétif aux observations; nous en verrons la preuve et la conséquence aux

(1) On voit que ses amis poussaient la liberté jusqu'à rayer provisoirement sur son manuscrit ce qui leur déplaisait.

temps du procès Kornman. A l'époque où nous sommes, Beaumarchais tire parti de tout, même de la prose de sa sœur Julie; c'est ainsi qu'ils ont rédigé à deux un des passages des mémoires contre Goëzman que l'on cite quelquefois avec raison comme un des plus gracieux : c'est celui où Beaumarchais répond à Mme Goëzman, qui lui reprochait d'être le fils d'un horloger; le texte primitif était bref et un peu sec. « J'avoue, répondait Beaumarchais, que rien ne peut me laver du très-grave reproche que vous me faites d'être le fils de mon père; en vérité, je n'en vois aucun autre contre qui je voulusse le troquer, mais je connais trop bien le prix du temps qu'il m'apprit à mesurer pour le perdre à relever de pareilles fadaises. »

Julie, trouvant sans doute ce passage trop dépourvu de couleur, propose une autre rédaction, qu'elle écrit de sa main à deux reprises sur une feuille détachée; la voici :

« Vous entamez, dit Julie, ce chef-d'œuvre par me reprocher l'état de mon père, *qu'il était horloger : oh! la bonne gaieté! et vous vous êtes battus, dit-on, avec Marin pour lui voler ce trait dont il s'était paré* (1). Eh bien! monsieur et madame, il est trop vrai qu'à plusieurs branches de commerce, il avait réuni une assez grande célébrité dans l'art de l'horlogerie : forcé de passer condamnation sur cet article, j'avoue avec douleur que rien ne peut me laver du très grave reproche que vous me faites d'être le fils de mon père; mais je m'arrête, car, *tenez*, je le sens derrière moi qui lit ce que j'écris, et rit en m'embrassant, comme s'il était charmé que je lui appartienne.»

Il est visible que l'esquisse primitive s'est colorée et animée sous le pinceau de Julie; son frère n'a plus qu'à retoucher, et c'est ce qu'il fait avec une parfaite justesse d'esprit et de goût, car voici le texte définitif et tel qu'il a été publié :

« Vous entamez ce chef-d'œuvre par me reprocher l'état de mes ancêtres; hélas! madame, il est trop vrai que le dernier de tous réunissait à plusieurs branches de commerce une assez grande célébrité dans l'art de l'horlogerie. Forcé de passer condamnation sur cet article, j'avoue avec douleur que rien ne peut me laver du juste reproche que vous me faites d'être le fils de mon père... Mais je m'arrête, car je le sens derrière moi qui regarde ce que j'écris et rit en m'embrassant. O vous, qui me reprochez mon père, vous n'avez pas l'idée de son généreux cœur. En vérité, horlogerie à part, je n'en vois aucun contre qui je voulusse le troquer; mais je connais trop bien le prix du temps, qu'il m'apprit à mesurer, pour le perdre à relever de pareilles fadaises. »

Le tableau ainsi complété et retouché est parfait de ton et de nuances, mais il est incontestable que l'idée la plus heureuse vient de Julie. Peut-être aussi cette idée lui avait-elle été inspirée par le

(1) On reconnaît tout de suite le tour leste de la phrase de Julie; mais le ton ici était trop familier, et l'on va voir Beaumarchais supprimer très justement cette phrase.

père Caron lui-même, qu'on se figure tout naturellement assistant à cette rédaction et passant sa tête blanche par dessus l'épaule du frère et de la sœur. Ce passage est d'ailleurs le seul où la rédaction d'autrui entre pour une aussi forte part dans celle de Beaumarchais. Les mémoires sont donc bien de lui, entièrement de lui. L'emprunt fait à Julie ne compte même pas, car, en utilisant l'esprit de sa sœur, Beaumarchais pouvait dire : Cela ne sort pas de la famille.

Il ne me reste plus maintenant qu'à essayer de peindre exactement l'effet produit par cette lutte entre un simple particulier et un parlement détesté, que le public identifiait avec la personne de Goëzman. Cet effet fut immense et entretenu par la durée du combat, dont l'issue, retardée de jour en jour par divers incidens, se fit attendre sept mois, depuis août 1773 jusqu'au 26 février 1774. Durant ces sept mois, en l'absence d'événemens plus importans, Paris tout entier, la France, et on peut même dire l'Europe, eurent les yeux fixés sur Beaumarchais et son procès.

On sait avec quelle ardeur de curiosité et d'intérêt Voltaire suivait ce combat des hauteurs de Ferney. Bien qu'il eût d'abord écrit en faveur du chancelier Maupeou, il désertait maintenant sa cause et subissait l'influence des mémoires de Beaumarchais. « Quel homme! écrivait-il. Il réunit tout, la plaisanterie, le sérieux, la raison, la gaieté, la force, le touchant, tous les genres d'éloquence, et il n'en recherche aucun, et il confond tous ses adversaires, et il donne des leçons à ses juges. Sa naïveté m'enchante, je lui pardonne ses imprudences et ses pétulances. » — « J'ai peur, dit-il ailleurs, que ce brillant écervelé n'ait au fond raison contre tout le monde. Que de friponneries, ô ciel! que d'horreurs! que d'avilissement dans la nation! quel désagrément pour le parlement! »

Le flegmatique Horace Walpole, quoique moins ému que Voltaire, cède également à l'attrait des mémoires. « J'ai reçu, écrit-il à Mme du Deffand, les mémoires de Beaumarchais; j'en suis au troisième, et cela m'amuse beaucoup. Cet homme est fort adroit, raisonne juste, a beaucoup d'esprit; ses plaisanteries sont quelquefois très-bonnes, mais il s'y complaît trop. Enfin je comprends que, moyennant l'esprit de parti actuel chez vous, cette affaire doit faire grande sensation. J'oubliais de vous dire l'horreur qui m'a pris des procédés en justice chez vous. Y a-t-il un pays au monde où l'on n'eût puni sévèrement cette Mme Goëzman? Sa déposition est d'une impudence affreuse. Permet-on donc chez vous qu'on mente, qu'on se coupe, qu'on se contredise, qu'on injurie sa partie d'une manière si effrénée? Qu'est devenue cette créature et son vilain mari? Répondez, je vous prie. »

En Allemagne, l'effet n'était pas moindre qu'en Angleterre. Goethe

nous a raconté lui-même comment, à Francfort, dans une société où on lisait tout haut les mémoires de Beaumarchais, une jeune fille lui donna l'idée de transformer en drame l'épisode de Clavijo. A Paris, l'impression était naturellement plus vive encore; l'adversaire de Goëzman avait pour lui non-seulement les jeunes gens et les femmes, mais tous les magistrats de l'ancien parlement et tout ce qui tenait à eux. Bien plus, telle était l'inconsistance des esprits, que Louis XV lui-même s'amusait de cet ouvrage; Mme Du Barry en riait, elle faisait jouer chez elle des proverbes où l'on mettait en scène la confrontation de Mme Goëzman et de Beaumarchais. Maupeou seul ne riait pas. L'enthousiasme excité par les mémoires de Beaumarchais me paraît vivement rendu dans les deux lettres suivantes, qui sont de la femme d'un président de l'ancien parlement, Mme de Meinières (1); elles contiennent de plus une spirituelle analyse du quatrième mémoire, et c'est ce qui me détermine à les citer presque tout entière.

« Je l'ai fini, monsieur, cet étonnant mémoire. Je maudissais hier les visites qui interrompaient cette délicieuse lecture, et, quand elles étaient sorties, je les remerciais d'avoir prolongé mes plaisirs en les interrompant. Bénis soient au contraire et à jamais le *grand cousin*, le *sacristain*, le *publiciste* et tous les *respectables* qui nous ont valu la relation de votre voyage en Espagne! Vous devez des récompenses à ces gens-là. Vos meilleurs amis ne pouvaient vous faire aussi bien valoir par leurs éloges et leur attachement que vos ennemis ont fait en vous forçant de parler vous-même de vous-même. Grandisson, le héros de roman le plus parfait, ne vous vient pas à la cheville du pied. Quand on vous suit chez ce M. Clavijo, chez M. Whall, dans le parc d'Aranjuès, chez l'ambassadeur, chez le roi, on palpite, on frémit, on s'indigne avec vous. Quel pinceau magique que le vôtre, monsieur! quelle énergie d'âme et d'expressions! quelle prestesse d'esprit! quel mélange incroyable de chaleur et de prudence, de courage et de sensibilité, de génie et de grâce! J'eus l'honneur de voir hier Mlle d'Ossun (2), et nous parlâmes de vous, de votre mémoire; peut-on parler d'autre chose? Elle me dit que vous aviez passé à sa porte. Si vous aviez besoin de la rencontrer, elle vient assez exactement les dimanches aux Pavillons (3), et je vous offre de vous y rassembler. C'est une fille du premier mérite dont le cœur et la tête sont excellens; mais, à propos de cœur et de tête, qu'en faisiez-vous chez Mme de Saint-Jean? Vous m'y paraissiez aimable comme un joli homme, et ce n'est pas la façon de l'être la plus attrayante pour une vieille femme telle que moi. J'ai bien vu que vous aviez de l'esprit, des talens, de la confiance, des agrémens dans le commerce; mais je n'aurais jamais deviné en vous, monsieur, un vrai père de famille et l'auteur sublime de vos quatre mémoires (4); il faut que je sois bien bête, et que les

(1) Mme de Meinières avait une certaine réputation littéraire; elle avait traduit l'*Histoire d'Angleterre* de Hume.

(2) La sœur du marquis d'Ossun, ambassadeur de France en Espagne.

(3) Aux Pavillons de Chaillot.

(4) Cette phrase donne une idée très nette de l'impression de surprise que produisaient

points qui forment un cercle brillant, comme était celui de cette femme charmante, éblouissent, fatiguent une sauvage de mon espèce jusqu'à l'empêcher de les distinguer.

« Recevez mes remerciemens de l'enthousiasme où vous entraînez vos lecteurs et les assurances de la véritable estime avec laquelle j'ai l'honneur d'être, monsieur, etc.

« GUICHARD DE MEINIÈRES. »

« Ce 18 février 1774. »

« Quel que soit l'événement de votre querelle avec tant d'adversaires, je vous félicite, monsieur, de l'avoir eue; il en résultera toujours que vous êtes le plus honnête homme du monde, puisqu'on n'a pu, en feuilletant votre vie, démontrer que vous étiez un scélérat, et assurément vous vous êtes fait connaître pour l'homme le plus éloquent dans tous les genres d'éloquence qu'il y ait dans notre siècle. Votre prière à l'Être suprême est un chef-d'œuvre de sublime et de comique, dont le mélange étonnant, ingénieux, neuf, produit le plus grand effet. J'avoue avec Mme Goëzman que vous êtes un peu *malin*, et, à son exemple, je vous le pardonne; car vos malices sont délicieuses. J'espère, monsieur, que vous n'avez pas assez mauvaise opinion de moi pour me plaindre d'une lecture de cent huit pages quand vous les avez écrites. Je commence par les dévorer, et puis je reviens sur mes pas; je m'arrête tantôt sur un endroit digne de Démosthène, tantôt sur un autre supérieur à Cicéron, et enfin sur mille aussi plaisans que Molière; j'ai tellement peur d'achever et de ne pouvoir plus rien lire ensuite, que je recommence chaque alinéa pour vous donner le temps de produire votre cinquième mémoire, où l'on trouvera sans doute votre confrontation avec M. Goëzman; je vous demanderai volontiers en grâce de m'avertir seulement par la petite poste la veille que le libraire en enverra des exemplaires à la veuve Lamarche; c'est elle qui me les a toujours fournis. J'en prends plusieurs à la fois pour nous et pour *nos amis* (1), et je suis furieuse lorsque, faute de savoir qu'ils paraissent, j'y envoie trop tard, et qu'on me rapporte qu'il faut attendre au lendemain. »

C'était à qui enverrait à Beaumarchais des renseignemens, des conseils, des félicitations et des encouragemens. Plusieurs même poussent la bienveillance jusqu'à lui adresser modestement des mémoires tout faits, comme si son esprit ne pouvait se passer de leur concours. Voici un de ces correspondans qui ne signe pas, mais qui me fait tout l'effet d'être un membre de l'ancien parlement; il envoie un mémoire, recommande instamment le secret, et termine ainsi : « La machine se détraque, on vous en a l'obligation, ne serait-ce pas le moment le frapper les grands coups? Je m'en rapporte à votre prudence pour le tout. D'après vos écrits, je vous crois aussi honnête homme que moi, ce que je ne dirais pas de tout le monde; je

les mémoires sur ceux qui ne connaissaient Beaumarchais que comme un homme du monde très gai et un peu fat, ayant (pour employer l'expression fine et polie de Mme de Meinières) de la *confiance*,

(1) Nos *amis*, c'étaient les membres de l'ancien parlement.

ne crains rien. » La lettre est sans signature. Quel Bayard que ce correspondant! Le monde est ainsi plein de gens héroïques qui exhortent les autres à l'audace sous le voile de l'anonyme.

Beaumarchais ne manquait pas d'audace, mais il ne voulait point pousser le parlement à bout, il savait que la faveur publique est fragile et inconstante. Le prince de Conti, son plus chaud protecteur, lui avait dit : « Si vous avez le malheur d'être touché par le bourreau, je serai forcé de vous abandonner. » Il s'agissait donc de conserver et d'entretenir la puissance qu'il empruntait à l'opposition sans exaspérer des juges déjà irrités, de proportionner toujours son ton à la qualité des personnes, et de savoir au besoin, comme on l'a dit très-spirituellement, donner des soufflets, mais à genoux. C'est ce qu'il fit surtout avec une merveilleuse souplesse à la suite d'un incident qui augmenta encore l'intérêt qu'il inspirait. Un colonel de cavalerie dont Maupeou a fait *ex abrupto* un magistrat, le président de Nicolaï, très-lié avec Goëzman et furieux contre Beaumarchais, le rencontre dans la salle des Pas-Perdus et l'insulte en ordonnant aux huissiers de le faire sortir. Beaumarchais porte plainte contre ce magistrat. Le premier président le fait venir, l'invite à retirer sa plainte. Beaumarchais obéit, et dans son dernier mémoire il consigne avec respect le dédaigneux pardon qu'il accorde à M. de Nicolaï. Bientôt son influence est telle que cet homme si méprisé par ses juges au début du combat et qui sollicitait vainement des récusations par la voie judiciaire, n'a plus qu'à désigner dans ses mémoires ceux des magistrats qu'il considère comme ses plus violens ennemis, pour leur arracher cette récusation. C'est un de ceux-là, un conseiller de grand'-chambre, nommé Gin, qui lui adresse une sorte de mémoire de six grandes pages, dont j'extrais quelques passages où l'on voit la fierté du juge s'effacer devant la popularité toujours croissante de l'accusé.

« J'ai lu votre dernier mémoire, monsieur, écrit ce conseiller; je cède à vos instances en cessant d'être votre juge; mais, pour éviter toute équivoque sur les motifs qui m'ont empêché jusqu'ici de prendre ce parti et sur ceux qui m'y déterminent aujourd'hui, je crois devoir vous faire part et au public de ces motifs..... »

Et après une longue apologie de sa conduite, ce juge, jusque-là ennemi déclaré de Beaumarchais, termine ainsi :

« Je crois vous avoir prouvé, monsieur, que j'ai encore dans cet instant toute l'impartialité nécessaire pour juger M. et Mme de Goëzman et vous-même; mais vos attaques se multiplient au point que j'aurais lieu de craindre, en vous jugeant, que le public ne soupçonnât mon âme de quelque émotion qui vous fût peu favorable. C'est à cette délicatesse que je sacrifie mes sentimens particuliers, et, pour vous donner une nouvelle preuve de mon impartialité, je vous déclare, monsieur, que je n'exige d'autre réparation des imputations

contenues dans *vos* mémoires *que de rendre publique* cette lettre que je remets en même temps à M. le premier président.

« Je suis, monsieur, avec les sentimens qui vous sont dus, votre très-humble, etc. »

« GIN. (1) »

« Ce 18 juin 1774. »

A travers la morgue parlementaire, on sent dans cette lettre la pression exercée par l'ascendant de Beaumarchais; c'est lui qui maintenant va donner une leçon de dignité à ce juge, son ennemi, en écrivant à son tour au premier président une lettre dont j'extrais ces quelques lignes :

« MONSEIGNEUR,

« J'ai l'honneur de vous adresser une copie de la lettre *apologétique* que j'ai reçue de M. Gin. Mon profond respect pour la cour m'empêche de donner à cette lettre la publicité que ce magistrat semblait d'abord désirer qu'elle reçût, persuadé qu'en y réfléchissant mieux il me saura gré de renoncer au projet de l'imprimer avec mon commentaire. »

Quoi de plus étrange, en effet, pour le temps que de voir un juge demander lui-même à un accusé dont les mémoires sont en contravention avec la loi et seront tout à l'heure condamnés à être brûlés, de lui accorder dans ces mémoires une place pour sa justification auprès du public? Je ne connais rien qui donne une idée plus nette que cette lettre du conseiller Gin de la situation de Beaumarchais à la fin de ce fameux procès.

Cependant, si la peur agissait sur quelques magistrats du parlement Maupeou, la colère subsistait chez le plus grand nombre à l'état latent, et ils voyaient avec joie approcher l'heure de la vengeance. Le jour du jugement arriva enfin, le 26 février 1774, au milieu de l'attente universelle. « Nous attendons aujourd'hui, écrit Mme du Deffand à Walpole, un grand événement : le jugement de Beaumarchais... M. de Monaco l'a invité ce soir pour nous faire la lecture d'une comédie de sa façon qui a pour titre *le Barbier de Séville*..... Le public s'est affolé de l'auteur, on le juge tandis que je vous écris. On prévoit que le jugement sera rigoureux, et il pourrait arriver qu'au lieu de souper avec nous il fût condamné au bannissement ou même au pilori; c'est ce que je vous dirai demain. »

Voilà bien la dose d'intérêt que Mme du Deffand prenait aux gens. Quel dommage pour elle si Beaumarchais eût été condamné au pilori!

(1) C'est ce magistrat qui avoue à Beaumarchais l'influence qu'ont exercée les bruits publics sur son jugement dans le procès La Blache. L'aveu est précieux à recueillir. — « Soit raison, écrit-il, ou suite des impressions que les bruits publics, même calomnieux, laissent dans les esprits, je ne vous dissimule pas, etc. »

Elle eût perdu sa lecture du *Barbier*. Elle la perdit néanmoins; la délibération des juges se prolongeant (elle dura douze heures), Beaumarchais adresse au prince de Monaco le billet inédit suivant qui répond à la lettre de Mme du Deffand :

« Beaumarchais, infiniment sensible à l'honneur que veut bien lui faire M. le prince de Monaco, répond du palais, où il est cloué depuis six heures du matin, où il a été interrogé à la barre de la cour, et où il attend le jugement qui se fait bien attendre; mais, de quelque façon que tournent les choses, Beaumarchais, qui est entouré de ses proches en ce moment, ne peut se flatter de leur échapper, qu'il ait à recevoir des complimens de félicitation ou de condoléance. Il supplie donc M. le prince de Monaco de vouloir bien lui réserver ses bontés pour un autre jour. Il a l'honneur de l'assurer de sa très-respectueuse reconnaissance.

« Ce samedi 26 février 1774. »

Au moment où il écrivait ce billet, Beaumarchais, après s'être rendu au palais, où il avait vu passer devant lui tous ses juges, venait de subir, selon l'usage, son dernier interrogatoire. La nuit précédente avait été consacrée par lui à régler ses affaires : il paraît qu'il était décidé à se tuer, s'il eût été condamné au pilori. Voyant que la délibération se prolongeait et vaincu par la fatigue, il se rendit chez Mme Lépine, sa sœur, se coucha, et s'endormit d'un profond sommeil.

« Il dormait, dit Gudin dans son manuscrit, et ses juges veillaient, tourmentés par les furies, divisés entr'eux. Ils délibéraient dans le tumulte, opinaient avec rage, voulaient punir l'auteur des *Mémoires*, prévoyaient les clameurs du public prêt à les désavouer, et remplissaient la salle de leurs cris contentieux. »

Ils s'arrêtèrent enfin à une sentence par laquelle ils espéraient donner satisfaction au public en se vengeant eux-mêmes. Ils condamnèrent Mme Goëzman au *blâme*, son mari fut mis *hors de cause*, sentence équivalente au blâme pour un magistrat et qui le force à quitter sa charge; enfin ils condamnèrent Beaumarchais également au *blâme*.

La peine du *blâme* était une peine infamante qui répondait à peu près à ce qu'on appelle aujourd'hui la dégradation civique; elle rendait le condamné incapable d'occuper aucune fonction publique, et il devait recevoir cette sentence à genoux, devant la cour, tandis que le président lui disait : « La cour te blâme et te déclare infâme. » On éveilla Beaumarchais pour lui annoncer ce résultat; il se leva tranquillement, maître, dit Gudin, de tous ses mouvemens comme de son esprit.

« Voyons, dit-il, ce qui me reste à faire. Nous sortîmes ensemble de chez sa sœur. J'ignorais si on ne veillait pas autour de la maison pour l'arrêter; j'igno-

rais ses desseins, je ne voulais point le quitter. Après avoir fait assez de chemin pour nous être assurés qu'on ne le cherchait pas où il était, il me congédia et me donna rendez-vous pour le lendemain dans l'asile qu'il s'était choisi, car il était à craindre qu'en exécution de l'arrêt on n'allât le chercher dans sa propre maison; mais cet arrêt avait été si mal reçu de la multitude assemblée aux portes de la chambre, les juges avaient été si conspués en levant l'audience, quoique plusieurs se fussent évadés par de longs corridors inconnus du public, qu'on appelle les détours du palais; ils voyaient tant de marques de mécontentement, qu'ils ne furent pas tentés de mettre à exécution une sentence qui ne leur attirait que le *blâme* universel. »

On connaît le triomphe éclatant qui suivit ce jugement, dont l'exécution s'arrêtait devant la popularité de Beaumarchais : tout Paris se faisant inscrire chez lui, le prince de Conti et le duc d'Orléans lui donnant une fête brillante le lendemain même du jour où un tribunal avait tenté de le flétrir; M. de Sartines lui disant : « Ce n'est pas assez que d'être *blâmé*, il faut encore être modeste. » Quand de telles discordances se produisent dans une société, elle est bien malade. Ajoutons à ces détails connus un détail intime et délicat que j'emprunte au manuscrit inédit de Gudin.

« Il eut, dit Gudin, des consolations plus touchantes encore que celles de l'amitié. Sa célébrité attira sur lui les regards d'une femme douée d'un cœur sensible et d'un caractère ferme, propre à le soutenir dans les combats cruels qu'il avait encore à livrer. Elle ne le connaissait point; mais son âme, émue par la lecture de ses mémoires, appelait celle de cet homme célèbre. Elle brûlait du désir de le voir. J'étais avec lui lorsque, sous le prétexte de s'occuper de musique, elle envoya un homme de sa connaissance et de celle de Beaumarchais le prier de lui prêter sa harpe pour quelques minutes. Une telle demande dans de telles circonstances décelait son intention. Beaumarchais la comprit; il y fut sensible, et il répondit : — Je ne prête point ma harpe; mais si elle veut venir avec vous, je l'entendrai, et elle pourra m'entendre. Elle vint; je fus témoin de leur première entrevue. J'ai déjà dit qu'il était difficile de voir Beaumarchais sans l'aimer. Quelle impression ne devait-il pas produire quand il était couvert des applaudissemens de tout Paris, quand on le regardait comme le défenseur de la liberté opprimée, le vengeur du public! Il était encore plus difficile de résister aux regards, à la voix, au maintien, aux discours de cette jeune femme, et cet attrait que l'un et l'autre inspiraient à la première vue augmentait d'heure en heure par la variété de leurs agrémens et la foule des excellentes qualités qu'on découvrait en eux à mesure qu'on les connaissait davantage. Leurs cœurs furent unis dès ce moment d'un lien que nulle circonstance ne put rompre, et que l'amour, l'estime, la confiance, le temps et les lois rendirent indissoluble (1). »

(1) La charmante personne dont parle ici Gudin, et qui devint la troisième femme de Beaumarchais, se nommait Marie-Thérèse-Émilie Willermawlaz. Elle était d'origine suisse et appartenait à une famille distinguée du pays de Charmey. J'ai vu un grand portrait d'elle où elle est représentée avec la toilette qu'elle avait sans doute le jour de l'entrevue, car elle porte le fameux panache en plumes, à la *quesaco*, et sous cette coiffure

Ces ovations populaires et princières, ces félicités de cœur plus douces encore, dédommageaient sans doute Beaumarchais du coup que le parlement venait de lui porter; cependant le coup était cruel. A la vérité, le parlement Maupeou ne devait pas survivre longtemps à cet acte de colère et de vengeance. En frappant de mort civile un homme que l'opinion portait en triomphe, il s'était lui-même frappé à mort. L'opposition se déchaîna contre lui avec un redoublement de fureur, les pamphlets en prose et en vers prirent une vivacité nouvelle (1).

elle est ravissante. Quelques lettres d'elle que nous citerons en leur lieu prouveront qu'elle était de plus une femme très remarquable par l'intelligence, l'esprit et le caractère.

(1) Par un de ces jeux de mots dans le goût des Parisiens, on disait, en faisant allusion au procès Goëzman : « Louis XV a détruit le parlement ancien, 15 louis détruiront le nouveau. » Bachaumont parle sans le citer d'un noël satirique très couru où figuraient tous les personnages et tous les incidens du procès de Beaumarchais. Je trouve ce noël dans les papiers de Julie, et comme il y en a deux exemplaires écrits de sa main avec des variantes, comme elle aimait beaucoup à se livrer à ce genre de poésie un peu burlesque, je serais porté à croire qu'elle est l'auteur du *noël* en question, dont voici quelques couplets; il est sur l'air des *Bourgeois de Chartres*.

D'une vierge féconde
L'enfantement, dit-on,
Attira bien du monde
A Jésus et l'ânon.
Nous étouffons ici, dit l'enfant à sa mère,
Renvoyez-moi ce parlement.
Non, dit Maupeou tout doucement,
A l'âne il pourra plaire.

C'est devant l'âne, en effet, que comparaissent successivement tous les personnages immortalisés par les mémoires de Beaumarchais, depuis le conseiller et sa femme jusqu'à Marin et Baculard. Le premier président lui-même, M. Berthier de Sauvigny, n'est pas oublié, comme on en jugera par ces couplets, qui terminent le *noël :*

Le président suprême,
Avec ses yeux de bœuf
Et son esprit de même,
Porte un édit tout neuf.
Donnez-le, dit l'ânon, j'en veux un exemplaire.
Il suffit qu'il n'ait pas de sens,
Je le lirai de temps en temps
Pour m'exciter à braire...

Certain ex-militaire (*)
Dont on sait la valeur,
De Goëzman le faussaire
Digne solliciteur,
Voyant près du Sauveur Beaumarchais à sa place,
Dit en jurant comme un païen :
« Gens du guet, prenez le coquin,
Il me fait la grimace. »

Jésus s'écrie : « Arrête,
Modère ton ardeur :
Capitaine tempête,
Surtout de la douceur;

(*) Le président de Nicolaï.

Il se traîna encore quelques mois au milieu du mépris public; la fin du règne de Louis XV hâta sa chute, et un des premiers actes de Louis XVI fut de rétablir l'ancien parlement; mais en attendant cet événement, qui pouvait être encore éloigné, la terrible sentence rendue contre Beaumarchais subsistait avec toutes ses conséquences. Il voyait sa carrière brisée : deux procès perdus à la fois, dont l'un l'avait ruiné dans sa fortune et son honneur, et dont l'autre, en le relevant dans l'estime publique, l'avait tué légalement, pesaient sur lui de tout leur poids. Il avait à poursuivre la révision de ces deux procès; il fallait d'abord faire casser le dernier jugement. Demander sans bruit cette cassation au conseil d'état, c'était s'exposer à un échec presque certain; publier de nouveaux écrits était impossible. Louis XV, bien qu'il se fût amusé parfois des mémoires contre Goëzman, était cependant irrité de tout le bruit qui s'était fait autour de Beaumarchais; il lui avait ordonné par M. de Sartines de garder un silence absolu; mais les délais prescrits pour le recours en cassation s'écoulaient, et le jugement allait devenir irrévocable. Heureusement pour Beaumarchais que sa destinée, toujours un peu singulière, voulut que Louis XV, le jugeant sur l'habileté même qu'il venait de déployer dans l'affaire Goëzman, crut avoir besoin de lui. Comme les rois pouvaient alors, au moyen de lettres de relief, relever du laps de temps écoulé pour la révision d'un procès, il promit à Beaumarchais de le mettre à même de reconquérir son état civil, s'il remplissait avec zèle et avec succès une mission difficile à laquelle il attachait une grande importance,—et le triomphateur du parlement Maupeou partit pour Londres en qualité d'agent secret!

L. DE LOMÉNIE.

Pour tes concitoyens sois aussi débonnaire,
Aussi doux sur les fleurs de lys
Qu'on te vit pour les ennemis
Quand tu fus militaire.

Joseph, avec colère,
Dit à tous de sortir,
Et qu'après cette affaire
L'enfant voulait dormir.
Ah! c'est donc sur ce ton qu'on nous met à la porte?
Quoi! Beaumarchais seul restera;
Mais son mémoire on brûlera. —
L'auteur dit : Peu m'importe.

O troupe incorruptible,
Retournez à Paris :
Ce coup sera sensible
A tous les bons esprits.
La bêtise chez vous a passé la mesure,
Peut-être que cet accident
Nous rendra l'ancien parlement;
On dit la chose sûre.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 décembre 1852.

Encore une année qui finit, encore une année nouvelle qui commence. La dernière heure de cette période expirante est là et déjà nous échappe, marquant la fuite mélancolique des choses : heure mystérieuse et solennelle, car elle rappelle aussitôt à l'esprit et ce qu'on a fait et ce qu'on a manqué de faire, et les tentatives irréparables, et les espoirs trompés, et les illusions déçues, et tout ce qu'on a laissé en chemin de soi-même. Ainsi les années s'écoulent et tombent en tourbillon dans l'abîme du temps; chacune a son irrévocable part dans l'histoire, chacune aura son stigmate ou son signe glorieux, et au bout de chacune d'elles revient périodiquement cet instant suprême où on s'arrête, comme au terme d'un voyage, pour mesurer encore du regard cet espace qu'on vient de parcourir, pour embrasser cet ensemble de choses où on ne peut plus rien changer. L'homme dans sa faiblesse a besoin de ces haltes auxquelles la tradition et l'usage ajoutent un caractère particulier; il aime à poser devant lui sur sa route ces bornes milliaires, sortes de frontières du temps : frontières que l'imagination seule fixe, car en réalité, qu'est-ce qui nous sépare du passé? qu'est-ce qui nous sépare de l'avenir? Rien; quelque chose d'insaisissable, un voile mystérieux et invisible que nous sommes sans cesse occupés à déchirer, et qui se reforme sans cesse devant nous. C'est le lot de la destinée humaine de marcher toujours vers l'inconnu, souvent dans l'inconnu; c'est la dignité de l'homme de le savoir et d'y pourvoir. Il en a toujours été ainsi; mais depuis un demi-siècle il semble que chaque moment ait contribué à épaissir le voile devant nos yeux. Les révolutions et les ébranlemens nous ont enlevé la faveur des horizons étendus, des perspectives certaines, des choses durables, en détruisant ou altérant les principes, faute desquels les sociétés, sans sécurité et sans ressort, deviennent le jouet de perpétuels hasards; ils nous ont fait cette atmosphère épaisse, lourde et brûlante où il nous est arrivé souvent de ne voir qu'à la lueur des éclairs et où chaque phase de notre existence a été marquée par des coups de foudre, de telle sorte que

plus que jamais pour le monde contemporain il y a quelque chose de saisissant dans cette dernière heure jetée entre une période qui s'achève et une période qui recommence.

Il a dix-huit mois, toute cette ombre, toutes ces ténèbres qu'amassent et condensent les révolutions, enveloppaient l'année 1852. Tous les regards se tournaient avec anxiété vers cette date comme vers un point noir et menaçant. Plus on approchait, plus le trouble universel augmentait. La France pressentait pour elle-même une catastrophe qui n'aurait point eu d'égale. Les partis en lutte se mesuraient de l'œil, ne sachant à quoi se résoudre. L'Europe émue et inquiète attendait. Le pire de tout, c'est qu'on était arrivé à croire que le droit et la justice ne pouvaient triompher par eux-mêmes et régulièrement. Aussi tout s'organisait-il pour le combat depuis les régions politiques supérieures jusqu'au dernier village : — triste conséquence des situations faussées! Enfin que devait contenir dans ses flancs obscurs cette année 1852? Qui aurait pu répondre à cette question universellement posée par l'effroi public? La voilà maintenant tombée à son tour dans le passé, cette année redoutée et mémorable! Elle a dit son dernier mot; elle a révélé tout ce qu'elle contenait. Rien de ce qu'on entrevoyait avec le plus de terreur n'est arrivé, et ce qui s'est réalisé était bien sans doute dans la logique mystérieuse des choses, mais ne pouvait être dans le pressentiment de la foule, qui ignore cette loi secrète du monde moral en vertu de laquelle les révolutions sont condamnées à périr par la force, comme elles naissent le plus souvent. C'est l'épée, en effet, qui a crevé l'outre pleine de tempêtes et de terreurs; c'est l'épée qui a dompté le sphinx et lui a imposé une réponse plus favorable à la paix publique. Au lieu du triomphe du socialisme, nous avons assisté à la plus immense réaction d'autorité; nous avons vu se reconstituer les pouvoirs les plus entiers, et les révolutions de 1848 ne se survivre que par les tendances qu'il était dans leur nature d'enfanter. Partie de la France comme du grand et unique foyer du mouvement européen, la réaction s'est communiquée partout, à l'Allemagne, à l'Italie, à l'Espagne, qui avait cependant échappé aux commotions révolutionnaires. Si on parcourait tous les pays en interrogeant cette énigmatique année sur ce qu'elle a produit, partout elle pourrait répondre : affaissement de l'esprit libéral d'autrefois, transformation radicale du pouvoir, redevenu l'unique régulateur de la vie et de la pensée des peuples. Déjà le 1er janvier 1852 éclairait une société violemment rassise, mais étonnée encore et incertaine de l'issue de l'entreprise du 2 décembre 1851. Le 1er janvier 1853 se lève sur les dernières conséquences de cette évolution qui a changé l'avenir, sur la restauration impériale qui date d'hier à peine, du moins de nom; il vient éclairer une société chez qui la fatigue de tout tient lieu de foi politique, et qui, sans regret à coup sûr pour les institutions républicaines, assiste à la renaissance des institutions et des usages monarchiques, uniquement préoccupée de voir les intérêts se raffermir, son foyer sauvegardé, l'activité publique reprendre peu à peu son cours, le goût des choses durables retrouver sa puissance.

Est-ce à dire que tous les problèmes soient épuisés, et que l'avenir, — cet avenir de demain qui s'annonce, — soit sans mystère? Non sans doute : les questions d'un certain ordre vidées, d'autres se lèvent et naissent de cette

transformation même qui s'opère dans la vie des peuples. L'heure qui sonne nous avertirait au besoin que l'inconnu recommence sans cesse, et de même qu'aujourd'hui, en rejetant un coup d'œil vers ce passé d'un an, il y a lieu de nous demander : Qu'avons-nous fait? qu'avons-nous conquis? qu'avons-nous perdu? quels gages avons-nous donnés dans nos actions à la vérité et à la justice?—Nous pouvons aussi nous demander, au seuil de cette période nouvelle qui s'inaugure : Que ferons-nous? quelle destinée nous attend? que laissera dans l'histoire cette année qui va s'écouler encore? 1852 a dévoilé tous ses secrets; que porte dans ses flancs 1853? Nous ne sommes point les maîtres des événemens; nous ne pouvons pas pénétrer l'avenir, même le plus rapproché,—l'avenir de l'heure ou de la minute qui va suivre; mais ce qui est en notre pouvoir, c'est de demeurer fidèles au vrai et au bien : c'est la seule manière qui nous soit donnée de disposer de notre avenir. Entrons donc dans cette année qui s'ouvre avec un cœur libre et une volonté droite, avec un esprit éclairé par l'expérience et une pensée dégagée des passions d'autrefois. Heur ou malheur, ce sera alors la bonne année. La bonne année pour tous! Nous souhaitons au bon sens et à la vérité plus de bonheur qu'ils n'en ont eu en mainte rencontre dans ces dernières années. Nous souhaitons aux peuples la modération qui fait qu'ils supportent leurs gouvernemens, et aux gouvernemens la modération qui fait qu'ils supportent les peuples tels qu'ils sont. Aussi bien il en coûte trop de tenter de supprimer les uns ou les autres. Il faut qu'ils s'accoutument à vivre ensemble avec leurs conditions mutuelles, avec leurs besoins et leurs instincts légitimes. Nous souhaitons à la littérature de meilleurs jours, aux écrivains un public et au public des écrivains. Nous souhaitons à notre pays, si ingénieux à se tourmenter, de savoir toujours ce qu'il veut, et quand il finit par l'avoir, de ne point l'échanger pour ce qu'il n'aurait point voulu. Nous souhaitons enfin à cette civilisation européenne, qui subit par momens de si terribles éclipses, de triompher dans ce qu'elle a de bon, de juste, de sensé et d'intelligent. C'est au point de vue de cette civilisation moderne que seront définitivement jugés tous les événemens, toutes les périodes qui se succèdent.

Maintenant, aux derniers bruits de cette année qui finit et qui se rattache par tant de liens au mouvement général de ce siècle, les choses ordinaires n'en suivent pas moins leur cours. Par quels faits, par quels incidens se caractérisent ces derniers jours? L'année 1852 ne s'est point terminée sans un nouveau succès de notre armée en Afrique. Il y a deux ans à peu près, à pareille époque, c'était Zaatcha emportée d'assaut; aujourd'hui c'est la prise de Laghouat. Dirons-nous que c'est un pas de plus de la civilisation dans ce monde barbare? Sans doute il reste beaucoup à faire : il reste à peupler cette terre, à la coloniser, à la conquérir au travail et à l'industrie, comme le disait le prince Louis-Napoléon à la veille de ceindre la couronne. Il reste surtout à faire en sorte que l'Algérie se suffise à elle-même, et qu'elle devienne de moins en moins une charge pour la France; mais n'est-ce point cette œuvre même que préparent depuis si longtemps nos soldats avec un infatigable courage? N'est-ce point pour servir ce grand dessein que vont se dévouer quelquefois obscurément tant de brillans officiers, dont l'un, le général Bouscarin, vient de périr encore sous Laghouat? Tandis que la France s'épuise en

dissensions qui énervent les âmes, obscurcissent la mâle et simple notion du devoir, et risquent si souvent de donner aux courages une fausse impulsion, nos soldats en Afrique poursuivent la plus difficile des œuvres, celle aussi qui est le plus remplie d'héroïsme sans mélange. Ils n'ont point de ces momens de doute si fréquens dans les révolutions, où il faut un effort prodigieux pour distinguer ce que le patriotisme commande. Pour eux, il n'y a point de choix à faire; la route est droite et simple, et ils peuvent tomber au bout avec cette héroïque sérénité du général Bouscarin, faisant crier à ses soldats, au moment où la balle l'atteignait : « Vive la France! » Laghouat violemment emportée, Abd-el-Kader au même instant faisant route vers Brousse, où il doit, comme on sait, vivre interné, — ne sont-ce pas là des gages de sécurité que l'année 1852 laisse à l'Algérie? En réalité, cette conquête de l'Afrique est une des plus grandes entreprises auxquelles la France se soit attachée depuis longtemps. Elle y aura trouvé un champ d'activité, une pépinière de soldats, un empire nouveau qu'elle donnera plus tard à la civilisation. Le doute n'est plus permis aujourd'hui, en effet, sur la convenance de la civilisation de l'Afrique. L'œuvre actuelle, comme nous le disions, c'est de faire fructifier tous les sacrifices faits sur cette terre, et c'est aussi ce qui nous reste à accomplir. La conquête par les armes, c'est déjà le passé; la conquête par l'instruction religieuse et morale, par le travail, par le commerce et l'industrie, c'est l'avenir et l'inconnu. Combien de générations s'y useront encore et quel sera le résultat? C'est là le mystère; mais nulle part n'éclate mieux à coup sûr la nécessité d'une action suivie, persistante, émanant d'un gouvernement stable.

Eh bien! au point de vue de cette stabilité intérieure du gouvernement, comme sous le rapport de la situation matérielle et financière du pays, que laisse encore après elle l'année 1852? Dans l'ordre politique, rien ne peut mieux dessiner, à ces derniers instans, le mouvement réel accompli en France que les récens sénatus-consultes venus à l'appui du rétablissement de l'empire et le rapport de M. Troplong qui accompagne l'un d'eux. D'une part, l'empereur a choisi dans sa famille l'héritier éventuel qui lui doit succéder en cas d'absence d'héritier direct; le successeur désigné est le prince Jérôme, qui fut roi de Westphalie. D'un autre côté, un second sénatus-consulte résume et consacre les changemens apportés à la constitution du 15 janvier 1852. Ces changemens ne modifient pas sensiblement sans doute le mécanisme et les ressorts de la loi politique qui régit la France; cette constitution elle-même n'était autre chose que l'organisation et la forme de l'empire, moins le nom. Les modifications actuelles ne font évidemment que développer la même pensée, en investissant l'autorité souveraine de plus hautes prérogatives. Ces modifications touchent principalement à trois points essentiels : l'une d'elles attribue au chef de l'état le droit de signer des traités diplomatiques ou commerciaux, et même de changer les tarifs de douane sans la ratification législative. Jusqu'ici, depuis la fondation du régime constitutionnel en France, les chambres avaient eu le droit d'intervenir en ces matières, — droit contesté par le gouvernement sous la restauration, reconnu après 1830, démesurément étendu par la république, et aboli aujourd'hui par une interprétation nouvelle, comme cela existait d'ailleurs sous le premier empire. Une autre disposition du sénatus-consulte fait passer dans le domaine du décret l'exécution

des travaux d'utilité publique, en réservant ceux qui emportent un subside ou une dépense de l'état, et qui devront, à ce titre, recevoir préalablement la sanction législative. Enfin désormais le budget continuera d'être présenté par chapitres au corps législatif, mais celui-ci ne pourra le voter que par département ministériel, laissant au pouvoir exécutif la liberté de se mouvoir dans les limites d'un ministère pour l'affectation des fonds. Tels sont quelques-uns des changemens les plus graves destinés à coordonner la législation française avec les institutions actuelles. M. Troplong, dans son rapport, expose les motifs de ces changemens sans déguiser les questions qu'ils soulèvent, lesquelles ont paru suffisamment tranchées par l'esprit même de la constitution. Nous exposons à notre tour le résultat des délibérations du sénat. Ce qui nous frappe dans le rapport de M. Troplong, c'est que ce travail ressemble par momens à un bulletin racontant un long combat entre le principe des pouvoirs sans partage et le principe des pouvoirs pondérés, mitigés par l'intervention et le contrôle des assemblées politiques. La bataille s'engage sur toute chose : sur les finances, sur les travaux publics, sur la moindre prérogative. Chacun a la victoire à son tour, selon le vent qui souffle. Malheureusement dans cette lutte, quel que soit le vaincu, n'est-il point vrai que c'est toujours un élément essentiel de toute organisation publique? Et cela ne démontre-t-il pas qu'il a dû y avoir depuis longtemps quelque vice secret dans notre vie politique pour qu'elle se soit si souvent résumée dans cet antagonisme ardent entre deux forces appelées à agir ensemble, à concourir, chacune dans sa sphère, au bien commun, à l'administration commune de la société et du pays? Puissions-nous, à la lumière des expériences de ce demi-siècle, nous apercevoir que la meilleure manière d'entendre la liberté ce n'est point de contester, de harceler sans cesse le pouvoir jusqu'à ce qu'il succombe, et que le meilleur moyen de fonder l'autorité, c'est de l'asseoir sur des garanties libérales et justes! Dans l'ordre politique, il n'est pas d'enseignement plus éclatant. Quant à la situation matérielle et financière du pays, on sait le degré d'activité qui régnait depuis quelques mois dans ce domaine des affaires et des intérêts. Il semble que cette activité se soit un moment suspendue, ou du moins que ce qui n'était qu'une ardeur fiévreuse se soit un peu apaisé, pour ne laisser place qu'au mouvement ordinaire de cette époque de l'année. On n'en peut douter, il s'est manifesté depuis un an une réelle amélioration dans le domaine matériel. Pour donner une mesure de cette amélioration, le gouvernement publiait, il y a peu de jours, un exposé financier de l'exercice courant. Les revenus indirects, qui avaient été évalués pour 1852 à 37 millions de plus que pour 1851, ont déjà dépassé le chiffre des évaluations primitives. L'augmentation est jusqu'ici de 51 millions. Quelque réel que soit cependant le progrès des recettes publiques, il n'y en aura pas moins un déficit que le gouvernement fixe à 40 millions, mais dont l'importance diminue à ses yeux devant la renaissance de l'activité, de l'industrie, du commerce et de la richesse nationale. Ainsi donc, au point de vue politique comme au point de vue matériel, l'année 1852 laisse la France calme sous l'empire de ses institutions nouvelles, oubliant dans le repos les préoccupations d'autrefois, ayant encore des déficits, mais faisant ses affaires et ne demandant pas mieux que de goûter les bienfaits d'une prospérité retrouvée. Elle laisse le gou-

vernement reconstitué et agrandi, aussi libre que possible de faire le bien et aussi dégagé que possible de tous les embarras de la lutte des partis.

La résurrection de la monarchie impériale sera, à n'en pas douter, dans l'avenir, le fait capital de l'histoire de la France en 1852, ce qui s'explique par le déplacement qu'elle entraîne dans toutes les conditions de notre existence politique intérieure. Quant à la situation de la France en Europe, au moment où cette année s'achève, où faut-il en chercher les symptômes? Est-ce dans la promptitude d'acquiescement à l'empire de certaines puissances? Est-ce dans la lenteur de certaines autres? Est-ce dans la réduction de l'armée autrichienne, dont on parlait récemment, ou bien dans le voyage du jeune empereur à Berlin, dans ses toasts et dans ses discours? Il est évident à coup sûr que chaque mouvement de la France a un profond retentissement en Europe, et a pour résultat de réveiller une multitude de questions qui touchent à la grandeur même et au rôle de notre pays dans le monde, à l'équilibre des puissances, à l'ordre européen. Par une coïncidence étrange ou plutôt assez naturelle peut-être, il se trouve qu'en ce moment même il se publie plusieurs ouvrages où se retrouve quelque chose de ces grandes questions de politique générale, de ces préoccupations qui naissent perpétuellement des évolutions où notre pays est entraîné. M. de Ficquelmont continue un livre qu'il commençait l'an dernier sous le titre de *Lord Palmerston, l'Angleterre et le Continent*. Une autre brochure vient traiter aujourd'hui des *limites de la France*. Le titre seul dit la pensée de l'ouvrage. On connaît déjà le premier volume du livre de M. de Ficquelmont. L'honorable homme d'état autrichien avait jeté dans ces premières pages plus d'une vue ingénieuse et sensée, plus d'un trait net et juste. Peut-être, pour plus de fidélité à son titre, s'est-il cru trop obligé de poursuivre incessamment l'Angleterre et lord Palmerston pour ce qu'ils ont fait et pour ce qu'ils n'ont point fait. M. de Ficquelmont reconnaît deux grands coupables des désordres de l'Europe dans ce siècle : Napoléon avec son ambition, lord Palmerston avec ses principes. Il voit ces désordres naissant du trouble moral qui s'est introduit dans les relations entre les grands gouvernemens; mais n'en peut-on pas aussi placer la source dans le règlement des affaires du continent à l'issue de l'empire? S'il y a des coupables, ne peuvent-ils pas être de diverse sorte? Quelle a été la politique de l'Europe en 1815 et durant les trente-quatre années qui ont suivi? Chose étrange, deux gouvernemens se sont succédé en France dans cet intervalle, celui des Bourbons et celui du roi Louis-Philippe. L'un était aimé de l'Europe, et elle lui a fait à sa naissance des conditions insupportables, en identifiant en quelque sorte son avénement avec les humiliations du pays, dont il n'était pas coupable, en irritant contre lui tous les ressentimens du patriotisme déçu, en livrant à ses ennemis l'arme la plus meurtrière peut-être sous laquelle il aît succombé. L'autre, qu'une partie du continent ne pouvait point aimer sans doute, mais qui avait fait de grands et véritables sacrifices pour le maintien de la paix, l'Europe l'environnait de difficultés et de piéges; elle le mettait en suspicion et se plaisait parfois à l'affaiblir; elle était heureuse quand elle pouvait le jeter dans un périlleux isolement, et peut-être même les déboires personnels n'étaient-ils point épargnés. L'Europe ne voyait pas que la France, étant nécessairement appelée par sa position, par son passé,

par son génie, par ses instincts, à exercer une grande influence sur le continent, il fallait qu'elle occupât son rang par la puissance territoriale, qui ne s'obtient que par les armes, ou par l'ascendant moral, par le prosélytisme de l'intelligence. La seule manière de faire oublier les traités de 1815, c'était l'action de ce prosélytisme qui supprimait en quelque sorte les frontières. Louis-Philippe semblait avoir résolu ce problème par le développement de la liberté politique et de tous les moyens d'influence pacifique. Sa politique, pour bien des causes, entre lesquelles il faut compter à coup sûr la malveillance d'une partie de l'Europe, a été emportée. C'est ce qui fait que les mêmes questions renaissent après lui, et qu'on fait encore des brochures sur les limites de la France.

Ce petit livre des *Limites de la France* d'ailleurs, à part toute considération actuelle, est loin d'être sans mérite. Il met notamment en relief deux ou trois points des plus importans de la vie politique de notre pays. Ce qu'il montre surtout, c'est que la révolution, bien loin de servir la France dans son développement légitime, dans la formation de sa puissance territoriale, n'a fait que l'arrêter au contraire dans cette œuvre, en brisant ces traditions monarchiques auxquelles se liait son agrandissement progressif, en mettant l'instabilité à la place des gouvernemens durables, en rendant impossibles les pensées suivies et persistantes, les desseins longuement conçus, en énervant enfin le sentiment national. Vous souvenez-vous de ce cri éloquent de M. Cousin dans une de ses pages sur Mme de Longueville : « C'est la fronde qui a commis l'inexpiable crime d'avoir suspendu l'élan de Condé et de la grandeur française? » Au fond, la révolution, dans des circonstances différentes, a produit le même résultat. De ses victoires et de ses conquêtes éphémères, il ne reste rien, — rien que le souvenir d'une sombre et inutile énergie, et des excès de génie de celui qui la mena tambour battant sur tous les champs de bataille. Ce que l'auteur montre encore, c'est que dans le mouvement des peuples contemporains, tandis que la plupart des puissances européennes se sont agrandies, la France seule est restée stationnaire, ouverte et sans défense par tout un côté de son territoire. Il ne faut pas s'étonner que les esprits se tournent quelquefois vers ces questions où est engagé le problème de la destinée européenne, qu'ils les agitent comme s'il était aussi facile de les résoudre pratiquement qu'en théorie. Il est moins aisé à coup sûr de fixer des frontières véritables sur le terrain, et surtout de les garder, que de les tracer sur le papier; mais ce n'est point, dans tous les cas, une étude vaine que de se pénétrer, par le spectacle de l'histoire de la France, des conditions de son existence et de sa grandeur, de rechercher de quel côté sont ses alliances naturelles, de s'instruire sur les causes qui ont pu, en certaines heures, amener de si prompts et si terribles revers après des tentatives qui excédaient toute proportion. C'est là l'objet de la littérature politique. Autrefois on dissertait sur la pondération des pouvoirs; à la fin de 1852, on écrit des essais sur les frontières naturelles de la France. Les livres ne peignent-ils pas les temps?

Mais dans la littérature proprement dite n'y a-t-il point autre chose encore? Quelle œuvre éloquente se produit ou se prépare? De quelle merveille l'imagination contemporaine nous a-t-elle comblés dans ces derniers jours? Quel signe de vie l'esprit littéraire vient-il de donner comme pour saluer l'an-

née qui s'en va? C'est à lui surtout qu'il faut souhaiter de voir se relever les jours de l'inspiration et de la fécondité au seuil de cette période nouvelle. Que l'année 1853 ait de riches moissons pour compenser celles que nous n'avons pas cueillies jusqu'ici! Et cependant voici un des plus rares esprits de ce temps qui vient de s'enfoncer tout exprès dans les curiosités historiques de la Russie pour nous retracer la romanesque destinée d'un de ces aventuriers mystérieux qui arrivent à tout, même au trône. Cet esprit, c'est M. Mérimée, et son histoire est celle des *faux Démétrius*. Dans la peinture de cette existence agitée et hasardeuse, M. Mérimée se retrouve avec cette sobriété et ce nerf d'un talent accoutumé à se mesurer avec les réalités les plus étranges. N'en voyait-on pas l'autre jour un exemple ici même dans ces scènes rapides et fortes où revit l'aventurier russe? Le prétendu fils d'Ivan-le-Terrible est son héros, cette fois, comme Colomba ou Carmen, seulement avec l'exactitude historique de plus. Une chose bizarre d'ailleurs et qu'il est facile de remarquer, c'est que M. Mérimée semble être un aussi bon historien dans ses récits d'imagination que dans ses histoires véritables; il met autant de relief et de vie réelle dans les personnages qu'il invente et qu'il crée que dans ceux dont il recueille les traits épars dans les documens poudreux. A quoi cela tient-il, si ce n'est à la nature spéciale d'un talent merveilleusement doué pour le récit ou le conte? M. Mérimée a surtout dans ses tableaux la fermeté, la netteté, la précision du trait, qualités plus rares que jamais aujourd'hui, et qui ne se retrouvent ni au théâtre, ni dans le roman, ni en rien de ce que l'imagination enfante.

Pour peu qu'on observe en effet la littérature actuelle, il est facile de le remarquer, ce qui manque le plus, c'est une certaine mesure dans l'invention comme dans le langage, c'est cette force secrète qui se contient et ne se répand qu'à moitié, c'est un certain art de composition qui proportionne les faits, les passions, les sentimens, les nuances diverses d'un caractère, et fasse vivre cela d'une vie nette, réelle et logique. Ce qui fait défaut dans notre siècle, ce n'est point certes l'art du développement : c'est l'art du développement juste. Avec quelques-unes de ces qualités de plus, la comédie jouée l'autre jour au Théâtre-Français, *le Cœur et la Dot*, n'eût-elle point été infiniment moins contestable? Il y avait là des germes, sans nul doute; il y avait une idée, bien qu'assez peu nouvelle; il y a des ébauches de caractères et des échappées sur les mœurs. Aux premières scènes du drame, il semble que tout se dispose pour ne représenter qu'un monde vivant et vrai; mais bientôt l'auteur laisse échapper le fil, la logique va où elle peut, le factice se mêle à tout, l'action n'est plus qu'une série de complications puériles, et on ressent cet indicible malaise que vous cause toute œuvre où le comique vous laisse sérieux et distrait. Il faut bien pourtant que cette pauvre année finissante et cassée se déride un peu et nous réserve du moins quelque réjouissante aventure littéraire. Nous tenons *le Monde des Oiseaux* de M. Toussenel pour très supérieur en ce genre à toute comédie. Quoi! la comédie, direz-vous, dans une étude ornithologique, dans la peinture des oiseaux, de leurs lois et de leurs mœurs? Oui, vraiment. O puissance de la magie phalanstérienne et de l'accord de la tonique avec la dominante! le monde des oiseaux n'est-il point en réalité la plus invincible démonstration de la loi du progrès humanitaire par le pha-

lanstère? La *formule du gerfaut*, telle que la révèle l'auteur, ne résume-t-elle pas la prochaine évolution de l'humanité qui doit faire succéder le règne de la femme au règne de l'homme? Nous ne pouvons nier au surplus que l'auteur n'ouvre des aperçus historiques d'une véritable nouveauté. Savez-vous, par exemple, pourquoi la révolution française a si fastueusement échoué à deux reprises? C'est parce que les assemblées ont négligé de décréter l'égalité de la femme et même sa supériorité, si nous ne nous trompons. Tout est là en effet : prééminence de la femme. Savez-vous à quoi tiennent les malheurs de la France? C'est à l'iniquité de la loi salique. Et savez-vous, au contraire, à quoi tient la grandeur de l'Angleterre? C'est que les Anglais font le plus d'efforts possibles pour ressembler à des femmes *en se rasant sans cesse*. Nous n'inventons rien à coup sûr, et nous trouvons qu'il serait amusant de suivre encore l'auteur. Gageons que l'autre soir, quand lord Derby et M. Disraëli sont tombés du ministère, c'est qu'ils avaient oublié de se raser de frais, en quoi la destinée anglaise et la loi du progrès humanitaire étaient également en défaut.

Heureusement pour elle l'Angleterre s'occupe de choses plus sérieuses, et ses crises ministérielles rappellent à un monde plus réel.

Le cabinet présidé par lord Derby vient de tomber du pouvoir, comme on sait; il aura à peine existé quelques mois; l'année 1852 l'aura vu naître et mourir. Le ministère anglais est tombé justement sous le poids de ce plan de finances de M. Disraëli, qui était certainement une des œuvres les plus remarquables et les plus habiles, et qui au point de vue politique semblait le mieux combiné pour diviser, neutraliser et annuler les oppositions. Que reste-t-il maintenant du passage de lord Derby et de M. Disraëli aux affaires? Il reste au-dessus de tout un fait important, c'est l'acquiescement des chefs du parti tory à la liberté commerciale et aux grandes réformes économiques de sir Robert Peel; mais cette adhésion même n'a pu les sauver du naufrage. Le dernier cabinet n'avait point sans doute une grande force dans les communes: sa majorité était numériquement peu considérable et il avait contre lui la plupart des illustrations parlementaires; mais cette majorité était compacte en face d'adversaires divisés, et il pouvait vivre à la faveur de ces divisions : il tirait sa raison d'être de l'impuissance de chacune des fractions parlementaires à former par elles-mêmes un gouvernement. La force des oppositions était dans une coalition possible, qui s'est effectivement réalisée au dernier moment sur les propositions financières de M. Disraëli, et il en est résulté cette situation, unique peut-être en Angleterre, qui a fait monter au pouvoir tout ensemble lord Aberdeen et lord John Russell, lord Palmerston et M. Gladstone, sir James Graham et sir Charles Wood, en un mot tous les chefs de partis, tories, whigs, *peelites*, et jusqu'aux radicaux, représentés dans le nouveau cabinet par sir W. Molesworth. Chose étrange, lord Aberdeen et lord John Russell se sont combattus toute leur vie, et les voilà réunis dans un même ministère. Il y a quelques mois à peine, lord John Russell évinçait aigrement du cabinet dont il était le chef lord Palmerston, lequel peu après à son tour renversait lord John Russell dans le parlement, et tous deux aujourd'hui se retrouvent ensemble au pouvoir. Par une anomalie nouvelle, c'est lord Russell qui passe au *Foreign-Office*, et lord Palmerston est à l'intérieur. Au fond

d'ailleurs, ce n'est point une aussi grande anomalie qu'il peut le sembler au premier abord; c'est une combinaison ingénieuse ou plutôt patriotique qui a l'avantage de n'éveiller aucune suceptibilité en Europe, de laisser libres les relations de la Grande-Bretagne avec les puissances continentales et de placer lord Palmerston à la tête de la plus grande force nationale de l'Angleterre, la milice qu'il a contribué à former l'an dernier. Le nouveau cabinet britannique par sa composition réunit donc bien des élémens de force et de grandeur? C'est peut-être le plus considérable qui ait existé en Angleterre. La seule chose qu'on puisse dire de lui, c'est qu'il est trop considérable. Il n'est point aisé de faire sortir d'une coalition un pouvoir durable; il est difficile que tant de chefs de partis vivent longtemps ensemble sans que les difficultés et les impossibilités ne s'élèvent. Oui, il en pourrait être ainsi, si depuis bien des années il ne s'opérait en Angleterre une réelle transformation des partis, si les nuances ne tendaient à s'effacer. Quelle différence y a-t-il, par exemple, entre les tories et les wighs, entre les vues de lord Aberdeen et les vues de lord Russell en beaucoup de points de la politique intérieure? Reste la politique étrangère, l'action de l'Angleterre au dehors, et c'est ici qu'éclate véritablement le patriotisme anglais. C'est devant ce grand intérêt que plient toutes les prétentions personnelles, c'est lui qui règle toutes les combinaisons. On ne saurait se dissimuler que le nouveau cabinet britannique semble surtout formé en vue de la situation de l'Europe. Seulement on peut se demander quelle circonstance nouvelle a pu rendre faciles tous ces rapprochemens qui paraissaient hier impossibles, comme si l'Angleterre voulait réunir toutes ses forces. Quel conflit s'est élevé? Quelle lutte est imminente? Que le nouveau ministère anglais réunisse bien des élémens de force, cela n'est point douteux. Durera-t-il néanmoins? Telle est la question à laquelle le parlement seul peut répondre. Le nouveau cabinet va se trouver en présence de la phalange compacte des tories dont lord Derby et M. Disraëli restent les chefs, l'un dans la chambre des lords, l'autre dans les communes, et l'ancien et très spirituel chancelier de l'échiquier, qui a été l'objet de nombreuses attaques, est très certainement homme à les rendre avec usure. Lord Derby de son côté a presque ouvert la guerre. Le parlement au reste s'est ajourné après la première déclaration du chef du ministère, de lord Aberdeen, et c'est à l'issue des vacances de Noël que se rouvriront les grandes discussions. Peut-être aussi quelques-uns des mystères de cette crise s'éclairciront-ils. Dans tous les cas, un intérêt nouveau vient s'attacher aujourd'hui à la marche de l'Angleterre.

Ce n'est point, au surplus, en Angleterre seulement que la fin de l'année se signale par des crises politiques, et tous les pays ne sont point assez vigoureusement organisés pour n'y rien laisser d'eux-mêmes. Le ministère espagnol à son tour vient de succomber devant la gravité de la tâche qu'il avait assumée. On n'a point oublié que M. Bravo Murillo avait présenté aux cortès un ensemble de projets dont l'effet était d'introduire plusieurs changemens essentiels dans la législation politique de la Péninsule. Nous avons parlé de ces changemens, qui s'effacent aujourd'hui devant la péripétie nouvelle dont l'Espagne est le théâtre. Il y a souvent quelque difficulté, on le sait, à pénétrer le secret des crises qui éclatent au delà des Pyrénées. Toujours est-il que la cause la plus apparente de la chute de M. Bravo Murillo, c'est qu'il était

arrivé à une situation extrême sans s'être préparé peut-être les moyens d'y pourvoir et sans être en mesure de dénouer avec autorité les difficultés qui l'environnaient; il est tombé au dernier moment, ne trouvant pas un général pour en faire un ministre de la guerre. Le principal caractère du nouveau ministère, c'est d'être venu pour détendre cette situation, pour apaiser l'irritation des partis. La reine-mère ne paraît point avoir été étrangère à ce résultat. Qu'on nous permette seulement une remarque : c'est que cela crée pour la reine Isabelle une situation qui n'est pas sans péril entre une constitution imprudemment ou non déclarée défectueuse par la couronne — et une réforme devenue aujourd'hui plus difficile à coup sûr. Quoi qu'il en soit, le cabinet de M. Bravo Murillo n'existe plus; mais, par une étrange bizarrerie, ce n'est point à ses adversaires les plus naturels et les plus éminens du parti constitutionnel conservateur que le pouvoir vient de passer. On peut même observer un certain soin apporté à éloigner les hommes politiques qui ont figuré dans le comité modéré formé en vue des élections prochaines.

Quels sont les membres du nouveau cabinet? Le président du conseil, le général Roncali, est un des officiers qui ont grandi dans la dernière guerre de succession. Il était, il y a quelques années, gouverneur de Cuba, lors de la première expédition de Lopez. Une sorte d'inimitié personnelle semble exister entre lui et le général Narvaez. C'est à l'influence de la reine Christine que le général Roncali doit la position de président du conseil. L'homme le plus politique peut-être du cabinet est le ministre de l'intérieur, M. Llorente. Publiciste distingué, orateur facile, M. Llorente était autrefois de cette fraction puritaine qui marchait sous les ordres de M. Pacheco. Plus récemment, il était avec M. Bravo Murillo. Les autres ministres sont des hommes spéciaux ou des généraux. Il est difficile évidemment que de cette composition et des circonstances actuelles il puisse ressortir pour le nouveau cabinet de Madrid un caractère bien précis et bien saillant. Il cherche précisément à se créer ce caractère que son origine ne lui donne pas; il s'efforce de vivre et de se tracer une ligne politique. Comme nous l'indiquions, son principal mérite a été de tempérer et d'adoucir ce qu'il y avait d'extrême dans la situation de l'Espagne. Si on y regardait d'un peu près, bien des complications se retrouveraient dans toute cette crise. Quant au côté politique, il est aisé de le pressentir : c'est la question même de la réforme constitutionnelle. Cette réforme s'accomplira-t-elle maintenant? Le nouveau ministère n'a point hésité à se prononcer sur son utilité, et la meilleure raison qu'il pût donner, c'est toute l'histoire contemporaine de l'Espagne, d'où il résulte qu'il n'est point de cabinet qui n'ait été forcé de suppléer par des moyens dictatoriaux aux moyens que lui donnait la constitution. Les conservateurs espagnols qui repoussent absolument cette réforme ne songent point qu'il est des heures où il faut que des institutions se modèrent pour vivre. Seulement l'essentiel est que cette œuvre s'accomplisse mûrement, librement, qu'elle soit éclairée par des discussions réfléchies, et qu'elle évite toute apparence de réaction excessive, comme le dit M. le marquis de Miraflorès dans une brochure instructive qu'il vient de publier sur ces matières. Ainsi, on le voit, l'année 1853 se lève en Espagne sur une crise ministérielle à peine dénouée et sur des difficultés qui peuvent n'être point vidées encore.

C'est la bonne fortune du Piémont d'échapper à ces soubresauts de l'histoire contemporaine. Malgré plus d'une crainte légitime qui pouvait s'éveiller il y a un an, le régime constitutionnel est resté debout à Turin, et le Piémont jouit en paix de ses institutions libres. Le parlement continue la session à cette heure même et discute les affaires du pays. Deux questions essentielles ont surtout attiré l'attention publique dans ces derniers temps : l'une est la discussion de la loi sur le mariage civil, qui a eu lieu au sénat; l'autre est la présentation du budget, qui a fourni au président du conseil, M. de Cavour, l'occasion d'exposer la situation financière du Piémont dans la chambre des députés. L'affaire du règlement du mariage civil est sans aucun doute la plus grave et celle qui pèse le plus sur l'état moral du jeune royaume constitutionnel. Il est également difficile aujourd'hui de l'éluder et de la résoudre. La question est toujours de savoir dans quelle mesure le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel doivent concourir à cet acte de la vie. Aux yeux de l'église, le mariage est un sacrement, et il ne vaut que par la consécration religieuse; aux yeux de la loi civile, c'est un contrat ayant par lui-même toute sa force. Il s'agit de concilier ces deux interprétations pour imprimer tout ensemble au mariage la double sanction religieuse et civile. On peut s'en souvenir, une loi a été votée à ce sujet l'an dernier par la chambre des députés piémontaise. Cette loi est passée au sénat, qui vient de la soumettre à une élaboration nouvelle, en y introduisant des modifications de nature à désarmer les scrupules du pouvoir spirituel. Le sénat de Turin avait-il réussi à concilier les intérêts divers engagés dans cette délicate question? Nous ne savons jusqu'à quel point il ne serait pas résulté des inconvéniens graves du moyen imaginé par le sénat, et qui consistait à se marier en quelque sorte provisoirement devant l'état civil, le mariage étant nul s'il n'était suivi de la cérémonie religieuse. Toujours est-il que l'article 1er de la loi a été rejeté, et que la loi tout entière a été emportée, de telle sorte que le gouvernement piémontais se retrouve encore en présence de cette épineuse difficulté. Quant à la situation financière du pays, le budget de 1853 en offre le plus exact résumé; malheureusement elle ne se présente pas sous un aspect des plus brillans. M. de Cavour au reste sonde la plaie avec franchise; il montre le déficit pesant sur les finances piémontaises. Ce déficit sera, pour 1853, de 25 millions sur un budget total de 125 millions. Pour le combler, M. de Cavour compte faire quelques économies et demander à l'impôt de nouvelles ressources. Les réformes qu'il propose portent sur les gabelles, sur la taxe personnelle et mobilière, sur la taxe du commerce et de l'industrie. Un impôt est ajouté sur les voitures publiques. Ces charges nouvelles devront nécessairement froisser bien des intérêts déjà en souffrance. C'est un malheur assurément, pour un régime qui se fonde à peine, de faire payer sa bienvenue aux peuples par des aggravations d'impôt. C'est à la sagesse et à la prudence du gouvernement piémontais d'alléger le plus possible le fardeau sous lequel ploient les populations pauvres et laborieuses de certaines parties du pays.

La Turquie continue d'occuper assez vivement l'opinion dans tous les grands états de l'Europe. On ne saurait dire quel tort a causé au gouvernement de la Porte le refus de ratifier ce malheureux emprunt, qui était cependant si ingénieusement combiné pour lui fournir les moyens de sortir d'une crise ef-

froyable et mettre dans ses intérêts les petits capitalistes de France et d'Angleterre, ainsi que les cabinets de Paris et de Londres. Cette résolution, que l'on ne saurait comment qualifier, a soudainement ouvert les yeux aux plus confians sur les plaies de l'empire ottoman. Jusqu'alors, l'esprit de civilisation avait eu la faveur du sultan, et si cet esprit ne pénétrait que lentement dans cette société si rebelle à toute pensée de réforme, au moins il était à l'ordre du jour et pouvait faire illusion. Ceux même qui, frappés de l'indolence des hommes chargés de le représenter, doutaient du plein succès de l'entreprise, se sentaient portés à l'indulgence dans les jugemens qu'ils formulaient sur l'état et l'avenir de la Turquie. Si désireux que l'on fût aujourd'hui de trouver matière à l'éloge dans la politique de la Sublime-Porte, on ne pourrait que blâmer la voie fâcheuse où ce gouvernement s'engage de plus en plus. La défense intimée aux paquebots étrangers de faire le service du Bosphore et l'interdit qui frappe la circulation des monnaies étrangères en Turquie sont venus ajouter des fautes nouvelles aux fautes qui s'enchaînent depuis quelques mois dans ce malheureux pays. C'est dans les plus hautes régions et sous toutes les formes que règne l'influence funeste qui entraîne le gouvernement turc dans une série de mesures fatales, et les intrigues qui ont renversé les derniers ministères assiégent le sérail lui-même.

On sait que, contrairement à l'usage, contrairement à la loi fondamentale de l'empire, Abdul-Medjid a laissé vivre, au détriment de ses fils, son frère, Abdul-Azis, héritier présomptif du pouvoir. Cet acte de générosité, que l'on ne saurait trop louer du point de vue de l'humanité, n'aura pas eu cependant de brillantes conséquences politiques. Le frère du sultan est devenu le centre de toutes les manœuvres qui mettent aujourd'hui en danger le peu de bien accompli durant les dernières années. Pendant que le jeune prince s'attache volontiers par goût et par politique à flatter les préjugés des vieux Turcs, à réveiller le fanatisme et à remettre en pratique celles des vieilles mœurs qui semblent le moins conformes à la morale des temps modernes, le sultan tremble pour sa vie dans le palais, où il tend de plus en plus à se tenir enfermé. Chaque nuit, sa mère, la sultane Validé, croit devoir, dans sa tendre sollicitude, coucher en travers de la porte d'Abdul-Medjid, pour mieux le garantir contre quelque tentative coupable des amis d'Abdul-Azis.

Pendant que les intrigues du sérail prennent cette attristante gravité, l'insurrection des Druses et celle des Monténégrins ne perdent rien de leur importance. Il est désormais bien constaté que les troupes impériales ont été battues dans l'expédition qu'elles ont dirigée contre les rebelles du Liban. Seulement le général turc a voulu colorer sa défaite d'un semblant de dignité; il a accordé aux insurgés un armistice sous prétexte de leur donner le temps de revenir à de meilleurs sentimens. Cela signifie qu'il leur laisse tout l'hiver pour préparer une résistance plus formidable encore, et qu'au printemps les troupes ottomanes tenteront quelque nouvelle attaque, qui aura moins de chance encore d'être heureuse. C'est à cette triste condition que les Turcs gouvernent une partie du vaste empire qu'ils possèdent; plutôt nominale que réelle, leur domination est à chaque moment contestée sur divers points.

Les Druses toutefois font moins de bruit que les Monténégrins. Ceux-ci occupent chaque jour les cent voix de la presse allemande sous toutes les

formes. L'histoire, la géographie, les mœurs du Monténégro sont l'un des intérêts du moment. Dans les études approfondies dont ce pays est l'objet de l'autre côté du Rhin, nous reconnaissons avec une satisfaction particulière le fruit qu'ont porté les travaux si nombreux publiés depuis dix ans par la *Revue* sur les Slaves du midi, dans une juste prévision de l'avenir réservé à ces peuples (1). Les Turcs, de leur côté, prennent fort au sérieux la question du Monténégro. L'armée de Bosnie reçoit depuis quelque temps tous les renforts que l'on peut lui envoyer de Constantinople; mais cette armée a d'immenses difficultés à vaincre pour arrêter les progrès audacieux des Monténégrins. Non-seulement ceux-ci lui opposent tout l'entrain de leur patriotisme et de leur courage du haut de cette forteresse naturelle que forme la Montagne-Noire: les Bosniaques, encore mal soumis après une longue guerre, menacent de lui créer des difficultés en tombant sur ses derrières. Aussi, n'est-ce point sans de grandes précautions que les troupes turques s'avancent au milieu de populations défiantes contre un ennemi belliqueux protégé par une position presque inaccessible. La population du Monténégro est tout entière sous les armes; les vieillards et les enfans gardent les maisons; les hommes valides courent en masse à la frontière. Dans ces contrées, où l'état de guerre règne presque en permanence, tout citoyen, si pauvre soit-il, est armé au moins de deux pistolets, qui ne quittent point sa ceinture le jour, et qui chaque nuit reposent à côté de lui soigneusement chargés. Si les fusils sont moins nombreux, la Russie et l'Autriche sont là pour en fournir. L'artillerie, à la vérité, fait presque entièrement défaut aux Monténégrins : ce n'est point l'arme favorite des peuples primitifs; mais si les Turcs sont à cet égard très supérieurs aux Monténégrins, cette supériorité ne peut avoir, dans les défilés où l'action se concentrera, les conséquences qu'elle entraînerait en rase campagne. Les Monténégrins recherchent surtout la guerre de surprises, dans laquelle ils excellent, et où l'artillerie est souvent une gêne, presque toujours un appareil inutile. Malgré les avantages incontestables que possèdent les Turcs sous le rapport de l'armement et du matériel de guerre, les chances ne paraissent donc point leur être favorables, et il est malheureusement à craindre que la Turquie ne donne à cette occasion une nouvelle preuve de faiblesse.

Que si de ces points divers de l'Europe nous jetons les yeux au delà des mers, vers le Nouveau-Monde, là s'agitent encore des questions d'un ordre souvent différent, mais qui n'en ont pas moins de portée. Pour en saisir toute la grandeur, il faut pénétrer le mystère de cette vie d'une race puissante comme la race anglo-américaine, de cette conquête permanente, de cette lutte avec toutes les forces de la nature, de ce travail gigantesque qui a pour résultat de porter la civilisation dans les contrées les plus reculées. Chaque année qui s'en va éclaire quelque nouveau progrès de cette prodigieuse puissance. Comme on le sait, les États-Unis sont aujourd'hui dans une sorte d'interrègne politique entre un président dont les pouvoirs vont bientôt expirer et un président déjà élu qui entrera bientôt en fonctions. M. Fillmore vient

(1) Voyez plusieurs articles de M. Cyprien Robert et de M. Desprez, notamment dans les livraisons du 15 décembre 1842, 1er mars 1843 et 1er juin 1848.

d'adresser au congrès de Washington son dernier message, prêt à descendre du pouvoir où il n'est monté que par une circonstance fortuite, par suite de la mort du général Taylor. Certes il y a toujours une grandeur véritable dans ce spectacle d'un simple citoyen quittant un poste suprême pour rentrer dans la vie privée. En constatant les progrès qu'a faits encore cette année l'Union américaine, M. Fillmore peut s'attribuer légitimement une part dans ces résultats. Le message du président des États-Unis touche à bien des points de politique intérieure et extérieure qui ont nécessairement un moindre intérêt aujourd'hui en présence du changement prochain de la direction suprême de ce puissant état. Seulement M. Fillmore rappelle avec autorité et non certes sans à-propos, au moment où le parti démocrate va monter au pouvoir, cette grande doctrine de la non-intervention qui a été toujours un des premiers dogmes des hommes d'état de l'Union. Le message de M. Fillmore ne peut que constater les bonnes relations des États-Unis et de l'Europe, et il est même modéré dans le passage qui concerne l'Espagne et Cuba. Au fond cependant, ce n'est point sans laisser percer la véritable pensée des États-Unis dans le refus qu'a fait, il y a quelques mois, le gouvernement de Washington d'accéder à une proposition de l'Angleterre et de la France. Cette proposition tendait à signer une convention par laquelle les trois gouvernemens désavoueraient, pour le présent et pour l'avenir, toute intention d'obtenir par une voie quelconque la possession de l'île de Cuba. Le gouvernement de Washington désavoue tout projet pour faire honneur au droit public, et il refuse de s'engager, réservant ainsi le droit de l'ambition et de la conquête populaire. Il sait bien que c'est une question dont il n'a pas à se mêler et où il ne peut non plus se lier les mains.

Ainsi marche et se développe l'Union américaine, tandis qu'à côté d'elle le Mexique tombe de plus en plus chaque jour dans l'anarchie. Sur tous les points, l'insurrection éclate, toutes les provinces sont en feu, et on ne peut plus prévoir où s'arrêtera cette dissolution. Au milieu de toutes ces scènes, un des épisodes les plus curieux, n'est-ce point cette conquête de la province mexicaine Sonora, faite par un Français, M. de Raousset-Boulbon, à la tête d'une centaine de nos compatriotes? M. de Raousset-Boulbon a bel et bien battu déjà un corps d'armée mexicain, et il ne semble point homme à s'arrêter là. Étrange destinée du XIXe siècle, de voir se renouveler quelques-uns de ces hasards et de ces coups d'audace qui font la fortune des premiers explorateurs de l'Amérique!

Tels sont quelques-uns des traits mobiles et caractéristiques de l'histoire de l'Europe et du Nouveau-Monde en cet instant où l'année 1852 va se perdre dans le passé. Crises ministérielles, réforme de constitutions, insurrections, discussions parlementaires, tout cela, c'est la surface; au fond, ce qui l'agite, c'est la destinée humaine, c'est la liberté morale, c'est la civilisation universelle. Tous ces intérêts nous ont précédés, ils nous survivront; ils étaient d'hier, ils seront de demain, mais ils ont leurs épreuves et leurs éclipses. C'est à ces grands intérêts qu'il faut souhaiter que la dernière heure de 1853 les trouve florissans et prospères. C'est à eux qu'il faut répéter encore : la bonne année!

CH. DE MAZADE.

REVUE MUSICALE.

Le théâtre de l'Opéra-Comique vient enfin de trouver ce qu'il cherche depuis si longtemps, un succès. *Marco Spada*, opéra en trois actes, dû à la collaboration antique, mais fort peu solennelle, de MM. Scribe et Auber, a réussi, et ce mot-là est un talisman qui, en France, ouvre toutes les portes et tous les cœurs. Réussissez, n'importe comment, et il vous sera beaucoup pardonné par le peuple malin qui a créé le vaudeville. Le sujet de *Marco Spada* est tiré de cette légende inépuisable de célèbres aventuriers qu'affectionne M. Scribe, et qui forme à peu près le fonds de son théâtre lyrique. C'est une nouvelle édition, considérablement affaiblie, de *Fra Diavolo*, des *Diamans de la Couronne*, de *la Sirène* et de *Zampa*, dont le libretto, pour avoir été écrit par M. Mélesville, n'en appartient pas moins à l'épopée héroï-comique que la France doit au plus ingénieux de ses dramaturges. Quel beau thème de méditations ce serait, pour un vrai critique, que le théâtre de M. Scribe! Au milieu d'une société paisible et tout heureuse de vivre sous un régime d'égalité civile qui protége les personnes et les choses, au milieu d'une bourgeoisie fière de son bien-être et de sa récente émancipation, au milieu d'une nation guerrière et conquérante qui vient de subir le plus grand des malheurs, l'invasion de l'étranger, survient un homme d'esprit qui chante les héros qui vivent du bien d'autrui, qui narguent la loi et le gendarme protecteur de l'innocence, ces aventuriers de bonne humeur enfin qui ne se plaisent que sur les grandes routes et dans les montagnes escarpées, où, une escopette à la main, ils consacrent leur vie à redresser les torts de la justice et la mauvaise politique des gouvernemens établis. Le bon bourgeois, assis commodément dans sa stalle et tranquille sur l'avenir de sa soirée en apercevant à la porte de l'orchestre le gendarme qui lui permettra de rentrer chez lui sans mésaventure, écoute de toutes ses oreilles le récit des plus terribles événemens; il se laisse charmer par la poésie de la vie sauvage et les chansons agrestes, en s'écriant avec Lucrèce :

> Suave, mari magno, turbantibus æquora ventis,
> E terra magnum alterius spectare laborem!

A côté d'une littérature audacieuse qui visait aux grands effets lyriques, et qu'on pourrait qualifier la littérature des fils des croisés, pour nous servir du mot spirituel de M. de Montalembert, se trouvait aussi la littérature des petits-fils de Voltaire, qui se moquait volontiers des grands mots et des grands sentimens, et monétisait la malice exquise de son aïeul en railleries qui s'adressaient aux moindres intelligences. Or M. Scribe n'est pas sans quelque parenté avec cette nombreuse descendance du grand patriarche de Ferney, et c'est à un filon réel de gaieté et de malice françaises que l'auteur de *la Camaraderie* et de *Bertrand et Raton* doit ses nombreux succès.

Sous le pseudonyme du baron de Torrida, un de ces héros de grande route qui ont été chantés si souvent par M. Scribe, Marco Spada, vit dans les environs de Rome, où depuis quinze ans il répand la terreur. Né en France, où il a vu massacrer toute sa famille dans une guerre civile dont on ignore la date, Marco Spada s'est expatrié, a levé l'étendard de la révolte contre la

société en général, et particulièrement contre le gouvernement des états de l'église, dont il maltraite les fonctionnaires et dépouille les caisses. Riche, aimant le luxe et les superfluités de la vie, Marco Spada habite un château somptueux et inexpugnable, où il cache à tous les yeux le plus précieux trésor, une fille unique et charmante. En effet, Angela est toute la joie de son père. C'est pour elle qu'il brave la sévérité des lois, et qu'il s'expose chaque jour à tomber sous les coups de la vindicte publique. Élevée avec le plus grand soin, douée de talens aimables, Angela, qui est loin de se douter quelles sont les occupations de son père, et d'où lui vient le luxe vraiment insolent qui l'environne, Angela, disons-nous, qui vit dans la plus complète solitude, n'en a pas moins le cœur rempli de l'image d'un jeune inconnu. Pendant les longues absences de Marco Spada, qui s'adonne avec fureur *aux plaisirs de la chasse*, dit-il, pour ne point éveiller les soupçons de sa fille qu'il adore, un voyageur égaré est entré dans le château du baron de Torrida, où il a reçu l'hospitalité. Angela n'a pu voir le comte Fredericci, le propre neveu du gouverneur de Rome, sans en être touchée, et le sentiment qu'elle éprouve est également partagé par le jeune inconnu. Telle est la situation des principaux personnages lorsque le rideau se lève, en laissant apercevoir l'intérieur du château du baron de Torrida, où l'on voit arriver pendant la nuit le gouverneur de Rome, la *marchesa* sa nièce, et le comte Pepinelli son *cisisbeo*, que le hasard a conduits dans cette habitation singulière. Étonnés de trouver tant de luxe dans un château isolé et loin de Rome, ils le sont bien davantage lorsqu'ils voient apparaître tout à coup une jeune fille qui, avec la meilleure grâce du monde, les prie d'accepter l'hospitalité. Après de nombreux incidens amenés avec plus ou moins de vraisemblance par la baguette magique de M. Scribe, il est décidé que le baron de Torrida, qui ne sait rien refuser à sa fille, ira, au péril de sa vie, au bal que le gouverneur de Rome doit donner le lendemain.

Le second acte tout entier se passe donc dans le palais du gouverneur qui a juré d'illustrer son administration par la prise de Marco Spada. Cela lui paraît d'autant plus facile qu'il vient d'apprendre, par trahison, que le terrible bandit a conçu le projet audacieux de venir exercer son industrie dans le palais même du gouverneur de Rome. Au moyen d'un frère quêteur qui a été jadis au service de Marco Spada, mais qui est revenu à de meilleurs sentimens, le gouverneur espère découvrir le fourbe caché au milieu de la foule. La scène où le frère Borromée présente sa requête successivement à chacun des invités est très adroitement conduite, et la manière dont Marco Spada échappe au danger qui le menaçait forme un coup de théâtre tout à fait piquant. Le drame se dénoue, au troisième acte, d'une manière assez vulgaire, par la mort de Marco Spada, qui, pour sauver l'honneur de sa fille et rendre possible son mariage avec le neveu du gouverneur, désavoue son propre enfant par un pieux mensonge. Comme cela arrive à presque toutes les pièces de M. Scribe, ce n'est ni par la vraisemblance des événemens, ni par la vérité des caractères que se recommande l'imbroglio dont nous venons d'esquisser le canevas. Il est à présumer que l'auteur aura été gêné par la censure dans le développement de sa fable, qui se passe à Rome dans les dernières années du XVIIIe siècle, et où il n'est pas plus question du pape que

du grand Turc. Quelques scènes plus spirituelles que neuves, une complication de mise en scène qui tient l'esprit en éveil, la musique de M. Auber et la grâce de Mlle Duprez ont sauvé la fortune de *Marco Spada.*

L'école française, dont l'origine ne remonte pas au delà de la seconde moitié du XVIIIe siècle, est un enfant de l'école italienne. La France et l'Italie, qui se touchent par les Alpes et qui se tiennent par tant de liens historiques, s'unissent encore plus étroitement par la similitude des penchans, qui ont produit une civilisation à peu près uniforme. Filles toutes deux de la race latine, dont elles parlent la langue, l'Italie et la France ne se distinguent entre elles que par des nuances. Dans la littérature et dans les arts, qui sont la manifestation la plus essentielle des caractères et de l'individualité nationale, la France se fait remarquer par la supériorité de son goût, par la finesse des aperçus, par la clarté des idées, par l'élégance des détails, la sobriété du langage, et toutes les qualités qu'on pourrait dire secondaires, et qui appartiennent plus à la logique de l'esprit qu'à l'intuition de l'âme. L'Italie brille surtout par la sublimité des conceptions, par l'élévation de la pensée, par la force des passions qui s'épurent en s'épanouissant, et vont aboutir à des formes grandioses, d'une sérénité admirable. Dante, Palestrina, Raphaël, le Tasse, Michel-Ange, Palladio, Titien, Cimarosa, Rossini, sont des génies différens qui tous révèlent les propriétés du sol, de la race et de la civilisation italiennes. Rabelais, Molière, La Fontaine, Voltaire, Poussin, Jean Goujon, Corneille, Racine, Lebrun, Greuze, Puget, Rameau, Méhul, expriment aussi d'une manière saisissante les divers aspects du génie littéraire et esthétique de la France. Veut-on saisir le trait par lequel ces deux peuples se ressemblent le plus? Qu'on étudie la comédie et toutes les manifestations de la gaieté ou de la malice de l'esprit; car le rire étant un éclat involontaire de la raison qui aperçoit une dissonance de mœurs, dissonance qui la blesse sans l'indigner, il n'y a pas de preuve plus certaine qu'on appartient à la même civilisation que lorsqu'on se voit rire des mêmes contrastes et des mêmes ridicules. *Dis-moi de quoi tu ris,* a dit un philosophe, *et je te dirai qui tu es et dans quel milieu social tu vis.* L'Arioste ne faisait-il pas les délices de Voltaire? Voilà pourquoi aussi l'opéra comique français doit l'existence à l'opéra buffa des Italiens. Monsigny, Philidor, Grétry, ces charmans musiciens qui ont créé la comédie lyrique, sont des imitateurs heureux et spirituels des Pergolèse, des Vinci, des Leo et des Piccini. Qu'on lise ces agréables partitions, — *les Chasseurs et la Laitière, la Fée Urgèle, le Déserteur, le Roi et le Fermier, le Maréchal ferrant, le Tableau parlant, Zémire et Azor*, etc., et l'on sera frappé, comme l'a été en 1770 le docteur Burney, d'y trouver plus qu'un souvenir de la *Serva padrona,* de la *Cecchina,* et autres opéra buffe des premiers maîtres de l'école napolitaine. Cimarosa, Païsiello, Anfossi et leurs successeurs ont eu également une influence directe sur Dalayrac, Berton, Boïeldieu et Nicolo, compositeurs distingués qui remplissent toute la période qui s'écoule depuis la révolution jusqu'à l'avénement de Rossini, Boïeldieu surtout encore tout imprégné de la grâce de Cimarosa, lorsque dans *la Dame blanche,* qui est son vrai chef-d'œuvre, il accuse d'une manière sensible que l'auteur du *Barbier de Séville* est arrivé depuis longtemps. Toutefois les deux compositeurs français qui sont pour ainsi dire les fils légitimes du grand maître de

Pesaro, ce sont Hérold et M. Auber. On le voit donc, le genre prétendu national de l'opéra comique a constamment subi les influences de la musique italienne depuis le milieu du XVIIIe siècle jusqu'à nos jours.

M. Auber est entré assez tard dans la carrière de compositeur dramatique. Homme du monde, brillant cavalier qui se plaisait aux doux loisirs de la vie de dilettante, il avait étudié la musique par goût et s'était même acquis une certaine réputation parmi les artistes, lorsqu'un triste événement de famille le força à tirer parti de ses talens. Élève de Cherubini et disciple de Mozart, M. Auber, après un ou deux essais sans importance, débuta au théâtre de l'Opéra-Comique, en 1820, par *la Bergère châtelaine*, opéra en trois actes, qui obtint un succès de bon augure. *Emma ou la Promesse imprudente*, opéra en trois actes, qui fut donné l'année suivante, en 1821, confirma la bonne opinion qu'on avait déjà conçue du nouveau compositeur. *La Neige*, opéra en trois actes qui fut représenté en 1823, *le Concert à la Cour*, qui est de l'année 1824, annoncèrent que l'esprit vif de M. Auber avait été touché par la grâce du grand rénovateur de la musique dramatique. Depuis lors l'ingénieux et charmant compositeur n'a cessé de marcher dans la même voie et de produire des ouvrages qui témoignent surabondamment que l'auteur de *la Muette de Portici* et du *Domino noir* est bien le fils de Voltaire et de Rossini. Tel est en effet le double caractère de l'œuvre de M. Auber, où l'esprit, la finesse et le sentiment dramatique de l'école française s'allient, dans de justes proportions, au coloris et à la mélodie lumineuse du grand *maestro*. C'est dans *la Muette*, grand opéra en cinq actes représenté en 1828, et dans *le Domino noir*, opéra comique en trois actes qui a vu le jour en 1837, qu'on trouve les qualités les plus saillantes du talent et de la manière de M. Auber. *L'Enfant prodigue*, grand opéra en cinq actes, et *Zerline*, opéra en trois actes, qui a été composé pour l'admirable voix de Mlle Alboni, loin d'ajouter à la réputation de M. Auber, auraient pu en ternir l'éclat devant un public moins respectueux que le public parisien. M. Auber, qui a trop d'esprit pour confondre la politesse avec le véritable succès, n'a pas voulu rester sous le coup de cette double disgrâce, et voilà pourquoi il vient de reparaître sur le théâtre de sa fortune par un opéra en trois actes, *Marco Spada*.

L'ouverture débute par un *andante* d'une harmonie soutenue et remplie de modulations incidentes qui fuient devant l'oreille comme ces vers luisans qu'on aperçoit de loin dans une nuit obscure. M. Auber excelle à vous bercer ainsi dans un *flou* harmonique qui n'est plus le jour et n'est pas encore la nuit et vous procure tour à tour la sensation de la tonalité majeure et mineure sans que le maître daigne les caractériser par une phrase bien arrêtée. L'allegro, formé d'une *tarentelle* bien connue, en ramène plusieurs fois le thème d'une manière ingénieuse, et la symphonie se termine par une chaleureuse péroraison qui n'apprend rien de nouveau à ceux qui connaissent les charmantes ouvertures du répertoire de M. Auber. La romance *ne grondez pas*, qu'Angela chante tout d'abord en croyant s'adresser à son père, dont elle ne peut discerner les traits, puisqu'il fait nuit et qu'elle ignore qu'elle a devant elle le gouverneur de Rome, la *marchesa*, sa nièce, et le comte Pepinelli, cette romance en deux couplets est agréable et fort bien écrite pour la voix délicate de Mlle Duprez. Le quatuor qui suit, entre les quatre person-

nages que nous venons de nommer, est moins un morceau d'ensemble proprement dit qu'un air de soprano avec accompagnement de voix. C'est rapide et conduit avec esprit. La romance de ténor que l'inconnu Fredericci chante derrière la coulisse, et qui se termine par une *coda* à deux voix, n'a-t-elle pas quelque analogie avec la jolie sérénade de *l'Amant jaloux* de Grétry? L'air de basse dans lequel Marco Spada exprime à sa fille toute la tendresse qu'il ressent pour elle, renferme une première partie, un *adagio sostenuto*, que M. Bataille chante avec goût. Dans l'allegro, où l'on remarque une forte réminiscence des formes rossiniennes, M. Bataille ajoute un point d'orgue de sa façon peut-être, qui achève de donner à ce morceau tout le piquant d'un lieu commun. Le duo pour basse et soprano entre Marco Spada et sa fille est encore écrit dans un style tout italien, et le finale du premier acte n'est pas autrement remarquable, si ce n'est qu'il se termine par de jolies vocalises pour deux voix de soprano accompagnées en accords plaqués par la masse chorale. Les couplets du second acte :

Vous pouvez soupirer,
Vous pouvez espérer,

que la *marchesa* laisse échapper de ses lèvres moqueuses, et qui exhalent toute la *morbidezza* de la coquetterie féminine, sont délicieux, et Mlle Favel les dit avec esprit. L'entrée des invités au bal du gouverneur est annoncée par un fort joli chœur qui est répété lorsque la noble compagnie quitte la scène pour aller souper. Dans l'intervalle, et pendant que le gouverneur est renfermé dans son cabinet, où il reçoit l'avis important que Marco Spada est au nombre de ses convives, — les dames et les seigneurs réunis, n'ayant rien de mieux à faire, prient la fille du baron de Torrida de vouloir bien chanter quelque chose. C'est alors que Mlle Duprez chante une déclaration d'amour en quatre langues, en russe, en anglais, en italien et en français, sorte de proverbe que la jeune actrice joue avec beaucoup d'esprit et dont elle aura probablement suggéré l'idée. La prière du moine, qui vient quêter pour son couvent en servant la politique du gouverneur, est d'un bon caractère, ainsi que l'air de basse que chante Marco Spada pendant que sa fille Angela s'est évanouie en apprenant pour la première fois le véritable nom de celui qui lui a donné le jour. Le trio sans accompagnement entre Marco Spada, sa fille et le comte Fredericci est un morceau très difficile, ingénieusement agencé, et qui conviendrait mieux à un concert d'instrumens à vent qu'à la peinture d'une situation dramatique. Au troisième acte, on peut encore signaler un bel air de soprano dont l'andante surtout est remarquable, mais dont l'allegro exige de Mlle Duprez des efforts au moins imprudens, et puis un charmant trio pour soprano, tenor et basse.

L'opéra de *Marco Spada*, sans contenir rien d'entièrement nouveau, est une production agréable qui n'est pas indigne du charmant et délicieux compositeur qui depuis trente ans amuse la France. La romance de soprano, l'air de basse du premier acte, les jolis couplets que chante Mlle Favel au commencement du second acte, la déclaration d'amour en quatre langues, le trio sans accompagnement et l'air de basse dans lequel Marco Spada implore le pardon de sa fille, l'air de soprano et le trio du troisième acte,

sont des morceaux qui n'ont pas sans doute un caractère bien tranché et qui rappellent un grand nombre de souvenirs, mais qu'on écoute avec plaisir, parce qu'ils sont adroitement écrits pour les voix et les virtuoses qui les chantent. L'instrumentation, toujours élégante, fourmille de jolis détails, de rhythmes piquans et guillerets où l'on reconnaît l'esprit et la dextérité de l'auteur du *Domino noir*, génie aimable qui vise moins à la profondeur qu'à la justesse de l'expression, musicien facile et vrai qui ne se paie pas de grands mots et dont l'harmonie, très fine et scintillante de modulations, est toujours subordonnée à l'idée mélodique dont elle relève l'éclat. L'œuvre entière de M. Auber est un mélange heureux de gaieté, de finesse et d'élégance.

« Tenez, tous vos discours ne me touchent point l'âme, »

dit Agnès dans *l'École des Femmes*,

« Horace avec deux mots en ferait plus que vous. »

C'est ce qu'on pourrait dire aussi à ces compositeurs qui fatiguent le public de leurs savantes combinaisons, mais qui n'ont pas reçu comme M. Auber le don de charmer.

Mlle Caroline Duprez a beaucoup contribué au succès de *Marco Spada*. Fille d'un artiste incomparable, dont le nom restera dans l'histoire de la musique de notre temps, jeune, jolie et spirituelle, elle porte avec elle un parfum de bonne compagnie, qui n'est pas la moins précieuse de ses qualités. Musicienne, comme on dit, jusqu'au bout des ongles et toute remplie de ce fluide divin qui tourmente et consume ceux qui le possèdent, Mlle Caroline Duprez est du petit nombre des élus. Nous aurions bien, sans doute, à lui soumettre quelques observations et à lui demander compte de certains points d'orgue hasardeux, de certaines inflexions de voix, de certains mots empruntés à Mlle Rachel, et qui ne sont pas mieux dans la bouche de la célèbre tragédienne que dans celle de la jeune cantatrice, car notre temps est fertile en contrefaçons de la simple nature; mais à Dieu ne plaise que nous imitions l'exemple de cette méchante fée qui mettait dans le berceau des enfans les mieux doués des mots cabalistiques et de mauvais augure! Que Mlle Caroline Duprez jouisse donc de son beau succès, mais qu'elle ménage cette voix fragile qui nous inquiète parfois, car, en l'écoutant franchir certains intervalles scabreux, comme dans son grand air du troisième acte, nous serions tenté de nous écrier avec Mme de Sévigné : *Oh! ma fille, j'ai mal à votre poitrine.* M. Bataille, qui ne manque pas de mérite, mais qui porte dans tous ses rôles une sorte de *grognement* de vieux Cassandre dont il ne peut se dépêtrer, se tire avec assez de bonheur du rôle de Marco Spada, et M. Couderc le seconde bien dans le personnage ridicule du *patito* Pepinelli. Il y a de l'ensemble dans l'exécution, et l'orchestre surtout est conduit avec intelligence par M. Tillemann.

L'opéra de *Marco Spada*, qui est comme une anthologie de l'œuvre de M. Auber, devrait clore, ce nous semble, la carrière si brillante de l'illustre compositeur. Il serait peut-être dangereux d'exiger davantage de cette muse coquette et partant capricieuse qui vient de vous sourire encore une fois avec tant de grâce, mais qui pourrait se fatiguer de vos importunités. Si Boïeldieu

se fût arrêté à *la Dame Blanche*, il n'aurait pas écrit *les Deux Nuits*, dont la mésaventure a dû attrister ses derniers jours.

Si vous voulez que j'aime encore,
Rendez-moi l'âge des amours,

a dit admirablement Voltaire, qui n'a eu garde d'oublier ce sage précepte dicté par la nature. M. Auber a suffisamment travaillé pour sa gloire; qu'il se repose et qu'il jouisse en paix de la position éminente qu'il s'est acquise et que personne ne lui conteste. Un ouvrage de plus n'ajoutera rien à sa réputation et pourrait troubler le plaisir que vient de nous procurer le dernie écho d'une muse qui restera chère à la France.

Le Théâtre-Lyrique vient aussi d'obtenir un succès qu'il cherchait depuis assez longtemps. *Tabarin*, opéra-comique en deux actes, a réussi malgré les longueurs, les invraisemblances et les lieux communs dont la pièce est remplie. La musique en est vive, claire, distinguée et toujours en situation, si ce n'est très originale. Nous y avons remarqué une agréable ouverture écrite avec soin, et qui rappelle la manière de M. Auber, les coûplets en style syllabique, *je suis Tabarin*, qui ont du mordant; un joli quatuor chanté pendant la scène de la *prédiction*, et qui gagnerait à être moins long; un trio entre Tabarin, Francisquine, sa fiancée, et petit Pierre, trio dont la première partie à deux voix a beaucoup de grâce. La fin de ce morceau se prolonge trop en récits dialogués qui manquent d'intérêt. L'allegro du duo entre Tabarin et Francisquine, devenue sa femme, est bien rhythmé, ainsi que les couplets *Cent écus* que chante le cabaretier Pansarot, et qui ont été redemandés par le public. Nous pourrions encore signaler la scène où Tabarin raconte au public du Pont-Neuf sa mésaventure matrimoniale, scène qui produirait de l'effet, si elle était bien rendue, et puis de très jolis chœurs. En somme, *Tabarin*, sans être une œuvre bien originale, est la meilleure partition qui ait été exécutée au Théâtre-Lyrique depuis *la Perle du Brésil* de M. Félicien David. On voit que l'auteur procède de l'école italienne tempérée par l'esprit et les allures de M. Auber, et on est heureux de constater un succès qui va trouver un musicien de mérite, un artiste modeste et un honnête homme, M. George Bousquet.

A l'Opéra, où les nouveautés sont encore plus rares que les beaux jours, on vient de représenter un ballet en deux actes, *Orfa*, pour la rentrée de Mme Cerrito. La scène se passe en Islande, au milieu de la sombre mythologie scandinave. Orfa, une jeune Islandaise, voudrait épouser Lodbrog, chasseur intrépide qui est déjà son fiancé; mais, au moment de conclure l'hyménée, le tonnerre se fait entendre et semble annoncer que ce mariage est contrarié par une puissance supérieure. En effet, Loki, le dieu du feu, enlève Orfa et la transporte dans le cratère du mont Hécla, siége de son empire. Odin, le dieu qui règne au Walhalla, vient délivrer Orfa, qui épouse enfin son fiancé Lodbrog. Ce ballet, qui ne brille pas précisément par l'invention ni par l'intérêt, a le mérite d'être court et d'offrir le prétexte à quelques beaux décors. Celui du second acte, qui représente l'intérieur du mont Hécla, est assez beau. La musique, fort commune, est de M. Adolphe Adam, qui n'a pu trouver un seul motif original pour aider la charmante Mme Cerrito à bondir sur la scène. La

danseuse, qui paraît avoir perdu quelque chose de son audace, a été fort bien accueillie par le public, qui aime son talent.

Les concerts sont en pleine floraison. M. Vieuxtemps en a donné deux où il a fait entendre un nouveau concerto de sa composition qui est tout à fait remarquable. M. Sivori, un autre célèbre violoniste, se dispose à se faire entendre aussi du public parisien dans un concert qui aura lieu bientôt. Mlle Clauss, ce talent si exquis et qui joue du piano comme une fée chaste et inspirée, a exécuté dernièrement un concerto de Mendelssohn avec accompagnement de grand orchestre où elle a été admirable. Mlle Clauss doit partir pour Saint-Pétersbourg, où l'art musical fait tous les jours des progrès, car le théâtre italien de cette grande métropole est aujourd'hui le premier de l'Europe. Aussi la maison Brandus de Paris vient-elle de fonder à Saint-Pétersbourg une succursale qui sera l'entrepôt musical du Nord et où l'on pourra se procurer tous les chefs-d'œuvre des écoles française et allemande soigneusement édités.

P. SCUDO.

Le 18 janvier prochain, on doit vendre, à l'hôtel de la rue des Jeûneurs, la galerie de tableaux du feu prince royal, monseigneur le duc d'Orléans. Cette collection, formée par le prince dans les dernières années de sa trop courte vie, est justement célèbre et précieuse à plus d'un titre. Nous ne parlons pas, on le comprend, de ce prix d'affection qui, pour l'auguste veuve du prince, pour tous les siens, et nous pouvons ajouter pour tous ceux qui l'ont connu et aimé, rend à jamais regrettable la perte de cette galerie; nous parlons des tableaux eux-mêmes : ils sont d'une rare et incontestable valeur. Le goût du prince, délicat et exercé, le guidait presque toujours heureusement et dans le choix des sujets et dans le choix des maîtres. Cette collection correspond par sa date à une des plus brillantes périodes de notre école moderne, et en est peut-être l'expression la plus complète et la plus élevée. Presque tous nos artistes, aussi bien ceux qui dès lors étaient dans l'éclat de leur renommée que ceux dont le nom perçait à peine, y sont représentés par quelque morceau d'élite propre à caractériser la nature de leur talent. Le prince, comme tous ceux qui aiment et qui sentent la peinture, avait ses prédilections, ses penchans; mais une certaine impartialité, commandée par son rang, lui faisait rechercher toute production où brillait le talent même au travers du système. Peu d'amateurs si haut placés ont donné aux arts et aux artistes une plus intelligente protection.

Parcourez le catalogue de cette vente : pas un nom justement célèbre n'a manqué à l'appel, et chacun y figure dignement, à commencer par l'illustre doyen de nos peintres. Son *OEdipe* et sa *Stratonice* sont là comme deux nobles témoins de deux des phases principales de sa belle vie d'artiste. Dans l'*OEdipe*, il s'est déjà frayé sa route; soumis en apparence à ses maîtres et à son temps, il les devance et les abandonne; il peint comme eux le bas-relief, mais pour y introduire la vie et l'expression; dans la *Stratonice*, c'est le maître donnant un délicieux exemple de perfections qui semblent s'exclure, la vérité du costume poussée jusqu'au scrupule archéologique, et le trouble, les combats, les violences de la passion rendus par les traits les plus fugitifs et les plus inspirés.

A côté de ces deux toiles, nous en trouvons trois autres qui feraient aussi à elles seules l'honneur d'une galerie, la *Françoise de Rimini* et *le Christ consolateur* de M. Ary Scheffer, puis *la Mort du duc de Guise* de M. Delaroche, tableau qui, malgré sa dimension, est une des œuvres capitales de ce talent souple et élevé, de cet intelligent pinceau. La scène est largement conçue; les effets épisodiques, les vérités de détail, malgré leur fini merveilleux, ne détournent pas l'attention : ce bijou qu'aurait signé Terburg produit une impression solennelle et terrible. Quant à la *Françoise de Rimini* et au *Christ consolateur*, la gravure les a rendus populaires. Il semblerait, tant la pensée tient de place dans les compositions de M. Ary Scheffer, que le burin d'un Calamata et d'un Henriquel dût toujours réussir à les traduire tout entières; mais on voit qu'il n'en est rien devant ce *Christ* et surtout devant cette *Françoise de Rimini*. C'est un tableau qui vivra, aussi bien par la qualité de la peinture que par le charme indéfinissable de la composition, rêverie pleine de larmes et de délices, si chaste et si voluptueuse à la fois.

N'oublions pas cinq tableaux ou études de M. Eugène Delacroix. Tous les trésors de cette riche palette, toute la fantaisie de cette libre pensée, sont prodigués et dans l'*Assassinat de l'évêque de Liége* et dans l'*Hamlet et le Fossoyeur*. Nous devons signaler aussi trois des plus hardies et des plus fougueuses compositions de M. Decamps, la *Bataille des Cimbres, Joseph vendu par ses Frères* et *Samson combattant les Philistins*. Pour ceux même qui n'admettent pas sans réserve cette manière de peindre, ces trois tableaux sont d'un prix inestimable et par l'éblouissante magie de la couleur, et par l'accent vraiment original du dessin et de la composition.

Citons encore les noms si justement aimés du public, de Granet, de Bonington, de Marilhat, de Tony Johannot, — tous quatre enlevés déjà par la mort; citons enfin MM. Aligny, Cabat, Corot, Gudin, Paul Huet, Isabey, Jadin, Lehmann, Lepoitevin, Meissonier, Robert Fleury, Roqueplan, Rousseau, Henri Scheffer, etc., qui tous avaient travaillé pour le prince, parfois même sous ses yeux et sous son inspiration.

Telles étaient les richesses de cette galerie. Le dimanche 16 et le lundi 17 janvier, l'exposition en sera publique; on pourra une fois encore voir ces tableaux réunis, puis ils iront, comme tous les biens de cette royale maison, se disperser en des mains étrangères. L. VITET.

REVUE LITTÉRAIRE.

Le Danemark, dont nous retracions, il y a quelques semaines, le mouvement littéraire depuis cinquante ans (1), a donné, dans le cours de l'année qui vient de s'écouler, de nouvelles preuves de cette activité intellectuelle déjà révélée par tant d'importans travaux. C'est surtout dans la voie des études archéologiques et ethnographiques que le mouvement a été sensible, c'est dans quelques publications récentes qu'il est curieux de l'observer. L'ethnographie et l'archéologie sont devenues des sciences populaires en Danemark.

(1) Voyez la livraison du 15 novembre.

On sait ce qu'a produit dans d'autres pays l'accord de l'esprit d'entreprise et de l'érudition; on n'a pas oublié quelles magnifiques révélations ont été arrachées aux siècles passés par les fouilles de MM. Lajard et Botta en Assyrie, par les découvertes de M. Fellower en Cilicie et par l'ouverture de tant de tombeaux étrusques. La science archéologique a obtenu, depuis trente ans environ, les plus beaux triomphes; elle a ramené au jour des inscriptions et des monumens tels que sans l'interprétation de l'historien ils étaient à eux seuls et à la première vue des pages d'histoire admirables et tout à fait inattendues. L'impulsion avait sans aucun doute été donnée par l'école historique moderne, à qui la France a fourni quelques-uns de ses plus grands noms. On conçoit que le Danemark, notre dernier et notre plus fidèle allié dans les guerres de l'empire, et qui avait, comme toute l'Europe, applaudi au glorieux et paisible essor de notre littérature nouvelle, ait été épris comme nous et avec nous des grandes découvertes faites en Orient et destinées à renouveler la science. Il s'appliqua comme nous à l'étude féconde des langues et des littératures orientales; Lassen et Westergaard furent associés aux nobles travaux d'Eugène Burnouf. Retrouver les origines de l'Europe moderne, suivre la filiation et les migrations diverses des races qui la peuplent aujourd'hui, tel fut, tel est encore, il faut le dire, le problème à résoudre. D'une solution complète dépendront et la connaissance plus entière du caractère et des institutions de chaque peuple et l'intelligence meilleure de toute son histoire.

Parmi les rares ouvrages qui ont abordé la question dans toute son étendue, il faut citer celui dont M. Schiern, jeune professeur d'histoire à l'université de Copenhague, a publié, il y a quelques mois, le premier volume (1). M. Schiern ne s'est pas contenté d'étudier scrupuleusement les anciens titres des races dont il veut retrouver les vicissitudes et constater l'identité : il a de plus observé avec une profonde attention leur physionomie actuelle, leurs traits originaux, leurs coutumes nationales, et, remontant du connu à l'inconnu, il a découvert par cette recherche plus d'une trace curieuse du passé. Après un long chapitre sur la race finnoise, dont il croit l'immigration fort ancienne, M. Schiern étudie les destinées des races ibérique et italique, puis celles des Hellènes; il n'a fait dans ce premier volume que raconter l'histoire de quelques populations aujourd'hui fort mêlées; l'ordre chronologique qu'il a adopté amènera dans les volumes suivans les races scandinave, germanique et slave, qui ont mêlé à la civilisation romaine leur génie particulier.

M. Schiern est à peu près le seul des écrivains modernes du Nord qui ait étendu si loin le cercle de ses études ethnographiques. Les autres ont limité leur sujet; négligeant l'archéologie qu'on peut appeler classique, ils ont étudié de préférence celle des peuples que n'a point touchés l'influence des civilisations grecque et latine, et en particulier celle des nations scandinaves. C'était à leurs yeux une œuvre de patriotisme autant que d'érudition pure, et les attaques récentes de l'Allemagne n'ont fait que raviver les souvenirs de la nationalité scandinave qu'il s'agissait de ne pas laisser confondre avec la nationalité germanique. M. Worsaae, inspecteur des monumens

(1) *Europas Folkestammer. Historiske Undersögelser og Omrids*, af Fred. Schiern. 1 vol. in-8, Copenhague.

historiques du Danemark, s'est montré le plus ardent des archéologues du Nord pour revendiquer envers l'Allemagne les titres de son pays à l'indépendance et pour restituer à l'histoire, par l'interprétation des monumens du paganisme, des époques jusqu'à présent inconnues. Venu à une époque où l'étude des antiquités scandinaves et de l'écriture runique avait, il est vrai, séduit les imaginations, mais sans obtenir de résultats réels, M. Worsaae pensa qu'une critique sévère, seule capable de faire avancer la science, devait remplacer désormais un enthousiasme dangereux; il osa, en 1844, contester la découverte que le savant Finn-Magnussen avait cru faire à propos de la fameuse inscription de Runamo (1). Les érudits du Nord avaient pendant longtemps cherché l'explication de certains caractères qu'on croyait apercevoir sur le rocher de Runamo, dans la province de Bleking, au sud de la Suède, et qui semblaient se rapporter à une ancienne inscription mentionnée par Saxo Grammaticus. En 1833, le roi de Danemark chargea Finn-Magnussen, de concert avec MM. Forchhammer et Molbech, d'examiner de nouveau et de résoudre, s'il était possible, la question. Finn-Magnussen, après un an d'études, annonça qu'il avait enfin déchiffré cette inscription runique en la lisant de droite à gauche, et, construisant sur sa découverte un système ou tout au moins des inductions nouvelles, il crut avoir obtenu des résultats inattendus, soit pour la science historique en général, soit en particulier, pour la connaissance de l'ancienne écriture runique. Cependant, tandis que Finn-Magnussen était occupé à rédiger un long et savant rapport, qui devint un ouvrage important (2), le célèbre chimiste suédois Berzélius et M. le professeur Nilsson, de l'université de Lund, le premier en 1838, et le second en 1841, publièrent des mémoires dont les conclusions, tout à fait contraires à celles de la commission danoise, tendaient à établir que ce qu'on avait pris pour des runes n'était que les accidens d'un filon de *trapp* dans le rocher granitique. L'attention des savans de l'Europe était vivement excitée par cette singulière polémique, lorsque M. Worsaae, après deux voyages en Suède, apporta dans la discussion de nouveaux argumens, et ruina la découverte prétendue de ses savans compatriotes. Toutefois, comme un grand esprit ne descend jamais dans un débat sans l'agrandir et le féconder, il se trouva que la science profonde de Finn-Magnussen avait découvert, chemin faisant, des aperçus qu'il n'avait pas jusqu'alors soupçonnés; M. Worsaae s'est plu à reconnaître lui-même cet heureux résultat; il a pu se consoler ainsi d'une lutte inévitablement pénible contre un tel adversaire. — La seconde période des travaux archéologiques de M. Worsaae s'est inspirée du sentiment patriotique qui animait tout le Danemark en 1848 et 1849. Contre l'Allemagne envahissant les duchés, tout Danois devint soldat, de la plume ou de l'épée, et pendant que se gagnaient les journées de Fredericia et d'Idstedt, les poètes et les érudits danois entretenaient l'amour de la patrie en évoquant ses plus glorieux souvenirs. M. Holst écrivait un poème devenu populaire au milieu des camps, *le*

(1) *Runamo et les Runes*, avec trois dissertations concernant les lettres runiques, l'inscription de Runamo et quelques autres monumens anciens, Copenhague, 1841, in-4°.

(2) Ce mémoire parut en 1844, sous le titre de *Runamo et la bataille de Braavalla*, 1 vol. in-4° avec fig. Une traduction allemande en a été publiée en 1847 à Leipzig.

Petit trompette. M. Wegener, suivant les armées, pénétrait dans chaque place ennemie, et trouvait dans chacune des archives la matière de quelque factum d'une logique pressante qui, après la bataille, éclatait au milieu des Augustenbourg et complétait leur déroute. M. Worsaae crut que l'archéologie avait aussi son rôle à remplir dans l'œuvre commune; il rappela la glorieuse histoire de ce rempart national, le *Danevirke*, élevé par des mains danoises contre les attaques de Charlemagne, un peu au nord de l'Eyder, et limite constante, malgré les prétentions allemandes de 1848, des deux nationalités germanique et scandinave (1). Les Danois du XIXe siècle avaient le droit de faire respecter la frontière que n'avait pu franchir la conquête romaine elle-même,

Eidora romani terminus imperii.

Avec le *Danevirke*, M. Worsaae célébra aussi, en retraçant minutieusement son histoire, l'étendard sacré, le *Danebrog*, qui tomba du ciel au milieu de la bataille de Wolmar, et apporta aux Danois ébranlés un secours divin qui ramena la victoire (2). L'archéologue a développé avec une érudition complaisante cette monographie qu'un chant devenu national a résumée et gravée dans les souvenirs du peuple : « Flotte fièrement sur la Baltique, Danebrog rouge comme le sang!... Ta croix blanche a porté jusqu'aux cieux le nom du Danemark... Frémis vaillamment au bruit du combat, frémis en l'honneur d'Juul (c'est le fameux amiral danois); chante le brave Tordenskjold et parle devant les étoiles du courageux Hvitfeld... mais pas un héros n'efface ton grand Christian IV... »

La lutte est finie dans le Nord; elle s'est terminée à la gloire du peuple danois; grâce à elle, non-seulement il a revendiqué dignement sa nationalité, mais, en étudiant de nouveau son histoire, il a conçu un orgueil légitime pour les graves destinées qu'ont accomplies dans le passé les races scandinaves et pour le grand rôle qui leur a été assigné dans les origines et la formation de l'Europe moderne. Il a donc chargé ses archéologues et ses historiens de rechercher avec soin toutes les traces de la civilisation scandinave et de l'influence qu'elle a exercée sur les autres peuples de l'Europe. C'est pour accomplir cette mission que l'habile antiquaire M. Thomsen a fondé les deux beaux musées ethnographique et scandinave que les gens du peuple de Copenhague visitent et admirent autant que les étrangers, et c'est aussi pour contribuer à cette tâche patriotique que M. Worsaae a publié, après d'autres écrits moins importans, mais tous curieux (3), un livre intitulé *les Danois et les Norvégiens en Angleterre, en Écosse et en Irlande* (4). Cet ouvrage a paru cette année

(1) *Danevirke, der alte Grœnzwall Dœnemarks gegen Süden, aus dem dœnischen übersetzt:* Kopenhagen, in-8°, 1848, avec carte.

(2) *Om Danebrog*, af J. J. A. Worsaae. Kjœb, in-8°, 1849, avec figures.

(3) *Die nationale Alterthumskunde in Deutschland* (De la Connaissance des Antiquités nationales en Allemagne,) in-12, Copenhague. — *The Antiquities of Ireland and Denmark*, in-8°, Dublin. — *Dœnemarks Vorzeit durch Alterthümer und Grabhügel beleuchtet* (le Passé du Danemark éclairé par les antiquités et les tombeaux), in-8°, Copenhague, avec gravures.

(4) *An Account of the Danes and Norwegians in England, Scotland and Ireland*, in-8°, Londres, 1852, avec de nombreuses gravures.

en même temps en danois à Copenhague et en anglais à Londres. C'est une enquête scrupuleuse de tous les vestiges scandinaves conservés dans les monumens, dans les tombeaux, dans les traditions, dans la langue et les mœurs des îles britanniques, des Shetland, des Hébrides et des Fœroë. Quiconque a lu *le Pirate* de Walter Scott et son recueil de chants du *Border* écossais sait quelle empreinte particulière le contact et la domination des peuples du Nord ont laissée sur le caractère anglais. Walter Scott eût encouragé avec bonheur le jeune archéologue danois recueillant avec piété sur les inscriptions tumulaires et dans les chansons ou les récits du peuple tous les souvenirs, toutes les syllabes scandinaves. Grand archéologue lui-même par la science et surtout par le sentiment du passé, il avait commencé, on peut le voir dans les notes savantes qui accompagnent presque toutes ses œuvres, ce travail d'érudition que M. Worsaae vient d'achever avec des connaissances plus spéciales. M. Worsaae parcourt avec zèle, afin de mener à bonne fin son enquête, tous les pays de l'Europe du nord. Il recommence les courses des anciens vikings scandinaves; il voudrait reconnaître leurs sillons sur les mers qu'ils ont traversées. Après avoir visité l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande en 1846 et 1847, il est venu cette année même explorer notre Normandie, et nous attendons de lui pour l'année prochaine un livre qui ajoutera une page intéressante non-seulement à l'histoire d'une de nos plus grandes provinces, mais à celle de notre moyen âge.

A côté des antiquaires qui scrutent le passé, se rencontrent les statisticiens qui vérifient et enregistrent les faits du présent. Depuis quelques années, le Danemark s'est élevé au rang des états de l'Europe qui sont le mieux pourvus à cet endroit, et la statistique y est devenue une science bien ordonnée. Un bureau spécial de statistique a été créé auprès de l'administration centrale, et M. Bergsoe, chef de ce bureau, lui a imprimé une direction qui a déjà produit des résultats excellens. Parmi les meilleures publications de la statistique officielle, il faut signaler les *Tableaux* (1) dressés par ordre du gouvernement pour obtenir un compte exact des résultats qu'avait amenés en Danemark le suffrage universel en 1849 et 1850. Ces tableaux offrent un singulier spectacle, qui doit être une leçon, en montrant par diverses colonnes que les électeurs les plus jeunes et les moins instruits votaient constamment et avec ensemble pour ceux des candidats qui offraient le moins de garanties politiques et morales, et qu'ils étaient en majorité. Il serait certainement curieux et utile qu'un pareil travail, divisé selon les âges et les professions, fût dressé pour la France; il intéresserait toute l'Europe et serait du moins une pièce importante pour qui veut étudier sérieusement l'expérience du suffrage universel. Doué d'une rare activité, M. Bergsoe, en dehors de ces travaux minutieux et difficiles à diriger, a conduit cette année même à bonne fin sa grande *Statistique du Danemark* (2), ouvrage consciencieux, judicieusement mêlé d'exposés historiques nets, précis, intéressans, et d'aperçus économiques tout à fait dignes de la science moderne.

Telle est la vigueur du génie danois. Il apporte dans l'archéologie et la sta-

(1) *Statistik Tabelvœrk*, in-4°.

(2) *Den Danske Stats Statistik*, in-8°, 4 vol., 1846-52.

tistique une exactitude et une critique qui le distinguent profondément de l'esprit germanique. Les résultats qu'ont obtenus sur ce terrain quelques écrivains danois font bien augurer de l'avenir d'un mouvement d'études si digne de l'attention et des encouragemens de l'Europe. A. GEFFROY.

SOUVENIRS DE VOYAGES ET D'ÉTUDES, par M. Saint-Marc Girardin (1). — En recueillant ces *Souvenirs*, M. Saint-Marc Girardin ne fait pas seulement une chose agréable au public, il fait aussi un acte de fidélité. Pourquoi ne le dirions-nous pas sans détour? Dans ce livre adressé aux lecteurs de 1852, ils trouveront à chaque page un homme de 1828 et de 1830. Cela s'entend : un homme de 1830, c'est un partisan de la liberté honnête et réglée, de la philosophie sans libertinage, de la religion sans fanatisme et sans hypocrisie, un ami de toutes les choses généreuses, enfin, pour trancher le mot, un esprit libéral. Oui, c'est en esprit libéral et en philosophe que M. Saint-Marc Girardin a visité l'Europe, jugé les hommes, les lieux, les institutions. Soit qu'il voyage aux enfers de Virgile, l'Énéide à la main; soit qu'il aille à Munich s'entretenir de métaphysique avec Schelling, de mysticisme avec Baader et Goerres, de statuaire avec Cornélius; soit qu'il descende le Danube de Vienne à Galatz, pour étudier sur place la question d'Orient et observer les principautés qui en sont le nœud, partout il se plaît à recueillir les traces des idées françaises de 89, se répandant à travers tous les obstacles par les livres de nos grands écrivains mieux encore que par les conquêtes de nos soldats.

Ce que nous aimons en M. Saint-Marc Girardin, c'est qu'il est un des rares esprits qui, de notre temps, ont conservé une foi. Quelle est donc, dira quelqu'un, la foi de cet impitoyable et charmant railleur qui médit si volontiers de son siècle, de son pays et du genre humain, qui souffle sur nos chimères, se joue de nos exaltations, perce à jour nos vanités et nos ridicules? S'il croit au vrai et au bien, quel est son système? Nous répondrons avec candeur que le système de M. Saint-Marc Girardin nous est complétement inconnu. Quand il nous vante les secrètes beautés de l'ontologie transcendante de M. Hegel, nous nous défions de lui. Il a beau nous citer ses deux saints de prédilection, saint Paul et saint Augustin, nous ne le croyons pas janséniste pour cela. En fait de systèmes, nous le soupçonnons d'être de l'école de *Micromégas*. Mais n'allez pas confondre sa raillerie avec celle de *Candide*. Elle est vive, légère, charmante, j'en conviens, mordante quelquefois, mais amère, mais cruelle, jamais. Sous ce ton de moquerie enjouée, on sent l'amour et le respect de la dignité humaine. Ce doute, qui pénètre ou effleure tant de choses, s'arrête toujours à propos. Son contrepoids n'est pas seulement dans la raison, il est dans le cœur. M. Saint-Marc Girardin nous raille, mais il nous aime. Il nous croit faibles, non incorrigibles. Il nous tient en garde contre l'exaltation, il ne nous jette pas dans l'indifférence. Cette foi morale qui jamais ne l'abandonne, il sait la répandre et la communiquer. De là cette chaleur douce et pénétrante qui vient animer sa raison et la préserver de la sécheresse; de là, le caractère d'honnête homme empreint à toutes les pages de son livre.

E. SAISSET.

(1) 1 vol. in-12, chez Amyot, rue de la Paix.

V. DE MARS.

BURKE

SA VIE ET SES ÉCRITS.

PREMIÈRE PARTIE.

De tous les hommes célèbres de l'Angleterre, il n'en est pas dont le nom me semble avoir dans ces derniers temps plus grandi que celui de Burke. Il est rare qu'il soit cité dans son pays sans quelque magnifique éloge par les écrivains les plus graves, et son autorité n'est jamais invoquée sans déférence. On peut s'étonner de ce retour de faveur envers sa mémoire; car, dans les années qui suivirent sa mort, il semblait n'avoir laissé qu'une de ces réputations de parti qui n'excluent pas des talens supérieurs, mais qui atteignent rarement à la gloire incontestée. Depuis lors, il ne s'est accompli, dans les opinions ni dans les faits, aucune de ces révolutions qui donnent tout d'un coup raison et crédit à un homme d'état longtemps méconnu, à un penseur longtemps mal compris. Rien ne s'est passé en Angleterre qui puisse être regardé comme l'ouvrage de Burke. La France a quelquefois justifié, plus souvent démenti ses prédictions. Les hommes qui illustrent depuis vingt ou trente ans le gouvernement britannique ne se proclament ni ses disciples ni ses continuateurs. A mes yeux, cette renaissance de renommée est surtout littéraire. Elle est due au grand écrivain dont le talent a fait école. Quoique ce soit malheureusement le mérite dont nous osions le moins juger, quoique celui de Burke en général nous semble un peu au-dessous du rang qu'on lui

assigne, il nous a paru intéressant de chercher à peindre, même après de plus habiles, un homme éminent, dont chacun sait le nom, dont peu connaissent les traits. Aussi bien, diverses circonstances se réunissent pour donner de l'à-propos à l'histoire de l'un des juges les plus cités et les plus sévères de la révolution française. Ceux-là qui auraient, en d'autres temps, accueilli avec impatience ou dédain les rudes avertissemens d'un publiciste ennemi, laissent voir des dispositions différentes, et il ne serait pas impossible que Burke reprît faveur. En cela du moins, nous suivrons le courant, dans le choix du sujet bien entendu, car pour le fond des idées nous ne promettons rien. Nous sommes du parti des hommes sans progrès et que les événemens n'éclairent pas.

On doit chercher Burke dans ses actions, ou plutôt dans ses écrits et ses discours, qui furent ses principales actions. Puis, il faut s'enquérir de ce qu'on a dit de lui et de ce qu'on a publié sur son compte. Outre les deux grandes revues, *Quarterly* et *Edinburgh*, qu'on doit consulter toujours, de quelque sujet qu'il s'agisse intéressant l'île fameuse, il y a encore des mémoires sur Burke, publiés par James Prior, Anglais conservateur du commencement du siècle, et qui professait exactement les opinions dans lesquelles Burke a fini sa vie. En tête d'une édition de ses œuvres (1845), un écrivain qui nous paraît plus habile, M. Henry Rogers, a placé une introduction biographique et critique où il y a beaucoup à profiter. En 1827, une correspondance intéressante entre Burke et le docteur Laurence a été imprimée. Enfin, il y a huit ans, lord Fitzwilliam et sir Richard Bourke, l'un fils d'un ami de Burke, l'autre membre de sa famille, ont publié en quatre volumes le recueil de ses lettres, un de ces recueils qui, avec le temps, ne manquent jamais en Angleterre et qui sont si utiles à lire, s'ils ne sont très agréables. Nous avons ainsi un ensemble de matériaux à peu près complet pour apprendre à connaître et, s'il se peut, à peindre le *right honourable Edmund Burke*.

Il était Irlandais. Quoique l'on hésite en Angleterre à désigner ainsi tout protestant né en Irlande, et que généralement on réserve ce titre peu favorisé au descendant de la race celtique resté fidèle au christianisme selon saint Patrick, il nous semble que le fils d'un avocat de Dublin peut, encore qu'il ne fût pas catholique, être considéré comme un enfant de la *verte Erin*, et son origine d'ailleurs se trahissait par quelques-uns des traits du caractère national. La puissance et la vivacité de l'imagination, la haine de la tyrannie jointe au respect de la tradition, une indépendance personnelle qui résistait à l'opinion commune et au commun exemple, une raison plus haute que sûre, un esprit fécond, vigoureux, mais rarement calme et tempéré, une tendance constante à l'exagération, ne sont pas les traits

ordinaires d'un Anglais de race, mais plutôt les signes distinctifs d'une riche nature irlandaise. A diverses reprises, on l'a même soupçonné de dissimuler des croyances catholiques pour lui, pour sa famille, pour sa femme, ainsi que les souvenirs d'une éducation reçue chez les jésuites à Saint-Omer. Aucun fait réel ne justifiait ce soupçon; il est vrai seulement qu'il soutint constamment les intérêts ou plutôt les droits des catholiques irlandais, et que la naissance seule l'avait fait protestant. Il était fidèle au culte de ses pères plutôt qu'à l'esprit du protestantisme, et peut-être eût-il été plus à l'aise dans la foi catholique s'il y fût né, car il était de ceux qui reconnaissent la vérité à l'antiquité; mais la foi anglicane était pour lui la tradition; elle faisait partie de ces institutions nationales, toutes sacrées à ses yeux. Il faut même le louer de ne s'y être pas attaché jusqu'à l'intolérance, car ce qui le caractérisait, c'était d'unir les idées d'un Anglais de 1688 au génie d'un Irlandais.

Né le 12 janvier 1728, d'une famille qui, malgré une différence d'orthographe, est la même que celle de Bourke ou Burgh, race normande établie depuis longtemps dans le Galway, Burke avait une sœur et deux frères qui n'étaient pas sans mérite. L'aîné demeura à Dublin, simple attorney comme son père, et Richard, le troisième, suivit Edmund de loin dans la carrière des lettres et de la politique. La faiblesse de sa santé détermina son père à le faire élever à la campagne, et, d'une école de village à Castletown-Roche, il passa, avec ses frères, à une école de Dublin, puis à l'Académie de Ballitore, collége estimé dans le comté de Kildare et dirigé par le chef d'une famille du nom de Shackleton. C'étaient des quakers, et près d'eux sans doute Burke enfant contracta la simplicité de goûts et même une certaine sévérité de mœurs qui ne l'abandonna jamais. Il ne cessa de porter aux quakers une bienveillance qu'il accordait rarement aux autres sectes dissidentes. Le fils du principal du collége, Richard Shackleton, demeura pendant plus de cinquante ans, et jusqu'à sa mort, l'ami de celui dont il avait été le camarade d'études. Les longues amitiés sont aussi respectables que des vertus.

Le jeune Burke était un écolier plus remarquable par sa facilité, sa mémoire, son ardeur à s'instruire, que par des talens précoces. On remarquait l'indépendance de ses penchans et son goût pour le genre de domination qui s'obtient en enseignant aux autres ce qu'ils ignorent. On a de lui des lettres de 1744 adressées à son ami Shackleton; l'une contient des vers descriptifs passables pour un écolier; l'autre exprime des sentimens vivement chrétiens, un peu quakers. Il avait seize ans; c'est l'âge où il entra à Trinity College, de l'université de Dublin. Il s'y distingua bientôt assez pour gagner successivement, avec plus de travail que d'éclat, tous les grades académiques.

Cependant son imagination s'était éveillée : son premier goût pour la poésie se montrait par quelques traductions d'un assez bon style. En même temps il se portait, avec une curiosité qu'il appelle de la fureur, vers les études les plus diverses, mais surtout vers l'histoire, vers la philosophie morale et politique. Quoiqu'il cultivât la logique et la métaphysique, c'est le spectacle de la nature humaine sur le théâtre de la société qu'il aimait à contempler. A tous les poètes et à tous les philosophes il dit qu'il préférait Plutarque.

Il avait dix-neuf ans, lorsqu'il publia sa première composition, et l'on a remarqué qu'il commença comme il devait finir. Il combattit à Dublin l'opposition démocratique, y réfutant un docteur obscur qui avait gagné une certaine importance locale en s'attirant les rigueurs de l'administration. Mais il se destinait au barreau anglais; il était inscrit à Middle-Temple, et, dans l'intention d'y prendre ses grades, il vint à Londres en 1750. Une lettre qu'il écrivit peu après son arrivée est remplie d'une sorte d'enthousiasme. Voici pourtant ce qu'il dit de la chambre des communes, déjà brillante de la rivalité du premier Pitt et du premier Fox : « Il s'y produit souvent des explosions d'une éloquence qui s'élève plus haut que la Grèce et Rome, même dans leurs jours de plus grand orgueil. Cependant un homme après tout y fera plus par les figures de l'arithmétique que par les figures de la rhétorique. » Voilà comme sous Walpole ou Pelham on jugeait l'assemblée du peuple.

Le jeune étudiant s'attacha médiocrement à la loi, et ne poussa pas jusqu'au bout son apprentissage. L'étendue de son esprit et la diversité de ses facultés ne lui permettaient guère de se renfermer dans une étude exclusive. Sa poitrine délicate lui faisait redouter les fatigues de la profession d'avocat. Il y renonça et se jeta dans cette situation indécise, dans cet état de disponibilité universelle qui tente souvent les jeunes gens, et qui peut satisfaire également l'amour comme l'aversion du travail, attirer ceux qui peuvent beaucoup comme ceux qui ne peuvent rien. C'est une phase que les uns traversent pour préparer et découvrir leur aptitude; les autres y demeurent sous prétexte d'attendre leur jour, et tout en se réservant pour un avenir qui ne vient pas, ils s'habituent au désœuvrement et ne se disposent qu'à la stérilité. La vanité des uns et des autres peut s'y complaire; mais là elle vit d'espérances ambitieuses, ici elle se nourrit des dégoûts de l'impuissance. A ce moment de la vie, pour les esprits doués d'activité, nos sociétés modernes offrent une ressource, c'est la presse périodique. Quand on a de l'esprit dans la jeunesse, on pense à tout; point de sujet sur lequel on n'ait son mot à dire et sa leçon à donner. Or les journaux parlent de tout et font l'éducation de tout le monde, même de ceux qui les rédigent. Burke

écrivit donc dans les journaux; mais ces premiers essais de sa plume sont restés inconnus.

On sait aussi qu'il fréquentait les théâtres, qu'il recherchait les gens de lettres, mais ne négligeait pas les études les plus sérieuses. La philosophie, qu'il appelle « la reine des sciences et la fille du ciel, » l'occupa quelque temps, quoiqu'il ne fût point, par la nature de son esprit, destiné à y faire de grands progrès. Deux ou trois ans après son arrivée à Londres, il se porta candidat à la chaire de logique de l'université de Glasgow, et composa, pour se donner des titres, une réfutation du système de Berkeley qui n'a pas été conservée. C'est vers le même temps qu'il fit en France un premier voyage dont il n'est pas resté de traces. Peut-être alors visita-t-il la maison des jésuites de Saint-Omer où beaucoup de jeunes Irlandais étaient élevés, et c'est cette relation momentanée que la malignité aura exploitée plus tard. Ses premières années de jeunesse furent tellement obscures, qu'il a été facile d'y semer des fables. Ce n'est qu'à vingt-huit ans qu'il put enfin se faire un peu connaître, en publiant sa *Défense de la société naturelle.*

Il ne faut pas se méprendre au titre : ce n'est pas l'exposition d'un système, ni la démonstration de cette thèse qu'il y a un ordre social fondé sur la nature; c'est, sous une apparence sérieuse, une dissertation étendue, trop étendue, où l'on prouve que tous les maux de l'humanité lui viennent de la société artificielle, c'est-à-dire des gouvernemens et des lois. D'où put naître cette conception singulière si peu d'accord avec les opinions générales de Burke, qui toute sa vie fit profession de mépriser les abstractions politiques? Etait-ce un paradoxe adopté légèrement par un jeune écrivain qui veut un début brillant et cherche à surprendre pour être admiré? Nullement; l'ouvrage est d'un bout à l'autre ironique. C'est une thèse soutenue avec l'art d'un sophiste à dessein de montrer qu'il faut se défier du talent et du raisonnement, et qu'il est aisé de rendre l'erreur plausible et l'absurdité persuasive.

Les ouvrages philosophiques de Bolingbroke avaient paru quelque temps après sa mort (1754). Cette publication fit du bruit et même du scandale. De son vivant, la liberté de ses opinions en matière religieuse était connue; ses écrits sur ce sujet ne l'étaient pas. Or, dans ces essais adressés à Pope et qui sont peu lus aujourd'hui, il insistait tant sur les tristes effets de la superstition et de l'intolérance, qu'il semblait conclure à la condamnation de la religion même. Sa réputation d'écrivain était telle, que les gens d'esprit se croyaient obligés d'exalter son génie malgré son caractère, et ses ouvrages malgré ses principes. On proclamait sa manière inimitable. Le jeune Burke entreprit de l'imiter, et il y réussit tellement, que Mallett, l'éditeur

de Bolingbroke, jugea nécessaire de désavouer la nouvelle publication. Le novice auteur, en reproduisant avec adresse les artifices et les beautés d'un style admiré, avait adopté une thèse manifestement fausse comme fondement ruineux d'une déduction puissante et peut-être irrésistible, espérant ainsi prémunir les esprits contre la tromperie possible de toute dialectique éloquente. Nous devons convenir que l'ouvrage est bien écrit, le raisonnement spécieux, les preuves exposées avec suite et clarté, et qui le lirait sans être averti pourrait croire l'auteur de bonne foi, ou lui attribuer la sincérité relative d'un esprit paradoxal dont les opinions sont des caprices ou des moyens de briller. On imaginerait aisément lire quelque chose comme le discours de Rousseau sur les sciences et les arts, comme un de ces ouvrages que l'auteur commence sans conviction et qui finissent par le persuader à mesure qu'il les écrit.

Il paraît que le premier effet fut équivoque, et l'idée mal comprise, preuve au reste que l'auteur avait réussi, car l'illusion était son but. Dans la préface d'une nouvelle édition, il expliqua sa pensée, et l'on sut enfin que ce débutant, qui se montrait déjà maître des secrets du métier, promettait un défenseur de plus aux conventions et aux croyances générales de l'humanité. Ce point nous frappe dans ce premier essai. Burke y paraît déjà ce qu'il fut toujours, même au temps où il brillait au premier rang des défenseurs de la liberté politique, l'adversaire déclaré des nouveautés hasardeuses et des utopies subversives qui furent de vogue au dernier siècle, et qui ne manquent jamais de se produire à la veille des transformations sociales. Burke était un écrivain hyperbolique plutôt qu'un écrivain paradoxal; ses opinions étaient d'ordinaire pratiques et modérées, bien qu'exprimées souvent sans modération. Ce n'est pas son esprit, mais son talent qui était original et hardi. Penseur sage, avec un cœur passionné et une ardente imagination, il a dû plus d'une fois donner le change à ses amis et à ses ennemis, et c'est un contraste dont il faut tenir compte, si l'on veut le bien juger.

Nous regardons d'ailleurs comme assez puérile la supercherie littéraire de son premier écrit. Il est trop long pour n'être pas sérieux. Quand on le croit sincère, il impatiente; quand on le sait ironique, il ennuie. Son plus grand mérite est de manifester dans un début l'habileté savante d'un écrivain expérimenté.

La réputation de Burke pouvait commencer alors; mais, la même année 1756, il l'établit, autant que le peut faire un auteur qui ne signe pas ses ouvrages, en publiant ses *Recherches philosophiques sur l'origine de nos idées du sublime et du beau.* C'est un pendant de l'ouvrage d'Hutcheson sur l'origine des idées de beauté et de vertu. On sait que Hutcheson, Irlandais comme Burke, devint pro-

fesseur à Glasgow, et fut le fondateur de l'école écossaise. Burke, ayant songé à lui succéder, avait étudié ses écrits, et il se sentit excité à marcher sur ses pas. De là le seul livre qu'il ait fait, ou du moins le seul de ses ouvrages qui ne soit pas de circonstance, et dont on cite encore le titre plus qu'on n'en connaît le contenu. Le sujet était assez à la mode. Hogarth, le peintre spirituel, avait récemment publié son *Analyse de la beauté*, ouvrage médiocre de métaphysique et d'art, dont l'une des belles Gunning, célébrées par H. Walpole, lady Coventry, disait avec ennui : « Encore un ouvrage sur moi ! c'est insupportable. » Le livre de Burke pouvait difficilement donner lieu à la même méprise, quoique Dugald Stewart lui reproche d'avoir, en le composant, trop exclusivement eu devant les yeux pour exemple du beau la beauté des femmes.

Dans une dissertation préliminaire sur le goût, Burke appelle ainsi la faculté ou les facultés de l'esprit qui sont affectées par les ouvrages d'art ou d'imagination, ou qui servent à en porter un jugement. Quoiqu'on accuse ces affections de varier sans aucunes règles, l'identité, chez tous les hommes, des moyens de communication avec les objets extérieurs ne permet pas d'admettre que cette diversité soit infinie. Tous trouvent que l'amer est amer et que le doux est doux; pour tous, la lumière est plus agréable que l'obscurité. Quoique le degré de plaisir ou de peine attaché aux sensations puisse varier d'un homme à un autre, l'imagination est soumise à une certaine uniformité comme les sensations mêmes. C'est par une loi générale de sa nature qu'elle se plaît aux images, aux comparaisons, aux métaphores. Point d'homme qui, la première fois qu'il voit une statue, n'éprouve un plaisir qui ne diffère qu'en raison de l'éducation, des études et des souvenirs. Nous aimons de la même manière les ouvrages d'esprit, sans aimer également les mêmes ouvrages, parce que les intelligences ne sont pas douées de la même puissance, de la même délicatesse, et n'ont pas reçu la même culture. Nos passions ajoutent à ces différences, dès qu'au lieu d'images qui parlent aux sens il s'agit des choses morales. Au fond, le goût ne varie en ces matières que parce que la sensibilité et le jugement ne sont pas constamment parfaits, et cela même prouve qu'il y a une telle chose qu'une sensibilité vive, qu'un jugement droit. Or les causes qui altèrent la sensibilité ou le jugement sont accidentelles; viennent-elles à suspendre leur action, le goût se redresse et reprend son uniformité. Tout le monde alors juge de même en matière de goût, quoique tout le monde ne goûte pas le même genre de beauté avec le même plaisir. Il y a donc une logique du goût.

Mais si le goût n'est pas arbitraire, s'il n'est pas une pure affection individuelle, il faut que nous ayons tous des idées de beau et

de sublime. Quelle est l'origine de ces idées? Digne sujet d'une recherche philosophique.

La curiosité est la première émotion de l'âme humaine. Nous cherchons d'abord la nouveauté; mais quoiqu'une certaine nouveauté soit une des conditions de l'attrait des choses, elles nous affectent directement par le plaisir ou la peine, qu'il ne faut pas tenter de définir. Cependant on peut distinguer le plaisir qui ne résulte pas de l'absence d'une peine, et qui est conséquemment un plaisir par lui-même, et le plaisir mixte, qui se compose ou s'accroît de la cessation d'une peine, de la disparition d'un danger, et que l'auteur appelle du nom bizarre de *délice*. Les sentimens qui suivent ou accompagnent le plaisir et la peine sont la joie et la douleur.

Les passions qu'engendrent le plaisir et la peine tendent à la conservation de l'individu ou à celle de la société. Les premières, principalement excitées par la peine et le danger, sont les plus puissantes de toutes. Tout ce qui est fait pour provoquer ces idées de peine et de danger, tout ce qui est terrible, est une source de sublime ou de la plus forte émotion que l'âme soit capable de ressentir. Parmi les passions qui intéressent la société, celles qui regardent la *société des sexes* admettent immédiatement l'idée de beauté; mais une idée de volupté s'y mêle, et cette dernière idée est étrangère aux autres passions sociales, à la sympathie, à l'imitation, à l'ambition. On peut dire en général que l'amour a pour objet la beauté. Le plaisir que nous donne l'imitation est la source de notre goût pour les arts, où sous une nouvelle forme trouvent place le sublime et le beau.

Quoi qu'on pense de cette métaphysique (et il est facile d'en apercevoir à la première vue l'insuffisance, l'inexactitude et la confusion), on prendra plus de plaisir à suivre l'auteur dans l'analyse particulière des passions ou pour mieux dire des affections qu'excite le sublime. Ici encore manquent la clarté et la méthode, les divers genres de sublime sont confondus avec leurs effets divers, et les causes de nos affections avec nos affections même; mais pourtant ce qu'il dit de l'étonnement, de la terreur et du respect, de l'obscurité, de la puissance, de la grandeur, de l'infini, fera penser, et s'il est difficile de rencontrer quelque part dans ce livre une théorie satisfaisante, même une vue large et lumineuse, on trouvera une constante élévation d'idées et des remarques détachées qui frappent par la justesse ou par l'expression. Les rapports de certaines causes de pure sensation avec la sublimité des objets naturels et artificiels, par exemple les effets de la lumière, de la couleur, du son, de l'odeur, de la saveur, de la soudaineté et de l'intermittence, sont étudiés avec une sagacité ingénieuse, et les vérités se rencontrent là pêle-mêle avec les singularités.

La troisième partie, qui roule sur la beauté, est certainement beaucoup mieux traitée et mérite plus le titre de recherche philosophique. L'auteur, discutant les idées de Locke, de Shaftesbury, d'Hutcheson, établit avec développement que la beauté n'est ni la proportion, ni la convenance, ni la perfection, et, après avoir indiqué avec quelle réserve l'idée de beauté doit être appliquée, soit aux qualités de l'âme, soit surtout à la vertu, si l'on ne veut pas confondre le goût avec la morale, il prétend que la beauté se réalise à sept conditions, petitesse comparative, douceur de l'ensemble, diversité dans la direction des parties, gradation de ces mêmes parties, qui ne doivent pas être anguleuses, mais se fondre les unes dans les autres, délicatesse de la forme, éclat du coloris, ou couleurs claires et brillantes, enfin mélange de celle qui domine par son éclat avec d'autres qui la diversifient et la tempèrent. Dans la pensée de Burke, tout ce qui est proprement beau est sensible, et il n'admet qu'indirectement et par extension ce qu'on appelle la beauté morale.

Dans la quatrième partie, il revient sur l'objet des deux premières en se proposant de rechercher la cause efficiente du sublime et du beau. L'association des idées et certains mouvemens des nerfs qu'il affirme plutôt qu'il ne les prouve donnent, selon lui, naissance à ces émotions, à ces affections que nous rapportons au beau et au sublime. Reste à savoir pourquoi certains objets sont ainsi qualifiés. On trouve ici tantôt de la psychologie, tantôt de la physique; mais ni l'une ni l'autre ne satisfait aux conditions rigoureuses de la science. Il vaut mieux passer au dernier livre, qui traite des mots et qui appartient à la métaphysique de la littérature. Ici l'homme de lettres se retrouve. La puissance de la langue et surtout de la langue poétique est exposée par un critique capable de la sentir, et, quoiqu'il soit difficile de rattacher solidement cette partie à l'ensemble, on ne peut regretter de la rencontrer.

Cet ouvrage, qu'il serait oiseux d'examiner au fond, n'a fait faire aucun progrès à cette science du beau que les Allemands nous ont forcés d'appeler l'esthétique. Le mérite est plutôt dans le choix du sujet que dans la manière dont il est traité. Quelques vérités particulières, quelques observations neuves, quelques pensées finement justes, plus rarement brillantes, ne suffisent point pour faire un livre, et l'essai de Burke n'est qu'une suite de discours qui auraient parfaitement réussi dans l'improvisation de l'enseignement, ou plutôt d'une sérieuse conversation entre Reynolds et Johnson. On dit que, plus avancé dans la vie, Burke riait parfois de quelques-unes des théories hasardées dans cette œuvre de sa jeunesse; mais nous doutons, avec un de ses biographes, qu'à aucune époque il les eût remplacées par des doctrines mieux liées, plus approfondies, plus con-

cluantes. Son esprit n'était pas philosophique, à prendre ce mot dans le sens propre; la dialectique dans l'abstraction ne lui allait pas. Il est remarquable que dans une matière qui touche par tant de points aux choses d'imagination, son style n'offre pas cette vivacité de couleur qui brille dans ses autres écrits. On dirait que, gêné par son sujet ou par son plan, mal à l'aise dans la déduction, il cherche avant tout, et cherche vainement la clarté, l'exactitude et la précision. Evidemment, en abordant les recherches spéculatives, il manquait sa vocation et forçait son talent.

Cependant son ouvrage eut un certain succès, et a conservé quelque réputation. Il dut placer l'auteur dans ce monde littéraire où il n'avait jusqu'alors aucun rang, et il lui donna crédit parmi les artistes, qui firent toujours cas de son jugement. On a conservé de ses lettres, qui sont d'intéressantes dissertations sur la peinture et la sculpture. Il jugeait beaucoup mieux l'art dans ses productions que dans ses principes. On raconte que, quelques années plus tard, le peintre irlandais Barry l'avait invité à visiter son atelier. Burke, en discutant le mérite d'un tableau, amena, sans y penser, le peintre à lui opposer quelque règle de goût empruntée à ces recherches sur le beau, dont il ne le savait pas l'auteur; car l'ouvrage était anonyme. Burke contesta, récusa la citation comme sans autorité, et indigna tellement son contradicteur, qu'il fallut enfin pour le calmer lui révéler le nom qu'il ignorait, et l'artiste transporté lui sauta au cou. Barry devint le protégé et l'ami de Burke, qui le présenta dans le monde, le fit connaître de Reynolds, et même le décida, par ses conseils et ses secours, à faire un voyage en Italie. Les lettres qu'il lui écrivit pendant ce voyage sont remplies de bons avis pour l'homme et d'idées précieuses pour l'artiste. Pendant longtemps Barry, qui lui-même écrivait assez bien sur les arts, trouva chez Burke un utile protecteur, et s'il finit par perdre sa bienveillance, c'est que le caractère vain, inquiet, irritable du peintre lui rendait impossible une éternelle reconnaissance.

Mais avant de pouvoir patroner personne, Burke eut pendant des années besoin lui-même de protection. Ses premiers ouvrages ne l'enrichirent pas, et son père, mécontent de ne lui voir aucune profession, venait peu à son aide. En 1757, Burke rencontra à Bath la fille presbytérienne d'un docteur irlandais et catholique établi à Bristol. Il aima Jane Mary Nugent, et il l'épousa; mais cette union, qui fit son bonheur, ne lui donna pas de fortune. Bientôt la naissance d'un fils, sur lequel il fit longtemps reposer de douces espérances, et dont la perte devait désoler les dernières années de sa vie, lui rendit encore plus nécessaire la prévoyance qui assure l'avenir. De tous temps, en Angleterre, le talent littéraire a été un moyen

des meilleurs de se faire une position dans le monde. Les liaisons nombreuses que Burke avait formées à Londres commençaient la sienne. Elisabeth Montagu, qui dans le genre épistolaire a renouvelé sans l'égaler la réputation du nom qu'elle portait, écrivait à propos de l'ouvrage sur le beau : « L'auteur est dans ses écrits et sa conversation un homme ingénieux et ingénu, modeste et délicat, et sur les grands et sérieux sujets, rempli de ce respect, de cette vénération qu'une âme bonne et grande est assurée de ressentir, tandis que des insensés sautent par dessus l'autel devant lequel les sages s'agenouillent et paient leur mystérieux tribut. » La grave jeunesse de Burke devait produire cette impression. Des hommes dont le suffrage est une autorité se portaient déjà caution de la distinction de son esprit. Dès le commencement de son séjour à Londres, il avait formé des relations assez étroites avec Garrick, qui était presqu'un homme de lettres et un homme du monde. Une liaison plus intime, et qui devint une intime amitié, l'unissait à sir Joshua Reynolds, cet habile artiste et cet habile critique qui marquait dans la société, grâce à son talent, dont les œuvres sont chaque jour plus estimées, grâce à sa conversation, dont ses écrits portent plus d'un brillant témoignage. Samuel Johnson, ce juge difficile qui gouvernait l'opinion dans les matières d'esprit, et dont l'influence et la renommée ont surpassé les ouvrages, avait connu Burke à dîner chez Garrick, et il aperçut de bonne heure sa supériorité naissante. Il prisait très haut sa conversation, quoiqu'il lui refusât l'esprit de mots. Cette conversation, en effet, était admirée de tous les contemporains. Elle frappait à la première vue. « Un homme de sens, disait Johnson, ne pourrait rencontrer Burke par hasard, en s'arrêtant sous une porte pour éviter une averse, sans partir convaincu que c'est le premier homme de l'Angleterre. »

A trente ans néanmoins, le premier homme de l'Angleterre était encore obligé de travailler pour vivre. M. Prior, qui met beaucoup de soin à le disculper, comme d'une faute, de la gêne toujours honorable dans laquelle il vécut, dit que son père, enfin touché de ses succès, lui donnait alors deux cents livres sterling par an. Cela n'empêcha pas qu'il ne formât le projet de passer en Amérique, pour essayer du commerce, et peu s'en fallut que l'Angleterre ne perdît un des hommes qui l'ont le plus honorée. Il aurait brillé certainement parmi les fondateurs de la liberté des Etats-Unis : cette révolution-là était dans son génie ; mais il resta à Londres, et il écrivit. C'est en 1757 qu'il publia, avec l'aide, dit-on, d'un collaborateur inconnu, un tableau des établissemens européens en Amérique, ouvrage qui lui fut suggéré par le livre de Raynal, et que Dugald Stewart appelait une esquisse de maître. C'est ainsi qu'un an après il fonda, avec le libraire

Dodsley, une publication périodique, dont l'idée était heureuse, et dont l'existence a contribué à répandre utilement en Angleterre, la connaissance des faits de l'histoire contemporaine. On doit à Burke l'*Annual Register*. On sait que ce recueil, qui paraît tous les ans, rend compte des événemens écoulés dans l'intervalle d'un volume à l'autre, et donne les documens qui servent à les éclaircir. Les trois ou quatre premiers volumes passent pour être en grande partie de la main de Burke, et en tout temps il continua de s'intéresser à l'ouvrage et d'y contribuer quelquefois. Cette histoire annuelle du monde se publie tantôt depuis un siècle, et forme une collection d'un grand prix. Nulle composition n'était plus propre à former un homme public. On ne peut trop bien savoir les faits, quand on veut diriger les hommes.

Cependant sa situation restait précaire. L'agrément de son commerce multipliait ses relations. George, lord Lyttleton, dont les ouvrages historiques sont encore estimés, Fitzherbert, un membre du parlement qui aimait les lettres, Pulteney, comte de Bath, dès longtemps hors de la politique, cité pour sa conversation piquante, Anne Pitt, la sœur du grand Pitt, et dont Burke admirait l'esprit très original, Hume, qui lui fit connaître Adam Smith, et dont il trouvait l'histoire trop peu libérale et la philosophie trop peu religieuse, goûtaient tous son entretien, louaient son esprit, mais n'aidaient point à sa fortune. Heureusement dans le nombre de ses amis était son compatriote lord Charlemont, dont il parla toujours avec l'enthousiasme de la reconnaissance. C'est ce seigneur, l'ami de Montesquieu, le généreux défenseur de l'Irlande, qui présenta Burke à Gerrard Hamilton, nommé principal secrétaire du lord-lieutenant de cette île, quand en 1761 ce gouvernement fut donné à lord Halifax.

Hamilton avait débuté avec beaucoup d'éclat à la chambre des communes. On raconte que son premier discours parut si beau, qu'il désespéra de l'égaler et ne parla plus. Aussi l'appelait-on Hamilton au seul discours, *singlespeech*. La vérité est qu'il parla rarement, parce qu'il apprenait par cœur des discours écrits, et qu'ayant quitté la chambre des communes pour l'Irlande, il sembla renoncer, en Angleterre du moins, aux succès parlementaires. L'union n'était pas alors établie par la loi entre les deux îles. Le principal secrétaire accompagnait le lord-lieutenant, dont il était comme le ministre dans le parlement de Dublin. Burke partit avec Hamilton sur le pied mal défini de secrétaire, de conseil et d'ami. Dans cette position ambiguë, un collaborateur de cette vigueur d'esprit dut prendre une grande part au gouvernemeut de son pays; mais cette part est restée secrète. On sait seulement que ses services lui valurent la troi-

sième année une pension de trois cents livres sterling sur le fonds de l'établissement de l'Irlande, souvent grevé de dons plus abusifs. A ce prix, Hamilton crut apparemment acheter un dévouement absolu et s'acquérir envers un subordonné le droit de disposer à la fois de ses opinions, de son jugement, de son travail et de son temps; mais Burke ne pouvait renoncer au droit de penser et de dire sa pensée. Il n'approuvait pas toute l'administration de lord Halifax; son indépendance se heurtait souvent à l'orgueil de Hamilton; il brisa le joug, et rendit, avec une dignité un peu hautaine, un bienfait que le bienfaiteur ne dédaigna pas de reprendre pour son compte, sous le nom d'un de ses agens. Tous les liens furent rompus, et Burke revint à Londres avec de nouveaux titres à l'estime et à l'intérêt de ses amis.

Il avait mis, pour ainsi dire, le pied dans la politique. Le mouvement était donné, et ne devait plus s'arrêter qu'avec sa vie. Ses relations et ses études n'eurent plus qu'un objet. Histoire constitutionnelle, précédens parlementaires, faits économiques, il voulait tout connaître. Assidu à suivre les travaux de la chambre des communes, il se formait à la parole dans une société de discussion (*debating society*) connue sous le nom de *Société de Robin-Hood*. En même temps, il ne négligeait pas le Club littéraire, institution dont il fut un des fondateurs avec Reynolds et Johnson.

Malgré sa liaison avec le célèbre docteur, il n'était nullement de son école en politique. A cette époque, le court passage de lord Bute au pouvoir, la rude manière de gouverner de George Grenville avaient soulevé l'opinion contre le favoritisme de cour et l'arbitraire ministériel. Diverses questions constitutionnelles, comme les droits des colonies en matière d'impôt, comme la légalité des mandats généraux d'arrestation qui intéressait la liberté individuelle, comme la destitution des membres militaires du parlement pour un vote indépendant sur cette question même, avaient vivement agité la tribune et la presse. Un mouvement d'opinion chaque jour plus prononcé laissait chaque jour le pouvoir plus isolé et plus affaibli. L'esprit ardent et généreux de Burke ne pouvait que suivre ce mouvement, ou plutôt il le devançait. On a dit qu'il n'avait été whig que par accident; cela est vrai, si l'on veut dire qu'il ne pouvait l'être que dans un temps où le débat n'était pas ouvert entre l'esprit de conservation et l'esprit de révolution, mais entre une cour justement soupçonnée de prétentions usurpatrices et un parti populaire jaloux de sauver ou de revendiquer les principes de la constitution établie; le torisme était alors à peu près le synonyme d'absolutisme; c'est lui qui menaçait les institutions; être whig, c'était les défendre. En aucun temps, Burke n'a eu ni les goûts, ni les mœurs, ni les principes d'un cour-

tisan. En aucun temps non plus, malgré l'étendue de son esprit, il ne s'est beaucoup soucié de l'abus qu'on pouvait faire de ses idées; jamais il n'a embrassé une opinion à demi pour la soutenir faiblement. Ce fut donc sans hésitation ni scrupule, ce ne fut ni par intérêt ni par imitation, mais avec conviction, mais avec feu, qu'il se jeta dans le parti du pays, comme s'appelait alors l'opposition. Il ne crut pas un moment faire ainsi preuve d'infidélité ou d'indifférence à la cause de la monarchie ni de l'ordre, qui ne lui semblait nullement en question. Ce sont là des craintes d'un autre temps, et c'était dès lors l'heureux privilége de l'Angleterre qu'on pouvait y combattre pour la liberté sans avoir les allures d'un tribun ni les passions d'un novateur.

En 1765, sans que la majorité eût changé dans le parlement, le ministère changea. Il se sentait miné à la cour et dans le public. Cette retraite honora Grenville sans le rendre populaire; mais ses adversaires prirent sa succession, et lorsque le marquis de Rockingham eut formé son ministère, M. Fitzherbert lui présenta Burke, qu'il choisit pour son secrétaire particulier.

Il suffit de s'approcher du pouvoir pour rencontrer la délation. Presque aussitôt on dénonça (il paraît que ce fut le duc de Newcastle), on dénonça au premier ministre Burke comme un jacobite et un papiste déguisé. Il donna à l'instant sa démission; mais Rockingham était un homme juste et bienveillant, capable de reconnaître la loyauté; il voulut garder Burke, qui devait être un si fidèle ami. Bientôt même le nouveau secrétaire entra dans la politique pour son propre compte. Par un arrangement avec lord Verney, qui fut nommé membre du conseil privé, il siégea au parlement pour le bourg de Wendover, Buckinghamshire. De ce jour, sa destinée fut accomplie. L'homme de lettres, dont la conversation était déjà éloquente, paraissait sur le théâtre où le talent n'a d'égal que le talent, là où il ne devait relever que de lui-même. Burke est du petit nombre de ceux qui, n'étant rien, sont arrivés à tout, car c'est être tout que se faire écouter d'un peuple libre. « Burke a la grandeur naturelle, disait Johnson; il lui faut la grandeur civile. »

La question pour laquelle avait été formé le cabinet était, pour employer les désignations abréviatives de la langue parlementaire, la question américaine. Elle fut l'occasion du premier discours de Burke (janvier 1766) : il n'en reste pas de traces, ni d'aucun de ceux qu'il prononça jusqu'en novembre 1767; mais son début fut très brillant; Pitt lui adressa un de ces éloges que l'on regardait comme *des passeports pour la renommée*. Lord Charlemont, son ami, Richard Burke, son frère, William, son cousin, qui venait d'être élu et qui était sous-secrétaire d'état sous Conway, virent leurs plus présomp-

tueuses espérances dépassées. « Probablement aucun homme avant lui, écrivait Johnson, ne s'était, à son premier coup d'essai, fait autant de réputation. » Il prit une part active à tous les débats. On sait que l'abolition de l'impôt du timbre aux colonies et l'interdiction de tout mandat d'arrêt conçu en termes généraux furent les deux mesures capitales qui signalèrent la session et caractérisèrent le ministère. Mais ce ministère était sans force, et presque aussitôt que les chambres furent dispersées, il disparut (juillet 1766). On doit louer en lui le désintéressement, cette honnêteté de libéralisme que les gens du monde trouvent puritaine, un des mérites assurément qu'il est le plus difficile de soutenir; car, dédaigné des prétendus habiles, il est détesté des prétendus honnêtes. La pruderie politique, comme on l'appelle, a besoin, pour se faire accepter, de se couvrir de l'éclat du talent, de s'armer de la puissance du caractère. A ces deux conditions le ministère Rockingham était loin de pleinement satisfaire. L'opinion lui tenait trop peu compte de sa probité pour lui passer la modestie et l'indécision. Il avait contre lui les hautes ambitions et les sordides intérêts, ceux qui concevaient dans le pouvoir plus de grandeur, et ceux qui ne l'appuyaient qu'à la condition de ses abus. Il tomba, et le tableau de ses principaux actes, tous marqués du sceau de l'équité et de la modération, devait, pourvu qu'on distinguât ses œuvres de sa manière, devenir sa meilleure apologie. Burke l'écrivit en deux pages, qui furent remarquées, sous ce titre : « Compte sommaire de la dernière administration. »

Pitt ou plutôt lord Chatham avait cependant formé ce cabinet incohérent, dont la politique, obscure dès sa formation, est encore un problème pour l'histoire. Burke eut à refuser plus d'un emploi; mais il jugea le ministère dès le premier jour avec une parfaite sagacité. Elle se montre dans sa correspondance avec lord Rockingham, que dans aucun cas l'honneur ni l'amitié ne lui permettaient d'abandonner. Jamais, au reste, il ne goûta la personne ni le talent de lord Chatham. L'inégalité impérieuse, la confiance hautaine, les variations que l'imagination, le tempérament et l'intérêt imprimaient à la conduite de ce singulier homme d'état, une supériorité qui se manifestait plutôt par des inspirations soudaines et des coups de génie que par des conceptions méditées avec profondeur, poursuivies avec méthode, accomplies avec persévérance, devaient effaroucher ou intimider l'esprit vif mais réfléchi, étendu mais sévère, régulier dans sa verve, opiniâtre avec enthousiasme, d'un homme de lettres scrupuleux et irritable, simple dans sa vie, consciencieux dans ses études, et qui n'agissait ni ne parlait que laborieusement préparé. Décidé à n'entrer point dans l'administration, Burke quitta même à dessein l'Angleterre. A son retour d'Irlande, il s'occupa de régler, suivant ses

goûts, sa vie future. Il avait perdu son père et son frère aîné, et, joignant à leur héritage ce qu'il dut à la générosité du marquis de Rockingham, il acheta dans le Buckinghamshire le domaine de Gregories, près de Beaconsfield. Ce bien devint pour lui un séjour de prédilection. Il y fit des travaux utiles et des travaux d'agrément. Il se prit de goût pour l'agriculture, et l'on assure qu'il y devint habile; mais il ne devint jamais riche, et, quoi qu'en dise son biographe Prior, il paraît avoir eu bien souvent à lutter contre de sérieux embarras de fortune.

Le général Conway était resté dans le nouveau ministère; Burke devint donc le *leader* ou le guide dans le parlement du parti de l'ancien cabinet. Pitt était retiré dans la chambre des lords, et Charles Fox n'était pas encore dans celle des communes; Burke s'en trouva le premier talent. Son opposition fut vive et brillante. Le ministère, que ne gouvernait pas son chef apparent, le duc de Grafton, cherchait des alliances, et Conway, qui voulait n'être resté au pouvoir que pour rapprocher les partis, essaya une conciliation que Burke, dans ses lettres, loue Rockingham d'avoir refusée (1er avril 1767). L'abandon que fit alors Conway des fonctions de secrétaire d'état, la séquestration étroite à laquelle Chatham malade se condamnait, la mort soudaine du chancelier de l'échiquier, Charles Townshend, vinrent ajouter à la nécessité d'une recomposition ministérielle. Lord North succéda à Townshend, et l'accession des amis du duc de Bedford, ancien collègue de Grenville, acheva d'altérer le caractère plus franchement libéral que le nom et la présence de Chatham auraient dû conserver à cette administration. Burke se prévalait de tous ces avantages, et contre un cabinet flottant et faible, il fit d'énergiques appels à l'opinion publique, qui commença à reconnaître sa voix.

Pas plus que l'orateur, l'écrivain ne manqua à sa cause. George Grenville avait publié ou fait publier une défense du ministère de lord Bute et du sien. George Grenville était ce qu'on appelle dans le monde politique un homme d'affaires. Il en avait toutes les qualités, excepté celles qui d'un homme d'affaires feraient un homme d'état. Exact, laborieux, passionné pour le bien public, indifférent aux plaisirs du monde et aux jouissances de l'esprit, il ne se plaisait que dans le maniement et la discussion des intérêts positifs du gouvernement. Les yeux constamment fixés sur la balance de fin d'année, il était consterné et scandalisé toutes les fois que l'équilibre du doit et de l'avoir était sacrifié à la politique. Persuadé que lui seul comprenait le danger et pouvait le conjurer, il soutenait audacieusement que tout était perdu. A lire le pamphlet qu'il avait écrit ou signé, la guerre de sept ans était la ruine de l'Angleterre. Par un éclat trompeur, elle avait fasciné l'Europe et humilié la France, qui ne savait pas combien

elle avait au fond gagné à ses défaites. On n'avait pu trop se hâter de conclure la paix, et le ministère de lord Bute, en se pressant de la signer, s'était dévoué pour arrêter le pays sur le penchant de sa perte. Une dette écrasante, un commerce en déclin, des colonies en souffrance, des finances en désordre, tels sont les maux que par des mesures énergiques le cabinet Grenville commençait à réparer, et, après que le cabinet Rockingham les avait ramenés, augmentés, ils s'accroissaient encore sous ses successeurs. L'état était en péril, si l'on n'appelait pas ceux qui, seuls ayant prévu le mal, seuls le pouvaient guérir.

Burke entreprit une réfutation complète. Contre un antagoniste fort par les faits et les chiffres, il ne s'en tint pas à des considérations générales; il le suivit sur son terrain, et, discutant les questions techniques avec une clarté supérieure, il détruisit pièce à pièce tout l'échafaudage d'une spécieuse argumentation. Un écrit de ce genre ne saurait être analysé, et l'on admettra aisément, je pense, que l'auteur réussit à montrer qu'une guerre qui donne à un grand pays de la gloire et des conquêtes ne le ruine pas, quoi qu'elle lui coûte, et qu'inévitablement la paix après la victoire amène la richesse et la prospérité. Si le présent a ses dangers, tels que la crise du commerce et des colonies, ces dangers sont dus aux mesures irréfléchies et rudes auxquelles Grenville a attaché son nom. Or, loin de les désavouer, il ne propose que de les renouveler en les aggravant encore. La pire de toutes avait été l'établissement du droit de timbre. Jusque-là, le parlement d'Angleterre, sans douter de son droit de taxer les colonies, avait toujours douté qu'il fût sage d'en user pour accroître le revenu public. Les colonies, sans contester un droit dont elles ne ressentaient pas l'atteinte, jouissaient en paix de leurs institutions propres, qui pour leurs affaires intérieures leur assuraient tous les droits d'un peuple libre. Aucun débat inutile ne s'élevait sur les limites des deux prérogatives, « sur des questions qui sont plus du ressort de la métaphysique que de la politique, et qui ne peuvent jamais être remuées sans ébranler les fondemens des meilleurs gouvernemens qu'ait pu instituer la sagesse humaine. » C'est en rompant ce compromis, cette conciliation suffisante et toute pratique, qu'on a comme à plaisir allumé les passions d'un peuple sensible et fier. En trouvant la querelle ouverte entre la métropole et les colonies, le cabinet Rockingham n'avait pour la calmer qu'une conduite à tenir : abandonner l'exercice malencontreux du droit de taxer, sans abandonner le droit lui-même. Il était fâcheux sans doute de paraître céder; il l'était davantage, en persistant dans une faute, de perdre et le commerce et les colonies. Dans cette alternative, deux actes avaient été rendus, l'un qui déclarait la prérogative de la métropole, l'autre qui révoquait

l'acte du timbre. Ces mesures, comme toutes celles du ministère, ne tendaient qu'à réparer le mal par un retour aux principes de conduite que l'administration précédente avait abandonnés. Le premier et le plus moral de tous ces principes, c'est que les hommes et les partis soient fidèles à eux-mêmes, c'est que, sous le prétexte de faire les affaires avant tout, on ne brise pas tous les liens de l'honneur politique.

Quoique cet ouvrage de Burke soit excellent et qu'il puisse même se lire avec intérêt, si l'on veut bien connaître les affaires anglaises à cette époque, on devra chercher encore ailleurs la plus haute mesure du talent de l'écrivain. Les *Pensées sur les Causes des mécontentemens actuels*, qu'il publia en 1770, sont à nos yeux le premier de ses écrits qui l'ait classé à son véritable rang. Le cabinet était changé; lord North était premier ministre; la haine publique ne poursuivait spécialement aucun de ses collègues. Les atteintes portées du temps de Wilkes à la liberté des citoyens avaient vieilli. Lord Bute était sorti du pouvoir depuis sept ans. L'aveuglement obstiné qui devait conduire le roi et son conseil à la perte des colonies américaines n'inquiétait pas l'opinion et flattait même l'orgueil national. Cependant l'Angleterre était mécontente. Une vague inquiétude s'élevait sur la vertu même de ses institutions : répondaient-elles bien à la confiance qu'elles inspiraient? n'avaient-elles pas souffert de l'action du temps, des atteintes de la corruption? quelque révolution ne les menaçait-elle pas, qu'elle vînt d'un complot de la cour ou d'une explosion populaire? Il régnait dans les esprits beaucoup de défiance, d'irritation, d'anxiété, de découragement. La division des partis, et surtout de leurs chefs, semblait rendre impossible à l'opposition le succès, au pouvoir le gouvernement. Ce moment de l'histoire parlementaire mérite d'être étudié. Voici comment on pourrait, d'après Burke, rendre raison de la situation.

Tout le monde en effet était mécontent. Le gouvernement accusait les partis, le public s'en prenait au pouvoir; cependant le pays était riche et prospère. On ne saurait prétendre qu'en de tels conflits d'opinion jamais la nation n'ait tort; mais la présomption est en sa faveur. La nation n'est pas intéressée, par système ou par amour-propre, à persister dans une erreur; elle ne peut avoir de mauvaise intention; son intérêt est le bien public; elle se plaint parce qu'elle souffre. Toutefois, si elle se plaignait en 1770, ce n'est pas que ses griefs fussent les mêmes que ceux qui l'avaient irritée dans le siècle précédent, et les défenseurs du pouvoir prenaient ou donnaient le change, lorsqu'ils s'évertuaient à prouver qu'il n'y avait rien à craindre de ce qu'on avait justement craint sous les Stuarts. Les temps étaient changés, et avec les temps les abus et les dangers. Si l'on

avait dû, au XVIIe siècle, s'alarmer pour les droits et l'existence du parlement, aujourd'hui le parlement n'était plus menacé, au moins de la même manière; mais il ne s'ensuivait pas que la prérogative de la couronne ne fût pas à redouter, et n'eût point puisé dans des circonstances nouvelles une nouvelle manière d'altérer la constitution. La royauté, placée par la révolution dans l'impuissance de reprendre les vieilles luttes, avait été forcée d'entrer en partage d'influence, en communauté d'action avec les hommes ou les familles qui avaient vu en 1688 triompher leurs principes et leur cause. Le parti whig était devenu le parti gouvernemental et presque le gouvernement. Pendant plus d'un demi-siècle la couronne était demeurée, sauf de courts intervalles, liée étroitement et comme solidaire avec les auteurs ou les représentans de la révolution. Sous Walpole, la cour et le ministère ne faisaient qu'un. Les Pelham avaient fini par en arriver au même point. Le roi George II s'était de bonne grâce, ou plutôt avec conviction, soumis à l'association; on peut dire qu'il était le roi des whigs. Cependant il naquit bientôt une secte de courtisans qui appelèrent cette association politique un assujettissement. On commença à dire que la royauté était subjuguée par une aristocratie. Les tories, d'anciens tories, ne manquèrent pas de répéter le reproche, attestant ainsi leur vieille aversion pour la dynastie comme jacobites, leur zèle pour la royauté comme cavaliers, dénonçant l'une comme faible, plaignant l'autre comme opprimée. Jusque dans le parti populaire il s'était rencontré des mécontens qui, par tactique ou par haine, avaient tenu un langage analogue. Il n'est pas sans exemple, même en Angleterre, que la minorité essaie de grandir le pouvoir exécutif contre la majorité, et une opposition, pour si peu qu'elle soit démocratique, n'est pas incapable de chercher contre le parti qui gouverne l'alliance de l'absolutisme. Cela s'est vu plus d'une fois depuis l'époque où Burke écrivait, même aujourd'hui le haut torisme ne s'interdit pas de spéculer sur cette faiblesse des partis populaires, et le brillant et insidieux écrivain qui en est devenu dans ce moment le plus véhément orateur a plus d'une fois accusé le gouvernement anglais de n'être qu'une copie de l'aristocratie vénitienne, espérant convier par là la démocratie à se jeter dans les bras de la monarchie administrative. Puisse ce conseil de Sinon n'être jamais écouté!

Au vrai, les cours seules sont le sol naturel de cette dangereuse politique, et sous le règne du second roi de la maison d'Hanovre, c'est dans la petite cour de la princesse de Galles que se forma une coterie qui ne rêvait pas moins que de pervertir la constitution britannique. Tant que le prince avait vécu, il avait intrigué et souvent avec l'opposition. Sa veuve continua religieusement de faire de

Carlton House un monde à part et l'asile des disgraciés de la fortune parlementaire. Lord Bute, qui à tous les titres régnait dans ce palais, était d'une race écossaise, et comme tel il avait au moins conservé l'ancien loyalisme de sa race. Il ne connaissait, et même n'ambitionnait que l'influence attachée par la faveur occulte à un dévouement et à une habileté plus domestique que politique. C'est au point que lorsque l'avénement de George III le fit chef du ministère, il s'y trouva bientôt mal à l'aise et renonça sans nécessité et presque sans prétexte au gouvernement. Mais la politique qu'il semblait personnifier, et qui continua à rendre son nom odieux, persista après lui et domina en son absence. Elevé dans ces idées, le médiocre et obstiné George III se fit toujours un devoir (car les bigots appellent devoirs leurs passions) de mettre, comme on disait alors, la royauté hors de page. S'il n'eût pas échangé sa stupidité contre la folie, son règne aurait pu devenir funeste à la constitution et se terminer dans une crise révolutionnaire. Dès les premiers temps, il donna les mains à tous les efforts pour séparer la cour et le ministère. Tandis que constitutionnellement c'est le roi qui possède le pouvoir et les ministres qui l'exercent, les nouveaux Strafford renversèrent les rôles. Il fut entendu que sous le nom d'influence, il fallait assurer au roi et à sa coterie permanente une force en dehors de son gouvernement avoué, force qui paralysât l'autorité de ses ministres, c'est-à-dire son pouvoir officiel, lors même qu'elle ne parviendrait pas à le soumettre et à fabriquer un cabinet de courtisans. Pour atteindre ce but, il fallait le concours ou la tolérance du parlement. Le premier soin fut de dissoudre ces associations puissantes qui y avaient exercé une si grande autorité, d'entretenir ou de susciter la division dans l'ancien parti du gouvernement, de faire même appel à l'indépendance jalouse ou à l'envieuse versatilité, pour briser le joug de ces guides dont le talent impérieux pèse toujours un peu à ceux qu'ils conduisent. On s'efforça de persuader, soit par la critique toujours facile des partis et de leurs chefs, soit par la puissance corruptrice des faveurs innombrables dont la liste civile disposait en maîtresse, aux gens intéressés ou faibles, qu'il y avait plus de sûreté à s'attacher à la royauté qui dure qu'aux ministères qui changent; on tendit enfin à former un parti de la cour qui fût l'appoint nécessaire et bientôt peut-être le corps de bataille de la majorité gouvernementale. Cette intrigue avait, dès 1761, forcé à la retraite Pitt au milieu de ses triomphes. Par elle, le duc de Newcastle, suspect à raison non de son caractère, mais de la force de sa clientèle, avait été bientôt sacrifié à la vieille rancune des hôtes de Carlton House contre les Pelham. George Grenville, choisi parce qu'il ne pouvait arriver seul au pouvoir sans rom-

pre tous ses liens de famille, n'avait pu se maintenir malgré sa manière presque absolue de gouverner, quand on vit que, plus jaloux de servir que de plaire, il préférait l'état à la cour, et voulait dominer dans le cabinet comme dans le parlement. Abandonnés par la couronne, les deux ministères suivans n'avaient pu se soutenir, ou du moins l'administration du duc de Grafton n'avait été qu'une suite inconsistante de remaniemens, et une déviation graduelle de l'esprit apparent et primitif de son institution. Toutes ces circonstances qui n'étaient point uniquement créées de mains de courtisans, et auxquelles contribuèrent inconsidérément, par leurs rivalités, leurs exigences et leurs variations, les premiers hommes des deux chambres, étaient de nature à seconder la propagation des nouvelles doctrines inconstitutionnelles, à discréditer les principes mêmes qui sont comme le droit des gens de la guerre parlementaire. Ainsi l'exclusion avait été successivement donnée à tous les hommes grands par la situation, le talent et la renommée, et un ministère était venu au monde qui, sans être formé de purs favoris, ne pouvait se passer de la faveur royale, qui, sans renfermer aucun des maîtres de la tribune, était assez rompu aux affaires et aux débats pour suffire aux besoins de chaque jour; un ministère qu'il eût été impossible de classer dans aucun parti, quoiqu'il ne fût l'adversaire déclaré d'aucun, prêt à les combattre tous au nom de la prérogative qui faisait sa force et son appui; un ministère enfin qui, par nécessité au moins autant que par conviction, devait s'appuyer sur la cour et convenir au goût du roi, grâce à la modestie de ses talens, à la petitesse de ses vues et à la fermeté de son attitude. On peut supposer, en effet, que George III n'eut jamais de ministre qui fût plus selon son cœur que lord North. Lorsque, beaucoup plus tard, le grand torisme conservateur eut été créé, comme une arme de défense forgée au feu de la révolution française, il put trouver que si la monarchie n'en souffrait pas, le monarque, rengagé dans les liens d'un parti, y perdait en indépendance propre et en influence personnelle. Aussi, tant qu'il fut capable de penser et de vouloir, accepta-t-il M. Pitt comme un sauveur, et jamais comme un favori.

Mais, à l'époque où Burke écrivait, cet avenir était au-delà de toute humaine prévoyance. Il ne savait qu'une chose, c'est qu'en dehors de tous les ministères il existait une cabale qui *doublait* en quelque sorte le cabinet. Il y avait, outre le parti du gouvernement, un parti des *hommes du roi*, des *amis du roi*, dissolvant ou négation de tous les partis, coterie d'intrigans et de docteurs, professant en principe que le choix des ministres était libre, que les ministres étaient d'autant plus au roi qu'ils avaient moins d'amis, et qu'enfin les chambres leur devaient aide et confiance par cela seul qu'ils étaient les

ministres du roi. Ce système, sans violer la lettre de la constitution, pouvait la vicier dans son essence. « Cette infusion du favoritisme agissait dans le gouvernement comme un poison, dans le public comme un ferment. » De là tout le mal de la situation, de là le discrédit du pouvoir et le soulèvement de l'opinion. Il y avait urgence de raffermir sur ses véritables bases la constitution ébranlée.

La royauté pouvait la menacer par la corruption comme par l'usurpation. Le parlement pouvait se dénaturer en se subordonnant. Si la révolution l'avait associé au gouvernement, ce n'était pas pour qu'il cessât d'être un pouvoir de contrôle. C'est à mieux régler l'emploi des ressources abandonnées à la couronne, c'est à relever, à ranimer dans le parlement le sentiment de sa responsabilité que Burke concluait, après avoir admirablement décrit la situation que nous venons d'esquisser. Il espérait peu des réformes dont on parlait alors. Abréger la durée des parlemens lui paraissait un moyen certain, en multipliant des réélections ruineuses, de donner au pouvoir l'avantage sur les particuliers; car, entre eux et lui, la partie serait de moins en moins égale. Augmenter le nombre des places incompatibles avec les fonctions parlementaires, c'était écarter des influences avouables, sans détruire les pratiques occultes et les marchés clandestins par lesquels on achète ceux qu'on n'oserait récompenser. Ce qu'il réclame, c'est « l'interposition du peuple; le remède aux maux du parlement n'est pas dans le parlement même. » Que le peuple veille et agisse sur ses représentans, et pour cela qu'il les connaisse; que, dans toutes les questions importantes, la liste exacte des votans soit mise sous les yeux de tous. Burke se fie à cette publicité pour perdre à la fois et ceux qui trahissent leur parti, et ceux qui soutiennent tous les pouvoirs. Ainsi il espère rétablir la fidélité politique. Il faut voir avec quelle force de raison, avec quelle profonde connaissance des conditions d'un état libre, il explique, il justifie l'existence des partis, et montre que, sans les liens qui les unissent, les citoyens désarmés laissent périr entre leurs mains la liberté publique. Point de parti de l'opposition, point d'obstacle à l'arbitraire. Un pouvoir sans parti est faible, s'il n'est tyrannique. Cette formule dès lors inventée : « Non les hommes, mais les mesures, » est pour Burke une profession d'indifférence politique; elle affranchit les individus de tout engagement; elle rabaisse au même niveau tous les talens et tous les caractères; elle pousse à l'anarchie, si elle ne mène au despotisme.

Telle est en gros l'idée de ce pamphlet, un des chefs-d'œuvre de la littérature politique. Je ne sais si l'on a fait aussi bien; on n'a pas fait mieux. Encore aujourd'hui, cet ouvrage de circonstance est cité comme un ouvrage de principes. C'est un livre classique; c'est, a-t-on dit, *le Credo des whigs de l'Angleterre*. Il faut le lire, si l'on veut com-

prendre le fond du gouvernement représentatif, curiosité innocente! On y trouvera toute la solidité et tout le piquant, toute l'élévation et toute la vivacité que ce genre d'écrit peut réunir, tout ce que la méditation de l'histoire et l'expérience des affaires peuvent enseigner sur un sujet donné à un esprit fécond et pénétrant, tout le vrai et rien que le vrai. Burke ne s'était pas encore élevé aussi haut; il a déjà toutes ses qualités, et ne laisse encore apercevoir aucun de ses défauts. Les premières ont pu grandir, mais alors les seconds ont paru. Comme il est un des hommes qui ont le mieux prouvé que l'imagination est une des facultés qui vieillissent le moins, qu'elle peut, au contraire, devenir avec l'âge et plus vive et plus riche, il a pu faire depuis des choses plus brillantes, mais non de meilleures choses; il a écrit avec encore plus de mouvement, avec encore plus d'éclat, mais il s'est quelquefois ébloui, quelquefois emporté; son talent n'a été parfait qu'une fois.

Johnson lui-même répondit indirectement à Burke. C'est alors du moins qu'il publia *la Fausse Alarme*, écrit mesquin d'un tory lettré, qui vous enseigne que la liberté n'a pas de meilleure garantie qu'un bon roi. Cela est digne de sa réponse à Junius, dont les lettres paraissaient alors et produisaient une vive sensation, encore accrue par le mystère de leur origine. Ce moment est cité comme celui où la presse politique a pris son rang. Burke et Junius ont doté leur pays d'une branche de littérature nouvelle. Jamais avant eux le talent ne s'était immortalisé par un pamphlet. Leurs deux noms se rapprochent si naturellement, qu'on a même essayé de n'en faire qu'un, et dès le temps où il parut, le succès de l'écrit de Burke fut tel qu'il donna crédit au bruit déjà répandu, qu'il pouvait bien être le terrible et impénétrable anonyme. Quoique, à mon avis, la supposition ne soit pas soutenable, elle fit fortune alors et depuis, et sir Philip Francis lui-même renvoyait quelquefois à Burke l'honneur qu'il refusait d'accepter.

Burke et Junius ont tous les deux un rare talent, mais chacun un talent bien différent. Celui de Junius est dur et orné, travaillé dans sa violence, et la passion qui l'échauffe ne dissimule pas l'art qui le guide. Il mêle la logique et l'invective; il aiguise ses mots et concentre une idée dans chaque phrase, mais répète l'idée en variant la phrase, car il a plus d'invention dans le style que dans la pensée. Quand il raisonne, il se serre davantage, il devient sec et nerveux; mais sa dialectique est plus forte que sa raison n'est puissante. Il est élevé, mais étroit, et l'on ne sent pas en lui un de ces riches esprits qui se prodiguent et ne s'épuisent pas. Burke assurément ne manque ni de vivacité ni de chaleur, et, quoique de fortes convictions l'animent, il se souvient en écrivant des secrets du métier. Telle est cepen-

dant son abondance naturelle, que ses écrits ressemblent à l'improvisation d'un homme qui a beaucoup pensé : ses idées se pressent et le débordent; il a peine à choisir dans le nombre, et il lui faut quelque effort pour leur donner de l'ordre et de la clarté. L'éclat même du style lui vient tout naturellement. Il est brillant, il est coloré, non parce qu'il s'efforce de l'être, mais parce que son imagination l'est pour lui. Il expose plutôt qu'il ne discute, et il a plus à cœur d'entraîner ses lecteurs que de désoler ses adversaires. Sans leur épargner les traits piquans et dédaigneux, il s'abstient en général de l'insulte, fuit les noms propres, et son indignation n'est pas de la rage. A ce temps surtout de la force de l'âge et de la maturité du talent, il conserve jusque dans le feu de la polémique cette sérénité d'âme qui laisse à l'esprit toute sa grandeur. Se convictions peuvent lui donner de la colère, mais la colère ne lui a pas donné ses convictions, et son regard s'étend bien au-delà des intérêts d'un moment, bien au-dessus de la foule qui l'environne. Même en écrivant sur les circonstances, il tend à la vérité durable. Aussi, tandis que les lettres de Junius ne seront un jour qu'une curiosité littéraire et anecdotique, et ne devront être étudiées que comme des invectives bien faites, les *Pensées sur les Causes des mécontentemens actuels* continueront de mériter l'attention des hommes d'état des pays libres, et resteront un des monumens de l'histoire du gouvernement britannique.

Pour identifier d'ailleurs Burke et Junius, il faudrait braver des invraisemblances qui deviennent de solides objections. Et d'abord le caractère moral de Burke proteste. Il était franc et loyal; il attaquait les doctrines et les hommes à visage découvert. Ses haines, qui ne connaissaient pas les déguisemens, ne descendaient pas à la calomnie; elles se fondaient, même les plus injustes, sur des motifs généraux et élevés, et ne l'auraient jamais abaissé aux indignes détours d'une noire vengeance ou d'une venimeuse envie. C'est dire qu'il n'eût pas écrit les lettres de Junius. Enfin, si la colère ou l'esprit de parti avaient pu jamais l'emporter jusque là, au moins n'aurait-il commis de pareils excès de plume que pour soutenir ses opinions et ses affections les plus chères, et que Junius ne partageait pas. Dédaigneux pour l'administration du marquis de Rockingham, Junius n'a d'égards, il n'a d'admiration que pour George Grenville, et son homme d'état de prédilection est celui même que Burke venait de traiter en adversaire déclaré. Sur la question des colonies, Junius suit le préjugé métropolitain, et Burke le brave. Des premiers, il a professé à l'égard de l'Amérique le système des concessions libérales, et il en a fait le thème habituel de ses discours et le trait saillant de sa politique. Et l'on voudrait qu'il eût trahi ses amitiés et ses opinions pour mieux cacher

une œuvre de perfidie et se donner les émotions d'un libelliste éloquent!

Cependant il faut convenir que ce soupçon, qui nous semble injurieux, fut accrédité par l'admiration même qu'il inspirait. Il eut souvent à s'en défendre, et, chose singulière, il n'en est pas fort énergiquement défendu par M. Prior, qui est pourtant un biographe bien dévoué. M. Prior admet que si Burke n'a pas écrit les fameuses lettres, il doit en avoir assisté l'auteur. Il donne en preuves des analogies sans importance; mais il cite un fait qui en aurait davantage : c'est que Burke aurait dit à Reynolds qu'il savait le grand secret, en le priant de ne le point presser là-dessus. Il ajoute que Reynolds et Malone croyaient qu'on faisait faire un premier canevas par un certain Dyer, un ami de Chamier, mort en 1772, l'année où Junius a cessé d'écrire. Ce premier jet était soumis à Burke, qui retouchait l'œuvre et lui donnait ainsi cette forme étudiée, si différente de son style ordinaire. On prétend qu'à la mort de Dyer, William Burke, un cousin d'Edmund, entra dans sa chambre et y détruisit beaucoup de papiers. Enfin on ne manque pas de remarquer que l'éditeur des lettres de Junius reçut, par une voie secrète et avec un billet qui lui parut de sa main, quoique signé d'initiales différentes, le texte d'un discours de Burke, prononcé le 24 novembre 1767, dans un temps où la chambre des communes n'admettait pas de journalistes dans la galerie. Ce discours, d'un ton très vif, fut publié dans le *Public Advertiser*, et il a été placé, avec le billet d'envoi, par le fils de l'imprimeur de Junius, dans le recueil authentique de ses lettres.

Mais on ne dit pas sur quelle autorité on répète l'anecdote de Reynolds. Où est la preuve que Burke ait lui-même noté son discours, ou que, l'ayant rédigé, il l'ait transmis au journal, et non pas donné à des amis, à des écrivains de l'opposition, pour le répandre et le faire publier au besoin? Malone, que l'on cite, a écrit pour prouver que Junius était Gerrard Hamilton. Si ce Dyer dont on parle était l'ami de Chamier, il a indignement outragé son ami en se couvrant du redoutable pseudonyme. Puis, s'il est incontestable que Burke ut soupçonné dès l'origine, si, comme on le dit, c'était l'avis de lord Mansfield et de Blackstone, un des premiers adversaires de Junius, sir William Draper, qui partageait ses soupçons entre lord George Sackville et Burke, interrogea formellement ce dernier et obtint pour réponse une dénégation catégorique, dont il se déclara satisfait. Johnson a raconté que Burke non provoqué lui avait spontanément tenu le même langage. Enfin, répondant à un des Townshend, qu'on avait aussi soupçonné, Burke lui écrivait dans une lettre du 24 novembre 1771, qui a été conservée : « Je vous donne maintenant ma parole d'honneur que je ne suis pas l'auteur de Junius et que je ne

connais pas l'auteur de ce papier. » En voilà plus qu'il ne faut pour prouver qu'il n'a point écrit des lettres où ne se reconnaissent ni ses opinions, ni son caractère, ni ses passions, ni ses intérêts, ni son style.

C'est dans la chambre des communes que nous devons chercher Burke, si nous voulons le retrouver. Pour tracer l'histoire parlementaire d'un chef d'opposition, il faudrait raconter toute celle de son pays, et, passant avec les assemblées d'un débat à un autre, traiter successivement les questions dans l'ordre où elles se produisent, les abandonner quand elles font place à d'autres, y revenir quand elles reparaissent, multiplier les détails et les redites, porter dans le récit toute la confusion des affaires humaines. On sait quelle multitude de griefs et quelle variété de débats éleva l'opposition à cette époque. Burke la suivit ou la guida dans presque toutes les voies qu'elle s'ouvrit. Presque aucun discours de la couronne ne passa sans qu'il en fît la libre et sévère critique. Toutes les mesures pour garantir la pureté des élections eurent son appui. Comme pour attester qu'il n'était pas Junius lui-même, il défendit Junius et avec lui la liberté de la presse, en s'efforçant de faire régler les accusations d'office pour libelle, et d'assurer au jury, dans ces sortes de procès, la juste latitude de sa compétence. C'est dans un de ces derniers débats qu'il rencontra sur son chemin un jeune homme qui venait à dix-neuf ans d'entrer au parlement, et qui cherchait encore la voie où il devait glorieusement marcher. Charles Fox était le fils de Henri, premier lord Holland. Elevé, pour ainsi dire, dans le giron du gouvernement, il ne se doutait pas qu'il deviendrait l'orateur populaire que chacun sait. En avril 1769, il avait débuté par soutenir une des énormités de la chambre des communes contre Wilkes. « Il a parlé, dit Horace Walpole, avec insolence, mais avec une infinie supériorité de talent. » Le sergent Glynn ayant proposé une enquête sur l'administration de la justice criminelle, accusée communément de violence et d'arbitraire dans les affaires politiques, Fox s'éleva vivement contre cet appel à l'opinion du dehors, quand la pensée de la majorité devait seule être regardée comme la pensée de la nation (6 décembre 1770). Burke traita cette doctrine avec un assez rude dédain, et rien alors ne semblait préjuger que ces deux hommes dussent bientôt s'unir dans la plus libérale des oppositions, puis se séparer un jour encore, mais en sens inverse, Burke pour se ranger sous le drapeau conservateur, Fox pour agiter la bannière des révolutions.

Pour le moment, Fox devint lord *junior* de l'amirauté dans l'administration de lord North. Il paraît cependant que des relations bienveillantes l'avaient déjà rapproché de Burke. Du moins celui-ci rappelait-il, au temps de leur grande rupture, que Fox avait été comme

son élève, qu'on le lui avait amené à l'âge de quatorze ans, et qu'il avait formé sa jeunesse à la politique.

Mais il faut retracer avec de plus grands détails les débats mémorables où Burke porta au plus haut degré sa renommée d'orateur.

Le premier, qui occupa treize sessions, est le débat sur les affaires d'Amérique. Le second des discours de Burke conservés dans les recueils est celui qu'il prononça sur ce sujet dans la discussion de l'adresse de 1770, et peu après il proposa, dans la même question, la censure de la conduite du cabinet. Les colonies anglaises étaient dans l'usage de faire suivre leurs affaires auprès de la métropole par des mandataires de leur choix. Quoique cette position, dont l'analogue existait en France il y a quelques années, m'ait toujours paru peu compatible avec l'indépendance du membre d'une assemblée représentative, Burke accepta en 1771 le titre d'agent de l'état de New-York, avec un traitement annuel de 1,000 livres sterling. Ces fonctions, qu'il ne garda qu'un temps, purent lui ôter de son autorité, mais servirent à lui donner, touchant les affaires d'outre-mer, des connaissances encore plus approfondies. « Cet homme est surprenant, disait en 1774 un ami de Franklin, il en sait plus sur l'Amérique que toute la chambre ensemble. » Franklin lui-même, pendant tout le temps qu'il resta à Londres comme délégué du Massachusets, eut de fréquentes entrevues avec Burke. On sait que l'habile docteur disait que dans tout le cours de sa mission il n'avait trompé le conseil privé qu'en lui disant la vérité; mais la vérité qui trompait les ministres éclairait Burke. Il voyait grossir l'orage, et dans la conversation de Franklin il puisait les moyens de le conjurer. C'est ainsi qu'il ne parlait que bien instruit. Une étude complète de son sujet, c'était sa manière de se préparer. Aussi la solidité est-elle un des mérites de ses discours. Quoique très étendus, il sont remplis; parfois ils ressemblent trop à des traités sur la matière, composés pour l'éducation de son auditoire. Ses qualités brillent éminemment dans son discours du 19 avril 1774 sur la taxation américaine, discours comparable aux plus beaux qu'il ait prononcés, le premier qu'il ait jugé digne de l'impression, et qui doit nous arrêter quelques instans.

On se rappelle que Grenville avait établi un droit de timbre aux colonies, et que Rockingham l'avait aboli. Le ministère de lord Chatham ou plutôt Charles Townshend, son chancelier de l'échiquier, fit adopter six taxes nouvelles, dont une sur le thé, et celle-ci resta seule, quand en 1769 le parlement eut révoqué les cinq autres. En 1774, M. Rose Fuller proposa de supprimer la sixième. Ce débat remettait en présence les deux systèmes, la résistance et la conciliation. Tous les cabinets étaient remis en scène, et Burke ne pouvait

défendre Rockingham sans rencontrer devant lui Grenville et Townshend, dont une mort récente consacrait la mémoire, lord Chatham si redouté, et enfin Conway, qui avait été le collègue de Rockingham et de Townshend. On va voir comment il se tira de cette difficulté. La citation est longue, mais c'est un fragment d'histoire.

« Personne ne peut croire qu'à cette heure je songe à charger la vénérable mémoire d'un grand homme dont nous déplorons la perte en commun. Nos petits différends de parti ont été dès longtemps apaisés, et j'ai depuis lors marché plus avec lui, et certes de meilleur cœur avec lui, que jamais je n'avais marché contre lui. Sans aucun doute, M. Grenville était un personnage de premier ordre dans ce pays. Avec un esprit mâle, un cœur ferme et résolu, il avait une application que rien ne pouvait distraire ou lasser. Il prenait les affaires publiques non comme un devoir à remplir, mais comme un plaisir à goûter; il ne semblait trouver nulles délices hors de cette chambre, si ce n'est aux choses qui se rapportaient par quelque endroit à l'affaire qui s'y devait traiter. S'il était ambitieux, je dirai ceci pour lui, son ambition était de race noble et généreuse. Il voulait s'élever, non par la politique à vil prix des cours, mais pour se frayer une voie au pouvoir par les laborieux degrés du service public, et pour s'assurer un rang loyalement gagné dans le parlement, par la connaissance approfondie de sa constitution, par la pratique parfaite de toutes ses affaires.

« Monsieur, si un tel homme a pu tomber dans quelques erreurs, ce doit être nécessairement l'effet de défauts qui n'étaient pas dans sa nature. Il faut les chercher plutôt dans les habitudes particulières de sa vie, dans ces habitudes qui, si elles n'altèrent pas le fond du caractère, le teignent cependant de leurs propres couleurs. Il avait été élevé dans une profession; il avait été élevé pour la loi, une des premières et des plus nobles sciences, à mon avis, parmi les sciences humaines, une science qui fait plus pour aiguiser et fortifier l'intelligence que toutes les autres sortes d'études mises ensemble, mais une science qui n'est pas tout à fait propre, hormis chez les hommes bien heureusement nés, à ouvrir et à *libéraliser* l'esprit à un égal degré. Sortant de cette étude, il ne s'était pas largement répandu dans le monde, mais il s'était plongé dans les affaires, j'entends dans les affaires de bureau, avec toutes les méthodes et toutes les formes inflexibles et limitées qui dominent là. Il y a beaucoup à apprendre, sans aucun doute, à cette école, et il n'est point de connaissances qui ne soient précieuses; mais on peut dire avec vérité que les hommes trop versés dans les matières de bureau sont rarement des esprits d'une remarquable largeur. Leurs habitudes officielles les inclinent à penser que le fond d'une affaire n'est pas beaucoup plus important que la forme dans laquelle elle est conduite. Ces formes sont adaptées aux circonstances ordinaires, et partant les personnes nourries dans l'office administratif font admirablement bien aussi longtemps que les choses vont leur train accoutumé; mais lorsque les grandes routes sont coupées et que le torrent déborde, lorsqu'une scène nouvelle et orageuse s'ouvre, lorsque la pratique ne fournit aucun précédent, c'est alors qu'il faut une plus grande connaissance de la nature humaine, une plus vaste compréhension des choses que jamais l'officiel ne l'a

donnée, que l'officiel ne la peut donner jamais. M. Grenville pensait mieux de la sagesse et de la puissance des législations humaines qu'elles ne le méritent réellement. Il supposait, et beaucoup ont à ses côtés supposé avec lui, que le florissant commerce de ce pays devait grandement à la loi, à la réglementation, et pas autant à la liberté; car il n'y a que trop de gens disposés à croire que les règlemens sont du commerce et que les taxes sont du revenu. »

Après avoir montré comment un aveugle attachement aux principes de l'acte de navigation avait conduit Grenville aux mesures financières et législatives qui avaient soulevé l'Amérique, l'orateur rappelle comment il a fallu les révoquer. Or on avait soutenu que cette révocation avait été arrachée à la faiblesse du ministère Rockingham et proposée à regret par Conway, alors secrétaire d'état.

« Mais je veux, mais je dois rendre justice à l'honorable gentleman qui nous guidait dans cette chambre. Bien loin de cette duplicité qu'on lui a indignement imputée, il jouait son rôle avec entrain et résolution. Nous nous sentions tous inspirés par l'exemple qu'il nous donnait, tous jusqu'à moi, le plus faible de la phalange. Je le déclare pour mon compte, je connaissais assez bien à qui l'aurait-on pu cacher? le véritable état des choses; mais de ma vie je ne suis venu le cœur si animé dans cette chambre. C'était pour un homme le moment de s'y montrer. Nous avions des ennemis puissans, mais nous avions des amis fidèles et déterminés, et une glorieuse cause. Nous avions un grand combat à rendre, mais nous avions les moyens de combattre; ce n'était pas comme aujourd'hui où nous avons les bras liés derrière le dos. Nous sûmes combattre ce jour-là, combattre et vaincre.

« Je me rappelle avec un plaisir mêlé de tristesse la situation de l'honorable gentleman qui fit la motion du rappel (le général Conway), dans cette crise où tout le commerce de cet empire inondait nos vestibules, dans une attente inquiète et tremblante, à l'heure presque où paraît l'aurore d'un jour d'hiver, espérant leurs destinées de vos résolutions. Et lorsque enfin vous eûtes prononcé en leur faveur et que vos portes, en s'ouvrant, laissèrent voir la figure de leur libérateur dans le triomphe bien mérité de cette importante victoire, il s'éleva de toute cette grave multitude une explosion involontaire de reconnaissance et de transport. Ils coururent vers lui comme des enfans vers un père longtemps absent; ils se pressaient autour de lui comme des captifs autour de leur rédempteur. Toute l'Angleterre, toute l'Amérique, s'unirent à leurs applaudissemens. Et il ne paraissait pas insensible à la meilleure des récompenses de la terre, l'amour et l'admiration de ses concitoyens, *l'espérance dressait et la joie faisait briller son panache.* J'étais auprès de lui, et son visage, pour employer l'expression de l'Écriture parlant du premier martyr, son visage était comme celui d'un ange. J'ignore comment les autres sentent, mais, si j'avais une fois connu une semblable situation, jamais je ne l'aurais échangée contre tout ce que les rois peuvent donner dans leur munificence. J'espérais que le danger et l'honneur d'un pareil jour seraient un lien qui nous tiendrait unis pour jamais, mais, hélas! avec bien d'autres rêves heureux cet espoir est dès longtemps évanoui..... »

« J'en ai fini avec la troisième période de votre politique, celle de la révocation des actes et du retour à votre ancien système, à votre ancienne tranquillité et à votre concorde. Monsieur, cette période n'a pas été aussi longue qu'elle a été heureuse; une autre scène s'est ouverte et d'autres acteurs ont paru sur le théâtre. L'état, dans la situation que j'ai décrite, fut confié aux mains de lord Chatham, nom grand et illustre, nom qui rend celui de ce pays respectable à tous sur le globe. On peut dire de lui avec vérité :

Clarum et venerabile nomen
Gentibus, et multum nostræ quod proderat urbi.

« Monsieur, l'âge vénérable de ce grand homme, son rang mérité, son éloquence supérieure, ses éclatantes qualités, ses éminens services, la place immense qu'il remplit aux yeux du genre humain, et, plus que tout le reste, sa chute du pouvoir qui, telle que la mort, canonise et sanctifie un grand caractère, ne me permettraient de censurer aucune partie de sa conduite. Je puis craindre de le flatter; je suis sûr de n'être pas disposé à le blâmer. Que ceux qui l'ont trahi par leurs adulations l'insultent aujourd'hui dans leur malveillance. Mais ce que je n'oserais censurer, il peut m'être permis de le déplorer. Pour un homme de cette sagesse, il m'a paru se trop gouverner à cette époque par des maximes générales. Je parle avec la liberté de l'histoire, et, je l'espère, sans offense. Une ou deux de ces maximes inspirées par une opinion qui n'était pas des plus indulgentes pour notre malheureuse espèce, et sûrement un peu trop générales, l'ont conduit à des mesures qui sont devenues bien funestes à lui-même, et, pour cette raison entre autres, fatales peut-être à son pays, mesures dont les effets, j'en ai peur, sont à jamais irréparables. Il a formé une administration si divisée, si bigarrée, il a composé une pièce de marqueterie si bizarre dans ses entrecroisemens, si changeante dans ses couleurs, un cabinet si diversement parqueté, une mosaïque si variée, un pavé de carreaux sans ciment, ici un morceau de pierre noire, là de pierre blanche, patriotes et courtisans, amis du roi et républicains, whigs et tories, traîtres amis et ennemis déclarés, que c'était véritablement un curieux spectacle, mais quelque chose de peu solide au toucher, de peu sûr pour qui voulait y poser le pied. Les collègues qu'il avait appareillés dans les mêmes bureaux étaient surpris de se rencontrer et obligés de se demander : « Monsieur, votre nom? — Monsieur, vous êtes mon supérieur. — Monsieur un tel. — Je vous demande mille pardons. » J'oserai dire qu'il est arrivé que des personnes eussent chacune moitié du même office sans s'être parlé de leur vie, jusqu'au jour où elles se rencontraient ainsi, sans savoir comment, couchant ensemble tout de leur long dans le même lit.

« Monsieur, lorsque, par suite de cet arrangement, il a eu en bloc une majorité d'ennemis et d'opposans dans le pouvoir, la confusion a été telle que ses propres principes ne pouvaient plus avoir d'effet ni d'influence sur la conduite des affaires. S'il venait à être atteint d'une attaque de goutte ou si quelque autre cause l'arrachait aux soins publics, des principes directement opposés aux siens étaient assurés de prédominer. A peine son plan a-t-il été mis en vigueur qu'il ne lui est plus resté un pouce de terrain pour se tenir debout. Sa combinaison ministérielle était à peine achevée qu'il a cessé d'être ministre.

Sa face se voilait-elle un moment, tout le système flottait en pleine mer sans carte ni boussole. Ceux de ses amis parlementaires qui, pourvus des titres de divers départemens ministériels, avaient été admis à paraître jouer un rôle sous lui, avec une modestie qui sied à tous les hommes, et avec une confiance en lui dont l'excès même était justifié par ses talens supérieurs, n'osaient en aucune circonstance avoir une opinion de leur chef. Privés de l'influence qui les guidait, ils étaient tournés en tout sens, livrés en jouets à tout coup de vent, et se laissaient aisément entraîner dans tous les ports. Et comme ceux qui leur étaient associés dans le maniement du vaisseau étaient les plus directement opposés à ses mesures, à ses opinions, à son caractère, et de beaucoup les plus habiles et les plus puissans de la bande, ils l'emportaient facilement et s'emparaient des esprits vacans, inoccupés, délaissés, de ses amis, et tout aussitôt ils faisaient virer le vaisseau tout à fait hors de la direction de sa politique. Comme pour l'insulter aussi bien que pour le trahir, longtemps même avant la clôture de la première session de son administration, lorsque toutes les affaires étaient publiquement réglées, et avec un grand étalage, en son nom, ils ont fait passer un acte portant déclaration qu'il était hautement juste et utile de tirer un revenu de l'Amérique; car même alors, monsieur, même avant que cet astre éclatant se fût couché et tandis que l'horizon de l'Occident étincelait des feux de sa gloire descendante, du côté opposé du ciel un autre astre se levait qui devait à son tour dominer en maître la situation.

« Cette lumière aussi a passé, et elle s'est éteinte pour jamais. Vous comprenez, j'en suis sûr, que je parle de Charles Townshend, le reproducteur officiel de ce plan fatal, lui dont je ne saurais même aujourd'hui rappeler le souvenir sans quelque émotion. En effet, monsieur, il était les délices et l'ornement de cette chambre; il était le charme de toutes les sociétés qu'honorait sa présence. Peut-être ne s'est-il jamais élevé dans ce pays, ni dans aucun pays, un homme d'un esprit plus perçant et plus accompli, et, quand ses passions n'étaient pas intéressées, d'un jugement plus fin, plus exquis, plus pénétrant. S'il n'avait pas, comme ceux qui florissaient avant lui, un aussi grand fonds de savoir longtemps amassé, il savait, bien mieux qu'aucun homme à moi connu, comment rassembler en un moment tout ce qui était nécessaire pour établir, éclairer, décorer le côté de la question qu'il voulait soutenir. Il dominait sa matière en maître habile et puissant; il excellait particulièrement dans l'exposition la plus lumineuse et le développement de son sujet; son mode d'argumentation n'était ni usé et vulgaire, ni abstrait et subtil. Il touchait cette chambre au point juste, entre le vent et l'eau, et, n'étant troublé par un zèle passionné pour aucune question en débat, jamais il n'était ni plus fatigant ni plus pressant que ne le demandaient les opinions préconçues et l'humeur actuelle de ses auditeurs, avec lesquels il était toujours à l'accord parfait. Il se conformait exactement au tempérament de la chambre, et il paraissait la guider, parce qu'il était toujours assuré de la suivre.

« Je demande pardon, monsieur, si, lorsque je parle de lui et d'autres grands hommes, je tombe dans l'apparence d'une digression en disant quelque chose de leur caractère. Dans cette histoire si bien remplie des révolutions de l'Amérique, le caractère de pareils hommes est d'une grande importance. Les grands hommes sont dans l'état comme les poteaux qui montrent le chemin

ou marquent la frontière. Leur crédit à la cour ou dans le pays est la seule cause de toutes les mesures de gouvernement. Ce serait une œuvre d'envie bien étrangère, je m'en assure, aux dispositions que vous attendez de moi, que de signaler les erreurs dans lesquelles l'autorité de ces grands noms a entraîné la nation, sans rendre justice en même temps aux grandes qualités qui donnaient naissance à cette autorité. Le sujet est instructif pour tous ceux qui désirent se former sur tout ce qui les a précédés d'excellent. Il y a beaucoup de jeunes membres dans cette chambre, tant a été rapide dans ces derniers temps la succession des hommes publics, qui n'ont jamais vu ce prodige, Charles Townshend, et qui ainsi ne savent pas quelle fermentation il savait exciter en toute chose par l'ébullition violente du mélange de ses vertus et de ses émotions. Des émotions, il en avait sans doute, beaucoup d'entre nous se le rappellent, nous en contemplons aujourd'hui les effets; mais il n'avait point d'émotions qui ne dussent leur origine à une noble cause, à une ardente, généreuse, peut-être immodérée passion pour la renommée, une passion, l'instinct des grandes âmes. Il rendait hommage à sa déesse partout où elle se montrait; mais il l'adorait surtout dans son asile favori, dans son temple de choix, la chambre des communes. Outre les caractères individuels qui composent le corps de cette assemblée, il est impossible, monsieur l'orateur, de ne pas remarquer que cette chambre a pour son propre compte un caractère collectif. Ce caractère aussi, sans être parfait, n'est pas de ceux qu'on pourrait haïr. Comme toutes les grandes réunions publiques d'hommes, vous avez un amour marqué pour la vertu et l'horreur du vice; mais, parmi les vices, il n'en est aucun que cette chambre abhorre autant que l'obstination. L'obstination, monsieur, est certainement un grand vice, et, dans le cours changeant des affaires politiques, elle est une cause fréquente de grandes calamités. Il arrive toutefois, et bien malheureusement, que toute la série des grandes et mâles vertus, la constance, la gravité, la magnanimité, le courage, la fidélité, la fermeté, sont étroitement voisines de cette odieuse disposition dont vous avez une horreur si juste, et, dans leur excès, toutes ces vertus n'y aboutissent que trop aisément. Celui qui étudiait avec une attention si minutieuse tous vos sentimens prenait assurément grand soin de ne pas les choquer par ce vice qui vous déplaît plus que tout autre. La crainte de déplaire à ceux à qui il fallait le plus plaire l'a entraîné quelquefois dans un autre extrême. Il avait voté, et dans l'année 1765 il avait parlé pour l'acte du timbre. Les choses et la disposition des esprits vinrent à changer; bref, l'acte du timbre commença à n'être plus en faveur dans cette chambre; il assista en conséquence à la réunion privée où furent préparées les résolutions tendantes à révoquer l'acte. Le jour suivant, il vota pour le rappel, et il aurait aussi parlé pour le soutenir, si une maladie, non pas politique, comme on le dit alors, mais à ma connaissance une maladie bien réelle, ne l'en avait empêché. A la session prochaine, la mode avait changé encore; ce rappel commençait à être en aussi mauvaise odeur dans cette chambre que l'acte du timbre dans la session précédente. Pour obéir à la disposition qui commençait à dominer, et à dominer surtout parmi les plus puissans, il déclara de très-bonne heure, dans l'hiver, qu'il fallait tirer un revenu de l'Amérique. Aussitôt il est enchaîné aux engagemens qu'il vient de prendre par des gens qui n'avaient pas d'ob-

jections à ces nouvelles expériences, dès qu'elles se faisaient aux dépens de personnes pour qui ils n'avaient pas de considération particulière. Tout le corps des courtisans le pousse alors dans l'abîme. Il semblait, à les entendre, que le roi fût dans une situation d'humiliation, tant qu'on n'aurait rien fait de ce genre.

« Ici cet homme extraordinaire, le chancelier de l'échiquier, se trouva dans de grands embarras. Plaire universellement était l'objet de sa vie; mais taxer et plaire n'est pas plus donné aux hommes qu'unir la sagesse et l'amour; cependant il le tenta. Pour faire goûter la taxe aux partisans du revenu américain, il fit un préambule où la nécessité d'un tel revenu était établie. Pour se rapprocher d'une distinction faite par les Américains, ce revenu fut assis sur un impôt à l'extérieur, un droit de port; mais aussi, pour le rendre plus doux à l'autre parti, ce fut un droit de subsides. Pour être agréable au parti colonial, ce droit fut établi sur les produits des manufactures anglaises. Pour satisfaire les négocians de la Grande-Bretagne, le droit fut insignifiant, et, hormis celui sur le thé qui touchait uniquement la dévouée compagnie des Indes, l'impôt ne portait sur aucun des grands objets de commerce. Pour neutraliser la contrebande américaine, le droit sur le thé fut réduit d'un shilling à 3 deniers; mais pour s'assurer la faveur de ceux qui voulaient taxer l'Amérique, le lieu de la perception fut changé, et, comme les autres taxes, c'est dans les colonies que celle-ci fut levée. Qu'ai-je besoin d'en dire davantage? Le plan filé si fin eut le sort ordinaire à toute politique raffinée; mais la conception originaire de ces droits et le mode d'exécution sont nés purement, exclusivement, de la passion de vos applaudissemens. Il était en vérité l'enfant de cette chambre, car il n'a jamais pensé, fait ni dit aucune chose, si ce n'est en songeant à vous. Chaque jour, il s'accommodait à votre disposition et s'ajustait devant elle comme devant un miroir. Il avait observé, et cela ne pouvait effectivement lui échapper, que plusieurs personnes, infiniment inférieures à lui sous tous les rapports, s'étaient antérieurement rendues considérables dans cette chambre par cette unique méthode. C'était une race d'hommes (j'espère de la bonté de Dieu qu'elle est éteinte) tels que s'ils se levaient de leurs places, homme vivant n'aurait pu deviner, d'après une adhésion connue à des partis, des opinions ou des principes, d'après un ordre ou système quelconque dans leur politique, ou d'après une suite ou liaison quelconque dans leurs idées, de quel côté ils allaient se ranger dans le débat. Il est surprenant combien cette incertitude même, principalement dans les momens critiques, appelait l'attention de tous les partis sur ces sortes de gens. Tous les yeux étaient fixés sur eux, toutes les oreilles ouvertes pour les entendre. Chaque parti attendait bouche béante, comptant tour à tour sur leur vote presque jusqu'à la fin de leur discours. Tandis que la chambre flottait dans cette incertitude, les *écoutez! écoutez!* (*the hear hims*) tantôt s'élevaient d'un côté, tantôt résonnaient de l'autre, et le parti vers lequel ils tombaient, à la fin de cette danse en équilibre, les accueillait toujours avec une tempête d'applaudissemens. La fortune de pareils hommes était une tentation trop grande pour qu'il y pût résister, lui à qui l'on ne pouvait retirer une seule bouffée d'encens, sans lui faire plus de peine qu'il n'éprouvait de plaisir à en respirer les nuages amoncelés journellement autour de lui par la superstition prodigue de ses innom-

brables admirateurs. Il était candidat à des honneurs contradictoires, et son grand but était de réunir dans une commune admiration pour lui ceux qui n'étaient jamais réunis en aucune autre chose. De là naquit cet acte malheureux, sujet du débat de ce jour, fruit d'une disposition singulière, qui, après avoir créé pour plaire à l'un un revenu américain, l'abolit pour plaire à d'autres, et le ressuscite dans l'espérance de plaire à un troisième, et de cueillir quelque chose dans les idées de tous. »

La politique de Burke n'avait pas la majorité. La nouvelle Angleterre irritait la vieille Angleterre et ne l'intimidait pas; mais cette lutte ruinait le commerce. Eclairée par ses intérêts, la ville de Bristol, qui était le Liverpool du temps, voulut offrir à Burke l'honneur gratuit de la représenter au parlement (1774). Séparé par quelque différend de lord Verney et par suite du bourg de Wendover, il recherchait les suffrages des électeurs de Malton, lorsqu'à l'appel de ceux de Bristol il se rendit dans leur ville et les harangua par deux fois. Un de ses discours a été souvent cité jadis à la tribune française. En se présentant comme le défenseur également dévoué de la liberté et de l'ordre, il y réclame avec franchise la liberté de l'élu après l'élection. La confiance oblige. l'opinion des commettans est d'un grand poids; il faut toujours la consulter, mais non la suivre toujours. Celui qu'ils ont choisi leur doit le sacrifice de ses plaisirs, de son repos, de son bonheur; mais son jugement, mais sa conscience, ne sont à personne; il ne peut aliéner ces dons de la Providence. Le gouvernement n'est point une affaire de goût, mais de raison. Le parlement n'est pas une conférence de mandataires liés par des instructions; c'est une assemblée politique où doit régner un seul intérêt, l'intérêt général. L'élu de Bristol n'est pas un membre de Bristol, mais un membre du parlement. Ainsi, en acceptant la mission, il s'engageait à l'indépendance.

A l'ouverture de la session, la crise américaine s'était aggravée. Les mesures prises pour fermer le port de Boston avaient engagé la lutte. Le premier congrès s'était assemblé à Philadelphie. La fusillade de Lexington annonçait la guerre civile. Des deux côtés de l'Atlantique, les esprits étaient diversement émus. Des pétitions demandant un accommodement commençaient à affluer sur le bureau de la chambre des communes. Ce mot de conciliation, lord North lui-même était forcé de le faire entendre, tout en renouvelant les actes de rigueur contre le commerce colonial. La majorité semblait ébranlée dans sa confiance au système jusqu'alors suivi. Après quelques variations, lord Chatham se prononçait. Il parut qu'un plan de pacification largement conçu pouvait encore réussir : Burke se chargea de le proposer (22 mars 1775).

Son discours est une œuvre de méditation et d'art. Il se fonde sur

cette idée qu'avec un peuple de même race, avec des concitoyens, la paix ne peut être obtenue par la guerre; les moyens doivent être aussi pacifiques que le but. Il faut beaucoup céder, parce que le temps a marché et rend insuffisant ce qui, peu d'années auparavant, eût été efficace. Il faut beaucoup céder, parce que le peuple américain est un peuple fier. « L'Angleterre, monsieur, est une nation qui, je l'es- « père, respecte encore, qui autrefois adorait la liberté. » Les colons ont quitté cette première patrie, alors que cette passion était le plus vivement allumée. La taxation a toujours été une question décisive pour les droits du peuple. Cette question, on peut ne pas la résoudre, mais c'est à condition de ne point la poser et d'assimiler autant que possible, comme la principauté de Galles ou le comté palatin de Chester, les colonies à la métropole. Qu'on leur donne une représentation régulière, elles useront de leurs droits pour la grandeur du pays qui les aura reconnues.

Traduire ce discours est impossible. L'analyser c'est l'éteindre. Fox disait vingt ans après en plein parlement : « Que les jeunes membres lisent ce discours le jour et qu'ils le méditent la nuit; qu'ils le repassent et le repassent encore, qu'ils l'étudient, le gravent dans leur esprit, l'impriment dans leur cœur; c'est là qu'ils apprendront que la représentation est le souverain remède à tous les maux. » — Il n'y parut pas cependant cette fois, et les treize propositions conciliatrices furent écartées par la question préalable à 270 voix contre 78.

L'histoire de la sibylle est souvent celle des gouvernemens. Au début des grandes affaires, ils croient avoir bien des feuillets à lire avant d'arriver au dernier. Confians dans l'avenir, fiers de leurs forces, ils refusent ou dédaignent de céder; c'est le pis, disent-ils, qui puisse arriver, et il sera toujours temps. Mais l'occasion n'est pas si complaisante, et qui la renvoie quand elle s'offre s'expose à la poursuivre en vain lorsqu'elle a fui. Ce qui était décisif d'abord devient insignifiant, ce qui était facile devient impraticable, et l'on risque d'appeler la sibylle, lorsqu'elle a déchiré jusqu'à la dernière page du livre qui renfermait le secret de l'avenir.

Ainsi le ministère opposa une résistance opiniâtre soit aux instances répétées de l'opposition, soit aux leçons des événemens. La guerre avait commencé au combat de Bunker'shill; Washington commandait une armée; les Américains avaient proclamé leur indépendance. Aussi les motions parlementaires se succédaient-elles rapidement. A l'ouverture de la session de 1777, Burke éclata avec la dernière véhémence, et, dans un discours que l'on n'a plus, éleva aux nues l'héroïsme de ces nouveaux soldats de la liberté. « Est-ce aux vieux Bretons, disait-il, d'insulter une telle vertu? Persisteront-ils à l'opprimer? » Et les débats atteignirent un tel degré de violence, que la par-

tie de l'opposition qui suivait le drapeau de lord Rockingham forma le projet de quitter la scène et de s'abstenir de discuter plus longtemps. Cette retraite, qui ressemble à un acte de découragement quand elle n'est pas la tactique de la sédition, n'eût été justifiée ni par les principes ni par les circonstances. Deux adresses explicatives furent cependant écrites par Burke et au nom du parti, l'une au roi, l'autre aux colonies, et il envoya pour son compte, aux shériffs de Bristol, une longue apologie qui fut rendue publique. L'argument principal est celui-ci : les lois proposées contre l'Amérique sont inamendables, et, contre des mesures qui violent les principes de la constitution, l'absence est une protestation expressive et permise. Nous préférerons à ces hasardeux raisonnemens qui pourraient trop souvent autoriser soit l'inaction du représentant, soit la résistance du représenté, une nouvelle et frappante exposition de l'état de la question américaine, et surtout une réponse très élevée et très éloquente à ceux qui, ne voyant dans la politique qu'une lutte d'intérêts et d'ambitions privées, mettent sur la même ligne tous les systèmes, toutes les conditions, tous les hommes. Ce lieu commun de la sottise dénigrante ou de la perversité sceptique sert trop souvent de sagesse à une partie du public qui croit faire preuve d'esprit en ne distinguant ni le bien du mal ni le vrai du faux. Burke proteste énergiquement contre cette incrédulité politique qui ne saurait engendrer que la servitude. Que devient en effet la liberté, si la corruption est universelle? A quoi bon la résistance ou même la simple opposition? C'est pour décrier un peuple généreux luttant pour ses droits que l'on ruine ainsi les fondemens de la cause qu'il défend. On ne craint pas de mettre en poudre les principes même qui ont dans le passé sauvé et grandi l'Angleterre, depuis qu'il s'en prévaut contre elle et la menace de ses propres armes. Pour qu'elle conserve sa tyrannie sur une moitié de son empire, on est prêt à sacrifier sa liberté. L'artifice est bien digne d'une cour, diffamer une nation pour l'asservir, et remettre l'Amérique sous le joug, en rendant l'Angleterre digne de le recevoir!

Pour suivre Burke dans la pratique de ses idées, pour le voir cinq ans encore débattre tous les incidens successifs d'une guerre perpétuée par les mêmes passions et les mêmes fautes, il faudrait copier les pages quelquefois décolorées des recueils parlementaires, car tous ses discours n'ont pas été imprimés avec une égale exactitude. On ne connaît même que par un extrait de quatre pages la mémorable philippique où, pendant trois heures et demie, il dénonça au monde l'emploi des tribus sauvages comme auxiliaires dans la guerre de l'indépendance (6 février 1778). Aucun sujet ne prêtait plus à la déclamation passionnée, et l'on sait par quels mouvemens d'éloquence impétueuse Chatham émut la chambre des lords. Les pa-

roles de Burke produisirent un effet égal. Un membre demanda qu'elles fussent imprimées et affichées à la porte de toutes les églises. Un autre membre félicita les ministres que le public fût exclu de la galerie, car ni leur maison, ni leur vie n'aurait été en sûreté. « Qui n'a pas entendu Burke ce jour-là, écrivait sir George Savile, ne connaît pas le plus éclatant triomphe que puisse remporter l'éloquence humaine. » Mais le ministère avait encore plus de cent voix de majorité. Chaque jour, les faits donnaient plus raison à la politique de l'opposition, et rendaient plus difficile d'y revenir; car à mesure qu'elles étaient plus nécessaires, les concessions devenaient plus humiliantes et moins efficaces. Les revers engageaient l'honneur, l'orgueil du moins, à la plus funeste persistance. La hauteur provocante du gouvernement affaiblie par des retours de modération sans à-propos et d'indulgence sans sincérité, la prétention de pousser vivement la lutte en laissant une porte ouverte à l'accommodement, la confiance dans la force, sans l'art de l'employer, l'insolence et l'insuffisance des moyens, la raideur et l'inertie, tout devait amener la défaite comme un dénouement naturel. L'insurrection triompha; la guerre civile aboutit à une révolution, et l'opposition fut au pouvoir.

Mais, avant de l'y suivre et pour mieux juger de la situation de Burke quand ses amis devinrent ministres, voyons, en revenant sur nos pas, par quels autres actes il l'avait fondée, illustrée, et un peu compromise.

L'Irlande, traitée comme une colonie, était condamnée au monopole de l'Angleterre, et ne pouvait recevoir que d'elle les produits des établissemens britanniques dans les autres parties du monde. Un bill fut proposé pour lever en partie ces iniques restrictions, et cette fois d'accord avec le ministère, Burke l'appuya avec autant de franchise que de raison. On a remarqué qu'en toute occasion, à une époque où l'économie politique naissait à peine, il en professa les plus saines maximes. Supérieur aux préjugés du temps, il paraissait avoir pressenti les vérités de la science. Sur ce point, les précédens ne lui imposaient pas, et la tradition le touchait peu. Son esprit, guidé par ses principes généraux de liberté, devançait l'opinion et tendait à la liberté du commerce. C'est un des éloges qu'on aime le plus à lui décerner maintenant; mais les armateurs de Bristol étaient moins éclairés : ils lui cherchèrent querelle, et l'accusèrent de représenter l'Irlande plutôt que leur cité. Il répondit par deux lettres qui attestent à la fois les lumières de son esprit et l'indépendance de son caractère, et fidèle à ses principes sur la liberté de conscience parlementaire, il sut déplaire à ses commettans plutôt que de leur sacrifier la politique et la justice.

Avant de comparaître de nouveau devant eux, il acquit cependant

de nouveaux titres à la popularité. Le 15 décembre 1779, il annonça et le 11 février suivant il proposa son célèbre bill pour la réforme économique. C'était une attaque aux sinécures, à l'abus des pensions, à l'irrégularité des dépenses de la liste civile. Disons mieux, c'était le feu porté dans l'arsenal de la corruption.

C'est une des premières fois que nous rencontrons ce mot de réforme destiné à une telle fortune dans l'histoire du gouvernement anglais. Une réforme sérieuse est une des entreprises les plus difficiles que puisse former un homme d'état. Rien n'est plus simple pour un parti. Le plus souvent il part d'une idée absolue, et une idée absolue conduit d'ordinaire à un changement radical. Qu'il y ait des pays et surtout des temps où l'on ne puisse guère procéder autrement, il serait téméraire de le nier contre le témoignage de l'histoire; mais c'est avouer qu'il y a des pays et surtout des temps faits pour les révolutions. Idée absolue et suppression radicale sont généralement des moyens révolutionnaires. Excellent pour la destruction, l'emploi de ces moyens ne rend pas facile de remplacer ce qu'on a retranché, de rebâtir après avoir démoli. Peut-être est-ce une tâche au-dessus de la sagesse humaine que celle de refaire intégralement de quoi remplir le vide qu'elle a creusé, car cette tâche ressemble à de la création. La réforme est au contraire le triomphe du véritable homme politique. Elle demande autant de courage, quoiqu'elle suppose moins de témérité. Elle doit être entreprise au nom d'une idée générale, quoiqu'elle n'émane pas d'une idée absolue, car il faut qu'elle se rattache à un système, et qu'elle ait un autre but qu'elle-même. Autrement, elle se réduirait à une simple amélioration administrative. Elle exige dans son auteur une sûreté de jugement qui en marque le but et le moment, qui en détermine la portée, — un esprit pratique qui tienne compte des faits et ne s'y asservisse pas, une raison ferme que ne troublent ni les difficultés apparentes, ni les obstacles réels, ni les objections bruyantes, ni les objections spécieuses, — la persévérance et l'autorité du caractère qui surmontent sans trouble et sans emportement la résistance opiniâtre des intérêts, des préjugés et des passions; car il faut qu'une réforme vienne à propos, qu'elle devance la nécessité sans être prématurée, qu'elle soit mesurée et non timide, efficace et non perturbatrice, et que, fondée sur une grande idée et un intérêt public, elle satisfasse l'expérience et la raison, en ne blessant que la routine et l'égoïsme. L'honneur d'un homme public est d'attacher son nom à une réforme heureuse.

Burke était propre à cette noble tâche. Ses convictions une fois faites, elles le passionnaient assez pour qu'il les servît avec vigueur. Peu fait pour les spéculations philosophiques, il aimait cependant ces

généralités moyennes, ces *axiomata media* dont parle Bacon, que les Anglais affectionnent, et qui sont comme les règles naturelles de la politique. Il était excessivement laborieux, et sa sagacité puissante, aidée d'une puissante mémoire, embrassait toutes les difficultés d'une question, tous les détails d'une affaire. Dans l'étude des faits, il ne se contentait pas à demi; il n'omettait rien, il épuisait tout. S'il était peu propre à traiter avec les hommes, à ménager et à manéger les esprits, à désarmer des opposans, à diriger des auxiliaires, la force de sa conviction, la hauteur de son talent, l'abondance de ses idées, sa confiance dans la vérité et en lui-même, son émotion communicative, le rendaient propre à braver tous les obstacles et à marcher résolument au but.

La pensée générale de sa proposition était d'assurer par de nouvelles garanties l'indépendance du parlement; le moyen était une réforme économique. On sait combien de dons pécuniaires, de profusions autorisées par l'usage, motivées, soit par des circonstances dès longtemps oubliées, soit par des institutions ou des prérogatives qui n'existaient plus ou qui n'existaient que de nom, combien de droits, d'offices ou de pouvoirs qui n'avaient plus leur raison d'être, constituaient à la royauté un véritable approvisionnement de moyens d'influence permis ou tolérés, et ces abus avaient une origine historique qui semblait en faire des conditions organiques de la monarchie.

La réforme de Burke, et qui devait être, il le dit lui-même, substantielle et systématique, se fonde sur un certain nombre de principes qu'il établit en commençant et qui aboutissent à cinq bills spéciaux. J'aurais voulu en donner une idée et analyser un plan qui dévoile tout l'intérieur d'une curieuse administration; mais, pour faire accepter ces détails arides, il faudrait y joindre l'exposition lucide et piquante qui gagna au discours de Burke la faveur de la chambre. Lord Brougham appelle ce discours le manuel du réformiste. « Le projet, dit quelque part Gibbon, qui était alors membre du parlement, a été conçu avec habileté, présenté avec éloquence, soutenu par de nombreux suffrages. Je ne pourrai jamais oublier le plaisir avec lequel le fécond et ingénieux orateur a été écouté par tous les côtés de la chambre et même par ceux dont il supprimait l'existence. » On peut en croire l'illustre historien, car il était du nombre. Il figurait parmi les lords commissaires du commerce et des colonies. Aussi, quand le bill eut été pris en considération et qu'on débattit la clause de la suppression d'un bureau où Locke, Prior, Addison avaient précédé Gibbon, Burke lui rendit-il un juste hommage, et il demanda qu'on ouvrît aux grands écrivains une autre académie des belles lettres que le bureau du commerce. Ce fut en effet la seule clause qu'on adopta; les autres succombèrent sous

de faibles majorités, et le projet échoua pour cette fois; mais bientôt d'autres motions plus générales et qui tendaient au même but vinrent prouver de nouveau que la question était mûre. Dunning, appuyé par Burke, obtint de la chambre quelques résolutions contre ceux de ses membres qui accepteraient de la liste civile des pensions ou des sinécures, et proposa de déclarer que l'influence de la couronne avait augmenté, qu'elle augmentait et qu'elle devait être restreinte.

C'est de cette époque, on peut le dire, que l'esprit de réforme devint en Angleterre sérieux et puissant. Jusque-là, les institutions de 1688 s'étaient maintenues sans changement essentiel. Peu d'abus graves avaient été supprimés; quelques abus nouveaux s'étaient introduits. La proposition d'abréger la durée du parlement ou de modifier la composition de la chambre élective avait été mise en avant comme l'expression des griefs plutôt que des vœux publics. On sentait qu'il manquait quelque chose à l'indépendance, à la pureté, à la responsabilité des assemblées, et, sans bien s'expliquer le mal, on y cherchait un remède. Burke, qui innova dans la politique par une morale plus sévère, contribua puissamment à déterminer un mouvement qu'il ne devait pas suivre dans toutes ses directions. Quoiqu'il exaltât en théorie l'utilité des partis et la valeur des engagemens qui les unissent, toute solidarité lui pesait, et il n'acceptait pas indistinctement tous les nouveaux mots d'ordre que se donnait l'opposition. Ainsi il avait refusé son concours à un comité du Buckinghamshire pour la réforme parlementaire : elle touchait, disait-il, au fondement de la constitution, et il la combattit même en plein parlement, mais il avait appuyé la motion présentée en faveur des catholiques par sir George Savile, un des défenseurs les plus respectés des idées de généreuse justice. Un bill avait, en 1778, aboli quelques-unes des incapacités qui pesaient sur ces moins populaires de tous les dissidens. Ce bill devint le prétexte et le cri des émeutes menaçantes qui, sous les auspices de lord George Gordon, troublèrent Londres en 1780. Burke, dans ces jours de désordre, se vit, au moment où il voulait entrer à Westminster, entouré par un attroupement, et, sommé violemment de rendre compte de sa participation à des actes hostiles à la religion protestante, il répondit sans détour ni faiblesse. Cependant, lorsqu'au mois de septembre il fallut se faire réélire, il eut à s'expliquer, devant les électeurs de Bristol, sur l'accusation de n'être qu'un Irlandais en matière religieuse comme en matière de commerce. Le cri de la passion : *No popery*, retentissait autour de Guildhall, où, devant un *meeting* nombreux, il se défendit noblement. Le vrai protestantisme, disait-il, n'était point l'oppression d'une église par une autre : si tel avait été le premier pas de la réformation, un second restait à faire, et le protestantisme ne serait réellement victo-

rieux que lorsque toutes les consciences seraient libres. Il fut toujours bien inspiré devant les électeurs. Il leur parla toujours un langage mâle et hardi, et n'acheta jamais leurs suffrages au prix d'une seule vérité. Cette fois, il semblait d'abord qu'on l'eût compris, et il se rendit le front levé au lieu de l'élection; mais trois jours après, il vit le résultat douteux; la lutte s'annonçait très-vive, et, en quelques mots brefs et sévères, il déclara qu'il se retirait. Le bourg de Malton lui offrit un humble asile pour tout le reste de sa vie publique.

A l'ouverture du nouveau parlement, l'opposition se sentit plus forte. Burke renouvela sa motion de la réforme économique, et trouva un auxiliaire nouveau dans le jeune Pitt, qui parlait pour la première fois (février 1781). Ainsi Fox en commençant l'avait combattu, et Pitt à son début l'appuyait. Mais les réformes ne s'accomplissent guère, si le pouvoir n'est aux mains de ceux qui les proposent. Ce n'est qu'en 1782, sous l'administration du marquis de Rockingham, que plusieurs bills successifs réalisèrent les vues de Burke et abolirent deux cent seize places inutiles. S'il eut l'honneur d'ouvrir cette voie de réforme où quelques-uns des derniers ministères de la Grande-Bretagne ont de nos jours marché à si grands pas, n'oublions point que de ce premier et grand essai date un notable progrès d'indépendance et de dignité parlementaire. Jusqu'alors, en matière de places et de pensions, il régnait un relâchement de principes incroyable. A dater de cette époque, les mœurs politiques se sont épurées, ennoblies, et c'est aujourd'hui à de tout autres conditions qu'au dernier siècle qu'en Angleterre un homme public peut se dire un honnête homme. Le mouvement naturel de la société portait dans ce sens; mais la sévérité et l'élévation d'esprit de Burke y fut aussi pour quelque chose. Ses discours et ses écrits ont le caractère d'un historien moraliste, et son influence eut le caractère de son talent.

Il put appuyer le succès de ses idées par l'exemple du désintéressement personnel, car au mois de mars 1782 il était payeur-général des forces, poste très-lucratif qu'avaient occupé Robert Walpole, lord Holland, lord Chatham. Il fit sur cet emploi des réformes qui rendirent au trésor 47,000 livres sterling par an et qui réduisirent de 25,300 les émolumens auxquels il avait droit.

Mais comment Burke n'était-il pas ministre? Comment ne siégeait-il pas, dans le même cabinet, avec Rockingham dont il s'était montré l'ami si fidèle, avec Fox, auquel l'unissait alors tant de confiance et d'affection? Burke avait été dix-sept ans un des chefs et pendant quelques années le chef de l'opposition dans les communes. Son talent était du premier ordre, sa considération égalait son talent. M. Prior convient que trois ans plus tôt il eût été un ministre influent; mais, en qualité de tory très-décidé, le biographe s'en prend à l'esprit ex-

clusif et aristocratique des whigs. Cette raison ne peut s'admettre : le parti de Rockingham et de Fox n'était pas alors ce noyau du parti whig auquel on a depuis adressé ce reproche. Le duc de Bedford et tous les siens n'y figuraient pas, et Fox en particulier était bien loin d'appartenir à l'aristocratie de 1688, ni d'être lié par d'invariables antécédens de famille au côté libéral de l'opinion whig. M. Prior convient que la position de Burke avait baissé. Voilà qui est plus vrai. Nous avons nous-même indiqué quelques circonstances qui avaient pu diminuer son influence. On voit dans ses lettres qu'il était accusé d'avoir conduit l'opposition avec trop de violence. Il consultait peu, il se concertait peu; il agissait sous l'empire de pensées formées par la méditation et par l'étude. Son talent, littérairement oratoire, était plus propre à illustrer un parti qu'à le servir, et ne satisfaisait pas aux nécessités journalières du débat. Il s'inquiétait trop peu des dispositions de ses adversaires ou de ses amis; il ne savait pas mener les hommes, et l'on peut conjecturer que l'opinion s'était établie qu'il ne devait pas, peut-être qu'il ne voulait pas être ministre. A raison même de son importance et du genre de son esprit, on devait le redouter dans l'intérieur d'un conseil, et il me semble entendre les raisons que les hommes d'expérience et d'habileté, que tous les médiocres qui prétendent à ce titre, donnaient apparemment pour prouver qu'il n'était pas propre aux affaires. M. Royer-Collard, à qui l'on pourrait d'ailleurs découvrir des points de ressemblance avec Burke, a eu quelque chose de cette situation parmi ses amis, et, quoiqu'il fût incontestablement le premier d'entre eux, on les a vus rarement disposés à l'avouer pour chef, encore moins à le porter au pouvoir. Au reste, Burke lui-même ne parut pas se regarder comme appelé au ministère. Peut-être avait-il trop attaqué la cour, c'est-à-dire le roi, pour ignorer que sa présence dans le conseil, difficile à obtenir, affaiblirait le crédit du cabinet. Peut-être même les circonstances qui l'en éloignaient et tout ce qui l'isolait parmi les siens, son indépendance, sa sévérité, le ton de ses opinions, le portaient à éviter de paraître ambitieux, et moitié naturel, moitié affectation, il secondait, par un puritanisme d'orgueil et de désintéressement, la timidité ou l'ingratitude de ses amis, en les autorisant à n'être pas ambitieux pour lui. Toutefois il est difficile que Burke n'ait pas ressenti ce procédé avec quelque amertume. Il ne le montra pas, il essaya même de ne pas se l'avouer, et rien dans sa conduite, rien dans sa correspondance ou dans ses conversations ne semble avoir trahi la mauvaise humeur ou le désappointement. Nous ne disons pas cela pour justifier les ministres de 1782 : un parti doit se défendre de ces jalousies, de ces pruderies, de ces défiances, et soutenir, et entourer, et grandir toujours ce qui le décore et l'ennoblit. Fox sur-

tout nous paraît peu excusable; sans doute il avait pris la tête de l'opposition, mais il y avait présomption ou négligence à ne pas entrer au pouvoir mieux accompagné. D'ailleurs sa place de *leader* de la chambre des communes était si bien marquée, que Burke lui-même ne la lui eût pas disputée, et pour Fox aucune rivalité n'était à craindre.

On sait, au reste, que cette administration ne dura qu'un moment. Une mort soudaine lui enleva son chef. De tous ceux qui pouvaient aspirer à sa succession, le secrétaire d'état des affaires étrangères, lord Shelburne, parut presque aussitôt appelé à la recueillir. C'est lui qui est mort avec le titre de marquis de Lansdowne, et ce nom réveille aujourd'hui de tels sentimens de respect et d'affection, que l'on a peine à concevoir que celui qui l'a porté le premier inspirât la défiance et l'antipathie. Il est certain cependant que lord Shelburne, qui avait de l'esprit, de l'expérience, des opinions libérales et philosophiques, qui a fourni dans les affaires une carrière honorable et joui d'une sorte de faveur dans la société française, était un des hommes avec qui l'association dans le pouvoir rencontrait le plus de difficultés et de répugnances. Fox, qui proposait le duc de Portland pour la première place, déclara qu'il ne restait pas si son collègue Shelburne l'obtenait, et il se retira. Burke le suivit, on a même dit que cette scission était principalement son ouvrage. Quoi qu'il en soit, elle fut peut-être un grand événement; elle sépara Fox de Pitt, qui resta du côté du ministère et y entra même comme chancelier de l'échiquier. Qui sait quelle influence exerça cette séparation sur les destinées de la Grande-Bretagne?

Dès le mois de juillet, Burke attaqua vivement lord Shelburne, en défendant la démission de Fox, et tous deux réunis mirent le cabinet en minorité (février 1783). Pitt fut député à Fox pour négocier un rapprochement; mais il fallait accepter la primauté de Shelburne. Inflexible sur ce point, Fox se condamnait à l'impuissance dans sa victoire, s'il ne se donnait des alliés. Le ministère conservait dans ses rangs une partie de l'ancienne opposition. Il avait pour ennemis naturels lord North et ses amis, encore nombreux. Fox ne voulait pas se réconcilier avec Shelburne; il ne pouvait détacher Pitt; une seule alliance lui restait, celle de North. Il osa s'y résoudre et fit le ministère de la coalition. Le duc de Portland en était le chef; North, secrétaire d'état pour l'intérieur; Fox, pour les affaires étrangères; Burke redevint payeur général.

A peine sorti du gouvernement, Pitt proposa la réforme parlementaire et le rencontra pour antagoniste. Cette question fameuse, qui avait commencé à s'agiter dans les premières années de l'administration de lord North, n'était pas encore devenue une permanente question de cabinet, ni, en des sens divers, le mot de ralliement des

partis. Chatham, dans les derniers temps de sa vie, avait accueilli l'idée d'une réforme; mais il l'avait conçue à sa manière. Il ne voulait qu'augmenter le nombre des membres sérieusement élus, de ceux qui représentaient les comtés, mais sans dépouiller aucun bourg de la franchise électorale. Junius avait également résisté à tout dessein de porter atteinte aux droits acquis. Burke, chez qui le profond respect de la tradition constitutionnelle s'unissait aux idées d'amélioration, pouvait donc sans inconséquence repousser des projets d'innovation que, sans inconséquence également, le jeune Pitt pouvait appuyer avec ce ton d'autorité qu'il avait naturellement.

Ce n'est pas à propos de cette question que sa conduite nous étonne. Une autre question était à l'ordre du jour et devait amener de graves conséquences. La compagnie des Indes orientales, en possession plus que séculaire d'un monopole commercial, avait été conduite à se créer un empire; mais elle en avait, dans les derniers temps, reculé si loin les limites, le pouvoir politique de ses agens avait pris de si grandes proportions, ses actes avaient fini par intéresser à si haut point, non-seulement la richesse et le négoce, mais la puissance et l'honneur de l'Angleterre, que les chambres, engagées souvent par les conséquences de sa conduite, avaient dû s'en enquérir plus sévèrement, et que tous les ministères avaient projeté de réviser les principes de son organisation, de régler son action et de la soumettre plus directement à la surveillance de l'état. Dans ces vastes et riches contrées, où tout offrait une proie, où rien ne mettait un frein aux passions du plus fort, où l'on ne connaissait ni la loi, ni la publicité, ni l'opinion, une compagnie dont le pouvoir se mesurait aux nécessités de son commerce, dont l'ambition était excitée par la cupidité, qui soutenait ses spéculations par sa diplomatie et sa diplomatie par la guerre, qui faisait enfin sa fortune par la conquête, avait dû tout permettre à ses lointains délégués pour la servir, et n'interdire qu'au malhabile ou au malheureux la violence, la fraude, la rapacité, la tyrannie. Lord Clive avait couvert de la gloire des armes des perfidies que l'Orient seul pouvait souffrir. Lord Chatham le protégeait, car il aimait les victorieux; mais le pouvoir de la compagnie lui semblait exorbitant, et en 1767 il avait pensé à lui enlever le droit de possession et d'agrandissement territorial. En 1773, on reconnut la nécessité de lui poser des limites. Un emprunt, pour lequel elle avait besoin d'une autorisation législative, la mettait à la discrétion du parlement, et un acte de régularisation, *regulating act*, plaça toutes les présidences de l'Inde anglaise sous un gouverneur-général résidant à Calcutta, en établissant dans cette ville une cour de justice à la nomination de la couronne. En même temps les directeurs furent tenus de communiquer au gouvernement toute

la partie de leur correspondance qui avait rapport aux questions territoriales. Le gouverneur-général et quatre conseillers associés à son administration étaient nommés pour cinq ans par l'acte même qui les instituait. La première place fut donnée à Warren Hastings, simple agent de la compagnie, placé par elle à la tête de la présidence du Bengale, et lord North fit entrer dans son conseil Philip Francis, qui peut-être vendit à ce prix le silence de Junius.

Cette administration n'avait pas marché paisiblement. Bientôt ses divisions intérieures et la conduite de son chef firent souhaiter aux ministres le rappel de Hastings; mais il ne pouvait être révoqué que sur une demande de la cour des directeurs qui représentaient la compagnie. Celle-ci soutenait son agent, et quand on vit approcher la rupture avec la France, on ne put regretter d'avoir laissé la garde de l'Inde à un homme habile et entreprenant, dont l'esprit plein de ressources n'était entravé dans ses hardies combinaisons, ni par la faiblesse du caractère, ni par la sévérité de la conscience. Cependant, vers la fin de la guerre d'Amérique, la chambre des communes, dont l'attention était éveillée par les plaintes du parti opposé au gouverneur-général, avait formé pour l'examen de ces affaires deux comités : l'un sous la conduite de Henry Dundas, l'autre de Burke, et ce dernier s'était plongé dans ce nouveau travail avec son ardeur accoutumée. Déjà souvent l'Inde l'avait occupé dans le parlement. Jamais elle n'était l'objet d'un débat sans qu'il prît la parole. Sa curiosité infatigable eut bientôt pénétré jusqu'au fond de ce grand sujet. Sa vive imagination se familiarisa avec les lieux, les faits, les hommes; sa haine pour l'iniquité et la violence prit feu contre un despotisme qui ne devait qu'à la distance son impunité. Il savait et jugeait l'histoire de l'Inde anglaise comme un historien sensible et sévère; la justice même se passionnait dans cette âme ardente. Des rapports émanés du comité qu'il dirigeait, le neuvième et le onzième, passent pour être de lui, et ils sont insérés dans ses œuvres. Ces deux pièces ont tout le mérite du genre, l'ordre, la clarté, la solidité, et l'on y peut apercevoir les premiers fondemens de l'accusation célèbre dont il mit tant d'années à élever de ses mains le formidable édifice.

Entre le pouvoir immense par le fait du gouvernement établi au Bengale et le pouvoir de surveillance du ministère et du parlement, l'indépendance d'une compagnie à demi souveraine formait un milieu opaque et résistant, qui rendait tout contrôle illusoire. Aidé des conseils de Burke, encouragé par lord North, qui dans son premier ministère avait été sur le point de réduire la compagnie des Indes à ses attributions commerciales, Fox, à la fin de 1783, proposa un bill qui supprimait la cour des directeurs de la compagnie, et con-

fiait à Londres le haut gouvernement de ses possessions à sept commissaires nommés dans l'acte pour quatre ans, et dont le chef devait être le comte Fitzwilliam. Auprès de ce bureau, neuf directeurs assistans, choisis parmi les actionnaires, auraient été chargés seulement des affaires du commerce. Les vacances dans le bureau supérieur auraient été remplies par nomination royale. C'était toute une révolution, surtout dans la Cité. On conçoit quelle y devait être la puissance de la compagnie des Indes, et avec quelle énergie elle dut résister au projet qui la détrônait. Elle employa tous les moyens, fit jouer tous les ressorts, ameuta l'opinion. Son patronage, ce qui veut dire en bon anglais la quantité de places qu'elle avait à donner, était l'instrument d'une influence qu'elle exploitait dans son intérêt, et qu'elle prêtait clandestinement à la cour et à son parti. Tout cela allait être régularisé, soumis à la publicité et livré à un pouvoir officiel, plus dépendant du parlement que de la couronne. L'état se ressaisissait d'un empire qu'il n'aurait dû jamais abandonner; mais l'état était représenté par l'administration actuelle, qui allait recueillir l'honneur et la force attachés à cette grande innovation. Il se forma donc une masse redoutable d'opposans au bill de Fox, qui dut y suspendre son existence ministérielle. Les membres du dernier cabinet ne pouvaient laisser échapper une si belle occasion de revanche. Pitt surtout, avec une habileté qui ressemblait fort à l'intrigue, et que Burke à toutes les époques lui a sévèrement reprochée, se mit à la tête de tous les mécontens. Intérêts, abus, préjugés, il souleva tout contre une réforme qu'il savait nécessaire. Lui aussi, il fit sa coalition. Il épousa jusqu'aux griefs de la cour, et les éleva à la hauteur d'un scrupule constitutionnel. On soutenait, en effet, avec une apparence de raison, que la nomination législative d'un comité ou bureau administratif était une atteinte à la prérogative royale, et sans aucun doute le principe de la responsabilité aurait dû ramener plus immédiatement au pouvoir exécutif la direction d'une nature d'affaires qui étaient en elles-mêmes du ressort du gouvernement général. Cette considération fut développée avec autant de force qu'un chef d'accusation. Fox se vit personnellement attaqué avec une violence inouïe. Tous les ressentimens suscités par la coalition éclatèrent sous cette forme. Burke ne fit pas défaut dans la lutte. Son discours, fort travaillé et très étendu, suivant son usage, est presque en entier consacré à l'exposition des torts de la compagnie. Mille faits curieux de l'histoire de l'Inde et des débuts de l'administration de Hastings sont vivement retracés, et il en ressort l'urgence d'une réforme profonde. Toutes les objections sont imputées à des intérêts occultes, à des intrigues de courtisans. L'objection constitutionnelle elle-même n'est pas prise fort au sérieux, et Burke se con-

tente d'observer que la prérogative royale ne doit rien perdre au nouveau projet, puisque, dans l'état présent des choses, ni les directeurs, ni le gouverneur-général, ni son conseil institué par l'acte de 1773, ne sont à la nomination de la couronne.

« J'ai parlé du bill, dit Burke en finissant; que je dise maintenant un mot de son auteur. Je devrais l'abandonner à ses nobles sentimens, si l'indigne et illibéral langage employé contre lui par delà tout exemple de la liberté parlementaire ne rendait quelques paroles nécessaires, moins pour donner satisfaction à lui qu'à mes propres affections. Il faut donc que je dise que ce sera une honorable distinction pour notre âge que la délivrance du plus grand nombre d'êtres de la race humaine, qui ait jamais été aussi lourdement opprimé par la plus grande tyrannie qui ait existé jamais, soit échue en partage à des talens et à des sentimens égaux à la grandeur de la tâche; que l'œuvre soit échue à un homme qui possède l'étendue d'esprit pour concevoir, le courage pour entreprendre, l'éloquence pour soutenir une si grande mesure de hasardeuse générosité. Son courage ne saurait être attribué à l'ignorance de l'état des hommes et des choses. Il sait bien quels piéges sont semés sur son chemin et par l'animosité personnelle, et par des intrigues de cour, et peut-être par l'illusion populaire; mais il a risqué son repos, sa sécurité, son intérêt, son pouvoir, même sa popularité chérie, pour le bien d'un peuple qu'il n'a jamais vu. C'est la route qu'ont avant lui prise tous les héros. On l'accuse, on l'outrage pour les motifs qu'on lui suppose. Il se souviendra que la calomnie entre comme élément nécessaire dans toute véritable gloire; il se souviendra que non-seulement c'était l'usage des Romains, mais qu'il est dans la nature et la constitution des choses que la diffamation et l'injure soient des parties essentielles d'un triomphe. Ces pensées soutiendront une âme qui ne vit que pour l'honneur, sous le poids d'accusations passagères; car il travaille à faire un grand bien, un bien comme il s'en rencontre rarement et dans la destinée d'un homme et en même temps dans ses désirs, chose presque aussi rare. Qu'il emploie sa journée, qu'il lâche les rênes à la bienveillance de son cœur. Il est maintenant sur une hauteur où le vont chercher les regards du genre humain. Il peut vivre longtemps, il peut beaucoup faire; mais il a atteint le sommet : jamais il ne pourra s'élever au-dessus de ce qu'il fait aujourd'hui.

« Il a des défauts, mais ce sont des défauts qui, bien qu'ils puissent ternir son éclat et quelquefois entraver la marche de ses talens, n'ont rien par eux-mêmes qui puisse éteindre le feu des grandes vertus. Dans ces défauts, pas un atôme de tromperie, d'hypocrisie, nul orgueil, nulle arrogance, nul despotisme de tempérament, nulle insensibilité aux maux de l'humanité. Il a les défauts qui pourraient se retrouver dans un descendant du Henri IV de la France, comme ils se rencontraient dans ce père de son pays. Henri IV souhaitait vivre assez pour voir une poule dant le pot de chaque paysan de son royaume. Ce sentiment de bonté familière vaut tous les mots brillans que l'on rapporte de lui. Mais il désirait peut-être plus qu'il ne pouvait accomplir, et la générosité de l'homme dépassait le pouvoir du monarque. Mais celui dont je parle, lui, un sujet, peut au moins dire dans ce jour avec vérité qu'il

assure le riz dans le pot de tout homme aux Indes. Un poète de l'antiquité regardait comme une des premières distinctions chez un prince qu'il voulait célébrer, qu'à travers une longue suite de générations il eût été l'ancêtre d'un habile et vertueux citoyen qui, par des moyens pacifiques, avait réformé des gouvernemens oppressifs et supprimé des guerres de rapine.

Indole proh quanta juvenis, quantumque daturus
Ausoniæ populis ventura in sæcula civem.
Ille super Gangem, super exauditus et Indos,
Implebit terras voce; et furialia bella
Fulmine compescet linguæ.

Voilà ce qui se disait du prédécesseur du seul homme à l'éloquence duquel on puisse sans injustice comparer celle de l'auteur du présent bill. Mais le Gange et l'Indus sont le domaine de la renommée de mon honorable ami, et non pas de celle de Cicéron. Je l'avoue, c'est avec joie que je pressens la récompense de ceux dont tout le crédit, tout le pouvoir, toute l'autorité n'existe que pour le bien de l'humanité, et ma pensée s'étend à tout ce peuple, à tous les êtres de races et de noms divers qui, relevés par ce bill, auront à bénir l'ouvrage de ce parlement et la confiance accordée par la meilleure chambre des communes au plus digne de l'obtenir. Les petites critiques de parti ne seront plus entendues, lorsque la liberté et le bonheur se feront sentir. Il n'y a pas une langue, une nation, une religion dans l'Inde qui ne bénisse le soin tutélaire et la noble bienfaisance de cette chambre et de celui qui vous a proposé ce grand ouvrage. Vos noms ne seront jamais séparés devant le trône de la divine bonté, dans quelque langue et dans quelque rite qu'il soit demandé grâce pour les pécheurs et récompense pour ceux qui imitent la divinité dans sa charité universelle pour ses créatures. Ces hommages, vous les méritez, et ils vous seront assurément rendus, lorsque tout ce jargon d'influence, de parti et de patronage sera plongé dans l'oubli. J'ai dit ce que je pense et ce que je sens pour l'auteur de ce projet. Un de mes honorables amis, en parlant de son mérite, a été accusé d'avoir fait un panégyrique étudié. Je ne sais ce qui en était; mais le mien, j'en suis sûr, est un panégyrique étudié; c'est le fruit de beaucoup de méditation, le résultat d'une observation de près de vingt années. Pour ma part, je suis heureux d'avoir assez vécu pour voir ce jour. Je me sens plus que payé de dix-huit ans de travaux, puisque enfin je suis en mesure de prendre par un humble vote ma part de l'abolition d'une tyrannie qui existe pour la honte de ce pays et pour la destruction d'une aussi nombreuse portion de l'espèce humaine. »

Mais le complot ourdi contre le projet, et surtout contre le ministère, était puissant. Le bill, après avoir réuni des majorités considérables dans les épreuves préliminaires, finit par ne passer qu'à 208 voix contre 201. La chambre des lords s'anima pour la prérogative royale, et rejeta le projet à 19 voix de majorité. Le roi avait pris personnellement l'affaire à cœur, et son intervention fut si peu cachée, qu'il n'attendit pas, selon l'usage, la démission du cabinet. Il

fit demander aux secrétaires d'état leurs sceaux, et les remit à lord Temple, qui expédia aux autres ministres leurs lettres de renvoi, et résigna trois jours après, Pitt étant nommé premier lord de la trésorerie et chancelier de l'échiquier. Ce fut comme un coup d'état constitutionnel fort dans le goût de George III, qui dut enfin se croire roi, mais qui ne devait pas recommencer, car il venait de se donner un maître. Le procédé était nouveau envers la chambre des communes, qui fut vivement offensée; on lui arrachait des ministres qui possédaient sa confiance. Aussi ne crurent-ils pas d'abord que le pouvoir leur échappât pour longtemps. Les règles ainsi que les probabilités du jeu étaient en leur faveur, et cependant vingt-deux ans se passèrent avant que Fox redevînt ministre.

Les partis étaient décomposés. La diversité des calculs, la rivalité des ambitions, l'incompatibilité des caractères, ou plutôt des amours-propres, avaient amené ce résultat plus que la division sérieuse et systématique des opinions. Au contraire, on peut dire que l'absence d'une de ces questions fondamentales qui classent les hommes et les partis avait surtout contribué à éparpiller toutes les forces parlementaires. En de tels momens, l'individualité reprend le dessus. Les intérêts et les caprices personnels, l'humeur, la rancune, la vanité, décident de tout. Ce ne sont pas les beaux jours du gouvernement représentatif. Cette situation aurait dû être insupportable pour un esprit tel que celui de Burke, défenseur décidé de la consistance des opinions et des conduites, grand prôneur de la fidélité aux principes, aux antécédens et aux amitiés; mais il avait approuvé la coalition, cet acte si sévèrement reproché à Fox, et qui plus qu'aucun autre pouvait être regardé comme un signal de décomposition des partis. Toute coalition, même honorable dans son principe, a, j'en conviens, un air d'intrigue, et besoin d'apologie. Cependant, lorsque l'on considère à quels hommes ce genre d'apologie a été nécessaire, il faut ou que la tentation soit irrésistible, ou plutôt que l'action, en elle-même toujours hasardeuse, soit quelquefois imposée par une nécessité publique ou par une noble ambition. Comme tant d'autres actions, elle doit se juger par ses motifs et par ses conséquences. Si l'on n'a sacrifié aucun principe en formant l'alliance, si on l'a formée avec un grand but, si ce but on a eu le bonheur de l'atteindre, l'opinion, non contente d'absoudre l'entreprise, doit la glorifier. Aussi les coalitions sont-elles plus difficiles à ceux qui viennent du côté du pouvoir qu'à ceux qui sortent de l'opposition, car si ce n'est pour quelque réforme devenue nécessaire, pour quelque innovation amenée à maturité que les hommes du parti gouvernemental l'abandonnent, la coalition cesse d'être irréprochable. Elle peut l'être, si elle a pour but ce que M. Canning a tenté, ou ce que sir Robert Peel a fait. Dans l'al-

liance de North et de Fox, c'est donc le rôle du premier surtout qui aurait besoin d'excuse; c'est à lui, non au second, qu'auraient dû s'adresser les reproches de l'histoire, si, par une inégalité dont nous ne nous plaignons pas, on ne jugeait toujours les amis de la liberté avec une sévérité plus exigeante. Visant plus haut, ils ont droit à moins d'indulgence. Toutefois on expliquera difficilement, à l'honneur de lord North, que le chef d'un ministère ennemi des concessions, tombé du pouvoir pour avoir couvert de sa responsabilité l'entêtement royal, ait pu, avec une parfaite conséquence de principes et une scrupuleuse conviction, s'engager dans une combinaison perdue pour avoir, dit-on, livré aux chambres la prérogative de la couronne. Quant à Fox, il ne paraît point qu'il ait fait dans ce ministère rien qu'il n'eût fait dans un autre, et du moins aucun sacrifice de principe ne lui saurait être reproché. Mais voici la faute : lorsqu'on a dit et pensé de la conduite, de la capacité, des doctrines et du caractère d'un homme d'état, tout ce qui s'était pu lire depuis dix ans dans les discours de l'opposition, l'union avec cet homme d'état n'est permise qu'à la dernière extrémité et quand le salut public la commande. Or cette excuse manque à Fox. Malheureusement les hommes supérieurs sont sujets à une illusion, qui même n'en est pas toujours une : ils se figurent volontiers que le pouvoir leur revient de droit, et que leur présence dans le gouvernement est une condition du salut public. Walpole pensait peut-être ainsi, quand il attaquait ses anciens collègues, Stanhope et Sunderland. Une semblable conviction dirigea certainement Chatham dans toute sa carrière. Elle fit sa gloire lorsqu'en 1757 il s'allia au duc de Newcastle; elle l'égara quand en 1766 il composa le cabinet inexplicable du duc de Grafton. Un homme d'état que nous avons nommé, Peel, eut assurément la même confiance en soi, et bien en a pris à son pays et à sa renommée. Quant à Fox, il avait débuté avec un tel éclat, il s'était senti porté au premier rang par des qualités si solides et si brillantes, qu'il avait bien pu, lui aussi, se persuader que le ministère lui appartenait, et qu'il devait à tout prix gouverner. Ses partisans n'étaient pas éloignés de le croire, et Horace Walpole incline à cette idée dans ses lettres. Burke, dans l'orgueil de son amitié, pouvait concevoir pour son ami de ces présomptueuses pensées, et, qui sait? en garder quelque chose pour lui-même. Ainsi s'explique en partie leur conduite à tous deux dans le pouvoir et dans l'opposition. Le public est d'ordinaire fort sévère pour ces illusions des hommes supérieurs; il ferait mieux cependant de garder ses rigueurs pour celles des hommes médiocres, car ceux-là aussi se croient quelquefois une mission.

Pitt, qui avait formé le nouveau cabinet, fit alors un acte audacieux. Après avoir tâté la chambre par un bill sur l'Inde qu'elle re-

jeta, il osa dissoudre le parlement (mars 1784). On aurait cru que l'opinion décernerait le pouvoir à Fox plutôt qu'à lui, car sa réputation était alors bien inférieure à celle de son rival, et pourtant la réélection lui donna raison. Cent soixante opposans restèrent sur le champ de bataille. On les appela *les martyrs de Fox;* c'est le titre d'un martyrologe protestant. Fox et Burke furent réélus; mais le changement avait été si brusque, Pitt avait paru si téméraire, il était si jeune et si nouveau, que les vieux athlètes ne pouvaient croire encore à sa victoire. Ils en doutèrent longtemps, et ils agirent en conséquence. Burke demeura toute sa vie si touché et pour ainsi dire si scandalisé de ce résultat, qu'il ne le pardonna jamais à Pitt, et que, même en se rapprochant de lui, il n'eut jamais ni goût pour sa personne ni admiration pour ses talens. Il l'appelait le sublime de la médiocrité.

La situation d'hommes politiques qui ont perdu la majorité n'est jamais facile. Elle ne fut point favorable à Burke. Il n'avait pas comme Fox ce caractère ouvert et simple, cette humeur facile et liante, cette flexibilité de talent, cet art de discussion, qui séduisaient jusqu'à ses adversaires et le rendaient populaire encore quand ses opinions cessaient de l'être. Plus âgé que lui de vingt et un ans, plus homme de lettres et moins homme politique, Burke avait plus de raideur dans l'esprit, des prétentions plus tranchantes, un ton plus absolu et plus intolérant. Transporté dans un monde nouveau, entouré de jeunes ambitieux dont il était peu connu, il ne se préserva pas assez de l'impatience et du dédain. Inhabile aux ménagemens, irrité, dégoûté, il ne sut pas s'accommoder au temps, et la chambre des communes devint pour lui un auditoire sévère, hostile même. Ses discours avaient toujours paru trop longs et trop fréquens. Le respect et l'habitude avaient empêché longtemps qu'on ne l'en fît apercevoir; mais le respect et l'habitude manquaient à la nouvelle chambre. Burke s'en aperçut plus d'une fois. Un jour, il s'était levé tenant à la main un rouleau de papier d'une grosseur effrayante. Un membre de la classe de ceux qu'on nomme *country gentlemen* eut l'impertinence de dire qu'il espérait que l'orateur n'avait pas l'intention de lire cette énorme liasse de pièces, en y joignant un long discours par dessus le marché. Burke interdit et indigné sortit de la chambre sans trouver une parole. « La fable est réalisée, dit George Selwyn, si fameux par ses bons mots; un âne qui brait donne la chasse à un lion. »

On peut faire remonter à cette époque la décadence parlementaire de Burke. Cependant il ne se découragea pas, et il eut encore de bien beaux jours, mais ses échecs furent nombreux. Dès l'ouverture de la session, il proposa avec Windham, Irlandais de grande

espérance qui venait d'entrer au parlement et qui s'attacha étroitement à lui, d'adresser des représentations au roi sur la dernière dissolution. Cette mesure avait eu, disait-il, un caractère insolite, celui d'une condamnation prononcée du haut du trône contre le parlement. La dernière chambre, *la meilleure chambre des communes*, avait été dénoncée au peuple comme usurpatrice des droits du prince. Cette calomnie de cour avait égaré l'opinion. Le discours de la couronne faisait encore une leçon à la chambre sur les limites de son pouvoir. Celle-ci ne pouvait accepter ni remontrance ni menace, et c'était lui faire injure que de paraître en attendre moins d'indépendance que de la chambre précédente. Une défense raisonnée de la conduite tenue dans l'affaire du bill de l'Inde venait ensuite. Burke n'a jamais été tory sur ce point. Sa motion, qui était au fond une attaque envers la nouvelle chambre, fut rejetée sans débat. Il publia son discours avec une préface où il cachait mal son humeur contre le parlement. Le dépit d'une défaite imprévue perça désormais dans ses discours. Il reprochait même à Fox de ne pas sentir assez vivement leur commune offense. Neuf ans plus tard, dans le fort de sa colère contre la révolution française, il se plaignait encore qu'il ne l'eût pas bien secondé dans ses efforts pour faire repentir le premier ministre de la manière odieuse dont il s'était élevé au pouvoir, et, dans sa rancune implacable, il accusait Pitt d'avoir intrigué avec la cour, les dissidens religieux et tous les factieux du dehors, pour décrier et affaiblir la chambre des communes. Il est remarquable que Windham, qui, dix ans après, entra dans l'administration de Pitt, continua toute sa vie de juger comme Burke la dissolution de 1784, et d'en regarder le résultat comme funeste.

Une guerre sans relâche fut donc faite au cabinet. Pitt n'avait pas renoncé à ses idées de réforme parlementaire; il appuya une motion à cette fin de l'alderman Sawbridge, qui passait pour républicain. Il en fit une lui-même, soutenu par Fox et combattu par des ministres. Chaque fois il eut contre lui Burke et la majorité. Ce dernier lui demanda un jour ironiquement comment il pouvait se plaindre du système actuel de représentation, lui qui s'en était si bien servi? Quant à son bill de l'Inde, la vive critique qu'en fit Burke a été, dit-on, justifiée par l'expérience. Il contenait cependant les principes de l'organisation qui s'est maintenue jusqu'à nous. L'idée d'une commission de gouvernement ou de surveillance au-dessus de la compagnie ne pouvait être abandonnée. Aucun ministère ne pouvait songer à laisser la compagnie à elle-même. Seulement, cette commission, sous le nom de bureau du contrôle, dut être composée de membres du conseil privé et présidée par un ministre spécial, dont cette présidence même serait le titre. Aujourd'hui, les membres de ce bureau sont

des ministres et ne forment en réalité qu'un comité du cabinet; mais la nouvelle organisation, au moment où elle fut adoptée, ne faisait pas tomber les griefs élevés contre l'administration antérieure de la compagnie, et Pitt était loin de défendre tout le passé.

L'Inde est la région du monde où les Anglais ressemblent le plus aux Romains. Avec une poignée de fonctionnaires ou de magistrats, avec quelques légions, ils y gouvernent, sur un territoire immense, près de quatre-vingts millions de sujets, qui conservent leurs lois, leur culte et leurs mœurs. Ce pouvoir sans égal s'exerce avec équité et modération; mais il n'a pu s'établir ainsi. La tyrannie est presque toujours la compagne de la conquête, et de terribles proconsuls ont plus d'une fois porté parmi ces peuplades tremblantes les faisceaux du peuple-roi. L'âme pure et sévère de Burke devait s'émouvoir à ce spectacle. Il ne consentait pas à séparer la politique de la justice. Et en même temps la grandeur des choses, la nouveauté des scènes frappait, échauffait son imagination. On a parfois trouvé aux imaginations irlandaises quelque chose d'oriental. Telle était celle de Burke; elle ne pouvait que se plaire et s'exalter à l'aspect de ce monde de l'Asie ouvert devant elle, où les événemens, les monumens, la nature, tout prend un caractère pittoresque et poétique. Aussi, trouvant là comme une inspiration nouvelle, le vit-on rajeunir en quelque sorte son talent, le grandir à des proportions inconnues, et, suivant le penchant de son esprit, exagérer souvent les idées, les formes et les couleurs. Son goût comme sa colère put passer les bornes, car il se crut tout permis : il peignait l'Orient et combattait la tyrannie.

CHARLES DE RÉMUSAT.

L'ÉCONOMIE RURALE

EN ANGLETERRE.

I.

LES ANIMAUX DOMESTIQUES.

Quand l'exposition universelle attirait à Londres un immense concours de curieux venus de tous les points du monde, la puissance industrielle et commerciale du peuple anglais a frappé les regards sans les étonner. On s'attendait généralement au gigantesque spectacle qu'ont présenté les produits de Manchester, de Birmingham, de Sheffield, de Leeds, entassés sous les voûtes transparentes du palais de cristal, et à cette autre scène non moins merveilleuse qu'offraient, en dehors de l'exposition, les docks de Londres et de Liverpool avec leurs magasins sans fin et leurs vaisseaux sans nombre; mais ce qui a surpris plus d'un observateur, c'est le développement agricole que révélaient les parties de l'exposition consacrées aux machines aratoires et aux produits ruraux anglais : on était en général assez loin de s'en douter.

En France plus qu'ailleurs peut-être, malgré notre extrême proximité, on a trop cru jusqu'ici que l'agriculture avait été négligée en Angleterre au profit de l'intérêt industriel et mercantile. Un fait mal étudié dans son principe et dans ses conséquences, la réforme douanière de sir Robert Peel, a contribué à répandre parmi nous ces idées inexactes. Ce qui est vrai, c'est que l'agriculture anglaise, prise dans son ensemble, est aujourd'hui la première du monde, et qu'elle

est en voie de réaliser de nouveaux progrès. Je voudrais faire connaître sommairement son état actuel, en indiquer les véritables causes, et en induire l'avenir; plus d'un enseignement utile peut sortir pour la France de cette étude.

Une crise grave et douloureuse s'est déclarée presque en même temps, quoique par des causes différentes, il y a maintenant bien près de cinq ans, dans les intérêts agricoles des deux pays. J'essaierai d'en apprécier à part la portée; mais il importe auparavant d'examiner quelle était, avant 1848, la situation des deux agricultures. Deux ordres de questions se rattachent à cette comparaison, les unes fondamentales, qui dérivent de l'histoire entière de leur développement, les autres transitoires qui naissent de leur condition pendant la crise; les premières doivent passer avant les secondes.

I.

Avant tout, il importe de se bien rendre compte du théâtre même des opérations agricoles, c'est-à-dire du sol.

Les îles britanniques ont une étendue totale de 31 millions d'hectares, c'est-à-dire les trois cinquièmes environ du territoire français; qui n'en a pas moins de 53; mais ces 31 millions d'hectares sont loin d'avoir une fertilité uniforme : il s'y trouve au contraire des différences plus grandes peut-être qu'en aucun autre pays. Tout le monde sait que le royaume-uni se décompose en trois parties principales, l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande. L'Angleterre forme à elle seule la moitié environ du territoire; l'Ecosse et l'Irlande se partagent le reste à peu près également. Cette division, qu'il ne faut jamais perdre de vue, se retrouve dans les faits agricoles, et chacune de ces trois grandes fractions doit elle-même se partager, sous le rapport de la culture comme sous tous les autres points de vue, en deux parties principales.

L'Angleterre se divise en Angleterre proprement dite et pays de Galles; l'Ecosse, en haute et basse; l'Irlande, en région du sud-est et région du nord-ouest. Des différences énormes se remarquent entre ces diverses contrées.

L'Angleterre proprement dite est la portion la plus grande et la plus riche des trois royaumes; elle comprend 13 millions d'hectares, ou un peu plus du tiers de l'étendue totale des îles britanniques et l'équivalent d'un quart de la France. C'est d'elle surtout qu'il doit être question dans cette étude. En lui comparant le quart de la France le mieux cultivé, c'est-à-dire l'angle du nord-ouest, qui comprend les anciennes provinces de la Flandre, de l'Artois, de la Picardie, de la Normandie, de l'Ile-de-France, et même en y ajoutant les départe-

mens les plus riches des autres régions, nous n'avons pas une égale étendue de terres bien cultivées à lui opposer. Certaines parties de notre sol, comme le département du Nord presque tout entier et quelques autres cantons détachés, sont supérieures comme production à ce qu'il y a de mieux en Angleterre; d'autres, comme les départemens de la Seine-Inférieure, de la Somme, du Pas-de-Calais, de l'Oise, peuvent soutenir la comparaison; mais 13 millions d'hectares comparables comme culture aux 13 millions d'hectares anglais, nous ne les possédons pas.

Serait-ce que le sol et le climat de l'Angleterre seraient naturellement supérieurs aux nôtres? Bien loin de là. 1 million d'hectares sur 13 sont restés tout à fait improductifs et ont résisté jusqu'ici à tous les efforts de l'homme; sur les 12 millions restans, les deux tiers au moins sont des terres ingrates et rebelles que l'industrie humaine a eu besoin de conquérir.

La pointe sud de l'île, qui forme le comté de Cornouailles et plus de la moitié du Devon, se compose de terrains granitiques analogues à ceux de notre Bretagne. Il y a là, dans les anciennes forêts d'Exmoor et de Dartmoor, dans les montagnes qui finissent au Land's End et dans celles qui avoisinent la presqu'île galloise, près de 1 million d'hectares qui n'ont que bien peu de valeur. Dans le nord, d'autres montagnes, celles qui séparent l'Angleterre de l'Ecosse, couvrent de leurs ramifications les comtés de Northumberland, Cumberland, Westmoreland et une partie de ceux de Lancastre, Durham, York et Derby. Cette région, qui comprend plus de 2 millions d'hectares, ne vaut guère mieux que la première. C'est un pays pittoresque par excellence, parsemé de lacs et de cascades, mais qui n'offre, comme les pays pittoresques en général, que peu de ressources à la culture.

Presque partout où le sol n'est pas montueux, il est naturellement couvert de marécages. Les comtés de Lincoln et de Cambridge, qui comptent aujourd'hui, surtout le premier, parmi les plus productifs, n'étaient autrefois qu'un vaste marais couvert en grande partie par les eaux de la mer, comme les polders de Hollande qui leur font face de l'autre côté du détroit. De grandes tourbières appelées *mosses* montrent encore çà et là l'état primitif du pays. Sur d'autres points sont de vastes étendues de sables délaissés par l'Océan; le comté de Norfolk, où a pris naissance le système agricole qui a fait la fortune de l'Angleterre, n'est pas autre chose.

Restent les collines onduleuses qui font la moitié environ de la surface totale, et qui ne sont ni aussi arides que les montagnes, ni aussi humides que les plaines sans écoulement; mais ces terres elles-mêmes n'ont pas toutes la même composition géologique. Le bassin de la Tamise est formé d'une argile tenace nommée argile de Lon-

dres, dont sont tirées les briques pour la construction de l'immense capitale, et qui ne s'ouvre qu'avec difficulté sous la main du laboureur. Les comtés d'Essex, de Surrey et de Kent appartiennent, avec celui de Middlesex, à cette couche argileuse désignée en Angleterre sous le nom de *stiff land*, terre forte, et dont les agriculteurs de tous les pays connaissent bien les inconvéniens, que vient aggraver encore la fraîcheur du climat. Livrée à elle-même, cette argile ne sèche jamais en Angleterre, et quand elle n'est pas transformée par des amendemens et assainie par le drainage, elle fait le désespoir des fermiers. On ne la trouve pas seulement dans les comtés désignés, elle domine dans tout le sud-est et reparaît sur beaucoup de points du centre, de l'ouest et du nord.

Une longue bande de terres crayeuses de médiocre qualité traverse du sud au nord ce grand banc d'argile, et forme la plus grande partie des comtés de Hertford, Wilts et Hants; la craie presque pure s'y montre à la surface.

Les terres argilo-sableuses à sous-sol calcaire, les terres limoneuses ou *loams* du fond des vallées, n'occupent que 4 millions d'hectares environ. Les rivières étant plus courtes dans cette île étroite et les vallons plus resserrés qu'ailleurs, les alluvions y tiennent peu de place. Ce sont les sols légers qui dominent, ceux qu'on appelait autrefois *poor lands*, terres pauvres. Ces terres formaient, il n'y a pas bien longtemps, de vastes landes qui venaient jusqu'aux portes de Londres du côté de l'ouest, et presque partout elles sont devenues par la culture presque aussi productives que les *loams*. Il a fallu un mode d'exploitation parfaitement approprié à leur nature pour en tirer un si bon parti.

Il en est de même du climat. Les agriculteurs britanniques ont su admirablement utiliser les caractères distinctifs de ce climat particulier, mais en soi il n'a rien de séduisant. Ses brumes et ses pluies sont proverbiales; son extrême humidité est peu favorable au froment, qui est le but principal de toute culture; peu de plantes mûrissent naturellement sous ce ciel sans chaleur, il n'est propice qu'aux herbes et aux racines. Des étés pluvieux, des automnes prolongés, des hivers doux, entretiennent, sous l'influence d'une température à peu près constante, une végétation toujours verte. Là s'arrête son action; ne lui demandez rien de ce qui exige l'intervention du grand créateur, le soleil.

Combien le sol et le climat de la France sont supérieurs! En comparant à l'Angleterre, non plus seulement le quart, mais la moitié nord-ouest de notre territoire, c'est-à-dire les trente-six départemens qui se groupent autour de Paris, à l'exclusion de la Bretagne, nous trouvons plus de 22 millions d'hectares qui dépassent en qualité

comme en quantité les 13 millions d'hectares anglais. Presque pas de montagnes, très-peu de marécages naturels, de vastes plaines presque partout saines, un sol suffisammment profond et formé dans des proportions assez justes des élémens les plus favorables à la production, de riches dépôts dans les larges vallées de la Loire, de la Seine et de leurs affluens, un climat un peu moins humide mais plus chaud, moins favorable peut-être à la végétation des prairies, mais plus propre à la maturation du froment et des autres céréales, tous les produits de l'Angleterre, obtenus avec moins de peine, et avec eux des produits nouveaux et précieux, tels que le sucre, les plantes textiles, les oléagineux, le tabac, le vin, les fruits, etc.

Il serait facile de suivre pas à pas cette comparaison et d'opposer par exemple au comté de Leicester, qui est le plus naturellement fertile des comtés anglais, notre département du Nord, aux terrains crayeux du Wiltshire ceux de la Champagne, aux sables les sables, aux argiles les argiles, aux *loams* les *loams*, et de chercher ainsi pour la plupart des districts anglais un district correspondant dans le nord de la France. Cette étude de détail, qui ne peut pas être entreprise ici, démontrerait en quelque sorte, hectare par hectare, sauf un petit nombre d'exceptions, la prééminence de notre territoire; il n'y a pas de terrains, parmi les plus mauvais du sol français, qui ne rencontrât plus mauvais encore de l'autre côté du détroit; il n'y a pas de si riche sol en Angleterre qui ne trouvât chez nous son équivalent et souvent même son supérieur.

Quant au pays de Galles, c'est un massif de montagnes couvertes de terrains stériles appelés *moors*. En y ajoutant les îles qui l'avoisinent et la partie du sol anglais qui le touche de plus près, il comprend 2 millions d'hectares, dont la moitié seulement est susceptible de culture. On trouve en France l'analogue du pays de Galles dans la presqu'île de Bretagne, dont les habitans sont unis aux Gallois par une origine commune; mais, outre que la Bretagne occupe relativement moins de place sur la carte de France, l'Armorique anglaise est naturellement plus âpre et plus sauvage que notre Armorique; l'analogie n'est vraiment complète que pour quelques cantons. Les cinq départemens bretons donnent un total de plus de 3 millions d'hectares.

Les deux parties de l'Ecosse ont une étendue à peu près égale, elles sont toutes deux bien connues par des noms que la poésie et le roman ont popularisés; les basses terres ou *lowlands* occupent le sud et l'est, les hautes terres ou *highlands* l'ouest et le nord; chacune de ces deux moitiés, avec les îles adjacentes, comprend environ 4 millions d'hectares.

La Haute-Ecosse est sans comparaison un des pays les plus infertiles et les plus inhabitables de l'Europe. L'imagination ne le voit

qu'au travers des rêves charmans du grand romancier écossais; mais si la plupart de ses sites méritent leur réputation par leur grandeur agreste, ces belles horreurs se soumettent peu à la culture. C'est un immense rocher de granit, tout découpé de cimes aiguës et de profonds précipices, et qui, pour ajouter encore à sa rudesse, s'étend jusqu'aux latitudes les plus septentrionales. Les *highlands* sont en face de la Norwége, qu'ils rappellent à beaucoup d'égards. La mer du Nord, qui les entoure et les pénètre de toutes parts, les bat de ses tempêtes éternelles; leurs flancs, sans cesse déchirés par les vents et tout ruisselans de ces eaux intarissables qui vont former à leurs pieds des lacs immenses, ne se couvrent que rarement d'une mince couche de terre végétale. L'hiver y dure presque toute l'année, et les îles qui les accompagnent, les Hébrides, les Orcades, les Shetland, participent déjà de la sombre nature islandaise. Plus des trois quarts de la Haute-Ecosse sont incultes; le peu de terre qu'il est possible de travailler a besoin de toute l'industrie des habitans pour produire quelque chose. L'avoine elle-même n'y mûrit pas toujours.

Où trouver en France l'analogue d'un pareil pays? Ce qui s'en rapproche le plus, c'est le noyau des montagnes centrales avec leurs ramifications qui couvrent une dizaine de départemens et vont se rattacher aux Alpes par delà le Rhône, c'est-à-dire les anciennes provinces du Limousin, de l'Auvergne, du Vivarais, du Forez et du Dauphiné; mais les départemens des Hautes et des Basses-Alpes, les plus pauvres et les plus improductifs de tous, ceux de la Lozère et de la Haute-Loire, qui viennent après, sont encore bien au-dessus, comme ressources naturelles, des célèbres comtés d'Argyle et d'Inverness et du comté plus inaccessible encore de Sutherland. Cette supériorité est de plus en plus marquée dans ceux du Cantal, du Puy-de-Dôme, de la Corrèze, de la Creuse, de la Haute-Vienne, et elle devient tout à fait incommensurable quand on oppose aux meilleures vallées des *highlands* la Limagne d'Auvergne et la vallée du Grésivaudan, ces deux paradis du cultivateur jetés au milieu de notre région montagneuse.

La Basse-Ecosse elle-même est loin d'être partout susceptible de culture : de nombreuses chaînes la traversent et unissent les montagnes du Northumberland à celles des *Grampians*. Sur les 4 millions d'hectares dont elle se compose, 2 sont à peu près improductifs, les deux autres présentent presque partout, notamment autour d'Edimbourg et de Perth, les prodiges de la culture la plus perfectionnée; mais le sol n'est véritablement riche et profond que sur 1 million d'hectares environ, le reste est pauvre et maigre. Quant au climat, il suffit de rappeler qu'Edimbourg est à la même latitude que Copenhague et que Moscou. La neige et la pluie y tombent presque sans

interruption, et les fruits de la terre n'ont pour se développer qu'un été court et chanceux.

Ce qui offre en France le plus de rapports avec la Basse-Ecosse, ce sont les dix départemens qui forment la frontière de l'est, et qui s'étendent des Ardennes au Dauphiné par les Vosges et le Jura; mais là encore, la supériorité du sol et du climat est sensible. La nature a fait les pâturages de la Lorraine et de la Franche-Comté au moins égaux à ceux d'Ayr et de Galloway; l'Alsace vaut bien les Lothians. La pointe septentrionale de cette région est à six degrés de latitude au-dessous de Berwick, et sa pointe méridionale à la hauteur de Venise; le souffle ardent de l'air d'Italie arrive jusqu'à Lyon.

Des deux fractions de l'Irlande, celle du nord-ouest, qui embrasse un quart de l'île et qui comprend la province de Connaught avec les comtés adjacens de Donegal, de Clare et de Kerry, ressemble beaucoup au pays de Galles, et même, dans ses parties les plus mauvaises, à la Haute-Ecosse. Il y a là encore 2 millions d'hectares disgraciés, dont l'aspect effrayant a donné naissance à ce proverbe national : *Aller en enfer ou en Connaught.* L'autre, celle du sud-est, beaucoup plus considérable, puisqu'elle embrasse les trois quarts de l'île et comprend les trois provinces de Leinster, d'Ulster et de Munster, c'est-à-dire environ 6 millions d'hectares, est au moins égale à l'Angleterre proprement dite en fertilité naturelle. Tout n'y est cependant pas également bon; le fléau du pays est l'humidité, qui y est plus grande encore qu'en Angleterre. De grands marais bourbeux, appelés *bogs*, couvrent un dixième environ de cette surface; plus d'un autre dixième est à déduire pour les montagnes et les lacs. En somme, 5 millions d'hectares sur 8 sont seuls cultivés.

Déduction faite du nord-ouest que nous avons comparé à l'Angleterre, du centre et de l'est que nous avons comparés à l'Ecosse, la France ne nous offre plus que le midi à comparer à l'Irlande. Ce rapprochement se justifie à certains égards, car la France du midi est à l'égard de celle du nord un pays distinct et inférieur en richesse acquise, comme l'Irlande à l'égard de l'Angleterre; mais là s'arrête l'analogie, car rien ne se ressemble moins sous tous les rapports. Le parallèle est comme les précédens, et plus qu'eux encore peut-être, en faveur de la France. Notre région méridionale s'étend de l'embouchure de la Garonne à celle du Var; elle embrasse une vingtaine de départemens environ et 13 millions d'hectares, ce qui maintient la proportion : elle a aussi, dans les Pyrénées et les Cévennes, sa partie montagneuse; mais il y a déjà loin, comme fécondité, des montagnes de l'Hérault et du Gard, qui produisent la soie, et même des cantons pyrénéens, où la culture peut s'élever jusqu'au pied des neiges éternelles, aux glaciales aspérités du Connaught et du Donegal; à

mesure qu'on descend dans les plaines, la supériorité devient de plus en plus frappante, malgré les avantages naturels qui ont fait donner à l'Irlande ce surnom poétique : *la plus belle fleur de la terre et la plus belle perle de la mer.*

La plaine qui s'étend de Dublin à la baie de Galway, dans toute la largeur de l'Irlande, et qui fait l'orgueil de cette île, est dépassée en richesse comme en étendue par la magnifique vallée de la Garonne, un des plus beaux pays de culture de la terre. La vallée d'or, *golden vale*, dont se vante Limerick, les pâturages des bords du Shannon, les terres profondes si favorables à la production du lin des environs de Belfast, ont sans doute une grande valeur; mais les vignobles du Médoc, les sols du Comtat qui portent la garance, ceux du Languedoc, où le froment et le maïs peuvent se succéder, ceux de la Provence, où mûrissent l'olive et l'orange, valent plus encore. L'Irlande a sur l'Angleterre cet avantage, qu'elle a moins d'argiles, de sables et de craies, et que le sol y est généralement de bonne qualité; mais le midi de la France a sur elle la supériorité de son ciel. Quant aux *bogs* irlandais, ils n'ont pas leur équivalent dans les landes marécageuses de la Gascogne et de la Camargue, moins impropres qu'eux à la production.

Ainsi notre territoire l'emporte de tous points sur le territoire britannique, non-seulement en étendue, mais en fertilité. Notre région du nord-ouest vaut mieux que l'Angleterre et le pays de Galles, celle du centre et de l'est vaut mieux que l'Ecosse, celle du sud vaut mieux que l'Irlande.

Il y a soixante ans qu'Arthur Young, le grand agronome anglais, a reconnu cette supériorité naturelle de notre sol et de notre climat : « Je viens de passer en revue, dit-il à la fin de son *Voyage agronomique en France*, de 1787 à 1790, toutes les provinces de France, et je crois ce royaume supérieur à l'Angleterre en fait de sol. La proportion de mauvaises terres qui se trouvent en Angleterre, par rapport à la totalité du territoire, est plus grande qu'en France; il n'y a nulle part cette prodigieuse quantité de sable sec qu'on trouve dans les comtés de Norfolk et de Suffolk. Les marais, bruyères et landes, qui sont si communs en Bretagne, en Anjou, dans le Maine et dans la Guienne, sont beaucoup meilleurs que les nôtres. Les montagnes d'Ecosse et du pays de Galles ne sont pas comparables, en fait de sol, à celles des Pyrénées, de l'Auvergne, du Dauphiné, de la Provence et du Languedoc. Quant aux sols argileux, ils ne sont nulle part aussi tenaces qu'en Angleterre, et je n'ai pas rencontré en France d'argile semblable à celle de Sussex. » Plus tard, en parlant de climat, le célèbre agronome anglais rend le même hommage au ciel de la France : *Nous savons tirer parti de notre climat*, dit-il avec

orgueil, *et les Français sont encore dans l'enfance sous ce rapport*, mais quant aux propriétés intrinsèques des deux climats, il n'hésite pas à donner la préférence au nôtre : cette conviction se reproduit à chaque ligne de son livre.

Et cependant, malgré des exceptions de détail nombreuses sans doute, mais qui ne détruisent pas la règle, l'Angleterre, même avant 1848, était mieux cultivée et plus productive, à surface égale, que le nord-ouest de la France; la Basse-Ecosse rivalisait au moins avec l'est, et l'Irlande elle-même, la pauvre Irlande, était plus riche en produits que notre midi. Il n'y a que la Haute-Ecosse qui, comme région, soit dépassée par la région correspondante, et ce n'est pas la faute des hommes. Encore est-il possible de trouver, hors du territoire continental, mais toujours dans un département français, l'île de Corse, une contrée comparable à la Haute-Ecosse pour la valeur actuelle de sa production, malgré l'immense disproportion que la nature a mise entre leurs ressources, et ce n'est pas la seule comparaison qu'il serait facile d'établir entre ces deux pays, tous deux d'un accès si rude, tous deux anciennement habités par une population indomptée de pâtres et de bandits.

Hâtons-nous de dire que si la France est restée ainsi en arrière du royaume-uni, elle est bien en avant des autres nations du monde, excepté la Belgique et la Haute-Italie, qui ont sur elle des avantages naturels. Les causes de cette infériorité relative ne tiennent pas d'ailleurs à notre population agricole, la plus laborieuse, la plus intelligente et la plus économe qui existe peut-être. Ces causes sont multiples et profondes, je me propose de les rechercher; mais auparavant je dois prouver ce que je viens d'avancer. Je suis obligé d'entrer à cet effet dans quelques détails purement agricoles. Je dirai d'abord *comment* l'agriculture anglaise est plus riche; je me demanderai ensuite *pourquoi*.

II.

Le trait le plus saillant de l'agriculture britannique comparée à la nôtre, c'est le nombre et la qualité de ses moutons. Il suffit de traverser, même en chemin de fer, un comté anglais pris au hasard, pour voir que l'Angleterre nourrit proportionnellement beaucoup plus de moutons que la France; il suffit de mesurer d'un coup d'œil un de ces animaux, quel qu'il soit, pour voir qu'ils sont beaucoup plus gros en moyenne, et qu'ils doivent donner plus de viande que les nôtres. Cette vérité, qui saisit en quelque sorte de tous les côtés l'observateur le plus superficiel, n'est pas seulement confirmée par l'examen attentif des faits; elle prend, par cette étude, des pro-

portions inattendues : ce qui n'est pour le simple voyageur qu'un objet de curiosité devient pour l'agronome et l'économiste le sujet de recherches qui l'étonnent lui-même par l'immensité de leurs résultats.

Le cultivateur anglais a remarqué, avec cet instinct de calcul qui distingue ce peuple, que le mouton est de tous les animaux le plus facile à nourrir, celui qui tire le meilleur parti des alimens qu'il consomme, et en même temps celui qui donne, pour entretenir la fertilité de la terre, le fumier le plus actif et le plus chaud. En conséquence, il s'est attaché, avant toute chose, à avoir beaucoup de moutons; il y a dans la Grande-Bretagne d'immenses fermes qui n'ont presque pas d'autre bétail; pendant que nos cultivateurs se laissaient distraire par beaucoup d'autres soins, l'élève de la race ovine était, de temps immémorial, considérée par nos voisins comme la première des industries agricoles. Qui ne sait que le chancelier d'Angleterre, président de la chambre des lords, est assis sur un sac de laine, afin de montrer, par un pittoresque symbole, l'importance que la nation entière attache à ce produit? La viande de mouton est à son tour aussi populaire que la laine, et fort recherchée en général par les consommateurs anglais.

Depuis cent ans, le nombre des moutons a suivi la même progression en France et dans les îles britanniques : de part et d'autre, il a doublé. On calcule qu'en 1750 ce nombre, dans chacun des deux pays, devait être de 17 à 18 millions de têtes; il doit être de 35 aujourd'hui. La statistique officielle française dit 32 millions, et Mac Culloch arrive exactement au même chiffre pour le royaume-uni, mais de part et d'autre on est, je crois, un peu au-dessous de la vérité. Cette égalité apparente cache une inégalité profonde. Les 35 millions de moutons anglais vivent sur 31 millions d'hectares, ceux de la France sur 53; pour en avoir proportionnellement autant que nos voisins, nous devrions en avoir 60 millions. Cette différence, déjà sensible, s'accroît encore quand on compare à la France l'Angleterre proprement dite; les deux autres parties du royaume-uni n'ont que peu de moutons relativement à leur étendue : l'Ecosse n'en peut nourrir, malgré tous ses efforts, que 4 millions environ; l'Irlande, qui devrait rivaliser par ses pâturages avec l'Angleterre, n'en compte tout au plus que 2 millions sur 8 millions d'hectares, et ce n'est pas là un des moindres signes de son infériorité; la seule Angleterre en a 30 millions environ, sur 15 millions d'hectares, c'est-à-dire proportionnellement trois fois plus que la France.

A cette inégalité dans le nombre vient se joindre une différence non moins importante dans la qualité.

Depuis un siècle environ, indépendamment des progrès antérieurs

qui avaient été déjà plus grands en Angleterre que chez nous, les deux pays ont suivi dans l'éducation des troupeaux deux tendances opposées. En France, la laine a été considérée comme le produit principal et la viande comme le produit accessoire; en Angleterre, au contraire, la laine a été considérée comme le produit accessoire, et la viande comme le produit principal. De cette simple distinction, qui paraît peu importante au premier abord, datent des différences dans les résultats qui se comptent par centaines de millions.

Les efforts tentés en France pour l'amélioration de la race ovine depuis quatre-vingts ans se résument presque tous dans l'introduction des mérinos. L'Espagne possédait seule autrefois cette belle race, qui s'était formée lentement sur l'immense plateau des Castilles; la réputation méritée des laines espagnoles engagea plusieurs autres nations de l'Europe, notamment la Saxe, à tenter l'importation. Cette tentative ayant réussi, la France voulut en essayer à son tour, et le roi Louis XVI, ce prince excellent, qui donna le signal de tous les progrès réalisés depuis, sollicita et obtint du roi d'Espagne l'envoi d'un troupeau espagnol pour sa ferme de Rambouillet. C'est ce troupeau qui, amélioré et en quelque sorte transformé par les soins dont il a été l'objet, est devenu la souche de presque tous les mérinos répandus en France. Deux autres sous-races, également d'origine espagnole, celle de Perpignan et celle de Naz, ont été dépassées par lui.

Les propriétaires et les fermiers français hésitèrent beaucoup d'abord à adopter cette innovation. La révolution étant survenue, plusieurs années se passèrent sans qu'aucun résultat sérieux fût obtenu; ce ne fut guère que sous l'empire que les avantages de la nouvelle race commencèrent à se répandre. Le mouvement une fois engagé gagna de proche en proche, et, de grands bénéfices ayant été faits, l'enthousiasme finit par succéder à l'indifférence,

Beaucoup de fortunes de fermiers, notamment dans les environs de Paris, datent de cette époque. La production de béliers pour la propagation de la race était devenue, dans les premières années de la restauration, une industrie fort lucrative. Un bélier de Rambouillet fut vendu 3,870 francs en 1825. C'est qu'en effet, quand le mouton indigène donnait à peine quelques livres d'une laine grossière, le mérinos dépouillait le double ou le triple en poids d'une laine fine d'un prix plus élevé. Ce profit était considérable, il parut suffisant à nos cultivateurs, qui n'en imaginaient pas d'autre; c'est ainsi que la propagation des mérinos fut considérée en France comme le but suprême que devait rechercher l'économie rurale dans l'élève du mouton. Un quart environ des moutons français est aujourd'hui composé de mérinos ou métis-mérinos; le reste a gagné en même temps, soit en viande soit en laine, par le seul effet de soins plus intel-

ligens et d'une meilleure nourriture, de sorte qu'on peut affirmer, sans crainte d'exagération, que le revenu de la France en moutons doit avoir quadruplé depuis un siècle, bien que le nombre de ces animaux n'ait que doublé. C'est beaucoup sans doute qu'un pareil progrès, mais nous allons en constater un plus grand, en comparant à l'histoire des troupeaux en France, depuis cent ans, la même histoire en Angleterre pendant la même période.

Il y a toujours eu beaucoup de moutons en Angleterre; ces îles étaient déjà, sous ce rapport, célèbres du temps des Romains. Les races primitives vivaient à l'état sauvage, on retrouve encore leurs derniers descendans dans les montagnes du pays de Galles, de la presqu'île de Cornouailles et de la Haute-Ecosse. Cette tendance naturelle du sol et du climat n'a fait que s'accroître et se fortifier avec le temps. Déjà, il y a près de trois siècles, au moment où l'esprit commercial et manufacturier a commencé à se développer en Europe, l'élève des moutons avait pris brusquement en Angleterre une extension inusitée partout ailleurs : c'était alors la laine qu'on recherchait avant tout, comme de nos jours en France. On les distinguait en races à longue laine et races à laine courte, les premières surtout étaient très estimées. L'Angleterre avait sur nous une grande avance, quand nous avons commencé à nous occuper de nos troupeaux, et cette avance s'est accrue par la révolution nouvelle qui a inauguré chez elle la supériorité de la viande sur la laine comme produit. Cette fois encore, nous avons été devancés.

Vers le temps où le gouvernement français travaillait à introduire en France les mérinos, des tentatives du même genre furent faites en Angleterre. A l'exemple de Louis XVI, le roi George III, qui était fort occupé d'agriculture, fit venir à plusieurs reprises des moutons espagnols qu'il établit sur ses propres terres. Les premiers importés périrent : l'humidité des pâturages leur donnait des maladies qui devenaient bientôt mortelles. On plaça les derniers venus sur un terrain plus sec, et ils vécurent. Dès ce moment, il fut démontré que le climat anglais, s'il mettait une limite à la propagation des mérinos, n'était pas du moins un obstacle invincible à leur introduction. Des grands seigneurs, des agriculteurs célèbres, s'occupèrent activement des moyens de naturaliser cette nouvelle race; mais les fermiers firent, dès le début, des objections plus fondamentales que celles du climat; les idées avaient changé, on commençait à pressentir l'importance du mouton comme animal de boucherie. Peu à peu cette tendance nouvelle a prévalu, la race espagnole a été abandonnée par ceux même qui l'avaient le plus vantée à l'origine, et aujourd'hui il n'existe plus de mérinos ou métis-mérinos en Angleterre que chez quelques amateurs, comme objet de curiosité plutôt que de spéculation.

Le plus grand promoteur de cette préférence a été le célèbre Bakewell, un homme de génie dans son genre, qui a fait autant pour la richesse de son pays que ses contemporains Arkwright et Watt. Avant lui, les moutons anglais n'étaient mûrs pour la boucherie qu'à l'âge où sont abattus encore aujourd'hui les nôtres, c'est-à-dire vers quatre ou cinq ans. Il pensa fort justement que s'il était possible de porter les moutons à leur complet développement avant cet âge, de les rendre, par exemple, propres à être abattus à deux ans, on doublerait par ce seul fait le produit des troupeaux. Avec cette persévérance qui caractérise sa nation, il poursuivit, dans sa ferme de Dishley-Grange, en Leicestershire, la réalisation de cette idée, et il finit, après bien des années d'efforts et de sacrifices, par en venir à bout.

La race obtenue ainsi par Bakewell porte le nom de *nouveaux Leicester*, du nom du comté, ou de *Dishley*, du nom de la ferme où elle a pris naissance. Cette race extraordinaire, sans rivale dans le monde pour sa précocité, fournit des animaux qui peuvent s'engraisser dès l'âge d'un an, et qui, dans tous les cas, ont acquis tout leur volume avant l'expiration de leur seconde année. A cette qualité, précieuse entre toutes, ils joignent une perfection de formes qui les rend, à volume égal, plus charnus et plus lourds qu'aucune race connue. Ils donnent en moyenne 50 kilogrammes de viande nette, et il n'est pas rare d'en trouver qui vont beaucoup au-delà.

Le procédé que Bakewell a suivi pour obtenir un si merveilleux résultat est connu de tous les éleveurs sous le nom de *selection*. Il consiste à choisir, parmi les individus d'une race, ceux qui présentent au plus haut degré les qualités qu'on veut perpétuer, et à s'en servir uniquement comme reproducteurs. Au bout d'un certain nombre de générations, en suivant toujours la même méthode, les caractères qu'on a recherchés chez tous les reproducteurs mâles et femelles deviennent permanens, et la race est constituée. Ce procédé est extrêmement simple; mais ce qui l'est moins, c'est le choix même des qualités qu'il faut s'attacher à reproduire, afin d'arriver au meilleur résultat. Beaucoup d'éleveurs s'y trompent, et travaillent dans un sens contraire à leur propre dessein.

Avant Bakewell, les fermiers des riches plaines du Leicester, dans l'intention de produire le plus de viande possible, recherchaient avant tout dans leurs moutons une grande taille. L'un des mérites de l'illustre fermier de Dishley-Grange fut de comprendre qu'il y avait de plus sûrs moyens d'augmenter le rendement pour la boucherie, et que la précocité de l'engraissement d'une part, la rondeur des formes de l'autre, valaient mieux, pour atteindre le but, que le développement excessif de la charpente osseuse. Les nouveaux Leicester ne sont pas plus grands que ceux qu'ils ont remplacés, mais l'éleveur

peut en envoyer trois au marché dans le temps qui lui était autrefois nécessaire pour en produire un, et s'ils n'ont pas plus de hauteur, ils sont plus larges, plus ronds, plus développés dans les parties qui donnent le plus de chair, ils n'ont que les os absolument nécessaires pour les supporter, et presque tout leur poids est en viande nette.

L'Angleterre fut émerveillée quand les résultats annoncés par Bakewell furent définitivement acquis. Le créateur de la nouvelle race, qui, comme tout bon Anglais, tenait avant tout au profit, tira largement parti de l'émulation que sa découverte excita. Comme tout le monde voulait avoir du sang Dishley, Bakewell imagina de louer ses béliers au lieu de les vendre; les premiers qu'il loua ne lui rapportèrent que 22 francs par tête, c'était en 1760, et sa race n'était pas encore arrivée à sa perfection; mais à mesure qu'il fit de nouveaux progrès et que la réputation de son troupeau s'accrut, ses prix s'élevèrent rapidement, et en 1789, une société s'étant formée pour la propagation de sa race, il lui loua ses béliers pour une saison, au prix énorme de 6,000 guinées (plus de 150,000 fr.). On a calculé que, dans les années qui suivirent, les fermiers du centre de l'Angleterre dépensèrent jusqu'à 100,000 livres par an (2,500,000 fr.) en location de béliers; Bakewell, malgré tous ses efforts pour garder le monopole, n'était plus le seul qui louât des reproducteurs, cette industrie s'était répandue autour de lui, et plusieurs troupeaux s'étaient formés sur le modèle du sien.

La richesse dont Bakewell a doté son pays est incalculable; s'il était possible de supputer ce que la seule race de Dishley a rapporté aux cultivateurs anglais depuis quatre-vingts ans, on arriverait à des résultats prodigieux.

Mais ce n'est pas tout. Bakewell n'a pas seulement créé une espèce particulière de moutons qui réalise le maximum de précocité et de rendement qu'il paraît possible d'atteindre, il a encore indiqué, par son exemple, les moyens de perfectionner les races indigènes placées dans d'autres conditions. Les purs Dishley ne peuvent pas se répandre uniformément partout; originaires de plaines basses, humides et fertiles, ils ne réussissent parfaitement que dans les contrées analogues; c'est une race tout à fait artificielle, conséquemment délicate, un peu maladive, chez qui la précocité n'est qu'une disposition à une vieillesse prématurée, et qui, par sa conformation même, est incapable d'effort; il lui faut, avec un climat froid et une nourriture abondante, un repos à peu près absolu et des soins continuels, qu'elle paie ensuite avec usure, il est vrai, mais qu'il n'est pas toujours possible de lui donner.

On peut diviser le sol anglais, comme tous les pays possibles, en trois parties : les plaines, les coteaux, et les montagnes. Le Dishley

est resté le type du mouton de plaine et en même temps le modèle unique et supérieur dont toutes les races doivent se rapprocher le plus possible; deux autres races ont été choisies : l'une un peu inférieure au Dishley, mais tendant toujours vers lui, pour en faire le type des pays de coteaux, c'est le mouton des dunes méridionales du Sussex ou *South Downs;* — l'autre, inférieure à son tour aux *South Downs*, mais tendant toujours vers eux, est devenue le type des pays de montagne; c'est celle qui a pris naissance dans le nord du Northumberland, entre l'Angleterre et l'Ecosse, au milieu des montagnes des *Cheviot.*

Les dunes méridionales du Sussex sont des rangées de collines calcaires de deux lieues de largeur moyenne sur vingt-cinq de longueur environ, qui courent de l'est à l'ouest le long des côtes de la Manche, en face de la France. L'élégante ville de Brighton, célèbre par ses bains de mer qui attirent tous les ans une grande partie du beau monde anglais, est située au pied de ces collines, qui présentent un aspect particulier à l'Angleterre; elles sont entièrement dépouillées de bois, semées çà et là de quelques bruyères, et couvertes sur toute leur surface d'une herbe courte, fine et serrée. De tout temps, ces pâturages ont servi à nourrir des moutons à qui ils conviennent parfaitement; mais l'ancienne race de ces *South Downs* était petite, rustique, donnait peu de viande; leur chair était d'ailleurs très estimée, et leur laine recherchée pour certaines espèces de draps.

Un propriétaire du pays, nommé John Ellman, entreprit, vers 1780, d'appliquer à l'amélioration de cette espèce les procédés qui réussissaient si bien à Bakewell pour le perfectionnement des races à longue laine. Une circonstance particulière lui permettait de tenter cet essai avec quelque chance de succès; le long des collines du Sussex s'étend une bande de terres basses et cultivées, qui pouvait fournir et qui fournit en effet un supplément de nourriture artificielle pour les moutons des dunes pendant l'hiver. Ce qui retient en général les moutons de montagne dans un état chétif, c'est moins la maigreur du pâturage en été que le défaut à peu près complet de nourriture en hiver. Cette vérité a été surabondamment démontrée par les expériences d'Ellman et de ses successeurs sur le mouton des dunes.

Dès que ce mouton a ajouté à son régime d'été un bon régime d'hiver, on l'a vu prendre rapidement des proportions plus fortes, et comme en même temps, par un choix de bons reproducteurs, on s'appliquait à lui donner, autant que possible, l'aptitude à l'engraissement précoce et la perfection de formes qui caractérisaient le Dishley, il a fini par devenir presque le rival de la création de Bakewell. Aujourd'hui, après 70 ans de soins bien entendus, les moutons *South Downs* donnent en moyenne 40 à 50 kilos de viande nette. Ils s'engrais-

sent en général vers deux ans, et se vendent après leur seconde tonte. Leur chair est considérée comme meilleure que celle des nouveaux Leicester. Le poids de leur toison a doublé comme celui de leur corps, et comme ils ont conservé l'habitude du pâturage pendant l'été, ils ont gardé leur tempérament robuste et leur rusticité primitive.

On a calculé que les dunes du comté de Sussex et les plaines qui les avoisinent devaient nourrir aujourd'hui un million de moutons améliorés, et la race n'est plus renfermée dans ses anciennes limites, elle en est sortie pour se répandre au dehors, soit en se substituant purement et simplement aux variétés locales, soit en s'y mêlant et en les transformant de fond en comble par des croisemens; elle a pénétré partout où le sol, sans être assez riche pour nourrir des Dishley, l'est assez cependant pour joindre à de bons pâturages d'été une suffisante alimentation d'hiver. Elle domine dans toutes les contrées de formation calcaire; elle tend à remplacer les anciennes espèces des comtés de Berks, de Hants et de Wilts, et dans le nord, on la retrouve jusque dans le Cumberland et le Westmoreland.

L'histoire des moutons Cheviot n'est pas tout à fait aussi brillante que celle des Dishley et des *South Downs*. Cette race n'est pourtant pas moins précieuse que les autres en ce qu'elle permet de tirer tout le parti possible de régions froides et incultes. Sortie des montagnes intermédiaires entre les hautes chaînes du nord de l'Angleterre et les terres cultivées, elle a dû son amélioration, comme les *South Downs*, à un supplément de nourriture artificielle pendant l'hiver, autant du moins que l'ont permis les lieux agrestes où elle vit; elle a été de plus, autant qu'aucune autre, l'objet de sélections conduites avec beaucoup de soin, et ses formes sont aujourd'hui aussi parfaites que possible. Les moutons Cheviot perfectionnés s'engraissent dans leur troisième année, et donnent en moyenne 30 à 40 kilos d'excellente viande. Leur toison est épaisse et courte; ils passent l'hiver même sur leurs montagnes, exposés à toutes les intempéries des saisons, et ne s'abritent jamais dans des bergeries.

En Angleterre, les Cheviot n'ont guère été introduits hors de leur pays natal que dans les parties les plus montagneuses du pays de Galles et de Cornouailles. En Ecosse, au contraire, où ils ont été importés par sir John Sinclair, ils se sont répandus en très-grand nombre; ils ont commencé par envahir les *highlands* du sud, et ils ont pénétré de là, en suivant les monts Grampians, jusqu'aux extrémités septentrionales, où ils se propagent avec rapidité. Partout, dans ces régions élevées et orageuses, ils disputent le terrain à une autre race encore plus rustique, la race à tête noire des bruyères, qui recule peu à peu devant eux, leur abandonnant les meilleures prairies pour se réfugier sur les cimes les plus sauvages.

Ces trois races tendent aujourd'hui à absorber toutes les autres et à envahir la Grande-Bretagne tout entière. Quelques variétés locales persistent cependant et se développent à part : telles sont celle des marais de Romney dans le comté de Kent, celle des plateaux ou *cost-wolds* du comté de Glocester, les races de Lincoln et de Teeswater à laine longue, celle de Dorset et de Hereford à laine courte, etc. Toutes ces espèces sont améliorées par des procédés analogues à ceux qui ont été suivis pour les Dishley, les *South Downs*, et les Cheviot. Dans toute l'Angleterre, l'éleveur de moutons s'attache avant tout aujourd'hui, soit en perfectionnant sa race par elle-même, soit en la croisant avec d'autres déjà perfectionnées, soit en substituant l'une de ces races à la sienne, suivant que l'un ou l'autre de ces moyens lui paraît plus efficace, à augmenter la précocité et à arrondir les formes de ses produits. On peut dire que le génie de Bakewell a pénétré tous ses compatriotes.

Essayons maintenant de comparer approximativement les produits annuels que les deux pays retirent de ce nombre égal de moutons.

La production de la laine doit être en France de 60 millions de kilos environ; la même production est évaluée en Angleterre à 550,000 packs de 240 livres anglaises, soit encore 60 millions de kilos. Les deux pays seraient donc sur un pied d'égalité pour la laine; mais l'Angleterre prend le dessus dans une proportion énorme dès qu'il s'agit de la viande.

On abat tous les ans dans les îles britanniques environ 10 millions de têtes, dont 8 millions en Angleterre seulement, qui donnent, au poids moyen de 36 kilos de viande nette par tête, 360 millions de kilos.

On doit abattre en France environ 8 millions de têtes qui, au poids moyen de 18 kilos de viande nette, c'est-à-dire la moitié des moutons anglais, donnent 144 millions de kilos.

D'où il suit que le produit des 35 millions de moutons français serait représenté par les chiffres suivans :

Laine.	60	millions de kilos.
Viande.	144	—

Et le revenu des 35 millions de moutons anglais par ceux-ci :

Laine.	60	millions de kilos.
Viande.	360	—

Le second de ces deux totaux est le double de l'autre.

Sans doute ces chiffres ne sont pas d'une exactitude mathématique; mais ils se rapprochent assez de la vérité pour donner une idée suffisante des faits généraux. J'ai plutôt réduit qu'accru les

chiffres donnés par les statistiques ordinaires en ce qui concerne l'Angleterre, et, au contraire, plutôt accru que réduit ce qui concerne la France. David Low, le savant professeur d'agriculture à l'université d'Edimbourg, dans son *Traité des animaux domestiques*, publié il y a déjà plusieurs années, porte à 227 millions la valeur de la laine produite annuellement en Angleterre; mais cette évaluation est évidemment exagérée; le commentateur français de David Low évalue en même temps le produit des moutons anglais en viande à 640 millions de kilos, ce qui ne serait possible que si tous les moutons anglais étaient des Dishley. D'un autre côté, M. Moreau de Jonnès, dans sa statistique agricole faite sur des documens officiels, porte à 6 millions le nombre des têtes abattues en France, à 13 kilos la moyenne de rendement, et à 80 millions de kilos le produit total; j'ai relevé toutes ces moyennes, qui m'ont paru trop basses.

On pressent aisément combien ce résultat, qui paraît déjà si grand pour les îles britanniques en général, doit devenir énorme quand il s'agit seulement de l'Angleterre proprement dite. L'Angleterre nourrit 2 têtes de moutons par hectare, tandis qu'en France la moyenne est des deux tiers d'une tête, et le produit des moutons anglais étant en outre le double de celui des moutons français, il s'ensuit que le revenu moyen d'une ferme anglaise en moutons est à surface égale six fois plus élevé que celui d'une ferme française.

Cette disproportion affligeante n'est pas vraie sans doute de quelques fermes françaises où l'éducation de l'espèce ovine est aussi savamment entendue qu'en Angleterre, où même on est en voie de dépasser nos voisins par le mélange intelligent du sang anglais et du sang mérinos. Il suffit de citer entre autres le magnifique troupeau de M. Pluchet à Trappes (Seine-et-Oise), celui de M. Malingié à La Charmoise (Loir-et-Cher), et les croisemens qui se poursuivent dans les bergeries de l'état, notamment à Alfort; mais il n'en est pas moins vrai que la France en général est restée fort en arrière. L'Irlande seule, dans les îles britanniques, a une richesse ovine égale à la nôtre; l'Ecosse elle-même est au-dessus. Ajoutons que ces chiffres, déjà si frappans, sont loin de donner la mesure complète des avantages que l'agriculture anglaise retire de ses moutons; il ne faut pas oublier que ce précieux animal ne donne pas seulement au cultivateur sa viande et sa laine, il l'enrichit encore par son fumier, et tout ce revenu est obtenu en améliorant encore le sol qui le produit. C'est en quelque sorte le beau idéal de la production rurale.

Si maintenant nous portons nos regards hors d'Europe, dans les colonies britanniques, nous y retrouvons l'éducation du mouton pratiquée à l'exemple de la mère-patrie avec une prédilection marquée. Ici la population étant plus rare et la richesse consistant surtout dans

l'exportation, ce n'est plus la viande qui est recherchée, c'est la laine, parce que la laine s'exporte plus aisément. Au même moment où l'Angleterre bannissait de chez elle le mérinos, elle le transportait dans ses colonies. Il s'est trouvé, à l'autre extrémité des mers, des régions désertes et indéfinies admirablement propres à la race espagnole. Cette race s'y est largement multipliée, et un nouveau monde a été créé. Des villes magnifiques se sont élevées comme par enchantement sur ces parages inhabités. Le flot de l'émigration britannique s'y répand comme une mer toujours montante. C'est pourtant un faible animal, le mouton, qui produit toutes ces merveilles. Un moment on a pu craindre que la découverte des mines d'or ne fît abandonner les pâturages, et toute l'Angleterre s'en est émue, mais ces craintes sont un peu calmées, et le mouton le dispute même à l'or.

Au commencement de ce siècle, l'Angleterre tirait de l'Espagne la moitié de ses laines importées; aujourd'hui l'Espagne ne paraît plus que nominalement sur ses états d'importation. Des pays qui ne donnaient pas une livre de laine il y a cinquante ans, dont le nom même était à peu près inconnu, figurent aujourd'hui sur ces états pour des quantités énormes. Telles sont les colonies britanniques dans l'Australie, qui fournissent 40 millions de livres de laine, la colonie du cap de Bonne-Espérance et les possessions anglaises de l'Inde, qui en envoient 10 à 12 millions. Ces laines sont d'une qualité excellente et s'améliorent tous les jours. Les producteurs viennent de ces pays lointains disputer à nos cultivateurs les béliers de Rambouillet, qu'ils paient fort cher. En réunissant au produit de ses moutons indigènes celui de ses moutons coloniaux, l'Angleterre réalise tous les ans une richesse de 6 à 700 millions qu'elle double ensuite par ses manufactures. Admirable pouvoir de l'industrie humaine quand elle sait tirer habilement parti des dons de la Providence!

Dépassée pour la production de la viande par la partie européenne de l'empire britannique, la France l'est encore pour la production de la laine par l'union des colonies et de la métropole. Ce ne sont pourtant pas les ressources naturelles qui nous manquent, et nous avons, soit dans notre propre sol, soit dans notre colonie africaine, bien autrement rapprochée de nous que les colonies australiennes, de quoi rivaliser largement. La même distinction qui s'est établie chez nos voisins devra probablement s'introduire un jour entre notre sol national et notre possession coloniale; chez nous, sans renoncer précisément à la laine, les éleveurs tourneront leur attention vers la production de la viande plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici; à leur tour, les éleveurs algériens ont devant eux un immense avenir pour la production de la laine; les uns et les autres devront travailler acti-

vement à accroître le nombre en même temps que la qualité de leurs moutons. L'impulsion est donnée de toutes parts, et de grands pas s'accomplissent tous les jours dans cette double voie, mais nous nous sommes mis en marche un peu tard, et l'Angleterre a sur nous une avance que nous parviendrons difficilement à regagner.

III.

La supériorité de l'agriculture britannique sur la nôtre n'est pas tout à fait aussi grande pour le gros bétail que pour la race ovine; elle est cependant encore sensible.

Le nombre des bêtes à cornes que possède la France est évalué à 10 millions de têtes; le royaume-uni en nourrit environ 8 millions, c'est-à-dire un peu moins; mais si la quantité absolue est inférieure, la quantité proportionnelle ne l'est pas. Sur ce nombre, l'Angleterre et le pays de Galles comptent pour 5 millions de têtes, l'Ecosse pour 1 million, l'Irlande pour 2, c'est-à-dire que l'Angleterre a une tête sur trois hectares, l'Ecosse une sur huit, l'Irlande une sur quatre. En France, la moyenne est d'une tête sur cinq hectares. On voit que la moyenne de la France n'est réellement supérieure qu'à celle de l'Ecosse, dont le sol fait exception; nous sommes au-dessous de l'Irlande elle-même et assez loin de l'Angleterre. Voilà pour le nombre; quant à la qualité, notre désavantage est plus grand.

L'homme peut demander à la race bovine, indépendamment de son fumier, de son cuir et de ses abats, trois sortes de produits : son travail, son lait et sa viande. De ces trois produits, le moins lucratif est le premier, et nous retrouvons ici une distinction tout à fait analogue à celle que nous avons faite pour les moutons. Pendant que l'agriculteur français demandait surtout au bétail à cornes du travail, l'agriculteur britannique lui demandait surtout du lait et de la viande. Cette seconde distinction a amené des différences presque aussi marquées que la première.

Voyons d'abord les produits du lait dans les deux pays. La France possède 4 millions de vaches en état de porter, et le royaume-uni 3 millions; mais les trois quarts des vaches françaises ne sont pas laitières, et presque toutes les vaches anglaises le sont. Les exigences du travail, qui demande des races fortes et dures, se concilient difficilement avec le tempérament favorable à l'abondante production du lait. La mauvaise nourriture, le défaut de soins, l'absence de toute précaution dans le choix des reproducteurs, et peut-être aussi, dans l'extrême midi, la sécheresse et la chaleur du climat, achèvent ce que le travail a commencé. Dans les parties de la France où l'attention des éleveurs a été portée par des circonstances locales sur la pro-

duction du lait, des résultats comparables et souvent supérieurs à ceux qu'on obtient en Angleterre montrent que nous sommes en général placés, pour cette industrie, dans d'aussi bonnes conditions que nos voisins; mais si nos races laitières valent autant et quelquefois plus que les leurs, elles ne sont pas aussi répandues.

Il n'y a en Angleterre aucune espèce de vaches qui dépasse sensiblement nos vaches flamandes, nos normandes, nos bretonnes, pour la quantité et la qualité du lait, ainsi que pour la proportion du rendement en lait à la quantité de nourriture consommée. Quant aux produits de la laiterie, si les fromages anglais sont en général supérieurs aux nôtres, le beurre français est bien au-dessus du beurre anglais; il n'y a rien en Angleterre de comparable aux bonnes qualités de beurre que produisent la Bretagne et la Normandie. Malgré ces avantages incontestables, le produit total des vaches anglaises en lait, beurre et fromage dépasse de beaucoup le produit des vaches françaises, bien que celles-ci soient plus nombreuses, et sur certains points aussi bonnes ou même meilleures laitières. C'est la généralité d'une pratique qui peut seule donner de grands résultats en agriculture, et l'entretien d'une ou plusieurs vaches laitières est une pratique universelle en Angleterre.

La race laitière par excellence de l'empire britannique est originaire de ces îles de la Manche, fragmens détachés de notre Normandie. On la désigne généralement sous le nom de l'île d'Alderney, qu'on appelle en français Aurigny. Les précautions les plus minutieuses sont prises pour maintenir la pureté de cette race, qui n'est, au bout du compte, qu'une variété des nôtres. Les îles de la Manche produisent beaucoup de génisses vendues pour l'Angleterre, et fort recherchées par les gens riches pour leurs laiteries de campagne. Quiconque a fait le voyage de Jersey a pu admirer ces jolies bêtes, à l'air si intelligent et si doux, qui peuplent les pâturages de cette île, et qui font partie de la famille chez tous les cultivateurs. Elles sont naturellement bonnes sans doute, mais les soins affectueux dont elles sont l'objet n'ont pas peu contribué à les rendre si productives. Les habitans de Jersey en sont fiers et jaloux comme d'un trésor unique au monde.

Cette race trouve cependant une rivale dans une autre qui lui ressemble beaucoup, et qui doit en être sortie par des croisemens : c'est celle du comté d'Ayr, en Ecosse. Il n'y a pas longtemps que l'Ecosse en général était dans un état d'inculture presque complet; le comté d'Ayr en particulier n'est cultivé avec quelque soin que depuis cinquante ou soixante années. Cet ancien pays de bruyères et de marais est devenu une sorte d'Arcadie. Robert Burns, le berger poète, y est né; ses poésies champêtres, qui datent de l'époque de la ré-

volution française, ont été contemporaines du réveil agricole de son pays natal. La même inspiration qui a produit les chansons bucoliques de Burns a créé cette charmante race laitière d'Ayr, dont les formes gracieuses, le pelage bariolé, l'humeur paisible, les larges mamelles, le lait abondant et crémeux, réalisent l'idéal de la vie pastorale. Une bonne vache de cette espèce peut donner plus de 4,000 litres de lait par an; elles en donnent en moyenne 3,000, et on les rencontre partout, soit en Ecosse, soit en Angleterre.

Toutes les autres races anglaises sont plus ou moins laitières; on peut dire qu'une vache qui n'a pas de lait est une exception dans ce pays. L'Irlande elle-même possède deux races de vaches laitières : l'une petite et rustique, tout à fait analogue à notre race bretonne et originaire des montagnes sauvages du Kerry; l'autre, grande et forte, qui s'est développée dans les riches pâturages des bords du Shannon.

La consommation du lait, sous toutes les formes, a pris chez les Anglais un développement énorme; leurs habitudes sont anciennes sous ce rapport; il y a bien longtemps que César disait des Bretons : *lacte et carne vivunt*. Ils n'ont pas, comme une grande partie des Français, l'usage de préparer leurs alimens à la graisse ou à l'huile; le beurre leur sert pour toutes les préparations culinaires, le fromage figure à tous leurs repas. Les quantités de beurre et de fromage qui se fabriquent d'un bout à l'autre des îles britanniques passent toute idée. Le comté de Chester produit à lui seul pour un million sterling ou 25 millions de fromage par an. Non contens de ce que produisent leurs laiteries, ils font encore venir beaucoup de beurre ou de fromage de l'étranger, et cette circonstance, qui montre jusqu'à quel point est poussé le goût national, explique pourquoi le prix moyen du lait est plus élevé chez eux qu'en France. Quand nos producteurs obtiennent en moyenne 10 centimes par litre de lait, les producteurs anglais en obtiennent 20.

En somme, on peut évaluer la production en lait des vaches anglaises à 3 milliards de litres, dont 1 milliard environ sert à la nourriture des veaux et 2 à la nourriture de l'homme; c'est une moyenne d'environ 1,000 litres par tête de vache. La production de la France est tout au plus de 2 milliards de litres à raison de 500 litres par tête, dont la moitié au moins est absorbée par les veaux.

Ainsi, quand les producteurs français n'ont à vendre pour la consommation humaine qu'un milliard de litres, les producteurs anglais en vendent deux, et comme ils obtiennent de leur lait, par leur industrie, un prix double de celui qu'en obtiennent les nôtres, il s'ensuit que le produit des laiteries doit être quatre fois plus élevé en An-

gleterre qu'en France; les deux produits seraient alors représentés par les chiffres suivans :

France, 1 milliard de litres à 10 cent.	100 millions.
Iles britanniques, 2 milliards de litres à 20 cent.	400 millions.

Ces différences, quelle que soit leur gravité, n'étonneront pas quiconque aura comparé, même en France, le produit des vacheries sur les différens points du territoire. Entre une étable de Normandie, par exemple, où la production et la manipulation du lait sont habilement entendues, et une étable du Limousin ou du Languedoc, où la faculté lactifère n'a pas été développée chez les vaches, le contraste est plus grand qu'entre une étable française en général et une étable anglaise. Non-seulement la quantité de lait est infiniment moindre, mais le prix qu'on en retire est moindre aussi; le producteur du centre ou du midi ne sait que faire de son lait, quand il en a; le producteur du nord en tire au contraire admirablement parti. Par tout pays, l'art de produire et d'utiliser le lait est une excellente industrie, et les contrées qui fabriquent du beurre et du fromage sont toujours plus riches que les autres.

Si le travail que nous imposons à notre gros bétail nous prive d'un grand revenu en lait, il nous prive aussi d'un revenu non moins précieux en viande de boucherie.

Il semble, au premier abord, que le travail de la race bovine ne doive avoir que peu d'influence sur son rendement en viande, on peut même se persuader aisément que ce travail, en utilisant la vie du bœuf, permet de faire de la viande à meilleur marché. L'expérience a démontré que si c'était quelquefois une vérité de détail, c'était un erreur d'ensemble. L'habitude du travail forme des races dures, vigoureuses, tardives, qui, comme les hommes livrés à un labeur pénible, mangent beaucoup, s'engraissent peu, développent leur charpente osseuse, font en définitive peu de chair et la font tard. L'habitude de l'inaction donne au contraire des races molles, tranquilles, qui s'engraissent de bonne heure, prennent des formes rondes et charnues, et donnent, à nourriture égale, un plus beau produit à l'abattoir. Les soins de l'éleveur viennent en aide à cette disposition naturelle, et l'accroissent en quelque sorte à l'infini. A cette cause générale de supériorité peuvent se joindre des causes secondaires qui dérivent toutes du même principe. Ainsi, quand on se préoccupe avant tout de la somme de travail que peut donner un animal, on ne l'abat que quand il a fini sa tâche; quand au contraire on ne lui demande que de la viande, on saisit pour l'abattre le moment où il peut en donner le plus. Ainsi encore, pour les animaux de trait, les cul-

tivateurs pauvres sont facilement entraînés à en multiplier le nombre en proportion du besoin qu'ils en ont, sans s'inquiéter de la nourriture qu'ils peuvent leur donner; ils sont ainsi amenés à produire des races petites et maigres qui remplissent après tout, comme l'âne, leur destination, mais qui ne sont d'aucune ressource au-delà; quand au contraire on spécule sur la viande, on apprend bien vite à n'avoir de bêtes que celles qu'on peut bien nourrir, parce que la nourriture leur profite mieux.

Cet ensemble de causes fait que, contrairement aux apparences, ce sont les races de boucherie qui paient le mieux ce qu'elles consomment, et que le travail des bêtes à cornes, nécessaire ou non, au lieu d'être un bénéfice, est une perte.

C'est encore le célèbre fermier de Dishley-Grange, Robert Bakewell, qui a donné l'élan en Angleterre pour le perfectionnement de la race bovine, considérée exclusivement au point de vue de la boucherie. Ses procédés étaient les mêmes que pour les moutons. Seulement, il a moins bien réussi personnellement. Le mouton produit par Bakewell est resté le type le plus parfait du mouton de boucherie; la race de bœufs qu'il a créée n'a pas eu la même fortune. C'est une race défectueuse à beaucoup d'égards, celle à longues cornes du centre de l'Angleterre, qu'il avait choisie pour en faire le sujet de ses efforts. Malgré son habileté et sa persévérance, il n'a pas pu la modifier assez profondément pour lui enlever ses défauts primitifs, la race à longues cornes est aujourd'hui abandonnée à peu près généralement; mais, si ce grand éleveur n'a pas tout à fait réussi dans son entreprise, il a du moins donné des exemples et des modèles qui ont été suivis de toutes parts et qui ont fini par transformer toutes les races anglaises. Il n'existe peut-être pas aujourd'hui dans toute la Grande-Bretagne une seule tête de bétail qui n'ait été profondément modifiée suivant la méthode de Bakewell, et si aucune ne porte son nom, comme parmi les bêtes à laine, toutes ont également subi son empreinte.

Parmi ces races améliorées de longue main, figure au premier rang celle à courtes cornes de Durham. Elle a pris naissance dans la grasse vallée de la Tees, et paraît avoir été formée à son origine par le croisement de vaches hollandaises avec des taureaux indigènes. Cette race était déjà remarquable par son aptitude à l'engraissement et ses qualités lactifères, quand les idées de Bakewell se répandirent en Angleterre. Les frères Collins, fermiers à Darlington, imaginèrent, vers 1775, d'appliquer ces procédés à la race de la vallée de la Tees, et ils obtinrent presque dès le début des résultats considérables. L'étable de Charles Collins avait acquis une telle réputation en trente

ans, que, lorsqu'elle se vendit aux enchères en 1810, les 47 animaux dont elle se composait, dont douze au-dessous d'un an, furent achetés 178,000 francs. La race à courtes cornes améliorée s'est étendue depuis cette époque dans toute l'Angleterre, en Ecosse et en Irlande, et elle s'introduit depuis quelque temps en France. Les animaux qui en sont issus peuvent s'engraisser dès l'âge de deux ans, et atteindre à cet âge un poids énorme qu'aucune autre race ne peut donner aussi vite. Leur tête, leurs jambes et leurs os en général ont été réduits à de si minces proportions, et les parties du corps les plus charnues si largement développées, qu'ils rendent près des trois quarts de leur poids en viande.

Après la race à courtes cornes de Durham, qui est pour les bœufs ce qu'est pour les moutons la race de Dishley, viennent celles de Hereford et de Devon, qui peuvent être comparées aux South-Downs et aux Cheviot. La race de Hereford suit de près celle de Durham et est même plus généralement recherchée qu'elle, comme offrant presque la même précocité, la même aptitude à l'engraissement, avec plus de rusticité. Le comté de Hereford, d'où elle est sortie, est situé au pied des montagnes du pays de Galles, et, bien que renommé pour ses bois, ses pâturages et ses sites, n'a que des terres d'une fertilité médiocre. Les bœufs qu'il produit sont rarement engraissés dans le pays, ils sont achetés en général par des herbagers qui les emmènent dans des cantons plus fertiles, où ils prennent leur entier développement, ce qu'il est difficile de faire pour les Durham, qui exigent dès leur naissance une alimentation abondante. Le comté de Hereford est ainsi, pour une grande partie de l'Angleterre, ce que sont en France l'Auvergne ou le Limousin, une contrée d'élevage dont les produits s'exportent de bonne heure et vont de proche en proche alimenter le marché de la capitale. C'est à un contemporain de Bakewell, nommé Tomkins, qu'est dû le perfectionnement des Hereford.

La race de Devon est une race de montagne, qui travaillait beaucoup autrefois et qui est encore soumise au travail sur quelques points; elle est petite, mais admirablement conformée.

Toutes les autres races de la Grande-Bretagne, sans avoir atteint précisément la même perfection, ont été améliorées dans le même sens. L'Ecosse en produit aussi plusieurs qui jouissent d'une grande réputation; les bœufs écossais sortent de leurs montagnes à l'âge de trois ou quatre ans pour venir s'engraisser en Angleterre; tels sont les bœufs dits de Galloway, la race noire sans cornes du comté d'Angus, et cette admirable race des *highlands* de l'ouest, une des plus merveilleuses créations de l'homme, qui vit sans abris sur les plus sauvages montagnes du nord, et qui, malgré la stérilité du sol et la

rudesse du climat, arrive à un poids moyen extraordinaire, dont la valeur s'accroît encore par l'excellente qualité de sa viande (1).

Voici maintenant quels sont à peu près les résultats comparatifs des deux systèmes :

En France, le nombre des bestiaux abattus annuellement pour la boucherie doit être de 4 millions de têtes, produisant en tout 400 millions de kilogrammes de viande, à raison de 100 kilos de poids moyen. La statistique officielle dit 300 millions seulement.

Dans les îles britanniques, le nombre des bestiaux abattus annuellement est de 2 millions de têtes, produisant en tout 500 millions de kilogrammes de viande, à raison de 250 kilos de poids moyen.

Ainsi, avec 8 millions de têtes et 30 millions d'hectares, l'agriculture britannique produit 500 millions de kilos de viande, tandis que la France, avec 10 millions de têtes et 53 millions d'hectares, n'en produit que 400.

Cette nouvelle disproportion s'explique parfaitement, outre la différence des races, par la différence dans l'âge des animaux abattus. Les bœufs français sont abattus trop tôt ou trop tard; la nécessité de nourrir avant tout nos animaux de travail nous force à tuer un grand nombre de veaux à l'âge où la croissance est la plus rapide. Sur nos 4 millions de têtes figurent 2 millions et demi de veaux qui ne donnent pas plus de 30 kilos de viande nette en moyenne; ceux qui survivent ne sont immolés qu'à un âge où la croissance a cessé depuis longtemps, c'est-à-dire après que l'animal a consommé pendant plusieurs années de la nourriture qui n'a pas servi à accroître son poids. Les Anglais, au contraire, ne tuent leurs animaux ni aussi jeunes, parce que c'est dans la jeunesse qu'ils font le plus de viande, ni aussi vieux, parce qu'ils n'en font plus; ils saisissent le moment précis où l'animal a pris son *maximum* de croissance.

Ces résultats, si favorables à l'économie rurale anglaise, s'atténuent, il est vrai, par la valeur du travail que donnent en France les bêtes bovines. Nous possédons en tout deux millions environ de bœufs qui travaillent pour la plupart, et parmi les vaches, il en est beaucoup aussi qui traînent la charrue. Si nous avions, comme les Anglais, supprimé à peu près partout le travail des bœufs, nous aurions été forcés de les remplacer par des chevaux; ces chevaux entraîneraient des dépenses qui représentent la valeur actuelle du travail des bêtes à cornes. En évaluant ce travail à 200 francs environ par attelage, ce serait une somme annuelle de 200 millions à ajouter au crédit de notre race bovine.

(1) Une collection complète de ces races précieuses avait été réunie en France à l'Institut national agronomique, elle a été dispersée par la destruction de cet établissement.

Le compte des produits du gros bétail dans les deux pays pourrait donc s'établir en gros de la manière suivante, en négligeant de part et d'autre la valeur des issues et celle des fumiers, qui doivent se compenser à peu de chose près, et en évaluant le kilogramme de viande à 1 franc :

FRANCE.

Lait.	100 millions.
Viande.	400
Travail.	200
Total.	700 millions.

Soit 70 francs par tête et 14 francs par hectare.

ILES BRITANNIQUES.

Lait.	400 millions.
Viande.	500
Total.	900 millions.

Soit 110 francs par tête et 30 francs par hectare. Dans l'Angleterre proprement dite, ce produit est d'environ 50 francs par hectare.

Ces chiffres se contrôlent par un fait extrêmement simple et facile à constater : c'est le prix moyen des animaux dans les deux pays. En général, le prix courant d'un animal donne une mesure assez exacte du bénéfice que l'acheteur espère en retirer; or, il est constant que la valeur moyenne des bêtes à cornes est en Angleterre fort au-dessus de ce qu'elle est en France. Il n'est même pas nécessaire d'aller en Angleterre pour constater une semblable différence; nous avons en France deux régions, l'une où le gros bétail ne travaille pas, et l'autre où il est soumis au travail. Si nous recherchons la valeur moyenne dans les deux régions, nous voyons qu'elle est dans la première bien au-dessus de ce qu'elle est dans la seconde. Et cependant l'art d'élever des bestiaux pour la boucherie uniquement est encore en France à peu près inconnu. Que serait-ce s'il était parvenu au point où il est aujourd'hui en Angleterre?

Je sais que la substitution des races de laiterie et de boucherie aux races de travail n'est pas toujours possible, je dirai plus tard pourquoi l'agriculture britannique a pu à ce point prendre les devans sur nous. Je ne fais aucun reproche aux portions de notre territoire qui sont cultivées par des bœufs, je ne conseille aucune transformation brusque et irréfléchie; je me borne à constater ce qui est, et je crois avoir démontré que, par le seul fait de l'abandon à peu près complet du travail par les bœufs, le sol britannique, même y compris l'Écosse

et l'Irlande, est arrivé à un produit double du nôtre pour le gros bétail. Telle est en agriculture la puissance d'une idée juste, quand il est possible de l'appliquer.

Les autres espèces d'animaux domestiques sont les chevaux et les porcs. Pour les chevaux, la prééminence des producteurs anglais est depuis longtemps reconnue. Nous possédons en France environ 3 millions de chevaux de tout âge, ou 6 têtes environ sur 100 hectares; on en compte en Angleterre, Ecosse et Irlande, 2 millions, soit encore 6 têtes environ par 100 hectares; mais nos 3 millions de chevaux ne peuvent être estimés en moyenne que 150 francs par tête, soit en tout une valeur capitale de 450 millions, tandis que les 2 millions de chevaux anglais sont estimés en moyenne 300 francs, ce qui donne une valeur capitale de 600 millions. Il est vrai que, pour compléter la comparaison, il faut ajouter, à notre capital en chevaux, la valeur de nos mulets et ânes, que la statistique officielle porte à 80 millions, et qui approche probablement de 100; mais, même en ajoutant cette dernière somme à l'autre, nous restons encore en arrière, quand l'étendue de notre sol devrait nous assurer une grande supériorité.

On peut dire que la valeur moyenne de nos chevaux a été réduite dans l'estimation qui précède, et celle des chevaux anglais accrue. Je ne crois pas que ce reproche soit fondé. Sans doute, tous les chevaux anglais ne sont pas des chevaux de course; mais, s'ils étaient tous des chevaux de course, ils seraient estimés plus de 300 francs. La valeur du cheval de course anglais est tout à fait idéale, mais elle porte sur un petit nombre de têtes, et dans cette mesure, elle se justifie à beaucoup d'égards par le haut prix que les Anglais attachent à tout ce qui peut améliorer leurs races. C'est précisément parce que des étalons sans défaut se paient des prix énormes, que les éleveurs britanniques ont pu perfectionner comme ils l'ont fait leurs chevaux communs. Chaque espèce d'animaux domestiques a son utilité spéciale; celle du cheval est la force unie à la vitesse. Les Anglais se sont attachés à développer dans leurs chevaux ces deux conditions, quoi qu'il leur en coûte au premier abord, et il se trouve, en définitive, qu'ils ne paient pas l'unité de force et de vitesse plus cher que nous, parce qu'ils concentrent autant que possible leurs moyens de production et d'entretien sur des individus choisis, au lieu de les disperser sur des animaux sans valeur.

Outre leurs célèbres chevaux de selle, il ont des races de trait également précieuses. Tels sont, par exemple, les chevaux de charrue, qui viennent pour la plupart du comté de Suffolk. Nous avons vu qu'on avait généralement substitué le travail des chevaux à celui des bœufs pour la culture; on a pensé avec raison que, le cheval allant

plus vite, son travail était plus productif. On a fait plus : on a substitué les chevaux aux hommes eux-mêmes, toutes les fois que le travail de l'homme, le plus coûteux de tous, pouvait être remplacé par une machine mise en mouvement par un cheval. En même temps on a recherché les méthodes de culture qui permettaient de supprimer tout effort inutile ou peu productif, et on s'est attaché à remplacer tant qu'on a pu les bêtes de trait par tout autre moteur plus économique, comme l'eau, le vent et la vapeur. Malgré ces simplifications, la somme de travail agricole exécuté en Angleterre par des chevaux est beaucoup plus considérable qu'en France, et le nombre de ces animaux employés par l'agriculture n'est pas augmenté en proportion. C'est que leurs attelages, étant en général plus choisis et mieux entretenus que les nôtres, ont plus de vigueur et d'agilité.

Les chevaux qui servent aux travaux des brasseries, aux transports des charbons et autres marchandises lourdes et encombrantes sont célèbres par leur force et par leur masse. Les meilleurs atteignent des prix très-élevés. Il en est de même des chevaux de voiture : la race des chevaux bais de Cleveland, dans le comté d'York, est une des plus parfaites qui existent pour les attelages de luxe.

Quant au cheval de course et à son rival le cheval de chasse, tout le monde sait par quel ensemble d'efforts on est arrivé à produire et à maintenir ces espèces supérieures. Ce sont des créations de l'industrie humaine, de véritables œuvres d'art, obtenues à grands frais, et destinées à satisfaire une passion nationale. On peut dire sans exagération que toute la richesse britannique semble n'avoir d'autre but que l'entretien des haras d'où sortent ces créatures privilégiées. Un beau cheval résume pour tout le monde l'idéal de la vie élégante, c'est le premier rêve de la jeune fille comme le dernier plaisir de l'homme vieilli dans les travaux; ce qui tient à l'éducation des chevaux de selle, aux courses, aux chasses, à tous les exercices où se déploient les qualités de ces brillans favoris, est la grande affaire du pays entier. Le peuple s'y intéresse comme les grands seigneurs, et le jour où se court le Derby à Epsom, tout vaque; il n'y a plus de parlement, plus d'affaires, toute l'Angleterre a les yeux fixés sur ce turf, où courent quelques jeunes étalons et où des millions de paris se gagnent ou se perdent en quelques minutes.

Nous sommes encore bien loin de cet engouement national, et certes ce n'est pas que nos races nationales soient sans valeur : elles ont au contraire des mérites naturels que l'art seul a pu donner aux chevaux anglais, la production n'est jamais, à vrai dire, restée au-dessous de la consommation; mais ce qui nous manque en général et ce qui importe le plus au perfectionnement de nos races, c'est que nous apprenions à payer les bons chevaux ce qu'ils valent : tout est

là. Tant que nous chercherons avant tout le bon marché, les beaux et bons chevaux ne seront chez nous que des exceptions, quand il nous serait bien facile de les multiplier. Nos Percherons, nos Boulonnais, nos Limousins, nos Bretons, nos Béarnais, offrent déjà des types admirables qui se répandraient et se perfectionneraient aisément, si nos éleveurs trouvaient une rémunération suffisante.

Les porcs anglais ne sont pas en moyenne plus gros que les nôtres, mais ils sont beaucoup plus nombreux et ils se tuent plus jeunes. C'est toujours le grand principe de la précocité préconisé par Bakewell et appliqué à toutes les espèces d'animaux comestibles. La seule Angleterre nourrit autant de porcs que la France entière; ceux de l'Ecosse et de l'Irlande sont en sus, et bien peu de ces animaux vivent au-delà d'un an. Ils appartiennent tous à des races qui s'engraissent vite, et dont les formes ont été améliorées de longue main. La statistique officielle porte à 290 millions de kilogrammes la production annuelle de la viande de porc en France. Ce chiffre doit être très inférieur au total réel, un grand nombre de ces utiles animaux étant abattus et consommés dans les ménages de campagne sans que leur existence ait pu être constatée; mais même en le portant à 400 millions, le royaume-uni doit produire beaucoup plus, 600 millions de kilogrammes. Encore une supériorité dont on ne saurait s'étonner, quand on a vu avec quelle habileté est entendue chez nos voisins la conduite des porcheries. Les fermes où l'on engraisse les porcs par centaines ne sont pas rares, et presque partout ils figurent parmi les principales branches de revenu.

Tels sont en aperçu les avantages obtenus par l'agriculture britannique dans l'élève des animaux domestiques. Il est vrai que la France prend sa revanche pour une autre branche de produits animaux à peu près nulle en Angleterre et très considérable chez nous, celle des basses-cours. Les Anglais élèvent peu de volailles, c'est tout au plus si les statistiques portent à 25 millions par an la valeur créée par ce moyen, tandis qu'en France on a évalué à 100 millions le seul produit annuel des œufs, et celui des volailles de toute espèce à une somme équivalente. Une portion notable de la population s'en nourrit, surtout dans le midi, et ce supplément remplace une partie de ce qui nous manque en nourriture animale; mais tout en rendant justice à l'importance réelle et trop souvent négligée de cette ressource, on ne peut méconnaître qu'elle ne comble qu'imparfaitement le déficit. Nous retrouverons les mêmes différences en examinant les cultures proprement dites.

LÉONCE DE LAVERGNE.

PROMENADE

EN AMÉRIQUE.

LA NOUVELLE ANGLETERRE ET LA NOUVELLE FRANCE.[1]

FÊTES POPULAIRES A BOSTON. — LES OUVRIÈRES DE LOWELL. — PORTRAIT DE M. WEBSTER. — LA JEUNE FILLE SOURDE-MUETTE ET AVEUGLE. — MONTRÉAL. — LA FRANCE AU BOUT DU MONDE. — QUÉBEC. — WOLFE ET MONTCALM. — LE CANADA ET L'ANGLETERRE. — DINER POLITIQUE.

Un heureux hasard m'a amené à Boston au moment où vont avoir lieu de grandes solennités populaires qui dureront trois jours. Les trois journées de Boston seront célébrées en l'honneur d'une révolution, mais d'une révolution toute pacifique. Il s'agit de fêter l'ouverture d'une ligne de chemin de fer qu'on vient d'établir entre les Etats-Unis et le Canada. Le gouverneur, lord Elgin, va venir à Boston, où doit se rendre de son côté le président des Etats-Unis. Toute la ville est en émoi. L'affluence des visiteurs est considérable. Les hôtels sont tellement encombrés, qu'on m'a menacé de me forcer à partager ma chambre avec un autre voyageur. Ce qui est parfaitement américain, c'est que le maître de l'hôtel où j'habite, et où doivent descendre M. Fillmore et lord Elgin, s'est bien gardé, en m'annonçant cette détermination, de m'en expliquer le motif. Sans daigner m'apprendre ce qui causait cette mesure extraordinaire, il s'est borné à me répéter qu'il me donnerait un compagnon de chambre; cependant, grâce à des protections puissantes, j'ai obtenu que ce désagrément me serait épargné.

(1) Voyez la livraison du 1er janvier 1853.

J'ai été au sénat assister à la réception du président des Etats-Unis par le gouverneur de l'état de Massachusets. Le président est arrivé suivi de trois de ses ministres, parmi lesquels était M. Webster, le lion du jour et candidat lui-même à la présidence pour l'année prochaine. Le gouverneur de cet état est fils d'un petit fermier : entré au service d'un homme de loi, il passait ses soirées à s'instruire dans les *écoles du soir;* il a fondé un athénée dans sa petite ville, y a fait des cours, et est devenu un des chefs du parti démocrate dans son état. Le président a été, me dit-on, charpentier. M. Webster a eu une jeunesse laborieuse. Ces trois hommes ont des manières parfaitement convenables à leur situation actuelle. Tout s'est passé simplement et dignement. Quand le président est entré, on s'est levé. Le président et le gouverneur se sont salués. Le gouverneur a adressé au président un discours commençant par la formule d'usage : *Please your excellency* (plaise à votre excellence). Le président a répondu par des éloges de la population de Boston, de ses *marchands princes*, de ses ouvriers *nobles de par la nature;* le gouverneur, bien qu'il soit du parti opposé à celui de M. Webster, a introduit avec assez d'à-propos un éloge de celui-ci dans la réponse qu'il adressait au président. M. Webster a pris la parole au milieu des applaudissemens; mais, de l'aveu général, le grand orateur a été aujourd'hui mal inspiré. Il a flatté un peu grossièrement le peuple américain dans un discours qu'autour de moi on trouvait de mauvais goût. Un autre ministre, qui est Virginien, a eu beaucoup de succès, « Un Virginien, a-t-il dit, ne se sent pas étranger à Boston, » et, réunissant le midi et le nord dans ses hommages : « si vous avez votre *Bunker-hill*, a-t-il dit, nous avons notre *Yorktown*. Si vous avez votre Daniel Webster, nous avons notre Washington, qui vous appartient aussi, *our and your Washington*. » Comme le nord et le sud sont toujours disposés à se quereller, la sagesse des hommes d'état de tous les partis s'applique à ranimer les sentimens d'union si nécessaires au maintien de la fédération américaine.

Voici un trait de mœurs assez curieux. J'ai appris que le *speaker* de l'assemblée représentative de l'état s'est si bien conduit dans des momens difficiles, que les différens partis se sont réunis pour lui témoigner leur reconnaissance en lui donnant..... une montre.

18 septembre.

Ce jour est consacré à une promenade dans la rade de Boston. Plusieurs bâtimens à vapeur ont été mis par la ville à la disposition de ses hôtes. Une place m'a été accordée sur celui de ces bâtimens qui porte aussi les députés canadiens venus de Montréal et de Québec pour fraterniser avec les habitans de Boston. Le temps est merveilleusement beau. La ville, entourée presque de tous côtés par la mer

et bâtie sur plusieurs collines, s'élève au milieu des mille navires qui lui forment comme une couronne de mâts. Les fanfares, les hourras, les coups de canon, retentissent. On distribue une brochure sur la condition présente de Boston. Le premier chemin de fer destiné à être parcouru par la vapeur qui ait été construit en Amérique l'a été en 1829 par Boston. Il avait treize milles, moins de cinq lieues; maintenant mille lieues de chemin de fer rayonnent de Boston dans le Massachusets et les états voisins, et les Etats-Unis sont traversés en tous sens par plus de dix mille milles de chemins de fer, plus de trois mille lieues, plus que le diamètre terrestre (1).

La nouvelle ligne dont on célèbre aujourd'hui l'ouverture est d'autant plus importante, qu'elle offre un chemin direct aux émigrans qui arrivent d'Europe à Boston pour se rendre dans l'ouest, sans aller chercher l'Hudson, qui est la ligne directe de New-York; les produits de l'ouest peuvent par la même voie venir s'embarquer à Boston. Ce qui donne surtout une grande impulsion à la création des chemins de fer américains, c'est la rivalité des différens états qui cherchent sans cesse à se supplanter les uns les autres, et tâchent, si j'ose employer cette expression, de *se souffler* le transport des passagers et surtout des marchandises. Les Etats-Unis sont comme un grand échiquier où chacun tâche d'arriver à dame le premier.

Des tables, jointes à la brochure qu'on nous a distribuée, montrent que, pour ce qui concerne le port de Boston depuis 1842 jusqu'à 1850, le produit des douanes a presque triplé, et que le tonnage a augmenté de plus d'un tiers (2) en dix ans; le chiffre de la population de Boston a été porté de 158,000 âmes à 269,000; ces chiffres s'appellent ici des *figures;* il faut avouer que, comme les figures de rhétorique, celles-ci ont bien leur éloquence.

Le déjeuner que nous donne la ville est médiocre, il faut en convenir, et les plats sont disputés avec énergie; mais le vin de Champagne est à discrétion, c'est l'important pour la chaleur de l'enthousiasme et la gaieté de la réunion. Bientôt commencent les *toasts* et les *speeches;* on demande *monsieur un tel,* et il paraît et il parle, et des transports d'approbation accueillent invariablement son discours. Ce sont surtout les Canadiens, et parmi eux les Canadiens français, qui jouissent d'une popularité sans bornes. On crie : Vive la belle France! Trois hourras pour la belle France! Un habitant de Montréal entonne la vieille romance de la *Claire fontaine*. Un habitant de Québec chante :

(1) Le chiffre exact, tiré d'un document officiel, était, pour 1852, 10,814 milles de chemins de fer terminés, et 10,898 de chemins de fer en construction. Le capital engagé est de 592,770,000 doll. (plus de 3 milliards et demi).

(2) Augmentation de 2,780,186 dollars pour les douanes, et de 193,502 à 313,192 dollars pour le tonnage.

Nous aimons la Canadienne
Pour ses beaux yeux doux.

La foule se porte brusquement vers un orateur qui surgit, le chanteur est abandonné, et je perds la suite de ce morceau de poésie nationale que je m'apprêtais à recueillir.

Dans les discours, il n'est question des deux côtés que d'alliance, d'union *par des liens de fer :* les Etats-Unis semblent déjà tenir le Canada; mais comme on descend du bateau, j'aperçois un homme à figure anglaise qui cherche à se hisser sur un toit pour être entendu; le toit est assez élevé, il faut le soutenir par les jambes; enfin il s'accroche des pieds et des mains à cette tribune glissante, et de la position difficile qu'il a conquise il parle avec beaucoup d'énergie. Il commence par glorifier la race anglo-saxonne en Angleterre et en Amérique; puis, se souvenant de la population française du Canada, il rappelle qu'elle est du même sang que le noble Lafayette. Après les complimens, il entre en matière; il déclare nettement que le Canada est content de l'Angleterre et veut rester sous sa domination; l'orateur convient qu'il n'en a pas été toujours ainsi, mais il affirme que les Canadiens ont obtenu ce qu'ils désiraient. Il ose même ajouter : « Nous vous avons enviés, nous ne vous envions plus, l'Angleterre nous a donné ce que vous avez. » Je dois dire que ce discours a eu moins de succès que les autres, et qu'il faisait naître autour de moi des murmures qui n'étaient pas des murmures d'approbation. Je me disais : Voilà sans doute quelque fonctionnaire anglais au Canada qui ne veut pas laisser passer cette cérémonie sans avoir protesté de sa loyauté. Quelle était mon erreur! Celui qui venait de parler ainsi était M. Neilson, qui, bien qu'Anglais d'origine, est depuis vingt ans un des chefs les plus distingués et les plus ardens du parti national au Canada, au point qu'il a pris les armes, commandé les insurgés, et à leur tête a gagné sur les Anglais la bataille de Saint-Denis; mais, comme il le disait tout à l'heure, le pays a obtenu ce qu'il désirait : l'Angleterre, mieux éclairée sur ses intérêts et comprenant que le seul moyen de ne pas précipiter le Canada dans l'union américaine, c'est de le bien gouverner,—l'Angleterre a changé de politique envers lui, elle lui a donné un vrai gouvernement représentatif, dans lequel les Canadiens français, grâce à l'accession d'un certain nombre d'Anglais raisonnables, ont la majorité. De plus, le gouverneur actuel, lord Elgin, s'est montré favorable à leur égard jusqu'à provoquer un soulèvement du parti anglais violent, émeute odieuse qui a déconsidéré ce parti. Dans ces conjonctures, M. Neilson, comme les plus sages patriotes du Canada, s'est attaché franchement à l'Angleterre du jour où elle voulait être juste, comprenant bien que la nationalité cana-

dienne court beaucoup moins de risque avec elle qu'avec les Etats-Unis, et qu'une annexion opérée par ce peuple envahissant serait la mort de cette nationalité. Autant vaudrait tomber dans le gouffre du Niagara. Voilà ce qui faisait parler aujourd'hui M. Neilson; du reste, il n'a jamais changé. Il y a vingt ans, il disait à M. de Tocqueville : Nous resterons avec les Anglais jusqu'à ce qu'ils nous forcent de les combattre. Cette nécessité est venue, M. Neilson les a combattus et même battus. Aujourd'hui, avec un égal patriotisme, il résiste aux annexionistes et vient le déclarer dans une fête au fond de laquelle est, pour un grand nombre de ceux qui m'entourent, la pensée de l'annexion.

Le soir, j'ai été dans le beau monde. Le président a paru dans un salon, où il ne s'était pas trouvé autant d'uniformes anglais depuis la guerre de l'indépendance. On venait saluer Mlle Fillmore, qui prenait très-bien sa situation de *princesse du sang* et ne montrait ni hauteur ni embarras.

J'ai terminé cette journée par une délicieuse promenade sous les ormes du parc, dont une lune magnifique découpait le sombre et gracieux feuillage.

19 septembre.

Ce jour est le grand jour. D'abord procession des métiers, puis dîner de quatre mille personnes; le soir, illumination et feu d'artifice : tout cela en l'honneur de sa majesté le chemin de fer. — Boston, me dit M***, veut se montrer avec toutes ses ressources, *with all his power*.

Quelques précautions sont prises contre les vols. Partout on lit affiché : Prenez garde aux filous, *beware of pick-pockets*. On a fait venir tous les individus suspects, on les a montrés à la population, pour que chacun pût les reconnaître au besoin. Du reste, j'ai compté près de deux cents *policemen*, bel et bien armés de *truncheon;* seulement, à cause de la fête, cette petite massue était enveloppée de papier doré.

Vers midi, la procession commence. En tête sont le président et ses ministres, lord Elgin et les autorités de Boston. Ce qui me frappe d'abord, c'est le grand nombre d'uniformes qui figurent dans cette fête toute civique : voici des lanciers qui n'ont pas, il est vrai, la tournure aussi militaire que ceux que je voyais, il y a un mois, galoper dans le Champ-de-Mars; voici des bonnets à poil, des habits bleus, gris, rouges, des vestes à la hongroise, etc. S'il existait autant de régimens qu'il y a d'uniformes, la ville de Boston aurait sur pied une armée formidable; mais j'apprends que ce sont des compagnies de volontaires, qui, s'étant organisées librement, choisissent leur costume comme elles nomment leurs officiers. Evidemment les Amé-

ricains ont un faible pour l'art militaire; en cela, ils diffèrent des Anglais. Les Anglais sont aussi braves qu'aucun autre peuple, mais chez eux l'état militaire est peu considéré. Un père, même dans une condition modeste, ne le voit prendre à son fils qu'à regret. L'on n'a en Angleterre nul goût pour le tambour et l'uniforme; il n'en est pas de même aux Etats-Unis. J'ai vu des enfans s'amuser à faire l'exercice et manœuvrer pour leur récréation, comme des gamins de Paris. La guerre du Mexique a développé cette disposition guerrière. On s'accoutume aux présidens militaires; il y a là peut-être le germe d'un grand changement dans le caractère et les institutions du peuple américain.

En principe, tout le monde fait partie de la milice; mais il se trouve assez de miliciens de bonne volonté, portant l'uniforme, enrégimentés en compagnies de volontaires et faisant l'exercice, pour qu'on n'exige rien de semblable des autres citoyens. Seulement, à Boston du moins, chacun sans exception est obligé d'avoir des armes. Deux fois par an, on est requis de montrer qu'on est armé au complet.

M. Fillmore n'est pas un de ces présidens belliqueux dont je parlais plus haut. Hier, il a passé une revue. Après quelque hésitation, disait le journal, on lui a donné un bon cheval, que les *policemen* retenaient chaque fois que les coups de canon le faisaient cabrer. Les Américains n'éprouvent pas le besoin, depuis longtemps proverbial en France, que le pouvoir *sache monter à cheval*.

J'ai vu avec plaisir qu'en tête de la procession industrielle était porté un objet d'art, une statue, *l'Indien mourant*, œuvre d'un statuaire américain. Il est vrai que tout de suite après venait, probablement pour désigner le métier de fourreur ou de marchand de pommade, un ours empaillé; puis, différentes voitures se sont succédé. Un groupe de voitures était suivi d'un groupe de soldats. Sur l'un de ces véhicules il y avait des fauteuils et des chaises, sur l'autre des chapeaux. Un modèle de vaisseau était porté sur un char que traînaient six chevaux blancs. Le *Museum* était représenté par un éléphant de bois que traînaient des Indiens, puis venaient les fabricans de drap, les teinturiers, les fondeurs, les orfévres, etc. Plusieurs industries étaient en exercice : sur le char des menuisiers on rabotait, sur le char des forgerons on forgeait, sur le char des imprimeurs on imprimait et l'on distribuait des prospectus; la foule se les disputait, comme à Rome on se dispute l'indulgence lancée d'une fenêtre après la bénédiction du pape. Au reste, il y avait dans tout cela beaucoup de ce que nous nommons *réclame*. Les noms des principaux fabricans de Boston étaient très en évidence dans la procession. On lisait des inscriptions en général amusantes par leur emphase, par exem-

ple, au-dessus d'un coffre de sûreté, *safe*, qui a résisté à un incendie, *le feu n'est pas mon ennemi, nous défions les élémens*. Le bureau des domestiques à louer et des nourrices offrait une exhibition de sujets des deux sexes. Quand les jeunes gens de l'université de Cambridge ont passé, ils ont été salués de hourras très empressés, surtout par les spectatrices. Les compagnies de secours mutuels établies parmi les étrangers fermaient la marche. On a vu passer tour à tour des Ecossais, la cornemuse en tête, portant des plaids aux couleurs des différens clans; des Irlandais, précédés par la harpe d'Erin et par des drapeaux sur lesquels étaient figurées des images de saints, entre autres celle de saint Joseph.

Je n'ai cité que quelques détails de cette procession : le défilé a duré deux heures; il me rappelait certains tableaux flamands du XVIe siècle, où l'on voit toutes les corporations figurer dans un cortége avec leurs bannières. Ici il y avait quelque chose de plus : non-seulement l'ouvrier, mais le métier lui-même était en scène; c'était une exhibition dramatique; ceux qui avaient un rôle semblaient s'en amuser au moins autant que les spectateurs. Pour moi, charmé de voir ainsi le peuple américain en joie, dans la rue, hors de lui, et moitié gaiement, moitié sérieusement, célébrant une fête qui le divertit et l'enorgueillit tout ensemble, je suis rentré en me disant : Le roi s'amuse.

Ce qu'il y avait peut-être de plus intéressant dans la cérémonie, c'étaient les enfans des écoles faisant haie dans le parc, criant *hourra !* au président et à la procession, et commençant ainsi à s'associer dans cette fête nationale au sentiment public. L'enthousiasme de ces petits citoyens était certainement le plus vif et le plus pur.

Puis est venu le dîner de quatre mille personnes; il a eu lieu sous une tente, au milieu du parc. Les convives étaient soumis au régime de la tempérance, c'est-à-dire que le vin était interdit, ce qui m'a paru sage dans une réunion aussi nombreuse; mais tout le monde a eu du café. Le président, obligé de retourner à Washington, n'a pu assister au banquet. Lord Elgin a prononcé un discours spirituel et sans façon, très bien conçu pour plaire aux Américains en ne les flattant point. Il leur a donné des louanges convenables sans exagération; il a revendiqué pour le gouvernement monarchique en Angleterre une somme de liberté égale à celle que contiennent les institutions républicaines des Etats-Unis. Il a employé fort à propos quelques expressions empruntées au langage parlementaire de ce pays. M. Everett a répondu à lord Elgin avec son élégance de langage ordinaire. Certaines locutions écossaises, placées dans le discours qu'il adressait à un lord écossais, m'ont paru un trait de courtoisie plein d'à-propos et de bon goût.

Voilà comment les choses se sont passées. Voici maintenant ce que j'ai lu dans un journal qui rendait compte de ce banquet : « L'aspect de la vaste assemblée, quand les tables furent garnies, était frappant au-delà de toute expression. Il y avait *là une Méditerranée de fraternité humaine sous un firmament de drapeaux*, et dans cette mer il y avait des célébrités innombrables des deux hémisphères. »

Le soir, on a illuminé, c'est-à-dire la ville et les particuliers ont illuminé. Le vieux Faneuil-Hall, ce bâtiment à forme antique, aux nombreuses fenêtres garnies aujourd'hui de lampions, dessinait sa forme singulière sur le ciel. Le Capitole était dans une obscurité complète, car l'état de Massachusets n'est pour rien dans la fête de Boston. Il n'y avait point de feu d'artifice officiel, mais chacun pouvait en toute liberté tirer des pétards devant sa porte et lancer des fusées par sa fenêtre. Des particuliers se sont établis au milieu de la promenade publique, et y ont organisé sur le gazon, très sec en ce moment, un tir de soleils et de chandelles romaines qui a duré jusqu'à minuit. Le principe volontaire qui préside aux associations religieuses et à une foule d'établissemens utiles préside aussi aux divertissemens publics; le gouvernement n'intervient ni pour les donner au peuple, ni pour empêcher le peuple de les prendre; en toute chose, la nation fait ses affaires, et même quelquefois la besogne du gouvernement. Ici, comme en Angleterre, les mœurs surveillent les mœurs. Si l'on met en vente un mauvais livre ou une gravure indécente, on s'expose à un procès de la part de la société pour la suppression du vice. Les citoyens font la police et maintiennent le bon ordre. L'autre jour, un meurtre a été commis; quatre cents personnes se sont mises à la poursuite du coupable. Naguère, au sujet d'un acteur, il y a eu à New-York un commencement d'émeute; la milice est arrivée, a tiré et a tué trente ou quarante personnes, ce que tout le monde a fort approuvé. C'est toujours le même principe : l'ordre par la liberté.

Lowell, 20 septembre.

A quelques lieues de Boston est la petite ville de Lowell, célèbre par ses manufactures et surtout par la moralité et la culture intellectuelle de ses ouvrières. Lowell, qui date de 1821, compte maintenant plus de 30,000 âmes. Les ouvrières employées dans les manufactures sont au nombre de 9,000, et les ouvriers au nombre de 4,000; c'est presque la moitié de la population. Les principales industries de Lowell sont la teinture et la fabrication des étoffes de coton. Ce qu'on fabrique de celles-ci à Lowell dans une année pourrait former une bande de 1 mètre de largeur qui ferait deux fois le tour du globe. On produit d'une telle bande d'étoffe une longueur de dix-

sept milles à l'heure, ce qui est travailler avec la vitesse ordinaire des chemins de fer.

La plus intéressante de ces fabrications est celle des tapis à la machine; on conçoit combien l'entrelacement des fils et la combinaison des couleurs avec les lignes du dessin offrent de difficultés à une pareille industrie. Il paraît que ces difficultés n'avaient pu être surmontées en Angleterre; elles l'ont été complétement en Amérique. Il est amusant de voir les navettes, qui portent des fils de différentes couleurs, soulevées et lancées l'une après l'autre par un mécanisme que la vapeur met en mouvement, venir à leur tour et à leur rang créer comme par magie les fleurs et les ornemens du tapis; ce qui ne l'est pas moins, c'est de voir les jeunes filles qui conduisent l'opération arrêter soudainement de leurs doigts délicats la force terrible ou lui rendre la liberté. On frémit quand ces petites mains s'avancent sur le tissu pendant l'instant très court où s'éloigne le fer qui, en revenant, si elles tardaient une demi-seconde à se retirer, les écraserait. Les ouvrières de Lowell ont plus encore que je m'y attendais un air de distinction et de fierté. Plusieurs de celles que j'ai vues debout ou assises auprès de leur métier me rappelaient la dignité calme des femmes romaines. Je ne reviendrai pas sur tout ce qu'on a si bien dit de l'excellente conduite et de l'excellente tenue de ces ouvrières, des maisons où elles vivent ensemble et où chacune est surveillée par le point d'honneur de toutes. Attaquées avec peu de chevalerie par des journaux, elles se sont défendues elles-mêmes dans leur *revue*, car les ouvrières de Lowell, qui se cotisent pour avoir des livres, pour se faire faire des cours, écrivent aussi. Elles ont publié plusieurs volumes d'un recueil littéraire intitulé : *Offrandes de Lowell* (*Lowell's Offerings*). Je n'y ai pas trouvé de chefs-d'œuvre, mais j'y ai remarqué des sentimens simples et honnêtes exprimés en fort bon langage.

Cette organisation morale de Lowell est due aux grands fabricans, qui ont pour ainsi dire créé la ville. Je pense que la querelle de l'intérêt agricole et de l'intérêt manufacturier, qui est la querelle du sud et du nord, a contribué aux beaux résultats que nous voyons. Le parti qui combattait les manufactures, entre autres argumens, alléguait la démoralisation qui en Europe règne trop souvent dans les classes ouvrières des villes. Ceux qui ont établi les manufactures de Lowell sur un pied si respectable ont voulu répondre à ces objections par un frappant exemple.

En France, on se plaint que l'industrie enlève trop de bras à l'agriculture et accumule trop d'ouvriers dans les villes; aux Etats-Unis, j'ai vu les hommes les plus éclairés craindre le contraire : l'attrait vers le défrichement est si vif, qu'il pourrait prévaloir à l'excès. Les

partisans des manufactures citent, parmi les avantages qu'elles peuvent offrir, celui de retenir dans les villes une partie des populations, qui autrement leur échapperaient (1). Ce n'est pas en général ce qu'on redoute chez nous. Qu'un tel point de vue soit celui des whigs, c'est-à-dire des conservateurs américains, cela montre assez combien diffèrent les situations des deux pays et les dangers qui menacent leur avenir.

Enfin j'ai trouvé un interrogateur. On m'avait annoncé que je serais accablé de questions aux Etats-Unis. Jusqu'ici j'en ai adressé beaucoup, et on ne m'en a pas adressé une seule; mais à Lowell, ayant demandé mon chemin à un paveur, celui-ci, que je crois Irlandais, m'a questionné sur les fêtes de Boston. Je n'ai point été scandalisé, comme un touriste anglais l'eût été peut-être, de la liberté grande. J'ai répondu à ses questions, me promettant bien de me venger par les miennes sur le premier Américain que je rencontrerai. En errant dans les rues de Lowell, je rencontre une exhibition de l'industrie locale. C'est en petit ce que je viens de voir à Londres; tout cela est produit par une ville de 30,000 âmes. Ce soir, on jouera *l'Ouvrière,* ici pièce de circonstance. Je vois aussi qu'il y aura un concert où l'on exécutera des morceaux d'Haydn, de Mozart et de Weber; les places sont à 25 sous.

On m'avait recommandé de visiter le nouvel hôpital. J'ai passé deux fois devant la porte sans m'en douter. Comment croire que cette charmante villa est un hospice? L'intérieur répondait à l'extérieur; les chambres étaient d'une propreté poussée jusqu'à la recherche; il y avait même des *rocking-chaise,* ces fauteuils-balançoires dont l'usage est si répandu aux Etats-Unis. Ce qui m'a étonné, c'est de ne trouver qu'un malade; mais il y a un autre hôpital, et je suppose qu'on se fait beaucoup traiter à domicile.

Boston, 22 septembre.

L'intérêt scientifique, si puissant à Cambridge, n'est pas absent de Boston. Je demande pardon au lecteur de lui parler encore géologie; mais je ne puis me dispenser de mentionner le squelette de mastodonte que possède M. le docteur Warren, et qui offre un des débris les plus curieux et les plus complets de l'ancienne création. C'est, je crois, avec l'éléphant antédiluvien de Saint-Pétersbourg et le *megatherium* de Madrid, le vestige le plus considérable de l'époque antérieure à l'homme. Dans l'intérieur de ce grand quadrupède, on a trouvé des feuilles dont on a pu reconnaître la nature; elles appartiennent à une espèce de pin (le *hemlock*) qui croît encore aujourd'hui dans le lieu où le squelette a été trouvé; ce qui fait voir que, depuis l'époque où

(1) M. Ed. Everett, t. II, p. 60.

vivait ce mastodonte, la végétation, et par suite la température de l'Amérique septentrionale, n'ont pas changé notablement.

On a trouvé en assez grand nombre des débris de mastodonte dans diverses parties des Etats-Unis. En 1706, on fit une trouvaille de ce genre près d'Albany, dans l'état de New-York. A ce sujet, le gouverneur Dudley écrivait à un théologien de Boston que « ce devait être un débris de quelque être humain dont le déluge seul avait pu triompher, qui, pendant la catastrophe, avait dû tenir sa tête au-dessus des nuages, mais avait fini par succomber. » Le révérend Cotton Mather, à qui étaient adressées ces considérations géologiques, avait, pour son compte, sur la foudre des opinions fort différentes de celles que fit prévaloir la découverte de Franklin. Le bon théologien considérait la foudre comme un produit du malin esprit, « et c'est pour cela, ajoutait-il, qu'elle frappe volontiers les clochers. »

Outre cette exhibition géologique, qui est permanente, il y a en ce moment à Boston une exhibition artistique à l'Athenæum, établissement particulier qui est parvenu à se former une bibliothèque de quarante mille volumes. On y voit depuis quelques jours un tableau d'Hayley où est représenté le grand orateur whig M. Webster, prononçant ces paroles qui résument la politique de tous les patriotes éclairés des Etats-Unis : Liberté et union pour toujours ! En ce moment, M. Webster est à Boston. Il est question de relever le parti whig abattu dans les dernières élections. Le moment est bien choisi pour exposer le tableau d'Hayley, car aux Etats-Unis la politique a le pas sur tout le reste, et l'intérêt pour les arts a grand besoin d'être aidé par elle. Ce tableau est un portrait. Tout est sacrifié à la figure principale; les traits caractérisés, la tête puissante, l'attitude dominatrice de l'orateur, sont rendus avec énergie et avec un peu d'affectation, ce qui n'est peut-être pas un défaut de ressemblance. J'ai éprouvé un vif sentiment de plaisir en reconnaissant, parmi les auditeurs représentés dans le tableau, un Français que le peintre a eu la pensée d'associer aux notabilités américaines, tant sa célébrité est inséparable de l'Amérique : c'est nommer M. de Tocqueville. Presque au début d'un voyage inspiré par son livre, et protégé par son amitié, il m'a été doux de le rencontrer sur cette terre étrangère, comme s'il m'y attendait pour me tendre la main.

Avant de quitter Boston, j'ai été assez heureux pour contempler un des résultats les plus extraordinaires de la puissance du sentiment d'humanité : j'ai vu Laura Bridgeman, cette jeune fille née sourde-muette et devenue aveugle peu de temps après sa naissance, dont l'histoire est déjà connue en Europe, surtout par le récit de M. Dickens. Ce voyageur, si sévère et si ingrat pour l'Amérique, n'y a guère admiré que Laura Bridgeman, apparemment parce qu'elle ne par-

lait point. On ne saurait trop revenir sur une semblable merveille, qui honore le pays où elle s'est produite. Voilà une pauvre créature séparée de la société par une triple barrière, condamnée, ce semble, à rester en dehors de la condition humaine, qui a été replacée à son rang d'être intelligent et mise en communication avec ses semblables par un prodige de dévouement ingénieux et de patience. L'auteur de ce prodige est le docteur Howe. J'ai passé une soirée bien intéressante avec Laura Bridgeman, le docteur et Mme Howe, qui traitent Laura comme leur fille. Tous deux causaient avec elle en lui traçant des lettres dans la main. C'est par le toucher qu'elle *voyait* les sons. Qu'on songe combien il a été difficile d'établir un rapport entre les signes et les objets qu'on ne pouvait lui montrer. On lui apprit d'abord à distinguer par le tact un groupe de lettres en saillie, qui formaient le nom d'un objet, puis on parvint, après beaucoup d'efforts, à lui faire recomposer le mot en rapprochant les lettres séparées, et en même temps on lui faisait toucher l'objet. Un jour vint où elle comprit. Puis on lui apprit à représenter les lettres par l'alphabet manuel des sourds-muets, ce qu'elle fit assez facilement. Son intelligence s'était déjà développée, et elle parvint à épeler un objet avec les doigts, c'est-à-dire en le touchant; elle en vint à imiter avec ses doigts les lettres dont se composait le nom de l'objet. Une fois arrivée là, on l'a accoutumée à reconnaître par le toucher les signes qui lui sont connus. On lui parle dans la main : sa main est à la fois son oreille et sa langue. Il y a plus : Laura sait écrire avec nos caractères. Je possède un autographe de l'aveugle-sourde-muette. C'est cette phrase en anglais : « J'ai toujours du plaisir à *voir* des Français. » Elle se dit parfaitement heureuse et semble très gaie; elle rit sans cesse et ne s'ennuie jamais. Elle a toujours eu d'instinct une extrême délicatesse de femme; caressante avec les personnes de son sexe, elle est très réservée avec les hommes. L'histoire de son intelligence est curieuse. Il a fallu deux ans pour qu'elle comprît les adjectifs; elle a eu besoin d'un temps encore plus long pour saisir le sens des substantifs abstraits, comme *dureté*. L'idée de rapport exprimée par la préposition *dans* lui a donné beaucoup de peine. Ce qui a le plus tardé à venir, c'est le verbe *être*, ce verbe qui exprime un degré d'abstraction auquel ne peuvent parvenir les langues des sauvages. Ce n'est pas du reste le seul rapport qu'ait son langage avec le leur; ainsi elle disait *deux dimanches* pour *deux semaines*, comme ils disent, et les poètes avec eux, *vingt printemps* pour *vingt années*. Laura a appris très facilement à écrire, et a su bientôt faire des additions et des soustractions de petits nombres. Rien n'est plus touchant que le récit véridique de la manière dont elle a reconnu sa mère. Celle-ci parvint à se faire reconnaître en

plaçant sous les doigts de Laura des objets familiers à son enfance. Après n'avoir longtemps manifesté que de l'indifférence, un souvenir vague, un soupçon, s'élevèrent tout à coup dans l'âme de Laura. Elle pâlit, rougit, se jeta sur le sein de sa mère et fondit en larmes. M. Howe m'a raconté comment elle est arrivée à comprendre l'existence de Dieu : c'est comme les philosophes, par l'idée de causalité. « Il y a des choses que les hommes ne peuvent faire, disait-elle, et qui pourtant existent, la pluie par exemple. » Ce n'est pas le spectacle de la nature ou le bruit de la foudre qui lui ont révélé la Divinité, car pour elle la nature est voilée et la foudre est muette; il a suffi de l'impression produite par une goutte d'eau pour faire naître dans son esprit cette question de la *cause* que l'homme pose nécessairement, et à laquelle il n'y a qu'une réponse : Dieu.

Canada.

J'ai pris le chemin de fer, dont je viens de voir célébrer l'ouverture avec tant de solennité, et qui conduit de Boston à Montréal.

Quelques heures après notre départ, le chemin de fer nous a conduits au milieu des défrichemens. Le spectacle qu'on allait chercher, il y a quelques années, avec des fatigues infinies, au fond des forêts vierges, aux limites de la civilisation, on le rencontre maintenant sur les bords d'un chemin de fer. Voilà bien les divers degrés du *settlement,* les restes des troncs brûlés pour éclaircir le sol, la maison de bois qu'on vient de construire avec les arbres que la hache a couchés, des essais de culture entre ces maisons de bois et ces troncs d'arbres noircis par le feu. C'est ainsi que commencent les sociétés. Ces pierres d'attente de l'avenir parlent à mon imagination un autre langage que les débris du passé, mais elles ne l'ébranlent pas moins fortement. Quand je contemplais des ruines en Italie, en Grèce, en Egypte, je rêvais à ce qui a été : en contemplant ces rudimens d'habitations humaines, je rêve à ce qui sera. Des tronçons de colonne épars sur le sol sont sans doute plus beaux que ces tronçons de sapin à demi brûlés; mais je ne sais s'ils ont plus de poésie, et surtout plus d'éloquence. Et puis, il est si étrange de voir fuir et tournoyer cette scène d'une civilisation encore sauvage, emporté que l'on est soi-même à travers les sapins, les cabanes de bois, les défrichemens, par ce boulet qui entraîne avec fracas quatre cents personnes, dont un grand nombre se précipite dans l'ouest, pour aller faire plus loin ce qui me frappe ici.

Enfin nous arrivons au bord du Saint-Laurent. Il y a quelques jours, j'avais à Boston la température de Naples. C'est un autre climat, un autre monde; le froid est vif; l'eau verte du Saint-Laurent, les montagnes noires qui bornent l'horizon ont un air septentrional,

un air de Baltique. Un pâle soleil est réfléchi par des toits couverts de fer-blanc. L'impression que je ressens est une impression de tristesse, de silence, d'éloignement. Je descends sur le beau quai de Montréal; on y embarque quelques bûches, on y entend retentir de rares coups de marteau. Que sont devenus le mouvement et le tumulte qui animaient les ports des Etats-Unis?

A peine débarqué, une querelle survenue entre deux charretiers fait parvenir à mon oreille des expressions qui ne se trouvent pas dans le dictionnaire de l'Académie, mais qui sont aussi une sorte de français. Hélas! notre langue est en minorité sur les enseignes, et, quand elle s'y montre, elle est souvent altérée et corrompue par le voisinage de l'anglais. Je lis avec douleur : *manufactureur de tabac,* sirop *de toute description;* le sentiment du genre se perd, parce qu'il n'existe pas en anglais; le signe du pluriel disparaît là où il est absent de la langue rivale. Signe affligeant d'une influence étrangère sur une nationalité qui résiste, conquête de la grammaire après celle des armes (1)! Je me console en entendant parler français dans les rues. On compte par écus, par louis et par lieues. Je demande l'adresse de M. Lafontaine, qui n'écrit pas des fables, mais qui est le chef d'un ministère libéral et modéré, et j'apprends avec un certain plaisir qu'il demeure dans le faubourg Saint-Antoine. Le faubourg Saint-Antoine de Montréal est beaucoup plus agréable que celui de Paris : il est plus propre, moins bruyant; c'est un vrai faubourg champêtre, avec beaucoup de jardins. Le faubourg Saint-Antoine, au temps de Mme de Sévigné, devait ressembler à cela.

En sortant de chez M. Lafontaine, je suis revenu par un chemin à mi-côte, bordé de jolies maisons en bois, souvent ornées de moulures et de fenêtres gothiques. Je m'étonne que la végétation ne soit pas plus septentrionale; je m'attendais presque à ne voir que des arbres toujours verts, et j'en vois très peu. J'aperçois en revanche de très-beaux chênes. Le pommier de Normandie croît à côté de l'orme américain dans cette France américaine. Le soleil est plus chaud que ce matin; je trouve la ville moins triste; la rue principale est bordée d'assez beaux magasins. La cathédrale, quoique peu ancienne, a un aspect de gothique européen, un faux air de Notre-Dame. Les maisons sont généralement bâties en granit ou en bois; on peint ce bois en gris pour imiter le granit. La couverture métallique

(1) Un poète canadien s'est plaint de cette invasion de l'anglais dans des vers comiquement barbares :

Très souvent, au milieu d'une phrase française,
Nous plaçons sans façon une tournure anglaise.
Presentpment, indictment, impeachment, fireman,
Sheriff, writ, verdict, bill, roast-beef, foreman.

des toits, les vêtemens des gens de la campagne, tout est de la même nuance. Chaque ville a sa couleur : Constantinople est rouge, Malte est blanche, Londres est noire, Montréal est gris.

Avant de rentrer dans la ville, j'ai désiré gravir la hauteur qui la domine et lui donne son nom; mais, de ce côté, je ne pouvais pénétrer qu'en traversant des propriétés particulières. J'ai franchi plusieurs portes et plusieurs cours sans rencontrer personne; enfin une bonne femme, occupée à jardiner, m'a dit, avec un accent plein de cordialité et très-normand : *Montais, m'sieu, il y a un biau chemin.* En montant, j'ai trouvé de beaux arbres et une vue admirable. Par delà l'arc bleu du Saint-Laurent s'étendaient des montagnes peu élevées, dont les tons gris cendré ou gris de perle se détachaient sur les nuages ou se noyaient dans la lumière. La ville se montrait par-dessus les arbres qui étaient à mes pieds; la cathédrale et plusieurs clochers gothiques dessinaient comme une silhouette blanche sur le ciel.

Ainsi qu'on vient de le voir, l'accent qui domine à Montréal est l'accent normand. Quelques locutions trahissent pareillement l'origine de cette population, qui, comme la population franco-canadienne en général, est surtout normande. Le bagage d'un voyageur s'appelle *butin*, ce qui se dit également en Normandie et ailleurs, et convient particulièrement aux descendans des anciens Scandinaves. J'ai demandé quel bateau à vapeur je devais prendre pour aller à Québec; on m'a répondu : Ne prenez pas celui-là, c'est le plus *méchant*. Nous disons encore *un méchant bateau,* mais non *ce bateau est méchant.* Nous disons un *méchant vers*, quand par hasard il s'en fait de tels; mais nous ne dirions pas, comme le Misanthrope :

J'en pourrais, par malheur, faire d'aussi méchans.

Pour retrouver vivantes dans la langue les traditions du grand siècle, il faut aller au Canada.

Ayant eu soin de ne pas prendre le *plus méchant* des bateaux à vapeur, je suis parti pour Québec avant que la saison soit plus avancée, sauf à m'arrêter encore à Montréal en revenant.

Sur ce bateau est un ouvrier de Québec, qui me traite avec une déférence presque affectueuse, en ma qualité de Français de la vieille France, et m'assure qu'on suit toujours avec intérêt ce qui se passe chez nous. Des Canadiens vivans ont encore vu des vieillards qui attendaient notre retour, et disaient : Quand viendront nos gens? Aujourd'hui, la pensée de redevenir Français n'est plus dans aucun esprit; mais il reste toujours un certain attachement de souvenir et d'imagination pour la France.

Aux premiers rayons du jour, je suis au pied du cap Diamant et

de ces grands rochers qui forment comme le soubassement de Québec, et en font une position si forte. Ils me frappent par une singulière ressemblance avec la montagne du Roule, qui domine Cherbourg.

La situation de Québec est magnifique. Au pied des rochers que la ville couronne, la rivière Saint-Charles vient se jeter dans le Saint-Laurent; en face sont de beaux villages, de blanches maisons semées au milieu des arbres; de légères embarcations et de gros navires voguent sur le fleuve majestueux : la vue les suit jusqu'au moment où ils tournent derrière ce promontoire sombre et grandiose qui s'appelle le cap Tourmente, et la ville domine cet ensemble pittoresque d'eaux, de rochers, de villages, au-dessus desquels elle est suspendue.

Avant tout, je suis allé voir le champ de bataille où s'est décidé le sort de Québec, du Canada et de la France en Amérique. Il y a eu un temps où les Français dominaient par une ligne de forts les points les plus importans d'une étendue de douze cents lieues, depuis Terre-Neuve jusqu'au Mississipi. Alors le lac Ontario s'appelait lac Frontenac ou Saint-Louis; le lac Erié, lac de Conti; le lac Huron, lac d'Orléans; le lac Michigan, lac Dauphin; le lac Supérieur, lac de Tracy ou de Condé; la rivière des Illinois, rivière Seignelay; le Mississipi, rivière Saint-Louis ou rivière Colbert. En voyant une carte d'Amérique gravée en 1688, je croyais voir une carte de France. Tout cela composait la Nouvelle-France, et de tout cela il ne nous reste rien. Dans le pays que nous possédions étaient ces régions de l'ouest vers lesquelles se précipite aujourd'hui l'activité américaine, et qui seront un jour la portion la plus riche et la plus peuplée des Etats-Unis. Je ne sais, du reste, si nous eussions pu conserver ce vaste empire. Pendant que la France lançait dans les profondeurs inexplorées du nouveau continent ses missionnaires et ses guerriers, l'Angleterre établissait sur le littoral des colonies agricoles et marchandes, et s'avançait d'un pas lent, mais sûr, vers l'intérieur du pays. Surtout depuis l'affranchissement de ces colonies, comment nos établissemens auraient-ils pu subsister sur cette longue ligne, séparés par elles de la mer? Les Etats-Unis pouvaient-ils nous abandonner le Mississipi et laisser lier l'artère principale de leur commerce sans étouffer (1)? Ce que nous avions à faire, c'était de défendre et de garder le Canada; or c'est ce que nous ne fîmes point : presque jamais on ne comprit en France l'importance de cette colonie. Dès 1629, le Canada fut momentanément occupé par les Anglais. Le conseil de Louis XIII tenait si peu à cet établissement, qu'il proposait de n'en pas demander la restitution; mais Richelieu,

(1) Peut-être aurions-nous pu nous étendre à l'ouest et atteindre l'Océan Pacifique et la Californie. Turgot soumit au roi un plan pour peupler rapidement les vastes contrées qu'on aurait appelées la France équinoxiale : il fut traité de visionnaire.

avec ce grand instinct de nationalité qui fut le génie de sa politique, ne partagea point cet avis et revendiqua une possession qu'on voulait livrer à l'Angleterre. Il fit armer six vaisseaux pour aider à la réclamation, et trois ans après l'Angleterre rendait le Canada à la France. Sous Louis XV, il n'y avait plus de Richelieu, et Voltaire, dont l'esprit était plus français que le cœur, écrivait : « Dans ce temps-là, on se disputait quelques arpens de neige au Canada. » On a vu ce que c'était que ces arpens de neige, et qu'il y allait pour nous de possessions plus vastes que l'Europe, dans lesquelles étaient comprises les meilleures terres des Etats-Unis. Plus fidèle à la France, le paysan canadien n'a point pardonné à la politique de ce temps, et, personnifiant dans un nom cette politique désastreuse, accuse encore aujourd'hui *la Pompadour*.

Tandis que, plein de ces souvenirs glorieux et tristes tout ensemble, j'errais à travers les rues de Québec, j'ai levé les yeux. Devant moi était un obélisque de granit sur lequel j'ai lu : *Montcalm*. Une autre face de l'obélisque porte le nom de *Wolfe*. On sait que, dans la bataille livrée devant Québec, les généraux des deux armées succombèrent le même jour, l'un enseveli dans son triomphe, l'autre dans son héroïque défaite. Il est bien à l'Angleterre d'avoir consacré dans un commun hommage la mémoire de Wolfe et la mémoire de Montcalm. Une inscription d'une noble simplicité se lit au-dessous de leurs noms : *Mortem virtus, communem famam historia, monumentum posteritas dedit;* — leur courage leur donna la mort, l'histoire une gloire commune, la postérité ce monument.

Nous devons à notre tour proclamer que Wolfe était un généreux cœur, et capable d'un autre enthousiasme encore que celui de la gloire militaire. Pendant la nuit qui précéda l'assaut de Québec, dans la barque qui glissait sur le fleuve au pied des rochers, Wolfe, entouré de ses officiers, lisait à demi-voix, pour ne pas être entendu par les sentinelles ennemies, l'élégie de Gray *sur un Cimetière de Campagne* (1), dans laquelle sont exprimées avec tant de charme et de mélancolie les douceurs paisibles de la vie obscure, et qui était nouvellement arrivée d'Europe. En terminant sa lecture, Wolfe dit : « Messieurs, je serais plus fier d'avoir fait ces vers que de prendre Québec. » Paroles vraiment belles dans la bouche de celui qui allait donner sa vie pour prendre Québec ! Blessé à mort et sa vue s'affaiblissant, il se faisait raconter les détails de sa victoire, et s'écriait : « Je meurs content ! » Montcalm disait de son côté : « Je suis heureux de mourir ; je ne verrai pas les Anglais dans Québec. » Rien de plus

(1) Le grand orateur des États-Unis, Webster, vient de mourir; à sa dernière heure, il se faisait lire aussi l'élégie de Gray.

touchant que cette joie magnanime chez ces deux hommes, tombant à la même heure pour leur pays, l'un heureux d'un succès dont il ne jouira pas, l'autre s'applaudissant d'une mort qui lui épargne la douleur de voir le triomphe de l'ennemi, tous deux d'accord pour bénir une noble fin (1).

M. Garneau, qui a bien voulu être mon obligeant cicérone, a écrit une histoire du Canada, fruit de recherches consciencieuses et animée d'une sympathie sincère pour la France, qui n'est du reste que de la justice historique. Quelques imperfections de langage disparaîtront dans une nouvelle édition qu'il prépare aujourd'hui ; je les regretterai presque : elles sont une expression de plus de la séparation que nous avons laissée s'accomplir et une accusation contre le gouvernement qui l'a lâchement permise.

J'ai été admirer la belle cascade qui porte le nom si français de Montmorency et visiter les cultivateurs des environs de Québec, chez lesquels les mœurs de la vieille France vivent dans toute leur intégrité. La colonisation du Canada ne fut point composée de gens sans aveu, d'aventuriers de bas étage, mais d'honnêtes campagnards, de petits gentilshommes et de soldats. On m'assure même qu'un bâtiment qui apportait une population moins respectable fut renvoyé avec elle en France. Aussi l'*habitant* canadien (le mot de paysan n'est pas connu) est-il en général religieux, probe, et ses manières n'ont rien de vulgaire et de grossier. Il ne parle point le patois qu'on parle aujourd'hui dans les villages de Normandie. Sous son habit de bure grise, il y a une sorte de noblesse rustique. Quelquefois il est noble de nom et de race, et descend de quelque cadet de Normandie. Nous avons, par exemple, rendu visite à un *habitant* qui menait la vie d'un paysan aisé et s'appelait M. de Rainville.

La cascade Montmorency est formée par une belle nappe d'eau légèrement tortueuse qui tombe de deux cent trente pieds, presque dans les eaux du Saint-Laurent, entre des arbres et des rochers. La chute, comme il arrive souvent, s'est fait jour au point où se joignent deux terrains différens, les schistes et le calcaire.

Pendant le temps que j'ai passé à Québec, j'ai beaucoup entendu parler politique. J'ai trouvé dominante l'opinion que j'avais rencontrée à Montréal : rester attaché au gouvernement anglais tant qu'il continuera lui-même à marcher dans la voie libérale où il a fini par entrer. Les Canadiens français sentent parfaitement que la réunion

(1) Tel est l'intérêt historique et national qui s'attache au combat mémorable livré sur les hauteurs qu'on appelle *les plaines d'Abraham*, et dans lequel Montcalm perdit la vie. Ce qui est moins connu, c'est qu'un Français dont le nom ne doit pas être oublié, le général Levi, revint peu de temps après, par une victoire remportée sur les Anglais aux lieux même qui les avait vus triompher, venger la mort de Montcalm, mais il ne put reprendre Québec.

aux Etats-Unis entraînerait la perte de leur nationalité. Les Etats-Unis en ce moment font toute sorte d'avances aux Canadiens; ils semblent dire :

J'embrasse mon rival, mais c'est pour l'*absorber*.

Le Canada jouit de toute la liberté désirable, et de plus n'est soumis qu'à des taxes locales. Il n'a rien à payer pour un gouvernement central qui réglementerait les travaux publics et le commerce, rien pour une armée. Il est vrai que ce gouvernement gratuit a l'inconvénient d'être à Londres, et que, si l'on ne paie pas d'armée, c'est qu'on est *gardé* par une armée étrangère. C'est là ce qui déplaît aux ardens; de plus ils comparent l'activité de production des Etats-Unis, l'accroissement de leur population, de leur richesse, de leur puissance, avec la langueur relative du Canada, langueur du reste qui a été exagérée. La population française a décuplé, en quatre-vingts ans (de 60,000 âmes à 600,000), et cet accroissement de la population s'est opéré sans le secours de l'immigration; il ne s'est peut-être pas établi 4,000 émigrans dans le Bas-Canada depuis la conquête. En délivrant la terre des embarras de la législation féodale, on espère qu'un beaucoup plus grand nombre de colons pourrait venir s'établir dans un climat rude, mais sain, qui, pour les populations catholiques ou parlant le français, comme les Belges, les Suisses, les Français eux-mêmes, aurait des avantages que n'offrent pas les Etats-Unis. Il ne faut pas croire que le gouvernement se soit endormi dans l'inaction, tandis que le peuple voisin multipliait avec une si grande rapidité les voies de communication sur son vaste territoire. Un Anglais, qui du reste est loin de partager les préjugés de quelques-uns de ses compatriotes sur les Etats-Unis, exprime, dans un voyage récemment publié (1), combien il a été surpris en trouvant les routes au Canada dans un beaucoup meilleur état qu'il ne l'espérait. Jusqu'à l'année 1849, on a dépensé au Canada, en routes et ponts, plus de 450,000 livres sterling, et pour deux canaux seulement, plus de deux millions de livres. L'un d'eux est le canal Welland, établi pour éviter la chute du Niagara. Un chemin de fer, dont les fonds sont votés, ira d'Halifax à Montréal, en passant par Québec. Le Saint-Laurent est une voie de commerce magnifique, mais pendant six à sept mois le passage est fermé par les glaces.

Les Canadiens nous appellent *les Français de la vieille France*, mais c'est le pays appelé autrefois la *Nouvelle-France* qui est aujourd'hui l'ancienne. La propriété foncière y est encore soumise au droit seigneurial. En 1852, il faut aller jusqu'en ce pays reculé pour entendre parler de seigneurs et de seigneuries; ces seigneurs,

(1) *Notes on Public subjects made during a tour in the United States and Canada*, by Hugh Seymour Tremenheere, 1852.

il est vrai, ne sont pas des personnages féodaux. Il n'y a point de noblesse reconnue au Canada. Après la conquête, tout ce qui appartenait aux rangs les plus élevés de la société quitta le pays; ce fut un malheur pour lui. On trouve bien, comme je l'ai dit, dans la classe des cultivateurs, et quelquefois dans les derniers rangs de la société, des noms nobles; mais ceux qui les portent, gentilshommes d'origine, ne le sont plus de fait, et se confondent dans le reste de la population. Les prétentions d'un particulier qui voulait prendre le titre de baron n'ont pas été admises par le gouvernement. La démocratie règne ici comme aux Etats-Unis; tous les hommes influens sont sortis de la bourgeoisie ou du peuple; cela n'empêche pas que les terres n'appartiennent à des seigneurs, seulement ces seigneurs sont souvent de très minces propriétaires. Le plus riche est le séminaire de Montréal, qui possède tout le terrain de la ville et le pays à plusieurs lieues à la ronde, ce qui lui fait un revenu de 26,000 louis. Les droits seigneuriaux se composent principalement de ce que l'on paie pour la *tenure* du sol, ce qui est très peu de chose, et d'un droit sur les ventes qui s'élève à 12 pour 100; ce dernier droit est seul onéreux. Celui qui garde sa propriété pour la transmettre à sa famille, ce qui est en général le cas pour les Canadiens français, ne souffre pas de la législation du pays, car il ne paie que le droit de *tenure*, qui est insignifiant; mais la transmission de la propriété foncière est très gênée par le droit de vente. Le plus grand inconvénient des seigneuries est d'immobiliser la terre, et surtout d'écarter les émigrans, qui veulent une possession plus complète et la liberté de disposer du sol à leur gré.

Un tel état de choses ne peut durer, mais la difficulté est d'en sortir. Quelques-uns proposent de supprimer le droit des seigneurs, ce qui serait une véritable spoliation. Le chef du ministère actuel, M. Lafontaine, est d'avis qu'il ne faut point dépouiller les seigneurs de leur droit, mais déclarer la commutation forcée (1), c'est-à-dire donner à l'occupant la faculté de devenir propriétaire en achetant le fonds pour un prix établi sur une évaluation équitable. C'est aux seigneurs à faire un arrangement, sans quoi ils seront dépouillés tôt ou tard. Malheureusement, ils semblent peu disposés aux concessions, et ils pourraient finir par tout perdre pour avoir voulu tout garder. Le clergé catholique est très populaire parmi les habitans d'origine française, et dans une complète sympathie avec eux. Il a pour revenu la *dixme*, qui n'est pas un dixième, mais un vingt-sixième des produits ruraux. Le paysan préfère beaucoup un impôt en nature à un autre impôt.

(1) Le séminaire de Montréal est le seul seigneur que le consistoire puisse forcer à la commutation.

C'est sous le rapport de l'instruction que l'avantage des Etats-Unis sur le Canada est peut-être le plus considérable. Les puritains de la Nouvelle-Angleterre, malgré leur fanatisme intolérant et persécuteur, furent conduits par le principe protestant, qui fait à tout chrétien une loi de lire la Bible et d'y puiser directement sa foi, à établir des écoles, « le principal objet de Satan, disaient-ils, étant d'empêcher les hommes de connaître l'Ecriture, en les détournant de l'étude des langues, à cette fin que l'instruction ne soit pas enfouie dans les tombeaux de nos pères..... » Après ce considérant, dans lequel le diable joue le premier rôle, viennent des dispositions qui établissent des écoles dans chaque district *sous peine de grosse amende.* On était loin du principe volontaire, mais enfin on fondait des écoles; par un motif ou par un autre, on apprenait à lire à tout le monde. Au Canada, le clergé catholique a beaucoup fait pour l'instruction. Les séminaires de Québec et de Montréal, les jésuites, les récollets, ont contribué largement à cette œuvre. J'ai trouvé dans le séminaire de Québec (1) un cabinet de physique très complet. J'ai reconnu notamment les appareils électro-magnétiques inventés par mon père. J'ai vu un vieux prêtre, autrefois professeur de physique, tout ému par la présence du fils de celui dont il avait longtemps exposé les découvertes.

Tout cela montre combien le clergé canadien est éclairé, combien il a soin de se tenir au courant des progrès de la science européenne. Avec la meilleure volonté du monde pourtant, il était impossible à ce clergé de répandre les bienfaits de l'instruction parmi des populations disséminées sur un si vaste espace. Ces populations avaient aussi sur ce point, il faut le dire, des sentimens bien différens de ceux que manifestent généralement les citoyens des Etats-Unis. Parmi eux, un des premiers soins des communes qui se forment sur un terrain défriché d'hier est d'organiser des écoles (2); mais au Canada, quand, il y a quelques années, la législature a décrété l'établissement d'écoles paroissiales, les *habitans* ont accueilli cette fondation avec peu d'empressement. L'on avait voté pour cet objet une somme considérable, et l'on voulait appliquer le principe américain d'une contribution des communes égale à la somme donnée par l'état; mais les communes très souvent nommaient des commissaires à condition qu'ils ne feraient rien, et, quand ils voulaient faire quelque chose, ils couraient risque

(1) La chapelle du séminaire contient quelques tableaux de Lagrenée, de Vanloo, de Parrocel, et trois attribués à Philippe de Champagne. Les collections de tableaux sont si rares aux États-Unis, que celle de Québec est probablement la plus considérable qui existe dans toute l'Amérique septentrionale.

(2) Cet empressement n'est cependant pas universel. En 1834, la législature de Pensylvanie publia un acte pour un système général d'écoles dans l'état. Il y eut dans Philadelphie 2,084 pétitions pour, et 2,576 contre. Parmi les derniers pétitionnaires, 66 ne savaient pas signer leur nom. (*American Almanach*, 1836, p. 349.)

d'être assommés. En quelques endroits, on a mis le feu à la maison de ces commissaires. Là où la commune consentait à payer sa part du traitement des instituteurs, chaque habitant voulait avoir un instituteur à sa porte. Certaines communes en ont demandé dix-sept, ce qui réduisait singulièrement les appointemens de chacun. Cette disposition des esprits s'est, grâce au ciel, beaucoup améliorée : des faits pareils ne se reproduiront plus; mais pour qu'ils aient pu avoir lieu, il a fallu que, parmi les honnêtes cultivateurs du Canada, un certain nombre fût bien étranger à ce besoin d'instruction qui est si général aux Etats-Unis.

Quant à la conduite du gouvernement anglais, elle a commencé par être odieuse et perfide toutes les fois que ce gouvernement ne se croyait pas menacé. Peu de temps après la conquête, une proclamation royale enjoignit au gouverneur de convoquer des assemblées provinciales, comme dans les autres colonies anglaises de l'Amérique : les Canadiens étaient invités à se confier à la protection royale *pour la jouissance et le bienfait des lois de notre royaume d'Angleterre*. Les assemblées ne furent point convoquées, mais les lois anglaises furent brusquement introduites à la place de la coutume de Paris. A ce changement on gagnait l'établissement du jury; on recevait un don moins précieux dans le chaos de lois que l'usage et la tradition peuvent rendre supportable en Angleterre, mais qui, au Canada, sans rapport avec les antécédens du pays, étaient un véritable fléau. Les Canadiens français réclamèrent contre ces lois, « infiniment sages et utiles, disaient-ils, pour la mère patrie, mais qui ne peuvent s'allier avec nos coutumes sans renverser nos fortunes et détruire entièrement nos possessions (1). » Ceci se passait au moment où l'Angleterre commençait à craindre pour ses autres colonies, il ne fallait pas trop désaffectionner la population française, en grande majorité au Canada. On lui rendit donc, par l'*acte de Québec*, l'usage de l'ancienne coutume française, tandis que, pour rassurer les sujets anglais contre l'arbitraire et les *lettres de cachet*, on introduisit dans la législation l'*habeas corpus* et le jugement par jury dans certains cas déterminés.

C'est probablement à ces concessions prudentes que l'Angleterre dut la conservation du Canada lors de l'insurrection américaine. Il est certain qu'à cette époque une grande portion du peuple canadien sympathisait avec les Etats-Unis. Il y avait deux cents Canadiens dans l'armée du général américain Montgomery, qui vint, comme Wolfe et Montcalm, mourir sous les murs de Québec. Les seigneurs et le clergé s'opposèrent à ce mouvement et conservèrent le Canada à l'Angle-

(1) Pétition de divers habitans de la province de Québec, présentée à sa majesté en février 1774.

terre. Il faut avouer que les colonies anglaises qui invitaient les Canadiens à secouer le joug de la métropole, ne faisaient rien pour se les attacher. Le congrès, dans une adresse au peuple américain, reprochait à l'Angleterre l'*acte de Québec*, qu'il dénonçait comme une tentative criminelle pour établir la foi catholique, comme un exemple de tyrannie dans l'empire britannique, et d'autre part, dans une lettre aux Canadiens, le même congrès leur disait que cet acte ne pouvait être bien mis à exécution par les Anglais. Ces contradictions durent contribuer à retenir le Canada sous la domination anglaise. M. de Lafayette désira tenter dans ce pays une expédition, il se flattait que son nom y réveillerait des souvenirs français; mais il ne put réaliser ce dessein, auquel il tenait beaucoup.

En 1791, Pitt divisa la province en haut et bas Canada, et voulut y établir une constitution faite à l'image de la constitution britannique. Cette image était très infidèle, comme Fox le fait remarquer. Au lieu d'une chambre des lords représentant une aristocratie indépendante, laquelle n'existait pas au Canada, Pitt créait un conseil législatif sans indépendance; il plaçait à côté de lui une assemblée représentative nommée par un corps électoral très nombreux et peut-être peu préparée par ses habitudes et son éducation à exercer ce pouvoir. Cette constitution à la fois trop monarchique et trop démocratique, et l'incurie du gouvernement anglais, n'ont produit pendant longtemps dans les deux Canada que confusion et désordre. Le Haut-Canada était presque exclusivement anglais, le Bas-Canada presque exclusivement français. Il y avait entre les deux pays animosité de race, de langue, de religion; on n'échappait aux inconvéniens de la constitution de Pitt qu'en ne l'appliquant pas. Enfin, en 1837, lord John Russell imagina de la faire abolir par le parlement. Le conseil législatif cessa d'être électif, et comme l'assemblée représentative avait refusé de voter les fonds nécessaires pour les services publics, le gouvernement fut autorisé à prendre dans le trésor provincial, pour en disposer à son gré, des sommes qui avaient été votées, il est vrai, par la législature canadienne, mais dont l'appropriation avait été jusque-là réservée à cette législature aussi bien que le vote. Ce fut un coup d'état parlementaire contre les droits constitutionnels du Bas-Canada.

On sait ce qui a suivi. Les Canadiens ont pris les armes, ont livré aux Anglais trois combats dans l'un desquels ils ont eu l'avantage; puis leurs vaillantes milices ont été écrasées par les troupes régulières de la métropole. La victoire a été cruelle; on a frappé surtout les jeunes gens appartenant aux meilleures familles. Après les exécutions des insurgés, on a voulu décapiter le pays, noyer la population française dans la population anglaise, en prononçant la réunion du Haut et du Bas-Canada. C'était le rêve du parti anglais, et ce que ses

organes demandaient avec passion depuis plusieurs années. On est parvenu à faire voter ce changement par les deux législatures. Celle du Haut-Canada a été unanime, et à force d'argent on a obtenu dans le Bas-Canada quelques voix qui ont donné la majorité à la mesure tant désirée; mais le résultat a été diamétralement opposé à celui qu'on attendait. Dans l'assemblée, où siégent réunis les représentans des deux provinces, les Français du Bas-Canada ont voté de concert et ont attiré à eux un certain nombre d'Anglais éclairés et influens. Depuis ce temps, ils ont la majorité. C'est ainsi qu'ils ont pu obtenir ce que lord John Russell avait refusé, la responsabilité des ministres. Le parti anglais violent, exaspéré de voir tourner en faveur du parti français une mesure au moyen de laquelle il avait espéré l'anéantir, s'est soulevé à son tour; mais sa campagne a été honteuse, elle s'est bornée à une ignoble émeute qui, après avoir tenté de pendre les ministres, a brûlé la salle des séances du corps législatif et la bibliothèque : tel a été l'exploit principal de ceux qui se nommaient au Canada les tories et les conservateurs. Quelques-uns de ces tories émeutiers et incendiaires, par le dernier effort d'un machiavélisme désespéré, poussent aujourd'hui à l'annexion, pour anéantir, même au profit de leurs adversaires naturels, le pays qu'ils n'ont pu opprimer. Enfin le gouvernement anglais a compris qu'après tant d'iniquités et de maladresses il était temps d'appliquer au Canada la maxime de Fox : « Le Canada doit être conservé à la Grande-Bretagne par le choix de ses habitans; mais pour cela il faut que leur condition ne soit pas plus mauvaise que celle de leurs voisins. » La grande majorité des Canadiens français, voyant cette disposition impartiale du gouvernement, résiste à l'attraction que les Etats-Unis exercent sur une portion peu considérable, il est vrai, mais très-vive de l'opinion libérale. A la tête de cette fraction, séparée des Anglais par une rancune irréconciliable, est M. Papineau, le plus grand talent oratoire du Canada. Il est fâcheux que dans les circonstances présentes il ne puisse jouer un rôle. Retiré dans sa seigneurie, sur les bords de l'Ottawa, il attend un jour, qui viendra peut-être, si les antipathies de race assoupies momentanément se réveillent entre les descendans des Anglo-Saxons et les descendans des Normands, qui ont changé de rôle en Amérique et semblent, sur cette terre lointaine, poursuivre les représailles d'un ancien combat. La sagesse de l'Angleterre doit prévenir ce réveil, qui lui serait fatal et donnerait certainement le Canada aux Etats-Unis.

Avant de quitter Québec, j'ai passé quelques heures fort agréables chez un homme très français d'esprit comme de manières, M. Chauveau. J'ai appris de lui, ce qui m'a été confirmé par d'autres, combien la population canadienne est occupée de la France. A peine si on lit les livres nouveaux qui se publient en Angleterre; mais tout le monde lit les ouvrages français. Voltaire disait un peu ironiquement :

Partout, même en Russie, on vante nos auteurs.

Maintenant la Russie est à notre porte, c'est une province littéraire de la France; mais un peu plus loin, au Canada, il en est de même qu'en Russie : toutes les jeunes filles savent par cœur *l'Automne* de M. de Lamartine. M. Chauveau, bien que jurisconsulte et homme politique, cultive avec goût la poésie; il a écrit, pour défendre son pays contre quelques sévérités françaises, des vers très français de tour et d'esprit, et qui ne semblent point du tout venir de l'autre monde.

Autrefois le commerce du Canada consistait surtout en fourrures. Il faut lire dans l'introduction d'*Astoria*, tracée par la plume élégante de Washington Irving, la peinture de l'existence presque féodale des membres de la compagnie du nord-ouest; l'auteur peint aussi la vie aventureuse des *voyageurs canadiens*, qu'il a vus dans sa jeunesse. Les premiers apparaissent dans la splendeur patriarcale de leurs banquets hospitaliers; les autres, tels qu'ils sont encore aujourd'hui, campant et bivouaquant près des feux allumés au bord des fleuves ou faisant entendre aux rives solitaires des grands lacs les refrains grivois qui charmaient nos pères, et qui, maintenant oubliés d'une génération plus morale ou plus morose, vont expirer, contraste bizarre, dans les majestueuses solitudes des forêts du Nouveau-Monde.

Aujourd'hui le principal commerce du Canada est le commerce des bois. On l'accuse de séduire et de démoraliser les Canadiens par l'existence tour à tour très pénible et très oisive qu'il impose. Un proverbe dit que le *raftsman* (celui qui amène le bois coupé dans les forêts le long des fleuves) se trouve à la fin de l'été avec une constitution épuisée, des habitudes d'ivrognerie, une paire de pantalons et un parapluie.

Cette vie misérable n'est pas sans poésie, et cette poésie a été exprimée assez heureusement dans un chant composé aux Etats-Unis. Le Maine a aussi dans ses forêts des *abatteurs* (*lumberers*), et c'est l'un d'eux que le poète fait parler :

« Frappons, que chaque coup ouvre passage au jour, que la terre longtemps cachée s'étonne de contempler le ciel! Derrière nous s'élève le murmure des âges à venir, le retentissement de la forge, le bruit des pas des agriculteurs rapportant la moisson dans leur demeure future.

« Reste qui voudra dans les rues des villes, ou se plaise sur la plaine nivelée. Donnez-nous la vallée couverte de cèdres, les rochers et les sommets du Maine. Tenons-nous-en à notre pays boréal, sauvage et boisé; rude nourrice, mère vigoureuse, garde-nous sur ton cœur. »

30 septembre, Montréal.

Je suis parti hier soir de Québec, et ce matin me voilà de retour à Montréal. La sympathie pour un *Français d'Europe* que j'ai trouvée

à Québec, je la retrouve ici. J'en reçois en arrivant un témoignage qui me touche vivement. On donne demain un dîner d'honneur à M. Lafontaine, qui, après avoir contribué plus que personne au succès de la sage politique dont le Canada ressent aujourd'hui les bienfaits, s'est décidé à quitter le ministère au sein de son triomphe, ce qui ne peut s'expliquer que par les raisons qu'il donne lui-même, des raisons de santé. Je suis invité à ce dîner d'adieu. Je m'associerai de grand cœur à cette expression de l'opinion publique, et je verrai là réunis pour une manifestation des meilleurs sentimens canadiens les hommes les plus distingués, Français et Anglais, du parti constitutionnel. En attendant, j'enregistre quelques renseignemens qui me sont donnés sur ce pays et qui dessinent le caractère des deux races qui l'habitent. Un changement notable s'est opéré depuis quelques années dans la situation commerciale de nos compatriotes du Canada. Le commerce de ce qu'on appelle les marchandises sèches (*dry goods*) était entièrement entre les mains des Anglais. Il n'y avait qu'un commerçant français à Montréal, pas à un à Québec; aujourd'hui il n'en est plus ainsi. Les autres branches de commerce, les vins, les huiles, les épiceries, sont encore principalement entre les mains des Anglais. Je demande d'où provient cette différence; on me répond en souriant, — c'est un Français qui parle, — que ces branches du négoce s'arrangent mieux d'une conscience un peu élastique. On convient en même temps que les Canadiens français, en cela très semblables à leurs frères d'Europe, sont trop accoutumés à compter sur la protection du gouvernement, trop peu disposés à combiner librement leurs efforts et leur action. Dans le Haut-Canada, au contraire, où prévalent, comme en Angleterre et aux Etats-Unis, le principe volontaire et l'esprit d'association, on se concerte fréquemment pour entreprendre un chemin, un canal. Ce contraste fait voir combien des tendances diverses semblent inhérentes au génie des deux peuples, puisqu'elles les suivent dans leurs plus lointaines migrations.

Cœlum non animum mutant qui trans mare currunt.

Certains traits qu'on peut plus particulièrement rapporter au naturel normand se montrent dans les habitudes des Canadiens français. Le Canadien n'est pas prêteur; il lui coûte de se dessaisir de son argent. En même temps, ce qu'il y a de généreux dans le caractère français se trahit par une assez grande facilité à se faire caution pour obliger. La population du Haut-Canada se recrute par l'émigration, celle du Bas-Canada par un moyen plus direct. Un paysan disait à M. Johnston l'agronome : « Oh! monsieur, nous sommes terribles pour les enfans. » En général, l'Anglais ne fait qu'une chose; le Français exerce à la fois plusieurs industries. Cette assertion ne m'a pas étonné,

car j'ai vu l'autre jour un magasin où l'on vendait des bijoux, des fromages et des balais. Ceci au reste n'est point propre aux Canadiens français (1); partout l'on commence par-là : la division du travail et du négoce est le produit du temps et du raffinement qu'il amène avec lui. Je me souviens qu'à Athènes en 1843 presque tout s'achetait dans le même magasin : un chapeau, des bottes, une selle de cheval, un matelas; et, comme le magasin était dans l'hôtel, le voyageur n'avait qu'à demander au garçon ces divers objets, ainsi qu'il lui aurait demandé une côtelette ou une tasse de chocolat, et on les mettait sur la carte avec le prix de la chambre et du dîner.

J'ai fait une promenade avec M. Lafontaine autour de la colline qui domine Montréal, en suivant de belles allées d'arbres. On a par momens une vue admirable. Nous sommes rentrés par le quartier où se trouve le grand bassin. C'est un magnifique travail : on l'a élargi récemment, des écluses permettent d'y introduire la quantité d'eau dont on a besoin. Je trouve ici plus d'activité que je ne m'attendais à en rencontrer. Ce n'est pas Boston ou New-York, mais la disproportion ne me paraît pas si grande qu'en arrivant.

Il est étrange, quand la plupart des nations européennes ont des consuls au Canada, que la France n'en ait pas dans un pays qui lui est uni par son origine, sa langue, ses sympathies, où sa protection pourrait attirer et aider des émigrans français; nous pourrions aussi augmenter nos rapports d'échange avec ce pays. Après l'incendie de l'arsenal de Toulon, la France a acheté des bois au Canada, et l'on s'en est bien trouvé. Pourquoi ne pas nouer des relations dont le résultat serait de maintenir et d'étendre notre influence morale sur des populations françaises par le sang, et qui défendent, avec une persévérance touchante, leur nationalité contre le double envahissement de l'Angleterre et des Etats-Unis?

1er octobre.

J'ai visité le séminaire de Montréal, lieu respectable, car de là s'est répandu sur le pays presque tout ce qu'il possède de culture intellectuelle. Aujourd'hui le séminaire a huit écoles, dont deux sont industrielles. Un ecclésiastique a bien voulu me servir de guide dans le jardin; il m'a montré de vieux arbres fruitiers d'origine française. M. l'abbé Villeneuve a pour l'horticulture une vive passion qui me rappelait M. d'Andilly à Port-Royal; il m'a conduit à la maison de campagne du séminaire, où l'on voit encore les ruines du petit fort dans lequel les sauvages chrétiens se réfugiaient en temps de guerre. Nous avons visité ensuite l'établissement des sœurs grises; enfans, vieillards, malades, tout est soigné avec la plus active charité par

(1) On verra que j'ai observé les mêmes choses dans les nouvelles villes de l'Union.

cinquante sœurs dans cet établissement, qui contient quatre cents personnes. Ce qui m'a frappé, c'est l'air de sérénité, de bonheur et même de gaieté des religieuses. Ces saintes sont aimables comme des enfans. Puis je me suis rendu au dîner qu'on donnait à M. Lafontaine. Traité avec une distinction qui s'adressait à ma qualité de Français, j'ai été placé à côté du héros de cette fête patriotique. Les deux races, représentées par ce qu'elles ont à Montréal de plus respectable, fraternisaient franchement. M. Morin, que l'opinion désigne comme devant succéder dans le ministère à M. Lafontaine et y continuer sa politique, présidait le banquet. Il proposait les toasts, mêlant à ses paroles pleines de cordialité quelques traits narquois de vieille gaieté française, puis traduisait en anglais ce qu'il avait dit d'abord dans notre langue. Les discours ont été prononcés, les uns en anglais, les autres en français, et tous étaient inspirés par un sentiment de conciliation. Un seul orateur n'a pas caché sa préférence pour les Etats-Unis, qu'il a fait valoir aux dépens du Canada. On l'a laissé dire. M. Lafontaine a parlé en homme politique. M. Cartier, qui porte avec honneur le nom du célèbre Malouin, premier explorateur du Canada, s'est exprimé avec une chaleur toute bretonne. M. Loranger, jeune avocat de Montréal, a prononcé un discours très amusant à propos du toast aux dames. On m'a fait l'honneur de désirer que je répondisse à celui qui était adressé aux hôtes. L'expression très simple d'une sympathie bien vraie a été accueillie avec une faveur que je devais à ma qualité de compatriote. C'est ainsi du moins qu'il me semblait être accueilli, et quand, après avoir remercié l'assemblée de vouloir bien permettre à un étranger de prendre la parole dans cette solennité nationale, j'ai ajouté, ce qui pourra sembler singulier à mes lecteurs de Paris, si un *Français* peut *être étranger au Canada*, les bravos m'ont prouvé que ce sentiment n'était pas seulement dans mon cœur. Ce qui m'a le plus frappé, c'est l'effet qu'a produit le nom de Montmorency, ce nom, ai-je dit, le plus français de l'aristocratie française. Alors, dans cette assemblée libérale et démocratique, d'unanimes acclamations ont salué le symbole de la vieille patrie. Rien ne m'a mieux montré combien le culte des souvenirs nationaux s'est conservé fidèlement au Canada.

Je m'arrêterais bien volontiers plus longtemps dans cette autre France; malheureusement l'hiver approche, je ne veux pas être surpris par la neige et les glaces. Je vais donc remonter le Saint-Laurent et traverser le lac Ontario pour atteindre Niagara et l'ouest des Etats-Unis; mais je m'arrêterai dans un village habité par des Iroquois chrétiens. Ce village est peu éloigné de Montréal. Ainsi aujourd'hui parmi des Français, demain chez les Iroquois!

J.-J. Ampère.

DU

MOUVEMENT INTELLECTUEL

PARMI LES POPULATIONS OUVRIÈRES.

LES OUVRIERS DE LA LOIRE.[1]

Au milieu des montagnes du Forez, dont la base sépare le bassin du Rhône de celui de la Loire, s'étend, à partir des environs de Givors, à travers Rive-de-Gier et Saint-Chamond jusqu'au-delà de Saint-Etienne, une succession de vallées plus ou moins profondes, sillonnées par des torrens, tantôt nues et arides, tantôt fécondes et verdoyantes, où l'industrie possède un magnifique domaine. Les ouvriers qui habitent cette région forment un groupe isolé dont la physionomie s'encadre d'une façon fort originale entre les sommets de leurs montagnes. Les uns tissent les rubans de tout genre dont les flots étincelans vont ensuite inonder le monde; les autres, à demi nus près de brasiers ardens, travaillent le fer rougi ou le verre en fusion; enfin les derniers, voués à l'extraction de la houille, ont pour atelier les profondeurs mêmes de la terre.

Prise en bloc, en comptant les rubaniers disséminés dans les montagnes et dont Saint-Etienne est la métropole, la population laborieuse de ce district ne saurait être évaluée à moins de cent cinquante mille

(1) Voyez les livraisons des 1er juin, 1er septembre et 15 novembre 1851, des 15 février et 1er août 1852.

individus. Son éloignement ne l'a pas garantie, sur les points où elle est agglomérée, contre la violente secousse qui ébranla les classes ouvrières après la révolution de 1848; mais le soulèvement s'est produit chez elle sous un aspect singulier. Nulle part on ne peut mieux distinguer les deux influences auxquelles l'histoire rapportera tout le mouvement intellectuel des populations ouvrières au milieu du XIXe siècle : l'une provenant d'une source étrangère à ces populations, l'autre sortant de leur propre sein. Le flot terrible qui venait du dehors atteindre les ouvriers de la Loire sur leurs montagnes tendait à les entraîner sur une mer sans rivages; quant aux aspirations intérieures qui les agitaient, bien que souvent aveugles et souvent excessives, elles renfermaient au contraire certains germes dont il était facile de tirer parti. Avant de pouvoir apprécier la portée relative de ces deux élémens, il faut connaître aussi les deux faces distinctes sous lesquelles s'offre à nous la vie des ouvriers forésiens, observée tour à tour dans les ateliers où s'exerce leur industrie et dans les modestes habitations où se conserve depuis si longtemps l'originalité de leurs mœurs.

I. — INDUSTRIES DE LA LOIRE ET RÉGIME DU TRAVAIL.

La contrée qu'occupe le groupe des ouvriers de la Loire est traversée par le chemin de fer de Lyon à Saint-Etienne, qui a donné une si vive impulsion à l'industrie locale. Après avoir longé le Rhône jusqu'à Givors, on monte par une pente ininterrompue au sommet de la chaîne du Forez : sur un court espace de quatre lieues, entre Rive-de-Gier et Saint-Etienne, la différence de niveau est d'environ 1,000 pieds. On s'élève de la vallée du torrent du Gier, qui se jette dans le Rhône, à celle d'un des affluens du Gier, le Janon, et puis à la vallée de l'impétueux ruisseau le Furens, qui, après avoir traversé Saint-Etienne, où il a plus d'une fois causé de grands désastres, va se précipiter dans la Loire. Le chemin de fer se déploie au milieu d'un nuage d'épaisse fumée s'échappant sans relâche des usines dont la contrée est couverte. Tantôt les rails perchés sur la cime d'un coteau dominent des fourneaux embrasés construits dans le bas de la vallée; tantôt, s'enfonçant sous la montagne, ils atteignent aux régions que peuple la noire armée des mineurs. Sous le tunnel de Terre-Noire, on passe si près des puits de charbon, qu'il serait impossible d'élargir la voûte, reconnue pourtant beaucoup trop étroite. Etabli dans des conditions extrêmement difficiles, ce *railway* est ouvert au public depuis l'année 1832. Il n'existait alors en France qu'un seul tronçon de voie ferrée de 18 kilomètres de long, et appartenant à cette même région, ce-

lui de Saint-Etienne à Andrézieux sur la Loire, terminé en 1827 (1). Le chemin de Lyon était donc un essai, essai hardi, mais dans lequel on sentait ces tâtonnemens qui se rencontrent au début de toutes les carrières où s'élance le génie de l'homme. A l'origine, on le comparait dans le pays à un cheval boiteux trottant sur des cailloux. La traction s'est faite pendant longtemps, en partie du moins, à l'aide de chevaux, même de bœufs. Il n'y a pas plus de sept à huit ans que la remonte des trains de Saint-Chamond à Saint-Etienne s'opère avec des locomotives. A la descente, les convois, lancés sur la pente de la montagne, reviennent seuls, par l'effet de la pesanteur, jusqu'à Rive-de-Gier, où la machine est allée les attendre. Malgré diverses améliorations réalisées à mesure que la science a étendu son domaine, ce chemin présente toujours des particularités vicieuses qui tiennent aux conditions primitives de son établissement et à la nature du sol. Il existe d'ailleurs beaucoup moins pour les voyageurs que pour les produits de la contrée, auxquels il doit la prodigieuse prospérité dont il jouit.

Quand on veut voir à l'œuvre l'industrie locale et pénétrer parmi les ouvriers dont elle utilise les bras, il faut, en venant de Lyon, quitter la voie ferrée à Rive-de-Gier, et, laissant derrière soi, sur la gauche, les dernières élévations des Cévennes, gravir pas à pas la chaîne du Forez. Rive-de-Gier, qui marque le commencement de cette ruche laborieuse échafaudée le long des montagnes, est une cité exclusivement industrielle : il n'y en a peut-être pas une autre en France où la production occupe aussi complétement tous les bras. On n'y trouve pas une seule maison de commerce ou de commission. Dans cette ville d'ouvriers, tous les hommes, riches ou non, travaillent de leurs mains : pas de bourgeoisie, pas de classe ayant des loisirs. Tel avait commencé sa carrière par servir les maçons, portant sur ses épaules ce récipient incommode appelé *l'oiseau*, qui, devenu millionnaire, ignore toujours ce que c'est que le repos. Tel autre, simple ouvrier de forge d'abord, puis chef d'un établissement métallurgique dont les produits rivalisent avec les plus beaux fers de l'Angleterre, reste encore le premier forgeron de son usine. On n'a pas besoin d'entrer à Rive-de-Gier pour y

(1) Le chemin d'Andrézieux, construit avec une seule voie, avait reçu d'abord des rails en fonte qui n'avaient pas plus de 1 mètre 20 centimètres de longueur. Il suit tous les accidens d'un sol tourmenté, avec des courbes de 50 à 100 mètres de rayon, quand elles devraient en avoir au moins 500 pour répondre aux règles de l'art. Cette même contrée possède encore le *railway* de Saint-Étienne à Roanne, qui vient se souder sur celui d'Andrézieux à la Quérillière, mais dont la construction est postérieure d'une année à celle du chemin de Lyon à Saint-Étienne. Il se compose d'une série de plans inclinés et de remblais dans les montagnes, puis de longs alignemens dans les plaines du Forez. Ces voies plus ou moins défectueuses possèdent des tarifs élevés que l'industrie du pays trouve extrêmement lourds.

reconnaître la patrie du travail : la ville est enveloppée d'un nuage de fumée qui s'aperçoit des hauteurs voisines et laisse à peine entrevoir le faîte des cheminées. Les ouvriers sont groupés dans des ateliers de différentes natures : des *aciéries*, des forges, des verreries produisant des verres de toute sorte, principalement des bouteilles et des verres à vitre (1).

En se rendant de Rive-de-Gier à Saint-Chamond, à dix kilomètres plus haut dans les montagnes, on longe une suite d'usines : la belle fabrique d'acier d'Assailly, les forges de l'Horme, et de nombreux fours à coke brûlant en plein air. A Saint-Chamond, le bruit diminue, le ciel s'éclaircit; on sent que dans cette ville, où des vestiges de monumens romains rappellent une certaine splendeur évanouie à travers les siècles, le sol est moins profondément imprégné de l'esprit industriel. Saint-Chamond s'est laissé ravir à peu près complétement la fabrication des rubans. Elle compte toutefois plusieurs fabricans d'une haute habileté, et elle règne encore en souveraine sur l'industrie des lacets, qui occupe ici 21 ateliers et 8,000 métiers, mis la plupart en mouvement par des appareils hydrauliques et exclusivement surveillés par des femmes. Plusieurs établissemens pour le moulinage de la soie ne renferment également que des femmes. La clouterie à la main et un petit nombre d'usines à vapeur emploient seules des hommes (2).

En quittant Saint-Chamond, on traverse un pays fortement accidenté, mais où rien ne rappelle, jusqu'à ce qu'on ait atteint les forges de Terre-Noire, le mouvement de la région inférieure. Située au fond d'une gorge pittoresque, l'usine de Terre-Noire fait vivre une population de 1,800 individus. La fabrique a créé tout ce qui existe autour d'elle; un village est pour ainsi dire sorti de terre dans ce lieu sauvage, qui semblait voué à une perpétuelle immobilité. L'établissement a été construit en 1822, à une époque où des forges commençaient seulement à s'installer dans le département de la Loire. Ces usines, qui marchent toutes à la houille, ont réalisé les premières applications des procédés anglais dans notre pays. Elles placent leurs fers le long du littoral de la Loire et du Rhône, et à Paris, Marseille, Toulon,

(1) Il n'est pas sans intérêt de remarquer ici que les bouteilles de nos fabriques sont sans concurrence au dehors; l'augmentation de prix qui résulte du transport est le seul obstacle à de plus abondantes exportations. Quant à nos verres à vitre, ils ne s'écoulent plus au-delà de nos frontières, la Belgique ayant, grâce à diverses circonstances, ravi à nos verriers de Rive-de-Gier le marché des Échelles du Levant, où ils plaçaient autrefois une partie de leurs produits.

(2) Une usine où se fabriquent pour les voitures de chemin de fer, à l'aide d'un procédé nouveau et rapide, des bandages de roues qui sortent du laminoir ronds et soudés, renferme environ 80 ouvriers; mais cette usine n'est qu'une dépendance immédiate de Rive-de-Gier.

Rochefort, etc. Elles alimentent encore sur les lieux mêmes plusieurs industries métallurgiques; leur prospérité intéresse ainsi un personnel nombreux dans le district de Saint-Etienne.

Quand on monte jusqu'au plateau sur lequel est située cette dernière ville, sous un ciel froid et neigeux, on croirait au premier abord qu'elle est condamnée par sa position à un éternel isolement. On a vu pourtant qu'elle avait été mise en rapide communication avec deux grandes voies fluviales, qui lui permettent de diriger ses produits soit vers l'Océan, soit vers la Méditerranée. C'est que la Providence avait enfoui sous les montagnes de cette région une matière qui vivifie l'industrie moderne, et que cette matière nécessite d'immenses moyens de transport. Le voisinage de la houille profite d'abord à diverses fabrications de Saint-Etienne, telles que la quincaillerie et la fabrique d'armes, qui date de François Ier, et qui comprend, en dehors d'un bel établissement placé sous la direction de l'état, un grand nombre de petits ateliers particuliers. La plus importante des industries stéphanoises, celle des rubans, tire elle-même un avantage de la richesse minérale du pays; elle lui doit la facilité des communications créées pour le transport de la houille. La rubanerie du Forez a le monde entier pour marché, et bien qu'elle rencontre aujourd'hui au dehors, notamment à Zurich en Suisse, une concurrence redoutable pour certains articles, bien qu'on lui ait enlevé quelques-uns de ses plus habiles ouvriers, elle reste toujours incomparablement supérieure à ses jalouses rivales pour le bon goût et pour l'élégance des produits. L'opulente ville de Saint-Etienne, dont la fondation semble dater du xe siècle, n'est réellement sortie de son obscurité que dans l'ère industrielle où nous vivons. Singulier effet des situations! tandis que la cité des montagnes prenait un prodigieux accroissement, l'ancienne capitale du Forez, Feurs, qui devait regarder autrefois avec dédain, des rives de la Loire où elle est bâtie, la bourgade juchée sur des hauteurs inaccessibles, est tombée de son rang politique dans une insignifiance absolue. Autre circonstance digne d'être remarquée, voilà une place enrichie surtout par une industrie de luxe, dans laquelle le goût exerce le principal rôle: eh bien! en dehors de sa fabrication spéciale, elle ne laisse pas percer le moindre sentiment de l'art. Les beaux-arts fuient cette ville enfumée, mal pavée, à l'aspect monotone et triste, où la domination appartient exclusivement à l'esprit d'industrie, qui s'y montre infatigable et éminemment habile dans sa sphère, mais toujours replié sur lui-même.

Dans ce pays, où tout est de création récente, le développement donné à l'exploitation de la richesse minérale du sol remonte à peine au-delà d'une trentaine d'années. Les extractions de la houille, qui ont dépassé 15 millions de quintaux métriques en 1847, n'arrivaient

pas à quatre millions en 1820. On les a vues monter sans cesse depuis cette époque, surtout après l'établissement des nouvelles voies de communication. Le bassin houiller de la Loire, qui n'a que 22,000 hectares de superficie, est devenu le plus productif de tous les bassins houillers de la France (1). Il présente la forme d'un triangle très allongé, dont la base s'appuie sur la Loire et dont le sommet vient aboutir jusque sur la rive gauche du Rhône, en face de Givors. Tout ce territoire appartient à un même système au point de vue de sa formation, mais il est d'usage de le diviser en trois parties : les deux riches bassins de Saint-Etienne et de Rive-de-Gier, et un espace intermédiaire désigné sous le nom de bassin de Saint-Chamond, longtemps regardé comme stérile et encore peu productif aujourd'hui. Le mode d'exploitation de ces terrains offre divers caractères qui touchent au sort de la nombreuse population vivant du travail des mines. Le gîte carbonifère de la Loire est partagé entre soixante-deux concessions d'une étendue et d'une fécondité extrêmement inégales. Il y en a qui se composent seulement de 10 hectares, telles que la concession de Verchères-Feloin, tandis que d'autres en renferment près de 6,000, comme celles de Firminy et Roche-la-Molière. On en compte vingt-cinq à peu près qui sont inactives ou improductives. Certaines concessions sont exploitées isolément et parfois même fractionnées entre plusieurs mains; mais trente-deux, dont quelques-unes sont des plus riches et des mieux situées, appartiennent à une seule société, la *Compagnie des mines de la Loire*, qui, au moment de sa formation, avait donné lieu dans la presse parisienne à une polémique ardente, et qui est encore dans le pays l'objet des plus vives discussions. Née à Rive-de-Gier, où elle grandit rapidement, cette association compléta son réseau en s'adjoignant, en 1845, une autre compagnie créée dans le bassin supérieur sous le nom de *Société des mines de Saint-Etienne* (2).

Le travail du mineur varie suivant la disposition des couches : quelquefois le charbon est presque à fleur de terre, et on se borne à percer des voûtes sous lesquelles on descend par une pente plus ou moins

(1) L'étendue des concessions atteint dans la Loire près de 27,000 hectares, mais elle dépasse la ligne carbonifère. D'après le dernier compte-rendu publié par l'administration des mines, le bassin produisait 3,248,000 quintaux métriques de plus que celui du Nord, qui vient immédiatement après sous le rapport des quantités extraites, et qui embrasse 54,000 hectares. Dans la France entière, 453,000 hectares de terrains concédés, renfermant 268 mines exploitées, avaient donné, la même année, 44 millions de quintaux métriques. Les massifs dont l'existence est démontrée dans la Loire contiennent plus de 2 milliards et demi d'hectolitres, et il est permis de conjecturer la présence d'une autre masse de charbon au moins équivalente.

(2) La compagnie figure dans la production générale des houilles de la Loire pour un peu plus des deux tiers. La concurrence a plutôt gagné que perdu du terrain durant ces derniers temps.

inclinée; le plus souvent on est obligé de creuser des puits pour atteindre jusqu'aux filons carbonifères; on perce ensuite des galeries souterraines qui se ramifient comme les rues d'une ville. Une particularité de l'exploitation des houillères du bassin de Rive-de-Gier, quoique situées au pied des montagnes, c'est l'extrême profondeur des puits. La plupart n'ont pas moins de 200 à 400 mètres. Le plus profond de tous, celui du Plat de Gier, situé entre la Grande-Croix et Saint-Chamond, atteint 550 à 560 mètres, et il est encore en creusement. Aux environs de Saint-Étienne, les puits n'ont souvent que 25 à 30 mètres. La profondeur la plus grande à laquelle on soit descendu est de 320 mètres dans le percement de Montsalson, au point culminant de tout le bassin. L'exploitation des houillères de la Loire, et par suite le travail qui en résulte pour la population forésienne, se trouvent assurés par la diversité et la qualité tout-à-fait supérieure des produits. On rencontre à Saint-Étienne les charbons de forge les plus renommés du monde. Une concession du même district, celle de la Ricamarie, renferme des houilles à gaz, c'est-à-dire des houilles riches en principes volatiles, très recherchées pour les usines d'éclairage de Lyon et d'une partie des villes du Midi. La variété appelée *charbon de grille*, qui convient au foyer des chaudières à vapeur et aux usages domestiques, abonde particulièrement dans le rayon de Rive-de-Gier. Les houilles de ces montagnes s'écoulent en quantités bien plus considérables par le Rhône que par la Loire. On les trouve dans une grande partie de la France, à Paris, à Nantes, à Mulhouse, à Toulon, à Toulouse, dans les forges de la Champagne, de la Bourgogne, de la Nièvre, de la Haute-Bretagne. Les charbons qui leur font particulièrement concurrence sur certains marchés sont ceux de la Belgique, de la Flandre française, de l'Auvergne, du Bourbonnais et du Languedoc. La valeur des produits annuels de l'industrie extractive dans la Loire est de 15 à 17 millions. Ce chiffre forme à peu près le sixième de la production totale du district industriel de Saint-Etienne, estimée à 110 ou 120 millions, dont 55 ou 60 reviennent à la rubanerie et à la passementerie, et 40 ou 43 aux industries du fer et aux verreries.

La vie industrielle des ouvriers, c'est-à-dire le régime du travail, doit varier profondément entre des industries aussi différentes. Dans la rubanerie de Saint-Etienne, l'organisation des ateliers ressemble en général à celle des ateliers lyonnais. L'ouvrier possesseur de métiers travaille chez lui, soit seul, soit avec un ou plusieurs compagnons, et reçoit du fabricant les matières premières à mettre en œuvre. Ici comme à Lyon, des améliorations considérables ont été introduites récemment dans les instrumens du tissage. Jadis on se servait seulement de métiers à la main, appelés *métiers à basse* ou *à haute lisse*,

qui ne permettaient de confectionner qu'une seule pièce à la fois, soit unie pour les métiers à basse lisse, soit façonnée pour les autres. Maintenant, si on excepte les femmes et quelques travailleurs isolés des campagnes, on n'emploie plus que des métiers dits *métiers à barre*, avec lesquels un seul homme peut fabriquer jusqu'à 32 ou même 36 pièces à la fois (1). Le prix de ces appareils est beaucoup plus élevé que celui des métiers de l'industrie de Lyon, où chacun peut devenir chef d'atelier avec 250 ou 300 francs d'économie. Les métiers à barre coûtent en moyenne 1,000 francs; il y en a qui sont en noyer ou même en acajou, et qui valent de 2,000 à 3,000 francs. Ces derniers brillent comme des pianos; mais le bruit monotone qui s'en échappe suffirait pour apprendre que le bras qui les manie est réduit à répéter sans cesse les mêmes mouvemens. Le tisseur de rubans, une fois le métier monté, n'a plus, en effet, qu'à lever et à pousser une longue barre en bois placée en avant de l'appareil, et les petites navettes chargées de fils marchent comme par enchantement. La barre étant souvent lourde à remuer, il faut avoir l'habitude de ces saccades continues pour ne pas être promptement hors d'haleine. Les yeux se fatiguent cependant plus que les bras. On est obligé, à tout moment, quand se brisent des fils extrêmement ténus, de les rattacher à un faisceau d'autres fils dont les couleurs variées et scintillantes causent un continuel éblouissement. Aussi la vue s'affaiblit-elle plus vite dans le tissage des riches articles façonnés que dans la plupart des autres fabrications. L'industrie des lacets n'impose point de semblables exigences : d'ingénieux appareils se chargent de toute la partie pénible du travail, et ne laissent aux femmes que des soins peu fatigans, soit pour les yeux, soit pour les bras. On a bien essayé d'employer aussi dans les rubans le secours d'un moteur mécanique. On cite, à quelques lieues de Saint-Etienne, un atelier hydraulique qui renferme 85 métiers; mais la tendance de cette fabrication à se constituer en grands ateliers est très peu sensible : la rubanerie paraît un peu plus disposée à quitter la ville pour se répandre dans la campagne; toutefois elle émigre de Saint-Etienne moins vite que le tissage des étoffes de soie unie n'émigre de la cité lyonnaise.

Les rubaniers stéphanois ne prolongent pas, comme à Lyon, la journée de travail effectif durant quatorze et seize heures; depuis 1848, ils ne travaillent que douze heures sur vingt-quatre. Bien que la loi sur la durée du travail laisse les ateliers proprement dits en dehors de ses dispositions, il n'est pas douteux qu'il n'y ait ici, comme partout, un véritable intérêt public au point de vue moral et au point

(1) Ces appareils sont de deux sortes, à *barre tambour* pour les pièces unies, et à *barre Jacquart* pour les pièces façonnées.

de vue économique, à ce que la limite de douze heures prévale dans les usages industriels; mais, dit-on, les commandes de rubans arrivent parfois en masses énormes aux maisons de fabrique, et semblent réclamer un supplément de travail. Si cette exigence se manifestait rarement, on pourrait, sans grands inconvéniens, s'écarter d'une règle à laquelle la loi, même dans les industries où elle est applicable, permet, en certains cas, d'apporter des exceptions. Malheureusement l'exception tend bientôt à prendre la place de la règle, et alors reparaissent ces abus contre lesquels se sont élevés, avec une énergie qui les honore, d'éminens manufacturiers dans les diverses régions de la France. La limitation de la durée du travail journalier à douze heures, qui doit être regardée comme un des bienfaits de notre législation industrielle, a d'ailleurs l'avantage de réagir contre l'habitude à laquelle le commerce cédait de plus en plus, et souvent sans nécessité, d'attendre à la dernière heure pour transmettre ses commandes en fabrique. Quand les commissionnaires sauront bien qu'on ne travaille plus seize et dix-huit heures par jour, ils s'y prendront un peu plus tôt, au grand avantage de l'industrie comme à celui des travailleurs; il est bien rare qu'ils ne soient pas libres de gagner quelques jours. On ne verra pas plus qu'aujourd'hui les commandes s'en aller vers les fabricans du dehors : elles ont la plupart du temps trop de raisons pour rester en France. Qu'on ne l'oublie pas, — dans la rubanerie, le travail prolongé la nuit peut avoir des suites funestes et réduire considérablement la période durant laquelle un individu jouit d'une assez bonne vue pour conduire un métier de rubans façonnés. En répartissant l'ouvrage sur un plus grand nombre de journées, la limitation tend aussi à réduire les temps de chômage. Il vaut mieux, pour l'économie domestique et pour la moralité privée, que le tisseur gagne une certaine somme en trois mois que de la gagner en six semaines pour rester six semaines inoccupé. Les ouvriers de la passementerie sont, de tous les travailleurs de Saint-Etienne, ceux qui reçoivent les plus forts salaires. Un chef d'atelier peut tirer d'un métier 100 à 125 francs par mois en laissant au compagnon qu'il emploie une somme égale. Quelques ouvrages de luxe rapportent même davantage.

Le régime de l'industrie métallurgique de Saint-Etienne se rapproche, du moins sous un rapport, de l'organisation de la rubanerie : tous les ouvriers de la quincaillerie et presque tous ceux de l'armurerie travaillent à leur domicile et avec des instrumens qui leur appartiennent; les matières qu'ils emploient sont en outre achetées par eux. Les ouvriers armuriers attachés à la fabrique nationale se trouvent dans une position exceptionnelle, qui ne permet pas de les prendre pour terme de comparaison. Exposés depuis une vingtaine d'années à d'assez dures vicissitudes, les autres ouvriers de cette catégorie

ont profité, après 1848, de l'activité imprimée aux armemens militaires; ils peuvent en ce moment gagner de 50 à 55 sols par jour. Le travail des quincailliers est plus ingrat; leur industrie est en pleine décadence; dans l'intention fort louable de la ranimer, on a songé à ouvrir une exposition publique de ses produits et à distribuer quelques encouragemens honorifiques ou pécuniaires. Par malheur, le mal tient à la constitution même de cette industrie, à l'éparpillement de la force productive dans de très petits ateliers où ne sauraient s'installer les grands appareils propres à simplifier et à perfectionner le travail. Comment ces forges imparfaitement outillées pourraient-elles lutter contre nos magnifiques usines du Haut et du Bas-Rhin, de la Moselle, du Nord et de la Seine? De plus, les ouvriers quincailliers de Saint-Etienne, qui vendent à des commissionnaires les produits de leur travail, se font entre eux une concurrence désespérée auprès de ces acheteurs peu empressés, ils ne tirent que difficilement de leur labeur quotidien 40 ou 45 sols. A Saint-Chamond, parmi les cloutiers à la main, dont l'industrie est également en déclin, et aux environs de Rive-de-Gier, dans quelques petites communes peuplées de forgerons à domicile, on trouve aussi, malgré des habitudes laborieuses, une situation très gênée et parfois misérable.

La rétribution du travail est bien supérieure dans les grands ateliers métallurgiques de cette même contrée : à Rive-de-Gier notamment, les ouvriers en fer reçoivent de 3 francs 50 centimes à 4 francs 50 centimes par jour. Les ouvriers verriers sont beaucoup plus favorisés encore. Leur gain, qui représente près de 30 pour 100 dans la valeur des produits fabriqués, s'élève pour les souffleurs de verres à vitre à environ 300 francs par mois; mais aussi quelle pénible besogne! Les verriers travaillent, pour ainsi dire, dans le feu, qui dessèche en eux les sources mêmes de la vie. On sait que cette industrie avait reçu des anciens rois de France des faveurs exceptionnelles; les verriers se considéraient comme anoblis. Un usage, invariablement consacré par une durée de plusieurs siècles, formait en outre, au profit de leurs familles, un privilége qui a survécu à tous les priviléges de l'ancien ordre féodal, et auquel il n'a été apporté que de récentes et timides dérogations. Les souffleurs en verre jouissaient de la faculté de n'admettre dans leurs rangs que les fils de verriers; aucun autre apprenti n'était reçu sur les fours. Eh bien! ce gain considérable, cette digue élevée contre la concurrence, n'ont pas toujours été suffisans pour les retenir dans le pays. Rive-de-Gier a eu à souffrir plus d'une fois, notamment en 1846 et 1847, de l'émigration d'un assez grand nombre d'ouvriers appelés par les verreries d'Angleterre, d'Espagne et d'Italie, où on leur assurait 5 à 600 francs par mois, quelquefois même davantage. Cette espèce de *drainage* des forces vives de la

fabrique a provoqué les premières atteintes au privilége des fils de verriers. Dès que la pépinière privilégiée devenait insuffisante pour le recrutement des fabriques, il fallait bien prendre en dehors les agens indispensables à la production.

La dernière catégorie des ouvriers de la Loire comprend les travailleurs occupés à l'extraction de la houille. Le labeur du charbonnier, qui paraît si brutal quand on l'envisage seulement en lui-même, prend une place éminente sur l'échelle des travaux industriels dès qu'on le regarde du point de vue des services qu'il rend à la société. Ces troglodytes, dont le visage noirci ne rappelle plus qu'imparfaitement la face humaine, sont les agens de la production universelle. Agriculteur d'un genre singulier, le mineur déchire la terre non pour la féconder, mais pour lui arracher le principal aliment de l'industrie moderne; au-dessous de nos riantes prairies et de nos champs verdoyans, il récolte des moissons là où les mains de l'homme n'ont rien semé; mais il ne peut pas porter ses regards vers le firmament, il touche son ciel avec la main, parfois même il lui est impossible de se dresser de toute sa hauteur, et il a plus réellement qu'Atlas la terre sur ses épaules. Point de lumière autour de lui; son soleil consiste dans la petite lampe attachée à son chapeau, et dont la lueur blafarde lui fait mieux sentir l'obscurité où il est plongé. Les charbonniers passent au moins douze heures par jour sous terre : ils emportent avec eux leur nourriture quotidienne. Menacés à tout moment, tantôt par un soudain éboulement des terres, tantôt par le choc de quelque appareil inaperçu, tantôt par la subite atteinte de cet ennemi perfide qu'ils appellent tout simplement le *grisou*, ils s'accoutument bientôt néanmoins à leur existence au point de ne pouvoir plus guère, au bout d'un certain temps, reprendre le travail en plein soleil.

On voit quels frappans contrastes divisent les travaux exécutés dans ces industrieuses montagnes du Forez; ces contrastes ne sont pas sans influence sur l'état moral des diverses classes d'ouvriers qui les habitent.

II. — MOEURS ET CARACTÈRE DES OUVRIERS DE LA LOIRE.

Quel que soit le milieu où l'homme se trouve placé, à quelque labeur qu'il ait voué sa vie, toujours une partie de lui-même reste immuable : c'est celle qui compose le fonds de la personnalité humaine; mais les objets qui entourent chaque individu, la carrière dans laquelle s'exerce son activité, viennent ensuite agir singulièrement sur ses inclinations et lui imprimer ce sceau profond de l'habitude qu'on nomme une seconde nature. On croit souvent que l'homme choisit sa profession alors que sa liberté est dominée ou considérablement

réduite par l'empire des circonstances; sa préférence fût-elle d'ailleurs indépendante et éclairée, une fois dans la carrière, il n'en recevrait pas moins de son état des impressions destinées à colorer sa vie tout entière. Cette inévitable conséquence offre un large aliment à l'analyse morale dans un pays où se rencontrent côte à côte, comme dans la Loire, des groupes d'individus consacrés à des travaux d'une nature aussi diverse. Les variétés de caractères naissent alors de la différence des occupations journalières. On les voit se former auprès du métier du tisseur de rubans, de la fournaise du verrier et du forgeron, ou dans l'antre du mineur. Chaque classe d'ouvriers étale à nos yeux ses mœurs, ses goûts et son esprit.

Parmi les charbonniers, le trait de caractère le plus saillant, c'est l'insouciance, cette insouciance qui dérive d'un travail à peu près assuré et toujours semblable à lui-même. Le mineur considère son état comme un emploi qui, en lui assurant à peu près un revenu fixe, l'affranchit de toute préoccupation. On serait enclin à s'apitoyer sur sa dure existence; mais le charbonnier ne s'en plaint pas, et, pourvu que l'exploitation de la houille ne soit pas menacée d'un chômage, ou qu'une réduction n'atteigne pas le chiffre du salaire, il descend heureux dans son puits. La bonhomie forme un trait original dans la physionomie morale du mineur; n'ayant pas d'intérêts à débattre chaque jour, le charbonnier vit étranger aux ruses dont certaines transactions se compliquent trop souvent. Chez le verrier, on reconnaît l'orgueil d'un état longtemps fermé à la concurrence par un privilége de race, et, comme l'ouvrier de cette catégorie a entendu dire que la nature de son travail abrégeait sa vie, il semble se hâter de jouir avec une sensualité souvent grossière, mais toujours étudiée et systématique. L'ouvrier en fer est bruyant dans son existence extérieure, comme s'il voulait imiter le retentissement du marteau sur l'enclume, il a quelque chose de la rudesse du métal qu'il manie; mais, de même qu'on parvient à ployer le fer en le soumettant à certaines préparations, de même ces natures abruptes ont un fonds de flexibilité qui les empêche de résister quand on sait les prendre. Les rubaniers se distinguent par un goût prononcé pour tout ce qui brille, et ce goût se traduit dans la vie réelle en habitudes dispendieuses. On dirait qu'ils sont jaloux de se donner à eux-mêmes l'éclat de leurs tissus, sauf à en partager la fragilité. De cette inclination vient, dans les rapports des rubaniers entre eux, une certaine suffisance qui s'irrite de la moindre contradiction. Ont-ils une discussion même des plus frivoles, surtout en présence d'un tiers, — ils se passionnent avec une sorte de frénésie pour paraître avoir raison.

A cette première source de variétés morales qui tient à la nature des travaux quotidiens, il s'en joint une autre entre le groupe des tra-

vailleurs de Saint-Etienne et celui de Rive-de-Gier : je veux parler d'une différence de race. Quand on examine de près les populations de ces deux cités, la ville haute et la ville basse, qui se jalousent ouvertement, il est impossible de croire qu'elles proviennent d'une souche identique. Sur la hauteur vit une race petite, trapue, musculeuse, qui paraît être la lignée autochthone des montagnes du Forez. Les femmes ont, du reste, les traits agréables et le visage frais comme la brise de ces régions élevées. A Rive-de-Gier, la stature est haute, les formes sont minces et élancées. Les femmes, avec leurs cheveux noirs et leur œil allongé, ont une beauté qui porte je ne sais quelle empreinte méridionale. Evidemment la souche d'où cette race descend n'appartient pas à notre sol. Peut-être, dans les temps lointains où les compatriotes d'Abdérame envahissaient le midi de la France, quelque colonie de Sarrasins a-t-elle cherché un asile au pied de ces montagnes et y a-t-elle pris racine.

Au milieu de ces différences de race et de profession, un signe est commun à tout le groupe des ouvriers de la Loire : c'est la vie en famille; mais les conditions de cette vie offrent des variétés notables d'après le genre de travail. Parmi les rubaniers stéphanois, la vie intérieure respire une certaine aisance qui serait plus marquée sans leur habitude d'aller les jours de repos s'installer au cabaret, où ils consomment de gaieté de cœur un gain que la prévoyance commanderait de mettre en réserve. L'intérieur des quincailliers atteste un dénuement à peu près complet. Les charbonniers de Saint-Etienne, jouissant d'un revenu plus sûr, pourraient être chez eux un peu moins tristement installés; mais leurs femmes se font remarquer par une extrême indifférence pour l'arrangement de leur ménage, dont la malpropreté est proverbiale dans le pays. Au premier abord, on pourrait croire que cette négligence tient au travail des mines et s'étend à tous les ouvriers qui s'y livrent; mais non, il faut s'en prendre ici à une habitude locale, car à Rive-de-Gier la propreté règne dans le logis du mineur. Tandis qu'aux environs de Saint-Etienne le charbonnier, sale et tout noir de houille, a toujours l'air de sortir de son puits, dans le bassin inférieur il a soin de sa personne, et, une heure après son travail, on ne devinerait presque plus son métier.

Le nœud de la famille est assez généralement respecté, et garde quelquefois toute sa force primitive chez les charbonniers des campagnes. Il n'est pas rare de voir une famille nombreuse prendre à sa charge l'enfant orphelin d'un parent même éloigné, sans songer à se plaindre du fardeau qui en résulte pour elle. La situation des femmes n'est pas la même parmi les travailleurs de Saint-Etienne, de Saint-Chamond et de Rive-de-Gier. Dans les deux premières villes, les femmes ont généralement part au travail industriel, soit dans l'ate-

lier de leur mari, soit dans les établissemens des manufacturiers. A Saint-Etienne, dans la rubanerie, elles se chargent en outre le plus souvent des transactions extérieures; elles vont prendre elles-mêmes l'ouvrage chez le fabricant, et elles débattent le prix des façons, tandis que le chef de la famille reste à son métier. Rien de semblable ne se produit à Rive-de-Gier, où court ce dicton, qui, sous une forme un peu naïve, contient un grand fonds de vérité : « Rive-de-Gier est le paradis des femmes, le purgatoire des hommes, et l'enfer des chevaux. » En effet, les femmes d'ouvriers ne sont ici assujetties à aucun travail; on ne les voit point, comme dans les pays d'agriculture, affronter dans les champs les intempéries des saisons, ou, comme dans les contrées manufacturières, passer le jour auprès d'un métier, ou bien enfin porter de lourds fardeaux comme dans certaines villes de commerce; elles restent chez elles et vivent absolument en rentières. Les hommes ont un travail pénible, mais un gain élevé; la récompense suit l'épreuve. Les chevaux, soumis au plus rude labeur, soit dans des chemins défoncés et montueux, soit dans les mines, où ils sont descendus pour n'en plus sortir, trouvent ici un véritable enfer. Voilà le proverbe expliqué.

La condition des femmes de Rive-de-Gier est assez enviée dans les cités du voisinage, et l'envie amène, comme toujours, des insinuations malveillantes. Ce n'est pas néanmoins dans la ville basse que les mœurs sont le plus relâchées. Le souffle de la démoralisation a davantage affligé Saint-Etienne : de même que le vent des montagnes, il s'affaiblit en descendant vers la plaine. De toutes les industries du pays, la rubanerie est celle qui en a le plus souffert. L'ivrognerie est plus commune parmi les travailleurs de la Loire que chez les tisserands de la fabrication lyonnaise; elle forme le vice principal des ouvriers du fer et de la houille, qui ne connaissent point d'autre délassement que le cabaret. C'est là qu'on voit s'épanouir en eux le sentiment du bonheur; l'âme brille un instant à travers leurs yeux animés, mais pour s'anéantir bientôt dans des excès qui éteignent jusqu'à la dernière lueur de l'activité morale.

On s'imagine peut-être qu'au milieu de tout cet abandon, les habitudes religieuses doivent être singulièrement affaiblies, surtout à Saint-Etienne : il n'en est rien cependant. Les églises n'y sont pas désertées, comme à Lyon, par la population laborieuse. Si on excepte une partie des compagnons rubaniers, tous les travailleurs, hommes et femmes, se font remarquer par leur assiduité aux offices des dimanches; mais, désolante contradiction ! on ne rapporte du temple presque aucun enseignement pour la conduite de la vie. Les ivrognes ne deviennent point tempérans, la dissolution des mœurs ne fait point place à la mâle domination des sens, la patience et la ré-

signation ne rentrent point dans les ames ulcérées. En un mot, la religion est pratiquée sans opposer un frein au débordement des passions; l'habitude et la routine font presque tous les frais de ce zèle extérieur. A tout prendre, cette disposition est encore préférable à ces aveugles défiances qui semblent ailleurs avoir creusé un abîme entre l'église et les masses laborieuses. Si le terrain est également desséché par l'indifférence, on peut du moins y pénétrer plus aisément. Les oreilles ne sont pas fermées à l'enseignement religieux, qui, dans des temps moins agités que ceux d'où nous sortons, finira sans doute par trouver le chemin des cœurs.

Les intelligences populaires ont reçu là, comme partout, depuis une vingtaine d'années, une forte impulsion. L'arène dans laquelle se distribue l'instruction s'est élargie, et, sans être encore suffisantes, les écoles gratuites, dirigées le plus souvent par des frères de la doctrine chrétienne, se sont beaucoup multipliées. Malheureusement, parmi les enfans qui apprennent à lire et à écrire, un petit nombre cultivent seuls plus tard ce premier enseignement; toutefois, ceux mêmes qui négligent les germes confiés à leur enfance gardent encore quelques notions plus ou moins vagues qui les placent, sous le rapport intellectuel, au-dessus des individus restés étrangers à tout essai d'instruction. Les charbonniers sont les plus ignorans parmi les ouvriers de ce district : sur vingt travailleurs de cette catégorie pris à l'âge de vingt-cinq à trente ans, on en rencontre à peine deux ou trois qui puissent écrire quelques lignes. Les passementiers de Saint-Etienne sont au contraire les plus instruits : comme ils ont de petits comptes à tenir dans leurs travaux journaliers, ils sentent le prix de l'écriture, et n'en perdent pas tout-à-fait l'habitude. Ils montrent aussi certaines dispositions pour la musique; on en a vu se livrer avec entraînement à leur goût pour cet art, et y consacrer presque tous leurs momens de loisir. Une faculté qu'il ne serait pas impossible de rattacher au sentiment de l'harmonie semble inhérente à ce pays : c'est une merveilleuse aptitude à saisir le mécanisme d'un travail quelconque, une rare habileté pour cadencer suivant de justes proportions les parties diverses d'un appareil. Cette faculté se révèle chez les ouvriers des usines métallurgiques et surtout chez les rubaniers, qui jouissent, pour la dextérité de leurs mains, d'une renommée sans égale dans toutes les villes où se fabrique la passementerie. A Paris, par exemple, où cette fabrication a pris un si grand développement depuis quelques années, on n'occupe guère que des ouvriers stéphanois, du moins pour les métiers à barre. Le noyau de ces travailleurs, s'étant peu à peu grossi, compose, à l'heure qu'il est, au milieu de la capitale, une véritable colonie forésienne, colonie singulière qui conserve intactes ses mœurs originales. L'attitude et les mouvemens de ces expatriés

volontaires éclairent même d'un jour vif, à cause du contraste du milieu où ils vivent, les traits essentiels du groupe dont ils sont passagèrement détachés. Ce groupe a ses traditions, ses institutions, son esprit politique, et ce n'est pas un des aspects les moins intéressans sous lesquels s'offrent à nos yeux les populations laborieuses des bords de la Loire (1).

III — INSTITUTIONS ET TENDANCES POLITIQUES DES CLASSES OUVRIÈRES DE LA LOIRE.

On connaît l'état moral des nombreux ouvriers dont Saint-Etienne, Rive-de-Gier, Saint-Chamond, sont les centres industriels. Qu'a fait la société pour améliorer cet état? qu'ont fait les ouvriers eux-mêmes? C'est une dernière question à examiner.

On sait dans quelle voie fâcheuse avait été dirigée l'éducation politique des classes ouvrières quand la révolution de 1848 les appela violemment à un rôle inattendu. D'innombrables efforts ont été tentés depuis cette époque pour éclairer les masses sur leur intérêt véritable et pour les rattacher à la société par des institutions particulières. Les ouvriers de la Loire, placés dans l'orbite de la grande et turbulente métropole assise au confluent de la Saône et du Rhône, avaient reçu, plus que d'autres populations industrielles, un enseignement vicié. Saint-Etienne figurait au nombre des villes où l'esprit d'agitation était le plus enraciné. Une première manifestation désordonnée y avait éclaté dès longtemps comme contre-coup des journées de Lyon en 1834. En réalité, cette émeute, aisément comprimée du reste, venait plutôt d'une pensée de confraternité industrielle que d'un sentiment déjà hostile au gouvernement établi. La situation était moins tendue à Saint-Etienne qu'à Lyon, l'inimitié entre les divers élémens de la fabrique moins vive et moins alarmante. Les circonstances qui pesaient sur les salaires dans l'industrie des étoffes de soie n'affectaient pas au même degré la fabrication des rubans. Le fond des âmes couvait ce-

(1) Ces enfans d'un même pays habitent très rapprochés les uns des autres sur les hauteurs du faubourg du Temple, aux alentours des barrières de Ménilmontant et de l'Orillon, dans des maisons garnies assez proprement tenues, et qui parfois leur sont exclusivement réservées. Logés deux par deux, ils ne se casernent jamais dans ce qu'on appelle des *chambrées* contenant jusqu'à douze ou quinze lits, comme les travailleurs d'autres corps d'état, les maçons, les terrassiers, les scieurs de long, etc. Considéré en bloc, cet essaim semble extrêmement uni; mais si on pénètre dans ses rangs intimes, on reconnaît que la similitude des situations et des destinées ne le soustrait pas toujours à la discorde. Il est scindé en deux partis, les *compagnons* et les *ouvriers libres*. Les compagnons sont les plus exclusifs; ils se regardent comme des ouvriers d'élite et comme formant une sorte d'aristocratie. Ils ne se font pas scrupule de faire renvoyer d'un atelier un de leurs compatriotes étranger à leur société, quand ils peuvent le remplacer par un des leurs. Les ouvriers non compagnons sont plus tolérans, au moins dans leur langage, et ils condamnent hautement ces divisions entre des hommes liés par une même origine et par un même état.

pendant un ferment d'irritation continuellement réchauffé par les factions politiques, et qui, plus tard, à la nouvelle de la révolution de février, amena des actes de la plus odieuse brutalité. Seulement, le choc ne porta pas sur les magasins des fabricans, et on s'en tint envers ces derniers à des menaces. S'il y avait eu à Saint-Etienne autant de motifs de haine qu'on s'est plu à le dire entre le travail et le capital, si les ouvriers y avaient été victimes de la cupidité de la fabrique, croit-on que, dans ces jours de folie, ils eussent épargné leurs spoliateurs?

Le torrent se dirigea vers des maisons religieuses où, comme à Lyon, quelques métiers à tisser avaient été établis. C'était une concurrence qu'on voulait abattre, et, dans le bouillonnement des cerveaux, on ne songeait guère à se demander si elle ne profitait pas aux membres les plus malheureux de la famille ouvrière. Comme les travaux exécutés dans les couvens appartenaient surtout à la catégorie de ceux qui sont habituellement confiés aux femmes, des femmes se mirent à la tête de l'attaque. Elles furent secondées et promptement dépassées par l'élément le plus vicié de la population, par ce ramas mobile d'individus qu'on rencontre dans toutes les grandes cités, et qui n'appartiennent positivement à aucun métier. On escalada les couvens dont les murailles s'élevaient au-dessus de la ville, sur quelques mamelons de la montagne. Les meubles furent brisés, et, comme dans une place prise d'assaut par des forces indisciplinées, l'incendie vint en aide à la dévastation. Les envahisseurs étaient descendus dans les caves, ils y avaient défoncé quelques pièces de vin; plusieurs d'entre eux sortirent ivres-morts du milieu des flammes. Les chefs d'atelier de Saint-Etienne se vantent aujourd'hui de n'avoir pas concouru à ces horribles scènes : s'ils entendent parler d'un concours purement matériel, ils disent vrai; mais où étaient-ils donc pendant le sac des couvens? Ne s'étaient-ils pas rendus sur les gradins de la colline, où ils assistaient au désordre comme à un spectacle? Par leurs cris et par leurs gestes, n'appuyaient-ils pas les dévastateurs plutôt que la force publique impuissante? A-t-on le droit, après cela, de décliner la responsabilité de pareils déportemens? Les ouvriers de la rubanerie furent d'ailleurs l'âme de l'agitation, qui se perpétua longtemps après la ruine des maisons religieuses. Pendant quelques mois, l'autorité fut si complétement annulée, qu'on n'osait pas dresser un procès-verbal pour des contraventions de police, même quand ces contraventions étaient le plus évidemment nuisibles à la communauté. Ce n'est qu'un peu plus tard qu'une administration municipale vigoureuse et intelligente put rétablir l'empire des lois.

La situation morale était de plus troublée par d'ardentes préoccupations politiques. On lisait tous les soirs dans les cafés, et souvent à

haute voix, les journaux les plus exaltés, et on les commentait avec frénésie. Les publications irritantes circulaient de main en main. Dans les vœux exprimés alors par les masses, on ne rencontrait que ces deux idées jetées à tous les vents de la tempête : les ouvriers sont exploités par les fabricans; ils ont besoin de s'unir pour résister à cette exploitation. Quand les rubaniers stéphanois se plaignaient de ne pas recevoir une suffisante rétribution, de ne pas profiter en une assez large mesure du développement de la richesse à Saint-Etienne, l'exagération était manifeste. Le prix des façons était plus élevé dans la passementerie que dans aucune autre industrie textile. On pouvait citer un grand nombre de petites fortunes réalisées parmi les chefs d'atelier, et dans l'agrandissement de la ville, plus de dix-huit cents maisons avaient été bâties par eux en dix années. Les rubaniers réclamaient sans doute avec plus de raison contre l'excessive durée des journées de travail; mais le seul tort des fabricans avait été de ne pas chercher à réagir contre les usages du commerce. Quant au désir des travailleurs de puiser en eux-mêmes des points d'appui et des moyens de soulagement, il se rattachait à des tendances qui caractérisent de plus en plus, depuis un quart de siècle, les évolutions de notre société industrielle : on cherchait visiblement à remplacer les garanties qui, malgré les plus graves inconvéniens, découlaient du régime des corporations antérieur à 1789; mais quel résultat utile espérer de ces aspirations dans un moment où elles se manifestaient par le désordre et la violence? Si on veut que l'union des intérêts identiques puisse devenir une utile sauvegarde, il faut qu'elle s'accomplisse dans le calme et qu'elle se rattache à l'intérêt général. Autrement, loin d'apporter aux classes ouvrières quelques élémens de sécurité et de bien-être, elle engendrerait autour d'elles, en semant l'inquiétude et en paralysant le travail, mille causes de ruine et de misère. S'emparant avec une audacieuse habileté des idées qui séduisaient les masses, les meneurs politiques s'efforçaient d'irriter les ames et d'armer les bras. Ils voulaient organiser les travailleurs, mais les organiser comme s'ils avaient eu devant eux un ennemi implacable à combattre. La population, ainsi remuée, fut bientôt envahie par les doctrines socialistes, qu'elle ne comprenait point, mais qui flattaient son double désir de recevoir de plus forts salaires et de s'affranchir de toute dépendance vis-à-vis des fabricans. Au fond, les rubaniers stéphanois n'appartenaient pas plus au socialisme par les habitudes de leur vie que par leurs traditions morales. S'ils regardaient d'un œil jaloux les propriétaires, ce n'était pas en haine de la propriété privée, c'était par regret de ne pas être au nombre de ses détenteurs. Affectionnant passionnément son chez-soi, ambitieuse d'avoir sa maison, cha-

que famille répugnait instinctivement à toute atteinte portée à son individualité.

Les charbonniers de la Loire n'avaient pas pris feu aussi facilement que les passementiers : il fallait du temps pour soulever cette masse ordinairement inerte. Peut-être même ne serait-on pas parvenu à l'agiter si le chômage de toutes les industries n'avait pas diminué la production des houillères. Le désordre n'éclata que vers la fin du mois de mai 1848. Les procédés mis en œuvre par les travailleurs de cette catégorie se ressentirent de leur grossière ignorance : on aspirait à des augmentations de salaire, on les exigea par la force; on supportait impatiemment les préposés qui commandaient dans les puits, on les chassa et on en nomma d'autres à leur place; on voulait que l'extraction de la houille ne diminuât pas, même quand la consommation s'arrêtait : on décréta purement et simplement que les propriétaires des mines seraient obligés de faire travailler les ouvriers six jours par semaine. Comment se défendre d'un sentiment de tristesse en voyant des hommes dont les sentimens n'étaient pas pervertis, des chefs de famille qui avaient leurs enfans à nourrir, tomber dans de pareilles extravagances? Si le régime improvisé par eux avait pu subsister, il était facile d'en prévoir l'effet : comme la houille ne se vendait plus, on n'aurait pu que leur abandonner une caisse vide. Cette rude population fut lente à se calmer, comme elle avait été lente à se mettre en mouvement. En 1849, lors des troubles de Lyon, on réussit encore à faire sortir de Rive-de-Gier près de deux mille individus et à les entraîner vers le Rhône; mais ils se trouvèrent dépaysés aussitôt qu'ils eurent perdu de vue l'atmosphère fumeuse de leur cité; la plupart se débandèrent, et ceux qui voulurent poursuivre leur route furent dispersés par quelques pelotons militaires. A dater de cette échauffourée, les charbonniers sont restés tranquilles jusqu'à la *grève* toute récente qui vient d'inquiéter le bassin de Rive-de-Gier; cette *grève*, aujourd'hui calmée, n'avait son origine dans aucune excitation politique : elle avait eu pour cause la substitution, dans quelques puits, du travail à la tâche au travail à la journée (1).

La triste histoire des agitations qui ont eu lieu dans le district industriel du Forez met dans la plus complète évidence ce fait, — qu'en laissant les populations ouvrières à elles-mêmes, on les avait livrées aux perfides suggestions des ennemis de l'ordre social. Ce n'est plus seu-

(1) Le système du travail à la tâche, appliqué déjà sur d'autres points du bassin de la Loire, quand il n'est pas calculé de manière à réduire le salaire antérieur, ne soulève aucune objection. Disons cependant qu'il exige dans les houillères de nombreuses distinctions à cause des différences qui s'y rencontrent à chaque pas sous le rapport de la nature du terrain, et qui augmentent ou diminuent la difficulté du travail.

lement en vue de secourir, comme on l'a toujours fait, les individus isolés qui tombent sur l'âpre chemin du travail, qu'il fallait s'occuper des masses laborieuses; c'était surtout en vue de satisfaire à des besoins nouveaux, besoins collectifs nés du développement de l'industrie; c'était en vue de fortifier les liens qui, malgré les différences de situation, unissent naturellement les divers intérêts engagés dans la production. La société dispose, sans doute, d'une assez grande force pour triompher des attaques auxquelles elle est exposée; mais son vrai triomphe, c'est d'en rendre l'emploi inutile et de faire naître la sécurité publique de la cohésion même des intérêts. Quelles sont donc les institutions qui existent dans la contrée stéphanoise soit pour éclairer les ouvriers, soit pour les soutenir dans les épreuves de la vie?

Les institutions de ce genre appartiennent ici à l'initiative des communes ou à celle de quelques grands établissemens industriels. En fait de créations municipales, vous trouvez comme partout des salles d'asile et des écoles primaires. Saint-Etienne possède neuf asiles dirigés par les sœurs de l'ordre de Saint-Joseph et occasionnant une dépense annuelle de 6 à 8,000 francs. Les écoles pour les garçons et pour les filles en coûtent environ 40,000, et reçoivent à peu près quatre mille enfans. Sur sept écoles de garçons jouissant d'une allocation municipale, six sont tenues par des frères de la doctrine chrétienne, et toutes les classes de filles sont dirigées par des religieuses. Deux classes d'adultes pour les hommes, et une pour les femmes, s'ouvrent le soir durant une partie de l'année. Quelque étendus que soient ces moyens d'instruction gratuite, ils sont encore trop restreints, si on les compare aux besoins d'une ville de plus de 50,000 âmes, où la population ouvrière occupe une si large place. A Rive-de-Gier, le vide est plus grand encore : huit ou dix frères doivent y suffire à l'éducation d'un millier d'enfans. Certains grands établissemens particuliers sont allés plus loin que les communes dans le champ des institutions destinées aux classes laborieuses. A Terre-Noire, par exemple, ces fondations embrassent toute la vie du travailleur. Salles d'asile pour les jeunes enfans, écoles pour les garçons jusqu'au moment où ils sont admis au travail, classes du soir pour les adultes, écoles pour les jeunes filles, caisse de secours mutuels largement dotée par l'usine, infirmerie ouverte à tous les membres de la famille ouvrière, tels sont les principaux traits d'un tableau que vivifie partout le sentiment de la charité chrétienne. Sur un théâtre beaucoup plus vaste, la compagnie des mines de la Loire possède des institutions analogues qui intéressent 15 à 18,000 individus. Certes, de graves devoirs étaient imposés, sous ce rapport, à cette puissante association. Les grandes sociétés privées participent en quelque sorte du caractère de l'autorité publique. Plus sont nombreuses les individualités qu'elles em-

brassent dans leur orbite, et plus elles participent de près à la mission du gouvernement. Profitant de la paix sociale, elles doivent contribuer à la maintenir en se tenant dans leurs œuvres au niveau de l'esprit du temps, en se montrant toujours justes, libérales et bienveillantes envers les travailleurs dont elles utilisent les bras.

Il était d'avance évident qu'une association de capitalistes comme celle des mines de la Loire aurait pour effet d'ouvrir de nouvelles sources de travail. De toute nécessité, il lui fallait tirer parti des fonds accumulés sous sa main, ou subir une rapide et désastreuse liquidation. La compagnie possédait d'ailleurs des moyens d'action infiniment plus larges que les anciennes exploitations, dont la rivalité devenait une source intarissable de procès dispendieux. Fidèle à la loi qui dominait son existence, elle a développé largement la production des houillères, soit en reprenant des travaux abandonnés, soit en étendant le rayon des mines qui existaient déjà, soit en perçant de nouveaux puits. Elle a donc fourni à la masse des travailleurs un nouvel élément d'occupation. Qu'on suppose un instant le cas où cette grande association viendrait à s'écrouler, le désœuvrement et la misère s'étendraient comme une plaie sur le pays. Qui pourrait recueillir cette succession dont l'ouverture serait une véritable calamité publique? Une autre conséquence devait sortir de l'établissement d'une compagnie en mesure de suffire à de larges avances : c'était l'amélioration des moyens de travail. Autrefois on ne descendait pas en général très avant dans les mines de ces contrées; dans les galeries souterraines, les transports s'effectuaient souvent à dos d'homme, le charbonnier marchait de pair avec le cheval. Aujourd'hui de meilleurs procédés d'extraction permettent d'attaquer le sol plus profondément. De plus, on a établi dans les galeries des voies ferrées et des *bennes* (1) à roulettes, qui demandent, il est vrai, à être maniées avec précaution pour éviter les accidens résultant au sein des ténèbres de la rapidité des mouvemens, mais qui constituent néanmoins un véritable progrès. Nous donnerons une idée de la puissance des agens mécaniques employés, en disant qu'à Rive-de-Gier, où des inondations souterraines avaient causé d'immenses ravages en 1836, il existe une vaste machine à épuisement, d'une force de 400 chevaux, qui soutire les eaux des entrailles de la terre dans presque toute l'étendue des concessions de ce bassin appartenant à la compagnie de la Loire.

Cette société dont relèvent tant de familles, cette société exposée aux regards de l'opinion publique et qui avait à justifier son existence mise en question, a dû en outre, dans un temps comme le nôtre, être amenée à prendre une prompte initiative en fait d'institutions d'assis-

(1) Les *bennes* sont d'immenses paniers dans lesquels on met le charbon.

tance ou d'éducation pour les ouvriers. Ses efforts en ce genre datent presque de sa fondation. Son organisation lui permettait d'ailleurs de grouper des élémens divers et, en agissant dans de vastes proportions, d'atteindre à des résultats inaccessibles aux forces individuelles. Trois établissemens ont été créés par la compagnie, sous l'heureux nom de *maisons des ouvriers*, à Lorette, près de Rive-de-Gier, au Soleil, et à la Ricamerie, près de Saint-Etienne. Ces trois établissemens, qui sont le pivot de toute son action secourable, supposent une immense clientèle de travailleurs et de grandes ressources financières. Entourée de cours, de jardins et de prairies, chaque *maison d'ouvriers* renferme un hôpital pour les mineurs blessés en travaillant (1), un asile pour les enfans des deux sexes, une école et un ouvroir pour les jeunes filles. Les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul sont à la tête de ces établissemens, et à une charité touchante elles joignent des exemples d'ordre et de propreté qui trouveront là une voie pour se répandre parmi les familles laborieuses. S'il est un moyen de réagir sur les habitudes des ménages d'ouvriers, c'est précisément dans l'éducation des filles qu'on le trouvera. L'instruction des jeunes garçons formerait sans doute, bien qu'à un moindre degré, un autre élément d'influence. Aussi est-il à regretter que la compagnie laisse aux parens le soin de les envoyer aux écoles communales jusqu'au moment où ils descendent dans les puits. On avait eu la pensée de fonder, sous la direction des ingénieurs de la société, une classe de mineurs qui aurait servi de pépinière pour recruter les chefs des travaux. Ce projet, dont diverses circonstances ont empêché la réalisation, serait un utile encouragement donné au travail.

L'aide prêtée aux familles laborieuses ne se renferme pas dans les *maisons d'ouvriers*. Pour tous les charbonniers malades par l'effet d'autres causes que des blessures reçues en travaillant, et pour leurs familles, on a organisé un service médical à domicile entièrement gratuit, et dans lequel une large part est encore laissée aux sœurs de charité. Bien que ces soins réduisent un peu le rôle des sociétés d'assistance mutuelle entre ouvriers, la compagnie, réunissant en bloc plusieurs associations de ce genre qui existaient isolément avant sa formation, a créé une caisse générale de secours au moyen d'un léger prélèvement sur les salaires, d'une subvention égale à la masse de ces prélèvemens (2), et du produit des amendes disciplinaires. Exonérée des frais de maladie, la *société mutuelle* donne des secours en argent aux ouvriers blessés ou malades, à leurs enfans en bas-âge, aux mères,

(1) Dans les concessions isolées, on ne délaisse point les ouvriers blessés; les propriétaires de mines les font soigner à leurs frais à l'hôpital civil.

(2) La compagnie s'est réservé le droit de supprimer la subvention; mais il n'est sans doute pas à craindre qu'elle use de ce droit.

veuves ou enfans des ouvriers décédés à la suite de blessures occasionnées par le travail, et en certains cas à leurs frères et sœurs. L'institution remplit ainsi quelques-unes des fonctions d'une caisse des retraites, mais elle n'y supplée pas complétement. Il serait fort utile d'instituer une caisse de ce genre en la rattachant à la caisse nationale des retraites. Depuis 1846, la compagnie de la Loire a consacré environ 1,200,000 fr. à ses établissemens de bienfaisance, si on compte le prix d'acquisition et les frais d'appropriation des *maisons d'ouvriers* (1).

Comment ces fondations, ces secours, ces services sont-ils appréciés par la population laborieuse qui en tire avantage? Quand on fouille le fond des âmes, quand on cherche à en faire sortir, dans l'abandon des conversations familières, la pensée intime, s'en échappe-t-il une expression de reconnaissance envers la compagnie? Non; on semble croire qu'il s'agit pour elle de payer une dette. Qu'au point de vue du devoir social, qu'au point de vue de la charité chrétienne il y eût là en effet une obligation sacrée, de pareils actes n'en restent pas moins volontaires devant la loi positive, et ce n'est pas à ceux qui en profitent de se considérer eux-mêmes comme des créanciers. Cette disposition des esprits est en partie l'œuvre des influences de diverses sortes qui ont tâché de répandre parmi les mineurs l'idée qu'ils sont la proie d'une réunion de capitalistes; mais elle tient surtout à la nature des rapports de la compagnie avec les masses. Il est plus facile à une grande association de se montrer bienfaisante à l'aide de dispositions générales que de mettre dans ses relations quotidiennes une bienveillance constante et appropriée à tous les cas particuliers. On est obligé de regarder les choses de haut et de s'arrêter seulement à l'ensemble des résultats obtenus. On est dès lors exposé à ne voir que des chiffres là où il y a des hommes, et à considérer des organes vivans comme les rouages d'un vaste mécanisme qui fonctionne pour produire. La compagnie de la Loire, on ne saurait trop l'en féliciter, a voulu amoindrir ces conséquences fâcheuses en multipliant les institutions protectrices; mais la sympathie envers les souffrances individuelles peut seule conquérir réellement les cœurs. De plus, pour prévenir le gaspillage et assurer l'ordre dans les secours, on a dû adopter des règles sévères; on a dû s'efforcer aussi de réduire les dépenses, de les renfermer dans les strictes prévisions des statuts. Rien n'est mis en oubli pour alléger, par exemple, le fardeau des pensions allouées soit à des ouvriers frappés d'une incapacité absolue de tra-

(1) Le seul entretien des maisons d'ouvriers a coûté, depuis 1846, en bloc, plus de 300,000 francs, et les secours de toute nature ont dépassé 500,000 francs. Les ouvriers ont eux-mêmes largement contribué au soulagement commun, les retenues sur les salaires s'étant élevées, durant le même espace de temps, à 400,000 francs environ.

vail, soit à des veuves de charbonniers. Certaines vérifications utiles obligent parfois d'entrer dans le domaine de la vie privée. Toutes ces précautions altèrent aux yeux abusés des travailleurs le caractère des services rendus. La compagnie des mines de la Loire ne s'est point laissé décourager par ces interprétations malveillantes; mais l'idéal à réaliser pour elle, c'est de joindre à la prudence nécessaire dans la répartition des secours cette générosité qui sait au besoin tempérer la rigueur des règlemens.

A côté des institutions de prévoyance aidées par le concours des chefs d'industrie, les ouvriers passementiers de Saint-Etienne avaient avec leurs seules ressources formé entre eux, en 1848, une société d'assistance mutuelle destinée à prêter secours aux sociétaires malades et à faciliter le placement des travailleurs sans ouvrage. Par malheur, l'institution était née sous de mauvaises inspirations. Après le 24 février, les rubaniers avaient d'abord voulu ressusciter à Saint-Etienne cette question du tarif si stérilement débattue à Lyon en 1831. Leurs tentatives n'ayant pu triompher d'impossibilités matérielles, un homme exalté, mais habile, qui n'appartenait point à la classe ouvrière, mais qui fut alors l'âme de ses mouvemens, conçut le plan de cette association de secours qui devait, dans sa pensée, imposer, par voie indirecte, aux manufacturiers un minimum de salaire. En permettant de faire manœuvrer les ouvriers comme un régiment, cette société, nommée *Société populaire*, devenait en outre un puissant engin politique. Elle était partagée en *divisions* et en *sections*. C'était dans la *section*, composée des hommes d'un même quartier et se réunissant une fois par semaine dans quelque café, que résidait effectivement la délibération. Quant à l'assemblée générale de la société, comme on n'avait pas trouvé de local assez vaste pour la contenir, elle se tenait en plein vent, au Champ-de-Mars, entre les pics des montagnes. Cette institution, qui obtint parmi les ouvriers un succès considérable, voulut imposer dans l'industrie rubanière une loi absolue, sans tenir aucun compte des volontés récalcitrantes. En ce qui regarde la durée du travail par exemple, des violences furent commises, sinon par la société agissant en corps, du moins par quelques-uns de ses membres animés de sa pensée, envers certains chefs d'ateliers dissidens. De plus, en intervenant sans cesse dans les rapports des ouvriers et des patrons, la société formait un germe permanent de coalition. Elle était d'ailleurs parfaitement administrée sous le rapport financier, et, quand elle a été dissoute comme dangereuse pour l'ordre par un arrêté de M. le général de Castellane le 3 janvier 1852, elle possédait en caisse 26,320 fr., qui ont dû être répartis entre tous ses membres par les soins du commissaire central de police. La *Société populaire* a été amèrement

regrettée par les ouvriers; de nombreuses démarches ont été faites pour obtenir son rétablissement. Des chefs d'atelier honnêtes et rangés nous ont déclaré à nous-même, à Saint-Etienne, que la dissolution leur avait ravi un précieux moyen de soulagement.

Quelle que soit la sympathie qu'inspire toute institution susceptible de prêter appui aux familles laborieuses, il est impossible de méconnaître que dans l'association stéphanoise une pensée excellente en elle-même avait été gâtée par un alliage funeste. Les fabricans, a-t-on souvent répété, l'avaient jugée avec une sévérité trop systématique, c'est possible; mais si le bien était par eux méconnu, le péril n'en débordait pas moins de tous côtés. Est-ce à dire que l'idée fondamentale de l'œuvre, l'idée d'assistance mutuelle ne saurait être dégagée des ruines de la caisse populaire? Non sans doute, pourvu qu'on se place sous l'égide d'un principe plus vrai et moins intolérant. L'harmonie des intérêts étant le but de toute société, une institution qui sème la haine porte en elle sa condamnation. Longtemps méconnue ou trop contrariée par les lois, l'idée de mettre en commun, parmi les groupes d'ouvriers, certaines chances de la vie, en vue de soutenir les individus que la maladie ou l'âge empêche de travailler, a obtenu récemment une satisfaction importante. Un décret du 26 mars 1852 est venu élargir la voie devant les sociétés de secours mutuels; cet acte peut recevoir à Saint-Etienne, comme ailleurs, les plus utiles applications. Il facilite le rapprochement des intérêts sans permettre aux passions aveugles de se réunir en faisceau. Il a surtout ce mérite de permettre de la part des patrons un concours direct qui est une des meilleures garanties pour le succès de pareilles institutions. Il ne s'est pas établi jusqu'à ce jour, dans la riche cité forésienne, un concert entre les fabricans pour créer, à l'aide de sacrifices volontaires et proportionnels, quelqu'une de ces œuvres qui, comme la *Caisse des Ouvriers en soie* de Lyon et la *Société d'encouragement à l'épargne* de Mulhouse, répondent si bien au caractère de notre époque et aux exigences de l'ordre industriel. Ce n'est pas que la bonne volonté ait ici fait défaut; mais on avait eu le tort de subordonner la réalisation des projets conçus à des éventualités trop douteuses. Ainsi, dans une délibération de 1851, la chambre de commerce de Saint-Etienne disait à ce sujet : « Ne devons-nous pas désirer voir arriver le moment où le commerce pourra venir en aide à la classe laborieuse, non par des vœux, mais par des dotations aux caisses de retraite? » La chambre aurait voulu pouvoir, comme à Lyon, rattacher le concours des négocians à l'établissement connu sous le nom de *Condition des soies*. Or, les revenus de cet établissement sont versés à Saint-Etienne dans la caisse municipale, et non dans les mains de la

chambre de commerce. Ce n'était pas là cependant un motif pour s'arrêter : Mulhouse n'a pas de *Condition*, et la redevance des fabricans est calculée sur la somme des salaires payés par eux. La souscription volontaire pourrait encore être basée sur le chiffre de la patente. La chambre de commerce de Saint-Etienne s'honorerait elle-même et rendrait un véritable service à la communauté stéphanoise en conduisant à bonne fin une question jusqu'ici trop stérilement débattue. Le moment est d'ailleurs favorable pour agir. Si les traditions de désordre ne sont pas complétement anéanties à Saint-Etienne, elles sont du moins amoindries et paralysées. Quoique fermentant encore sourdement dans quelques têtes, le levain de l'ancien esprit a perdu de sa force, et le terrain s'est raffermi. Les ouvriers, en voyant qu'on s'occupe activement de leur bien-être, comprendront plus vite qu'ils ont tout à gagner à ce que les questions industrielles restent des questions purement industrielles, dont il est absurde de croire la solution attachée à des révolutions dans le gouvernement du pays.

Lorsque l'on rassemble en un vaste cadre tous les traits de l'état intellectuel et moral du district industriel de la Loire durant ces dernières années, on s'aperçoit aisément qu'en fait de politique et de socialisme, les brandons de désordre venaient du dehors; l'irritation, bien que rapidement développée, était purement artificielle. Les idées qu'on émettait touchant les heures de travail et les sociétés d'assistance révélaient au contraire un vrai sentiment des intérêts de la population ouvrière. Sur ce terrain, la société peut non-seulement accepter la discussion, mais elle peut encore exercer une action appropriée à tous les besoins légitimes. Il suffit d'ouvrir les yeux pour s'en convaincre : loi sur les caisses de retraite, loi sur les sociétés de secours mutuels, loi sur l'apprentissage, loi sur la durée du travail, loi sur les avances aux ouvriers, loi sur les bureaux de placement, et d'autres encore, voilà de larges assises pour notre société industrielle, qui ressemblait trop, depuis la destruction de l'ancien régime, à un édifice sans fondemens. Les lois pourront encore, sans tomber dans les inconvéniens de la réglementation, en se bornant à faciliter la route devant les activités individuelles à mesure que la nécessité s'en produira, exercer au profit du travail une action tutélaire ; mais elles ne sauraient accomplir leur mission qu'en réduisant à l'impuissance ces passions aveugles, ces haines envenimées, qui seraient prêtes à sacrifier à l'attrait de satisfactions impossibles le maintien même de l'ordre social.

A. Audiganne.

SOUVENIRS

DE LA

SORBONNE EN 1825.

DÉMOSTHÈNES ET LE GÉNÉRAL FOY.

..... Nil-ne salit lævâ sub parte mamillæ?
(PERS. in Satir.)

Dans le temps où, un peu reposée de l'empire, la France avait, depuis quelques années, retrouvé deux tribunes politiques et des hommes de cœur et de talent pour y monter, un de ces hommes, le plus populaire peut-être et certainement le plus agréable à l'esprit français par l'origine de sa renommée, les souvenirs de sa vie, la grâce loyale de son langage et tout son aspect militaire et spirituel, le général Foy, étant un jour apparemment fort de loisir, sans séance de la chambre, sans réunion dans les bureaux, avait pris la route du quartier latin. Il venait assister au cours vulgairement appelé d'*éloquence française*, qui se faisait dès lors à la Sorbonne, et qui attirait grande affluence, surtout pendant l'interruption temporaire d'un célèbre enseignement de philosophie ancienne, que récemment, pour plus de sûreté, on a supprimé tout à fait.

La leçon commençait à peine dans cet amphithéâtre du concours général, dont les deux grandes tribunes étaient ouvertes et remplies jusqu'au faîte, comme la salle. Soudainement un immense cri est répété coup sur coup : *Place au général Foy! vive le général Foy!* La

foule debout dans les corridors se presse et se resserre, la foule assise se lève pour saluer, et entre deux rangs épais qui se fendent à grand'peine, porté, soutenu sur les bras, le général Foy arrive dans l'hémicycle, et est déposé sur le banc d'honneur, à la place où siége, à certains jours solennels, M. le préfet de la Seine, tout cela au milieu d'un tonnerre d'applaudissemens et d'acclamations.

Le professeur, assez déconcerté de cet incident, je m'en souviens, après quelques efforts inutiles pour obtenir un moment de silence et apaiser cette tempête d'enthousiasme, réussit enfin à dire, de manière à être entendu : « Messieurs, ici nous ne devons applaudir que les orateurs antiques, et nous n'avons de couronne à décerner qu'à Démosthènes. » Puis, se raffermissant, le moins mal qu'il peut, contre ce choc subit d'une popularité si éclatante, dont la présence accablait la parole pacifique de la Sorbonne, en même temps qu'elle la compromettait, il reprend enfin son discours interrompu et sa thèse du jour. Elle portait épisodiquement sur la *Rhétorique* d'Aristote et sur les grands principes de morale et d'art que l'élève indépendant de Platon et le précepteur d'Alexandre avait recommandés à l'éloquence de tous les temps et par conséquent à la nôtre.

Mais ce sujet, un peu éloigné du titre même de la chaire et choisi par la circonspection du professeur, devait paraître, en ce moment, bien technique et bien froid pour la passion de la jeunesse, toute distraite et tout agitée par un nouvel auditeur qui semblait lui-même la vive image de l'éloquence militante, au milieu de tous ces souvenirs de gloire patriotique et de liberté, seule âme de la parole, et laissant si fort en arrière la scolastique de l'art et la science des rhéteurs. Ce n'est pas tout : à part l'émotion du public, la personne même du général, l'air de supériorité naturelle empreint dans tous ses traits, l'expression de sa physionomie, toujours en mouvement comme sa pensée, rendait fort périclitant de parler devant un esprit d'une si pénétrante et si vive nature.

Ayant à peine dépassé le milieu de la vie, quoique d'apparence moins jeune que son âge, non pas fatigué ou refroidi, mais cicatrisé par la guerre, le général Foy, avec son front large et chauve, où retombaient de loin quelques mèches de cheveux blanchis, son profil ouvert et martial, et surtout le feu incessamment mobile de ses regards, portait en lui une sorte de fascination, de séduction impérieuse, donnée bien rarement à l'homme de tribune, et sous laquelle j'avais vu souvent ailleurs s'incliner l'esprit de parti, et se courber, en frémissant, l'intolérance politique.

Par momens, sur ce visage sévère et fier, et aux deux coins de cette bouche expressive, passait un sourire à glacer l'*improvisateur* le plus confiant ou le plus modestement résigné aux vicissitudes de la parole.

Promptitude d'esprit et hauteur d'âme, merveilleuse facilité à tout saisir, impatience naturelle de toute lenteur et de toute faiblesse dans autrui, c'était, au premier abord, la disposition imminente et comme l'irrésistible instinct du général Foy. Ajoutons que l'ardeur d'opinion commune alors, le mouvement public vers des institutions de liberté, un certain zèle libéral répandu dans l'air tournait les esprits à n'estimer que l'éloquence vigoureuse et pratique servant à la défense des intérêts nationaux, ou parfois à la passion calculée qui simulait habilement cette défense.

Quoi qu'il en soit, même devant cette préoccupation générale, et pour cette époque animée d'une si généreuse ardeur de droit et de légalité, il pouvait y avoir plus d'un attrait, piquant alors, dans l'étude de la grande *Rhétorique* d'Aristote, et surtout dans ce qu'on pourrait nommer sa *psychologie politique*, dans son analyse originale et profonde des caractères nationaux et individuels, des mœurs et des passions sur lesquelles doit agir la parole oratoire. En dehors de cette monnaie courante de la parole banale si fort usitée dans le gouvernement des états modernes, libres ou non, paraissaient là, gravées et rangées par la main d'un sage, comme autant de médailles de la nature humaine, reconnaissables après deux mille ans. Ces types de vérité, choisis et définis par le grand philosophe, comme la matière vivante que doit connaître à fond et dominer l'orateur, en ramenaient sous nos yeux quelques autres, épars dans les historiens et surtout dans Thucydide, homme de guerre, homme d'état, et proscrit politique avant d'être historien, et comme pour s'y préparer.

Rien, par exemple, ne pouvait paraître alors moins suranné, et n'est plus instructif pour tous les temps que le portrait tracé par Thucydide du peuple dont les orateurs d'Athènes se disputaient la conduite, de ce peuple mobile avant tout, ardent, découragé, fier, humble, vif, ingénieux, inerte, se laissant lourdement tromper, de ce peuple esclave ou tyran, dont Aristophane se moquait en face, et qu'un peintre, Parrhasius, selon Pline (1), avait représenté sous les traits prodigieux d'un personnage qui réunissait tous les contrastes imaginables de caractères et de passions, tous les extrêmes d'élévation et de bassesse. Le portrait qu'en avait fait Thucydide était plus grave et moins satirique, sans être moins vrai.

« Les Athéniens (2) sont grands faiseurs de nouveautés, également vifs à concevoir et à réaliser par l'exécution ce qu'ils ont conçu. Vainqueurs de leurs ennemis, ils vont à tout; vaincus, ils s'abattent au dernier degré; ils usent de leur corps au service public, comme de la

(1) *Plinii Historiæ naturalis lib.* XXXV, *c.* 36.
(2) Thucyd., *Hist.*, lib. Ier, § 70.

chose qui leur est le plus étrangère, et de leur esprit, comme d'une propriété qui appartient à la patrie et doit sans cesse être en action pour elle. N'emportent-ils pas ce qu'ils ont projeté, ils se croient dépouillés d'un bien à eux. Saisis de ce qu'ils poursuivent, ils en font peu de cas, par comparaison aux chances à venir. S'ils échouent au contraire dans quelque entreprise, ils ont aussitôt rempli ce vide en se faisant une espérance inverse. Seuls en effet, la chose dont ils ont l'idée, ils la possèdent, en même temps qu'ils l'espèrent, par leur promptitude de main à exécuter ce qu'ils résolvent, et tout cela, ils le font à travers des labeurs et des périls soufferts toute la vie. Ils jouissent peu des biens présens, par cela qu'ils y voient possession toujours uniforme, et que pour eux il n'y a de jour de fête que celui où ils achèvent une œuvre nouvelle, ne regardant pas la tranquillité sans trouble comme un moindre mal que l'agitation sans relâche, de sorte que, si quelqu'un, les prenant en masse, disait qu'ils sont mis au monde pour n'avoir jamais de repos, et pour n'en laisser jamais aux autres hommes, il dirait juste. »

Ces paroles, fidèlement copiées de l'original et librement redites, si près de nos grandeurs et de nos revers, dans un temps où le souffle de la France, même en paix, semblait encore agiter l'Europe et semer partout les révolutions, en Grèce, à Naples, en Espagne, en Piémont, ces paroles toutes historiques intéressaient vivement le public d'alors, et nos jeunes Athéniens de 1825 n'étaient pas fâchés de croire s'y reconnaître.

D'autres leçons, bien anciennes, mais toujours oubliées, sortaient de cette étude de l'homme dont Aristote a fait si justement le fondement de l'art de persuader, ce grand art, le premier de tous chez un peuple libre et éclairé, mais le plus inutile et par conséquent le plus abandonné sous la conquête, ou sous le pouvoir absolu, qui n'est que la conquête à l'intérieur.

On écoutait donc avec ardeur, dans cette studieuse assemblée, la reproduction exacte de quelques-unes de ces pages antiques, qui ne sont devenues des lieux communs que parce qu'elles sont des vérités profondes. Le portrait de la jeunesse surtout attacha le jeune auditoire, si souvent alors ému par les passions et les controverses du temps : « Les jeunes hommes (1) sont d'humeur changeante et promptement dégoûtés dans leurs désirs; ils souhaitent fortement et se lassent bientôt. Leurs volontés sont vives, elles ne sont pas grandes; elles passent comme les soifs et les faims des malades.

« Impétueux, ardens, emportés par leur fougue, ils ne se gouvernent point; passionnés pour ce qui honore, ils ne supportent pas

(1) Aristot., *Rhet.*, lib. II, c. 12.

d'être comptés pour rien, mais s'indignent, s'ils se croient offensés; ils aiment les distinctions, surtout celle de la victoire, car la jeunesse est jalouse de prééminence, et la victoire est une prééminence. Ils ressentent ces deux ambitions, bien plus que la convoitise d'argent; ils sont très-peu avides, parce qu'ils n'ont pas fait encore l'essai du besoin. Leur disposition naturelle n'est pas malveillance, mais candeur, parce qu'ils n'ont pas encore eu le spectacle de nombreuses perversités, et de même ils sont confians, parce qu'ils n'ont pas encore été souvent trompés; ils sont prompts à l'espérance, parce qu'ils sentent en eux une ardeur venant de nature qui les anime, comme des gens échauffés par le vin, et aussi parce qu'ils n'ont pas encore éprouvé beaucoup de mécomptes.

« Ils vivent surtout dans l'avenir. L'espérance appartient à l'avenir : le souvenir fait partie lui-même des choses passées. Or, chez les jeunes gens, l'avenir est vaste, le passé fort court. Aux premiers jours de la vie, il leur semble qu'ils n'ont à se souvenir de rien, mais qu'ils doivent espérer tout, et par là même, ils sont faciles à décevoir, car ils espèrent aisément : ils en sont plus hardis à entreprendre, étant chauds de cœur et bien présumant des choses : deux conditions dont l'une ôte la crainte, et l'autre donne l'audace, car l'homme ardemment excité ne redoute rien, et celui qui s'attend à quelque avantage est entreprenant. Ils sont sensibles à la honte, parce qu'ils ne savent pas encore prendre pour belles les choses qui ne le sont pas, et qu'ils n'ont encore reçu que l'enseignement de la loi. Ils ont l'âme généreuse, car ils n'ont pas encore été rapetissés par la vie, et ils n'ont pas l'expérience des nécessités du monde : et puis, la générosité d'âme, c'est de s'estimer soi-même digne de ce qui est grand, et cela va bien avec l'espérance. Ils aiment mieux aussi faire ce qui est beau que ce qui est utile, car ils vivent de sentiment plus que de raisonnement; or le raisonnement relève de l'intérêt, le sentiment ne relève que du beau moral.

« Ils ont, plus que les autres âges, le goût de l'amitié, de la camaraderie, par l'attrait de vivre ensemble, et aussi parce que, habitués à ne porter encore nulle part une vue d'intérêt, ils n'en portent pas non plus dans le choix des amis. En tout, ils pèchent par l'ardeur et l'excès, à l'encontre de la maxime du sage : ils font toutes choses trop; ils aiment trop, ils haïssent trop, et de même pour tout le reste; ils croient tout savoir, et ils dogmatisent. Cela même est la cause de l'exagération qu'ils mettent en tout; s'ils font quelque mal, c'est plutôt insolence que malignité. Ils sont sensibles à la pitié, sous une impression qui les porte à croire tous les hommes honnêtes et bons, car ils jugent autrui par l'innocence d'intention qu'ils ont eux-mêmes, de telle sorte qu'ils croient volontiers que les autres souffrent

injustement. Ils aiment à rire, et partant, ils sont moqueurs; la moquerie est de l'insolence bien élevée. Voilà, ce me semble, en général les caractères des jeunes gens. »

Pour concevoir l'effet direct, l'involontaire allusion que pouvait offrir, il y a plus d'un quart de siècle, ce calque fidèle d'antiques observations gravées, il y a deux mille ans, par le génie, d'après le peuple le plus civilisé du monde, il faut se reporter à notre France de 1824 et de 1825, à l'ardeur d'étude, à l'émulation publique et privée, au goût, aux habitudes de discussion qui régnaient alors, grâce au jeu libre des institutions et au mouvement des esprits, plutôt excité qu'amoindri par les tendances ou les velléités contraires du pouvoir.

Cette peinture de la jeunesse semblait être la peinture même de la nation dans le noble travail dont elle était préoccupée, et qui, de la tribune éclatante et libre, rejaillissait sur tout le pays tranquille et animé, industrieux et savant, réunissant au même degré les profits du commerce, la splendeur du luxe et l'élégante activité des arts. L'illustration des grands talens dont brillaient les chambres, l'écho prolongé de leurs débats, la liberté quelque peu contenue mais réelle des discussions extérieures, l'avénement d'une école nouvelle en littérature, et l'heureuse inspiration de quelques-uns de ses chefs, inspiration plus durable et plus vraie que leurs théories, tout concourait à élever le niveau de la pensée française et à entretenir la nation dans un progrès d'émulation et d'espérance. Ce qu'il pouvait y avoir de résistances et de vœux rétrogrades dans une partie de la société n'arrêtait pas un si noble et si naturel élan. Ce que la pratique et la prospérité même du gouvernement parlementaire amenaient çà et là de vues intéressées et de corruptions ne détruisait pas les germes heureux que la liberté jetait dans les âmes. Le mot profond, littéralement traduit d'Aristote : « Ils ont l'âme généreuse, car ils n'ont pas encore été rapetissés par la vie, » fut senti vivement du jeune auditoire, qui semblait se l'appliquer volontiers, par maligne comparaison à quelques exemples, en ce temps-là célèbres, de désertions et d'apostasies bien effacées depuis, il faut en convenir. L'esprit français alors se croyait, se sentait, se voulait prédestiné à la possession d'un gouvernement libre et régulier, fondé sur l'intérêt de tous, la participation effective dans les affaires de la classe indépendante et éclairée, l'extension laborieuse et continue de cette classe, et la promotion de l'expérience et du talent, sous les yeux du public et avec l'assentiment de l'opinion.

La France jouissait déjà d'un grand nombre de réformes obtenues au milieu de ces controverses spéculatives et pratiques qui sont la vie morale des peuples; en dix ans de gouvernement représentatif incomplet d'abord, elle s'était remise dès plus grands désastres que

les fatalités de l'esprit de conquête aient jamais attirés sur un peuple, et e le était parvenue à un point élevé de bien-être et de liberté réunis.

Il ne faut donc pas s'étonner que le sentiment, le reflet, l'effervescence même de cette vie publique, si heureusement réalisée dans les grandes choses, pénétrât partout, se produisît sous toutes les formes et se mêlât presque aux études comme aux affaires. S'il restait encore quelque trace des rancunes militaires ou des réminiscences démagogiques qui, par voie d'affiliations ou même de complots, avaient paru menacer d'abord l'heureuse forme de gouvernement inaugurée pour la France par la charte de 1814, ces souvenirs et ces obstacles semblaient s'affaiblir chaque jour et se perdre dans le progrès d'un ordre légal affermi. Dégoûtée de l'esprit de trouble et d'impatience révolutionnaire qui s'était réveillé après 1815, la jeunesse n'était pas lasse, Dieu merci, de l'esprit d'émulation et de liberté que légitimait la constitution même de l'état.

En vue de ce noble avenir, tout ce qui dans cette jeunesse était distingué par le talent naturel, aidé par la fortune ou stimulé par la pauvreté, se livrait avec ardeur à de laborieuses études, et, mettant à cette ambition scolaire une sorte de patriotisme, se croyait destiné à vivre et à s'élever sous de libres institutions, dont ses efforts serviraient un jour à garantir et à marquer honorablement la durée. Cette pensée répandue dans l'élite de la jeunesse (et le mot d'*élite* ne s'appliquait pas alors par privilége à la profession des armes), cette pensée, dis-je, pouvait être encore exagérée ou mal comprise, et aboutir parfois à des démonstrations imprudentes; mais le caractère général, l'esprit dominant de la société nouvelle était de plus en plus analogue aux institutions espérées et méritées par la France.

On sentait surtout cette conviction utile et vraiment morale, que la liberté politique n'est pas seulement une force, un droit, une puissance du grand nombre, qu'elle est une science qu'il faut acquérir et perfectionner par l'étude, une vertu qu'il faut maintenir par le caractère, et au besoin par les sacrifices. Ainsi l'idée du devoir était entrée dans l'esprit de la jeunesse avec les idées de liberté constitutionnelle. L'amour de la patrie, inséparable de l'orgueil pour la patrie (car on n'aime que la patrie dont on s'honore), se fortifiait par la pensée du grand rôle que la France paisible et libre avait en Europe. On se disait que ce peuple guerrier, qui pendant quinze ans avait troublé ou dominé le monde de ses victoires et de sa dictature, et n'avait pu parler que par les sanglans bulletins et les décrets absolus de son chef, il était beau de l'entendre aujourd'hui reprenant la parole, pour faire assister tous les peuples à l'œuvre législative de fondation et de bien-être national qui s'accomplissait dans son sein. On savait que partout, à l'étranger, les yeux étaient fixés sur la France, les esprits

attentifs aux délibérations de ses assemblées, au caractère d'équité, de modération, qui parfois, en dépit des hommes, par la force des institutions, par la vertu de la tribune publique, se communiquait à nos lois nouvelles.

De nos jours, ce n'est guère l'usage de flatter le passé, à moins que le présent n'y soit intéressé : nos souvenirs ne peuvent donc être suspects d'exagération; mais quelle ne fut pas alors, quelle n'avait pas été, dès 1819, l'influence extérieure de la législature de France! Quels n'avaient pas été surtout l'éclat et l'enseignement des mémorables discussions touchant la liberté de la presse et l'organisation légale de l'armée! Quel ne fut pas, en 1823 et dans les deux années qui suivirent, le retentissement des débats sur l'expédition d'Espagne, sur les réfugiés espagnols, sur les lois électorales, sur la formation des listes du jury, enfin sur les flux et reflux divers d'une liberté plus développée ou plus restreinte, mais toujours du moins garantie par la publicité et la loi! Quelle célébrité, quelle autorité n'avaient pas obtenue dans toute l'Europe les noms des Lainé, des Royer-Collard, des Camille Jordan, des de Serre! N'était-ce pas, en quelques années, comme un titre nouveau acquis à l'esprit français? Quelle lumière semblait au dehors portée dans l'administration et dans les finances de la France par la parole intègre et précise d'un Benjamin Delessert, le fondateur charitable de l'institution des caisses d'épargne, ou par la polémique instructive et piquante de M. Casimir Périer et de M. Laffitte lui-même!

De toutes parts éclatait, pour ainsi dire, une noble rénovation de l'esprit français. Des hommes qui, entraînés et comme absorbés dans la dévorante activité de l'empire, y avaient silencieusement occupé de grands emplois, rendu de grands services, déployaient, à l'air libre de la France constitutionnelle, un autre ordre de talens, une supériorité meilleure, et les Pasquier, les Molé, les Daru, faisaient apprécier au loin, avec l'habileté politique et la science des affaires, l'ascendant, nouveau pour eux, de la discussion publique et de la parole applaudie. Le problème d'une double assemblée à fonder dans ce pays d'extrême égalité était résolu par l'éclat intellectuellement aristocratique dont brillait l'assemblée où siégeait, à côté de M. Molé, M. le duc de Broglie, armé d'une science de publiciste si élevée et si exacte, et d'une parole si forte avec simplicité, et où, près des traditions variées et de l'esprit supérieur avec grâce de M. de Talleyrand, se rencontrait le duc de Fitz-James avec sa vive éloquence, M. de Tracy, le courageux Lanjuinais, et la splendeur oratoire de M. de Chateaubriand.

Là souvent la discussion la plus approfondie et même les opinions les plus généreuses corrigeaient l'apparente inégalité de faveur po-

pulaire entre les deux chambres, et donnaient à la pairie judicieuse et modératrice plus de crédit que n'en avait l'impétuosité de zèle monarchique prédominante dans la chambre élective.

Ainsi, malgré les difficultés de toute restauration, malgré les entraînemens inévitables de tout parti vainqueur après une longue attente, même sous une administration fréquemment abusive et sans grandeur, la France, libre et prospère, était le spectacle de l'Europe. L'activité, la richesse, le mouvement général des intelligences et l'esprit de légalité s'y développaient à la fois, et la nation reprenait, par l'ascendant heureux de ses lois, plus d'autorité morale qu'elle n'en avait exercé par ses victoires.

L'arbre cependant était piqué au cœur, et il y avait un défaut grave, un péril prochain dans le grand succès qui suivit la guerre d'Espagne, et qui permit, quelques années après, l'expédition d'Alger; mais ce péril, cet écueil caché, si redoutable à la monarchie restaurée, ne semblait pas menaçant pour la nation même, que l'on vit, à la suite des secousses profondes de 1830, reprendre et mûrir encore, avec l'active habileté du gouvernement représentatif, tous les avantages de la paix, et tous les genres de prospérité qui s'accroissent par l'ordre et la liberté. Ce danger prochain et non soupçonné de la monarchie en 1825, c'était le triomphe même de ses dernières entreprises, le progrès apparent de sa force, et la tentation pour elle de s'affranchir un jour, comme d'un obstacle, de la *constitution* qui lui était une contrariété et un appui. Pour tout pouvoir en effet, il y a deux sortes de dangers : la lutte intérieure, les résistances à vaincre, les ennemis à désarmer, puis la pleine et excessive victoire, sans obstacles survivans et sans libres remontrances. De ces deux périls, le premier n'est pas le plus grand.

La pensée que la restauration, puissante dans le cercle des lois, ayant comprimé ou découragé ses ennemis, relevé et indemnisé ses amis, aspirait encore au-delà, et voulait se délivrer un jour de la charte, cette pensée, vraie ou supposée, était le poison du règne de Charles X. Il s'y mêlait cette considération relative aux personnes, toujours si capitale dans les chances qui décident du sort des états, la vieillesse et l'esprit à la fois léger et opiniâtre du roi, le peu de supériorité du dauphin, le peu de popularité de son héroïque et sainte épouse.

Il y avait donc à la fois en France beaucoup de bonheur et point de sécurité, beaucoup d'ordre matériel et une grande agitation des esprits.

Le général Foy, le moins conspirateur des hommes, était cependant très accessible à cette anxiété publique, et souvent il l'excitait par la vivacité de son langage et ses colères de tribune; dans les

abus d'administration qu'il combattait et dans l'action permanente de la *majorité* dite royaliste, il voyait un danger continu pour les intérêt de révolution et de liberté, et il aimait, comme les hommes populaires de ce temps, à s'appuyer contre cette crainte des manifestations extérieures de la jeunesse, des journaux, de la littérature, de tout ce qu'on appelait alors l'opinion publique. Il sortit donc de la Sorbonne singulièrement satisfait et flatté de cette ovation accidentelle que quinze cents jeunes gens, destinés pour la plupart à recruter les professions savantes de la société, avaient improvisée pour lui autour d'une chaire qui, toute scolastique et innocente qu'elle était, leur paraissait, en quelque sorte, faire partie des habitudes légales et des mœurs nouvelles de la France.

Mais, aux yeux de certaines personnes importantes, les choses ne pouvaient se passer ainsi. On fit grand bruit de cette séance, et du fanatisme littéraire et politique de la jeunesse pour le général Foy.

Quelques esprits extrêmes voulaient la suppression immédiate du cours; d'autres, l'interdiction future des cours publics à toute personne étrangère aux études; d'autres, le changement du professeur. L'affaire fut discutée à fond; mais d'après le décret du 17 mars 1808 et même une ordonnance de 1815, les professeurs étaient alors réputés inamovibles, et de plus le ministre de l'instruction publique et des cultes était un homme considérable, un évêque d'un caractère grave et doux, célèbre pour avoir lui-même parlé en public avec mesure et dignité dans des jours de défiante oppression. Il écouta peu les plaintes et les exclamations des personnes zélées, et il se contenta de répondre que « le professeur d'éloquence française aurait mal fait son devoir, si les jeunes gens qui l'écoutaient, et qu'on ne pouvait pas empêcher de lire les journaux monarchiques et libéraux, n'avaient pas pris un goût très vif pour la parole brillante du général Foy. » Le mot scandalisa certains politiques qui se plaignirent de la faiblesse de Mgr l'évêque d'Hermopolis, et insinuèrent avec tristesse qu'il était d'ailleurs malheureusement un peu *gallican;* mais on lui en sut gré dans la minorité de la chambre des députés, et à la discussion, très longue alors, du budget, lorsque vint le chapitre jusque-là très attaqué du ministère de l'instruction publique et des cultes, M. Casimir Périer, un des rares adversaires que l'opposition fort réduite pouvait mettre en campagne contre le ministère, combattit le prélat-ministre avec une expression particulière d'égards et une courtoisie vraiment édifiante, où la majorité vit avec satisfaction un signe du *progrès religieux.*

Cependant, dès les premiers jours, le général Foy, un peu grondé par M. Royer-Collard sur l'explosion inévitable de ses visites en Sorbonne, et se la reprochant lui-même avec cette chaleur de bienveil-

lante inquiétude qui lui était innée, était venu voir le professeur, qu'il craignait d'avoir compromis. Celui-ci parut assez confiant, cita les décrets de 1808 et de 1810, l'article 26 de l'ordonnance royale de février 1815, qui déclare les *professeurs de facultés nommés à vie*, et du reste il affirma qu'il n'avait entendu parler de rien, hormis une dénonciation très violente dans quelques journaux ultra-monarchiques. Le général Foy, calmé sur son scrupule d'affectueuse bonté, se livra tout entier au plaisir que lui avait fait cet élan cordial d'une jeunesse studieuse.

« Quel noble pays, disait-il, que cette terre qui donnait, il y a quinze ans, de si vaillans *conscrits* pour les champs de bataille d'Espagne ou de Russie, de si intelligens officiers après un an de *Fontainebleau*, et qui aujourd'hui, sans que nous ayons de moins braves gens dans nos armées de paix et de police monarchique au dehors, peuple nos écoles d'une si brillante jeunesse! Avec quelle émotion je les voyais se lever, se pencher de toutes parts vers moi! Quels auditeurs! combien de bon sens et d'esprit dans leurs approbations et parfois dans leurs silences! Il y aura là des gens qui vaudront mieux que nous, déjà vieux ou demi-jeunes. Quels avocats! quels magistrats! quels futurs députés dans cette jeunesse ainsi nourrie de grec, de latin, d'histoire, de droit public, à l'occasion du droit civil, et tout entretenue d'Aristote et de Bossuet! Vous faites bien de ne les occuper que de l'admiration des grands écrivains. Comme disait l'empereur, « il n'y a que les grands esprits qui forment les « grandes nations. » Malheureusement, lui, il ne voulait pas que les esprits, grands ou petits, fussent libres le moins du monde, de sorte que dans tout son empire il n'y avait ou il ne restait de grand esprit que le sien. Cela ne nous a pas profité, car un seul ne suffit jamais à tout.

« Mais revenons à ce temps-ci, continua-t-il. Que j'aime la jeunesse de vos écoles! et que ne deviendra pas ce pays lorsqu'il aura seulement, par-dessus nos souvenirs de révolution et de gloire militaire, vingt ou trente ans de bonne liberté constitutionnelle! Ce qui doit y préparer surtout, ce sont les sérieuses, les opiniâtres études. Rien n'est meilleur pour élever et pour discipliner l'âme.

« Voilà ce dont je sais gré à votre Université. Je suis sûr que bien des jeunes gens ne sortent de vos cours publics que pour aller aux bibliothèques demander de vieux livres, et s'y accouder pour le reste du jour. C'est là où je les aime. Il y a deux ans, à l'époque des escobarderies sur la loi électorale, j'étais désolé quand je voyais des encombremens d'étudians, qu'on appelait *des émeutes*, entassés autour de la chambre et sur le pont, et j'étais impatienté plus que je ne puis dire le jour où Benjamin Constant faisait écho à ces démonstrations

et nous parlait de cette jeunesse *vénérable* que repoussaient assez brutalement les agens de police. Ce sont là de ces ridicules de parti que je ne subis pas, et de ces vaines provocations que je déteste; mais qu'après de fortes études dans les lycées, des études concentrées et vigoureuses comme les voulait l'empereur, il y ait de grands cours publics librement suivis où, pendant les trois ou quatre années des *inscriptions* de droit et de médecine, et pendant le premier stage du barreau et parfois de la magistrature, on se fortifie dans les connaissances générales de philosophie, d'histoire et de lettres anciennes ou modernes, cela me charme, cela me paraît la vie morale et la perpétuité croissante d'un peuple.

« Dans nos temps modernes, pour aimer la liberté et pour en bien user, il faut beaucoup savoir, beaucoup comparer, beaucoup juger.

« Que l'éducation prépare à cela, il ne restera plus qu'à supprimer cette barrière des quarante ans, qui ne nous laisse passer que trop vieux, et attarde nos successeurs; alors, quel que soit le mode électoral, ce pays d'esprit et de travail donnera d'excellens députés. Ah! je ne puis vous dire combien je suis heureux de ce que j'ai vu. On serait bien coupable et bien maladroit de vouloir, par esprit de réaction et de défiance, ôter à la France un tel avenir, et on n'y réussirait pas, du moins pour longtemps. »

Tout ceci n'est qu'une bien faible image des expressions mêmes du général Foy dardées de sa voix et de son regard, avec cet air de franchise et de passion qui faisait sa physionomie. — Déjà cependant la fatigue de cinq ans de tribune, succédant à plus de vingt ans de guerre continue, était fort sensible en lui, et mêlait par momens une impression de souffrance à cette parole vibrante et forte, à cette intonation toujours émue et rapide, où semblaient retentir les battemens trop précipités de son noble cœur. Je l'écoutais, je le regardais, et, muet devant lui, j'avais l'air sans doute d'avoir appris de mémoire les paroles que je disais naguère en Sorbonne, avec assurance, devant un si nombreux auditoire. Subjugué ainsi, j'éprouvais en toute humilité l'ascendant de l'éloquence effective et virile sur la spéculation studieuse : c'est ce que Pascal exprimait si bien, quand il parlait de la satisfaction d'avoir devant soi, *non pas un auteur, mais un homme.*

Je me bornai enfin à remercier le général Foy de la bonne opinion qu'il avait, du bon augure qu'il tirait de nos études classiques ainsi prolongées, puis je hasardai là quelques souvenirs, qui m'étaient déjà familiers, sur la forte éducation et l'éloquence savante, quoique libre et pratique, des orateurs anglais.

Le général Foy avait médiocre sympathie pour eux; ce qu'il en avait lu, me dit-il, était trop technique, trop local, trop peu mar-

qué de cette philosophie généreuse, de cet esprit d'humanité, autant que de patriotisme, qui lui semblait à bon droit l'honneur de la tribune française. « C'est un grand pays, disait-il, que l'Angleterre, mais c'est un pays de droit coutumier; oh! si la France pouvait être régulièrement libre et stable pendant un ou deux règnes constitutionnels, comme elle établirait mieux le droit et l'égalité! Et puis, ajoutait-il, je sortais de l'école d'artillerie de La Fère en 1792; j'ai vu la première invasion et la terreur, et, jeune lieutenant, je dis en face son fait au proconsul Joseph Lebon, sauf à être guillotiné quelques jours après, s'il n'était survenu le 9 thermidor. Je ne pouvais tenir à cet excès d'horreur; mais aussi j'ai gardé du même temps grande aversion pour la politique anglaise. M. Pitt, si froid et si dur, est pour moi Machiavel à la tribune. »

« — Ce jugement est bien sévère, général, essayai-je de dire; le discours de M. Pitt pour l'abolition de *la traite des nègres*, ses touchantes paroles sur le malheur des indigènes arrachés à la côte d'Afrique, ce rapprochement si pathétique entre le sort des races encore barbares et opprimées — et la splendeur sociale de cette Angleterre qui, du temps de César, conquise et sauvage elle-même, ne semblait pas, nous dit Cicéron, capable d'envoyer au marché de Rome un esclave intelligent : cela me semble animé d'un souffle sublime de morale et d'éloquence. Que j'aime dans la discussion sur la traite des noirs, à la fin de cette longue séance de nuit dominée par la parole de M. Pitt, ce beau souvenir de Virgile qui se rencontre avec le lever du jour, et qui semble l'image allégorique du réveil alternatif des peuples et de la pitié secourable qu'ils se doivent l'un à l'autre!

Et nos primus equis oriens afflavit anhelis;
Illic sera rubens accendit lumina Vesper. »

« — Bien, bien, dit le général en riant, vous êtes trop candide; c'est là de la rhétorique fort belle, j'en conviens, comme M. Pitt, premier ministre à vingt-deux ans, en apportait au parlement; c'est de l'humanité ostensible et bruyante, comme il lui en fallait pour se recommander à la grâce divine des méthodistes et de M. Wilberforce. Que les Anglais abolissent la traite des blancs dans l'Inde! qu'ils n'aient pas gardé Malte contre les traités, incendié Copenhague sous la caution de la paix, et soldé quatre coalitions pour forcer une révolution égarée à devenir atroce, et un grand capitaine, digne d'être un législateur, à se perdre dans une guerre à mort contre l'Europe! alors je croirai à leur pieuse philanthropie... Non, continua-t-il avec impatience, j'aime la liberté anglaise, l'industrie anglaise, la valeur anglaise même, telle que je l'ai vue de près en Espagne, en Portugal et à Waterloo; mais tout cela, je le tiens bon pour l'Angleterre, et

je veux les mêmes choses autrement et plus grandement encore pour la France.

« Ce n'est pas à leur mesure qu'il faut régler nos dicours, pas plus que nous ne marchons de leur pas; je n'aime ni qu'on les cite sans cesse, ni qu'on les imite trop. Nous ne datons pas du *bill des droits*, mais de 1789, et des grands *interim* nationaux qu'avait remplis la royauté sous Henri IV, sous Richelieu, sous Louis XIV. La France, au lieu du gouvernement par vieux précédens parlementaires et par influences aristocratiques, doit avoir une tribune éclatante, agissant directement sur l'opinion du pays, et une administration tirant toute sa force et son meilleur titre de cette tribune. Avec cela, de très grandes choses seraient encore possibles, même pour la vieille dynastie des Bourbons, même avec quelques émigrés dans le ministère, pourvu qu'ils soient éloquens comme de Serre, et loyaux et honnêtes comme ce bon M. de Corday... »

Et le général, s'animant, allait tomber tout à fait dans la politique, et bien loin de la distraction qu'il avait cherchée dans la visite dont il m'honorait; mais, s'arrêtant tout à coup, avec un demi-sourire : « Je disais donc, reprit-il, que votre littérature anglaise, vos orateurs anglais, leurs énormes discours, leurs démonstrations sans fin ne sont pas à notre usage. En France, on ne sait pas s'ennuyer, bien que cela arrive souvent. Il faut une parole plus agile, plus prompte à l'assaut, plus vive à la riposte, comme la course de nos vélites, qui emportaient une redoute avant que Wellington n'eût, en arrière, déployé toute sa ligne. Le modèle que je souhaite à nos orateurs, l'inspiration efficace, après l'étude profonde des choses s'entend, c'est l'éloquence antique; c'est pour cela que j'aime les fortes études des lycées de l'empire, bien que le maître ne songeât guère à ce résultat en les fondant; c'est ce que j'approuve encore dans la jeunesse actuelle, et ce qui me fait lire avec une extrême satisfaction les écrits de nos jeunes publicistes, de nos jeunes historiens, de votre ami Thierry, éloquent avec des lambeaux de chroniques barbares, et qui a pour moi découvert le moyen âge, comme Colomb l'Amérique, de mon ami de Barante, si touchant et si neuf dans ses *Mémoires* de Mme de La Rochejacquelein, de Philippe de Ségur, vraiment admirable et d'un intérêt qui dévore dans son récit de Moscou, enfin de deux jeunes gens de notre bord, qui ont grand succès et grand avenir, je crois, Thiers et Mignet, avec leurs *Histoires de la Révolution* tant soit peu polémiques, selon la loi du temps, mais singulièrement intelligentes et instructives, ou par l'analyse habile qui concentre les choses, ou par la narration facile et complète qui les déploie.

« J'apprécie surtout à ce titre les solides et nerveux écrits de Guizot. Voyez comme l'antiquité lui sert, même pour la polémique du

jour. Par exemple, dans sa brochure *de la Peine de mort en matière politique*, quelle citation et quel commentaire de Tacite! et par-là comme la controverse est élevée à la hauteur du droit éternel et de la morale! Jusque dans une simple notice, celle du colonel Edmund Ludlow, on sent sous sa plume un coloris tout empreint de cette vigueur classique des anciens. Nous l'attendons à la tribune en personne et pour son compte, et je ne doute pas qu'il n'y grandisse, trouvant là autant de matière à la passion sérieuse qu'il apportera de savoir et de talent.

« Les anciens, ajoutait-il, outre le génie, avaient l'âme libre et haute, même sous l'empire. Je suis persuadé que, malgré toutes les différences de conditions sociales et de mœurs, l'étude des anciens est encore aujourd'hui la plus excitante et la plus nourrissante pour notre tribune de France. Où voulez-vous qu'on se prépare à cette éloquence mâle et sensée que demande le bon gouvernement d'un état libre? car c'est là qu'il faut aboutir. Sera-ce dans Voltaire, qui se moque de tout, qui sape et mine, même sans vouloir abattre, et qui pensait pouvoir n'ôter du monde que la foi et le respect, le christianisme et l'honneur, sauf à garder d'ailleurs tout l'ancien régime, y compris les maîtresses de princes et les gentilshommes de la chambre? Sera-ce dans Rousseau, qui voit si souvent faux, qui déclame tant et qui confond perpétuellement le despotisme du nombre avec la souveraineté de la justice? Sera-ce même chez Montesquieu, que je relis sans cesse, que j'admire passionnément, mais qui, dans son style si fort et si brillant, ne donne guère que la raison du passé, ne célèbre que ce qui n'est plus, et nous ouvre si peu de voies nouvelles, si peu de perspectives sur l'avenir, sauf son fâcheux pronostic, que je ne veux pas admettre : *L'Europe se perdra par les gens de guerre?*

« Je ne parle pas de notre XVIIe siècle, aussi grand, mais non pas plus grand dans l'éloquence et les lettres que dans la science de la guerre et dans le gouvernement : il est admirable, mais il vivait d'une autre vie que la nôtre; il met la grandeur dans le pouvoir absolu corrigé par le sentiment de la gloire. Ce n'est pas là ce qu'il nous faut, ni ce qui est possible aujourd'hui. Il fait coexister la dignité des classes, l'honneur des individus, le génie des écrivains et la toute-puissance du monarque. Aujourd'hui, sans liberté parlementaire et civile, nous n'aurions que la nullité des classes, la servitude intéressée des individus, et le despotisme onéreux au dedans et sans force à la frontière. Inspirer en France l'esprit de justice et de liberté, faire des hommes publics, créer une génération dévouée à la défense et à la science des intérêts de l'état, c'est là l'œuvre du patriotisme, et l'intérêt bien entendu de la royauté, dont je suis fort partisan, vous le savez, pourvu qu'elle soit française et libérale.

« Pour cela, le XVIIIe siècle ne nous donne rien, quoiqu'il ait eu par momens, à la tête des affaires, de grands hommes de bien, Turgot, Malesherbes. Mais ce n'étaient pas des hommes de bien assez armés en guerre; ils n'auraient pas vécu dans le feu des débats publics; ils n'auraient pas discipliné une assemblée par l'ascendant de la raison munie d'éloquence. Mirabeau seul était capable de cela; mais la maison était en ruine, quand on l'appela pour la soutenir; il ne parut lui-même qu'un homme de destruction. Parlement, noblesse, royauté qu'il voulait garder, il abattait tout à coups de hache, et il mourait au milieu de cette démolition, sans qu'on voie ce que vivant il aurait pu faire pour en relever quelque chose. Par-là, ses discours ont peu d'application pour nous. Lorsqu'il n'était que véhément ou emporté par le souffle du temps, il nous paraît déclamateur. Que nous fait aujourd'hui d'ailleurs la *déclaration des droits de l'homme* et la constitution civile du clergé? Qui concevrait le droit de paix et de guerre comme Barnave ou Mirabeau l'étendaient ou le resserraient? Il nous faut maintenant quelque chose de plus précis et de plus pratique. Il ne s'agit pas des *droits de l'homme,* mais de garanties légales bien déterminées pour le citoyen; pas de tribunaux d'exception, commissions militaires ou autres : personne distrait de ses juges naturels; le jury pour tous les crimes ou délits politiques, et les délits de la presse compris dans cette catégorie : tout cela est simple et d'une logique usuelle; tout cela se coordonne et se tient. De Serre a posé là-dessus les vrais principes, et, il faut en convenir, admirablement. Je ne connais rien, en débats législatifs, au-dessus des mémorables discussions sur la loi de la presse en 1819 : ce sont des vérités acquises. Un peuple serait bien à plaindre de les oublier jamais. Il peut y avoir ensuite des réactions, des reviremens de majorité, des mutilations partielles du droit; mais le principe est fondé, et ce qui en reste ramènera tôt ou tard ce qu'on a perdu.

« Quant au droit de guerre et de paix et à toutes les formes de droit extérieur, nul doute que cela n'appartienne à la royauté, quand il y a royauté; mais par le fait aussi, tout cela relève indirectement des chambres par le vote de l'impôt et la fixation des dépenses et des recettes de l'état, car on ne fait la guerre qu'avec de l'argent, beaucoup d'argent, et les chambres seules peuvent donner l'argent du pays.

« La monnaie est marquée à l'effigie du prince; mais c'est le peuple seul qui bat monnaie, ou qui du moins par son travail fournit le lingot d'or.

« Mais ne faisons pas de polémique actuelle. Ce que je vous disais donc, c'est que sauf l'imprévu, toujours à prévoir en France, malgré la réaction commencée dès 1820, malgré la guerre d'Espagne votée

contre nous et mieux conduite que nous ne l'aurions cru, les principes constitutionnels s'enracinent chaque jour en France, et que ces principes, trop souvent déclamatoires et destructeurs au temps de Mirabeau, sont aujourd'hui précis, sensés, conservateurs. C'est à la science positive, à la connaissance approfondie des affaires, au bon sens parlant juste et bien, qu'il appartient de les accréditer de plus en plus et de les perpétuer. — La France, comme me disait l'empereur au retour de ma mission à Constantinople, a toujours besoin de commander, par les armes ou par l'esprit, et souvent par tous deux; si on lui ôtait l'un et l'autre, elle ne se reconnaîtrait plus, et elle se croirait morte.

« Dieu merci, ce péril est loin; mais il n'est pas impossible. Malgré le juste orgueil de notre renaissance constitutionnelle après 1815, malgré le spectacle de laborieux progrès que donne aujourd'hui la France et l'influence électrique de sa parole dans l'Europe, je ne me fais pas illusion sur l'état général du monde; j'ai souvent regardé d'un œil fixe, dans le cabinet de mon camarade Haxo, cette carte topographique des accroissemens de la Russie depuis un demi-siècle, qui en dit plus que tous les livres. Je vois distinctement cette puissance d'organisation, ces forces immenses amoncelées au nord de l'Europe, et avancées d'un siècle sur nous par la folie de notre grand capitaine. Je me figure de quel œil, là, on doit suivre notre travail de liberté et l'ébullition constitutionnelle des états du Midi. Par momens, je me dis que nos efforts sont peut-être en pure perte, et que nous courons risque de ressembler à ces villes grecques du temps de Philippe (1), qui discutaient admirablement sur la place publique, pendant que de la Macédoine et de la Thrace s'acheminait la phalange organisée qui devait les asservir; mais je me réponds bien vite à moi-même qu'une Athènes qui a trente millions d'âmes et peut mettre en campagne douze cent mille soldats est invincible, à moins qu'elle n'ait à jour donné, par une fatalité singulière, réuni tous les peuples contre elle. Son généralissime, son empereur a pu être renversé par la coalition des rois entre eux et des nations avec les rois; mais hors de là, elle seule, avec un drapeau libre et des lois sensées qui lui rallieraient la moitié du monde, elle est inexpugnable. »

Et le général, en achevant ces mots, se levait, marchait à pas pré-

(1) « Lorsque le colosse russe aura un pied aux Dardanelles, un autre sur le Sund, le vieux monde sera esclave; la liberté aura fui en Amérique. Chimères aujourd'hui pour les esprits bornés, ces tristes prévisions seront un jour cruellement réalisées, car l'Europe, maladroitement divisée comme les villes de la Grèce devant les rois de Macédoine, aura probablement le même sort. » (*Histoire du Consulat et de l'Empire*, par M. Thiers, tome VIII, p. 448.) Cette réflexion confirme l'inquiétude et le parallèle qui se présentaient à l'esprit du général Foy, et nous regrettons qu'elle ne soit pas, chez le célèbre historien, accompagnée du démenti motivé que le général opposait, sur ce point, à ses propres craintes.

cipités, avec un feu d'expression dans les regards inoubliable comme ses paroles.

« Mais, continua-t-il, comme il arrive toujours après de longues guerres, comme il est arrivé en Europe après les conquêtes et les revers de Louis XIV, nous sommes, je le crois, destinés à une longue paix, troublée tout au plus par de courts incidens, par des expéditions de police monarchique, telles que le *principe d'intervention* en autorise aujourd'hui. Avant que les masses de l'Océan se déplacent de nouveau, avant qu'on revoie au grand complet des états-majors de souverains en campagne et des *conscriptions* de peuples, il faut bien des années de repos, et qu'une ou deux générations soient mortes ailleurs qu'au bivouac.

« Malgré les fanfares parlementaires de Canning, je crois donc que, de notre vivant, nous n'assisterons pas de rechef à la grande guerre, et tant mieux pour la liberté! mais cette liberté, il faudrait qu'elle se hâtât de former en France des âmes fortes et fidèles, des esprits animés d'un sentiment sérieux du droit et du devoir légal. Des bras, des cœurs de soldat, il n'en manquera jamais! cette terre de France les produit dans chaque sillon. Des esprits patriotes autant qu'éclairés, une succession d'hommes publics poursuivant la même voie, nourris dans les mêmes doctrines, les défendant, les honorant, et ne les exagérant pas, cela est plus difficile! Que de fois nous avons changé (on ne peut presque y penser, sans que la tête ne tourne)! De la convention au directoire, du directoire au consulat, du consulat à l'empire, de l'empire aux cent jours, et des cent jours aux phases diverses de la restauration, que de principes proclamés, rejetés, repris! que de masques plusieurs fois empruntés! Il est temps que la lumière continue de la vie publique nous donne, par conviction ou du moins par pudeur, des caractères plus fixes, des hommes voués à une cause, à une vérité. Je suis frappé de ce que, sous ce rapport, malgré les misères du temps et les misères de l'homme en général, le régime constitutionnel a déjà fait pour nous, des corruptions publiques qu'il a réprimées ou déshonorées, de la clarté qu'il a portée dans les finances, de l'élan généreux qu'il communique aux esprits, de l'élévation qu'il rend aux lettres, et je reviens à mon dire : qu'à l'enseignement des chambres et du débat public se joigne une forte éducation de la jeunesse, et nous aurons une grande époque de fondation et de durée! Je mets en premier rang, pour cela, ces études approfondies de lettres et de sciences dont l'empereur faisait ses draperies de couronnement, et que je demande pour étais de notre édifice légal.

« Ce n'est pas l'élégante parole de Regnault qui nous convient; ce n'est pas non plus l'avocasserie bruyante de Bedoch ou de Dumolard; c'est la vraie parole politique, une parole grave, nourrie de la connais-

sance intime des faits, et étendue, enhardie par la méditation philosophique et l'histoire. C'est là le grand ascendant, la prédominance morale de Royer-Collard dans cette chambre, où nous avons tant d'hommes d'affaires habiles et de parleurs diserts. Mais quelles études cet homme a faites toute sa vie! quel travail de lecture et de réflexion! J'en suis honteux pour nous, réquisitionnaires de 1792, toujours en campagne depuis, et qui, jusqu'à Waterloo, n'avions pas eu même un seul quartier d'hiver tranquille, pour étudier un peu. »

Le général Foy se calomniait ou se vantait en exagérant ainsi son défaut de savoir. Malgré sa vie errante et guerrière dès l'âge de dix-huit ans, peu d'hommes étaient plus instruits, avaient plus ajouté aux premières études une assidue variété de lectures et d'observations, et mieux saisi les principales parties des grandes connaissances. Nul esprit de notre temps peut-être n'était plus promptement sagace et plus attentif. La science militaire, liée à l'étude de l'histoire, avait été sa passion de jeunesse. Les récits d'Arrien, de Polybe et de César lui étaient présens, comme les campagnes de Turenne et de Napoléon. La plus belle littérature avait charmé sa vive imagination, comme elle colorait son langage.

Depuis son entrée dans la vie sédentaire, ou, comme il disait, dans la rude milice de tribune, nul n'avait appliqué à l'examen approfondi des questions et à l'art de les exposer un travail plus ardent et plus opiniâtre. Je le savais par lui-même, car ce noble esprit était au-dessus de toute dissimulation vaniteuse : malgré les heureux accidens de sa parole soudaine, ses discours le plus librement, le plus hardiment jetés, étaient le fruit d'une laborieuse préparation. Il disait parfois avec modestie qu'il était obligé de suppléer ainsi à ce qui lui manquait d'art et de science générale; mais en réalité, il ne faisait là que ce que veut la perfection même de l'art en si haute matière. Seulement, par la vivacité de sa nature, son travail solitaire, sa préparation était dévorante, comme la lutte même. Fortement étudié dans tous les documens matériels, médité longtemps, dicté avec ardeur, déclamé à quelques oreilles amies, et souvent à sa noble et spirituelle femme, chacun de ses discours était ainsi un rude et passionné labeur qui se reprenait et s'achevait enfin à la tribune, où le général ne récitait pas de mémoire, mais retrouvait d'instinct et d'enthousiasme tout l'ordre de ses pensées, ses mouvemens, ses images, suppléant de verve à ce qui pouvait manquer encore ou paraître trop faible dans le feu de l'action même.

Je savais tout cela très bien, et j'avais lu quelques pages de ses remarquables récits de la guerre d'Espagne; je pouvais donc contredire le général, et je le fis en peu de mots. « Oui, me dit-il alors, je me donne beaucoup de peine; je respecte la tribune, je respecte cette

grande mission de traiter en public les intérêts de l'état, de servir ses concitoyens, de les éclairer, de les modérer, car tout cela est dans le mandat étroit du député. Je voudrais donc que, comme en Angleterre, mais par le droit du travail, au lieu d'un privilége de naissance et de fortune, on se préparât de bonne heure à la vie politique; que les études dans la jeunesse, la profession dans l'âge adulte, la manière d'être avocat, propriétaire, industriel, officier, magistrat, concourût à faire des hommes de choix pour la députation, ce but de la notabilité et du patriotisme, cette force incessante du pays, où le pouvoir gouvernant doit trouver tout ce qui fait régner, conseil, action, crédit extérieur, adhésion populaire, et dont il doit par conséquent se servir et non se défier, qu'il doit mettre en vue, et non en cage.

« Quant aux études premières qui peuvent conduire à cette noble vocation, et qui sont si péniblement remplacées plus tard, je cherche parfois quel est le meilleur mode de les fortifier et de les prolonger. Franchement, je ne crois pas que ce soient nos petits *clubs* de jeunes gens aristocrates ou libéraux. On y fait plus d'esprit de parti que de besogne, et on obtient des succès trop aisés en prenant la facilité, accrue par l'exercice, pour cette improvisation, la seule bonne, qui, lentement nourrie de faits et d'idées, trouve, sous le coup de la nécessité et de la passion, le mot nécessaire. Pour arriver là, j'estime bien plus, je regarde comme bien plus efficace l'étude solitaire, laborieusement faite, l'étude de nos grands anciens.

« Rien ne prépare à la facilité que l'effort. On ne parle puissamment que lorsqu'on a beaucoup médité. Cicéron, Démosthènes, les grands historiens de l'antiquité, voilà les maîtres qu'il faut encore de nos jours aux orateurs politiques. Je l'avouerai seulement, Cicéron a pour moi trop de *longueries d'apprêts*, comme disait Montaigne; il me paraît trop beau, trop pompeux; il me semble M. Lainé devenu correct et grand écrivain. Je crois que j'aimerais mieux Démosthènes; je dis Démosthènes tel que je le pressens, tel que je le conjecture, car toutes les traductions me le changent et le gâtent plus que de raison, j'en suis sûr. Où est-il donc? Où le trouver dans son langage comme dans sa puissante méthode, dans son attitude et sa physionomie comme dans ses os et ses muscles, que je sens partout?

« Je ne sais si c'est la faute des mots de notre langue; mais on me le fait lourd et long, même dans un discours assez bref, et j'affirme que sa parole était vive comme son raisonnement, qu'elle saisissait, qu'elle entraînait, qu'elle broyait. Autrement, eût-il été ce que nous dit l'antiquité? eût-il vécu et fût-il mort, comme il a vécu et comme il est mort?

« Je crois donc de foi à un Démosthènes dont j'admire la stratégie, l'ordonnance, l'opiniâtre courage, mais dont je ne puis entendre la voix et reconnaître le cri de guerre.

« Voyez, me dit-il alors en jetant la main sur une tablette de mes livres : je ne prendrai point un traducteur vulgaire, ni trop éloigné de nous; je ne choisirai ni le bon abbé Auger, ni Toureil, qui appelle les Athéniens *messieurs*. Je m'arrête à un de nos maîtres modernes, à un critique justement célèbre, qui, de 89 à 93, avait entendu des orateurs politiques et des hommes éloquens à faire trembler; je le prendrai dans le chapitre où, plein d'admiration pour l'éloquence de Démosthènes, il nous le montre, dans un discours à la fois judiciaire et politique, revendiquant sa vie et tous ses actes de tribune contre les calomnies d'un rival. Eh bien! je l'avouerai, je ne puis me faire à cet exorde, comme l'appelle M. de La Harpe, du plaidoyer de la couronne. Dans Athènes, dans cette ville des grands monumens et des immortels exploits, je cherche un langage digne de l'héroïsme des uns et de la majesté des autres; je cherche, j'attends l'âme de ce Démosthènes qui a lutté dix ans contre Philippe, qui lutte encore contre Alexandre, qui n'est dompté au dedans de lui-même ni par la défaite de Chéronée, ni par la conquête de l'Asie, et qui réclame de ses concitoyens une couronne publique pour son patriotisme, comme un désaveu de leur faiblesse et une protestation contre leur servitude. Le cœur me bondit à cette pensée; j'ouvre la traduction, et je lis : « Je commence par demander aux dieux immortels qu'ils vous inspirent à mon égard, ô Athéniens! les mêmes dispositions où j'ai toujours été pour vous et pour l'état; qu'ils vous persuadent, ce qui est d'accord avec votre intérêt, votre équité et votre gloire, de ne pas prendre conseil de mon adversaire pour régler l'ordre de ma défense. Rien ne serait plus injuste et plus contraire au serment que vous avez prêté d'entendre également les deux parties, ce qui ne signifie pas seulement que vous ne devez apporter ici ni préjugés ni faveur, mais que vous devez permettre à l'accusé d'établir à son gré ses moyens de justification. Eschine a déjà dans cette cause assez d'avantages sur moi; oui, Athéniens, et deux surtout bien grands. D'abord nos risques ne sont pas égaux : s'il ne gagne pas sa cause, il ne perd rien (1). »

« Où sommes-nous? s'écria vivement le général en interrompant sa lecture. Plaidons-nous une affaire de mur mitoyen? *Établir à son gré ses moyens de justification, gagner* ou ne pas *gagner* sa cause, est-ce là ce que j'attends de cette lutte à mort entre deux ennemis,

(1) *Cours de Littérature ancienne et moderne*, par La Harpe, t. II, p. 220.

sur leur politique, leur vie entière, leur part à chacun dans la gloire ou l'oppression d'Athènes? On aura beau me dire :

Que le début soit simple et n'ait rien d'affecté;

je cherche là Démosthènes et ne le retrouve pas, même à cet état de dignité calme et de méditation imposante qui précède l'ardeur de la parole. J'éprouve le même mécompte dans la suite du discours; je me perds dans les décrets et les dépositions de témoins cités et commentés par l'orateur; je cherche cette parole de feu qui incendiait la Grèce.

« — En vérité, général, repris-je alors, votre indignation de bon goût m'instruit plus que toutes choses et me prouve ce que je soupçonnais : que le seul art pour traduire Démosthènes serait, en le lisant beaucoup, d'arriver à le sentir, à le prendre sur le fait, comme vous le devinez, vous autres orateurs, puis de le traduire bien littéralement, avec des mots expressifs qui rendent, s'il est possible, l'ordre, le mouvement, la couleur de ses paroles et comme l'accent de sa voix. Ce mot à mot, par exemple, vous choquerait-il? ajoutai-je en prenant quelques pages retravaillées bien des fois :

« Avant tout, ô hommes athéniens! je supplie dieux et déesses ensemble que le bon vouloir dont je suis animé sans cesse pour la ville et pour vous tous, je le retrouve en vous tout entier pour moi au combat de ce jour; puis, ce qui importe souverainement à vous, à votre religion et à votre gloire, que les dieux vous inspirent de ne pas prendre mon adversaire pour conseil sur la manière dont vous devez m'entendre (ce serait une bizarre injustice), mais de consulter les lois et votre serment, où, parmi toutes les autres conditions de justice, est écrite aussi celle d'écouter semblablement les deux adversaires. Et cela ne consiste pas seulement à n'avoir rien présumé sur eux et à leur partager également votre bienveillance, mais encore à les laisser chacun disposer son ordre d'attaque et de défense, comme il l'a voulu et l'a prémédité. J'ai dans ce combat plusieurs infériorités devant Eschine, deux surtout, ô hommes athéniens! deux grands désavantages : l'un de ne pas lutter pour un prix égal; car ce n'est pas chance pareille aujourd'hui, pour moi de déchoir de votre faveur, ou pour lui de ne pas emporter son accusation. »

« — Bien, me dit le général. Mon admiration n'est plus dépaysée par quelques méchans mots. Je ne suis plus au greffe de la Tournelle; je sens l'air libre et le jour de la place publique d'Athènes. Jusqu'à cette invocation aux dieux et aux déesses ne m'étonne pas trop devant les statues sublimes du Jupiter olympien et de la Minerve éloquente et guerrière. Mais poursuivez, je vous prie. »

Je repris alors ma lecture.

« Moi, si... Mais je ne veux pas commencer par une parole de fâcheux augure. Lui, au contraire, bien à l'aise, n'expose rien, en m'attaquant. Mon second désavantage, c'est que par nature il appartient à tous les hommes d'écouter volontiers sur autrui le blâme et l'invective, et d'être fatigués de ceux qui se louent eux-mêmes.

« De ces choses donc, celle qui plaît et attire lui a été donnée, et moi, pour dire le mot, celle qui est importune à tous m'est laissée en partage. Et si, par précaution contre ce danger, je ne raconte pas les choses que par moi-même j'ai faites, je paraîtrai n'avoir ni de quoi repousser les accusations qu'on m'intente, ni de quoi justifier mes titres à vos honneurs; et cependant, si je touche à ce que j'ai fait, à mes actes politiques, je serai contraint à parler souvent de moi.

« Je tâcherai donc de le faire le plus modérément qu'il est possible, et cette nécessité, que la situation même m'impose, celui-là seul en est justement responsable, qui a voulu établir un tel combat; mais vous, ô juges, vous reconnaîtrez, je crois, que ce combat m'est commun à moi autant qu'à Ctésiphon, et que ce n'est pas de ma part qu'il mérite moins d'efforts. Se voir dépouillé de tout est en effet une intolérable souffrance, surtout si elle nous arrive par la main d'un ennemi, surtout encore si c'est votre bienveillance et votre affection qu'elle nous enlève, et d'autant plus que les avoir acquises est le plus grand des biens. La lutte étant donc engagée sur cela même, je vous adjure et vous supplie tous également de m'écouter avec équité, comme les lois l'ordonnent, ces lois que Solon, d'abord qu'il les fonda dans un esprit tout affectueux pour vous et tout populaire, voulut rendre souveraines, non pas seulement par l'inscription publique, mais par le serment que vous leur prêtez tous avant de juger. Il ne se défiait pas, en cela, de vous, je le crois; mais il voyait que, contre les griefs et les calomnies dont s'arme l'accusateur par l'avantage de parler le premier, il n'est pas possible à l'accusé de prévaloir, à moins que chacun de vous qui jugez, gardant fidèle respect aux dieux, n'accueille avec même bienveillance les choses justes dans la bouche de celui qui parle le dernier, et, donnant à l'un et à l'autre audience également favorable, ne forme ainsi son jugement sur le débat entier.

« Ayant donc aujourd'hui, comme il me semble, à donner le compte de toute ma vie, et aussi des choses que j'ai faites en commun avec l'état, je veux, ainsi qu'au commencement, invoquer de rechef tous les dieux, et en face de vous, je les supplie d'abord que tout le bon vouloir dont je suis animé sans cesse pour la ville et pour vous tous, je le retrouve en vous pour moi, au combat de ce jour; puis, ce qui doit profiter à votre bonne renommée, à la religion de chacun de vous, que les dieux vous inspirent de le discerner dans cette accusation. »

« — A la bonne heure, dit le général, j'entrevois Démosthènes : il y a bien encore çà et là quelques paroles qui languissent et que je mets à votre compte; mais en principe vous devez avoir été écho fidèle, car vous m'avez ému. Quel cœur de citoyen on sent là! quelle gravité, quel calme dans la véhémence! quelle puissance de mépris!

« Ah! je conçois la grandeur qu'aura cette défense d'un homme où est enfermée l'apologie d'un peuple et la justification des derniers et stériles combats qu'il a livrés pour la liberté de la Grèce. Au fond, c'est Athènes qui va juger si, dans sa défaite, elle mérite encore une couronne. Pour Athènes, Chéronée était mieux qu'un Waterloo, car elle y combattait aussi l'étranger, mais pour elle-même et non pour un maître intérieur. Et cependant nous aussi, nous avons mérité la couronne civique au pied du mont Saint-Jean, sous ces pics hérissés de feu, sous ces batteries plongeantes, car ce n'est pas le succès, mais le dévouement qui fait la gloire; et ce que nous défendions là, c'était le sol et le drapeau, la substance et le signe extérieur de la patrie. Que n'avions-nous alors à défendre aussi des lois, des institutions, des mœurs publiques, une liberté ancienne et inviolable! Cette garde-là ne serait pas tombée à Waterloo; elle se fût relevée dans chaque village français. De la Loire au Rhin, elle eût couvert et revendiqué le sol de la France. Mais j'ai tort, dit le général; pas de regards en arrière, à de si courtes distances; pas de ces revues d'un passé récent qui importune comme un remords inutile, qu'on touche presque et qu'on ne peut changer. Soyons encore dans l'antiquité.

« A travers ce bon abbé Auger que j'ai voulu lire cent fois, comme on cherche impatiemment à déchiffrer, sous une mauvaise écriture, une nouvelle qui intéresse, j'ai présent le squelette de Démosthènes, sa nerveuse méthode, son bras tendu pour écarter les vains obstacles; je le crois bien, il n'accepte pas pour commencement de son discours les questions de forme et de droit; il court à ce qu'il a de commun avec le peuple, son juge : la question de courage et de liberté, l'entreprise, même malheureuse, pour l'indépendance de la Grèce. On dirait qu'il ne daigne pas même s'occuper de son honneur privé jusqu'à ce qu'il ait relevé l'honneur public d'Athènes, le drapeau de la guerre sainte contre Philippe; mais revoyons, je vous prie, un peu au vrai, s'il est possible, avec quelles couleurs il a retracé cette division des Grecs, présage de leur servitude, ces accroissemens de Philippe, despote et conquérant, et cette corruption qui est de tous les temps, et qui achemine si facilement les peuples au pouvoir absolu. Il y a, sous ce rapport, dans Démosthènes mille traits historiques toujours contemporains, toujours applicables. Il n'y a

plus là d'antiquité. L'intérêt égoïste, la corruption, cela est toujours vieux, toujours jeune, toujours vrai. Cherchons le passage sur l'abaissement et l'accaparement des villes grecques par Philippe, sur les trahisons des principaux et la servitude de tous, pour le loyer de vente de quelques-uns. »

Je tournai quelques feuillets, et je lus le passage suivant (1) :

« Les villes de la Grèce étaient alors malades, ceux qui avaient le gouvernement et l'action étant gagnés par des présens, corrompus à prix d'or, et les particuliers, la foule, d'une part sans prévoyance de l'avenir, et d'autre part leurrée à l'attrait du repos et de l'inertie, tous enfin affectés de l'un ou de l'autre de ces maux, chacun croyant d'ailleurs que le danger ne viendrait pas jusqu'à lui, mais qu'aux dépens du péril des autres, il garderait en sûreté ce qu'il possède, pourvu qu'il le voulût sérieusement. Mais bientôt il advint, ce me semble, que les peuples, pour prix de leur grande et inopportune indolence, perdirent leur liberté, et que les chefs, ceux qui croyaient avoir tout vendu, hormis leur personne, comprirent qu'ils s'étaient tous vendus eux-mêmes les premiers; car, au lieu de ces noms *d'amis* et *d'hôtes* dont ils étaient salués quand ils s'étaient livrés pour argent, désormais ils s'entendent appeler *sycophantes*, *ennemis des dieux*, et autres noms qui leur vont si bien. C'est justice, car personne, ô hommes athéniens, à l'heure où il donne de l'argent, n'a en vue l'intérêt du lâche qui le reçoit. Personne, une fois maître de ceux qu'il a achetés, ne prend le traître pour conseil sur ce qui reste à faire. Autrement il n'y aurait rien de plus fortuné que le traître; mais il n'en va pas ainsi, non, il n'en va pas ainsi! Comment donc! il s'en faut de tout.

« Aussitôt que celui qui aspire à dominer s'est mis en possession des affaires et se sent maître des hommes qui les lui ont vendues, connaissant bien leur corruption, alors surtout, alors il les hait, les soupçonne et les crosse du pied. Soyez bien attentifs à cela, car, si le moment de semblables transactions est passé, le moment d'en bien connaître est toujours là pour les esprits sensés. Lasthenès était nommé l'ami de Philippe jusqu'au jour où sa trahison livrait Olynthe, Timolaüs jusqu'au jour où il perdait Thèbes, Eudic et Simos de Larisse jusqu'à ce qu'ils aient mis la Thessalie sous Philippe. Après cela, chassés, outragés, en butte à tous les maux, de ces traîtres la terre a été remplie. Qu'est devenu Aristrate à Sicyone et Périlaüs à Mégare? Ne sont-ce pas les balayures de la terre? Et de là peut se voir clairement que qui défend le mieux son pays, qui résiste le mieux à de tels hommes, celui-là, ô Eschine, vous ménage, à vous autres

(1) Demosth. *Oper.*, t. 2.

traîtres et mercenaires, l'occasion d'être payés, et c'est grâce au nombre et à la fermeté de ceux qui contredisent vos projets que vous êtes maintenus en sûreté et en salaire; car, abandonnés à vous-mêmes, dès longtemps vous seriez perdus. »

— « Quelle peinture! quelle leçon! interrompit vivement le général. Quelle image de tous les temps! L'avidité des corrompus, l'apathie de la foule, le calcul de quelques habiles, et finalement l'ingratitude très-juste des corrupteurs : on ne dira pas, j'espère, qu'il n'y a rien là de pratique pour nous; que c'est un autre monde, une autre société. Je tiens cela pour vrai dans le présent, pour vrai dans l'avenir; mais, franchement, cela m'intéresse moins, par l'excès même de la ressemblance. Ce qui me ravit dans l'antiquité, ce que je saurais gré de voir exhumer, comme une statue dont les belles proportions nous étonnent, c'est ce qui s'éloigne de notre égoïsme moderne, de notre esprit mercantile, sujet à passer trop vite de l'intelligence des arts utiles au trafic des personnes. Demandons aux anciens de préférence ce qui est rare parmi nous, les illusions de gloire et d'enthousiasme, illusions bien justement appelées ainsi du temps de Démosthènes, car elles ne purent rien sauver, rien prévenir. Et cependant ce n'est que lorsque ces illusions-là sont tout à fait mortes qu'un peuple tombe en décadence. Nous en sommes loin, j'espère, si la liberté se conserve en France. Mais voyons aujourd'hui cette noble inspiration dans l'homme qui ne voulut pas survivre à la liberté de son pays.

— « Mon travail, peu digne de Démosthènes et de vous, n'est pas achevé, dis-je au général : j'aurais besoin de votre aide. J'ai lu quelque part qu'un livre des *Sections coniques* d'Apollonius, perdu dans l'original grec, ne s'étant retrouvé que dans une version arabe, un célèbre mathématicien, Viviani, qui ne savait pas un mot d'arabe, et un honnête arabisan, Abraham Echellensis, qui ne savait pas un mot de mathématiques, se réunirent pour interpréter ce texte unique, et qu'il s'en fit ainsi une très bonne traduction. Il faudrait de même, général, pour donner l'idée de cette magnanimité de Démosthènes, joindre à mon grec de collége votre âme oratoire, ou, pour dire plus, votre âme guerrière et les épreuves de votre vie; car, je le crois, ce Démosthènes tant calomnié, dont la jeunesse, avant d'être toute dévouée à la patrie, est mêlée de quelques faiblesses ou de quelques obscurités, fut un cœur héroïque. Je ne sais s'il s'est mal battu à Chéronée; mais il y avait plus de courage et de péril à faire décréter la guerre et à l'organiser, qu'il n'y en aura jamais dans aucun combat, et vous savez d'ailleurs comment il est mort.

— « Voyons, dit le général, ce qu'il a dit dans cette dernière défense de sa vie publique : prenons votre traduction, et ne comptez pas sur la *nôtre*. La chose fût-elle possible, je n'en ai pas le temps; je suis

pour cela trop occupé à mettre en pièces les marchés *Ouvrard* sur le dos de M. de Villèle. »

Et, feuilletant avec rapidité mes pages incomplètes, il tomba, comme d'instinct, sur le passage mémorable où Démosthènes, après avoir résumé, comme il résume, tout ce qu'il avait espéré, conseillé, machiné pour la guerre contre Philippe, déclare avec serment que, si la défaite eût été prévue comme infaillible, il aurait encore fallu tenter l'entreprise et livrer la bataille. Il y attacha les yeux avec passion, et, se levant, il lut à haute voix, pour un seul auditeur, ce que Démosthènes appelait le paradoxe de son discours, la pleine revendication du projet de guerre après la défaite :

« Puisque cet homme (1) insiste tant sur le hasard des événemens, je veux lui opposer en réponse un hardi paradoxe : et, par Jupiter et tous les dieux, que nul de vous ne s'étonne en cela de mon exagération! mais que chacun considère avec bienveillance ce que je dis! Si les choses de l'avenir nous avaient été manifestes à tous, si tous les avaient sues d'avance, et que toi, Eschine, tu nous les aies prophétisées et attestées avec tes cris et tes beuglemens, toi qui n'as pas soufflé mot, alors même Athènes n'aurait pas dû se départir de la voie qu'elle a suivie, pour peu qu'elle tînt compte de sa gloire, de ses ancêtres et de la postérité. Aujourd'hui, en effet, elle paraît avoir échoué dans une entreprise, ce qui est la chance commune à tous les hommes, quand la Divinité le veut ainsi; mais alors, après s'être elle-même jugée digne de se mettre à la tête des autres, elle eût encouru le reproche d'avoir ensuite abandonné la place et livré tous les peuples à Philippe.

« Si elle eût quitté de tels biens sans combat, lorsqu'il n'est pas de périls que nos ancêtres n'aient affrontés pour les défendre, quel homme ne t'aurait pas conspué? Car le mépris ne serait pas retombé sur Athènes ni sur moi; mais alors de quels yeux, par Jupiter! oserions-nous regarder les hommes qui arrivent dans cette ville si, les choses en étant où elles en sont aujourd'hui, et Philippe élu général et maître de tout, le combat, pour qu'il n'en fût pas ainsi, eût été soutenu par d'autres, en dehors de nous, et cela lorsque la ville d'Athènes, dans les temps qui ont précédé, n'avait jamais, un seul moment, préféré une sûreté sans honneur aux périls cherchés pour la gloire?

« Qui des Hellènes, qui des barbares ignore que, soit les Thébains, soit les Lacédémoniens, maîtres avant eux, soit même le roi des Perses, auraient concédé volontiers de tels biens à la ville d'Athènes, avec la liberté de prendre la part qu'elle eût voulue et de garder ce qu'elle

(1 *Orat. græc.*, t. I, p. 294, 295, 296.

avait, pour peu qu'elle eût consenti d'obéir et de laisser à un autre la domination sur la Grèce? Mais cela n'était pas, à ce qu'il paraît, dans les usages héréditaires des Athéniens d'alors, ni supportable pour eux, ni conforme à leur génie, et dans toute la durée des âges il ne fut jamais au pouvoir de personne de persuader à cette ville de se tenir, sous la main d'oppresseurs puissans et injustes, dans un tranquille esclavage. Mais lutter sans cesse, aventurer son salut, pour les plus nobles prix de l'honneur et de la gloire, voilà ce que, dans tous les temps, Athènes a fait avec constance. Et cela, vous le jugez si digne en soi, et si d'accord avec nos mœurs, que vous réservez surtout vos éloges à ceux de nos ancêtres qui l'ont pratiqué. C'était justice : qui n'admirerait, en effet, la vertu de ces hommes capables de quitter la patrie et la ville, montant sur des galères, pour ne pas se soumettre, alors que, Thémistocle leur ayant conseillé ce départ, ils l'élurent aussitôt pour chef, et Cyrcile, au contraire, leur parlant d'obéir, ils le lapidèrent sur place, et non pas lui seulement, mais vos femmes, la sienne; car les Athéniens d'alors ne cherchaient pas l'orateur ni le général grâce auquel ils pourraient jouir d'une heureuse servitude : ils ne croyaient pas même digne d'eux de vivre, s'il ne leur était donné de vivre libres. Chacun d'eux pensait qu'il avait été mis au monde non pas seulement pour son père et pour sa mère, mais aussi pour son pays. Quelle différence y a-t-il entre ces deux choses? La voici. L'homme qui se croit né seulement pour ses parens attend la mort fixée par l'ordre du destin et venant d'elle-même à son heure; mais celui qui se croit aussi né pour sa patrie veut mourir pour ne pas la voir esclave, et il juge plus affreuses que la mort les humiliations et les injures qu'il faut subir dans une ville asservie.

« Si donc je me hasardais à dire que c'est moi qui me suis mis en avant pour vous inspirer des pensées dignes de vos aïeux, il n'est personne qui ne dût avec raison me prendre à partie; mais aujourd'hui, moi, je confesse que de telles déterminations étaient les vôtres, et je prouve qu'avant moi Athènes avait à elle cette manière de penser. Une part d'action auxiliaire dans chacune des choses qui ont été faites, voilà ce que je dis m'appartenir aussi. Mais cet homme, au contraire, qui incrimine tout, et vous ordonne d'être implacables pour moi, comme pour l'auteur des alarmes et des dangers de la ville, en même temps qu'il aspire à me dépouiller, dans le présent, d'un titre d'honneur, il vous arrache à tout jamais votre gloire; car, si par cette considération que ma politique n'a pas été la meilleure vous condamnez Ctésiphon, vous paraîtrez avoir failli vous-mêmes dans le passé, et non pas seulement avoir succombé à la malignité de la fortune. Mais il n'en est pas ainsi : non, vous n'avez pas failli, hommes athéniens, en

ayant choisi le côté du péril à braver pour l'indépendance et le salut de tous. Non, je le jure par ceux qui s'exposèrent les premiers à Marathon, et par ceux qui étaient rangés en bataille à Platée, et par ceux qui combattirent à Salamine et aussi à la journée d'Artémise, et par beaucoup d'autres gisant aujourd'hui sous la pierre dans nos monumens publics, vaillans hommes que la ville, les jugeant dignes du même honneur, a tous également ensevelis, ô Eschine! et non pas ceux-là seulement qui avaient réussi; elle était juste en cela, car l'œuvre des hommes de cœur, tous l'avaient accomplie; mais ils avaient eu la part de destinée que le Dieu avait faite à chacun d'eux. »

J'écoutais, sous la voix grave et passionnée du lecteur, ce serment immortel, reconnaissant à peine mes faibles paroles françaises, que remplaçait l'accent d'une âme antique, et, suspendu entre le souvenir de l'original qui retentissait tout bas en moi et l'expression vivante qui m'en rendait le sens véritable et toute la grandeur, je sentais pour ainsi dire dans chaque son une sympathie, une complicité généreuse de l'éloquent général avec l'héroïque orateur de la liberté grecque. Ce sentiment d'un périlleux effort tenté sans succès, et qu'il aurait fallu tenter malgré la certitude du revers, jaillissait comme un cri du cœur, et confondait, à deux mille ans de distance, deux douleurs patriotiques dans un même élan de résignation enthousiaste.

Je restais muet d'admiration devant l'œuvre de Démosthènes ainsi interprétée, ainsi retrouvée : la lecture inspirée avait anéanti la traduction, à peu près comme une admirable harmonie, jetée par l'artiste sur les lignes d'un *libretto*, remonte, par-delà les paroles, à la pensée première, à la passion du personnage, à son agonie de douleur ou à sa crise de délivrance, et traduit directement par la musique ce que la langue n'avait pas exprimé.

« Que cela est beau! reprit lentement le général, comme épuisé par ce court, mais complet effort. De quelle main cet homme relève le peuple auquel il s'associe! et à quel degré il se relève lui-même en se rendant indépendant de la destinée, et en se proposant un but moral plus haut que le succès et qui n'en a pas besoin! A la guerre, dans le monde, dans la vie publique, partout, il faut ainsi se faire un idéal de devoir et d'honneur, en dehors de tout calcul sur les chances de succès, et même avec la chance contraire volontairement choisie. De cette sorte, on n'est jamais trompé, car dans l'amertume des revers, il reste au cœur la satisfaction et la justice de l'entreprise. Les peuples, comme les individus, doivent ainsi se faire une perspective dominante, un horizon de gloire. De nos jours, près de nous, nous voyons tomber et avorter bien des tentatives de liberté. Vaudrait-il mieux cependant qu'elles n'eussent pas été faites? et l'essai même

n'est-il pas une protestation, et la protestation un accroissement du droit?

« Je ne suis pas encore, ajouta-t-il, pleinement assuré des progrès continus de la France dans la noble carrière où elle est entrée. Ce n'est pas l'étranger que je redoute pour elle : sans lui, elle peut pécher par excès ou par inconstance; mais qui voudrait, n'importe l'avenir, que la France n'eût pas donné un si bel exemple? Qui voudrait qu'elle n'eût pas travaillé à cette œuvre glorieuse du gouvernement constitutionnel, de l'impôt librement voté, de la loi librement faite, du droit individuel garanti, de l'arbitraire aboli, du droit public fondé sur la liberté de chacun et la puissance de tous, dans les limites de la loi? »

En achevant ces mots, le général prit congé de moi, pour aller à la chambre, me laissant sous une impression bien souvent présente depuis à mon souvenir, mais qu'aucune parole de moi ne peut assez rendre. Peu de jours après, à l'occasion des comptes de la guerre d'Espagne, et d'une de ces liquidations financières, conclusion finale de la gloire dans nos temps modernes, il prononçait son dernier et en même temps son meilleur, son plus simple, son plus austère discours. Quelques mois encore, et il n'était plus : la tribune avait consumé ce noble survivant de la guerre; à cinquante ans à peine, le général Foy, dans toute la vigueur de son talent, dans le progrès de sa raison politique, au milieu d'une estime justement croissante et d'une admiration salutaire à l'esprit public, était enlevé, je ne dirai plus à son parti, mais à la France, qu'il eût servie dans toutes les épreuves avec non moins de modération et d'énergie honnête que Casimir Périer; et il laissait seulement, dans le spectacle inouï jusqu'alors de ses obsèques vraiment nationales, une grande leçon trop tôt perdue pour notre oublieuse patrie.

VILLEMAIN,
Membre de l'Académie Française.

L'ASTRONOMIE

EN 1852 ET 1853.

Quid dem, quid non dem?
(HORACE.)
Que dire, que taire?

Autant il est agréable de répondre, dans un salon, aux questions que les gens du monde adressent à ceux qu'ils savent s'occuper des phénomènes du ciel, autant il est périlleux de traiter en astronomie un sujet déterminé quand il n'est indiqué ni par la curiosité du lecteur ni par l'à-propos de quelque nouvelle scientifique. Depuis que les influences de la lune, des éclipses, des planètes et des comètes ont été reléguées dans l'astrologie, et celle-ci elle-même reléguée dans l'immense magasin des vieilles erreurs que l'esprit humain a abandonnées en arrivant à l'âge mûr, les brillans phénomènes célestes ont beaucoup perdu de l'intérêt populaire qui s'y rattachait, quand on croyait y trouver des pronostics de médecine, de politique ou de religion. On ne s'occupe plus maintenant de l'*âge de la lune* dans les soins qu'on donne aux malades et dans les travaux de l'agriculture. Les comètes n'annoncent plus la mort des rois; on ne tire plus l'horoscope des princes. Wallenstein, s'il eût vécu de nos jours, n'aurait point eu sa planète Jupiter. Enfin l'indifférence naturelle du public pour ce qui ne peut être ni objet de crainte ni sujet d'espérance a mis d'étroites bornes à la curiosité active qui s'enquérait autrefois des mouvemens des astres, et rappelle l'expression singulière de l'astronome Delambre, qui qualifiait d'inutiles les petites étoiles qui ne servaient pas à rectifier les instrumens des observatoires, ou à déterminer d'une manière plus précise les mouvemens du soleil, de la lune, des planètes et des comètes au travers du ciel étoilé.

Ainsi donc, à part les savans spéciaux et ceux qui sont voués aux arts pratiques qui se rapportent à l'astronomie,—comme la marine, la géographie, les voyages de découverte, la chronologie, la mesure des temps par toute sorte

d'horloges, la détermination de la figure de la terre, — c'est toujours la pure curiosité, sans mélange d'intérêt matériel, qui fait que le public interroge un astronome, comme il interrogerait un voyageur qui arriverait d'un pays inconnu, mais avec lequel on ne pourrait aucunement présumer avoir un jour à lier des relations d'un ordre quelconque. Les taches du soleil, les montagnes de la lune, l'absence d'habitans sur cette vaste masse si près de nous, les phases de Mercure et de Vénus, les éclipses de soleil et de lune, les étoiles que cache la lune en passant entre elles et nous, les lunes nombreuses de Jupiter, de Saturne et d'Uranus, les nuages mobiles de Jupiter, les neiges que l'on voit s'amasser sur chaque pôle de la planète Mars, quand le soleil les abandonne, exactement comme sur la terre, les étoiles doubles qui tournent l'une à l'entour de l'autre et nous donnent dans le ciel de véritables cadrans séculaires qui enregistrent les longues dates chronologiques comme nos calendriers le font pour nos années; enfin toutes les perturbations que développe l'action mutuelle de tous les corps planétaires qui circulent autour du soleil, corps dont la terre fait partie, — tout cela et mille autres résultats intéressans de l'observation et du calcul tirent, je le répète, leur plus grand prix aux yeux du public de la circonstance fortuite qui appelle son attention sur telle ou telle partie de la science.

D'ailleurs l'astronomie, séparée de son utile et mensongère sœur l'astrologie, qui s'adressait aux imaginations et au sentiment de l'amour du merveilleux inné dans l'homme, n'offre rien de dramatique, rien d'imprévu, rien qui soit le résultat de la volonté, du choix, de la spontanéité, encore moins de la passion. Les comètes elles-mêmes, quoique leur apparition ne puisse être prévue, marchent avec une telle régularité, qu'après trois observations l'astronome fixe leur marche subséquente. Le soleil parcourt éternellement l'écliptique; la lune ne sort jamais du zodiaque pour aller éclipser l'étoile polaire. Plusieurs siècles à l'avance, on peut prédire la direction où l'astronome, qui sera aussi loin de nous dans l'avenir que Jules César, l'auteur de notre année solaire, l'est dans le passé, devra pointer son télescope pour trouver une des planètes dont les éphémérides de notre *Bureau des Longitudes* donnent annuellement la position aux marins, aux géographes, aux voyageurs, aux horlogers et aux astronomes eux-mêmes.

Cependant l'astronomie, réduite aux exigences sévères de la plus mathématique des sciences, n'est point abandonnée par les peuples que la civilisation met au premier rang pour la puissance comme pour le développement intellectuel. Les deux plus anciens observatoires du monde, celui de Paris et celui de Greenwich, près de Londres, ont été imités dans un grand nombre de nations. L'Allemagne, la Russie, l'Italie, et depuis peu les États-Unis d'Amérique, n'ont rien maintenant à envier à la France et à l'Angleterre. De plus, chez les deux peuples qui parlent la langue anglaise aux deux bords de l'Atlantique, et dont la population surpasse aujourd'hui cinquante millions d'âmes, la distribution moins égale de la richesse parmi les particuliers, les grandes fortunes aristocratiques et commerciales, ont permis à plusieurs amateurs opulens d'élever de magnifiques instrumens spéciaux dans des observatoires privés. Il suffira de citer le télescope presque fabuleux de lord Rosse en Irlande. Ce télescope a six pieds anglais d'ouverture et une longueur totale

de près de soixante pieds; il est porté sur des murs de soixante-douze pieds de long et cinquante de hauteur; il pèse quinze mille kilogrammes et a coûté 300,000 francs à son noble constructeur. Qu'on se figure un moment l'œil d'un géant dont la prunelle aurait six pieds de diamètre! Les observatoires de Paris, de Poulkova près Saint-Pétersbourg et de Cambridge près Boston, aux États-Unis, possèdent en outre d'immenses lunettes de quatorze pouces français de diamètre. L'année dernière, 1852, a vu établir en Angleterre, chez un modeste ecclésiastique, une lunette dont les verres sont encore plus grands, mais dont les effets comparatifs ne sont pas encore bien appréciés.

Qu'a-t-on fait de tous ces moyens d'observation dans ces dernières années, notamment en 1852? Commençons par les étoiles.

I.

Il n'est personne qui ne sache que notre soleil fait partie d'une vaste agglomération de soleils semblables au nôtre qui sont les étoiles innombrables dont le ciel serein nous semble parsemé; mais ce que l'on sait beaucoup moins, c'est que cet amas prodigieux de soleils forme dans le ciel un ensemble limité, une sorte d'agglomération distincte dont l'imagination peut à peine se figurer l'étendue, quand on pense que le soleil le plus voisin du nôtre est au moins deux cent mille fois plus loin de nous que la terre ne l'est du soleil, et que cette dernière distance de la terre au soleil est au moins douze mille fois l'épaisseur de la terre. Tout cet ensemble de soleils, fondus à l'œil par la distance, forme ce que l'œil aperçoit tout autour du ciel sous la forme d'une clarté pâle et blanchâtre et qu'on nomme la voie lactée. Il n'est point de chiffres, point de nombres qui puissent représenter la quantité de ces soleils accumulés, entassés les uns derrière les autres dans ce vaste système de soleils qui couvre pour nous une immense région du ciel. A mesure que les télescopes, en se perfectionnant, ont pénétré plus avant dans cette masse d'étoiles, on en a aperçu de nouvelles derrière celles que le télescope pouvait atteindre et distinguer. Faisons de cet ensemble, de cette voie lactée de soleils tous distincts, une *île* au milieu du ciel, suivant l'expression admirable de M. de Humboldt, et, malgré l'immensité des dimensions de cet amas d'étoiles, nous serons bien loin encore d'avoir peuplé, d'avoir rempli, d'avoir comblé les profondeurs de l'espace accessible à nos instrumens. En effet, l'ensemble des soleils dont le nôtre fait partie,—notre voie lactée, notre nébuleuse stellaire,—n'est pas le seul dans le monde. Avant le télescope de lord Rosse, ceux des deux Herschell, père et fils, avaient sondé à fond les espaces célestes. Mais combien de *voies lactées*, d'îles de soleils isolées les astronomes ont-ils trouvées avec leurs admirables instrumens et leur habileté encore plus extraordinaire? Sont-ce deux ou trois nébuleuses, comme Huyghens en voyait vers la fin du XVIIe siècle, ou bien une centaine, comme Messier les cataloguait vers la fin du XVIIIe? Non, la dernière revue du ciel que vient de faire paraître M. John Herschell nous en enregistre plus de quatre mille! Combien en verrait-on avec le télescope de lord Rosse?

Ainsi nous marchons d'infini en infini. Notre terre, comparée à l'homme, semble infiniment grande; elle n'est cependant qu'un point, comparée à notre soleil et à la distance qui sépare deux soleils voisins. De ces soleils, il y en a

une infinité tout à fait incalculable dans notre voie lactée, et si, par l'imagination comme par le télescope, nous espaçons les unes derrière les autres les voies lactées dans l'univers comme le sont les soleils *individuels* dans chacune des voies lactées *individuelles,* nous arrivons à des limites tellement distantes de nous, que l'imagination la plus ambitieuse sent plutôt le besoin de se replier vers notre coin du monde que de poursuivre encore plus loin ces amas de soleils entassés les uns sur les autres à perte de vue télescopique.

Ceci bien compris, voici les résultats des dernières années et même des derniers mois dans l'observation astronomique de ces amas distincts d'étoiles que l'on désigne ordinairement sous le nom de nébuleuses, parce qu'ils ressemblent, comme les petites portions de la voie lactée ordinaire, à de petits nuages faiblement lumineux. Les télescopes et les lunettes de nos jours ont montré que toutes ces agglomérations nébuleuses n'étaient réellement que des amas d'étoiles qui se séparaient et se montraient distinctes sous la puissante inspection d'un instrument plus grand et plus parfait. Les limites du monde se sont ainsi trouvées reculées prodigieusement, car, suivant l'opinion qui voyait dans ces nébuleuses, non pas des entassemens de soleils, mais bien une véritable matière continue disséminée dans l'espace, rien n'obligeait à reculer ces limites, comme l'exige l'idée de soleils distincts et d'amas de soleils distincts espacés les uns à côté des autres à partir du point d'où nous les observons. Ainsi, d'après les observations modernes, de l'homme à la terre un infini, de la terre au soleil un second infini, du soleil à l'amas de soleils qui constitue la voie lactée un troisième infini, enfin un quatrième infini de la voie lactée à l'ensemble de toutes les voies lactées qui peuplent le ciel. Voilà quatre infinis successifs de grandeurs que nous franchissons à l'aide de nos instrumens d'optique, et personne ne pensera sans doute que nous ayons atteint les bornes du monde matériel.

Passons de ces ensembles illimités à l'observation individuelle des étoiles: un autre étonnement nous attend dans cette localité, aussi restreinte que le champ des nébuleuses était vaste. Dans plusieurs cas, à côté d'une étoile brillante on distingue une seconde étoile moins brillante, et qui semble presque la toucher, avec des instrumens de faible pouvoir. En observant ces étoiles doubles pendant plusieurs dizaines d'années, William Herschell le père constata que les deux étoiles tournaient l'une à l'entour de l'autre. Observées en plein ciel, tantôt la petite était au-dessus de la brillante, plus tard elle se voyait à côté, plus tard encore elle se voyait au-dessous. Il y a telle étoile double qui accomplit cette évolution en un tiers de siècle, telle autre en un demi-siècle; d'autres exigent pour leur période plusieurs centaines d'années. Quel embarras peuvent maintenant trouver les chronologistes à fixer des ères éternellement stables, puisque telle année où telles étoiles doubles auront telle position relative entre elles ne pourra être confondue avec aucune autre année, dût-on prolonger le temps à dix mille, à cent mille années? Il suffit déjà, pour établir ces grandes périodes, de prendre les étoiles doubles à mouvement bien connu que contient le grand ouvrage dont M. Struve, le directeur de l'observatoire impérial de Poulkova, vient d'enrichir la science des étoiles, qui semble son domaine exclusif et privilégié par le mérite et par la renommée.

Nous ne nous étendrons pas sur ce qui a été fait dans cette branche de l'astronomie : pour ce qui regarde la scintillation des étoiles expliquée par M. Arago, d'après sa théorie et ses observations sur les étoiles variables ainsi que sur bien d'autres récentes découvertes d'astronomie stellaire, les savantes et claires notices scientifiques insérées par l'illustre académicien dans l'*Annuaire du Bureau des Longitudes* n'ont laissé rien à dire. Dans ces notices, on reconnaît l'expérience d'un observateur consommé aidé de la science d'un mathématicien de l'école de Laplace et de connaissances complètes dans la science de la lumière, qui lui doit de son côté ses plus admirables progrès. Dans toutes les branches de la science des étoiles en un mot, l'année 1852 a continué partout l'activité des années précédentes.

En descendant des étoiles à notre soleil par un pas qui, comme nous l'avons déjà dit, n'est pas moindre que deux cent mille fois la distance de la terre au soleil, laquelle surpasse elle-même 150 millions de kilomètres, nous voilà dans la région des planètes entre lesquelles nous comptons notre terre. Les anciens, qui mettaient à tort le soleil et la lune au rang des planètes, en comptaient sept; nous en connaissons maintenant, ou pour mieux dire aujourd'hui, trente et une. Je dis aujourd'hui et au moment où j'écris (1), car, quoique la dernière découverte date du 15 décembre 1852, il est possible que cette année, féconde en planètes (elle nous en a révélé huit), nous en donne encore une avant le 1er janvier 1853. On peut grouper commodément ces trente et une planètes, en remarquant qu'à partir du soleil quatre planètes de grosseur moyenne, Mercure, Vénus, la Terre, ou si l'on veut Cybèle, et Mars, circulent autour de cet astre central et dans son voisinage, tandis qu'aux limites du domaine du soleil quatre grosses planètes, Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune, se meuvent dans d'immenses orbites; la dernière même est trente fois plus éloignée du soleil que ne l'est Cybèle. Entre ces deux groupes, c'est-à-dire entre Jupiter, le moins éloigné du soleil dans le groupe des grosses planètes, et Mars, la plus distante du soleil parmi les planètes moyennes voisines du soleil, sont venues se grouper vingt-trois petites planètes formant une sorte de volée de très petites planètes peu distantes les unes des autres, et occupant l'espace qui sépare l'orbite de Mars de celle de Jupiter. Voici les noms et les dates de découverte de ces vingt-trois petits corps célestes, avec les noms des astronomes à qui nous les devons; on y voit que l'année 1852 nous a donné huit de ces corps célestes :

1801.	Cérès.	Piazzi.	Palerme.
1802.	Pallas.	Olbers I. . . .	Brême.
1804.	Junon.	Harding. . . .	Lilienthal.
1807.	Vesta.	Olbers II. . .	Brême.
1845.	Astrée.	Hencke I. . . .	Driesen.
1847.	Hébé.	Hencke II. . .	Driesen.
1847.	Iris.	Hind I.	Londres.
1847.	Flore.	Hind II. . . .	Londres.
1848.	Métis.	Graham. . . .	Markree (Irlande).
1850.	Hygie.	Gasparis I. . .	Naples.
1850.	Parthénope. . .	Gasparis II. .	Naples.

(1) 25 décembre 1852.

1850.	Victoria.	Hind III. . . .	Londres.
1850.	Égérie.	Gasparis III. .	Naples.
1851.	Irène.	Hind IV. . . .	Londres.
1851	Eunomia. . . .	Gasparis IV. .	Naples.
1852.	Psyché.	Gasparis V. .	Naples.
1852.	Thétis.	Luther.	Dusseldorf.
1852.	Melpomène. . .	Hind V. . . .	Londres.
1852.	Fortuna.	Hind VI. . . .	Londres.
1852.	Massalia. . . .	Chacornac. . .	Marseille.
1852.	Lutetia.	Goldschmidt. .	Paris.
1852.	Calliope.	Hind VII. . .	Londres.
1852.	Thalie.	Hind VIII. . .	Londres.

On sera peut-être surpris du grand nombre de petites planètes que MM. Hind et Gasparis ont ajoutées et ajouteront sans doute encore au groupe placé entre Mars et Jupiter. Pour juger du mérite et de l'immensité du travail nécessaire pour découvrir des astres d'un si faible éclat, il nous suffira de dire que c'est en intercalant sur une carte d'étoiles déjà faite toutes les petites étoiles que le télescope peut atteindre, que l'on arrive, en y regardant bien soigneusement, à reconnaître que quelques-uns de ces points brillans ont changé de place et sont de véritables planètes dont on assigne ensuite la distance au soleil et le temps de la révolution. C'est ainsi qu'en 1846 M. Galle, à Berlin, sur les indications de M. Leverrier, reconnut la planète Neptune. Tout le monde sait encore qu'Uranus fut trouvé en 1781 par William Herschell. Quant aux planètes visibles à l'œil nu, on est libre de faire remonter jusqu'à Adam la date de leur première observation.

Les astronomes, si heureusement récompensés de leurs travaux en 1852 par la conquête de huit planètes, petites sœurs de notre terre, ne l'ont pas été moins dans la découverte des comètes télescopiques, c'est-à-dire invisibles à nos yeux sans l'aide des instrumens d'observatoire. Mais quel intérêt le public peut-il prendre aujourd'hui à l'un de ces mille petits nuages du chaos arrivant des profondeurs du ciel pour y retourner à jamais, incapables de servir ou de nuire, et si légers qu'on peut dire à la lettre que, sous le rapport de leur ténuité, de leur peu de solidité, de leur peu de substance matérielle enfin, ces astres, — plus légers cent mille fois que l'air qui constitue le souffle des vents, — ces astres, disons-nous, sont sur l'extrême limite de l'existence? Il est difficile même de bien se figurer à quel point est diffuse la matière nuageuse dont ils sont formés. En empruntant aux anciens alchimistes l'expression par laquelle ils désignaient une certaine vapeur métallique très légère, nous dirons que les comètes sont *un rien visible*. Elles n'ont pour nous pas d'autre qualité, d'autre propriété physique que leur visibilité. — Eh bien! alors, me disait un interlocuteur enchanté d'en finir avec les comètes, s'il en est ainsi, — *comète, que me veux-tu?*

Je serais cependant fâché de diminuer l'importance scientifique réelle de ces astres, et surtout celle des quatre comètes à révolution fixe que nous connaissons déjà : savoir, celles qui portent les noms de Halley, de Encke, de Biéla, et de notre compatriote M. Faye. Ces comètes *inutiles* au public ont vérifié la loi de Newton sur l'attraction, permis de sonder les cieux autour

du soleil à de grandes distances, donné des lumières sur la constitution des espaces célestes, et enfin, suivant les idées timidement mais obstinément présentées par l'illustre inventeur des locomotives, M. Séguin, de l'Institut de France, elles nous promettent des notions sur cet amas de petits corps, de matière chaotique, suivant l'expression de Chladni, qui circule autour du soleil dans la région zodiacale concurremment avec les grosses planètes, et qui nous donne les météores appelés étoiles filantes d'une part, et de l'autre ces redoutables bolides ou globes solides qui s'engagent parfois dans notre atmosphère, s'y échauffent et y font explosion en canonnant la terre, sur toute leur direction, de leurs éclats pierreux. Ces pierres *tombées du ciel,* comme on les appelle ordinairement, ont plusieurs fois tué des hommes et incendié des habitations.—Pour prendre ces malfaisans visiteurs des espaces célestes sous un point de vue moins sérieux, espérons qu'avec le progrès des sciences et la diffusion des connaissances astronomiques, les romanciers et les auteurs dramatiques trouveront dans les bolides de nouveaux moyens de punir le crime triomphant et de relever la vertu appauvrie et souffrante. Une masse de fer comme celle que Pallas observa en Sibérie viendra des espaces célestes écraser le pervers opulent, et un lingot d'or non moins immense tombera dans la triste retraite du juste indigent.

L'année 1852 a vu commencer la publication des beaux travaux ordonnés par l'empereur de Russie pour la détermination de la figure de la terre. Ces travaux sont dus à M. Struve. La *géodésie,* car c'est ainsi qu'on désigne la mesure de la terre et la détermination de sa figure, est vraiment une science française par l'initiative de notre nation. Écoutons l'astronome royal d'Angleterre, M. Airy, homme aussi élevé moralement au-dessus des injustes vanités nationales reprochées à sa nation qu'il l'est scientifiquement par ses beaux travaux de théorie et d'observation. M. Airy s'exprime ainsi : « On lit dans l'*Histoire de la Civilisation,* par M. Guizot, que *la France a été le grand pionnier de la science; que, généralement parlant, la civilisation est originaire de France.* Je pense qu'en matière de science, il en est ainsi que l'affirme M. Guizot. Quand la question de la figure de la terre vint à être débattue, deux expéditions célèbres s'effectuèrent sous les auspices du gouvernement français. Ce furent les deux premières grandes expéditions inscrites dans l'histoire du monde. L'une fut envoyée en Laponie, près du pôle; l'autre le fut au Pérou, sous l'équateur,—et jamais expéditions ne se rendirent plus justement célèbres que ces deux-là. » On était alors presque au milieu du XVIIIe siècle. Au commencement de celui-ci, les travaux faits en France ont continué la gloire nationale et illustré les noms de MM. Delambre, Méchain, Biot et Arago. L'Angleterre, dans son territoire restreint, a mesuré très exactement sa portion de surface terrestre dans les deux sens, et notamment de l'est à l'ouest, par le beau travail de M. Airy, dont je viens de citer le nom, mais, dans ses immenses possessions de l'Inde, l'Angleterre a fait mesurer un arc de même étendue que l'arc de France. Celui de Russie pose une de ses extrémités au cap Nord, et l'autre sur la Mer Noire. Enfin les États-Unis, en ce moment même, mesurent la terre sur leur vaste territoire. Les travaux, confiés à la direction de M. Bache, l'arrière-petit-fils de Franklin, sont dignes d'un peuple qui a tout un continent pour territoire, et dont la population, au-

jourd'hui presque égale à celle de la France, comptera en 1900 plus de cent vingt millions d'âmes. Dans la vie des peuples, 1800 c'était hier; 1900, ce sera demain!

II.

Ainsi que le remarque Laplace, l'astronomie actuelle est la seule science en possession de prédire les événemens futurs plusieurs siècles à l'avance. Il est bien entendu que ces prédictions n'ont pour objet que la prescience des faits astronomiques, c'est-à-dire de la position des astres dont les mouvemens enchaînés par les calculs théoriques sont infailliblement nécessaires, autant infaillibles, par exemple, que l'heure du lever et du coucher du soleil dans telle localité, à tel jour de l'année. Où sera le pôle dans trente siècles? Où sera le soleil? Où seront les planètes? Quel sera l'aspect des étoiles doubles? Quelle longueur auront les différentes saisons? Tout cela peut être prédit, et sous ce point de vue, la curiosité s'en rapporte volontiers à l'infaillibilité des mathématiques. Cherchons donc ce qui est moins certain. D'après l'activité scientifique universelle, essayons de préciser ce que nous pouvons espérer pour 1853.

La grande lunette de l'Observatoire de Paris, convenablement portée sur le pied parallactique voté par la chambre française, marquera une ère dans la science des astres, où, suivant Fontenelle, *l'art d'observer, qui n'est que le fondement de la science, est lui-même une très-grande science*. Tous les problèmes sur lesquels les observateurs de Paris doivent interroger le ciel sont déjà prêts. Les observatoires de France, d'Allemagne, d'Italie, de Russie, de l'Inde, du cap de Bonne-Espérance, d'Angleterre, du Canada, les nombreux observatoires des États-Unis, tous les observatoires privés de l'Angleterre et de l'Amérique, ne resteront pas oisifs. Le nombre des petites planètes s'accroîtra sans doute jusqu'à trente, en descendant jusqu'aux points presque imperceptibles du ciel étoilé, observés avec des télescopes de plus en plus puissans. La théorie de la lune, dont les positions guident le navigateur et le voyageur dans les déserts des océans et des pays inconnus, sera perfectionnée, et, au lieu d'atteindre un demi-siècle de prévisions exactes, franchira un ou deux siècles d'intervalle. Les comètes dont le retour est attendu se montreront à l'appel des éphémérides mathématiques; d'autres seront découvertes, et on pourra raisonner sur leur ensemble. Enfin la géographie astronomique, en Russie et en Amérique surtout, atteindra la précision qu'elle a depuis longtemps en France et depuis plusieurs années en Angleterre. De nouvelles lunes seront, comme dans ces dernières années, ajoutées à celles que l'on connaissait déjà autour de Saturne, d'Uranus et de Neptune, et peut-être même autour de Jupiter et de Vénus. Les éclipses n'offriront pas, en 1853, grand intérêt. Les observateurs qui, en juillet 1851, s'étaient trouvés réunis en Norvége et en Prusse pour l'éclipse totale de soleil, se sont donné rendez-vous en Algérie pour celle de 1861. Enfin nous aurons la géographie de la lune, que les grands instrumens permettent d'observer à peu près aussi bien que du sommet du Puy-de-Dôme on observe la Limagne d'Auvergne, ou bien les vallées du Roussillon du sommet du Canigou, ou enfin les vallées suisses du sommet des Alpes. Cette géographie de la lune, ou plutôt cette géologie,

plaines par plaines, volcans par volcans et même rochers par rochers, nous dévoilera de curieuses lois de formations de terrains sur ce vaste globe désert où rien ne change, rien ne végète, où il n'y a ni pluies, ni vents, ni mers, ni rivières, encore moins aucune trace ou empreinte des travaux ou de l'existence des êtres vivans, tandis que sur Mars, qui est quatre cents fois plus éloigné, et même sur Jupiter, bien plus éloigné encore, nous apercevons les effets de plusieurs des météores qui se développent sur une si grande échelle dans notre atmosphère. L'atmosphère elle-même semble totalement manquer à la lune. Lord Rosse nous promet une étude complète de la géologie de notre satellite, qui a déjà été l'objet de plusieurs observations de M. William Bond, de l'observatoire de Cambridge, près Boston, pourvu, comme nous l'avons dit, d'une lunette égale à celles des observatoires de Paris et de Saint-Pétersbourg.

Mais, dira-t-on, voilà de la science d'observatoire qu'il faut acheter au prix de la construction d'instrumens immenses, difficiles à se procurer et encore plus difficiles à manier et à utiliser dans le petit nombre d'heures où le ciel, parfaitement limpide et serein, permet de pousser les instrumens à toute la puissance dont ils sont susceptibles! En défalquant les nuits où la clarté de la lune gêne les observations délicates autant que le jour gêne les observations ordinaires des étoiles, William Herschell, que l'on peut regarder comme l'incarnation du génie observateur, ne comptait pas en Angleterre plus de cent heures par an pour les observations parfaites; nous n'en avons pas le double à Paris. Transporter les grands instrumens astronomiques au sommet des Alpes, des Pyrénées, des chaînes de l'Himalaya dans l'Inde ou des Cordillères d'Amérique, c'est ce qui se fera, mais qui est encore moins accessible au public que la construction des observatoires. N'y a-t-il donc rien pour l'*astronomie bourgeoise*, pour ainsi dire, pour l'astronomie populaire, peu ambitieuse, qui voudrait vérifier seulement les principaux phénomènes célestes, sauf à croire sur parole les observateurs que leur position professionnelle ou l'amour de la gloire porte à tenter ce qu'il y a de plus difficile dans cette difficile science d'observation? Nous nous sommes occupé, il y a plus de vingt ans, de cette question d'un mérite modeste en apparence, mais en réalité recommandable par le grand nombre de personnes auxquelles elle ouvre la contemplation des plus beaux phénomènes célestes. Sous notre direction, M. Soleil, l'excellent opticien, après de persévérantes tentatives, a construit une lunette ou télescope astronomique et terrestre tout à fait portatif et de la même force à peu près que les instrumens avec lesquels, sur les places publiques de Paris, le public est admis, pour quelques centimes, à l'observation des objets les plus curieux que chaque saison nous présente dans le ciel.

Je suppose donc un instrument de cette force, qui est à peu près celle des lunettes employées dans la télégraphie non électrique ou par les capitaines de marine sur les vaisseaux bien approvisionnés; je le suppose, dis-je, en 1853, entre les mains d'un amateur tout à fait inexpérimenté. Il mettra d'abord le tuyau des oculaires terrestres, et il se donnera le plaisir très vulgaire, mais toujours nouveau, de lire un livre à une distance d'une centaine de mètres ou l'heure sur un cadran beaucoup plus éloigné, de distinguer les arbres, les escarpemens des montagnes ou les vaisseaux en mer, de jour et de nuit, avec une merveilleuse facilité; il discernera les détails microsco-

piques de la végétation et les mouvemens des insectes d'un bout à l'autre d'un jardin de grandeur ordinaire; il verra enfin, par les ondulations de l'air, courir le vent sur les plaines et sur les collines, comme on le voit quand il fait ondoyer les épis d'une vaste moisson près de sa maturité. Déjà familier avec la vision télescopique, il substituera l'oculaire astronomique à l'oculaire terrestre, et, observant la lune avant son premier et après son dernier quartier, le soir ou le matin, il reconnaîtra les cavités arrondies de ses cratères volcaniques et les ombres que projettent les montagnes et les collines sur les plaines et sur le fond des abîmes des cratères. De jour en jour et presque d'heure en heure, l'aspect changera, comme changent les ombres terrestres, d'heure en heure, à mesure que le soleil s'élève ou s'abaisse. Tout cela se voit en tout temps. Voici pour 1853 : le 29 mars prochain, la lune éclipsera la brillante étoile Bêta, du scorpion; l'étoile sera couverte par la lune vers midi trois quarts, et l'éclipse, quoiqu'en plein jour, sera parfaitement visible à la lunette astronomique. Une heure après, l'étoile reparaîtra à l'autre côté de la lune. Le même phénomène, avec la même étoile, se reproduira deux lunaisons plus tard, savoir le 22 mai prochain, au moment de la pleine lune. L'éclipse commencera à huit heures trois quarts du soir, et durera jusque vers neuf heures trois quarts. Dans la même année, la planète Mars sera éclipsée par la lune le 1er août, un peu avant six heures du matin; l'éclipse durera plus d'une heure un quart. La facilité de pointer sur la lune rendra l'observation sûre; la planète disparaîtra du côté brillant de la lune, et reparaîtra à sept heures un quart du côté obscur de cet astre.

L'observateur, après avoir armé son oculaire d'un verre noir disposé tout exprès, verra en 1853, comme dans toute autre année, les taches noires du soleil, que rien ne nous peut faire prévoir jusqu'ici, mais qui manquent rarement pendant plusieurs mois. En suivant la position de ces taches, il s'assurera que cet astre dominateur de notre système planétaire, et qui est quatorze cent mille fois plus gros que la terre, tourne sur lui-même en vingt-cinq ou vingt-six jours.

La planète Vénus n'offrira point cette année ces beaux croissans analogues à ceux de la lune, qui font la délectation des amateurs d'astronomie populaire, et qui servirent si bien à Galilée pour prouver, d'accord avec Copernic, que la terre n'est point le centre des mouvemens des planètes. Ce ne sera que tardivement, le 28 décembre 1853, qu'elle nous montrera son disque à demi illuminé et coupé en deux, comme la lune à son premier et à son dernier quartier. Ses beaux aspects en croissans, à cornes très aiguës, ne se montreront qu'en 1854.

Mercure, quoique plus petit et plus difficile à voir bien nettement, offrira des croissans très aigus le 5 et le 16 avril 1853, le 13 et le 23 août, le 1er et le 11 décembre; il aura l'aspect d'une lune âgée de trois à quatre jours. Il sera préférable pour la netteté de la vision aussi bien que pour Vénus d'observer la planète avant la fin du crépuscule et quand le ciel est encore bien illuminé par le reflet atmosphérique des rayons solaires.

Mars n'offrira rien d'intéressant aux lunettes ordinaires.

Jupiter sera dans son plus grand éclat et dans sa plus grande proximité de la terre pendant le mois de juin, et à cette époque il sera en plein ciel à mi-

nuit. Quoique cette année cette belle planète soit très abaissée vers le sud, le télescope montrera très bien les bandes obscures qui suivent son équateur, et que l'on assimile à l'aspect que doivent offrir les courans de nos vents alisés pour les observateurs de la terre situés dans les autres planètes. Notez que dans Jupiter, où règne un printemps perpétuel, les courans atmosphériques doivent avoir une régularité qui ne peut appartenir aux courans aériens de notre terre, lesquels sont perpétuellement troublés par les changemens des saisons. Je renvoie aux éphémérides astronomiques ceux qui voudraient être témoins d'une de ces éclipses des quatre lunes de Jupiter si curieuses par leur analogie avec nos éclipses de lune. Ces quatre lunes elles-mêmes, avec toutes leurs configurations de chaque côté de la planète principale, sont un objet du plus haut intérêt, même pour les personnes les plus indifférentes aux notions astronomiques. La *Connaissance des Temps pour* 1853, publiée par le Bureau des Longitudes de France, donne pour chaque jour la configuration des quatre lunes de Jupiter des deux côtés de leur planète principale, et c'est toujours une surprise pour les personnes peu habituées à la précision astronomique de trouver dans le champ de la lunette l'aspect indiqué longtemps d'avance par le calcul — reproduit fidèlement dans le ciel.

Saturne et son anneau seront bien visibles au milieu de novembre 1853. Un faible télescope peut à peine atteindre à la visibilité du plus brillant de ses huit satellites ou lunes. Saturne, en 1853, sera très haut dans notre ciel boréal et très-favorablement situé pour l'observation. Quant à Uranus, qui, dit-on, était connu des habitans d'Otahiti, qui l'observaient à l'œil nu avant qu'Herschell le découvrît en Angleterre, il y a si peu de cas où son voisinage d'une étoile bien visible permette de l'observer commodément, qu'il serait superflu d'insister sur les moyens de le trouver, surtout quand on pense que le résultat de cette pénible recherche ne serait que la vue d'un point faiblement brillant tout semblable à une petite étoile.

Aucune des comètes à période connue ne revient en 1853. La comète attendue en 1848 manque depuis lors au rendez-vous et fait conjecturer quelque perturbation extraordinaire; mais cela n'a rien à fournir à l'astronomie populaire.

Depuis qu'en Amérique le télégraphe électrique a été employé à la détermination des longitudes, cet admirable appareil peut être considéré comme un véritable instrument d'astronomie. Notre belle administration télégraphique française vient d'atteindre Marseille ces jours derniers, et dans le courant de 1853, le réseau télégraphique de la France sera complété. Déjà, en septembre 1851, le télégraphe électrique sous-marin avait relié l'Angleterre à la France et l'Observatoire de Paris à celui de Greenwich. Plus tard, l'occasion s'offrira peut-être de constater ici plusieurs des curieux résultats obtenus dans l'ancien et le nouveau continent par l'électricité de la pile de Volta. Je me bornerai à dire aujourd'hui que l'idée de faire traverser l'Atlantique tout entier à un câble électrique allant d'Europe aux États-Unis me semble d'une difficulté insurmontable, et que la seule voie pour relier télégraphiquement les deux mondes, c'est de passer par le détroit de Behring, qui, avec les îles qui le partagent en deux, n'offre pas plus de difficulté que la Manche pour la pose d'un câble électrique sous-marin.

Si les astres, en perdant toute influence sur les destinées des hommes, ont aux yeux du vulgaire perdu tout l'intérêt qui s'attachait à leurs mouvemens et à leur position, nous trouvons cependant un cas où cette influence se manifeste sur notre globe; il est bien entendu que c'est une influence physique et non une influence morale : je veux parler des marées. Tous les jours, sous l'influence de la lune et du soleil, les océans terrestres se soulèvent et s'abaissent deux fois. Deux fois par jour, le rivage est envahi par le flux et ensuite abandonné par le reflux. Cette incessante énergie des astres moteurs, et cette perpétuelle obéissance des plaines liquides aux lois mécaniques de la nature, se traduisent par des mouvemens tellement continus, que l'Océan semble animé; mais c'est surtout sur les côtes de France que ces alternatives se déploient sur une grande échelle. Un phénomène encore plus curieux est celui dont nous avons donné ici même la description et l'explication (1) : je veux parler de la barre ou *mascaret* de la Seine, c'est-à-dire de cet immense et formidable flot qui, aux époques des pleines lunes et des nouvelles lunes des équinoxes, envahit subitement le bassin de la Seine dans les parages de Quillebœuf, à l'embouchure du fleuve. Pour être témoin de ce grand mouvement des eaux, supposons en 1853 un curieux partant de Paris pour Rouen, et de cette dernière ville arrivant en peu d'heures à Quillebœuf, par la voie de Pont-Audemer. Si c'est au 26 ou au 27 mars 1853, au 24 ou ou 25 avril, au 3 ou au 4 octobre, ou bien enfin au 2 ou au 3 novembre, il contemplera le plus beau et le plus curieux de tous les phénomènes de l'Océan. Des grèves à perte de vue, sablonneuses et vaseuses, des rives basses, une rivière indigente d'eau, comparativement à son lit immense, seront, à une heure prévue, inscrites dans les éphémérides astronomiques, envahies avec fracas par une profonde plaine liquide poussée d'un mouvement irrésistible, au milieu du calme le plus complet, et dans le silence des vents et des orages. Ce n'est pas savoir profiter des beautés de la nature que de ne point aller observer ces magiques coups de théâtre de l'Océan, quand ils sont si près de nous et d'un accès si facile.

Je terminerai en émettant le vœu que le goût et la pratique de l'astronomie deviennent assez populaires en France pour engager les amateurs à soulager autant que possible dans leurs travaux les astronomes de profession, écrasés par les observations et les calculs réguliers des grands observatoires. Pourquoi ne verrions-nous pas chez nous, comme en Angleterre et aux États-Unis, des amateurs intelligens et dévoués établir dans des observatoires privés des instrumens spéciaux, pour suivre telle ou telle branche de cette belle science de la nature, dont le domaine embrasse l'immensité de l'univers? Le grand Herschell lui-même, qu'était-il par rapport à l'observatoire royal d'Angleterre, sinon un simple amateur? Et cependant qui jamais a fait plus que lui pour l'astronomie? A part toute bravade d'esprit national, la France, dans l'astronomie comme ailleurs, peut-elle accepter une infériorité?

BABINET, de l'Institut.

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre 1852.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 janvier 1853.

Puisque donc nous voici entrés dans une année nouvelle et que cette année elle-même n'est déjà plus entière devant nous, puisqu'il ne nous est point donné de suspendre le vol rapide du temps, ou plutôt puisqu'il est en dehors de notre pouvoir de nous arrêter nous-mêmes, selon la pensée d'un vieux poète, ne faut-il pas du moins, à mesure que se déroule le spectacle des choses actuelles, essayer du mieux qu'il se peut de les recueillir et de les coordonner? Sur ce fond mystérieux et changeant d'une époque, l'historien n'est tenu de saisir que les grandes lignes, les grands résultats. Que d'élémens obscurs y trouvent place cependant! Que d'impressions fugitives viennent s'y mêler! Que d'événemens qui ne sont des événemens que pour les contemporains et qui forment néanmoins ce que nous pourrions appeler le tissu de l'existence quotidienne d'un peuple! Rien ne passe sous nos yeux qui n'ait son caractère et sa signification; rien ne se produit qui ne puisse offrir à quelque degré la mesure du mouvement des choses, depuis l'inauguration d'une église jusqu'à ces questions diplomatiques où se manifestent les dispositions réciproques des gouvernemens, depuis les démembremens d'un parti jusqu'aux changemens qui s'opèrent dans l'organisation politique d'un pays. Chaque jour heureusement ne voit point éclater quelqu'un de ces faits qui transforment radicalement la vie d'une nation; mais les révolutions une fois accomplies et une situation étant donnée, chaque jour peut montrer cette situation sous une face nouvelle et par des côtés divers. Autant d'incidens qui se produisent, autant de traits de la physionomie du moment; et quand ces traits se dessinent avec quelque confusion, c'est à qui sait bien regarder de les voir d'une manière distincte. L'année qui s'ouvrait il y a peu de jours a-t-elle déjà vu naître quelques-uns de ces incidens caractéristiques? Peut-être en est-il plus d'un où se peint la situation de la France vis-à-vis d'elle-même en quelque sorte et vis-à-vis des autres pays. Deux faits d'un ordre bien différent, — l'inauguration de Sainte-Geneviève et la reconnaissance du nouvel empire par

les grandes puissances continentales, — ne sont point, il nous semble, sans avoir leur place dans l'histoire la plus récente de notre pays, non pas qu'ils aient rien de commun, mais parce qu'ils expriment sous des formes diverses la situation actuelle de la France.

C'est le lendemain du jour où l'année commençait que le Panthéon était de nouveau rendu au culte catholique. Ce nom même de Panthéon s'effaçait devant le nom plus chrétien de Sainte-Geneviève, patronne de Paris. La religion reprenait solennellement possession de cette enceinte et la ranimait de ses pompes. C'est une destinée singulière parfois que celle des monumens. Le Panthéon, dans son histoire, ne semble-t-il pas résumer d'une manière saisissante toutes les luttes, les fluctuations, les incertitudes de notre temps? Dans sa destination première, il y a un siècle, ce devait être une église; cinquante ans plus tard, la révolution y entrait en souveraine et en faisait une sorte de temple païen élevé à l'homme; elle envoyait ses scribes verbaliser sur l'enlèvement des reliques et de la châsse de sainte Geneviève, œuvre du « ci-devant soi-disant saint Éloi, *orfévre et évêque de Paris.* » Marat allait remplacer la sainte de Nanterre. Toutes ces obscénités épuisées, l'empereur venait rendre l'enceinte profanée au culte religieux. Ce ne fut cependant que sous la restauration, en réalité, que cette mesure trouva son plein accomplissement. Mais déjà commençait la réaction contre le clergé et les influences de l'église, et bientôt, en 1830, le Panthéon redevenait ce que la révolution l'avait fait une première fois. Enfin survint la révolution de 1848, et ici, comme pour résumer notre histoire dans ce qu'elle a de plus tragique, ce temple étrange était destiné à devenir le théâtre d'un des plus sanglans épisodes des journées de juin. Après ces scènes funèbres, il semble que la prière seule pût s'élever sous ces voûtes où la guerre servile avait pénétré comme la dernière dérision de l'orgueil humain. Un décret, en effet, rendait, il y a un an, le Panthéon à sa destination première, et c'est l'autre jour que l'autel se relevait au fond de ce sanctuaire, où ont régné les influences les plus opposées. A travers toutes ces alternatives, qu'on le remarque bien, il y a quelque chose de plus profond qu'une série de changemens dans la destination d'un monument public. A chacun de ces changemens, il s'agit de savoir quelle est la direction des idées; il s'agit de savoir de quel côté l'homme moderne incline ses adorations, du côté de Dieu ou du côté de lui-même. Sans doute rien n'est plus juste et plus moral pour un peuple que d'honorer les hommes qui l'ont servi par leurs vertus, leur héroïsme ou leur génie, de conserver leur image et de perpétuer leur souvenir. Ce qui est une triste et violente pensée, c'est le fanatisme de l'homme pour lui-même poussé au point de s'ériger un temple et un culte. Là est le renversement de toutes les notions. Il n'y a point de temple pour l'homme. Pour l'écrivain de génie, le véritable temple, c'est le livre qui porte son nom et l'influence de ses idées à tous les coins du monde; pour l'artiste, c'est le musée où figurent ses ouvrages; pour l'homme d'état, c'est l'histoire qui raconte ses actions et ses services. C'est par tout cela que les uns et les autres se survivent. Voilà pourquoi, en soi-même, tout ce qui ramène le culte de l'homme à Dieu seul, tout ce qui replace un temple sous son invocation naturelle est une restitution salutaire. Seulement, que cette restitution, pour être durable, s'accomplisse en dehors de tout esprit de réaction intempestive,

et évite tout ce qui pourrait ressembler à une victoire de parti ou à une vengeance. Si de toutes les vicissitudes du Panthéon il peut ressortir des lumières pour tous les esprits réfléchis, n'en ressort-il point aussi pour la religion elle-même? Mgr l'archevêque de Paris, à l'inauguration de Sainte-Geneviève, rappelant une des phases de l'histoire de ce monument sous la restauration, ajoutait qu'en 1830 il avait porté le poids d'une funeste solidarité politique. Cela est vrai, et c'est un motif de plus pour la religion de rester elle-même. Si elle ne doit jamais participer aux passions du moment, encore moins doit-elle aller réveiller des passions rétrospectives. — Hommes et gouvernemens, et même membres de l'église, nous avons tous traversé des années où on n'a pas toujours fait tout ce qu'on aurait voulu faire, et où on n'a pu toujours éviter tout ce qu'on n'approuvait pas. Il faut bien se sentir soi-même sans péché pour jeter la pierre à d'autres. Nous soumettrions volontiers une considération à Mgr l'archevêque de Paris : après quinze ans de faveur sans limite et d'identification presque complète avec l'autorité politique sous la restauration, la religion s'est trouvée haïe, suspectée et menacée; après dix-huit ans de persécutions et d'injures, comme on ne craint pas de le dire, la religion s'est trouvée populaire, honorée et invoquée, en possession de toutes ses forces pour aider au salut de la société. Il faut bien que sous ce régime il y eût quelque chose qui ne fût point entièrement défavorable au progrès de l'influence religieuse. Quoi qu'il en soit, la restitution du Panthéon au culte chrétien est très certainement un des signes les plus caractéristiques de notre temps, un des symptômes palpables des tendances qui renaissent à l'issue des révolutions. C'est un des faits qui marquent le mieux ce que nous appelions la situation de la France vis-à-vis d'elle-même, du moins dans cet ordre d'intérêts moraux et religieux. Il y a longtemps que le nouveau gouvernement a reçu de l'église ses lettres de reconnaissance.

Dans une sphère d'intérêts plus temporels, dans les rapports de la France avec les autres nations, où en est cependant aujourd'hui cette question de la reconnaissance des nouvelles institutions impériales? Il y a eu, comme on sait, les gouvernemens qui ont reconnu tout d'abord l'empire, et il y a eu ceux qui ont pris le temps pour méditer leur acquiescement. L'Angleterre, l'Espagne, Naples, la Belgique, sont au nombre des premiers; la Russie, la Prusse, l'Autriche, sont au nombre des seconds. C'est à une date assez récente que les ministres de ces dernières puissances ont remis leurs lettres de créance. Serait-ce soulever indiscrètement le voile de dire que tout a bien pu ne point se passer sans commentaires, sans négociations épineuses, et surtout sans rumeurs au dehors? Quand il en serait ainsi, où donc serait le sujet de surprise? Évidemment les transformations politiques d'un pays comme la France ne s'accomplissent pas sans soulever des questions qui touchent à plus d'un intérêt. Seulement ceux qui résoudront ces questions dans un esprit supérieur de conciliation et de prudence, ceux-là auront infailliblement raison devant la civilisation, devant le monde, devant les peuples mêmes qu'ils sont appelés à diriger. Par la rapidité de ses évolutions, par la brusquerie de ses métamorphoses, la France sans doute est un pays avec lequel il n'est point toujours facile de vivre : elle étonne assez souvent et déconcerte encore plus; elle multiplie peut-être les embarras en multipliant pour les gouverne-

mens les occasions de résolutions délicates; mais, s'il n'est point facile de vivre avec elle, il serait encore plus difficile de vivre sans elle ou tout à fait en dehors d'elle en Europe. Ce n'est point d'aujourd'hui qu'elle ébranle ou qu'elle rassure le monde. Les traités n'ont point prévu tous ses gouvernemens : soit; les traités ont subi bien d'autres infractions depuis trente ans. De nouveaux états se sont formés, des territoires ont été absorbés, des agrandissemens territoriaux se sont produits, et ce n'est pas seulement dans ces détails que les traités ont reçu des atteintes, c'est dans leur esprit même. La politique de non-intervention, qui domine aujourd'hui, n'est-elle pas la contradiction éclatante de la politique de solidarité entre les dynasties, sur laquelle reposait la sainte-alliance? Quel est le sens profond de ce changement dans l'esprit qui préside aux relations internationales? C'est de mettre au-dessus de tout l'intérêt de la paix générale, c'est de concilier cette paix avec l'indépendance intérieure des peuples. L'Angleterre n'a point de peine à reconnaître cette politique : elle dérive du droit des souverainetés nationales. Nous concevons qu'elle ne trouve point partout la même faveur en Europe; mais le pire encore serait de mêler un peu de la politique de la sainte-alliance et un peu de la politique de non-intervention, de pratiquer la seconde avec l'esprit de la première, de dire à des gouvernemens investis de la plus grande autorité : Vous êtes des gouvernemens, mais non pas des gouvernemens comme nous; nous serons amis, mais politiquement, avec les différences que comportent les traditions et les circonstances. A tout cela, il nous semble, il serait trop aisé de répondre, et il serait encore plus facile d'opposer à des questions secondaires ce besoin universel de paix, garantie de la sécurité sociale et de cet immense développement d'intérêts qui suit aujourd'hui son cours en Europe. Qu'on se souvienne qu'après 1830 il fallut dans le régime nouveau la plus rare longanimité et l'amour profond de la paix qu'il nourrissait, pour ne point céder parfois à des susceptibilités légitimes, qui l'eussent infailliblement popularisé. L'exemple est assez récent, il a même porté ses fruits, assure-t-on, quand il n'était plus temps, il est vrai, pour le régime de 1830 de recueillir les témoignages de ces dispositions nouvelles; mais l'expérience n'est point perdue sans doute. Nous sommes bien convaincus aujourd'hui que tout le monde en Europe désire la paix, — une paix honorable, intelligente, protectrice de tous les intérêts. En ce qui touche le gouvernement français, il ne faudrait pour preuve que le soin qu'il met à constater les faveurs dont sont l'objet de la part de leurs cabinets les ministres accrédités auprès de lui par les puissances étrangères et les témoignages qu'il n'a cessé de multiplier. Il est assez difficile souvent de pénétrer le mystérieux travail des chancelleries; mais au fond, leur secret, nous le connaissons : il ne peut être autre chose que le vœu universel des peuples, qui aspirent au calme, au repos et au développement tranquille de leur génie et de leur activité.

C'est donc une question vidée maintenant en fait et en principe que cette reconnaissance de l'empire par les principaux états de l'Europe continentale. Au fond, ce qui reste, c'est le résultat; et en même temps que le régime nouveau, par cet acte diplomatique, prenait définitivement aux yeux du monde le caractère d'un gouvernement régulièrement reconnu, il achevait de s'organiser à l'intérieur. Un décret du 31 décembre venait compléter le sénatus-

consulte qui a modifié la constitution. D'après les changemens apportés dans la loi fondamentale, on a vu déjà quelles prérogatives, sinon nouvelles peut-être, du moins plus nettement accentuées, sont conférées à l'autorité exécutive. Finances, exécution des travaux publics, répartition des crédits votés par le corps législatif pour chaque ministère, traités diplomatiques et commerciaux, fixation des tarifs de douane, — le pouvoir de l'empereur s'étend à ces diverses matières qui résument elles-mêmes les plus grands intérêts du pays. Quelles modifications subit le pouvoir législatif d'après le dernier décret? Ce ne sont, à vrai dire, que des modifications de détail, dont quelques-unes semblent avoir pour but de pallier des inconvéniens qui, au point de vue même du mécanisme de la constitution du 15 janvier 1852, s'étaient fait sentir dans la session passée. D'après l'une de ces modifications, la présidence des bureaux est à l'élection, au lieu d'être dévolue au hasard de l'âge. En cas de dissentiment entre le conseil d'état et le corps législatif sur un amendement proposé à une loi, cette dernière assemblée peut déléguer trois de ses membres pour discuter la proposition avec les membres du conseil d'état. D'un autre côté, le récent décret affecte une dotation fixe aux sénateurs et une indemnité aux membres du corps législatif pour le temps des sessions. Enfin le nouveau règlement crée une distinction entre le procès-verbal des séances législatives, qui ne fait que résumer les opérations et les votes de l'assemblée, et le compte-rendu destiné à la presse, lequel continue à reproduire nominativement l'analyse des opinions et des discours de chaque orateur. Ce compte-rendu est soumis à la surveillance et à l'approbation d'une commission formée du président du corps législatif et des présidens de chaque bureau. Comme on voit, les précautions ne manquent pas dans ce prudent mécanisme, pour tracer le domaine de l'action du corps législatif et des journaux. Sur un autre point d'ailleurs, la presse vient de trouver quelque adoucissement dans un décret nouveau. Jusqu'ici, toute amende résultant d'une condamnation essuyée par un journal devait être comptée dans le délai de trois jours au trésor, à qui elle restait dès ce moment acquise, — de telle sorte que, si peu après le chef de l'état venait à exercer son droit de grâce, cette mesure ne pouvait avoir d'effet pour le journal quant à l'amende payée par lui. Maintenant cette amende devra rester déposée à la caisse des consignations pendant trois mois, et pourra être restituée au journal en cas d'exercice du droit de grâce dans cet intervalle. C'est un adoucissement dans le régime matériel de la presse, qui n'a plus trop de tous ses moyens pour mener la laborieuse existence que les événemens lui ont faite.

De toutes les élaborations successives par lesquelles la législation politique de la France passe, on le voit, le pouvoir sort toujours entier, souverain, affranchi de toute sujétion et de tout obstacle. Ce ne sont point les prérogatives qui lui manquent pour imprimer un mouvement fécond aux intérêts généraux du pays. Dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel, dans l'instruction publique comme dans les finances, dans les travaux publics comme dans l'industrie, le champ est vaste, à la condition de marcher avec prudence. Pour ne parler que du commerce, une des plus grandes questions, dont nous avons déjà dit quelques mots, c'est celle des paquebots transatlantiques. Comme toute affaire sérieuse, cette question continue à être l'objet

d'ardentes préoccupations dans les principaux foyers commerciaux; mais il semble qu'elle soit sur le point d'entrer aujourd'hui dans une phase nouvelle. Jusqu'à présent, c'était à qui aurait une tête de ligne pour les États-Unis ou l'Amérique du Sud entre les villes commerciales les plus considérables : — Le Havre, Bordeaux, Nantes, Marseille. La difficulté était de concilier toutes ces prétentions, outre qu'au dernier moment il se trouvait toujours quelque impossibilité résultant soit de la situation, soit de l'imperfection des divers ports de commerce. Or, tandis que Le Havre, Bordeaux, Marseille, se disputent la prééminence, le gouvernement paraît dans l'intention de trancher la difficulté en faisant d'un port de guerre, de Cherbourg, par exemple, l'unique point de départ des paquebots destinés à relier la France au Nouveau-Monde. Le gouvernement se montrerait disposé à concéder le privilége à une seule compagnie, qui serait tenue d'entretenir un assez grand nombre de paquebots, lesquels pourraient, au besoin, être mis au service de l'état et former une flotte à vapeur d'une certaine importance. Ici, on le voit, l'intérêt politique vient se joindre à l'intérêt commercial d'une manière plus sensible. Nous ne saurions rechercher en ce moment si cette considération est de nature à compliquer la solution ou à la rendre plus facile. L'un et l'autre peut être vrai à la fois. Toujours est-il que, quelque décision qui soit prise, les difficultés de divers genres qui se rattachent à cette sérieuse affaire ne peuvent manquer d'être prochainement résolues.

Pour statuer souverainement sur ce grave intérêt comme sur bien d'autres, le gouvernement est d'autant plus à l'aise aujourd'hui qu'il est politiquement plus affranchi. Il n'est point embarrassé à coup sûr par les contestations, par l'action intérieure des partis disciplinés et en armes. Les partis au contraire semblent se dissoudre et se démembrer chaque jour sous nos yeux, aussi incertains sur ce qu'ils doivent faire que sur ce qu'ils doivent éviter. Lorsque M. de Pastoret et M. de La Rochejacquelein entrent au sénat, lorsque tant d'autres, à des titres différens, prennent part à l'administration publique, ce n'est point évidemment l'abdication du parti légitimiste, mais n'est-ce point le signe de cette dissolution dont nous parlons? Et n'en est-il pas toujours de même? Tant que les grandes questions de gouvernement sont en suspens et que la victoire peut échoir au plus actif, au plus habile, au plus heureux, les partis ont une raison d'être; ils s'entretiennent dans leur ardeur et leur discipline; ils ont devant eux l'horizon et l'avenir. Dès que ces questions sont résolues, le plus grand élément de cohésion, l'espoir du succès, leur manque; le sol fuit sous leurs pieds. Il n'y a plus de partis à vrai dire; il n'y a que des individualités dispersées qui règlent leur conduite sur leurs intérêts, leurs convenances, leurs ambitions, leurs ressentimens, ou se rattachent même au pouvoir par un mobile plus honorable, celui de servir le pays en tout état de cause. Encore ce ne sont point ceux-là souvent qui, par leur promptitude à trouver partout leur place, font le plus de mal à leur parti; ce sont ceux qui, au milieu de la dissolution, excellent à diviser encore, ceux qui réussissent à beaucoup empêcher pour ne rien faire, ceux qui se font de petites églises où ils récitent chaque jour l'oraison qui doit les sauver; ce sont ceux qui restent insensibles au mouvement des choses, et font de leur immobilité une sorte de reproche pour tout le monde. Malheureusement c'est là un genre de disso-

lution qui travaille depuis longtemps le parti légitimiste, sans qu'il s'en doute peut-être, et son histoire ne serait pas la moins curieuse dans la mêlée des opinions contemporaines.

Une des suprêmes illusions des partis d'ailleurs, c'est de ne jamais s'imputer à eux-mêmes leurs défaites et leur impuissance. Interrogez le parti légitimiste; il ne reconnaîtra point, à coup sûr, que c'est à lui surtout que la restauration a dû de périr, et cependant chaque œuvre qui paraît, en éclairant cette époque, met à nu cette vérité, qui n'est point nouvelle. Un livre que publie M. de Marcellus, — *la Politique de la Restauration en* 1822 *et* 1823, — montre comment une grande entreprise telle que l'expédition d'Espagne devient inutile. Le dernier volume de l'*Histoire de la Restauration* de M. de Lamartine fait voir la crise de cette époque à son triste et fatal dénouement. Une chose nous frappe dans l'ouvrage de M. de Marcellus : l'auteur, alors chargé d'affaires de France à Londres, rapporte que, dès 1823, Canning, dans une conversation, laissait percer le pressentiment d'une révolution de 1688 pour notre pays. Ce n'était point, autant que le pouvait croire M. de Marcellus, un soupçon de conspiration jeté sur un prince rapproché du trône. Ce que pensait et ce que voyait Canning, c'est qu'il y avait en France un parti ardent et compacte qui héritait de toutes les fautes du gouvernement, que chaque violence des majorités victorieuses popularisait dans le pays, qui grandissait chaque jour par toutes les occasions qu'on lui offrait, et qui devait nécessairement, à la dernière heure, trouver sa personnification couronnée. Le gouvernement français ne tenait nul compte de la communication de son jeune envoyé à Londres, et il avait tort. Il aurait dû y voir, non une complicité qui ne peut être construite qu'après coup, mais un symptôme de son propre danger. Il aurait dû y puiser le sentiment d'une politique de nature à désarmer ces éventualités redoutables, à vaincre par la modération même et la prudence, l'hostilité des partis, et à fonder sur des bases solides ce régime politique, qui offrait peut-être les meilleures conditions de durée à la monarchie constitutionnelle, au prix d'une intelligente sagesse. Le livre de M. de Marcellus, au reste, est moins une étude sur la restauration tout entière qu'une curieuse collection de documens sur un incident, la guerre d'Espagne, et sur l'homme qui a le plus contribué à l'accomplissement de cet acte politique, M. de Chateaubriand. L'auteur des *Mémoires d'Outre-tombe* n'était point homme évidemment à laisser à M. de Marcellus les meilleures pièces de son portefeuille. Quelque rapides et légères que soient ces lettres, cependant, comme l'homme s'y peint bien encore, facilement enivré sur la scène où il est enfin monté : sceptique sur tout, hors sur lui-même, quoi qu'il en dise; dédaigneux en apparence des applaudissemens et écrivant : Soignez bien les journaux; peu soucieux d'ailleurs de ses intérêts pécuniaires, mais plein de caprices d'imagination, et trouvant le temps de songer, au milieu des préoccupations politiques, à faire passer à Méhémet-Ali la voiture de gala de son ambassade à Londres, uniquement pour voir l'effet de cette combinaison : une voiture de Chateaubriand allant rouler vers le Nil!

Le livre de M. de Marcellus, nous le disions, n'est qu'une intéressante esquisse faite avec des documens sur un point, un épisode de la restauration; le volume de M. de Lamartine qui paraît aujourd'hui est le tableau des catastro-

phes suprêmes. Seulement on dirait que l'auteur veut réparer le temps qu'il a perdu en commençant son ouvrage. Il a consacré plus d'une moitié de son livre à peindre les premières années de la restauration; maintenant cinq ans d'histoire sont contenus dans un volume. Autant M. de Lamartine s'attardait au début, autant il se hâte aujourd'hui vers le dénouement, précipitant son récit, dessinant à peine l'attitude des partis, négligeant les faits et laissant d'ailleurs toujours tomber en courant ses traits prestigieux et ses couleurs opulentes. L'esprit de l'auteur dans tout ce livre flotte entre bien des influences. Il a été juste plus d'une fois pour cette époque dont il reproduisait le tableau, et où il a vécu lui-même. Il semble qu'arrivé au terme il ait voulu placer le dernier mot de son livre sous l'invocation de cette politique nébuleuse et fantasmagorique qu'il s'est faite. M. de Lamartine, en effet, parle de « la souveraineté divine qui se manifeste par la souveraineté du peuple et se légitime par la liberté ! » Voilà, il nous semble, de grands mots, pour exprimer une idée assez peu compréhensible. Il serait peut-être utile d'avoir de meilleurs renseignemens sur cette souveraineté divine qui a besoin d'une légitimation et qui se confond avec la souveraineté populaire. Au fond, avec toutes les différences de nature et de génie, M. de Lamartine se rapproche en bien des points de Chateaubriand. Tous deux ont eu le même goût des traditions monarchiques du passé et les mêmes flatteries pour ce qu'ils considéraient comme l'avenir; tous deux ont eu l'ambition de la vie politique, et tous deux à leur heure ont contribué à des révolutions. Ils se sont trouvés au milieu des ruines sans en avoir le remords, parce que les ruines sont encore une poésie. C'est que c'étaient des imaginations puissantes, et non des raisons calmes et fortes; ils avaient plus l'instinct des choses dramatiques et éclatantes de la vie que des choses sensées; ils suppléaient à la réalité par des images : la chimère évanouie, il n'est pas même resté sous leurs pas le sol où ils s'étaient élevé un piédestal!

Ce que l'imagination a jeté d'élémens périlleux dans la politique, il serait difficile de le dire. Là même où elle est reine, où elle domine naturellement, dans les lettres, — faute d'une règle et d'un frein, elle a été une occasion de chute et d'égarement pour les esprits. La littérature est allée à la dérive, ne sachant où se fixer, traversant tous les domaines, moissonnant au hasard, se moquant de toutes les notions; elle a abouti aux merveilles de la fantaisie ou aux merveilles de l'industrie, quand les deux, par aventure, ne se trouvaient pas sur le même chemin. Elle n'a point mis l'histoire en madrigaux précisément, mais elle l'a peut-être bien mise en ballades ou en sonnets, si ce n'est en nouvelles. L'art littéraire s'est trouvé un beau jour résider tout entier dans les combinaisons étranges, dans les assemblages bizarres, dans le choc des mots, dans le mélange de toutes les couleurs. Il faut convenir que M. Arsène Houssaye, avec un esprit délicat, n'est point sans multiplier les gages à ce genre à la fois prétentieux et futile. *Talons rouges et bonnets rouges*, le titre n'est-il point merveilleux pour compléter celui de *Sous la Régence et sous la Terreur?* Tel est en effet le titre du nouveau livre de M. Houssaye. Seulement il est à craindre que l'auteur n'ait épuisé toute son imagination dans la recherche d'un titre et dans sa préface, et voilà pourquoi il ne lui en sera resté que tout juste pour joindre ensemble quelques nouvelles d'un médiocre inté-

rêt. Mais la préface reste comme le monument de l'auteur; elle prouve tout au moins qu'il est très chanceux d'être à la fois directeur de théâtre et écrivain; on risque d'oublier tour à tour les deux métiers. L'étrange déviation des idées littéraires contemporaines explique comment il est si difficile aux jeunes esprits de ressaisir une inspiration plus juste, plus vraie et plus simple. C'est déjà un mérite de l'essayer, comme le fait M. Paul Deltuf dans un recueil de *Contes romanesques*. — *Contes romanesques*, direz-vous, n'est-ce pas là encore un titre singulier dans sa simplicité apparente? Cela se peut, mais enfin il y a dans ces pages empreintes de vivacité et de jeunesse tous les germes d'un habile et ingénieux talent. La grâce du style ne manque point à M. Deltuf, non plus que l'art du dialogue. Il y a dans la *Vendetta parisienne*, l'un des contes de l'auteur, plus d'une fine remarque et un certain attrait de distinction. M. Deltuf réussirait sans doute à peindre, sans profondeur peut-être, mais avec une spirituelle humeur, les mystérieux caprices de la vie élégante. Ce qui manque jusqu'ici dans ses pages, c'est l'invention. Les *Contes* de M. Deltuf ne dépassent pas les proportions de l'esquisse rapide et légère, mais ils ont souvent cet attrait dont nous parlions, — la distinction : qualité rare depuis qu'on a imaginé de démocratiser la littérature et de passer le niveau sur tout ce qui faisait de l'art le culte délicat et charmant des esprits les plus élevés. Quand on parle si souvent des révolutions, elles ne consistent pas dans ce va-et-vient perpétuel qui met la république à la place de la monarchie, la monarchie à la place de la république. Elles consistent dans ce déplacement de toutes les notions, dans cette falsification de toutes les idées sur l'art aussi bien que sur le devoir moral ou sur les conditions de la vie politique. C'est cette falsification intellectuelle et morale qui marque les progrès de la révolution et est en même temps le signe fatal de l'affaiblissement des peuples, comme aussi il reste toujours un secret ressort, une mystérieuse vigueur chez ceux qui nourrissent un sentiment exact de toutes les réalités de la vie.

Telle est encore aujourd'hui l'Angleterre. Dans ses momens de plus grand repos, dans le développement le plus calme et le plus régulier de son activité, on sent la puissance d'un corps sain et vigoureux; dans ses crises mêmes et au milieu des excentricités, des contradictions dont sa vie est parsemée parfois, on sent encore cette énergie secrète des peuples fortement trempés. La formation du dernier ministère n'est qu'une preuve nouvelle de cette puissance de vitalité. Il s'est trouvé qu'à un jour donné, où il pouvait y avoir péril pour le pays, les hommes les plus considérables de l'Angleterre ont pu se réunir dans un même ministère et composer le plus puissant faisceau peut-être que l'Angleterre elle-même ait vu. Le cabinet de lord Aberdeen, au reste, en est encore, en quelque sorte, à sa période de formation. Pendant que le parlement est en vacances, il achève de s'organiser et de prendre possession du pouvoir; les divers membres qui appartiennent aux communes sont successivement réélus. Lord John Russell dans la Cité de Londres, sir James Graham à Carlisle, lord Palmerston à Tiverton, n'ont éprouvé nulle difficulté pour le renouvellement de leur mandat. Chacun de ces hommes d'état a fait son discours aux électeurs, et naturellement c'était une apologie de soi-même et de sa politique; lord Palmerston et sir James Graham ont même semé dans leurs discours les excentricités humoristiques propres au caractère anglais. Une

seule réélection ministérielle reste en suspens et semble éprouver quelque difficulté, c'est celle du chancelier de l'échiquer, M. Gladstone, à Oxford, l'une des citadelles du torisme. M. Gladstone a trouvé un redoutable concurrent dans M. Dudley-Perceval. La bataille dure encore, le *poll* ne doit point être fermé de quelques jours; mais il est évident que ce n'est point là une difficulté pour l'administration nouvelle. Les difficultés véritables ne pourront naître que quand le parlement reprendra ses travaux, le 10 février, et que le ministère devra arriver à des actes politiques, aux mesures qu'il a lui-même annoncées, à l'abrogation des lois religieuses qui ferment la vie politique aux israélites, à la réforme parlementaire. Quant à la liberté commerciale, elle se trouve plus que jamais hors de cause très certainement, et n'est plus même une question. La protection ne peut plus être un drapeau après les concessions récemment faites par lord Derby et M. Disraëli, pendant qu'ils étaient au pouvoir. C'est donc sur un autre terrain que la lutte s'engagera, probablement à l'occasion de quelques-uns des projets que lord Aberdeen a fait entrer dans l'exposé des principes de l'administration nouvelle avant les vacances parlementaires. Si quelque chose peut prouver cette transformation profonde des partis en Angleterre dont nous parlions l'autre jour, c'est ce que disait lord Aberdeen dans le discours par lequel il a inauguré son avènement au pouvoir : « Il n'y a de possible aujourd'hui qu'un gouvernement conservateur, et j'ajoute qu'il n'y a aussi de possible qu'un gouvernement libéral. » Ainsi voilà donc le caractère du nouveau cabinet anglais : c'est une conciliation entre les idées de conservation et les idées de progrès; c'est un essai de transaction à la place de l'ancien antagonisme des whigs, des tories et des radicaux entre eux. Nous verrons ce qui en résultera. La difficulté n'est point évidemment de rédiger ce programme, c'est de l'appliquer et de trouver effectivement le secret d'une politique nouvelle qui en même temps rassure les intérêts traditionnels et les intérêts nouveaux de l'Angleterre. Dans tous les cas, jamais une pareille œuvre n'aura été tentée par une administration plus brillante, composée d'hommes plus éminens. C'est un cabinet dont plusieurs des membres au moins pourraient aspirer à être premiers ministres. Là est sa force et là est aussi sa faiblesse, aujourd'hui comme hier et tant qu'il vivra, à moins de circonstances impérieuses qui tiennent disciplinés et compactes tant d'élémens brillans et incohérens.

Tandis que l'Angleterre vient de traverser une crise politique qui ne suspend en rien d'ailleurs la marche de ses puissans intérêts et laisse à l'existence nationale tout son ressort et sa grandeur, quelle est aujourd'hui la situation des autres pays constitutionnels de l'Europe, — de la Belgique, du Piémont, de l'Espagne? Quels faits récens et propres à chacun de ces peuples viennent se mêler à l'histoire générale contemporaine? En Belgique, nul incident sérieux, nulle crise publique, nulle discussion orageuse même. Le dernier débat important a été celui de la loi sur la presse, qui a été votée et promulguée. C'est tout au plus si, à l'occasion du budget, il y a eu quelque escarmouche rétrospective contre l'ancien cabinet. Dans l'état d'impuissance et d'indécision des partis, le ministère actuel reste, pour le moment, le paisible possesseur du gouvernement de la Belgique. Il est arrivé au pouvoir, comme on sait, avec la mission spéciale de renouer des rapports plus amicaux avec

la France. La convention récemment signée est la preuve des efforts qu'il a faits pour atteindre ce but. L'échange des ratifications de ce traité provisoire vient d'avoir lieu, et le gouvernement français, quant à lui, a fait suivre cet échange de ratifications de l'abrogation du décret de septembre sur les houilles et les fontes belges. Maintenant donc, le terrain reste libre pour les négociations qui vont s'ouvrir. Les intérêts des deux pays peuvent être discutés en dehors de toute pression et de toute excitation, et comme les deux nations ont un égal avantage à s'entendre, il ne saurait évidemment y avoir lieu qu'à un arrangement définitif, inspiré par un esprit de bienveillance et d'équité mutuelle. Si l'industrie française est intéressée à la conclusion d'un traité qui remplace le traité expiré de 1845, peut-être la Belgique y est-elle plus intéressée encore au point de vue politique comme au point de vue commercial. Tant que cette question ne sera point résolue, elle dominera sans doute toutes les autres en Belgique.

Quant au Piémont, bien que dans des conditions très calmes et très régulières, il se trouve néanmoins sous l'empire d'une de ces difficultés intérieures qui renaissent sans cesse une fois qu'elles sont soulevées, et qui ne se résolvent qu'avec le temps et une extrême sagesse : c'est la question du mariage civil, dont nous parlions l'autre jour. Le gouvernement de Turin est dans une situation d'autant plus délicate, qu'il se trouve placé entre l'épiscopat piémontais, qui publie son opposition contre tout changement apporté à la législation existante, et les partisans d'une réforme beaucoup plus absolue que celle qu'il médite peut-être au fond lui-même. Il n'ignore pas qu'il y a là le germe d'un redoutable antagonisme entre le pouvoir religieux et le pouvoir civil. Cependant la loi de 1850 sur l'abolition du *foro ecclesiastico* lui fait un devoir de régler les conditions du mariage, considéré comme contrat civil. Déjà, on l'a vu, le sénat de Turin a rejeté les premières dispositions d'une loi qui devait atteindre ce but, et, à la suite de ce rejet, le cabinet a retiré le projet tout entier. Aujourd'hui, on le conçoit, le ministère sent le besoin de procéder avec maturité et réflexion dans l'élaboration d'une loi nouvelle. Ce n'est point là, à ce qu'il paraît, l'affaire des démocrates piémontais, qui ne ressentent nullement un tel besoin, et qui ont récemment interpellé, dans la chambre des députés, le cabinet sarde sur ses lenteurs, sur ses condescendances à l'égard du clergé. M. Brofferio, l'un des héros du radicalisme turinois, n'y va point de main légère. Ce n'est pas seulement la loi sur le mariage civil qu'il réclame; il demande encore toute sorte de réformes sur les biens ecclésiastiques, sur les couvens, sur les circonscriptions des diocèses. Un autre coryphée de la démocratie, M. Siotto Pintor, rappelle tout simplement l'exemple d'Henri VIII d'Angleterre, et reproche aux ministres de ne pas savoir dompter l'épiscopat par l'intimidation ou la corruption : à quoi M. de Cavour a justement et habilement répondu que les évêques piémontais n'étaient susceptibles ni d'être corrompus ni d'être intimidés. C'est, en effet, par cet esprit de modération et de conciliation que le cabinet de Turin peut réussir beaucoup plutôt que par les violences démocratiques. Le président du conseil actuel, M. de Cavour, est assurément un des nouveaux hommes d'état les plus distingués du Piémont. Il a eu l'ambition du pouvoir, ambition un peu impatiente quelquefois peut-être, mais il en a aussi l'intelligence et la capacité. Il a aujour-

d'hui de belles occasions d'appliquer ses rares qualités aux finances de son pays, à toutes les questions qui mettent aux prises l'autorité civile et l'autorité religieuse, et sont toujours un dangereux levain. Placé dans la situation la plus éminente, à la tête des affaires, c'est à lui de diriger, de régler, de contenir, pour le rendre fécond, ce système constitutionnel implanté dans un coin de l'Italie. Quant à nous, nous ne pouvons que désirer qu'il réussisse, pour toutes sortes de raisons. La première, c'est que le Piémont est infiniment plus lié à la France, étant ce qu'il est aujourd'hui, que dans des conditions différentes de gouvernement intérieur.

Que le régime constitutionnel ait ses inconvéniens, oui, sans doute; qu'il donne lieu à beaucoup de paroles et entrave l'action souvent, cela se peut. Il n'en faut conclure qu'une chose, c'est qu'au milieu de vicissitudes comme celles de notre siècle, il est facile de saisir successivement et à peu d'intervalle les inconvéniens de tous les régimes. Sans sortir du Piémont, pensez-vous donc que le régime absolu n'y fût occupé que de grandes choses quand il existait? Ouvrez à ce sujet un livre récemment publié par un homme considérable qui a exercé le pouvoir comme ministre des affaires étrangères pendant quinze ans sous le roi Charles-Albert, M. le comte Solar Della Margarita : le *Memorandum historique et politique* de M. Della Margarita est l'histoire intime du gouvernement absolu à Turin. Or, il en faut bien convenir, ce gouvernement avait, lui aussi, ses épisodes d'un genre particulier, ses crises qui suspendaient tout, qui arrêtaient tout. Un jour, par exemple, en 1838, éclate ce que M. le comte Solar appelle l'affaire des *barbes*, grande affaire s'il en fut! La femme du ministre de Russie, Mme d'Obrescoff, paraît à la cour avec des dentelles blanches. L'étiquette cependant n'autorise que le noir, réservant la couleur blanche à la reine et aux princesses. Là dessus, grand et sérieux émoi! On se remue, on s'agite, on s'arme en guerre contre le caprice d'une jolie femme qui aime les dentelles blanches, parce que probablement elles vont mieux à sa beauté. Le grand-maître des cérémonies et le ministre des affaires étrangères aidant, il est fait notification des lois de l'étiquette à l'agent de la Russie et aux autres ministres étrangers; mais ici surviennent les péripéties, et on peut commencer à voir comme quoi la chose est d'importance. Le corps diplomatique résiste et se fâche; les paroles aigres volent dans l'air, les notes se succèdent; les courriers partent sur tous les points pour en référer aux gouvernemens. L'Europe, du coup, ne fut point en feu; mais ce fut un rude hiver à Turin que celui de 1838, à cause de l'affaire des *barbes*. Circulaires, notes diplomatiques, discussion solennelle du code de l'étiquette, expédition de courriers, M. Della Margarita est-il bien sûr qu'il n'y ait point là autant de temps et d'argent perdu que dans une séance parlementaire où M. Brofferio a parlé deux heures durant? L'ancien premier ministre de Turin affirme que dans la fureur du corps diplomatique il y avait un coup monté pour le renverser du pouvoir. Voici, ce nous semble, qui égale bien au moins les intrigues ministérielles qui s'agitent dans les parlemens! Nous extrayons ce bizarre épisode d'un livre qui contient d'ailleurs bien d'autres chapitres instructifs et plus d'une curieuse donnée sur le gouvernement du roi Charles-Albert. Qu'en faut-il conclure? C'est que probablement tous les régimes ont leurs petits côtés, et que là où le régime parlementaire est debout, ce n'est

point une raison de le supprimer, uniquement parce qu'il existe. L'essentiel est de tempérer ses inconvéniens, de tirer de son mécanisme et de ses ressources le plus de fruit qu'on peut, et d'y faire tenir tous les besoins, tous les instincts d'un pays, toutes les conditions d'un bon et juste gouvernement.

C'est là le but que semble poursuivre aujourd'hui le gouvernement espagnol après la transformation récente qu'il a subie. La situation du cabinet de Madrid n'est point facile sans doute en présence des difficultés qui lui ont été léguées, de celles qui naissent de sa propre composition et de l'embarras perpétuel de coalitions menaçantes; mais il suit jusqu'ici avec une persévérante prudence la voie qu'il s'est tracée, il s'efforce de son mieux de désarmer les susceptibilités légitimes de l'opinion, sans céder à l'intimidation des partis. Les élections sont maintenant fixées au 4 février, et les chambres doivent toujours se réunir au mois de mars, de telle sorte que le mouvement électoral devient aujourd'hui l'unique préoccupation au-delà des Pyrénées. Le ministère agira sans nul doute dans ce mouvement; toutefois en même temps, il laisse pleine liberté aux opinions, et un de ses premiers actes a été une modification du décret royal rendu au mois d'avril dernier sur la presse. On ne l'a point oublié, ce décret portait l'empreinte du moment et de la situation particulière où s'était placé le cabinet alors au pouvoir. Il entourait la presse de restrictions et de sévérités qui équivalaient à peu près à l'interdiction de toute discussion politique. Le décret nouveau tempère singulièrement la situation de la presse. Ce n'est pas qu'il ne soit lui-même encore suffisamment sévère; il modifie cependant la législation de l'an dernier sur plusieurs points des plus essentiels. Il diminue les conditions nécessaires pour être éditeur d'un journal. Il abolit le droit de suspension que l'ancien décret conférait à l'autorité administrative. En même temps il défère le jugement des délits de la presse à un tribunal composé de magistrats civils, et non plus au tribunal mobile du jury. Au fond d'ailleurs, par cette dernière mesure, le cabinet espagnol ne fait que réaliser une pensée de bien des hommes politiques de la péninsule, même plus libéraux, qui n'ont qu'une médiocre foi au jury. C'est une institution jusqu'ici trop peu entrée dans les mœurs de ce pays, où trop souvent on cède à l'ardente impression du moment, et où bien des excès resteraient impunis. Dans son ensemble, le décret sur la presse rouvre l'arène à la discussion de tous les intérêts publics dans un moment où le pays a à se prononcer sur la réforme de son organisation politique tout entière. Dans une circulaire adressée aux gouverneurs des provinces en leur transmettant ce décret, le ministre de l'intérieur, M. Llorente, ne met hors des atteintes de toute discussion que deux points : la monarchie personnifiée dans Isabelle II et le principe même du gouvernement représentatif, c'est-à-dire le droit pour le pays d'intervenir dans la discussion de ses propres affaires; en cela même évidemment les intérêts constitutionnels de la Péninsule se trouvent rassurés et garantis. La plume habile de M. Llorente a su donner une forme nette à la politique mixte inaugurée par le cabinet espagnol à Madrid. Chacun des actes du ministère est une application nouvelle de cette politique conciliante et modérée. Et qu'en résulte-t-il? C'est que, le premier moment passé, le comité de l'opposition modérée, qui s'était formé en vue des élections sous le précédent cabinet, a tendu insensiblement à se dissoudre, ou plutôt beaucoup d'hommes

politiques s'en sont séparés pour se rapprocher du cabinet; pourtant il est malheureusement vrai qu'il reste toute une fraction du parti conservateur qui continue son opposition, et c'est là ce qu'il y a de grave dans la situation de l'Espagne. M. Mon, M. Pidal, le général Concha, le duc de Rivas, sont du nombre des opposans, et, chose étrange, cette fraction du parti modéré fait aujourd'hui alliance avec le parti progressiste. Que peut-il y avoir de commun cependant entre ces deux opinions qui sont séparées par quinze ans de luttes, par leurs idées, par leurs instincts, par leurs traditions? Le régime libéral à sauvegarder, dira-t-on; mais le parti conservateur dissident et le parti progressiste l'entendent-ils de même? Des hommes comme M. Pidal et M. Mon ne doivent-ils pas comprendre que de telles coalitions sont faites plus que tout le reste pour compromettre l'avenir du régime constitutionnel en Espagne, pour le discréditer aux yeux du peuple par le spectacle d'alliances aussi étranges? La belle victoire, quand les réformateurs de la constitution de 1837 amèneraient par leur concours l'élection de M. Mendizabal à Madrid! La modération même du ministère est une occasion pour les conservateurs espagnols de reconstituer leur parti, et nous croyons que ce grand intérêt dominera encore les résolutions et la conduite des hommes dont les susceptibilités inquiètes pourraient bien finir par devenir un péril pour ce qu'ils veulent défendre et préserver.

De tous les états constitutionnels, la Hollande est peut-être le plus calme. Dans cet heureux pays, le soin des affaires domine; la politique y conserve ce caractère pratique, propre à un peuple sensé et industrieux, et le même esprit se retrouve naturellement dans les discussions législatives. Les chambres néerlandaises ont tout récemment pris des vacances, comme le parlement anglais en prend d'habitude aux fêtes de Noël; mais ce n'est point sans avoir préalablement réglé les affaires les plus urgentes, le budget, par exemple, qui a été adopté à une assez grande majorité. Une autre question se présentait à l'attention des chambres hollandaises, c'était la proposition de la conversion du 4 pour 100. L'opportunité de cette mesure ne pouvait être plus évidente en présence des résultats favorables des trois derniers exercices financiers, de la situation actuelle du trésor et des symptômes de prospérité de la présente année. Tout cela conduisait le gouvernement hollandais à la pensée de réduire le taux de l'intérêt; mais dans quelle mesure s'opèrerait cette réduction? dans quelles conditions pourrait-elle être utilement réalisée? Là est la question que les chambres ont eu à discuter, et elles l'ont résolue en laissant au gouvernement le choix, selon les circonstances, entre une conversion en 3 3/4 et une conversion en 3 1/2. Ce vote même est une singulière preuve de confiance envers le ministre des finances, M. Van Bosse. Quelque paisible qu'ait été cette discussion, et quelque favorable qu'ait été le résultat au cabinet hollandais, elle n'a point laissé cependant de susciter un incident qui a produit quelque impression. Un député, M. Sloet, s'est plaint avec une certaine amertume que le ministère transformât la majorité en une sorte de machine à voter. L'incident, d'ailleurs, n'a point eu de suite; mais il peut être un utile symptôme pour le cabinet de La Haye. A part ces questions financières, les discussions récentes des chambres ont eu peu d'importance. L'attention de la Hollande se porte aussi avec un intérêt particulier sur les Indes. D'après les dernières nouvelles de ces contrées, le gouverneur-général

était rentré à Batavia après un voyage dans l'intérieur du pays. L'ordre et la tranquillité régnaient à Palembang; seulement quelques escarmouches avaient eu lieu sur les frontières de Lematang-Oulou. Une expédition dirigée contre le chef indigène qui, depuis dix ou douze ans, n'avait pas payé la rente territoriale, avait été couronnée d'un plein succès.

Revenons à l'Europe. En Allemagne, l'attention des hommes politiques s'est portée presque exclusivement depuis quelques semaines sur les nouveaux rapports diplomatiques à nouer avec la France. L'ouverture des chambres prussiennes, la question douanière elle-même non encore terminée, tous les intérêts purement germaniques s'étaient complétement effacés devant les pourparlers engagés à cette occasion. A vrai dire, le nombre était petit de ceux qui pensaient que cette conjoncture diplomatique pût amener des difficultés sérieuses, et plus petit encore celui des esprits malveillans qui eussent désiré qu'elle fût l'occasion d'un conflit en règle et d'une nouvelle coalition de l'Europe contre la France. Il s'est rencontré cependant quelques esprits de ce genre, et il suffira de les nommer pour que l'on cesse d'en être étonné : ce sont les opiniâtres adversaires des sociétés modernes, non ceux qui la hache à la main voudraient les saper dans leurs fondemens pour les rebâtir d'après les conceptions d'un prétendu progrès, mais ceux qui, au nom d'un passé fallacieusement dépeint sous un jour attrayant, voudraient les ramener sous le joug inflexible et immobile de la féodalité. En Prusse notamment, ce parti, qui a ses théoriciens et qui exerce encore une certaine influence sur la marche des affaires, n'a pas vu, sans manifester son mauvais vouloir, le nouvel ordre de choses qui se constituait de ce côté-ci du Rhin; et si la reconnaissance de l'empire français n'a point été aussi prompte que l'avait été en 1851 celle du coup d'état du 2 décembre, si la Prusse a cru devoir se concerter avec l'Autriche et avec la Russie avant de donner à cet égard une adhésion qui ne pouvait pas être refusée, c'est beaucoup moins l'œuvre du cabinet que la conséquence d'un succès obtenu dans les régions extra-constitutionnelles par la *Gazette de la Croix*. Il est du moins hors de doute que l'homme éminent à qui la Prusse doit d'avoir évité, en 1848, la guerre civile et, en 1850, la guerre étrangère, M. de Manteuffel en un mot, opinait fortement pour une reconnaissance sans conditions et immédiate.

En Allemagne et surtout en Prusse, le parti féodal, quoique représenté par un certain nombre d'écrivains et d'orateurs actifs et élevés, est numériquement trop peu considérable et trop suspect à la nation pour réussir à fonder un gouvernement solide et durable. Il n'ignore pas quelle serait sa faiblesse le jour où il arriverait au pouvoir; il sait qu'il a plus d'intérêt à voir appliquer quelques-unes de ses idées par un cabinet pris hors de ses rangs qu'à gouverner lui-même. Aussi essaie-t-il moins de renverser le cabinet actuel que de lui imposer de temps à autre, en dehors des voies constitutionnelles, quelques-unes de ses vues. Les taquineries étroites et imprudentes qu'il aurait voulu faire prévaloir dans les rapports de la Prusse avec la France se conçoivent toutefois d'autant moins, que, s'il était au pouvoir, il serait dans l'impossibilité absolue de proposer raisonnablement une politique différente de celle de M. de Manteuffel. De là les regrets qu'expriment dès aujourd'hui les esprits prévoyans en présence du rôle fâcheux que ce parti s'est efforcé de

prendre dans l'incident diplomatique qui vient de se produire. En Allemagne, on s'accorde à dire que les communications faites par M. Drouyn de Lhuys étaient empreintes de toute la franchise et de toute la loyauté désirables. M. de Manteuffel était d'avis de répondre avec la même loyauté et la même franchise, et, sans les intrigues du parti féodal, la Prusse eût été, parmi les puissances, une des premières à reconnaître le nouveau gouvernement français. Quoi qu'il en soit, la sage politique de M. de Manteuffel a déjà repris le dessus, par la raison bien simple qu'en dehors d'une bonne entente avec la France, il n'y a que des incertitudes et des hasards. Le parti de la *Kreuzzeitung* ne se tiendra pas sans doute pour battu. Il faut s'attendre à le voir tenter quelques nouveaux essais de son influence, soit sur les affaires extérieures, soit sur celles du dedans, à la cour et dans les chambres; mais il est à espérer que Frédéric-Guillaume saura distinguer parmi les hommes d'état de la Prusse quels sont les amis les plus intelligens de la couronne et du pays, et conservera sa confiance au ministre qui, après avoir sauvé la Prusse de l'anarchie, a su épargner à l'Allemagne une conflagration fédérale.

Dans les chambres prussiennes, les partis ont quelque peine à se dessiner. La nomination des membres du bureau de la seconde chambre s'est faite laborieusement et non sans difficulté. Pour la présidence, les votes se sont divisés en deux fractions absolument égales, 154 en faveur du candidat des constitutionnels modérés, le comte Schwerin, et 154 en faveur du candidat de la droite, M. de Kleist-Retzow. Il a fallu, pour trancher le différend, recourir à la voie du sort, et c'est grâce à cet expédient que le nom de M. de Schwerin a triomphé. Ces élections devaient fournir le témoignage d'un fait qui, sans être nouveau en Prusse, tend depuis quelque temps à se développer dans toute sa force : c'est le progrès du parti catholique dans le parlement. Ce parti a profité sur ce terrain de tout ce que le catho icisme a gagné dans les dernières révolutions de l'Europe. Son chef, M. de Waldbott, a été élu premier vice-président. Le second vice-président est M. d'Engelmann, l'un des membres les plus distingués de la droite. Le parti intermédiaire, qui a essayé de se former en 1851, sous le nom un peu douteux de *parti de la vieille Prusse*, sorte de centre gauche aristocratique et libéral, n'a pu en cette occasion réunir que 84 voix sur son chef, M. Bethmann-Hollweg. Ces soi-disant vieux Prussiens, que l'on pourrait appeler peut-être, à plus juste titre, des jeunes conservateurs, ne sont pas cependant sans importance parlementaire. Trop peu nombreux pour imposer leur politique aux chambres, ils le sont assez pour former dans la plupart des grandes questions un appoint décisif au profit soit de la droite soit de la gauche modérée, suivant qu'ils voudront faire pencher la balance de l'un ou de l'autre côté. En somme, les forces des deux opinions principales qui partagent la seconde chambre sont à peu près égales. On peut donc entrevoir en Prusse une session curieuse, dans laquelle la majorité sera vivement disputée.

Le gouvernement autrichien vient de publier le tableau du revenu des douanes de la monarchie depuis le 1er novembre 1851 jusqu'au 31 octobre 1852. Les données que renferme ce document attestent l'importance croissante du commerce de l'Autriche. Elles indiquent aussi les résultats qu'il est permis d'attendre du nouveau tarif des douanes mis en vigueur le 1er février

1852. Les droits d'entrée présentent une augmentation de plus de 2 millions de florins sur la période correspondante de 1851. Pendant cette dernière année, les droits d'entrée ne s'étaient élevés qu'à 19 millions et demi de florins; ils ont dépassé 22 millions en 1852. C'est dans toutes les régions du monde financier que le progrès se fait aujourd'hui sentir. La grande plaie de l'Autriche au sortir de la dernière révolution, c'était la dépréciation du papier-monnaie. Ce papier tend de plus en plus à reprendre sa valeur nominale. L'*agio* de l'argent, qui l'année dernière était encore de 20 pour 100, a fléchi jusqu'à 7 pour 100. On assure même que, dès à présent, les maisons de change ne reçoivent pas sans difficultés les pièces de 20 kreutzers contre du papier-monnaie ou des billets de la banque. Ainsi l'Autriche, grâce à une activité et à une persévérance qu'aucun autre gouvernement n'a dépassées, voit de jour en jour s'affermir la situation calme et prospère qui a succédé pour elle aux cruelles épreuves de 1848.

Le Monténégro ne cesse pas d'être l'objet de la plus vive curiosité en Allemagne, et particulièrement en Autriche. Il n'est question en ce moment que d'une grande concentration de troupes autrichiennes en Dalmatie et sur les confins de la Turquie occidentale. Ces bruits ont tout le caractère de la vraisemblance. Depuis deux ans, profondément blessée par l'affaire des réfugiés hongrois qu'elle ne paraît pas devoir oublier de si tôt, l'Autriche n'a négligé aucune occasion de témoigner les dispositions les plus amicales aux Bosniaques dans leurs querelles avec la Turquie. Le cabinet de Vienne d'ailleurs représente spécialement le catholicisme dans les provinces européennes de l'empire ottoman; les Bosniaques sont en majorité catholiques; des rapports suivis ont existé de tout temps entre ces populations et le gouvernement autrichien, surtout depuis que la France a cessé d'avoir des agens sur ce terrain trop peu étudié. — Si les Monténégrins ne sont pas catholiques, depuis vingt ans, une idée non moins puissante que celle de religion, l'idée de race, a établi entre les Slaves de Turquie et ceux d'Autriche des relations dont le gouvernement autrichien ne dédaigne pas de se servir, ne pouvant plus les empêcher. Les Monténégrins l'intéressent d'autant plus sous cet aspect, que la Russie, depuis 1805, se regarde comme protectrice et presque suzeraine du Monténégro, et qu'elle a su en faire un de ses principaux points d'appui dans ses démêlés avec l'empire ottoman. Et c'est par là en effet, comme par la Serbie, que cet empire est particulièrement menacé, s'il ne sait faire un effort généreux pour échapper aux redoutables difficultés que le vieux parti des *fanatiques* a suscitées au pays dans les derniers mois de 1852.

La politique du divan à l'égard du Monténégro est de pousser la guerre avec toute la vigueur qui lui reste; c'est Omer-Pacha qui est chargé de conduire cette expédition. Omer est certainement le plus brillant officier-général de l'armée ottomane; malheureusement, pour se faire pardonner par les Turcs son origine slave, il croit devoir, toutes les fois qu'il est aux prises avec les Slaves, faire preuve d'un zèle musulman qui n'est guère propre à pacifier les différends. — Pendant que la Sublime-Porte envoie des renforts en Bosnie, elle proclame le blocus du rivage voisin de la Montagne-Noire, séparée de la mer seulement par une langue de terre de quelques centaines de mètres. Le but de ce blocus est d'interdire aux Monténégrins la ressource des ravitaillemens

du côté de la mer. En fait, cette démonstration maritime, conseillée, dit-on, par l'Angleterre, est plutôt une occasion favorable de montrer une escadre turque dans l'Adriatique à côté de l'escadrille autrichienne qu'un moyen sérieux de cerner le Monténégro. Si les Turcs en attendent d'autres résultats, ils se font illusion. La Russie est en mesure de faire parvenir aux Monténégrins l'argent et les munitions qui leur manquent, par les routes serbes et par le cœur même de la Turquie, aussi bien que l'Autriche par ses propres frontières. La solution de cette guerre, acceptée peut-être imprudemment par la Turquie, reste donc douteuse. Il est à regretter que quelque grande puissance amie ne soit pas venue interposer sa médiation amicale dans ce conflit, et empêcher une effusion de sang qui ne sera pas moins fatale aux Turcs dans le cas d'une victoire que dans celui d'une défaite, car les Slaves de Bosnie, de Serbie et de Bulgarie, leur pardonneraient difficilement l'invasion du Monténégro.

CH. DE MAZADE.

PAYSAGES.

BETHLÉEM ET JÉRUSALEM.

Je suis bien loin de vous, mère, — à Jérusalem!
A deux pas du Calvaire, — à quatre de Bethlem.
Ah! les fils! — n'est-ce pas? — quelle race maudite!
Les avoir tant choyés et les perdre si vite!
Les ingrats, ils s'en vont, sans souci de vos pleurs,
Et s'ils paient votre amour, c'est avec des douleurs.
Depuis que ce pays, où germaient les miracles,
Étonne mes regards de ses mornes spectacles,
J'ai senti bien souvent, plein d'un pieux émoi,
Mes souvenirs d'enfant se réveiller en moi.
Je retourne à ce temps, de paisible mémoire,
Où de l'enfant Jésus vous m'appreniez l'histoire,
Où pas une ombre encor ne flottait entre nous,
Où Dieu seul partageait mon amour avec vous.
Les yeux déjà tournés vers l'avenir immense,
Vous jetiez dans mon âme une austère semence.
Parmi ces grains tombés de votre chère main,
Beaucoup sont demeurés aux buissons du chemin.
Combien je suis changé, ma mère, et quel ravage
Chaque année en passant a fait dans votre ouvrage!
Comme on compte en pleurant les amis qui sont morts,
Je compte mes vertus et mes grâces d'alors.

Quand je marche à travers ces abruptes vallées,
D'arbres et d'habitans à jamais dépeuplées,

Où rien ne rit à l'œil, si ce n'est le ciel bleu,
Où tout raconte encor la colère de Dieu,
Où tout parle de mort, de sang et de supplices,
Je sens saigner en moi d'anciennes cicatrices.
Tous mes amis perdus, tous mes amours brisés,
Mes rêves, mes espoirs au hasard dispersés,
Cortége triste et long de visions funèbres,
Pour passer devant moi, s'échappent des ténèbres.
Et quand ces souvenirs me viennent accabler,
O foi, ce n'est pas toi qui peux me consoler!
Je cherchais une amie, et je rencontre un juge :
C'est au sein maternel que je trouve un refuge.
Votre indulgence à vous ne se lasse jamais;
Mères, vous n'avez pas d'enfer pour les mauvais,
Et rien ne tarira ces sources éternelles :
L'amour dans votre cœur, le lait dans vos mamelles!

Aussi c'est à Bethlem qu'est ma dévotion.
Je vais m'y reposer de la triste Sion.
Ici, c'est le tombeau, la ville désolée;
Une plaine déserte, une aride vallée;
Un rocher que le Christ a marqué de son sang;
Une église, un tombeau d'où le mort est absent;
Quelques Juifs inquiets, dans une humble attitude,
Des bazars délaissés troublant la solitude :
Voilà Jérusalem pendant dix mois de l'an.
Que j'aime mieux Bethlem, le beau village blanc!
Il est caché là-bas, derrière les collines,
Avec ses pâtres bruns armés de javelines,
Ses tableaux ciselés, ses naïfs ouvriers,
Ses champs de seigle et d'orge entourés d'oliviers,
Ses femmes dont la robe à longue draperie
Ressemble au vêtement de la vierge Marie.
Et déjà mon cheval en connaît le chemin.
Là je vois mieux Jésus sous son visage humain :
C'est l'enfant pauvre et nu; c'est la touchante image
Du pasteur à genoux à côté du roi mage;
C'est la Vierge surtout, veillant sur ce berceau
D'où va tantôt sortir tout un monde nouveau,
L'étoile du matin et la rose mystique,
Comme vous l'appelez, je crois, dans le cantique.
La mère des douleurs, — c'est son nom le plus doux, —
Elle est là, souriante, et me parle de vous;
Car, des sages leçons faites à mon enfance,
Il m'en est demeuré, mère, plus qu'on ne pense,
Le meilleur m'est resté de ce riche trésor,
Et tout n'est pas perdu si je vous aime encor!

Vous, le soir, en priant, vous songez, ô ma mère!
A votre enfant parti pour la terre étrangère;
Vous le rêviez pieux et fidèle au foyer;
L'oiseau s'est envolé loin du toit familier.
Inquiète toujours, de nouvelles avide,
Vous errez tristement dans votre maison vide.
La nuit, les songes noirs vous visitent souvent;
Vous redoutez la mer, les caprices du vent,
Le simoun meurtrier, le désert sans limite;
Vous voyez votre fils sans amis et sans gîte,
Et vous invoquez Dieu pour le cher voyageur
Qui trompa tant de fois l'espoir de votre cœur.

Non, mère. La fortune est avec la jeunesse;
Elle garde ses coups à l'austère sagesse,
Et je porte avec moi la robuste santé
Des oiseaux du bon Dieu qui vont en liberté.
Du gîte et du repas vous êtes inquiète?
— Quand le repas est mince, eh bien! je fais diète,
Et je dors mieux le soir lorsque j'ai bien marché.
Il faut porter gaîment le mal qu'on a cherché.
Ah! ce pays n'est pas le pays de Cocagne;
Mais votre souvenir est là qui m'accompagne.

LA FERME A MIDI.

Il est midi... La ferme a l'air d'être endormie;
Le hangar aux bouviers prête son ombre amie.
Là, profitant de l'heure accordée au repos,
Bergers et laboureurs sont couchés sur le dos,
Et, près de retourner à leurs rudes ouvrages,
Dans un calme sommeil réparent leurs courages.
Autour d'eux sont épars les fourches, les râteaux,
La charrette allongée et les lourds tombereaux.
Par une porte ouverte, on voit l'étable pleine
Des bœufs et des chevaux revenus de la plaine;
Ils prennent leur repas; on les entend de loin
Tirer du râtelier la luzerne et le foin;
Leur queue aux crins flottans, sur leurs flancs qu'ils caressent,
Fouette à coups redoublés les mouches qui les blessent.
A quelques pas plus loin, un poulain familier
Frotte son poil bourru le long d'un vieux pailler,
Et des chèvres, debout contre une claire-voie,
Montrent leurs fronts cornus et leur barbe de soie.
Les poules, hérissant leur dos bariolé,

Grattent le sol, cherchant quelque graine de blé;
Tout est en paix, le chien même dort sous un arbre,
Sur la terre étendu comme un griffon de marbre.
Au seuil de la maison, assise sur un banc,
Entre ses doigts légers tournant son fuseau blanc,
Le pied sur l'escabeau, la ménagère file,
Surveillant du regard cette scène tranquille.
Seul, perché sur un toit, un poulet étourdi
Croit encor au matin et chante en plein midi.

Par-delà l'horizon heureux de cette ferme,
Un orage pourtant déjà se montre en germe.
Il est encore loin, ce n'est rien qu'un point noir;
En montant sur ce mur, on peut l'apercevoir.
Le nuage s'avance au souffle de la bise,
Il porte sur son flanc comme une tache grise...
C'est la grêle! — Elle est là, sur le pays voisin,
Écrasant sans pitié le seigle et le raisin.

Rien ne trouble pourtant votre repos robuste,
Laboureurs endormis dans le sommeil du juste!
Vous dormez, confians en la bonté de Dieu,
Heureux d'être abrités sous ce pan de ciel bleu.
On vous a vus dormir de ce sommeil tranquille
Quand sonnait le tocsin de la guerre civile,
Alors qu'on entendait, de vos hameaux fleuris,
Le tonnerre lointain du canon dans Paris.
Laboureurs obstinés, semeurs que rien n'effraie,
Cicatrisant toujours quelque nouvelle plaie,
Réparant les dégâts faits par l'homme ou le ciel,
Vous travaillez au blé comme l'abeille au miel.
Que le tonnerre gronde au ciel ou dans les rues,
Chaque jour vous revoit, penchés sur vos charrues,
Confier aux sillons le pain des nations,
Indifférens au bruit des révolutions!

C. Reynaud.

V. de Mars.

SOUVENIRS D'UNE STATION

DANS

LES MERS DE L'INDO-CHINE.

CÉLÈBES. — LES HOLLANDAIS A MENADO ET A MACASSAR. (1)

Le moment que nous n'avions cessé d'appeler de nos vœux était enfin arrivé. Le 3 mai 1849, *la Bayonnaise* appareillait de la rade de Macao et se dirigeait vers les colonies néerlandaises.

Nous avons déjà indiqué les grandes divisions politiques de l'archipel indien : nous essaierons également de fixer par une rapide esquisse le contour général des mers que nous nous apprêtions à parcourir. A deux cents lieues environ des côtes que découpent le golfe du Tong-king et le golfe de Siam, le groupe des Philippines sépare la mer de Chine de l'Océan Pacifique. Le méridien qui traverserait ces îles espagnoles rencontrerait, non loin de l'équateur, la grande île de Célèbes. A l'est de cette ligne idéale, on verrait se déployer l'archipel des Moluques. Plus à l'ouest s'étendraient Palawan et ses nombreux récifs, puis l'immense Bornéo, faisant face à la presqu'île de Malacca et aux côtes du Camboge. Si venant de Macao vous laissez Bornéo sur la gauche, vous suivrez pour gagner Batavia la voie la plus directe. Trois passages différens vous seront alors ouverts : le canal de Carimata, le détroit de Gaspar, ou celui de Banca. Si la mousson vous est contraire, il vous faudra probablement faire un plus long détour et aller chercher le vent favorable à l'est de Bornéo, souvent même à l'est de Célèbes. Le vent ne souffle point

(1) Voyez la livraison du 1er janvier.

en effet de la même direction au nord et au sud de l'équateur. La mousson d'est règne dans la mer de Java et y ramène le beau temps et la sécheresse, quand la mousson de sud-ouest fait éclater ses orages dans la mer de Chine. L'époque où nous devions quitter Macao et le projet que nous avions formé de visiter les principaux ports de l'île Célèbes, Menado et Macassar, nous traçaient notre itinéraire. C'était à l'est de Célèbes et par la mer des Moluques que nous devions passer.

I.

Le 10 mai 1849, sept jours après son départ de Macao, *la Bayonnaise* se trouvait à l'entrée de la baie de Manille. Sans nous arrêter cette fois sur les côtes de Luçon, nous laissâmes derrière nous la pointe de Maribelès, et, comme au mois de mai 1848, nous nous engageâmes dans le long et sinueux détroit de San-Bernardino; mais, au lieu de suivre ce détroit jusqu'au point où il débouche dans l'Océan Pacifique, nous descendîmes brusquement vers le sud, dès que nous eûmes franchi le premier goulet, celui que forment en se rapprochant la côte de Mindoro et la pointe méridionale de l'Ile Verte. Longeant alors, à l'aide de brises variables, les îles de Panay, de Negros et de Mindanao, nous atteignîmes, après dix-huit jours de traversée, le mouillage de Samboangan.

Cet établissement européen a longtemps marqué la limite des possessions de l'Espagne dans les mers de Chine. Il fut fondé en 1635 par le gouverneur de Manille pour contenir la piraterie, dont l'archipel de Soulou fut pendant plusieurs siècles le foyer le plus redoutable. En regard de la forteresse espagnole se dressent les hauts sommets de l'île de Basilan. On sait les prétentions devant lesquelles nous nous arrêtâmes après avoir obtenu du sultan de Soulou, vers la fin de l'année 1845, la cession formelle de cette île. La France voulut respecter jusque dans leur exagération les droits d'une puissance alliée; elle donna en cette circonstance à l'Angleterre, qui préparait déjà l'occupation de Laboan, un exemple de modération que l'Angleterre se garda bien de suivre. — Le détroit formé par l'île de Basilan et la côte de Mindanao est un des passages les plus fréquentés par les navires qui se rendent en Chine à contre-mousson. La partie du canal qui longe le rivage de Samboangan est rétrécie par les îles basses de Santa-Cruz, et sillonnée par des courans rapides qui, soumis à l'influence périodique des marées, favorisent plutôt qu'ils n'entravent la navigation (1).

(1) La vitesse de la marée sur la rade de Samboangan est souvent de trois ou quatre milles à l'heure. Le jour même où nous mouillâmes devant le fort espagnol, une heure

Samboangan fut jadis peuplé par des Indiens venus de Luçon : l'exemption de toute espèce de tribut les attira sur les côtes de Mindanao. Le nombre des habitans s'est peu accru depuis cette époque, il ne s'élève encore qu'à sept ou huit mille âmes. La fusion des races s'est cependant opérée avec une facilité merveilleuse sur ce coin de terre isolé. Les métis forment à Samboangan la majorité de la population. Ils sont fiers de leur origine espagnole et parlent le castillan avec plus de pureté que la majeure partie des habitans de l'Espagne. Ils ont d'ailleurs les défauts et les qualités propres aux races créoles : la bravoure et l'indolence. Placés à proximité des côtes de Bornéo et des îles Soulou, menacés sur leur flanc gauche par les Illanos, ils ont pris l'habitude de se protéger eux-mêmes. La plupart des habitans portent, outre leur mousquet, le fameux *campilan*, grand sabre à large lame et à lourde poignée, destiné à pourfendre les *Maures;* tel est encore, dans les colonies espagnoles, le nom sous lequel les Indiens catholiques désignent les Indiens infidèles. Cette population guerrière a plus de goût pour le métier des armes que pour les travaux de l'agriculture. La partie cultivée de ses possessions se réduit à une étroite lisière de terrain défriché que bornent les eaux limpides de la Toumanga; au-delà de cette zone restreinte, la forêt vierge couvre de ses masses impénétrables le flanc des montagnes.

Avant de pénétrer dans les colonies néerlandaises, il n'était point sans intérêt d'accorder au moins un coup d'œil à cette dernière empreinte de la domination espagnole. Un guide intelligent et actif, *el señor* Molina, nous avait offert ses services. Nous le chargeâmes de nous procurer des chevaux, et, dès le lendemain de notre arrivée, nous nous mîmes en route pour visiter les bords de la Toumanga. La nature tropicale a des heures magiques. Le disque du soleil venait à peine d'apparaître au-dessus de l'horizon, quand nous atteignîmes le pont qui unit les deux rives du torrent. Au fond du ravin, sur un lit de galets bleuâtres, coulait la Toumanga. La brise du matin agitait doucement le feuillage des arbres; mille oiseaux bourdonnaient autour des tubes de bambou dans lesquels se recueille la

environ après le coucher du soleil, un jeune mousse tomba de dessus les bastingages à la mer. Les embarcations étaient hissées sur leurs porte-manteaux; l'obscurité était profonde. Il y avait mille chances contre une pour que le malheureux enfant disparût avant qu'on pût lui porter secours. Un de nos chirurgiens, M. Henri Lerond, noble et bon jeune homme qui n'en était point à son premier acte de dévouement, se trouvait par bonheur sur la dunette. Il se jette à l'eau et atteint le mousse que déjà le courant entraînait rapidement au large. Sans un canot qu'un hasard providentiel amena en ce moment le long du bord, M. Lerond eût été victime de sa sublime imprudence. Quand il remonta sur le pont de la corvette avec le mousse qu'il avait sauvé, les matelots, bons juges en fait de noblesse et de courage, lui firent une véritable ovation. Ce fut sa première récompense. Si ma voix peut être un jour entendue, ce ne sera pas la seule.

sève enivrante des palmiers. C'était l'heure du réveil pour les hôtes des bois, pour les bois eux-mêmes, dont le feuillage tout appesanti de rosée s'épanouissait aux premières clartés du jour.

Après avoir franchi au galop le pont dont les madriers frémissent sur leurs trois piliers de lave, nous cheminons entre deux haies de ricins et de goyaviers. Tout à coup une large échappée paraît s'ouvrir devant nous. Nous faisons encore quelques pas; nous tournons un dernier buisson. Ce n'est plus la splendeur d'une nature étrangère que nous contemplons; ce sont les plus rians coteaux de l'Europe, les plus belles prairies de la France, dont les gracieuses ondulations viennent charmer nos regards. Des troupeaux, non pas de buffles stupides et fangeux, mais de fiers taureaux et de grasses génisses, errent au milieu de ces vastes pâturages. Que l'herbe paraît belle dans ces contrées où l'on ne voit jamais que des arbres! Ce gazon, qui s'étend comme un tapis de Perse sur les flancs arrondis de la colline, sourit plus à nos yeux que la végétation opulente dont nous voyons les derniers efforts se perdre dans les nuages. Nous gravissons la pente du coteau : du sommet qui domine la plaine, nous apercevons un nouveau détour de la Toumanga, bouillonnant à nos pieds et se frayant un passage à travers de nombreux rochers de basalte. Au-delà de cette capricieuse rivière, à l'entrée d'une gorge sauvage, une hutte de paille et de bambou annonce la présence de quelques bûcherons, timide et indolente avant-garde de la domination espagnole. Quel étrange et soudain contraste! A deux lieues à peine de la mer, à quelques pas de la prairie féconde, la nature sauvage et la forêt vierge! Une affreuse misère se cache malheureusement sous le luxe déréglé de cette végétation. On a vu quelquefois arriver jusqu'à Samboangan de malheureux avortons décharnés, tout couverts de plaies, au visage aplati, au crâne déprimé, — des brutes à face humaine : ce sont là les enfans de cette riche nature, ceux pour lesquels elle a suspendu le coco à la cime du palmier et fait descendre le ruisseau murmurant du sommet des montagnes, ceux qu'elle berce au chant des tourterelles et caresse des tièdes haleines de la nuit. Ce sont les derniers débris des tribus indépendantes de l'archipel indien, les *Negritos* de Luçon et de Mindanao.

A côté de ces misérables créatures, voyez l'homme ennobli et enrichi par le travail. Le feu a purgé la terre des stériles végétaux qui la dévorent. Au milieu de l'espace dont il s'est rendu maître, l'Indien se hâte d'élever sa modeste cabane. Il entoure d'une enceinte le terrain qu'il veut défricher. L'igname, le taro, la patate, le maïs, la canne à sucre, le riz, qui nourrit à lui seul près de la moitié des habitans de la terre, lui assurent d'abondantes récoltes. Sa famille possède un abri contre les intempéries des saisons, et mollement balancée dans le hamac en fil d'abaca suspendu aux parois de

la case, sa femme tisse en se jouant la chemise de *pina* ou de *nipis*. On ne peut séjourner quelque temps sous les tropiques sans se sentir saisi d'une admiration toute nouvelle pour le travail, et sans reconnaître dans ce divin précepte la grande loi et le premier devoir de l'humanité.

Rentrés dans le village avant que le soleil de midi eût rendu la température intolérable, nous passâmes le reste de la journée sous le toit hospitalier de notre guide Molina. Ce fut alors qu'il nous montra ses armes et nous entretint de ses exploits. Quand le général Claveria dirigea, au mois de février 1848, une expédition contre le grand repaire des pirates, — l'île à demi noyée de Balanguingui, — trois cents volontaires de Samboangan lui offrirent leurs services. Sans eux, assurait Molina, l'expédition eût échoué. Le canon des navires à vapeur foudroyait vainement depuis vingt-quatre heures des remparts formés d'une triple enceinte de troncs de cocotiers et de pierres madréporiques. Il fallut dresser des échelles contre ces murs, dans lesquels on désespérait de faire brèche. Les soldats de Manille n'avaient jamais vu le feu. Les officiers qui s'étaient portés à la tête de la colonne venaient d'être tués à bout portant. L'armée s'ébranlait déjà, et la journée semblait perdue quand, à la voix du général, on vit s'avancer les volontaires de Samboangan. Couverts de leur écu, serrant la poignée du *campilan* de leur main droite, ils relèvent les échelles renversées et gagnent sous une pluie de balles la plate-forme du rempart. Les Maures se jettent alors dans le réduit où ils ont enfermé leurs femmes et leurs enfans; ils égorgent leur famille pour lui épargner la honte de tomber au pouvoir des chrétiens. Avant que les Espagnols aient pu forcer l'entrée du réduit, la boucherie est complète. « Nous n'avons plus devant nous, s'écriait Molina, dont la verve échauffée avait trouvé des accens poétiques, qu'un monceau de cadavres et qu'une mare de sang. Du milieu des mourans, un *desesperado* s'élance vers moi pour me frapper de son kris : d'un revers de mon campilan je l'étends à terre. Le cri des *Samboanguenos* était : Point de quartier aux Maures! Bien peu de ces infidèles obtinrent d'avoir la vie sauve; on recueillit pourtant quelques enfans qui avaient par miracle échappé au carnage. Cette fille au teint brun que vous avez pu remarquer à la porte de la case fut ma part de butin. C'est du sang de pirate qui coule dans ses veines; elle n'en sera pas moins un jour une honnête fille et une bonne catholique. »

Feliciana, — tel était le nom de la jeune moresque, — avait alors dix ou onze ans à peine. Ses grands yeux noirs, sa peau brune et luisante, ne permettaient pas de la confondre avec les pâles rejetons du métis espagnol. Au milieu de ce paisible bercail, elle me rappelait involontairement un jeune loup apprivoisé. Je l'observais pendant que Molina nous débitait d'une haleine infatigable ses rodomontades

et nous faisait toucher du doigt la rouille sanglante de son campilan. Je ne sais quel éclair intelligent et farouche brillait alors dans le regard de la fille de Balanguingui, et semblait indiquer qu'à la première occasion l'instinct d'une nature sauvage reprendrait le dessus. J'espère cependant que mon imagination n'aura point eu raison contre les pronostics plus favorables de notre guide, et que Feliciana n'a point cessé de faire l'orgueil de la famille Molina et l'édification de la paroisse (1).

Samboangan nous eût arrêtés trop longtemps si nous n'eussions écouté que nos désirs. La douce musique d'une langue qu'on ne peut entendre sans un charme secret, les allures chevaleresques d'une population qui défend encore ses rivages contre les Maures, ce parfum de poésie que la race espagnole laisse partout où elle passe, il n'en fallait point davantage pour captiver des gens lassés d'une longue station sur les côtes de la Chine. Un intérêt plus sérieux nous appelait au sud de l'équateur. Samboangan, avec ses terrains vierges, nous avait fait comprendre la grandeur morale du travail; Célèbes et Java allaient nous en montrer les œuvres.

II.

Le 25 mai, favorisée par la marée et par la brise, *la Bayonnaise* faisait route vers la pointe septentrionale de Célèbes. Le 4 juin, elle mouillait au pied du fort hollandais de Menado. On trouverait difficilement un plus dangereux mouillage. Au fond d'une vaste baie, entre deux ruisseaux qui se jettent à la mer, un talus rapide de gravier volcanique vous permet de jeter l'ancre par 40 brasses, à 200 mètres environ de la plage. Plus au large, on ne trouverait qu'un abîme sans fond. Pendant la mousson du sud-est, qui règne assez régulièrement dans la mer de Célèbes depuis les premiers jours de mai jusqu'à la fin d'octobre, on peut séjourner sans trop d'inquiétude sur cette rade foraine; mais, dès que les vents de nord-ouest sont à craindre, il faut aller chercher un refuge de l'autre côté du cap Coffin, dans la baie mieux abritée de Kema.

(1) Feliciana n'était point seule étrangère et captive à Samboangan. Un jeune gibbon des îles Soulou, le plus intéressant, le plus gracieux des singes, joyeux comme un enfant, souple comme Mazurier ou Auriol, un singe qui ne marchait jamais à quatre pattes et montrait sous ce rapport plus de dignité que bien des bipèdes, *Moro*, — c'était le nom qu'il portait à Samboangan, — devint à cette occasion notre compagnon de voyage. Avec nous, il visita bien des parages inconnus à sa race, les îles de l'Océanie, les mers glacées du cap Horn et les rivages plus clémens du Brésil. Il triompha, en dépit de toutes les prévisions, de tant de rudes épreuves; mais ses poumons délicats ne purent résister au climat de Paris. Après une année de séjour au Jardin des Plantes, il est mort, pleuré des gardiens qui, les larmes aux yeux, me parlaient encore, il y a quelques mois, de la douceur et de l'aménité de son caractère.

La résidence de Menado, quoique située sur le territoire de Célèbes, dépend du gouvernement des Moluques. Elle se compose des districts de Menado et de Tondano, possédés en toute souveraineté par la Hollande, et du district de Gorontalo, où un sultan vassal conserve encore, pour le malheur des plus misérables habitans de l'archipel, toutes les prérogatives d'une autorité tyrannique. Les derniers recensemens attribuent à la résidence de Menado, dont le cercle administratif embrasse le groupe des îles Sanguir, une population d'environ 200,000 âmes (1). Ce chiffre n'est point en rapport avec l'importance des possessions néerlandaises dans le nord de Célèbes. Le développement naturel de la population ne peut tarder à le grossir, quand bien même de nombreux colons ne seraient point attirés un jour ou l'autre à Menado par la salubrité du climat. Nulle part d'ailleurs ces colons ne rencontreraient un sol plus fertile. Le feu souterrain qui a donné naissance au mont Klobath, au Sepoutang, au Roumengan, à l'Empong, dont les cimes s'élèvent à cinq ou six mille pieds au-dessus du niveau de la mer, semble activer encore la fougueuse vigueur d'une végétation que baigne incessamment la rosée des nuits ou qu'inondent de leur déluge périodique les pluies équatoriales.

Mouillés à portée de voix du rivage, près duquel notre poupe était retenue par un câble fixé à deux piliers solidement enfoncés dans le sable, nous mesurions d'un regard étonné la hauteur du Klobath, dont l'ombre se projetait au loin sur la mer. Cette masse noirâtre, assise au bord de la baie comme un géant pétrifié, semblait menacer de son cratère béant encore la ville aux toits de palmiers, qui, presque inaperçue du mouillage, occupe la base même du volcan. Une heure environ après le coucher du soleil, nous pûmes descendre à terre, et notre premier soin fut de nous diriger vers la demeure du résident. La lune versait alors ses lueurs discrètes sur la campagne, et embellissait le gracieux paysage qui se déroulait devant nous. Nous avions laissé sur la droite les remparts de la citadelle de Menado, simple bastion carré destiné à servir de logement à la garnison plutôt que de défense à la ville; à notre gauche s'étendaient le *campong* des Chinois et le quartier malais, borné par la rivière. Deux haies d'hibiscus, taillées au ciseau, bordaient les détours d'un sentier où le sable criait joyeusement sous nos pas; la brise de terre ap-

(1) La population de la résidence de Menado était ainsi divisée en 1849 :

Européens ou métis	1,111 âmes.
Chrétiens indigènes	9,242
Idolâtres ou mahométans de nom	199,057
Mahométans zélés	2,091
Chinois	1,040
Esclaves	416
Total	212,957 âmes.

portait une douce fraîcheur des sommets nuageux du Klobath, et répandait sur la ville tous les parfums qui dorment pendant le jour au sein de la forêt. Notre surprise et notre ravissement s'augmentèrent sans doute de la sensation de bien-être que nous apportait cette heure tiède et sereine. Nous n'avions cru trouver dans Menado qu'un chétif village de Malais : nous retrouvions encore une fois les chemins de Ternate et d'Amboine, non plus alignés, il est vrai, comme les rues d'une ville, mais capricieusement contournés comme les allées d'un parc. Après quinze ou vingt minutes de marche, nous arrivâmes à l'entrée du parterre qui précédait l'habitation du résident. Ce modeste palais, au fond duquel veillait la flamme vacillante des bougies enfermées dans leurs globes de verre, était soutenu par de frêles colonnettes et couronné d'un toit de chaume qui s'avançait au-dessus d'une longue galerie aérienne. C'était moins un kiosque oriental qu'un châlet transporté par un coup de baguette des campagnes de la Suisse sous le ciel des tropiques. Dominée par le front sourcilleux du Klobath au lieu de l'être par les cimes neigeuses des Alpes, entourée de manguiers et de rimas aux vastes ombres au lieu d'être cachée sous un noir rideau de sapins, cette architecture pittoresque ne semblait pas déplacée sous les feux de l'équateur. Elle offrait un abri non moins sûr contre les ardeurs dévorantes du soleil que contre les intempéries des hivers.

Nous arrivions à Menado chargés d'une sorte de mission agricole. Peu de temps après la révolution de février, l'attention du ministre de l'agriculture et du commerce avait été appelée sur une espèce particulière de riz de montagne dont l'acclimatement pouvait être tenté, disait-on, avec quelque espoir de succès dans le midi de la France. Le signalement de ce riz, connu à Sumatra et à Célèbes, ajoutait la circulaire officielle, sous le nom de *riz noir*, — noir en effet, — nous avait été envoyé par M. le ministre de la marine avec l'invitation de lui en adresser le plus tôt possible des semences. Nous n'avions toutefois emporté de Macao qu'un faible espoir de répondre aux désirs du ministre. Les personnes que nous avions interrogées, et dont quelques-unes avaient longtemps habité les îles de la Malaisie, connaissaient je ne sais combien de qualités différentes de riz arrosé ou de riz de montagne : du riz blanc, du riz gris, voire du riz rouge; aucune d'elles n'avait entendu parler de riz noir. Par un heureux hasard, le gouverneur espagnol de Samboàngan, auquel je faisais part un jour de mes perplexités, se souvint d'avoir entrevu ce riz fabuleux, dont le nom n'était déjà plus accueilli que par un sourire d'incrédulité à bord de *la Bayonnaise*. Les Negritos de Mindanao cultivaient le riz noir dans les gorges de leurs montagnes, et nous parvînmes, après bien des recherches, à nous en procurer quelques livres. Nous étions munis de ce précieux échantillon quand nous

nous présentâmes chez le résident de Menado, avec l'intention de renouveler nos instances pour obtenir des indications sur le riz noir. Cette précaution ne fut point inutile, car à Menado même le riz noir était depuis longtemps sorti du domaine de la réalité. Jamais on ne le voyait entrer dans les magasins du gouvernement ou s'étaler sur les échoppes du *campong* chinois. Si la culture s'en perpétuait, ce n'était que dans les districts les plus reculés de la résidence. M. Van Olpen nous promit cependant que nous n'aurions point vainement sollicité son intervention. Nous emporterions de Menado du riz noir, et, ce qui valait mieux suivant lui, sept ou huit autres variétés du riz blanc de montagne.

Ce n'était point assez cependant d'avoir conquis ces utiles semences : il fallait surprendre encore les secrets de la culture dont on nous avait confié le soin de doter la France. Les Parmentier ne sont immortels qu'à ce prix. M. Van Olpen, dont l'aimable obligeance devançait nos désirs, nous offrit gracieusement de nous mettre en rapport avec un chef de village, un *kappoula-balak*, que la voix publique désignait comme un des plus habiles agriculteurs du pays. Le lendemain même de notre arrivée, pendant que quelques-uns des officiers de la corvette allaient visiter le district de Tondano, où règne, à quelques milliers de pieds au-dessus du niveau de la mer, un printemps éternel, une cavalcade plus paisible poursuivait, sous la conduite de M. Van Olpen, des recherches fort étrangères aux occupations habituelles d'un officier de marine. Deux ou trois heures après le lever du soleil, nous avions atteint les premières pentes du Klobath, et nous gravissions, par un chemin tournant, la croupe accidentée de la montagne. La végétation des Moluques est sobre et contenue, si on la compare à celle de la résidence de Menado. Jamais nous n'avions vu la nature déployer cette puissance de production. Ce n'était plus le spectacle d'une fécondité luxuriante, c'était le désordre d'une orgie. La route, hardiment tracée à travers les précipices, nous montrait à chaque pas des forêts suspendues aux parois des abîmes, des gouffres à demi comblés par des avalanches de verdure, des palmiers séculaires étouffés sous les mille replis des lianes ou fléchissant sous le poids d'innombrables corbeilles de plantes parasites. Du point culminant que M. Van Olpen avait marqué d'avance pour le terme de notre course, nous pûmes embrasser l'ensemble de ces magnifiques horreurs et la beauté plus calme de l'immense horizon qui se déroulait jusqu'à la mer. Nous redescendîmes alors vers le village où le *kappoula-balak* attendait avec impatience ses illustres hôtes.

Les habitans de la résidence de Menado se rapprocheraient plutôt des naturels de la Polynésie, des Harfours de Bourou et des Dayaks de Bornéo, que des Malais de Sumatra ou des pirates cuivrés de Sou-

lou. Il suffit d'un coup d'œil pour reconnaître qu'ils n'appartiennent pas à la dernière invasion qui, vers le milieu du xve siècle, vint occuper les côtes de l'archipel d'Asie. J'hésiterais à croire cependant qu'il fallût chercher aux Harfours de Menado et à la race malaise une origine distincte. Ces tribus dispersées ont subi l'influence de climats divers et de dogmes différens; mais elles ont fait partie de la même famille humaine. Les Harfours de Menado, retranchés au centre de montagnes inaccessibles, n'ont été ni conquis ni fanatisés par les prêtres arabes. Ils composent encore la population la plus douce et la plus respectueuse de l'archipel, la plus aveuglément soumise aux chefs dont le résident hollandais confirme chaque année le pouvoir. La plupart de ces chefs indigènes ont embrassé le christianisme et semblent avoir perdu jusqu'aux dernières traditions de la vie sauvage. Le *kappoula-balak* que nous honorions de notre visite était vêtu, comme les chrétiens d'Amboine, d'un pantalon de couleur foncée et d'un habit noir. Sans la face osseuse et brune qu'encadrait la haute bordure d'un col de percale, nous n'eussions jamais reconnu dans ce vénérable *gentleman* le chef d'une tribu indienne : j'aurais plutôt cru voir une apparition du vicaire de Wakefield. La maison même dans laquelle nous fûmes introduits avait quelque chose de la modeste élégance d'un presbytère. Un ameublement simple, mais de bon goût, une table couverte des mille superfluités du luxe européen, voilà ce que nous trouvâmes sous le toit de cet homme, dont les ancêtres, au lieu de nous réserver un semblable accueil, n'auraient probablement songé qu'à se faire un sanglant trophée de nos dépouilles.

Ce ne fut qu'après le déjeuner que nous pûmes expliquer au *kappoula-balak* le but de notre visite. Le fonctionnaire indien, enchanté de pouvoir donner des leçons à son tour, fit immédiatement apporter devant nous divers instrumens aratoires, le *peda benkok*, couteau recourbé avec lequel on abat les arbres, le *patjol*, espèce de houe qui sert à défoncer la terre, et voici ce que nous écrivîmes presque sous sa dictée. — Quand un terrain a été choisi pour y cultiver le riz de montagne, on commence par abattre à la hache tous les arbres qui le couvrent. Il suffit de quinze jours de soleil pour dessécher ces arbres abattus. On y met le feu, et quand tous les troncs, toutes les branches ont été consumés, à l'aide de la pioche on défonce le sol pour y mêler les cendres. On brûle alors une dernière fois les herbes et les racines qui ont résisté à un premier incendie; on aplanit le terrain et on se dispose à l'ensemencer. Pour mieux assurer leur subsistance, les indigènes font en général marcher de front la culture du riz et celle du maïs. Le défrichement et la préparation du sol ont été achevés en septembre : au mois d'octobre, commencement de la saison pluvieuse, on sème le maïs. Des trous de quatre pouces de profondeur, prati-

qués à deux mètres de distance les uns des autres, reçoivent chacun cinq ou six grains de maïs que l'on recouvre ensuite de terre. Au bout de trois mois, vers la fin de décembre, on s'occupe de semer le riz. Les uns le sèment à pleines mains; d'autres, plus soigneux, en mettent dix ou douze grains dans des trous d'un pouce de profondeur. Deux mois après, en février, on arrache les jeunes pousses de riz et on les plante par petites touffes séparées, à une distance d'environ huit pouces l'une de l'autre et dans les intervalles laissés entre les tiges du maïs. Le riz peut avoir acquis alors une hauteur d'un pied à un pied et demi. On a soin pendant tout ce temps de sarcler et de nettoyer le champ pour que les jeunes épis ne soient pas étouffés. L'espace ménagé entre les touffes de riz permet aux femmes chargées de cette opération de l'exécuter sans froisser les tiges. Quatre ou cinq mois après qu'on a semé le maïs, en mars généralement, cette première récolte est parvenue à la maturité. Semé en décembre, le riz est rarement mûr avant le mois de juin. On le cueille alors à la main, épi par épi, et on le foule aux pieds sur une aire de bambou pour en détacher les grains. Malgré l'extrême fertilité du sol, on ne demande jamais au même champ deux récoltes de riz successives. Après la première récolte, le terrain se repose souvent pendant cinq années, ou, si on lui demande de nouveaux produits, ce ne sont que des haricots, des fèves ou des plantes moins exigeantes encore.

Pendant que le kappoula-balak nous initiait ainsi aux plus minutieux procédés de la culture indienne, le sommet du Klobath s'était couvert de nuages qui s'étendaient insensiblement sur la voûte du ciel. Les roulemens du tonnerre, répétés par toutes les gorges de la montagne, annoncèrent bientôt que la crise approchait. En quelques instans, l'orage fut au-dessus de nos têtes; le ciel sembla s'ouvrir, et un véritable déluge inonda la campagne. Aux éclats de la foudre, au pétillement de la pluie tombant sur le feuillage, on entendait se mêler je ne sais quel bruit sourd qu'on eût pu comparer au lointain mugissement de la mer. C'était la voix du torrent qui, grossi par cette inondation soudaine, grondait au fond du ravin, emportant dans son cours des branches d'arbres et des fragmens de rochers. En moins d'une heure, l'orage eut épuisé sa furie, et, bien que le ciel hésitât encore à reprendre sa sérénité, nous pûmes nous acheminer sans crainte vers la ville de Menado. Il est peu de jours parmi les plus beaux qui soient exempts de ces déluges temporaires. C'est ainsi que l'atmosphère se dégage et se purifie des vapeurs dont elle est incessamment saturée. Voilà donc les conditions que le riz de l'île Célèbes rencontre sur sa terre natale : d'épaisses couches d'humus toutes chargées de sucs nourriciers, de constantes intermittences de pluie et de soleil, une température qui varie, — dans la plaine de 26 à 31 de-

grés centigrades, de 18 à 26 degrés sur les hauteurs! On comprend que le riz, sous un pareil climat, puisse aisément se passer du secours des irrigations; mais en France, sous le ciel presque toujours voilé de Paris ou sous le ciel pétrifié de la Provence, je crains bien que le *wench rousiep*, — tel est le nom sous lequel les Harfours désignent le riz noir, — ne trahisse insolemment notre attente (1).

A Menado même, le riz de montagne, dont on compte près de trente espèces différentes, ne produit, année commune, que vingt à quarante fois la semence, tandis que le riz arrosé ne rapporte jamais moins de cinquante à soixante grains pour un. Une partie de la récolte, — 1,500,000 ou 1,600,000 kilogrammes, — est livrée aux autorités hollandaises à raison de 3 fr. 8 cent. le *picol* (2), un peu moins de 5 centimes le kilogramme. Le dixième environ du produit de cet impôt foncier est expédié à Ternate pour les besoins de la garnison; le reste est vendu aux indigènes à raison de 5 francs 63 centimes les 62 kilogr. Le gouvernement réalise ainsi un bénéfice de 50,000 francs, qui sert à couvrir une partie des frais d'occupation, sans élever au-delà de 12 ou 13 fr. le prix des 137 kilogrammes de riz que chaque Indien consomme annuellement pour sa subsistance.

Le riz n'est point d'ailleurs le seul produit agricole de la résidence. On récolte chaque année à Menado près de 6,000 kilogrammes de café, et 70,000 kilogrammes de cacao. L'exportation du café est le monopole du gouvernement, qui en paie le kilogramme 43 centimes aux indigènes pour le revendre quelquefois le triple de cette somme sur le marché d'Amsterdam. Le cacao est, au contraire, abandonné sans restriction au commerce libre : des navires espagnols viennent en chercher la récolte, qu'ils transportent à Manille, où on le préfère au cacao du Pérou. On ne saurait se figurer un plus gracieux coup d'œil que celui des jardins de cacaotiers qu'on rencontre à quelque distance de la ville de Menado. Aussi loin que la vue peut s'étendre, on voit fuir de verdoyans quinconces dont le tronc pyramidal chargé

(1) Mes prévisions n'ont été que trop bien confirmées. Le 8 juin 1850, M. le ministre de l'agriculture fit parvenir à l'institut agricole de Versailles diverses variétés de riz de montagne, — riz blanc et riz noir, — que je m'étais empressé d'expédier à Nantes et au Havre par deux navires français que je rencontrai, le premier à Singapore, le second à Macao. Malgré la saison avancée, l'expérience fut tentée dès le 13 juin. Ce semis tardif ne permit point à la plante d'arriver à maturité. Elle végéta pendant toute la belle saison, et, malgré les châssis dont les plants avaient été couverts pour favoriser la maturation, lorsque les froids survinrent, tout jaunit et cessa de croître. L'année suivante, on sema le riz le 12 avril; cette fois, malgré toutes les précautions prises, *les grains n'ont pas même germé!* Le climat de l'Algérie eût probablement mieux convenu à ces essais que celui de Versailles; mais avant de doter la terre d'Afrique du riz de Célèbes, que ne lui apporte-t-on le bambou!

(2) Le *picol*, qui forme la trentième partie du *coyang* et se divise en 100 *cattis*, équivaut à peu près à 62 kilogrammes.

d'un clair feuillage laisse pendre de longs fruits à l'enveloppe charnue, que le soleil a dorés de tons jaunes ou vermeils. Si vous ouvrez cette écorce rugueuse, au milieu de la pulpe blanchâtre vous trouverez répandues les graines qui contiennent la précieuse amande. Le cacao se vend communément à Menado 1 franc 73 centimes le kilogramme. Cette culture avait contribué à répandre une certaine aisance parmi les habitans de Menado. Quelques jardins comptaient plus d'un million d'arbres, et la récolte annuelle s'élevait à 93,000 kilogrammes; mais depuis le tremblement de terre du 8 février 1845, qui détruisit un grand nombre d'habitations, les cacaotiers de Menado ont été atteints d'une maladie qui paraît menacer sérieusement l'avenir de ces florissantes plantations. Nous avons vu des parcs immenses où les trois quarts de la récolte se trouvaient avariés : sous une enveloppe en apparence intacte se cachait le fungus rongeur. On eût cru voir ces fruits décevans dont parle l'Écriture, qui ne sont à l'intérieur que cendres et poussière.

A ces trois produits principaux, le riz, le cacao et le café, on pourrait joindre le *gomoutou*, espèce de cordage fabriqué avec les fibres ligneuses du palmier *areng* et expédié à Java pour le service de la flotte coloniale; mais une source de revenu bien autrement importante, c'est l'or que l'on extrait du district de Gorontalo. Cet or, répandu en paillettes presque imperceptibles dans une roche calcaire, se recueille dans quatre-vingt-trois mines. Le sultan, qui nourrit ses malheureux sujets avec deux ou trois bananes par jour, s'est engagé à livrer annuellement au gouvernement hollandais plus de 3,000 onces d'or, à raison de 34 fr. l'once. Il est loin cependant de remplir exactement les conditions de ce contrat. Les *pros bouguis* transportent chaque année à Singapore quatre fois plus d'or que n'en reçoivent les autorités de Menado.

Les Bouguis ont été de tout temps, par leurs habitudes de contrebande, les ennemis déclarés du fisc hollandais. Les habitans de Menado ne se sont point laissé tenter par leur exemple. Sur toute la côte septentrionale de Célèbes, on ne verrait pas un seul *pro*, pas même une embarcation de pêcheur. La crainte que leur inspiraient les pirates de Soulou paraît avoir à jamais dégoûté les Harfours de la navigation. Ce sont les habitans des îles Sanguir, moins étrangers par nécessité au métier de la mer, qui construisent et manœuvrent la flottille avec laquelle le résident de Menado parcourt solennellement le littoral de la province à certaines époques de l'année. Les navires de commerce qui visiteront la rade de Menado ne devront donc compter que sur leurs propres moyens pour embarquer ou pour porter à terre leur cargaison.

Avant les récentes mesures qui ont ouvert trois des ports de l'île

Célèbes au libre commerce, Menado, faisant partie du gouvernement des Moluques, vivait sous les mêmes lois et les mêmes restrictions que les îles d'Amboine et de Ternate. Le monopole des importations appartenait à la *Maatschappy*, cette grande association dont le roi Guillaume fut le fondateur, et dont l'intervention pouvait seule soustraire à la navigation et à l'industrie britanniques l'exploitation commerciale des Indes néerlandaises. La contrebande faisait au privilége de la *Maatschappy* une terrible concurrence. Les ventes opérées par cette société dans la résidence de Menado ne dépassaient pas, année moyenne, la somme de 200,000 fr., tandis qu'il était avéré que le total des importations ne s'élevait pas à moins de 1 million. Des bâtimens espagnols venant de Manille empruntaient le pavillon des îles Soulou pour commercer librement avec Menado, et, sous le titre de manufactures indigènes, ils importaient dans ce port des marchandises anglaises qui ne payaient plus dès lors qu'un droit de 6 pour 100. Les baleiniers se livraient aussi de leur côté à une contrebande très active. Sous prétexte de se procurer des provisions et d'user du privilége qui leur était accordé d'en solder le prix en marchandises, ces commerçans déguisés emportèrent de Kema, en 1849, plus de 200,000 francs en échange des armes, de la poudre et des étoffes de coton qu'ils avaient livrées. L'abandon d'un monopole si facilement éludé a donc été une des plus sages mesures conseillées par M. de Rochussen. La *Maatschappy* a conservé le transport et l'achat exclusif des denrées dont le gouvernement se réserve la culture; mais le port de Menado offre déjà au commerce privé divers produits que recherchent avidement les marchés des Philippines et ceux du Céleste Empire (1).

Ce n'est point cependant un entrepôt commercial que l'on parviendra jamais à créer dans la province de Menado. Le véritable

(1) Voici quelle était au mois de juin 1849 l'évaluation générale des produits de la résidence de Menado. Cette évaluation comprenait le commerce interlope dont les pros bouguis se sont faits les commissionnaires.

PRODUITS.	VALEUR.
5,900 onces d'or.	517,623 fr.
558,000 kilog. de café. . .	481,500
62,000 kilog. de cacao. . .	107,000
1,448,000 kilog. de riz. . . .	205,440
Écaille de tortue.	4,822
Gomoutou.	14,744
Nids d'hirondelle.	1,070
Tripang.	6,676
496 kilog. de cire.	1,712
Ailerons de requins.	684
Total.	1,341,371 fr.

intérêt qui s'attache à la partie septentrionale de Célèbes tient à un ordre d'idées tout différent. Depuis longtemps, les Hollandais ont songé à trouver dans l'archipel indien l'écoulement de leur population exubérante. Quelques économistes auraient voulu organiser à Java même la colonisation européenne. On craint néanmoins qu'à Java le prestige inhérent à la qualité d'Européen ne souffre de l'introduction dans la colonie de ces nouveaux travailleurs. Dans la résidence de Menado, cet inconvénient disparaît. On n'y rencontre qu'une population indigène peu considérable, disposée à écouter les leçons des missionnaires protestans, et qu'on pourrait sans crainte associer aux priviléges des cultivateurs hollandais. Le gouvernement des Pays-Bas n'a point de parti pris dans les questions coloniales. Nul mieux que lui ne sait plier sa politique aux circonstances. Il peut faire dans le nord de Célèbes ce que l'Espagne a fait aux Philippines, appuyer sa domination non plus sur les abus séculaires du pays, mais sur la prédication religieuse et sur la fusion des races. Cette œuvre honorable, nous ne doutons point qu'il ne l'accomplisse un jour, et c'est dans cet avenir que réside à nos yeux l'importance de la province de Menado.

On connaît la configuration bizarre de l'île Célèbes, divisée par les golfes de Gorontalo, de Tolo et de Boni en quatre péninsules distinctes; on dirait au premier abord je ne sais quelle araignée monstrueuse étendue sur la carte. Grâce à sa forme irrégulière, Célèbes n'a peut-être aucun point de sa vaste surface qui se trouve à plus de cinquante milles de la mer. La péninsule septentrionale, celle qui nous avait attirés d'abord, est la plus étroite de toutes. Sa largeur moyenne est de trente-cinq ou quarante milles. On comprend tout l'avantage d'une pareille disposition pour l'exploitation des immenses forêts qui couvrent encore la majeure partie du sol de la résidence. C'est dans ces forêts qu'on rencontre l'ébène, dont nous avons vu d'énormes madriers de trois et quatre pieds de largeur; le *lingoa* ou bois d'Amboine, qui fournit d'admirables meubles; le bois de fer, dont le tronc atteint parfois plus de huit pieds de diamètre; le bois de *gofaffa* et le bois de *bintanger*, qui offrent des matériaux plus appropriés à la construction des navires. De belles routes bien entretenues, et chacune d'un développement d'environ trente milles, gravissent déjà les pentes des montagnes et relient aux deux ports de Menado et de Kema le fertile district de Tondano. Une route semblable établit entre ces deux ports une communication facile. Malheureusement ce n'est point la dixième partie de la résidence qui se trouve ainsi ouverte par des travaux qui seraient partout ailleurs imposés aux colons. Il y aurait encore près de cent cinquante lieues de route à percer à travers les montagnes, de la baie de Palos au port franc de

Kema. Dès que la soumission, aujourd'hui incomplète, de cette longue péninsule serait achevée, l'industrie européenne, favorisée par la température modérée des plateaux sur lesquels elle devrait s'établir, n'aurait plus qu'à se mettre à l'œuvre. La résidence compterait alors quatre districts placés dans des conditions également favorables : le Minahassa ou province de Menado, qui comprend un territoire d'environ cinq mille kilomètres carrés; l'état de Magondo et tous les petits royaumes limitrophes du district de Tondano; les possessions du sultan de Gorontalo et celles du sultan de Bewool; les alentours de la baie de Palos et le petit état de Tontoli. L'emploi de quelques *steamers* et d'un millier de soldats assurerait promptement la pacification de la province : les colons hollandais et les subsides du gouvernement feraient le reste.

III.

Pour nous rendre vers un autre point de l'île Célèbes, le district de Macassar, nous avions une assez longue navigation à faire. Le 9 juin 1849, nous quittâmes dès la pointe du jour le mouillage de Menado, et nous nous dirigeâmes, en passant entre les îles Sanguir et le cap Coffin, vers la mer des Moluques. Nous revîmes encore une fois les sommets de Tidore et de Ternate, l'île déserte d'Oby et Lissa Matula, de fastidieuse mémoire (1). Il nous fallut louvoyer pendant plusieurs jours avec un temps constamment pluvieux et des brises inégales pour atteindre le large passage qui s'ouvre entre les îles Xulla et la côte septentrionale de Bourou. Dès que cette dernière île fut dépassée, le temps s'éclaircit, et la mousson d'est nous conduisit rapidement, par les détroits de Wangi-Wangi et de Salayer, au fond de la baie de Bonthain, où nous devions faire une courte station avant de reprendre notre route vers Macassar.

Les districts contigus de Boule-Comba et de Bonthain comprennent une population de 29,000 âmes sur une étendue d'environ 260 lieues carrées; c'est la population la plus fière et la plus belliqueuse de l'île, on peut même ajouter de l'archipel indien; aussi ne saurait-on assez admirer l'ascendant moral par lequel deux ou trois Européens gouvernent cette race indomptable. Il existe à Bonthain une sorte de forteresse aux boulevards de gazon et de terre garnis de quelques pièces d'artillerie. C'est dans cette enceinte qu'est logée la garnison javanaise. L'employé hollandais qui remplit sur ce point isolé les fonctions de résident habite à quelques pas de la plage une

(1) Voyez, dans la livraison du 15 octobre 1851, *les Moluques sous la domination hollandaise.*

vaste habitation dont le palmier a fourni la charpente, le toit et les cloisons. Les Espagnols transportent avec eux, sur tous les points du globe, leur sobriété insouciante et leur dédain des superfluités de la vie. Il n'est plage si déserte, établissement si sauvage où l'on ne trouve le Hollandais entouré d'un bien-être qu'il aime à partager avec le voyageur. L'hospitalité de M. Scholten eût fait honneur à un vice-roi : sa gaieté, la libre et charmante effusion de son entretien auraient pu donner du prix au brouet noir. Nous ne pûmes accorder cependant qu'un jour à ses instances; mais cette journée, nous la passâmes presque tout entière à table ou à cheval.

On rencontre à chaque pas dans les Indes néerlandaises des cours d'eau qui se précipitent tout échevelés du sommet des montagnes au fond des précipices. Ces cascades servent ordinairement de but aux promenades des touristes. Je n'en connais point de plus imposante que celle de Bonthain. M. Scholten ne voulut céder à personne le plaisir de nous montrer cette merveille; mais il fallut quelque temps pour rassembler les chevaux qu'exigeait une troupe aussi nombreuse que la nôtre. Le résident hollandais avait cependant près de lui un homme auquel rien n'était impossible. C'était un chef indigène spécialement attaché à sa personne, — un capitaine des gardes, dont le premier devoir était de veiller à la sûreté du résident, qui ne le quittait point d'un pas, et le suivait partout avec la tendresse et le dévouement d'un séide. Ce vieux guerrier, dont les vêtemens entr'ouverts laissaient apercevoir de nombreuses cicatrices, avait jadis conduit les troupes du général Van Geen vers la capitale du roi de Boni. Il passait pour l'homme le plus brave du district, et la sécurité du résident au milieu des hordes féroces dont il était entouré s'expliquait peut-être un peu par la présence tutélaire de cet ange gardien. On ne saurait toutefois méconnaître l'influence en quelque sorte magnétique qu'exerce sur ces hommes violens la calme fermeté de la race hollandaise. Quelques jours avant notre arrivée, deux hommes de noble extraction avaient échangé quelques propos railleurs. L'un d'eux se croit insulté, il marche droit à son adversaire et le frappe de sa sagaie; l'autre, quoique blessé, riposte, puis tous deux, par un mouvement simultané, abandonnent leurs javelines. Ils se saisissent au corps, et, s'embrassant d'une main, de l'autre ils se plongent à coups redoublés leur kris dans la poitrine. Le moins vigoureux des champions s'affaisse enfin sur lui-même. Le résident accourt. Le vainqueur, dont le sang fuit par vingt blessures, cède sans résistance au regard de l'Européen. Il remet lui-même entre les mains du résident l'arme qu'un bataillon d'indigènes n'eût pu lui arracher, et se laisse, sans oser proférer une plainte ou une menace, entraîner vers la prison.

Pendant que nous examinions avec un intérêt curieux et un secret frisson le fer des deux javelines, les lames veinées et flamboyantes des deux kris, pièces de conviction où la rouille se mêlait déjà au sang fraîchement coagulé, notre imagination ne pouvait s'empêcher d'évoquer tous les détails de cette scène cruelle. Il nous semblait voir ces deux tigres cramponnés l'un à l'autre et prêts à se dévorer. Les Malais de Célèbes sont mahométans, mais leur première loi est un barbare point d'honneur. Leur férocité est le résultat infaillible de leur éducation. Il eût fallu voir de quel éclat sauvage brillèrent les yeux d'un jeune enfant de huit ou dix ans à peine, quand nous lui demandâmes s'il serait heureux de pouvoir à son tour porter un kris à sa ceinture. La prunelle d'un chat-tigre n'a pas de feux plus livides. Ce misérable enfant semblait avoir l'instinct du meurtre : il n'en avait peut-être que l'admiration dépravée.

Les chevaux cependant piaffaient à la porte de la résidence. Nous partons, et nous nous trouvons, à peine sortis, sur la place du marché du village de Bonthain. On eût cru pénétrer au milieu d'un camp. A côté des bestiaux qu'ils avaient amenés de la montagne veillaient de nombreux cavaliers fièrement appuyés sur la hampe de leurs sagaies. Avant qu'on ait pu assujettir aux patiens travaux de l'agriculture ces pasteurs au regard hautain, il se passera sans doute bien des années; mais le temps n'est rien pour les Hollandais : ils n'ont ni la *furia* des Français ni la *fogosidad* des Espagnols, ils marchent à leur but avec persévérance; aussi ces collines incultes que nous traversions au milieu des hautes herbes des jungles, la génération qui nous suit les verra probablement couvertes de blonds épis ou de féconds roseaux. Ces jungles, entrecoupés de fourrés épais, de bois de nipa et d'areng, servent de retraite à de nombreux troupeaux d'axis. On sait que cette espèce de cerfs est moins grande et moins vigoureuse que celle qui peuple nos forêts : elle se laisse aisément atteindre par les chevaux de l'île Célèbes. Accroupi sur sa selle, le cavalier malais, dès que le cerf est lancé, ne le perd plus de vue; il franchit à sa suite les ravins et les fossés, jusqu'au moment où il peut lui jeter autour des cornes un nœud coulant fixé au bout de sa javeline.

Nous atteignîmes sans accident les bords du ruisseau dont il faut remonter le cours pour arriver au pied de la cascade. Ce ruisseau n'a pas de rives; il coule entre deux murailles de basalte sur lesquelles un chamois ne trouverait pas à poser le pied. Si l'on veut contempler la nappe d'eau dont on entend au loin la chute assourdissante, il faut suivre le lit même de la rivière, franchir sur la pente arrondie des rochers ou sur l'arête aiguë de quelque bloc de lave des bassins dans lesquels un des grenadiers de Catherine II aurait

disparu jusqu'au cou; il faut, en un mot, se résigner à un bain froid et à un certain nombre de chutes. Mais quel glorieux spectacle devient le prix de tant de peines! C'est un fleuve qui s'échappe d'une urne gigantesque et déploie avec fracas le volume majestueux de ses eaux. Il ne manque à cette magnifique chute d'eau qu'un belvéder d'où l'on puisse l'admirer à son aise. Debout au centre du bassin où l'on nous avait placés, éblouis par la poussière liquide que la cascade en tombant soulevait tout autour de nous, nous ne tardâmes point à battre en retraite. Avant le milieu du jour, nous avions regagné le village de Bonthain, et dès le lendemain, reprenant, comme Ahasvérus, notre bâton de voyageur, nous faisions voile vers Macassar.

De la baie de Bonthain à la rade de Macassar, notre traversée put s'accomplir sans peine dans l'espace d'une journée. La brise, d'abord très faible, ne tarda point à fraîchir, et le soleil était à peine depuis une demi-heure sous l'horizon, quand nous atteignîmes ce nouveau mouillage. Macassar est le chef-lieu des établissemens hollandais sur la côte méridionale de l'île Célèbes. Une excellente rade, protégée contre la mousson d'ouest par deux bancs de sable à fleur d'eau, attira sur ce point, dès l'année 1538, les Portugais commandés par Antonio Galvano. En 1545, Martin Souza y établit un poste militaire, et, pour la première fois, en 1607, les Hollandais y apparurent sous la conduite de Cornelis Matelief. En 1665, l'amiral Spielman battit les indigènes, et prit possession du fort Ondjong Pandang (le Point de Vue), qui fut agrandi et reçut le nom de fort Rotterdam. La ville actuelle de Vlaardingen ne fut bâtie qu'en 1708. On lui donna pour armes un cocotier traversé d'un glaive, en mémoire de l'amiral Spielman. Vainqueur du sultan de Goa, l'amiral, auquel la nature avait donné le courage d'Achille et la force d'Hercule, passa, dit-on, son épée à travers le tronc d'un des arbres qui croissaient alors sur la plage. « Vous doutiez, dit-il aux indigènes rassemblés autour de lui, que mon bras eût la force de percer cet arbre; eh bien! ne doutez pas que la Hollande n'ait le pouvoir de vous réduire, car, aussi vrai que je puis d'un seul coup traverser le tronc d'un cocotier, la Hollande, quand elle le voudra, pourra soumettre votre île. » L'avenir n'a pas démenti cette prophétie, et le cocotier de l'amiral Spielman peut figurer, à plus juste titre que bien des emblèmes adoptés par un blason menteur, au centre de l'écusson de la ville de Vlaardingen.

Le fort de Rotterdam et la ville de Vlaardingen ont un nom commun : Macassar. C'est sous ce nom, qui désigne l'ensemble de l'établissement hollandais, que le chef-lieu de la côte méridionale de Célèbes est connu dans les Indes. Habitués à séjourner sur les rades

de Macao et de Manille, où *la Bayonnaise* devait s'arrêter à trois ou quatre milles de terre, nous éprouvions une certaine douceur à nous trouver mouillés à 150 mètres à peine de la plage, au centre d'un étang dont la brise pouvait rider, mais non gonfler la surface. Quelques navires de commerce, deux bricks-goëlettes de guerre, *l'Amboine* et *le Hussard*, commandés par les capitaines Dibbetz et Wipff, animaient, avec une foule de pros indigènes ou de bateaux-pêcheurs, ce paisible canal, dans lequel une flotte eût trouvé assez d'espace et assez de profondeur pour jeter l'ancre. Je ne sais quel peut être l'aspect de la rade de Macassar quand la mousson d'ouest roule jusqu'à Célèbes les lourdes vapeurs de l'Océan Austral; mais sous le ciel bleu et limpide de la mousson d'est, ce paysage présentait le 26 juin 1849, quelques instans après le lever du soleil, un des spectacles les plus ravissans qu'on puisse imaginer.

De la rade de Macassar, on aperçoit encore, à demi effacées, il est vrai, par la distance, les montagnes dont le versant méridional descend brusquement vers la mer pour former la baie de Boule-Comba et de Bonthain. Une plaine immense, entrecoupée de mille bouquets d'arbres, se déploie jusqu'au pied de ce lointain amphithéâtre. Sur la droite, ombragé par un long rideau de cocotiers, s'étend un des quartiers de la ville malaise. Le fort de Rotterdam domine la rade de ses hauts parapets et développe parallèlement au rivage ses murailles d'une éclatante blancheur. La ville européenne est resserrée entre la forteresse et le *campong* bouguis assis à l'autre extrémité de la baie sur ses pilotis de palmier sauvage. Si l'on porte ses regards vers un autre point de l'horizon, si l'on cherche, au-dessus de la digue sablonneuse à laquelle la rade doit sa tranquillité, l'étendue infinie de l'océan, ce n'est pas l'espace désert et morne que l'on rencontre, c'est la mer égayée par de nombreux îlots, verdoyantes oasis au milieu desquelles circule un bleu méandre. C'est surtout au nord de Macassar, sur une largeur de cinquante milles environ, que, du sein de leurs grottes sous-marines, les zoophytes se sont plu à faire surgir d'innombrables écueils aujourd'hui couronnés de verdure. Sous le nom d'archipel de Spermonde, ces îlots forment un des labyrinthes les plus inextricables dans lesquels le navigateur puisse jamais se trouver engagé.

Ce riant tableau ne tarda point à perdre une partie de ses charmes. Des teintes vives et dures, un éclat uniforme, remplacèrent bientôt les fraîches couleurs et les nuances délicates du matin. Le gouverneur de Célèbes, M. Bik, avait eu l'aimable attention d'envoyer à notre rencontre deux voitures, dans lesquelles nous trouvâmes un refuge lorsque, vers dix heures, nous mîmes le pied sur le débarcadère. Il nous avait suffi toutefois d'affronter pendant quelques minutes la morsure d'un soleil féroce pour juger de ce que nous eussions souf-

fert, s'il nous eût fallu à pareille heure traverser à pied la ville de Macassar. Une belle allée de tamariniers nous eût conduits jusqu'à la résidence du gouverneur; mais, à deux pas de cette voie ombragée, en face de l'hôtel du gouvernement, s'étendait, sahara redoutable, une vaste place quadrangulaire destinée aux exercices de la garnison. Le fort de Rotterdam occupe un des côtés de ce champ de manœuvres, et à l'angle le plus rapproché de la route s'élève probablement aujourd'hui un temple protestant dont, au moment de notre passage, on posait la toiture.

La résidence du gouverneur de Célèbes n'est pas un palais comme le massif édifice qu'habite à Manille le capitaine-général des Philippines. Dans les moindres détails, on retrouve le contraste des deux peuples qui se sont partagé l'archipel indien. La modeste habitation dans laquelle nous fûmes introduits n'affichait nulle prétention à l'ampleur fastueuse d'une résidence; elle promettait néanmoins plus de *comfort* que n'en a jamais abrité le toit d'un hidalgo. Au fond d'une longue cour était assis le corps de logis principal, précédé d'un portique ouvert à toutes les brises qui pouvaient rafraîchir l'atmosphère. Deux ailes ajoutées à cet édifice renfermaient une salle de bain et trois ou quatre chambres toujours prêtes à recevoir les commandans des navires de guerre hollandais ou quelque voyageur étranger. Les capitaines de *l'Amboine* et du *Hussard* étaient en ce moment les hôtes du gouverneur. M. Bik me pressa si vivement de partager son hospitalité avec eux, que je me laissai vaincre par tant de grâce et de courtoisie. Une heure à peine après cette première visite, je revenais prendre possession de l'appartement qui m'avait été destiné.

En pénétrant pour la seconde fois dans la cour de l'hôtel du gouverneur, je crus m'être mépris; les domestiques, les gardes, tout avait disparu. Pas une âme vivante sous le péristyle, pas une voix qui vînt répondre à mon inquiet monologue. Midi avait secoué son mystique rameau sur la résidence. C'était pour quelques heures un palais enchanté. Dès le lendemain, j'avais compris les coutumes de cette vie régulière, et pendant le peu de jours que je passai à Macassar j'éprouvai un grand charme à m'y conformer. Au lever du soleil, il fallait être prêt à monter à cheval. On parcourait alors les environs de la ville ou le *campong* bouguis animé par les étalages des armuriers et des marchands indigènes. Vers huit heures, on battait en retraite devant les rayons du soleil. Onze heures réunissait tous les hôtes de la résidence dans la salle à manger. Midi les dispersait de nouveau. Vers trois heures et demie, le charme léthargique commençait à se dissiper. On voyait de blancs fantômes enveloppés du *sarong* et du *cabaya* des Malais se glisser vers la salle de bain pour en sortir au bout de quelques minutes. Chacun prenait à son tour le chemin

de cette fontaine de Jouvence. Quelques ablutions d'une eau glacée qu'on puisait à l'aide d'un gobelet de fer-blanc dans une vaste cuve rétablissaient la circulation du sang et raffermissaient la fibre. On s'habillait alors à la hâte, car les voitures étaient déjà prêtes. Un fringant attelage de quatre chevaux isabelles emportait le gouverneur vers la campagne. Debout derrière la voiture, le chef des gardes déployait le *payong*, ce parasol doré qui annonce aux populations le représentant du *touan-besar* (le *grand monsieur*) (1). La soirée appartenait tout entière au plaisir. Le bal succédait au banquet, et jamais plus de gaieté, plus de grâce, plus de fraîcheur n'avaient défié les feux énervans des tropiques.

Si Batavia n'existait point, Macassar serait le seul endroit de la Malaisie où je pourrais me résigner à vivre; mais Macassar aurait-il à mes yeux les mêmes attraits, si je n'y retrouvais plus le cercle aimable au milieu duquel nous avons passé les plus heureux momens de notre campagne? Sur ce sol mouvant des colonies, la société européenne se renouvelle sans cesse. M. Schaap, l'assistant-résident, un des hommes les plus distingués dont je doive la connaissance à mon trop rapide passage à travers les Indes néerlandaises, M. Schaap vit aujourd'hui au milieu des Chinois de Banca. J'ai perdu la trace des officiers de *l'Amboine* et du *Hussard*, du capitaine Dibbetz, qui, envoyé à Macassar afin d'y rétablir une santé altérée par de longues fatigues, oubliait ses souffrances pour nous entourer des soins les plus délicats; du capitaine Wipff, qui n'avait été notre prisonnier à la suite de l'expédition d'Anvers, que pour apprendre à mieux aimer la France. Il est peu de pays qui aient eu plus à se plaindre des oscillations de notre politique que la Hollande, et je ne crois pas qu'on en puisse trouver dans l'Europe entière qui soit attiré vers nous par une plus sérieuse sympathie. Ce que je ne pouvais voir surtout sans une secrète émotion, sans un plaisir presque patriotique, c'étaient les représentans de cette belle armée qui, depuis 1816, a pour ainsi dire conquis une seconde fois les Indes néerlandaises. Chez eux, je retrouvais l'esprit chevaleresque, le dévouement au drapeau, la piété militaire, qui font l'honneur de notre armée d'Afrique. Si ce n'étaient point là des officiers français, c'étaient assurément les émules qui pouvaient le mieux nous les rappeler. Le commandant militaire de Macassar, le major Kroll, avait longtemps servi à Sumatra sous les ordres du général Michiels. Ce fut lui qui le premier nous révéla l'existence de cette Algérie des Indes où tant d'héroïsme s'est dépensé à l'insu de l'Europe, théâtre obscur arrosé de flots de sang, et sur lequel dix années de combats

(1) Tel est le titre du gouverneur-général des Indes néerlandaises.

ont formé des bataillons que Java pourrait opposer sans crainte aux Cipayes de l'Inde anglaise.

Malgré la voluptueuse mollesse de ma nouvelle existence, le temps que je passais à Macassar n'était pas entièrement perdu. Avec le major Kroll, j'apprenais à connaître le parti que de bons officiers peuvent tirer des recrues indigènes. M. Schaap, revêtu du double caractère de sous-préfet et de magistrat, me montrait comment un résident hollandais, le Coran à la main, peut rendre la justice aussi sommairement que saint Louis sous son chêne. M. Bik me faisait assister à l'investiture des *orang-kayas*, chefs subalternes qui remplissent à Célèbes le rôle des *gobernadorcillos* de l'île Luçon. Là, je vis des chefs de village ne recevoir l'emblème de leurs fonctions qu'après avoir paru comprendre les obligations qu'ils allaient contracter. En ma présence, on leur exposa longuement les devoirs de leur charge; puis on leur fit jurer, la main étendue sur le livre du prophète, de demeurer fidèles à la Hollande, de maintenir la paix et le bon ordre dans leurs communes. Le gouverneur lui-même présidait cette séance, et ce fut lui qui reçut les sermens des *orang-kayas*. Aucun sourire ne troubla la cérémonie. Jusqu'au dernier moment, on mit à la consécration de ces officiers municipaux un appareil de sérieux et de gravité qui devait nous frapper d'autant plus que nous avions été à Luçon les témoins inattendus d'une investiture semblable. La mise en scène était à peu près la même, mais l'effet nous en avait paru légèrement compromis par la verve moqueuse et la pétulance des compatriotes de Michel Cervantes. Les Hollandais ont plus d'empire sur eux-mêmes. Le spectacle ridicule de demi-sauvages transformés en fonctionnaires européens ne parvient pas à triompher de leur sang-froid. Ces hommes du Nord ont des nerfs inébranlables : ils feraient, sans dérider leur front, endosser l'habit noir à tous les maires et à tous les adjoints de la Nouvelle-Guinée. Il est fort heureux, après tout, que les maîtres de l'île Célèbes ne soient pas nés plus railleurs, car une gaieté intempestive ne serait point sans danger avec les Macassars. Ce peuple, bien que soumis, sort d'une race fière et chatouilleuse. Il n'eût jamais été subjugué par une poignée d'étrangers, si avec sa bravoure il eût possédé ce qui fait la force des nations, — l'union et la discipline. A Macassar comme à Bonthain, l'arme favorite des indigènes est le kris, poignard à manche d'ivoire et à lame flamboyante, que l'homme du peuple et le noble portent également à la ceinture. Outre cette arme, souvent frottée d'un mélange d'arsenic et de jus de citron, les guerriers de Célèbes se servent de lances et de boucliers; l'usage seul du sabre leur est inconnu.

On compte environ dix-sept mille âmes dans la ville de Macassar,

dix mille dans les îles environnantes. La pêche est la grande ressource de cette population. Les eaux de la baie sont si poissonneuses, le riz et les fruits de toute espèce sont à si bas prix, que chaque habitant subvient sans peine à sa subsistance. On rencontrerait même une certaine aisance parmi les pêcheurs d'holothuries et de tortues, si la passion du jeu et celle de l'opium ne venaient épuiser en quelques heures les économies amassées pendant un long voyage. Macassar présente donc ce qu'on chercherait vainement sous un autre ciel que celui des tropiques, le singulier spectacle d'une population que la paresse, le jeu et le sensualisme le plus grossier n'ont point jetée dans l'abjection et dans la misère. Il y a plus, si vous parcouriez l'archipel indien, vous ne trouveriez nulle part chez les nobles une apparence aussi générale de bien-être; chez le peuple, des haillons portés avec plus de fierté. Il n'y a point de pauvres ni de mendians à Macassar. Qui pourrait tendre la main, quand il suffit de lever le bras pour recevoir l'aumône de la nature? Il y a des lépreux : le gouvernement les recueille, et, grâce à sa bienfaisance, ces malheureux n'encombrent jamais la voie publique. On éprouve donc un plaisir sans mélange à parcourir les rues ou les environs du chef-lieu méridional de l'île Célèbes. Le bon ordre n'y a pas le cachet de la servitude; la liberté n'y a pas engendré la famine. L'impôt des loyers et la ferme du bétel sont les plus lourdes charges qui pèsent sur la population indigène. Ces deux contributions, calquées sur celles que les Anglais ont imposées aux habitans de Singapore, doivent tenir lieu à l'état des droits de douane qu'il a sacrifiés. Il eût été plus généreux et plus politique de renoncer à de pareils dédommagemens. Il faut dans toute l'étendue de l'archipel indien, mais dans l'île Célèbes surtout où les dominations sont mélangées, que le sort des populations qui vivent sous la loi hollandaise soit un objet d'envie pour celles qui subissent encore le joug capricieux de leurs chefs.

Les Hollandais ne possèdent en toute souveraineté, dans la partie méridionale de Célèbes, que quelques districts peu considérables. Le reste de l'île appartient à des princes vassaux ou à des rois alliés. Plus libre ici, plus dégagé de toute influence extérieure qu'à Sumatra ou à Bornéo, le gouvernement des Pays-Bas n'accepte point cet état de choses comme définitif. Les peuplades idolâtres qui vivent sous le régime de la tribu, il espère les convertir et les amener à la civilisation par l'Evangile. Les populations musulmanes, il se propose de les soumettre ou tout au moins de resserrer par de nouveaux traités les liens qui les rattachent à la Hollande. Les sultans de Goa et de Boni, les deux principaux souverains de l'île, n'ont pas, comme le sultan d'Achem, de protecteurs étrangers. Leur première imprudence sera sans doute le signal d'une transformation politique que

nous pouvons dès aujourd'hui considérer comme accomplie, tant elle est devenue inévitable.

C'est dans les états du sultan de Goa que se trouve enclavé le district de Macassar. Ce royaume allié comprend une étendue d'environ 300 lieues carrées et une population de 65,000 âmes. Le royaume de Boni, sur un territoire de 600 lieues carrées, ne compte pas moins de 200,000 âmes, dont 40,000 hommes capables de porter les armes. Ce sont les habitans de ce royaume de Boni, connus sous le nom de Bouguis ou Bouguinais, qui traversent l'archipel indien dans leurs frêles embarcations et se rendent jusque sur les côtes de l'Australie pour y pêcher le tripang que l'on exporte ensuite de Singapore sur les côtes du Céleste Empire. La population insulaire directement soumise à l'autorité hollandaise ne dépasse guère le chiffre de 300,000 âmes. 7 ou 800,000 indigènes, 1 million peut-être, échappent au contrôle de cette autorité, et par l'intermédiaire des pros bouguis entretiennent avec Singapore des relations commerciales dont l'importance a été évaluée, année moyenne, à 2,700,000 fr. Ce fut dans l'espoir de reconquérir cette clientèle, qui, avant la création de Singapore, appartenait tout entière à Java, que les Hollandais décrétèrent la franchise du port de Macassar.

Grâce au laisser-aller de la police anglaise, Singapore doit avoir de grandes séductions pour les navigateurs malais. C'est dans ce port que viennent s'approvisionner d'armes et de munitions tous les pirates de l'archipel indien. On peut espérer cependant que, lorsqu'il s'agira de se procurer des articles moins suspects, les pros du golfe de Boni trouveront plus simple de se rendre à Macassar que d'entreprendre un voyage de quatre cents lieues, aujourd'hui que ce voyage ne pourrait plus offrir, en compensation des fatigues et des périls qu'il entraîne, un bénéfice sur les marchandises de retour de 30 ou 50 pour 100. La franchise du port de Macassar date de 1847, et dans cette même année, les importations s'accrurent de plus de 3 millions de francs, les exportations de 2 millions. Depuis lors, il s'est fait annuellement à Macassar pour 10 ou 11 millions d'affaires. Outre sa situation unique à l'embranchement de la mer de Java, de la mer des Moluques et d'un large détroit qui remonte vers le nord, Macassar peut citer avec un légitime orgueil la salubrité de son climat, la sûreté de son ancrage, les facilités que présente sa rade pour le chargement et le déchargement des navires. Il est impossible de ne pas voir dans ce port le futur entrepôt des produits de Timor, de Céram, des Moluques et de la Nouvelle-Guinée. L'industrie européenne y trouvera l'immense avantage de pouvoir associer à ses opérations une population essentiellement commerçante, la seule parmi les peuples soumis à la domination hollandaise que n'effraient point

les hasards de la mer, la seule aussi qui promette quelques garanties de probité commerciale. Des marchands arabes, protégés par leur qualité de compatriotes du prophète, pénètrent quelquefois dans l'intérieur de l'île, demeuré inaccessible aux Hollandais. Ces voyageurs ont cru reconnaître sur leur route la trace de richesses minérales dont l'exploitation, bien qu'elle ne doive passer qu'après celle du sol, pourra devenir un jour un nouvel appât pour les émigrans chinois et pour les capitaux européens. L'avenir de l'île Célèbes ne nous semble donc pas douteux, et ce qui ajoute à l'intérêt que le port de Macassar en particulier doit nous inspirer, c'est que la France peut avoir sa part dans l'approvisionnement et dans les bénéfices de ce nouveau marché. L'Angleterre se gardera bien de favoriser par des expéditions suivies une place qui s'est posée comme la rivale de Singapore. Le commerce français, au contraire, a tout intérêt à se présenter sur un point où il ne doit pas trouver la concurrence écrasante des produits de l'industrie britannique. Il est rare que nos bâtimens de commerce, quand ils se rendent dans les mers de Chine, puissent compléter leur cargaison dans un seul port. Tel navire qui doit embarquer du thé à Canton s'arrête d'abord à Java pour y prendre du café, à Manille pour y charger des joncs et du bois de sapan. Macassar pourrait être une relâche plus avantageuse que Batavia pendant une moitié de l'année. Le détroit de Macassar, dont la reconnaissance sera bientôt achevée par les soins de la marine hollandaise, offre, pour gagner les côtes du Céleste Empire à contre-mousson, une route moins périlleuse que le passage de Palawan. De la poudre grossière et du fer en barre, des mouchoirs, des *sarongs* à grandes fleurs, des indiennes de Mulhouse pour les Malais, peut-être même quelques soieries brochées d'or, ou des draps écarlates, de bons vins de Bordeaux et quelques articles de mode pour la population chrétienne, voilà ce que trois ou quatre navires français pourraient apporter chaque année à Macassar. Ils y prendraient en retour, pour l'Europe, du café, de la nacre de perle, de l'écaille de tortue et de la poudre d'or; pour la Chine, du riz, des rotins, de l'huile de coco et surtout du tripang. Ce qu'il m'est permis d'affirmer, c'est que, nulle part au monde, les bâtimens couverts du pavillon français ne rencontreront un accueil plus cordial et plus empressé que celui qui les attend dans les nouveaux ports francs de Menado et de Macassar.

E. Jurien de La Gravière.

BURKE

SA VIE ET SES ÉCRITS.

DERNIÈRE PARTIE. (1)

Si la révolution française n'était survenue, c'est l'Inde britannique qui aurait occupé toute la dernière partie de la vie politique de Burke. Nous devons en parler avec quelque développement.

Une première occasion s'offrit d'entretenir de l'Inde la chambre des communes. Le nabab d'Arcot, qui résidait à Madras et passait pour le plus considérable des princes de la contrée, était débiteur envers des sujets anglais d'une somme qu'on évaluait à près de trois millions sterling. Cette dette, tant apparente que réelle, était attribuée à de secrètes conventions avec des agens de la compagnie. Il avait, dit-on, acheté d'eux les moyens ou la liberté d'agrandir ses domaines et son pouvoir. Guerre, dévastation, pillage, tels étaient les actes protégés ou exploités par le concours ou la tolérance de ceux qui lui avaient à ce prix vendu l'appui de la compagnie, trompée, faible ou complice. Une enquête approfondie avait été précédemment ordonnée par la chambre, et maintenant Dundas, président du bureau du contrôle et jadis promoteur des mesures rigoureuses, proposait d'allouer la dette sans examen et d'en imputer le paiement sur le revenu de la province de Carnate. Fox demanda que les pièces de l'enquête fussent mises sous les yeux de la chambre, et c'est sur cette question que Burke

(1) Voyez la livraison du 15 janvier.

prononça un discours regardé par de bons juges, et notamment par lord Brougham, comme le plus beau qu'il ait fait. Dans cette composition, dont le seul défaut est d'être trop achevée, une immense et difficile affaire est admirablement expliquée. Burke excelle dans l'art des expositions claires, complètes, et cependant attachantes, animées. Celle-ci est semée de narrations dignes de l'histoire. Dans les cours de littérature, on cite comme des modèles la description du Carnate et le récit pathétique de l'invasion de cette contrée ravagée par Hyder-Ali. Nous avons vu que les traitans de toutes sortes, patronés par la compagnie des Indes, passaient pour les auxiliaires occultes de l'avénement de Pitt au ministère; on pouvait le soupçonner envers eux de gratitude et d'indulgence. L'attitude de Dundas était suspecte. Un certain Paul Benfield était le chef ou principal représentant des créanciers vrais ou fictifs du nabab d'Arcot. Il avait, ainsi que ses pareils, brigué et même obtenu des siéges au parlement. Par les mille ressources dont disposait leur activité, ces gens avaient joué un rôle dans la dernière dissolution et contribué à en rendre le résultat favorable aux ministres. Il était donc facile de trouver un lien entre les intrigues de l'Europe et celles de l'Asie, entre les cruautés et les brigandages commis de Madras à Tanjore, la vénalité des subalternes, la connivence de la compagnie, le trafic électoral et la corruption ministérielle. Burke se plut, avec un art cruel, à river aux anneaux de la même chaîne Pitt et Paul Benfield. — Les associés de Paul Benfield, obscurs et mercenaires complices des dévastations d'un barbare, voilà, disait-il, au loin les législateurs de l'Inde, et ici la nouvelle et pure aristocratie créée par M. Pitt pour sauver la couronne et la constitution. Paul Benfield, voilà le grand réformateur parlementaire de M. Pitt. — Il y a là des pages terribles d'esprit, de sarcasme et d'injure.

La motion de Fox fut rejetée; mais, malgré ses apparences de froideur et de dédain, Pitt n'était pas insensible à ces attaques. Ses prétentions de pureté et de rigorisme lui rendaient de certains reproches insupportables, et l'on pouvait prévoir qu'en les renouvelant avec art et avec insistance, on le forcerait quelque jour à céder. Il y avait en toutes choses un point où il refusait de se confondre avec ceux qu'il employait, et il les brisait sans pitié plutôt que de compromettre la dignité de sa personne dans les pratiques mêmes de son ministère. Comme un nuage qui grossissait à l'horizon, il s'élevait de tous ces débats une notoriété menaçante contre Warren Hastings, qui avait tout à la fois mérité l'indignation et la reconnaissance de son pays, car ses services étaient aussi grands que ses fautes. La compagnie, plus satisfaite de ses succès que convaincue de son innocence, s'occupait peu de le défendre, espérant sans doute que l'opinion ferait comme elle, et ne rechercherait pas bien sévèrement de quel

prix l'humanité et la justice avaient payé ses conquêtes. Peut-être cet exemple eût-il été suivi, peut-être l'orgueil britannique eût-il jeté un voile sur les excès d'un despotisme victorieux, peut-être le gouvernement eût-il même appelé sur Hastings les marques de la reconnaissance nationale, si le comité de la chambre, formé en d'autres temps sous l'influence de sentimens opposés, acharné pour ainsi dire à la poursuite de la vérité, n'avait, par ses révélations, soulevé la morale ou la pudeur publique, et découragé l'indulgence par la peinture répétée de ces excès que les assemblées ne pardonnent qu'à la condition de pouvoir les ignorer. Hastings, quoique confiant dans le prestige de ses succès, se voyant attaqué et non défendu, revint, dès 1785, spontanément en Angleterre, au moment où la compagnie croyait répondre à tout en lui votant des remerciemens pour ses services. Accueilli par elle avec de grands honneurs, par le roi et par la reine avec une faveur marquée, poursuivi seulement par une opposition vaincue, il se croyait assuré de l'appui du gouvernement. Il osait compter sur des récompenses égales ou supérieures à celles qu'avait obtenues lord Clive, sur un ordre de chevalerie, sur la pairie elle-même; mais, conformément à un rapport de Dundas parlant au nom d'un comité spécial, un vote de censure avait passé trois ans auparavant contre Hastings, et restait inscrit sur les journaux de la chambre. Dundas, quoique ramené par ses fonctions ministérielles à des sentimens plus doux pour la compagnie des Indes, ne pouvait cependant ne compter pour rien une résolution qu'il avait lui-même provoquée. Il y avait dans la majorité des hommes scrupuleux qu'aucun engagement politique n'aurait déterminés à couvrir d'une approbation formelle les excès d'une tyrannie tout asiatique. Les dernières élections avaient amené dans la chambre l'implacable Francis, dont le séjour dans l'Inde n'avait été qu'une longue lutte contre Hastings; Francis, qui, fier de sa sévérité, se souciait peu qu'elle eût les allures de la colère et de la vengeance; Francis, qui, par là du moins, semblable à Junius, se faisait une vertu de sa haine, et répandait dans tous les cœurs le fiel dont le sien était rempli. Mû par des passions plus pures, emporté par une colère honnête et désintéressée, Burke éprouvait contre l'oppresseur de l'Inde tous les sentimens qui pouvaient soulever Tacite contre les tyrans de Rome, et son imagination, enflammée par les peintures mêmes qu'elle s'était faites des misères de toute une partie du monde, demandait en quelque sorte à s'épancher dans les invectives d'une vengeresse éloquence. Enfin l'âme généreuse de Fox s'animait pour un thème d'opposition qui se rapportait cette fois, non à des intérêts de parti, mais à la défense des droits de l'humanité.

Cependant la question n'aurait donné lieu probablement qu'à de

véhémentes harangues ou même à quelques votes de blâme, et l'opposition aurait reculé devant les difficultés d'une accusation en forme, si Hastings, enhardi par la cour, n'eût voulu avoir, comme on dit, le cœur net de tant de reproches dirigés contre lui, et obtenir de force, en défiant tout à la fois ses ennemis et ses défenseurs, la justice qu'il croyait ou disait mériter. Dans la session de 1785, Burke avait annoncé qu'il aurait des charges à produire contre l'administration de l'Inde, et l'on croyait que son parti ne donnerait aucune suite à cette menace, quand le premier jour de la session suivante, un ami de Hastings demanda si elle était sérieuse. Le gant fut aussitôt relevé; l'opposition ne pouvait reculer, et Burke commença par réclamer une communication de pièces. Le ministère en refusa quelques-unes en des termes qui semblaient indiquer le projet de défendre Hastings, et le 4 avril 1786 Burke fit connaître son intention de procéder contre ce dernier par la voie de l'*impeachment*, et produisit vingt-deux articles d'accusation.

L'*impeachment*, ou la poursuite devant la chambre des lords par la chambre des communes, est le mode le plus solennel d'accusation. Dans un temps calme et régulier, cette procédure aboutit difficilement à une condamnation. La politique, qui joue un grand rôle dans de telles affaires, se contente, quand les passions ne l'égarent pas, d'un effet produit sur l'opinion. Or, pour cela, le fait de la poursuite suffit, et l'acquittement même ne relève pas un ministre, un négociateur, un général, de l'atteinte qu'il en a reçue. Cependant les méfaits imputés à Hastings étaient assez graves pour que ses accusateurs pussent compter sur une condamnation, et ses chances s'aggravèrent encore, lorsque avant la délibération des communes il fut venu lire à la barre une longue défense écrite, qui ne parut ni habile ni intéressante, et ne se fit pas même écouter.

Chaque chef d'accusation devait être admis ou rejeté par un vote spécial. Le premier article chargeait Hastings d'avoir, contrairement aux ordres formels de la compagnie et sans en rendre compte, encouragé et secondé, par l'envoi de troupes anglaises, le nabab d'Oude dans une guerre d'extermination contre la nation des Rohillas, et compromis par là l'Angleterre, qui n'avait contre cette nation aucun sujet de plainte, dans les perfidies et les cruautés dont cette guerre avait été souillée. C'était pour cet acte, un des moins justifiables de son gouvernement, que la chambre avait, trois ans auparavant, demandé son rappel sur les conclusions de Dundas; mais Dundas, maintenant ministre, ne fut nullement embarrassé de plaider la thèse connue des faits accomplis : il fit valoir les services subséquens de Hastings. Pitt garda le silence, mais vota avec son collègue, et le grief sur lequel l'accusation comptait le plus fut écarté par 119 voix

contre 66. Les amis de l'accusé le jugèrent sauvé, victorieux; ils ne cachèrent pas leurs espérances. Encore deux ou trois votes semblables, et Hastings serait élevé à la pairie; son titre était déjà choisi; le grand sceau était tout prêt dans les mains du chancelier lord Thurlow, qui le protégeait.

Le 13 juin, Fox présenta avec tout son talent le chef d'accusation relatif au traitement infligé au rajah de Benarès. Hastings avait, de son autorité privée, exigé de ce prince des secours non prévus par les traités, et, sur sa résistance, l'avait mis à l'amende. Il en était résulté des troubles, des guerres, la chute de Cheyte-Sing, et trois révolutions à Benarès. Francis, qui avait lutté sur ce point contre Hastings dans le conseil de Calcutta, appuya vivement la motion. Pitt, dont l'habitude était de lui répondre avec un amer dédain, ne le ménagea pas; il reprit toute la conduite tenue à l'égard de Cheyte-Sing, il la justifia dans toutes ses parties, et il semblait conclure à l'abandon de ce chef d'accusation, lorsque tout à coup il trouva exorbitante l'amende imposée au rajah, et dit qu'il voterait pour la motion de Fox.

Ce fut un véritable coup de théâtre. On alla aux voix; le ministère se divisa dans le vote; Dundas suivit son chef, et la motion passa. Un article adopté en entraînait d'autres, et dès ce moment l'*impeachment* était inévitable. La conduite de Pitt étonna beaucoup, et fut expliquée diversement. Il était dans la nature de son esprit, ou il fut quelquefois dans sa politique, de faire un choix parmi les motifs d'une opinion, d'écarter les plus nombreux et les plus forts, ceux du moins que les partis jugeaient tels, pour se décider dans le même sens par une seule raison d'une importance secondaire, et se séparer ainsi de ceux mêmes avec lesquels il votait. Peut-être était-ce raideur de caractère; il voulait, même en cédant, paraître résister. Peut-être était-ce prudence; il voulait s'engager le moins possible, et se ménager une issue pour revenir au besoin ou se retirer à propos. Nous le verrons tenir une conduite analogue dans les questions de paix et de guerre, et prendre les mêmes sûretés quand il faudra se décider contre la révolution française. Dans cette occasion-ci, on a recherché ses motifs. On a dit que l'initiative prise par la cour, par le chancelier, par d'autres ministres en faveur de Hastings, l'avaient blessé; qu'il ne pouvait souffrir que l'on protégeât, que l'on honorât par avance un homme que la chambre n'avait pas encore réhabilité, et qu'on regardât comme tranchée une question sur laquelle il n'avait pas dit son dernier mot. Tous ces motifs sont plausibles. Ajoutons qu'il inclinait naturellement à la sévérité morale, toutes les fois que la raison d'état ne faisait pas taire ses scrupules. Il devait y avoir, dans la majorité avec laquelle il comptait, des membres con-

sciencieux de qui il n'aurait osé exiger ou attendre le sacrifice d'un sentiment de justice et d'humanité. Comment croire, en effet, qu'un homme tel que Wilberforce, qui venait d'entrer au parlement, eût consenti sans peine à immoler cette fois ses scrupules aux besoins de la politique ministérielle? Nous supposons que Pitt vota contre Hastings, comme il votait contre la traite des noirs.

L'affaire fut interrompue par la séparation des chambres. A la session suivante, Sheridan proposa l'accusation sur le quatrième chef, la spoliation des princesses d'Oude, et prononça le plus beau discours, au dire de quelques témoins, qu'aient entendu les murs de Westminster. Pitt, cette fois encore, se déclara pour la motion, et successivement d'autres charges furent admises, les amis de Hastings cessant désormais une inutile résistance; l'accusation, pour divers crimes et délits, fut dressée en vingt articles, par délibération de la chambre. L'accusé fut arrêté par le sergent d'armes, mais admis à la liberté sous caution, et un comité présidé par Burke eut mission d'aller soutenir la résolution devant la cour des pairs. Dans ce comité, la chambre aurait mis Pitt lui-même, s'il ne s'était récusé, et lord North, si son âge et ses infirmités ne l'en avaient dispensé; mais auprès de Burke on y voyait Fox, Windham, Sheridan et le jeune Charles Grey, qui débutait alors avec la faveur de tous, et qui devait, plus de quarante ans après, jeter un nouveau lustre sur le parti whig par la réforme de 1832.

Le 13 février 1788, la cour s'assembla dans la grande salle de Westminster, dans cette salle haute et vaste comme une église, dont on dit que le toit fut posé par le fils de Guillaume le Conquérant, dans ce théâtre de tant de scènes historiques, et qui ne vit jamais réunie plus nombreuse ni plus imposante assemblée. C'est à M. Macaulay qu'il faut demander de ce procès célèbre le tableau le plus brillant et le plus animé : le rôle qu'y joua Burke nous intéresse seul ici. Il fut chargé d'ouvrir le débat, et il parla pendant quatre jours de suite. Il fit, suivant son usage, un tableau complet. Avec une grande abondance d'idées et de faits, avec un grand luxe d'images et de mouvemens oratoires, il exposa, dans son origine et dans son histoire, tout le gouvernement de l'Inde. Ce discours est resté célèbre; il émut, il troubla l'auditoire jusqu'aux frémissemens et aux larmes, et c'est au milieu d'une assemblée palpitante que l'orateur termina par ces mots :

« Ainsi donc c'est avec une pleine confiance que, de l'ordre de la chambre des communes de la Grande-Bretagne, j'accuse Warren Hastings pour hauts crimes et délits. Je l'accuse au nom de la chambre des communes assemblée en parlement, dont il a trahi la foi parlementaire; je l'accuse au nom de la

nation anglaise, dont il a souillé l'antique honneur; je l'accuse au nom du peuple de l'Inde, dont il a foulé aux pieds les droits et changé la contrée en un lieu de ravage et de désolation; je l'accuse au nom de la nature elle-même, qu'il a dans les deux sexes outragée, insultée, opprimée, et je l'accuse enfin au nom et en vertu de ces lois éternelles de justice qui doivent dominer également tous les âges, toutes les conditions, tous les rangs, toutes les situations de ce monde. »

Il serait impossible, sans de longs détails, d'exposer tous les incidens d'un procès qui, commencé en 1788, ne devait finir qu'en 1794, la cour ayant siégé cent dix-huit jours répartis en sept années. La dissolution de 1790 elle-même n'interrompit pas le cours de cette affaire, et les pouvoirs du comité d'accusation furent continués. On conçoit que pendant un temps si rempli d'événemens variés et saisissans, de grands changemens durent s'opérer dans les dispositions des juges, des chambres, du public. On dit qu'aux derniers débats il ne siégeait plus que vingt-un lords des cent soixante qui avaient assisté au commencement de l'affaire; soixante étaient descendus dans la tombe; la cour n'était plus présidée par le même chancelier, et l'acquittement définitif fut prononcé par la bouche de lord Loughborough, qui au début du procès, membre ardent de l'opposition, opinait dans le sens des accusateurs. Le résultat, du reste, était depuis longtemps prévu, et l'intérêt du public parut en déclin à dater de la discussion de l'article des *begums* d'Oude, où Sheridan excita au plus haut point l'émotion de l'assemblée. Son discours dura deux jours, et il le termina théâtralement en tombant épuisé dans les bras de Burke, qui hurlait d'une généreuse admiration.

Seul peut-être, Burke fut le même au terme qu'au début de cette longue épreuve. A l'âge où les forces déclinent, agité par des diversions puissantes, entraîné par des spectacles tout nouveaux dans des passions toutes nouvelles, ayant rompu ses plus chères amitiés, entouré dans le comité d'accusation de collègues dont il avait fait ses ennemis, obligé de poursuivre l'œuvre commune de concert avec des hommes à qui il ne parlait plus, voyant désormais d'un autre œil et le gouvernement et l'opposition, il fut jusqu'au terme énergiquement fidèle à la cause qu'il avait embrassée. Il ne souffrit pas qu'aucun sentiment accessoire ou étranger affaiblît en lui celui de l'humanité et de la justice; il conserva sans interruption la même verve, la même chaleur, la même indignation et presque la même éloquence. A la reprise de l'affaire, en 1789, il avait prononcé sur la sixième charge un vigoureux et remarquable discours, et en 1794, vers les derniers jours, il fit entendre une réplique finale que les rares auditeurs des premiers jours trouvaient à peine inférieure au réquisitoire du commencement des débats. Burke, le contre-révolutionnaire Burke a tou-

jours regardé le procès de Hastings comme l'œuvre capitale qui couronnait sa vie.

On ne peut trop rendre justice à la sincérité de conviction, au zèle persévérant, au talent inépuisable qu'il déploya dans cette grande entreprise. Y porta-t-il en toute circonstance une exacte équité, une convenable modération, ou même cette mesure de conduite et cet art de langage nécessaires au succès? On peut en douter. Ces dernières qualités n'étaient celles ni de son caractère ni de son talent. Ses passions étaient honnêtes, élevées; mais c'étaient des passions. Sa déclamation était véhémente, ornée des plus beaux traits; mais c'était de la déclamation. Il savait émouvoir encore plus que persuader; il emportait moins l'assentiment que l'admiration, et en reproduisant incessamment les mêmes effets, en tâchant même d'enchérir sur les effets déjà produits, il fatiguait au lieu de toucher, il révoltait parfois ceux qu'il voulait gagner, Il *surmenait* ses auditeurs, si l'on me passe cette expression familière, qui me semble rendre ma pensée. Ce défaut, qui finit par lui rendre presque intenable la chambre des communes, l'entraîna devant la cour de Westminster à quelques excès de pensée ou de langage qui compromirent au moins sa cause. Une fois même, en 1789, une pétition de Hastings dénonça une expression violente qui lui était échappée, en qualifiant d'assassinat (peut-être avec justice) la mort du bramin Nuncomar, condamné pour faux sans règle ni merci, et l'on profita de l'occasion pour le faire censurer par la chambre. On espérait, par là, arrêter l'accusation en décriant ou en dégoûtant les accusateurs. Burke subit la censure avec une patience qu'il n'aurait pas eue en toute autre conjoncture. Il voulait atteindre son but et ne se montra ni moins animé ni moins résolu. Cependant, quoique Pitt ait déclaré en pleine chambre que M. Burke avait « conduit l'accusation avec beaucoup de dignité, de loyauté et de candeur, » il est certain que cette affaire, non-seulement ne lui gagna pas d'amis, mais lui en fit perdre, et qu'elle servit à donner plus de relief à ses défauts, épiés alors soigneusement par une double malignité. Il avait commencé le procès avec la défaveur des partisans du gouvernement; dans le cours de la poursuite, il n'acquit pas leur amitié, et il rejeta celle de l'opposition, conservant tous ses ennemis et devenant impopulaire sans être agréable au pouvoir. Chaque parti se souvint de ses offenses plus que de ses services. Pour nous, en accordant tout ce qu'on voudra à cette prétendue et glaciale sagesse que scandalise toute passion, nous ne pouvons nous résoudre à blâmer Burke dans l'affaire de Hastings. Nous croyons que, sans l'exagération même des qualités ou des défauts qu'on lui reproche, l'accusation n'aurait été ni intentée ni soutenue; et, fût-elle mal fondée dans quelques parties, outrée dans quelques qualifications, eût-elle

été plaidée avec un certain emportement, nous nous reportons au souvenir des Verrines et des Philippiques, et c'est sur ces modèles, c'est sur l'exemple de Cicéron que nous demandons que Burke soit jugé. Au fond, la principale excuse, la seule peut-être que l'on allègue en faveur de Hastings, c'est qu'il ne paraît pas avoir été guidé par des intérêts privés, et que ses crimes, s'il en a commis, sont des crimes politiques. Et l'on ajoute que le niveau de la morale était si peu élevé dans l'Inde, qu'au milieu d'un monde d'avarice, de perfidie et de cruauté, il n'était guère possible de résister au mauvais exemple et de réussir sans l'imiter. Ce n'est pas enfin pour des services plus irréprochables que Clive a obtenu des titres et des honneurs. Il est vrai, mais c'est peut-être parce que Clive a été loué et récompensé qu'il fallait poursuivre Hastings, et c'est parce que Hastings a été poursuivi que le gouvernement de l'Inde est remonté dans une sphère plus pure et plus haute, et que les Hastings et les Clive ont fait place aux Bentinck et à leurs imitateurs.

Il faut maintenant revenir à l'époque où le procès de Hastings commença. Burke, dans cette entreprise, allait chercher des inimitiés, et il en était entouré déjà. Il déplaisait souverainement à la majorité. On accuse les jeunes amis de Pitt d'avoir formé, sans respect pour son âge et pour son talent, le projet de lui interdire la parole, ou du moins de la lui rendre laborieuse par des murmures et des ricanemens systématiques. Il leur dit un jour qu'il se ferait fort de dresser une meute de chiens à aboyer avec plus de mélodie et autant d'intelligence. On inventa ou l'on répéta contre l'orateur un peu vieilli un sobriquet moqueur; on l'appelait *la cloche du dîner*. Dans l'opposition même, il rencontrait des dissentimens ou des jalousies. Il ne savait pas rajeunir sa manière ni se familiariser avec personne. Il se singularisait sans nécessité. Parmi les membres nouveaux, à l'exception de Windham, de Laurence et peut-être de Francis, il ne s'était pas fait un ami. Sheridan, indocile, déréglé, au talent plein de verve et de saillies, se moquait de ses conseils, de ses leçons, et peut-être de ses exemples. Un de ces anciens whigs qui avaient toute sa confiance, sir George Savile, était mort en 1784. Bientôt il visita à son lit de mort un des hommes qui l'appréciaient le plus, Johnson, qui se ranimait pour l'admirer. Fox lui restait, et, quoique Burke eût souffert de voir que dans leurs luttes communes toute la haine fût pour lui seul, il ignorait ou plutôt il s'interdisait la jalousie; il l'aimait ou plutôt il voulait l'aimer, ce qui arrive à de nobles âmes, froissées malgré elles par des succès qu'elles ne veulent pas envier, atteintes par des sentimens qu'elles veulent ignorer. Je m'imagine qu'à partir de 1783, il ressentit au fond du cœur un mal auquel toute sa vertu n'échappait pas, mais ne cédait pas. Seulement un peu de

gêne, des inégalités, de la tristesse, de la hauteur, et pour se consoler, des accès de travail, de passion et d'éloquence, voilà quels étaient les fruits d'une disposition qu'il est plus facile de concevoir que de décrire.

Cependant rien n'indiquait, à le voir dans le parlement, qu'aucun découragement eût pénétré dans son âme. Il se raidissait contre les mécomptes de toutes sortes, et l'activité si laborieuse qu'il déploya dans le procès de Hastings ne le rendit ni moins assidu ni moins ardent à la chambre des communes. N'essayons pas de compter ses discours; le temps nous presse, et la révolution française approche. L'année qui la précéda, Fox était en Italie, et une grande question s'éleva. Le roi George III était tombé malade. Déjà, plusieurs années auparavant, quelques symptômes avaient fait craindre pour sa raison, qui, cette fois, parut s'éteindre. Il fallut songer à la régence. Pitt ne s'y décida qu'à la dernière extrémité. Il n'avait de confiance, ni pour l'état ni pour lui-même, dans l'héritier présomptif, dont toutes les inclinations étaient pour Fox. C'est de fort mauvaise grâce, c'est avec des restrictions humiliantes que la régence fut déférée au prince de Galles, qui, par une lettre qu'écrivit Burke et que retoucha Sheridan, déclara qu'il refuserait l'autorité à de telles conditions. Le roi parut se rétablir, et tout fut mis à néant; mais pendant les deux mois qu'avait duré la discussion d'une question neuve et délicate, Burke avait soutenu contre le premier ministre une lutte quotidienne et obstinée, dans laquelle on assure que Fox, absent quelque temps, lui reprochait d'avoir apporté trop d'aigreur, et, en ménageant trop peu la famille royale, compromis les intérêts du parti. Ce qui est certain, c'est qu'à cette époque il devint singulièrement importun à la chambre des communes.

Mais le moment arrive où le grand événement du siècle va porter un trouble bien autrement profond dans les relations de Fox et de Burke, et dans le sein même des partis qui divisent la Grande-Bretagne. La révolution française retentit jusqu'aux extrémités du monde; l'Angleterre n'en est pas ébranlée, mais émue, et c'est encore un sujet d'étude que l'impression produite sur le plus ancien pays libre par cette explosion de ce qui parut un moment la liberté moderne.

Le génie anglais est admirablement pratique. Dans la science même, il se garde des périls de la spéculation. Sa philosophie se définit elle-même une induction fondée sur les faits, et sa politique est baconienne comme sa philosophie. Quoique l'esprit de la France goûte peu les hypothèses aventureuses où se perd la mysticité scientifique des Allemands, c'en est plutôt la mysticité que la hardiesse qui le repousse. Une certaine promptitude à rendre l'abstraction claire par

le langage et par l'ordonnance est le mérite et le danger du caractère intellectuel de notre nation. Le raisonnement est facile en français, et c'est pour cela qu'il est puissant. Or nul n'ignore par quelles fatales circonstances historiques l'appui de toute bonne tradition de gouvernement nous a manqué, et la raison seule, la périlleuse et brillante raison, est devenue notre flambeau, quand nous avons conçu la nécessité ou la prétention de nous donner des lois. Faire des lois avec des idées, voilà l'œuvre et l'honneur et la fatalité de la révolution française. A qui la faute? A tous, et surtout au passé. Les institutions irréformables condamnent aux révolutions radicales.

Burke ne connaissait pas beaucoup la France ni sa littérature, et il nourrissait contre les anciens ennemis de Guillaume III et de George II l'aversion excusable d'un whig, d'un protestant et d'un Anglais. Il ne parle avec bienveillance ni de Louis XIV ni de son successeur. Cependant, comme la plupart de ses compatriotes éclairés, il n'avait pas vu sans intérêt les efforts du gouvernement de Louis XVI pour se relever et s'améliorer. Il avait loué ce prince et son ministre Necker en plein parlement, et, dans les vives luttes de la guerre d'Amérique, il avait cédé au penchant de toute opposition à vanter un gouvernement étranger aux dépens du gouvernement national qu'elle combat. Après avoir dans sa jeunesse visité la France, il y était retourné en 1773, puis en 1775; il avait vu Mme du Deffand, qui lui trouvait beaucoup d'esprit. C'est dans un de ces voyages que, conduit à Versailles, il vit la cour et cette dauphine dont l'image resta si gracieuse et si belle dans son imagination. Il ne fit que traverser les salons de Paris, et dans la session suivante, au printemps de 1773, il dénonçait dans la chambre des communes la conspiration de l'athéisme *à la jalousie vigilante des gouvernemens.* « Sous les attaques systématiques de certains hommes, je vois quelques-uns des appuis du bon gouvernement commencer à tomber; je vois propager des principes qui ne laisseront à la religion pas même la tolérance, et qui feront moins qu'un nom de la vertu elle-même. » Quand les premières lueurs de 1789 commencèrent à briller, en Angleterre même les yeux furent éblouis; la prise de la Bastille y fut saluée par l'enthousiasme. Burke ne le contredit pas, mais ne le partagea pas; il attendit.

« Toutes nos pensées, écrivait-il le 9 août à son ami lord Charlemont, sont suspendues par notre étonnement au surprenant spectacle qu'étale un pays voisin et rival. Quels spectateurs et quels acteurs! l'Angleterre contemplant avec étonnement la France luttant pour la liberté, sans savoir s'il faut applaudir ou blâmer! L'événement, en effet, quoique je pense avoir vu quelque chose de pareil se préparer et venir depuis quelques années, a pourtant en soi du paradoxal et du mystérieux. Le courage entreprenant (*the spirit*), il est impossible de ne pas l'admirer; mais la vieille férocité parisienne a éclaté

d'une manière révoltante. A la vérité, ce peut n'être qu'une explosion instantanée, et dans ce cas, point d'indice à en tirer; mais si cela est caractéristique plutôt qu'accidentel, ce peuple alors est peu propre à la liberté : il a besoin d'une vigoureuse main, comme celle de ses anciens maîtres, pour le contenir. Il faut aux hommes un certain fonds naturel de modération pour les rendre aptes à être libres; autrement la liberté leur devient funeste, et elle est un danger pour tous les autres. Quel sera l'événement, c'est ce que je crois difficile encore à dire. Former une constitution solide est une chose qui requiert sagesse autant que courage, et si les Français ont parmi eux de bonnes têtes, et si, au cas qu'ils les aient, elles possèdent une autorité égale à leur sagesse, cela reste encore à savoir. En attendant, la marche de toute l'affaire est un des plus curieux sujets de spéculation qui se soient jamais présentés. »

A ce peu de mots, on voit dans quel sens devaient se développer les idées de Burke. Les événemens, en se pressant, ne pouvaient que fixer promptement ses doutes. Il est probable que sa conversation exprima bientôt un triste et sévère jugement sur la chose *paradoxale* qui cessait d'être pour lui *mystérieuse*. Il avait avec des Français quelques correspondances où l'on voit, vers l'automne de 1789, se former comme un orage dans son esprit. L'orage ne tardera pas à éclater.

Ses relations avec Fox n'étaient déjà plus les mêmes, car il montra de l'étonnement d'apprendre que Fox approuvât la révolution française; mais ce dissentiment demeurait secret, lorsqu'au mois de février 1790 Fox, à propos du vote sur les crédits de l'armée, ne retint pas la vive expression de ses sentimens sur le grand événement du monde. Burke aussitôt se leva, et après avoir dit que la confiance seule dans les ministres pourrait accorder une augmentation de l'établissement du pied de paix, et qu'il ne voyait dans l'état de l'Europe absolument aucun motif à cette demande, il prononça cette parole célèbre : « La France doit aujourd'hui, au point de vue politique, être considérée comme effacée du système de l'Europe. » Il ignorait, ajoutait-il, quand elle pourrait recouvrer l'existence politique; mais si la chute était rapide, remonter était lent et difficile. La France avait tout perdu, jusqu'à son nom; en peu de temps, les plus habiles architectes en ruines qui se fussent jamais vus l'avaient réduite à un état où vingt Ramillies, vingt Blenheim, ne l'auraient pas fait descendre. Le gouvernement de Louis XIV n'était qu'une tyrannie dorée, dont une religion intolérante s'était fait l'auxiliaire. Cependant la contagion de l'exemple avait gagné la cour d'Angleterre; heureusement qu'elle n'en sortit pas, et la nation se préserva. Aujourd'hui une distance plus grande ne sépare pas les deux pays, et la France donne un exemple bien autrement dangereux. Le peuple anglais peut être plus facilement séduit par *falsa species libertatis* que par *fœdum crimen*

servitutis. Rien de plus à craindre que l'exemple d'une nation dont le caractère ne connaît pas de milieu, et qui, après avoir enseigné l'intolérance et le despotisme, ouvre école d'athéisme et d'anarchie. C'était donc avec chagrin qu'il avait entendu M. Fox. Il ne pouvait attribuer ses paroles qu'à son zèle bien connu pour la plus belle de toutes les causes, la liberté. Il avait en lui une confiance qui allait jusqu'à la docilité; il lui était attaché par des liens qui ne se rompraient pas aisément. « Il lui souhaitait, comme un des plus grands bienfaits pour le pays, une part éminente dans le pouvoir, parce qu'il savait que son ami joignait à sa grande et supérieure intelligence le plus haut degré possible de cette modération naturelle qui est le meilleur correctif du pouvoir, que nul n'était plus sincère, plus loyal, plus bienveillant, plus désintéressé, plus généreux; mais enfin, en relevant quelques expressions échappées à son meilleur ami, il prouvait à quel point il était opposé à tout ce qui tendrait à l'introduction dans son pays d'une telle chose que la démocratie française. But et moyens, tout lui était odieux, et afin de résister aux tentatives d'un aussi violent esprit d'innovation, il se séparerait de ses meilleurs amis pour se joindre à ses plus grands ennemis. »

Burke termina son discours par une vive peinture de l'état de la France. La conduite de la nation, celle de l'assemblée, les principes de la constitution, surtout l'intervention de la force armée dans la querelle au nom du peuple, tout est jugé avec une sévérité éloquente, et un parallèle très animé entre la révolution d'Angleterre et la révolution française répond à tous ceux qui pensent que leur admiration pour l'une les oblige à admirer l'autre. On devine tout ce qu'un esprit supérieur peut dire sur ce texte, et Burke, qui ne cessa pas d'y revenir pendant le reste de sa vie, n'ajouta rien de bien neuf ni de fondamental à ce qui se trouve sommairement dans ce premier discours. Nous devons même prévenir les ennemis de la révolution française qu'ils rencontreront dans ces quatre pages tout ce qu'on peut écrire contre elle de plus fort et de plus sensé. On n'y a guère ajouté depuis que des exagérations et des paradoxes.

Fox ne laissa pas ce discours sans réponse; mais il paraît qu'il se justifia plutôt qu'il ne le réfuta. Ses éloges ont, dit-il, porté sur l'ensemble et non sur certains actes. Il n'aspire nullement d'ailleurs à la démocratie, car il est ennemi de tout gouvernement simple. La monarchie pure, la pure aristocratie, la pure démocratie, sont des formes vicieuses ou imparfaites; mais, malgré sa déférence pour l'homme dans la conversation duquel il a plus profité que dans le commerce de tous les hommes réuni à la lecture de tous les livres, il ne peut s'empêcher de lui dire que dans son discours, un des plus brillans de pensée et d'éloquence qu'il ait prononcés, la haine de

l'innovation l'a entraîné trop loin. Burke répondit qu'il connaissait bien les principes invariables de son honorable ami, mais qu'il craignait que, protégés par le nom de Fox, des esprits pervers ne conçussent l'espoir de faire réussir leurs destructives machinations. La discussion se terminait paisiblement, si Sheridan ne s'était levé. Il attaqua Burke avec beaucoup de vivacité, l'accusa de trahison envers son parti et envers la liberté universelle, et prononça le mot de déserteur. La réponse fut la déclaration d'une rupture politique éternelle. Pitt avait assisté au débat avec autant de satisfaction que de curiosité; il n'avait pas donné l'exemple, il n'éprouvait nulle envie d'attaquer la révolution française. Les violences de Burke, en l'étonnant un peu, le firent réfléchir. Cependant, en prenant la parole pour résumer la discussion, il s'abstint d'exprimer une opinion sur les affaires de la France, disant qu'il n'avait parlé d'elle que pour le cas, dans sa pensée peut-être assez prochain, où elle unirait avec la liberté qu'elle avait acquise les bienfaits de l'ordre et des lois. Il ne pouvait d'ailleurs qu'applaudir aux sentimens de Burke sur la révolution et la constitution de l'Angleterre, et tout le parti ministériel s'unit à ses applaudissemens.

Cette discussion produisit un grand effet. Sans aucun doute, rien n'en était imprévu ni nouveau : les deux opinions s'étaient déjà montrées dans les clubs ou dans la presse. Les conversations de Burke et de Fox ne pouvaient être un mystère ; mais la parole publique est douée d'une merveilleuse puissance, on pourrait dire qu'elle est créatrice, car elle donne l'être à ce qu'elle exprime. Tant que des opinions, tant que des dissidences sont restées muettes, si connues qu'elles soient, elles peuvent s'effacer et disparaître : le silence est comme le néant; mais dès qu'on a parlé, tout change, et l'irréparable commence. Avec quelque courtoisie ou quelque tendresse que les deux amis eussent parlé l'un de l'autre, ils avaient parlé l'un contre l'autre. Sur une question qui s'en allait devenir la question du siècle, deux avis, deux tendances s'étaient prononcés. C'en était fait; comme deux lignes qui divergent à peine en quittant leur point de départ commun sont, en se prolongeant, séparées par l'infini, ces deux grandes intelligences, si unies naguère, ne se rejoindront plus, et marcheront, chacune dans sa voie, sans pouvoir bientôt ni se rapprocher ni s'entendre. En même temps, tout le monde est averti : on sait qu'il y a deux opinions très autorisées sur la révolution française, et on est comme sommé d'avoir à choisir. Ce qui était conjecture tourne en conviction, ce qui était hypothèse en certitude; un penchant devient une passion, et une tendance une résolution irrévocable. De là bientôt deux causes et deux partis. Ainsi, le 9 février 1790, à cette tribune, libre avant, libre après toutes les autres, dans cette

assemblée où se dit tout ce qui se pense en Europe, s'ouvrit solennellement la grande controverse qui dure encore, et que ne paraissent prêts à terminer ni les événemens, ni la science, ni l'histoire.

Il est probable que l'exemple d'un homme tel que Burke inspira grande confiance et hardiesse nouvelle aux opinions que venait flatter et soutenir un allié si peu attendu. Ces opinions en Angleterre étaient de deux sortes. Les unes étaient celles qu'on doit appeler par excellence contre-révolutionnaires. Ce qui pouvait rester de jacobitisme, le torisme pur, l'esprit de cour, la routine gouvernementale, cet honnête et timide instinct de conservation naturel à certains esprits modestes ou à certaines classes de la société, tout dut se réunir pour composer, pour animer un parti qui, aussi scandalisé qu'effrayé des maximes et des procédés de la France, regardait comme une œuvre de salut dans ce monde et dans l'autre de les réduire au néant, et bientôt Burke, dans sa véhémence, devait aller jusqu'aux extrémités de ce parti; mais d'autres opinions, moins absolues, plus modérées, moins logiques si l'on veut, plus éclairées pourtant, se rapprochèrent peu à peu de celles-là. Le libéralisme anglais, pourvu qu'il fût bien anglais, pouvait sans contradiction être hostile au libéralisme français. Soit habitude d'esprit, soit prudence politique, soit orgueil national, soit tous ces motifs à la fois, on pouvait priser très haut la liberté historique de l'Angleterre et peu estimer la liberté philosophique de la France. La bonté du but, l'honnêteté ou l'utilité des moyens, la possibilité du succès, l'avantage même ou l'inconvénient pour l'Angleterre d'être imitée ou égalée, formaient autant de questions que l'esprit britannique pouvait naturellement résoudre contre nous. L'indépendance mesurée du protestantisme ne devait pas goûter la licence religieuse du dernier siècle. Les vaincus de la guerre d'Amérique pouvaient regarder d'un œil ennemi la transplantation et le triomphe apparent des principes américains. Ce qui s'était passé cent et un ans auparavant différait profondément de ce qui se passait en 89. Il n'est nullement sûr que Somers ou Burnet eussent pensé comme Lafayette ou Mirabeau. Sans aucun doute, Walpole ou Pelham s'en seraient bien gardés. On peut hésiter à dire de quel côté de la question aurait penché lord Chatham; mais son aversion pour la France ne l'aurait-elle pas emporté sur son goût pour l'extraordinaire et le gigantesque? En tout cas, on pouvait avoir été whig, même rester whig, et passer du côté de ceux qui se défiaient de notre révolution. Il put donc se former un whiggisme conservateur, un whiggisme de résistance, qui devint peu à peu un torisme constitutionnel qu'il ne faut pas confondre avec le torisme absolutiste. C'est au premier que le pouvoir est à peu près constamment resté jusqu'à la révolution française de 1830.

C'est vers cette opinion qu'en 1790 commença à verser M. Pitt. Il avait hésité jusque-là. Même dans sa politique intérieure, il était difficile de lui contester absolument le titre de whig. Gouvernemental par position, par caractère, mais mauvais courtisan, personnellement peu agréable au roi, ennemi des abus, raide et impérieux, il était, comme fils de Chatham, attaché par divers liens à l'ancienne opposition et même au parti réformiste. Il déférait beaucoup au parlement, il étudiait et suivait l'opinion. Les circonstances et les nécessités de la lutte l'avaient conduit une fois à se faire le champion de la prérogative royale et à combattre par toutes armes un rival aussi redoutable que Fox; mais il n'était pas tenté de prendre décidément et définitivement l'allure d'un ministre de pure résistance. Si la révolution française n'avait éclaté, on l'aurait bien pu voir changer d'alliances ou d'attitude suivant les exigences du temps, et renouveler les évolutions qui avaient rempli la première moitié de sa carrière. Même après 89 nous le verrons éviter tant qu'il pourra les résolutions irrévocables, et, plus absolu de caractère que d'idées, mécontenter, par ses demi-mesures et ses opinions moyennes, l'esprit emporté des partis qu'il guidait sans les satisfaire. Il est même certain que, dans les premiers temps, la révolution française avait produit sur lui une impression favorable. Il s'était exprimé dans ce sens, et c'est l'exemple et le succès de Burke qui contribuèrent à le rendre plus réservé et bientôt plus sévère. Nous verrons toutefois que Burke ne fut jamais content de lui.

Cependant on avait essayé de réparer le trouble que la scission de Burke avait jeté dans son parti. On lui ménagea avec Sheridan une entrevue de laquelle ils sortirent plus séparés que jamais. Depuis quelques années, l'acte du *test*, c'est-à-dire la loi qui imposait pour remplir certaines fonctions un témoignage d'adhésion à l'église établie, était mis en question. Fox en proposa l'abrogation. On sait que, dans les questions religieuses, Burke réprouvait l'intolérance politique; mais les temps étaient changés, et il trouvait maintenant que les questions religieuses étaient devenues des questions politiques. Dix ans plus tôt, dit-il, il aurait voté l'abrogation, depuis deux ans il s'abstient; mais aujourd'hui il voit chez les dissidens, ces hérétiques de l'anglicanisme, un esprit de violence et de témérité qui le décide à faire un pas de plus : il votera contre la motion. Ce changement, qu'il essaya de se faire pardonner en adressant autant de complimens à Fox que d'épigrammes au premier ministre, fut le signe irrécusable de l'empire qu'une pensée dominante allait désormais prendre sur son esprit.

Son manifeste devait bientôt paraître. Il était en correspondance avec M. de Menonville, membre de l'assemblée constituante. Sous

la forme d'une lettre qu'il lui adressait, il écrivit son plus célèbre ouvrage. Les *Réflexions de M. Burke sur la révolution de France et sur les procédés de certaines sociétés de Londres par rapport à cet événement* furent imprimées au mois de novembre 1790. Elles produisirent une vive impression. Le succès fut immense : trente mille exemplaires se vendirent en un an. Tous les rois de l'Europe envoyèrent de Pilnitz à l'auteur des complimens et des tabatières. « C'est un livre qu'il est du devoir de tout *gentleman* de lire, » disait George III, et il en distribuait à ses amis des exemplaires élégamment reliés. L'université de Dublin décerna à Burke de nouveaux titres; celle d'Oxford lui fit remettre une adresse par l'intermédiaire de Windham. Un hommage plus curieux est celui de Gibbon. « Le livre de Burke, écrivait-il, est le plus admirable remède contre la maladie française. J'admire son éloquence, j'approuve sa politique, j'adore sa chevalerie, et je vais presque jusqu'à lui pardonner sa vénération pour les églises établies. »

L'ouvrage de Burke, quoique peu lu aujourd'hui, est cependant en France le plus connu de ses écrits. Nous en rappellerons seulement la forme et le contenu.

Deux sociétés anglaises, l'une la *Société constitutionnelle,* fondée pour la propagation d'écrits propres à répandre l'amour de la constitution, l'autre la *Société de la révolution*, ont voté des adresses de félicitation et de sympathie à l'assemblée nationale, qui s'en est montrée fort touchée. Burke prend la plume pour contester la valeur de ces manifestations et pour en discuter l'esprit. Elles ne représentent pas l'opinion de l'Angleterre, car l'opinion qu'elles représentent est contradictoire avec les principes de sa révolution et de sa constitution. Ces principes condamnent ceux de la révolution et de la constitution françaises. Exposer les uns, c'est réfuter les autres : double tâche que l'auteur entreprend. Au nom des principes anglais, il examine, critique, accable toute la conduite, toute l'œuvre encore inachevée de l'assemblée constituante. Avec 1688, il bat 1789.

Des deux sociétés anglaises qu'il traite fort légèrement, il appelait l'une un club dont il n'avait point entendu parler, un club de dissidens qui étaient dans l'usage de célébrer l'anniversaire de la révolution d'Angleterre en se réunissant dans une de leurs églises pour entendre un sermon. Cette année, le sermon avait été prêché par le révérend Richard Price, qui l'avait publié avec les réponses à lui adressées au nom de l'assemblée nationale par le duc de La Rochefoucauld et l'archevêque d'Aix. Le docteur Price n'était pas un homme inconnu. « C'est un ministre non-conformiste éminent, » dit Burke lui-même. Il était pasteur, et pasteur tendant à l'arianisme, d'une paroisse voisine de Londres. Il a écrit un livre remarquable sur

les divers systèmes de philosophie morale. Ses ouvrages d'économie publique et de finances sont estimés, et il passe pour l'auteur du plan d'amortissement que Pitt adopta. Quoi qu'il en soit, c'est lui que Burke prend à partie dans le premier tiers de son ouvrage. Price avait essayé d'identifier les principes de l'une et de l'autre révolution, et en dégageant ceux de 1688 de leur enveloppe historique, en élaguant toutes les formes de droit positif, toutes les considérations de fait qui les recouvrent, on peut en effet les ramener à des idées abstraites et leur trouver avec les maximes de 89 une certaine ressemblance, surtout en ce qui touche les droits respectifs des peuples et des rois. Burke se soulève contre cette assimilation. Il montre par mille preuves, et avec un grand bonheur d'expression, que les auteurs de la révolution d'Angleterre n'ont point invoqué de principes métaphysiques, qu'ils ont toujours entendu revendiquer des droits traditionnels, ramener leur gouvernement à sa propre nature, ne le modifier que pour l'affermir; et lorsqu'ils se sont écartés des lois absolues de la monarchie héréditaire, ce n'est qu'à titre d'exception et parce qu'ils y étaient à la fois autorisés par de justes griefs et contraints par la nécessité. Tout cela est supérieurement établi, et si Burke avait uniquement besoin de démontrer quel est le caractère réel de la révolution d'Angleterre, quel fut en fait et quel est resté l'esprit du peuple anglais et de ses institutions, sa démonstration serait sans réplique. Peut-être n'a-t-il pas aussi bien réussi à prouver, peut-être même a-t-il oublié de prouver que le principe supérieur de la conduite des whigs du XVIIe siècle, celui qui les justifie devant la morale universelle, — réduit par conséquent à un principe général, fallût-il l'appeler métaphysique, — soit sans analogie avec le principe de 1789. On pourrait faire voir même que quelques-uns d'entre les whigs de cette époque avaient l'esprit bien assez philosophique pour concevoir ainsi les choses; mais il est vrai qu'ils aimaient à ne pas séparer les idées spéculatives de la forme légale que leur donnait la tradition et des sentimens de droit et d'équité qui, sous cette forme, dominaient autour d'eux; il est vrai que par prudence autant que par conviction ils s'attachaient étroitement aux croyances politiques ou religieuses qui formaient la foi nationale. Tout cela est vrai; seulement, qu'en conclure pour la France? Avait-elle le passé de l'Angleterre? Burke omet une chose, c'est de lui découvrir des traditions dont elle pût se faire des droits : comme on invente des aïeux à qui veut vieillir sa noblesse, il fallait lui refaire son histoire pour que sa liberté fût historique; mais en France la liberté est une nouvelle venue qui devait être la fille de ses œuvres. Que Burke déplore une telle situation, qu'il soutienne qu'une révolution opérée dans les conditions anglaises diffère profondément d'une révolution

entreprise au nom des pures idées, que la première est plus sûre, plus gouvernable, plus heureuse, plus stable que la seconde; qu'il ajoute même que celle-ci est de sa nature si hasardeuse qu'elle ne devrait jamais être tentée, et que dans l'état de la société française elle doit enfanter des crimes et des désastres, — on ne contestera pas qu'il n'y ait de la vérité et de la force dans cette thèse; et pour tout esprit raisonnable, une seule question demeurera : la thèse, vraie en général, l'est-elle dans tous les cas sans exception, et doit-elle être érigée en règle absolue?

Burke décrit à merveille la puissance de la tradition dans les choses humaines, cette action pour ainsi dire sanctifiante du temps qui prête à des conventions accidentelles l'apparence et l'autorité de principes éternels; mais il ajoute : « Vous auriez pu, si vous aviez voulu, profiter de notre exemple. » Il veut que nous aussi nous eussions nos priviléges, quoique interrompus par le temps, — notre constitution, quoiqu'elle eût *souffert du dégât et de la dilapidation.* Il le suppose plutôt qu'il ne l'établit. On ne peut à volonté retrouver dans les ruines d'un vieil édifice des titres, des armes antiques; pour en retirer ces choses, il faut qu'elles y soient, il faut au moins qu'on croie qu'elles y sont. Au vrai, ce qui importe en politique, ce sont les sentimens des hommes. Si un peuple regarde ses libertés comme un patrimoine, s'il y est attaché, non-seulement par la conviction de leur excellence, mais par cette foi dans son passé qui a quelque chose de religieux, il sera sage et fier, énergique et respectueux; peu importe même que les érudits ne soient pas de son avis et que, lui contestant ses croyances, ils lui montrent dans ses institutions plus de nouveauté qu'il n'en sait. Son esprit est fixé, son caractère formé, et un peuple ainsi fait donnera son empreinte à ses révolutions. Mais si la fatalité des événemens a voulu qu'un peuple ne trouvât pas ou ne sût pas trouver ses titres dans ses annales, et si aucune époque de son histoire ne lui a laissé un bon souvenir national, toute la morale et toute l'archéologie du monde ne lui donneront pas la foi qui lui manque et les mœurs que cette foi lui eût données. Il serait puéril à un homme d'état de prêter à une société certaines opinions, et de raisonner ensuite comme si elle les avait. Là est le faible de l'argumentation de Burke. Si pour être libre il faut l'avoir été jadis, si pour se donner un bon gouvernement il faut l'avoir eu, si du moins il faut s'imaginer ces deux choses, la situation des peuples est immobilisée par leurs antécédens, leur avenir est fatal, et il y a des nations désespérées. Or Burke ne frappe pas la France d'un arrêt si cruel. Il ne lui prêche pas l'absolutisme; il ne la condamne pas à la servitude à perpétuité; il nous permet d'en sortir, et retombe ainsi dans la faute

qu'il nous reproche, car c'est nous prescrire une révolution après nous l'avoir interdite, et la violence de ses attaques ne sert qu'à mettre plus en relief la vanité de ses conseils.

Partant de cette idée sans base, qu'il fallait corriger les anciennes institutions par ces institutions mêmes, il entreprend l'examen de tout ce qui s'est fait. Il commence par la composition des états-généraux, où il blâme le doublement du tiers, surtout la réunion des trois ordres, et où il trouve trop de praticiens et trop de curés. De la composition de l'assemblée il passe à son esprit : c'est l'esprit d'égalité, qui, considéré d'une manière générale encore et dans ce qu'il a de philosophique, ne lui paraît bon qu'à construire la théorie révolutionnaire au service de la violence. Qu'il le combatte dans le docteur Price ou dans nos orateurs, cet esprit n'est à ses yeux que le provocateur et l'apologiste d'événemens tels que ceux des 5 et 6 octobre. On a souvent cité la peinture qu'il trace de ces funestes scènes et surtout un mouvement d'éloquente émotion, d'enthousiasme chevaleresque, à la pensée de cette reine infortunée qu'il avait admirée dans sa grandeur et dans sa beauté. Le passage est brillant en effet, et mérite tout le bien qu'en a dit M. de Chateaubriand.

Les crimes et les théories criminelles sont ensuite rapportées, comme à leur cause, à l'incrédule philosophie du siècle. Il la peint des plus sombres couleurs, et la juge avec plus de bon sens que de conséquence. Quand on a dit de la religion romaine ce qu'en disent les Anglais, on ne peut logiquement reprocher aux nations catholiques qu'une chose, c'est de n'être pas protestantes. Burke s'élève avec force contre la réunion des biens du clergé au domaine de l'état; mais il oublie de nous apprendre de quel droit l'église anglicane jouit des propriétés de l'église catholique. Il se demande ensuite quelle est l'autorité établie par une révolution qui a commencé par l'insurrection et la confiscation. Il lui paraît que c'est la pure démocratie, dont il explique la venue et les fautes par une peinture assez vraie des différentes classes de la société française; mais il n'échappe pas à la difficulté fort grande de défendre l'ancien régime en condamnant la société qui en est sortie. Enfin il passe à l'établissement politique. La grande mesure de la nouvelle division du territoire et de cette hiérarchie d'autorités locales qui le couvre, la prépondérance excessive que cette organisation assure à la capitale, la constitution du pouvoir exécutif, celle du pouvoir judiciaire, celle de l'armée, le système enfin des finances et des assignats, tout est passé en revue avec une sévérité outrageante, et, quoique l'exagération du langage donne à l'ensemble une tournure déclamatoire, rien n'est superficiel, tout est solide, et demande examen ou réfutation. Encore aujourd'hui ceux

qui voudront étudier l'histoire de ce temps-là devront lire Burke, et ils se convaincront qu'après lui les censeurs de la révolution n'ont rien inventé.

C'est défigurer un tel ouvrage que d'en donner la substance. Les vues de détail, les développemens, les mouvemens, les traits, n'en forment pas le moindre mérite : il faut le lire pour l'admirer et l'analyser pour le combattre; mais ce que nous en avons dit suffit pour distinguer l'auteur des autres adversaires de la France. Chez nous, les écrivains éminens de la contre-révolution ont réfuté le rationalisme par le rationalisme. Ils ont opposé idée à idée, le pouvoir à la liberté. Leurs théories logiquement déduites condamnent le gouvernement anglais comme les constitutions françaises, 1688 comme 1789, le protestantisme comme la philosophie. Ils ont fait la métaphysique de l'absolutisme. Burke eût étouffé sous le régime de M. de Bonald et du comte de Maistre. *L'Angleterre est une île morte*, écrivait jadis M. de Lamennais. M. de Fontanes et tous les publicistes de 1804 ou de 1810 parlaient avec autant de pitié et de dédain des institutions de nos voisins que des idées du XVIIIe siècle, et l'oligarchie britannique était alors anathématisée par tous les déserteurs de la cause de 89. Une des grandes erreurs de Burke a été de se figurer que parce qu'il haïssait les révolutionnaires, il s'entendait avec les contre-révolutionnaires, et que parce qu'il partageait leurs inimitiés, ceux-ci partageaient ses idées. L'ancien régime qu'ils regrettaient n'était pas le sien. La monarchie de ses rêves n'était pas celle de leurs vœux. Il est très facile et très commun en politique de signaler les vices d'un système ou d'un gouvernement, puis, sans autre examen, de donner gain de cause à ceux qui s'en portent les ennemis, et de se déclarer pour le système ou le gouvernement contraires; mais les questions ne sont pas si simples. La monarchie constitutionnelle a péri : elle avait des côtés faibles; il ne s'ensuit pas que la république soit possible, ou que la monarchie absolue soit désirable. La révolution est mauvaise, cela ne prouve pas que la contre-révolution soit bonne. Les victimes sont peu intéressantes; la tyrannie n'en est pas meilleure. Burke a toujours trop légèrement, trop aveuglément adopté pour juste et vrai l'opposé de ce qui échauffait sa bile. Il me rappelle ce critique romantique qui, trouvant des défauts dans Racine, en concluait que les tragédies de Pradon devaient être excellentes.

Un tel ouvrage ne pouvait paraître sans exciter une bruyante polémique. Les idées françaises avaient des partisans dans la littérature comme dans la politique; parmi ses amis, Burke trouvait des contradicteurs : le premier de tous fut Francis, qu'il paraît même avoir consulté avant de publier. Avant et après, Francis lui écrit des lettres encore amicales, toutes pleines d'objections. Ce sont plutôt des

assertions que des raisonnemens; l'amour de la liberté, sous quelque forme qu'elle se montre, lui inspire plus d'indulgence et plus d'espérance. Quant aux excès qu'il faut condamner, il s'en tire par la comparaison connue : « Dieu lui-même n'a-t-il pas commandé ou permis à la tempête de purifier les élémens? » Richard Price ne lutta pas longtemps. La mort l'enleva sans qu'il eût complété sa défense. Il fut remplacé par le docteur Priestley, savant illustre par ses découvertes, et à qui il n'a manqué peut-être qu'une seule observation pour faire dans la chimie la révolution qui a immortalisé le nom de Lavoisier. Il devint le philosophe des dissidens, qui, ayant aussi un joug à briser, enviaient l'exemple de la France. Priestley avait écrit témérairement sur des questions de métaphysique. En religion, il était au moins unitairien, ce qui ressemble beaucoup à déiste. Son talent n'égalait pas son esprit, et sa polémique fut animée, soutenue, sans être fort brillante. Enfin Thomas Payne, qui a laissé en France une réputation d'ennui, fit assez de bruit avec son livre des *Droits de l'Homme;* il était en relation, même en correspondance avec Burke : tous deux entrèrent en lutte, et dans plusieurs de ses ouvrages, le dernier lui fit l'honneur d'une réfutation. Mais de tous ses adversaires, ou plutôt de tous les défenseurs de la France, celui à qui elle doit le plus reconnaissant souvenir, c'est Mackintosh. Il était fort jeune alors. Ses *Vindiciæ Gallicæ* sont un ouvrage tout français, plein de l'esprit de l'assemblée constituante, de cet esprit éclairé, généreux, qui remplaçait les préjugés par les illusions. C'était le noble et brillant début de l'un des hommes les plus distingués que nos contemporains aient connus. Quoiqu'il ne ménage point son adversaire, il ne lui fait pas l'injustice, alors commune, de l'accuser d'apostasie : il démêle avec sagacité dans ses opinions antérieures le germe de ses opinions actuelles; il le condamne, mais ne le défigure pas. On peut lire encore avec plaisir son spirituel ouvrage, quoiqu'il ait, en le composant, comme tant de nobles esprits de l'époque, péché par la foi et par l'espérance.

M. de Menonville avait écrit à Burke pour lui soumettre quelques observations et l'interroger sur la conduite à tenir. La réponse fut sa *Lettre à un membre de l'assemblée nationale* (janvier 1791). Sur les moyens de salut, Burke s'y montre réservé et vague; mais il redouble de violence contre les auteurs de la révolution, contre les philosophes, surtout contre Rousseau, auquel il consacre de longues et injurieuses pages. Dans tout cela, il manque plutôt d'impartialité que de justice; presque tout ce qu'il blâme est blâmable, mais il dit le mal sans le bien, et ne tient aucun compte de ce qui atténue, rachète ou justifie. Le point le plus saillant de cet écrit, c'est qu'après avoir refusé d'indiquer un remède, il avoue qu'il l'attend *du dehors.* La France a

droit à la compassion de ses voisins. Aucun pays de l'Europe ne peut connaître de tranquillité, tant qu'il existe sur le continent *un collége de fanatiques armés pour la propagation des principes de l'assassinat, du vol, de la rébellion, de la fraude, de la faction, de l'oppression et de l'impiété*, et il cite en exemples les différentes circonstances où des puissances étrangères sont intervenues pour réprimer des désordres moins graves et moins odieux. La conclusion qui sort de là n'est que trop évidente, et nous verrons désormais Burke pousser ouvertement à la guerre. Le premier dans son pays, il conçut l'idée d'une guerre de principes, idée qui n'y fut jamais complétement adoptée; mais avant de recourir à la force, il indiqua les voies diplomatiques, et nous avons encore un projet de mémorandum par lequel il voulait que le roi d'Angleterre proposât au roi de France sa médiation entre ses sujets et lui, à l'effet de rétablir l'ordre sur la base d'une constitution libre, car, il faut rendre cette justice à Burke, il n'a jamais rêvé pour la France le rétablissement pur et simple du pouvoir absolu. La transformation volontaire de l'ancien régime en monarchie constitutionnelle était-elle possible? C'est ce qu'il n'a jamais examiné, et ce que cherchaient encore moins ceux des Français dont il embrassait la défense et briguait l'amitié. A peine si quelques hommes estimables, mais sans force et sans parti, Mounier, Lally, se seraient prêtés à cette tentative, et quant au roi, s'il pouvait ainsi ramener en arrière la révolution, il aurait pu bien plus aisément la prévenir.

Retournons dans la chambre des communes. La controverse du moment y devait prendre de plus grandes proportions et des formes plus dramatiques. Fox ne négligeait aucune occasion de manifester ses sympathies pour la France, et Burke avait laissé échapper celle de lui répondre. Une fois il le voulut faire, et l'opposition, malgré Fox, l'en empêcha. Cependant une rupture publique entre eux était prévue, et le matin du 21 avril 1791, jour où la discussion d'un bill sur la constitution du Canada pouvait amener un éclat, Fox, accompagné d'un ami, fit à Burke une visite qui fut la dernière. Celui-ci lui exposa sommairement ce qu'il comptait faire et dans quelles limites il entendait se renfermer. Fox s'ouvrit à lui avec confiance : on croit qu'il lui fit entendre que le roi avait témoigné à son égard de la bienveillance, et que le ministère, effrayé, avait donné pour mot d'ordre de l'accuser de principes républicains. Ses idées un peu radicales sur la constitution du Canada servaient de prétexte à l'accusation. Burke aurait été choisi pour servir, en provoquant le débat, d'instrument à un complot. — Celui-ci ne nia point qu'on l'eût engagé à parler, mais ne put promettre de supprimer ni d'ajourner son discours. Cependant les deux amis (ils l'étaient encore) se rendirent en-

semble au parlement. Ils trouvèrent en entrant que, malgré les efforts de Sheridan pour obtenir un ajournement, le bill de Québec était en discussion; Fox prit son parti et saisit un moment pour expliquer ses paroles antérieures. Faisant appel à sa réputation de sincérité, il nia hautement avoir jamais, ni dedans ni dehors, demandé pour son pays rien qui ressemblât à la république. Burke, avec une émotion contenue, annonça la résolution de prendre le premier jour où le débat se continuerait pour s'expliquer définitivement sur la révolution française. Ce défi fut accepté, et le 6 mai, quand la lecture du bill par paragraphes fut demandée, Burke se leva et le défendit, parce qu'il n'infligeait pas au Canada une répétition de la constitution des droits de l'homme. A peine avait-il commencé sur ce ton et quitté Québec pour Paris, que l'on demanda le rappel à l'ordre. Fox, sans l'appuyer, dit que c'était un jour privilégié, où chacun avait le droit de choisir pour plastron le gouvernement qu'il lui plairait. Burke reprit avec plus d'aigreur, et, continuant, justifiant sa digression, il provoqua et repoussa plus d'une interruption, et finit par donner à ses attaques une telle vivacité, une telle étendue, que lord Sheffield, soutenu cette fois par Fox, demanda un rappel à l'ordre motivé.

Le rappel à l'ordre était une censure. Il fallut bien que Pitt intervînt. Il se félicita de voir la question réduite à une question d'ordre, et dit que l'orateur ne lui semblait nullement hors de l'ordre. Naturellement Fox devait répondre au ministre. Il le fit d'une manière piquante, mais sans emportement, et, en s'expliquant sur la question, il ne put éviter d'attaquer assez vivement l'opinion de Burke, en ménageant sa personne. Toutefois, malgré les louanges dont il entremêla ses sarcasmes, le vieil athlète, surpris et blessé de se voir ainsi discuté, reprit la parole avec la gravité d'un ressentiment profond. Il se plaignit que ses opinions fussent méconnues, ses confidences trahies. Il revint sur le passé, tantôt attestant d'anciennes sympathies, tantôt rappelant d'anciennes dissidences. Aucune cependant n'avait interrompu leur amitié; mais aujourd'hui, quoiqu'il fût hasardeux, et surtout à son âge, de provoquer l'inimitié, de s'exposer à être abandonné par des amis, si son ferme attachement à la constitution de son pays le réduisait à cette extrémité, il était prêt à tout braver, et ses derniers mots seraient : « Fuyez la constitution française! — Mais point d'amitié rompue, dit Fox à demi-voix. — Si, répondit Burke, rupture d'amitié. Je connais le prix de ma conduite : j'ai fait mon devoir au prix d'un ami. Notre amitié a atteint son terme, car telle est cette détestée constitution française qu'elle empoisonne tout ce qu'elle touche. » Fox ne put répondre qu'en fondant en larmes, et ce fut une des plus pathétiques scènes qui aient jamais ému une assemblée. Lorsqu'il se leva pour parler, son trouble ne lui permit pas pendant quelque temps de se

faire entendre. Enfin il dit avec simplicité qu'il n'acceptait pas de si tristes adieux; il rappela tous les souvenirs du passé : il n'était presque qu'un enfant qu'il avait pris l'habitude de recevoir les conseils de celui qu'il ne voulait pas cesser d'appeler son honorable ami. Leur intimité avait duré vingt-cinq ans; elle avait survécu à d'autres dissentimens : ne pouvait-elle résister à celui-ci? Il s'excuse avec modestie, il supplie avec dignité. Il y a dans son discours des passages d'une simplicité pleine de grâce, une tendresse d'âme qui touche chez un tel homme et qui devait désarmer le plus implacable. Un moment il allait se plaindre de quelques termes injurieux : « Je ne me souviens pas d'en avoir prononcé aucun, dit Burke. — Mon très honorable ami ne se souvient pas de ces épithètes, s'écrie Fox; elles sont sorties de sa mémoire : elles sont complétement et pour jamais sorties de la mienne. » Cependant il se défendit, il défendit son parti; il le fit avec mesure, mais il ne put s'empêcher de rappeler sans aigreur, bien que sans détour, à son nouvel adversaire, quelques paroles, quelques actes de son passé qui l'auraient dû rendre plus indulgent pour les opinions qu'il n'avait pas aujourd'hui. Il était difficile en effet d'avoir défendu les Américains insurgés pour la république et d'anathématiser de tout point la révolution de 89.

Il y a presque toujours dans le cœur de l'homme une petitesse qui se mêle même aux grandes passions. On ne peut se défendre d'apercevoir au milieu des sentimens qui agitaient Burke une impatience de la critique, un dépit de se voir mis en opposition avec lui-même, qui l'irritait autant que le reste. La froideur obstinée de sa réponse montre ce que son orgueil a souffert, et, sans parvenir à dissimuler un peu d'embarras, il ne dit rien de propre à pacifier les esprits. La discussion fut terminée par quelques mots de Pitt plutôt sur l'incident que sur le fond, et, à sa demande, la proposition du rappel à l'ordre fut retirée.

L'effet d'une telle journée fut grand dans le public. Les deux opinions s'en émurent; celle dont Burke se séparait éclata contre lui. Ce que lui-même ne regardait nullement comme une conversion fut appelé une apostasie. Son ancien parti le menaça de ses rigueurs. A la séance d'un des jours suivans, quelques explications données de part et d'autre firent pressentir les conséquences de la rupture. Vainement Fox redit qu'au Canada non plus qu'ailleurs il ne songeait à introduire la république, et renouvela des protestations dont Pitt se félicita. Burke persista à reprocher aux whigs leur froideur pour la constitution anglaise, et, acceptant la scission, il déclara que, disgracié par un parti, il ne rechercherait plus l'amitié de Fox, ni de personne, ni d'aucun côté de la chambre, et il se rassit tristement. Aussi le *Morning Chronicle* annonça-t-il, le 12 mai 1791, que le grand corps

des whigs de l'Angleterre avait décidé que dans le débat entre M. Fox et M. Burke, le premier avait soutenu les pures doctrines auxquelles ils étaient irrévocablement attachés. « La conséquence est que M. Burke se retire du parlement. » Cette sentence ainsi signifiée le toucha vivement, et il en appela des nouveaux whigs aux anciens. C'est le titre d'un écrit que nous regardons comme un de ses meilleurs, quoiqu'il ne renferme rien de bien neuf. Burke y prend un ton modéré avec ses anciens amis; il parle de Fox avec égards; on voit qu'il est atteint dans ce qu'il a de plus cher, son honneur politique, et qu'il tient à prouver qu'il n'a jamais abandonné ni ses amis ni ses principes. Il revient sur sa vie passée, et il montre, selon nous avec évidence, que rien dans tous ses précédens ne le liait envers un événement futur, imprévu, comme la révolution française, et que les connexions de parti formées sur des questions connues et pour des éventualités ordinaires n'impliquent pas l'engagement de suivre, à tout prix et dans toute hypothèse, l'opinion à venir de ceux avec qui l'on s'est uni. Il retrouve aisément dans ses discours antérieurs les germes épars des idées qu'il soutient aujourd'hui. Qu'avec des circonstances nouvelles il ait changé de point de vue, que ses dispositions envers les hommes, que son appréciation des choses soient modifiées, il essaierait vainement de le contester; mais changer ainsi, nous le lui accordons volontiers, ce n'est pas trahir. Ce qu'il démontre avec le même succès, c'est le caractère défensif de la révolution de 1688, et par suite la grande distance qui sépare les anciens whigs des sociétés démocratiques qui prétendent continuer leur école. Là se trouve une dissertation où les doctrines des ancêtres du parti sont établies, pièces en main, de la manière la plus intéressante. Il termine en discutant, non pas la souveraineté du peuple, mais la notion même du peuple dans les sociétés civilisées. Ce n'est pas un nombre pris au hasard de créatures humaines qui, considérées en dehors de leur histoire, n'auraient plus même une patrie : c'est une société déterminée, ayant des traditions, un sol, des institutions, des lois, des souvenirs, des mœurs, et dont les droits ainsi constitués ne dérivent pas d'un état de nature sauvage ou chimérique. Cet écrit, qui n'a rien de fort brillant, est un des mieux raisonnés qui soient sortis de sa plume, et comme il est ici sur un terrain purement anglais, il est plus pratique et plus modéré, et ses sentimens plus contenus en acquièrent plus d'autorité.

Cependant sa position politique devenait très pénible. Il n'avait rien de ce qu'il faut pour ménager une transition. Fier et irritable, il ne savait qu'accabler ou négliger ses adversaires; il était dégoûté de la vie parlementaire. Entre l'assemblée et lui, il n'y avait plus intelligence; il l'ennuyait, c'est là un mal irréparable. Son talent vieillissait et pre-

nait je ne sais quoi de forcené qui dépassait ses auditeurs. Il le sentait sans se le reprocher, et il cessa d'assister exactement aux séances de la chambre des communes. Les questions qui s'y débattaient ne l'intéressaient plus. Seuls, les opprimés dont il avait embrassé la cause le trouvèrent fidèle. Il continua de poursuivre l'oppresseur de l'Inde. Il n'abandonna pas les catholiques d'Irlande. Leur émancipation, ou du moins l'adoucissement du régime qui pesait sur eux, était alors une question tout irlandaise, c'est-à-dire qu'elle s'agitait dans le parlement de Dublin. De tout temps, Burke avait pris parti pour la tolérance. Dès 1782, une lettre à lord Kenmare, dans laquelle il s'élevait contre les lois pénales si justement maudites des Irlandais, avait été publiée sans son aveu; mais il ne la démentit pas, et il développa de nouveau ses vues, dix ans après, dans une lettre publique à sir Hercules Langrishe, membre du parlement. Quoique, dans cette question, il lui fallût plaider contre les traditions des anciens whigs, ses lumières l'emportèrent sur ses préjugés, et la crainte d'arracher une pierre au vieil édifice de 1688 ne l'arrêta point. En matière de liberté religieuse, il resta libéral. C'est, dit-on, qu'il était Irlandais. Il se peut, et il n'est pas défendu de haïr l'oppression par sympathie pour les opprimés. Quand on ajoute qu'il se ressentait de son éducation chez les jésuites de Saint-Omer, on répète une fable. Si l'on veut que ses relations avec les émigrés français, avec des prêtres fugitifs, aient contribué à le rendre plus sensible aux intérêts des catholiques, rien n'est plus vraisemblable; mais comment en faire un reproche? Le clergé du continent, de son côté, n'a guère compris les principes de liberté que par les discussions sur l'Irlande. Ainsi le malheur enseigne la justice. Pour Burke, en aucun temps il n'a admis que la force armât le christianisme contre le christianisme. Nous ne sommes pas sûr que des philosophes eussent obtenu de lui la même indulgence. Tolérance pour les hérétiques, intolérance pour les incrédules, telle pourrait bien avoir été, vers la fin, sa devise, et quand les protestans dissidens devenaient démocrates, il était tout prêt à les prendre pour des incrédules.

Burke était malheureux : il avait perdu l'amitié de Fox; au commencement de 1792, la mort lui ravit sir Joshua Reynolds, qui le nomma son exécuteur testamentaire avec un legs honorable. C'était perdre encore un ami. Burke, qui aimait les arts et qui en parlait bien, avait donné au grand peintre quelques idées pour ses leçons sur la peinture. Reynolds avait laissé de lui un portrait qu'on dit fort ressemblant, et qui est un de ses bons ouvrages. A sa mort, Burke traça quelques lignes pleines de sentiment et de goût qui furent accueillies aussi comme un excellent portrait. Les admirateurs de tous deux disaient que c'était l'éloge de Parrhasius prononcé par Périclès.

Cependant la révolution française marchait toujours. Rien n'arrivait qui dût désarmer Burke, et les événemens, au contraire, pouvaient décourager Fox et ses amis. Ceux-ci néanmoins ne croyaient pas que l'Angleterre fût menacée dans son repos, ni qu'un danger imaginaire prescrivît l'abandon d'aucun principe de liberté. Non-seulement ils demandaient la réforme parlementaire, au risque d'effrayer les conservateurs, mais ils appuyaient les pétitions des dissidens unitairiens, au risque de scandaliser les dévots. Burke avait autrefois soutenu les dissidens, il avait voulu affranchir de toute restriction la liberté religieuse (1773); mais aujourd'hui il regardait les dissidens comme des sectateurs de la philosophie française, comme les précurseurs des athées. « C'est des sociétés unitairiennes que vient tout le mal, » écrivait-il à son fils, et il lui prédisait qu'il vivrait assez pour voir le christianisme extirpé de l'Angleterre comme de la France. Selon lui, les ministres ne savaient prendre que des demi-mesures. Et pourtant ces demi-mesures, qu'ils accordaient moins à leurs propres craintes qu'aux alarmes de leur parti, trouvaient dans Fox et Sheridan de violens contradicteurs. A propos d'une proclamation contre les écrits et les doctrines anarchiques, un nouveau schisme éclata parmi les whigs.

Le duc de Portland, ancien premier ministre de la coalition, chef de l'opposition modérée, songeait à se rapprocher du ministère pour le maintenir ou l'attirer dans un système de politique intermédiaire dont Pitt ne semblait pas éloigné, car il était mécontent du lord-chancelier, et le reste du cabinet ne le satisfaisait pas entièrement. Il ne se souciait d'ailleurs d'être l'instrument de personne, et peut-être n'eût-il pas été fâché de se fortifier par des alliances modératrices contre les exigences d'une cour quasi-absolutiste et des tories excessifs. On parlait donc d'une fusion des partis, d'une administration formée sur une large base. Les négociateurs étaient Dundas et lord Loughborough. Le duc de Portland, qui savait que Pitt fatiguait le roi, aurait délivré ce prince d'une domination exclusive en devenant le lien d'un nouveau cabinet; mais il n'avait pas lui-même des idées bien arrêtées, et Pitt autorisait les pourparlers sans donner aucune espérance positive. Au dernier moment, il n'eût jamais consenti à céder la trésorerie. Fox ne la réclamait pas, mais il ne voulait ni que Pitt la gardât, ni que le duc de Portland la prît. C'était rompre la négociation avant de la commencer. Cependant des hommes honorables et modérés l'avaient prise fort à cœur. Leur pensée était de fortifier, par cette réconciliation, la monarchie anglaise contre l'esprit révolutionnaire, tout en prenant contre la France un ton moins agressif. Aussi Burke, après s'être prêté à la négociation, avait-il fini par tout désapprouver, et le début de la session suivante trouva les par-

tis plus animés que jamais. La monarchie avait péri en France. Des réunions politiques, qu'en toute autre occasion on eût dédaignées, agitaient l'Angleterre. Le gouvernement s'armait de mesures de précaution ou de répression. Fox ne reculait pas : il sommait le cabinet d'envoyer un ambassadeur à la république; il s'opposait à l'*alien-bill*, c'est-à-dire à la loi qui soumettait les étrangers à une police particulière. Le 28 décembre 1792, on discutait la seconde lecture du bill, quand Burke, après avoir de nouveau évoqué à sa manière le sinistre fantôme de la révolution française, annonça que trois mille poignards venaient d'être commandés à Birmingham; puis, en tirant un qu'il tenait caché sous son habit, il s'écria : « Voilà ce que vous gagnerez avec la France; c'est ainsi que vous fraterniserez. Où les principes pénètrent, la pratique doit suivre. Préservons nos esprits des principes français et nos cœurs des poignards français. Sauvons tous nos biens dans la vie et toutes nos consolations dans la mort, toutes les bénédictions du temps et toutes les espérances de l'éternité. » Et il jeta le poignard sur le carreau. On remarqua que, vers la fin de son discours, il dit, en désignant Fox : « Celui qui n'est plus mon honorable ami; » et, traversant la salle, il alla s'asseoir auprès de Pitt. Cette scène théâtrale, préparée avec plus d'artifice que de goût, réussit médiocrement. Elle ne provoqua que cette plaisanterie assez froide de Sheridan, et qui ne fut pas trouvée mauvaise : « Monsieur nous a apporté le couteau, mais où est la fourchette? » Toute cette mise en scène donnerait presque des doutes sur la parfaite sincérité de Burke, si l'on ne savait ce que c'est que les natures déclamatoires.

Les whigs restaient au fond divisés. Dans le langage des partis, on appela les uns les *whigs jacobins* : c'étaient Fox, Grey, Sheridan et leurs amis; les autres, les *whigs alarmistes* : c'étaient le duc de Portland, lord Fitzwilliam, lord Spencer, Windham. Burke avait été le premier des alarmistes; mais, s'il était conservateur, contre-révolutionnaire, tory, il n'était pas encore ministériel. Cependant la rupture de toutes négociations pour une fusion, la violence des luttes parlementaires, la marche des événemens en France, devaient imprimer un mouvement plus énergique à la politique du cabinet et la rapprocher de celle de Burke. Lié depuis longtemps avec le duc de Portland et le comte Fitzwilliam, il devint leur conseiller sans voir toujours par eux ses conseils suivis. En même temps il entretint par Windham, qui traitait avec lord Loughborough, des communications avec le ministère. On agitait alors la question de la guerre avec la France, et cette question est si importante, qu'il faut reprendre les choses de plus haut.

Burke n'avait pu attaquer la révolution française sans devenir

l'idole de ses ennemis. Dès que son premier ouvrage avait paru, les princes français, émigrés de fait ou de cœur, avaient uni leurs voix aux acclamations de l'Europe couronnée. Nos compatriotes fugitifs qui venaient en Angleterre regardaient comme un devoir de rendre hommage à l'illustre défenseur que le ciel envoyait à leur cause. On ne se contentait pas de l'admirer, on lui demandait des conseils. Il répondait avec réserve, mais il formait cependant chaque jour de plus étroites liaisons avec les Français que la révolution offensa d'abord et persécuta bientôt. Leurs colères et leurs douleurs pénétraient dans son âme, et nous voyons par sa correspondance que, dès le mois de janvier 1791, il conçut la nécessité d'une guerre. La reine Marie-Antoinette, qui cherchait avec une ardente anxiété des conseils qu'elle n'aurait pu suivre quand elle l'aurait voulu, autorisa une des dames de sa maison à entrer en rapport avec lui. Il se borna à des recommandations vagues de prudence, de froideur; mais avec d'autres il s'ouvrait davantage, il donnait son avis jusque sur des détails. On le voit prendre soin d'écrire à un frère de Rivarol que ce dernier, dont il loue les écrits, devrait davantage ménager les moines. Bientôt il entra en communication plus intime avec ce qu'il faut bien appeler le parti de l'émigration. Son fils, qui avait toute sa confiance et qui partageait ses idées avec la chaleur d'un jeune homme, fut envoyé à Coblentz, auprès de Monsieur et du comte d'Artois, chargé de quelques instructions. — Il serait à propos d'enlever le dauphin et de lui donner, hors de France, une éducation chrétienne; il serait bien important de ne rien céder, de ne pas même négocier; surtout point de rapprochement avec Lafayette, non plus qu'avec Barnave! — Le jeune Burke revint avec une lettre admirablement insignifiante de Monsieur, qui reçut une réponse du même style; mais l'envoyé repartit et continua à être chargé d'une mission qui n'était pas inconnue du gouvernement. Dundas lui écrivit à lui-même que l'on pouvait à Coblentz compter sur un vif intérêt, mais dans les conditions d'une stricte neutralité. Burke tâchait d'amener le cabinet à se départir de cette neutralité. Il avait dîné avec Pitt pour la première fois de sa vie. C'était en petit comité, à Downing-Street, avec lord Grenville et M. Addington, orateur de la chambre des communes. Burke s'était efforcé d'exciter chez le premier ministre des craintes pour l'Angleterre, s'il laissait impunément grandir et se propager les principes français. Il n'avait pas réussi. Pitt ayant dit que son pays et la constitution étaient en sûreté jusqu'au jour du jugement : « Oui, répondit Burke; mais ce que je crains, c'est le jour sans jugement. » Quelque temps après, une réunion un peu plus solennelle eut lieu chez le duc de Portland, où assistaient aussi les lords Spencer et Fitzwilliam. On y parla avec découragement de la ruine de la monarchie française,

et, lorsqu'on se leva pour aller prendre le café, Burke dit en élevant la voix et comme dernier avertissement :

Illic fas regna resurgere Trojæ,
Durate, et vosmet rebus servate secundis.

En écrivant à son fils, en lui parlant de ces conférences et de l'inutilité de ses efforts, il le charge de conseiller aux princes la rédaction d'un *bill des droits*, contenant les garanties d'une constitution libre, car il trouve insuffisante leur déclaration. Sur ce point, il reste un homme d'état anglais; il est contre la révolution, il est contre l'absolutisme. Cette politique était spécieuse; par malheur, elle avait pour premier acte nécessaire et pour instrument obligé la coalition de Pilnitz. Burke conseillait le contradictoire, et il espérait l'impossible; mais les rois absolus pour alliés ne l'effrayaient point, et dans ses *Pensées sur les affaires de France*, écrites en décembre 1791, il s'efforce de prouver que la France, n'ayant été traitée par l'Europe que sur le pied d'une monarchie, affranchit, en cessant d'en être une, les puissances étrangères de tout engagement. Une révolution de doctrine et de dogme crée pour chaque état de nouveaux intérêts qui peuvent changer tous les rapports de la politique. Il ne faut attendre des seules causes intérieures aucune contre-révolution en France; le système dominant s'y fortifie à proportion qu'il dure, et l'intérêt de ceux qui le soutiennent est d'agiter, de bouleverser tous les pays. Les gouvernemens de l'Europe n'ignorent pas entièrement le danger, mais ils préfèrent la défensive. Il y a partout un parti modéré français; la philosophie française a gagné les cours, les cabinets, les souverains eux-mêmes. Ce parti modéré, qui prévaut en France depuis la fuite de Varennes, est le pire de tous, et cependant il fait des dupes. C'est, dit-il, la dernière fois qu'il s'exprime sur ce sujet; mais il a voulu seulement montrer que l'ancien ordre de choses est ébranlé par toute l'Europe, et que le moment est venu de décider s'il faut le maintenir ou l'abandonner. La conséquence à tirer de cet exposé, écrit avec une indignation contenue et désespérée, n'était pas fort obscure : c'était une sorte de mise en demeure de l'Europe; mais Burke paraissait peu compter que l'Europe fît droit à sa requête.

Presque toute la première partie de l'année 1792 fut donnée à la politique expectante. La position de neutralité était décidément prise. Le jeune Richard Burke, revenu de ses missions d'outre-mer, avait été nommé agent des catholiques d'Irlande, c'est-à-dire qu'il était chargé de suivre en Angleterre leurs réclamations et la grande affaire de l'émancipation. Son père, qui s'en occupait alors avec zèle, correspondait avec lui sur cet important sujet, désespérant d'ailleurs d'amener le gouvernement anglais à ses idées sur la France. C'était

le temps des négociations du duc de Portland. La politique du cabinet paraissait plutôt en voie de se modérer encore que de devenir plus entreprenante. La guerre, provoquée par l'Europe continentale et déclarée par la France, s'ouvrit au mois de juillet, et l'abstention pacifique de l'Angleterre n'en était que plus marquée. Cependant les émigrés concevaient mille espérances que Burke était loin de partager. Un jour qu'il s'exprimait en leur présence avec sa vivacité ordinaire sur les maux de la révolution, un d'eux lui dit : « Mais enfin, monsieur, quand retournerons-nous en France? — *Jamais*, » répondit-il. Ses paroles étaient des oracles, et il se fit un silence de consternation; puis il reprit en français : « *Messieurs, les fausses espérances, ce ne sont pas une monnaie que j'aie dans mon tiroir... Dans la France vous ne retournerez jamais.* — Comment donc! s'écria quelqu'un, ces coquins-là... — *Coquins*, reprit-il, *ils sont coquins, mais ils sont les coquins les plus terribles que le monde a connus.* Ce qui est étrange, ajouta-t-il en anglais, c'est que je crains d'être le seul homme de France ou d'Angleterre qui connaisse la grandeur du danger dont nous sommes menacés. — Mais, dit Charles Butler qui était présent et qui nous a conservé cet entretien (1), le duc de Brunswick arrangera tout cela. — Le duc de Brunswick! le duc de Brunswick, faire quelque bien! Une guerre de positions pour soumettre la France! » Il se fit encore un silence, et Burke le rompit en français : « *Ce qui me désespère le plus est que quand je plane dans l'hémisphère* (2) *politique, je ne vois guère une tête ministérielle à la hauteur des circonstances.* »

Cependant les événemens devinrent si graves, à partir du mois d'août, que les idées de Burke se trouvèrent moins éloignées de celles des ministres. Il écrivit plusieurs fois à lord Grenville, secrétaire d'état des affaires étrangères. Il demandait qu'en gardant la neutralité de fait, on n'érigeât point la non-intervention en principe. C'était, disait-il, une flatterie envers les jacobins anglais. Il insistait pour le rappel de l'ambassadeur, ou tout au moins pour une déclaration qui expliquât les sentimens et les maximes du gouvernement; mais il ne parvenait pas à communiquer aux ministres ses terreurs pour l'Angleterre. Cette sécurité d'un orgueil patriotique lui paraissait une folle illusion. Il s'indignait de la mollesse des rois de l'Europe; il la comparait avec douleur à la vigueur du gouvernement français. La trahison du roi de Prusse, écrivait-il après l'évacuation de Longwy, n'a pas son égale dans l'histoire. Au reste, on peut chercher ses opi-

(1) On peut le lire dans les *Réminiscences* de Charles Butler. Nous avons mis en italiques tout ce qu'il donne en français. M. Prior place l'entretien en août 91. Ce qui est dit du duc de Brunswick semble indiquer qu'il eut lieu l'année suivante.

(2) Hémisphère ou atmosphère?

nions dans ses *Points capitaux à considérer dans l'état présent des affaires* (novembre 1792); c'est un résumé de la situation. L'auteur ne se nomme pas et ne se livre point à sa manière d'écrire accoutumée. Il rédige un vrai mémoire diplomatique, où les victoires de la France, sa force, ses desseins, les dangers et les intérêts des états divers, les fautes ou les faiblesses des cabinets, sont représentés de manière à faire ressortir la nécessité pour l'Europe de former une coalition offensive, et pour l'Angleterre d'en être la tête et l'âme. L'ouvrage était de nature à faire réfléchir les gouvernemens; il coïncidait avec la bataille de Jemmapes.

Ce furent en effet les victoires de la France, plus que les dangers de son exemple et de ses doctrines, qui changèrent enfin la politique du cabinet anglais. La conquête de la Belgique touchait beaucoup plus le fils de Chatham que les massacres de septembre ou la hache suspendue sur la tête du noble prisonnier du Temple. Il n'eût jamais fait la guerre pour un sentiment ou pour une idée, et il avait raison : c'est à la politique seule qu'il appartient d'armer un gouvernement sensé. Le défi sanglant qu'au 21 janvier la convention jeta à l'Europe monarchique parut une occasion décisive, et l'Angleterre accéda à la coalition, entraînant la Hollande avec elle. Tout était disposé pour une guerre maritime, et c'est sur les colonies que Pitt portait son ambitieuse pensée. Mirabeau l'avait appelé le ministre des préparatifs, et ces préparatifs, qui paraissaient à Burke les lenteurs de l'indécision, trahissaient surtout un désaccord entre les vues du ministre et les siennes, désaccord qui persista même après que les idées guerrières semblaient avoir triomphé. Il ne concevait pas que l'on conquît des Antilles pour dompter Paris. Il ne se croyait pas l'ennemi de notre pays. Il distinguait entre la révolution et la France, et c'est la première seule qu'il prétendait anéantir. Il voulait une guerre de parti, tandis que Pitt faisait une guerre politique. L'un demandait que l'on déployât la plus grande énergie, que l'on prît la plus violente offensive, mais que l'on s'attaquât *à la faction, non à la nation*, tandis que l'autre songeait surtout à se défendre contre l'esprit de conquête et à se venger du traité de Versailles. Dans ses conversations, Pitt exprimait l'espérance que la guerre serait de courte durée, et, en cas qu'elle se prolongeât, il admettait comme résultat possible le démembrement de la France. Burke, qui s'indignait à cette pensée, continuait de critiquer le ministère, quoiqu'il s'en fût rapproché. Vivant beaucoup avec les émigrés, lié avec Cazalès, correspondant avec l'abbé Edgeworth, il avait en partie adopté leurs sentimens, et cherchait sans relâche à les faire adopter par l'Angleterre. « J'ai la ferme conviction, écrivait-il à Windham, que les émigrés ont plus de lumières (*have better parts*) que le peuple chez

lequel ils ont trouvé un asile, ce qui, je le sais, sera taxé d'hérésie, de blasphème, de démence. » Aussi conseillait-il fortement de soutenir la Vendée, et c'est à lui que s'adressa le comte d'Artois, lorsqu'il projeta de débarquer dans l'ouest avec l'aide du gouvernement anglais (octobre 1793). Burke eut grand soin de lui répondre qu'il n'avait nul pouvoir, et que les ministres ne le consultaient pas. Il était membre du conseil privé, simple titre qu'il ne pouvait ne pas avoir après les fonctions qu'il avait remplies. Les Français en concluaient qu'il devait être quelque chose dans le gouvernement, ce qui l'obligeait à sans cesse expliquer qu'il n'était rien, et pas même écouté. C'est ce qui apparaît clairement dans ses *Remarques sur la politique des alliés relativement à la France*. Il y oppose la politique de l'émigration française à la politique de la coalition. Les cabinets de l'Europe veulent rétablir en France la monarchie, et ils évitent de faire cause commune avec tout ce qui la représente, avec les princes, avec la noblesse, avec le clergé proscrit : ils ménagent la France actuelle, la France du jacobinisme; mais si l'on consulte cette France-là, c'est la république qu'elle donnera, ou tout au moins la démocratie royale de 1791, toujours la révolution. Il faut choisir, ou la monarchie, ou la révolution : point de milieu, point de parti neutre. Si l'on est pour la monarchie, il faut regarder la France morale comme séparée de la France géographique; la France n'est plus en France. C'est donc la restauration pure et simple que les puissances doivent annoncer et accomplir. Au lieu de reconstituer la France dans sa force, leur politique conduisait à l'affaiblir, à la morceler, à l'anéantir, précisément parce qu'on n'oserait anéantir la révolution. C'est la politique qui vient encore de partager la Pologne, car Burke, ami de tous les droits consacrés par le temps, ne parle jamais sans indignation de ce marché d'iniquité. C'est aussi pour lui un exemple révolutionnaire, comme tout abus de la force. Un autre exemple pourrait lui être objecté : c'est la restauration des Stuarts; mais il répond que la révolution anglaise avait été une guerre civile, que le gouvernement de Cromwell était un gouvernement, et que c'était la nation qui avait amnistié Charles II. Singulière manière de se délivrer de la difficulté! De même, à force d'avoir dit que les Français sont des athées, que la guerre est une guerre de religion, il se trouve un peu embarrassé de ce qu'il fera des protestans dans la restauration de l'église catholique. La question de l'amnistie le gêne aussi, et, sans pencher vers un excès de clémence, il hésite à proportionner le châtiment à la grandeur et à la généralité du crime, telles qu'elles ressortent de l'exagération de ses tableaux. On conçoit qu'il trouvât beaucoup d'inconséquence et une certaine duplicité dans la politique de son gouvernement, on peut admettre même qu'une guerre de parti parût

moins anti-nationale aux Français assez malheureux pour espérer dans l'étranger, et que Burke s'imaginât faire preuve de générosité en séparant la France de sa révolution; mais au fond il n'y a ni justice ni politique dans aucun système absolu, et, en devenant tout à fait homme de parti, il perd peu à peu les qualités de l'homme d'état. Absorbé par une idée fixe, il ne faut plus espérer de lui ce reste d'équité et de modération que perdent difficilement les grandes intelligence. Cette fatale influence de l'esprit de parti lui arracha celui de ses écrits qu'on lui a le plus reproché.

Pendant la session de 1793, Fox avait tenu une conduite au moins très hasardée. Rien n'est plus difficile que la conduite d'un ami de la liberté dans les temps de révolution. Ceux qui prétendent éviter jusqu'au contact de l'esprit révolutionnaire en persistant à défendre la liberté tentent l'impossible ou se condamnent à un isolement spéculatif, sans responsabilité peut-être, mais sans influence. Ils sont irréprochables, je le veux, mais inutiles. Ceux qui se décident à emprunter le secours, à suivre le drapeau, à avouer les actes des révolutions, même avec mesure ou pour un temps, n'échappent guère au danger d'être entraînés au-delà de leurs intentions et de leurs principes, et de se compromettre avec la liberté qui s'égare. Innocens dans leurs actions, ils n'évitent point un air de complaisance envers des partis insensés ou criminels, et la pureté de leurs principes, comme celle de leur conscience, ne sort pas toujours intacte de l'épreuve. La situation de Fox en Angleterre était sans doute moins difficile que celle des hommes de 89 en France. L'esprit révolutionnaire ne pénétra jamais profondément la société anglaise. Quoi que Burke en ait dit, la propagande du jacobinisme n'y fut jamais redoutable. Les lieux communs démocratiques n'y étaient guère qu'un thème d'opposition. Cependant il était rude de paraître soutenir ou favoriser de telles doctrines, alors commentées par des actes terribles, et avouer, même d'une manière abstraite, les principes de notre révolution était difficile, lorsque cette révolution en compromettait l'honneur. Nous avons tous passé par cette difficulté-là. Elle était grande, surtout pour un homme d'état qui aspirait au pouvoir dans une société opposée par ses préjugés autant que par ses lumières, par ses intérêts autant que par ses institutions, aux doctrines révolutionnaires. Par la marche qu'il avait adoptée, Fox risquait au moins sa renommée, et cependant il était difficile que le généreux défenseur de la liberté n'applaudît pas au grand effort de la France, et que les héritiers de Hampden et de Sidney fussent du parti de la coalition des rois absolus. Le ministère hésitait lui-même à se déclarer contre-révolutionnaire. Il existait dans les chambres une opinion flottante et modérée qu'effarouchaient les extrémités de Burke. On pouvait croire que la presse oppo-

sante finirait par être la plus forte et par faire pencher la balance de l'opinion. Une opposition libérale ne peut guère rompre avec les partis populaires, même quand elle s'en distingue et qu'elle est décidée à ne pas les suivre. En Angleterre d'ailleurs, les mœurs accordent une grande latitude dans le choix des moyens d'opposition. Le rigorisme en cette matière y paraît une duperie, et l'expérience après tout a montré que cette liberté d'action était là sans danger. Enfin l'ardeur du combat, l'entraînement de parti, l'imagination, l'ambition, la colère, expliquent assez comment Fox put aller très loin dans les voies d'une opposition quasi-révolutionnaire, et, sans partager les idées ni les desseins des partis subversifs, s'exposer à les encourager en excusant leurs actes, en soutenant quelques-uns de leurs principes, surtout en combattant leurs ennemis. Il avait plutôt un cœur noble qu'une conscience rigoureuse, et son esprit, plus pratique que philosophique, n'était pas toujours bien correct dans le choix de ses théories. Il est remarquable au reste qu'il fut suivi dans cette voie par les hommes les plus éminens de son parti. Non-seulement Sheridan, qui était comme son extrême gauche, mais Grey, Tierney, Whitbread, Erskine, firent campagne avec lui. Lorsqu'à la fin de la session il publia, pour se défendre, sa lettre aux électeurs de Westminster (janvier 1793), le club whig, par une résolution expresse, déclara « que sa confiance en M. Fox était confirmée, fortifiée et augmentée par les calomnies dirigées contre lui, » et, chose remarquable, le duc de Portland et lord Fitzwilliam concoururent encore à cette résolution.

Ce fut pour Burke un très sensible coup. Ces *calomnies*, ce ne pouvaient être que ses attaques contre la politique de Fox. Lord Fitzwilliam était son ami, et dirigeait, avec le duc de Portland, cette fraction des whigs dont la révolution française alarmait la prudence et tempérait l'ardeur. Inquiet et blessé, Burke jeta sur le papier ses *Observations sur la conduite de la minorité*, ce qui veut dire la conduite de M. Fox. Elle y est censurée en cinquante-quatre articles comme inconséquente, imprudente, dangereuse, et quelquefois pis que cela. Ce ne sont point, comme on l'a dit, cinquante-quatre chefs d'accusation, quoiqu'il y ait telle imputation qui touche à la haute trahison; la plupart des reproches sont purement politiques, et le langage est plus dur qu'il n'est injurieux. Ce qu'on y voit surtout, c'est combien Burke avait sur le cœur tout ce qui montrait comme séparée de lui la masse du parti whig, combien il craignait que ce parti, reformé en parti de gouvernement, ne s'emparât des affaires et ne revînt au pouvoir avec le concours du duc de Portland. C'est pour prévenir ce dernier malheur qu'il écrit. Il rappelle combien de fois l'opposition de Fox a éclaté contre des actes approuvés ou conseillés par le noble

duc, par Fitzwilliam et ses amis, combien désormais leur réunion dans le pouvoir avec Fox et Sheridan serait contraire à toute prudence et à toute dignité. Cette réunion, lui-même il l'a désirée, il dit s'y être employé jusqu'à la dernière session, il ne se croyait pas alors irrévocablement séparé de son ancien parti; mais aujourd'hui tout est consommé. Même l'aversion qu'il ne cache pas pour M. Pitt, même l'espoir de le punir justement des moyens par lesquels il est arrivé en 1784, car ce grief subsiste, n'excuserait pas en 1793 une coalition contre lui. M. Pitt serait le pire des hommes et M. Fox le meilleur, que, devant la révolution française, il vaudrait mieux s'allier avec le premier.

Burke garda ce papier tout à fait secret pendant quelque temps, puis il l'envoya au duc de Portland dans une lettre où il le priait de ne le point montrer, même de ne le point lire, tant que quelque réflexion impérieuse (*compulsory reflection*) ne l'y ramènerait pas. C'est un dernier témoignage, c'est une protestation testamentaire qu'il doit à sa cause et à sa mémoire (septembre 1793). Nous oserons dire qu'en parlant ainsi Burke n'est pas d'une bonne foi parfaite. Quelle pouvait donc être son intention, s'il était sincère en demandant à n'être pas lu par le duc de Portland? Il appelle lui-même cet écrit *son apologie*. Elle est assurément bien indirecte, car il n'y est question que des torts des autres, et ce n'est pas la manière naturelle de défendre sa mémoire que d'établir en cinquante-quatre points que Fox n'a fait que des fautes. Cependant, si nous reconnaissons que le ressentiment et la malveillance se sont mêlés à de vraies convictions pour dicter cet écrit, nous devons dire qu'il est devenu odieux par l'usage surtout que les ennemis de Fox en ont fait, et nous tenons pour accordé que Burke ne l'avait pas composé avec l'intention de le publier. Contesté dans ses convictions et même dans son talent, inquiet pour sa cause et même pour sa gloire, irrité contre d'anciens amis, sévère pour les nouveaux, il s'éloignait chaque jour davantage des affaires et de la chambre : il songeait à céder son siége au fils sur lequel se reportait toute son ambition. Lorsque le général Fitzpatrick produisit sa célèbre motion pour intéresser le gouvernement anglais à la détention du général Lafayette, Burke se ranima pour attaquer celui dont le sort inspira à Fox un discours d'une incomparable beauté (17 mars 1794). On dit qu'il jeta les lueurs suprêmes de son éloquence au dernier jour du procès de Hastings (16 juin). Il parut encore à la chambre des communes le 20, à la séance où, sur la motion de Pitt, elle vota des remerciemens aux membres qui avaient conduit l'accusation. Il répondit en quelques mots, les derniers qu'il ait fait entendre après vingt-huit ans de parlement. Il avait accepté le *chiltern hundreds*, une de ces humbles sinécures qui obligent à une

réélection. Sa tâche était finie. Depuis longtemps, il ne tenait plus au parlement que par le procès de Hastings : c'était l'œuvre de réparation, d'expiation, par laquelle il imaginait épargner à l'Angleterre le fléau de la révolution. Il avait écrit quelque temps auparavant à Murphy, qui lui dédiait sa traduction de Tacite : « J'ai lutté de toute ma puissance contre deux maux publics, provenant des plus saintes de toutes les choses, la liberté et l'autorité. Dans les écrits que vous êtes assez indulgent pour supporter, j'ai lutté contre la tyrannie de la liberté. Dans ma longue et dernière lutte, j'ai combattu contre la licence du pouvoir. » C'est cette *longue et dernière lutte* qui lui laissa le meilleur souvenir. Quelque temps avant sa mort, il chargea ses amis, l'évêque de Rochester et le docteur Laurence, de publier après lui l'ensemble de ses travaux dans l'affaire de Hastings.

« Comme il est possible, écrivait-il à Laurence dans la dernière année de sa vie, que mon séjour de ce côté-ci du tombeau soit plus court que je ne calcule, permettez-moi de rappeler à votre souvenir la charge solennelle et le dépôt que je vous ai confié en quittant la scène politique... Ne laissez pas cet exemple cruel, audacieux, inouï de corruption publique, de crime, de bassesse, descendre à la postérité, peut-être aussi insouciante que la race présente, sans la marque d'animadversion qui lui est due... Que mes efforts pour sauver la nation de cette honte et de ce crime soient mon monument à moi, le seul que je veuille avoir jamais. Que tout ce que j'ai fait, dit ou écrit soit oublié, excepté cela. J'ai lutté pour cela, avec les grands et avec les petits, durant la plus grande partie de ma vie active, et je souhaite, après ma mort, laisser ce défi porté aux jugemens de ceux qui considèrent le glorieux empire qu'une dispensation inconcevable de la divine Providence a mis dans nos mains—uniquement comme un moyen de satisfaire, pour le plus vil des buts, les plus viles de leurs passions... Je me reproche extrêmement de n'avoir pas employé l'année dernière à cet ouvrage, et je demande pardon à Dieu de ma négligence. J'avais encore assez de forces pour le faire, si je n'en avais perdu en de compromettantes querelles avec l'indolence qui s'endort et oublie, et si je n'avais employé quelques-uns des momens où je me sentais renaître à l'activité de l'âme en faibles efforts pour relever ce peuple imbécile et léger des châtimens que sa négligence et sa stupidité ont attirés sur lui pour ses iniquités et ses oppressions systématiques. Mais vous êtes fait pour continuer tout ce que j'ai fait de bien et pour l'augmenter encore, grâce aux ressources variées d'une âme fertile en vertus et cultivée par mille sortes de connaissances et de talens en toutes choses. Faites sentir la cruauté de cet acquittement prétendu, mais en réalité de cette barbare et inhumaine condamnation de tribus et de peuples, et de toutes les classes qui composent ces peuples. Si jamais l'Europe recouvre sa civilisation, cet ouvrage sera utile. Souvenez-vous! souvenez-vous! souvenez-vous! »

Au même moment, le duc de Portland entra dans le cabinet comme secrétaire d'état de l'intérieur; lord Fitzwilliam suivit son exemple,

et Windham fut secrétaire de la guerre; Burke fit élire son fils à sa place par le bourg de Malton, et l'on disait que lui-même devait être élevé à la pairie.

Cependant de cruelles épreuves lui étaient réservées, qui devaient condamner ses derniers jours à la retraite et à la douleur. Il avait perdu beaucoup d'amis : Reynolds et Shackleton en 1792; Richard, son frère, en février 1794, qui toute sa vie l'avait aimé avec dévouement. C'est lui ou son cousin qui fit, d'une adresse de Brissot à ses commettans, une traduction que Burke publia avec une préface vivement écrite contre les jacobins et les girondins. Il y poursuit sa guerre obstinée contre tous les partis révolutionnaires modérés. Après la perte de son frère, il lui restait son fils, sa consolation et son orgueil. Une triste réflexion se présente souvent à l'auteur ou au lecteur d'une biographie. Combien le sentiment ou l'événement qui a le plus fortement ébranlé le cœur d'un homme tient peu de place quelquefois dans les pages où l'on écrit sa vie! Un voyage curieux, une anecdote piquante, la critique d'une brochure, l'explication d'une démarche politique, exigent ou permettent souvent que l'écrivain insiste et s'étende, et la postérité ne regrette pas d'apprendre avec détail ce qui peut-être n'avait laissé qu'un indifférent souvenir à celui dont elle lit l'histoire, tandis que l'émotion cruelle, le déchirement de cœur, le malheur personnel qui a bouleversé son âme ou son existence se raconte en deux lignes, et n'arrache pas au lecteur une seconde de sensibilité ou d'attention. Le coup le plus terrible que Burke éprouva fut la mort de son fils. Les dernières années de sa vie en furent tristement obscurcies. Et pourtant que nous importe aujourd'hui? Pourrions-nous sans affectation recueillir dans les lettres qui sont sous nos yeux quelques traits épars pour en composer un lugubre tableau d'intérieur, celui du désespoir d'un père arraché, par la mort inattendue de son fils, aux espérances et aux illusions que les progrès lents d'un mal cruel auraient dû dès longtemps dissiper? A peine pouvons-nous dire que le jeune Richard Burke, atteint mortellement, s'avançait vers le terme fatal sans que son père, pieusement trompé, s'en aperçût. Ce n'est que dans les derniers jours qu'il vit le danger. Il ne quitta plus son fils, qui, peu de momens avant d'expirer, lui disait : « Parlez-moi, mon père, parlez-moi de religion, parlez-moi de morale, parlez-moi de choses indifférentes, je prends plaisir à tout ce que vous me dites. »

Le désespoir de Burke dura autant que sa vie, mais son esprit ne s'éteignit point, et resta ouvert à toutes les inspirations qui l'animaient depuis cinq années. Il continua de suivre d'un œil triste et vigilant les convulsions de cette société européenne dont il avait prédit la crise et les périls. Il continua de s'occuper avec zèle des affaires

des catholiques irlandais. C'était ce qui avait rempli les dernières années de son fils, mort secrétaire du comte Fitzwilliam, le nouveau lord lieutenant de l'Irlande. Nous avons, des premiers mois de 1795, deux lettres que Burke publia sur cet important sujet, l'une à William Smith, membre du parlement irlandais, l'autre à sir Hercules Langrishe. Il y rattache l'intérêt des catholiques à la guerre qu'il fait aux jacobins. — La religion n'a pas de plus grands ennemis. Ils la poursuivent sous toutes ses formes, dans toutes les sectes. Contre eux, toutes les religions sont solidaires; toutes en effet reposent sur la tradition, sur les souvenirs de famille, sur le respect des aïeux. Il faut donc les défendre contre les ennemis de toutes ces choses, et ne pas travailler pour eux en opprimant le catholicisme, qui est en Irlande, comme le presbytérianisme en Ecosse, la meilleure barrière contre le jacobinisme.—Ces raisonnemens ont leur force, mais ils sont purement politiques, et n'indiquent pas un fidèle vivement attaché aux articles spéciaux de sa croyance. En tout temps, dans tous ses écrits, Burke, quoiqu'il tînt à la foi chrétienne assez pour confondre sous le nom d'athées tous ceux qui s'en écartent, ne paraît pas avoir eu en matière de dogmes une préférence raisonnée ni même une connaissance approfondie. Il semble regarder ces différences comme de pures questions de controverse ou comme des accidens de la nationalité. Le protestantisme anglican est sacré pour lui, mais pas beaucoup plus que toutes les institutions à l'ombre desquelles a vécu et grandi son pays. Il est protestant comme il est Anglais; je dirais presque qu'il est chrétien comme il est européen. Aussi tout esprit de prosélytisme lui est-il étranger, tout fanatisme lui paraît-il odieux, excepté quand la religion lui semble attaquée comme garantie sociale. Son louable zèle pour tout ce qui fait l'honneur et la force des sociétés humaines peut s'exalter alors au point de prendre quelques traits du fanatisme. Toutefois rien dans ces sentimens ne pouvait le rendre accessible aux haineux préjugés qui si longtemps ont opprimé l'Irlande, et qui même ont fini par pervertir son sens politique à force de l'opprimer. Il y avait une puissance à laquelle il accusait M. Pitt de trop sacrifier, et qu'il appelait le *job*. C'est quelque chose comme l'agiotage, ou l'intrigue appliquée aux affaires publiques dans un intérêt de lucre. Il s'en prenait au *job* du crédit de la compagnie des Indes et de toutes les iniquités que ce crédit protégeait. C'était le *job* encore qui, suivant lui, exploitait l'Irlande et l'opprimait pour l'exploiter. C'est à ses détestables calculs qu'il imputait le système de vexation qui avait « poussé le catholicisme à un jacobinisme contre nature, pour accroître le pouvoir de la junte perverse et folle à laquelle l'Irlande était livrée comme une ferme. » — « L'opposition jacobine, écrivait-il au docteur Laurence, s'empare de cela pour exciter la sédition en Irlande, et

le ministère jacobin s'en sert pour maintenir la tyrannie dans le même pays... Je commence, en vérité, à croire que M. Pitt est fou. » Aussi ne vit-il pas sans regret le rappel de lord Fitzwilliam après une trop courte administration.

Dans un débat que provoqua ce rappel à la chambre des lords (mai 1795), quelques traits furent lancés contre Burke, qui se réveilla pour écrire à William Elliot une lettre où il n'épargne pas les sarcasmes à ceux qui l'ont attaqué. C'était un noble duc, — probablement le duc de Bedford, — c'était aussi le grand avocat Erskine, qui avaient mêlé son nom aux toasts d'un club. Il s'amuse à les mettre sur la même ligne que Thomas Payne, et ni l'âge ni la douleur ne paraissent avoir refroidi sa verve. Il semble seulement que son style ait pris plus d'âcreté. Il en donna bientôt une nouvelle preuve.

Aux chagrins de l'âme, aux ennuis d'une santé délicate, se joignaient pour lui ceux d'une fortune en désordre. Il n'avait jamais été riche, et il avait mené sans luxe une vie facile. Ses lettres contiennent des passages pénibles à lire sur sa situation. Il s'était décidé à ne plus quitter la campagne, lorsqu'il reçut une lettre ministérielle qui l'informait qu'une pension de 1,500 livres sterling lui était accordée sur la liste civile. Pitt lui annonça peu après une autre indemnité de 2,500 livres affectée sur le fonds du 4 et demi pour 100, en ajoutant que c'était par la volonté du roi, et qu'il soumettrait plus tard l'affaire au parlement. Cependant jamais il ne voulut donner suite à cette promesse. Peut-être lui répugnait-il d'affronter une discussion pour un homme dont les opinions dépassaient les siennes, et qu'il ne voulait ni défendre en tout ni désavouer en rien. La pension n'en fut pas moins attaquée à la chambre des lords par le duc de Bedford et lord Lauderdale (1796). Vivement offensé, Burke répondit par sa *Lettre à un noble lord*, le plus violent et non le moindre de ses écrits. Du haut de la fortune princière d'un des premiers pairs du royaume disputer une libéralité du roi ou de l'état à un vieillard pauvre, triste, souffrant, illustré par de grands talens et de réels services, uniquement parce que ce don peut paraître la récompense d'opinions qu'on désapprouve; le lui reprocher comme le salaire de l'apostasie et le prix de la défection, c'est manquer à la dignité et à la justice; c'est une de ces violences de l'esprit de parti dont Fox aurait rougi d'être témoin dans la chambre des communes, et qui vraiment ne peut s'expliquer que si le duc de Bedford, partageant une erreur commune, croyait encore dans Burke atteindre Junius et venger contre un diffamateur la mémoire de son grand-père. Mais, si telle était son espérance, qu'elle a été déçue! si telle était son erreur, qu'il a dû s'y sentir confirmer en reconnaissant son ennemi! La réponse de Burke est digne de Junius. Burke, qui avait quitté

Londres pour jamais, qui vivait dans la retraite et la tristesse, était autorisé peut-être à la vengeance : la sienne fut terrible. Pour la verve, l'ironie, la vigueur, le trait, sa lettre est des plus remarquables. Il parle dignement de ses travaux et de sa vie. Il rétorque contre le grand seigneur la gigantesque fortune que la faveur de cour a faite à ses ancêtres, et il le met aux prises lui, son rang, ses titres, ses palais et ses domaines, avec la faction niveleuse dont il l'accuse d'être le courtisan. On conçoit en lisant cette lettre que Prior ait pu l'appeler le chef-d'œuvre de la prose anglaise. Ce qui étonne surtout, c'est l'excessive vivacité d'imagination et d'esprit qu'elle manifeste chez le triste et souffrant solitaire de Beaconsfield. M. Macaulay remarque avec raison qu'il est singulier que l'*Essai sur le beau et le sublime* et la *Lettre à un noble lord* soient les ouvrages du même auteur, et plus étrange encore que l'*Essai* soit une production de sa jeunesse, et la *Lettre* l'œuvre de ses vieux jours. « Le même homme, dit-il, qui, en vieillissant, discutait des traités et des tarifs dans un style de roman, avait écrit sur la beauté dans la langue d'un rapport au parlement. »

Un mérite égal, mais différent, brille dans quelques pages sur la disette qu'il adressa vers cette époque au premier ministre. On a observé que, dans les matières économiques, la rectitude de son esprit ne se démentit jamais. Les systèmes de réglementation n'étaient point de son goût, et la question des subsistances est une de celles où ils exerçaient la plus fâcheuse influence. Cependant l'insuffisance des produits nécessaires à la vie est, de tous les accidens économiques, celui qui engendre le plus de maux réels et imaginaires, et porte le plus puissamment les masses souffrantes à réclamer l'intervention du gouvernement. C'est ce qui arrivait en ce moment au ministère, et c'est pour le fortifier contre toute tentation d'accorder aux alarmes publiques des mesures inefficaces ou dangereuses que Burke prend la plume. Il traite la question avec la triple compétence d'un agriculteur, d'un législateur et d'un politique. Cette courte dissertation est encore excellente aujourd'hui. Il la termine par une observation d'une grande portée. « Un des plus beaux problèmes de législation, dit-il, qui l'aient occupé du temps que c'était son métier, est celui-ci : Qu'est-ce que l'état doit prendre sur lui de diriger par la sagesse publique, ou, réduisant son intervention aux moindres termes, abandonner à la discrétion des individus? Autant qu'une ligne de démarcation peut être tracée, et toute règle à cet égard admet, au moins par circonstance, nombre d'exceptions, le gouvernement ne doit se réserver que les affaires de l'état et des corps qui tiennent de lui l'existence : ainsi l'établissement extérieur de la religion, la magistrature, l'armée, les finances, tout ce qui est vraiment public.

Dans sa police préventive, il ne doit se montrer qu'avec réserve; s'il descend de l'état à la province, de la province à la paroisse, de la paroisse à la maison, il marche à sa perte. Aucun gouvernement n'est, sous ce rapport, resté dans la mesure, et si, par exemple, les jacobins ont prévalu contre une antique monarchie, c'est qu'ils ont usé des armes que leur ont fournies ses fautes. Or la plus grande de ses fautes, son vice capital était un insatiable besoin de trop gouverner. De là en partie la révolution. » Que dirait-on de mieux aujourd'hui?

Burke concluait que si un gouvernement ne voulait sentir bientôt sa faiblesse, il devait ménager sa force, et surtout ne pas s'épuiser en vains efforts pour garantir la subsistance du peuple. Ces sages idées, il y revient dans une de ses dernières lettres adressées à Arthur Young. Il s'y montre ennemi des mesures restrictives en matière d'approvisionnement, et les hommes d'état de l'Angleterre aimeront à en conclure qu'il les eût secondés dans leur généreuse réforme des lois commerciales de leur patrie. Heureux s'il n'avait eu à donner que de tels conseils à son gouvernement! mais notre siècle en réclame de plus difficiles et de plus périlleux, et Burke s'était jeté tête baissée dans la fournaise qui consume tout. Son esprit soutenait une lutte désespérée contre la révolution française, et sa prétention était que son pays fît avec les armes tout ce qu'il croyait accomplir avec son esprit. Son exaltation était encore accrue par la pitié respectueuse qu'une âme telle que la sienne devait porter au malheur. Tous les proscrits venaient à lui. Avant de quitter Londres, il avait reçu avec reconnaissance la visite du comte d'Artois et de ses fils. Plus que jamais il se sentait animé à prêcher la croisade contre la France, et plus que jamais l'armée sainte semblait loin d'escalader les murs de Jérusalem. La conquête de la France intimidait au lieu d'exciter les puissances européennes. Le roi de Prusse s'était retiré de la coalition. La guerre, qui devait être courte, se prolongeait ou n'amenait que des mécomptes et des revers. L'Angleterre avait bien obtenu des résultats dans le Nouveau-Monde et dans l'Inde; mais elle se sentait à regret engagée dans la lutte du continent européen; ses liens avec l'Autriche la retenaient seuls : elle aspirait à s'en affranchir sans les rompre, et à profiter de sa situation, qui lui permettait de négocier séparément, pour ménager la paix générale. L'esprit public n'avait jamais bien ardemment soutenu la guerre; l'état des finances et du commerce en faisait souhaiter la fin. Le gouvernement du directoire était de ceux avec lesquels on pouvait traiter; contre lui ne se soulevaient pas les sentimens passionnés que révoltait le régime de la terreur. Attentif à suivre le mouvement de

l'opinion, surtout dans son propre parti, Pitt désirait la paix malgré quelques-uns de ses collègues, malgré lord Grenville lui-même. Il était disposé à d'assez grands sacrifices, et le directoire, s'il eût été sensé, pouvait traiter à de glorieuses conditions. Après quelques ouvertures indirectes, un plénipotentiaire partit pour Paris. Les mémoires de ce diplomate, lord Malmesbury, ont été publiés, et l'on ne peut plus douter de la réalité, de l'ardeur même des dispositions pacifiques du premier ministre. On y voit, par les lettres de Canning, alors son confident intime, qu'il croyait que l'Angleterre n'était plus moralement en état de continuer les hostilités. Quoiqu'il dissimulât ce découragement, on le devinait, et les amis de Burke, pour qui la guerre était une affaire de principe, ne pouvaient contenir leur indignation : « Pitt, écrivait lord Fitzwilliam, a fait la guerre pour gagner un duc, et il courtise la paix pour conserver un gentilhomme campagnard; il n'est ni jacobin ni royaliste. » — « L'esprit monarchique de ses amis ne brûle pas, écrivait Windham, avec une flamme bien brillante. » De ces amis-là étaient Wilberforce et les siens, que Windham appelle, dans une de ses lettres, des comédiens de vertu, *simulars of virtue*. On disait que lord Malmesbury avait mis beaucoup de temps à se rendre à Paris : « Je le crois bien, répondit Burke; il a fait toute la route à genoux. » C'est dans ces circonstances, et quoique le parlement eût, en s'ouvrant au mois d'octobre 1796, salué d'une approbation unanime les intentions pacifiques du gouvernement, que Burke écrivait ses quatre lettres *sur une paix régicide*.

C'est son dernier ouvrage; il ne l'a même pas achevé. Les deux premières lettres seules furent imprimées de son vivant, et la quatrième n'est pas finie. On y retrouve tout son talent, et quelques parties égalent ce qu'il a fait de meilleur. Le titre est déclamatoire, mais l'ouvrage ne l'est pas dans son ensemble autant qu'on pourrait le craindre. Burke ne pouvait s'empêcher de reconnaître qu'un mouvement d'opinion se prononçait pour la paix. Il compare ce mouvement à celui qui arracha, en 1739, la guerre avec l'Espagne à sir Robert Walpole. Il le trouve donc factice, irréfléchi, il l'impute aux manœuvres de l'opposition; mais pour empêcher que le public et le pouvoir n'en soient dupes, il faut leur parler raison, il faut leur montrer à quelles humiliations les expose, et en pure perte, l'arrogance de la république française. Il faut rappeler que l'Angleterre n'est pas dans l'usage de sacrifier l'avenir au présent, et de préférer son bien-être à son devoir, son repos à sa grandeur. Burke s'acquitte à merveille de cette tâche; il s'arme habilement du grand exemple de Guillaume III, et, son idée fondamentale une fois admise, on ne peut nier qu'il ne défende sa cause par la politique et par l'histoire avec une

supériorité digne de ses plus beaux temps. Il y a là des pages vraiment écrites de la main d'un homme d'état, et que tout homme d'état ferait bien de lire encore.

Un tel ouvrage était dirigé contre Pitt. C'est lui qu'il attaque lorsqu'il parle de l'affectation à déplorer la guerre, à ne pas la vouloir, même en la faisant, de la prudence qui ménage toutes les opinions, qui s'assure les moyens de revenir toujours sur ses pas. C'est à lui qu'il pense en peignant ceux «qui, froids comme la glace, n'ont jamais su allumer au fond des cœurs une étincelle du zèle nécessaire pour lutter contre un zèle opposé, qui n'ont jamais répondu aux prétendues exigences de l'opinion populaire que par des argumens flasques et languissans, faibles et évasifs, qui n'ont rien fait pour inspirer à tous cet esprit de persévérance et d'opiniâtreté qui seul peut soutenir les vicissitudes de la fortune dans une longue guerre.» Vainement à la fin de la lettre s'excuse-t-il auprès de Pitt, le loue-t-il de ce qu'il a fait, lui demande-t-il uniquement d'être fidèle à ses propres exemples, et lui promet-il, au jour du péril, d'aller mourir à ses côtés; assurément l'altier ministre, dans le fond du cœur, ne lui pardonna jamais.

Quoique nous ayons une lettre de Burke où il se faisait excuser auprès de Canning, qui avait loué son ouvrage, de s'être exprimé sur M. Pitt avec un peu d'âpreté, il persista. On lui disait un jour que les négociations réussiraient peut-être, et que la révolution finirait. « La fin de la révolution! s'écria-t-il, la révolution finir! elle est à peine commencée. Jusqu'ici vous n'avez entendu que l'ouverture; vous allez entendre les acteurs à présent; mais ni vous ni moi nous ne verrons le dénouement du drame.» La paix ne se fit pas; lord Malmesbury quitta la France au mois de décembre, et quant à la fin de la révolution, on sait ce qui en est advenu.

En 1797, les *Observations sur la conduite de la minorité* parvinrent inopinément à la connaissance du public. On a dit qu'un copiste infidèle, nommé Swift, les avait livrées à l'impression sous ce titre : *Cinquante-quatre chefs d'accusation contre le très-honorable Charles-James Fox*. Ce fut, comme on pense bien, un grand scandale, et qui pèse encore sur la mémoire de Burke. Cependant il s'empressa de désavouer la publication et d'adresser une requête au chancelier pour qu'il y fût mis obstacle. — Ce n'était, disait-il, qu'une lettre privée, — bien longue en vérité et bien politique. Mais cette lettre privée n'était pas destinée à être anéantie, et elle est une œuvre de haine plus calculée qu'il ne faudrait pour qu'on l'attribuât uniquement à l'entraînement de la polémique. Nous ne pouvons dire qu'une chose, c'est que Burke croyait sincèrement défendre la cause des honnêtes gens. Il nous a été imposé de voir tant d'exemples de l'empire de certains

sentimens de terreur et d'indignation sur les meilleurs cœurs et les meilleurs esprits, que nous ne parlerons qu'avec réserve de ces excès de pensée et de parole où fut entraîné un homme assurément digne des respects de son pays. L'expérience des troubles civils nous a enseigné l'indulgence, si elle ne nous l'a pas toujours obtenue. Toutefois les contemporains de Burke, habitués à un certain sang-froid, à une certaine mesure, même dans la passion, en jugèrent autrement. Ils ne purent concevoir tant de violence et de prévention, et on accueillit assez facilement un bruit répandu, soit pour l'excuser, soit pour le discréditer : on répéta que sa raison était altérée. Burke n'était que malheureux, faible et passionné. Il était en proie à cette fixité d'idées que subit une vive imagination dans une nature qui décline, à cette misanthropie amère qui suit la douleur et la vieillesse, et malgré cent erreurs et de violens préjugés il avait assez raison pour parler encore le langage imposant et irrité d'un prophète méconnu. C'est un magnifique fou, disait-on devant Fox (*a splendid madman*). « Insensé ou inspiré, répondit Fox; le destin semble avoir décidé qu'il serait un prophète politique comme il ne s'en rencontre guère. » Mais il était arrivé au terme fatal; ses forces tombèrent tout d'un coup; il comprit le sens de ce triste avertissement. Sans espérer de guérison, il chercha du soulagement. Il se fit porter aux eaux de Bath, et n'obtint aucune amélioration. Il ne songea plus qu'à retourner à Beaconsfield, où il voulait mourir. C'était le lieu qu'il chérissait, où s'étaient écoulées ses heures les plus douces, où son frère et son fils étaient ensevelis. Son mal était une maladie du cœur, dont les progrès ne laissaient pas d'espoir. Au milieu des langueurs et des angoisses de son état, il se ranimait dès qu'il entendait un mot sur les affaires publiques, et retrouvait un peu d'ardeur et d'éloquence : cette passion mourait la dernière; sur tout le reste, il était calme. Peu de temps avant de finir, il s'occupa de quelques amis, leur envoya des marques de souvenir, disant qu'il pardonnait, demandant à être pardonné; puis il entendit la lecture de quelques pages d'Addison touchant des sujets religieux, et, pendant qu'on le portait sur son lit, il expira (9 juillet 1797). Il était âgé de soixante-huit ans.

On vient de lire qu'il pardonna. Cependant, avant le jour suprême, Fox, ayant appris de lord Fitzwilliam la gravité de son état, écrivit à Mme Burke. Celle-ci répondit par un billet que la rupture avait sans doute coûté au cœur de son mari, mais que, quel que fût le temps qu'il lui restât à vivre, il pensait qu'il devait vivre pour les autres et non pour lui-même, que les principes qu'il s'était efforcé de maintenir étaient essentiels au bonheur et à la dignité de son pays, et ne pouvaient recevoir de force que par la persuasion générale où l'on serait de sa sincérité. Ainsi il refusait une dernière entrevue,

voulant que sa mort fût un argument en faveur des opinions qui avaient passionné ses dernières années. Au parlement, Fox demanda en quelques paroles émouvantes qu'il fût enseveli avec des honneurs publics à l'abbaye de Westminster; mais, par une clause expresse de son testament, Burke avait prescrit qu'on l'enterrât à Beaconsfield, auprès de son frère et de son fils, avec la plus grande simplicité.

Il nous reste peu à dire, et les réflexions qui nous ont échappé en racontant sa vie indiquent assez quelle est notre opinion sur cet homme remarquable. Nous avons laissé voir toutes ses bonnes qualités. C'était une âme élevée, mais irritable, un cœur ouvert, sensible, mais extrême dans ses sentimens, et que l'indignation pouvait conduire jusqu'à la haine. Franc, désintéressé, capable de générosité, quoique la générosité lui coûtât, ardent pour la justice, quoique souvent injuste, il a porté dans les affaires publiques ces motifs de haute moralité qui ennoblissent les torts mêmes qu'ils ne préviennent pas, et peu d'hommes publics se sont attachés davantage à soumettre la politique aux principes universels de l'honnêteté et de l'humanité. Par là surtout, par la dignité de ses idées et la sévérité de ses discours, il a certainement contribué à élever le niveau moral du monde où il vivait, et je le regarde sous ce rapport comme un des plus vrais réformateurs du parlement britannique.

Les hommes de ce caractère réservent toutes leurs passions pour les affaires publiques. C'est dans le sénat qu'ils ont leurs inégalités, leurs inimitiés, leurs violences. Il faut aux choses une certaine grandeur pour les émouvoir, au point de les arracher par instans à leur bonté native. Dans la vie privée, ils n'ont presque toujours que leurs qualités. L'existence intérieure de Burke fut pure et douce. Il était au-dessus de toutes ces petitesses qui agitent les âmes communes, de tous ces sordides intérêts qui les dégradent. Sincère, affectueux, tendre même, il donna et reçut le bonheur. La femme qu'il avait choisie justifia son choix; avec beaucoup de grâce, il avait écrit pour elle son *Idée d'une femme parfaite,* et il persista dans cette idée. On a vu combien il aimait le fils dont la mort laissa dans son cœur une si large et incurable plaie. Son frère Richard, tous ses autres amis le chérissaient en l'admirant, et son commerce empruntait un grand charme d'une conversation facile, attachante, toujours aux ordres de son esprit. Souvent sérieuse, parfois enjouée, jamais frivole, elle captivait moins par des saillies piquantes que par l'abondance des idées et la variété des points de vue. Johnson mettait la conversation de Burke au-dessus de ses ouvrages, tout en remarquant qu'il avait peu de traits. Sa vivacité, sa chaleur ajoutaient au prix de son entretien, et pour le trouver irritable dans ses impressions et impérieux dans ses idées, on était trop naturellement porté devant lui à la défé-

rence. Sa supériorité se décelait en effet à la première vue, et l'on ne s'étonnait pas qu'il parlât en maître. Entouré, écouté des siens, il n'était que bon et facile dans cette retraite des champs où il se partageait entre la vie de famille, l'agriculture et la bienfaisance.

Les Anglais, en parlant du génie de Burke, mettent peu de limites à leur admiration. C'est l'élévation, c'est l'originalité même; c'est l'imagination la plus riche; c'est la raison la plus féconde. Il y a du vrai dans ces éloges, pourvu qu'on rabatte quelque peu de tant de superlatifs. « Burke a l'allure d'un géant, dit Hazlitt, qui abhorrait sa politique et sa conduite; si la grandeur ne se trouve pas dans Burke, elle ne se trouve nulle part. » Le choix des autorités nous embarrasserait seul si nous voulions appuyer ainsi le bien que nous sommes prêt à dire de lui. C'est assurément un esprit d'une rare puissance: il a ce caractère éminent de prodiguer la force et d'en conserver encore, il s'élève assez pour voir au loin s'il ne monte pas à la dernière hauteur, sur le faîte de ce *temple serein* d'où la philosophie domine la politique; mais il sait plus de philosophie que l'homme d'état pratique, il sait plus les choses réelles que le philosophe spéculatif. Sa large intelligence embrasse ensemble une foule de faits et d'idées. Sa mémoire n'encombre pas sa raison, et ni l'une ni l'autre ne gêne ou n'éteint son imagination. C'est un ensemble heureux de facultés d'une intensité peu commune et qui ne sont jamais au-dessous de ce qu'il entreprend. Au contraire, elles semblent toujours avoir quelque chose de reste et pouvoir faire encore plus qu'elles n'accomplissent. Il est vrai qu'en rien elles n'ont fait ni tenté le plus difficile : elles se sont consumées dans le présent, elles n'ont rien essayé d'immortel.

Burke est, selon nous, plus orateur qu'homme d'état et plus écrivain qu'orateur, quoiqu'il ne fût médiocrement aucune de ces choses. Johnson disait même n'avoir dans toute sa vie connu que deux hommes qui se fussent de beaucoup élevés au-dessus du niveau commun, lord Chatham et Edmund Burke, et tous deux paraissaient à lord Byron les seuls orateurs anglais qui eussent approché de la perfection. Dans l'avenir, on maintiendra Burke à cette place, car la postérité lit les orateurs et ne les entend pas. Le jugement du lecteur est celui du critique littéraire, celui que Burke moins qu'un autre doit redouter. Cependant les juges les plus compétens savent que l'éloquence politique ne doit pas plus être appréciée indépendamment du forum que la poésie dramatique indépendamment du théâtre, et ceux-là ont bien aperçu ce qui pouvait manquer au rival de Fox, de Pitt et de Sheridan. Nos voisins, qui, par un goût savant non moins que par orgueil national, prennent leurs points de comparaison dans la tribune antique, reprochent à l'éloquence de Burke de n'être pas *démosthénéenne*. Lord Brougham lui reconnaît toutes les qualités excepté

deux : « la déclamation nerveuse qui emporte et qui écrase, et l'argumentation rapide et serrée. » Burke surtout ne méritait pas l'éloge qu'il donnait lui-même à Fox, d'être « devenu, par de lents progrès, le discuteur (*debater*) le plus brillant et le plus accompli que le monde ait jamais vu. » Il y a des discours dont on peut dire qu'ils sont des actes de gouvernement. On ne peut le dire des discours de Burke. En général, il ne savait pas gouverner, et, à vrai dire, il n'y prétendait pas. Nous l'avons vu souffrir un peu, mais prendre son parti de n'avoir point touché au pouvoir. Pour qu'il n'ait pas été ministre avec la coalition, il faut bien qu'il s'y soit prêté. Il se sentait plus propre à influer sur les affaires qu'à les diriger, et sa parole même excellait à éclairer, à instruire, à émouvoir, plutôt qu'à dissiper des préjugés, à résoudre des difficultés, à détruire des objections. Il savait mieux surpasser un adversaire que le réfuter. La force dans la discussion pratique est l'éloquence éminente de l'orateur de gouvernement. Ce talent était incomparable chez Fox, et c'est là le talent utile; l'homme d'état le prise au-dessus de tout autre : ce n'est pas celui que devait le plus apprécier Burke, et ce n'était pas le sien. Il parlait pour satisfaire son cœur et sa raison, plus possédé par sa pensée que par son rôle, plus préoccupé de son sujet que de son auditoire. Il visait au vrai et au beau plus qu'au triomphe du vrai et du beau. Il écoutait trop son talent, et ne songeait à s'emparer des assemblées que par l'admiration. Quoiqu'il portât sur les affaires humaines une vue perçante, il les jugeait plutôt avec la sagacité de l'historien et du publiciste qu'avec le coup d'œil pratique qui sert à les conduire. Il décrivait le mal, indiquait parfois le remède : il n'aurait pas su l'appliquer. De même ses discours laissent apercevoir un certain défaut d'habileté. Le métier d'orateur n'est supérieur à celui d'écrivain que parce qu'à plusieurs des meilleures qualités de l'écrivain, il faut ajouter quelque chose de l'habileté qui gouverne les hommes, et tout cela encore, il faut le mettre en valeur et l'animer par le don inné de la présence d'esprit. Cependant, si les discours de Burke ne satisfont pas à toutes ces conditions, s'ils satisfont à d'autres peut-être plus brillantes, la forme n'en est pas moins belle, et précisément parce qu'ils ont pu dans leur temps paraître plus propres à remporter le succès du talent que celui de la cause, ils y gagnent de pouvoir être lus mieux que les discours de Fox et des deux Pitt. Non pas que je veuille dire que ce sont des discours écrits, et qu'il manque d'improvisation; mais on y remarque surtout l'improvisation d'un artiste, et par l'ordonnance, la composition, l'étude approfondie du sujet, l'abondance des ornemens, la richesse des allusions et des souvenirs, ils ont un caractère de haute littérature. Lord Erskine disait qu'il avait un grand défaut pour un orateur

politique, celui d'être épisodique. Certains discours de Cicéron ne mériteraient-ils pas quelque reproche de ce genre? C'est en effet à la manière de Cicéron qu'on peut comparer celle de Burke. Il a même pour nous un avantage, c'est une plus grande solidité. Jamais il n'est vide ou énervé. S'il est déclamateur, c'est en ce sens qu'il tend sans cesse à l'effet, c'est qu'il manque de simplicité, et qu'à force de grandir les choses il les exagère quelquefois. Son esprit, sans être rigoureusement philosophique, se plaît à généraliser et à prendre les faits et les questions par le côté qui prête le plus à la réflexion et au talent. Il faut donc un peu d'effort pour le suivre, et son élocution ne repose pas de sa manière de penser. Il abuse des mouvemens et des figures, et chez lui le goût ne tempère pas toujours l'imagination.

Ces remarques que suggèrent ses discours s'appliquent à ses écrits, mais elles cessent d'être au même degré des critiques. Nous serions assez de l'avis de Gerrard Hamilton, qui disait de lui : « Dans la chambre des communes, je le regarde quelquefois seulement comme le second homme de l'Angleterre; hors de la chambre, il est le premier. » Un demi-siècle d'épreuve n'a point cassé ce jugement. Ses écrits, qui, à l'exception des essais de sa jeunesse, sont des ouvrages de circonstance, intéressent et instruisent encore la postérité. Ils frappent par la pensée et charment par le talent. Il est vrai que, tandis qu'un air de composition littéraire se laisse apercevoir dans ses discours, ses écrits à leur tour tiennent de la harangue. Ils ont un peu la prolixité et tout à fait le mouvement de l'improvisation. Les images du style ne sont pas de celles que la réflexion combine, mais qui se trouvent du premier coup. Il ne négligeait rien, mais son travail devait être facile et ne refroidissait ni sa verve ni son émotion, car Burke, même judicieux et sage, n'est jamais calme. Il porte dans ses écrits les plus vrais, les plus lumineux, ce que les anciens appelaient la passion oratoire. C'est qu'il compose les yeux fixés sur la place publique : aussi sa manière a-t-elle gagné le grand nombre. Il a influé sur la littérature de son pays en y faisant pénétrer le style irlandais, ce style dont les caractères sont la fantaisie et le pathétique (*fancy and pathos*), et qui a modifié dans ces derniers temps l'élégance un peu froide de l'ancienne prose anglaise. Les critiques l'appellent le plus poétique des prosateurs, en observant que sa prose ne se change jamais en poésie. On ajoute qu'il sentait peu l'harmonie des vers; mais il est un des écrivains auxquels s'applique le mieux cette qualité que M. Villemain définit admirablement en l'appelant l'imagination dans le style. Son défaut est celui qu'il portait en tout, le défaut de mesure. Le grandiose lui plaît, il ira jusqu'au gigantesque; les contrastes le séduisent, il n'évitera pas les dissonances; il a raison pres-

que toujours, il forcera la vérité et passera le but. Lorsqu'il suffit de convaincre, il voudra encore émouvoir, et comme il mêle tous les genres, le ton de la composition et celui de la conversation, il pourra pousser l'élévation jusqu'à la solennité, et le laisser-aller jusqu'à la grossièreté. Il pourra avoir tous les défauts excepté la froideur et la sécheresse, toutes les qualités excepté la précision sévère et l'élégante simplicité. Son ami Reynolds devait lui trouver quelque chose du dessin de Michel-Ange et du coloris de Rubens.

Enfin les Anglais agitent d'ordinaire deux questions au sujet de Burke : — a-t-il été consistant? a-t-il été un prophète politique? Nous devons, en finissant, dire un mot de toutes deux, quoique la première, nous l'avouons, ne nous intéresse qu'autant qu'elle peut servir à éclairer la seconde.

On n'ignore pas combien l'inconsistance est en Angleterre un reproche redouté des hommes publics. « Si grand est l'effet, dit sir James Mackintosh en parlant de Burke, d'un seul acte inconsistant avec le cours entier d'une longue et sage vie politique, que le plus grand philosophe de la politique (1) que le monde ait vu jamais passe auprès du superficiel vulgaire pour un enthousiaste à cerveau brûlé. » C'est en effet au vulgaire qu'il convient surtout de juger de la probité ou de la fermeté politique d'un homme par l'accord de ses actes avec ses principes, et de ses opinions présentes avec ses opinions passées. La constance dans les sentimens de toute la vie, la fidélité à soi-même, sont les signes les plus apparens du genre d'esprit et de caractère que les affaires publiques réclament. Celui qui se dément lui-même, fût-ce par de justes motifs, perd au moins son autorité, et quiconque se convertit fera bien de s'abstenir du prosélytisme. Après une longue erreur sur les principes, il peut être beau de la reconnaître, mais il faut renoncer à gouverner les hommes. Le libéral qui s'amende et devient absolutiste doit se repentir et se taire : la retraite sied à la pénitence. Il ne faut jamais que la nouveauté d'une conviction paraisse intéressée, et que les gens qui se convertissent ressemblent à des gens qui se retournent. Mais est-ce le cas d'une inconsistance reprochable, de celle qui indique la versatilité d'esprit ou l'incertitude des principes, lorsque en temps différens on tient et l'on conseille des conduites différentes? et à des maux qui changent ne faut-il pas changer les remèdes? Pour avoir maintenu la paix, ne doit-on jamais faire la guerre, et faut-il conduire les temps de troubles de la même manière que les temps calmes? Non, sans doute, mais une situation étant donnée, s'il y a

(1) Il y a dans le texte *in practice*, mais il s'agit évidemment de la *pratique* des affaires humaines.

deux façons de la juger, tant qu'elle se prolonge même en subissant des changemens sensibles, ce n'est guère à ceux qui ont soutenu l'un des systèmes de pratiquer l'autre. Lord North ne pouvait être le ministre qui reconnût l'indépendance de l'Amérique, quoique cette reconnaissance lui parût inévitable, et Pitt, qui avait pu négocier encore pour la paix en 1796, ne voulut pas, bien qu'il la jugeât nécessaire en 1801, qu'elle fût signée de son nom. Ce sont là de ces convenances qui importent tout au moins à la dignité du caractère.

Toutefois, quand il s'agit de deux événemens différens séparés par des années, accomplis dans des pays divers, bien que ces événemens soient comparables et qu'ils aient des points communs, la raison ni même la logique n'obligent de les apprécier absolument de la même manière. Ils peuvent différer par leurs causes, leur gravité, leur opportunité, leurs conséquences, leurs chances de succès, et, pour en venir tout de suite aux révolutions, il y en a de légitimes, il y en a qui ne le sont pas; il y en a de nécessaires, il y en a qui ne le sont pas. Les unes sont faciles, les autres impraticables; celles-ci réussissent sans crimes, celles-là poursuivent par une voie sanglante un succès contesté. Fussent-elles toutes inspirées par une noble pensée, eussent-elles toutes un noble but, le plus noble de tous, la liberté, aucun esprit ferme et sensé ne voudrait s'enchaîner indistinctement à toutes, et se consacrer sans choix à leur défense. La révolution française est venue à la suite de la révolution d'Amérique. Moins que personne, nous voudrions rompre le lien qui les unit, et pourrions méconnaître combien les principes promulgués par l'une ont contribué à susciter et à caractériser l'autre; mais enfin motifs, circontances, difficultés, événemens, durée, tout diffère assez entre l'une et l'autre pour que l'esprit ne soit pas tenu de porter sur toutes deux un jugement identique. N'y eût-il que ce point, la révolution américaine a réussi.

Parce que Burke a finalement approuvé la déclaration d'indépendance des Etats-Unis, on ne saurait donc lui reprocher d'avoir vu avec inquiétude la tentative à la fois plus grande et plus vague que la vieille France a faite à la fin du XVIIIe siècle. Il n'y a point là de véritable inconsistance. Cependant, comme par les principes généraux les deux causes se ressemblaient, comme la révolution de 1688 elle-même offrait avec les deux événemens quelques analogies d'idées et de résultats, comme les whigs de 1780 se portaient les continuateurs de l'œuvre constitutionnelle, comme ils étaient éminemment les défenseurs de la liberté, il était plus naturel qu'ils applaudissent au mouvement de 1789. On a pu trouver l'adhésion de Fox imprudente dans sa vivacité, mais elle n'a étonné personne, et jamais on ne l'a signalée comme une inconséquence dans sa vie politique. Ainsi

qu'on l'a dit avec finesse, si le roi George III a été consistant, il faut bien que Burke ne l'ait pas été. Ceux en effet qui admirent le plus complétement les dernières années de sa vie sont d'ordinaire obligés de chercher aux premières des excuses ou des explications, s'ils ne les condamnent point formellement. Peu trouvent que Burke ait eu raison tout à la fois contre George III, contre lord North, contre Hastings, contre Pitt, contre Fox et contre nous. Il faut donc reconnaître quelques disparates dans cette noble vie. Si son ardeur naturelle ne l'eût emporté, lui-même il aurait pu les rendre moins saillantes par une gradation mieux ménagée. Dans son opposition à la révolution française, il se serait mieux souvenu de son passé; il se serait plus sévèrement demandé s'il n'avait pas soutenu des doctrines, approuvé des actes, conseillé des mesures qui pouvaient préparer, justifier, atténuer au moins ce qu'il condamnait aujourd'hui. Moins absolu dans sa réprobation, il aurait été plus juste; moins violent dans ses haines, il aurait été plus clairvoyant. Il n'aurait pas tout confondu dans un vaste anathème où lui-même pouvait par avance se trouver compris. Il aurait pris des choses une plus juste mesure, et son opposition n'en aurait été que plus éclairée; mais alors il n'aurait pas été Burke : il aurait cessé d'avoir cette imagination passionnée, ce talent hyperbolique. Plus habile à modérer les mouvemens de son esprit, plus attentif à maintenir l'accord de toutes ses opinions, il aurait été moins fidèle à lui-même, il aurait démenti son caractère.

On a donc eu raison de chercher, dans ses discours antérieurs à 1789, sur les rois et les cours, sur les monarchies de l'Europe, sur l'aristocratie, sur les droits des peuples, sur la résistance, sur la révolte, des passages qui auraient dû le rendre plus modéré ou plus circonspect. Ayant ainsi pensé, il aurait dû tolérer qu'on pensât de même en d'autres circonstances, et, donnant à son jugement plus d'étendue et de profondeur, supprimer une bonne part de ce que lui dictaient la partialité ou la peur, sans rien abandonner de ce que lui suggéraient la prudence et la sagacité politiques. On pouvait se défier du succès de la révolution française, sans changer du tout au tout sur les hommes et sur les choses. Celui qui en 1770 ne voyait de recours contre les fautes d'un mauvais ministère que dans l'interposition du peuple en personne aurait pu comprendre que le peuple aussi se montrât dans une lutte contre le pouvoir absolu : quand on s'est permis certaines exagérations pour la défense de la liberté, il ne faut pas trop se scandaliser de celles qui échappent aux gens qui en essaient la conquête. Burke a répondu d'une manière ingénieuse : « Le danger d'une chose bien chère écarte de l'âme pour le moment toute autre affection. Quand Priam a toutes ses pensées absorbées par la vue du corps de son Hector, il repousse avec indignation et

chasse loin de lui avec mille reproches tous ses autres fils, qui viennent en foule, dans leur officieuse piété, l'entourer de leurs soins. Un bon critique (il n'y en a pas de meilleur que M. Fox) dirait que c'est là un de ces coups de maître qui attestent dans le père de la poésie une intelligence profonde de la nature; il mépriserait un Zoïle qui conclurait de ce passage qu'Homère a voulu représenter ce vieillard, dans sa douleur, comme plein de haine ou même d'indifférence et de froideur pour les tristes restes de sa maison, et qu'il préférait à ses enfans vivans un cadavre inanimé. » Mais Priam est un père au désespoir, et ne siége pas, en ce moment-là, parmi les vieillards, délibérant en roi sur le destin d'Ilion.

Il existe une raison meilleure pour expliquer les variations de Burke, et montrer, sans les absoudre entièrement, qu'elles sont moins extraordinaires que ne l'ont trouvé ses contemporains. Il ne se peut pas qu'une inconsistance désintéressée soit un effet sans cause, et dont le principe logique n'existe pas dans l'esprit auquel on la reproche. En ce sens, il n'y a point de pure inconséquence, et nous n'avons pas négligé de faire entrevoir comment Burke avait pu, sans trop de contradiction, être amené à des opinions toutes nouvelles dans sa vie. Le public juge assez grossièrement les hommes d'après la cause qu'ils soutiennent, et non d'après les raisons qui les déterminent. Le caractère du libéralisme de Burke a déjà été indiqué. On ne saurait trop le redire, toute société bien réglée, toute société qui ne languit pas sous une oppression accidentelle est gouvernée par deux principes : la tradition et la raison; — la tradition, qui n'est pas toujours contraire à la raison, la raison, qui n'est pas toujours conforme à la tradition. En Angleterre, l'un et l'autre principe se partagent l'empire, et quand par aventure entre l'un et l'autre survient un conflit, il est le plus souvent terminé par une transaction dans laquelle la raison gagne quelque chose sans que la tradition perde tout. Les révolutions de l'Angleterre ne sont que des réformes. L'histoire et la réflexion lui servent de guides. Tout Anglais concilie dans son esprit en proportions diverses, mais concilie cependant le fait et l'idée : c'est l'heureuse destinée que la Providence a faite à cet heureux pays. Bien rarement un esprit sain se porte en Angleterre à l'une de ces extrémités qui sacrifient absolument la pensée à la routine ou l'expérience au raisonnement; mais la plupart des esprits penchent vers l'une ou l'autre, quoique tous s'efforcent de tenir la balance égale. Burke avait toujours prétendu, non-seulement tempérer l'une par l'autre, mais unir, mais confondre la raison et la tradition. Il employait toute la puissance de ses facultés à créer en chaque chose la théorie de la pratique, à trouver aux faits une philosophie conforme. On citerait vingt passages très explicites, très réfléchis, où il parle avec aversion

de l'invasion des idées abstraites dans la politique, où il fait gloire de n'être point un professeur de métaphysique. « J'éprouve, dit-il en appuyant la réforme de l'administration de l'Inde, j'éprouve une insurmontable répugnance à prêter les mains à la destruction d'une institution de gouvernement établie, en vertu d'une théorie quelque plausible qu'elle puisse être. »

La France a été réduite à faire ce qu'il redoutait, ce qu'il fuyait avec effroi; c'est le caractère philosophique de notre révolution surtout qui provoqua ses craintes et ses scrupules, et, dans une nature telle que la sienne, les craintes et les scrupules se tournaient bientôt en épouvante et en indignation. L'abstraction est un guide mal sûr dans l'action, une base peu solide pour les institutions; elle ne saurait donner ni appui, ni barrière, ni frein à l'esprit ou à la conscience des peuples; c'est à la lumière de ces idées que Burke jugea la révolution française, et que de bonne heure il en désespéra. On pourrait dire que l'état révolutionnaire pur est celui où les abstractions règnent seules avec les passions. La France était destinée à réaliser trop souvent l'état révolutionnaire pur ou peu s'en faut. Burke le vit, et il en sut peindre admirablement les conséquences générales. C'est là sa pensée juste, sa grande pensée, le trait de sagacité politique qu'on appellera, si l'on veut, un trait de génie. Là est tout le prophète. Le développement large, éloquent, de cette idée est ce qui a fait dire ce que nous nous souvenons d'avoir lu : « Burke est le Bossuet de la politique. »

Mais, s'il ne se trompe pas sur ce point, sur combien d'autres il s'est trompé! Une grande erreur d'abord, et cette erreur conduisait à l'injustice, c'est d'avoir semblé croire que cette condition fatale où se trouvait la France fût de son choix, que fortuitement, spontanément et comme par fantaisie elle en fût venue là. On dirait qu'il a oublié le passé, et qu'il s'en prend de toute l'histoire de France à la génération de 89. Il ne sait plus rien de ce qu'il a lui-même dit. C'est lui pourtant qui écrivait en 1772 en parlant de la victoire de Louis XV sur les parlemens : « Les faibles restes de liberté publique que conservaient ces illustres corps ne sont plus. En un mot, si nous considérons la mode d'entretenir de grandes armées permanentes, qui prévaut de plus en plus chaque jour, il paraîtra évident qu'il ne faudra pas moins qu'une convulsion qui ébranle le globe sur son centre pour rétablir jamais les nations de l'Europe dans cette liberté qui jadis les distinguait si éminemment. Le monde occidental en a été le siége jusqu'à ce qu'un autre monde plus occidental encore ait été découvert, et cet autre en sera probablement l'asile, lorsqu'elle aura été chassée de toute autre partie de l'univers. Il est heureux que, pour le pire des temps, il reste encore un refuge à l'humanité. » Il y a

loin de ces pensées aux déclamations contre les gardes françaises au 14 juillet.

Si ces pensées ne se fussent pas tout à coup effacées de son esprit, il aurait mieux jugé les événemens, les jugeant dans leurs causes; il aurait été plus juste pour les hommes, voyant leur conduite dans leurs motifs; il ne serait pas tombé dans cette erreur grossière de faire de la révolution le mal absolu, afin de prêter à la contre-révolution tout le bien dont il avait besoin pour qu'elle vainquît en tout la première. Il n'aurait pas, historien sans passé, général sans armée, inventé un parti pour sa cause, supposé des antécédens selon ses idées, des traditions selon ses vœux, et multiplié les conseils et les promesses mensongères au gré des illusions qu'il fallait à sa raison pour justifier sa colère. Celles des prédictions de détail que l'événement a pu confirmer sont en petit nombre dans ses écrits. Il commença presque par juger la révolution comme une folie de la faiblesse. Elle avait annulé la France, elle l'avait rayée de la carte. « Je vois, dit-il, un abîme à la place de la France. » Il comprit bientôt la réponse de Mirabeau : « Cet abîme est un volcan. » Alors il vit avec plus de grandeur les conséquences de ce qu'il aurait voulu dédaigner sans le moins haïr. Cependant il ne devina pas quelles ressources la guerre trouverait dans la France soulevée, et, bien qu'il eût raison de désapprouver les plans des alliés, il eut tort de ne pas voir qu'aucun plan militaire n'était capable de réaliser alors l'oppression de la France par les armes, et qu'il lui fallait le despotisme pour être conquise. Ses invectives contre tous les hommes à qui la révolution a fait un nom, sa haine pour toutes les opinions modérées, sa colère à la moindre apparence de transaction, quoiqu'il prétende repousser la restauration du despotisme, l'admiration et la confiance aveugle qu'il porte à tout ennemi, à toute victime des jacobins, son intolérance outrageante envers quiconque se sépare de lui, même par une nuance, tous ces travers, toutes ces violences, toutes ces faiblesses sont indignes de la grandeur de son intelligence et quelquefois de la noblesse de son cœur. Des torts de l'esprit de parti, aucun ne lui fut inconnu. Il ouvrit son âme à toutes les passions, à toutes les chimères qui ne vont qu'aux proscrits, jusque-là que, dans ces hallucinations de la haine et de la peur, il crut voir la forte et saine Angleterre dévorée par tous les poisons de la révolte et de l'impiété. Nous qui vivons dans les révolutions, redoublons de pitié pour l'esprit humain, même dans sa grandeur.

CHARLES DE RÉMUSAT.

MOBY DICK

LA CHASSE A LA BALEINE, SCÈNES DE MER.

The Whale, by Herman Melville, 3 vols. London, Rich. Bentley.

C'est une campagne à bord du *Pequod* que nous allons faire aujourd'hui, — à bord du *Pequod*, l'un des plus vieux baleiniers de l'île Nantucket, du *Pequod*, ainsi baptisé en mémoire de l'une des tribus peaux-rouges que la civilisation a détruites en s'établissant sur les côtes nord-américaines.

Voyez-le dans le port, ce vénérable navire, ce patriarche des mers, bruni sous les soleils et les tempêtes des quatre océans, comme un grenadier de la grande armée sous les cieux de Rome, Thèbes, Saint-Domingue et Moscou! Depuis plus de cinquante ans qu'il fend les mers, mutilé, radoubé en vingt endroits, il a des mâts japonais, des espars du Chili, des haubans polynésiens, des mousses, des végétations de presque tous les points du globe, qui lui font une sorte de barbe limoneuse et verdâtre comme celle d'un fleuve mythologique. Son vieux pont se plisse en reliefs inégaux, sillonnés de fentes, qu'on prendrait pour des rides, et on y voit des planches usées comme ce degré de la cathédrale de Canterbury où tant de bouches chrétiennes cherchent depuis des siècles les traces du sang de Becket. Sur ce pont et ces bordages constellés d'incrustations étranges, en guise de chevilles et de tenons, luisent çà et là maintes dents de cachalot, maintes plaques d'ivoire, employées avec un magnifique laisser-aller. On dirait un souverain yolof, un roi du Congo dans tout l'attirail de ses pompes sauvages.

Tandis qu'il repose sur ses ancres au bord des quais de Nantucket, on distingue, dressé derrière son grand mât, une façon de *wigwam* monté sur des fanons de baleine, tiges souples et chevelues qui forment, au sommet de ce pavillon mobile, une manière de touffe pareille au *scalp* des guerriers indiens, au bouquet d'un bonnet de mandarin. C'est là, dans cet *office* monté comme un parasol, que l'enrôlement des matelots a lieu. C'est là que les candidats se présentent et sont triés, toisés, examinés, appréciés par les deux plus forts actionnaires du *Pequod*, MM. Peleg et Bildad, deux anciens capitaines baleiniers, retirés du service actif et devenus commerçans. Malheur au novice qui arrive, inaverti, entre ces deux terribles représentans du capital! Ballotté de l'un à l'autre, tombant d'athée en quaker, de Bildad en Peleg, tour à tour étourdi par la brutale assurance et les affreux blasphèmes du premier, par la mielleuse hypocrisie et les pieux mensonges du second, dupe de leurs feintes discussions à son sujet, il est à peu près certain d'en passer par où ils voudront; et Dieu sait quelle part minime ils lui feront dans les bénéfices nets du voyage, bien que cette part constitue, avec sa nourriture pendant la campagne, tout le salaire qu'un matelot puisse espérer à bord d'un baleinier.

Le marché conclu, ou peut-être même avant de le conclure, l'hôte futur du *Pequod* éprouve sans doute la curiosité de connaître le capitaine sous les ordres duquel, pendant deux ou trois années, il doit parcourir toutes les mers du globe. Ici commence la difficulté. Le capitaine est invisible. On ne sait de lui que son nom, et son nom est celui d'un tyran, de cet Ahab dont le sang royal fut léché par les chiens dévorans, — l'Ecriture sainte en fait foi. Du reste, les honorables armateurs, le sacrilége Peleg et le dévot Bildad, répondent corps pour corps de ce personnage mystérieux.

— Voir le capitaine chez lui, cela ne se peut guère, dit Peleg; de plus, nous ne savons au juste pourquoi, mais on le rencontre rarement hors de sa maison. Ce n'est pas qu'il soit malade; — cependant on ne peut pas dire qu'il se porte bien. A nous-mêmes il refuse fort bien sa porte; il n'est pas croyable que ce soit pour l'ouvrir à d'autres. Peu de gens lui ressemblent : c'est un original, cet Ahab. — Pourtant il n'a rien qu'on doive craindre, rien qui empêche de s'attacher à lui. Peu de paroles, mais quand il parle, il faut ouvrir l'oreille. Un homme hors ligne, qui a tout vu, tout essayé : la vie des savans de collége et celle des sauvages cannibales. Il a sondé bien autre chose que les flots de la mer, combattu de bien autres ennemis que les baleines, et de meilleur harpon que le sien cependant, on n'en trouve pas dans tout Nantucket..... Ce n'est pas un dévot comme Bildad, ce n'est pas non plus un bon compagnon comme moi.

Ahab n'a pas son pareil. Dire qu'il est toujours bon compagnon serait un peu hasarder : il faut bien reconnaître qu'à son dernier voyage il avait la tête tournée à l'endroit des sorcelleries et des charmes; mais c'étaient les horribles souffrances de sa blessure qui le faisaient ainsi déraisonner, et qui l'a contemplé tout sanglant sur son lit de douleurs ne s'en étonnera pas plus que nous. J'avouerai encore que depuis lors, depuis qu'il s'est vu mutilé pour jamais par cette maudite baleine qui lui a brisé la jambe, son caractère s'est légèrement aigri... et qu'il n'est pas toujours aussi gai qu'on le voudrait... Mais, baste!... mieux vaut encore un brave capitaine enclin à la mélancolie qu'un mauvais marin très jovial.... D'ailleurs n'oubliez pas que cet homme, dont on vous a peut-être dit beaucoup de mal, n'est pas, à tout prendre, un sorcier ou un démon. Il est marié; sa femme, douce et résignée créature, lui a déjà donné un enfant... Il ne faut donc pas désespérer de lui, tout foudroyé, tout desséché qu'il paraisse.

Ainsi donc on est bien averti. C'est avec un profond misanthrope, sorcier ou non, qu'on va faire campagne. Misanthrope, est-ce bien cela? Ne faudrait-il pas trouver un autre mot pour exprimer cette sombre monomanie d'un homme que la Providence a frappé, qui s'insurge contre la Providence, et qui, ne pouvant l'atteindre autrement, a formé le projet insensé de la poursuivre dans l'agent aveugle qu'elle a choisi pour le briser? Ahab ne hait pas ses semblables, à peine les trouve-t-il dignes qu'on s'occupe d'eux; mais, l'œil fixé sur ce morceau d'ivoire qui remplace tant bien que mal sa jambe perdue, c'est à Dieu lui-même qu'il adresse son farouche ressentiment, et c'est à *Moby Dick*, — ne pouvant harponner l'auteur de toute chose, — c'est à *Moby Dick* qu'il destine les fruits amers de sa vengeance.

Moby Dick, quel est ce nouveau personnage? Une baleine, ni plus ni moins, mais une baleine comme on n'en voit pas. Dans son espèce, Moby Dick vaut Ahab dans la sienne. Quel *Nantucketer* ne connaît Moby Dick, la baleine blanche aux proportions énormes, à l'humeur belliqueuse, aux excentriques et mortelles rancunes, espèce de sorcière des eaux, cent fois harponnée, jamais prise, et fatale à maint ennemi, comme au plus ardent de tous, à l'intrépide capitaine Ahab : monstre de ruse et de férocité dont les exploits défraient les traditions du gaillard d'arrière et du gaillard d'avant, de la dunette et de l'entrepont; — la seule baleine peut-être qu'on signale à regret, qu'on poursuive sans enthousiasme, et qui ait su inspirer aux champions les plus renommés de ce terrible *sport* un respect mêlé de haine et de superstitieuse terreur? — Sa renommée fatale hante leurs rêves de la nuit, leurs longues méditations du jour, avec tout un long cortége de souvenirs affreux de chevilles tordues, de poignets foulés, de tibias

rompus, d'amputations effrayantes. Leur parler de la *baleine blanche*, c'est parler à un Valaque, à un Monténégrin, du vampire et du mauvais-œil, à un Ecossais du *kelpie*, à un Napolitain de la *jettatura;* encore faut-il reconnaître que ni la *jettatura*, ni le *kelpie*, ni le mauvais-œil, ni le vampire, — non pas même les *fadettes* du Berry et les *wilis* allemandes, — n'ont un mauvais renom d'aussi bon aloi que Moby Dick.

Au nombre des qualités surnaturelles qui lui sont attribuées est le don singulier d'ubiquité : on l'a rencontrée sous les latitudes les plus lointaines, et à des dates si rapprochées, qu'à moins de lui supposer l'infatigable essor d'une machine à vapeur, elle n'avait pu s'y transporter par les moyens de locomotion ordinaires à son espèce. Quinze jours après que son énorme front ridé, aussi blanc que la neige, et sa bosse pyramidale avaient été remarqués à la surface de l'Océan Pacifique, on les signalait parmi les récifs du Groenland. Comment admettre qu'elle eût franchi dans un si court délai une si énorme distance? Et que croire cependant, pour peu qu'on regarde comme au-dessous de soi les contes de sorcellerie dont se repaissent encore tant d'imaginations dociles? D'un autre côté, son humeur tout exceptionnelle, sa malice intelligente, ses ressources de tactique, ses fuites perfides, ses brusques retours, ses vengeances à longs termes, aussi bien que sa couleur étrange, — cette couleur qui tranche si bien sur l'azur des mers, — et la difformité de ses redoutables mâchoires font bien réellement de Moby Dick un être à part, un cétacé hors ligne, une baleine presque merveilleuse.

Voilà l'ennemie d'Ahab depuis le jour où, — parmi ses trois canots chavirés, tandis qu'armé d'un coutelas et nageant derrière Moby Dick, il fouillait avec fureur l'épaisse cuirasse qu'elle opposait à ses coups, — elle saisit à l'improviste, dans le croissant de sa mâchoire taillée comme une faucille, la jambe de l'intrépide capitaine, et la lui trancha net, comme fait le moissonneur d'une poignée d'herbe. A partir de cet instant, il conçut contre elle une de ces haines sans nom que les hommes ont adorées, ne pouvant les comprendre, qui tourmentent et rendent fou l'être assez malheureux pour s'absorber en elles, qui mêlent leur intolérable amertume à toutes choses et à tous instans, qui tiennent en éveil, dans le cœur dévoré par elles, toutes ces facultés subtiles et comme empoisonnées par lesquelles l'homme s'assimile au démon. Cette haine, il l'avait couvée, étendu dans son hamac, pendant les interminables ennuis d'une traversée d'hiver, en longeant les côtes arides de la Patagonie : durant ces longues heures de souffrances et d'impuissante rage, le fiel de sa pensée se mêlant au sang de sa blessure, l'âme et le corps s'étaient comme imprégnés de la même passion, âcre et violente par-delà ce qu'on peut dire, dé-

lirante au début, indélébile quand elle se fut en apparence éteinte ou calmée. Sa raison revenue, son intelligence restée intacte, furent désormais asservies à cette passion dominatrice, qui se servait d'elles, — si pareille figure est admissible, — comme l'ennemi victorieux des batteries enlevées à la baïonnette. Ahab, esprit puissant, volonté subjuguée, ne se comprenait-il pas lui-même? méconnaissait-il le caractère phénoménal de sa maladive existence? — Pourquoi le croirions-nous? Chaque homme sait par expérience combien il lui est difficile de régler sa conduite sur ce qu'il se connaît de bonnes et utiles tendances, et chacun trouve au dedans de lui le type de quelque tyrannie invisible à laquelle, vainement révolté, il est plus ou moins contraint d'obéir.

Mais revenons au *Pequod*. Nous connaissons le navire et son capitaine. Au tour de l'équipage maintenant, et passons en revue l'état-major : nous avons d'abord le second, Starbuck, natif de Nantucket, quaker d'origine, personnage réfléchi, sérieux, même un peu triste, homme du Nord en un mot, mais bronzé, desséché par le soleil de l'équateur, et, dans sa maigreur austère, assez semblable au biscuit de mer deux fois remis au four. Sa conscience, pour une conscience d'eau salée, est d'une exquise délicatesse. On peut même le supposer enclin à quelque superstition; il n'envisage pas sans une secrète inquiétude l'espèce de *possession* qui fait d'Ahab une créature perdue pour Dieu, acquise à Satan. D'ailleurs, s'il a du courage, — et quel baleinier en manqua jamais? — il n'est pas de ceux qui prodiguent à tout propos cette denrée de prix, cet approvisionnement indispensable. Combattre une baleine est à ses yeux une affaire de commerce, et la bravoure une mise de fonds qu'il faut proportionner à l'importance du bénéfice présumé.

Tel n'est point le contre-maître Stubb, insouciant compagnon, toujours bavard et de bonne humeur, qui se lance après une baleine comme un jeune chien après une couvée de poules, accablant ses rameurs de joviales injures et stimulant leur ardeur par les plus comiques adjurations. Il porte au milieu du péril le plus imminent, et dans les instans les plus critiques, le paisible *lillaburelo* de l'oncle Toby; en sifflant, il côtoie une baleine; en sifflant, il lui lance le harpon fatal. Ce qu'il pense de la mort, personne ne le sait, lui moins que personne, et s'il lui arrivait par hasard, après un bon dîner, de résumer ses idées à ce sujet, on découvrirait probablement qu'il l'envisage comme une sorte de *quart* assez long, assez ennuyeux, mais qu'un bon officier ne peut décliner quand l'heure est venue de le monter. Encore ce *quart* perdrait-il, à ses yeux, beaucoup de ses inconvéniens, si Stubb pouvait se flatter d'emporter sa pipe dans les régions inconnues où l'homme passe en quittant ce bas monde; sa pipe, la

cause première et l'*ultima ratio* de sa philosophique indifférence; sa pipe, petit *brûle-gueule* du plus beau noir, si invariablement collé à ses lèvres, qu'il en semble un appendice naturel, une inséparable végétation!

Après Stubb, et au-dessous de lui, vient maître Flask, jeune cadet d'humeur belliqueuse, qui n'a garde de prendre les baleines au sérieux, et ne voit qu'une série de bonnes plaisanteries dans les incidens variés d'une croisière de trois ans aux alentours du cap Horn; — dans les cachalots, une espèce de rats d'eau, plus grands, il est vrai, que les autres, et quelque peu plus difficiles à prendre, mais qu'il faudrait détruire par point d'honneur et pour s'amuser, alors même qu'il n'y aurait pas d'autre avantage à cela.

Derrière ces trois hommes, par lesquels se manifestent à l'équipage les volontés de l'invisible Ahab, se rangent en première ligne leurs trois seconds, leurs trois écuyers, si on veut. Queequeg est fils d'un roi, rien que cela, l'héritier présomptif de la couronne de Kokovoko; — cherchez cette île sur la carte, et vous ne l'y trouverez pas, ce qui pourra vous faire soupçonner qu'elle existe. Queequeg, à bord du *Pequod*, c'est quelque chose comme Pierre le Grand à Saardam. Il a compris la supériorité des *hommes blancs*, il veut en surprendre le secret, et rapporter à son peuple, au retour d'une croisade qu'il entreprend à lui seul, les bienfaits de la civilisation. Fidèle aux dieux de la patrie, Queequeg ne voyage jamais sans son fétiche, petite image difforme devant laquelle il brûle matin et soir, en guise d'encens, un morceau de son biscuit-capitaine. Queequeg est attaché spécialement, comme le meilleur harpon de l'équipage, au canot commandé par Starbuck : Tashtego et Daggoo remplissent les mêmes fonctions auprès de Stubb et de Flask. Le premier est un Indien peau-rouge, de race pure, reconnaissable à ses pommettes proéminentes, à ses longs cheveux pendans, à l'éclat de ses grands yeux noirs, au lustre satiné de sa peau, semblable à celle d'un serpent. Digne rejeton des chasseurs iroquois et algonquins, il poursuit la baleine sur les vastes eaux, comme ses ancêtres le daim et l'élan sur les prairies immenses. Le second a été ramassé sur la côte d'Afrique un jour qu'il s'ennuyait, le ventre au soleil, et que la tentation le prit de monter à bord d'un baleinier qui venait faire eau dans sa baie natale. Ce géant noir, à l'allure impériale, poserait fort bien pour le portrait d'Assuérus, et le peintre lui laisserait volontiers les deux énormes anneaux dorés qui pendent à ses oreilles.

On le voit par cet échantillon, l'équipage d'un baleinier américain est un assemblage hétérogène et pittoresque, recruté partout ailleurs qu'aux Etats-Unis. De fait, sauf les officiers, on ne rencontre guère à bord de ces navires qu'un ramas d'hommes nés sur tous les points

du monde connu et réunis par le hasard : Provençaux, Maltais, Islandais, Siciliens, matelots des Açores, de la Hollande, de l'île de Man, lascars de Sumatra, gens du Fo-Kien ou de Tahiti. — Circonstance notable, il en est à peu près ainsi pour l'armée de terre et la marine militaire des Américains, — de même pour sa marine marchande, de même pour le matériel humain employé par les ingénieurs qui, chez ce peuple jeune et superbe, creusent les canaux ou aplanissent les voies de fer. Pour tous ces travaux si divers, l'Américain se réserve la direction intelligente, la volonté, le calcul. Il emprunte au dehors les bras, l'activité musculaire, la force brute; c'est un phénomène qui rappelle Sparte et les Ilotes.

Dans cette revue de l'équipage du *Pequod*, n'oublions pas toutefois cinq personnages mystérieux, plutôt gnômes que matelots, cachés par Ahab dans quelque obscur recoin de la cale, pour lui servir d'aides et de seconds dans son grand duel avec Moby Dick. Embarqués à ses frais, ils ne figurent point sur les rôles, et bien des jours après le départ du *Pequod*, pas un homme ne soupçonne leur présence à bord. A peine se trahit-elle, dans le silence des nuits, par quelques vagues rumeurs filtrant à travers les écoutilles, et quand elle est révélée à la longue, quand on voit ces fantômes émerger, un à un, des entrailles du navire, après le premier étonnement et les premières conjectures, chacun se fait par degrés à l'aspect étrange, au langage inintelligible de ces hôtes tout d'abord suspects. Leur chef tout au plus reste comme une énigme vivante dont il y a quelque intérêt à connaître le mot : c'est Fedallah l'Indien, au teint fauve ou jaune-tigre, aux cheveux blancs roulés en turban, aux lèvres couleur d'acier, aux vêtemens de coton noir, taillés sur le patron chinois, au parler à peine articulé, qui siffle entre ses dents blanches comme la menace d'un serpent irrité. En le voyant, aux momens de crise, apparaître tout à coup sur le pont, suivi de ses sombres acolytes, et dans un frêle esquif emporter Ahab au plus fort des combats et du péril, il est malaisé de ne pas se rappeler la barque d'enfer et le nautonnier de Pluton.

Tandis que nous faisons ainsi connaissance, un par un, avec les principaux soldats de cette vaillante troupe, le vaisseau marche toujours. Deux mois de traversée nous ont amenés sur le théâtre où doit avoir lieu le premier *lowering* (1), la première *aventure*.

Quel est ce cri prolongé qu'on dirait tombé des nuages? C'est Tashtego qui l'a tiré de sa poitrine, perché sur les barres de perroquet. Son corps penché, son bras étendu vers l'horizon, cette clameur sauvage qu'il répète à courts intervalles, ne laissent aucun doute : il

(1) De *lower*, abaisser. — On désigne ainsi la mise à l'eau des chaloupes suspendues au flanc du navire.

signale une baleine qui souffle au vent du *Pequod*. Et que dis-je, une baleine? — une bande, un troupeau de baleines se jouant à une demi-lieue de leurs ennemis. Ce sont des cachalots (*spermwhale* en anglais, *pottsfich* en allemand, *macrocephalus* dans les dictionnaires d'histoire naturelle) : — on les reconnaît à leurs bruyantes émissions d'eau, régulières comme le tic-tac d'une montre.

— L'heure!... l'heure! et vite! s'écrie Ahab aussitôt arrivé sur la dunette.

L'heure et la minute consignées sur le livre de *loch*, il s'agit de rejoindre les cachalots, qui ont plongé tous à la fois et nagent toujours, — Tashtego l'assure, — au vent du vaisseau, preuve certaine qu'ils n'ont pas pris l'alarme. L'équipage, depuis le premier homme jusqu'au dernier, est en mouvement. Les matelots désignés pour la chasse sont remplacés à leur poste par les *ship-keepers* ou gardes-navires; les lignes de pêche, roulées autour de leurs tonneaux comme la laine autour du rouet, sont mises en place sur les pirogues, que des grues solides vont soulever et déposer en mer; leurs équipages, alignés le long de la muraille, une main sur les lisses, un pied sur le plat-bord, n'attendent que l'ordre de s'élancer; on les croirait prêts à aborder un vaisseau ennemi.

A ce moment, pour la première fois, Ahab apparaît entouré de ses cinq démons couleur de tigre, prompts à détacher sans bruit un canot suspendu à tribord. Quand il est paré : « *Amenez* par là, » crie le capitaine d'une voix de tonnerre, et malgré l'espèce de stupeur qui les a d'abord saisis à l'aspect inattendu de Fedallah et de ses quatre démons subalternes, les hommes de l'équipage sautent sur les lisses; les rouets tournent dans les poulies qui grincent; les trois pirogues tombent sur les flots, et, comme une troupe de chevreaux agiles, les matelots sautent l'un après l'autre, sans tenir compte des oscillations du navire, sur ces coques mobiles, qui s'éloignent, faisant assaut de vitesse, dans la direction du vent. Le canot du capitaine, bien qu'elles aient de l'avance sur lui, puisqu'il a dû, pour les rejoindre, doubler la proue du *Pequod*, est bientôt en ligne avec elles; les maigres Indiens qui le dirigent semblent des mécanismes vivans montés sur des ressorts d'acier. Ils profitent d'ailleurs de la surprise que leur fantastique évocation a jetée parmi les autres rameurs. Indigné de se voir distancé, Stubb prend la parole et déploie son éloquence habituelle, si variée de tons, si féconde en ressources : — Enfans, c'est le cas ou jamais de se briser l'échine!... Allons, mes petits, mes bien-aimés, mes héros!... Pourquoi détourner les yeux?... que vous font ces cadets couleur pain d'épice?... Bah! ce sont cinq bonnes paires de bras, venues d'on ne sait où, mais qui ne seront pas de trop à la fête... Plus on est de fous, plus on rit... Ramez, ramez, ramez, bijoux adorés... Le diable vaut mieux que sa réputa-

tion... Bon! nous y sommes!... Voilà un coup de rames qui vaut mille livres sterling.... Quelques-uns encore, et nous gagnons le prix... Hourra pour la coupe d'or, que nous emplirons de bonne huile et de blanc!... Doucement... prenez votre temps!... rien ne vous presse... Allons, marauds!... mordez vos rames... mordez donc, chiens que vous êtes!... Moins vite à présent... plus long et plus raide!... Plus raide, vous dis-je, misérables maroufles, vauriens, bélîtres!... Vous dormez donc?... allez-vous ronfler?... Ramez, ramez!... Ah! voilà qui va bien... Bien, mes petits, bien, mes brins d'acier!...

Pour conserver à cette harangue toute sa verdeur et tout son effet, il faut se bien pénétrer de l'accent tragi-comique avec lequel sont jetées ces adjurations en partie double, à demi plaisantes, à demi furibondes, et de l'attitude parfaitement indolente qui contraste, chez Stubb, avec l'énergie démesurée de son commandement. Ahab cependant, qui a enjoint à ses lieutenans de « couvrir la mer, » c'est-à-dire de s'étendre dans des directions différentes, est resté à l'avant-garde. C'est de lui que vient le signal du combat. Il le donne en arrêtant brusquement sa barque sur un point où son œil perçant a deviné que les cachalots vont revenir à la surface de la mer. Les trois autres pirogues font halte à son exemple. A l'avant de chacune est une petite caisse, ou plate-forme triangulaire, où le harponneur est debout, le genou dans une embrasure faite pour le fixer, l'œil rivé sur les flots bleus. A la poupe, appuyée à l'étambot, une autre plate-forme, également taillée en triangle, reçoit l'officier commandant, non moins attentif à tout ce qui se passe autour de lui. Pas un mot n'est prononcé, pas une rame ne bouge. Flask seulement, que sa petite taille empêche de dominer les « trois mers » qu'il surveille, se hisse sur les épaules du gigantesque Daggoo comme sur les huniers d'un mât vivant. Stubb se console avec sa pipe de l'attente passive à laquelle le condamnent les cachalots en retard.

Tout à coup les flots bleus se troublent, frémissent, bouillonnent; l'air vibre au-dessus d'eux comme à la surface d'un fer rouge. Sous cette écume d'un vert blanchâtre, sous ces jets de vapeur humide qui l'empanachent çà et là, le banc des baleines nage entre deux eaux, laissant après lui une trace sur laquelle les quatre barques s'élancent à l'envi l'une de l'autre. Le moment est venu de leur donner tout leur essor : Stubb redouble d'éloquence; le petit Flask lui emprunte ses tropes les plus hardis. Starbuck, le tranquille et silencieux Starbuck, arraché à son apathie naturelle, stimule ses hommes par quelques phrases dont l'accentuation énergique double la valeur. Pour Ahab, les horribles blasphèmes qui se pressent sur ses lèvres couvertes d'écume effraieraient un requin athée, si un tel requin existait et les pouvait entendre. C'est un spectacle que celui de ces quatre frêles embarcations lancées tour à tour au sommet des vagues

et dans leurs mouvans abîmes, les rameurs penchés et redressés en cadence, les cris des officiers dictant les manœuvres, et dans le fond, comme un énorme animal qui suit de loin sa couvée en péril, le *Pequod* au pont d'ivoire avançant sous ses voiles blanches.

Cependant l'écume des flots semble devenir plus brillante : c'est que le ciel se couvre de nuages, de ces nuages chargés de vent et de pluie que les marins appellent « des *bouillards.* » Une rafale menace. Les baleines se séparent, et chaque barque est entraînée dans un sillage différent. On se perd de vue; mais d'une chaloupe à l'autre les cris partent encore. — Debout! — Ce seul mot prononcé par Starbuck d'une voix brève et sourde fait dresser le harponneur Queequeg comme si une décharge électrique l'avait atteint. Pas un homme dans la barque qui ne devine une crise imminente. N'entend-on pas, en effet, sous la mer, un bruit semblable à celui que feraient cinquante éléphans se roulant sur leur litière? Et les vagues dressent en sifflant leurs crêtes écumantes comme les monstres fabuleux du poème antique. — Ici!... le voilà... frappez! — C'est Starbuck qui parle, montrant du doigt à Queequeg une éminence blanchâtre qui se dessine à fleur d'eau. Une brusque et sifflante vibration annonce que le harpon a traversé l'air; mais au même moment la poupe de la barque est soulevée comme si elle eût touché sur un récif : versée à l'avant, elle semble heurter une autre muraille de rochers. La voile éclate et se rompt; l'équipage, balayé, roule pêle-mêle dans la mer. La baleine, à peine effleurée, fuit dans la rafale.

La pirogue est sauvée, bien que submergée un moment. Autour d'elle, ses matelots nagent après leurs rames qu'ils rattrapent et jettent par-dessus le plat-bord, puis eux-mêmes remontent, trempés, sur leurs bancs ruisselans d'eau et se hissent à l'arrière de la barque, encore abaissée sur les flots en ligne à peu près perpendiculaire. Ramer serait peine perdue, les rames ne servent plus que comme ressource de sauvetage. On hèle, mais en vain, les autres embarcations aux prises avec la mer déchaînée. Starbuck, faisant sauter le cordon de la caque aux allumettes, réussit, non sans peine, à allumer une lanterne qu'il fixe au bout d'une perche, et qui, remise à Queequeg, constitue le seul signal de détresse que le tumulte des vagues et l'obscurité du ciel permettent à ce moment d'arborer. Mais lui-même sait bien à quoi s'en tenir sur ce dernier moyen, employé en désespoir de cause. Les heures se passent; la nuit s'achève; l'aube perce les brouillards de quelques lueurs indécises. Depuis longtemps déjà l'inutile lanterne gît, écrasée, au fond de la barque. Tout à coup on entend un bruit sourd de bois qui craquent, de cordages qui grincent en glissant l'un sur l'autre. Une masse noirâtre se dessine vaguement dans la brume épaisse : c'est le *Pequod*, à quelques mètres de la pirogue, sur laquelle il vient, et qu'infailliblement il va couler

bas. Starbuck et ses compagnons ont à peine le temps de se jeter à la mer. Du milieu des flots auxquels ils disputent leur vie, ils assistent au choc des deux nefs, à la destruction de celle qui les portait, et sont repêchés un à un par leurs camarades, tout surpris de les retrouver en vie.

Pareil début ne promet-il pas une croisière animée? Cependant, après cette première rencontre, le *Pequod* sillonne vainement quatre stations familières aux bâtimens baleiniers : celle des Açores, celle du Cap-Vert, l'embouchure du Rio de la Plata, et le *Carrol-Ground*, au sud de l'île Sainte-Hélène. Là, pour la première fois, le nom de Moby Dick est prononcé à bord. Trois ou quatre nuits de suite, au clair de lune, les vigies signalent une baleine soufflant à l'avant du navire. Chaque fois on tente la poursuite, chaque fois il semble démontré qu'on a été dupe d'une sorte de mirage, d'une espèce de jet-fantôme; or cette apparition nocturne, attribuée à Moby Dick par les traditions des baleiniers expérimentés, était, selon eux, le piége habituel qu'elle tendait à ses ennemis pour les attirer sur ses traces jusqu'à l'endroit où elle leur voulait livrer bataille.

Puis on doubla le cap de Bonne-Espérance; on s'enfonça dans les froides régions du pôle antarctique, parmi les tempêtes et les frimas, et peu de jours après on était au nord-est des *Crozetts*, — autre station baleinière, — parmi de vastes champs de cette espèce de grain flottant qui, à l'encontre de toutes les idées vulgaires, sert de nourriture aux baleines. Cette substance particulière, appelée *brit*, va d'elle-même, tandis que l'énorme animal nage paresseusement la gueule ouverte, s'attacher aux fanons radiculés qui treillissent le fond de son palais. Elle couvre, çà et là, des gisemens marins de plusieurs lieues carrées qu'elle dore comme si on y eût détruit des flottes chargées de froment.

A la hauteur de Java, Moby Dick fut signalée, et, le cœur palpitant d'un haineux espoir, Ahab fit mettre les pirogues en mer; mais sa vengeance allait encore être trompée. Ce qu'on avait pris pour la baleine blanche était un énorme polype dont la masse informe dégageait, dans tous les sens, comme des faisceaux de serpens, ses longs bras enroulés et tordus. Il s'enfonça lentement sous les eaux, avec le bruit d'une sourde aspiration. Starbuck, l'intrépide Starbuck, paraissait consterné. Plutôt que de rencontrer le *squid* vivant, — cet épouvantail des baleiniers, — il eût affronté de grand cœur vingt combats avec les pirates malais. L'apparition de ce fantôme des mers passe pour un présage certain que le navire qui l'a trouvé sur sa route ne rentrera jamais au port. La description du *kraken* fabuleux donnée par l'évêque Pontoppidan, — déduction faite des énormes proportions qu'il lui attribue, — se rapporte assez à ce que les baleiniers disent du *squid*, qu'ils rencontrent rarement, jamais sans ter-

reur, et qui est, selon eux, l'unique aliment du cachalot. En effet, par exception aux autres espèces de baleines, les cachalots n'ont pas laissé surprendre le secret de leur nutrition. Quelquefois seulement, poursuivis à outrance, ils dégorgent ce que l'on suppose être les longues pattes du *squid*, par lesquelles il se cramponne au fond des mers, et que les cachalots dévorent en essayant de l'en arracher.

S'étayant de ces notions, passablement apocryphes, d'une histoire naturelle à son usage particulier, Queequeg avait pris en bonne part la rencontre du *squid*. Elle annonçait, selon lui, que les cachalots n'étaient pas loin, et le lendemain, en effet, à quarante brasses au vent du *Pequod*, un dos noir et poli s'éleva du fond de la mer. Ainsi qu'un bon bourgeois hollandais vient fumer sa pipe au soleil, un cachalot aux proportions gigantesques, flâneur comme on en voit peu, venait donner l'essor aux humides bouffées de ses évens. Les plus grandes précautions furent prises pour s'approcher sans lui donner l'alarme, et les rameurs eurent ordre de ne se servir de leurs avirons que lorsqu'il serait superflu de vouloir dissimuler au colosse la chasse dont il allait être l'objet. Cependant, bien qu'il s'éloignât lentement et parût n'avoir pris aucun ombrage des acclamations indiscrètes poussées par les matelots quand il avait été signalé, il ne se laissa pas prendre comme on l'espérait. Soulevant tout à coup son énorme queue à plus de quarante pieds au-dessus de l'eau, il disparut ensuite comme une tour engloutie dans quelque abîme. Heureusement pour l'équipage, la barque de Stubb, lancée en avant des autres, le serrait de près, et quand le cachalot reparut, nageant la tête en l'air pour fendre l'eau plus à son aise, le terrible harpon de Tashtego l'atteignit. Aussitôt la ligne de pêche glissa sur son dévidoir, fumante et prête à s'enflammer sous le rapide frottement qui lui était ainsi imprimé. En passant par les mains de Stubb, dégarnies par accident des gantelets de toile qui servent en ces occasions, elle les ouvrait au vif sans qu'il parût s'en apercevoir, et voulût, pour si peu, renoncer à une bouffée de sa pipe. Petit à petit le mouvement se régularisa, la corde se tendit, et la chaloupe, remorquée par la baleine, glissait du même train que celle-ci à travers les flots bouillonnans. Après quelque temps, l'allure du monstre se ralentit, les avirons jouèrent de plus belle, et barque et baleine voguèrent bord à bord. Stubb alors, qui s'était fait céder la place de Tashtego, debout à l'avant, un genou solidement fixé dans l'embrasure destinée à le recevoir, dardait lance après lance, javelot après javelot, ouvrant à chaque coup une source de sang qui teignait en rouge les flots où se débattait l'animal expirant. Les évens de la baleine s'ouvraient à des jets convulsifs, précipités, comme la pipe de Stubb à des bouffées saccadées et fréquentes, tandis qu'il ramenait à lui (par les cordes dont ils sont garnis) ses harpons tordus, qu'il lançait de rechef après les avoir re-

dressés à la hâte sur le plat-bord. Un moment vint où le cachalot épuisé parut rester immobile, à la discrétion de son ennemi qui, tranquillement, à loisir, fouillait d'un fer plus long et plus acéré les derniers recoins de ce corps immense où pouvait s'abriter un reste de vie et de fureur. L'instant d'après, le cachalot, dont l'agonie commençait, fit un suprême et dernier effort, et, battant à coups redoublés les eaux sanglantes, sembla chercher à disparaître dans la rose vapeur dont il s'entourait ainsi; ensuite on le vit flotter, masse inerte; ses évens seuls, dilatés encore et contractés çà et là par quelques spasmes, par quelques tressaillemens convulsifs, trahissaient les angoisses et comme le râle de sa mort; puis, comme la lie d'un tonneau épuisé, ils laissèrent fuir quelques jets d'un sang épaissi, qui retombèrent sur ses flancs désormais immobiles et rigides.

— La voilà morte! dit Tashtego.

— Oui, répondit Stubb. Nos deux pipes *sont fumées*.

Et ôtant la sienne de ses lèvres, il en secoua dans la mer les cendres éteintes.

C'était le soir : trois barques, attelées à l'énorme proie, la remorquèrent péniblement jusqu'au vaisseau. Là, des chaînes de fer, adroitement passées à la tête et à la queue de l'animal, l'amarrèrent à l'arrière et à l'avant du *Pequod*, et l'obscurité venue, quand les objets ne se distinguèrent plus que par masses, ces deux grands corps, liés l'un à l'autre, semblaient deux taureaux gigantesques maintenus sous le même joug.

Alors les hommes de quart, qui venaient deux par deux veiller aux ancres, eurent un étrange spectacle. La mer se couvrit de requins voraces, pressés et grouillant à la surface des flots. Armés de la *bêche à baleine*, instrument bien affilé, dont le nom indique assez la forme, et dont le manche a vingt ou trente pieds de long, les veilleurs de nuit *piochaient* à dire d'expert sur ces convives malappris, mais sans les pouvoir écarter. A peine l'un d'eux était-il blessé, que ses compagnons le dévoraient vif, arrachant de son corps entr'ouvert ses entrailles près de sortir. Et parfois même quelqu'un de ces gloutons, aveuglément insatiable, saisissant au hasard la première proie offerte à sa voracité, happait ses propres boyaux épanchés hors de ses blessures béantes!

Le matin suivant, dès l'aurore, les requins furent chassés : quatre hommes prirent leur place. La grande boucherie commença. On eût dit une hécatombe de mille bœufs sanglans offerte aux divinités de la mer. Un crochet de fer — cent livres de poids — lesté de blocs de bois peints en vert, qu'un homme aurait peine à soulever, va saisir la baleine et s'insérer dans une ouverture en demi-lune préparée par les harponneurs. Le cabestan tournant sous l'effort de l'équipage en masse, au bruit des chœurs sauvages qui marquent les

temps et donnent l'ensemble aux efforts combinés, soulève l'énorme animal. La carène du navire penche, frémit et craque; les mâts s'inclinent; on peut craindre que le *Pequod* ne se disjoigne et ne s'effondre, mais au moment décisif, un bruit sec, un subit relâchement des palans tendus à se rompre, annoncent que la peau de la baleine, écorchée en spirale ni plus ni moins qu'une orange, se détache en un long ruban et suit sur le pont l'immense crochet, qui finit par l'enlever à hauteur du mât, tandis que la baleine tourne sur les flots, peloton monstrueux dont le fil saignant se dévide ainsi. Un des matelots s'approche, armé d'un sabre de bord; il commence par ouvrir dans la partie inférieure du ruban une cavité nouvelle où un second crochet trouve sa place, et ensuite, en quelques vigoureuses estafilades, il sépare du reste la partie supérieure, qui va lourdement se coller le long du mât. Les chœurs reprennent alors, et le cabestan vire de nouveau, attirant une nouvelle bande de cette épaisse enveloppe, tandis que la première, toujours suspendue par une espèce de câble dit *guinderesse*, que l'on largue peu après, tombe dans une pièce obscure de l'entrepont (le *blackbrum* des baleiniers français, le *blubber-room* des Américains) où l'attendent des mains expertes qui la roulent et la logent dans un coin. Ainsi continue et s'achève sans s'interrompre cette manœuvre capitale appelée, — pardon si les mots élégans nous manquent ici! — l'*embarquement du gras de baleine.*

Ce n'est pas la plus délicate ni la plus périlleuse de toutes les opérations qui suivent une capture comme celle de notre ami Stubb. Que direz-vous, par exemple, de ces deux hommes qui descendent sur le dos de la baleine, y fixent deux harpons auxquels ils se tiennent pour n'être pas balayés par les vagues, et lui coupent bravement la tête, à coups de hache, pour avoir les mâchoires du monstre et ses fanons incrustés de coquillages énormes? Et cette langue pesant quinze cents kilos qu'il faut détacher tandis que vingt hommes s'essoufflent au guindeau pour la hisser à bord, qu'en dites-vous? Que s'il s'agit d'une de ces baleines par excellence dites *spermwhales*, après la décapitation vient la mise à sec de ce grand puits cérébral où reste close la liqueur précieuse appelée *spermaceti* (blanc de baleine), huile épaisse, crème odorante, infiltrée dans mille cellules formées par des fibres élastiques, comme le miel dans les alvéoles de la ruche.

Au-dessus de ce puits aérien, à l'extrémité de la grande vergue, Tashtego, l'agile Indien, s'est glissé rapidement, et de là, le long d'une simple corde jouant sur une poulie à rouet unique et dont une main vigoureuse retient sur le pont l'un des bouts, il se laisse tomber sur le crâne de la baleine. Ce crâne arrondi rappelle le minaret turc à peu près comme Tashtego lui-même, criant et gesticulant, rappelle le muezzin appelant les fidèles Osmanlis à la prière du matin. Une sorte de bêche bien affilée, au manche très court, lui sert à prati-

quer l'ouverture de la citerne qu'il s'agit de vider. Un seau cerclé de fer y est introduit par lui, et sort de là rempli jusqu'aux bords de ce qu'on prendrait pour du lait écumant : l'Indien l'accroche à la corde dont il s'est aidé pour se rendre à ce poste périlleux. Le seau, vidé sur le pont dans une grande tonne, retourne à Tashtego par la même voie. C'est ce qu'on appelle *to bale the case*, mot pour mot, *écoper* ou *assécher la boîte*, opération qui peut se compliquer, on va le voir.

La *boîte* était vide aux deux tiers. Tashtego, muni d'une longue perche, poussait le seau jusqu'aux profondeurs les plus intimes de ce foudre immense, et venait de l'en retirer tout fumant, lorsque son pied venant à glisser, et avant qu'il eût pu se retenir au câble tendu près de lui, notre homme disparut tout à coup dans la cavité béante. Daggoo, le géant noir, avait heureusement l'œil au guet. — *Un homme à la mer!* s'écria-t-il. L'expression n'était pas juste, mais l'éveil n'en était pas moins donné. D'ailleurs l'intrépide nègre ne perdait pas une seconde. Il avait déjà un pied dans le seau, une main autour du palan, et descendait à son tour sur la tête de la baleine, laquelle, comme mue par quelque pensée soudaine, s'agitait de droite et de gauche. Tashtego s'y démenait de son mieux.

Tandis que son compagnon organisait à la hâte des moyens de sauvetage, — incident nouveau plus terrible que le premier ! — l'un des crochets de fer auxquels la tête énorme est suspendue craque et se brise sous le poids qui le charge ; l'autre, seul désormais, semble près de céder aussi. — Descendez! descendez! crie-t-on de toutes parts à Daggoo ; mais il ne se déconcerte pas, et, s'acharnant à son entreprise, il pousse de plus belle à l'aide de sa longue perche, dans le puits où Tashtego se débat, le seau qui doit l'aider à en sortir. Le ciel devrait une récompense à tant de dévouement, et, au lieu d'un secours inespéré, c'est un nouveau désastre qu'il envoie aux deux pauvres diables ainsi compromis. Le second crochet se rompt à son tour : la tête du cachalot glisse dans la mer avec un bruit pareil à celui du tonnerre, et tout disparaît, pour quelques instans, derrière un voile d'écume.

Daggoo était heureusement, lorsqu'on le revit, accroché au cordage qui pendait encore le long du bord ; mais Tashtego, l'infortuné Tashtego, toujours enfoui dans cette tête qui s'abîmait au fond de la mer, quelle main pouvait le tirer de là? Tout le monde le croyait perdu. On n'avait pas remarqué qu'au moment décisif le bon et généreux Queequeg, le digne souverain de Kokovoko, s'était élancé au secours de son camarade. Il plongea, un sabre entre les dents, et, pratiquant une rapide incision dans l'espèce de tonne qui s'enfonçait lentement, il en retira par les cheveux, plus qu'à moitié suffoqué, notre Indien, ravi par miracle au plus bizarre trépas.

Maintenant que les principaux incidens de la pêche à la baleine sont connus, faudrait-il détailler les opérations qui la complètent. Elles sont du ressort de *la Cuisinière bourgeoise* malgré leur côté poétique et pittoresque. Lorsque sur le pont, ruisselant de graisse et de sang, on fait fondre dans des chaudières scellées aux fourneaux les *crétons* de baleine, les navires baleiniers, devenus autant de phares flottans, dérivent sur la mer, enveloppés de flammes, et devancés ou suivis par des masses de fumée que le vent balaie. La lune mêle ses pâles rayons aux vives et mobiles clartés des navires qui louvoient, aux phosphorescences des flots sur lesquels ils glissent. L'albatros aux larges ailes et les damiers blancs qui lui servent d'escorte, attirés par l'odeur du poisson, viennent dans l'espoir d'enlever à la volée quelques-uns des débris qu'on jette par-dessus les lisses; et lorsque la carcasse du cachalot est larguée, lorsque les vagues l'emportent vers quelque grève ou quelque récif, ces oiseaux voraces la suivent obstinément, tantôt effleurant la mer, tantôt s'élevant à de prodigieuses hauteurs pour s'élancer de là sur leur proie.

Malgré le caractère imposant de ces tableaux maritimes, il faut revenir à notre drame et à notre héros. La haine d'Ahab, cette colère impie, ce besoin de vengeance qu'il éprouve en songeant à Moby Dick, voilà le lien de ce récit trop souvent interrompu.

Comme toute tragédie classique, celle-ci a ses mystérieux pronostics, ses augures sinistres. Telle est la rencontre du *Jéroboam* et du *Pequod*. Lorsque ces deux baleiniers se hélèrent, un personnage étrange apparut à bord du premier. C'était un jeune homme élevé parmi les *shakers* de Neuskyeuna, aux yeux desquels il passait pour un grand prophète. Saisi tout à coup d'un caprice apostolique, il avait quitté ses coreligionnaires, et s'était enrôlé parmi les matelots du *Jéroboam*, sur lesquels, à leur tour, il exerça la plus bizarre fascination par son fanatisme froid et positif, sa folle audace, et le récit puissamment coloré de ses rêves délirans. Il se prétendait l'*archange Gabriel*, le *libérateur des îles de la mer*, le *vicaire-général de l'Océanie*, et ces âmes simples, dominées par l'incohérence même de ces titres pompeux, le respectaient et le craignaient comme un être de nature supérieure. Le capitaine, moins facilement acquis aux extravagances de ce matelot qu'il déplorait d'avoir embarqué, voulait se débarrasser de lui à la première occasion; mais tel était l'ascendant déjà pris par le *voyant* sur tout l'équipage, que son expulsion fût devenue le signal d'une désertion en masse. Il avait donc fallu le garder à bord.

Tel était le singulier compagnon que le capitaine Mayhew, du *Jéroboam*, avait dans sa chaloupe lorsqu'il vint côtoyer le *Pequod*, où il ne voulait pas monter, ayant à bord une maladie contagieuse.

Notez que c'était là une conférence difficile, car tantôt les vagues, tantôt l'archange Gabriel coupaient la parole au capitaine du *Jéroboam*, et l'empêchaient de répondre aux questions d'Ahab, toujours en quête de Moby Dick. La *baleine blanche* avait été vue récemment, et, selon l'usage, elle avait signalé sa présence par de nouveaux désastres. Le *Jéroboam* lui-même l'avait rencontrée et poursuivie, — au grand dommage d'un de ses officiers que la terrible baleine avait tué, — au grand triomphe de l'archange Gabriel qui avait prédit, si on attaquait Moby Dick, quelque sinistre aventure. Il prétendait que dans la peau de Moby Dick se cachait le dieu des *shakers*, et que de là venait cette puissance de la mystérieuse baleine, la fatalité attachée à tous ceux qui osaient engager contre elle une lutte sacrilége.

— Ah! dit Ahab, lorsque Mayhew eut fini, apprenez-moi seulement en quels parages on peut rencontrer Moby Dick.

— Voudriez-vous donc lui donner la chasse?

Et Gabriel, à ces mots, se dressant sur son banc de rameur : — Ecoutez! écoutez le blasphème! s'écria-t-il avec des gestes frénétiques... Prends garde au sort de tes pareils!... garde mémoire de leur fin tragique!

— Capitaine, reprit dédaigneusement Ahab sans tenir compte de ces paroles insensées, il me semble que j'ai à bord une lettre pour un de vos officiers... Starbuck, allez la chercher!

La lettre fut apportée. Elle était recouverte d'une couche de moisissure qui en rendait l'adresse presque illisible, et semblait sortir de quelque humide tombeau. Tandis que Starbuck préparait une longue baguette à l'extrémité de laquelle il voulait fixer cette épître pour la tendre au capitaine Mayhew, Ahab s'efforçait de déchiffrer la suscription. Il y parvint enfin, et le nom qu'il prononça fut justement celui de l'officier du *Jéroboam* victime de son courage dans le dernier combat livré à Moby Dick.

— Pauvre diable! C'est de sa femme, s'écria Mayhew... c'est de sa veuve, ajouta-t-il plus tristement encore. N'importe, passez-moi cette lettre...

— Non, garde-la, cria de nouveau Gabriel, le doigt étendu vers Ahab, garde-la, blasphémateur!... Tu vas à la même destination!

— Que mille malédictions serrent le gosier de ce fou, — hurla le capitaine du *Pequod*... Approchez, Mayhew, Starbuck va vous remettre le pli.

Et Starbuck en effet, insérant la lettre à l'extrémité fendue de sa longue baguette, la tendit vers la chaloupe du *Jéroboam*, que les rameurs, immobiles, laissaient dériver exprès du côté du *Pequod*; mais elle arriva ainsi à portée de l'archange Gabriel, qui l'attrapa au passage, et du couteau de bord, qu'il avait saisi, la traversa de part en part. Puis, ainsi poignardée, il la rejeta vers Ahab, aux pieds

duquel elle vint tomber. Cependant, et comme si le destin s'en fût mêlé, la chaloupe du *Jéroboam* s'éloignait à force de rames. Par le fait, Gabriel avait commandé cette manœuvre; or Gabriel, à certains momens, était plus obéi que le capitaine.

Et la croisière du *Pequod* continua, les prises succédèrent aux prises, les barils d'huile s'emplirent, les fanons s'entassèrent dans toutes les soutes du vaisseau, le *spermaceti* n'avait plus un seul vase qui le pût recevoir; mais Ahab ne songeait point au retour. Il lui fallait *Moby Dick,* coûte que coûte. A ses armateurs les dollars si la campagne était bonne, ce qui lui était à peu près indifférent! — à lui la vengeance, dût-il la payer de sa vie!

Starbuck et Stubb, effrayés de cette énergie insensée, et *partners* fort peu décidés à courir les chances désespérées d'un jeu pareil, échangeaient, consternés, de tristes réflexions; mais comment tenir tête à cet irascible capitaine, doué de la plus intraitable volonté qu'ils eussent encore rencontrée? Un jour déjà, fatigué des instances de son premier lieutenant, qui, alléguant une voie d'eau près d'endommager toute la cargaison, demandait à quitter des parages dangereux où le *Pequod* s'attardait sans utilité, Ahab l'avait menacé de lui faire sauter la cervelle. Une aggravation marquée se pouvait d'ailleurs noter dans son état mental. Lui-même, ne s'en fiant point à l'armurier du vaisseau, avait voulu forger la pique du harpon mystérieux dont il comptait se servir au jour de la suprême lutte. Il avait employé, pour ce travail à part, l'acier le plus résistant que l'on connaisse, celui qui a servi à ferrer les chevaux de course, et qu'ils ont pétri longtemps sous leurs pieds vigoureux. L'arme terminée, il l'avait trempée, avec des rites païens, dans le sang librement donné de Tashtego, Daggoo et Queequeg; puis, tandis que ce sang coulait et s'évaporait sur l'acier encore rouge, il avait baptisé son harpon *in nomine Diaboli.* — Pouvait-on jeter à la Providence un défi plus insensé?

Une autre fois, — au moment où il venait de prendre la hauteur méridienne, — on l'avait entendu maudire son quart de cercle, la science et le soleil lui-même, qui ne le mettaient point sur les traces de Moby Dick. — Au moment où il proférait cet anathème contre l'astre du jour, son démon familier, l'Indien Fedallah, parsi de religion et prophète à ses heures, avait laissé échapper un sourire de funeste augure. Très certainement Ahab courait à sa perte, et sa perte pouvait entraîner celle de tous ses compagnons.

Maintenant figurez-vous, par une tempête horrible, sur l'Océan Pacifique, au milieu des typhons que soulève l'explosion des volcans souterrains, parmi les feux Saint-Elme qui se jouent à la pointe des mâts, aux éclats de la foudre, aux mugissemens du vent déchaîné, un homme paisiblement endormi : c'est Ahab, que la tourmente n'a pas ému un instant, et qui s'est complu, lorsque les flammes élec-

triques parcouraient son navire dans tous les sens, à les appeler à la pointe de son fameux harpon. Il est rentré dans sa cabine, et il dort. Le vent, contre toute espérance, vient de changer subitement. Starbuck, fidèle à une consigne donnée, descend pour avertir son capitaine de cette circonstance rassurante. Les voilà seuls. La vie de l'homme qui dort est à la merci de l'homme qui veille. Derrière Ahab brille, accroché à la paroi, ce même fusil dont il a placé la gueule à six pouces du front de Starbuck dans un moment de folie furieuse. Le brave second, qui n'a pas perdu la mémoire, le reconnaît à sa monture garnie de clous. Quel moment favorable! quelle arme providentielle! quelle tentation presque irrésistible! Aussi, tandis que la lampe mobile continue à osciller sur la tête inclinée du vieillard, Starbuck, l'honnête, le consciencieux Starbuck a décroché le mousquet; il s'est assuré que la balle est à son poste et le bassinet plein de poudre; il a conçu l'idée, il la caresse, il la repousse, il hésite, il pèse, il se débat. Cette vie, qu'il peut anéantir par un simple mouvement du doigt, menace d'une destruction presque complète trente autres existences enchaînées à elle par une étrange fatalité... Que faire pourtant? — Inutile de songer à fléchir un homme tel qu'Ahab. Le saisir, le garrotter pendant son sommeil? — moyen hasardeux, vu la terreur qu'inspire le capitaine et l'autorité qu'il a su ressaisir d'un mot dans les circonstances les plus critiques. Or la terre la plus proche est à des centaines de lieues, et c'est le Japon, terre interdite et close. Entre Starbuck et la loi qui peut l'atteindre, il y a deux mers et un continent tout entier. Aussi le lieutenant pense-t-il à la foudre qui tout à l'heure encore pouvait frapper Ahab, si quelque génie malfaisant ne l'eût détournée. Il pense à sa femme, à ses enfans chéris, dont il se sent à jamais séparé, si la mort de ce vieillard insensé ne préserve le *Pequod* d'une perte assurée. Mais une seconde d'hésitation a tout décidé : Ahab s'est dressé sur son séant, les yeux hagards, encore à demi plongé dans le sommeil.

— Capitaine, lui dit Starbuck... le vent vient d'adonner, on a largué les ris des huniers. Ils sont établis... Le vaisseau a le cap en route.

— En route donc, rugit Ahab, que ces mots n'ont pas tout à fait réveillé..... O Moby Dick, je te tiens le cœur!...

Starbuck a perdu courage : — il comprend que désormais il lui serait impossible d'immoler son chef par trahison. — Il replace à petit bruit le fusil à ses crochets, et remonte désespéré sur le pont.

Moby Dick, ton heure est-elle venue? Le *Pequod* rencontre la *Rachel*, et, à l'inévitable question : « Avez-vous vu la *baleine blanche?* » le commandant de la *Rachel*, porte-voix aux lèvres, répond par ces

mots qu'Ahab recueille avec extase : — Oui,... rencontrée hier. — Avez-vous *arraisonné* une chaloupe en dérive?

Evidemment, Moby Dick avait encore fait des siennes. Informations prises, il se trouva que cette barque perdue sur l'immensité des mers, et dont le capitaine de la *Rachel* demandait des nouvelles avec une anxiété si profonde, portait son propre fils, son fils unique, égaré à la poursuite de la fatale baleine. — Un enfant de douze ans! ajoutait l'infortuné père avec une émotion contenue. Il promettait à lui seul plus que tous ceux de Nantucket... Capitaine, continuait-il, je vous supplie de vous joindre à moi pour battre la mer et le retrouver... Quarante-huit heures... je vous demande de me laisser fréter le *Pequod* pour quarante-huit heures!... Je paierai, je paierai grandement... Songez donc!... mon fils!... Vous le devez!...

Mais sous ces prières, redoublées avec une insistance fiévreuse par un malheureux père pâle de désespoir, Ahab reste aussi impassible que l'enclume sous le marteau qui la frappe et la frappe encore. — Capitaine Gardiner, finit-il par répondre, je ne puis faire ce que vous désirez... A vous écouter même je perds un temps précieux, des minutes qui valent tout l'or avec lequel vous pensez me séduire.... Dieu bénisse vos efforts... et puissé-je me pardonner un jour ce que je fais en ce moment!... Mais il faut que je parte. Adieu, sans plus de paroles... En route, Starbuck! Orientez au plus près du vent!...

Trois ou quatre jours se sont passés. Moby Dick n'a pas été signalée. Ahab commence à se méfier de son équipage, qui peut-être conspire contre ses desseins. Il se fait hisser, dans une chaise en cordes tressées, à la pointe du grand mât, et de là ses regards perçans balaient la mer dans toutes les directions. Si l'on veut préserver la vie d'un homme placé à cette hauteur, il faut qu'un autre homme veille sans cesse sur la corde qui l'y maintient. Sentinelle attentive, pour éviter une méprise mortelle, il faut que ce dernier ne la perde pas du regard, ne la quitte pas de la main. A qui pensez-vous qu'Ahab remette ce soin? A la merci de qui place-t-il sa vie menacée? Il choisit le seul homme qui ait osé combattre ses projets et le mettre en garde contre sa propre folie, et Starbuck, une seconde fois, dispose de la vie d'Ahab. Instinct merveilleux que cette témérité insensée!

Surprise des surprises! Ahab a pleuré. Une grosse larme est tombée de ses yeux dans la mer, pendant qu'il contemplait cette mer endormie sous un ciel d'une admirable pureté, pendant qu'il regardait les blancs oiseaux de l'air effleurer de leurs ailes sans tache le limpide azur des flots, pendant qu'il aspirait à pleine poitrine les pénétrans aromes de la brise d'orient. Pour attendrir ce cœur farouche,

la nature semble avoir revêtu ses plus brillans atours : elle cherche, dirait-on, à l'enivrer de ses caresses maternelles; elle lui promet oubli pour ses fautes, pardon pour ses crimes, s'il abdique sa passion fatale, s'il renonce à ses projets impies. Starbuck a surpris ce moment inespéré de faiblesse : il s'est approché, se gardant bien de parler le premier, ou d'interrompre une si salutaire émotion. Sa prudence est récompensée. Ahab se tourne vers lui :

— Starbuck!

— Capitaine!

— Ah! Starbuck!... quelle douceur dans l'air! quelle sérénité dans le ciel!... C'est par une matinée comme celle-ci qu'à dix-huit ans je harponnai ma première baleine. Il y a quarante ans de cela, — quarante années de pêche continuelles, de privations, de périls, de tempêtes, — quarante années sur l'impitoyable mer! De ces quarante ans, je me trompe, j'en ai passé *trois* à terre. Quand je pense à la vie que j'ai menée!... à cette solitude austère, à cet esclavage sans fin que l'exercice de l'autorité nous impose... quand je pense à cette jeune fille que j'épousai, déjà vieux, et que je dus quitter le lendemain même des noces pour me rendre au cap Horn, ne laissant sur l'oreiller conjugal que l'empreinte d'une seule tête... à cette veuve, mon ami, car en l'épousant je l'ai faite veuve!... veuve, Starbuck, avec un mari qui vit encore!.... quand je réfléchis de plus à cette fureur, à ces rages permanentes au milieu desquelles ces quarante années se sont passées, toujours sur la trace de quelque proie après laquelle je m'acharnais..... Et quand je me demande pourquoi?... Regardez, Starbuck! regardez ce pauvre corps mutilé... regardez ces cheveux gris qui retombent sur mes yeux et me font pleurer malgré moi... Qu'ils ont blanchi depuis quelque temps!... Je suis donc bien vieux, Starbuck?... Je me sens si faible sous le fardeau qui m'écrase... Il me semble que je suis Adam, et que j'ai sur les épaules tous les siècles écoulés depuis la sortie du paradis... Amère raillerie de ces cheveux blancs! — Ai-je donc tant vécu de la vraie vie, de la vie heureuse, pour me trouver tout à coup si vieux?... Plus près, plus près de moi, Starbuck... Laissez-moi contempler un œil humain... Cela vaut mieux que regarder le ciel ou la mer... C'est un miroir magique, homme, que votre œil... J'y vois ma femme... mon enfant... la terre et sa verdure... le foyer et son doux éclat... Starbuck, vous ne quitterez plus le bord... Quand je donnerai chasse à Moby Dick, restez, mon ami, restez sur le vaisseau... De tels hasards ne sont plus faits pour vous...

— Ah! capitaine... noble âme, cœur généreux après tout... Pourquoi vous plus que moi, pourquoi l'un ou l'autre, ou tous deux, nous acharner après cet odieux poisson?... Ne parlons plus de moi seul.

Quittons ensemble ces mers fatales!... Moi aussi j'ai une femme et des enfans bien-aimés... Partons!... Laissez-moi commander qu'on vire de bord. Quel bonheur de revoir notre vieux Nantucket!... Même là, on trouve des journées comme celle-ci.

— Je le sais... je le sais... l'été, le matin... Tenez, à cette heure même, après son sommeil de midi, mon garçon s'éveille... Il est assis sur sa petite couchette. Sa mère lui parle de moi... de ce vieux cannibale ici présent... Elle lui raconte que je suis bien loin, que je reviendrai le faire danser sur mes genoux.

— Et ma Mary, donc?... Tous les matins, elle doit mener le petit sur la hauteur, afin qu'il voie des premiers blanchir à l'horizon la voile du *Pequod*... Allons, c'est fini, c'est décidé... En route vers Nantucket!

Mais la face d'Ahab se détourne à ces mots. Il secoue sa tête grise, et de là, comme d'une tige brûlée par les froids, tombe à terre le dernier fruit qu'elle portât encore : bonne pensée qui avorte, fruit doré au dehors, au dedans plein de cendres amères.....

Il a vu Moby Dick; il l'a poursuivie, atteinte, combattue. Le premier jour, elle a saisi dans ses mâchoires puissantes la barque d'Ahab, et la barque a cédé, séparée en deux, comme ces énormes barres de fer que les ciseaux d'une forge coupent sans le moindre effort. Ahab, précipité dans les flots, et ses Indiens, cramponnés aux deux fragmens de leur pirogue rompue, ont failli périr, enveloppés par la baleine dans le cercle rapide qu'elle décrivait autour d'eux, tourbillon factice dont elle rétrécissait, à chaque évolution, les mortelles spirales. Le *Pequod*, venant se placer entre eux et leur redoutable ennemi, les a sauvés et repris à bord. Ahab est remonté sur son navire, exaspéré par ce premier échec, mais bien déterminé à renouveler le combat. Le lendemain, la chasse a repris de plus belle. Trente hommes qui composent l'équipage du *Pequod* ont fini, sous l'impulsion d'un vouloir énergique, par s'associer à l'ardente haine de leur chef. Eux aussi veulent vider ce duel à mort; ils ont équipé les barques de rechange, et, lorsque Moby Dick, bondissant hors des flots, leur apparut à la marge bleuâtre de l'horizon, c'est un cri de triomphe qu'ils ont poussé, cri terrible que la voix d'Ahab, précipitant ses ordres, dominait encore. Le monstre est entouré. Les dards, les lances, les harpons pleuvent sur ses larges flancs, qui se hérissent d'acier. Il se débat dans les replis et les nœuds de trois cordes qui, clouées à sa chair épaisse, s'enroulent autour de lui, de plus en plus inextricables; mais par un dernier élan, par une dernière charge irrésistible, Moby Dick s'est débarrassée de ses trois ennemis, entrechoquant et brisant les barques, balayant les bancs de rameurs, et, d'un coup de son

énorme tête, envoyant par les airs le canot d'Ahab. L'indomptable capitaine, que le *Pequod* retrouve cramponné à un débris de sa barque, n'est pas plus tôt monté sur le pont, qu'il s'informe de la direction prise par Moby Dick, et ordonne de mettre au vent toutes voiles pour la rejoindre. Cependant il est frappé au cœur par un sinistre présage.

Entre Fedallah et lui, comme entre Macbeth et les *sœurs barbues*, existent des rapports d'un ordre surnaturel. Le parsi lui a prédit une mort violente, mais sous deux conditions : d'abord Fedallah doit prendre les devans; ensuite, une fois mort, il doit réapparaître au capitaine du *Pequod*. Or, après la lutte du second jour, Fedallah, sans qu'on s'explique sa disparition, ne s'est plus retrouvé parmi l'équipage.

Maintenant voici la troisième et suprême journée, celle qui semble devoir tout décider. Au lever du jour, Moby Dick n'est plus en vue. Les heures s'écoulent, — il est près de midi; elle n'a pas encore été signalée. Ahab réfléchit alors que la *baleine blanche*, frappée de tant de coups, garrottée de tant de liens, n'a pas dû voyager avec sa rapidité habituelle, et que dans son aveugle élan, servi d'ailleurs par la brise qui enfle ses voiles, le *Pequod* doit l'avoir dépassée. Il ordonne alors de virer, et revient sur ses pas à la rencontre de cette formidable ennemie. Ils se rencontreront cette fois face à face et seule à seul, car, dès le début du combat, les deux barques des seconds sont chavirées par Moby Dick; celle d'Ahab résiste seule à ce premier choc, et bientôt elle est bord à bord avec l'ennemi. A ce moment, le flanc de Moby Dick est hors de l'eau, et là, maintenu par le réseau des cordes entrecroisées et nouées qui enveloppent depuis la veille sa masse énorme, le cadavre du parsi apparaît à demi-nu sous ses noirs vêtemens en lambeaux; ses yeux ternes et fixes, tournés vers Ahab, semblent lui dire que la prédiction s'accomplit. A cette vue, l'intrépide capitaine sent ses mains prêtes à lâcher le harpon qu'il brandissait sur Moby Dick; mais cette faiblesse n'arrête qu'un instant l'arme meurtrière, et la barque d'Ahab, entourée de requins qui, préludant ainsi à d'autres festins, essaient leurs dents sur les rames des matelots, poursuit encore la baleine blessée. Celle-ci, renonçant à la lutte, s'éloigne sans répondre à cette dernière attaque.

Ahab se trouve ainsi ramené près du *Pequod*, assez près pour distinguer Starbuck accoudé aux lisses, et lui enjoindre de le suivre à distance. Il voit en même temps Tashtego, Daggoo et Queequeg monter aux trois mâts, tandis que Flask et Stubb s'occupent, sur le pont, à faire réparer leurs barques avariées. Enfin, dans ce moment décisif, il avise que le pavillon est tombé du grand mât, et il ordonne

à Tashtego d'y en élever un autre. Moins que jamais, à cette heure, il voudrait avoir l'air de baisser pavillon.

Encore une fois les deux ennemis se joignent. Le harpon d'Ahab plonge dans le corps de Moby Dick, comme dans un marais aux fanges épaisses. La baleine se retourne alors pour combattre; mais ses yeux obliques, méconnaissant l'ennemi placé en face d'elle, ne lui montrent que la masse noire du *Pequod*, et c'est vers lui qu'elle s'élance, poussant en avant, comme un irrésistible bélier, son large front blanc sillonné de rides. Fascinés à l'aspect du monstre qui arrive sur eux, chassant devant lui un large demi-cercle de bouillonnante écume, Starbuck et ses collègues, les trois harponneurs placés en vigie, l'équipage tout entier, attendent, immobiles, le choc prévu. Les deux masses se heurtent. Le *Pequod* s'entr'ouvre, les flots pénètrent dans ses flancs avec un bruit sourd. La baleine, étourdie par la force du coup, glisse sous la quille, et va reparaître à l'autre extrémité du navire, où elle demeure un instant à l'état de masse inerte. Ahab, furieux, désespéré, a profité de ce moment pour la rejoindre. Il la frappe une dernière fois. Une dernière fois Moby Dick entraîne, stimulée par cette nouvelle blessure, le harpon qui dévide après lui une corde brûlante... Cette corde dévie un moment et sort de sa rainure... Ahab se penche pour la rajuster; un des anneaux qu'elle forme et déroule en une seconde s'enlace autour de son cou. C'en est fait de l'intrépide vieillard, qui disparaît aux yeux de ses compagnons avec la rapidité muette de ces éclairs que la foudre ne suit point.

Moby Dick a plongé, entraînant ainsi avec elle sous les flots où elle va mourir, son ennemi déjà mort. Quant au *Pequod*, les rameurs d'Ahab n'entrevirent plus, à travers l'écume de toutes parts soulevée, que sa forme vague, et comme son ombre, couchée sur les flots prêts à l'engloutir. Bientôt la pointe du grand mât fut seule hors de l'eau; — le pavillon d'Ahab, le pavillon rouge y flottait encore, car Tashtego, fidèle à la consigne, continuait bravement à l'y clouer. Un faucon de mer qui planait depuis quelques instans, avec l'instinct des oiseaux de proie, au-dessus du navire près de faire naufrage, crut pouvoir saisir au vol ce vestige flottant dont la couleur brillante agaçait ses yeux; — mais au moment où son aile se collait à l'extrémité du mât, un dernier coup de marteau vint l'y fixer. On eût dit que le *Pequod*, semblable à Satan, ne voulait prendre la route de l'enfer qu'en y entraînant avec lui un des habitans du ciel. Sur l'oiseau et sur le navire engloutis, la mer se referma, paisible et sereine, les cachant sous ce vaste linceul, toujours le même depuis cinq mille ans...

Est-ce un roman, est-ce un livre positif, plein de souvenirs et de réalité, que nous avons tenté de résumer en quelques pages? D'au-

tres que nous décideront cette question. L'auteur, M. Herman Melville, est un des conteurs les plus populaires aux États-Unis. En Angleterre même, quelques-uns de ses livres ont obtenu depuis quelques années une certaine vogue; les premiers surtout (*Typee* et *Omoo*), peintures animées des mœurs insulaires polynésiennes, venant à paraître au moment où les luttes de la Grande-Bretagne et de la France, relativement au protectorat des îles Marquises, préoccupaient l'attention publique, participèrent de la popularité acquise alors aux déportemens du missionnaire Pritchard et de la grande reine Pomaré.

Une fois en possesion d'une renommée qui lui donnait libre carrière, M. Herman Melville en a profité pour étendre le champ de ses conquêtes littéraires, et, comme tant d'autres, revendiquer les bénéfices en même temps que les dangers d'une individualité et d'une originalité plus complétement accusées. Nous ne l'en blâmerions point, il s'en faut, si, dans l'essor trop peu modéré qu'il a pris ainsi, il ne nous semblait s'être aventuré un peu plus loin que de raison. Sa verve incontestable, la valeur pittoresque de son style, l'imprévu de ses conceptions, gagneraient, selon nous, à être maintenus sous le contrôle d'un bon sens plus rigoureux, d'un goût plus épuré; puis, comme Nathaniel Hawthorne, auquel est dédié l'ouvrage que nous venons d'analyser, M. Herman Melville s'est imbu, peut-être plus qu'il ne faudrait, de la prestigieuse philosophie dont Emerson est l'apôtre inspiré. Cette philosophie, nous la goûtons et nous l'adoptons très-volontiers dans ses origines comme dans ses conclusions, mais avec cette réserve cependant, qu'elle ne vienne pas, se mêlant aux réalités de l'ordre le plus positif, — par exemple à des récits de pêche,—introduire des créations purement allégoriques (fantastiques si l'on veut) au milieu de créatures en chair et en os que le voisinage de ces fantômes finit par dénaturer étrangement.

Nous pensons aussi que M. Herman Melville eût gagné à ne point user autant de ces excentricités purement extérieures qui consistent dans une grande prodigalité de titres bizarres, de digressions inattendues, de bibliographie à contre-temps, d'érudition superflue. Il avait assez de talent naturel, d'esprit *argent comptant,* d'invention réelle pour dédaigner ces semblans dont on a trop abusé à notre époque. Cependant, avec ces réserves, nous n'hésitons pas à reconnaître que l'auteur de *Redburn*, *Mardi*, *White-Jacket* et de *the Whale* s'est placé à un rang distingué parmi les romanciers américains qui continuent de nos jours, Brockden Brown, Washington Irwing et Fenimore Cooper.

E.-D. Forgues.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

DE L'ALLEMAGNE.

I.

LE ROMAN ET LES ROMANCIERS.

I. *Der deutsche Roman des achtzehnten Jahrhunderts in seinem Verhæltniss zum Christenthum* (*le Roman allemand du dix-huitième siècle dans ses rapports avec le Christianisme*), par M. le baron d'Eichendorff; 1 vol. Leipzig, 1851. — II. *Die Ritter vom Geiste* (*les Chevaliers de l'Esprit*), par M. Charles Gutzkow; 9 vol. Leipzig, 1852. — III. *Neues Leben* (*Vie nouvelle*), par M. Berthold Auerbach; 3 vol. Mannheim, 1852. — IV. *Moderne Titanen* (*les Titans modernes*); 3 vol. Leipzig, 1852. — V. *Zeitgeist und Bernergeist* (*l'Esprit du siècle et l'esprit de Berne*), par M. Jérémie Gotthelf; 2 vol. Berlin, 1852. — VI. *Albrecht Holm*, par M. Frédéric d'Uechtriz; 4 vol. Berlin, 1852. — VII. *Carrara*, 2 vol. Leipzig, 1851. — VIII. *Furore*, par M. Wolfgang Menzel; 2 vol. Leipzig, 1851. — IX. *Die Sibylle von Mantua* (*la Sibylle de Mantoue*), par M. Léopold Schefer; 1 vol. Hambourg, 1852. — X. *Aus dem Waldleben Amerika's* (*Scènes de la Vie des Forêts en Amérique*), par M. Frédéric Gerstæcker; 6 vol. Leipzig, 1853, etc.

Il y a longtemps que les états de l'Europe ont été considérés comme une sorte de république fédérative; il y a longtemps aussi que la France est accoutumée à régler l'esprit de ce grand corps. Vaincue ou victorieuse, misérable ou prospère, c'est toujours elle qui ralentit ou précipite le mouvement général, qui propage l'agitation inquiète ou qui ramène les heures tranquilles. Je lisais récemment dans un journal de Londres qu'un écrivain écossais, l'auteur d'une savante histoire des états européens de 1789 à 1815, M. Archibald Alison, venait de conduire son travail jusqu'à nos jours et s'apprêtait à le publier sous ce titre : *Histoire de l'Europe depuis la chute de Napoléon jusqu'à l'avénement de Louis-Napoléon Bonaparte*. Ce titre, vivement blâmé, on le devine, et signalé comme une bizarrerie, exprime avec sincérité l'opinion de la république européenne sur ses propres affaires. L'histoire de l'Europe, aujourd'hui plus que jamais, c'est l'histoire de nos révolutions; la guerre et la paix nous appartiennent. Cette influence n'est-elle pas manifestement écrite dans les littératures des peuples qui nous entourent? L'Allemagne surtout, malgré la différence de langue et l'opposition de race, l'Allemagne, si jalouse de l'originalité de son génie, est de plus en plus associée à nos destins et en-

traînée dans notre orbite. De 1815 à 1848, le développement brillant, l'activité aventureuse, les tentatives fécondes et les misères de toutes sortes qui avaient signalé cette période s'étaient reproduits chez nos voisins avec une merveilleuse exactitude. Après la révolution de février, les clameurs de Paris retentissent à Berlin et à Vienne; le socialisme, déchaîné dans nos carrefours, se crée au-delà du Rhin une langue et des systèmes particuliers; chaque peuple, conservant sa physionomie, obéit cependant à une impulsion commune que la France a le privilége de conduire, et pendant trois années les lettres germaniques, comme les lettres françaises, présentent toutes les péripéties d'une lutte immense; il n'y a plus qu'une cause en jeu, une cause suprême, la ruine ou le salut du monde. Aujourd'hui enfin que voyons-nous? — Une période nouvelle qui commence. La littérature s'éloigne de plus en plus des voies politiques. L'Allemagne cherche comme nous des routes plus calmes; le roman, la poésie, la philosophie, les lettres charmantes et sérieuses, s'y relèvent peu à peu, comme les arbres et les fleurs après que la tempête a passé.

Je voudrais rassembler ces symptômes, je voudrais suivre dans ses directions diverses ce mouvement d'un grand peuple. Depuis deux ans déjà, désabusée de ses chimères ou ajournant ses espérances, l'Allemagne avait senti combien d'obstacles s'opposaient à son vœu le plus cher; l'unité germanique était redevenue ce qu'elle était jadis, ce qu'elle sera toujours peut-être, un idéal proposé aux sentimens des peuples, et qui, repoussé par les institutions, doit rayonner de plus en plus dans le domaine de la culture morale. La terreur du socialisme, les souvenirs de la guerre civile, tout cela s'effaçait. Des révolutions de 1848, il ne restait que certaines conquêtes légitimes, certains principes bien établis, une rupture décidée avec les restaurateurs du moyen âge, un sentiment de la vie publique, trop étouffé naguère, et qui est aussi indispensable au développement intellectuel d'un peuple que la circulation du sang à la nourriture du corps humain. Ajoutez à cela le repos, le loisir, biens si précieux au lendemain des crises sanglantes. L'Allemagne ne devait-elle pas revenir avec joie aux enchantemens de l'étude? Ceux-ci, que ne satisfait pas la situation présente, ont trouvé dans la poésie une consolation à leurs espérances trompées; ceux-là, guéris de leurs ambitions, ou salutairement troublés par ces grands coups que frappe la Providence, ont confié aux lettres le résultat de leurs épreuves. Des inspirations bien différentes se croisent, comme on voit, dans ce mouvement simultané des esprits; il y aurait profit à les distinguer avec soin. Sans doute, cette phase nouvelle que je signale ne présente pas jusqu'à présent un groupe de monumens glorieux : qu'importe, si l'on se préoccupe ici, avant toute chose, des symptômes de la pensée publique? Parmi les représentans de la génération qui occupait la scène avant 1848, les uns se taisent, les autres ont repris la parole, et nous font assister aux transformations de leur esprit. La génération qui s'avance, bien qu'indécise encore, apporte aussi maints élémens nouveaux, et les triomphes exagérés qui couronnent certaines ébauches ont souvent, pour l'observateur attentif, plus d'importance que les œuvres elles-mêmes. Ce sont ces divers courans de l'opinion, ce sont ces tendances ou secrètes ou déclarées, c'est toute cette vie de l'intelligence et de l'âme qu'on aime à découvrir dans le mouvement littéraire de l'Allemagne.

Ce mouvement est incontestable, et il s'étend déjà à tous les domaines de la pensée. S'il s'agissait seulement de citer des noms illustres ou des œuvres considérables, l'érudition, l'histoire, la haute philologie, appelleraient tout d'abord notre attention. Dans ces calmes régions de la science où ne pénètrent guère les inquiétudes de la vie publique, la docte Allemagne a maintenu ses traditions et accru ses trésors. Le troisième volume du *Cosmos* de M. de Humboldt; l'*Histoire de la langue allemande*, par Jacob Grimm, et le savant dictionnaire que l'illustre philologue publie en ce moment même avec son frère Wilhelm, l'*Histoire de la France aux* XVIe *et* XVIIe *siècles*, dont M. Léopold Ranke vient de donner le premier volume; les récentes publications de M. Frédéric Hurter sur l'Autriche pendant la guerre de trente ans; l'*Histoire de l'Antiquité*, où M. Max Duncker a résumé avec précision les principales découvertes de la renaissance orientale du XIXe siècle; la belle monographie de M. Curtius sur le *Péloponnèse*, les *Antiquités indiennes* de M. Lassen, tous ces travaux, dont quelques-uns mériteront un examen spécial, attestent dans la science allemande une activité qui ne s'est jamais ralentie. Aujourd'hui toutefois un sujet plus pressant nous attire : ce n'est pas le passé, mais le présent; ce n'est ni la science ni l'histoire, c'est la conscience vivante de plusieurs millions d'hommes, au sortir de ces rudes épreuves qui sont chargées de faire l'éducation des peuples. Les romanciers, les poètes et les philosophes ont le précieux privilége d'exprimer tout haut les secrètes pensées d'une époque; ils indiquent au moins les tendances, les désirs, les aspirations, et révèlent, par le plus ou moins de sympathie qu'ils inspirent, les sentimens et les instincts de la foule. C'est aux romanciers et aux poètes, c'est aux philosophes et aux moralistes, que je veux m'adresser. Les conteurs, rassemblant leur auditoire dispersé, ont renoué le fil de leurs récits; les poètes, chassés de la république, se sont mis à chanter comme autrefois; les philosophes, abandonnant la tribune politique ou sortant de leurs retraites, ont repris leurs méditations et dégagé à leur manière la formule des événemens. Quel est le secret de leurs récits ou de leurs poèmes? quel est le dernier mot de leurs théories? La réponse, si nous savons la trouver, éclairera une situation tout entière.

I.

« De toutes les formes que revêt l'imagination, le roman est celle qui dénonce avec le plus de sincérité les fluctuations de la pensée allemande. La poésie lyrique est trop spontanée, la poésie didactique trop spéciale, pour remplir cet office. Le théâtre sans doute est la plus haute expression de la vie intellectuelle des peuples; mais le théâtre allemand, malgré tous ses efforts, n'a jamais atteint ce caractère profondément national qui donne un intérêt si précieux aux tragédies de Racine et de Corneille, aux mystères de Calderon et aux drames de Shakspeare. Tenons-nous-en donc au roman : c'est la vraie carte routière indiquant les bas-fonds et les abîmes de notre littérature, c'est le résumé le plus complet de nos croyances et de nos folies. » Celui qui écrit ces paroles est un des plus charmans poètes, un des conteurs les plus aimables de ce groupe romantique où brillèrent tant de dons heureux et que les luttes du siècle ont depuis longtemps dispersé : c'est M. le baron Joseph

d'Eichendorff. M. d'Eichendorff n'appartenait plus au mouvement littéraire. Après avoir pris une part brillante aux tentatives de l'école qui rajeunissait, avec Achim d'Arnim et Clément de Brentano, les sources de l'inspiration poétique, le suave auteur de tant de *lieder* populaires, l'émule harmonieux des chantres du *Wunderhorn*, le spirituel humoriste qui avait si bien raconté les *Mémoires d'un Vaurien* et déclaré si gaiement la guerre aux Philistins du bon sens, semblait n'avoir plus de place désormais dans la littérature turbulente qui avait détrôné ses maîtres. Il était le dernier des romantiques, et, si l'on songeait encore à ce représentant d'un monde disparu, on se le figurait plongé dans une mystique extase ou endormi par ses propres accens au fond des forêts enchantées. Il y avait quinze ans qu'il se taisait; sa plus récente publication, le recueil complet de ses poésies, date de 1837. Le voilà qui reparaît aujourd'hui avec une vive et vaillante étude sur le roman et les romanciers de l'Allemagne au XVIIIe siècle. Le baron d'Eichendorff a soixante-quatre ans, mais son imagination est toujours jeune, son style toujours mélodieux et pur. Ce qu'il y a de nouveau dans son livre, c'est la décision de la pensée. A vingt ans, il aimait le repos cher aux vieillards, il avait peur du bruit de son siècle et se plaisait aux chimères de je ne sais quel âge d'or aperçu dans le passé; à l'heure où la lassitude serait permise, il revient armé de pied en cap et jette au milieu d'une littérature découragée son hardi manifeste.

« Toute notre histoire moderne, s'écrie-t-il, est une lutte révolutionnaire, la lutte de ce qui est et de ce qui voudrait être. Dans ce conflit formidable, c'est la littérature qui se bat au premier rang. La pensée, saine ou coupable, voilà son glaive; sa force, ce sont les masses toujours mobiles et prêtes au premier appel. Laissons de côté les tirailleurs isolés, ceux qui ne font que brûler leur poudre au vent; allons droit aux gros escadrons et marquons les péripéties de la bataille. » Ainsi parle le critique résolu, et, parcourant à grands pas toute l'histoire du roman germanique depuis les aventures de Siegfried ou de Parceval jusqu'au commencement du XVIIIe siècle, il s'arrête et s'établit dans cette audacieuse époque où s'est livré le fatal combat de l'humanité contre le christianisme. Les romanciers philosophes qui se croient appelés à régénérer la société et qui prêchent une sorte de religion naturelle affranchie des dogmes chrétiens, les conteurs efféminés qui prétendent mettre le sentiment à la place du devoir, leurs adversaires qui écrivent des romans piétistes sans se soucier de la poésie, Klinger, Heinse, Auguste Lafontaine, Gellert, Hermès, sont ingénieusement mis en scène. Les mystiques comme Jung Stilling et Lavater, les rationalistes comme Jacobi, les pédans comme Basedow, surtout les coryphées du culte de l'homme, l'auteur du *Titan* et l'auteur de *Wilhelm Meister*, passent tour à tour sous nos yeux, très nettement caractérisés dans leurs œuvres et leurs tendances secrètes. Un souffle léger circule à travers ces pages éloquentes; l'auteur a beau rédiger une déclaration de guerre, c'est en poète qu'il parle des poètes. Quant au fond des idées, une belle inspiration conduit sa plume. Personne n'a mieux le sentiment des merveilleuses ressources que le christianisme fournit à l'imagination humaine. Prêtez l'oreille aux commentaires de sa théologie, il vous expliquera comment le réel et l'idéal dans le système chrétien sont unis par de mystérieuses attaches. On dirait que le ciel se penche vers la terre, car le monde infini des vérités surnaturelles

éclaire et transfigure sans cesse toutes les choses d'ici-bas. Grâce à ces rayons qui nous enveloppent, la poésie est partout; les choses les plus vulgaires se transforment, l'existence la plus humble se couronne de splendeurs miraculeuses, et l'artiste chrétien vit et travaille au milieu d'un continuel enchantement. « Que faut-il pour cela? dit l'auteur; rester fidèles au caractère national. Le monde était épuisé et ne pouvait plus ni vivre ni mourir; un enfant parut qui prononça ces paroles : Si vous ne devenez pas comme un enfant, vous n'entrerez jamais dans le royaume des cieux. Mais le vieux monde ne comprit pas le sens si simple et si profond de ce langage. Alors accoururent les peuples germaniques, qui détruisirent le vieux monde et élevèrent l'enfant sur leurs boucliers de peaux. De cette union de l'esprit du Nord et du dogme chrétien est sorti le monde moderne. » — Redevenez enfans, dit le brillant poète aux artistes de son siècle, et vous retrouverez tous les mystérieux liens de la terre et du ciel, c'est-à-dire toutes les ressources et toutes les inspirations de la poésie qu'a entrevue le moyen âge et dont nous soupçonnons à peine les trésors. — Le problème, comme on voit, est posé de la façon la plus nette, et le manifeste du baron d'Eichendorff ouvre convenablemen notre étude.

Redevenir enfans! C'est déjà là ce que disait il y a trois ans, au plus fort des luttes révolutionnaires, ce naïf poète que l'Allemagne a accueilli avec une sympathie si cordiale, M. Oscar de Redwitz; M. d'Eichendorff s'approprie la même pensée, une foule d'écrivains la répètent; il semble que ce soit le mot de la situation. Ceux qui ne prennent pas cette formule dans le sens chrétien s'en rapprochent cependant par de singulières analogies; ils expriment le désir d'une existence nouvelle, ils recommandent d'oublier le passé, de recommencer leur tâche mal conduite, de se remettre à l'œuvre sans découragement et sans rancune. Plusieurs romans, quoique très défectueux dans leur ensemble, ont été en cela les interprètes d'une inspiration générale. Voyez la dernière œuvre de M. Gutzkow, *les Chevaliers de l'esprit!* M. Gutzkow, en publiant cet ouvrage, a eu le tort d'inaugurer en Allemagne le roman-feuilleton, le roman qui se déroule sous la plume de l'écrivain, comme la soie ou la laine sur le métier du tisseur. Il a eu l'ambition peu glorieuse de rivaliser avec la fabrique française; les volumes ont succédé aux volumes, et l'entreprise a dû mériter de graves reproches. Peu à peu cependant le conteur a ressenti l'influence des émotions publiques; son récit, qui se traînait péniblement, s'est débarrassé de l'imitation d'une certaine école, et les dernières parties du tableau ont exprimé d'une façon assez vive les tristesses et les vœux de la période où nous entrons. Il s'en faut bien, on peut le croire, que le roman de M. Gutzkow soit une composition de premier ordre et mérite le succès bruyant que les deux derniers volumes surtout ont obtenu au-delà du Rhin; ce succès n'en est pas moins un symptôme. Que l'auteur ait résolu ou non les difficultés de sa tâche, qu'il ait donné de bons ou de mauvais conseils à ceux pour qui il a composé son livre, il est impossible de nier qu'il ait hardiment touché en finissant aux problèmes les plus vifs de notre époque.

J'aperçois deux choses très distinctes dans l'œuvre de M. Gutzkow : d'abord un long roman, un tableau minutieux, compliqué, où l'imitation de M. Eugène Sue n'est que trop flagrante, puis une histoire qui confine sans cesse

au symbole, et dont maintes scènes sont la vivante image de l'Allemagne. Laissons de côté les péripéties du roman, laissons l'auteur rivaliser avec nos conteurs sans fin et sans mesure. Les deux frères Wildungen, Dankmar et Siegbert, derniers descendans d'un de ces templiers qui périrent sur le bûcher de Jacques Molay, sont à la recherche d'une fortune immense laissée par leur ancêtre, et cette fortune doit servir à la fondation d'une société gigantesque d'où sortira l'affranchissement du monde. Un jeune prince qui a volontairement quitté son palais pour vivre de la vie démocratique, un prince qui a porté la blouse et manié le rabot, est le collaborateur de Dankmar et de Siegbert pour cette mystérieuse entreprise. Encore une fois, laissons le romancier se complaire à des inventions de cette nature; ne troublons pas les lecteurs allemands qui y trouvent leur plaisir, ne troublons pas tant de critiques enthousiastes qui semblent heureux de pouvoir opposer M. Gutzkow à l'auteur du *Juif errant* et des *Mystères de Paris*. Ce qui nous frappe, nous, au milieu de ces prétentieuses fadaises et de ces mélodrames surannées, ce sont çà et là certaines personnifications hardies où nous apparaît dramatiquement, avec ses espérances et ses mécomptes, avec son exaltation et ses chimères, la fiévreuse Allemagne du XIXe siècle. Très fastidieux au début, le récit change de caractère vers la fin; lorsque nous n'avons plus à suivre l'auteur au milieu de mille personnages dont il a entrepris l'étude psychologique, lorsque les menues aventures du juriste Dankmar, du peintre Siegbert, du prince Égon Hohenberg, du demi-prolétaire Fritz Hackert, du prolétaire complet Louis Armand, du fonctionnaire Schlurk, de sa fille Mélanie, de Pauline de Harder, de l'Américain Murray, du poète Oleander et de bien d'autres encore, font place à une peinture plus vigoureuse et plus large, lorsque tous les traits épars du tableau se concentrent enfin dans une situation simple, je ne sais quel souffle poétique transforme soudain cette chronique bavarde, et l'intérêt s'éveille. J'ai remarqué surtout deux idées assez profondes et pathétiquement exprimées. Ce mystérieux écrin qui contient les titres de la famille Wildungen, et qui est, on peut le dire, le véritable héros du roman, est condamné à subir de singulières vicissitudes. Tour à tour perdu et retrouvé, il est sauvé une dernière fois par un de ces êtres déclassés qui ne sont ni ouvriers ni bourgeois, et dont la spécialité est de faire les révolutions. Dankmar a été emprisonné comme agitateur, et l'écrin est aux mains de ses ennemis; or ce personnage équivoque dont je viens de parler, le demi-prolétaire Hackert, réussit à dérober l'écrin; il arrache Dankmar lui-même à la prison, malgré la répugnance de celui-ci à se donner un tel associé. Victoire aux frères Wildungen! le talisman est reconquis, et leurs projets vont s'accomplir! Non, tout est perdu; l'imprudence ou l'ineptie de ce même Hackert a mis le feu au château qui sert d'asile aux conspirateurs, et la précieuse cassette disparaît dans l'incendie. Voyez-vous ce démagogue chargeant sur ses épaules la cassette qui contient l'avenir! Pour la sauver, il a bravé mille fois la mort; une heure après, il sera cause de l'anéantissement de ce dépôt sacré et retardera pour longtemps les destinées du monde! Il met sa force brutale, il met son audace désespérée au service d'une idée qu'il peut à peine comprendre; on accepte son aide, et voilà que tout est fini. Énergique image, ce me semble, des rapports de la bourgeoisie et du prolétariat! Cruel symbole des révolutions!

Un autre tableau qui pourrait être plus expressif encore, si l'auteur n'hésitait pas entre deux principes absolument contraires, c'est la conclusion du récit. Dankmar Wildungen a voulu fonder une société dont le but est d'accélérer par tous les moyens le progrès de la civilisation, le triomphe de l'humanité sur la servitude et la misère. Ses illusions à ce sujet, et l'auteur semble les partager, sont vraiment des plus étranges. Cette riche cassette lui semble un victorieux talisman; une fois maîtres du trésor légué à Dankmar par le templier du moyen âge, les *chevaliers de l'Esprit* auront enfin le point d'appui que demandait Archimède pour soulever le monde. Qu'arrive-t-il? Ce naïf espoir est détruit, et la plupart des fondateurs de l'ordre sont obligés de chercher un asile hors de leur pays. Or il semble d'abord que cette catastrophe ne soit pas perdue pour eux; on dirait qu'ils en comprennent le sens et qu'ils ouvrent à leur pensée une direction nouvelle. Un soir, à la faveur de la nuit, à la douteuse clarté de la lune qui monte, voilée, derrière les sapins, des affiliés de l'ordre se réunissent en secret non loin de ce château des templiers qui devait être le siége de leur pouvoir, et là un des plus jeunes prononce ces graves paroles : « L'ordre est constitué! la consécration que devaient lui donner des moyens matériels est compromise, il est vrai, et perdue pour le moment; notre asile est la proie des flammes. Qu'importe?... l'esprit seul doit être l'arme des chevaliers de l'Esprit! » L'ascendant légitime des influences morales remplacera donc les conventions secrètes, et les conspirateurs ténébreux reprendront à la clarté du soleil la tâche bienfaisante, l'œuvre de civilisation et de progrès que chacun dans sa sphère est toujours obligé d'accomplir? Mais non; M. Gutzkow n'ose pas conclure ainsi. Tout en refusant à ses chevaliers le moyen de bouleverser le monde, il les convie encore à je ne sais quelle œuvre mystérieuse et menaçante. Cette propagande de l'esprit, ce ne sera pas une propagande pacifique. « Ne me rappelez pas, ajoute le jeune tribun, les enfantines paroles qui ont retenti autrefois dans cette enceinte, quand les templiers recevaient les enseignemens de leurs chefs : à savoir que la croix imprimée sur leurs manteaux devait être pour eux le bien suprême et le suprême but de la vie. Ne me dites pas qu'un grand sauveur a prononcé un jour ces maximes : — Le royaume de Dieu est une perle précieuse, et ses trésors valent mieux que l'or et l'argent; il est en nous, ce divin royaume; l'homme caché, l'homme qui possède la douce et silencieuse tranquillité de l'esprit, cet homme-là a du prix devant le Seigneur! — Doux, silencieux, paisibles? Non, frères, l'esprit de ce temps ne doit pas être tout cela. Pourquoi faut-il que la longanimité ait été infructueuse pendant deux siècles? Pourquoi faut-il que la colombe ne puisse plus être le symbole de notre époque? La mouette s'engourdit de peur aux approches de l'orage; ainsi la pensée du juste, errante de tous côtés à travers nos tempêtes, ne sait autre chose que se plaindre et pousser de douloureux gémissemens. Qui peut encore dormir à l'heure qu'il est? Si l'esprit a besoin de repos, ne reposons jamais sans presser de la main le pommeau de notre épée. A l'œuvre! agissez! enrôlez vos soldats! » On voit quelle est l'indécision de l'auteur, et comme une situation qui s'annonçait si bien aboutit à des banalités vulgaires.

Ces paroles, qui contredisent si brusquement la précédente scène, M. Gutzkow les a écrites pour satisfaire une partie de son public. Elles répondent

en effet à la douleur des espérances trompées, et semblent promettre une revanche. Les patriotes sont tristes; de grands efforts ont été accomplis, de généreux sentimens ont été dépensés en pure perte : l'unité allemande n'a été que le rêve d'une heure; M. Gutzkow, par ces belliqueux accens, semble avoir à cœur de ranimer les courages. Le dernier volume de son roman a beaucoup réussi. On assure que l'auteur a reçu maintes lettres qui l'interrogeaient sur la réalité de cette association; les mystérieux enrôlemens ont tant d'attraits dans la patrie du *Wehmgericht* et du *Tugendbund!* Du nord et du sud, bien des Dankmar inconnus sollicitaient une place au sein de la chevaleresque phalange. Ce qu'il y a de vague dans les peintures de l'auteur contribuait encore à enflammer les imaginations. Que ce nom est beau : *les chevaliers de l'Esprit!* Les héros du XIIIe siècle, qui poursuivaient le Saint-Graal, les Parceval, les Titurel et tous leurs compagnons n'étaient-ils pas de cette confrérie mystique? N'y faut-il pas rattacher aussi les adeptes de Joachim de Flore, qui voulaient substituer à la religion du Christ la religion de l'Esprit-Saint, et que Dante a placés néanmoins dans les splendeurs du paradis? Mais, poétiques ou réels, orthodoxes ou hérétiques, tous les chevaliers de l'Esprit au moyen âge étaient les soldats d'une foi positive, d'une foi parfaitement définie; ils appartenaient à la communion chrétienne. Que veulent, au contraire, les chevaliers de M. Gutzkow? Où est leur évangile? quel dogme éclaire leur route dans la mêlée des choses humaines? Ce n'est pas assez de dire : nous voulons le progrès de la civilisation, nous voulons aider de toutes nos forces au triomphe de l'humanité et de la justice. Comment comprenez-vous ce progrès? où voyez-vous le triomphe de la justice, et par quels chemins marcherez-vous à votre but? Sur tout cela, M. Gutzkow est muet, et les actions de ses héros ne sont pas de nature à nous faire deviner l'énigme. Ces chevaliers n'agissent pas; ils se disent l'un à l'autre : A l'œuvre, à l'œuvre! et rien ne se fait. En vain sont-ils fiers de leur beau titre, ils ne le méritent ni par la sublimité de l'intelligence, ni par l'audace des résolutions. Je dirai à ces héros qui séduisent la jeunesse allemande : L'indécision de vos pensées vous condamne. Votre idéal est plein de contradictions et de chimères. Vous croyez être les soldats de notre siècle, et vous empruntez au moyen âge je ne sais quelles formes vides sans lui demander l'esprit souverain qui en faisait la force. Vous prétendez glorifier l'humanité, et vous en méconnaissez la noblesse. Ouvrez les yeux : le monde moderne, malgré toutes ses misères, est plus poétique et plus grand que vos conciliabules. La grande société secrète, c'est l'invisible société des âmes; or, pour que les âmes, en s'unissant, puissent préparer un avenir meilleur, apprenez-leur d'abord à se régénérer. Vous répétez sans cesse que vous êtes à une époque de rénovation sociale; cela sera vrai seulement le jour où chacun de vous, sans conspirations et sans embûches, y appliquera une volonté sérieuse.

Cette idée du renouvellement individuel est comme entrevue dans un roman dont le titre et les premiers tableaux m'ont charmé. Pourquoi faut-il que l'auteur réponde si peu aux espérances qu'il avait fait concevoir? Je parle du récit en trois volumes que M. Berthold Auerbach intitule hardiment *Vie nouvelle*. Dante a raconté sous ce titre les mystiques extases de son enfance; M. Auerbach l'applique à la situation présente de l'Allemagne, aux doutes qui

se sont emparés de bien des esprits, aux désenchantemens qui ont affligé bien des cœurs, et il imagine un symbole destiné à exprimer pour tous la nécessité d'une transformation morale. Le comte Falkenberg est le fils illégitime d'un prince et d'une jeune femme qui est allée cacher on ne sait où sa honte et sa douleur. L'enfant abandonné a été recueilli par un oncle maternel qui l'a adopté et lui a donné son nom. Destiné d'abord à la carrière des armes, il a senti bientôt que la discipline de l'armée pesait trop lourdement à son inquiète nature; il a quitté le régiment pour ce monde bruyant des lettres où s'agitaient les mille systèmes d'une turbulente époque. La philosophie des *humanistes* l'a enivré, et quand la catastrophe de février eut lâché la bride aux passions, le jeune comte prit une part active aux insurrections de l'Allemagne. Il croyait à toutes les chimères de ses maîtres; il avait espéré l'unité des peuples germaniques et rêvé le triomphe de la démocratie. Partout où le patriotisme allemand était en jeu, partout où la révolution tirait l'épée, dans le Schleswig, à Berlin, à Dresde, dans le Palatinat, le comte Falkenberg était au premier rang. Aujourd'hui que son rêve s'est évanoui comme une fumée, le voilà errant, obligé de cacher son nom, obligé de dérober sa liberté et sa vie à une répression sans pitié. Condamné aux casemates, il s'est procuré un faux passeport et voyage sous le nom de Freihaupt. Où ira-t-il? L'Amérique l'attirerait, si un devoir sacré n'enchaînait ses pas. Ce n'est pas seulement le sol de la patrie qui le retient comme par un aimant invincible, il sait que sa mère vit encore, et il veut la retrouver. Pendant qu'il marche à l'aventure, son léger bagage sur le dos, il rencontre un jeune homme, un instituteur de campagne, qui va prendre possession d'un nouveau poste. Les deux voyageurs font route ensemble, et bientôt les confidences du maître d'école éveillent une singulière pensée dans l'esprit du comte démocrate. Eugène Baumann, — c'est le nom de l'instituteur, — est attendu aux États-Unis par sa famille expatriée; sitôt qu'il aura ramassé quelque argent, il s'embarquera pour New-York. « Partez tout de suite, » lui dit le comte, et il lui remet un paquet de billets de banque; « en échange, donnez-moi votre nom. Vous n'êtes plus Eugène Baumann, vous êtes Freihaupt, et moi, je suis le nouvel instituteur du village d'Erlenmoos. » Aussitôt dit, aussitôt résolu. Les passeports sont échangés, la substitution est accomplie. Bonne chance au voyageur, bon succès au maître d'école; que l'Amérique et l'Allemagne leur soient propices! Les deux amis se serrent la main et se séparent. Dès le lendemain, le faux Eugène Baumann arrivait à Erlenmoos et commençait une nouvelle vie.

N'est-ce pas là un attrayant début? En lisant ces premiers chapitres, je devançais involontairement la narration de l'écrivain; j'aimais à me figurer le fastueux démocrate dans l'humble et laborieuse existence qu'il s'impose. Quel contraste! hier le bruit et les enivremens de la place publique, aujourd'hui un paisible devoir accompli sans fracas. Une telle situation, assurément, pouvait renfermer les leçons les plus salutaires, et le tableau de cette nouvelle vie était digne de tenter à la fois un moraliste et un poète. Malheureusement, M. Auerbach n'a fait que soupçonner la beauté de son sujet. Ce n'est pas une carrière nouvelle qui s'ouvre pour le comte Falkenberg; rien n'est changé chez lui, rien, si ce n'est la condition extérieure. Il fallait nous montrer la rénovation de son âme, et cette âme, dans l'humble salle de l'école comme dans les

clubs philosophiques, est obstinément attachée aux mêmes folies. Nous pensions que Falkenberg voulait recommencer sa vie pour en faire un meilleur usage; il veut seulement recommencer la prédication de ses utopies hasardeuses, et pour cela il se place à la source même des générations qui doivent posséder l'avenir; il s'empare de l'école primaire. La profession de foi de Falkenberg est curieuse; le faux Eugène Baumann a trouvé à Erlenmoos un collègue nommé Deeger, nature simple et droite, esprit libéral, républicain même et profondément religieux; c'est à ce digne paysan que le disciple des jeunes hégéliens exposera l'idéal nouveau des sociétés humaines et les espérances de l'avenir. Un jour que Deeger a conduit son collègue à l'église pour lui apprendre à toucher de l'orgue, l'entretien tombe bientôt sur l'éducation, sur la destinée humaine, et Deeger entend là maintes paroles qu'il a peine à comprendre. Peu à peu Falkenberg s'exalte; ce ne sont plus de simples formules jetées négligemment, c'est tout un discours, c'est un programme entier qu'il développe, comme si l'église était pleine et qu'il s'adressât à la foule :

« L'éternel exemplaire et l'immuable modèle du bien, ne dites pas que c'est le Christ, le Christ individuel, le Christ qui a vécu et qui est mort dans une époque déterminée; non, ce modèle sublime, c'est l'homme, l'homme idéal, l'homme tel que le genre humain l'a rêvé et à qui il a donné le nom de Jésus... La perfection première, la beauté accomplie de l'esprit et du corps n'existe nulle part dans tel ou tel individu; elle existe, partagée entre tous... J'aime aussi le Christ et je le révère, mais je vois en lui, comme dans Socrate, dans Aristide, dans Luther, dans Franklin, dans Washington, les imperfections qui tiennent à l'état de chaque période. Ce n'est pas le Christ individuel, c'est le Christ idéal qu'il faut avoir en soi. Tu sais ce que nous a enseigné le Grec Euclide; il n'y a ni ligne ni point dans la nature, et cependant ces abstractions de la pensée sont les mesures exactes qui nous servent à déterminer toute chose. Tu crois au Christ; moi je crois à l'idéal de l'homme, bien que cet idéal, je le sais, ne doive jamais s'offrir à moi sous une forme visible. Tu crois au monde surnaturel; je crois à ce monde où je suis né, je crois à la perfection de l'humanité ici-bas, je crois à la bonté incorruptible de l'homme. Tu crois en Dieu, et tu ne perds pas confiance, quoique ses voies te semblent mystérieuses et ses desseins impénétrables; je crois à l'humanité, je crois que sa destinée est d'atteindre à la sainteté absolue et à l'absolue beauté, bien que le spectacle du servilisme et de la tyrannie s'efforce d'ébranler ma foi. Des milliers d'hommes croient à la bonté de Dieu, de ce Dieu qu'ils ignorent et dont l'action immédiate leur est cachée : je ne les en blâme pas; qu'ils nous permettent seulement de croire à la bonté du genre humain si hautement attestée par tant d'actes héroïques. La foi, c'est l'indestructible. La foi n'a pas besoin d'une lumière qui lui vienne du dehors, elle tire, elle verse la clarté du sein de ses profondeurs; tel l'enfant merveilleux qu'a représenté le Corrège. Ne pense pas que ma croyance soit faible, parce que faible est son objet; elle est si forte qu'aucun homme, aucune nation, n'auraient la puissance de l'anéantir. L'astronomie nous apprend que les étoiles ne sont pas placées à l'endroit où nos instrumens nous les montrent; il est de même de l'homme et du foyer lumineux de sa vie spirituelle. J'estime les hommes plus qu'ils ne s'estiment eux-mêmes, car ce que j'estime en eux, c'est la pure humanité,

l'humanité idéale, c'est leur âme à sa plus haute puissance, c'est enfin tout ce qu'ils méconnaissent si souvent dans leur propre nature. Je n'admets pas qu'il y ait un seul homme au-dessus de moi, je n'admets pas qu'il y en ait un seul au-dessous. Ne discutons plus l'objet de notre foi, pratiquons seulement nos deux croyances, et voyons par les effets laquelle est la plus forte. »

M. Auerbach retombe ici dans toutes les vieilleries panthéistiques dont l'Allemagne est en train de se débarrasser chaque jour. Pourquoi donc annoncer si haut la peinture d'une vie nouvelle? Cette vie nouvelle, c'est la religion de M. Strauss, c'est l'humanisme de M. Bruno Bauer, c'est l'athéisme de M. Feuerbach; heureux encore sommes-nous que le héros de cette histoire veuille bien ne pas pousser jusqu'au *nihilisme* de M. Max Stirner! L'Allemagne ne prête plus l'oreille à ces tribuns; 1848 les a tirés de l'obscurité des écoles pour les disperser au grand jour, et voilà le romancier qui prétend les ramener sur la scène au moment même où il annonce dans un symbolique récit la régénération de son pays. Il est difficile de se tromper plus complétement; il est impossible de donner un plus fâcheux démenti aux promesses d'un titre et d'un début plein de grâce. Au point de vue purement littéraire, les détails habiles ne manquent pas dans le livre de M. Auerbach; mais rien ne fait oublier l'erreur capitale de l'ouvrage, et ce qu'on éprouve à la vue de ces peintures gracieuses ou sombres, c'est une sorte d'impatience et de colère quand on suit ce prétendu réformateur incapable de dépouiller le vieil homme, cet utopiste incorrigible qui s'imagine commencer une nouvelle vie, parce que, sous un nom et un costume d'emprunt, il s'entête plus follement que jamais dans ses impiétés surannées.

L'erreur de M. Auerbach est d'autant plus singulière, qu'il retrace avec une sincérité hardie les vices et les violences des habitans d'Erlenmoos. Les excitations de 1848 ont développé bien des mauvais instincts que le romancier ne ménage pas. A-t-il vraiment tant de confiance dans la prédication de Falkenberg, et croit-il que ce culte de l'humanité, ce dogme de l'absolue bonté de notre espèce, cet abandon de soi-même et cette fusion dans la grande âme collective du genre humain triompheront aisément des habitudes perverses? Pendant que M. Auerbach s'embarrasse en ses contradictions, l'auteur anonyme d'un roman assez énergiquement composé nous dénonce aussi les funestes influences de ces années de désordre, et il en tire une conclusion plus logique. Sous ce titre, *les Titans modernes*, le romancier a osé nous donner la plus poignante peinture de la démagogie allemande. Le héros du livre est un étudiant en théologie, un aspirant au ministère évangélique, Ernest Wagner. En vain a-t-il pour père un digne pasteur de campagne, en vain a-t-il été élevé par une mère pieuse et simple : toutes les subtilités prétentieuses de l'esprit du siècle ont de bonne heure altéré les facultés de son âme. Dès le début du récit, nous le voyons, assis auprès de sa fiancée Anna, analyser ses sentimens avec le pédantisme d'une cervelle orgueilleuse et malsaine. Mon cœur l'aime, se dit-il, mais mon esprit ne la connaît pas. Ce qu'il aperçoit dans ses rêves, c'est la femme libre, une âme fière, affranchie des lois de la vieille morale et prête à s'aventurer avec lui *dans les régions de l'absolu*. Wagner n'est pas une nature pervertie; c'est une intelligence faible que possède un immense orgueil. Il semble hésiter encore entre le bonheur paisible qui lui sourit et

les aventures orgueilleuses qui l'appellent. Nommé pasteur selon le vœu de sa famille, établi auprès de son vieux père, pasteur lui-même, dont l'exemple et la tranquille félicité lui rendent par instans un peu de calme, il trouble à plaisir cette période idyllique de sa vie, et la termine enfin par un coup d'éclat. Il publie une brochure scandaleuse contre le christianisme, et se fait chasser par le synode. Son vieux père en mourra; que lui importe? Il a rompu les liens qui l'enchaînaient; le voilà *lancé dans l'absolu!* Comme il s'applaudit de son équipée! avec quelle joie sinistre il prend congé du foyer maternel et s'engage dans la ténébreuse milice des *éclaireurs du monde!* Ce mélange de crédulité béate et d'impatience révolutionnaire est parfaitement décrit.

Wagner n'est pas encore perdu : il y a chez lui, en définitive, plus de niaiserie que de méchanceté, j'entends cette niaiserie philosophique qui est la compagne et le châtiment de l'orgueil; mais suivez-le à Berlin, et voyez-le descendre l'un après l'autre tous les degrés de l'abîme! Le maître de Wagner, le Faust ridicule dont celui-ci est le *famulus*, est un certain docteur Louis Horn, qui a puisé sa règle de conduite dans les plus cyniques théories de ces derniers temps. Louis Horn et Ernest Wagner ne sont pas, qu'on le sache bien, la caricature de certains sophistes célèbres; c'est mieux que cela, c'est l'image trop exacte, hélas! des disciples sans nom que tout agitateur est condamné à traîner derrière soi. Tandis que la dialectique continue de divaguer paisiblement dans son cabinet d'études, l'élève traduit en actes la pensée du maître, et le maître lira un matin la biographie du disciple dans quelque récit de cour d'assises. Wagner a rencontré à Berlin la femme libre que lui montraient ses songes. C'est autour de cette femme que va s'agiter un drame plein de détails burlesquement sinistres. Le docteur Horn et un certain comte César, agent de la propagande polonaise, sont les rivaux d'Ernest Wagner. Une des scènes les plus curieuses dans ce triple combat d'intrigues et de trahisons intimes, c'est la mort du docteur Horn. Après toutes sortes de vilenies, humilié dans son orgueil et dénué de toutes ressources, le docteur se tue; mais, avant de lâcher la détente de son pistolet, il a rédigé une dernière instruction philosophique à l'adresse de Wagner. « Je meurs, lui écrit-il, fidèle à mes doctrines; je meurs comme un représentant de l'absolu. La racaille humaine se soumet servilement à la mort amenée par des causes étrangères; moi, ma mort est mon œuvre. Le principe que j'ai toujours défendu, tu le sais, c'est que l'homme doit être maître de lui-même, jouir de lui-même, n'aimer que lui-même, ne dépendre que de lui-même... La conclusion est qu'il doit se tuer lui-même. » Vous trouverez peut-être que ce résumé du système et de l'existence du docteur est une charge trop bouffonne; ne le croyez pas : les choses sont si bien amenées dans la trame du roman, la génération du mal est si complétement décrite, ce malheureux est tellement la dupe des grands mots et des formules creuses de son école, que cette sinistre parade du mourant est la conclusion nécessaire d'une telle vie.

Les deux chapitres qui terminent l'ouvrage, l'un intitulé *propagande*, l'autre *bourgeois et prolétaires*, nous font assister aux dernières aventures, aux dernières avanies du théologien renégat. Un instant on croit qu'il va s'arrêter sur la pente rapide où il glisse. Il veut revenir sur ses pas, il sent se réveiller les instincts honnêtes que l'infatuation n'a pas complétement

étouffés; vain espoir! c'est une lueur qui brille et qui passe. Ernest Wagner n'est-il pas le messie d'un monde nouveau? Si les bourgeois ne sont pas séduits par ses doctrines athées, il s'adressera aux prolétaires et leur enseignera le communisme. Adieu les théories transcendentales et les apophtegmes métaphysiques! le voilà obligé de parler le langage du tailleur Krist, excellente figure, type démagogique reproduit avec une habileté magistrale. Suivez-le jusqu'au bout dans cette lamentable odyssée, vous le verrez à Vienne, au milieu de ses adeptes, chercher un trépas éclatant sur les barricades d'octobre. Pourquoi l'auteur le fait-il fusiller par les soldats du prince Windisch-Grætz? Il fallait que cet homme, dont la vanité a conduit toute la vie, rentrât obscurément dans la foule et subît la longue humiliation de son impuissance. Et maintenant, si vous vous rappelez sa première enfance, son père entouré de respect, sa mère pieuse, attentive, dévouée, sa douce fiancée Anna et toute cette famille qui marche gravement dans le sentier du devoir, ce n'est pas la mort du malheureux qui jettera le plus de tristesse sur cette impitoyable étude, c'est l'attitude du mourant et l'obstination titanique de son âme. *Les Titans modernes!* dit l'auteur, et l'on se demande pendant tout le cours de l'ouvrage si ce n'est pas un titre ironique. Où sont les Titans en effet? Nous n'avons affaire qu'à de vulgaires vanités et à des caractères lâches. L'auteur évite trop soigneusement la déclamation pour donner à ses personnages l'altière audace qui pourrait diminuer leurs misères. Mais tout à coup, au dernier moment, du sein de cette nature vide et de ce cœur desséché, du fond de ce néant, si je puis dire, s'élève une parole épouvantable : « J'ai mené une vie bien errante, écrit Wagner avant de mourir; j'ai péché de mille manières, et cependant je ne saurais éprouver de repentir. S'il existait un Dieu, je comparaîtrais devant lui sans trembler. J'ai vécu saintement, mes péchés même étaient purs. De toutes les forces de mon être j'ai poursuivi la vérité. » Qu'en dites-vous? ce titanisme que nous cherchions, il me semble que le voilà. Le Titan moderne ne puise pas son audace dans le développement gigantesque de son corps comme le Titan de la fable, mais dans la faiblesse et l'indigence de son âme. L'idée du bien s'est éteinte au fond de sa conscience; cette critique meurtrière qu'il a portée partout a fini par le détruire lui-même, et c'est parce qu'il est le néant qu'il peut s'écrier avec raison : Je ne tremble pas!

Les Titans modernes rappellent par bien des points un vif et spirituel récit publié chez nous en 1849 et qui méritait de ne pas passer inaperçu : je parle de cette peinture de mœurs politiques intitulée *Un Héros*. Tout est triste dans ce livre; l'indignation n'y tient pas de place, mais l'observation y est précise, inexorable. L'auteur n'intervient pas dans son récit; il craint la déclamation, il craint l'emphase. C'est assez pour lui de laisser parler les choses, et certes elles crient assez d'elles-mêmes. Bien qu'il y ait beaucoup de talent dans les deux ouvrages, l'invention y brille peu; on voit clairement que l'écrivain ne s'est pas proposé une œuvre d'art. Ne lui demandez pas autre chose qu'une enquête sans pitié, ou, si vous l'aimez mieux, une opération chirurgicale accomplie d'une main sûre. C'est peut-être pour ce motif que les deux romanciers ont gardé l'anonyme : s'effaçant devant leur œuvre, ils ont voulu que rien ne vînt s'interposer entre la réalité lugubre et la fidèle copie qu'ils en donnaient.

S'il y a un procédé opposé à celui-là, c'est le procédé de M. Jérémie Gotthelf. On a déjà exposé ici même les vaillantes luttes que le pasteur de Lutzelfluh a soutenues contre la démagogie du XIXe siècle. Ce ne sont pas seulement des tableaux qu'il retrace; on sent dans toutes ses œuvres une invincible ardeur de prosélytisme. Il est poète par le sentiment profond de l'existence rustique, par l'incomparable énergie des peintures, par l'audace extraordinaire d'un réalisme qu'anoblit toujours l'inspiration morale; mais, dans les plus vives inventions du poète, il est impossible de méconnaître à chaque page le pasteur qui a pris sa mission au sérieux, un rude pasteur de l'Oberland avec son bâton noueux et ses souliers ferrés, allant de porte en porte, parlant à chacun son langage, sévère ou affectueux, consolant ou redoutable, toujours libre, franc, populaire dans ses allures, et poursuivant de tous côtés par l'ironie la plus joyeuse ou la colère la plus éloquente la propagande antichrétienne, la propagande des communistes et des athées allemands, qui infeste les campagnes. On comprend que cette verve belliqueuse tienne l'Allemagne en émoi, lorsqu'un mouvement si marqué, de Berlin jusqu'à Vienne, ranime aujourd'hui les sentimens religieux et assure un succès souvent peu mérité aux interprètes de ce nouvel esprit. L'Allemagne cherche et provoque des écrivains qui répondent aux besoins de son âme; elle les applaudit d'avance sans mesurer l'enthousiasme; elle ne demande pas si M. de Redwitz est un poète inexpérimenté, elle le salue comme un maître, et bon gré mal gré elle fait de lui un chef d'école. Comment les puissantes peintures de Jérémie Gotthelf, quoique sorties d'un petit village de la Suisse, ne compteraient-elles pas au premier rang dans le travail des lettres germaniques?

Le dernier roman que nous a donné le digne pasteur a beau être consacré à une matière toute spéciale, il répond très bien à ces préoccupations. C'est une heureuse idée d'avoir mis en présence l'antique esprit des populations patriarcales de la Suisse et cet esprit nouveau qui s'intitule orgueilleusement l'esprit du siècle. *L'Esprit du Siècle et l'Esprit de Berne*, tel est le titre du livre dont je veux parler. M. Gotthelf a personnifié ces deux esprits d'une manière très attachante : Hunghans et Ankenbenz sont les deux plus riches fermiers du village de Kuchliwyl; unis par l'amitié comme par le sang, enfans du même sol, baptisés avec la même eau, ils ont grandi ensemble et en se tenant la main; cependant combien ils sont séparés aujourd'hui par la direction de leurs idées! Hunghans est fier des progrès de son temps, et il entend par ce grand mot l'abandon des croyances chrétiennes; il rit du pasteur, il se moque du dimanche, et disserte en son patois sur la mythologie de la Bible. Ankenbenz est un esprit simple qui croit à la religion et au devoir; quand il a assisté à la prédication de la parole du Christ, il se sent mieux assuré dans e droit chemin, et les prétentieuses impiétés d'Hunghans révoltent son âme droite. De l'opposition de ces deux caractères, M. Gotthelf a fait naître sans effort les tableaux les plus intéressans et les leçons les plus vives. On peut être sûr que la morale chez l'auteur d'*Uli* n'a jamais un aspect sombre et rechigné; l'auteur connaît trop bien ses paysans pour leur adresser une prédication empreinte de méthodisme. La morale luit dans ses tableaux comme un rayon de soleil, elle est joyeuse, elle est la bienvenue, elle ranime toute la ferme : *le toit s'égaie et rit*. Quel peintre que Jérémie Gotthelf! Comme il reproduit avec précision les moindres scènes de la commune! Le tribunal, le

temple, le cabaret, la place publique, c'est toute une série de tableaux flamands exécutés par un maître. La verve de l'auteur redouble quand il s'agit de politique; la politique! autrefois c'était le patriotisme, aujourd'hui c'est l'égoïsme et la cupidité. La nomination d'un membre du grand conseil est une des scènes les plus divertissantes qu'on puisse lire. Les petites perfidies des meneurs, la niaiserie de ceux qu'on dupe, la colère des ambitieux déçus, l'étonnement et la bouffissure subite du candidat insignifiant qu'on a choisi pour faire pièce au candidat qu'on redoute, tous ces incidens sont mis en relief avec la franche et copieuse gaieté qui sied si bien au romancier rustique. Parfois le ton s'élève, et la comédie ne s'interdit pas l'invective. A ceux qui blâmeraient l'audace de ces tableaux, Jérémie Gotthelf a répondu d'avance dans sa préface : « Je ne suis pas un républicain de convention; je suis né républicain, j'ai été élevé dans la liberté républicaine, dans cette liberté que nous avons vue compromise de 1846 à 1850, sous le régime des corps francs. La liberté! c'est trop peu de déclarer que je l'aime, elle est un besoin pour mon âme; j'entends la liberté chrétienne, non pas la liberté selon la chair, mais la liberté dans le domaine de l'esprit. — Il est aisé, dit saint Paul aux Galates, de connaître les œuvres de la chair, qui sont la fornication, l'impureté, l'idolâtrie, les inimitiés, les meurtres, les ivrogneries... Les fruits de l'esprit, au contraire, sont la charité, la joie, la paix, la patience, l'humanité, la douceur, la foi, la continence... Il n'y a point de loi contre ceux qui vivent de la sorte. — C'est l'amour de cette liberté selon l'esprit qui a fait de moi un écrivain. Oh! je savais nettement ce que je voulais. Je suis descendu dans l'arène pour la cause de Dieu et de la patrie; j'y suis descendu pour défendre la famille chrétienne et l'avenir des enfans. » Laissez-le donc parler, ce courageux écrivain, et n'oubliez pas qu'il est presque seul à lutter, depuis des années, contre l'armée démagogique. Laissez-le stigmatiser dans ses ardentes satires l'ineptie et la luxure de ces fonctionnaires imposés à d'honnêtes communes par la victoire des corps francs. Pardonnez-lui l'âpre rudesse de son langage, passez-lui même une certaine éloquence qui sent l'étable et la charrue, lorsqu'il poursuit dans la personne du fermier Hunghans, de sa femme Gritli, de son fils Hanz, les socialistes et les athées, les *jeunes Allemands* et les *jeunes hégéliens*, dont ces malheureux sont les victimes. Je recommande particulièrement toute la fin de l'histoire d'Hunghans, la mort du fils, le désespoir du père, les bonnes paroles d'Ankenbenz, qui ramènent son vieil ami dans le droit chemin, et le pathétique discours du pasteur sur la tombe de ce jeune homme que l'esprit du siècle a conduit là : — « Marie vint à l'endroit où était Jésus, et, s'étant jetée à ses pieds, elle s'écria : Seigneur, si tu avais été avec nous, mon frère ne serait pas mort. » Ce texte si bien approprié à la situation, l'orateur chrétien le développe avec une onction pénétrante, et les sévères leçons qu'il en fait sortir sont adoucies à la fin par de fortifiantes exhortations et des espérances immortelles. Le paysan, désabusé des influences qui l'ont perdu, recommence dans le vieil esprit, dans l'éternel esprit du christianisme, une existence purifiée.

Ainsi reparaît toujours cette même inspiration que nous avons signalée dans les ouvrages les plus dissemblables, ainsi éclate dans le récit de Jérémie Gotthelf comme dans le manifeste de M. d'Eichendorff, dans *les Chevaliers de l'Esprit* de M. Gutzkow comme dans *la Vie nouvelle* de M. Auerbach et dans *les*

Titans modernes de l'écrivain anonyme, cette pensée qui est manifestement la préoccupation constante et l'invincible besoin des âmes : ensevelir le vieil homme et recommencer à vivre. Ni les uns ni les autres ne se sont concertés pour cela. M. Gutzkow et M. Auerbach ne pensent pas comme l'écrivain anonyme et Jérémie Gotthelf; le but que les premiers assignent à cette sorte de renaissance n'est pas celui que signalent les deux autres; cependant un même instinct a parlé dans leurs écrits : libres penseurs ou moralistes chrétiens, ils sont ici les interprètes d'un sentiment général. Voudrait-on ne voir là qu'une rencontre fortuite? Ce serait fermer les yeux à une transformation évidente. Ce travail était nécessaire, et il s'accomplit autour de nous avec une spontanéité qui en révèle toute l'énergie. Il faut croire à ce mouvement des esprits signalé par tant de symptômes, on peut y mettre sa confiance et en attendre des résultats durables. La crise aura été féconde : les lettres n'en profiteront pas moins que la morale publique et la religion.

II.

Il y a deux manières de mettre fin à une mauvaise situation littéraire : c'est d'abord, nous venons de le voir par de curieux exemples, de l'arracher résolument aux influences de la veille, de faire comprendre à tous la nécessité d'un renouvellement général; c'est aussi de ne plus en parler, et d'ouvrir, sans autre préambule, la période de paix et d'activité régulière à laquelle on aspire.

L'Allemagne semble de plus en plus disposée, nous l'avons dit, à rompre avec la polémique pour revenir aux études sereines et se dévouer à la propagande du beau. Conteurs charmans ou sévères, peintres du passé ou de la société présente, on les a vus paraître en foule. Il y a eu comme un épanouissement simultané dans les domaines de la fantaisie. Je distingue surtout deux directions très différentes : le roman historique, et le roman qui se propose dans mille tableaux divers la peinture de notre XIXe siècle. Cette seconde catégorie, si l'on voulait être complet, offrirait encore maintes subdivisions intéressantes. Ici, c'est le roman de salon, le roman de *high life*, emprunté aux Anglais, et jusqu'à présent assez dépaysé en Allemagne; là, c'est le roman rustique, si accrédité chez nos voisins par les succès de M. Auerbach, de M. Léopold Kompert, de M. Jérémie Gotthelf, et qui révèle une tendance heureuse à la simplicité. Le roman national mériterait une place particulière, car il faut bien donner ce titre à ces narrations où l'auteur étudie surtout les mœurs d'une population oubliée et nous en retrace la dramatique image. Il y a enfin les romanciers voyageurs, et c'est là une nouveauté assez piquante : j'appelle ainsi les spirituels et brillans touristes qui, parcourant les terres lointaines, nous ont donné en de vifs tableaux le résultat de leurs observations. L'Allemagne en a eu plus d'un pendant ces dernières années, car cette littérature cosmopolite tend toujours à reculer ses frontières; maintenant surtout que l'émigration allemande, accrue sans cesse en des proportions terribles, va fonder au-delà de l'Océan des villes et des états, il est naturel que la littérature suive le même mouvement d'expansion.

Le roman historique, abandonné depuis quelque temps pour le roman socialiste ou le roman familier, vient de reparaître avec un certain éclat. Je

citerai au premier rang le nom de M. Frédéric d'Uechtriz. Comme M. le baron d'Eichendorff, dont nous avons salué le retour avec joie, M. d'Uechtriz avait renoncé depuis une quinzaine d'années à la place brillante que lui promettaient ses débuts. Il s'était surtout signalé comme poète dramatique dans les dernières années de la restauration. On lui doit de beaux drames, *Chrysostome, Spartacus, Othon III,* surtout *Alexandre et Darius,* vivement applaudi à Berlin en 1828 et publié avec une préface de Tieck. Par la richesse du style et la grandeur des conceptions, M. d'Uechtriz apportait à l'école romantique un secours inattendu, et, puisque cette école recrutait encore des soutiens de cette valeur, on pouvait douter qu'elle fût en décadence. Est-ce le sabbat de la *jeune Allemagne* et de la *jeune école hégélienne* qui inspira au poète le goût de la solitude et du silence? La vérité est que, depuis 1830, M. d'Uechtriz n'a guère cessé de se tenir à l'écart. Son dernier drame, *les Babyloniens à Jérusalem,* est de 1836. Ame poétique et chrétienne, M. d'Uechtriz, on peut le croire, se consolait des tristes spectacles d'une littérature infatuée en faisant revivre au souffle de son imagination les époques évanouies. Le roman qu'il vient de publier est évidemment le résultat d'un long travail; on y découvre à la fois les laborieuses recherches de l'érudit et les lentes méditations du penseur. *Albert Holm* est une large peinture de la chrétienté au XVIe siècle. Y avait-il un sujet plus beau pour une intelligence qu'attristait la sophistique de nos jours? Là, point de railleries superficielles, point de prétentieuses impertinences; les croyances étaient mâles et les passions profondes. C'est au sein même du christianisme que se débattait la lutte. L'église était déchirée et son cœur saignait, mais le christianisme recouvrait tout; amis et ennemis y étaient attachés du fond de leurs entrailles. Le vif sentiment de ces fortes passions religieuses, voilà l'inspiration de l'auteur; tous les mérites et tous les défauts de son œuvre proviennent de cette source. Ces défauts sont nombreux. N'en est-ce pas un, et très déplaisant, que de faire intervenir sans cesse des disputes de théologie au milieu des chastes amours dont le romancier est l'historien? Albert Holm est un de ces hommes de guerre qui louaient leurs services aux princes et aux cités. Jeune, beau, vaillant, il est dévoué aux doctrines de Luther, et, lorsqu'il devient amoureux d'Agnès Breitinger, la fille du bourguemestre de Francfort, il cherche à la convertir à sa foi avec l'érudition d'un docteur qui a lu et médité tous les textes. Un conteur qui cite Bellarmin, Luther et les conciles, un romancier qui est obligé de mettre des notes au bas des pages et de vous arrêter au milieu d'une scène émouvante par la production de quelque pièce latine extraite d'un in-folio, ce romancier-là, il faut l'avouer, prend trop au sérieux la tâche morale qu'il veut remplir. Rien de plus beau que ces convictions ardentes; il convient toutefois de les dissimuler plus adroitement, si l'on veut qu'elles communiquent une vertu féconde au récit. Un lecteur de contes peut s'approprier à bon droit le mot de Nicole : « Je n'aime pas à être régenté si fièrement. » Ce défaut, trop souvent renouvelé dans les quatre volumes de M. d'Uechtriz, n'efface pas cependant les rares mérites de cette composition. Les deux premiers volumes sont une peinture de l'Allemagne, les deux derniers un brillant tableau de l'Italie. Ici, la ville de Francfort, l'Autriche, la guerre avec les Turcs; là, les splendeurs de Naples, l'expédition de Charles-Quint à Alger, le Vatican et le conseil des cardinaux sous la pré-

sidence du pape Paul III. A travers ces tableaux si différens, l'auteur poursuit une idée bien digne de son âme affectueuse et de sa rare intelligence : il cherche le point où la conciliation est possible entre le catholicisme et la religion de Luther. Le héros du roman, Albert Holm, aime tour à tour deux femmes qui ne se ressemblent pas, la douce et naïve Agnès de Francfort, et la fière Napolitaine Lucrezia, comtesse de Monte-Felice. Toutes les deux sont catholiques, et fournissent à l'auteur une piquante occasion de déployer ses théories.

Albert Holm fait le plus sérieux honneur à cette renaissance littéraire dont nous signalons les symptômes. Cette belle œuvre nous offre autre chose qu'une intéressante peinture de l'Italie et de l'Allemagne au XVIe siècle; on y voit se déployer avec une cordialité sincère le christianisme de l'écrivain. Bien des esprits élevés, en Allemagne, appellent de tous leurs vœux le réveil de la pensée chrétienne. Ce désir de réunion qui préoccupa les grandes âmes de Bossuet et de Leibnitz semble se ranimer de nouveau. On ne discute plus, comme au XVIIe siècle, les bases d'une négociation théologique; mais, dans le désarroi général, on s'attache des deux côtés à se prêter assistance. On est moins frappé des dissentimens, on l'est davantage de tout ce qui peut rapprocher les deux cultes. Les protestans que l'esprit chrétien anime saluent cet esprit chrétien partout où ils en rencontrent la trace, sans se soucier des vieilles rancunes et des préjugés séculaires. Les catholiques de Vienne et de Munich, des esprits originaux et hardis comme Dœllinger et Gunther, reconnaissent que, sans le développement si hardi de la théologie protestante, la théologie catholique de l'Allemagne serait sans doute aussi stérile et aussi pauvre qu'en d'autres contrées de l'Europe. Il se forme, en un mot, une sorte de terrain commun, et il n'est pas impossible que l'Allemagne, après avoir fait une brèche si profonde à l'église du XVIe siècle, ne reconstruise un jour sur ce terrain la basilique chrétienne. Une preuve que ces idées se répandent, c'est que les voilà déjà hors de l'enceinte des écoles. M. d'Uechtriz s'en est manifestement inspiré : ses protestans n'ont pas de passions altières, ses catholiques n'ont pas de préjugés haineux. Conduit par la généreuse pensée qui le possède, l'auteur est naïvement infidèle à l'histoire; Lanoue ne reconnaîtrait pas Albert Holm pour un soldat de sa confession, et Montluc n'aurait pas envie de le pendre au premier chêne de la route. Les violences du XVIe siècle ont disparu de ce tableau; c'est une sereine et bienfaisante peinture. L'auteur, protestant pieux et zélé, ne craint pas de signaler résolument certaines influences mauvaises de cette religion qu'il aime. Qu'il continue donc ces belles études, qu'il les continue dans le même esprit d'apostolat chrétien. Il s'était préparé une place brillante comme poète dramatique : le roman, s'il y apporte toujours une inspiration aussi élevée, lui réserve plus d'un triomphe. Son style s'affermira peu à peu; son imagination deviendra plus dramatique et plus vive sans renoncer aux consciencieuses recherches. L'érudition historique et la pensée religieuse se combineront plus habilement avec la vérité poétique, et l'auteur d'*Albert Holm* reprendra le rang que les amis des lettres sérieuses regrettaient de lui voir abandonner si tôt.

Ce ne sont pas de religieuses préoccupations, ce n'est pas le souci d'une prédication morale qui se manifeste dans l'énergique roman dont je vais parler. L'auteur anonyme de *Carrara* est un débutant plein de vigueur, et il

n'a pas d'autre but que de nous donner un fidèle tableau du moyen âge italien. La lutte de la république de Venise et de la république de Padoue, voilà le sujet de son récit. L'auteur a étudié avec soin les destinées particulières de ces petits états; il sait à merveille leurs vicissitudes, leurs révolutions intérieures, les rapports de la bourgeoisie et de la noblesse, les rivalités sanglantes de ville à ville et de famille à famille. Dans cette histoire confuse et pleine de péripéties horribles, il a choisi un tragique épisode, la catastrophe de Carrara au commencement du XVe siècle. Les Carrara, famille noble de Padoue, avaient repris peu à peu, après les agitations démocratiques des XIIIe et XIVe siècles, l'ascendant de leur antique maison. C'était le temps où les républiques faisaient place, dans l'Italie entière, à une foule de petites principautés. Les Carrara étaient sur le point de devenir les maîtres de Padoue. Capitaine de Padoue, soumis encore au podestat et au conseil de la cité, Francesco Carrara devenait le seul personnage important de l'état chaque fois que la guerre éclatait. Aussi l'audacieux capitaine ne se faisait-il pas faute de susciter sans cesse de nouveaux ennemis à la république. Venise, d'un autre côté, ne voyait pas sans appréhension une famille riche et puissante s'emparer de l'autorité dans une ville si voisine. Cette guerre que désirait Carrara, Venise la prit au sérieux, et elle jura d'anéantir cette fortune qui grandissait trop près du lion de Saint-Marc. Les ruses et les injustices de Carrara furent donc châtiées, non par le peuple padouan, dont il avait confisqué les franchises, mais par la jalousie implacable de l'oligarchie vénitienne. Au milieu de ces ambitions aux prises, il n'y a guère place pour un intérêt élevé. L'auteur s'est appliqué surtout à être vrai; il a reproduit toute une partie de l'existence du moyen âge avec une vigueur digne de ces temps farouches. Si l'on s'intéresse aux Carrara vers la fin du récit, c'est que la cruauté de Venise a passé toutes les bornes. Francesco Carrara et ses enfans deviennent des personnages tragiques lorsqu'ils représentent, en face du conseil des Dix, la chevaleresque audace de la vieille Italie. Le bourreau qui les décapite, le sbire qui les égorge, semble porter la main sur toute une race; on dirait l'astuce moderne exterminant les hommes d'une période héroïque. Et puis, si les mœurs étaient violentes, si les institutions étaient barbares, les hommes valaient mieux souvent que les institutions. La suave douceur de certaines figures du moyen âge, la grâce incomparable des arts et des productions mystiques de ces vieux siècles, ne tiennent-elles pas précisément à ce contraste? Plus la société était mauvaise, plus on se réfugiait avec bonheur dans les domaines de l'idéal. Il y a de ces rayons de soleil dans le drame dont Carrara est le héros. Terzo Carrara et son frère Guglielmo, l'un vaillant et chevaleresque, l'autre mélancolique et doux, sont deux créations charmantes. La femme de Terzo, Madonna Alda, est aussi dessinée avec une rare délicatesse. Si l'auteur, dans la peinture des crimes politiques du XVe siècle, s'est trop souvent abandonné à son imagination impétueuse, il a racheté ici bien des fautes. Somme toute, ce roman est une étude brillante et forte qui méritait d'être signalée.

Où sera cependant le Walter Scott de l'Allemagne? Puisque le roman, à en croire M. le baron d'Eichendorf, est la partie la plus expressive des lettres allemandes, il y a lieu de s'étonner qu'un genre cultivé avec tant de prédilection n'ait encore produit que des ébauches. Les premiers écrivains de ce pays s'y sont presque tous essayés; ils ont donné sans doute des peintures intéres-

santes, des témoignages précieux de l'esprit de leur époque : ils n'ont pas produit une seule œuvre qui eût une valeur définitive et pût être acceptée par l'Europe. Jean Paul, avec son éblouissant génie, n'est accessible qu'aux initiés; Tieck est trop subtil, Zschokke trop prosaïque, Achim d'Arnim trop mystérieux, Clément de Brentano trop enfantin, Immermann trop spécialement germanique dans l'admirable récit de *Münchausen*. Heureusement Goethe a écrit *Werther;* mais c'était là une œuvre de jeunesse qu'il devait dédaigner plus tard, et dans les récits plus étudiés de son âge mûr, malgré les trésors qu'il y a semés, pourrait-on citer un seul roman *européen?* Cette gloire, que l'Espagne peut revendiquer au commencement du XVIIe siècle, semble réservée dans les temps plus modernes à l'Angleterre et à la France. Pour le roman historique particulièrement, ce n'est pas le zèle qui a fait défaut. L'esprit allemand a le goût des recherches; il aime ces détails intimes qui nous introduisent dans la vie d'une époque; il a un sentiment très vif de ces vieilles chroniques familières où l'auteur d'*Ivanhoe* a puisé tant d'inspirations immortelles. D'où vient que des écrivains si heureusement préparés n'aient pas mieux réussi? Ne serait-ce pas que l'ardeur même des investigations a nui chez eux à la faculté poétique? J'en faisais tout à l'heure la remarque à propos de l'auteur d'*Albert Holm;* la scrupuleuse exactitude avec laquelle il reproduit, je ne dis pas les mœurs, mais les controverses théologiques du XVIe siècle, offusque trop souvent les bonnes parties de son tableau. L'auteur de *Carrara* pèche aussi par l'emploi exagéré de la science. N'en faut-il pas dire autant du *William Shakspeare* de M. Henri Kœnig, récit bien fait, bien étudié, mais plus semblable à une biographie qu'à une œuvre d'art? Il en est enfin chez qui l'érudition seule a quelque prix. Ce sont des historiens littéraires, ce sont des esprits lumineux et sagaces; ils étudient une époque, ils la savent, ils la possèdent : pourquoi n'écriraient-ils pas un mémoire? Ce serait un travail plein de faits et de points de vue nouveaux. Non; ils composent un roman, et tous les résultats de leurs investigations sont noyés dans une fable languissante. Leur invention est froide, ils le sentent bien; alors, pour suppléer à ce qui leur manque, pour donner le change aux lecteurs et se faire illusion à eux-mêmes, ils accumulent les événemens, ils multiplient les personnages. Cette longue et traînante histoire devient inextricable. Bien habile qui pourrait débrouiller ce docte imbroglio!

Je faisais ces réflexions en lisant, avec toute l'attention que commande le nom de l'auteur, un roman de M. Wolfgang Menzel : *Furore, histoire d'un moine et d'une nonne pendant la guerre de trente ans.* Esprit incisif, écrivain élégant, M. Menzel avait jusqu'ici brillé dans la critique. Si ses appréciations des auteurs contemporains étaient trop souvent passionnées, si ses invectives contre Goethe attestaient un patriotisme étroit, si sa haine contre la France l'avait exposé aux rudes colères de Louis Boerne, il était incontestable cependant que le talent et l'honnêteté de sa parole lui assuraient une certaine autorité. M. Menzel s'est dit tout à coup : Et moi aussi, je suis peintre! et il a prouvé seulement qu'il avait fait sur l'Allemagne du temps de Wallenstein et de Gustave-Adolphe des études très profondes. Je voudrais voir résumés dans un livre sans prétention tous les faits curieux, tous les traits de mœurs, tous les détails dramatiques et bizarres que M. Menzel a recueillis dans ses lectures. Les notes de son travail, s'il voulait nous les donner, vau-

draient mieux que le roman lui-même. Un riche gentilhomme de Salerne a deux fils, Camillo et Morio. Morio est mis au couvent, et Camillo va épouser la belle Antonia, une jeune fille allemande dont le père habite ces contrées. Morio s'échappe de sa cellule, devient pirate, enlève la fiancée de son frère, et la transporte dans un château bâti sur un rocher au bord de la mer. C'est ce château qui se nomme Furore et qui donne son nom au récit. Antonia devient mère de deux jumeaux, un fils et une fille. Morio, qui ne veut pas s'embarrasser des soins d'une famille, fait porter les enfans dans la résidence des parens d'Antonia; puis il court à de nouvelles aventures, abandonnant sa victime, qui meurt de faim. Les deux enfans grandissent, et tous deux sont destinés à la vie religieuse : Florestin sera moine, Rosalie entrera au couvent. L'histoire de Florestin et de Rosalie nous fait parcourir toute l'Allemagne du XVIIe siècle, et c'est là, je le répète, que M. Menzel a déployé une science qui, mieux conduite, mieux employée et débarrassée de tout ce fatras mélodramatique, eût fait certainement honneur à l'écrivain.

Il y a aussi bien du mélodrame, et vraiment je le regrette, dans une curieuse nouvelle historique de M. Léopold Schefer, *la Sibylle de Mantoue*. Heureusement les défauts de l'auteur sont rachetés en maint endroit par un sentiment généreux de la dignité humaine. La philosophie de M. Léopold Schefer est un panthéisme très blâmable à coup sûr au point de vue dogmatique, mais purifié chez lui par la direction morale qu'il donne à sa pensée. L'humanité est divine aux yeux de M. Schefer, il la révère, il la glorifie, il a pour elle un culte, et ce culte remplit l'âme du poète d'une affectueuse piété. On voit ordinairement deux sortes de panthéisme : le panthéisme grossier des esprits plongés dans la matière, et le panthéisme subtil des songe-creux; celui de M. Schefer est d'une nature à part : c'est un panthéisme religieux, fervent, ascétique, j'oserais presque dire un panthéisme monacal. M. Schefer a écrit un poème qu'il a intitulé : *Le Bréviaire des laïques*. C'est en effet un recueil d'hymnes et de prières, un manuel de dévotion à l'usage des rares adeptes qui ont fait du panthéisme une religion austère. Quelles que soient les erreurs de M. Schefer, cette pieuse candeur de son intelligence lui assigne une place exceptionnelle; il est impossible de confondre un tel homme avec les docteurs de la jeune école hégélienne. Il y a une dizaine d'années, l'auteur du *Bréviaire des laïques* avait aussi confié au roman historique l'expression de ses ardentes rêveries : sa *Divine Comédie à Rome* retrace d'une manière émouvante la tragique fin de Giordano Bruno. On retrouvait dans son récit les religieuses extases de ses strophes; on les retrouve encore dans *la Sibylle de Mantoue*. La scène se passe au XIIe siècle, au plus fort des luttes de la papauté et de l'empire. La sibylle est une jeune fille de Mantoue qui chante, qui fait des vers, qui prophétise. L'esprit invisible qui l'inspire, c'est Virgile, ce Virgile dont l'imagination populaire avait déjà fait un mystique nécromant, et que Dante allait bientôt appeler son seigneur. Avant que Dante ait pris pour guide le chantre sublime de Pollion, la sibylle de Mantoue l'invoque magnifiquement en son religieux délire. Virgile a recueilli le souffle de la prophétesse de Cumes, et il semble qu'elle le transmette à cette belle exaltée du moyen âge : *Deus, ecce Deus!* Cette transmission mystérieuse, qui répond si bien aux idées de M. Schefer, lui inspire vraiment des beautés originales. Pourquoi faut-il qu'une fable bizarrement compliquée détruise

l'effet de cette poétique intention? Pourquoi la sibylle de Mantoue est-elle jetée au milieu d'événemens atroces? M. Léopold Schefer était peu préparé à cette difficile tâche du roman historique. Ni la ferveur chrétienne de M. d'Uechtriz, ni le dramatique réalisme de l'auteur de *Carrara*, ni l'érudition ingénieuse de M. Menzel, n'ont pu se déployer dans une belle œuvre où l'invention et l'histoire fussent savamment combinées; les mystiques éblouissemens d'un panthéiste convenaient moins encore à un tel cadre. Les œuvres que j'ai citées ont chacune leur prix, celles-ci par l'intérêt philosophique et moral, celles-là par le talent et la science; il n'en est pas une qui réponde à toutes les conditions du genre, et l'Allemagne attend toujours son Walter Scott.

Le roman de *high life* n'a guère été plus heureux jusqu'ici. L'Allemagne ne connaît pas, comme l'Angleterre, ces hautes existences aristocratiques, ce sentiment altier du *moi* et ce mouvement de la vie publique qui agrandit le théâtre des drames intimes. Si les salons de Berlin et de Vienne ont eu aussi leurs peintres dans ces dernières années, c'étaient des peintres prétentieux, c'étaient des imaginations maniérées, et encore les écrivains dont je parle avaient-ils cru nécessaire, pour faire accepter leurs tableaux, d'y introduire je ne sais quel mélange de songeries *humanitaires*. Mme la comtesse Hahn-Hahn a eu pendant une dizaine d'années un succès assez bruyant; ses gentilshommes avaient pourtant je ne sais quoi de suspect, et ses marquises étaient manifestement les cousines de Lélia. M. de Sternberg ne visait pas au socialisme, mais quelle fatuité déplorable chez ces héros de la vie élégante! Aujourd'hui M. de Sternberg se tait; ses meilleurs récits, *Galathée*, *Saint-Sylvan*, *Psyché*, ont épuisé sa verve, et ce conteur si fêté, dans lequel le monde des salons avait cru un instant se reconnaître, n'est pas de ceux qui savent changer de manière et se renouveler avec force. Mme la comtesse Hahn-Hahn a renoncé aux aventures mondaines. Récemment convertie au catholicisme, elle vient d'annoncer elle-même cet événement en d'étranges manifestes. L'étincelante virtuose n'a pas brisé sa plume, elle commence seulement une carrière nouvelle, une carrière de prédication et de pénitence publique où elle apporte, hélas! dès le début, ce qu'il y a de plus contraire aux sentimens qu'elle proclame. Il y aura lieu peut-être d'apprécier cette seconde phase de sa vie. Quant au tableau des classes supérieures, quant à la peinture fine et vraie des relations humaines, quant à ce roman qui peut devenir, entre des mains habiles, une des formes les plus ingénieuses de l'enseignement moral, ce n'est ni de la comtesse Hahn-Hahn ni du baron de Sternberg qu'il faut l'attendre; il est évident que leur règne est passé. La première condition du genre, et ni l'un ni l'autre ne la possédait, c'est l'observation pénétrante et profonde. Les touchans récits qu'on a lus ici même, *Résignation*, *le Médecin du village*, *une Histoire hollandaise*, sont des modèles qu'on peut consulter avec fruit. L'Angleterre aussi est riche en tableaux de ce genre. Or j'ai cru découvrir une œuvre de cette famille chez un écrivain qui, appartenant déjà à l'Angleterre et à la France, vient de prouver qu'il maniait la langue de Goethe avec une élégante souplesse : je parle de *Falkenburg* de Mme Blaze de Bury. C'est vraiment une belle et touchante histoire. L'aristocratie allemande et l'aristocratie anglaise y sont habilement décrites dans les ressemblances et les contrastes. Waldemar de Falkenburg est le dernier descendant de l'une

des plus grandes familles de la Souabe; ses pères ont suivi les Hohenstaufen dans leurs expéditions lointaines; le château de cette forte race était le siége d'une puissance redoutée, et maintenant il ne reste de tant de richesse et de gloire qu'un bâtiment en ruines, une tour habitée par les orfraies, des salons dégradés par la pluie et la neige, un mélange de luxe flétri et d'effrayante misère. Il y a une vraie poésie dans la description de ce manoir lugubre et de ses rudes habitans; mais ce n'est là que le fond du tableau, le cadre d'une histoire pleine d'émotion et de larmes. L'amour, le sacrifice, les plus nobles douleurs humblement supportées, voilà ce que nous montre ce pathétique récit. Hélène Marlowe est une création qui fait honneur au romancier. Placée avec art au milieu des futilités du monde, cette héroïque fille inspire des réflexions bienfaisantes : sait-on combien il y a de ces courageux sacrifices sous les dehors d'une vie insouciante et légère! combien de vertus sublimes sur le théâtre de la frivolité! Le monde aussi a ses légendes; l'écrivain qui les recueille pieusement atteint un but élevé, car il a vérifié ces belles paroles d'Uhland : La vie est triste, la poésie est sereine.

Je n'omettrai pas ici un romancier qui s'est révélé depuis peu, et dont les qualités essentielles sont la finesse et l'élégance unies à un très vif sentiment littéraire. M. Max Waldau a publié un roman intitulé *D'après Nature*, qui me semble une étude fort distinguée de la société allemande. Si la trame du récit n'a rien de très vigoureux, les peintures sont gracieuses, les détails spirituels, les conversations pleines de souplesse et de *brio*. A vrai dire, ce sont des entretiens plutôt qu'une action émouvante. M. Max Waldau est surtout un prosateur; il aime l'art; il voudrait que la langue fût l'objet d'une attention scrupuleuse. Je crois apercevoir chez lui quelque chose de cette science de la forme qui fit, il y a vingt-cinq ans, le succès des *Reisebilder* d'Henri Heine. C'est aussi à l'auteur des *Reisebilder* qu'est dédié ce livre. M. Waldau nous y conduit très agréablement du Tyrol dans la Silésie, de la Silésie dans le duché de Bade, et il semble vraiment plus occupé du cadre que de la peinture. Attendons qu'il ait mieux concentré ses forces et donné de lui-même un plus vigoureux témoignage. Je lui adresserai un seul conseil : qu'il se défie du dilettantisme. S'il sait éviter cet écueil de son talent, il peut exercer une action utile sur cette littérature qui se réveille.

La plus fertile veine de la littérature allemande, ce sont décidément les récits de la vie rustique. Le succès de M. Berthold Auerbach a suscité toute une école. Je ne dirai pas qu'on a imité le peintre de la Forêt-Noire; il suffisait que l'exemple fût donné pour que chaque contrée de l'Allemagne voulût avoir son romancier populaire. L'Allemagne est riche en traditions locales; ces traditions sont devenues une mine féconde où des mains plus ou moins habiles ont largement puisé. Il y a quelques années, on publiait des travaux historiques sur les duchés, sur les provinces; on en recueillait les chansons nationales; aujourd'hui on raconte des histoires villageoises. On ne saurait prétendre assurément que les chefs-d'œuvre soient nombreux; les écrivains dont je parle n'ont pas encore fait oublier le premier volume de M. Berthold Auerbach, ils égaleront difficilement les belles études de M. Léopold Kompert sur les populations juives de l'Autriche, et quant aux peintures de M. Jérémie Gotthelf, elles garderont toujours une place à part, grâce au prosély-

tisme ardent qui en est l'âme. Il y aurait pourtant de l'injustice à méconnaître le talent, ou du moins les inspirations aimables qui se révèlent chaque jour dans cette école. A la tête du groupe que je signale ici, il faut placer un écrivain, sans art il est vrai, sans invention, mais dont les œuvres sont bien remarquables par l'abondance et la fidélité des documens. M. Joseph Rank, déjà connu par d'intéressans tableaux de la Bohême, a publié l'an dernier trois volumes très curieux, consacrés au même sujet : *Scènes du Boehmerwald*. Ce ne sont pas des romans, ce ne sont pas des nouvelles, ce sont des études nationales. Figurez-vous le carton d'un artiste au retour d'une excursion pittoresque : tableaux de genre, détails de mœurs notés d'après nature, entretiens populaires, fêtes de village, tout cela est soigneusement recueilli par l'auteur. S'il raconte, son récit n'est qu'un prétexte, et on ne lui saurait pas mauvais gré lors même que son récit viendrait à s'arrêter en chemin. L'important pour lui, et il y réussit à merveille, c'est de peindre la vie originale de son pays, de faire connaître les principaux types, de tracer une histoire, non pas publique, mais privée, celle que les historiens ne connaissent guère. Ce qu'a fait chez nous Alexis Monteil pour les Français des temps passés, M. Joseph Rank le fait pour la Bohême contemporaine. C'est aussi en Bohême que nous conduit l'auteur anonyme d'un livre intitulé : *Herzel et ses amis* (1); seulement le sujet est ici trop particulier, et quel que soit le mérite de la narration, cette peinture d'une école de village ne devait pas occuper deux volumes. J'aime infiniment mieux les esquisses hongroises de M. Frédéric Uhl. M. Uhl a habité longtemps ces contrées, et son livre : *Aux bords de la Theiss* nous introduit chez les paysans magyares avec une rare distinction poétique. Je recommande de bien précieuses chansons populaires insérées dans le texte : la ballade de *Wuk Jerinitisch* est un petit chef-d'œuvre. Que vous semble de tous ces paysagistes? J'applaudis pour ma part à cette direction heureuse. Nous voici loin de l'époque où le romancier ne cherchait qu'à exciter les passions mauvaises; ici, il n'éveille que le goût de la nature et des courses studieuses. Tous ces livres, et j'en pourrais citer plusieurs autres, ont pris je ne sais quoi de jeune et de frais aux paysages qu'ils retracent; un souffle printanier circule dans cette littérature. Auprès de M. Rank et de M. Frédéric Uhl, plaçons l'intéressant ouvrage de M. Kohl : *Esquisses de la nature et de la vie populaire*. M. Kohl est un spirituel voyageur qui a décrit avec soin les plus intéressantes contrées de l'Europe; son dernier livre est une série de recherches sur les particularités les moins connues de certaines provinces allemandes. Les Slaves des environs de Dresde, les montagnards de la Saxe, les habitans des bords du Danube sont l'objet de ses curieuses révélations. M. Kohl n'a jamais écrit que des voyages, mais ce n'est pas sans dessein que je le rapproche des romanciers et des conteurs. Ces études ethnographiques empêcheront le roman populaire de tourner au convenu, elles le préserveront de l'affadissement. Sans méconnaître les droits de l'art, sans refuser un rang supérieur à l'écrivain qui sait dramatiser ce qu'il a vu, et joindre l'émotion poétique à la réalité, l'esprit allemand s'accoutume à chercher dans ses histoires rustiques les fragmens d'une enquête générale sur les plus obscurs enfans de la mère-patrie.

(1) *Federzeichnungen aus dem böhmischen Schulleben*, Leipzig 1853.

Le romancier est donc souvent le collaborateur du touriste, souvent aussi ces deux personnages n'en font qu'un seul. Voici un des plus intrépides voyageurs de l'Allemagne, et l'Allemagne en a eu beaucoup dans ces dernières années; voici un homme qui a parcouru les deux Amériques et visité l'Océanie : il a enrichi la *Gazette d'Augsbourg* de lettres très originales datées de San-Francisco et d'Honolulu; il a raconté ses courses hasardeuses, ses rencontres, ses fatigues, ses périls; ce n'est point assez, et l'ambition lui est venue de peindre en des scènes dramatiques la vie des contrées sauvages qu'il avait traversées. Ce ne sont pas là des romans de fantaisie, ce sont des études sérieuses; que le roman soit bon ou mauvais, que l'invention soit vigoureuse ou médiocre, il y aura toujours dans de telles œuvres un intérêt qui les fera lire. M. Frédéric Gerstæcker a l'originalité particulière aux hommes qui ont beaucoup vu; il est vif, rapide, sensé, il est plein de franchise et de bonne humeur. Sous ce titre général : *Scènes de la vie des forêts en Amérique*, l'auteur a réuni deux œuvres distinctes; le premier de ces romans est consacré aux *Régulateurs de l'Arkansas*, le second aux *Pirates du Mississipi*. Jusqu'en 1836, l'Arkansas a été ce qu'est aujourd'hui le Texas, le refuge des aventuriers et des coquins. Les colons honnêtes formèrent alliance, se donnèrent des chefs, instituèrent des *régulateurs* (c'est le nom consacré), et une sorte de république élémentaire s'organisa. La peinture de cette société primitive a tenté M. Gerstæcker. Déjà le grand romancier allemand-américain, l'auteur de *Nathan*, le peintre du meurtrier Bob, M. Charles Sealsfield, avait traité en maître des sujets analogues. M. Gerstæcker n'a pas la grandeur épique de Sealsfield, il ne sent pas comme lui la morale énergie de cette race de puritains; mais ses tableaux sont variés et instructifs. J'en dirai autant des *Pirates du Mississipi;* je vois là toute une partie, et non certes la moins curieuse, de l'histoire des États-Unis. Fenimore Cooper s'était surtout occupé de la lutte des pionniers contre les Indiens; la lutte de ces mêmes pionniers contre les scélérats que la civilisation enfante est d'un intérêt tout autrement sérieux. C'est la conquête morale, bien supérieure à la conquête matérielle; c'est véritablement la base sacrée du Nouveau-Monde.

L'Amérique a toujours eu un singulier attrait pour les populations allemandes; il y a longtemps que les émigrations annuelles portent des milliers de familles dans les contrées de l'Union. Ces grands faits commencent à trouver leur expression dans la littérature. Une femme d'un esprit distingué, Mme Talvy, célèbre par la publication des poésies nationales des Serbes, vient aussi, comme M. Gerstæcker, de consigner dans un roman ses observations sur la société américaine. Cette fois, on le pense bien, ce sera la société des villes avec toutes les questions brûlantes qui la divisent, questions religieuses, questions politiques, débats plus passionnés que jamais des états du nord et des états à esclaves. Le roman de Mme Talvy est intitulé : *Les Émigrans* (*Die Auswanderer*). Je n'aime pas la fable imaginée par l'auteur, je la trouve prétentieuse et commune; mais ce qu'on peut louer sans crainte, ce qui est vraiment digne du talent éprouvé de Mme Talvy, c'est la peinture des mœurs, le tableau de la Nouvelle-Angleterre et de ses sectes religieuses. A côté des romans de M. Gerstæckert de Mme Talvy (je persiste à les considérer surtout comme des renseignemens historiques), je devrais placer les *Esquisses de l'Amérique du Nord*, par M. Kirsten, et les *Lettres des États-Unis*, par

M. Baumbach, ouvrages remarquables par la nouveauté et l'indépendance des vues; ce serait pourtant m'éloigner un peu trop de mon sujet. MM. Kirsten et Baumbach ont leur place marquée parmi les publicistes : qu'il me suffise d'avoir signalé ici leurs noms. Le vieux monde poursuit de mille côtés sa curieuse enquête sur le nouveau; par ses voyageurs et par ses romanciers, l'Allemagne aura une part importante dans ce grand travail.

Il manquerait assurément quelque chose à ce tableau du roman et des romanciers allemands, si je n'indiquais en terminant les traductions des conteurs étrangers. Goethe parlait souvent d'une littérature cosmopolite, — *Weltliteratur*, — disait-il, où tous les produits de l'imagination humaine seraient immédiatement recueillis et confrontés. Il n'aurait rien à souhaiter aujourd'hui, son vœu est exaucé. Ce que Londres a fait il y a deux ans pour tous les travaux de l'industrie, l'Allemagne le fait tous les jours pour les œuvres de la pensée; il y a là, toute l'année durant, une exposition universelle de la littérature. Les progrès accomplis par la langue allemande depuis le XVIIIe siècle, la souplesse nouvelle communiquée à ce riche idiome par le groupe que dominent Louis Boerne et Henri Heine, ont contribué à ce résultat. Je doute qu'il y ait dans le monde une langue aussi flexible, un moule aussi docile à garder toutes les empreintes. Que de poètes traduits par les Allemands avec une perfection merveilleuse! De Valmiki à Homère et d'Homère à Shakspeare, les œuvres les plus différentes ont trouvé chez eux d'excellens interprètes. On ne s'étonnera pas que ce soit un jeu pour nos voisins de traduire les romanciers du Nord. Toutes ces traductions ne sont pas également recommandables, la précipitation et le charlatanisme sont de tous les pays; mais aussi, combien de résultats heureux! Grâce à cette *Weltliteratur* que Goethe souhaitait si ardemment, on peut aujourd'hui, sans sortir de l'Allemagne, s'initier aux littératures slaves et scandinaves; les Russes, les Danois, les Hollandais, les Hongrois ont droit de cité dans ce grand musée des lettres germaniques. J'ai sous les yeux un roman du poète populaire de la Hongrie, *la Corde du Bourreau*, par Alexandre Petœfi. Le traducteur, M. Kertbény, n'est pas toujours un de ces artistes habiles qui font honneur aux ressources de la langue allemande; mais le hongrois est peu connu en Allemagne, et il faut savoir gré à M. Kertbéni de sa bonne volonté. Au contraire, c'est avec une habileté parfaite que M. Wilhelm Wolfsohn nous a donné les principaux conteurs de la Russie (1); ses cinq volumes contiennent des nouvelles de plusieurs écrivains célèbres, vivans ou morts, Héléna Hahn, Alexandre Pouchkin, Nicolas Pawlow, Alexandre Herzen. Un curieux roman de Lermontoff, *le Héros de notre temps* (*Der Held unserer Zeit*), a aussi trouvé un interprète. M. Zeise a traduit avec talent les nouvelles d'un jeune écrivain danois, M. Christian Winther. M. Zeise eût pu faire un choix plus heureux; malgré la patriotique ardeur des érudits de Copenhague, la littérature danoise est trop souvent un reflet de la France et de l'Allemagne, et quand M. Winther n'imite pas les romantiques allemands, il s'inspire de nos mélodrames. M. Christian Winther n'est pourtant pas un écrivain sans talent; jeune encore, il a rendu de vrais services; sa traduction de *Reineke Fuchs* est estimée, et dans ce recueil même que je viens de blâmer, il y a une belle composition, *Scène du soir*, qui mé-

(1) *Russland's Novellen-Dichter*, Leipzig; — *Erzählungen aus Russland*, Dessau, 1851.

ritait d'être signalée aux lecteurs européens; M. Zeise l'a parfaitement traduite. Il est à peine nécessaire de dire que M. Andersen tient une large place dans cette exposition universelle des lettres; M. Andersen a en Allemagne une réputation beaucoup plus grande qu'en Danemark même. Son dernier ouvrage, *En Suède* (*in Schweden*), a trouvé immédiatement un traducteur; c'est un récit de voyage entremêlé de légendes, de songes, de fantaisies, et empreint de cette grâce enfantine qui a fait oublier la faiblesse de ses romans.

On voit quelle a été depuis dix-huit mois la vie intellectuelle de l'Allemagne; c'est vraiment une sorte de renaissance. Soit que les lettres, délivrées de la terreur démagogique, aient refleuri naturellement, soit que les royaumes de l'imagination aient offert un refuge toujours prêt aux espérances trompées, une phase heureuse est ouverte pour les travaux de l'esprit. C'est surtout, il faut l'avouer, une phase de transition; une période commence, et nous ne connaissons pas encore tous les élémens qui doivent en déterminer le caractère. Si je résume pourtant les directions variées que nous offre ce mouvement unanime, il me semble apercevoir trois symptômes essentiels : d'abord, c'est le sentiment d'une situation nouvelle et des devoirs qu'elle impose, c'est l'idée d'une régénération, d'une existence meilleure, idée indécise encore et exposée à des interprétations contraires, mais qui révèle un travail intérieur dont on peut attendre l'issue avec confiance. — Saluons, en second lieu, l'inspiration chrétienne qui reparaît; conservée par un petit groupe d'esprits supérieurs, elle semblait exclue des lettres : la voilà qui sort des écoles théologiques, et qui reprend jusque dans les œuvres de la fantaisie la place souveraine qui lui est due.—Partout enfin où ne brillent pas des préoccupations si hautes, comment méconnaître ce goût de l'étude, ces recherches variées, principalement cette ingénieuse enquête dont notre XIXe siècle est l'objet? Comment ne pas apprécier la sympathie, poétique et morale tout ensemble, qui pousse tant d'écrivains de talent à dresser la carte complète des mœurs et des sentimens populaires? Féconde investigation à coup sûr, n'eût-elle d'autre résultat que d'apaiser les imaginations surexcitées et de transformer insensiblement toute une part de l'invention poétique. La conscience encore vague, mais universelle, d'une transformation nécessaire, un retour à des idées religieuses d'où l'on voudrait faire disparaître les divisions et les rancunes du passé, l'amour rajeuni des lettres et, même dans les œuvres les moins réussies, une certaine fleur d'inspiration studieuse, voilà ce que nous offre, dans le domaine immense du roman, ce réveil intellectuel de l'Allemagne. Laissons à ces semences fécondes le temps de se développer; elles porteront leurs fruits. Au point de vue spécialement littéraire, la dissémination croissante des talens est un fait qu'il est permis de regretter; qu'importe cependant? puisque la démocratie est partout, ne soyons pas surpris que les lettres nous en reproduisent l'image. La chose importante, c'est de surveiller les écrivains et de leur rappeler sans cesse la dignité de leur tâche. Le XIXe siècle a reçu une mission laborieuse, une mission de paix et de réparation sociale qu'il poursuit péniblement à travers mille tentatives; je n'aurais pas pris plaisir à signaler ce rajeunissement littéraire de l'Allemagne, si je n'avais découvert dans les écoles qui se forment un vif instinct de nos devoirs et la constante préoccupation de nos destinées.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

CARACTÈRES ET RÉCITS.

LES SOLITUDES DE SIDI-PONTRAILLES.

I.

Pourquoi ne le dirais-je pas après tout, puisque c'est le fond de ma pensée? Je ne crois point que la chevalerie soit morte. *Don Quichotte* assurément ne l'a pas tuée. Le glorieux soldat qui a écrit ce livre immortel serait mort de douleur, si le fils de sa généreuse ironie eût commis une semblable action. Cervantes a tout simplement dépeint, avec une altière et moqueuse tristesse, la révolution qui de son temps commençait à s'accomplir. Il est bien certain que la chevalerie a eu à souffrir une passion qui n'est point terminée de la part de ces éternels bourreaux qu'une loi mystérieuse suscite ici-bas à toute chose et à tout être empreints d'un caractère divin. Ces impitoyables hôteliers, ces exécrables maritornes, ces muletiers de malheur qui ont conduit sous une grêle de coups et de lardons le héros de la Manche au tombeau, n'ont ni expié ni reconnu leur crime. Bien loin de là : ils ont maintes fois dirigé contre d'autres victimes leur infatigable persécution, mais, malgré leur triomphe apparent, l'ennemi qu'ils poursuivent leur échappe. L'objet de leur haine ne peut pas être anéanti. Ce n'est pas un homme, c'est un sentiment qui vivra tant que Dieu n'aura pas dépouillé du plus précieux de ses élémens la mystérieuse matière dont il nous pétrit.

— Ah! vous croyez, dit un soir Mme de Bresmes, qu'il n'y a plus de chevaliers à présent. Eh bien! il y en a : j'en connais. Oui, moi qui vous parle, j'en ai vu.

Et tout à coup elle s'interrompit sans songer à ceux qui l'entouraient, elle laissa tomber la discussion qu'elle soutenait depuis quel-

ques instans : bulle de savon colorée de son aimable souffle, qui s'évanouit en touchant la terre. Elle se mit à songer à Sidi-Pontrailles.

Vous voyez que j'entre en plein dans mon sujet. Je dirai tout à l'heure, pour ceux qui connaissent à peine l'Afrique, ce qu'est Sidi-Pontrailles. Je vais dire tout de suite, pour ceux qui n'ont jamais connu Paris, ce qu'est Mme de Bresmes.

Anne de Bresmes est la fille de ce vieux marquis de Bresmes qui se faisait pardonner une fortune comme celle de Fouquet par un incomparable cœur et un esprit comme celui d'Hamilton. M. de Bresmes mourut en 1830. Il avait été mortellement atteint par le malheur d'un roi dont il était l'ami. Anne, qui était alors un enfant, fut élevée par sa tante, la princesse de Cerney.

Je ne voudrais point médire de la princesse de Cerney; elle est morte récemment comme une sainte, on me l'a affirmé, et je le crois. Seulement je ne puis pas m'empêcher de remarquer qu'à l'opposé de la plupart des élus, elle est arrivée par les plus riantes voies au paradis. Elle avait reçu en partage une merveilleuse beauté, qu'elle avait administrée, c'est bien le mot, comme les gens qui recueillent des éloges ici-bas administrent leur fortune, avec une prudente libéralité. Elle traitait les grandes passions comme les courans d'air; elle prétendait qu'on ne pouvait mettre trop de soin à s'en garantir. Ce qu'elle protégeait, ce qu'elle recherchait, c'était un amour sociable, modéré, enclin à l'enjouement, ami de la paix, qui, semblable à l'ombre de Ninus dans la *Sémiramis* de Voltaire, entre et disparaît sans inspirer de terreur à personne. Jusqu'à son dernier jour, on l'avait vue entourée d'une troupe disciplinée d'adorateurs qui échangeaient entre eux les plus bienveillans sourires. On a dit bien souvent de sa maison : C'est le dernier salon où l'on cause encore; mot que, pour ma part, j'ai entendu appliquer déjà tantôt à un salon, tantôt à un autre. Le fait est qu'on trouvait chez elle tous les soirs cette conversation destinée à vivre aussi longtemps que le monde, cet invariable, ce traditionnel menuet qu'exécutent entre eux certain nombre d'esprits persuadés pour leur bonheur qu'à chaque instant ils inventent des figures imprévues.

Vous comprenez, n'est-ce pas, l'atmosphère où Anne grandit et se développa? Anne était faite pour vivre dans cette région, comme Mignon pour respirer l'air de l'Allemagne. Puisque j'ai nommé cette adorable création de Goethe, je dirai que Mlle de Bresmes lui ressemblait. Elle avait des formes délicates et grêles; son abondante chevelure, aux ondes noires baignées de lumineux reflets, avait l'air d'être trop pesante pour sa petite taille. Ses grands yeux sombres, aux teintes azurées, faisaient rêver des pays ardens. Son âme était bien celle qu'annonçait sa gracieuse enveloppe. Il y avait dans ce joli corps une vie passionnée qui pendant longtemps s'était révélée à

chaque heure; mais grâce aux leçons, aux conseils, à la continuelle direction de sa tante, Anne, il y a quelques années, avait fini par se cacher sous un masque plus épais que celui des dames de Venise, et ce masque s'était tellement collé à ses traits, qu'elle-même le prenait pour son visage. Les plus mondains entre les mondains en étaient venus à lui reprocher la rayonnante et glaciale indifférence qu'exprimait constamment son sourire. On ne lui connaissait ni une affection ni un enthousiasme. Elle prenait part à toute chose pourtant, mais dans une mesure que d'avance on aurait pu déterminer. On prétendait que, formée par Mme de Cerney, elle exagérait la manière du maître, et cependant elle était recherchée, fêtée, adulée, car elle était en définitive destinée à devenir une providence pour tous les oisifs des salons. Depuis qu'elle avait épousé son cousin, le comte Gérard de Bresmes, elle avait ouvert une de ces maisons dont peu à peu le monde s'empare, et qu'il finit par regarder comme une partie inaliénable de son domaine.

Ce n'était pas le comte de Bresmes, à coup sûr, qui eût pu tirer sa femme de la véritable léthargie où elle était plongée. Gérard était un de ces hommes dont nous connaissons tous un si grand nombre, que le plus fugitif rayon d'enthousiasme n'a jamais animés. Les mots de foi, de dévouement, de sacrifice, lui semblaient appartenir à une langue poétique morte depuis longues années, qu'on apprenait comme le latin et le grec, avec la certitude de ne jamais en user. Scipion de Bresmes, son père, avait été un intrépide Vendéen, émule des Bonchamp et des Charette : Gérard avait fait représenter à Mme la duchesse de Berry, lorsqu'elle était venue en Vendée, combien une insurrection royaliste était une chose insensée. Il se prétendait cependant attaché à la cause qu'avaient défendue tous les siens; mais cette cause, disait-il, on ne pouvait honorablement et utilement la servir qu'en s'abstenant de prendre part à tout gouvernement révolutionnaire; aussi restait-il dans la plus consciencieuse et la plus complète oisiveté. Toutefois il se mêlait à la politique des salons et des clubs; entre deux parties de whist, il prononçait des axiomes, car il était écouté d'habitude avec attention et bienveillance. Personne ne représentait mieux que lui l'élégante vulgarité; ce qu'il était en politique, il l'était partout. La religion ne lui avait point fait comprendre la prière, les femmes ne lui avaient rien fait deviner de l'amour; il avait, sur ce dernier point, une manière d'être que j'ai rencontrée assez souvent; il se dédoublait. Ainsi cette vieille lady Bagot, qui emportera dans l'autre monde les commérages de toutes les chancelleries européennes entassés depuis trente ans dans sa mémoire, c'était son esprit; cette Pepita, maintenant en Russie, qui un soir dans un souper exécuta une danse aérienne sur des bouteilles qu'elle venait de vider, c'était son cœur.

Quant à sa femme, elle ne lui avait jamais inspiré que le sentiment de la plus froide estime; il se le reprochait, disait-il; elle se serait bien gardée de le lui reprocher. Tous deux avaient reconnu, dès les premiers jours de leur mariage, que Dieu évidemment ne les avait point créés l'un pour l'autre. Ils ne s'inspiraient aucune aversion, mais la plus profonde, la plus incurable indifférence. Il y avait entre eux cette invisible séparation qui s'établit entre certains époux sans violence, sans douleur, sans un échange de paroles blessantes, même amères. Ils ne s'étaient pas aimés, voilà tout, et s'étaient compris sans se le dire.

Ils vivaient ainsi quand arriva l'événement, fort peu important en apparence, qui devait changer Mme de Bresmes pour toujours peut-être dans son cœur, et pour quelque temps, à coup sûr, dans sa vie. Un vieux baron de Bresmes, très-connu dans une assez mauvaise compagnie, s'avisa de mourir en laissant à Gérard, son neveu, un héritage grevé de rentes destinées à l'entretien des roses dont il avait couronné ses cheveux blancs. Ce baron de Bresmes, qui était un spéculateur, avait acquis, je ne sais trop comment, de vastes possessions en Algérie. Une après-midi, il y a de cela seulement deux années, Gérard entra chez sa femme qui jouait en ce moment une mélodie de Chopin : — Si vous voulez, lui dit-il, nous irons cette année faire un voyage en Algérie. Je ne crois pas assurément que ce soit un pays bien curieux, la domination française a dû y faire disparaître déjà toute originalité de mœurs; mais nous y avons quelques intérêts, et cela nous fera sortir un peu de la routine des touristes.

— Nous irons, répondit-elle, où vous voudrez. Je n'aime ni ne hais d'avance aucun pays.

Et ses doigts se remirent à errer sur le piano, tandis que le comte de Bresmes saisissait d'une main distraite un journal; puis elle s'interrompit, et, dirigeant vers son mari le plus nonchalant des regards : — Mais n'avez-vous pas là, fit-elle, un parent?

— Certainement nous avons dans je ne sais quel régiment de cavalerie notre cousin Guillaume de Pontrailles, qui s'est engagé il y a une dizaine d'années. J'ai récemment entendu parler de lui je ne sais trop par qui. On m'a assuré qu'il s'était distingué dans la guerre aux bœufs et aux moutons qui se fait par là.

Et tout fut dit entre les deux époux sur l'Afrique et sur Pontrailles.

II.

Ceci n'est ni un conte, ni un roman, un de ces romans du moins que font les hommes, car c'est un de ces romans que fait Dieu. Ce sont ceux-là tout simplement que je tâche d'écrire. Aussi ai-je toujours peur de les gâter par tout ce qui ressemblerait à de l'art, de

l'invention, des effets combinés, des contrastes préparés. Il faut pourtant que maintenant on se transporte dans une région qui ne ressemble guère à celle où cette histoire a commencé : c'est sur les cimes de l'Atlas que Mme de Bresmes devait aimer.

Je ne sais pas si l'Atlas porte toujours le monde : il s'est accompli tant de révolutions ; mais c'est à coup sûr une merveilleuse chaîne de montagnes. Quelques-uns de ses sommets font resplendir dans le ciel éblouissant de l'Afrique une neige sans tache comme la virginale couronne de la Yung-Frau. Ses flancs ont des teintes charmantes, rouges, orangées, lilas, toutes les teintes des soleils couchans. Ils sont entr'ouverts par des vallées où des bois d'oliviers et de liéges déploient leur métallique verdure. Toutes ces beautés sont animées par une âme plus orgueilleuse et plus sauvage que celle des Pyrénées et des Alpes. Les voyageurs n'ont pas joué encore avec la mystérieuse grandeur du Jurjura.

A trente lieues d'Alger, à peu près en face de cette montagne où il faudra qu'un de ces printemps nous fassions tonner une bonne fois nos obusiers, il y a un vieux *bordj* qui date des beaux jours du Turc. C'est une sorte de château-fort composé de quatre grands murs crénelés et bordés de terrasses. A l'extrémité d'un de ces murs s'élève, dans un singulier isolement, un marabout dont le faîte sert presque toujours de perchoir à une cigogne. Ce mélancolique édifice est construit sur une hauteur qui domine une profonde vallée ensanglantée déjà par maints combats et conduisant à des pays inconnus encore, où restera plus d'un d'entre nous. On a de là une de ces vues chères à certains esprits, parce qu'elles éveillent en eux des idées d'aventures et de dangers. Aussi était-ce le séjour favori de Sidi-Pontrailles. car le héros de cette histoire avait reçu, lui aussi, ce surnom dont l'Espagne a fait le plus glorieux de ses noms chevaleresques. Il avait été appelé *Sidi* comme Rodrigue. C'était un de ces officiers français que les Arabes révèrent presque à l'égal de leurs chérifs. Pontrailles était célèbre dans tout le pays kabyle par sa justice. Le fait est que c'était un grand justicier à la façon de quelques seigneurs du moyen âge. Sa parole était, disait-on, l'éclair de son sabre. Les Arabes ont le culte de la justice prompte et porte-glaive ; les peuples de l'Orient seront toujours ces peuples que Dieu, quand il les gouvernait lui-même, menait avec des anges exterminateurs. Les gens dont Pontrailles avait brûlé les *gourbis,* coupé les oliviers, pris les moutons, avaient pour lui une déférence presque sympathique. Ils lui auraient même pardonné d'abattre de temps en temps une de leurs têtes. Peut-être était-ce, du reste, ce qu'il faisait; mais ce sont des secrets d'administration dont il est inutile de s'occuper ; chacun remplit de son mieux la tâche qui lui est confiée. Ce qui est certain, c'est que Pontrailles était un chef vénéré et redouté.

Si d'après cela on allait se le figurer sous des traits d'une majesté épique, marchant dans la vie d'un pas solennel entre le silence et l'austérité, on se tromperait bien complétement. Pontrailles s'était engagé dans les hussards, et il était demeuré un hussard parfait. Si la sabretache ne pendait plus à ses talons, elle était restée dans son cœur. Quiconque a porté la sabretache comprendra ce que je veux dire. Loin de prétendre à la dignité arabe, il était dans son spencer de spahi comme Lasalle et Montbrun dans leur dolman, une saisissante image de l'audace, de la pétulance et de la légèreté françaises. Pontrailles dans son *bordj*, c'était l'alouette gauloise ayant suspendu son nid à une des cimes de l'Atlas. Maintenant cela veut-il dire qu'il fût étranger à toute méditation de l'esprit, à tout attendrissement du cœur? Non, assurément; il le prouvera bientôt.

Il avait un de ces caractères qui sont la grâce et l'originalité de notre nation. Il croyait à cette gaieté qui ne chasse du regard ni le feu de l'héroïsme, ni même les nuages de la rêverie; il tendait sa coupe à cette Hébé qui n'a tué ni le goût de la gloire chez les compagnons de François Ier et de Henri IV, ni l'intelligence de l'amour chez La Fontaine et chez Marot.

Au moment où commence ce récit, il y avait déjà près de deux années que le capitaine Pontrailles vivait dans son *bordj* avec une cinquantaine de spahis et ces cavaliers des *goums* dont le nombre s'accroît et diminue suivant les vicissitudes des guerres. Dans tout cet espace de temps, il n'avait été en contact avec la civilisation européenne que par quelques rares visites à Alger. Malgré la joyeuse résignation qui faisait le fond de son humeur, il était donc, le matin du jour qui devait donner un tour nouveau à toute sa vie, dans une disposition assez mélancolique. Il fumait une longue pipe sur sa terrasse à l'entrée de son marabout, assis sur un vieux canon où les armes d'Espagne à moitié effacées rappelaient les luttes des Turcs et de Charles-Quint. Tout à coup il vit du côté opposé au pays kabyle, à l'entrée du Tell, un groupe où il crut distinguer deux costumes d'un aspect insolite dans le Jurjura. Il lui sembla qu'il voyait une amazone et un cavalier qui n'avaient rien ni du guerrier arabe ni du soldat français. En quelques instans, il était descendu dans son écurie, s'était jeté sur celui de ses chevaux qu'il aimait le mieux, un alezan doré marqué au front du signe qui porte bonheur, et avait abordé au galop les hôtes inattendus de ces montagnes. L'amazone et le cavalier que Pontrailles avait aperçus, c'étaient le comte et la comtesse de Bresmes.

Les touristes ont vraiment bien tort de ne pas affluer en Afrique, car ils reçoivent dans ce beau pays une hospitalité qu'on ne trouve nulle part ailleurs. L'Algérie est tellement habituée à être délaissée et méconnue, à se voir préférer cette Italie que les Anglais ont

imprégnée de leur spleen, cette Suisse froide et indigeste comme ses fromages, qu'elle accueille ses rares visiteurs avec une reconnaissance passionnée. On avait mis au service de M. et de Mme de Bresmes des tentes, des mulets, des cantines et une bonne escorte composée de cavaliers intelligens montés sur de vigoureux chevaux. Malgré ces excellentes conditions de voyage, Gérard regrettait un peu de s'être jeté dans de lointaines excursions, et il trouvait fort mal situé le *bordj* de son cousin Pontrailles. — Certes, disait-il à sa femme, s'il en était encore temps, je n'irais point faire à mon cher parent une visite qui nous a déjà forcés à passer trois nuits sous la tente dans une insupportable lutte contre toute sorte d'odieux insectes. Rien de ce que j'ai vu de l'Afrique ne me séduit jusqu'à présent. On n'y dort pas, on y mange incommodément, on y est tantôt mordu par le soleil, tantôt étouffé par le vent, et tantôt noyé par la pluie. Au prix de tout cela, qu'achète-t-on? La vue de grandes plaines qui ressemblent aux Landes, et de montagnes qui ne valent ni les Pyrénées ni les Alpes. Ne pensez-vous point comme moi?

Anne ne pensait pas tout à fait ainsi. Il lui semblait depuis un mois que les pensées se renouvelaient dans son cerveau, le sang dans ses veines. Mignon avait touché le sol où fleurit l'oranger, la belle au bois dormant se réveillait. Mme de Bresmes comprenait ce qui échappait à son mari, cette beauté de l'Afrique qui ne réside point ici ni là, mais partout, qui est un secret de la couleur, un arcane de la lumière, comme le charme des tableaux immortels. Puis elle jouissait d'un don que Dieu ne permet pas à tous d'apprécier, de la vie. Elle sentait son âme, tenue en captivité si longtemps, entrer en relation avec ces puissances du ciel, avec ces énergies de la nature que tant de mondains sont destinés à ne connaître qu'à l'heure où leurs yeux se fermeront pour toujours à la clarté des lustres. Cependant elle avait un pied encore dans la région où elle avait vécu. Cette poussière que le monde entasse dans le cœur se soulevait souvent en elle et étouffait un élan prêt à faire monter des larmes d'enthousiasme dans ses yeux.

Il n'y a pour mettre fin aux enchantemens funestes qu'un seul pouvoir après tout. Ce sont toujours les princes amoureux qui arrachent les princesses persécutées aux mauvaises fées, aux détestables génies. Anne laissait donc l'Afrique sans défense contre les attaques de son mari, quand elle vit venir à elle Sidi-Pontrailles. *Embarek*, — ainsi s'appelait le cheval de l'officier, c'est un nom qui veut dire *heureux*, et qu'un grand marabout a porté, — *Embarek*, en abordant le groupe sur lequel on l'avait lancé, fit de lui-même une gracieuse courbette qui ressemblait à un salut. Pontrailles se montrait sous son meilleur jour. Le regard de Mme de Bresmes le lui apprit. Je ne dirai

point pourtant que ce regard fut un coup de foudre jetant dans un cœur la flamme d'un autre cœur. Le soir du jour où ils s'étaient rencontrés, Pontrailles et sa cousine auraient juré qu'il y avait encore entre eux tous les espaces et tous les abîmes de la Méditerranée.

III.

Elle l'accusait d'être un soudard, il l'accusait d'être une précieuse. Tous deux se trompaient beaucoup, et pourtant n'avaient pas tout à fait tort. On ne peut pas dire que le baron Guillaume de Pontrailles, quoiqu'il appartînt à une des meilleures familles de la Normandie, fût un modèle de belles, surtout de discrètes manières. Depuis dix ans qu'il menait la vie militaire, il avait eu fort peu de relations avec le monde. Quand il s'était engagé, c'était un mince et blond jeune homme, n'ayant connu que son précepteur et sa mère. Ainsi que cela arrive d'ordinaire dans les régimens, le fils de famille en avait remontré à tous les enfans de la misère et de l'aventure : l'élève de l'abbé Triconnet avait, dès le lendemain de son arrivée, abattu d'un coup de sabre le nez et la moustache d'un ancien. Tout le reste de sa vie avait rapidement répondu à cet heureux et brillant début. Montaigne lui-même a prétendu que le jeune homme bien élevé devait au besoin supporter l'ivresse avec son prince. Pontrailles montra qu'il avait reçu une parfaite éducation; seulement ce ne fut point avec son prince, ce fut avec les camarades de sa chambrée qu'il défia toutes les bouteilles de l'étourdir. En même temps qu'il pratiquait les préceptes de Montaigne, il se livrait aux penchans de Mathurin Régnier :

> J'aime un amour facile et de peu de défense;
> Si je vois qu'on me rit, c'est là que je m'avance.

Pontrailles, quand il fut sous-officier, devint un véritable don Juan de garnison. On lui riait à Tours, où était alors le 4e hussards, de toutes ces fenêtres garnies de capucines que George Sand a célébrées dans *André*. Il eut le bonheur de ne se prendre d'aucun romanesque attachement pour toutes les aimables desservantes de Vénus illettrée. Là, le souvenir de l'abbé Triconnet lui fut utile. Un culte secret pour l'orthographe arrêtait les égaremens de son cœur; puis, soyons juste, un sentiment d'une plus noble nature le retenait aussi. Pontrailles avait conservé pour sa mère une sorte de piété pleine de tendre et passionné respect, comme celle des chevaliers pour Notre-Dame, et sa mère était une de ces femmes qui parfument de la plus exquise des grâces mondaines une vie de solitude et d'austérité. Il ne s'était donc jamais créé ni des Manon ni des Geneviève. Le regard sous le-

quel son âme s'était épanouie l'avait sauvé et le préservait de ces fantômes funestes. Lorsque son régiment partait des lieux où il avait trouvé les plus doux sourires, il s'en allait avec toute sa gaieté. Le boute-selle mettait fin pour lui à toute une série d'aventures; c'était un glas qui sonnait joyeusement l'enterrement de ses amours. De là un instinct qui n'était point mort dans ce sein comprimé par le dolman. Si Pontrailles n'avait point fait fructifier ce don de l'idéale tendresse qui est la pièce d'or de l'Évangile, le talent donné par le maître à chacun de ses serviteurs, il n'avait point, comme tant d'autres, laissé tomber son trésor dans la poussière des chemins.

L'Afrique lui avait été salutaire. Le grand air et le commandement avaient exercé une puissante action sur cette nature. Cette vie des postes périlleux et isolés, qui a créé dans notre armée de si énergiques caractères, lui convenait merveilleusement. Toutefois, dans le capitaine de spahis, on retrouvait à chaque instant l'ancien sous-officier de hussards. Mme de Bresmes éprouva donc d'abord quelque peine à se familiariser avec son cousin. Il avait été convenu que l'on coucherait au *bordj*. Vers six heures, Pontrailles servit à ses hôtes un dîner des plus somptueux pour un dîner du Jurjura. La cuisine arabe et la cuisine française s'étaient ingénieusement combinées. Quelques mets d'une apparence presque parisienne se montraient entre le *couscoussou* et la *tourta*. Ces ustensiles inconnus aux Arabes, les couteaux et les fourchettes, étaient en abondance sur la table. Chaque convive avait son verre, et, à côté de la gargoulette où repose l'austère breuvage des musulmans, un vaste flacon était rougi par l'ardente liqueur des chrétiens. Mais le comte de Bresmes professait en matière gastronomique les doctrines les plus absolues et les plus intolérantes. C'était le seul point sur lequel il fit trève à son habituel scepticisme. Il se mit donc à frapper la cuisine arabe d'une énergique réprobation, puis ses attaques passèrent bientôt à tout ce que renferme l'Afrique et à l'Afrique elle-même. Alors Pontrailles s'éveilla : ce fut sur les chevaux que s'engagea la plus vive et la plus opiniâtre discussion. M. de Bresmes appartenait à cette école de *sportsmen* qui semble s'être identifiée avec les chevaux anglais et regarder comme un outrage personnel l'hommage rendu à tout animal qui n'a pas du sang britannique dans les veines. Il affirma que le meilleur cheval de Pontrailles ne valait pas le dernier coureur du Champ-de-Mars, que les chevaux arabes étaient disgracieux, tarés, sans allure, propres à porter du reste le soldat français, qui est le plus ignorant des cavaliers, mais indignes d'être montés par des *gentlemen* et des jockeys. Cette loi de l'hospitalité, sacrée partout et particulièrement dans un *bordj*, empêcha seule Pontrailles de faire voler une assiette à la tête de son adversaire. Il rappela le pacha d'Égypte défiant vainement le Jockey-Club

de Londres, les courses d'automne en Algérie, et surtout ces courses de chaque jour, à travers d'exécrables terrains, où nos soldats ont la misère en croupe et le péril pour but. Il prétendit qu'avec *Embarek* il forcerait *Miss Annette* et *Prédestiné* à se casser les reins, et, du cheval arrivant au cavalier, il soutint que chasseur d'Afrique ou spahi passerait par plaisir, par devoir, tout simplement même par insouciance, où aucun pari ne pourrait envoyer ni un gentleman ni un jockey. Tout cela fut dit, il faut en convenir, d'un ton assez emporté, et dans un langage qui n'était pas des plus choisis. Mme de Bresmes pensait, en regardant tour à tour les deux interlocuteurs, que l'un était une fourchette et l'autre un sabre. Elle ne croyait pas être si près d'un cœur.

Une nouvelle discussion qu'elle souleva, pour mettre fin à celle des chevaux, sembla l'éloigner encore de Sidi-Pontrailles. Elle avait entendu parler, dit-elle, d'officiers qui prenaient pour compagnes des femmes indigènes, et faisaient de ces créatures les maîtresses de leur foyer; elle trouvait là une grossièreté d'esprit, une indélicatesse de mœurs qui l'affligeaient pour notre armée. Quel échange de pensées pouvait-on avoir avec une Mauresque ou une Kabyle? Et que devenait la vie intérieure quand tout commerce intellectuel en était proscrit? Irritée par les allures un peu rudes de son cousin, la nièce de Mme de Cerney fit cette dernière réflexion avec une sorte de pédante mignardise dont Pontrailles se sentit froissé à son tour. Aussi, laissant parler une humeur passagère, non point ses vrais et habituels instincts, il traita de besoins factices, dont nous délivrait une existence virile, les plus touchantes, les meilleures exigences de l'esprit. Il glorifia dans la femme orientale la matière heureuse de sa paix; il vanta cet amour dont le sommeil n'a jamais été troublé par des larmes brûlantes tombées des yeux de Psyché. Les trois convives se retirèrent de table fort mécontens les uns des autres, et cependant l'heure s'était déjà levée où deux âmes de plus devaient s'unir en ce monde.

On alla prendre le café sur la terrasse. Quoiqu'on fût alors en octobre, le ciel était d'une douceur merveilleuse. En Afrique, le ciel est comme la mer animé d'une vie passionnée; après ses orageux caprices, il a des instans de calme radieux, il a l'air de vouloir faire oublier, à force de paix et de clémence, ce qu'il a eu d'impétueux, de sinistre et de tourmenté. C'était donc une admirable nuit. Les montagnes dessinaient leurs sombres profils dans une atmosphère transparente; les étoiles se montraient jusqu'en de fabuleuses profondeurs, et l'on sentait sur le paysage tout entier ce charme féerique qui, sans le secours du sommeil, pénètre à certaines heures et notre regard et notre âme de la lumière enchantée des songes.

Malgré sa grande habitude du spectacle qu'il avait sous les yeux, Pontrailles se sentit ému, et il s'aperçut que Mme de Bresmes partageait son émotion. Après s'être accoudée un instant sur le petit mur percé de meurtrières qui bordait la terrasse, Anne se redressa et tourna tout à coup vers son cousin un regard animé d'une splendeur mystérieuse comme le ciel qu'elle venait de contempler. Avec un entraînement subit, Pontrailles effleura de sa bouche l'oreille de la charmante voyageuse, et, se rappelant un passage de Goethe : Ne serait-ce point, fit-il, le moment de s'écrier : « Klopstock? » Elle tressaillit, puis lui dit tout haut, mais avec un sourire qui avait une sorte de tendresse : Vous avez donc lu *Werther?*

— Ah! répondit Pontrailles, vous croyez que nous autres militaires nous n'avons jamais lu que notre *théorie?* Vous dites : Ce sont de pauvres brutes; ils boivent, ils mangent, ils se battent; mais il y a une région tout entière où ils n'ont pénétré jamais; ils ne vont dans le monde invisible que le jour où une balle leur brise le crâne. Eh bien! vous vous trompez. Tel que vous me voyez, moi, j'ai lu Goethe, Byron et Shakspeare. J'ai, comme un autre, mes heures d'étude, de recueillement et même de rêverie; seulement, quand je sens mes songeries devenir maladives, quand je tourne au René, je vais dans mon écurie, je m'assure qu'*Embarek*, *Ali* et *Sélim* ne manquent de rien, qu'ils ont mangé l'orge avec appétit, qu'on leur a fait une bonne litière; puis je regarde ces trois pauvres animaux avec leur honnête physionomie, et je sens leur calme qui me gagne. Je soupçonne lord Byron de n'avoir jamais aimé les chevaux qu'en poète pour s'élancer sur leur dos à travers l'espace. Ceux qui les aiment de cette façon ne savent point en tirer un vrai profit. Il faut aller trouver les bêtes à côté de leur mangeoire. Si Notre-Seigneur est né dans une étable, c'est parce qu'il a voulu, croyez-le bien, glorifier ce qu'un pareil séjour a de merveilleusement sain pour l'âme. Je mène une vie qui, je l'espère, au lieu de tuer mon esprit, lui fera une plus longue jeunesse que celle de mon corps; seulement, fit-il brusquement après un moment de silence, de cette jeunesse-là, que ferai-je?

Un séducteur de profession n'eût pas mieux amené la réponse qui sortit fatalement des lèvres de Mme de Bresmes.

— Elle vous servira, cette jeunesse, à aimer.

— Aimer! s'écria Pontrailles, comme s'il répétait quelque mot étrange. Et qui donc voulez-vous que j'aime?

Cette fois Anne partit d'un éclat de rire.

— Ah! fit alors Pontrailles comme frappé d'une idée subite et avec un accent bizarrement sérieux, je pourrais être amoureux de vous.

Puis il réfléchit, et du même ton : — Ce serait, ajouta-t-il, un

grand malheur pour nous deux, pour vous surtout. Votre vie de Paris vous semblerait si cruellement fade quand je vous aurais aimée!

Le regard dont il accompagna ces paroles avait quelque chose à la fois de si grave et de si ardent, que Mme de Bresmes en fut toute troublée, et ce fut avec émotion qu'elle répondit en s'efforçant d'être enjouée : — Savez-vous, mon cousin, que vous avez une fatuité d'une espèce sauvage et primitive? Vous admettez que le jour où vous aurez daigné avoir quelque tendresse pour moi, toute ma vie sera brûlée.

— Non, je ne suis pas fat, interrompit impétueusement Pontrailles, j'en atteste ma vie entière, où les vanités de toute nature n'ont guère eu occasion de se produire. Je n'ai pas de fatuité; mais ce que vous ne croiriez point, j'ai beaucoup de bon sens, et ce bon sens-là me dit que je vous ferais sentir ce que j'éprouverais. Ce n'est point par moi seul que je deviendrais votre fatalité. J'emprunterais ma puissance sur vous de tout ce qui m'entoure. Cette étrange habitation où je vous reçois, ce paysage que nous regardons ensemble, ce ciel qui nous jette dans le même rêve, voilà qui graverait à jamais mon image au fond de votre pensée. Le fantôme que vous emporteriez en vous n'aurait point de rivaux à craindre. Ceux que vous verrez là-bas n'auront ni mon *bordj*, ni mes montagnes, ni mon illumination d'étoiles. Ils vous offriront de nouveau, avec leur opiniâtre monotonie, ce que vous avez repoussé déjà. Oui, vous m'aimeriez parce que je resterais pour vous quelque chose d'unique; et vous, la seule femme qui m'ait jamais rappelé les créations des livres, les visions de mon cœur, de quel amour, moi aussi, je vous aimerais!

— Heureusement, fit-elle tout à coup en lui tendant la main, nous ne nous aimons pas.

Pontrailles la regarda et vit dans ses yeux, qu'éclairait la lumière des étoiles, deux larmes, brillans joyaux du trésor divin des tendresses. Il appuya ses lèvres sur cette main qu'on lui tendait, et sentit ce tressaillement intérieur qui indique une naissance dans notre âme. Ils s'aimaient.

IV.

Pendant tout le temps de cet entretien, le comte de Bresmes avait d'abord fumé dans un profond recueillement un chibouque sans s'inquiéter ni du ciel, ni des montagnes, ni de sa femme; puis il s'était retiré dans la chambre que Pontrailles lui avait fait préparer. Il dormait là du sommeil d'un homme que la jalousie n'a jamais hanté, quand Anne résolut de se retirer à son tour. C'était la pièce même où il couchait que Pontrailles avait cédée à sa cousine. Cette pièce était

fort peu ornée : un fusil arabe, deux pistolets, un sabre de combat, rompaient seuls la monotonie de quatre murailles blanchies à la chaux; mais d'une ouverture pratiquée auprès du lit on apercevait l'admirable site que dominait le *bordj*, et Pontrailles avait pensé que sa cousine serait réjouie à son réveil par cette *fête des yeux*, comme disent les Orientaux.

Lorsqu'elle fut dans sa chambre, Anne sentit qu'elle allait avoir l'insomnie pour compagne, non point cette cruelle insomnie aux traits de fantôme qui chasse lady Macbeth de sa couche, mais cette insomnie pleine d'inquiétude et d'ivresse comme la nuit où respire Juliette. Elle ne voulut pas faire de vains efforts pour appeler un sommeil qu'elle ne désirait pas d'ailleurs, je le crois bien; car il est des pensées semblables à ces bouquets dont on ne veut point se séparer, quoiqu'ils causent une excitation douloureuse à notre cervelle. Elle voulait songer des dernières paroles de Pontrailles.

Elle se mit à examiner la chambre où elle était. Les objets qu'elle avait sous les yeux ne pouvaient que plaire à sa rêverie. Pontrailles avait laissé sur la table à laquelle il s'asseyait quelquefois les livres, en bien petit nombre, qu'il avait emportés dans sa solitude. Les livres sont les amis auxquels s'applique le mieux un des proverbes les plus connus. Ceux que Pontrailles avait choisis racontaient avec éloquence cette singulière nature. C'était cette fleur par excellence de toutes les cellules, l'*Imitation*, présent de Mme de Pontrailles à son fils; puis comme une rose à côté d'un lys, comme des castagnettes à côté d'un crucifix, un volume de l'Arioste côtoyant cette œuvre sacrée. C'était ensuite ce recueil populaire que vous avez rencontré peut-être dans d'humbles bibliothèques, ce volume où on a réuni *René*, *Atala* et une poétique bluette que je ne dédaigne point malgré son tour un peu prétentieux, un peu suranné, *le Dernier des Abencerrages*. C'était enfin un ouvrage sérieux sorti d'un esprit rompu à l'action et d'un cœur familiarisé avec la mort : l'*Esprit des institutions militaires*, par le maréchal Marmont.

Voilà quels étaient tous les trésors littéraires de Sidi-Pontrailles. C'en était assez pour montrer que l'esprit avait sa part dans cette vie si noblement livrée à l'action. Anne devait trouver des indices plus saisissans, plus intimes encore de la pensée qu'elle cherchait à deviner. Sur cette table où errait son regard, elle aperçut quelques papiers qui semblaient dans un assez grand désordre. Sa curiosité n'était pas de celles qui savent s'imposer des limites. Elle lut ces pages que lui offrait le hasard, et bientôt elle se sentit plongée dans un singulier attendrissement. Ce qu'elle avait sous les yeux, c'était l'âme même de Pontrailles subissant ce besoin d'épanchement dont je crois qu'aucune âme n'est affranchie. Quoique le pauvre Guillaume,

à coup sûr, ne fût pas un mandarin, il lui était arrivé à certaines heures, dans son isolement, de donner une forme à ses songeries. Ses lectures lui avaient inspiré des réflexions empreintes de cette originalité qui était la grâce souveraine de sa nature. Ainsi, à propos du maréchal Marmont et de son traité, il avait écrit lui-même sur sa profession quelques lignes d'une véritable éloquence. Ce mystérieux dévouement du soldat trouvant dans la perpétuelle oblation de sa chair tantôt les élans d'une joie ardente, tantôt le mouvement paisible d'une consolation secrète, était là naturellement exprimé. Certains mots, certaines pensées d'un abandon un peu puéril rendaient plus frappant encore l'héroïsme austère de ce sentiment. Après des considérations sur l'armée, dignes de l'intelligence la plus sérieusement guerrière, on lisait : « Je remercie le ciel de ne pas être fantassin, quoique assurément je sois plein de respect pour l'infanterie. Le guerrier complet se compose d'un homme et d'un cheval. Ce malheureux fantassin me paraît toujours un soldat mutilé. Mon Dieu, soyez béni pour le compagnon à quatre jambes que vous m'avez donné! A certains mouvemens de mon cœur, j'ai cru souvent que le cheval était né à la façon de notre mère Ève, qu'il avait été fait avec le sang et la chair du cavalier. »

De cette explosion d'enthousiasme hippique, on passait brusquement à des inspirations bien différentes. Le chapitre sur l'amour venait d'éveiller chez Pontrailles d'autres tendresses que ses tendresses chevalines. Vous connaissez l'histoire de ce saint qui s'était fait une femme de neige. De ses plus pures, de ses plus idéales pensées, Pontrailles se faisait une maîtresse à laquelle il livrait sa vie. Il composait une sorte d'idylle mystique qui rappelait le souhait de Gessner. Il se construisait un asile, seulement un asile vivant au lieu d'un asile de feuillage; il inventait pour son idole tout un culte aux pratiques d'une chaste passion : baiser le velours du prie-Dieu usé par ses genoux, se pencher, elle et lui, sur le même livre, quelquefois tomber à ses pieds et se sentir pris alors d'un désir extatique de mourir! Tout d'un coup la mélodie changeait, l'Arioste avait passé par là, Alcine était entrée dans l'oratoire : « Il ne doit y avoir, disait-il, qu'un seul amour pour un soldat, c'est l'amour que l'on cueille et que l'on jette comme une branche de laurier rose. Aussi les Arabes, qui sont nos maîtres en fait de sentiment guerrier, traitent-ils avec raison la femme comme on traite le vin chez nous; ils ne lui demandent qu'une ivresse passagère. » Qu'on ne sourie pas trop à tout cela d'un malveillant sourire : ces pensées disparates aux formes légères, s'évanouissant quand on les touche, ne peuvent-elles pas être regardées comme des mirages? Elles étaient nées dans le pays même où se produisent ces jeux de notre cerveau et de la lumière. Anne suivait

avec une profonde émotion ces mouvemens d'un cœur chaleureux, d'un esprit hardi et gracieux s'agitant dans une région où elle n'avait jamais pénétré. Au milieu de cette nuit et de cette solitude, ce qu'elle lisait prenait des formes sensibles : elle s'imaginait avoir sous les yeux les visions de l'étrange château où l'avait conduite son destin.

V.

Mme de Bresmes s'était endormie quelques instans avant le lever du jour; elle avait été prise par un de ces sommeils aux lentes, mais puissantes conjurations, qui vous enchaînent pour longtemps au fond de leurs demeures enchantées une fois qu'ils se sont emparés de vous. Quand elle se réveilla, le soleil inondait sa chambre. Elle se sentit au cœur une allégresse qui, depuis bien longtemps, lui était inconnue. C'était le chant de ces pensées qui s'abattent sur les âmes où fleurit l'amour, comme les oiseaux sur les arbres où s'épanouit le printemps.

Une heure après son réveil, elle apprenait par Pontrailles, sur la terrasse du *bordj*, que M. de Bresmes venait de partir avec une escorte pour aller chasser le sanglier chez un caïd des environs. M. de Bresmes était un de ces maris qui font croire à l'intervention dans les affaires conjugales d'une puissance mystérieuse protectrice des célibataires. A peine réveillé, il était allé trouver Pontrailles pour lui dire qu'il voulait à toute force se donner le plaisir d'une chasse africaine. L'officier lui avait répondu qu'il ne pouvait point, à son grand regret, l'accompagner, parce que son devoir le retenait à son poste, mais qu'il le ferait chasser tant qu'il voudrait sous la direction d'un honnête caïd et sous la garde d'intrépides spahis. M. de Bresmes était parti; Guillaume était resté, remerciant Dieu d'avoir mis au cœur des hommes le goût de détruire les sangliers.

La journée qui commença pour Pontrailles après ce départ est, avec celle qui l'a suivie, de ces souvenirs qu'on craint de tirer des profondeurs embaumées où ils reposent au fond de nous. Ce sont des fantômes qui expliquent la fable divine d'Eurydice. Des accens magiques les évoquent, un regard peut les faire évanouir. Toutefois je tenterai la conjuration.

Vers trois heures, Pontrailles et sa cousine montèrent à cheval. A ce moment du jour, il y a déjà, dans le ciel si vivant, si mobile d'Afrique, un mouvement sensible pour les yeux et pour l'esprit. Quelques clartés trop vives commencent à s'effacer, et je ne sais quoi annonce l'arrivée des teintes majestueuses. C'est comme un orchestre qui nous prépare, après les danses étincelantes des notes légères, à la

marche imposante des graves accords. A cette heure, nombre de gens en ont fait l'expérience, les moins poétiques natures subissent souvent une violente action. Les Orientaux ont raison de mépriser le vin : l'ivresse est dans l'air qu'ils respirent. A ce moment donc où leur ardente terre reçoit comme un dernier baiser du soleil, il y a bien peu d'âmes qui n'éprouvent un frémissement passionné. Anne n'avait encore passé avec Pontrailles que quelques rapides instans de la matinée, elle ne lui avait parlé ni de ses lectures, ni de ses pensées de la nuit. En cet instant, ces récens souvenirs s'offrirent à elle dans toute leur puissance.

— Mon cher cousin, dit-elle, je remercie Dieu d'un voyage qui m'a fait connaître deux pays entièrement nouveaux pour moi, cette merveilleuse contrée où nous nous promenons maintenant ensemble, et votre esprit, où j'ai fait des excursions cette nuit.

— Quoi! s'écria Pontrailles, dont le teint bruni se couvrit d'une subite rougeur, auriez-vous jeté les yeux sur les paperasses que j'avais laissées entre mes livres? Je suis désolé que vous ayez lu ces fadaises, qui sont indignes d'occuper une seule minute une intelligence telle que la vôtre. Que voulez-vous? la solitude porte à la rêvasserie. Mon seul tort, c'est de ne pas avoir laissé mes rêves s'envoler comme la fumée de ma pipe.

— Si vous aviez vu ce qui se passait en moi cette nuit, répondit Anne, peut-être ne regretteriez-vous point ce tort-là.

Pontrailles garda le silence. Il y a de ces paroles chaudes et douces comme un soleil printanier qui vous donnent un bonheur dont on a besoin de se pénétrer longuement. Il baissa la tête sur son cheval, dont la crinière dorée et soyeuse ne l'avait jamais tant charmé. Son visage, quand il le releva pour regarder sa cousine, rayonnait de cette joie que Dieu tire si rarement pour nous de son trésor.

— Tenez, fit-il, hier soir je vous ai aimée. A présent je veux vous dire que je vous aime. Je sens mon âme désormais changée. Peut-être éprouverai-je de cruelles souffrances, mais je ne voudrais point, pour ce qui m'est le plus cher en ce monde, pour la part d'honneur et de danger que peut me réserver l'avenir, n'avoir point connu ce qui se passe en moi. Le dieu que m'annonçaient des voix mystérieuses vient de naître au fond de mon cœur. Je le salue et lui offre en présent toutes mes pensées. Ma cousine, je vous en supplie, aimez-moi; je mérite que vous m'aimiez. J'ai rougi tout à l'heure quand vous m'avez appris que cette nuit vous aviez fait invasion dans mes songeries, c'est de plaisir que je rougissais. Je vous ai dit que j'étais désolé, j'étais heureux; car je crois en effet digne de vous cet homme qu'à présent vous connaissez. Je n'ai vécu que pour les nobles émotions, seulement la plus noble de toutes me manquait, et vous me

l'avez donnée. Aussi votre image ne pourra jamais être détruite en moi que par une balle, si une balle peut frapper toutefois ce qui est dans mon âme au moins autant que dans ma chair.

Et il ajouta ces simples paroles que, loin de lui, Anne a cru bien souvent entendre encore vibrer :

— Mon Dieu! que je vous aime et que je vous aimerai!

Anne se pencha sur son cheval, et d'une voix brève, ardente, passionnée comme celle de Chimène laissant échapper son secret :

— Et moi aussi, lui dit-elle, je vous aime.

Si l'on me dit que ce fut là un aveu trop rapide, je répondrai que cette scène d'amour ne se passait pas dans un salon, que le ciel d'Afrique agissait sur ces deux êtres, entraînés irrésistiblement l'un vers l'autre; et pour peu que l'on me presse, j'ajouterai que dans bien des salons, du reste, des aveux aussi rapides que celui-là ont été arrachés à de fort honnêtes dames, comme dirait Brantôme. Enfin le fait est qu'entre trois et quatre heures, dans une de ces vallées où l'on se sent saisi d'émotions secrètes et profondes, Anne et Guillaume se confièrent tous deux qu'ils s'aimaient. Cette journée, dont je cherche à me rappeler les moindres souvenirs, me semble elle-même, comme la vallée où elle s'écoula, une région mystérieuse et sacrée où l'on ne peut pénétrer sans trouble. — Toute ma vie, a dit bien souvent Pontrailles, à certaines heures, je me retirerai dans ce jour-là.

L'Afrique est le pays des ruines. Comme un cheval qui secoue son cavalier jusqu'à ce qu'il l'ait renversé, cette puissante nature s'est déjà bien des fois délivrée des nations conquérantes et de leurs œuvres. Les deux amans s'arrêtèrent à une fontaine où l'on reconnaissait encore les traces de cet art solennel des Romains, qui associe avec tant de grâce majestueuse la tristesse de ses débris à la mélancolie des grands sites. Ils s'assirent sur une pierre que couvrait à moitié une mousse sombre. Là, ils laissèrent jaillir et murmurer leur amour, plus frais et plus limpide que l'eau qui coulait à leurs pieds. L'amour a ce charme, entre toutes ses magies, qu'il transforme, comme cette fée d'un vieux conte, en roses et en diamans les moindres paroles des amoureux. Le miracle, il est vrai, n'est visible que pour deux personnes; mais qu'importe, puisque ces deux personnes ont toute la vie de l'univers en eux?

Avec cette gaieté dont les amans ont le privilége à certaines heures comme les enfans, avec cette gaieté franche, irréfléchie et chaude, véritable soleil du cœur, Pontrailles lui dit tout à coup :

— Savez-vous à quoi je viens de penser, en visitant avec vous ce beau pays et ces touchantes ruines? Je viens de penser à un célèbre roman que m'a fait dernièrement parcourir le hasard des lectures

militaires, à la *Corinne* de Mme de Staël, que j'ai rencontrée dans un petit poste du Tell, chez un officier des bureaux arabes. Je trouve que nous ressemblons tous deux aux héros de ce livre, seulement j'ai peur que vous ne soyez Oswald et que je ne sois Corinne. Vous me délaisserez pour quelque blonde Lucile, c'est-à-dire pour un de ces diplomates roses et frisés qui ont parcouru le monde entier sans jamais rester douze heures à cheval, et parlent cependant à tout propos de ce qu'ils ont aperçu derrière leur *cache-nez*, à travers les glaces des chaises de poste et des wagons.

— Vous tenez là d'indignes propos, lui répondit-elle. Il y a longtemps que je connais les gens dont vous parlez et que je ne songe guère à les aimer. Vous ne méritez pas que je vous dise ce que votre regard a l'air pourtant de me demander, que vous serez mon unique tendresse.

— Oh! s'écria Pontrailles, je mérite, au contraire, que vous me le disiez; dites-le moi; dites-moi que vous m'aimerez toujours; j'aime cette insulte charmante, ce noble défi jeté à la réalité.

Et il baisa avec ardeur le petit pied qu'il prit dans ses mains pour la replacer à cheval.

Continuerai-je encore le récit de cette journée? On dit que le bonheur ne se raconte pas, et maintenant, j'y pense, il y a peut-être impiété à le raconter. Les grandes douleurs et les grandes joies sont des mystères qui s'indignent d'être produits au jour. Je voudrais pourtant que l'empreinte de ces heures qui apportèrent tant de délices à deux cœurs, dont peut-être l'un est éteint, l'autre transformé, ne fût pas effacée de ce monde. Les poètes se sont souvent révoltés contre les lieux où ils ont aimé, et dont leur amour a disparu aussi complétement que le soleil chaque soir disparaît de la cime des arbres. Si cette vallée où ils se promenèrent, si cette fontaine où ils s'assirent ne dit plus rien de ceux à qui nous pensons aujourd'hui, qu'au moins ces lignes en parlent.

Dans la soirée qu'ils passèrent ensemble, lorsqu'ils furent rentrés au *bordj*, ils pratiquèrent tour à tour ces amoureuses confessions si remplies de soulagement divin, d'intimes et vives félicités qui nous révèlent au fond de nous des sources d'une profondeur inconnue. Ils se dirent tout. Chacun fit le roman de sa vie. Celle-ci raconta ses jours arides, ses nuits frivoles, son esprit mécontent et désœuvré, son cœur assoupi; celui-là dit ses heures d'enthousiasme et de souffrance, ses pensées tantôt résignées, tantôt triomphantes; tous deux s'aimèrent encore plus lorsqu'ils se furent écoutés. Quand arriva cet instant où il faut que l'on se sépare, quand, après un de ces silences pleins de tendresse, divines fatigues qui succèdent aux étreintes passionnées des âmes, ils s'aperçurent qu'ils avaient vu ensemble le soleil dis-

paraître et les étoiles se lever, que la nuit était avancée déjà, une ardente pensée s'empara de Pontrailles. Il se mit à ses genoux et lui dit : Faut-il donc que je vous quitte, vous que je retrouverai, je l'espère, dans l'éternité, mais que je verrai si peu dans cette vie? Voyez-vous, toutes les séparations sont affreuses, même celles de quelques instans. Ce sont des provocations au malheur. Quand une fois on a trouvé la chère vision dont on doit avoir toute son existence illuminée, on ne devrait jamais la laisser disparaître; ces ombres que nous sommes tous se dispersent et s'évanouissent si vite dans la vallée où Dieu nous fait errer. Dans ce moment-ci, je vois vos yeux, je sens vos mains. Je touche le Dieu que j'adore, ne m'abandonnez point, par pitié.

Elle était assise sur un de ces canons qui décoraient la terrasse du *bordj;* elle s'inclina sur le front de Pontrailles, et y mit un baiser, puis elle se leva et courut à la chambre où elle avait passé la nuit. Une tapisserie en défendait seule l'entrée. Quand elle fut arrivée au seuil de ce sanctuaire qu'elle voulait rendre inviolable, elle se retourna vers son amant. — Maintenant que je vous connais, fit-elle, je me sais mieux défendue par cette tapisserie que je ne le serais par les murs d'une forteresse. Adieu, mon ami, le jour vous rendra demain votre vision, car notre amour n'aura rien à redouter des rayons du soleil; je veux qu'il reste pur comme le ciel dans lequel il est né.

Pontrailles alla se jeter sur une petite natte et alluma une longue pipe, bien sûr de n'avoir cette nuit-là aucune relation avec le sommeil. Sa vie était devenue un roman, son âme une vraie élégie, et je crois pourtant que le hussard reparut en lui. Les dernières paroles de Mme de Bresmes lui parurent d'une mauvaise poésie; mais il se dit : — L'amour est comme les conquêtes, il a sa fatalité. Il y a quelque temps je me battais dans le Tell, me voici en pleine montagne aujourd'hui; j'étais dans le petit désert l'an dernier, je serai l'année prochaine dans le Sahara. Demain je la reverrai, et elle m'aime.

VI.

Elle s'endormit, elle, au contraire, d'un sommeil à la fois doux et profond. L'air qu'elle avait respiré, l'amour dont elle s'était enivrée, avaient composé un vrai philtre dont elle subissait l'influence. J'ai remarqué que les songes en Afrique s'imprégnaient d'une chaleur, se teignaient d'un coloris que les rêves n'ont point dans nos contrées. On est là sur la terre qui a porté l'échelle mystérieuse dont se servent les anges pour descendre du ciel. Elle se vit errant avec Pontrailles dans des lieux plus resplendissans encore que ceux qu'elle avait parcourus. C'était la splendide idylle de sa journée qui s'achevait dans des paysages impossibles, sous des ombrages inconnus. Elle

se voyait avec son amant au bord d'une fontaine magique dont les ondes semblaient receler toute sorte de merveilleux secrets, quand elle fut réveillée brusquement par un bruit d'armes et de chevaux. Elle se leva précipitamment, et par l'étroite ouverture pratiquée près de son lit elle aperçut un spectacle étrange. Une troupe de cavaliers était assemblée sous les murs du *bordj;* les uns étaient vêtus de burnous rouges, les autres de burnous blancs, qui, à la clarté de la lune, leur donnaient l'air de ces guerriers fantômes des ballades. Elle crut un moment que son sommeil durait encore, seulement que les songes terribles avaient succédé aux visions gracieuses; mais bientôt elle ne put plus douter qu'elle ne fût aux prises avec la réalité. Elle assistait à un de ces événemens si communs en Afrique. Une attaque nocturne avait été tentée sur une tribu amie à quelques pas du *bordj* de Pontrailles. Le grand justicier du pays kabyle allait monter à cheval, courir dans la montagne, brûler de la poudre et casser des têtes. Elle se sentit saisie d'un mortel effroi dont bientôt elle fut tirée par le mouvement de cœur le plus passionné à coup sûr qu'elle aura jamais de sa vie. Elle entendit tout près d'elle une voix qui lui disait:—Adieu, ma chère Anne, je vais à une lieue d'ici faire cesser une fusillade qui pourrait se rapprocher et troubler sérieusement votre repos. Je vous en supplie, avant mon départ, accordez-moi une seule faveur, tendez-moi votre main à travers cette tapisserie.

Anne s'élança jusqu'au seuil de sa chambre; elle fit ce qu'on lui demandait, et elle sentit sur sa main un baiser fervent comme l'acte d'adoration d'un chrétien à sa dernière heure, puis elle entendit un pas qui s'éloignait avec un bruit d'éperons et de sabre. Elle se jeta sur son lit, oubliant un moment terreur, danger, toutes les pensées sinistres et tristes, pour se livrer à l'un de ces enthousiasmes que les femmes de notre temps surtout ne sont pas d'habitude appelées à connaître. Anne était fière de son amant, heureuse de son amour; elle se sentait la compagne d'un soldat, elle combattait et triomphait de l'âme auprès de lui. Elle porta à ses lèvres la main que venait de toucher la bouche de Pontrailles, pour retrouver l'empreinte de cet héroïque baiser : son ardeur se soutint encore, lorsque derrière sa fenêtre elle vit son amant courir dans la campagne à la tête des spahis et du *goum;* mais quand, au détour de l'un de ces âpres sentiers qui conduisent au pays des coups de feu, le cheval de Pontrailles, puis celui du dernier de ses cavaliers eurent disparu, elle fut prise par un effroi accablant. Ces montagnes, qui le matin lui avaient apparu si riantes, et qui maintenant se dressaient mornes devant elle, lui semblèrent destinées à cacher un mystère de sang et de mort. Les pressentimens, ces tristes oiseaux qui s'abattent sur les âmes blessées, ouvrirent dans son esprit leurs noires ailes. Soyons vrai pourtant,

car la vérité est notre passion, elle prit à cette terreur même dont elle se sentait pénétrée un secret plaisir. Elle se dit qu'elle assistait à une aventure qui la vengeait de toute une existence de monotonie, et elle n'en eut pour Pontrailles qu'une plus tendre, qu'une plus brûlante reconnaissance. Le dragon qu'il s'agit de vaincre avant tout, pour mériter que les femmes vous saluent héros entre les héros, c'est l'ennui. Maintenant il avait disparu pour elle, ce tyran qui lui semblait si puissant qu'elle avait fini par en accepter le joug avec une morne placidité. Elle marchait dans sa vie comme dans un roman, se demandant avec anxiété ce qu'elle trouverait derrière les pages qu'elle parcourait avidement. Il est certain que le matin du 27 octobre, — elle n'oubliera jamais cette date, — elle était dans une situation où ne se représente guère aucune des femmes qui sont condamnées chaque soir à se traîner de salon en salon, retrouvant partout les mêmes visages, les mêmes propos, le même néant. Elle était seule dans un vieux château comme un château d'Anne Radcliffe, et dans un château perdu au sein d'un pays plus cher au mystère et au péril que les vallées mêmes des Pyrénées.

Vers dix heures, un nègre se présenta devant elle. C'était un ancien spahi du dey qui exerçait dans le *bordj* de Pontrailles la profession de *kavadgi*. Le *kavadgi* est d'habitude bavard, car d'habitude aussi il est médecin et barbier; mais celui-là préparait et versait son café dans un silence où il mettait à la fois son plaisir et sa vanité. Il savait pourtant quelques mots de cette affreuse langue faite avec les débris corrompus de tous les langages humains, qu'on appelle la langue franque, ou le *petit sabir*. Ce fut dans ce patois oriental qu'il apprit à Mme de Bresmes que Pontrailles lui avait confié le soin de la nourrir et de la garder. Anne se rappela que le soir de son arrivée au *bordj* elle avait entendu son cousin dire en dînant à M. de Bresmes, qui se plaignait avec une fanfaronnade de conscrit et une ignorance de touriste de ce qu'on ne cultivait plus en Algérie l'art de couper les têtes : « Voilà mon vieux Mohammed, qui pour sa part en a coupé plus d'une centaine du temps de la régence, et qui, l'année dernière, en a coupé trois encore fort convenablement dans une course où je l'avais emmené! » Ce souvenir lui revint, et elle frémit; puis elle songea aux figures qu'elle apercevait quelquefois sous des bonnets de coton, au fond de sa cour, en rentrant chez elle à l'heure du dîner. Ces bonnets de coton lui rappelèrent naturellement toute sa vie parisienne, et de nouveau elle eut un de ces mouvemens de joie mêlés à tous les mouvemens de sa terreur. Elle sut gré à Mohammed de sa noire figure et de son sanglant passé. Lui aussi, c'était un personnage nouveau. Il avait son rôle dans ce drame imprévu que composait pour elle la destinée.

Dans la journée elle se mit à parcourir le *bordj*. La solitude de

cet antique et bizarre logis avait quelque chose qui tenait du rêve et du conte de fée; un ciel inondé de lumière ne la rendait que plus saisissante, car rien n'est mystérieux comme la tristesse du soleil; elle parcourut tour à tour les cours carrées où s'élevaient quelques figuiers isolés, et les grandes pièces oblongues tapissées de nattes où dormaient et fumaient les gens de guerre qu'elle avait aperçus la nuit. Mais une partie du *bordj*, entre toutes les autres, attirait sa curiosité. La veille, en visitant une première fois cette demeure avec Pontrailles, elle avait voulu pénétrer dans le petit marabout qui surmontait une des terrasses. Pontrailles s'était jeté devant la porte en laissant paraître une vive émotion, et l'avait suppliée de ne pas entrer. Mme de Bresmes se rappela l'histoire de Barbe-Bleue, et se sentit au cœur la passion si admirablement peinte par cette légende. Elle pensa que ce marabout renfermait peut-être quelque horrible secret, un squelette, une tête coupée, une de ces choses enfin qui s'offrent tout environnées de surnaturelle épouvante à qui n'est pas obligé de vivre avec la mort en rapports fréquens et familiers. Ainsi que nombre de portes arabes, la porte du marabout avait un verrou qui se tirait en dehors. Anne pouvait entrer, elle hésita; sa main se posa crispée et tremblante sur ce morceau de fer rouillé; enfin, comme cela est toujours arrivé depuis Ève, la curiosité eut le dessus dans sa lutte avec la crainte.

Le verrou fut tiré, la porte s'ouvrit, et elle vit un spectacle qui lui serra le cœur. Ce n'était point, bien loin de là, un spectacle effrayant; elle avait devant elle une créature faite pour chasser au contraire toutes les tristes et sinistres idées. Sur un de ces tapis aux couleurs vives et bariolées qui viennent du pays des Nègres, se tenait accroupie, l'œil distrait, la cigarette entre les lèvres, une Mauresque d'Alger. Je ne dirai point que ce fût une beauté merveilleuse, qu'elle eût fait mettre Michel-Ange à genoux et pleurer d'enthousiasme Raphaël : la beauté est bien comme l'amour, on en parle d'ordinaire sans l'avoir vue; mais cette femme pourtant était belle. D'abord elle avait ces deux grands yeux qui n'appartiennent qu'à l'Orient, ces yeux d'un noir velouté et lumineux qui font songer de fleurs et de soleil. Puis tous les arcanes de la coquetterie africaine : cette ligne sombre que les Mauresques tracent entre leurs sourcils, ces teintes bleues qui donnent de voluptueuses langueurs à leurs paupières, cette couleur d'un ardent incarnat qui rougit leur bouche et fait briller sur leurs dents une féerique blancheur, la paraient d'une étrange et saisissante grâce. Enfin elle portait ce costume de péri qui est aussi tout un enchantement. Les femmes en Afrique sont, comme les maisons, le triomphe du mystère. Le grand voile blanc qui les enveloppe, c'est le mur sans fenêtres qui oppose à la vue un rempart. Derrière ce mur, il y a les jardins, les fontaines et les grandes pièces

à arceaux où l'on marche pieds nus; sous ce voile, il y a la chemise brodée, la veste étoilée de fleurs d'or et le pantalon couleur de la rose ou de l'orange. La Mauresque du marabout était sans voile; ses traits n'étaient cachés que par de longues nattes qui s'échappaient d'un bonnet de velours d'où pendait une branche de jasmin. C'eût été en définitive la plus poétique des apparitions, si je ne sais quoi n'eût imprimé à cette figure le caractère de la réalité, et même, faut-il le dire, d'une réalité assez triste. Cette péri, après tout, était une de ces Danaé dont les asiles s'ouvrent aux plus faibles gouttes de la pluie d'or. Aussi, depuis son visage jusqu'à sa parure, tout était marqué en elle de cette secrète flétrissure qui est le signe fatal auquel on reconnaît sous tous les cieux les prêtresses avouées du plaisir.

Mme de Bresmes resta pleine d'hésitation et de trouble sur le seuil de cette chambre où elle aurait voulu que son regard n'eût jamais pénétré; mais tout à coup la Mauresque l'aperçut, se leva, vint à elle, s'empara de sa main, et mit sur cette main un humble baiser. Les Africaines reconnaissent volontiers la supériorité des Européennes. Elles sentent des êtres traités autrement qu'elles dans ce monde et dans l'autre, qui sont estimés ici-bas plus que les chevaux, plus que la poudre, et dont les houris ne prendront point la place là-haut. Celle-là fit donc à Mme de Bresmes cette soumise caresse; puis elle lui dit dans un français assez pur : — Je n'ai pas encore vu le maître d'ici, ton mari sans doute. Je ne sais point pourquoi il m'a fait venir, puisque tu es auprès de lui, et qu'une seule femme remplit la maison d'un chrétien comme un seul figuier remplit la cour d'un Arabe.

Bientôt Mme de Bresmes eut tout compris; la Fatma ou la Kadoudja qu'elle avait sous les yeux était un caprice oriental de Pontrailles, qui avait trouvé trop profonde la retraite de son *bordj;* mais le jour même où l'amour africain entrait chez lui à dos de mule, l'amour européen lui apparaissait à cheval, fier, charmant, victorieux. Il avait si bien négligé la pauvre Mauresque, que c'est à peine si, sans la compassion du vieux *kavadgi* coupeur de têtes, elle ne serait point morte de faim. Mme de Bresmes courut chez elle, et revint tenant de l'or dans ses deux petites mains jointes, comme pour empêcher de s'enfuir l'eau puisée à une fontaine. La Mauresque lui avait dit que si elle avait de l'argent, elle trouverait le moyen de se faire ramener sur-le-champ à Alger. La mule qui l'avait portée et un Juif qui l'avait amenée l'attendaient, ne demandant pas mieux que de quitter le *bordj* de Pontrailles avec elle. Quand elle vit son absence achetée par une somme dix fois plus forte que celle qui payait d'habitude sa présence, elle éprouva une joie qu'elle ne chercha pas à contenir, et, après avoir embrassé les mains, les genoux, la robe de Mme de Bresmes, elle tint fidèlement sa promesse en disparaissant. Anne, quand elle fut seule, s'assit le cœur ému, le visage empourpré, sur

les tapis où reposait celle qu'elle venait de renvoyer. Cette chambre, dont elle avait chassé l'hôtesse, lui semblait une cage qu'elle avait ouverte. Que dirait à son retour le maître dont elle avait mis l'oiseau en liberté? Que dirait-elle surtout? C'était là ce qui la faisait rougir, et pourtant la satisfaction était dans ses yeux, elle n'avait point un seul mouvement de repentir. Son esprit était tout occupé moitié de pensées distinctes, moitié de confuses songeries, quand des coups de fusil, répétés par l'écho des montagnes, retentirent à ses oreilles : c'était Pontrailles qui rentrait, escorté par la turbulente *fantasia* des *goums* et des spahis. Il venait de se montrer le maître du bras, comme disent les Arabes; il avait brûlé quelques oliviers, tué quelques hommes, enfin servi de son mieux l'ordre énergique et la justice armée. Mme de Bresmes s'élança au-devant de lui, et le vit descendre de cheval. Le fait est qu'en ce moment il eût pu remuer même une imagination paresseuse et un cœur endormi. Dans son burnous blanc, tombant sur son épaule comme un manteau de templier, c'était la vivante apparition de ces guerroyeurs chrétiens qui ouvraient avec leurs épées les portes du paradis. Lorsqu'il aperçut Mme de Bresmes, une expression pleine d'ardente tendresse se répandit dans ses yeux, où brillait seule la noble et inhumaine joie du combat. Il se jeta précipitamment devant un spahi qui tenait à la main un de ces sacs que les soldats appellent des musettes, où les chevaux mangent l'orge en campagne. Il y avait sur cette musette des taches rouges, et je crois bien qu'elle pouvait renfermer quelques oreilles.

Mme de Bresmes eut un de ces mouvemens qu'on a reproduits quelquefois au théâtre, où ils sont toujours accueillis avec de violentes émotions. Elle se jeta dans les bras de Pontrailles. — Ah! dit Guillaume, aujourd'hui que j'aime mon sabre et que je vous aime! — Toute son âme à ce pauvre garçon était dans ces mots-là, et il croyait avoir atteint le faîte de son bonheur en cette vie.

Après le dîner, par une nuit semblable à celle où l'amour s'était abattu sur eux, les deux cousins se promenaient sur la terrasse. Anne se dirigea vers le marabout dont elle avait été écartée la veille, et Guillaume éprouva de nouveau un trouble visible; mais celle qui était la maîtresse de toutes ses actions et de toutes ses pensées l'entraîna impérieusement vers le seuil, qu'il ne voulait point franchir. Arrivée à la porte, Mme de Bresmes força son amant à la suivre dans cet asile, devenu désert. Là, elle dit à Pontrailles : — Il y avait ici une captive que j'ai mise en liberté; mais au lieu de prendre ses chaînes, comme faisaient ceux qui autrefois allaient en Afrique délivrer les prisonniers, c'est vous que je veux mettre à sa place; je vous laisse dans votre marabout, et je m'échappe. Vous rappelez-vous l'histoire de Barberine? Vous avez mérité d'être enfermé avec une quenouille; tâchez d'en trouver une, vous filerez, et je vous apporterai de quoi manger.

Et ce disant, elle fit mine de s'échapper; mais s'échappa-t-elle en effet? Il est des points obscurs dans toutes les histoires. Que chacun décide de cette question suivant les lumières de son cœur.

Du reste, *honni soit qui mal y pense*. J'ai toujours songé avec plaisir de cette devise qui ne veut pas dire assurément que la comtessse de Salisbury ait été aimée de telle manière plutôt que de telle autre, comme Béatrix ou comme Mlle de Lafayette plutôt que comme la Fornarina ou Mme de Montespan. Que chacun aime comme il l'entend : pourvu qu'il y ait amour, il n'y a rien où le méchant puisse mordre; — voilà ce que ces vieilles et chevaleresques paroles signifient tout simplement. Ce que je sais donc, c'est qu'Anne et Guillaume s'aimèrent autant qu'ils pouvaient s'aimer, et je me complais dans cette pensée. Cette vie est faite au rebours du paradis terrestre : elle ne renferme qu'un seul fruit qui ne soit point poussière, où l'on ne trouve pas le néant. Heureux ceux à qui ce fruit-là n'a pas été inconnu!

Maintenant, le bonheur de nos deux amans fut court. Le lendemain du jour où se passa la scène que nous venons de raconter, M. de Bresmes revint de chez son caïd après avoir tué je ne sais combien de sangliers. M. de Bresmes, c'était le réveil.

Mais le souvenir du songe est resté. A l'heure de la séparation, ils se sont juré en quelques paroles furtives qu'ils ne s'oublieraient jamais, et que même sur cette terre, si la mort ne se mettait pas entre eux, ils se réuniraient un jour. Je trouve merveille qu'ils aient tenu aussi longtemps leur serment. Tous les deux boivent continuellement un breuvage mortel à la mémoire des tendresses sacrées. Le monde verse à celle-ci son assoupissement, la guerre verse à celui-là ses ivresses. Quitterait-elle bien pour toujours, malgré l'ennui qu'ils lui inspirent, ces salons où elle a repris le cours de ses monotones plaisirs? Et lui, pourrait-il s'éloigner de ce pays rempli d'excitantes émotions comme l'onde verte de l'absinthe, où règne, où triomphe cette vie militaire si chère à l'esprit qu'elle calme et au cœur qu'elle exalte, — où tous les ans la poudre résonne, où un noble sang qui ne se lasse point de se répandre entretient un généreux éclat? J'ai peine à le croire. Ferait-il bien d'ailleurs? L'aimerait-elle, s'il n'était plus lui? Enfin ils se sont aimés; voilà ce qu'on doit se dire. Il y a là de quoi satisfaire les esprits les plus altérés d'idéal, puisqu'il est bien prouvé, — la religion confirme cette vérité, ce me semble, — qu'un élan d'amour tient en balance toute l'éternité.

PAUL DE MOLÈNES.

PROMENADE

EN AMÉRIQUE.

LES LACS ET LES NOUVELLES VILLES DE L'OUEST.[1]

IROQUOIS CHRÉTIENS. — LANGUES AMÉRICAINES. — UNE VILLE QUI POUSSE. — LAC ONTARIO. — NIAGARA. — BUFFALO. — DÉTROIT. — TABLEAU TROP ADMIRÉ. — SERMON PRESBYTÉRIEN. — CHICAGO. — COTTAGES PRÈS DU LAC MICHIGAN. — ESPRIT DES SAUVAGES. — DE LA RELIGION AUX ÉTATS-UNIS. — ÉCOLES. — COURSE EN CHEMIN DE FER A TRAVERS LA PRAIRIE.

Tout près de Montréal est le village de Canguawhaga habité par des Iroquois chrétiens. Dans ce village réside depuis quarante ans un curé nommé M. Marcou, qui est comme le chef de cette petite communauté. Aujourd'hui il n'est pas facile de rencontrer des sauvages établis chez eux et non mêlés avec les blancs, à moins d'aller du côté de l'Orégon ou au-delà du Mississipi, vers la chaîne des Montagnes Rocheuses. Un village iroquois est donc une bonne fortune pour un voyageur, même quand, comme celui de Canguawhaga, il est chrétien. Le costume des hommes est assez semblable au vêtement des paysans canadiens, mais celui des femmes est mieux conservé; elles parlent leur langue, et même, en général, ne parlent pas français. Si j'ai eu le chagrin, en entrant dans le village, de surprendre les descendans du peuple le plus puissant et le plus redoutable de ces contrées jouant au bouchon, en revanche j'ai eu le plaisir d'acheter des mocassins à des Iroquoises qui ne pouvaient me parler que par interprète, et de voir une d'elles porter son enfant attaché dans un berceau qu'elle tenait verticalement, ainsi qu'eût pu

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 janvier.

faire la belle Céluta. L'iroquois est un langage fort doux et qui produit sur l'oreille à peu près la même impression que le grec moderne. En entrant chez M. Marcou, j'ai pu en juger en écoutant une Canadienne qui venait le consulter sur une affaire d'argent, car il est le conseiller de cette petite colonie, dont il est le père.

M. Marcou m'accueille avec sa bonté ordinaire, bien connue des voyageurs français. Il me donne sur les populations indigènes du Canada quelques détails assez curieux. Chaque tribu, me dit-il, a ses noms propres, tous significatifs : les noms de ceux qui meurent sont donnés aux enfans. Une tribu trouverait très-mauvais qu'un sauvage d'une autre tribu prît un de ces noms, son patrimoine et son héritage. Certains traits de mœurs contrastent singulièrement avec l'ensemble des sentimens et des coutumes de ces peuples. On sait que parmi eux la femme est la servante de son mari, porte les fardeaux et le gibier, etc.; eh bien, la mère est, à quelques égards, plus que le père dans la famille iroquoise. Non-seulement les enfans appartiennent à la femme, mais ils suivent l'oncle maternel plutôt que le père lui-même. Les Iroquois sont passionnés pour la musique; ils chantent très-mal, mais ils aiment beaucoup à chanter (cela se voit quelquefois même chez des peuples très civilisés). On leur permet de chanter dans leur langue le *Credo*, le *Pater*, l'*Agnus Dei* pendant la messe, qui se dit en latin. Ils viennent à l'église chaque jour pour la prière du matin et la prière du soir, et le dimanche pour les offices, enveloppés dans leurs couvertures blanches. J'ai vu près de l'autel deux arbres ornés de rubans et assez semblables aux arbres de Noël auxquels on suspend, en Allemagne, les étrennes destinées aux enfans. Ces Indiens sont eux-mêmes de grands enfans. Ils avaient, comme tous ceux de leur race, la passion de l'eau-de-vie; la tempérance prêchée par le père Schniky, qui est le Matthews du Canada, les a beaucoup améliorés. M. Marcou est très content du gouvernement anglais. Il ne lui déplaît pas d'avoir un souverain protestant, les souverains catholiques étant parfois disposés, dit-il, à toucher à l'encensoir.

Ce qui m'intéressait surtout, c'étaient les travaux de M. Marcou sur la langue iroquoise. Dans l'histoire comparée des idiomes humains, l'étude des langues américaines doit tenir une grande place. On avait cru d'abord que l'Amérique du Nord était couverte d'une foule de populations parlant des langues entièrement différentes, ce qui était difficile à concilier avec la ressemblance assez grande de leurs traits et l'analogie plus grande encore de leurs mœurs et de leurs croyances religieuses. Cette unité physique et morale et cette extrême variété de langage semblaient incompatibles. Cependant il faut reconnaître que le même fait se produit ailleurs. Quoi de plus semblable pour les yeux qu'un Chinois et un Tartare? Et pourtant il est certain

qu'entre la langue chinoise et le mongol ou le mantchou, il n'y a pas la plus légère analogie. Le même phénomène, tout inexplicable qu'il est, pouvait se présenter en Amérique; mais un examen plus approfondi des langues de ce continent a montré que tous les idiomes de l'Amérique du Nord, et quelques-uns de ceux qui sont parlés dans l'Amérique du Sud, offraient cette particularité remarquable, que, souvent fort différens pour les mots, ils avaient des grammaires analogues. On dirait des métaux divers jetés dans le même moule. Ce n'est pas non plus un fait très facile à expliquer; mais il est certain et peut s'accorder avec une parenté de race, malgré la diversité des vocabulaires, diversité matérielle, extérieure pour ainsi dire, tandis que l'identité de la grammaire est essentielle et fondamentale. Les mots sont la matière, la grammaire est la forme même du langage et de la pensée. Ce qui diminue un peu l'importance du résultat et empêche d'y voir un argument décisif en faveur de l'unité des races américaines, c'est que dans des pays bien éloignés de l'Amérique on a trouvé des exemples très semblables de ce génie grammatical qu'on pourrait croire propre au Nouveau-Monde, et qui consiste à exprimer un grand nombre d'idées par un seul mot, à avoir pour chaque groupe d'idées un mot particulier. Cette classe de langues, qu'on a nommée *polysynthétique*, n'est point propre au continent américain. On rencontre quelque chose d'analogue sans sortir de la France, dans le basque, et aussi dans les idiomes finnois du nord de l'Europe, enfin dans plusieurs idiomes africains, comme celui des nègres wolofs. Cette nature des langues polysynthétiques ou ultrasynthétiques n'est donc pas un fait local, mais semble plutôt résulter d'un état peu avancé de civilisation dans lequel l'analyse est sans puissance pour décomposer l'expression et la pensée. On voit que le problème est difficile et curieux, et qu'une conversation avec M. Marcou sur l'iroquois pouvait avoir son intérêt.

M. Marcou a composé une grammaire iroquoise et un dictionnaire iroquois, malheureusement encore inédits. Comme je demandais à un excellent prêtre du séminaire de Québec pourquoi ces importans travaux n'étaient pas publiés, il me répondit : « M. Marcou craint que les Anglais ne s'en servent pour traduire la Bible, comme ils ne l'ont déjà fait que trop. » M. Marcou, malgré ce danger, consentirait, je crois, à publier ses ouvrages iroquois, s'il trouvait moyen de le faire en France, et si quelqu'un à Paris pouvait en surveiller l'impression. Ce respectable ecclésiastique a bien voulu parcourir avec moi sa grammaire. Ayant un peu étudié des langues analogues à l'iroquois, je saisissais assez rapidement les bizarreries compliquées qu'il présente, et j'ai eu la joie d'entendre M. Marcou me dire : « Vous êtes grammairien. »

Voici ce qui m'est resté de plus saillant de cette inspection à première vue. — L'absence de l'analyse et de l'abstraction est ce qui caractérise l'iroquois comme les autres langues de la même famille. Ainsi il n'y a pas d'infinitif (1). L'infinitif, c'est l'action abstraite indéterminée; il faut tourner par *que je;* au lieu de dire *je veux aimer*, il faut dire *je veux que j'aime.* Ce qui est assez remarquable, c'est qu'il en est exactement de même dans le grec moderne (2). En se dépravant, la langue d'Homère est tombée, sous ce rapport seulement, au niveau d'un idiome sauvage. La puissance d'abstraction d'où résulte l'*infinitif*, et à laquelle l'iroquois ne s'est jamais élevé, le grec l'a perdue dans l'usage vulgaire.

Cette même impossibilité d'isoler l'idée abstraite, de l'exprimer autrement que dans telle ou telle relation, modifiée de telle ou telle manière, fait qu'on n'emploie jamais l'adjectif seul (3). La qualité qu'il exprime n'est conçue qu'inhérente à un sujet. On ne peut dire *bon*, mais un *homme bon*, une *plante bonne*, etc.

L'iroquois, comme les autres langues de même famille, étonne par une richesse surabondante de formes grammaticales. Outre le verbe actif et passif, il y a le verbe fréquentatif, qui exprime la répétition d'un acte, le verbe réfléchi, le verbe réciproque, le verbe corrélatif, par lequel on fait entendre qu'on va au-delà d'un lieu et qu'on s'arrêtera en deçà, ce qui, par parenthèse, doit rendre difficile d'annoncer en iroquois le projet d'un voyage dont on ne sait pas bien le terme, surtout pour ceux qui, comme moi, sont sujets à changer d'avis sur la route. En revanche, une autre forme verbale fort commode pour les esprits mobiles signifie qu'on prend une résolution opposée à celle qu'on a prise précédemment. Par une troisième, on désigne une chose comme cessant d'exister; c'est le contraire de l'idée que nous rendons par *devenir*. Je ne sache pas qu'une autre langue offre une semblable ressource grammaticale; elle serait excellente pour traduire ce vers de Voltaire sur l'eucharistie :

Adore un Dieu caché sous un pain *qui n'est plus.*

Tous les noms peuvent se transformer en verbes et donner naissance aux diverses formes que je viens d'énumérer et à d'autres encore, et toutes ces formes sont susceptibles de se conjuguer de cinq manières différentes. On ne saurait imaginer une langue plus compliquée que

(1) Il en est même dans le *pokonchi*, parlé par les Indiens de Guatemala, à l'autre extrémité de l'Amérique septentrionale.

(2) On dit que l'infinitif est également remplacé par le subjonctif dans le jargon parlé par les tribus errantes connues en France sous le nom de *bohémiens*.

(3) Par suite du même principe, dans la langue delaware, on ne peut pas dire *père*, mais seulement *mon père, ton père, son père*, etc.

celle que parle un petit Iroquois. Il a fallu à M. Marcou un travail de toute la vie pour se rendre compte de cette complication que le sauvage, à qui l'usage enseigne sa langue, ne soupçonne pas. De plus, il résulte de l'agglomération des radicaux qui s'altèrent en se combinant des composés d'une extrême longueur. Un seul mot iroquois veut dire : *je donne de l'argent à ceux qui sont arrivés pour leur acheter encore des habits avec cela.* Ce mot n'a que vingt et une lettres là où nous employons dix-sept mots, ce qui montre que les radicaux sont contractés ou apocopés. Il y a en sanscrit des mots aussi longs. Une des langues les plus parfaites et l'idiome d'un des peuples les moins développés se ressemblent donc jusqu'à un certain point par cette faculté de former des mots interminables, tandis que les formes de verbes fréquentatifs, réfléchis, réciproques, sont analogues à ce que présentent les langues sémitiques et surtout l'arabe. Toutes les ressources grammaticales semblent exister en germe dans le chaos des langues sauvages.

J'aurais longtemps écouté M. Marcou, qui me rappelait les anciens missionnaires des forêts de l'Amérique; je le quitte à regret et avec une véritable émotion. Je traverse le fleuve à la nuit, dans un canot conduit par des Iroquois qui parlent entre eux dans leur langue. Il ne tient qu'à moi de me croire de deux cents ans en arrière; mais l'illusion ne serait pas de longue durée. Le canot des Iroquois me conduit au bateau à vapeur sur lequel je vais par le Saint-Laurent gagner le lac Ontario. Je dis adieu au Canada avec une certaine tristesse; il me semble abandonner de nouveau la France. Heureusement j'ai en perspective la chute du Niagara.

La nuit a été employée à remonter d'écluse en écluse le canal qu'on a creusé le long du Saint-Laurent pour éviter les rapides. Nous touchons à Ogdensburg, et je découvre ce dont l'on s'était bien gardé de m'avertir (on n'avertit de rien en Amérique), que je devais ici changer de bateau. Vite on me met à terre avec mon bagage. Plusieurs grands *steamers* fument, prêts à partir de différens côtés. L'on n'est pas d'accord sur celui que nous devons prendre; il faut aller de l'un à l'autre s'informer comme on peut. Personne pour me renseigner, me conduire, porter mes malles, et pendant ce temps-là les bateaux s'éloignent. Il en reste un cependant, c'est le nôtre; mais celui-là ne partira pas ce soir ni demain dimanche. Nous resterons à Ogdensburg jusqu'au lundi matin.

J'ai remarqué qu'en voyage les contrariétés sont presque toujours l'occasion d'un incident heureux; c'est un des principes de ma *philosophie du voyageur,* et il m'est arrivé de l'appliquer parfois à autre chose qu'à des voyages. Ma philosophie a triomphé cette fois. Je serais bien fâché de n'être pas venu à Ogdensburg et de n'y avoir

pas passé un jour et demi, car je ne sais si j'aurais eu aussi bien ailleurs le spectacle d'une ville qui croît à vue d'œil, comme croissent les ailes de certains insectes. Il fallait un contretemps pour s'arrêter à Ogdensburg, dont personne ne m'avait parlé et que je n'oublierai pas.

La ligne de chemin de fer qui met Boston en communication par l'Ontario avec la route de l'ouest, cette ligne, ouverte récemment, communique à Ogdensburg un mouvement dont on ne parle pas encore parce qu'il commence à peine, mais qui n'en est que plus curieux à observer. On voit ici le passage de la bourgade à la grande ville. La peau de la chrysalide enveloppe encore le papillon qui commence à montrer ses ailes.

Un des plus intéressans spectacles que présentent les États-Unis à un Européen, c'est ce que j'appellerais volontiers l'embryogénie des villes; on peut en faire un cours complet, depuis le groupe de maisons de bois, qui est le germe informe, jusqu'à la ville arrivée à terme, bien constituée, ayant sa vie individuelle, sa conformation régulière et tous ses membres en bon état. Entre ces deux termes extrêmes, il y a une quantité infinie de degrés. Ogdensburg répond à un de ces degrés intermédiaires d'une organisation qui est en voie de développement. Je n'avais jusqu'ici rien rencontré aux États-Unis qui, sous ce rapport, m'eût autant frappé. Dans cette ville ébauchée, tout est nouveau, inachevé; en allemand, on dirait que c'est quelque chose *qui devient* (*ein werden*); c'est comme une maison qu'on commence à construire, une chambre en désordre qu'on est en train d'arranger. Imaginez de grandes rues droites, larges, bien alignées; çà et là, au milieu de ces rues, une boue noire; sur les côtés, des trottoirs en planches, remplacés dans certaines parties par des dalles magnifiques; des groupes d'arbres qui ont appartenu à la forêt primitive, des terrains grossièrement enclos et qui ont l'air abandonné, dont on a pris possession, mais qu'on ne cultive pas encore, et tout à côté, de jolis jardins, d'élégans cottages, la civilisation la plus moderne qui s'établit sur un terrain défriché d'hier, le comfortable auprès de l'inculte; des vaches paissant non loin d'un magasin de nouveautés où sont exposées les figures du *Journal des Modes* et les portraits des membres du gouvernement provisoire; les ballots de marchandises dans la rue parmi des troncs d'arbres renversés, un mélange de sauvagerie qui s'en va et d'industrie qui arrive, quelque chose d'iroquois et de chinois : — voilà ce que je trouvai dans les rues parfaitement tracées et à moitié remplies d'Ogdensburg. Ces rues me disaient l'avenir de la ville; on les fait toujours ainsi, larges, longues, régulières, car on a toujours l'idée que la cité qu'on bâtit sera une grande cité; moi-même, je me représentais ce que serait dans vingt ans celle que je voyais; elle aura peut-être cent mille âmes. Si un de mes lecteurs vient l'année prochaine à Ogdensburg, il ne trouvera

plus rien de ce que j'ai vu. Je me rappelle avoir visité une île qui était sortie, entre l'Italie et la Sicile, de la mer où elle est rentrée : on en faisait des silhouettes pour les vendre aux curieux; mais la figure de l'île volcanique changeait chaque jour, et au bout de vingt-quatre heures les portraits ne ressemblaient plus au modèle. Les villes des États-Unis, qu'on dirait sorties du sol par des éruptions subites, sont comme l'île Julia : elles changent sans cesse d'aspect, et le portrait qui est fidèle aujourd'hui ne le sera plus demain.

Après cette impression plus extraordinaire qu'agréable produite par le spectacle du développement américain à Ogdensburg, je trouve une de ces impressions délicieuses de calme et de sérénité que donne partout une promenade à travers la campagne, sur une belle route, en vue d'une grande masse d'eau tranquille; le défrichement a respecté un petit bois de chênes au bord du fleuve; j'y ai rêvé longtemps en regardant l'eau à travers les branches et en écoutant les clochettes des vaches tinter comme dans un pâturage solitaire de l'Oberland. Ma rêverie a été interrompue par une voix de femme et par ces mots : *Cette poison d'enfant...* Je ne savais pas, sur les rives du Saint-Laurent, être si près de la place Maubert, et me serais volontiers passé d'être tiré brusquement de mon rêve par ce souvenir peu poétique de la patrie.

Nous remontons sur le grand fleuve, et bientôt nous commençons à voir les îles dont l'entrée du lac Ontario est semée, et qu'on appelle les mille îles. Ces îles sont en général basses et couvertes d'arbres qui paraissent sortir du lac. La marche du bateau qui serpente à travers ce labyrinthe verdoyant leur donne une apparence de mouvement; elles semblent flotter et nager sur les eaux. Quand on a passé les dernières îles, le lac, qui avait encore quelque chose d'un vaste fleuve, s'ouvre et devient une mer. Ce n'est plus pittoresque, c'est encore poétique. Un paysagiste mépriserait ce spectacle, mais les peintres méprisent trop les effets qu'ils ne peuvent rendre, les hautes montagnes, les vastes espaces d'eau, l'immensité sous toutes ses formes. La création n'a pas pour but unique d'être renfermée dans un cadre de trois pieds et de bien faire sur un chevalet.

A l'horizon s'étend une ligne grisâtre : ce sont les bords peu élevés du lac, qui par moment se confondent avec ses eaux. Le bateau à vapeur aborde successivement à Kingston, ville canadienne, et à Oswego, ville des États-Unis. Le contraste des deux pays est frappant : Kingston est une cité tranquille, régulièrement bâtie, qui a un air ancien; le port d'Oswego, petite ville de 12,000 âmes, est encombré de bâtimens. Une extrême activité règne partout, on débarque à la hâte le fer et le charbon. Le marteau qui radoube les embarcations frappe avec rapidité; on sent qu'il est dans des mains pressées. Les passions politiques ne sont pas moins ardentes ici que

la passion du travail et du gain. Dans un journal abolitioniste d'Oswego, je trouve les plus violentes injures contre les partisans du *compromis,* contre M. Webster en particulier, qu'on appelle le bas et infâme ennemi de la race humaine, et un morceau contre les *kidnapers* (les ravisseurs), ceux qui prennent part légalement, il faut le dire, à l'arrestation des esclaves fugitifs. (Par parenthèse, les hommes du sud donnent le même nom aux abolitionistes qui favorisent la fuite de leurs esclaves). Le journaliste d'Oswego s'exprime ainsi sur les agens de la loi, d'une loi bien dure, il est vrai : « Nous nous sentons obligé de déclarer que s'il est une classe de criminels qui méritent d'être frappés sur-le-champ, ce sont les *kidnapers.* » Ce langage furibond n'est pas sans danger. Dans la ville de Christiania, un planteur qui venait réclamer un esclave fugitif a été tué il y a quelques jours. La question de l'esclavage est la seule qui produise aux États-Unis de véritables émeutes : c'est qu'il y a là plus qu'une question politique, il y a une question sociale.

7 octobre, Niagara.

J'arrive de grand matin à Niagara, et aussitôt je m'achemine vers la cataracte.

Le premier effet a été sublime; entrevu aux pâles lueurs du matin, à travers la brume, le fleuve semblait tomber des nuages. J'étais en présence de quelque chose d'extraordinaire, de miraculeux : ce n'était pas un spectacle, c'était une vision. M. de Chateaubriand a rencontré la seule expression qui puisse peindre ce que j'éprouvais quand il a dit : « C'est une colonne d'eau du déluge. » Après cette première impression confuse et sublime, je me suis orienté dans la scène qui était devant moi. J'ai distingué les deux chutes, l'une au fond du fer à cheval, déversant sa nappe d'émeraude et de neige comme dans une vaste coupe; l'autre, moins large, tombant des deux côtés d'un rocher qui partage ses eaux en deux fleuves; l'une et l'autre avec un fracas immense et continu venant se perdre dans le gouffre, d'où remonte incessamment un nuage qui en cache le fond, pareil à la blanche vapeur qui s'élèverait au-dessus d'une chaudière gigantesque. Un double arc-en-ciel semble un pont fantastique à deux étages jeté sur le gouffre plein d'écume et de bruit. Ce bruit, le plus grand que l'oreille de l'homme puisse entendre, est comme le roulement de plusieurs tonnerres. Les Indiens ont eu raison de donner à ce lieu le nom de *Niagara,* qui veut dire tonnerre des eaux (1).

Une tour a été plantée sur le roc, entre les deux chutes. Du sommet de cette tour, qui frémit incessamment de la commotion du sol, le regard tombe à la fois et sur la nappe qui déborde dans le vide, sous vos pieds, et sur celle qui s'épand un peu plus loin, le long de

(1) *O-ni-aw-ga-rah,* le tonnerre des eaux, en langue chippewa.

la paroi semi-circulaire de rochers, et sur la trombe de vapeurs qui sort de la profondeur invisible et retentissante des eaux. Il est impossible de ne pas être fasciné par ce coup d'œil incomparable, et en même temps il y a dans ces masses qui tombent quelque chose de simple et d'égal qui élève l'âme et qui la tranquillise. En bas, c'est le désordre du chaos; au-dessus, c'est le mouvement régulier et majestueux d'un monde.

Quittez-vous cette scène terrible pour faire le tour de l'île qui divise les eaux du Niagara, bientôt le bruit derrière vous n'est plus qu'un grondement sourd. Vous marchez sous de beaux arbres au bord d'une eau rapide qui frôle l'herbe en gazouillant, puis vous revenez; vous vous arrêtez à un point de vue, à un autre; vous passez un pont de planches jeté sur un petit bras du fleuve, ruisseau coulant entre des fleurs, et qui, si vous y mettiez le pied, vous entraînerait irrésistiblement dans l'abîme (1). Vous montez, vous descendez, vous vous asseyez sur un banc, vous vous appuyez contre un arbre, et toujours le même tableau s'offre à vous sous un jour différent. A l'extrémité de l'île, les rapides bouillonnent. Quelle différence entre ce bouillonnement désordonné et le déroulement uniforme de la cataracte, entre le tumulte à la surface du fleuve et la tourmente au fond du gouffre! C'est comme une agitation superficielle et une passion profonde.

Cette expression : *enfer des eaux* (*hell of waters*), que lord Byron a appliquée à la cascade de Terni, conviendrait mieux à la cataracte du Niagara. Les poètes voient la nature à travers leur âme. Pétrarque n'a trouvé que des peintures riantes au milieu des cimes nues et tristes qui entourent la vallée de Vaucluse; lord Byron a vu un enfer dans la majestueuse cascade de Terni, qui vient mourir sous des orangers.

Ce soir, il y a eu un magnifique clair de lune. L'arc-en-ciel lunaire dessinait sa courbe pâle dans le ciel; la colonne de vapeur, balancée par le vent, s'abaissait et se redressait comme un fantôme. On eût dit l'esprit de la cataracte.

8 octobre.

Il me semble ce matin qu'hier je n'avais rien vu. Le spectacle qu'on a de la rive anglaise surpasse encore celui que présente la rive américaine. Nulle part la grande chute n'apparaît plus imposante

(1) Un événement récent montre la vérité de ces paroles. Un jeune homme, en plaisantant, faisait mine de jeter dans le petit bras du fleuve une jeune fille qu'il aimait. Elle lui échappe et tombe dans le courant. Le malheureux y saute après elle. Ils étaient à deux pas du bord; l'eau n'allait pas à leur ceinture; mais le courant est rapide, et la roche polie n'offrait aucune prise à leurs pieds. Après avoir lutté quelques instans, ils disparurent ensemble dans l'abîme. Presque chaque année le Niagara est témoin de plusieurs catastrophes de ce genre. Toute imprudence peut être punie de mort. Avec un peu d'attention, le Niagara n'offre aucun péril; le seul péril est la sécurité.

que du milieu du fleuve; puis, arrivé sur le bord opposé, on découvre en plein les deux autres chutes, qu'on ne voyait que de côté ou d'en haut sur le rivage américain. On peut s'avancer entre le rocher et la cataracte. J'ai essayé de cette singulière promenade, que Volney croyait impossible, et qui se fait maintenant à peu près sans danger. Je l'ai trouvée plus extraordinaire qu'agréable, surtout quand on la fait avec des lunettes. Il me semblait être sous une immense gouttière. En somme, j'aime mieux voir la cataracte que la recevoir. Ici seulement je n'ai pas trouvé ce que j'attendais. Un autre point de vue vanté, le *Table Rock*, n'existe plus : le rocher s'est écroulé en grande partie; la saillie qu'il projetait au-dessus du fleuve est maintenant éboulée. Le lieu d'où l'effet de la chute m'a semblé le plus étourdissant, c'est l'extrémité d'une poutre qui avance au-dessus d'une espèce de degré, lequel est très près du gouffre. Debout sur cette poutre, on domine le cratère où l'eau se précipite, bouillonne et mugit. Au bout de quelques momens, on fait sagement de s'asseoir et de se laisser aller sans péril au tourbillonnement, qui paraît vous emporter et vous précipiter avec ce déluge assourdissant dans lequel on se croit entraîné. Ceci est tout-à-fait fantastique : c'est le rêve, le vertige. En présence de ce désordre immense, on se sent transporté par la pensée au temps des plantes colossales, des animaux gigantesques, au temps où se creusait le lit des océans, et où les chaînes de montagnes étaient soulevées par les forces déchaînées de la nature. Niagara vous apparaît comme le contemporain de ces êtres monstreux, comme le produit de ces forces encore déréglées, comme un cataclysme de l'ancien monde.

Il y a des gens qui trouvent les chutes du Niagara très inférieures à ce que leur imagination avait conçu. J'en fais compliment à leur imagination. Peut-être qu'en présence de l'objet, leur pensée ne peut concevoir ce que leur vue embrasse. Niagara est, comme Saint-Pierre, plus grand que nature, et par la même raison l'on n'en saisit pas toujours l'ensemble du premier coup. J'ai entendu aussi comparer diverses cascades à Niagara : c'est comparer un lac à l'Océan. J'ai vu bien des cascades en Suisse, en Écosse, en Norwége, dans les Pyrénées; — toutes ensemble se perdraient et se noieraient dans le Niagara, pygmées auprès d'un titan. Pour moi, les deux plus grandes choses de ce monde sont, parmi les monumens élevés par la main de l'homme, les ruines de Thèbes, et, parmi les œuvres de la nature, les chutes du Niagara.

Il faut songer que les grands lacs qui communiquent ensemble, l'Érié, le Michigan, le Saint-Clair, l'Huron, le Supérieur, qui, avec l'Ontario, forment le plus vaste amas d'eau douce qui existe sur la terre, et tous les fleuves qui alimentent ces lacs, n'ont d'autre issue que cette chute. C'est une mer qui tombe, voilà tout.

L'on avait d'abord exagéré la hauteur d'où les eaux se précipitent. La Hontan, qui est loin d'être un voyageur exact, la croyait de sept ou huit cents pieds. L'intrépide et malheureux Lasalle disait six cents. Ce dernier mentionne la cataracte sans paraître avoir été frappé de son aspect, tant le sentiment des grandes scènes de la nature est un sentiment nouveau dans le monde. Le père Hennepin déclara avoir été obligé de boucher ses oreilles pour ne pas devenir sourd au fracas de la cataracte. Je puis assurer que la précaution n'est pas nécessaire. Les anciens disaient bien des cataractes du Nil, qui ne sont que des brisans, qu'elles tombaient d'une hauteur énorme et rendaient sourds les habitans des lieux voisins. L'homme est toujours porté à exagérer même ce qu'il y a de plus grand.

La cataracte n'a guère que cent cinquante pieds, mais au milieu du fer à cheval la nappe a, dit-on, vingt pieds d'épaisseur. On estime qu'il s'écoule environ cinq milliards de barils d'eau (*barrels*) en vingt-quatre heures, ce qui fait à peu près soixante-neuf mille barils en une seconde. On a évalué la puissance hydraulique des chutes. Elle est de quatre millions cinq cent trente-trois mille trois cent quarante-quatre chevaux, dix-neuf fois, dit-on, le pouvoir moteur dont dispose la Grande-Bretagne, et plus qu'il n'en faudrait pour mettre en mouvement toutes les usines du monde. Je tremble en transcrivant ces chiffres. J'ai presque peur que les Américains, qui n'aiment pas l'inutile, trouvent un jour le moyen de tirer parti de cette force si bien calculée en chevaux, et qu'ils ne fassent marcher une immense usine par la chute du Niagara!

Tout n'est pas dit quand on a vu cette chute. Le fleuve mérite d'être suivi. Ses eaux vertes glissent profondément encaissées entre des rochers dont les pentes abruptes sont tantôt nues, tantôt tapissées d'arbres. Le lieu qu'on appelle le tourbillon (*whirlpool*) offre un des aspects les plus sauvages qu'on puisse rencontrer aujourd'hui en Amérique. C'est comme une espèce d'entonnoir de verdure au fond duquel l'eau tournoie, entraînant tout dans le cercle qu'elle décrit silencieusement. Enfin, à quelque distance, un pont suspendu, léger et très hardi, apparaît tendu comme un fil au-dessus d'une gorge de deux cent quarante pieds, au fond de laquelle coule paisible cette eau que du pont même on voit à l'horizon former les retentissantes chutes du Niagara.

Buffalo, 10 octobre.

Quand on voyage en Italie, on lit dans *la Guida* de chaque ville : « L'origine de cette cité se perd dans la nuit des temps. » Il n'en est pas de même aux États-Unis. Au lieu d'un fondateur héroïque, d'une mystérieuse origine, voici, si ce que l'on m'a conté est véritable, quelle fut l'origine et quel a été le vrai fondateur de Buffalo.

Un monsieur R... imagina de mettre en circulation des billets portant des noms d'endosseurs supposés. Il en fit ainsi pour dix millions, les payant exactement à mesure qu'on les lui présentait, et en forgeant de nouveaux. Au moyen de ce système de crédit aidé de faux, M. R..., qui avait les manières d'un quaker et dont la charité était célèbre, fit des entreprises immenses : il bâtit à Buffalo des quartiers et jusqu'à un théâtre. Un jour la débâcle arriva : il fut condamné à dix ans de prison. Son temps fait, on est venu le chercher dans sa prison et on l'a porté en triomphe. Il avait créé la ville de Buffalo. Voilà un singulier triomphateur. Avouons que tout ceci rappelle un peu trop la profession des premiers fondateurs de Rome.

Du chemin de fer qui m'a amené à Buffalo, on m'a montré les travaux exécutés pour donner de l'eau à la ville. — Existent-ils depuis longtemps? ai-je demandé. — Certainement, m'a-t-on répondu, depuis plus d'un an. Aux États-Unis c'est un siècle.

J'apprends que la semaine dernière un incendie terrible a détruit une partie de la ville, et j'en vois les vestiges récens. Il y a aussi des ruines aux États-Unis, mais ce sont des ruines d'une semaine. On est en train de rebâtir le quartier brûlé, on refait les trottoirs en bois, le premier étage des maisons est déjà construit. Dans un mois, il n'y paraîtra plus.

Le chemin de fer arrive, à travers la ville, jusqu'à une grande place de fiacres; seulement il ralentit sa marche, et on sonne une cloche pour annoncer le passage du train. Les rues sont spacieuses et régulières. Certainement il n'existe pas à Paris de rue à la fois aussi large et aussi longue que la *Main-Street* à Buffalo, qui en 1795 était un village d'Indiens Senécas et comptait quarante maisons. Dans cette superbe et large rue, les caisses et les ballots de marchandises sont sur le trottoir. Il y a de grands espaces vides où paissent les vaches, et où les cochons se promènent, qui sont destinés à être des *squares*. Buffalo offre tout à la fois l'aspect d'une capitale et l'aspect d'une ville qui commence, de New-York et d'Ogdensburg. Je trouve encore ici ce mélange des industries qui ne disparaît qu'avec le temps. Comme j'avais besoin d'épingles, d'un livre de notes et de plumes métalliques, je suis entré chez un horloger qui vendait en outre des couteaux, des violons et beaucoup d'autres choses.

Je m'aperçois que j'approche de l'ouest, à la plus grande familiarité des inférieurs. Un cocher m'appelle son ami (*my friend*). Cela désespérait un Anglais, et m'amuse presque autant que l'allocution d'un savetier romain à qui je demandais mon chemin, et qui me répondit : *Anima mia, non so*. Mais rien en ce genre ne vaut ce qui advint à un prince allemand. Il avait fait prix avec un Américain qui devait le voiturer à la ville prochaine. Le conducteur entra, son fouet à la main, dans l'hôtel qu'habitait le prince, et dit : Où est l'*homme*

qui part ce soir? Je suis le *gentleman* qui doit le conduire. — J'ai vu annoncé dans un journal qu'*une dame* (*a lady*) désirait trouver une place de femme de chambre.

Je monte en bateau à vapeur tandis que le soleil se couche magnifique sur la nappe immense du lac Érié. En me réveillant le lendemain, je ne vois de rivage nulle part, je suis comme en pleine mer. Ce bateau à vapeur est à la lettre une maison flottante. Cette maison a plusieurs étages : au rez-de-chaussée sont entassés les émigrans qui se rendent dans l'ouest; le premier est occupé par un grand et vaste salon où se trouvent des tables, des canapés, des fauteuils, des poëles, un piano. L'usage réserve aux dames une des extrémités de ce salon. Chacun a une petite chambre qui donne sur le lac et où l'on est chez soi comme dans un hôtel. La vie est la même, les heures des repas sont les mêmes. Quand sonne le tam-tam, on se met à table, après toutefois que les dames se sont assises; jusque-là, les garçons défendent très positivement aux *gentlemen* de s'asseoir, et personne ne s'assied. Il n'y a pas de peuple qui obéisse plus volontiers que les Américains à l'autorité qu'ils acceptent. Jamais je n'ai vu de discussion entre les voyageurs et le capitaine; quand un passager se conduit mal, le capitaine le dépose à terre, quelquefois à trente lieues d'une habitation, sans que personne demande de quel droit. En ce qui concerne cette déférence obligée pour les femmes, nul ne résiste aux garçons du bord, parce que les garçons du bord commandent au nom d'un sentiment qui est celui de la majorité. On sait de quels égards les femmes sont entourées aux États-Unis. Elles peuvent aller seules d'un bout de l'Union à l'autre sans que, parmi le grand nombre de voyageurs souvent assez grossiers avec lesquels elles sont en contact, il s'en trouve un seul qui ait la pensée de leur manquer de respect. Ce respect est poussé si loin qu'il s'étend, ce que je trouve un peu excessif, aux hommes qui ont une dame avec eux, *who have a lady in charge*. Dans ce cas, ils participent aux avantages accordés au beau sexe par la courtoisie américaine, et j'enrageais parfois de voir ces mortels privilégiés assis paisiblement, tandis que trois cents hommes moins heureux attendaient debout qu'une lady, qui très souvent n'était pas une dame et ne s'en faisait pas moins attendre, vînt prendre sa place. De même, quand on allait à la queue des billets, les femmes passaient toujours avant tout le monde, et avec elles les hommes qui les accompagnaient. J'ai vu parfois un Américain rusé aller chercher une vieille paysanne à l'étage des émigrans, et passer ainsi avant nous, parce qu'il avait *a lady in charge*. C'est un abus sans doute, mais c'est l'abus d'un principe que je ne pouvais m'empêcher d'honorer. Je ne crois point, comme un voyageur anglais, que le respect pour les femmes soit l'effet de leur rareté dans l'ouest, car il est général aux États-Unis. Je crois qu'il a une autre cause : il ré-

sulte, je pense, de la rudesse même des mœurs américaines. Dans un pays où les formes de la politesse sont très simplifiées, si ce frein n'était établi, il s'ensuivrait nécessairement, dans les rapports avec les femmes, une intolérable grossièreté. C'est, je crois, ce qui a produit la galanterie au sein des mœurs violentes du moyen âge. Dans les sociétés plus fortes que polies, un instinct avertit de respecter la faiblesse pour ne pas en venir à l'écraser. Au moyen âge, il fallait adorer les femmes comme les chevaliers pour ne pas les opprimer comme les sauvages. Une alternative analogue se présentait dans la société des États-Unis, qui, surtout là où elle commençait à s'établir, avait aussi sa rudesse. Les peuples plus raffinés n'ont pas besoin d'être retenus par des prescriptions si précises : l'élégance naturelle des mœurs est chez eux une garantie que les femmes seront traitées avec les égards qui leur sont dus; mais il faut avouer qu'en France on s'est souvent trop reposé sur notre réputation proverbiale de galanterie, et que nos compatriotes auraient parfois besoin qu'un garçon d'hôtel ou un conducteur de diligence les rappelât à l'observation d'un devoir qu'ils oublient trop souvent de remplir.

12 octobre. Détroit.

Détroit, autrefois *le fort Détroit,* porte un de ces noms français qu'on rencontre çà et là dans l'Amérique du Nord, qui rappellent la place que nous y avons tenue, et qui, hélas ! en sont l'unique vestige.

A Détroit vit le général Cass, un des chefs du parti démocrate, et dont on parle pour la présidence prochaine (1). M. Cass a attaché son nom à un voyage d'exploration scientifique dans l'ouest; il possède des propriétés considérables dans l'état de Michigan. On sait qu'il a été longtemps ministre des États-Unis en France. Il aime notre pays, et a plaisir à en parler. Le parti démocrate américain est fort différent de ce qu'on appelle en France le parti démocratique. Le général Cass est fier de son origine populaire, et a exprimé ce sentiment dans le sénat de Washington; mais il n'y a pas dans son genre de vie la moindre affectation de mœurs démocratiques. J'ai eu l'honneur de le voir à Détroit au sein de sa famille. La maison où il m'a reçu était modeste, et ne se distinguait en rien des habitations voisines; mais tout y portait l'empreinte d'une simplicité digne. M. Cass

(1) Toutes les prévisions de ce genre ont été trompées. Pendant mon séjour aux États-Unis, la question de la présidence occupait beaucoup les esprits. On parlait de M. Cass, de M. Douglas, de M. Houston parmi les démocrates, — de M. Webster, du général Scott parmi les whigs. On pensait généralement que les démocrates l'emporteraient, s'ils ne se divisaient pas. Ce parti a montré combien les Américains savent sacrifier leurs préférences personnelles au triomphe de leur opinion. D'un bout à l'autre de l'Union, les démocrates ont abandonné leurs candidats de prédilection pour se porter sur M. Pierce, dont je n'avais jamais entendu prononcer le nom. Les prétendans à la présidence qui appartenaient à ce parti se sont empressés de se désister en sa faveur, et il a été nommé à une immense majorité.

m'a beaucoup parlé du roi Louis-Philippe, à la mémoire duquel il est resté fort attaché. Il pense que la France a eu grand tort de quitter la monarchie constitutionnelle pour la république. Je dois dire que je n'ai pas rencontré un Américain qui ne fût de cet avis.

Autre différence de la démocratie américaine et de la démocratie française : je suis allé voir jouer *l'Ouvrière* (*Factory girl*), cette pièce qu'on jouait aussi à Lowell. L'héroïne, comme on peut le croire, a toutes les vertus; elle sacrifie son amour et jusqu'à sa réputation pour sauver la fille de sa bienfaitrice. Tout cela devait être ainsi; mais ce qui m'a paru plus digne de remarque, c'est que dans cette pièce, composée en l'honneur des travailleurs, où l'on se moque beaucoup des lords, des ladies, des comtes et des Français, il n'y a rien contre les riches.

En ce moment, on expose à Détroit une peinture dont l'auteur est un artiste américain; c'est un tableau de chevalet fort ordinaire. Rien ne saurait être plus divertissant que l'emphase avec laquelle le démonstrateur du chef-d'œuvre le faisait valoir. Il a dit positivement qu'en Europe parmi les tableaux anciens et modernes aucun ne pouvait être comparé à cette merveille. Hier soir, a-t-il ajouté, un *gentleman* ne pouvait croire que les figures ne fussent pas en relief, il a été obligé de s'en assurer en s'approchant. Cela est chaque jour arrivé la veille au soir, j'imagine. Cette admiration pour les effets les plus communs de l'art de peindre est puérile. Les habitans de Détroit, qui semble une ville fort civilisée, auraient dû faire taire ce charlatan. Pendant qu'il parlait, j'étais tenté d'ouvrir la fenêtre et de dire à l'assemblée : N'écoutez pas ces louanges absurdes d'un ouvrage médiocre. Il y a ici quelque chose de bien autrement merveilleux que les raccourcis et les illusions d'optique qu'on vous vante comme si vous étiez des enfans ou des sauvages; il y a une rue d'une demi-lieue, large comme les plus grandes rues de Paris et de Londres, bordée de magasins, éclairée au gaz, dans une ville de 20,000 âmes, qui en renfermait 3 ou 4,000 il y a vingt ans. En 1810, comme me le disait hier le général Cass, il y avait 20,000 habitans à l'ouest de Détroit. Aujourd'hui il y en a 5 millions. Voilà ce qu'on ne trouverait pas en Europe :

Excudant alii spirantia mollius æra.

13 octobre.

Aujourd'hui j'ai entendu un vrai sermon presbytérien. Le sujet était le déclin de la religion. Le prédicateur en a énuméré les causes :

1° La paresse, la négligence; il a tiré ses comparaisons de la vie commerciale. Si les jeunes gens préfèrent leurs chevaux, leur *buggy*, leur fusil à leur magasin (*shop*), les affaires iront mal; il en sera de même si on se relâche sur la *grande affaire;*

2° On prend la religion comme quelque chose de théorique, de métaphysique, non comme un fait; dès lors elle ne peut plus agir sur le cœur;

3° *L'infidélité* a changé de forme; elle ne se produit plus sous un aspect grossier et repoussant, escortée du blasphème et de la licence comme au temps de Thomas Payne; elle n'habite plus les tavernes et les mauvais lieux. Maintenant elle réforme le christianisme; elle prétend en savoir plus que la Bible. — Ici l'orateur a placé un morceau assez vif sur les âges des terrains selon les géologues, que pourtant des hommes très pieux, M. Frayssinous parmi les catholiques, M. Buckland parmi les protestans, ne regardent point comme inconciliables avec l'Écriture, et une autre tirade non moins vive contre l'opinion plus difficilement orthodoxe, il est vrai, qui admet diverses races humaines ne procédant pas d'une même origine.

4° L'inimitié des diverses églises et des membres d'une même église entre eux. A en croire le prédicateur, il régnerait peu de charité entre les diverses sociétés religieuses qui sont forcées de se tolérer aux États-Unis. Il pourrait bien en être quelquefois ainsi. Quant à moi, ce besoin d'intolérance si naturel à l'esprit de secte ne m'a jamais plus frappé que dans un journal universaliste. Les universalistes sont ceux qui pensent que justes et pécheurs, croyans et incrédules, tout le monde sera sauvé. Voilà une doctrine fort charitable; je n'ai nulle part trouvé plus d'amertume que dans la controverse consacrée à l'établir. Il semblait que le théologien qui avait écrit l'article en question voulût se dédommager, en insultant ses adversaires dans ce monde, du chagrin de ne pouvoir les damner dans l'autre. En revanche, il existe un poème intitulé *l'Universaliade,* écrit tout exprès pour célébrer la damnation de tous ceux qui ne sont pas orthodoxes comme l'entend l'auteur.

Le prédicateur a cité enfin comme une des causes de la décadence religieuse le désir immodéré de faire fortune. Il a vigoureusement appuyé sur ce vice national. « Dieu, s'est-il écrié, Dieu fera ce qu'il a déjà fait : il soufflera sur ces richesses, afin de laisser à leurs possesseurs plus de temps pour penser à lui. »

Ce discours a été lu lentement, le prédicateur s'arrêtant entre chaque phrase avec quelque chose dans le ton de convaincu et d'impressif.

Voilà un sermon bien différent de la dissertation utilitaire de M. Waker à Boston. Plus on avance vers l'ouest, plus on trouve de foi véhémente et d'entraînement religieux.

Chicago.

On m'avait beaucoup recommandé d'aller à Chicago. Chicago est une ville située sur le bord du lac Michigan, à l'entrée de la *prairie,*

c'est-à-dire de ces steppes immenses qui s'étendent à l'ouest jusqu'au Mississipi et par-delà : terre vierge vers laquelle se porte le flot des émigrans, et qui, entre leurs mains, se change rapidement en champs cultivés, dont les produits refluent vers l'est; grenier des États-Unis et ressource de l'Europe dans les mauvaises années. Il paraît que les Américains sont portés à s'exagérer l'étendue de leurs exportations de céréales en Europe. D'après M. Johnston, agronome anglais il est vrai, ils ne produiraient pas beaucoup plus de blé qu'il ne leur en faut pour leur consommation. Les Américains n'en sont pas moins disposés à regarder le vieux monde comme étant, sous ce rapport, à la merci du nouveau. Je me rappelle un article de journal dans lequel l'auteur, après s'être apitoyé sur ces malheureux pays de l'Europe, livrés à des révolutions perpétuelles, ne sachant pas l'art de se gouverner, ajoutait, à l'occasion des achats de blé américain faits par la France en 1847 et 1848 : « Ils ne savent pas même se nourrir et mourraient de faim, si nous n'avions pas de blé à leur envoyer. »

La prairie est pour les Américains comme un mot magique. C'est l'avenir, c'est le progrès, c'est la poésie. On ne parle guère aujourd'hui des forêts primitives; elles ont été percées à jour par les chemins de fer. Ce n'est pas à elles que s'attaque surtout maintenant l'ardeur des émigrans, plus souvent ils les laissent derrière eux pour aller exploiter la prairie, dont la culture est plus facile, plus rapide, où l'on n'a pas à défricher, à peine à labourer, où l'on sème dans une terre féconde également favorable aux moissons et aux troupeaux. L'imagination aussi est excitée par ces régions singulières, les seules où l'on trouve aujourd'hui la solitude, le charme de la vie errante, les aventures, les rencontres avec les Indiens, les troupeaux de bisons et de chevaux sauvages, la nature et la vie primitives. Le poète Bryant les a chantées, Cooper y a trouvé son trappeur *Bas-de-Cuir;* Washington Irving, l'écrivain élégant, les a décrites avec amour, et après eux une foule de touristes et de romanciers fatiguent chaque jour les lecteurs de récits et de peintures monotones, monotones comme ces plaines sans fin, et qui n'en ont pas la grandeur.

Chicago est aujourd'hui ce qu'était il y a trente ans Cincinnati, l'avant-garde de la civilisation de ce côté du Mississipi; car au-delà est Saint-Louis, le véritable poste avancé du mouvement vers l'ouest, l'avant-garde de cette armée de défricheurs que le grand fleuve n'arrête pas, et qui s'avancera jusqu'aux plaines de sable qui s'étendent au pied des Montagnes Rocheuses.

The star of empire westward moves.

J'aurais voulu voir Saint-Louis, celle peut-être des villes de l'Union dont le développement est le plus actif et le plus nouveau; mais, pour

revenir, il faudrait remonter l'Ohio, et l'Ohio est presque à sec en ce moment : je me bornerai donc à Chicago.

Chicago n'est pas une grande ville comme Saint-Louis, mais on me l'a signalée comme très-curieuse par la rapidité de ses progrès, et par sa situation aux confins, pour ainsi dire, de la civilisation, au moins de ce côté. Un chemin de fer conduit droit au lac Michigan; ce chemin traverse de vastes forêts coupées de flaques d'eau et de petites rivières. On arrive le soir au bord du lac, on le traverse en bateau à vapeur pendant la nuit, et le lendemain matin on se trouve à Chicago. Il faut se défier des prévisions et des prédictions en ce qui concerne l'extension future des villes en Amérique. On a voulu créer une capitale à Washington, et le vaste espace qu'on avait préparé pour les destinées idéales de la ville est demeuré en grande partie presque vide. D'autre part, M. Keating, qui accompagnait en 1823 le major Long dans son expédition, et traversait avec lui les tribus de Potwanies et de Chippewas qui occupaient alors le pays que je visite aujourd'hui en chemin de fer, écrivait : « Les dangers de la navigation sur le lac Michigan et le petit nombre de ports qu'offrent ses rives seront toujours un obstacle sérieux à la population de Chicago. » Or la population de cette ville, qui n'existait pas il y a quinze ans, est aujourd'hui de 34,000 âmes.

A quelques lieues de Chicago, dans un pays qui n'a rien de montueux et qui est peu élevé au-dessus de la mer, se trouve le partage des eaux qui vont se jeter dans le Saint-Laurent ou dans le Mississipi. Ici les deux bassins se touchent, sont presque de niveau, et communiquent même par un canal dans la saison des pluies. Une faible inégalité du sol détermine si une goutte d'eau ira se perdre dans la baie d'Hudson ou dans le golfe du Mexique. N'y a-t-il pas dans la vie des individus et des peuples des momens qui ressemblent à ce lieu-là?

L'hôtel où je suis descendu est un des plus grands et des mieux tenus des États-Unis; le propriétaire était, me dit-on, il y a quelques années, tailleur au fond des bois (*in the backwoods*); il fit faillite et vint à Chicago, où, avec son frère, il vendait des pantalons à cinquante sous pièce; aujourd'hui il a bâti le magnifique hôtel qu'on est tout étonné de trouver près du lac Michigan. Ce lac a un aspect sauvage comme son nom : c'est du moins ce que j'ai trouvé en me promenant aux portes de la ville, sur une plage sablonneuse et triste. Je ne voyais qu'une plaine d'eau verte tourmentée par un vent dur et froid; je n'entendais que le hoquet haletant d'une machine à vapeur, et le grincement intermittent d'une scie mêlé au bruit des vagues. Devant moi s'avançait dans le lac une longue jetée en bois; les planches et les solives sont à demi brisées; il en reste juste ce qui est nécessaire, rien de plus. La ville se trouve là comme un bateau

échoué sur une grève. Tout près est le faubourg habité par les citoyens aisés de Chicago. Ici sont de belles allées et des maisons de bois aux blanches colonnes, aux élégans portiques, entourées de jardins remplis de fleurs. Une de ces maisons est au centre d'un véritable parc. Je vois de belles serres. Suis-je encore près du lac Michigan?

Une autre maison est celle de M. Ogden, à qui je suis recommandé. Personne ne peut mieux me renseigner sur Chicago que M. Ogden; personne ne connaît mieux cette ville; il l'a vue naître et a aidé à la faire. M. Ogden est venu jeune dans ce pays, où il avait une propriété. Il a été chargé de vendre les terres de l'état; il en a acheté lui-même. Il a donc assisté, pour ainsi dire, au développement de Chicago; il y a pris une part active. Comme nous nous promenions dans son jardin, il m'a montré un arbre, reste de la forêt primitive, et il m'a dit : « Il y a quinze ans, je suis venu ici; j'ai attaché mon cheval à cet arbre, qui était au cœur de la forêt. » Ce lieu ressemble maintenant à la forêt primitive comme le jardin du plus gracieux cottage aux environs de Londres ou sur les hauteurs de Passy.

M. Ogden m'a présenté à une dame française de Chicago, parfaitement française de langage et de manières, et dont le père était un chef indien. « On n'est point humilié de cette origine, m'a-t-il dit, le préjugé de couleur n'existe point pour la race indienne : c'est une noble race. » En effet, si les mœurs des anciens maîtres du sol étaient barbares, leurs sentimens étaient souvent héroïques. Ils avaient dans leurs manières le calme et le *self possession* qui partout donnent la distinction. Leur langage était poétique, leurs discours parfois d'une véritable éloquence; ils avaient même de l'esprit et savaient employer une certaine ironie calme qui parfois embarrassait et déconcertait leur interlocuteur. On m'en a cité deux exemples. Un chef, ayant reçu la visite d'un envoyé des États-Unis, le fit asseoir près de lui sur un tronc d'arbre. Tandis que l'envoyé parlait, l'Indien le poussait doucement vers l'extrémité du tronc qui leur servait de siége à tous deux. Enfin le blanc se récria : « Vous me poussez toujours, je n'ai plus de place pour m'asseoir. — Voilà, mon père, reprit le sauvage, comme vous faites pour les Indiens. »

Le célèbre Red-Jacket, l'un des derniers parmi les aborigènes qui ait cherché à lutter contre l'envahissement de la race blanche, défendait, il y a une vingtaine d'années, devant le jury un de ses compatriotes accusé de meurtre et qui fut acquitté. Après le jugement, Red-Jacket s'approcha de l'attorney qui avait soutenu l'accusation et lui dit : « Sans doute mon frère avait fait un grand mal à quelqu'un de tes parens. » L'attorney l'assura qu'il n'en était rien, et tenta de lui expliquer quelle était la nature de ses fonctions. Le chef écouta en silence, puis il reprit : « Reçois-tu de l'argent pour remplir ces fonc-

tions dont tu parles? » Il fallut en convenir. « Eh quoi! dit alors l'Indien jouant la surprise et avec une extrême indignation, ainsi tu as vendu le sang de mon frère. » Le magistrat qui racontait cette scène avouait que dans le moment il n'avait trouvé rien à répondre.

Malgré ce qu'on me dit à l'avantage des Indiens, je vois que leurs vestiges ont été bien vite effacés. Là où est aujourd'hui la promenade publique, on ne voyait, il y a quinze ans, que leurs wigwams et leurs tombeaux. Que sont devenus ces tombeaux? ai-je demandé. *Washed away*, balayés par les eaux, m'a-t-on répondu. N'a-t-on pas aidé aux eaux? Cependant le culte des tombeaux est un des traits les plus touchans et les plus respectables du caractère indien. On m'a raconté que des sauvages étaient venus il n'y a pas longtemps, et venus de très loin, dans un canton de la Nouvelle-Angleterre, d'où ils avaient été chassés depuis plusieurs générations, pour visiter les tombeaux de leur tribu. Quand ils virent qu'on avait détruit ces sépultures, leur surprise et leur désespoir furent au comble : rien ne pouvait apaiser leur douleur ni calmer leur indignation.

C'est là ce qui perd dans l'esprit des Indiens les hommes civilisés, qu'ils ont trop souvent sujet de mépriser. Des bandits, l'écume de la population, s'établissent sur la frontière pour tromper les malheureux sauvages. Un de ces hommes disait naïvement : « Je suis venu de cent lieues pour voler des Indiens. » Aussi l'oncle de la dame que j'ai vue ce matin, auquel elle offrait de se charger de l'éducation de ses enfans, lui répondit : « J'aimerais mieux leur couper la gorge que d'en faire des coquins pareils à ceux qui nous reprennent ce qu'ils nous ont donné. »

Il y a trente-six églises à Chicago. Elles appartiennent à diverses communions chrétiennes. J'entends dire, et ce n'est pas pour la première fois : Nous aimons la diversité des sectes; nous y voyons une garantie contre la prépondérance de l'une d'elles. C'est bien là l'esprit démocratique, qui prend ombrage de tout ce qui dans la société pourrait exercer sous un nom ou sous un autre trop d'influence et trop d'empire; mais est-ce autant l'esprit religieux, cet esprit qui paraît du reste être si puissant en Amérique? Les sentimens des Américains en matière de religion sont pour moi, à quelques égards, une énigme que je ne comprends pas bien encore. Si l'on admet réellement une profession de foi quelconque, il est impossible qu'on juge également en possession de la vérité des sectes divisées sur des points très importans et qui souvent s'anathématisent les unes les autres. Peut-être aux États-Unis le grand nombre est-il plus convaincu de l'excellence et de l'utilité morale de la religion que de la vérité de tel ou tel dogme. Hommes d'action plutôt que de réflexion et très pressés peut-être, leur volonté adhère fortement à des croyances qu'ils n'ont

ni le goût ni le temps d'approfondir. Je connais à Paris beaucoup de ces Américains-là.

En suivant avec M. Ogden une belle promenade qui s'étend le long des rives du lac, j'aperçois une jolie petite maison de bois : c'est celle de l'évêque catholique, qui est fort considéré. Je demande s'il y a beaucoup de protestans qui embrassent le catholicisme; on me répond, comme on l'a déjà fait plusieurs fois, que ce sont des cas rares et exceptionnels. La population catholique augmente considérablement par l'émigration, qui est en grande partie catholique, se composant surtout d'Irlandais et d'Allemands venus principalement des parties de l'Allemagne où règne le catholicisme; mais on ne cite guère d'autres conversions que celles de quelques personnes qui ont voyagé en Europe ou d'enfans qu'on a envoyés à des écoles catholiques. En revanche, on me dit que les petits Irlandais qui suivent les écoles de la ville deviennent souvent protestans. Le catholicisme n'est aux États-Unis l'objet d'aucun préjugé malveillant; mais je ne crois pas que la majorité soit disposée à l'embrasser.

Il y a ici un grand nombre de baptistes. Comme les anabaptistes de sanglante mémoire, auxquels du reste ils sont loin de ressembler, ils n'admettent que le baptême par immersion; leur croyance se fonde sur quelques versets des épîtres de saint Paul où il est dit que celui qui est baptisé est comme plongé dans le tombeau pour ressusciter ensuite à une vie nouvelle. Prenant ces passages à la lettre, les baptistes veulent que l'on soit plongé et comme enseveli sous les eaux. Pour cela, l'immersion complète est nécessaire; aussi voit-on souvent l'hiver, à Chicago, les ministres baptistes casser la glace du lac et entrer dans l'eau jusqu'à la ceinture pour immerger les néophytes adultes qu'ils tiennent dans leurs bras. Outre ce dogme particulier, la tendance générale des baptistes comme des méthodistes, et encore plus peut-être, est de s'occuper des classes populaires, trop négligées par les épiscopaux, les presbytériens, les congrégationalistes, les unitairiens, dans les églises desquels il n'y a souvent pas de place pour les pauvres ou bien seulement une place humiliante. Les méthodistes et les baptistes ouvrent leurs chapelles à ces bannis; aussi leur langage est-il empreint d'une violente amertume contre les églises qui sont la propriété exclusive des riches. Voici ce que je lis dans un sermon baptiste prononcé récemment : « Les diacres peuvent croiser les bras, assis sur leurs siéges rembourrés, et fixer les yeux sur la chaire qui est devant eux; mais ils ne voient pas la multitude entassée sous le vestibule : ils n'en ont souci. Ils ont une bonne congrégation, une bonne église, un bon ministre : tout sent sa capitale, depuis le ministre empesé jusqu'au bas de l'échelle; mais bientôt tout cela sera flétri et desséché, et vous entendrez le vent siffler à travers ce

squelette, car dès que l'église dédaigne les hommes de basse condition, elle se dessèche immédiatement. » Ce langage violent peut paraître exagéré; mais il faut bien croire ce qu'écrivait en 1838 M. Tuckerman sur l'état des églises de Boston. Cet homme respectable, frappé du grand nombre d'habitans qui n'étaient attachés, en raison de leur pauvreté, à aucune église, à aucune congrégation religieuse, après de consciencieuses recherches, était arrivé à ce résultat que sur douze mille familles il y en avait cinq mille six cent vingt-deux, à peu près la moitié, qui étaient dans ce cas. Il disait très bien : « Une église est une propriété en commandite (*join-stock property*). Elle appartient à une corporation; elle est divisée en actions (*shares*) appelées bancs (*pews*), et ces bancs sont possédés comme une propriété foncière. Les relations du ministre avec la société religieuse dont il fait partie sont presque entièrement limitées à ceux qui paient ses services. » Il n'y a donc de bancs que pour les sociétaires qui sont propriétaires de l'église et paient le ministre. Il paraît cependant que les bancs qu'on ne trouve pas à louer sont mis à la disposition des pauvres. « Mais, dit M. Tuckerman, ces places humiliantes où l'on est admis à titre de pauvre, si elles sont acceptées en Angleterre, ne le sont pas en Amérique; personne ne veut s'y asseoir. » Et l'auteur fait ressortir tout ce qu'il y a de contradictoire entre l'importance que le plus pauvre citoyen a dans un pays démocratique, où par l'élection il concourt au gouvernement, et l'insulte qu'on lui fait subir en l'excluant de l'église, ou en lui imposant cette révoltante inégalité devant Dieu (1).

Ce qu'il y a de sûr, c'est que bien d'autres plaintes se sont fait entendre après celles de M. Tuckerman sur l'insuffisance des établissemens religieux en Amérique, malgré le zèle des particuliers et l'activité infatigable des méthodistes, dont les prêtres ambulans, véritables missionnaires, distribuent des livres et des journaux religieux en abondance. Cette distribution se fait par des ventes dont les bénéfices sont employés à la propagation des écrits que répand la société. On voit que c'est l'application, application au reste très désintéressée, de l'esprit commercial à la prédication de l'Évangile. Dans l'année qui vient de s'écouler, la société méthodiste a vendu pour deux millions de livres pieux.

Malgré les efforts ardens du zèle religieux, il ne saurait suffire

(1) Joseph Tuckerman, *the Religions principle and regulation of the ministry at large*. L'auteur de cet écrit avait entrepris de fonder des chapelles pour ceux à qui leurs moyens pécuniaires ne permettaient pas de faire partie des associations religieuses existantes. Il avait établi un corps de ministres allant visiter les pauvres chez eux pour leur porter la prédication et la prière. Noble entreprise de secours religieux à domicile! Je ne sais où elle en est maintenant.

complétement à l'accroissement prodigieusement rapide de la population. Un rapport de la société du Massachusets pour l'avancement de l'instruction chrétienne s'exprimait en ces termes : « Dans les comtés de Rockingham et de Strafford, il y a 45 districts, contenant 40,000 habitans, qui ont été privés des *moyens de grâce*, les uns pendant dix, les autres pendant vingt, quelques-uns même pendant trente et quarante ans, et dans un district qui renferme 1,063 âmes, après qu'un ministre y a eu résidé vingt ans, l'église visible du Christ a été éteinte durant plusieurs années. » Des rapports faits pour diverses sociétés religieuses, en 1833 et 1835, établissent qu'à cette époque, plus de 1,000 districts et villages n'avaient pas de culte, que 5 millions d'hommes n'avaient pas les *moyens de grâce*. Le rapport de la société des missionnaires baptistes en 1833 contient ces paroles : « Même si tous ceux qui font profession d'être des instituteurs chrétiens étaient doués des qualités nécessaires, il y aurait encore un déficit de 4,000 ministres pour satisfaire aux besoins du pays ; mais on doit faire une réduction considérable pour ceux qui propagent l'erreur, pour ceux qui ne connaissent pas assez bien la doctrine chrétienne pour l'enseigner convenablement, enfin pour ceux qui sont fortement engagés dans les occupations du siècle au point de ne pouvoir consacrer leur temps à se préparer de manière à être vraiment utiles dans leur ministère. Ces faits montrent une grande et alarmante défaillance dans l'instruction chrétienne. »

Le zèle de toutes les communions, particulièrement des baptistes et des méthodistes, lutte avec ardeur contre cette insuffisance des secours religieux. Il est question en ce moment d'instituer à New-York des prédications en plein air, comme celles de Londres et d'Édimbourg, parce que l'on a reconnu qu'il n'y avait de place dans toutes les églises de New-York que pour une moitié de la population. Il en résulte que l'autre moitié n'assiste pas au service divin.

Revenons à Chicago. Après les églises, la première chose à laquelle on songe en bâtissant une ville, ce sont les écoles. Il y a six écoles publiques à Chicago, dans lesquelles on instruit trois mille enfans. Les écoles ont le trente-sixième des terres à vendre dont l'état dispose, et le produit d'une taxe locale, qui monte ici à 30,000 francs. Les maîtres reçoivent à peu près 1,200 francs, ce qu'on trouve insuffisant. Ils sont aidés par des assistantes, qui font épeler les petits garçons et les petites filles. Aux États-Unis, on emploie beaucoup de femmes dans l'instruction primaire des deux sexes, et on s'en trouve très bien. Elles ont la patience et la douceur nécessaires à ce pénible enseignement. Trop d'autres carrières sont ouvertes à l'activité des hommes pour qu'ils se contentent longtemps d'apprendre à lire à des enfans. Une société s'est formée dans la Nouvelle-Angleterre

pour exporter des institutrices dans l'ouest. Elles y rendent les plus grands services et contribuent efficacement à la culture morale des rudes populations qui habitent ces contrées nouvelles. En même temps, ces personnes trouvent souvent à se marier avantageusement avec des colons qui ont commencé à s'enrichir. Ainsi cette institution profite à tout le monde, aux enfans, aux colons et aux institutrices.

Il y a deux mois, j'étais en Angleterre. Une solennité agricole m'avait appelé à une vingtaine de lieues de Londres. J'allais voir fonctionner une machine à moissonner. Un assez grand nombre de *country gentlemen* et de *farmers* s'étaient rassemblés dans le même but. Une scie horizontale mise en mouvement par le mouvement de la machine coupait avec une grande rapidité une quantité considérable de tiges de blé à la fois. Cette machine, traînée par un cheval, tournait autour de la pièce en abattant à chaque tour une bande d'épis large de plusieurs pieds. Un paysan placé sur la machine rejetait les épis coupés à mesure que l'action de la scie les y amoncelait. C'était la seule intervention de l'homme dans l'opération. Il me semble qu'il ne serait pas impossible de faire rejeter les javelles par la machine elle-même. Telle qu'elle est, elle eut le plus grand succès aux yeux des connaisseurs présens à l'expérience. Ce qui me rappelle aujourd'hui cette machine, c'est qu'on lisait sur un de ses côtés : Chicago. C'est en effet un habitant de cette ville, M. Mac-Cormick, qui en est l'inventeur. C'est des bords du lac Michigan, du voisinage de la prairie, de cette cité née d'hier, que provient une découverte qui excite l'intérêt des agronomes de l'Angleterre, et qui, dans plusieurs joûtes aratoires, l'a emporté sur les machines rivales. Si la machine à moissonner de M. Mac-Cormick a eu du succès en Angleterre, où l'on aime en agriculture comme en toute chose le fini et la perfection, où la terre est chère, la culture très soignée, on peut penser qu'elle doit réussir encore bien mieux en Amérique, où la terre est pour rien, où il s'agit, non de très bien faire, mais de faire vite et beaucoup, où il importe peu qu'on laisse quelques épis, si l'on a rapidement dépouillé de sa moisson une plaine immense. Adieu donc les moissonneurs de Théocrite et de Virgile, et le patriarche Booz ordonnant à ses serviteurs de laisser des épis dans le sillon pour que Ruth puisse glaner après eux! Encore un grief de la poésie contre les machines qui lui ont fait tant de tort, mais que ses plaintes n'arrêteront pas, et qui elles-mêmes ont leur poésie, au moins leur grandeur, puisqu'elles représentent la puissance et le triomphe de l'homme sur la nature.

Dans ce pays lointain où l'on fait des machines que l'Europe admire, on ne sait pas faire des vaudevilles, car on joue ce soir un vaudeville de M. Scribe, dont l'esprit est si français et dont les succès

sont cosmopolites; on joue aussi *la Bohémienne*. Cette bohémienne est la *Esméralda* de M. Victor Hugo : les personnages de *Notre-Dame-de-Paris* sont venus jusqu'ici. Je ne suis pas allé au théâtre, parce que j'ai été conduit dans un concert par souscription, où j'ai entendu une bonne pianiste et un assez bon violon. Celui-ci est, m'a-t-on dit, un négociant ruiné. L'orchestre était composé d'amateurs allemands; puis l'on a dansé et valsé à peu près comme à Paris; seulement, autour de moi, on ne connaissait pas beaucoup cette population nouvelle, qui demain sera peut-être ailleurs. L'Américain ne s'attache pas volontiers au sol, et cependant il a très énergiquement le sentiment national. La patrie, c'est pour lui d'abord l'Union tout entière, et ensuite le point du pays où il se trouve, mais seulement tant qu'il y reste; car il connaît le patriotisme de clocher, seulement il change volontiers de clocher.

Avant de quitter Chicago, j'ai voulu au moins entrevoir la prairie. Pour cela, j'ai pris un chemin de fer qui la parcourt jusqu'à une certaine distance. Je suis descendu à une station en plein désert. Il n'y a pas de bureau, comme on peut croire; il n'y a pas de maison, il n'y a pas d'arbres. Là bas, j'aperçois une petite case rouge : elle m'apparaît comme la dernière habitation; au delà il n'y a plus que les plaines sans fin. Pas un bruit, pas un mouvement; le ciel semble, comme sur l'Océan, plonger derrière l'horizon. C'est de ces plaines que M. Bryant, poète américain, a dit : « Elles s'étendent si loin, que c'est une hardiesse au regard de plonger dans leur étendue. » Je me rappelle les beaux vers dans lesquels il a chanté l'intérieur de ces immenses steppes dont je foule les bords, mais où du moins je peux m'écrier comme lui : Je suis dans le désert seul!

And I am in the wilderness alone.

Après avoir passé deux heures au sein de cet espace vide et sans limite, j'entends le bruit lointain du train, je vois la fumée s'élever et courir à travers la solitude; je remarque alors le fil du télégraphe électrique qui la traverse; je ne comprends plus que j'aie pu me sentir si éloigné, si seul, et je reviens à Chicago, où j'arrive à temps pour passer une très agréable soirée à entendre de la musique et à prendre des glaces dans la jolie habitation de M. Ogden.

J.-J. Ampère.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 janvier 1853.

Il y a des événemens qui, aussitôt qu'ils se produisent, ont le singulier privilége d'éclipser tous les autres et de faire diversion dans les préoccupations publiques, tout en se rattachant au cours général des choses. On en parle, on les commente, ils deviennent pour quelques jours l'inépuisable aliment des conversations. Cela s'explique sans doute par l'importance qu'ils ont et aussi parce qu'ils s'adressent par quelque côté à l'imagination, — l'imagination qui joue toujours un si grand rôle dans notre histoire! Qu'a donc été bien souvent, en effet, la politique parmi nous, si ce n'est cet art étrange et passionné de chercher le romanesque dans les faits, de poursuivre l'imprévu, de mêler tous les élémens, de se jouer dans toutes les combinaisons et les interprétations que l'esprit enfante et propage? Autrefois, quand les gouvernemens étaient occupés à faire des choses simplement et vulgairement utiles, on disait que la France s'ennuyait. Si cela voulait dire, dans la pensée de l'auteur de cette parole, qu'une révolution était le meilleur moyen d'ôter à la France son ennui, c'était interpréter étrangement les penchans et les goûts de notre pays. Il pouvait y avoir du vrai, au contraire, si cela voulait dire que, dans toutes les choses de la vie politique, il y a toujours la part de l'imagination et de cette curiosité ardente de nouveauté et d'imprévu. Le mariage de l'empereur est à coup sûr un de ces événemens qui ont tout à la fois ce qui fait l'importance politique et ce qui porte à l'imagination. Il y a peu de jours encore, il n'en était nullement question. Tout au plus apercevait-on cette éventualité dans un terme plus ou moins prochain et dans des conditions que chacun arrangeait suivant sa fantaisie. A l'heure où nous sommes, l'alliance impériale est scellée du double sceau religieux et civil; la nouvelle impératrice est aux Tuileries dans l'éclat de sa récente majesté, hier brillant dans son salon, aujourd'hui portée au faîte du trône, — ce trône dont on disait autrefois qu'il était le premier de l'univers. L'empereur a agi comme il procède souvent, surprenant ceux qui devaient ou pouvaient être le plus prévenus, déconcertant peut-être autant par la rapidité de ses résolutions que par le

secret de ses délibérations intimes, et élevant tout à coup par le fait de sa situation un acte privé de sa volonté à la hauteur d'un événement politique.

Ce qui fait surtout du mariage du chef de l'état un événement politique, c'est le caractère même que l'empereur lui a donné dans le message par lequel il a communiqué sa décision aux bureaux du sénat et du corps législatif en même temps qu'au conseil d'état. Il semble au premier abord que le choix d'une épouse dans un rang social élevé sans doute, mais non dans un rang princier, dût ôter toute signification politique à ce mariage. C'est justement par là au contraire qu'il acquiert une signification. Il laisse tout son relief et sa portée à ce titre de *parvenu* sur le trône que l'empereur revendiquait l'autre jour dans son discours avec une insistance particulière, qui répondait peut-être simultanément à diverses préoccupations. Ce n'est pas que l'empereur en aucune circonstance ait décliné ce titre; mais pour peu qu'on l'observe, la nature d'un pouvoir ne se détermine pas seulement par les circonstances intérieures du pays au sein duquel il s'élève : elle se détermine aussi surtout par la situation qu'il se fait, ou qui lui est faite au milieu des autres royautés. C'est particulièrement en face de l'Europe que l'empereur revendiquait ce caractère d'une souveraineté élue et nouvelle, marquant ainsi la différence entre les royautés traditionnelles et sa propre royauté, émanée du suffrage populaire, et achevant de caractériser cette différence par une alliance contractée en dehors des traditions monarchiques. D'ailleurs, on peut bien le dire, il y a toute l'éloquence des faits dans ces paroles par lesquelles l'empereur rappelait le mauvais sort réservé depuis soixante ans aux princesses étrangères qui ont approché du trône en France. Aucune d'elles, cela est vrai, n'a vu la fortune lui sourire depuis cette noble et infortunée reine Marie-Antoinette, qui ouvre ce douloureux cortége et qui mérite le premier rang par la grâce, par la beauté et par le malheur. Cela n'ôte rien sans doute à la glorieuse efficacité de ces vieilles alliances royales d'autrefois, à l'aide desquelles s'est formée l'unité française, non plus qu'à la convenance qu'il peut y avoir encore dans les unions de maison souveraine à maison souveraine. Cela peut prouver tristement du moins que la naissance, même unie à la beauté ou à la vertu, à l'intelligence ou à la bonté, ne suffit plus pour garantir la perpétuité d'un trône. Il faut évidemment d'autres conditions. Quoi qu'il en soit, parmi les traditions du premier empire, ce n'est point à l'exemple du chef de sa maison allant chercher une archiduchesse que l'empereur actuel s'est arrêté; c'est la mémoire de l'impératrice Joséphine qui semble avoir plutôt dicté son choix. N'étant point issue de sang royal, la nouvelle impératrice n'est pas non plus d'origine française. C'est l'Espagne qui nous l'envoie. Ce n'est point d'ailleurs pour la première fois peut-être que le nom de Mlle de Montijo, comtesse de Teba, a été prononcé et jeté comme une énigme à la société parisienne au moment où il s'est trouvé tout à coup devenir le nom de la nouvelle souveraine des Français.

On ne saurait s'étonner beaucoup qu'en ces quelques jours laissés à peine à la curiosité publique, le mariage de l'empereur ait été l'objet de bien des commentaires; il a déjà ses légendes de diverse sorte et son histoire fabuleuse. Quant à l'impératrice elle-même, on n'a point oublié sa généalogie. Quelques journaux se sont plu à lui donner le titre de duchesse, parce que probablement ils le croyaient plus relevé; ils ne savaient pas qu'en Espagne ce n'est

point ce titre qui fait l'élévation du rang : c'est la grandesse qui constitue la noblesse. Or, qu'elle soit duchesse, ou comtesse ou marquise, et elle peut être tout cela à la fois, Mlle de Montijo occupe assurément ou occupait un rang élevé dans la grandesse espagnole. Elle va par son nom de pair avec les plus illustres maisons. Son père, le comte de Teba, était le second fils de la famille des Montijo, dont l'aîné était entré fort avant dans le mouvement de résistance à l'invasion de 1808; il était même un des chefs du soulèvement du royaume de Valence. Le comte de Teba entrait au contraire à cette époque dans l'armée française et servait le gouvernement de Joseph. Ce n'est que postérieurement, à la mort de son frère aîné, que le comte de Teba héritait du nom et des biens considérables des Montijo, et c'est à ce titre qu'il a été depuis, sous le règne d'Isabelle, sénateur du royaume. Il est mort en 1839, laissant deux filles, dont l'une est mariée au duc de Berwick et d'Albe, et l'autre est devenue l'impératrice des Français. Jeune encore, Mlle de Montijo s'était fait, il y a quelques années déjà, dans la société de Madrid, une grande réputation par la hardiesse de son imagination et la vivacité ardente de son caractère. Elle frappait par une sorte de grâce virile qui en eût aisément fait une héroïne de roman, et elle portait fièrement, avant de ceindre le bandeau impérial, cette couronne de cheveux dont un peintre vénitien eût aimé la couleur. La destinée nouvelle de la comtesse de Teba ne l'a point émue, assure-t-on. Elle a du moins trouvé, à la veille de monter sur le trône, l'occasion d'accomplir un acte de bon goût en faisant rejaillir sur les pauvres le produit d'un don considérable, par lequel le conseil municipal de la ville de Paris s'était cru obligé de saluer son avénement. Maintenant les derniers bruits des pompes qui avaient lieu hier à Notre-Dame s'évanouissent déjà. Une voie nouvelle s'ouvre pour la brillante Espagnole d'il y a quelques jours, en ce moment associée à l'empire, et cette voie nouvelle n'est-elle pas ouverte pour la société française tout entière? Ce n'est pas même du jour de ce mariage que notre société est entrée dans une phase de transformation. Étrange chose! combien y aurait-il eu d'hommes, il y a quelques années, qui se fussent fait un point d'honneur de braver l'étiquette et de paraître à la cour en costume démocratique! Il n'en est plus de même aujourd'hui : les fêtes se multiplient, et l'étiquette reprend son empire. Nous ne nous plaignons point assurément que les grands fonctionnaires de l'état donnent des fêtes, que les cérémonies aient leurs pompes et leurs règles, et qu'il faille se vêtir proprement pour figurer à la cour. Très probablement il est des industries qui seront fort satisfaites qu'on s'habille de velours et que le bas de soie devienne de rigueur; mais, à côté de ces choses extérieures, il y a évidemment à accomplir un travail plus profond qui consiste à ramener la société au culte de sa propre dignité, des supériorités qui font sa force, des distinctions qui ont fait l'influence de la France dans le monde. Ce travail intime et profond accompli, la transformation des mœurs et des usages suivra son cours. Elle ira jusqu'où elle peut aller, et elle s'arrêtera aux limites que comportent notre temps et la vie moderne.

Cette résurrection de certaines habitudes, de certains usages, de certaines obligations officielles est l'accompagnement ordinaire des grandes reconstitutions du pouvoir qui aime ces signes extérieurs par lesquels il se rend témoignage à lui-même et se fait visible à tous les yeux, même dans les fêtes et les

décorations. Si quelque chose peut démontrer combien les démocrates connaissent peu les hommes en général et les Français en particulier, quand ils prétendent passer le niveau égalitaire sur tous ces signes, c'est la promptitude avec laquelle on y revient au premier moment où on se sent quelque peu libre du joug révolutionnaire. Il faut bien en prendre son parti, et ce ne sont pas même souvent les plus monarchiques de la veille qui montrent le plus d'empressement à prendre le pas. Il y a beaucoup de démocrates qui ont de merveilleuses ressources de conversion; seulement ce sont les conversions subites, à la saint Paul, qui sont à leur usage, surtout quand ils voient qu'il ne reste plus d'autre moyen. Il en est plus d'un dont la langue ne tourne nullement en employant les titres de sire et de majesté. Le peuple a prononcé! disent-ils; ils avaient pourtant bien eu le soin de mettre leur république au-dessus du suffrage universel, mais on ne peut évidemment tout prévoir. Il reste donc toujours un moyen d'éluder la responsabilité de ses actes. Avec ce mot: le peuple a prononcé! on se lave les mains du passé, et on en est quitte pour rendre les armes après s'en être servi. Mais la société se guérit-elle de même en un jour et par un mot du mal qu'on lui a fait? Qu'on nous permette de le dire, nous évitons les applications personnelles, qui seraient trop faciles. Nous observons une tendance, nous touchons à un point de l'hygiène morale de notre temps. Il y a des personnes qui se plaisent souvent à considérer les fauteurs de révolution comme les hommes courageux, virils, énergiques par excellence, les seuls qui défendent vaillamment leurs principes. Nous le croyons bien. On marche sur la société comme sur l'ennemi, on jette la dévastation dans les villes, on met aux prises les plus implacables passions; le sang des victimes innocentes qui meurent pour le devoir rougit le pavé. Si la révolution triomphe, on triomphe avec elle; si elle est vaincue, le pis qui vous puisse arriver au bout de quelques années, c'est une amnistie. Tout cela tient à ce que les notions de la justice ont subi de nos jours de terribles altérations. Il s'est propagé depuis longtemps cette idée funeste, que les révolutionnaires, — ceux, bien entendu, qui sont pris les mains dans les guerres civiles et qu'une sentence vient frapper, — ne sont point des coupables ordinaires, que la justice ne les regarde pas, que la loi n'est pas faite pour eux, qu'ils sont au-dessus du châtiment,—et les gouvernemens eux-mêmes, sans le vouloir, accréditent souvent cette idée, en se hâtant, dès qu'ils le peuvent, d'effacer, comme on dit, par une amnistie les dernières traces des dissensions civiles. Certes ce n'est point une pensée blâmable chez les gouvernemens, bien qu'elle n'ait pas toujours porté tous les fruits qu'on en attendait. Ce que nous disons ici n'est point essentiellement contre les amnisties, on le comprend, contre les amnisties qui vont s'adresser aux retours vrais et sincères; encore moins serait-ce contre les adoucissemens désirables là où il n'y a que des mesures administratives exceptionnelles, là où n'y a ni jugement ni condamnation. Ce que nous disons est contre cette étrange idée qui tend à effacer ce mot de coupable là où la justice le prononce, à faire de la vie sociale une bataille où on n'a rien à craindre, si on est vainqueur, et où, si on est battu, on en est quitte pour une soumission, annulant ainsi cette loi supérieure, providentielle, qui attache un châtiment au crime, ou rusant avec l'expiation.

Nous savons bien que ce n'est point par des lois qu'on remédie à cet état moral; c'est par le rajeunissement des vraies et saines notions de justice so-

ciale. Ce qui est au pouvoir des gouvernemens, c'est de multiplier les efforts pour rendre exacte et sûre l'administration de la justice ordinaire. Sous ce rapport, le gouvernement paraît s'occuper d'un des plus importans objets sur lesquels il puisse fixer son attention : c'est la réforme du jury. On ne saurait méconnaître que cette sérieuse et difficile question se trouve débarrassée d'un de ses élémens les plus délicats, aujourd'hui que les délits de presse rentrent dans la juridiction des tribunaux ordinaires, et que les crimes politiques sont déférés, en vertu de la constitution même, à un tribunal spécial. La distraction de ces deux ordres de causes de la juridiction du jury a du moins l'avantage de placer le gouvernement à l'abri des soupçons, qu'on a souvent fait peser sur lui autrefois, de vouloir fausser cette grande institution. Le but politique s'efface ; ce qui reste, c'est l'intérêt unique d'une sérieuse et impartiale justice, et c'est sans nul doute à ce point de vue que la commission chargée d'élaborer la loi nouvelle étudie cette question. Au fond, dans cette grave et délicate réforme, il y a, il nous semble, deux points essentiels. D'un côté, l'institution du jury est aujourd'hui profondément enracinée dans les mœurs; elle est environnée de la confiance publique, ce qui est la plus grande chose dans une matière de ce genre. D'un autre côté, il est trop certain qu'il y a eu parfois des arrêts dont l'étrangeté n'a point laissé de causer quelque surprise. Ce qu'on en peut dire de mieux, c'est qu'ils n'ont en rien porté atteinte à l'institution. Elle reste donc entière, sujette sans doute à des modifications dans son mécanisme, mais non dans son essence, dans son principe. Les réformes qui se préparent aujourd'hui semblent devoir porter principalement sur la composition des listes et sur le chiffre de la majorité d'après laquelle sont rendus les jugemens. Quant au premier point, il devrait être formé désormais, par les soins du préfet, du sous-préfet de l'arrondissement et du juge de paix du canton, une liste distincte de la liste électorale. Il est bien difficile en effet d'admettre que cette dernière présente des garanties suffisantes. Après tout, le bon sens même ne suffit pas pour rendre un jugement. Il faut, pour prononcer sur la vie, l'honneur, les biens de ses concitoyens, des conditions de capacité, d'instruction même, qu'on ne remplit pas par cela seul qu'on est électeur en vertu du suffrage universel. Quant à la fixation du chiffre de la majorité, c'est là évidemment la question la plus délicate, d'autant plus délicate qu'elle met en présence l'intérêt de la société, qui souffre de l'absolution d'un coupable, et l'intérêt de l'innocent, dont le sort est livré à un léger déplacement de voix. Tout se réunit donc pour faire de cette réforme l'objet de la plus attentive et de la plus sérieuse étude. Il s'élaborerait en même temps, assure-t-on, une autre loi qui tendrait à restreindre la longueur des mises en prévention, souvent fort abusive comme on sait. Ces divers projets seront probablement soumis au corps législatif dans la session annuelle qui va s'ouvrir, en vertu d'un récent décret, le 14 février. Alors se représenteront sans doute ces questions et d'autres encore non moins importantes, telles que le budget. Nous ne savons si le corps législatif sera saisi cette fois de cette loi sur l'instruction publique dont on avait un moment parlé l'an dernier. Certes il n'est point de domaine où il y ait plus à faire que celui de l'instruction publique, et il n'en est pas aussi où il soit plus utile de marcher avec une prudence intelligente et éclairée.

Tout ce qui tend à transformer l'instruction publique touche à l'état intel-

lectuel de notre pays, et, pour peu qu'on observe cet état, on ne pourra que reconnaître l'utilité d'une nouvelle et forte impulsion. On se souvient sans doute de la querelle engagée, il y a quelque temps, par M. l'abbé Gaume, au sujet des classiques. Un ecclésiastique, M. l'abbé Delacouture, publie encore un nouvel ouvrage où revivent ces mêmes débats. Peut-être, à ce point de vue, le livre de M. Delacouture vient-t-il un peu après le combat. La thèse de M. l'abbé Gaume n'est-elle pas en effet bien épuisée? N'est-elle pas jugée définitivement? Mais le nouvel ouvrage embrasse un autre ordre de questions où la théorie des classiques chrétiens n'est mise en cause que d'une manière incidente. Dans son but spécial, comme son titre l'indique, le livre de M. l'abbé Delacouture est une série d'*Observations sur un décret de la congrégation de l'Index du* 27 *septembre* 1851. Ce décret atteignait un *Manuel de Droit canonique* publié par M. l'abbé Lequeux, très fort soupçonné de gallicanisme, et qui s'est d'ailleurs soumis à la décision rendue contre lui. Or la première question que se pose M. l'abbé Delacouture est celle de savoir si les décrets de la congrégation de l'*Index*, au point de vue religieux, ont force de loi en France. L'auteur résout cette question dans un sens contraire à l'école ultramontaine, et il cite plus d'un exemple de nature à affaiblir l'autorité de l'Index. Ce n'est point là d'ailleurs le seul intérêt des *Observations* de M. l'abbé Delacouture. Le décret de l'Index n'est qu'un point de départ d'où l'auteur arrive à discuter l'ensemble des doctrines de l'école ultramontaine au point de vue religieux, philosophique, social et même littéraire. Ainsi, on le voit, le champ s'élargit singulièrement, un vaste horizon s'ouvre à la discussion. Une des parties les plus curieuses du livre de M. Delacouture est celle où il s'efforce de rattacher les manifestations récentes du catholicisme ultramontain aux opinions anciennes de M. de Lamennais. De quelque manière qu'on envisage ces questions, il y a une chose très caractéristique à observer, c'est l'ardeur avec laquelle les esprits se portent depuis quelque temps vers l'étude de cette nature de problèmes. La vivacité des discussions religieuses s'est réveillée, comme pour montrer à tous les yeux la grande et juste place que la religion ne cesse d'occuper dans le monde, et qui lui est plus spécialement encore assignée par les défaillances de notre temps. C'est là, c'est dans cet ordre de questions qu'il se publie encore le plus d'œuvres de mérite, qu'il y a le plus de mouvement et quelquefois le plus de talent, tandis que, dans le domaine plus purement littéraire, la lassitude et l'indécision apparaissent comme les incontestables symptômes de cette situation douteuse que nous traversons.

Au milieu de l'incertitude intellectuelle contemporaine, nous cherchons où est la vie, où va le succès. Le succès continue à aller pour le moment vers une œuvre étrangère, vers le roman de Mme Beecher Stowe. Vingt traducteurs se disputent la célèbre histoire nègre; le théâtre en vit. Nous assistons à une merveilleuse recrudescence de sensibilité pour les noirs, bien qu'il ne se soit pas formé encore en France, comme en Angleterre, une société de dames pour l'abolition de l'esclavage aux États-Unis. Et ce n'était point assez de l'*Uncle Tom's Cabin* pour épuiser la curiosité; nous avons aujourd'hui les *Nouvelles américaines* de Mme Beecher Stowe. Le roman valait mieux; les nouvelles ne sont que de légères et peu profondes esquisses de la vie américaine, qui ne doivent très certainement de voir le jour en France qu'au succès de leur aîné.

Mais à part ce bruit qui se fait autour d'une invention étrangère, où donc est aujourd'hui le roman français? C'est M. Alexandre Dumas qui le représente glorieusement. M. Dumas n'avait plus à mener de front qu'*Isaac Laquedem* et ses *Mémoires*, où il raconte un peu l'histoire de tout le monde, et voilà qu'il est arrêté tout à coup dans la publication de cet *Isaac Laquedem*, — l'œuvre de sa vie, comme on s'en souvient. L'auteur était occupé à mettre en feuilletons la vie de Jésus-Christ, à partir de la conception de la sainte Vierge, et le voici cruellement condamné à suspendre ce beau travail là même où a paru cependant *le Juif Errant* de M. Sue. L'épopée s'éclipse au moment où elle montait à l'horizon, et M. Dumas n'a plus qu'à raconter dans ses *Mémoires* la révolution de 1830 comme fait essentiellement personnel. La réalité est que nul dans cette révolution n'a dû se remuer plus que M. Dumas, d'après ses *Mémoires*. Le roman, par aventure, serait-il ailleurs? Se cacherait-il dans *Blondine* de Mme Cécile de Valgand? Peut-être un autre nom se déguise-t-il sous celui-ci; mais là n'est point évidemment le germe du rajeunissement et de la vie. Cherchons encore : faute d'une meilleure chance, le roman se fait vagabond et marron. Après avoir couru le beau monde, il se met à bon marché et va en bonne fortune auprès du petit peuple qu'il nourrit de saine littérature, de purs sentimens et de bons tableaux de mœurs. C'est le roman à quatre sous. Que ce triste colportage soit au point de vue moral le plus dangereux des piéges, certes cela n'est point douteux. Au point de vue littéraire même, il est le signe de la plus étrange déviation d'idées. Au lieu d'aider l'art à se relever à sa juste hauteur, il l'abaisse au niveau de toutes les curiosités grossières de ce public qu'il va séduire, enivrer et pervertir. Voilà cependant une des plus florissantes spéculations de ces derniers temps! S'il fallait en juger par là, si on ne savait que malgré tout il y a dans notre pays de bien autres ressources d'esprit et d'intelligence, susceptibles des plus sérieuses applications, par lesquelles la France a exercé une glorieuse initiative dans le monde et qui n'ont besoin que d'un instant de halte propice pour retrouver leur action, ne faudrait-il pas trouver quelque éclair de vérité dans ces mots par lesquels commence une brochure récente : « Les sciences morales et politiques sont, comme chacun sait, fort peu cultivées en France?... »

D'où vient cependant ce trait lancé contre la France? Il vient tout droit de Belgique, ce qui serait peut-être un peu étrange, s'il ne fallait y voir une représaille du patriotisme. C'est le premier mot en effet d'un petit livre qui a pour titre : *les Limites de la Belgique*, et ce n'est pas la seule réponse faite chez nos voisins du nord aux *Limites de la France*. Ce n'est pas davantage la plus sensée et la plus juste : c'est la plus violente et la plus ardente, et il n'est point inutile parfois de voir ce qui peut fermenter de haines dans certains esprits exclusifs et gallophobes de l'Europe. L'auteur des *Limites de la Belgique* est, dit-on, M. Lucien Jottrand, fort connu à Bruxelles pour son antipathie contre la France, et qui fit l'an dernier un petit livre dont nous avons parlé : *Londres au point de vue belge*. M. Jottrand a fait un voyage à Dunkerque, où il a constaté qu'il y avait des enseignes de boutiques en flamand, et il ne lui en a pas fallu davantage pour conclure que le nord de la France devait être annexé à la Belgique. Comme on voit, l'auteur se livre avec un soin patriotique à la recherche des frontières belges. Ce n'est point certes le désir d'agrandir la Belgique qui est étrange. A ceux qui veulent de Paris annexer

la Belgique à la France, d'autres répondent de Bruxelles par l'annexion de la France à la Belgique, — rien de mieux. Ce qui est étrange, c'est la voie par laquelle l'auteur y arrive, c'est le raisonnement qu'il fait à l'Europe et par lequel il prétend prouver sans doute qu'on cultive beaucoup mieux en Belgique qu'à Paris les sciences sociales et politiques. Il y a en France, assure l'auteur, deux choses très différentes. Il y a le virus révolutionnaire, dont le midi est le siége gangrené, et il y a la puissance, la richesse de la France, qui lui sert à propager son venin du midi; cette puissance, ce sont les provinces du nord qui la représentent. Que reste-t-il à faire, si ce n'est à séparer les deux régions, à ramener le nord dans le giron de l'orthodoxie européenne et à laisser la France du midi se débattre dans l'anarchie fébrile de ses révolutions? La France en effet n'est-elle pas la grande perturbatrice du monde? Après avoir été sur le point de faire du socialisme économique contre la propriété, ne fait-elle pas du socialisme politique contre la constitution européenne par son ambition mal déguisée? Quoi! direz-vous, est-ce donc du socialisme de penser que l'état général de l'Europe a pu n'être point réglé en 1815 d'après les conseils de la plus stricte et la plus impartiale sagesse? Mais alors le nombre des socialistes peut être beaucoup plus grand qu'on ne pense. S'il fallait en revenir absolument aux traités de 1815, la France aurait beaucoup à changer sans doute pour sa part; mais l'auteur oublie qu'une des premières choses à faire serait de supprimer la Belgique, — auquel cas sa brochure s'appellerait *les Limites des Pays-Bas*, et non *les Limites de la Belgique*. Ce petit livre, qu'il ne faut pas prendre trop au sérieux, est écrit avec une verve de haine contre la France qui rappelle les beaux jours de 1813, et, chose étrange, faut-il que ce soit dans notre langue qu'il soit ainsi parlé de notre pays? Est-ce donc pour mieux prouver que c'est bien à la France de se laisser annexer à la Belgique? Heureusement pour elle, la Belgique écoutera peu et suivra encore moins la politique de M. Jottrand, politique la plus triste de toutes, puisqu'elle ne serait que de la haine sans la puissance de la satisfaire.

En Allemagne, la question religieuse prend chaque jour un intérêt nouveau, et atteste par d'incessans témoignages que la lutte de l'église catholique et du protestantisme n'est point renfermée dans les limites de l'Angleterre. La Prusse s'est effrayée des progrès que la propagande catholique a faits dans le pays à la faveur même des succès qu'elle avait obtenus en Angleterre. Le gouvernement prussien, pour satisfaire aux inquiétudes de l'opinion, a cru devoir donner aux employés supérieurs des provinces des instructions formelles sur la conduite qu'ils avaient à tenir en présence de cette propagande. Par suite d'une indiscrétion, ces instructions ont été divulguées, et elles sont devenues l'objet d'une polémique très animée entre les feuilles périodiques des divers partis. Des écrivains distingués sont eux-mêmes intervenus dans la querelle. Les opinions bizarres y ont aussi trouvé leur place, et tandis qu'on lisait avec intérêt les brochures de M. Rintel et la lettre du professeur Walter de Bonn, on trouvait une ample matière à raillerie dans une brochure anonyme portant ce titre, dont la longueur est le moindre défaut : *L'église catholique dans sa liberté, pierre sépulcrale de la révolution politique, pierre protectrice de la révolution sociale, pierre fondamentale de l'unité allemande, pierre baptismale de la science libre!* Il résulte des dis-

cussions auxquelles la question religieuse vient de donner lieu que la proportion numérique des prêtres est exactement la même dans les deux confessions, mais que, pour le nombre des églises et des institutions religieuses, les catholiques ont l'avantage. Les craintes des protestans ne sont que plus vives depuis que ce point curieux de statistique a été mis en lumière. Les instructions adressées par le gouvernement prussien aux administrations des provinces ont spécialement pour objet de paralyser les efforts des missionnaires jésuites. L'un des chefs du parti catholique dans la seconde chambre, M. de Waldbott, a fait une motion dont le but est d'obliger le ministère à retirer ces instructions. Les protestans répondent à cette démonstration des catholiques en se pressant en foule aux prédications des pasteurs Krummacher et Kunze contre l'église romaine. On a même essayé d'établir à Berlin une affiliation de l'*Evangelical Alliance* d'Angleterre, afin de concentrer toutes les forces du protestantisme contre l'agression de l'église catholique, qui passe pour méditer contre l'anglicanisme une nouvelle campagne plus formidable encore que la première. Jusqu'à présent toutefois cette affiliation n'a point réussi à se fonder.

L'Espagne, à la veille des élections, n'a point changé de situation. Le trait le plus saillant de l'état actuel de la Péninsule, on le sait, est la scission entre les diverses fractions du parti conservateur, scission qui a eu déjà bien des phases, et qui s'est aggravée récemment encore d'un incident où s'est trouvé mêlé le général Narvaez. Ce qui, à notre avis, est profondément à regretter tout d'abord, c'est qu'au milieu de la lutte des partis un homme comme le duc de Valence, avec sa situation, ses antécédens, ses services et son avenir, ait cru devoir prendre une attitude aussi militante qu'il l'a prise, au lieu de rester comme l'épée fidèle de la reine, son conseil au besoin, et peut-être l'arbitre de la crise prochaine qui s'annonçait. C'est là, sans nul doute, la première cause des complications où il s'est trouvé bientôt personnellement engagé. Le cabinet de M. Bravo Murillo, avant sa chute, avait donné au général Narvaez l'étrange mission d'aller à Vienne étudier l'état militaire de l'Autriche. Arrivé à Bayonne, le duc de Valence, sous l'empire d'une susceptibilité facile à concevoir, a adressé à la reine une supplique, qui ne serait, à vrai dire, rien moins qu'une supplique, si elle ne se terminait par la demande de rentrer à Madrid. Il en est résulté que le nouveau cabinet s'est vu forcé de renouveler au général Narvaez l'ordre formel de remplir sa mission, en l'accompagnant de l'expression du mécontentement de la reine. L'affaire du général Narvaez a provoqué la retraite du ministre des finances, M. Aristizabal, lequel s'est retiré moins, assure-t-on, parce qu'il désapprouvait la mesure prise par ses collègues qu'en raison de l'intimité personnelle qui le lie au duc de Valence. M. Aristizabal est remplacé par le ministre de l'intérieur, M. Llorente, auquel succède à son tour un des anciens membres du parti modéré, M. Benavides. Au reste, dans tous les incidens de ces derniers temps, le cabinet nouveau de Madrid semble avoir gagné plutôt que perdu. Des hommes considérables qui avaient fait acte d'opposition au gouvernement se sont rapprochés de lui. M. Martinez de la Rosa vient en effet de rentrer au conseil d'état, et son exemple doit avoir du poids assurément. Le même esprit qui a présidé à la formation de ce cabinet se retrouve aujourd'hui dans

la politique suivie par le nouveau ministre de l'intérieur. D'un côté M. Benavides multiplie les assurances en faveur du régime constitutionnel, de l'autre il combat l'influence de la coalition qui s'est formée entre la fraction dissidente du parti modéré et le parti progressiste. Quant au nouveau ministre des finances, M. Llorente, homme distingué et expert, il vient de signaler son avénement par une négociation des plus épineuses : il a obtenu de quelques capitalistes une avance de 100 millions de réaux sur les produits de la vente des biens du clergé, sanctionnée, comme on sait, par le dernier concordat. Cette somme est destinée à pourvoir aux nécessités de la situation financière, qui ne pourra manquer de s'éclaircir dans les prochaines cortès. Maintenant, que seront ces cortès? Il serait difficile de le prévoir dans la situation de la Péninsule. Bien des chances semblent se réunir en faveur du ministère. La plus grande, c'est qu'il serait assez difficile de le remplacer par un cabinet purement conservateur, et qu'il serait plus périlleux encore de glisser sur la pente des coalitions et des compromis progressistes.

Par quelque côté qu'on l'observe, l'Europe, dans la mobilité et la variété de son histoire, ne cesse point d'avoir sa physionomie propre. Les problèmes qui s'agitent pour elle, à travers les mille incidens de son existence, ont encore dans leur ensemble un caractère commun qui naît d'un travail universel pour maintenir un certain équilibre entre les peuples occidentaux : travail obstiné qui se poursuit partout, à propos de tout, et qui a nécessairement pour résultat de neutraliser les forces, d'enchaîner les grandes ambitions, de circonscrire le développement de certaines tendances. Cet équilibre, qui est la loi de l'Europe, est ce qui existe le moins au-delà de l'Atlantique où tout se produit dans le désordre gigantesque d'un monde qui se forme et qui prépare peut-être une nouvelle phase de la civilisation. En attendant ces destinées inconnues, ce vaste monde américain continue à se remplir de l'anarchie stérile des uns, de l'ambition conquérante des autres. Tout ce qui pourrait même servir de contrepoids, créer des droits ou des garanties, établir un certain équilibre, semble particulièrement en haine à cette grande race anglo-américaine dont l'audace s'accroît par le succès. Quel est aujourd'hui un des principaux soucis des États-Unis? C'est d'empêcher que l'Europe n'acquière une situation sur un point quelconque du continent américain, comme si l'Europe était bien menaçante, comme si elle allait même jusqu'à l'extrême limite de son droit pour défendre et sa juste influence politique et les quelques points qui lui restent matériellement dans le Nouveau-Monde! Dans le dernier message de M. Fillmore, on a vu déjà comment le gouvernement de l'Union a décliné l'offre, faite par la France et l'Angleterre, de garantir par une convention collective l'inviolabilité de l'île de Cuba. Les papiers relatifs à cette négociation viennent d'être communiqués au sénat américain. On peut remarquer dans ces documens le projet de convention préparé par les cabinets de Paris et de Londres, et la réponse faite par le ministre des affaires étrangères des États-Unis, M. Everett.

Comme nous le disions récemment, le cabinet de Washington, si l'on nous passe ce terme, tire son chapeau au droit public en désavouant toute préméditation de conquête officielle contre la possession espagnole, et en même temps il réserve toutes les chances possibles d'une annexion que les circon-

stances viendraient à légitimer à ses yeux. Chose singulière, il y a trente ans, les États-Unis se mettaient en quête de garanties contre les projets présumés de l'Angleterre sur l'île de Cuba; ils négociaient des traités contre l'ambition britannique. Aujourd'hui ils n'en sont plus à dissimuler leur propre ambition. Cela peut donner la mesure des progrès de l'esprit de conquête en Amérique. Cet esprit, au reste, tend à dominer dans la prochaine ère présidentielle par l'avénement au pouvoir de l'élu du parti démocrate, M. Franklin Pierce. Le parti démocrate américain n'est point du tout, en effet, ce que ce mot pourrait faire supposer en Europe. Que l'esclavage existe aux États-Unis, ses instincts d'égalité ne s'en émeuvent guère. Ce qui le distingue essentiellement, c'est l'humeur conquérante, c'est cette ardeur de convoitise territoriale qui a provoqué la guerre du Mexique en 1846 sous la présidence de M. Polk. La question est de savoir si nous assisterons à une nouvelle explosion de ces mêmes tendances. Déjà les motions se succèdent dans ce sens au sénat de Washington, et le véritable mobile se cache sous le prétexte spécieux de lutter contre l'influence de l'Europe en Amérique. Un sénateur de la Louisiane, M. Soulé, a proposé de mettre 11 millions de dollars à la disposition du pouvoir exécutif pour soutenir la lutte. Un autre des chefs principaux du parti démocrate, le général Cass, est l'auteur d'une proposition identique. A ses yeux même, toute tentative d'une puissance européenne pour coloniser une portion du continent américain est un cas de guerre. L'Amérique tout entière pour les Américains, voilà le mot! Ce n'est point le général Cass qui dissimulera ses vues sur Cuba. Nul ne confesse avec plus de naïveté cet « appétit glouton de territoires » qui est le propre de l'insatiable Yankee. Ainsi se dessine de toutes parts la politique prochaine des États-Unis. Il n'est point impossible cependant que le nouveau président ne soit plus sage que son parti. M. Franklin Pierce passe pour un homme modéré, intelligent et ferme; il ne se donnera point sans doute pour mission de satisfaire tous les farouches appétits du parti démocratique; mais pourra-t-il résister à tous les entraînemens populaires de son pays? Là est la question.

Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'un des prétextes de cette récente recrudescence de l'exclusivisme américain, c'est cette malheureuse expédition de M. de Raousset-Boulbon au Mexique dont nous avons parlé. Les bons démocrates de l'Union savaient pourtant bien à quoi s'en tenir sur les chances probables de cette petite troupe de Français engagés, non sans courage d'ailleurs, au milieu de l'anarchie mexicaine; ils n'ignoraient pas que c'était une aventure qui avait commencé par le hasard d'une victoire, et qui devait finir par le hasard d'une défaite; c'est ainsi, en effet, qu'elle vient de s'achever. La petite armée de M. de Raousset-Boulbon, un moment victorieuse, a été dispersée dans deux combats, ou a capitulé avec les honneurs de la guerre, et s'est retirée vers Guaymas pour évacuer tout à fait le sol mexicain. C'était une entreprise qui réunissait évidemment peu de chances de succès; mais c'était bien assez pour réveiller l'appétit yankee, selon le langage du général Cass, à l'endroit du Mexique. Et véritablement, en dehors même de cet épisode, qui n'a pas beaucoup ajouté aux embarras réels du Mexique, comment ne s'expliquerait-on pas l'ambition américaine en présence de l'incurable anarchie qui dévore ce pays? Chaque arrivage porte maintenant le bulletin de quelque révolution nouvelle qui enlève une portion du territoire au gouvernement

régulier. Chaque province devient un centre insurrectionnel. La guerre civile semble sévir spécialement à Tamaulipas, sur le Rio-Grande, et, ce qui est plus grave, c'est qu'à chaque instant des officiers de l'armée régulière, ou même des vaisseaux de l'état, font défection au gouvernement. D'un autre côté, comme on le pense, les aventuriers du nord affluent de toutes parts et se mêlent à ces insurrections qui tendent, à ce qu'il paraît, à se concentrer pour livrer un dernier assaut à l'ombre de pouvoir légal qui subsiste. Pendant ce temps, on discute à Mexico sur le point de savoir si le général Arista, chef suprême de la république, se saisira de la dictature ou s'il restera président constitutionnel. On fait des ministères de conciliation qui ne concilient rien, bien entendu, parce qu'on ne concilie pas l'anarchie, et le Mexique descend par degrés cette pente redoutable de la dissolution, au bout de laquelle l'annexion successive des divers états mexicains s'accomplira sans même qu'une nouvelle guerre soit nécessaire. Triste et malheureuse race qui, après n'avoir point su se conduire, sera forcée de plier la tête sous la rude main de ses envahisseurs! L'état du Mexique n'est-il point un saisissant exemple pour tous les peuples de race espagnole répandus dans le Nouveau-Monde?

Il y a malheureusement cependant en Amérique plus d'un pays qui, s'il n'a point à redouter la périlleuse proximité des citoyens de l'Union, offre plus d'une analogie d'un autre genre avec le Mexique. Voici, par exemple, la guerre civile qui vient de se rallumer dans la République Argentine. Il n'y a pas un an encore que Rosas a été renversé du pouvoir, et déjà deux ou trois révolutions ont eu lieu. La dernière, on peut s'en souvenir, date du 11 septembre dernier, et avait pour but d'émanciper la province de Buenos-Ayres de la tutelle d'Urquiza, qui avait reçu le titre de directeur provisoire de la Confédération Argentine dans un congrès composé des gouverneurs de toutes les provinces. Cette révolution accomplie, la junte des représentans, qui avait été dissoute, était réinstallée; le lieutenant laissé par Urquiza à Buenos-Ayres était expulsé, et remplacé, comme gouverneur de la province, par le général Pinto, auquel a succédé depuis le docteur Valentin Alsina. Enfin Buenos-Ayres dépouillait, en ce qui la concernait du moins, le directeur provisoire de son titre de délégué aux affaires extérieures de la confédération. La question était de savoir comment Urquiza prendrait cette rupture de Buenos-Ayres, et comment il y répondrait. Il a paru d'abord la prendre assez diplomatiquement, et n'a point essayé, immédiatement du moins, de revendiquer son autorité par la force. Peut-être attendait-il la décision d'un congrès général qui était alors sur le point de se réunir à Santa-Fé, pour statuer sur l'organisation définitive de la république. En attendant toutefois, on le pense, ni Buenos-Ayres, qui persistait dans son mouvement du 11 septembre, ni Urquiza, qui était peu disposé à abdiquer son pouvoir, ne restaient inactifs. Urquiza agissait pour conserver l'appui des autres provinces. De son côté, le nouveau gouvernement de Buenos-Ayres, par des négociations secrètes, cherchait à se ménager l'adhésion de la province de Corrientes et l'obtenait en effet; et comme une telle situation ne pouvait longtemps se prolonger, les hostilités n'ont point tardé à éclater. C'est au commencement de novembre que Buenos-Ayres a expédié deux corps d'armée, aux ordres du général Madariaga et du général Hornos, pour aller attaquer Urquiza dans l'Entre-Rios. Jusqu'ici le premier de ces généraux paraît avoir été battu; le second semble avoir obtenu quelque avantage.

Ce qui ferait croire néanmoins que cet avantage était peu décisif, c'est que, sous le coup de ces nouvelles, le gouvernement de Buenos-Ayres préparait de nouvelles forces et prenait d'assez importantes mesures militaires. Urquiza sortira-t-il victorieux de cette lutte? Rien n'est plus incertain. Mais à cette question on pourrait substituer une question bien plus sérieuse : — comment se fait-il que la merveilleuse situation faite à tous les hommes intelligens par les événemens de l'an dernier avorte si misérablement aujourd'hui dans la guerre civile? — Un émigré Argentin de talent, M. Sarmiento, dans une lettre qu'il adressait récemment du Chili au général Urquiza, disait que toutes les anciennes questions de partis auraient dû s'effacer devant ces autres questions de la navigation des rivières, des voies de communication à créer, du commerce à développer, de l'industrie à stimuler. C'est là, en effet, la seule politique féconde pour ces pays. C'est pour l'avoir oublié que la République Argentine se trouve de nouveau plongée dans la guerre civile, et tandis que l'histoire de ces provinces compte une convulsion de plus, d'autres pays sur le même continent trouvent la paix dans la pratique d'une politique plus réelle et plus efficace. Le Brésil et le Pérou viennent d'échanger les ratifications d'un traité sur la navigation du fleuve des Amazones. Non-seulement ce traité règle les relations commerciales qui s'établiront entre les deux pays par cette voie, mais il détermine les avantages qui seront faits par les gouvernemens à la compagnie créatrice de la navigation à vapeur sur le Marañon. Une compagnie s'est même organisée et a été autorisée à Rio-Janeiro; ce ne sera pas, à coup sûr, un événement vulgaire que le premier voyage d'un navire à vapeur à travers ces contrées centrales de l'Amérique, jusqu'ici partagées entre la solitude et la vie sauvage.

CH. DE MAZADE.

LE GÉNÉRAL FRANKLIN PIERCE.

La vie du nouveau président des États-Unis vient d'être racontée par un des écrivains les plus éminens de son parti. M. Hawthorne, qu'une mesure impolitique des whigs en 1848 avait privé d'une modeste position administrative, s'est vengé à sa manière en écrivant la biographie du candidat démocratique (1). Bien que M. Hawthorne se défende d'avoir été inspiré par une pensée de polémique politique, un léger sentiment de rancune court d'un bout à l'autre de son nouvel écrit. M. Hawthorne a épuisé toutes les ressources de son sujet, il a rassemblé, pour éclairer la figure, jusqu'ici très obscure, du nouveau président, les détails les plus minutieux; il a lu les lettres et les notes du général Pierce, il a analysé les plaidoyers qu'il a prononcés au barreau du New-Hampshire, il a fouillé dans les archives du congrès et des législatures locales pour y retrouver ses états de services; il craint perpétuellement de ne pas faire assez admirer son héros; en un mot, le langage de M. Hawthorne est empreint d'une exagération qui contraste avec les faits qu'il doit raconter. A-t-il pris la plume simplement par amitié, pour raconter la vie honorable et uniforme d'un ancien camarade avec lequel, il le confesse, il n'a eu depuis cette époque que de rares et passagères relations? « Tout

(1) *Life of General Franklin Pierce, the new American president*, by Nathaniel Hawthorne; London, George Routledge, 1853.

était différent entre nous, écrit-il quelque part, notre vie n'avait pas la même fin ni les mêmes élans. » A-t-il pris la plume dans l'intention d'être utile à son parti et d'employer son talent au service d'une cause pour laquelle, après tout, il n'a guère que des sympathies passives? Nous croyons plutôt que la biographie du général Pierce a été le fruit d'un petit ressentiment contre les whigs. Ajoutons que le livre a paru d'abord par numéros détachés, juste au moment le plus vif de la lutte électorale pour la présidence. Quoi qu'il en soit, cette publication a son à-propos. Il ne nous est pas indifférent de connaître la vie du général Pierce, quelque obscure qu'elle ait été. Les fonctions dont l'ancien commandant de la milice de New-Hampshire vient d'être revêtu donnent de l'importance aux moindres actes de sa vie antérieure, et la situation des États-Unis, dont il va être le premier magistrat, rehausse singulièrement sa personne.

On sait quelle est cette situation au commencement de 1853. L'influence des États-Unis grandit aussi rapidement que leur puissance matérielle. Ils ne vendent pas seulement à l'Europe leurs cotons et leur tabac, ils y exportent leurs principes. Dans toutes les grandes villes industrielles de l'Angleterre, à Liverpool, à Manchester, les Américains ont semé leurs idées républicaines, qui commencent déjà à germer; on a pu s'en apercevoir dernièrement par le discours de M. Bright au banquet offert à M. Ingersoll, le ministre américain. La politique de l'école de Manchester n'est guère autre chose que la politique américaine légèrement transformée. Liberté du commerce, extension du droit de suffrage, désirs d'égalité, décapitation progressive du pouvoir aristocratique, gouvernement transporté des classes nobles aux classes industrielles et bourgeoises, confiance illimitée dans l'énergie et dans l'activité individuelles; toutes ces ambitions, toutes ces convoitises et toutes ces idées des grands industriels des villes manufacturières ne sont autre chose que les ambitions, les convoitises et les idées des Américains, et sont encouragées, entretenues par eux. De plus en plus les citoyens des États-Unis agiront sur l'Angleterre avec le même zèle de propagande que les Anglais sur le continent. Contre tous les reproches qu'on peut leur adresser sur leurs excès et leurs injustices, ils s'arment des scandales, des abus et des injustices que le temps a engendrés dans les vieilles civilisations européennes. Si, par exemple, l'Angleterre fait des adresses et tient des *meetings* pour déplorer les abus de l'esclavage, les Américains feront des adresses, ils tiendront des *meetings* pour déplorer les abus sous lesquels saigne depuis tant de siècles la malheureuse Irlande, et, triomphans des misères accumulées par les siècles dans notre Europe, ils se proposeront résolument comme les patrons des peuples futurs, comme les modèles du gouvernement universel.

Si nous passons de l'influence exercée par les États-Unis sur l'Angleterre, c'est-à-dire sur un peuple frère, à leurs démêlés avec les états européens depuis deux ans, nous trouverons partout les marques de leur croissante ambition. L'Autriche a été insultée, la Russie conspuée, l'Espagne menacée, et toutes ces attaques ne sont cependant que les signes avant-coureurs de démêlés et de conflits plus graves. La doctrine du président Monroë sur l'exclusion légitime et nécessaire des Européens de l'Amérique est plus que jamais en faveur. Le discours du général Cass au sénat, prononcé sur le simple bruit d'une occupation par la France de la presqu'île de Samana, témoigne de la

jalouse inquiétude avec laquelle les Américains surveillent les plus légères tentatives des Européens dans le Nouveau-Monde. Propagande républicaine non plus seulement par la parole, mais au besoin par le glaive, tel est maintenant le mot d'ordre de la politique américaine, et ce mot d'ordre, il faut s'y attendre, sera prononcé d'année en année avec plus d'énergie.

Or le général Franklin Pierce a été élu précisément pour donner une plus grande force d'impulsion à ces tendances. Il est le représentant du parti qui désire le plus violemment le triomphe de ces passions. Sa personne a pu être obscure jusqu'à présent, elle ne l'est plus. Son élection est un des incidens les plus importans parmi cette masse d'événemens que chaque jour voit éclore, et qui préparent (à quoi servirait-il de le cacher?) les explosions, les tempêtes et les guerres des prochaines années. Une question se présente, qui ne permet pas de lire avec indifférence le nouvel écrit de M. Hawthorne. Quel est le caractère de l'homme? Est-il plus sensé que passionné, plus véhément que ferme? Est-il faible, et cédera-t-il aisément à la pression que ne manquera pas d'exercer sur lui la fraction la plus fougueuse de son parti? Sera-t-il au contraire susceptible de résistance et plus soucieux du bien public que de sa popularité? Cette question reçoit, par le fait du biographe de M. Franklin Pierce, la solution la plus favorable. La modération, le bon sens, l'absence complète de vanité, la fermeté et la juste mesure dans les sentimens patriotiques les plus exaltés et les opinions politiques les plus extrêmes sont au nombre des qualités qu'on ne peut s'empêcher d'attribuer à M. Pierce. Tout en lui fait espérer que son avénement au pouvoir ne sera pas l'avénement d'une politique extérieure excessive et d'un patriotisme intempérant.

La vie du général Pierce est très simple, et ne prête guère aux développemens philosophiques. Ce n'est pas un homme de génie, ce n'est pas un héros, c'est un honnête homme, un homme de bon sens. Parlons donc de lui comme nous parlerions de quelqu'un de notre connaissance, d'un brave bourgeois, d'un magistrat intègre, d'un homme d'affaires probe et exact. Le général Pierce est un homme qui a toujours fait son devoir, ni plus, ni moins. Il est remarquable que les hommes de ce caractère ne prêtent pas au commentaire et échappent à l'analyse. Il faut faire moins que son devoir ou plus que son devoir pour conquérir un nom et réaliser le mot de Juvénal :

Ut pueris placeas et declamatio fias.

Le général Franklin Pierce est né en 1804, à Hillsborough, dans l'état du New-Hampshire, qui a été également la patrie de Daniel Webster et de plusieurs autres personnages importans de l'Union. Son père, Benjamin Pierce, originaire du Massachusets, portait comme son fils le titre de général, était comme lui attaché au parti démocratique, et était, de plus que lui, un démocrate de condition, c'est-à-dire un homme du peuple et un rude laboureur. Benjamin Pierce était, sous bien des rapports, un remarquable caractère. Il avait perdu ses parens de bonne heure, avait été élevé par un oncle avec une stricte économie et selon les règles sévères des anciens états du nord. La vie des Américains d'alors, pour le dire en passant, était bien différente de celle des Américains d'aujourd'hui : c'était une vie toute d'épargne et de privations, tout intérieure, renfermée, sans éclat, comme l'est ordinairement la vie des premiers fondateurs soit d'un état, soit simplement d'une bonne et solide maison.

En 1775, alors que la révolution commençait, Benjamin Pierce laissa là sa charrue, s'enrôla dans l'armée, assista à la bataille de Bunker-Hill, et fut nommé commandant d'une compagnie. Lorsque la guerre fut achevée en 1785, il acheta un lot de cinquante acres de terre à Hillsborough, dont il fut un des premiers *settlers*. Là il se bâtit une maison, défricha la terre encore inculte, se maria, et fit ainsi disparaître graduellement autour de lui la stérilité et la solitude. A ses côtés grandirent neuf enfans, fruits de deux mariages successifs. Cependant, même au milieu de ses travaux rustiques, le vieux patriote n'oubliait pas son premier métier de soldat. Le souvenir de cet épisode de sa vie lui revenait toujours à la mémoire et faisait l'orgueil de ses derniers jours. Il avait eu ce bonheur, le plus grand qui puisse arriver à un homme, d'associer à un grand intérêt humain et patriotique les émotions de la jeunesse, l'éclosion des premiers sentimens, les épisodes romanesques du premier âge, toutes ces choses enfin que l'on se rappelle plus tard avec une si douce tristesse, et qui sont l'éternel objet de notre orgueil ou de nos remords. M. Hawthorne raconte à ce sujet quelques anecdotes véritablement touchantes. Un jour, le vieux Benjamin Pierce réunit à sa table tous ses anciens frères d'armes, et le soir, à l'heure de la séparation, il leur adressa de pathétiques paroles. « Nous nous séparons, leur dit-il, tous prêts à partir lorsque nous appellera le roulement funèbre du tambour voilé de crêpe, pour aller rejoindre notre bien-aimé Washington et tous nos autres camarades qui ont combattu et ont été blessés à nos côtés. » Le vieillard eut d'ailleurs l'occasion de prolonger pour ainsi dire jusque dans l'âge le plus avancé ce premier épisode de sa vie, car dès 1786 il fut nommé officier de brigade dans la milice du comté d'Hillsborough, et ne cessa jusqu'à sa mort d'exercer cet emploi et de former à la discipline militaire les jeunes générations. Sous la présidence de John Adams, il refusa un commandement important dans l'armée qu'on levait par crainte d'une guerre avec la république française, ses opinions politiques ne lui permettant pas d'accepter. « Non, messieurs, répondit-il aux délégués de l'état, je suis pauvre il est vrai, et dans toute autre circonstance cette proposition eût été acceptable; mais, plutôt que de prêter mon concours au dessein pour lequel cette armée est levée, je me retirerais dans les montagnes les plus reculées, je me creuserais une caverne, et je vivrais de pommes de terre rôties. » Ainsi il refusa, au nom des principes qui avaient guidé sa vie, d'entrer en guerre avec un gouvernement républicain et une nation qui avait jadis contribué à la naissance des États-Unis. Cette circonstance est peut-être la seule dans laquelle il n'ait pas consenti à servir son pays, car, dès le commencement de la guerre de 1812, il envoya deux de ses fils à l'armée, où son gendre, le général Mac-Neil, servait également. Le vieux patriote mourut en 1839, après avoir été successivement membre de la législature de l'état pendant treize années consécutives et gouverneur du New-Hampshire.

Ce vieux Benjamin Pierce nous suggère une réflexion qui ne s'applique pas seulement aux États-Unis : c'est que les générations du XVIIIe siècle, malgré tous leurs défauts, étaient dans tous les pays bien supérieures aux générations modernes. Nous n'aimons pas assez les hommes du XVIIIe siècle pour avoir le droit d'être injustes à leur égard et pour ne pas reconnaître ce qu'il y avait en eux d'excellent. Ils étaient, à notre avis, les fils dégénérés de leurs

pères; ils n'avaient plus leurs principes moraux ni leur sagesse, mais il leur restait des principes d'action au moyen desquels ils ont jusqu'à un certain point suppléé à tous les autres. Ils savaient, par exemple, qu'ils se devaient à leur patrie, qu'ils devaient mourir pour elle, si cela était nécessaire, et lui sacrifier fortune et intérêts; quelques-uns même, hélas! surtout chez nous, pensaient qu'on devait aussi lui faire le sacrifice de son honneur et de son âme, et qu'il était excusable de paraître devant Dieu chargé de crimes, pourvu que ces crimes eussent été commis au nom de la patrie. Par un singulier contraste, jamais génération attachée comme celle-là aux choses de la terre, aux plaisirs mondains, aux rêves du parfait bonheur, n'a fait, lorsqu'il le fallait, meilleur marché de toutes ces choses et n'a montré moins de regrets pour elles. Mais, pour revenir aux États-Unis, le vieux Benjamin Pierce était bien de la même génération que ce vétéran de la révolution, presque centenaire, et que Parker Willis nous raconte avoir rencontré vivant pauvrement dans un village du Massachusetts. Plusieurs fois le gouvernement lui avait offert une pension en récompense de ses anciens travaux : il avait toujours refusé. On n'avait jamais pu lui faire comprendre qu'il avait droit à cette pension : la patrie, répondait-il, avait réclamé autrefois ses services et son sang, il avait répondu à son appel; quoi de plus simple et de plus naturel, et pourquoi venait-on importuner par de telles offres d'argent la paix de ses vieux jours? Aujourd'hui comme autrefois on trouverait certainement un grand nombre d'Américains capables de se dévouer pour leur patrie; peut-être en trouverait-on beaucoup moins qui seraient capables de refuser la légitime récompense de leur dévouement.

C'est par un père imbu de tels principes que Franklin Pierce fut élevé, et en vérité il n'est pas difficile de reconnaître dans certains actes de sa vie les traces de l'influence laissée par cette éducation. L'exemple le plus mémorable que nous en puissions citer est son discours prononcé en 1840 au sénat de Washington, précisément sur cette question d'indemnités pécuniaires et de pensions à accorder aux vieux soldats de la révolution. Franklin Pierce s'y opposa en faisant remarquer avec force que le peuple américain tout entier aurait droit à de telles immunités. Nous citerons quelques passages de ce discours, où apparaissent certaines idées morales aujourd'hui peu goûtées, et où respire quelque chose de ce stoïcisme qui a été parmi beaucoup d'autres un des caractères de la fin du XVIIIe siècle. « Les pertes, les souffrances, les sacrifices de cette période furent communs à toutes les classes et à toutes les conditions de la société. Ceux qui restèrent dans leurs foyers souffrirent presque autant que ceux qui prirent une part active à la lutte. Les vieux parens ne souffrirent pas moins que leurs fils, qui auraient été la consolation de leurs derniers jours, et qui avaient été obligés de partir pour remplir un devoir encore plus sacré que celui-là sous les étendards de la patrie saignante. La jeune mère avec ses enfans luttant contre le besoin, forcée pendant de longues années de passer les jours en travaux pénibles, les nuits en anxiétés et en craintes, n'excite pas moins nos sympathies que son mari suivant la fortune de nos armes, sans habits pour protéger son corps, sans alimens pour soutenir sa force. Monsieur le président, je ne pense jamais aux soldats de cette armée patiente et dévouée qui passa la Delaware en décembre 1777, à ces soldats marchant pieds nus à la rencontre de l'ennemi, et laissant par der-

rière eux, sur une étendue de plusieurs milles, l'empreinte sanglante de leurs pieds déchirés, je ne pense jamais à leurs souffrances durant ce terrible hiver sans me demander involontairement : Où étaient alors leurs familles? Qui leur adressait des paroles de consolation et d'espoir? Qui donc allumait le feu joyeux à leurs foyers? Bien plus, qui donc les protégea alors contre les rigueurs de l'hiver et leur apporta les moyens de subsistance nécessaires? » L'argument pourra paraître singulier; mais c'est par de tels sentimens, nous devons le reconnaître, que M. Pierce a pu mériter d'être élu président des États-Unis, car il se rattache par eux à la tradition des fondateurs de la république américaine. Les vertus que la tradition du genre humain attribue aux républiques animent véritablement ce beau discours où les deux supports éternels des états, la famille et la patrie, sont mis en présence, où le dévouement privé et domestique est estimé au même prix que le dévouement politique et militaire. Or ces sentimens sont aujourd'hui très atténués, ou du moins ont pris une autre forme, et, s'ils se retrouvent chez M. Pierce, c'est grâce à l'influence de l'éducation.

Le vieux Benjamin Pierce, comme il arrive à tous les hommes illettrés qui s'exagèrent pour ainsi dire les avantages de la culture intellectuelle, voulut, malgré sa pauvreté, faire jouir ses enfans de cette instruction littéraire dont il avait su si bien se passer dans la vie. En conséquence, il envoya Franklin Pierce, après plusieurs années d'études préparatoires, à *Bowdoin College*, dans la ville de Brunswick, état du Maine. C'est là qu'il fut le condisciple de Nathaniel Hawthorne. M. Hawthorne nous laisse supposer que les progrès de Franklin Pierce dans ses études furent lents et difficiles, et qu'il ne parvenait à regagner ses camarades qu'à force de persévérance et de ténacité. M. Franklin Pierce nous apparaît, en effet, comme un de ces hommes qui rachètent ce qu'il y a d'incomplet dans leurs facultés par la patience qu'ils mettent à combler ce vide intellectuel. Il n'a pas de facultés brillantes et élevées; tout ce qu'il a fait, il l'a accompli avec lenteur, à force d'esprit de suite, d'exactitude et de calcul. Ses qualités sont surtout des qualités d'homme d'affaires, d'administrateur. Il était au sortir du collége ce qu'on peut appeler un excellent sujet, à qui on pouvait se confier en toute assurance pour l'accomplissement d'un devoir même ennuyeux, ou l'exercice de fonctions même stériles. C'est ainsi que nous nous le représentons dans ses jeunes années, alors qu'il était président du comité d'une société nommée la *Société athénienne*, et qu'il faisait, paraît-il, non-seulement sa besogne, mais encore une bonne partie de celle de ses collègues. M. Hawthorne nous dit que toutes les fois qu'il a rencontré le général Pierce, il a été frappé des progrès remarquables que son esprit avait faits pendant le temps écoulé entre les deux rencontres; nous le croyons sans peine. Cette progression indéfinie est précisément ce qui distingue les hommes de son caractère, et qui, comme lui, ne font rien qu'avec lenteur. S'ils nous paraissent s'élever, c'est qu'on peut toujours les suivre de l'œil; on les voit marcher, piétiner, s'efforcer de courir, atteindre un sommet, en escalader un autre, mais on ne les perd jamais de vue. Les hommes de génie, au contraire, qui arrivent de bonne heure à un point élevé, ne nous paraissent jamais, quels que soient leurs actes ultérieurs, plus grands qu'à leurs débuts, parce qu'ils nous habituent de bonne heure à les voir planer sur les hautes cimes.

Nous ne voudrions pas que ces paroles fussent interprétées dans un mauvais sens. En faisant ressortir ces qualités d'homme d'affaires, qui distinguent essentiellement M. Pierce, nous ne croyons ni ne prétendons le diminuer. Les hommes d'état de l'Amérique jusqu'à présent, même les plus grands et les plus passionnés, Henri Clay et même Daniel Webster et Calhoun, n'ont guère au fond d'autres mérites que ceux-là. Seulement chez eux, ces qualités pratiques touchent presque au génie. Ils n'ont pas ce tempérament passionné, cet éclat, cette fougue qui caractérisent souvent les grands hommes politiques. Ce sont des esprits sages et calculateurs, très froids, même sous une certaine chaleur apparente; leur éloquence n'est souvent qu'extérieure et leur exaltation n'est qu'une exaltation de tête. En un mot, aucun Américain n'a eu jusqu'à présent rien de cette passion réelle, de ces qualités poétiques et brillantes, de cet éclat éblouissant (*coruscation*) qui distinguent un Bolingbroke, un Fox, un Sheridan, un Mirabeau. Est-ce tant pis ou tant mieux pour eux? Ceux qui connaissent les dangers de la vie politique, les crises et les malheurs que de telles natures peuvent engendrer dans les états, se chargeront de répondre.

Outre les qualités de l'homme d'état américain, M. Pierce en a d'autres, plus précieuses peut-être et qui ne sont pas toujours le partage des grands génies dont les puissantes facultés sont trop souvent pour les affections du cœur comme l'ombre du mancenillier. Il est capable de goûter les joies de la vie domestique, il est fait pour les joies du foyer et les douces relations, il est religieux et tolérant. M. Hawthorne nous raconte qu'après son retour de la campagne du Mexique, il traversa un jour la rue pour aller serrer la main à un paysan qui conduisait sa charrette, lequel avait été, dit-il, un des bons amis de son père. Nous acceptons cette anecdote telle qu'elle nous est racontée, et sans y chercher autre chose que l'expression d'une bonne et affectueuse nature. Il ne peut y avoir ici aucune arrière-pensée, aucun charlatanisme ni recherche de popularité, car jusqu'au dernier moment, comme on le sait, M. Pierce est resté étranger à toutes les brigues pour la présidence.

Sorti du collége et ayant à faire choix d'une profession, Franklin Pierce, malgré certaines vagues inclinations pour l'état militaire, se décida à suivre la carrière du barreau, et, après plusieurs années d'études et comme nous dirions de stage, il fut reçu en 1827 membre du barreau d'Hillsborough. Il débuta par un insuccès complet. C'est à cette occasion qu'il prononça un mot vraiment digne d'être rapporté, car il nous donne la clef de son caractère. Un de ses collègues avait cru devoir lui exprimer ses sentimens de condoléance et lui donner des encouragemens, pensant sans doute que ce premier insuccès avait dû abattre sa confiance en lui-même. « Je n'ai point besoin d'encouragemens, répondit Franklin Pierce; je tenterai encore la fortune neuf cent quatre-vingt-dix-neuf fois, et si je ne réussis pas encore, je la tenterai pour la millième fois. » Tel est l'homme. Il sait attendre et il a confiance dans le temps. C'est toujours une excellente vertu, surtout chez un politique, que l'absence d'impatience et d'inquiétude fiévreuse; mais chez M. Franklin Pierce, chef des démocrates, parti naturellement impatient et inquiet, cette vertu est un gage de paix et de conciliation. Ses succès au barreau se firent attendre longtemps, mais enfin ils arrivèrent, et, lorsque le vote populaire est venu lui confier la suprême magistrature de l'Union, il était un des avocats les plus renommés du New-Hampshire. D'ailleurs la confiance de ses compa-

triotes, devançant sa réputation, l'entraîna pour un temps loin des cours de justice, et le jeta dans la vie politique. Attaché déjà au parti démocratique, il soutint avec ardeur la candidature à la présidence du général Jackson, et fut lui-même élu membre de la législature du New-Hampshire, dont il fut deux ans le président. A l'expiration de son mandat, la confiance de ses concitoyens croissant toujours, il fut élu représentant au congrès. Là, il se montra encore tel qu'il avait été dans sa jeunesse et dans les fonctions qu'il avait précédemment remplies, réservé et modeste, parlant peu, laissant la parole aux orateurs en renom et n'en rendant pas moins pour cela d'utiles services. Il était essentiellement ce qu'on peut appeler un homme de comité : c'était là qu'il brillait et qu'il faisait, sans grands frais d'éloquence, des remarques et des objections pratiques. Toutes les assemblées possèdent de tels hommes, et il n'est peut-être pas injuste de dire que ce sont ces personnes, dont la destinée est de rester obscures et dont les services sont presque toujours inconnus du public, qui font en réalité la besogne des assemblées et disposent les matériaux dont les orateurs s'emparent souvent comme de leur bien propre.

Plusieurs de ses opinions et de ses votes sur des questions aujourd'hui résolues sont mentionnés par M. Hawthorne; ainsi il soutint le vote du général Jackson sur le *Mayurville road bill*. Durant la présidence de Quincy Adams, les whigs avaient entrepris de poser en principe que les grands travaux d'utilité publique devaient être entrepris aux frais du trésor. C'est contre ce système de centralisation, comme on le sait, que réagit le général Jackson, dont Franklin Pierce fut à la chambre des représentans le défenseur constant. En général, M. Pierce avait peu de confiance dans les entreprises du gouvernement; il doutait de la puissance de la législation et de l'efficacité des mesures gouvernementales, même dans les matières qui paraissent devoir être le plus facilement réglées par l'action de bonnes lois, dans les questions de travaux publics et de commerce. C'est là ce qui fait en Amérique la force du parti démocratique; il se fie moins que le parti whig aux abstractions politiques, aux formules de lois; il a plus de confiance dans les libres mouvemens de la vie, dans les instincts spontanés de l'homme. Toutefois ce système poussé à l'extrême conduit, comme le système opposé, à des résultats également erronés, et M. Pierce a pu s'en convaincre par sa propre expérience. Ainsi il s'opposa à un bill pour la création d'une académie militaire, et plus tard, après la guerre du Mexique, en voyant les services rendus par cette académie, il dut reconnaître qu'il s'était trompé. Dès cette époque enfin, ses opinions étaient bien arrêtées sur la grande question de l'esclavage. Il était d'avis, dit M. Hawthorne, que les intérêts de l'Union ne devaient pas être mis en péril pour une question de philanthropie, et il n'a jamais varié depuis. M. Hawthorne approuve cette opinion, absolument comme s'il n'avait pas fait partie jadis de l'association de Brookfarm. Ainsi voilà un homme qui a rêvé le bonheur du genre humain tout entier, et qui trouve que l'esclavage a du bon. Ne vous fiez jamais à ces Anglo-Saxons; les mots ont toujours pour eux un autre sens que pour nous; ils sont pleins de contradictions et s'entendent à merveille à fouler aux pieds la logique, lorsque leurs intérêts sont menacés; avec eux, là où vous croirez rencontrer Platon, défiez-vous, — vous trouverez Hobbes.

En 1837, M. Pierce fut élu membre du sénat. C'est dans cette assemblée qu'il prononça son discours sur les pensions révolutionnaires; mais en 1840

la fortune sembla abandonner le parti démocratique : le pouvoir passa aux whigs après la présidence de Van Buren, et alors il ne fut question, parmi le parti triomphant, que de pousser à une réaction contre l'ensemble des mesures prises dans les douze années précédentes par le parti démocratique. Les whigs firent alors ce qu'ils ont fait encore très-impolitiquement en 1848 : ils destituèrent tous les fonctionnaires nommés par les deux derniers présidens. Lorsque cette question fut soulevée au sénat, Franklin Pierce prit la parole et s'éleva contre ces destitutions, accomplies au nom de la doctrine du salut public et de la nécessité d'état. Cette doctrine funeste, qui, sous prétexte de salut général, n'est qu'une arme de combat entre les mains du parti triomphant et l'instrument des vengeances et des représailles politiques, fut attaquée par lui avec une grande, une trop grande force peut-être. Dans ce discours, M. Pierce, résumant l'histoire du monde entier, montrait, par l'exemple de toutes les nations, que cette doctrine n'avait jamais produit qu'oppression et violence, et qu'elle était la doctrine de l'hypocrisie et de la ruse. Il le prouvait par l'exemple de l'inquisition, du massacre des Indiens par les Anglais, des exécutions silencieuses de Venise, de l'astucieuse politique de Strafford, de la terreur en France, etc. Nous ne pouvons nous empêcher de trouver ce résumé historique hors de propos; ce discours est énergique, mais il manque de tact et dépasse le but. La doctrine du salut public et de la nécessité d'état a produit par tous pays des maux incalculables; mais qu'est-ce que les excès de l'inquisition et les crimes de la terreur ont et auront jamais de commun avec la destitution de quelques fonctionnaires? Tel est en général le défaut des Américains : ils citeront l'exemple de Jules César et des moyens qu'il employa pour asseoir sa dictature, si quelque général se permet la plus légère parole d'orgueil, ou les exécutions de Venise, si une vingtaine de fonctionnaires sont destitués. Il ne faut voir dans de telles aberrations et dans de telles exagérations que l'envie démesurée de faire quelque chose, et la tendance à placer par conséquent les faits les plus simples, les incidens les plus naturels au niveau des plus grands faits de l'histoire. Les Américains se procurent par ce moyen une illusion de quelques instans.

Ce discours fut un des derniers actes de la première période de sa vie politique, car en 1842 le général Pierce donna sa démission de sénateur et se retira dans ses foyers. La vie politique l'avait laissé pauvre. Il était maintenant marié, père de famille; il songea à se créer des ressources pour l'avenir. Il renouvela ses tentatives au barreau, résolut de vaincre la mauvaise volonté de la fortune, et il y parvint par ses efforts. C'est à partir de cette époque seulement, 1842, que date sa véritable carrière d'avocat. Les qualités particulières qu'il a montrées dans ces fonctions sont encore des qualités de bon sens; mais elles sont au nombre des plus indispensables à un avocat. Ainsi il avait à un degré remarquable le sentiment du ridicule et l'art d'interroger les témoins. Il apportait aussi dans l'exercice de ses fonctions un grand sentiment d'équité, et se montrait toujours prêt, même aux dépens de ses intérêts, à prendre la cause des opprimés et des spoliés; aussi un grand respect environnait-il sa personne. « Les sentimens de respect et d'affection que les citoyens avaient pour le général Pierce, écrit un de ses collègues, avaient une grande ressemblance avec ce sentiment qui éclate dans la réponse de ce pauvre Écossais parlant d'Henri Erskine : « Jamais un pauvre homme en Écosse ne man-

« quera d'un ami et ne craindra un ennemi tant qu'Henri Erskine vivra. »

Les opinions politiques du général Pierce sont fermes, mais elles sont comme sa personne, modérées, réservées et presque silencieuses. On ne peut pas lui reprocher l'ambition, car plusieurs fois il a refusé les postes les plus importans. Une convention démocratique l'avait désigné comme candidat pour la charge de gouverneur du New-Hampshire; il refusa. M. Polk, en 1846, lui fit offrir la charge d'*attorney general* des États-Unis dans son cabinet. Il déclina cette offre dans une lettre modeste où il s'excusait en termes dignes d'être rapportés : « Lorsque je résignais mon siége au sénat en 1842, je le fis avec la résolution de ne plus me séparer longtemps de ma famille, excepté dans le cas où ma patrie m'appellerait au service militaire. » L'occasion ne se fit pas attendre, car la guerre du Mexique ne tarda pas à éclater. Avant cette époque, et à l'occasion des questions soulevées par le *Wilmot proviso*, M. Pierce, toujours fidèle à ses opinions sur l'esclavage, empêcha le parti démocratique dans le New-Hampshire de suivre la direction que voulait lui imprimer son chef, M. Hale, qui dès lors passa dans le camp des *free soilers*.

Lorsque la guerre éclata, M. Pierce s'enrôla comme simple volontaire; mais il reçut bientôt la charge de colonel et peu de temps après celle de brigadier-général. Il partit donc à la tête de sa brigade, composée des régimens de l'extrême nord, de l'extrême ouest et de l'extrême sud. Rien ne ressemblait moins à des régimens réguliers que ceux qu'il avait à commander : tous ses soldats étaient comme lui, leur général, de simples citoyens, des marchands, des *lawyers*, des cultivateurs, des hommes de toutes les professions; en un mot, son corps d'armée était ce qu'on pourrait appeler une garde nationale enthousiaste et téméraire. M. Pierce s'embarqua avec son détachement, en mai 1847, à Newport sur le vaisseau le *Képler*, et débarqua à la Vera-Cruz, un mois environ après son départ des États-Unis, sans savoir au juste où était le gros de l'armée et où il devait aller le rejoindre. Nous avons le journal du général Pierce durant cette marche de la Vera-Cruz à Puebla, où était l'armée du général Scott. Cette marche à travers un désert brûlant, semé çà et là de petits villages, ressemble singulièrement aux marches de nos armées en Afrique. A chaque instant, on est sur le qui-vive. Un coup de feu part à l'improviste du coin d'une montagne; on lève la tête, un détachement de l'ennemi est là qui vous ajuste. La marche est contrariée perpétuellement par ces petits obstacles et ces petites barricades vivantes composées d'une dizaine d'hommes qu'il faut mettre en déroute. Les guérillas arrivent à l'improviste, coupent un pont sur lequel l'armée devait passer, surprennent un officier qui s'est imprudemment écarté de son armée, l'enlèvent et s'enfuient avec leur proie. Ajoutez à cela les inconvéniens du climat, les chaleurs excessives ou les pluies torrentielles qui arrêtent la marche, les maladies du pays qui mettent hors de service pour un temps officiers et soldats. Mais ce qui est plus intéressant pour nous que tous ces accidens, c'est la supériorité de la race anglo-américaine sur la race hispano-américaine, dont témoigne le journal du général Pierce. Cette supériorité se révèle à nous subitement, par un bon mot, par un acte d'énergie, par une résolution prise sans hésitation. Ainsi les Mexicains ont coupé un pont magnifique, ouvrage de leurs énergiques ancêtres, et l'armée du général Pierce est forcée de s'arrêter. « Ces gens ont détruit, dit un officier, ce qu'ils ne seront jamais capables de reconstruire. » Cependant

il faut passer. Un capitaine Bodfish demande cinq cents hommes et se charge de construire en quatre heures une route sur laquelle les trains de l'armée pourront traverser la rivière. Les troupes passent, et les soldats se raillent des Mexicains, qui s'étaient imaginé jouer un bon tour aux Yankees. « La route de Bodfish, dit M. Pierce dans son journal (à moins que la nation mexicaine ne se régénère), sera pour plus d'un demi-siècle maintenant la route sur laquelle passeront les diligences mexicaines. »

Enfin, après plus d'un mois de marche, le général Pierce parvint à atteindre le principal corps d'armée à Puebla, le 7 août. Une semaine après, 19 août, eut lieu la bataille de Contreras. Les troupes américaines étaient commandées par le général Scott, et les troupes mexicaines par le général Valencia. Le général Scott avait pris toutes ses mesures pour empêcher la jonction des troupes de Valencia avec celles de Santa-Anna. Le résultat répondit à ses espérances, et la bataille fut gagnée. Le général Pierce fut blessé pendant la bataille par la chute de son cheval, et, malgré toutes les observations des officiers qui l'entouraient, il se refusa à abandonner son commandement. Sa jambe était brisée, et on lui faisait remarquer qu'il lui était presque impossible de se tenir à cheval. « Eh bien! répondit-il, vous devrez m'attacher sur ma selle. » Il refusa de se retirer et resta jusqu'au complet achèvement de la victoire à son poste. En vain le général Scott le pria de ne pas s'exposer plus longtemps. M. Hawthorne raconte ainsi l'entrevue du général Pierce et du général Scott sur le champ de bataille : « Pierce, mon cher camarade (*my dear fellow*), dit le général Scott, — et cette épithète familière sur le champ de bataille était la preuve la plus haute de l'estime, venant d'un tel homme, — vous êtes gravement blessé, vous ne pouvez pas vous tenir sur votre selle. — Pardon, général, répliqua Pierce, je le puis et je le dois dans une occasion comme celle-ci. — Mais votre pied ne peut pas toucher l'étrier? — Un de mes pieds le peut au moins. — Vous êtes obstiné, général Pierce, dit Scott. Nous vous perdrons, et nous avons besoin de vous. Il est de mon devoir de vous faire retourner à Saint-Augustin. — Au nom de Dieu! général, s'écria Pierce, ne parlez pas ainsi! Cette bataille est la dernière grande bataille, et je dois conduire ma brigade.— Le général en chef ne fit plus aucune objection et ordonna à Pierce d'avancer avec sa brigade. »

Quelques jours après la bataille, le général Scott donna une autre marque de sa haute estime pour l'homme qui devait être plus tard son rival et son compétiteur. Santa-Anna, après la journée de Contreras, fit proposer un armistice, et M. Pierce fut nommé par le général en chef un des commissaires chargés de régler les conventions de la trève. La guerre recommença bientôt cependant, et le général Pierce se distingua encore aux batailles de Molino-del-Rey et de Chepultepec. Telle fut la conduite honorable et courageuse de M. Pierce durant la guerre du Mexique : il n'était point un soldat de profession, il n'avait aucune des connaissances scientifiques nécessaires dans l'état militaire; il se bornait à exécuter avec promptitude et courage les ordres de ses chefs; en un mot, il n'était encore sur le champ de bataille qu'un simple citoyen et un patriote. Toujours modeste, il sut là encore rester à sa place, sans faux orgueil et sans présomption.

Depuis la guerre du Mexique, le général Pierce n'a point pris part à la politique générale de l'Union; il a borné son action et s'est contenté d'exercer

son influence sur son voisinage, pour ainsi dire. Tous ses actes se rapportent à la politique intérieure du New-Hampshire; mais cette politique locale touche sur plus d'un point aux grands intérêts de la confédération. Ainsi le général Pierce a soutenu vaillamment, contre les *free soilers*, si nombreux dans le New-Hampshire, les mesures du compromis Clay, et même, dans une certaine occasion, il n'hésita pas à se prononcer contre un ami personnel, M. Atwood, qui, ayant accepté du parti démocratique la candidature à la charge de gouverneur de l'état, avait, par faiblesse ou par ruse, pris des engagemens secrets avec les abolitionistes et les *free soilers*. En 1850, une convention démocratique s'assembla à Concord pour la révision de la constitution du New-Hampshire, et nomma le général Pierce son président. Là, il essaya, sans pouvoir y réussir, de faire abolir une certaine clause de la constitution portant que certaines charges et certains offices politiques ne pourront être remplis que par des protestans. Le vieil esprit puritain, si puissant encore dans les états de la Nouvelle-Angleterre, fit par deux fois rejeter cette proposition de M. Pierce, et maintint, en dépit des idées de tolérance universelle et du principe de la liberté de conscience, cette arme de défense et de guerre. Ce fut là le dernier acte de sa vie politique avant sa nomination à la présidence. En janvier 1852, certains démocrates du New-Hampshire mirent en avant le nom du général Pierce. M. Pierce refusa, et déclara que « l'usage qu'on pourrait faire de son nom dans la prochaine convocation démocratique à Baltimore répugnerait entièrement à ses goûts et à ses vœux. » Le nom du général Pierce, en effet, ne fut point porté sur la liste des candidats démocratiques à la présidence, et ce n'est, comme on peut se le rappeler, qu'après trente-cinq tours de scrutin que le parti démocratique, en désespoir de cause, commença à le prononcer. Au trente-sixième tour de scrutin, la délégation de la Virginie se déclara en sa faveur, et au quarante-neuvième, deux cent quatre-vingt-deux voix s'étaient réunies sur son nom, onze seulement sur ses compétiteurs. On sait avec quel enthousiasme la nomination de cet homme, auquel personne ne pensait la veille, fut accueillie par l'Union entière.

Telle a été jusqu'à présent la vie du général Pierce; tel est l'homme qui va occuper la première magistrature des États-Unis. Les faits qui remplissent cette vie n'ont rien, on le voit, d'extraordinaire. On a vu à toutes les époques des hommes plus remarquables que leur position, supérieurs aux affaires qu'ils avaient à diriger. Ici, quels que soient les mérites incontestables de M. Pierce, c'est le contraire qui a lieu : la situation est plus forte que l'homme, les faits sont supérieurs à la personne. Il est parfaitement inutile de chercher dans le général Pierce autre chose qu'un homme modeste, libéral, patriote, et un infatigable travailleur. C'est là en résumé le caractère de M. Pierce. Les conclusions à tirer du récit d'une telle vie, c'est l'avenir qui les cache, un avenir prochain dont nous sommes séparés par un mois seulement, et dont les limites extrêmes sont resserrées dans l'étroit espace de quatre années. Nous saurons bientôt si le général Pierce continuera à être ce qu'il a été jusqu'à présent, ou s'il donnera un démenti à sa vie passée en obéissant aux tendances les plus extrêmes de son parti.

ÉMILE MONTÉGUT.

V. DE MARS.

Mrs. Jarrett

11.11.97

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00674 8517